ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Édition 2001

104ème édition

HENRY MADDEN
California State University, Fresno
LIBRARY
3 0250 01412 5400

3 0250 01412 5400

f
HA
1213
A4
1999

DATE DUE

BOOKS MAY BE RECALLED
AFTER 10 DAYS

Demco, Inc. 38-293

Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/annuairestatisti0000inse_o7s0

LIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2001

(Covers 1999)

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM *(cf. page V)*

104e VOLUME

Nouvelle série n° 46

RÉSULTATS
DE 1999

Remerciements

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire statistique de la France.

Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Catherine CLUZEAU

Coordination : Jean-Pierre VIETTI

Rédaction : Josiane BRAQUEHAIS, Hervé MORIZET, Maryse REGNART, Monique ZANNETTACCI

Avec la participation de : Isabelle GAUCHENOT, Bernadette RENARD, Corinne IGNASSE

Secrétariat : Karin ICHELMANN

Graphiques : Chantal KOHLER

Couverture, Conception-Réalisation : Jacqueline LOUIS-MARIE-ABSALON (INSEE)
CRÉATONE (PARIS)

© INSEE 2001

À nos lecteurs

Cette 104e édition de l'Annuaire Statistique de la France présente les résultats les plus significatifs des enquêtes réalisées par le système statistique français, enrichis de données internationales. En particulier, les informations les plus récentes provenant du recensement de la population de 1999 sont livrées dans les chapitres « Logement », « Territoire et population », « Structure de la population », « Ménages », « Étrangers et immigrés ».

Par ailleurs, les changements intervenus en matière monétaire, du fait du passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire le 1er janvier 1999, sont à l'origine de la refonte du chapitre « Monnaie, Crédit, Épargne et patrimoine » ; les nouveaux agrégats monétaires européens y sont notamment insérés. La publication des données financières en euros, commencée dans la précédente édition, s'étend aux chapitres « Comptabilité nationale » et « Balance des paiements ».

Plusieurs révisions méthodologiques (changements de base, modifications de champ d'enquêtes, etc.) ou l'introduction d'un nouvel indice (prix des logements anciens) donnent lieu à de nouvelles séries aux chapitres « Indice des prix à la consommation », « Indices des prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction, indice des prix des logements anciens », « Commerce extérieur », « Loisirs divers » (pour les tableaux sur la navigation de plaisance), « Conditions de travail » (pour le tableau sur les maladies professionnelles indemnisées). Dans une moindre mesure, les chapitres sur les transports et les télécommunications sont revus.

Il est rappelé, enfin, que cet ouvrage fait l'objet, pour la sixième année consécutive, d'une édition sur cédérom, disponible en deux versions, monoposte et réseau. Le cédérom offre, en complément de la quasi totalité des tableaux des éditions précédentes, de nouvelles séries rétrospectives : les comptes nationaux de 1978 à 1999 et de nombreuses données démographiques de 1801 à nos jours.

Des résultats régionaux et départementaux peuvent être obtenus auprès des directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service qui disposent de ces publications. De nombreuses informations figurent aussi sur le site web de l'INSEE : **www.insee.fr**

Toutes vos observations et suggestions pourront être transmises à:

INSEE, Division Chiffres Clés
Timbre H220
18, boulevard Adolphe Pinard
75675 Paris Cedex 14

Direction régionale de l'INSEE de Provence-Alpes-Côte d'Azur
Unité Édition de périodiques et ouvrages nationaux, Chiffres Clés
17, rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10

L'Insee en direct

24 heures sur 24

Netscape: INSEE - Recensement de la population 1999

Mars 1999
le RECENSEMENT de la POPULATION

La Population de la FRANCE est de

60 186 184 HABITANTS

Netscape: Bienvenue sur SIRENE Base de Données

SIRENE®
La base de données des entreprises et c

QUE CONTIENT SIRENE® ?

QUELS PRODUITS UTILISER ?

Netscape: INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques - National Institute for Statistics and Economic Studie...

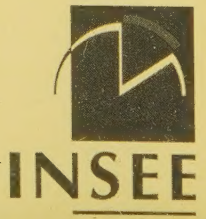
INSEE

LES GRANDS INDICATEURS

LA FRANCE EN FAITS ET CHIFFRES

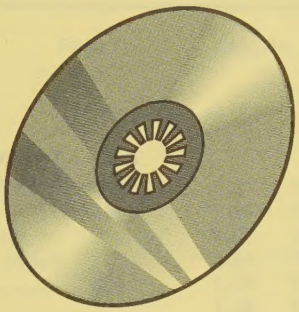
PUBLICATIONS ET PRESTATIONS

www.insee.fr



OFFRE PRÉFÉRENTIELLE
À NOS LECTEURS

L'Annuaire Statistique de la France également disponible sur Cédérom



Vous **venez d'acheter** la 104e édition de l'Annuaire Statistique de la France version papier, bénéficiez d'une **offre préférentielle** :

LE CÉDÉROM MONOPOSTE DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

au prix de 110 FF au lieu de 390 FF (16,77 € au lieu de 59,46 €) **!**

Configuration minimum : Pentium 75 Mhz, 16 Mo, écran VGA 256 couleurs, lecteur 2X.
Systèmes d'exploitation : Windows 95, 98, 2000, NT 4.0

BON DE COMMANDE

(aucune photocopie de ce bon de commande ne sera acceptée)

À retourner à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A
195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12

J'ai acheté l'édition papier de l'Annuaire Statistique de la France 2001, et je souhaite commander le cédérom monoposte (version Windows® pour PC) au prix préférentiel de 110 FF (16,77 €)*

**** Frais de mise à disposition : France et DOM + 20 FF (3,05 €) ; TOM et Étranger + 35 FF (5,34 €)***

Nom, prénom .....

Société.....Tél.....

Activité.....

Adresse.....

.....

Code postal.....Ville.....

Ci-joint un chèque de.....FF (à l'ordre de l'INSEE)

Date..... Signature

sommaire

Chapitre		Page
–		–
	A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire et population	5
A.02	Environnement	25
	B. DÉMOGRAPHIE	
B.01	Structure de la population	43
B.02	Mouvement de la population	69
B.03	Étrangers et immigrés	95
B.04	Ménages	107
	C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES	
C.01	Population active, emploi	117
C.02	Conditions de travail	143
C.03	Revenus et salaires	165
C.04	Transferts sociaux	191
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	219
D.02	Logement	243
D.03	Santé	251
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	273
E.02	Culture	285
E.03	Tourisme	303
E.04	Jeunesse et sports	315
E.05	Loisirs divers	325
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	341
F.02	Recherche et développement expérimental	381
F.03	Propriété industrielle	391
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	
G.01	Comptabilité nationale	401
G.02	L'appareil productif	419
G.03	Le mouvement économique	447

Chapitre		Page
–		–
	H. PRIX	
H.01	Indices de prix à la consommation	457
H.02	Prix à la consommation	471
H.03	Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction, indice des prix des logements anciens	479
	I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	
I.01	Agriculture	491
I.02	Forêt, bois	515
I.03	Pêche maritime	527
I.04	Industries agricoles et alimentaires	533
	J. ÉNERGIE	
J.01	Bilan de l'énergie	557
J.02	Charbon	567
J.03	Pétrole	575
J.04	Électricité	585
J.05	Gaz	593
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION	
K.01	Industrie, données générales	603
K.02	Habillement, cuir	623
K.03	Édition, imprimerie, reproduction	631
K.04	Pharmacie, parfumerie et entretien	635
K.05	Industries des équipements du foyer	641
K.06	Industrie automobile	651
K.07	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	655
K.08	Industries des équipements mécaniques.	663
K.09	Industries des équipements électriques et électroniques	673
K.10	Industrie des produits minéraux	683
K.11	Industrie textile	693
K.12	Industrie du bois et du papier	699
K.13	Chimie, caoutchouc et plastiques	705
K.14	Métallurgie et transformation des métaux	717
K.15	Industries des composants électriques et électroniques	729
K.16	Construction, logement	735

Chapitre		Page
–		–
	L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	
L.01	Transports ferroviaires	751
L.02	Transports routiers	761
L.03	Transports de navigation intérieure	775
L.04	Transports maritimes	781
L.05	Transports aériens	789
L.06	Poste et télécommunications	799
	M. COMMERCE ET SERVICES	
M.01	Commerce intérieur	809
M.02	Services aux entreprises	835
M.03	Services aux particuliers et activités immobilières	845
M.04	Assurances	853
	N. FINANCES	
N.01	Monnaie, crédit, épargne, patrimoine	869
N.02	Marché financier, bourse	893
	O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS	
O.01	Commerce extérieur	903
O.02	Balance des paiements	927
	P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE	
P.01	Justice et police judiciaire	951
P.02	Finances publiques	967

ANNEXES

	Page
–	–
● *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*	
Avant-propos	III
Sommaire	VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE	VIII
Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer et INSEE Info-service	X
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire	XIV
Précisions d'ordre général	XXVI
Signes conventionnels	XXVI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire	XXVI
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques	XXVII

	Page
–	–
● *SUR FEUILLETS VERTS :*	
Index alphabétique	1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	11
Organisations internationales	18
Autres organismes	21
Les publications de l'INSEE	28
Points d'information et vente	30

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)
Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Paul CHAMPSAUR

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Olivier LEFEBVRE

• INSPECTION GÉNÉRALE	**François MADINIER**

Membres : Jean-Luc BELLIER, Tanneguy de JOUVENCEL, Paul KOEPP, Pascal MAZODIER, Alain MOTHE, Guy NEYRET, René PADIEU, Patrice ROUSSEL, Michel QUÉLENNEC.

• SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	**Georges CONSOLO**
Responsable de la sécurité des systèmes d'information	Claude POULAIN
Conseiller pour les affaires juridiques et financières	Alexis TÉNÈZE
UNITÉ GESTION DES CARRIÈRES	**Jean-Louis FAURE**
Chef-adjoint de l'UGC	Françoise BALLU
DÉPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION ET DE LA GESTION	**Joël ALLAIN**
Chef-adjoint du département	Marie-Claude DUTERIEZ
DÉPARTEMENT DU PERSONNEL	**Jacques GARAGNON**
Chef-adjoint du département	Henri HÉBRARD
Adjoint au chef du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines	Michel CÉZARD
Cellule concours et examens	Maryse DUCOURNAU
Division formation	Françoise DUSSERT
Division procédures générales de gestion du personnel	Jean-Louis BORKOWSKI
Division gestion statutaire du personnel	Pierre LAULHÉ
Cellule modernisation de la gestion	Bertrand de KÉRIMEL
Directeur du Centre de Formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL)	**Jean-Pierre BEHMOIRAS**
DÉPARTEMENT DES SERVICES GÉNÉRAUX	**Pierre-Alain GALL**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division Comptabilité Générale	Marc TAPIERO
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division matériel et immobilier	Roger BOËDOT
Division logistique de la Direction Générale	Jacques DUPONT

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques	**Alain VIÉNOT**
Cellule stratégie et innovation	Jean-Pierre SIMON
Division gestion des moyens	Chantal MIKAËLIAN
DÉPARTEMENT PRODUCTION ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUES	**Jean-Louis JESTIN**
Division assistance, installation, documentation, exploitation	François MENU
Division production informatique et services aux utilisateurs	Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure	Jean BUKIET
Division réseaux	Pierre CHEVAUGEON
Cellules technologies de la sécurité et de la communication	Frank COTTON
DÉPARTEMENT APPLICATIONS ET PROJETS	**Christophe ALVISET**
Division support à l'organisation, aux méthodes et au développement	Jean CONTENSOU
Division applications et projets pour le recensement rénové de la population et la démographie	Daniel HUART
Division projets pour le recensement de la population 1999	Hervé BOUDIER
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises, les études et synthèses économiques, la coordination statistique et les relations internationales	Daniel DEPARDIEU
Division applications et projets pour les statistiques sociales	Dominique MAIRE
Division applications et projets pour la gestion	Gérard BALLAND
Division applications et projets pour la diffusion et l'action régionale	Victor PISANO

• DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES	**Jean-Pierre PUIG**
DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION STATISTIQUE	**Jean-Marie RUCH** (par intérim)
Division environnement juridique de la statistique	Gérard LANG
Division relations avec les services statistiques des ministères	Maurice CALVIAC
Secrétariat général du Conseil National de l'Information Statistique	Marie-Hélène AMIEL
DÉPARTEMENT DES NORMES STATISTIQUES ET DES MÉTHODES COMPARÉES	**Philippe DOMERGUE**
Chef-adjoint du département, Responsable de la Mission appui statistique et systèmes de référence	Michel BLANC
Division coordination de la méta-information	Dominique CROSNIER
Division méthodes comparées	Alain DESROSIÈRES
DÉPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA COOPÉRATION	**Alain TRANAP**
Adjoint au chef du département, Chef de la Division relations bilatérales et programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division relations multilatérales et affaires européennes	François ÉLISSALT
Division études et méthodes statistiques pour le développement	Christophe LEFRANC

• DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES	**Michel HÉBERT**
UNITÉ RÉPERTOIRE ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET DES ÉTABLISSEMENTS	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Marie-France BOBIN
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Colette HARITI
DÉPARTEMENT SYSTÈME STATISTIQUE D'ENTREPRISES	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef du département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises	Philippe BRION
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Raoul DEPOUTOT
Division information et travaux pour les entreprises	Claudine KAGAN
DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE	**Michel EURIAT**
Division prix de vente industriels	Philippe SCHERRER
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Adrien FRIEZ
Division comptes et études de l'industrie	V. THOLLON-POMMEROL
Division agriculture	Jean-Pierre BERTHIER
DÉPARTEMENT DES ACTIVITÉS TERTIAIRES	**Magali DEMOTES-MAINARD**
Division commerce	Catherine BERTHIER
Division services	Fabrice LENSEIGNE

• DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES	**Michel GLAUDE**
Division études sociales	Nicole ROTH
DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE	**Guy DESPLANQUES**
Mission répertoires et mouvement de la population	Catherine BEAUME
Cellule statistiques et études sur l'immigration	Catherine BORREL
Pôle infrastructures géographiques	Nathalie ELTCHANINOFF
Division recensements de la population	Mylène CHALEIX
Division enquêtes et études démographiques	François CLANCHÉ
DÉPARTEMENT EMPLOI ET REVENUS D'ACTIVITÉ	**Didier BLANCHET**
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Jean-Louis LHÉRITIER
Division emploi	Dominique GOUX
Division salaires et revenus d'activité	Véronique SANDOVAL
DÉPARTEMENT DES PRIX À LA CONSOMMATION, DES RESSOURCES ET DES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES	**Baudouin SEYS**
Chef-adjoint du département, Chef de la division prix à la consommation	Thierry LACROIX
Division logement	Anne LAFERRÈRE
Division conditions de vie des ménages	Danièle GUILLEMOT
Division revenus et patrimoine des ménages	Jean-Michel HOURRIEZ
UNITÉ MÉTHODES STATISTIQUES	**Daniel VERGER**
Division échantillonnage et traitement statistique des données	Marc CHRISTINE
Division coordination des activités d'enquêtes et des méthodes de collecte	Didier BLAIZEAU

• DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES	**Jean-Luc TAVERNIER**
Directeur adjoint, Chef du DÉPARTEMENT DE LA CONJONCTURE	**Michel DEVILLIERS**
Cellule publications conjoncturelles	Luis CASÈS
Division enquêtes de conjoncture	Hélène ERKEL-ROUSSE
Division synthèse conjoncturelle	Fabrice LENGLART

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES D'ENSEMBLE	**Françoise MAUREL**
Division redistribution et politiques sociales	Béatrice SÉDILLOT
Division croissance et politiques macroéconomiques	Stéphane GREGOIR
Division marchés et stratégies d'entreprises	Bruno CREPON
DÉPARTEMENT DES COMPTES NATIONAUX	**François LEQUILLER**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division synthèse générale des comptes	Maryvonne LEMAIRE
Cellule rapport sur les comptes	Claudie LOUVOT
Division synthèse des biens et services	François MAGNIEN
Division comptes trimestriels	Marie REYNAUD
Division échanges extérieurs	Brahim LAOUISSET
Division concepts et méthodes de la comptabilité nationale	Jacques MAGNIEZ

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE**	**Michel JACOD**
UNITÉS RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVAGE	**Daniel LERNER**
Cellule mise à disposition et archivage	Marie-Claude de La GODELINAIS
Division documentation	Yves ANTHEAUME
DÉPARTEMENT DE L'OFFRE ÉDITORIALE	**André de LOS SANTOS**
Division chiffres-clés	Catherine CLUZEAU
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Division rédaction des publications	Daniel TEMAM
Division production éditoriale	Jean-Paul FAUR
DÉPARTEMENT DE L'ACTION RÉGIONALE	**Jean-François ROYER**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division statistiques régionales, locales et urbaines	J.-Philippe GROUTHIER
Division études territoriales	Philippe CHOFFEL
Mission conduite de l'action régionale	Charles DURAND
INSEE INFO-SERVICE	**X.**
Adjoint au chef de département, Chef de la Cellule connaissance des publics	Jean-Claude RENAUD
Cellule accueil des publics	Jean-Marie RENAUX
Division services spécifiques et grands comptes	Nicole PLANADE
Division communication externe	Carla SAGLIETTI
Bureau de presse	Carine NAGOT-YOUSSEF
Division mercatique et commercialisation	Thérèse LEVY
UNITÉ AFFAIRES JURIDIQUES ET PRIX	**Jean MORIN**

GROUPE DES ÉCOLES NATIONALES D'ÉCONOMIE ET STATISTIQUES (GENES)	
• **DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE**	**Alain TROGNON**
ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE (ENSAE)	**Stéfan LOLLIVIER**
Directeur des études ENSAE	Fabienne ROSENWALD
ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE DE L'INFORMATIQUE (ENSAI)	**Alain BOUVY**
Directeur des études ENSAI	Pascal CHEVALIER
CENTRE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET STATISTIQUE (CREST)	**Alain MONFORT**
Directeur du site rennais - Responsable du Laboratoire de Statistique et Modélisation	Michel DELECROIX
Chef du département de la Recherche	Francis KRAMARTZ
Laboratoire de Finance-Assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de Microéconométrie	Denis FOUGÈRE
Laboratoire d'Économie Industrielle	Anne PERROT
Laboratoire de Statistique	Jean-David FERMANIAN (par intérim)
Laboratoire Sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de Macroéconomie	Guy LAROQUE
Laboratoire de Statistiques d'Enquêtes	Jean-Claude DEVILLE
CENTRE D'ÉTUDES DES PROGRAMMES ÉCONOMIQUES (CEPE)	**Olivier SAUTORY**
Directeur des études CEPE	Evelyne LERNER

MAÎTRISE D'OUVRAGE DU PROGRAMME RRP	**Alain GODINOT**
Adjoint au maître d'ouvrage	Michel ISNARD
Directeur du programme RRP	**Jean-Michel DURR**

Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Direction régionale d'Alsace Service Études-Diffusion	**V. Le Calonnec.** M. Duee (par intérim).	Cité administrative Gaujot, 14, rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 03 88 52 40 40. Télécopieur : 03 88 52 40 41.
Direction régionale d'Aquitaine Service Études-Diffusion	**M. Schrantz.** P. Ahmed-Michaux.	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 05 57 95 05 00. Télécopieur : 05 57 95 03 58.
Direction régionale d'Auvergne Service Études-Diffusion	**M. Perronet.** B. Priou.	3, place Charles de Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 04 73 31 82 82. Télécopieur : 04 73 31 82 92.
Direction régionale de Bourgogne Service Études-Diffusion	**A. Ravet.** J.-L. Coster.	2, rue Hoche, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 03 80 40 67 67. Télécopieur. : 03 80 40 67 40.
Direction régionale de Bretagne Service Études-Diffusion	**J.-J. Malpot.** P. Oger.	Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier, CS 94439 35082 Rennes Cedex. Tél. : 02 99 29 33 33. Télécopieur : 02 99 29 33 90.

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Centre	**C. Basso.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 52 00.
Service Études-Diffusion	A. Stéphany.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 53 00.
Direction régionale de Champagne-Ardenne	**M. Gaudey.**	10, rue Édouard Mignot, 51079 Reims Cedex. Tél. : 03 26 48 60 00. Télécopieur : 03 26 48 60 60.
Service Études-Diffusion	G. Bourgey.	
Direction régionale de la Corse	**C. Hilico.**	BP 907, 20700 Ajaccio Cedex 9. Tél. : 04 95 23 54 54. Télécopieur : 04 95 23 54 79.
Service Études-Diffusion	O. Ribon.	
Direction régionale de Franche-Comté	**B. Le Calvez.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25020 Besançon Cedex. Tél. : 03 81 41 61 61. Télécopieur : 03 81 41 61 99.
Service Études-Diffusion	J-M. Floch.	
Direction régionale d'Île-de-France	**A. Charraud.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines, Cedex. Tél. : 01 30 96 90 00. Télécopieur : 01 30 96 90 01.
Service Études-Diffusion	O. Bovar.	
Direction régionale de Languedoc Roussillon	**P. Joly.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, 34064 Montpellier Cedex 2. Tél. : 04 67 15 70 00. Télécopieur : 04 67 15 70 70. Télécopieur diffusion : 04 67 15 71 71.
Service Études-Diffusion	P. Clairet.	
Direction régionale du Limousin	**H. Théron.**	50, avenue Garibaldi, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 05 55 45 20 07. Télécopieur : 05 55 45 20 00.
Service Études-Diffusion	P. Chataignon.	
Direction régionale de Lorraine	**P. Muller.**	15, rue du Général-Hulot, BP 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 03 83 91 85 85. Télécopieur : 03 83 40 45 61.
Service Études-Diffusion	J. Creusat.	
Direction régionale de Midi-Pyrénées	**B. Camus.**	36, rue des 36 Ponts, 31054 Toulouse Cedex 4. Tél. : 05 61 36 61 36. Télécopieur : 05 61 36 62 00.
Service Études-Diffusion	C. Escapa.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**J.-C. Hautcoeur.**	130, avenue du Président J.-F.-Kennedy, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 03 20 62 86 29. Télécopieur : 03 20 62 86 00.
Service Études-Diffusion	A. Flipo.	
Direction régionale de Basse-Normandie	**M. Deroin-Thévenin.**	93-95, rue de Geôle, 14052 Caen Cedex 4. Tél. : 02 31 15 11 00.
Service Études-Diffusion	S. Delavelle.	Tél. accueil : 02 31 15 11 11. Télécopieur : 02 31 15 11 01.
Direction régionale de Haute-Normandie	**J. Jacob.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 02 35 52 49 11.
Service Études-Diffusion	J. Lemattre.	Télécopieur : 02 35 15 06 32.
Direction régionale des Pays de la Loire	**B. Trégouët.**	105, rue des Français-Libres, BP 67401, 44274 Nantes Cedex 2. Tél. : 02 40 41 75 75.
Service Études-Diffusion	J.-M. Quellec.	Télécopieur : 02 40 41 79 39.
Direction régionale de Picardie	**J.-P. François.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex 1. Tél. : 03 22 97 32 00.
Service Études-Diffusion	B. Macrakis.	Télécopieur : 03 22 97 32 01.
Direction régionale de Poitou-Charentes	**J.-P. Lissilour.**	5, rue Sainte-Catherine, BP 557, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 05 49 30 01 01.
Service Études-Diffusion	R. Bastida.	Télécopieur : 05 49 30 01 02. Télécopieur diffusion : 05 49 30 01 03.
Direction régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur	**P. Audibert.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 04 91 17 57 57.
Service Études-Diffusion	J. Laganier.	Télécopieur : 04 91 17 59 59. Télécopieur diffusion : 04 91 17 59 58.
Direction régionale Rhône-Alpes	**E. Traynard.**	165, rue Garibaldi, BP 3184, 69401 Lyon Cedex 03. Tél. : 04 78 63 28 15.
Service Études-Diffusion	F. Dupont.	Télécopieur : 04 78 63 25 25.

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Direction interrégionale Antilles-Guyane	**J.-P. Bernard.**	INSEE/DIRAG, BP 300, 41, rue Bébian, 97158 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : 05 90 21 47 00.
Coordination Études-Diffusion	F. Lebeaupin.	Télécopieur : 05 90 21 47 39.

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Service régional de la Guadeloupe	**G. Houriez.**	INSEE, BP 96,
Département Études-Diffusion.....	C. Cappelluti.	Avenue Paul-Lacavé,
		97102 Basse-Terre Cedex.
		Tél. : 05 90 99 36 36.
		Télécopieur : 05 90 99 36 37.
Service régional de la Guyane.....	**M. Guillemet.**	INSEE, BP 6017,
Département Études-Diffusion.....	D. Jouglet.	Avenue Pasteur,
		97306 Cayenne Cedex.
		Tél. : 05 94 29 73 00.
		Télécopieur : 05 94 29 73 01.
Service régional de la Martinique.....	**A. Chauvet.**	Centre DELGRES,
Département Études-Diffusion.....	R. Hardy-Dessources.	Boulevard de la Pointe des Sables,
		Les Hauts de Dillon, BP 641,
		97262 Fort-de-France Cedex.
		Tél. : 05 96 60 73 73.
		Télécopieur : 05 96 60 73 50.
Service régional de la Réunion.....	**R. Jean.**	INSEE, 15, rue de l'École, BP 13,
Département Études-Diffusion.....	J.-B. Herbet.	97408 Saint-Denis Messag Cedex 9.
		Tél. : 0 262 48 89 00.
		Télécopieur : 0 262 48 89 89.
Antenne de Mayotte.....	**C. Toulet.**	46, rue Sarahangue,
		BP 1362,
		97600 Mamoudzou.
		Tél. : 0 269 61 36 35.
		Télécopieur : 0 269 61 15 33.

INSTITUTS STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut Territorial de la Statistique et des Études Économiques de Nouvelle-Calédonie.....	**G. Baudchon.**	ITSEE, Immeuble Gallieni, 5, rue Gallieni, BP 823, Nouméa. Nouvelle Calédonie Tél. : 00 687 28 31 56. Télécopieur : 00 687 28 81 48.
Institut Territorial de la Statistique de Polynésie française.....	**N. Lévesques.**	ISPF, BP 395, Papeete Tahiti, Polynésie Française. Immeuble Donald, Tél. : 00 689 54 32 32. Télécopieur : 00 689 42 72 52.

INSEE Info-Service (1)	**J.-C. Renaud.** (par intérim).	195, rue de Bercy, Tour Gamma A, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 01 41 17 66 11. Télécopieur : 01 53 17 88 09.

(1) Département de la Direction de la Diffusion et de l'Action régionale de la Direction générale de l'INSEE.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans *l'Annuaire statistique de la France*, ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Anciennes nomenclatures d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services rendus) par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.*

— La « NAP 73 », officialisée par un décret en 1973, permettait de déterminer le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE. La NAP était utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises et les enquêtes de branche. Élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale, la NAP met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à quatre chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »).

Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel* :

— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 était la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité, branches ou produits.

À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : à la fin du présent chapitre un tableau donne l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE, dans la collection *INSEE-Résultats* de 1992 à 1998. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

3. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

4. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST),* Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Centre d'information sur l'Union européenne (Sources d'Europe, le socle de la Grande Arche - 92044 PARIS La Défense Cedex).

5. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité »* :

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats.*

B. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, le dispositif européen a été refondu et unifié. Trois grands types de nomenclatures font l'objet de modifications, la première de celles-ci datant de 1988.

1. Nomenclature du commerce extérieur. — Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale. Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

2. Nomenclature des activités. — La nomenclature d'activités française (NAF) est entrée en vigueur en 1993, conformément au décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992, pris en application du règlement européen instaurant la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE révision 1). Ainsi, les activités disposent, comme les marchandises, d'un dispositif emboîté.

La NACE révision 1 détaille la nomenclature internationale dénommée classification internationale type, par industrie (CITI révision 3) et constitue le tronc commun européen ; les nomenclatures nationales, telles la NAF, en sont des déclinaisons.

La nomenclature de l'artisanat relève du même principe : la nomenclature d'activités française de l'artisanat (NAFA) s'emboîte dans la NAF.

3. Nomenclature des produits. — Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA); une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également par le décret rappelé au paragraphe 2 ci-dessus se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

L'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ces nouveaux regroupements constituent la *nomenclature économique de synthèse* (NES); ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point H dans sa présentation « Activités ».

Par ailleurs, les comptes nationaux sont, depuis leur publication en 1999, compatibles avec la nomenclature d'activités française elle-même cohérente avec la NACE (nomenclature des communautés européennes). La nomenclature adoptée permettra de meilleures comparaisons internationales ; les modifications portent sur :

- les industries agricoles et alimentaires ventilées au niveau NES « 36 » en « Industries de la viande et du lait » et « Autres industries agricoles et alimentaires »,
- l'eau, gaz, électricité réparti en trois postes au niveau 114,
- la construction répartie en deux postes au niveau 36,
- le commerce de détail rassemblé en un seul poste au niveau 114,
- les activités financières, ventilées au niveau NES « 36 » en « Intermédiation financière » et « Assurances et auxiliaires financiers »,
- les activités immobilières éclatées au niveau NES « 36 » en « Promotion, gestion immobilière » et « Location immobilière »,
- les postes et télécommunications regroupées en un seul poste au niveau 114,
- la recherche et développement éclatée selon le critère, marchand ou non marchand (niveau 114), ainsi que les autres activités récréatives, culturelles et sportives, l'éducation, la santé (les activités vétérinaires étant isolées), l'action sociale,
- les activités associatives regroupées en un seul poste au niveau 114, et n'isolant plus les activités extra-territoriales.

Cette nomenclature est également publiée dans le Bulletin officiel de l'administration centrale du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, fascicule 95/4.

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Deux ouvrages co-édités par le *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) et l'INSEE (cf. adresse des points de vente, pages précédentes) détaillent les postes des nomenclatures d'activités et de produits :

— Nomenclatures d'activités (NAF) et de produits (CPF), n°1402, édition novembre 1999.

Une version sur cédérom est disponible.

— Index alphabétique des nomenclatures d'activités et de produits, volume 1402-II (édition avril 1994).

La nomenclature française d'activités (NAF) peut être consultée sur le site internet **www.insee.fr** ; elle est également accessible par minitel sur 3617 SIRENE.

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) et vendus au Journal officiel (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 761/93, pour la NACE (disponible également à INSEE Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 1232/98 du 17 juin 1998, pour la CPA.

C. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS). — Le code des professions et catégories socioprofessionnelles est utilisé depuis le recensement de 1982. À son niveau le plus fin, les « professions » sont ventilées en 455 postes. Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature.

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point I.

— *Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles*, INSEE 2e édition, 1994, disponible sur disquette. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

Elle peut être consultée sur le site internet de l'INSEE **www.insee.fr**.

D. Découpages géographiques

Le Code officiel géographique rassemble en un seul volume les codes et libellés des pays étrangers, des régions, des départements, des arrondissements, des cantons, des communes. Il se décompose de la façon suivante :

- une table de correspondance Région-Département ;
- un tableau du nombre d'arrondissements et de cantons au 1er janvier 1999 et du nombre de communes à différentes dates ;
- les listes des arrondissements, cantons et communes pour les départements métropolitains et les DOM.
- les listes des cantons et communes pour les Territoires d'outre-mer ;
- la liste des pays étrangers.

L'édition 1999 (la 13ème) du Code Officiel Géographique donne la situation de la géographie administrative au 1er janvier 1999. Les précédentes éditions sont parues en 1943, 1954, 1961, 1966, 1968, 1971, 1975, 1978, 1982, 1985, 1990 et 1994.

Chaque année, le Code officiel Géographique fait l'objet d'une mise à jour ; la dernière publiée est établie au 1er janvier 2000.

Il est également commercialisé sur cédérom.

— En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15	Niveau 40	Niveau 100
U 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	T 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	01 Agriculture. 02 Sylviculture et exploitation forestière. 03 Pêche.
U 02 Industries agricoles et alimentaires.	T 02 Industrie de la viande et du lait.	35 Industrie de la viande. 36 Industrie laitière.
	T 03 Autres industries agricoles et alimentaires.	37 Fabrication de conserves. 38 Boulangerie, pâtisserie. 39 Travail du grain. 40 Fabrication de produits alimentaires divers. 41 Fabrication de boissons et alcools. 42 Transformation de tabac.
U 03 Production et distribution d'énergie.	T 04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
	T 05 Production de pétrole et de gaz naturel.	05 Production de pétrole et de gaz naturel.
	T 06 Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 Production et distribution d'électricité. 07 Distribution de gaz. 08 Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04 Industries des biens intermédiaires.	T 07 Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 Extraction et préparation de minerais de fer. 10 Sidérurgie. 11 Première transformation de l'acier.
	T 08 Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 Extraction et préparation de minerais non ferreux. 13 Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
	T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 Production de minéraux divers. 15 Production de matériaux de construction et de céramique.
	T 10 Industrie du verre.	16 Industrie du verre.
	T 11 Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 Chimie minérale. 17-2 Chimie organique. 43 Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
	T 13 Fonderie et travail des métaux.	20 Fonderie. 21 Travail des métaux.
	T 21 Industrie du papier et du carton.	50 Industrie du papier et du carton.
	T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	52 Industrie du caoutchouc. 53 Transformation des matières plastiques.
U 05 A Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14 Construction mécanique.	22 Fabrication de machines agricoles. 23 Fabrication de machines-outils. 24 Production d'équipement industriel. 25 Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. 34 Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
	T 15 A Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. 28 Fabrication de matériel électrique. 29 A Construction de matériel électronique professionnel.
	T 17 Construction navale et aéronautique, armement.	26 Industries de l'armement. 32 Construction navale. 33 Construction aéronautique.

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP. *(suite)*

U 05 B	Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B	Équipement ménager, électronique grand public.	29 B 30	Construction de matériel électronique ménager. Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 31-2	Construction de véhicules automobiles, de motocycles et cycles. Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06	Industries des biens de consommation courants.	T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 19	Parachimie. Industrie pharmaceutique.
		T 18	Industries textiles et de l'habillement.	44 A 44 B 47	Filature, teintures et apprêts. Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. Industrie de l'habillement.
		T 19	Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 45-2 46	Tannerie, mégisserie. Fabrication d'articles en cuir. Industrie de la chaussure.
		T 20	Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 49 54	Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). Industrie de l'ameublement. Industries diverses.
		T 22	Imprimerie, presse, édition.	51	Imprimerie, presse, édition.
U 07	Bâtiment génie civil et agricole.	T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55	Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08	Commerces.	T 25	Commerce de gros alimentaire.	57	Commerce de gros alimentaire.
		T 26	Commerce de gros non alimentaire.	58 59 60	Commerce de gros non alimentaire. Commerce de gros interindustriel. Intermédiaires du commerce.
		T 27	Commerce de détail alimentaire.	61 62	Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
		T 28	Commerce de détail non alimentaire.	63 64	Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09	Transports et télécommunications.	T 31	Transports.	68 69 70 71 72 73 74	Transports ferroviaires. Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. Navigation intérieure. Transports maritimes et navigation côtière. Transports aériens. Activités annexes des transports et entrepôts. Auxiliaires de transport et agences de voyages.
		T 32	Télécommunications et postes.	75	Télécommunications et postes.
U 10	Services marchands.	T 29	Réparation et commerce de l'automobile.	65	Réparation et commerce de l'automobile.
		T 30	Hôtels, cafés, restaurants.	67	Hôtels, cafés, restaurants.
		T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 76 77 78 79 80 82 83	Récupération. Holdings. Activités d'études, de conseil, d'assistance. Auxiliaires financiers et d'assurances. Promoteurs et sociétés immobilières. Locations mobilières. Enseignement (services marchands). Recherche (services marchands).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.
(suite et fin)

U 10	Services marchands.	T 34	Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 84 85 86 87	Réparations diverses. Santé (services marchands). Action sociale (services marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). Services divers (marchands).
U 11	Locations immobilières.	T 35	Locations immobilières.	81	Locations immobilières.
U 12	Assurances.	T 36	Assurances.	88	Assurances.
U 13	Organismes financiers.	T 37	Organismes financiers.	89	Organismes financiers.
U 14	Services non marchands.	T 38	Services non marchands.	90 91 92 93 94 95 96 97 98	Administration générale. Prévoyance et sécurité sociale. Enseignement (services non marchands). Recherche (services non marchands). Santé (services non marchands). Action sociale (services non marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). Services divers fournis à la collectivité (non marchands). Services domestiques.

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classe de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes.	01
		A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.	02
		A03 Pêche, aquaculture.	05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes.	15.1
		B02 Industrie du lait.	15.5
		B03 Industrie des boissons.	15.9
		B04 Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux.	15.6, 15.7
		B05 Industries alimentaires diverses.	15.2 à 15.4, 15.8
		B06 Industrie du tabac.	16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.	18
		C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique.	24.4
		C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles.	36.1
		C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.	36.2, 36.3
		C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.	36.4 à 36.6
		C44 Fabrication d'appareils domestiques.	29.7
		C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).	32.3
		C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile.	34.1, 34.2
		D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.3

H. **Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF)** *(suite).*

EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire.	E11 Construction navale.	35.1
		E12 Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13 Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23 Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24 Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25 Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26 Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique.	29.5
		E28 Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11 Extraction de minerais métalliques.	13
		F12 Autres industries extractives.	14
		F13 Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 26.8
	F2 Industrie textile.	F21 Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22 Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33 Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

H. Correspondances entre la nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EF Industrie des biens intermédiaires *(fin).*	F4 Chimie caoutchouc, plastiques.	F41 Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42 Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43 Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45 Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46 Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 à 27.3
		F52 Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53 Fonderie.	27.5
		F54 Services industriels du travail des métaux.	28.4, 28.5
		F55 Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56 Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61 Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62 Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12 Extraction d'hydrocarbures; services annexes.	11
		G13 Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14 Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15 Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22 Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01 Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02 Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10 Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros.	J20 Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparation.	J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite et fin).*

EK Transports.	K0 Transports.	K01 Transports ferroviaires. K02 Transport routier de voyageurs. K03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises. K04 Transports par eau. K05 Transports aériens. K06 Transport spatial. K07 Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures. K08 Agence de voyage. K09 Organisation du transport de fret.	60.1 60.2A à 60.2G 60.2L à 60.2P, 60.3 61 62.1, 62.2 62.3 63.1, 63.2 63.3 63.4
EL Activités financières.	L0 Activités financières.	L01 Intermédiation financière. L02 Assurance. L03 Auxiliaires financiers et d'assurance.	65 66 67
EM Activités immobilières	M0 Activités immobilières.	M01 Promotion, gestion immobilière. M02 Location immobilière.	70.1, 70.3 70.2
EN Services aux entreprises.	N1 Postes et télécommunications.	N11 Activités de poste et de courrier. N12 Télécommunications.	64.1 64.2
	N2 Conseils et assistance.	N21 Activités informatiques. N22 Services professionnels. N23 Administration d'entreprises. N24 Publicité et études de marché. N25 Architecture, ingénierie, contrôle.	72 74.1A, 74.1C, 74.1G 74.1J 74.1E, 74.4 74.2, 74.3
	N3 Services opérationnels.	N31 Location sans opérateur. N32 Sélection et fourniture de personnel. N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises. N34 Assainissement, voirie et gestion des déchets.	71 74.5 74.6 à 74.8 90
	N4 Recherche et développement.	N40 Recherche et développement.	73
EP Services aux particuliers.	P1 Hôtels et restaurants.	P10 Hôtels et restaurants.	55
	P2 Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21 Activités audiovisuelles. P22 Autres activités récréatives, culturelles et sportives.	92.1, 92.2 92.3 à 92.7
	P3 Services personnels et domestiques.	P31 Services personnels. P32 Services domestiques.	93 95
EQ Éducation, santé, action sociale.	Q1 Éducation.	Q10 Éducation.	80
	Q2 Santé, action sociale.	Q21 Activités relatives à la santé. Q22 Action sociale.	85.1, 85.2 85.3
ER Administration.	R1 Administration publique.	R10 Administration publique.	75
	R2 Activités associatives et extra-territoriales.	R21 Activités associatives. R22 Activités extra-territoriales.	91 99

I. Correspondances entre les secteurs 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	41 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaître, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
_	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
∈	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire*;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Sources des données

Le lecteur trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui ont paru les plus représentatifs de cet annuaire. Les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire, sont données ci-dessous.

Page 1. — Carte 1 :

Densité de population dans l'Union européenne (1998).
Données Insee et Eurostat.

Page 2. — Graphiques 1 et 2 :

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2000.
Pyramide des âges de la population totale en 2020 selon trois hypothèses de fécondité.
Les données utilisées pour ces graphiques figurent dans cet annuaire (chapitre B.01) et dans *INSEE-Résultats*, série Démographie, n°44, septembre 1995.

Page 3. — Graphiques 3 et 4 :

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1969-1999).
Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage (1975-1998).
Données Eurostat et dans le chapitre B.02.

Page 4. — Graphique 5 et carte 2 :

Les étrangers à divers recensements.
Part des étrangers dans la population totale en 1999.
Données détaillées et définitions au chapitre B.03.

Page 5. — Graphique 6 et carte 3 :

Sorties du système éducatif suivant le niveau des élèves (1990 à 1998).
Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1999.
Données détaillées (ministère de l'Éducation nationale) et définitions au chapitre F.01.

Page 6. — Graphique 7 et carte 4 :

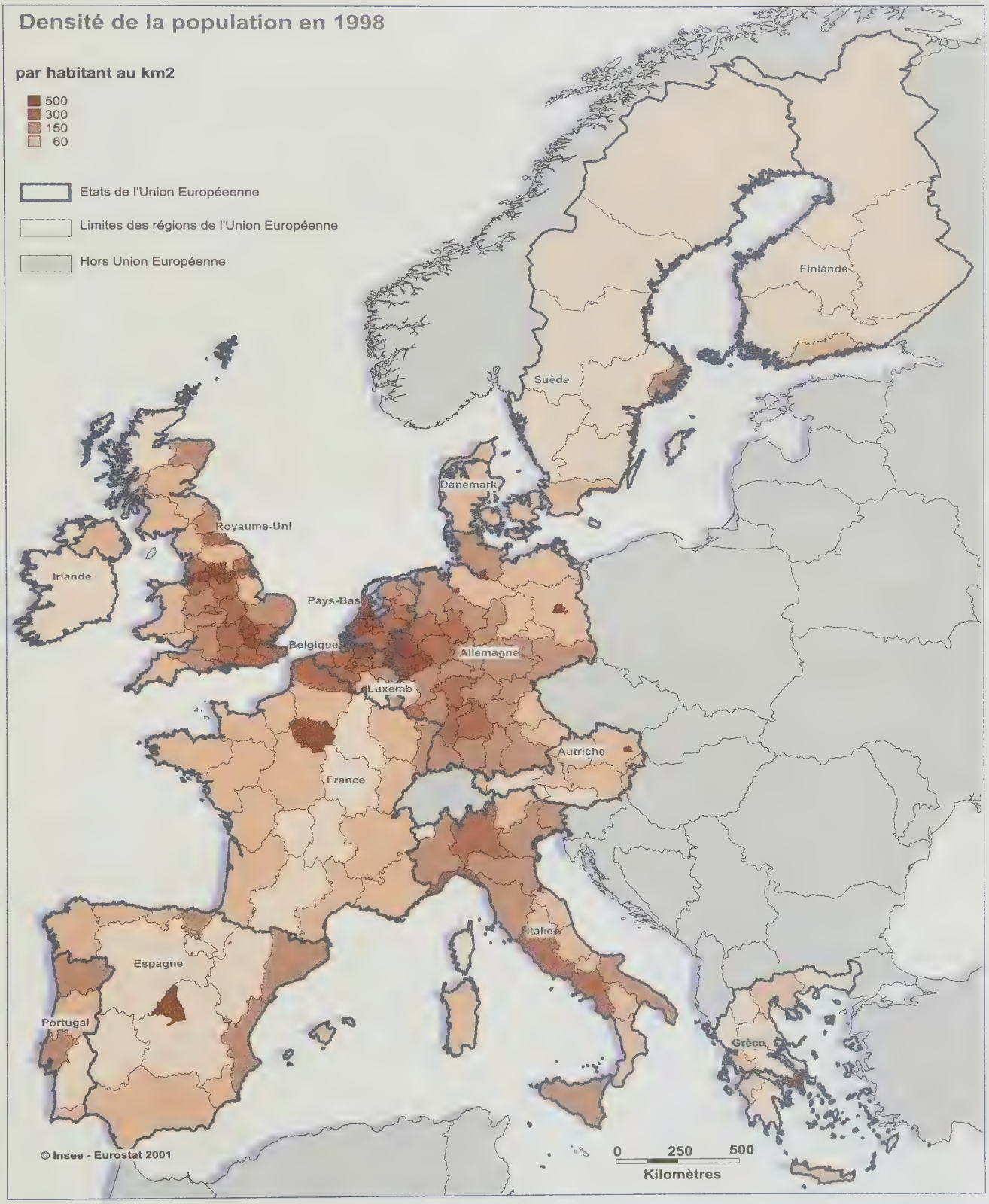
Taux d'activité par sexe et groupe d'âge en mars 1980 et en mars 2000.
Taux de chômage au sens du BIT par département en 1999.
Données détaillées dans les résultats des enquêtes sur l'emploi de mars 1980 et mars 2000 (collections de l'INSEE, série D, n° 76, novembre 1980, *INSEE-Résultats*, n° 708-709, juillet 2000) et définitions au chapitre C.01.

Page 7. — Graphiques 8 et 9 :

Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1999.
Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de mars 1990 à mars 2000.
Données provenant des estimations annuelles d'emploi (INSEE) et des résultats des enquêtes sur l'emploi de janvier 1990 et mars 2000 (*INSEE-Résultats*, n° 222-223, décembre 1992 et *INSEE-Résultats*, n° 708-709, juillet 2000) et définitions au chapitre C.01.

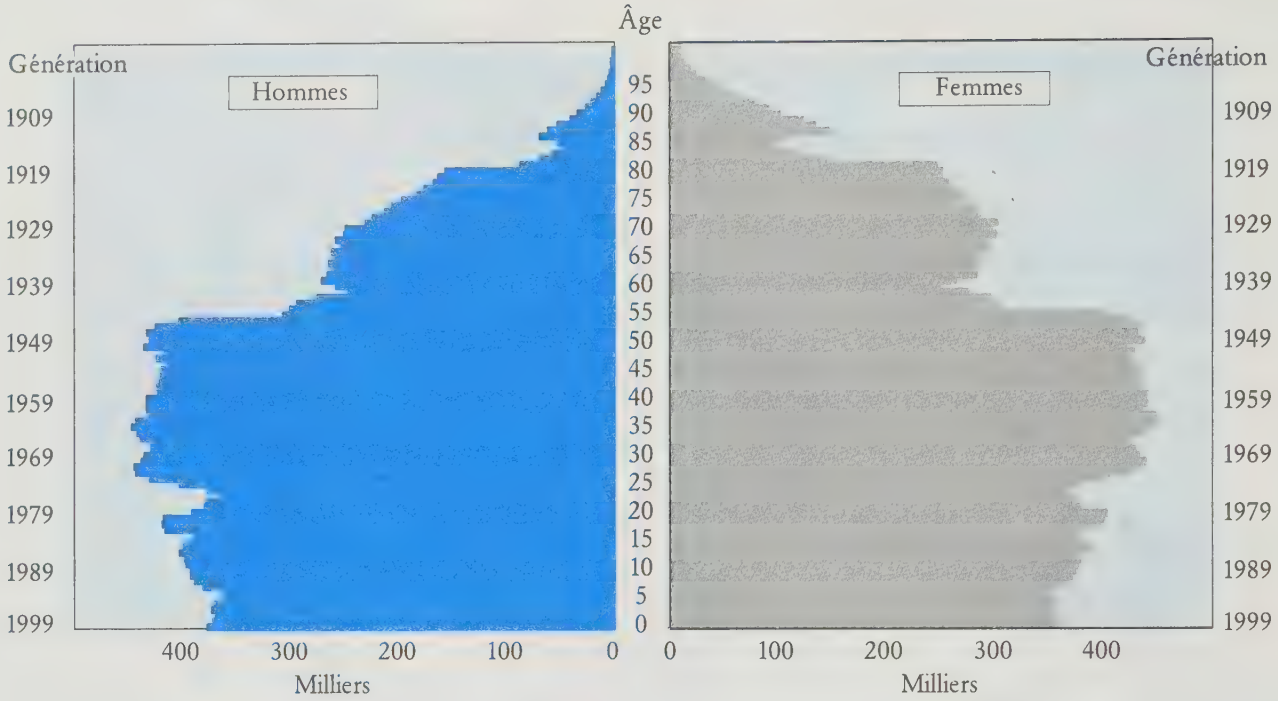
Page 8. — Graphiques 10 à 13 :

Comparaisons internationales, indicateurs pour divers pays de l'OCDE :
Taux de croissance du PIB en volume.
Indices de la production industrielle.
Taux de chômage standardisés.
Indices des prix à la consommation harmonisés.
Données et indications méthodologiques dans les chapitres C.01, G.01, H.01 et K.01.


Densité de la population en 1998
par habitant au km2
500
300
150
60
Etats de l'Union Européeenne
Limites des régions de l'Union Européenne
Hors Union Européenne
Finlande
Suède
Danemark
Royaume-Uni
Irlande
Pays-Bas
Belgique
Allemagne
Luxemb
Autriche
France
Italie
Espagne
Portugal
Grèce
© Insee - Eurostat 2001
0
250
500
Kilomètres

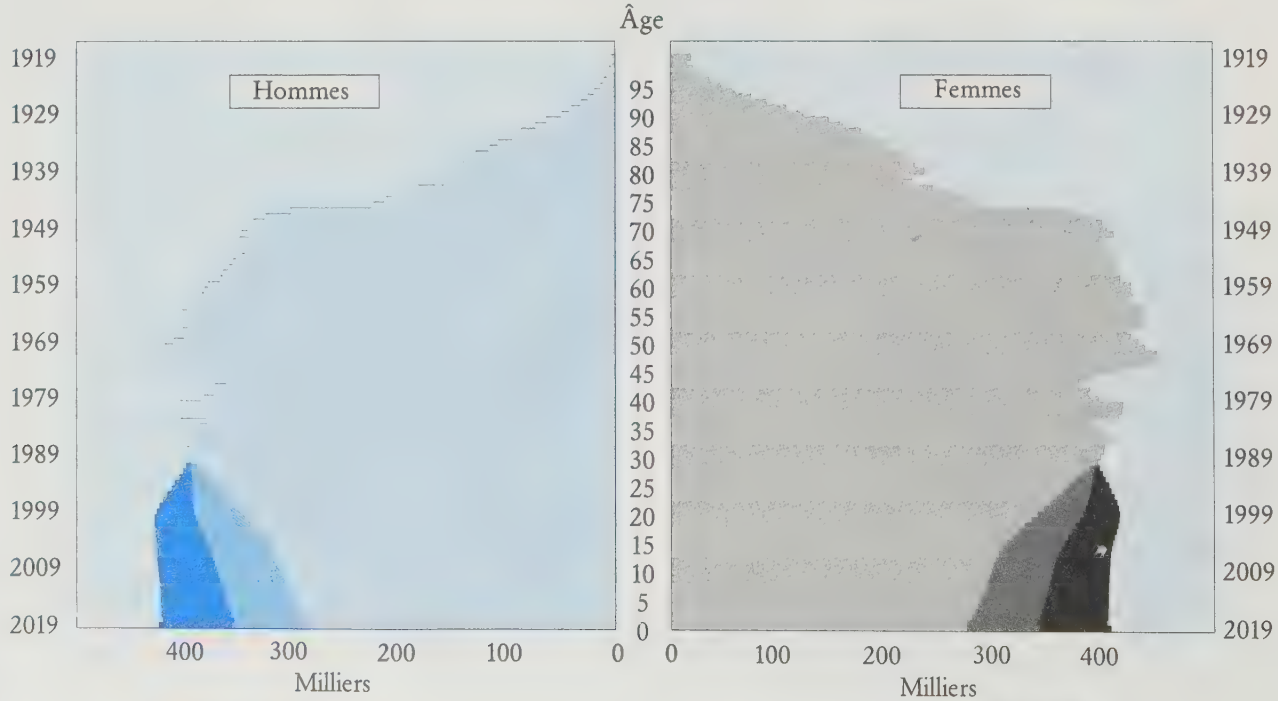
Graphique 1

Pyramide des âges de la population totale
au 1er janvier 2000



Graphique 2

Pyramide des âges de la population totale
en 2020 selon trois hypothèses de fécondité

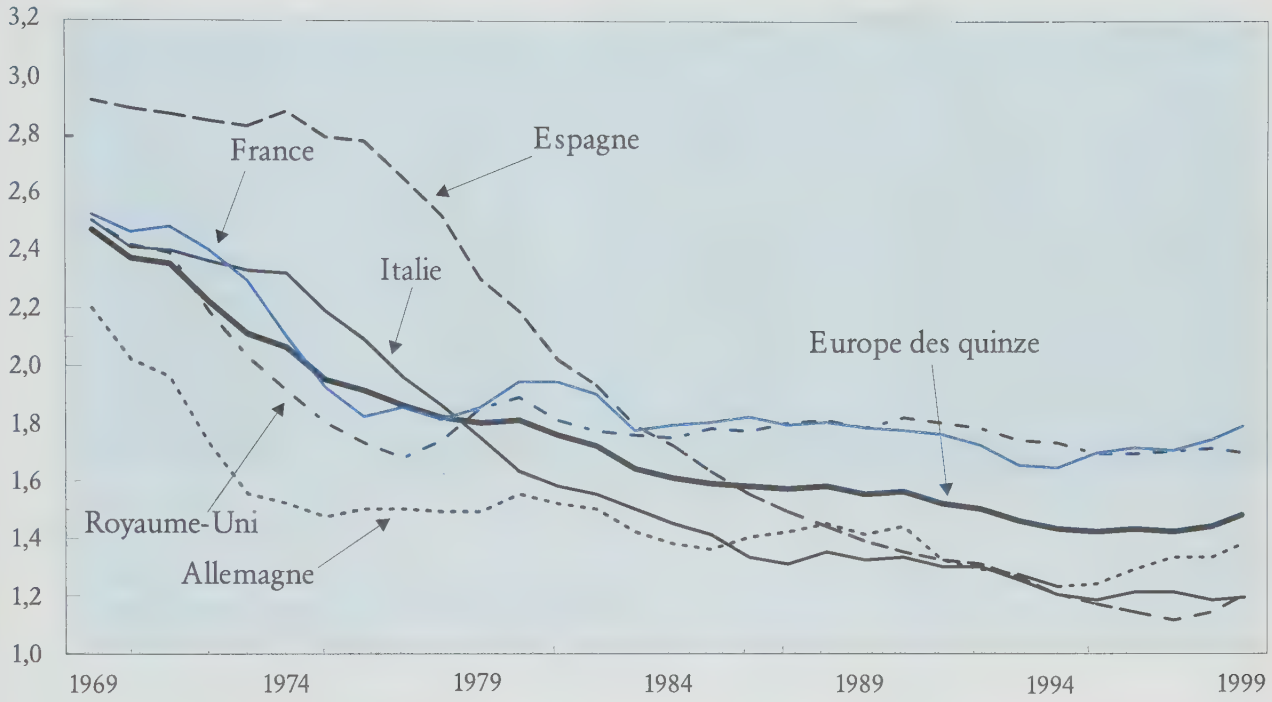


Hypothèse de fécondité basse (1,5 enfant par femme)
Hypothèse de fécondité moyenne (1,8 enfant par femme)
Hypothèse de fécondité haute (2,1 enfants par femme)

Source : INSEE

Graphique 3

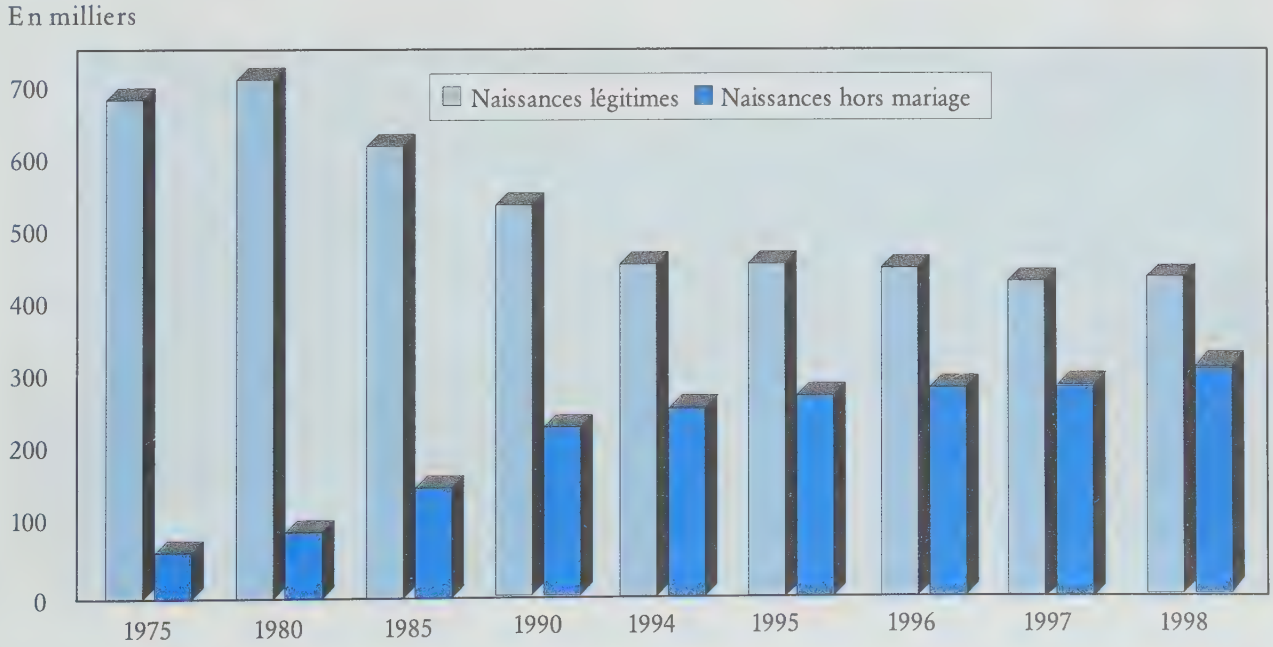
Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1969-1999)*



Certaines données sont susceptibles d'être révisées.
Source : EUROSTAT

Graphique 4

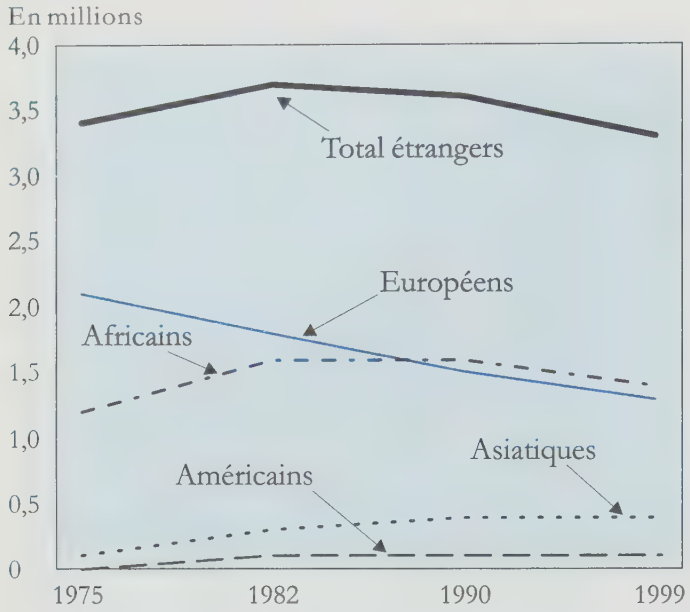
Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage de 1975 à 1998



Source : INSEE

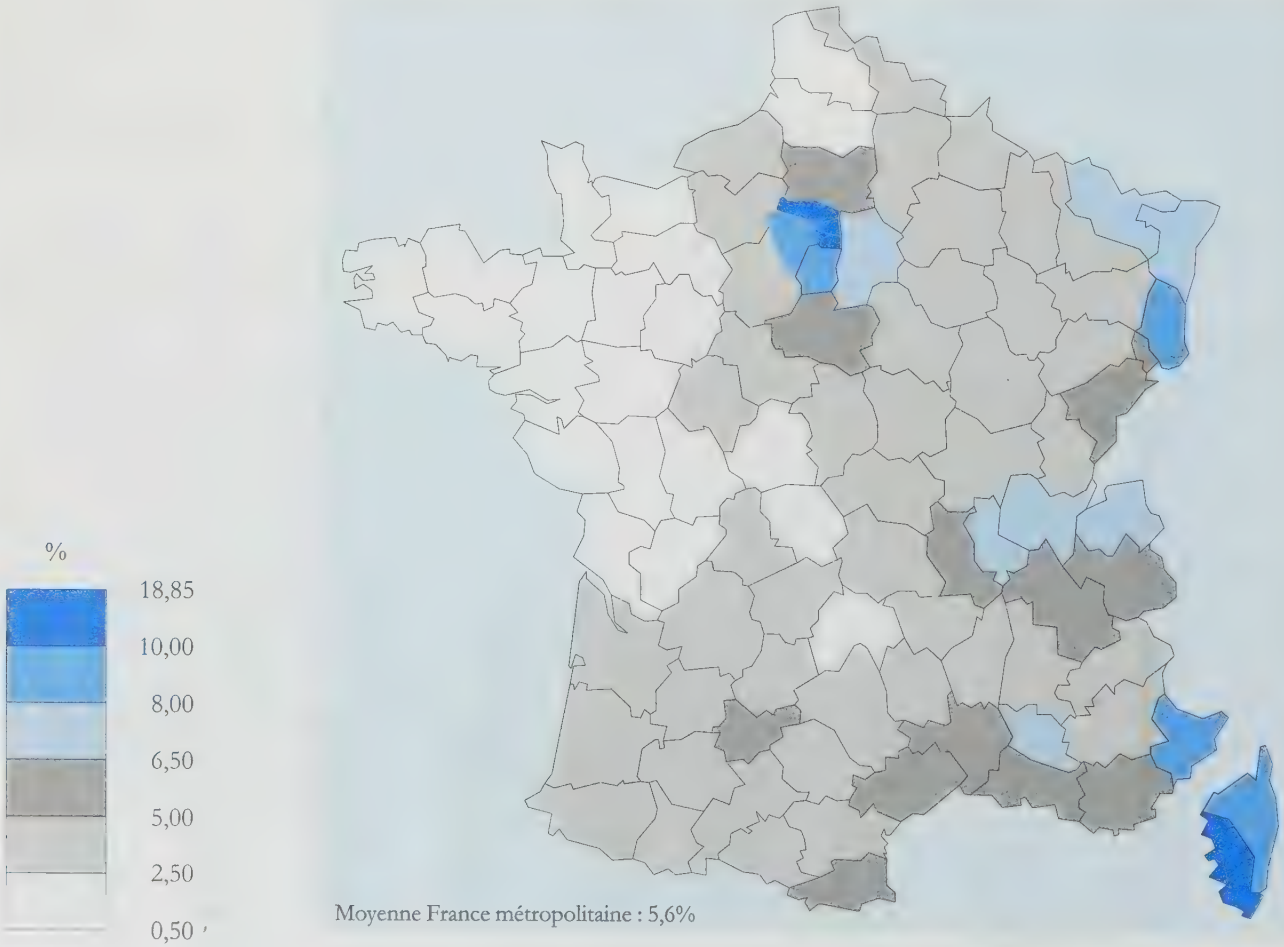
Graphique 5

Les étrangers à divers recensements



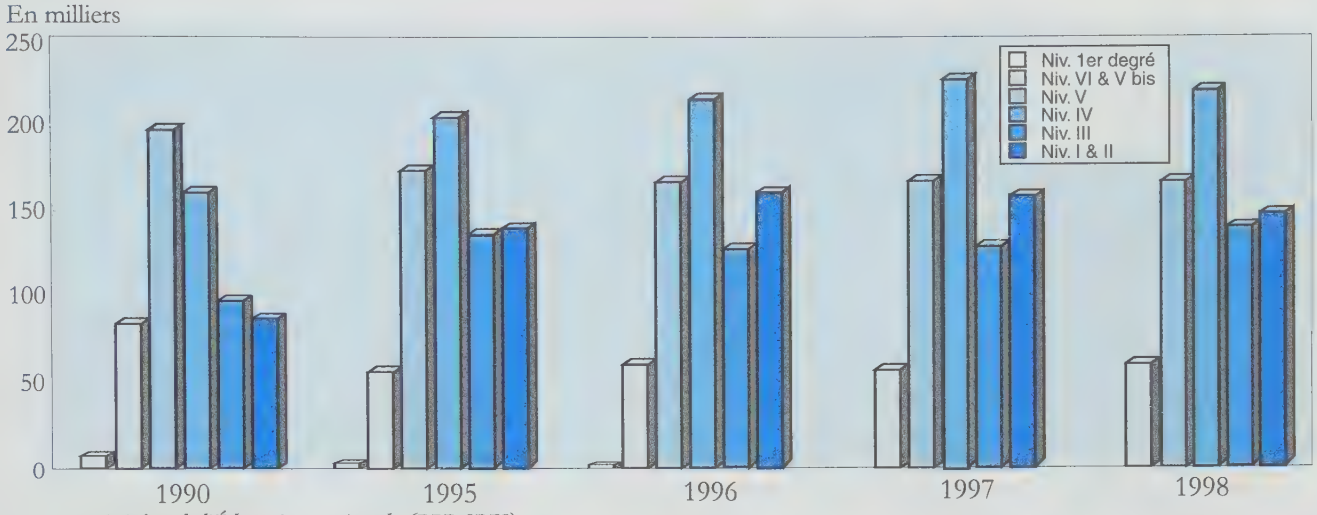
Carte 2

Part des étrangers dans la population totale en 1999



Source : INSEE, recensements de la population

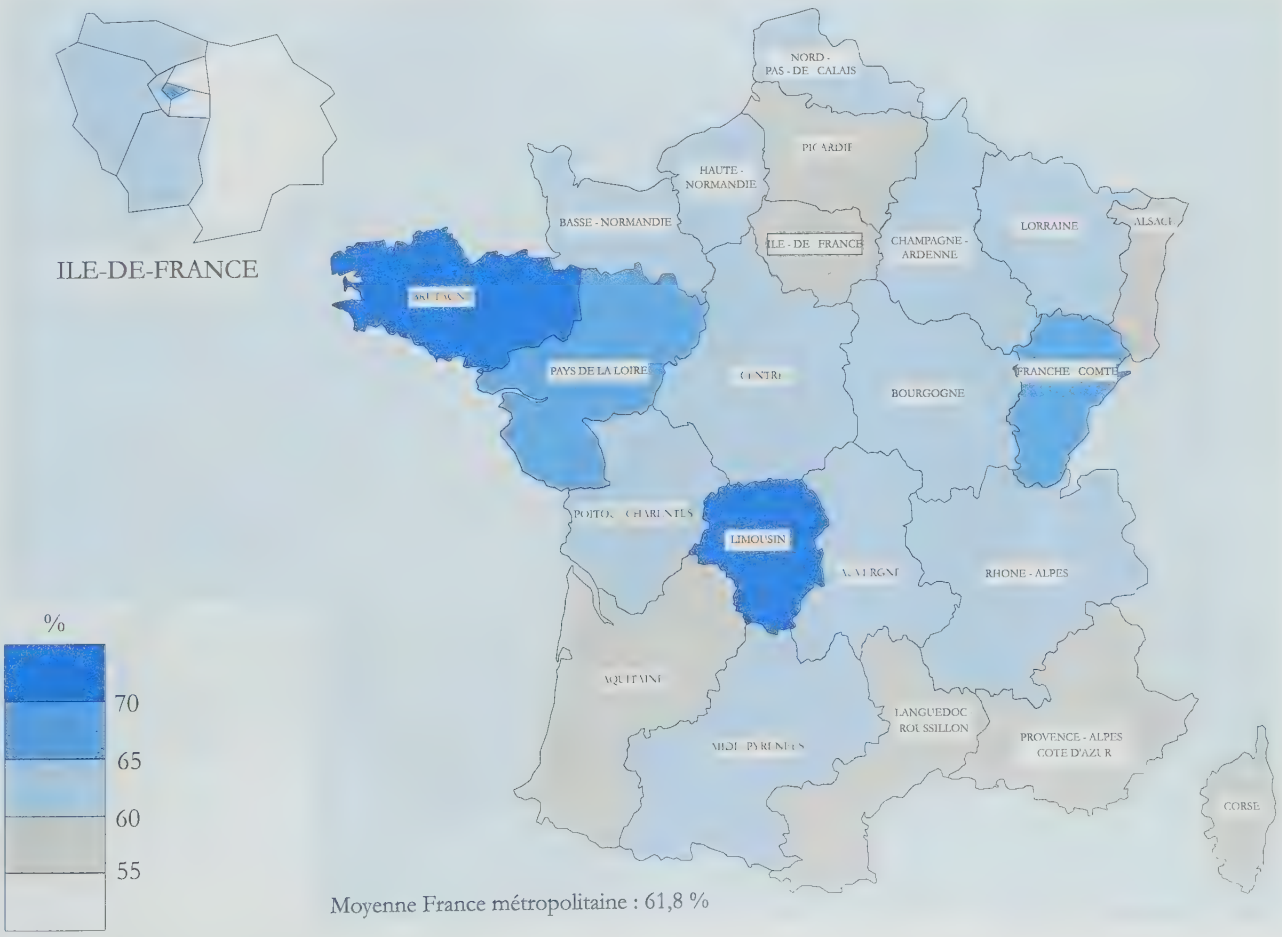
Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves



Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Carte 3

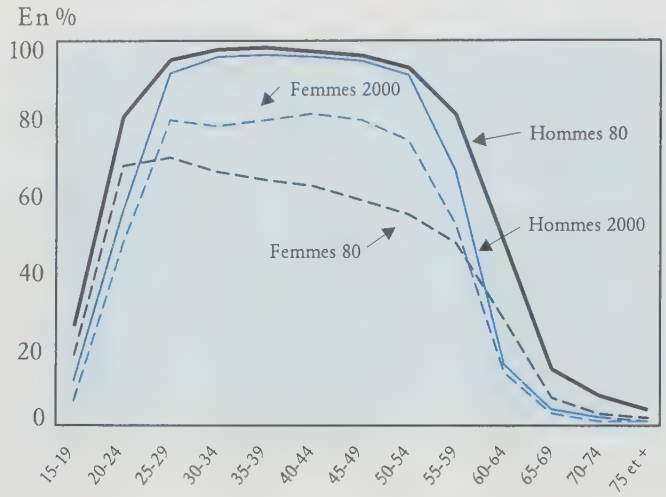
Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1999



Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Graphique 7

Taux d'activité* par sexe et groupe d'âge
en mars 1980 et en mars 2000

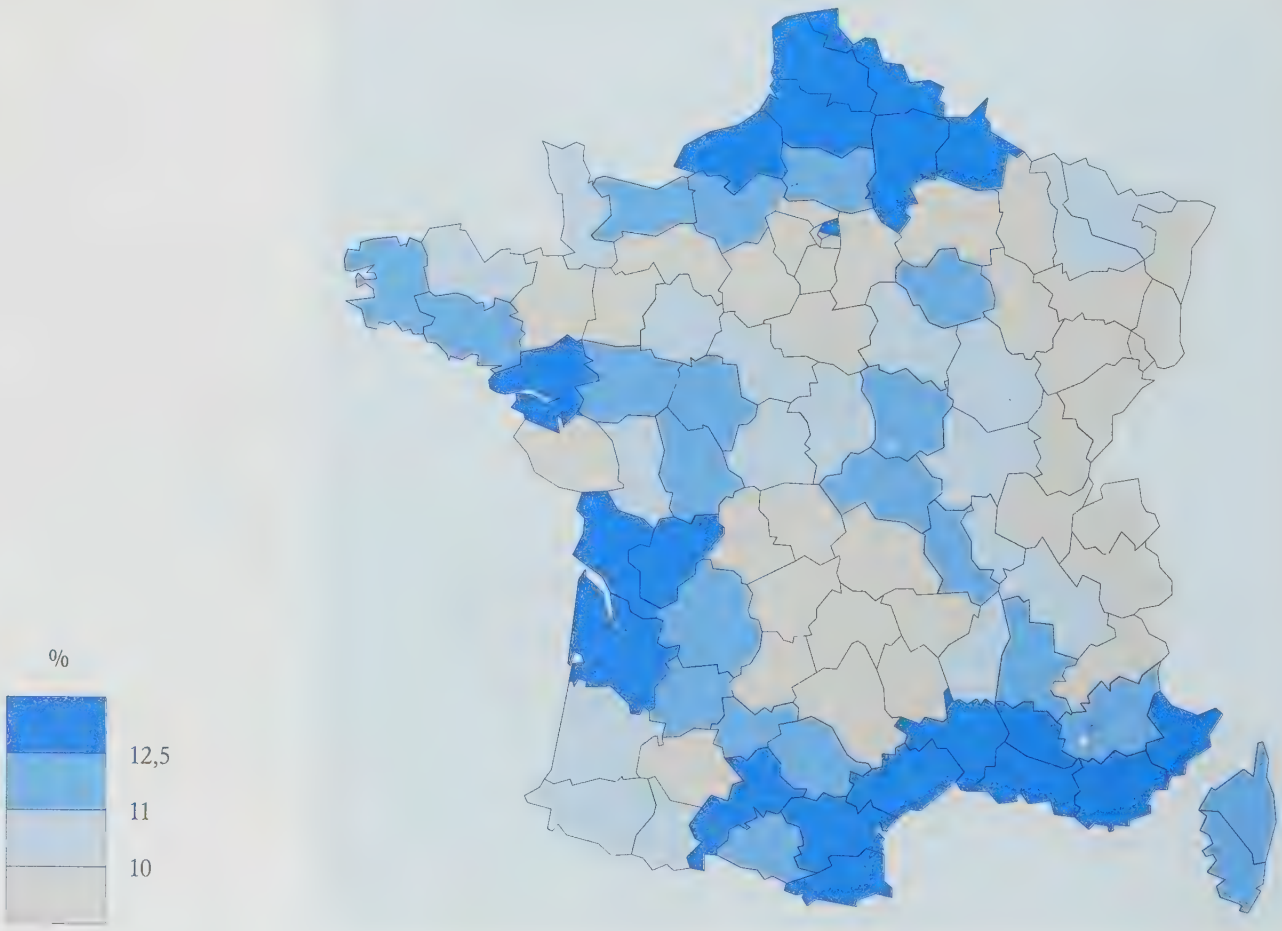


*Proportion d'actifs (actifs occupés y compris les appelés et les chômeurs BIT dans l'effectif total)

Source : INSEE (enquête sur l'emploi)

Carte 4

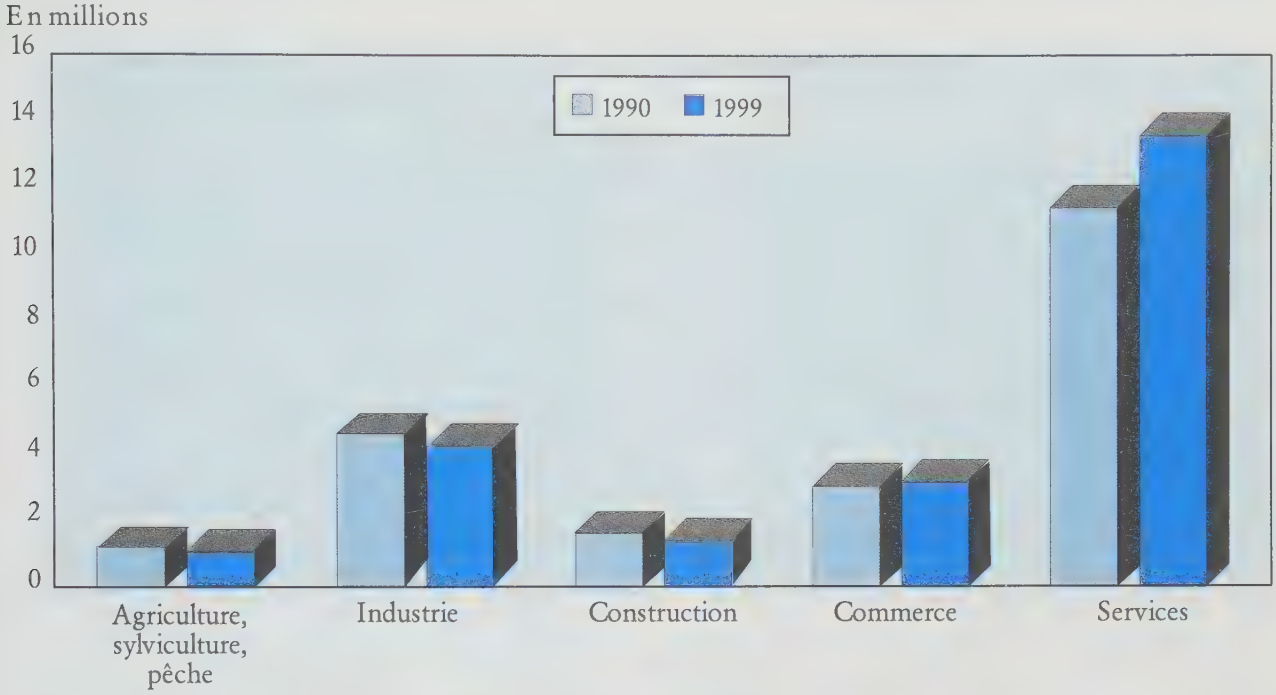
Taux de chômage au sens du BIT
par département en 1999 (moyenne annuelle)



Source : INSEE (division emploi)

Graphique 8

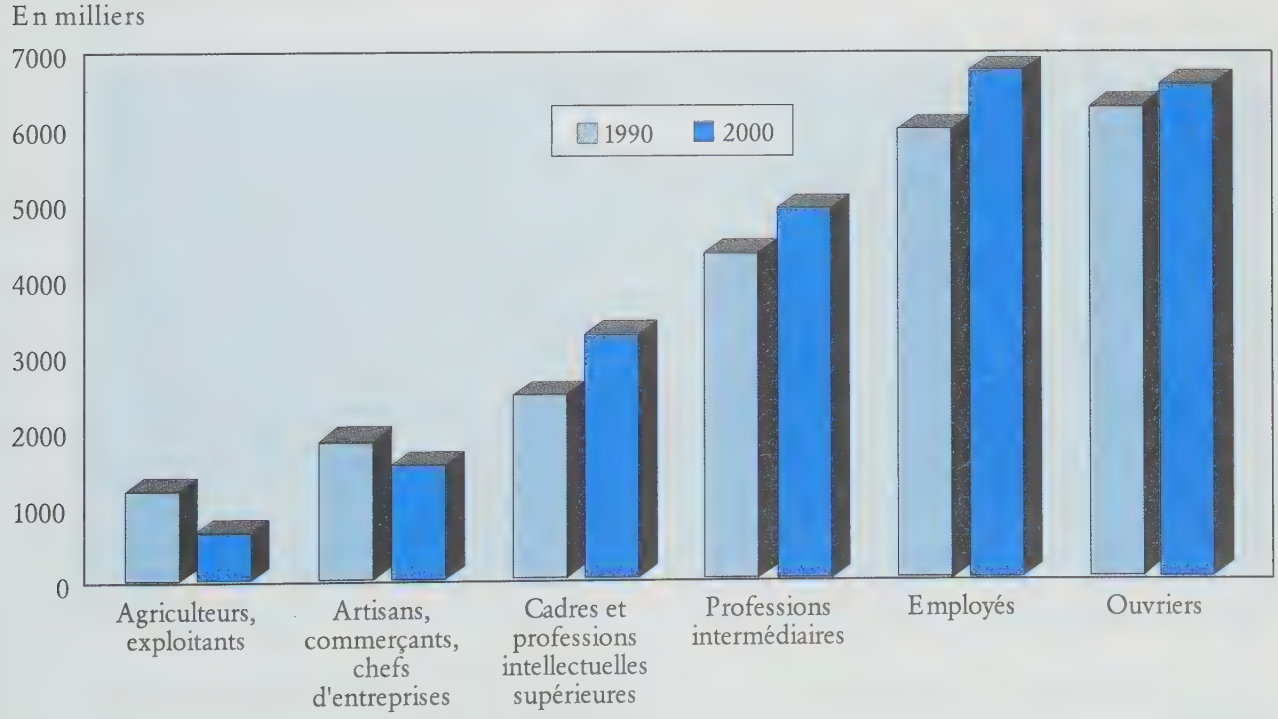
Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1999



Source : INSEE, estimations annuelles d'emploi

Graphique 9

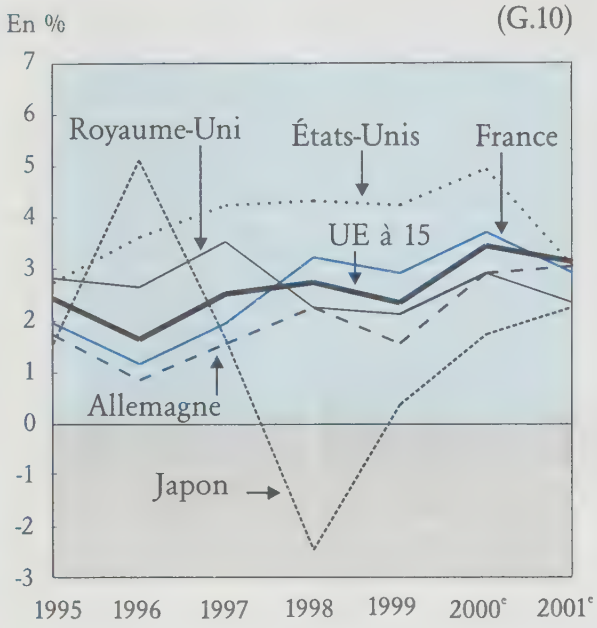
Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de janvier 1990 à mars 2000



Source : INSEE, enquêtes sur l'emploi

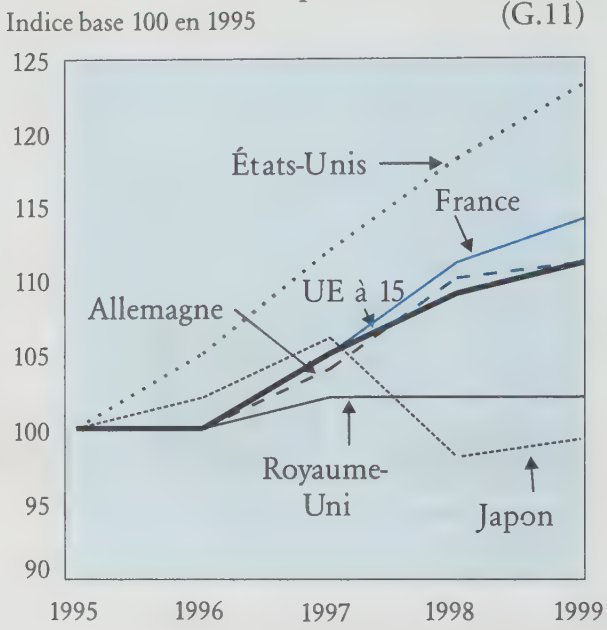
Graphiques 10, 11, 12 et 13

Taux de croissance du PIB en volume (G.10)



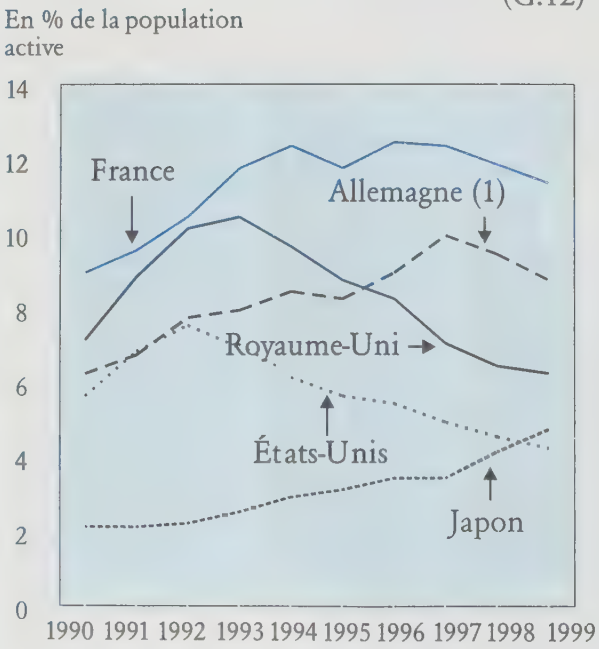
e : *estimation*
Source : OCDE (Perspectives économiques)

Indices de la production industrielle (G.11)



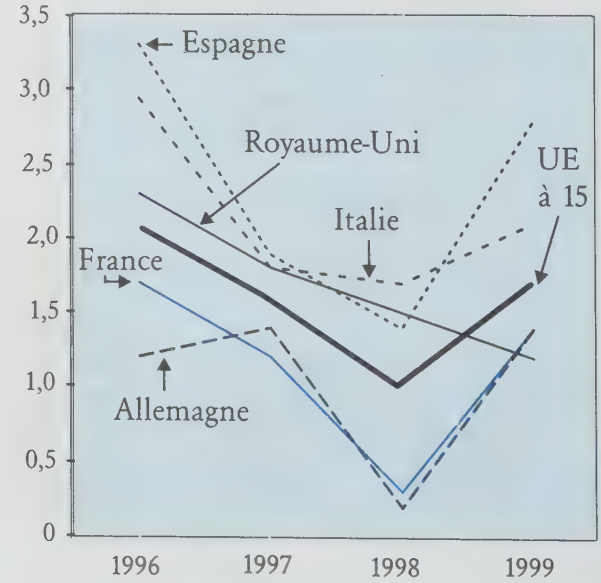
Source : Eurostat (« New Cronos », sauf pour les États-Unis)

Taux de chômage standardisés (G.12)



(1) Seulement ex-RFA jusqu'en 1992 ; y compris ex-RDA à partir de 1993.
Sources : OCDE et Eurostat

Indices des prix à la consommation harmonisés (1) (IPCH) (G.13)



(1) Variation en glissement des indices de décembre de l'année n -1 à décembre de l'année n.
(2) Estimation pour l'Union européenne en 1996 et 1997.
Sources : services statistiques nationaux et Eurostat

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population et environnement

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays en 2000.
3. Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1999.
9. Communes de plus de 50 000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.
13. Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Recensements de la population », « Études territoriales », « Statistiques régionales, locales et urbaines » et « Pôle estimations localisées de population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 8 mars 1999, la population de la France s'établit à 60 185 831 habitants : 58 518 395 pour la métropole et 1 667 436 pour les départements d'outre-mer (DOM). Depuis 1990, l'augmentation est de 1 903 240 pour la métropole (soit 0,37 % par an) et de 208 376 pour les DOM (soit 1,49 % par an). Trente-neuf départements métropolitains ont une croissance supérieure à la moyenne nationale. C'est en Haute-Garonne que l'augmentation est la plus forte (1,37 % par an) devant l'Hérault, la Haute-Savoie, la Seine-et-Marne, le Var et l'Ain, tous dépassant 1 % par an. A contrario, vingt-trois départements perdent des habitants depuis 1990 : la Creuse est le département où la baisse est la plus forte (-0,60 % par an) devant le Cantal, la Haute-Marne, l'Allier et la Nièvre.

Le DOM le plus peuplé est la Réunion devant la Guadeloupe et la Martinique. La Guyane est le département dont la croissance est la plus forte depuis 1990 avec 3,56 % par an.

En 1999, trente-sept communes ont plus de 100 000 habitants (population totale). Parmi ces communes, six seulement sont en diminution dont Paris et Marseille et le record de croissance est détenu par Nantes (1,08 % par an) devant Toulouse, Montpellier, Aix-en-Provence et Orléans.

La population urbaine de la France métropolitaine compte 44,2 millions de personnes, soit une augmentation de 2,3 millions de personnes par rapport à 1990. La poussée est particulièrement forte dans les départements littoraux du sud et de l'ouest, bretons en particulier. Avec 9,6 millions d'habitants, l'agglomération parisienne renforce sa première place européenne. Marseille occupe la seconde place en France, juste devant l'agglomération lyonnaise. Au sein des villes, l'écart de croissance s'est réduit entre les banlieues, devenues moins attractives, et les villes centres.

Entre 1990 et 1999, les grande aires urbaines, dont celles de la plupart des métropoles d'équilibre, contribuent fortement à la croissance démographique. À elles seules, huit d'entre elles totalisent la moitié de l'accroissement : Paris, Toulouse, Lyon, Montpellier, Nantes, Rennes, Marseille-Aix-en-Provence et Bordeaux. Avec seulement 17 aires supplémentaires, les trois quarts de l'accroissement démographique propre aux aires urbaines sont atteints; la croissance des aires de Genève-Annemasse, d'Annecy, de Poitiers, de La Rochelle, de Nîmes et de Bayonne est particulièrement remarquable. A contrario, une aire urbaine sur trois perd des habitants. Au sein de celles de plus de 150 000 habitants en 1999, la baisse de population est toujours le fait des villes d'industrialisation ancienne : Saint-Etienne, Douai, Montbéliard, Lens, Le Havre, Béthune et, dans une moindre mesure, Valenciennes et Thionville.

La population augmente aussi sensiblement au voisinage des aires les plus dynamiques. La croissance est particulièrement forte dans une « deuxième couronne périurbaine » formée des communes qui envoyaient, en 1990, 25 % à 40 % de leurs actifs dans ces grandes villes. Ainsi, autour de l'aire urbaine de Paris, l'ensemble de ces communes compte un peu plus d'un million d'habitants. Sa croissance est vive (+ 0,8 % en rythme annuel), et beaucoup plus rapide que celle de l'aire urbaine proprement dite. Il en est de même autour de Marseille-Aix-en-Provence où l'étalement urbain est particulièrement net : + 1,7 % en rythme annuel pour cette « deuxième couronne », approchant les + 1,9 % de la première couronne périurbaine, chaque couronne s'accroissant de plus de 20 000 habitants.

La population s'accroit également autour de Strasbourg, Lyon, Perpignan, Saint-Etienne, Bordeaux et Grenoble. Ce phénomène contribue à plus de la moitié de la croissance de l'espace à dominante rurale. En effet, dans cet espace, les croissances démographiques les plus significatives sont principalement le fait de communes proches des grandes aires urbaines dynamiques. Les autres aires dynamiques se situent le long des littoraux atlantique (surtout à partir du golfe du Morbihan) et méditerranéen, en Alsace et dans le sillon alpin ainsi que le long de quelques axes structurants, en particulier de certains fleuves.

En 1999, l'espace à dominante rurale retrouve le même nombre d'habitants qu'en 1962, soit 13,6 millions de personnes. Il gagne 247 000 habitants en neuf ans. Le regain démographique qui résulte d'un apport migratoire supérieur au déficit naturel se généralise, atteignant une majorité de communes. Le solde migratoire devient positif même dans le rural isolé. L'augmentation des effectifs ruraux est forte à proximité des aires urbaines en croissance, en particulier sur les bordures occidentale et méridionale de l'Hexagone, dans le grand Ouest du Bassin parisien et dans les régions Alsace, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre "Agriculture", en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par "planimétrage" de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont généralement été retenus dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de « La Statistique Agricole », annuelle, établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ces données s'appuient notamment sur l'enquête « Utilisation du territoire » à partir d'un échantillon permanent de 550 000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

214. Populations légales des circonscriptions administratives

Les effectifs de populations légales figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement de la population de 1999. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999) rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000 (J.O. du 20 octobre 2000).

215. Estimations de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants). Ce solde migratoire n'est appréhendé qu'à partir d'estimations.

Les chiffres issus des résultats du recensement de la population de mars 1999, font apparaître une population légèrement inférieure aux estimations annuelles. En effet, l'INSEE réalise des estimations de population. Elles sont basées sur les résultats du dernier recensement auquel s'ajoute le solde naturel (solde entre les naissances et les décès) et une estimation du solde migratoire. La réconciliation entre données de stock (résultats des recensements) et données de flux (solde naturel et solde migratoire) ne pourra être effectuée qu'avec la disponibilité des résultats détaillés.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1997 pour Mayotte, 1996 pour Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

3. DÉFINITIONS

Aire urbaine et pôle urbain

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaillent dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain. Une commune périurbaine (d'un pôle urbain) est l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Pour plus de précisions sur ces notions, cf. les publications spécialisées figurant dans les Sources de documentation.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998, publié au J.O. du 24 mai 1998, prescrivant l'exécution du recensement de 1999, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

— étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications INSEE

- Recensement général de la population de 1999 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :

— *Populations légales, Recensement de la population de 1999, Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2 000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1982, 1990, 1999. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « Nomenclatures et codes » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1999.*

- Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1999);

— Mayotte (1997).

- Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1996);

— Nouvelle-Calédonie (1996);

— Wallis et Futuna (1996).

Publications sur cédéroms

« Populations légales »

— Populations légales (population totale, municipale, comptée à part, sans doubles comptes) pour les communes et les cantons, avec rappel des chiffres de 1990.

« Évolutions démographiques »

— Population, soldes naturels (naissances et décès) et migratoires (estimation du solde des entrées et des sorties), nombre de logements par type (résidences principales, secondaires, logements vacants ou occasionnels).

« Exploitation principale »

— Indicateurs Références 1982-1990-1999 etc.

« Données sur les grands territoires de France »

— (indicateurs : France, 26 régions, 100 départements, 348 zones d'emploi, 426 unités urbaines de plus de 10 000 habitants).

« Données sur les zonages locaux (communes, cantons,...) »

— (indicateurs : communes, cantons, composés de communes entières, zones d'emploi, unités urbaines 1999).

Résultats sur le site internet de l'INSEE : www.insee.fr

- *INSEE-Première* :

— « Recensement de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997;

— « Recensement de la population à Wallis et Futuna », n° 575, avril 1998;

— « Mayotte, recensement de la population du 5 août 1997 », n° 608, septembre 1998;

— « Recensement de la population de 1999. Premier comptage national », n° 663, juillet 1999;

— « La population des régions (métropole). Recensement de la population de 1999 », n° 664, juillet 1999;

— « La population des départements d'outre-mer. Recensement de la population de 1999 », n° 665, juillet 1999;

— « La population légale au recensement de 1999 », n° 691, janvier 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Poursuite d'une urbanisation très localisée », n° 692, janvier 2000;

— « Recensement de la population 1999, les formes de la croissance urbaine », n° 701, mars 2000;

— « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », n° 707, avril 2000;

— « Recensement de la population 1999, évolutions contrastées du rural », n° 726, juillet 2000;

— « Recensement de la population 1999, redéploiement de la population dans la plupart des régions », n° 728, juillet 2000;

— « Le recensement de la population à Saint-Pierre-et-Miquelon », n° 731, août 2000;

— « Recensement de la population 1999, la France continue de vieillir, le Nord-Pas-de-Calais reste la région la plus jeune », n° 746, novembre 2000;

— « Recensement de la population 1999, les DOM : une population encore jeune, mais de moins en moins », n° 747, novembre 2000;

- *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société » :

— « Images de la population de la Nouvelle-Calédonie », principaux résultats du recensement de 1996, n° 55, février 1997;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, août 1998;

— « La situation démographique en 1998, mouvement de la population », (à paraître);

— « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », n°s 77-78, mars 2000;

— « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

- *INSEE-Méthodes :*

— « Le recensement de la population 1999. Préparation », n° 79-80, septembre 1998;

— « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, décembre 1998.

- *Contours et Caractères :*

— « Les campagnes et leurs villes », INSEE et INRA, février 1998.

- *Synthèses :*

— « Les tendances régionales 1999 », n°s 36-37, juillet 2000.

Autres publications

— Annuaire du Bureau des longitudes.

— « Tous les pays du monde (1999) », bulletin *Population et sociétés*, n° 348, juillet-août 1999, INED;

— « La population du monde. Enjeux et problèmes », collection : « Travaux et Documents », cahier n° 139, 1997, INED, PUF;

— Vingt-huitième rapport sur la situation démographique de la France, 1999, INED;

— Populations. L'état des connaissances. La France, l'Europe, le monde, 1996, INED. La Découverte.

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Agreste, données chiffrées Agriculture;

L'utilisation du territoire en 1998, Séries définitives de 1991 à 1998, n° 123, mars 2000.

Statistique agricole annuelle - Résultats 1999, n° 125, juillet 2000.

*
* *

CARTE A.01

La France administrative

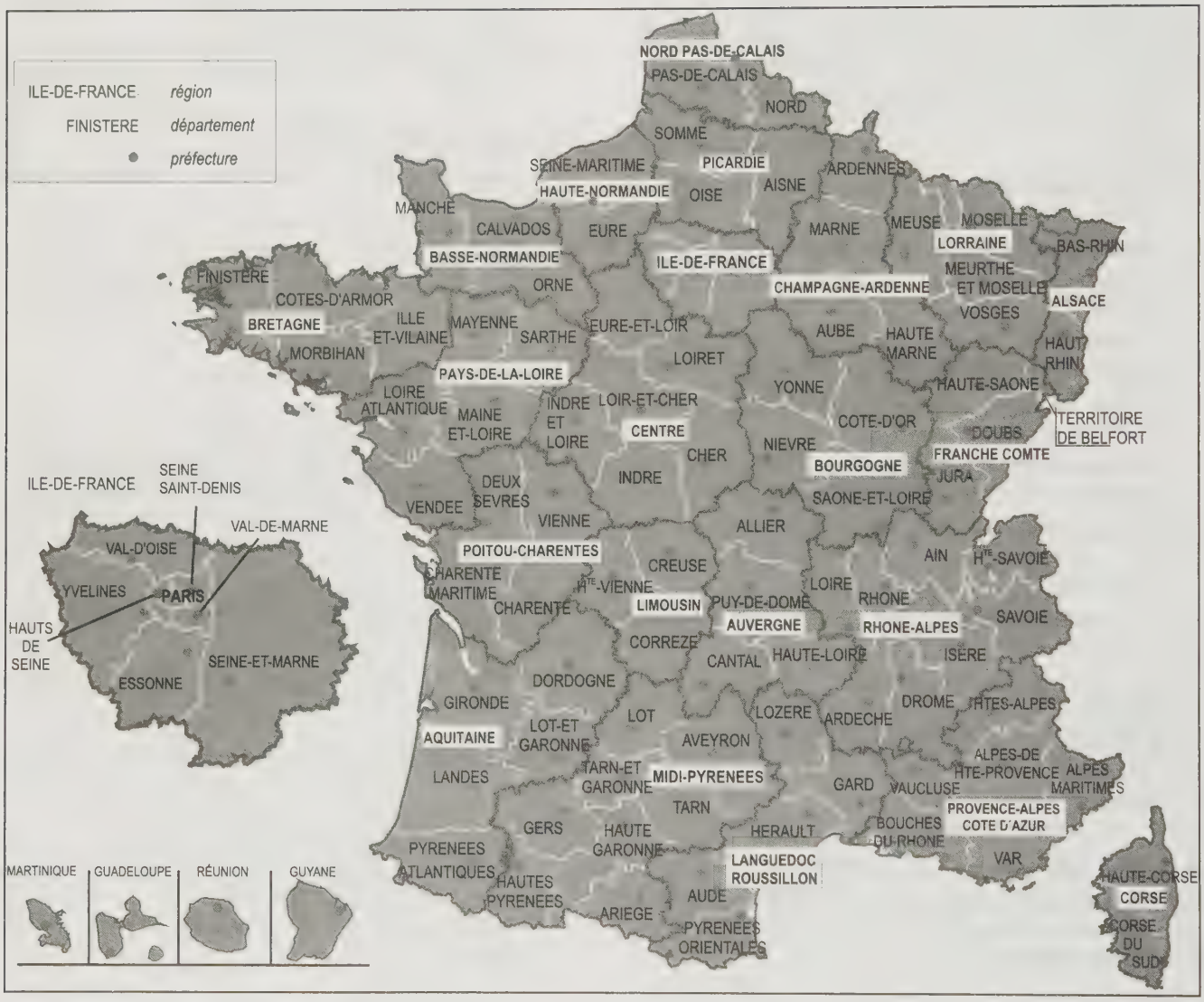


TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Catégories	1948		1990		1996		1997		*r* 1998		1999	
	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%
Terres arables (1)	18 949	34,5	18 036	32,8	18 288	33,3	18 318	33,4	18 345	33,4	18 360	33,4
Superficies toujours en herbe	12 302	22,4	11 365	20,7	10 540	19,2	10 491	19,1	10 423	19,0	10 385	18,9
Autres superficies agricoles utilisées	2 131	3,9	1 346	2,5	1 314	2,4	1 305	2,4	1 302	2,4	1 303	2,4
Peupleraies, bois et forêts	11 100	20,2	14 828	27,0	15 069	27,5	15 095	27,5	15 123	27,5	15 190	27,7
Territoire agricole non cultivé	6 036	11,0	2 932	5,3	2 981	5,4	2 946	5,4	2 940	5,4	2 877	5,2
Territoire non agricole (2)	4 401	8,0	6 412	11,7	6 726	12,2	6 763	12,3	6 786	12,3	6 804	12,4
Total (3)	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Y compris la ville de Paris.
(3) Pour 1948, les chiffres sont recalés sur la surface totale de la France calculée par l'IGN.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 2000

Source : Institut national d'Études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions		Densité mi-2000 (habitants par km²)
		Estimation (4) mi-2000	Projection 2025	
AFRIQUE	**30 312**	**800,0**	**1 258,0**	**26**
dont : Afrique du Sud	1 221	43,4	35,1	36
Algérie	2 382	31,5	46,6	13
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 345	52,0	105,3	22
Égypte	1 001	68,3	97,4	68
Éthiopie	1 104	64,1	115,0	58
Kenya	580	30,3	34,4	52
Maroc	447	28,8	39,3	64
Nigeria	924	123,3	204,5	133
Soudan	2 506	29,5	46,3	12
Tanzanie	945	35,3	59,8	37
AMÉRIQUE	**40 258**	**824,0**	**1 077,0**	**20**
dont : Argentine	2 780	37,0	47,2	13
Brésil	8 547	170,1	221,2	20
Canada	9 971	30,8	36,0	3
Colombie	1 139	40,0	58,3	35
États-Unis	9 364	275,6	337,8	29
Mexique	1 958	99,6	132,5	51
Pérou	1 285	27,1	39,2	21
Venezuela	912	24,2	34,8	27
ASIE (sans la Russie) (5)	**32 163**	**3 684,0**	**4 723,0**	**115**
dont : Bangladesh	144	128,1	177,3	890
Birmanie (Myanmar)	677	48,9	68,1	72
Chine (y compris Hong Kong)	9 597	1 264,5	1 431,0	132
Corée du Nord	121	21,7	25,7	179
Corée du Sud	99	47,3	53,3	478
Inde	3 288	1 002,1	1 363,0	305
Indonésie	1 919	212,2	273,4	111
Iran	1 633	67,4	90,8	41
Japon	378	126,9	120,9	336
Népal	147	23,9	38,0	163
Ouzbékistan	447	24,8	31,5	55
Pakistan	796	150,6	227,0	189
Philippines	300	80,3	117,3	268
Taïwan	36	22,3	25,3	619
Thaïlande	513	62,0	72,1	121
Turquie	775	65,3	88,0	84
Viêt-Nam	332	78,7	109,9	237
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 915**	**582,8**	**577,1**	**99**
dont : Pologne	323	38,6	38,6	120
Roumanie	238	22,4	20,6	94
Ukraine	604	49,5	45,1	82
Europe des 15	**3 245**	**377,0**	**378,5**	**116**
Allemagne	357	82,1	80,2	230
Autriche	84	8,1	8,1	96
Belgique	31	10,2	10,3	329
Danemark	43	5,3	5,8	123
Espagne	506	39,5	36,7	78
Finlande	338	5,2	5,3	15
France métropolitaine	**552**	**59,4**	**64,2**	**108**
Grèce	132	10,6	10,4	80
Irlande	70	3,8	4,5	54
Italie	301	57,8	52,4	192
Luxembourg	3	0,4	0,6	133
Pays-Bas	41	15,9	17,3	388
Portugal	92	10,0	9,3	109
Royaume-Uni	245	59,8	64,1	244
Suède	450	8,9	9,3	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 075**	**145,2**	**136,9**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 564**	**31,0**	**39,0**	**4**
MONDE	**134 288**	**6 067,0**	**7 810,0**	**45**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 15. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après FAO Annuaire Production 1995. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 2000 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 2000). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part (et non en Europe).
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1982, 1990 et 1999

France entière

Source : INSEE (Recensements de la population) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes 1982	1990	*r* 1999
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 026,1
Haut-Rhin	650,4	671,3	708,0
Alsace	**1 566,0**	**1 624,4**	**1 734,1**
Dordogne	386,4	386,4	388,3
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 287,4
Landes	297,4	311,4	327,3
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	305,4
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	600,0
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 908,4**
Allier	369,6	357,7	344,7
Cantal	162,8	158,7	150,8
Haute-Loire	205,9	206,6	209,1
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	604,3
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 308,9**
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8
Nièvre	239,6	233,3	225,2
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,9
Yonne	311,0	323,1	333,2
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 610,1**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	542,4
Finistère	828,4	838,7	852,4
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	867,5
Morbihan	590,9	619,8	643,9
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 906,2**
Cher	320,2	321,6	314,4
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,7
Indre	243,2	237,5	231,1
Indre-et-Loire	506,1	529,3	554,0
Loir-et-Cher	296,2	305,9	315,0
Loiret	535,7	580,6	618,1
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 440,3**
Ardennes	302,3	296,4	290,1
Aube	289,3	289,2	292,1
Marne	543,6	558,2	565,3
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,9
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 342,4**
Corse-du-Sud	108,6	118,8	118,6
Haute-Corse	131,6	131,6	141,6
Corse	**240,2**	**250,4**	**260,2**
Doubs	477,2	484,8	499,1
Jura	242,9	248,8	250,9
Haute-Saône	232,0	229,7	229,7
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 117,1**
Paris	2 176,2	2 152,4	2 125,2
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 193,8
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 354,3
Essonne	988,0	1 084,8	1 134,2
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 428,9
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,9
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 227,2
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 105,5
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 952,0**
Aude	280,7	298,7	309,8
Gard	530,5	585,0	623,1
Hérault	706,5	794,6	896,4
Lozère	74,3	72,8	73,5
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,8
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 295,6**
Corrèze	241,4	237,9	232,6
Creuse	140,0	131,3	124,4
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,9
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,9**
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	713,8
Meuse	200,0	196,2	192,2
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 023,4
Vosges	395,8	386,3	381,0
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 310,4**

Départements et régions	Population sans doubles comptes 1982	1990	*r* 1999
Ariège	135,7	136,5	137,2
Aveyron	278,7	270,1	263,8
Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,3
Gers	174,2	174,6	172,3
Lot	154,5	155,8	160,2
Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,4
Tarn	339,3	342,7	343,4
Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	206,0
Midi-Pyrénées	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 551,6**
Nord	2 520,5	2 531,9	2 555,0
Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 441,6
Nord-Pas-de-Calais	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 996,6**
Calvados	589,6	618,5	648,4
Manche	465,9	479,6	481,5
Orne	295,5	293,2	292,3
Basse-Normandie	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 422,2**
Eure	462,3	513,8	541,1
Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 239,1
Haute-Normandie	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 780,2**
Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 134,3
Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,9
Mayenne	271,8	278,0	285,3
Sarthe	504,8	513,7	529,9
Vendée	483,0	509,4	539,7
Pays de la Loire	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 222,1**
Aisne	534,0	537,3	535,5
Oise	661,8	725,6	766,4
Somme	544,6	547,8	555,6
Picardie	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 857,5**
Charente	340,8	342,0	339,6
Charente-Maritime	513,2	527,1	557,1
Deux-Sèvres	342,8	346,0	344,4
Vienne	371,4	380,0	399,0
Poitou-Charentes	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 640,1**
Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6
Hautes-Alpes	105,1	113,3	121,4
Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 011,3
Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 835,7
Var	708,3	815,4	898,4
Vaucluse	427,3	467,1	499,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 506,1**
Ain	418,5	471,0	515,3
Ardèche	268,0	277,6	286,0
Drôme	389,8	414,1	437,8
Isère	936,8	1 016,2	1 094,0
Loire	739,5	746,3	728,5
Rhône	1 445,2	1 509,0	1 578,9
Savoie	323,7	348,3	373,2
Haute-Savoie	494,5	568,3	631,7
Rhône-Alpes	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 645,4**
Ensemble métropole	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 518,4**
Guadeloupe	328,4	387,0	422,5
Guyane	73,0	114,7	157,2
Martinique	328,6	359,6	381,4
Réunion	515,8	597,8	706,3
Ensemble départements d'outre-mer	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 667,4**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 185,8**

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1989	164 173	1996	196 836
Polynésie française	1988	188 814	1996	219 521
Wallis et Futuna	1990	13 705	1996	14 166
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1991	94 385	1997	131 320
Saint-Pierre-et-Miquelon	1990	6 277	1999	6 316

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements

France entière (*r*)

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région ou département	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
	Région ou département					
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 734,1**	**209**
67 Rhin (Bas-)	7	44	526	4 755,03	1 026,1	216
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3 525,17	708,0	201
Aquitaine	**18**	**235**	**2 292**	**41 308,42**	**2 908,4**	**70**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	388,3	43
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 287,3	129
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,3	35
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5 360,91	305,4	57
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	545	7 644,76	600,0	78
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 308,9**	**50**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,7	47
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,8	26
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4 977,14	209,1	42
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	604,3	76
Bourgogne	**15**	**174**	**2 045**	**31 581,96**	**1 610,1**	**51**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,2	33
71 Saône-et-Loire	5	57	573	8 574,69	544,9	64
89 Yonne	3	42	453	7 427,35	333,2	45
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**27 207,91**	**2 906,2**	**107**
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	542,4	79
29 Finistère	4	54	283	6 733,00	852,4	127
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	6 774,72	867,5	128
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	643,9	94
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 440,3**	**62**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	314,4	43
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,7	69
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	554,0	90
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	315,0	50
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	618,1	91
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1 947**	**25 605,75**	**1 342,4**	**52**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,1	55
10 Aube	3	33	433	6 004,16	292,1	49
51 Marne	5	44	619	8 161,58	565,2	69
52 Marne (Haute-)	3	32	432	6 210,60	194,9	31
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**260,2**	**30**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,6	30
2B Corse (Haute)	3	30	236	4 665,57	141,6	30
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 117,1**	**69**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	499,1	95
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,9	50
70 Saône (Haute-)	2	32	545	5 360,08	229,7	43
90 Belfort (Territoire de)	1	15	102	609,44	137,4	225
Île-de-France	**44**	**317**	**1 300**	**12 012,27**	**10 952,0**	**912**
75 Paris	20	20	1	105,40	2 125,2	20 164
77 Seine-et-Marne	5	43	514	5 915,29	1 193,8	202
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 354,3	593
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 134,2	629
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 428,9	8 137
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	236,20	1 382,9	5 855
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 227,2	5 009
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 105,5	887
Languedoc - Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**27 375,79**	**2 295,6**	**84**
11 Aude	3	35	438	6 138,98	309,8	50
30 Gard	3	46	353	5 852,90	623,1	106
34 Hérault	3	49	343	6 101,01	896,4	147
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	4 116,02	392,8	95
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,9**	**42**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,6	40
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5 520,13	353,9	64

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements

France entière (*r*)

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région ou département	Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²
						Région ou département
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**23 547,36**	**2 310,4**	**98**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	713,8	136
55 Meuse	3	31	498	6 211,40	192,2	31
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 023,4	165
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	381,0	65
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 551,6**	**56**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,8	30
31 Garonne (Haute-)	3	53	588	6 309,34	1 046,3	166
32 Gers	3	31	463	6 256,82	172,3	28
46 Lot	3	31	340	5 216,53	160,2	31
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	4 464,04	222,4	50
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	343,4	60
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	206,0	55
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 547**	**12 414,09**	**3 996,6**	**322**
59 Nord	6	79	653	5 742,74	2 555,0	445
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 441,6	216
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 814**	**17 589,32**	**1 422,2**	**81**
14 Calvados	4	49	705	5 547,92	648,4	117
50 Manche	4	52	603	5 938,02	481,5	81
61 Orne	3	40	506	6 103,38	292,3	48
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,31**	**1780,2**	**145**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	541,1	90
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,57	1 239,1	197
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 503**	**32 081,77**	**3 222,1**	**100**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 134,3	166
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7 165,60	732,9	102
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,9	85
85 Vendée	3	31	282	6 719,59	539,7	80
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 857,5**	**96**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	535,5	73
60 Oise	4	41	693	5 860,22	766,4	131
80 Somme	4	46	783	6 170,12	555,6	90
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**25 809,53**	**1 640,1**	**64**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,6	57
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	557,0	81
79 Sèvres (Deux-)	3	33	308	5 999,35	344,4	57
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	399,0	57
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**31 399,64**	**4 506,1**	**144**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5 548,68	121,4	22
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 011,3	235
13 Bouches-du-Rhône	4	53	119	5 087,49	1 835,7	361
83 Var	3	43	153	5 972,54	898,4	150
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	499,7	140
Rhône - Alpes	**25**	**332**	**2 879**	**43 698,23**	**5 645,4**	**129**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	515,3	89
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52
26 Drôme	3	36	370	6 529,95	437,8	67
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 094,0	147
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,5	152
69 Rhône	2	51	293	3 249,12	1 578,9	486
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	373,3	62
74 Savoie (Haute-)	4	34	293	4 387,80	631,7	144
Ensemble métropole	**329**	**3 876**	**36 566**	**543 965,40**	**58 518,4**	**108**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422,5	248
97-2 Martinique	4	45	34	1 128,00	381,4	338
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,2	2
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	706,3	282
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 667,4**	**19**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 032**	**36 680**	**632 833,62**	**60 185,8**	**95**

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196,8	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	1996	219,5	55	Papeete	25,9
Wallis et Futuna	255	1996	14,2	56	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	1997	131,3	351,1	Dzaoudzi	10,8
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6,3	26,1	Saint-Pierre	5,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 67,2.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants

France entière

Délimitations et population de 1999

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	396	Paris	9 644 507	3 542
2	(1)	758	38	Marseille - Aix-en-Provence	1 349 772	1 047
3	(1)	757	102	Lyon	1 348 832	1 414
4	59	702	63	Lille (2)	1 000 900	2 223
5	6	701	50	Nice	888 784	1 233
6	31	701	72	Toulouse	761 090	942
7	33	701	51	Bordeaux	753 931	713
8	44	701	20	Nantes	544 932	1 146
9	(1)	756	26	Toulon	519 640	729
10	(1)	755	68	Douai-Lens	518 727	1 061
11	67	701	20	Strasbourg (2)	427 245	1 921
12	38	701	34	Grenoble	419 334	1 291
13	76	702	31	Rouen	389 862	1 457
14	59	701	61	Valenciennes (2)	357 395	706
15	54	701	37	Nancy	331 363	1 055
16	(1)	754	47	Metz	322 526	890
17	37	701	23	Tours	297 631	708
18	(1)	753	17	Saint-Etienne	291 960	1 263
19	34	701	11	Montpellier	287 981	1 865
20	35	701	10	Rennes	272 263	1 473
21	45	701	19	Orléans	263 292	909
22	(1)	752	60	Béthune	259 198	665
23	63	701	17	Clermont-Ferrand	258 541	1 430
24	(1)	751	22	Avignon	253 580	499
25	76	701	14	Le Havre	248 547	1 623
26	21	701	15	Dijon	236 953	1 427
27	68	701	19	Mulhouse	234 445	1 090
28	49	701	12	Angers	226 843	1 000
29	51	701	7	Reims	215 581	2 286
30	29	701	8	Brest	210 055	956
31	14	601	18	Caen	199 490	1 501
32	72	601	12	Le Mans	194 825	928
33	59	601	11	Dunkerque	191 173	1 144
34	64	601	47	Pau	181 413	403
35	(1)	653	20	Bayonne	178 965	570
36	87	601	7	Limoges	173 299	869
37	971	601	7	Pointe-à-Pitre Les Abymes	171 773	399
38	66	601	11	Perpignan	162 678	901
39	80	601	10	Amiens	160 815	1 437
40	974	602	2	Saint-Denis	158 139	688
41	30	601	6	Nîmes	148 889	675
42	44	601	10	Saint-Nazaire	136 886	487
43	74	601	15	Annecy	136 815	897
44	972	601	4	Fort-de-France	134 727	1 060
45	25	602	11	Besançon	134 376	1 098
46	57	601	12	Thionville	130 480	950
47	974	601	2	Saint-Pierre	129 238	494
48	10	601	17	Troyes	128 945	853
49	86	601	8	Poitiers	119 371	711
50	(1)	652	9	Valence	117 448	715
51	56	601	5	Lorient	116 174	1 088
52	17	601	8	La Rochelle	116 157	1 252
53	73	601	18	Chambéry	113 457	719
54	25	601	21	Montbéliard	113 059	806
55	(1)	651	21	Genève (Suisse) Annemasse (2)	106 673	598
56	62	601	7	Calais	104 852	768
57	16	601	16	Angoulême	103 746	563
58	59	502	17	Maubeuge (2)	99 900	771
59	60	503	17	Creil	97 455	743
60	57	501	15	Forbach (2)	92 845	988
61	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	92 704	1 477
62	18	501	5	Bourges	91 434	615
63	50	501	7	Cherbourg	89 704	1 138
64	28	501	9	Chartres	87 800	1 275
65	974	502	1	Saint-Paul	87 712	364
66	68	501	6	Colmar	86 832	680
67	22	501	6	Saint-Brieuc	85 849	729
68	83	501	3	Fréjus	83 840	383
69	62	502	14	Arras	83 322	878
70	42	502	12	Saint-Chamond	82 535	535
71	(1)	556	18	Belfort	81 524	720
72	42	501	13	Roanne	80 272	465
73	34	502	4	Béziers	77 996	590
74	65	501	13	Tarbes	77 414	798
75	29	501	4	Quimper	77 256	423
76	30	501	14	Alès	76 159	344
77	(1)	555	22	Elbeuf	75 663	400
78	71	501	11	Chalon-sur-Saône	75 447	804
79	60	502	14	Compiègne	69 903	521
80	47	501	14	Agen	69 488	339
81	2	501	7	Saint-Quentin	69 287	1 204
82	77	501	7	Meaux	67 956	1 207
83	6	501	9	Menton-Monaco (2)	66 410	901
84	81	502	9	Albi	66 231	575
85	34	501	4	Sète	66 177	939
86	973	501	2	Cayenne	66 149	949
87	79	501	3	Niort	66 092	610
88	36	501	4	Châteauroux	66 082	383
89	41	501	6	Blois	65 989	597
90	8	501	7	Charleville-Mézières	65 727	924
91	(1)	554	7	Brive-la-Gaillarde	65 411	504
92	24	501	9	Périgueux	63 539	403
93	53	501	3	Laval	62 729	621
94	88	501	11	Épinal	62 504	437
95	3	502	7	Montluçon	60 993	426
96	3	501	10	Vichy	60 877	475
97	974	501	2	Le Port	60 316	447
98	27	501	4	Évreux	60 108	1 025
99	56	501	2	Vannes	60 062	1 029
100	51	501	5	Châlon-en-Champagne	60 013	802
101	(1)	553	11	Villefranche-sur-Saône	59 261	717
102	60	501	4	Beauvais	59 003	842
103	(1)	552	21	Bergerac	58 991	181
104	74	502	12	Thonon-les-Bains	58 834	533
105	59	501	7	Armentières (2)	58 706	632
106	58	501	5	Nevers	57 515	543
107	1	501	5	Bourg-en-Bresse	57 198	559
108	74	501	9	Cluses	56 906	468
109	82	501	5	Montauban	56 734	284
110	62	501	12	Saint-Omer	56 425	474
111	33	501	4	Arcachon	54 204	165
112	49	501	1	Cholet	54 204	620
113	2B	501	6	Bastia	54 075	598
114	45	501	8	Montargis	53 590	440
115	67	501	5	Haguenau	53 274	234
116	81	501	6	Castres	53 082	284
117	(1)	551	2	Arles	53 057	67
118	2A	501	1	Ajaccio	52 880	645
119	26	501	6	Romans-sur-Isère	52 715	461
120	35	501	1	Saint-Malo	50 675	1 385
121	13	501	4	Salon-de-Provence	50 017	358

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1999

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	396	9 644 507	16,48
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	29	974	13 491 203	23,05
100 000 à moins de 200 000 habitants	23	320	3 269 986	5,59
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	495	4 152 875	7,10
20 000 à moins de 50 000 habitants	119	602	3 730 811	6,38
10 000 à moins de 20 000 habitants	222	689	3 032 541	5,18
5 000 à moins de 10 000 habitants	465	931	3 204 576	5,48
Moins de 5 000 habitants	1 075	1 547	3 670 011	6,27
Ensemble des unités urbaines	**1 995**	**5 954**	**44 196 510**	**75,53**
Communes rurales		**30 611**	**14 321 885**	**24,47**
Ensemble des communes		**36 565**	**58 518 395**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 125 246	20 164	56	92	Asnières-sur-Seine	75 837	15 734
2	13	Marseille	798 430	3 318	57	94	Champigny-sur-Marne	74 237	6 570
3	69	Lyon	445 452	9 305	58	92	Rueil-Malmaison	73 469	4 998
4	31	Toulouse	390 350	3 300	59	94	Saint-Maur-des-Fossés	73 069	6 495
5	06	Nice	342 738	4 766	60	18	Bourges	72 480	1 054
6	44	Nantes	270 251	4 146	61	6	Antibes	72 412	2 735
7	67	Strasbourg	264 115	3 375	62	59	Dunkerque	70 850	1 897
8	34	Montpellier	225 392	3 963	63	92	Courbevoie	69 694	16 713
9	33	Bordeaux	215 363	4 363	64	34	Béziers	69 153	724
10	35	Rennes	206 229	4 093	65	974	Saint-Pierre	68 915	718
11	76	Havre (Le)	190 905	4 066	66	06	Cannes	67 304	3 430
12	51	Reims	187 206	3 992	67	44	Saint-Nazaire	65 874	1 408
13	59	Lille	184 657	6 119	68	68	Colmar	65 136	978
14	42	Saint-Etienne	180 210	2 253	69	59	Villeneuve-d'Ascq	65 042	2 870
15	83	Toulon	160 639	3 750	70	26	Valence	64 260	1 751
16	38	Grenoble	153 317	8 457	71	29	Quimper	63 238	749
17	49	Angers	151 279	3 543	72	93	Aubervilliers	63 136	10 961
18	21	Dijon	149 867	3 709	73	971	Abymes (Les)	63 054	776
19	29	Brest	149 634	3 022	74	93	Drancy	62 263	8 024
20	72	Mans (Le)	146 105	2 767	75	33	Mérignac	61 992	1 287
21	63	Clermont-Ferrand	137 140	3 214	76	10	Troyes	60 958	4 618
22	80	Amiens	135 501	2 740	77	974	Tampon (Le)	60 323	365
23	13	Aix-en-Provence	134 222	721	78	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 188	2 715
24	87	Limoges	133 968	1 730	79	92	Antony	59 855	6 261
25	30	Nîmes	133 424	824	80	92	Neuilly-sur-Seine	59 848	16 045
26	37	Tours	132 820	3 866	81	56	Lorient	59 189	3 386
27	974	Saint-Denis	131 557	921	82	2	Saint-Quentin	59 066	2 618
28	69	Villeurbanne	124 215	8 555	83	93	Noisy-le-Grand	58 217	4 496
29	57	Metz	123 776	2 951	84	95	Sarcelles	57 871	6 849
30	25	Besançon	117 733	1 810	85	79	Niort	56 663	831
31	14	Caen	113 987	4 435	86	33	Pessac	56 143	1 446
32	45	Orléans	113 126	4 117	87	69	Vénissieux	56 061	3 657
33	68	Mulhouse	110 359	4 976	88	73	Chambéry	55 786	2 658
34	76	Rouen	106 592	4 986	89	8	Charleville-Mézières	55 490	1 765
35	92	Boulogne-Billancourt	106 367	17 239	90	60	Beauvais	55 392	1 663
36	66	Perpignan	105 115	1 544	91	95	Cergy	54 781	4 690
37	54	Nancy	103 605	6 902	92	92	Levallois-Perret	54 700	22 697
38	59	Roubaix	96 984	7 331	93	49	Cholet	54 204	620
39	972	Fort-de-France	94 049	2 127	94	92	Issy-les-Moulineaux	52 647	12 388
40	95	Argenteuil	93 961	5 457	95	82	Montauban	51 855	384
41	59	Tourcoing	93 540	6 158	96	56	Vannes	51 759	1 602
42	93	Montreuil	90 674	10 165	97	83	Hyères	51 417	388
43	974	Saint-Paul	87 712	364	98	27	Evreux	51 198	1 936
44	84	Avignon	85 935	1 327	99	94	Maisons-Alfort	51 103	9 499
45	93	Saint-Denis	85 832	6 944	100	94	Ivry-sur-Seine	50 972	8 356
46	78	Versailles	85 726	3 274	101	53	Laval	50 947	1 489
47	92	Nanterre	84 281	6 914	102	94	Fontenay-sous-Bois	50 921	9 126
48	86	Poitiers	83 448	1 982	103	35	Saint-Malo	50 675	1 385
49	94	Créteil	82 154	7 188	104	973	Cayenne	50 594	2 144
50	93	Aulnay-sous-Bois	80 021	4 940	105	13	Arles	50 513	67
51	94	Vitry-sur-Seine	78 908	6 762	106	90	Belfort	50 417	2 948
52	64	Pau	78 732	2 499	107	74	Annecy	50 348	3 688
53	62	Calais	77 333	2 308	108	78	Sartrouville	50 219	5 936
54	92	Colombes	76 757	9 828	109	92	Clichy	50 179	16 292
55	17	Rochelle (La)	76 584	2 694	110	71	Chalon-sur-Saône	50 124	3 293

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes) 1990	1999	Taux de variation annuel entre 1990 et 1999 en %
200 000 habitants et plus	10	5 182 788	5 283 566	0,21
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 517 701	3 585 769	0,21
50 000 à moins de 100 000 habitants	68	4 394 988	4 422 902	0,07
20 000 à moins de 50 000 habitants	298	8 958 303	9 079 760	0,15
10 000 à moins de 20 000 habitants	450	6 084 854	6 280 451	0,35
5 000 à moins de 10 000 habitants	943	6 174 291	6 501 762	0,58
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 713	7 863 022	8 331 145	0,64
1 000 à moins de 2 000 habitants	4 054	5 368 754	5 646 944	0,56
500 à moins de 1 000 habitants	6 696	4 491 160	4 692 577	0,49
200 à moins de 500 habitants	10 717	3 361 561	3 468 727	0,35
100 à moins de 200 habitants	6 573	957 037	966 721	0,11
50 à moins de 100 habitants	2 956	222 892	221 875	– 0,05
Moins de 50 habitants (1)	1 061	37 804	36 196	– 0,48
Ensemble	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**0,37**

(1) Dont 6 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Unités : Communes : Nombre
Population : Nombre d'habitants

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	241	1 303 075	662	431 070	903	1 734 145
Aquitaine	396	2 027 453	1 896	880 906	2 292	2 908 359
Auvergne	134	780 193	1 176	528 685	1 310	1 308 878
Bourgogne	157	923 321	1 888	686 746	2 045	1 610 067
Bretagne	263	1 873 416	1 005	1 032 781	1 268	2 906 197
Centre	273	1 608 711	1 569	831 618	1 842	2 440 329
Champagne - Ardenne	136	842 537	1 809	499 826	1 945	1 342 363
Corse	25	162 052	335	98 144	360	260 196
Franche-Comté	162	657 431	1 624	459 628	1 786	1 117 059
Île-de-France	607	10 520 839	674	431 172	1 281	10 952 011
Languedoc - Roussillon	259	1 729 637	1 286	566 011	1 545	2 295 648
Limousin	40	367 620	707	343 319	747	710 939
Lorraine	356	1 675 889	1 981	634 487	2 337	2 310 376
Midi - Pyrénées	288	1 645 471	2 732	906 216	3 020	2 551 687
Nord - Pas-de-Calais	554	3 477 862	993	518 726	1 547	3 996 588
Basse-Normandie	167	765 570	1 647	656 623	1 814	1 422 193
Haute-Normandie	205	1 227 722	1 215	552 470	1 420	1 780 192
Pays de la Loire	266	2 105 179	1 238	1 116 882	1 504	3 222 061
Picardie	277	1 136 427	2 015	721 054	2 292	1 857 481
Poitou - Charentes	142	867 708	1 323	772 360	1 465	1 640 068
Provence - Alpes - Côte d'Azur	297	4 128 256	666	377 895	963	4 506 151
Rhône - Alpes	709	4 370 141	2 170	1 275 266	2 879	5 645 407
Ensemble métropole	**5 954**	**44 196 510**	**30 611**	**14 321 885**	**36 565**	**58 518 395**
Guadeloupe	30	416 277	4	6 219	34	422 496
Guyane	7	130 332	15	26 881	22	157 213
Martinique	22	350 765	12	30 662	34	381 427
Réunion	22	694 038	2	12 262	24	706 300
Ensemble départements d'outre-mer	**81**	**1 591 412**	**33**	**76 024**	**114**	**1 667 436**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**6 035**	**45 787 922**	**30 644**	**14 397 909**	**36 679**	**60 185 831**

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-12

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants au 25-11-99

Source : INSEE (recensements de la population, résultats provisoires pour celui de 1999)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1990)	Rang en 1999	Rang en 1990	Nombre de communes en 1999	Population en 1999 (p)	Taux annuel d'évolution en % 1990-1999 (p)	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1	1 155	10 561 379	0,29	0,70	0,28
Lyon	2	2	239	1 597 662	0,65	0,81	0,49
Marseille-Aix-en-Provence	3	3	67	1 398 147	0,43	0,11	0,57
Lille	4	4	118	1 108 447	0,30	0,32	0,16
Toulouse	5	6	255	917 312	1,57	1,69	1,01
Bordeaux	6	5	149	882 156	0,67	1,09	0,90
Nantes	7	7	65	674 115	1,11	0,93	0,93
Strasbourg	8	9	128	557 165	0,80	0,65	0,57
Nice	9	8	72	556 525	0,35	0,97	0,69
Grenoble	10	10	101	504 849	0,63	0,62	0,51
Rennes	11	13	104	483 795	1,32	1,20	1,51
Toulon	12	12	25	478 206	0,54	0,89	1,24
Rouen	13	11	142	470 120	0,26	0,36	0,08
Montpellier	14	15	74	445 724	1,86	2,11	2,09
Nancy	15	14	163	396 314	0,11	0,27	0,34
Tours	16	17	66	368 395	0,67	0,81	1,10
Valenciennes	17	16	90	368 279	– 0,04	– 0,41	– 0,49
Grasse-Cannes-Antibes	18	18	30	364 362	0,68	1,68	1,97
Clermont-Ferrand	19	19	99	351 949	0,36	0,36	0,68
Caen	20	22	204	345 919	0,73	1,03	1,10
Lens	21	21	40	325 625	– 0,12	– 0,11	– 0,20
Orléans	22	23	68	324 533	0,86	1,27	1,34
Dijon	23	24	163	312 199	0,48	0,90	0,66
Angers	24	26	66	309 372	0,86	1,07	1,34
Saint-Etienne	25	20	34	307 697	– 0,79	– 0,07	– 0,62
Le Havre	26	25	61	290 864	– 0,09	0,18	– 0,16
Mulhouse	27	28	63	274 977	0,40	0,30	0,32
Brest	28	29	38	274 593	0,40	0,36	0,59
Reims	29	30	119	272 620	0,42	0,67	0,70
Metz	30	33	129	269 413	0,50	0,61	0,80
Le Mans	31	32	66	268 523	0,33	0,36	0,56
Béthune	32	27	69	266 905	– 0,10	0,11	– 0,24
Dunkerque	33	31	54	263 191	0,03	0,01	1,05
Limoges	34	34	53	231 503	0,30	0,24	0,79
Amiens	35	35	120	220 370	0,28	0,37	0,60
Besançon	36	38	186	212 844	0,72	0,81	0,54
Avignon	37	37	21	211 954	0,58	0,78	1,15
Nîmes	38	40	34	209 292	0,82	1,43	0,98
Douai	39	36	49	208 793	– 0,27	– 0,08	– 0,42
Genève (CH) - Annemasse	40	43	102	207 177	1,26	2,34	1,77
Bayonne	41	41	34	206 766	0,81	1,01	0,98
Perpignan	42	39	33	204 659	0,57	0,83	1,96
Pau	43	42	91	194 459	0,53	0,77	1,08
Poitiers	44	47	56	187 768	1,10	0,83	1,26
Lorient	45	44	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Annecy	46	49	58	179 702	1,19	1,64	1,43
Montbéliard	47	45	126	178 732	– 0,21	– 0,66	0,09
Thionville	48	46	46	175 913	– 0,03	– 0,36	– 1,08
Troyes	49	48	109	168 191	0,24	0,10	0,45
Saint-Nazaire	50	50	19	160 798	0,40	0,21	0,69
Valence	51	51	35	159 511	0,55	0,73	1,02
La Rochelle	52	53	35	156 727	1,16	0,33	0,94

TABLEAU A.01-13

Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999
Variation de la population entre 1990 et 1999
France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Départements et régions	(1) Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Population sans doubles comptes 1990	1999	Variation de la population En valeur absolue	En valeur relative %
Bas-Rhin	7	44	526	953 053	1 026 120	+ 73 067	+ 7,7
Haut-Rhin	6	31	377	671 319	708 025	+ 36 706	+ 5,5
Alsace	**13**	**75**	**903**	**1 624 372**	**1 734 145**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
Dordogne	4	50	557	386 365	388 293	+ 1 928	+ 0,5
Gironde	5	63	542	1 213 499	1 287 334	+ 73 835	+ 6,1
Landes	2	30	331	311 461	327 334	+ 15 873	+ 5,1
Lot-et-Garonne	4	40	317	305 989	305 380	– 609	– 0,2
Pyrénées-Atlantiques	3	52	545	578 516	600 018	+ 21 502	+ 3,7
Aquitaine	**18**	**235**	**2 292**	**2 795 830**	**2 908 359**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
Allier	3	35	320	357 710	344 721	– 12 989	– 3,6
Cantal	3	27	260	158 723	150 778	– 7 945	– 5,0
Haute-Loire	3	35	260	206 568	209 113	+ 2 545	+ 1,2
Puy-de-Dôme	5	61	470	598 213	604 266	+ 6 053	+ 1,0
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**1 321 214**	**1 308 878**	**– 12 336**	**– 0,9**
Côte-d'Or	3	43	707	493 866	506 755	+ 12 889	+ 2,6
Nièvre	4	32	312	233 278	225 198	– 8 080	– 3,5
Saône-et-Loire	5	57	573	559 413	544 893	– 14 520	– 2,6
Yonne	3	42	453	323 096	333 221	+ 10 125	+ 3,1
Bourgogne	**15**	**174**	**2 045**	**1 609 653**	**1 610 067**	**+ 414**	**–**
Côtes-d'Armor	4	52	372	538 395	542 373	+ 3 978	+ 0,7
Finistère	4	54	283	838 687	852 418	+ 13 731	+ 1,6
Ille-et-Vilaine	4	53	352	798 718	867 533	+ 68 815	+ 8,6
Morbihan	3	42	261	619 838	643 873	+ 24 035	+ 3,9
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**2 795 638**	**2 906 197**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
Cher	3	35	290	321 559	314 428	– 7 131	– 2,2
Eure-et-Loir	4	29	403	396 073	407 665	+ 11 592	+ 2,9
Indre	4	26	247	237 510	231 139	– 6 371	– 2,7
Indre-et-Loire	3	37	277	529 345	554 003	+ 24 658	+ 4,7
Loir-et-Cher	3	30	291	305 937	314 968	+ 9 031	+ 3,0
Loiret	3	41	334	580 612	618 126	+ 37 514	+ 6,5
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**2 371 036**	**2 440 329**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
Ardennes	4	37	463	296 357	290 130	– 6 227	– 2,1
Aube	3	33	431	289 207	292 131	+ 2 924	+ 1,0
Marne	5	44	619	558 217	565 229	+ 7 012	+ 1,3
Haute-Marne	3	32	432	204 067	194 873	– 9 194	– 4,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 945**	**1 347 848**	**1 342 363**	**– 5 485**	**– 0,4**
Corse-du-Sud	2	22	124	118 808	118 593	– 215	– 0,2
Haute-Corse	3	30	236	131 563	141 603	+ 10 040	+ 7,6
Corse	**5**	**52**	**360**	**250 371**	**260 196**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
Doubs	3	35	594	484 770	499 062	+ 14 292	+ 2,9
Jura	3	34	545	248 759	250 857	+ 2 098	+ 0,8
Haute-Saône	2	32	545	229 650	229 732	+ 82	–
Territoire de Belfort	1	15	102	134 097	137 408	+ 3 311	+ 2,5
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**1 097 276**	**1 117 059**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
Paris	1	20	1	2 152 423	2 125 246	– 27 177	– 1,3
Seine-et-Marne	5	43	514	1 078 166	1 193 767	+ 115 601	+ 10,7
Yvelines	4	39	262	1 307 150	1 354 304	+ 47 154	+ 3,6
Essonne	3	42	196	1 084 824	1 134 238	+ 49 414	+ 4,6
Hauts-de-Seine	3	45	36	1 391 658	1 428 881	+ 37 223	+ 2,7
Seine-Saint-Denis	3	40	40	1 381 197	1 382 861	+ 1 664	+ 0,1
Val-de-Marne	3	49	47	1 215 538	1 227 250	+ 11 712	+ 1,0
Val-d'Oise	3	39	185	1 049 598	1 105 464	+ 55 866	+ 5,3
Île-de-France	**25**	**317**	**1 281**	**10 660 554**	**10 952 011**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
Aude	3	35	438	298 712	309 770	+ 11 058	+ 3,7
Gard	3	46	353	585 049	623 125	+ 38 076	+ 6,5
Hérault	3	49	343	794 603	896 441	+ 101 838	+ 12,8
Lozère	2	25	185	72 825	73 509	+ 684	+ 0,9
Pyrénées-Orientales	3	31	226	363 796	392 803	+ 29 007	+ 8,0
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**2 114 985**	**2 295 648**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
Corrèze	3	37	286	237 908	232 576	– 5 332	– 2,2
Creuse	2	27	260	131 349	124 470	– 6 879	– 5,2
Haute-Vienne	3	42	201	353 593	353 893	+ 300	+ 0,1
Limousin	**8**	**106**	**747**	**722 850**	**710 939**	**– 11 911**	**– 1,6**
Meurthe-et-Moselle	4	44	594	711 943	713 779	+ 1 836	+ 0,3
Meuse	3	31	498	196 223	192 198	– 4 025	– 2,1
Moselle	9	51	730	1 011 302	1 023 447	+ 12 145	+ 1,2
Vosges	3	31	515	386 258	380 952	– 5 306	– 1,4
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**2 305 726**	**2 310 376**	**+ 4 650**	**+ 0,2**

TABLEAU A.01-13 (suite et fin)

Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999
Variation de la population entre 1990 et 1999
France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Départements et régions	(1) Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Population sans doubles comptes 1990	1999	Variation de la population En valeur absolue	En valeur relative %
Ariège	3	22	332	136 455	137 205	+ 750	+ 0,5
Aveyron	3	46	304	270 141	263 808	– 6 333	– 2,3
Haute-Garonne	3	53	588	925 962	1 046 338	+ 120 376	+ 13,0
Gers	3	31	463	174 587	172 335	– 2 252	– 1,3
Lot	3	31	340	155 816	160 197	+ 4 381	+ 2,8
Hautes-Pyrénées	3	34	474	224 759	222 368	– 2 391	– 1,1
Tarn	2	46	324	342 723	343 402	+ 679	+ 0,2
Tarn-et-Garonne	2	30	195	200 220	206 034	+ 5 814	+ 2,9
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**2 430 663**	**2 551 687**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
Nord	6	79	653	2 531 855	2 555 020	+ 23 165	+ 0,9
Pas-de-Calais	7	77	894	1 433 203	1 441 568	+ 8 365	+ 0,6
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 547**	**3 965 058**	**3 996 588**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
Calvados	4	49	705	618 478	648 385	+ 29 907	+ 4,8
Manche	4	52	602	479 636	481 471	+ 1 835	+ 0,4
Orne	3	40	507	293 204	292 337	– 867	– 0,3
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 814**	**1 391 318**	**1 422 193**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
Eure	3	43	675	513 818	541 054	+ 27 236	+ 5,3
Seine-Maritime	3	69	745	1 223 429	1 239 138	+ 15 709	+ 1,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**1 737 247**	**1 780 192**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
Loire-Atlantique	4	59	221	1 052 183	1 134 266	+ 82 083	+ 7,8
Maine-et-Loire	4	41	364	705 882	732 942	+ 27 060	+ 3,8
Mayenne	3	32	261	278 037	285 338	+ 7 301	+ 2,6
Sarthe	3	40	375	513 654	529 851	+ 16 197	+ 3,2
Vendée	3	31	283	509 356	539 664	+ 30 308	+ 6,0
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 504**	**3 059 112**	**3 222 061**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
Aisne	5	42	816	537 259	535 489	– 1 770	– 0,3
Oise	4	41	693	725 603	766 441	+ 40 838	+ 5,6
Somme	4	46	783	547 825	555 551	+ 7 726	+ 1,4
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**1 810 687**	**1 857 481**	**+ 46 794**	**+ 2,6**
Charente	3	35	404	341 993	339 628	– 2 365	– 0,7
Charente-Maritime	5	51	472	527 146	557 024	+ 29 878	+ 5,7
Deux-Sèvres	3	33	308	345 965	344 392	– 1 573	– 0,5
Vienne	3	38	281	380 005	399 024	+ 19 019	+ 5,0
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**1 595 109**	**1 640 068**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	130 883	139 561	+ 8 678	+ 6,6
Hautes-Alpes	2	30	177	113 300	121 419	+ 8 119	+ 7,2
Alpes-Maritimes	2	52	163	971 829	1 011 326	+ 39 497	+ 4,1
Bouches-du-Rhône	4	53	119	1 759 371	1 835 719	+ 76 348	+ 4,3
Var	3	43	153	815 449	898 441	+ 82 992	+ 10,2
Vaucluse	3	24	151	467 075	499 685	+ 32 610	+ 7,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**4 257 907**	**4 506 151**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
Ain	4	43	419	471 019	515 270	+ 44 251	+ 9,4
Ardèche	3	33	339	277 581	286 023	+ 8 442	+ 3,0
Drôme	3	36	370	414 072	437 778	+ 23 706	+ 5,7
Isère	3	58	533	1 016 228	1 094 006	+ 77 778	+ 7,7
Loire	3	40	327	746 288	728 524	– 17 764	– 2,4
Rhône	2	51	293	1 508 966	1 578 869	+ 69 903	+ 4,6
Savoie	3	37	305	348 261	373 258	+ 24 997	+ 7,2
Haute-Savoie	4	34	293	568 286	631 679	+ 63 393	+ 11,2
Rhône-Alpes	**25**	**332**	**2 879**	**5 350 701**	**5 645 407**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
Ensemble métropole	**329**	**3 876**	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**+ 1 903 240**	**+ 3,4**
Guadeloupe	3	43	34	386 987	422 496	+ 35 509	+ 9,2
Martinique	4	45	34	359 572	381 427	+ 21 855	+ 6,1
Guyane	2	19	22	114 678	157 213	+ 42 535	+ 37,1
Réunion	4	49	24	597 823	706 300	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**1 459 060**	**1 667 436**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 032**	**36 679**	**58 074 215**	**60 185 831**	**+ 2 111 616**	**+ 3,6**

(1) Au recensement de 1999.

Chapitre A.02

Environnement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Parcs nationaux et réserves naturelles.

1. Volume d'eau de pluie par année hydrologique.
2. Évolution de l'occupation physique du territoire.

3A. Superficie des espaces naturels protégés.

3B. Nombre cumulé de sites inscrits et classés.

4A. État des espèces de vertébrés en France.

4B. État des espèces animales en Europe.

5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre, dioxyde d'azote et ozone dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par catégorie d'émetteurs.
8. Émissions d'oxydes d'azote par catégorie d'émetteurs.
9. Émissions de dioxyde de carbone par catégorie d'émetteurs.
10. Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce.
11. Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade.
12. Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer.
13. Pollution industrielle de l'eau.
14. Assainissement et épuration des grandes villes.
15. Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant.
16. Répartition des accidents industriels par secteur d'activité en 1999.
17. Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Dépense nationale liée à l'environnement par domaine et par agent responsable.
20. Évolution de la dépense de protection de l'environnement par domaine.
21. Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'Environnement.

1. PRÉSENTATION

Le territoire français est occupé pour 38,3 % par des zones naturelles, les terres agricoles représentant 53,7 %, les zones artificielles bâties ou non 7,8 % et les zones interdites d'accès 0,2 %. Les sols bâtis et artificialisés ont progressé d'environ 1,5 % entre 1998 et 1999.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés, avec près de mille espèces présentes en métropole. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats. Le quart du territoire national est recensé comme zone d'intérêt écologique, faunistique ou floristique.

Les zones centrales de parcs nationaux, les réserves naturelles, les arrêtés préfectoraux de biotope et les sites du Conservatoire du littoral assurent une protection des milieux naturels pour 1,3 % environ du territoire français métropolitain. Les parcs naturels régionaux et les zones périphériques des parc nationaux couvrent en outre 12,6 %. D'autres espaces naturels sont encore protégés en application des lois françaises ou de conventions ou programmes internationaux.

Les émissions des principaux polluants dans l'air sont en décroissance par rapport aux niveaux de 1991. À l'échelle planétaire, l'effet de serre est lié aux émissions de gaz carbonique, protoxyde d'azote, méthane et de certains composés halogènés. L'altération de la couche d'ozone stratosphérique est imputée essentiellement aux chlorofluorocarbures et aux halons dont la production et la consommation sont désormais interdits en Europe, les autres substances qui appauvrissent la couche d'ozone étant strictement réglementées. Au niveau des agglomérations, la qualité de l'air est de mieux en mieux suivie. Lorsque l'un des seuils d'information et de recommandation est dépassé, les pouvoirs publics informent le public, afin que les personnes sensibles puissent prendre des précautions.

Les rejets dans le milieu naturel aquatique sont d'origine domestique, industrielle ou agricole. Les rendements des stations d'épuration publiques progressent. De nombreuses agglomérations ont dû ou doivent en effet mettre en place un traitement plus rigoureux de leurs effluents (traitement biologique et traitement complémentaire pour l'azote et le phosphore) selon les échéances prévues par la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines.

En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 600 millions de tonnes (déchets de chantiers réutilisés en remblais non compris). Parmi ceux-ci les ordures ménagères, recensées en 1998 dans 814 installations de traitement, représentent 23 millions de tonnes. 45 % ont fait l'objet d'une valorisation par récupération d'énergie après incinération, ou par compostage, tri ou méthanisation. Le tri est en forte progression, ainsi que la collecte sélective auprès des ménages.

La dépense de protection de l'environnement atteint 150 milliards de francs en 1998. Elle représente 1,75 % du PIB. Incorporant en outre les dépenses relatives à la mobilisation de la ressource en eau, au cadre de vie et à la récupération, la dépense nationale liée à l'environnement a été estimée à 248 milliards de francs en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations disponibles auprès de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérée par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

La protection des espaces naturels relève de la compétence du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP et DIREN), ainsi que des organismes responsables ou gestionnaires de protections (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Parcs nationaux et Parcs naturels régionaux,...). Le Muséum national d'histoire naturelle (Service du patrimoine naturel), gère pour le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement une base nationale des espaces protégés dans son système d'information géographique. l'Ifen a rassemblé et traité l'ensemble des informations disponibles.

La faune et la flore

Le Muséum national d'histoire naturelle (Service du patrimoine naturel) rassemble et étudie l'information disponible sur les espèces produite par les milieux scientifiques, les Conservatoires botaniques nationaux, les associations de naturalistes. Le Conseil supérieur de la pêche et l'Office national de la chasse et de la faune produisent aussi de nombreuses données sur les espèces.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, par espèce et par saison de chasse.

L'air

- La qualité de l'air ambiant

Les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) gèrent les réseaux de mesures de la qualité de l'air des agglomérations. Agréées par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, ces associations regroupent l'État, des collectivités locales, des industriels, des établissements publics, des associations de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées. Elles informent quotidiennement le public sur la pollution de l'air. 39 associations agréées de surveillance de la qualité de l'air sont en place fin 1998; elles sont dotées de 2000 capteurs.

L'ensemble des données recueillies sont examinées puis stockées par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

● Les émissions des principaux polluants dans l'air

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, installations industrielles,...) à partir de modèles. Les résultats sont établis en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques d'activité pondérés par un facteur caractérisant les rejets. Les données présentées ici sont éditées au format UNECE, harmonisé au niveau européen.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) fédère les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : les ministères chargés de l'Environnement, et de la Santé, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER, Météo-France, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Office international de l'eau (OIE). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'OIE la gestion de la banque nationale de données sur l'eau.

● Les eaux de baignade

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) suivant les décrets n°s 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76/160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme; B = qualité moyenne, conforme; C = pollution momentanée, non conforme; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction générale de la santé) et par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'eau).

● Les prélèvements en eau

Les volumes d'eau prélevés correspondent essentiellement aux quatre usages suivants :

— le refroidissement des centrales thermiques;

— la consommation;

— l'irrigation;

— les usages industriels;

Ils sont évalués à partir des assiettes de « redevances prélèvements » des Agences de l'eau ou à partir d'estimations notamment pour l'irrigation.

● La pollution de l'eau

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc que le cumul des plus gros rejets, mesurés en sortie du site industriel et avant épuration éventuelle dans une station d'épuration collective.

Les données relatives aux flux entrant et sortant des stations d'épuration publiques des collectivités sont collectées auprès des Agences de l'eau dans le cadre du RNDE.

Les risques technologiques et naturels

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI-BARPI : bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble et analyse la majorité des données relatives aux accidents survenus principalement dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Il s'agit des accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique. Les modes de collecte des informations par région sont encore très hétérogènes.

Les aspects financiers relatifs aux risques naturels sont décrits chaque année par la Fédération française des sociétés d'assurance.

Les déchets

Réalisé par l'ADEME, à la demande du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, l'inventaire des installations de traitement, de transit ou de mise en décharge des déchets ménagers et assimilés (ITOM A) recense les principales caractéristiques des installations (à partir de 3 000 tonnes par an pour les décharges). Cet inventaire, désormais annuel, fournit des informations sur les tonnages reçus et sur les populations desservies, par mode principal des installations.

Les résultats relatifs aux ordures ménagères présentés ici correspondent aux déchets de l'activité domestique quotidienne des ménages collectés traditionnellement (hors collecte sélective de verre, vieux papiers, etc.).

La dépense nationale liée à l'environnement

L'Ifen et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement élaborent le compte satellite de l'environnement, en cohérence avec les concepts de la comptabilité nationale. La méthodologie d'élaboration des comptes de la dépense de protection de l'environnement est harmonisée au niveau européen dans le cadre du

SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement). Les autres dépenses liées à l'environnement font l'objet d'estimations.

La Commission des comptes et de l'économie de l'environnement a été créée par le décret n° 98-623 du 21 juillet 1998. Elle a pour mission d'assurer le rassemblement, l'analyse et la publication de données et des comptes économiques décrivant les activités et dépenses de protection et de mise en valeur de l'environnement, les impacts sur l'environnement des activités des différents secteurs économiques, les ressources et le patrimoine naturels.

Une partie des résultats de l'enquête sur les dépenses de lutte contre la pollution réalisée par l'OCDE est fournie ici. Les données ont été recueillies par l'OCDE auprès des pays membres, cependant les définitions et les méthodes demeurent différentes d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope a été instauré par le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 (art. R. 211-12 et suivants du Code rural). Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Certains résultats incluent ou non le domaine public maritime.

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant. Un équivalent-habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension, 57 g/jour de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces "disparues", « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 211-1 du Code rural). Les listes nationale et régionales des espèces végétales protégées et celles des espèces animales protégées sont fixées par divers arrêtés ministériels. En outre la réglementation de la cueillette de certaines espèces (champignons, muguet,...) peut faire l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 241-1 et suivants du Code rural. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 225-1 à L. 225-3 du Code rural).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Rendement des stations d'épuration

Le rendement est la part de la pollution entrant dans la station d'épuration qui est éliminée. La pollution entrant en station utilisée pour ce calcul est la pollution moyenne du mois de pointe mesurée ou évaluée à l'entrée des stations d'épuration.

Réserves naturelles

En application des articles L. 242-1 et suivants du Code rural, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Sites classés ou inscrits

La loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque comporte deux niveaux de protection : les sites classés et les sites inscrits.

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Tous travaux susceptibles de détruire ou modifier l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation ministérielle expresse préalable (ou autorisation préfectorale pour certains travaux non soumis à permis de construire).

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres que d'exploitation courante agricole ou d'entretien normal des bâtiments, sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Institut français de l'environnement.

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ;

— Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale;

— Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales;

— Direction de l'eau;

— Direction de la prévention des pollutions et des risques;

— Direction de la nature et des paysages.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité; secrétariat d'État chargé de la Santé.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques.

Organisation de coopération et de développement économiques.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Service du patrimoine naturel.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Agences de l'eau.

Office international de l'eau.

Office national de la chasse et de la faune sauvage.

Publications INSEE :

Économie et statistique :

« Une évaluation économique de la pollution atmosphérique », n° 307, 1997.

Autres publications :

« L'Environnement en France : approche régionale », édition 1996-1997, IFEN, Éditions La Découverte, novembre 1996;

« Catalogue des sources de données de l'environnement », édition 1996-1997, IFEN, Tec & Doc Lavoisier, janvier 1997;

« Statut de la faune de France métropolitaine », Muséum national d'histoire naturelle - Réserves naturelles de France, ministère de l'Environnement, 1997;

« La qualité de l'air en France en 1995-1996 », *Données et références,* ADEME, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, juin 1998;

« L'environnement en France », édition 1999, IFEN, Éditions La Découverte, novembre 1998;

« Inventaire des émissions dans l'air en France au cours de la période 1990-1996, format UNECE », CITEPA, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, rapport d'études CITEPA, décembre 1998;

« Statistiques régionales et départementales sur l'environnement », édition 1998. *Études et Travaux,* n° 20, IFEN, Directions régionales de l'Environnement, décembre 1998;

« L'assainissement des grandes villes 1998, données 1996 », RNDE, 1998;

« L'utilisation du territoire en 1998, nouvelles séries de 1991 à 1998 », Agreste, données chiffrées, Agriculture, n° 144, SCEES, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, février 1999;

« Le traitement des déchets ménagers et assimilés en centres collectifs en 1998 », ADEME, données et références, 1999;

« Qualité des eaux de baignade - Baignade en mer et en eau douce, (Résultats 1998, campagne 1999) » ministère de l'Emploi et de la Solidarité, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, mai 1999;

« Chiffres-clés de l'environnement », édition 1999, juin 1999;

« Données économiques de l'environnement, rapport à la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement », édition 1999, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement - Institut français de l'environnement, La Documentation française, juin 2000;

« *Les données de l'environnement* », IFEN (mensuel);

« L'environnement dans l'Union européenne à l'aube du XXIème siècle, Synthèse : appendice, faits et résultats par problème environnemental », Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des communautés européennes, 1998;

« L'environnement de l'Europe : deuxième évaluation. Vue d'ensemble », Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des communautés européennes, 1998;

« Vers un développement durable, indicateurs d'environnement », Organisation de coopération et de développement économiques, Les éditions de l'OCDE, 1998;

« Compendium statistique de l'environnement en Europe, deuxième évaluation », Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1998;

« Environmental signals 2000 », Environmental assessment report n° 6, Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1999;

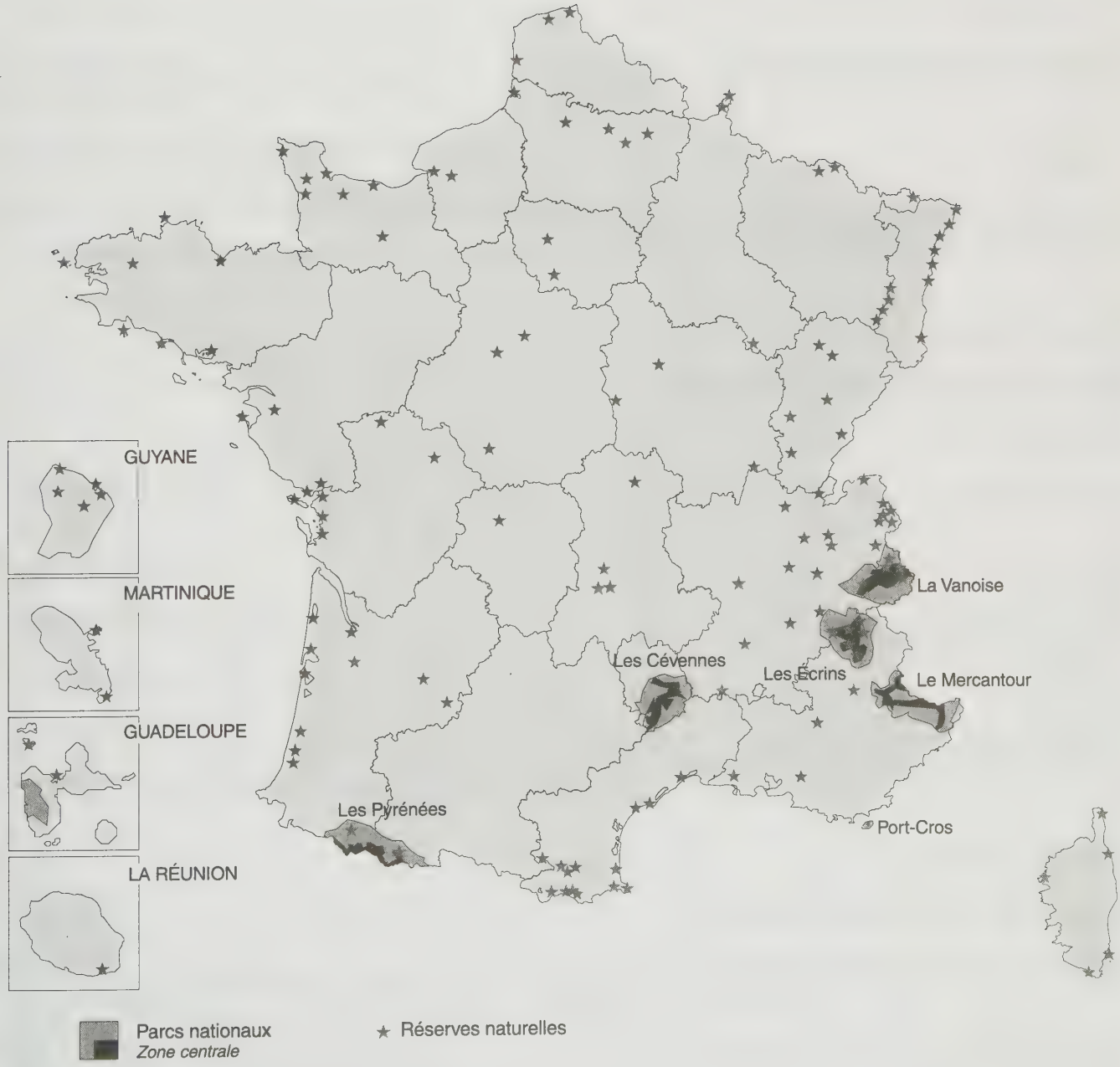
« Données OCDE sur l'environnement », Compendium 1999, Éditions de l'OCDE, Paris 1999;

« Towards environmental pressure indicators for the EU, first edition 1999 », Commission européenne - Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes, thème 8 : Environnement et énergie, collection « Panorama of the EU », Luxembourg, 1999.

*
* *

CARTE A.02

Parcs nationaux et réserves naturelles en 1999



Sources : Muséum national d'histoire naturelle - IFEN

TABLEAU A.02-1

Volume d'eau de pluie par année hydrologique (1)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DE) — *Unité* : milliard de m^3/an

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Précipitations	391	412	468	473	602	554	455	474	465	558
Pluies efficaces	97	139	121	174	296	260	152	150	183	223

(1) L'année hydrologique "n" va du 1er septembre de l'année "n-1" au 31 août de l'année "n".

TABLEAU A.02-2

Évolution de l'occupation physique du territoire

Années 1993 à 1999

Sources : SCEES, IFEN — *Unité* : Millier d'hectares

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Cultures annuelles	15 198	15 162	15 141	15 220	15 306	15 400	15 323
Forêts	14 592	14 721	14 810	14 887	14 934	14 985	15 003
Prairies	11 509	11 411	11 377	11 252	11 134	10 978	11 006
Landes, parcours et alpages	4 447	4 407	4 341	4 295	4 245	4 210	4 200
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	2 032	2 005	1 981	1 936	1 926	1 912	1 903
Roches et eaux	1 831	1 837	1 837	1 839	1 842	1 836	1 825
Routes et parkings	1 557	1 580	1 601	1 625	1 634	1 650	1 673
Sols artificiels non bâtis	1 353	1 394	1 423	1 455	1 482	1 515	1 539
Cultures pérennes	1 319	1 308	1 302	1 290	1 285	1 280	1 281
Sols bâtis	959	974	985	995	1 008	1 028	1 042
Zones interdites d'accès	122	122	122	124	124	124	125

TABLEAU A.02-3A

Superficie des espaces naturels protégés

Sources : Muséum national d'histoire naturelle (SPN), Conservatoire du littoral, IFEN — *Unité* : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles (1999)	134	2 180
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (1998)	389	525
Parcs nationaux (zones centrales) (1999)	6	3 509
Arrêtés de protection de biotope (1997)	463	1 026

TABLEAU A.02-3B

Nombre cumulé de sites inscrits et classés

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP), IFEN

	1975	1980	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Nombre de sites inscrits	4 301	4 674	5 013	5 074	5 084	5 089	5 099	6 003
Nombre de sites classés	2 219	2 356	2 553	2 655	2 675	2 706	2 738	2 748

TABLEAU A.02-4A

État des espèces de vertébrés en France

Sources : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN), IFEN (mise à jour en juillet 2000)

Espèces	Espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
	nombre	nombre	%	nombre	%
Mammifères	122	24	19,7	20	16,4
Oiseaux (1)	357	51	14,3	51	14,3
Poissons et cyclostomes (lamproies)	416 *e*	31	7,5	28	6,7
Reptiles	38	6	15,8	9	23,7
Amphibiens	39	11	28,2	13	33,3

(1) Oiseaux nicheurs et autres espèces séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4B

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, fin des années 1990

Sources : OCDE, IFEN

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	82	219	58	16	21	45 000
Belgique	57	167	46	4	13	939
Danemark	50	170	33	5	14	3 760
Finlande	59	240	59	5	5	25 000
France	**119**	**357**	**426**	**36**	**37**	**38 500**
Allemagne	79	240	66	14	21	...
Grèce	116	422	107	59	20	32 800
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	61	130	34	6	13	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	98	313	43	34	17	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	68	245	55	7	13	23 400
Royaume-uni	63	517	54	7	7	22 778

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse, Fédérations de chasse, Réseau de correspondants "Cervidés-sanglier", IFEN

	1981	1990	1994	1995	1996	1997
Chevreuils	71 837	179 673	285 319	302 744	327 403	367 288
Cerfs	9 884	13 600	18 592	20 084	23 857	27 820
Sangliers	80 000	134 220	211 586	226 093	298 332.	322 567 *r*

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France en 1998 (1)

Sources : ADEME et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN

Unité : en microgramme / m³

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2 % des cas	Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2 % des cas	Moyenne horaire maximale en O_3
Clermont-Ferrand	38	134	211
Fos-sur-Mer	215	89	331
Grenoble	69	108	216
La Rochelle	58	120	194
Lyon	99	154	310
Marseille	125	180	261
Nancy	39	112	226
Paris-Ile de France	54	214	317
Strasbourg	87	126	239
Toulouse	35	146	226

(1) du 1er janvier au 31 décembre 1998.

TABLEAU A.02-7

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 05/08/1999), IFEN

Unité : Millier de tonnes de SO_2

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	*p* 1998
Combustion dans la transformation d'énergie	496,2	590,3	466,7	369,0	346,1	358,5	357,3	307,6	381,8
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	131,2	135,4	128,5	119,7	98,8	86,1	86,0	77,6	79,9
Combustion dans l'industrie manufacturière	333,0	359,4	311,0	271,5	276,2	251,2	248,4	215,5	215,7
Procédés industriels	86,9	84,5	77,6	68,7	65,7	66,3	66,1	69,1	67,0
Extraction et distribution de combustible et géothermie	38,7	22,4	21,9	18,4	10,5	15,0	13,9	8,7	7,3
Solvants et utilisations d'autres produits	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transport routier	142,1	146,6	151,9	153,9	150,5	116,7	100,3	48,4	48,3
Autres modes de transport et machinerie	25,0	25,5	24,2	23,2	21,2	16,3	16,2	16,1	16,5
Traitement et élimination des déchets	15,1	14,9	18,6	15,3	16,1	15,4	16,9	21,0	20,3
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	0,7	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3
Total	**1 268,9**	**1379,1**	**1200,6**	**1 039,9**	**985,3**	**925,8**	**905,4**	**764,3**	**837,1**

TABLEAU A.02-8

Émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 05/08/1999), IFEN — *Unité* : Millier de tonnes d'équivalent NO_2

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	*p* 1998
Combustion dans la transformation d'énergie	136,7	177,7	150,9	104,5	104,5	116,7	126,3	114,7	162,6
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	94,2	106,5	105,7	104,0	96,4	98,8	106,4	98,0	97,4
Combustion dans l'industrie manufacturière	159,9	162,8	149,1	142,7	150,0	140,2	142,2	139,6	143,2
Procédés industriels	28,0	25,4	22,2	17,9	15,6	15,2	16,2	16,2	15,8
Extraction et distribution de combustibles et géothermie	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solvants et utilisations d'autres produits	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transport routier	1 044,4	1 052,6	1 057,7	1 029,2	1 005,2	954,4	896,2	840,0	794,5
Autres modes de transport et machinerie	393,5	395,0	371,0	346,7	343,0	364,8	383,6	410,0	414,6
Traitement et élimination des déchets	18,4	19,4	20,5	21,5	21,6	21,4	21,6	21,7	21,7
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	6,4	3,4	3,8	3,9	4,1	4,4	3,9	4,6	4,6
Total	**1 881,5**	**1 942,9**	**1 881,0**	**1 770,5**	**1 740,5**	**1 716,0**	**1 696,4**	**1 644,8**	**1 654,4**

TABLEAU A.02-9

Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 05/08/1999), IFEN — *Unité* : millier de tonnes de CO_2 net ultime (1)

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	*p* 1998
Combustion dans la transformation d'énergie	63 846	75 314	67 491	54 088	50 351	53 167	57 600	54 623	70 373
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	84 009	93 730	93 352	91 562	86 016	87 600	95 065	87 345	86 128
Combustion dans l'industrie manufacturière	74 119	75 003	72 779	67 364	70 772	69 855	70 295	70 714	72 272
Procédés industriels	24 727	23 030	21 468	20 917	21 857	21 764	20 645	21 025	21 777
Extraction et distribution de combustible et géothermie	784	911	810	832	829	795	694	637	537
Solvants et utilisations d'autres produits	2 147	2 064	2 025	1 913	1 930	1 939	1 940	1 976	1 954
Transport routier	112 181	114 736	117 732	118 227	121 331	122 798	123 271	125 498	128 821
Autres modes de transport et machinerie	16 788	16 704	16 010	15 224	15 066	16 084	16 938	17 656	18 120
Traitement et élimination des déchets	3 778	3 836	3 933	3 969	4 098	4 114	4 193	4 223	4 201
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits :									
Émissions nettes	– 54 812	– 51 683	– 56 441	– 61 060	– 62 690	– 60 810	– 62 392	– 63 383	– 63 383
Émissions brutes	85 516	91 910	88 017	84 977	84 486	87 691	88 454	88 355	88 355
Puits	– 140 328	– 143 593	– 144 458	– 146 037	– 147 176	– 148 501	– 150 846	– 151 738	– 151 738
TOTAL BRUT	**467 895**	**497 238**	**483 617**	**459 075**	**456 735**	**465 807**	**479 094**	**472 051**	**492 538**
TOTAL PUITS	**– 140 328**	**– 143 593**	**– 144 458**	**– 146 037**	**– 147 176**	**– 148 501**	**– 150 846**	**– 151 738**	**– 151 738**
TOTAL NET	**327 567**	**353 645**	**339 159**	**313 038**	**309 559**	**317 306**	**328 248**	**320 313**	**340 800**

(1) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et à l'utilisation des sols; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.

TABLEAU A.02-10

Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce (1)

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1992	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre total de points classés	1 649	1 512	1 588	1 592	1 587	1 553
selon la catégorie de qualité						
A (2)	443	436	678	752	672	814
Pourcentage	26,9	28,8	42,7	47,2	42,3	52,4
B (3)	924	884	768	698	777	672
Pourcentage	56,0	58,5	48,4	43,8	49,0	43,3
C (4)	187	139	113	111	124	59
Pourcentage	11,3	9,2	7,1	7,0	7,8	3,8
D (5)	95	53	29	31	14	8
Pourcentage	5,8	3,5	1,8	2,0	0,9	0,5

(1) Les informations de l'année 1999 ne sont pas disponibles.
(2) : eau de bonne qualité; (3) : eau de qualité moyenne; (4) : eau pouvant être momentanément polluée; (5) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade (1)

France entière

Année 1998

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	A (2)	B (3)	C (4)	D (5)	**Total**
Rivière					
Nombre de points de surveillance classés	108	352	41	6	**507**
%	21,3	69,4	8,1	1,2	**100,0**
Étang					
Nombre de points de surveillance classés	143	70	5	1	**219**
%	65,3	32,0	2,3	0,5	**100,0**
Retenue artificielle					
Nombre de points de surveillance classés	185	117	3	–	**305**
%	60,7	38,4	1,0	–	**100,0**
Lac					
Nombre de points de surveillance classés	156	64	8	1	**229**
%	68,1	27,9	3,5	0,4	**100,0**
Barrage réservoir					
Nombre de points de surveillance classés	128	38	1	–	**167**
%	76,6	22,8	0,6	–	**100,0**
Gravière, carrière					
Nombre de points de surveillance classés	94	31	1	–	**126**
%	74,6	24,6	0,8	–	**100,0**
Ensemble					
Nombre de points de surveillance classés	**814**	**672**	**59**	**8**	**1 553**
%	**52,4**	**43,3**	**3,8**	**0,5**	**100,0**

(1) Les informations de l'année 1999 ne sont pas disponibles.
(2) : eau de bonne qualité; (3) : eau de qualité moyenne; (4) : eau pouvant être momentanément polluée; (5) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-12

Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer (1)

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1992	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre total de points classés	**1 756**	**1 782**	**1 777**	**1 790**	**1 829**	**1 856**
selon la catégorie de qualité						
A (2)	912	974	1 052	1 131	1 094	1 155
Pourcentage	51,9	54,7	59,2	63,2	59,8	62,2
B (3)	607	646	614	580	608	598
Pourcentage	34,6	36,3	34,5	32,4	33,2	32,2
C (4)	231	152	110	79	126	102
Pourcentage	13,2	8,5	6,2	4,4	6,9	5,5
D (5)	6	10	1	–	1	1
Pourcentage	0,3	0,5	0,1	–	0,1	0,1

(1) Les informations de l'année 1999 ne sont pas disponibles.
(2) : eau de bonne qualité; (3) : eau de qualité moyenne; (4) : eau pouvant être momentanément polluée; (5) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-13

Pollution industrielle de l'eau

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR) - Agence de l'eau - RNDE

	Unités	1980	1985	1990	1991	1993	1995	1996	1997
Pollution nette (1) rejetée par les industries									
– Matières oxydables	tonne/jour	2 775	2 288	2 109	2 009	2 004	1 680	1 604	1 502
– Matières toxiques	10^3 équitox/jour	56 185	44 387	37 165	34 413	34 412	20 100	17 705	19 000

(1) Flux rejeté après traitement éventuel dans une station d'épuration industrielle.

TABLEAU A.02-14

Assainissement et épuration des grandes villes (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : flux de pollution en t/j
taux en %

	Matières oxydables			Matières azotées		Matières phosphorées	
	1995	1996	1997	1995	1996	1995	1996
Pollution entrant dans les stations d'épuration	2 053	2 230	2 230	478	481	121	120
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 472	1 618	1 664	188	194	44	48
Pollution résiduelle après traitement en stations d'épuration	581	611	566	290	287	76	72
Rendement des stations d'épuration	72%	73%	75%	39%	40%	37%	40%

(1) Pollution émise par les habitants relevant de l'assainissement collectif et par les industries raccordées, estimée sur une base forfaitaire, pour les agglomérations de plus de 10 000 équivalent-habitants.

TABLEAU A.02-15

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant (1)

Année 1998

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI), IFEN

Unité : Kilogramme par jour

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements
Matières en suspension	900 Kg/j	73	2 805 457
Demande chimique en oxygène	1000 Kg/j	270	1 068 643
Azote	150 Kg/j	82	55 597
Phosphore	15 Kg/j	82	7 555
Sulfates	800 Kg/j	36	697 927
Chlorures	4320 Kg/j	37	8 213 500
Cadmium	0,01 Kg/j	34	9
Plomb	0,03 Kg/j	75	105
Chrome	0,3 Kg/j	35	2 426
Arsenic	0,02 Kg/j	15	38
Mercure	0,003 Kg/j	18	0,95
Cuivre	0,1 Kg/j	106	110
Fer	3 Kg/j	33	281 691
Manganèse	0,5 Kg/j	17	941
Cyanures	0,02 Kg/j	21	111
Phénols	1 Kg/j	20	154
Zinc	0,3 Kg/j	112	603
Aluminium	5 Kg/j	14	68 245
Étain	0,02 Kg/j	41	28
Fluorures	8 Kg/j	35	6 299
Nickel	0,06 Kg/j	150	115
Hydrocarbures	10 Kg/j	39	1 398
Titane	5 Kg/j	3	54 990

(1) Somme des flux rejetés par les établissements dépassant le seuil indiqué par polluant.

TABLEAU A.02-16

Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité en 1999

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR - SEI - BARPI) - IFEN, base ARIA mise à jour d'octobre 2000

	Nombre d'accidents
Agriculture, sylviculture, pêche	245
Industries extractives	8
Industries alimentaires	74
Industries manufacturières (hors alimentaires)	477
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	45
Construction	22
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	114
Transports	170
Autres secteurs d'activité	166
Particuliers	25
Activité en cause indéterminée	153

TABLEAU A.02-17

Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Sources : Fédération française des sociétés d'assurance, IFEN — *Unité* : Milliard de francs

	1988	*r* 1989	*r* 1990	1991	1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Montant	2,19	1,10	3,80	1,53	3,30	4,60	2,20	4,40	3,20	1,30	1,70

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'installations, quantités traitées (1)

Année 1998

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), IFEN — *Unité* : Quantité : kilotonne/an

Type de traitement	Nombre d'installations	Quantité annuelle reçue
Tri de déchets industriels banals	48	238,6
Tri d'ordures ménagères	56	507,4
Compostage	71	1 602,8
Méthanisation	1	81,1
Incinération sans récupération d'énergie	148	1 762,8
Incinération avec récupération d'énergie	98	8 004,1
Fabrication de combustibles solides	1	44,9
Mise en décharge	391	10 933,0
Total	**814**	**23 174,7**

(1) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-19

Dépense nationale liée à l'environnement par domaine et par agent responsable

Année 1998 (*p*)

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (D4E), IFEN — *Unité* : Million de francs

	Administrations publiques	Entreprises	Ménages	**Total**
Gestion des eaux usées	48 444	8 457	4 985	**61 886**
Protection de l'air	...	10 073	1 371	**11 444**
Réduction du bruit	282	3 826	514	**4 623**
Gestion des déchets	28 384	18 395	2 084	**48 863**
Nettoyage des rues	5 885	///	///	**5 885**
Protection de la biodiversité et des paysages	2 101	1 993	300	**4 394**
Recherche et développement	3 634	2 136	///	**5 770**
Administration générale de l'environnement	7 360	...	///	**7 360**
Dépense de protection de l'environnement	**96 090**	**44 880**	**9 254**	**150 225**
Cadre de vie	9 474	...	...	**9 474**
Récupération	...	28 435	...	**28 435**
Production et distribution d'eau	59 669	...	...	**59 669**
Dépense nationale liée à l'environnement	**165 233**	**73 315**	**9 254**	**247 802**

TABLEAU A.02-20

Évolution de la dépense de protection de l'environnement par domaine

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (D4E), IFEN

Unité : Million de francs courants

	1990	1992	*r* 1994	*r* 1996	*p* 1998
Gestion des eaux usées	41 859	44 841	53 661	57 846	61 886
Protection de l'air	9 039	9 157	8 477	9 717	11 444
Réduction du bruit	4 321	4 626	4 842	4 625	4 623
Gestion des déchets	27 175	32 759	38 200	44 810	48 863
Nettoyage des rues	4 545	4 865	5 155	5 470	5 885
Protection de la biodiversité et des paysages (1)	2 787	3 003	3 930	3 669	4 394
Recherche et développement	4 270	4 755	5 040	5 281	5 770
Administration générale de l'environnement	4 155	5 425	6 843	7 150	7 360
Total	**98 151**	**109 431**	**126 148**	**138 568**	**150 225**

(1) Rupture de série en 1994 pour la protection de la biodiversité et des paysages.

TABLEAU A.02-21

Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB

Année 1997

Sources : OCDE, IFEN

Pays	Secteur public	Secteurs public et privé
Allemagne (3)	0,8	1,5
Australie (2)	0,5	0,8
Autriche (4)	1,0	1,7
Belgique (1)	0,5	0,9
Canada (3)	0,6	1,1
Danemark (2)	0,6	0,9
Espagne (5)	0,5	0,5
États-Unis (4)	0,7	1,6
Finlande (1)	0,6	1,1
France (2)	**1,0**	**1,4**
Grèce (3)	0,5	0,8
Islande (2)	0,3	...
Japon (8)	0,9	1,1
Pays-Bas (3)	1,3	1,8
Portugal (4)	0,6	0,7
Royaume-Uni	0,4 (8)	0,3 (4)
Suisse	1,0 (6)	1,6 (5)
Suède (7)	0,8	1,2

(1) 1997.
(2) 1996.
(3) 1995.
(4) 1994.
(5) 1993.
(6) 1992.
(7) 1991.
(8) 1990.

B

Démographie

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des 65 ans et plus dans la population totale de quelques pays.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2000.
4. Population des États de l'Union européenne.
5. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement.
8. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1999.
9. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1999 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990.
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990.
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990.
14. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990.
15. Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
17. Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982.
18. Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Depuis 1990, la population de la France métropolitaine augmente de 1,9 million dont 1,2 million pour les plus de 60 ans. En 1999, plus d'un habitant sur cinq de la métropole a plus de 60 ans et un sur quatre a moins de 20 ans. Comparés aux données des recensements précédents, ces chiffres confirment le vieillissement de la population de la métropole.

En comparaison, la population des départements d'outre-mer (DOM) est relativement jeune, 34 % a moins de 20 ans en 1999. Elle l'est cependant de moins en moins puisque cette proportion était de 37 % en 1990 et de plus de 50 % en 1961. La proportion de la population âgée de 60 ans et plus passe de 10,5 % en 1990 à 12,1 % en 1999.

L'activité féminine continue de progresser mais à un rythme ralenti, portant le nombre d'actifs à son plus haut niveau : 26,5 millions en 1999 contre 25,3 millions en 1990. Plus féminisée qu'en 1990, la population active est aussi plus âgée : les 40 - 54 ans constituent désormais 40,6 % de la population active contre un tiers en 1990.

2. MÉTHODOLOGIE

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ont été arrêtés et authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999, rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000.

Vous trouverez ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1999.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1999, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1990 et de 1982. On trouvera également des résultats du recensement de 1999 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », et des résultats du recensement de 1990 dans le chapitre B.04 : « Ménages ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le département de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990 et ont été réalisés par l'INSEE avant la publication du bilan démographique 2000 révisé après ajustement aux résultats du recensement de la population de 1999.

Exploitation du recensement de 1999

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98-403 du 22 mai 1998.

La date de référence est le 8 mars 1999.

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.

L'ensemble des questionnaires donne ensuite lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires des recensements de 1990 et 1999 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des recensements antérieurs à 1990 comme une exploitation postérieure à celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation principale (anciennement exhaustive légère) a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et toutes les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau du bulletin individuel n'est saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites complémentaires donneront lieu à des publications qui compléteront celles issues de l'exploitation principale.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1999 de l'exploitation principale.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1999 font l'objet d'une diffusion très large : indicateurs, tableaux statistiques, bases de données localisés, publications, cartes, graphiques, fichiers détail et exploitations sur mesure. Ces produits sont disponibles sur différents supports (publications, cédéroms et en ligne via internet) et selon des échelons géographiques standard ou personnalisés. De nombreux articles dans *INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. Les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation sont donnés dans les publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « jaune », « verte » dont les volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] depuis 1962.

Ces publications et, plus généralement, ces résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux directions régionales de l'INSEE ou à INSEE-Info-service à Paris.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans deux Séries (« bleue », « orange »).

● Série « bleue » « Populations légales » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1982-1990-1999 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et graphiques et de fichiers :

● Tableaux :

— tableaux prédéfinis :

  — tableaux statistiques des fascicules bleus;

  — tableaux statistiques des fascicules orange;

  — tableaux historiques,

(ces tableaux sont rassemblés sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur papier, disquettes, cédéroms, internet...).

● Cartes et graphiques :

— fiche profil : évolutions démographiques;

— fiche cartographique : évolutions démographiques.

● Base de données localisées sur cédéroms :

— populations légales

— évolutions démographiques depuis 1962.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :

— 13 ème édition au 1-1-1999 avec rectificatif annuel (arrêté au 1-1-2000).

● Nomenclatures et Codes :

— composition communale des unités urbaines 1999;

— composition communale du zonage en aires urbaines 1999 (à paraître en 2001).

Résultats de l'exploitation principale

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* le traitement de l'exploitation principale a donné lieu à la publication d'une « série jaune », de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées.

● Série « jaune » : « Tableaux Références et Analyses ».

● Tableaux :

— tableaux références : une centaine d'indicateurs sur tous les thèmes de l'exploitation principale;

— tableaux analyses : 27 tableaux sur 12 thèmes;

— tableaux mobilités : 2 tableaux résidence/travail, 8 tableaux résidences 90-99, 1 tableau résidence/études;

— tableaux rétrospectifs : de 1962 à 1999 (sauf pour la Corse [de 1982 à 1999] et pour les DOM de [1990 à 1999]):

— tableaux sur mesure : standard agrégés sur une zone géographique, tableaux entièrement spécifiques.

Supports de diffusion :

— fascicule papier, cédérom, internet.

● Cartes et graphiques :

— fiches profil : ensemble d'indicateurs et graphiques clés sur territoires personnalisés (9 fiches);

— fiches cartographiques : ensemble de cartes sur teritoires personnalisés (5 fiches).

● Bases de données localisées :

— bases de données locales Territoires... et Communes... : bases de données regroupant des indicateurs sur tous les grands territoires de France ou zonages locaux;

— bases de données locales Iris... et Ilots...: bases de données regroupant des indicateurs sur des zonages infracommunaux;

● Fichiers détails de l'exploitation principale :

— fichiers « détail...logements »;

— fichiers « détail...individus et logements ».

Résultats de l'exploitation complémentaire - sondage au 1/20

L'exploitation complémentaire est en cours de réalisation à la date de rédaction du présent chapitre.

Les résultats, au niveau France métropolitaine, de l'exploitation complémentaire - sondage au 1/20 paraîtront sous la forme d'un volume Tableaux Références et Analyses dans la collection *INSEE-Résultats* en 2001 et sous forme d'un fichier « détail-individus et logements » au 1/20.

Résultats de l'exploitation complémentaire - sondage au 1/4 (1)

Ils donneront lieu à la publication de la Série « verte » : « Tableaux Références et Analyses », et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et graphiques et de fichiers.

(1) Pour les DOM et la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon et certaines zones de métropole, les résultats de cette exploitation sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1999 (1) (ainsi que dans les recensements précédents), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);

— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.

En métropole et dans les DOM, la classe « 0 » ne comprend, pour le recensement de 1999, que les enfants nés entre le 1er janvier 1999 et le 7 mars 1999. Pour le recensement de 1990. elle ne comprend, en métropole, que ceux nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990 et dans les DOM que ceux nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990. Pour le recensement de 1982, la classe « 0 » ne comprend, en métropole, que les enfants nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982, et pour les DOM, ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982.

Catégorie socioprofessionnelle

Depuis le recensement de 1982, est utilisée la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » (2).

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée pendant 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;

— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;

— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au dernier diplôme figurant sur le bulletin individuel (question n° 10) correspond à une information légèrement modifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1990. On distingue désormais le baccalauréat général du baccalauréat technologique ou professionnel et le niveau « aucun diplôme » a été ajouté.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— aucun diplôme;

— certificat d'études primaires;

— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges;

— CAP;

— BEP;

— baccalauréat général (Philo., Sciences ex., Math. élem., A, B, C, D, E, L, S, ES, etc.);

— baccalauréat technologique (F, G, H, STI, etc.) ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.), capacité en droit;

— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé;

— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

---

(1) Les résultats du recensement de 1999 sur l'activité économique seront disponibles en 2001 avec les exploitations complémentaires. La nomenclature utilisée est la nomenclature d'activités française (NAF).

(2) Les résultats du recensement de 1999 sur la profession et la CS seront disponibles en 2001 avec les exploitations complémentaires.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) »;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) »; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune;

— dans des communes différentes :

  — de la même unité urbaine;

  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM);

  — du même département;

  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active aux recensements de 1990 et 1999

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et, depuis le recensement de 1990, les militaires du contingent.

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;

— statut;

— activité économique;

— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT (1)

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé;

— salariés de l'État;

— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;

— salariés de la Sécurité sociale;

— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :

— indépendants sans salarié;

— employeurs;

— aides familiaux.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés.

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

(1) Le statut détaillé, en particulier pour la distinction des salariés, sera disponible en 2001 avec les exploitations complémentaires.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

4. Salariés de la Sécurité sociale.

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales.

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ou chef d'entreprise ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :

— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);

— président-directeur général;

— président de société anonyme;

— directeur général de société anonyme;

— associé de société en nom;

— associé de société de fait;

— commanditaire de société en commandite;

— chef d'entreprise;

— administrateur de société;

— agent d'assurance dirigeant un cabinet;

— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);

— administrateur général d'entreprise publique;

— président d'entreprise nationalisée;

— associé de GAEC (agriculture);

— autres :

  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;

  — les avocats sont toujours considérés comme non salariés;

  — les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte ou chef d'entreprise, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité au recensement de 1999

Pour toute personne née en 1984 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :

— actifs ayant un emploi;

— chômeurs;

— militaires du contingent.

2. Inactifs :

— anciens actifs;

— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);

— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1925 à 1984 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;

— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1969 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont

répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 39 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1984 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 39 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications INSEE :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1999 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1999.

Tome 1 : Organisation générale du recensement de la population de 1999.

Tome 2 : Description du dénombrement.

Tome 3 : Description des données de l'exploitation principale (à paraître).

Tome 4 : Description des traitements de l'exploitation principale (à paraître).

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

Série « bleue » : « Populations légales » (population totale, municipale, comptées à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes;

— fascicule national : compilation des fascicules départementaux;

— fascicule national de synthèse : France, régions, départements et communes de plus de 2000 habitants.

Série « orange » : « Évolutions démographiques 1982-1990-1999 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emplois;

— fascicule national : France, départements, unités urbaines.

Nomenclatures et Codes :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1999.

Série « jaune » : « Tableaux Références et Analyses » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux rétrospectifs et analyses de l'exploitation principale pour le département, indicateurs références pour les communes, cantons, arrondissements, unités urbaines 1999 et zones d'emploi du département;

— fascicule national - France, régions et départements : tableaux rétrospectifs France métropolitaine, tableaux analyses pour la France, les régions métropolitaines et les DOM, indicateurs références pour les régions, les départements, les DOM et par tranche d'importance.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population de 1999. Premier comptage national », n° 663, juillet 1999;

— « Recensement de la population de 1999. La population des régions (métropole) », n° 664, juillet 1999;

— « Recensement de la population de 1999. La population des départements d'outre-mer », n° 665, juillet 1999;

— « La population légale au recensement de 1999 », n° 691, janvier 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Poursuite d'une urbanisation très localisée », n° 692, janvier 2000;

— « Bilan démographique 1999, hausse de la fécondité et recul de la mortalité », n° 698, février 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Les formes de la croissance urbaine », n° 701, mars 2000;

— « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », n° 707, avril 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Évolutions contrastées du rural », n° 726, juillet 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Redéploiement de la population dans la plupart des régions », n° 728, juillet 2000;

— « Recensement de la population de 1999. La France continue de vieillir », n° 746, novembre 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Les DOM : une population encore jeune, mais de moins en moins », n° 747, novembre 2000;

— « Recensement de la population de 1999. La proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000;

— « Recensement de la population de 1999. 12,2 millions d'actives et 14,3 millions d'actifs », n° 749, novembre 2000;

— « Recensement de la population de 1999. Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000.

INSEE-Méthodes :

— « Le recensement de la population de 1999 - Préparation », n° 79-80, septembre 1998.

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 5 août 1997.

Wallis-et-Futuna : 3 octobre 1996.

Polynésie française : 3 septembre 1996.

Nouvelle-Calédonie : 16 avril 1996.

Saint-Pierre-et-Miquelon : 8 mars 1999.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population en Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997;

— « Wallis-et-Futuna, Recensement de la population du 3 octobre 1996 », n° 575, avril 1998;

— « Mayotte, Recensement de la population du 5 août 1997 », n° 608, septembre 1998.

— « Le recensement de la population à Saint-Pierre-et-Miquelon », n° 731, août 2000.

INSEE-Résultats série Démographie-Société *:*

— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 55. Principaux résultats du recensement 1996, mai 1997;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, octobre 1998.

— « Images de la population de Wallis-et-Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

Autres publications :

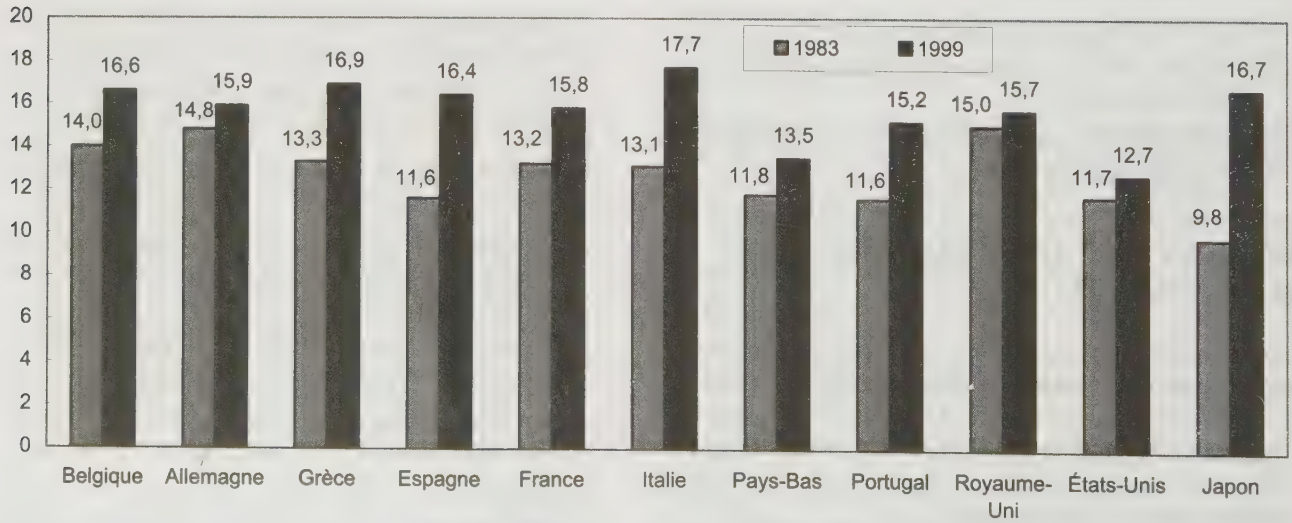
Se reporter au chapitre B.02

*
* *

GRAPHIQUE B.01

Part des 65 ans et plus dans la population de quelques pays (1)

En %



(1) au 1er janvier 1999 et au 1er juillet 1999 pour les États-Unis.

Sources : Eurostat, Census Bureau, Statistic Bureau of Japan.

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1994	57 779,1	37,56	35,71	105,34	26,40	53,78	19,80	6,13
1995	58 020,1	37,76	36,01	105,37	26,15	53,85	20,00	6,09
1996	58 258,1	37,95	36,30	105,38	26,00	53,86	20,13	6,35
1997	58 491,6	38,13	36,60	105,37	25,91	53,83	20,25	6,58
1998	58 728,1	38,31	36,84	105,37	25,78	53,86	20,35	6,79
1999 *r*	58 977,1	38,49	37,13	105,35	25,68	53,88	20,44	6,97
2000 *p*	59 225,7	38,65	37,40	105,36	25,57	53,92	20,51	7,14

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1998	0	727 062	372 494	372 494	–	–	–	354 568	354 568	–	–	–
1997	1	712 338	364 736	364 736	–	–	–	347 602	347 602	–	–	–
1996	2	723 358	371 264	371 264	–	–	–	352 094	352 094	–	–	–
1995	3	720 166	367 422	367 422	–	–	–	352 744	352 744	–	–	–
1994	4	703 377	359 568	359 568	–	–	–	343 809	343 809	–	–	–
1998 - 1994 ...	**0 - 4**	**3 586 301**	**1 835 484**	**1 835 484**	**–**	**–**	**–**	**1 750 817**	**1 750 817**	**–**	**–**	**–**
1993	5	705 954	360 683	360 683	–	–	–	345 271	345 271	–	–	–
1992	6	739 401	378 447	378 447	–	–	–	360 954	360 954	–	–	–
1991	7	755 471	386 489	386 489	–	–	–	368 982	368 982	–	–	–
1990	8	761 295	390 258	390 258	–	–	–	371 037	371 037	–	–	–
1989	9	765 630	390 827	390 827	–	–	–	374 803	374 803	–	–	–
1993 - 1989 ...	**5 - 9**	**3 727 751**	**1 906 704**	**1 906 704**	**–**	**–**	**–**	**1 821 047**	**1 821 047**	**–**	**–**	**–**
1988	10	772 222	394 990	394 990	–	–	–	377 232	377 232	–	–	–
1987	11	772 410	394 562	394 562	–	–	–	377 848	377 848	–	–	–
1986	12	783 480	400 853	400 853	–	–	–	382 627	382 627	–	–	–
1985	13	774 221	396 156	396 156	–	–	–	378 065	378 065	–	–	–
1984	14	763 461	390 196	390 196	–	–	–	373 265	373 262	3	–	–
1988 - 1984 ...	**10 - 14**	**3 865 794**	**1 976 757**	**1 976 757**	**–**	**–**	**–**	**1 889 037**	**1 889 034**	**3**	**–**	**–**
1983	15	753 861	385 259	385 259	–	–	–	368 602	368 587	15	–	–
1982	16	807 737	413 125	413 125	–	–	–	394 612	394 487	121	4	–
1981	17	815 816	417 027	417 019	5	–	3	398 789	398 436	343	7	3
1980	18	818 552	417 566	417 490	76	–	–	400 986	399 734	1 222	23	7
1979	19	771 877	392 987	392 606	372	3	6	378 890	375 747	3 073	32	38
1983 - 1979 ...	**15 - 19**	**3 967 843**	**2 025 964**	**2 025 499**	**453**	**3**	**9**	**1 941 879**	**1 936 991**	**4 774**	**66**	**48**
1978	20	750 655	380 926	379 804	1 103	7	12	369 729	362 879	6 669	72	109
1977	21	752 359	380 618	377 951	2 588	19	60	371 741	356 559	14 855	50	277
1976	22	726 968	366 665	360 665	5 876	32	92	360 303	333 899	25 667	96	641
1975	23	749 582	377 838	365 174	12 354	49	261	371 744	331 709	38 707	162	1 166
1974	24	797 800	402 475	374 761	27 161	66	487	395 325	330 066	62 829	219	2 211
1978 - 1974 ...	**20 - 24**	**3 777 364**	**1 908 522**	**1 858 355**	**49 082**	**173**	**912**	**1 868 842**	**1 715 112**	**148 727**	**599**	**4 404**
1973	25	848 612	428 015	377 446	49 314	86	1 169	420 597	321 615	94 596	298	4 088
1972	26	873 266	440 584	365 823	72 405	91	2 265	432 682	298 637	127 356	483	6 206
1971	27	879 315	442 394	338 270	100 099	134	3 891	436 921	272 170	154 963	624	9 164
1970	28	864 657	435 438	304 342	124 666	164	6 266	429 219	238 823	177 333	845	12 218
1969	29	858 946	432 156	273 094	150 184	252	8 626	426 790	213 164	197 461	979	15 186
1973 - 1969 ...	**25 - 29**	**4 324 796**	**2 178 587**	**1 658 975**	**496 668**	**727**	**22 217**	**2 146 209**	**1 344 409**	**751 709**	**3 229**	**46 862**
1968	30	850 635	427 109	245 506	169 739	267	11 597	423 526	189 185	214 451	1 227	18 663
1967	31	850 481	427 419	223 478	188 921	347	14 673	423 062	169 503	229 405	1 527	22 627
1966	32	873 997	437 493	207 815	210 869	470	18 339	436 504	158 979	248 783	2 107	26 635
1965	33	880 598	440 893	191 957	225 357	589	22 990	439 705	145 439	261 187	2 505	30 574
1964	34	893 357	445 765	176 700	241 571	743	26 751	447 592	134 407	275 390	2 870	34 925
1968 - 1964 ...	**30 - 34**	**4 349 068**	**2 178 679**	**1 045 456**	**1 036 457**	**2 416**	**94 350**	**2 170 389**	**797 513**	**1 229 216**	**10 236**	**133 424**
1963	35	886 869	441 479	160 942	250 620	853	29 064	445 390	122 669	280 620	3 563	38 538
1962	36	862 737	428 995	142 861	253 891	883	31 360	433 742	109 305	279 794	3 860	40 783
1961	37	870 481	432 316	133 018	263 044	1 049	35 205	438 165	101 784	287 458	4 574	44 349
1960	38	870 151	432 554	121 009	271 931	1 212	38 402	437 597	90 731	294 142	5 250	47 474
1959	39	870 396	432 049	110 417	279 353	1 478	40 801	438 347	83 100	298 450	6 015	50 782
1963 - 1959 ...	**35 - 39**	**4 360 634**	**2 167 393**	**668 247**	**1 318 839**	**5 475**	**174 832**	**2 193 241**	**507 589**	**1 440 464**	**23 262**	**221 926**
1958	40	852 812	422 422	99 609	278 525	1 623	42 665	430 390	74 668	296 744	6 841	52 137
1957	41	854 876	423 201	91 918	285 073	1 892	44 318	431 675	68 477	300 372	7 771	55 055
1956	42	850 743	420 696	84 211	287 858	2 083	46 544	430 047	62 771	301 937	8 700	56 639
1955	43	848 073	419 250	76 411	292 786	2 372	47 681	428 823	58 090	302 682	9 618	58 433
1954	44	847 205	419 905	70 641	297 675	2 739	48 850	427 300	53 872	302 355	10 690	60 383
1958 - 1954 ...	**40 - 44**	**4 253 709**	**2 105 474**	**422 790**	**1 441 917**	**10 709**	**230 058**	**2 148 235**	**317 878**	**1 504 090**	**43 620**	**282 647**
1953	45	834 419	413 987	64 549	297 209	2 995	49 234	420 432	49 844	298 298	11 877	60 413
1952	46	851 838	423 607	61 693	307 567	3 329	51 018	428 231	47 866	305 560	13 117	61 688
1951	47	835 871	416 081	56 278	305 247	3 680	50 876	419 790	44 264	300 167	14 353	61 006
1950	48	872 797	435 997	54 063	325 296	4 352	52 286	436 800	42 739	313 176	16 614	64 271
1949	49	862 282	430 936	49 080	325 426	4 796	51 634	431 346	39 626	310 084	18 642	62 994
1953 - 1949 ...	**45 - 49**	**4 257 207**	**2 120 608**	**285 663**	**1 560 745**	**19 152**	**255 048**	**2 136 599**	**224 339**	**1 527 285**	**74 603**	**310 372**
1948	50	862 861	433 097	46 139	331 821	5 280	49 857	429 764	37 489	311 306	20 635	60 334
1947	51	847 931	425 619	42 039	328 978	5 709	48 893	422 312	34 895	306 490	22 254	58 673
1946	52	806 166	403 645	38 450	313 797	5 920	45 478	402 521	31 412	293 346	24 090	53 673
1945	53	613 689	307 424	27 980	240 935	5 013	33 496	306 265	23 155	222 137	20 569	40 404
1944	54	603 223	301 284	26 020	238 221	5 548	31 495	301 939	22 075	219 758	22 309	37 797
1948 - 1944 ...	**50 - 54**	**3 733 870**	**1 871 069**	**180 628**	**1 453 752**	**27 470**	**209 219**	**1 862 801**	**149 026**	**1 353 037**	**109 857**	**250 881**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1943	55	590 076	294 859	24 506	235 200	5 614	29 539	295 217	20 587	214 789	24 128	35 713
1942	56	551 793	276 103	23 144	220 656	5 754	26 549	275 690	19 213	198 995	24 890	32 592
1941	57	495 833	247 157	20 812	198 292	5 672	22 381	248 676	16 976	179 701	24 892	27 107
1940	58	523 391	259 240	22 162	208 491	6 573	22 014	264 151	17 735	189 847	29 784	26 785
1939	59	555 435	271 818	23 538	219 140	7 621	21 519	283 617	18 636	203 280	35 238	26 463
1943 - 1939 ...	**55 - 59**	**2 716 528**	**1 349 177**	**114 162**	**1 081 779**	**31 234**	**122 002**	**1 367 351**	**93 147**	**986 612**	**138 932**	**148 660**
1938	60	549 067	267 576	23 068	217 152	8 176	19 180	281 491	18 354	199 287	38 734	25 116
1937	61	546 674	264 336	22 818	214 307	8 844	18 367	282 338	17 993	198 912	42 312	23 121
1936	62	553 698	266 543	23 352	216 470	9 829	16 892	287 155	18 556	198 663	47 687	22 249
1935	63	547 318	260 742	23 025	211 623	10 487	15 607	286 576	18 544	194 790	52 331	20 911
1934	64	559 675	264 731	23 135	214 814	11 705	15 077	294 944	19 250	196 178	58 840	20 676
1938 - 1934 ...	**60 - 64**	**2 756 432**	**1 323 928**	**115 398**	**1 074 366**	**49 041**	**85 123**	**1 432 504**	**92 697**	**987 830**	**239 904**	**112 073**
1933	65	547 095	256 313	22 670	207 554	12 414	13 675	290 782	19 394	188 741	63 434	19 213
1932	66	564 967	262 506	22 765	212 711	14 019	13 011	302 461	20 463	191 915	71 246	18 837
1931	67	553 421	254 240	21 873	205 383	14 786	12 198	299 181	20 700	183 797	76 797	17 887
1930	68	558 036	253 642	22 329	203 544	16 283	11 486	304 394	21 622	180 184	85 401	17 187
1929	69	523 864	235 961	20 380	188 703	16 867	10 011	287 903	20 863	164 056	87 708	15 276
1933 - 1929 ...	**65 - 69**	**2 747 383**	**1 262 662**	**110 017**	**1 017 895**	**74 369**	**60 381**	**1 484 721**	**103 042**	**908 693**	**384 586**	**88 400**
1928	70	516 936	229 906	19 488	183 497	17 632	9 289	287 030	20 799	156 935	94 616	14 680
1927	71	497 578	218 390	17 608	174 067	18 425	8 290	279 188	20 555	146 554	98 446	13 633
1926	72	490 966	212 046	17 005	167 899	19 587	7 555	278 920	20 911	139 758	105 063	13 188
1925	73	479 278	203 833	17 097	159 458	20 282	6 996	275 445	21 295	130 518	110 744	12 888
1924	74	455 100	189 695	15 413	147 519	20 574	6 189	265 405	20 502	119 354	113 651	11 898
1928 - 1924 ...	**70 - 74**	**2 439 858**	**1 053 870**	**86 611**	**832 440**	**96 500**	**38 319**	**1 385 988**	**104 062**	**693 119**	**522 520**	**66 287**
1923	75	443 804	182 916	13 832	141 799	21 615	5 670	260 888	20 455	109 797	119 466	11 170
1922	76	431 341	174 786	12 855	134 122	22 764	5 045	256 555	19 657	100 953	125 156	10 789
1921	77	428 487	171 360	12 258	130 008	24 144	4 950	257 127	19 428	93 362	133 750	10 587
1920	78	418 687	165 278	10 510	124 200	26 155	4 413	253 409	18 400	82 375	142 581	10 053
1919	79	241 204	93 200	6 105	68 534	15 930	2 631	148 004	11 053	42 659	88 271	6 021
1923 - 1919 ...	**75 - 79**	**1 963 523**	**787 540**	**55 560**	**598 663**	**110 608**	**22 709**	**1 175 983**	**88 993**	**429 146**	**609 224**	**48 620**
1918	80	199 695	74 676	4 620	54 107	13 987	1 962	125 019	9 354	32 554	78 253	4 858
1917	81	167 296	61 093	3 931	43 329	12 236	1 597	106 203	7 992	24 493	69 561	4 157
1916	82	146 365	51 811	3 312	35 810	11 509	1 180	94 554	7 186	19 358	64 432	3 578
1915	83	169 427	58 341	3 758	38 901	14 320	1 362	111 086	8 610	20 120	78 348	4 008
1914	84	234 631	77 352	4 964	49 815	20 959	1 614	157 279	11 852	26 512	113 646	5 269
1918 - 1914 ...	**80 - 84**	**917 414**	**323 273**	**20 585**	**221 962**	**73 011**	**7 715**	**594 141**	**44 994**	**123 037**	**404 240**	**21 870**
1913	85	213 647	69 102	4 402	42 354	20 971	1 375	144 545	11 031	21 159	107 713	4 642
1912	86	193 448	60 061	3 965	34 460	20 566	1 070	133 387	10 572	16 661	102 040	4 114
1911	87	158 246	46 971	3 136	25 427	17 482	926	111 275	8 826	11 823	87 174	3 452
1910	88	143 457	40 979	2 770	20 425	17 046	738	102 478	8 169	8 173	83 336	2 800
1909	89	118 898	32 108	2 000	14 817	14 782	509	86 790	7 161	5 822	71 594	2 213
1913 - 1909 ...	**85 - 89**	**827 696**	**249 221**	**16 273**	**137 483**	**90 847**	**4 618**	**578 475**	**45 759**	**63 638**	**451 857**	**17 221**
1908	90	99 179	25 941	2 052	10 570	12 911	408	73 238	6 444	3 858	61 247	1 689
1907	91	77 509	19 198	1 372	6 934	10 658	234	58 311	5 105	2 566	49 356	1 284
1906	92	62 246	14 740	1 041	5 018	8 518	163	47 506	4 460	1 621	40 490	935
1905	93	48 417	11 089	780	3 093	7 094	122	37 328	3 547	1 051	32 147	583
1904	94	35 995	7 868	627	1 703	5 506	32	28 127	2 784	614	24 498	231
1908 - 1904 ...	**90 - 94**	**323 346**	**78 836**	**5 872**	**27 318**	**44 687**	**959**	**244 510**	**22 340**	**9 710**	**207 738**	**4 722**
1903	95	26 695	5 311	425	616	4 239	31	21 384	2 141	396	18 624	223
1902	96	19 736	4 067	381	373	3 299	14	15 669	1 663	317	13 576	113
1901	97	13 970	2 845	383	94	2 325	43	11 125	1 227	362	9 536	–
1900	98	8 646	1 635	130	–	1 505	–	7 011	782	–	6 229	–
1899	99	4 521	734	109	–	625	–	3 787	448	33	3 306	–
1903 - 1899 ...	**95 - 99**	**73 568**	**14 592**	**1 428**	**1 083**	**11 993**	**88**	**58 976**	**6 261**	**1 108**	**51 271**	**336**
1898 et avant .	**100 et plus**	**7 073**	**1 409**	**220**	**–**	**1 188**	**1**	**5 664**	**877**	**245**	**4 542**	**–**
Population totale		**58 977 158**	**28 719 749**	**14 390 684**	**12 350 902**	**649 603**	**1 328 560**	**30 257 409**	**13 055 927**	**12 162 443**	**3 280 286**	**1 758 753**
Moins de 20 ans		**15 147 689**	**7 744 909**	7 744 444	453	3	9	**7 402 780**	7 397 889	4 777	66	48
De 20 à 64 ans.		**34 529 608**	**17 203 437**	6 349 674	9 513 605	146 397	1 193 761	**17 326 171**	5 241 710	9 928 970	644 242	1 511 249
65 ans et plus .		**9 299 861**	**3 771 403**	296 566	2 836 844	503 203	134 790	**5 528 458**	416 328	2 228 696	2 635 978	247 456
Moins de 15 ans		**11 179 846**	**5 718 945**	5 718 945	–	–	–	**5 460 901**	5 460 898	3	–	–
60 ans et plus .		**12 056 293**	**5 095 331**	411 964	3 911 210	552 244	219 913	**6 960 962**	509 025	3 216 526	2 875 882	359 529
75 ans et plus .		**4 112 620**	**1 454 871**	99 938	986 509	332 334	36 090	**2 657 749**	209 224	626 884	1 728 872	92 769

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2000

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
1999	0	**733 238**	375 676	357 562	1949	50	**858 993**	428 642	430 351
1998	1	**724 982**	370 887	354 095	1948	51	**859 381**	430 769	428 612
1997	2	**717 106**	367 251	349 855	1947	52	**844 299**	423 102	421 197
1996	3	**724 836**	371 803	353 033	1946	53	**802 132**	400 907	401 225
1995	4	**723 123**	369 162	353 961	1945	54	**610 784**	305 337	305 447
1999-1995	**0 - 4**	**3 623 285**	**1 854 779**	**1 768 506**	**1949-1945**	**50-54**	**3 975 589**	**1 988 757**	**1 986 832**
1994	5	**706 460**	361 103	345 357	1944	55	**600 455**	299 307	301 148
1993	6	**707 923**	361 673	346 250	1943	56	**587 260**	292 832	294 428
1992	7	**740 609**	378 990	361 619	1942	57	**548 728**	273 910	274 818
1991	8	**758 003**	387 728	370 275	1941	58	**492 846**	244 980	247 866
1990	9	**763 410**	391 300	372 110	1940	59	**519 760**	256 669	263 091
1994-1990	**5 - 9**	**3 676 405**	**1 880 794**	**1 795 611**	**1944-1940**	**55 - 59**	**2 749 049**	**1 367 698**	**1 381 351**
1989	10	**766 651**	391 334	375 317	1939	60	**551 413**	268 911	282 502
1988	11	**773 800**	395 721	378 079	1938	61	**544 664**	264 434	280 230
1987	12	**774 713**	395 743	378 970	1937	62	**541 729**	260 834	280 895
1986	13	**785 279**	401 849	383 430	1936	63	**547 925**	262 476	285 449
1985	14	**776 303**	397 133	379 170	1935	64	**541 332**	256 545	284 787
1989-1985	**10 - 14**	**3 876 746**	**1 981 780**	**1 894 966**	**1939-1935**	**60 - 64**	**2 727 063**	**1 313 200**	**1 413 863**
1984	15	**766 535**	391 442	375 093	1934	65	**552 850**	259 988	292 862
1983	16	**757 542**	386 864	370 678	1933	66	**539 937**	251 432	288 505
1982	17	**809 906**	413 979	395 927	1932	67	**556 532**	256 852	299 680
1981	18	**816 637**	416 841	399 796	1931	68	**544 551**	248 310	296 241
1980	19	**817 083**	415 876	401 207	1930	69	**548 239**	247 093	301 146
1984-1980	**15 - 19**	**3 967 703**	**2 025 002**	**1 942 701**	**1934-1930**	**65 - 69**	**2 742 109**	**1 263 675**	**1 478 434**
1979	20	**769 276**	390 528	378 748	1929	70	**513 911**	229 453	284 458
1978	21	**746 889**	377 731	369 158	1928	71	**506 081**	222 867	283 214
1977	22	**748 223**	377 507	370 716	1927	72	**486 328**	211 153	275 175
1976	23	**723 406**	364 305	359 101	1926	73	**478 683**	204 353	274 330
1975	24	**747 158**	376 182	370 976	1925	74	**466 577**	196 161	270 416
1979-1975	**20 - 24**	**3 734 952**	**1 886 253**	**1 848 699**	**1929-1925**	**70 - 74**	**2 451 580**	**1 063 987**	**1 387 593**
1974	25	**796 810**	401 507	395 303	1924	75	**441 575**	181 654	259 921
1973	26	**849 736**	428 559	421 177	1923	76	**429 205**	174 315	254 890
1972	27	**874 817**	441 437	433 380	1922	77	**415 732**	165 871	249 861
1971	28	**881 241**	443 287	437 954	1921	78	**411 414**	161 846	249 568
1970	29	**867 180**	436 588	430 592	1920	79	**399 872**	155 025	244 847
1974-1970	**25 - 29**	**4 269 784**	**2 151 378**	**2 118 406**	**1924-1920**	**75 - 79**	**2 097 798**	**838 711**	**1 259 087**
1969	30	**861 699**	433 416	428 283	1919	80	**229 108**	86 703	142 405
1968	31	**852 970**	428 071	424 899	1918	81	**188 671**	69 017	119 654
1967	32	**851 854**	427 880	423 974	1917	82	**157 010**	55 958	101 052
1966	33	**874 568**	437 650	436 918	1916	83	**136 172**	46 974	89 198
1965	34	**880 778**	440 856	439 922	1915	84	**156 360**	52 344	104 016
1969-1965	**30 - 34**	**4 321 869**	**2 167 873**	**2 153 996**	**1919-1915**	**80 - 84**	**867 321**	**310 996**	**556 325**
1964	35	**893 673**	445 698	447 975	1914	85	**214 402**	68 643	145 759
1963	36	**887 179**	441 375	445 804	1913	86	**192 916**	60 414	132 502
1962	37	**861 960**	428 309	433 651	1912	87	**172 244**	51 641	120 603
1961	38	**869 859**	431 660	438 199	1911	88	**138 924**	39 696	99 228
1960	39	**869 681**	431 990	437 691	1910	89	**123 895**	33 977	89 918
1964-1960	**35 - 39**	**4 382 352**	**2 179 032**	**2 203 320**	**1914-1910**	**85 - 89**	**842 381**	**254 371**	**588 010**
1959	40	**869 610**	431 290	438 320	1909	90	**100 861**	26 206	74 655
1958	41	**851 388**	421 343	430 045	1908	91	**82 618**	20 677	61 941
1957	42	**853 416**	422 059	431 357	1907	92	**63 191**	14 991	48 200
1956	43	**848 642**	419 276	429 366	1906	93	**49 999**	11 372	38 627
1955	44	**845 925**	417 777	428 148	1905	94	**37 927**	8 384	29 543
1959-1955	**40 - 44**	**4 268 981**	**2 111 745**	**2 157 236**	**1909-1905**	**90 - 94**	**334 596**	**81 630**	**252 966**
1954	45	**845 076**	418 294	426 782	**1904 et avant**	**95 ou plus**	**87 012**	**17 683**	**69 329**
1953	46	**832 073**	412 301	419 772					
1952	47	**849 029**	421 716	427 313	**Population totale**		**59 225 683**	**28 839 618**	**30 386 065**
1951	48	**833 335**	414 285	419 050	Moins de 20 ans		**15 144 139**	7 742 355	7 401 784
1950	49	**869 595**	433 678	435 917	20 ans à 64 ans		**34 658 747**	17 266 210	17 392 537
1954-1950	**45 - 49**	**4 229 108**	**2 100 274**	**2 128 834**	65 ans et plus		**9 422 797**	3 831 053	5 591 744

TABLEAU B.01-4

Population des États de l'Union européenne

Au 1er janvier 1999

Source : EUROSTAT

Unité : Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 15)	**375 350,5**	**183 393,0**	**44 541,4**	**114 614,0**	**24 237,5**	**191 957,5**	**42 332,4**	**113 612,1**	**36 013,1**
Allemagne	82 037,0	40 004,1	9 025,0	26 088,3	4 890,8	42 032,9	8 558,6	25 297,6	8 176,7
Autriche	8 082,8	3 922,6	950,8	2 502,9	468,8	4 160,2	905,5	2 473,8	781,0
Belgique	10 213,8	4 993,8	1 240,9	3 063,3	689,6	5 220,0	1 184,7	3 027,5	1 007,8
Danemark	5 313,6	2 625,5	643,2	1 654,2	328,1	2 688,1	612,0	1 613,8	462,3
Espagne	39 394,3	19 261,5	4 499,2	12 065,9	2 696,4	20 132,8	4 254,8	12 106,9	3 771,1
Finlande	5 159,6	2 516,1	654,2	1 574,3	287,6	2 643,5	627,2	1 545,1	471,2
France	**58 977,2**	**28 719,7**	**7 744,9**	**17 203,4**	**3 771,4**	**30 257,5**	**7 402,8**	**17 326,2**	**5 528,5**
Grèce	10 521,7	5 185,0	1 204,7	3 187,0	793,3	5 336,7	1 137,2	3 212,3	987,2
rlande	3 734,9	1 854,1	602,8	1 069,7	181,6	1 880,8	571,8	1 069,2	239,8
talie	57 612,6	27 967,7	5 913,9	17 912,8	4 141,0	29 644,9	5 605,4	17 990,6	6 048,9
Luxembourg	429,2	211,3	53,7	133,5	24,1	217,9	50,7	129,9	37,3
Pays-Bas	15 760,2	7 793,3	1 963,6	4 963,3	866,4	7 966,9	1 876,2	4 826,2	1 264,5
Portugal	9 979,5	4 805,2	1 217,6	2 965,7	621,9	5 174,3	1 162,9	3 114,2	897,2
Royaume-Uni	59 279,8	29 157,5	7 722,5	17 608,6	3 826,4	30 122,3	7 334,5	17 335,7	5 452,1
Suède	8 854,3	4 375,6	1 104,4	2 621,1	650,1	4 478,7	1 048,1	2 543,1	887,5

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1982			(1) 1990			(2) 1999		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 520 688**	**28 419 419**	**30 101 269**
Moins de 20 ans	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645	**14 381 440**	7 358 257	7 023 183
20 à 59 ans	**28 664 076**	18 403 584	14 260 492	**30 358 978**	15 197 550	15 161 428	**31 661 121**	15 777 102	15 884 019
60 à 74 ans	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293	**7 973 216**	3 672 160	4 301 056
75 ans ou plus	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533	**4 504 911**	1 611 900	2 893 011
0 à 4 ans	**3 137 284**	1 605 824	1 531 460	**3 150 782**	1 610 598	1 540 184	**2 986 925**	1 529 915	1 457 010
5 à 9 ans	**3 815 176**	1 952 904	1 862 272	**3 841 218**	1 962 629	1 878 589	**3 629 294**	1 858 444	1 770 850
10 à 14 ans	**4 284 568**	2 196 596	2 087 972	**3 784 589**	1 938 195	1 846 394	**3 833 120**	1 959 694	1 873 426
15 à 19 ans	**4 357 752**	2 224 932	2 132 820	**4 214 939**	2 155 461	2 059 478	**3 932 101**	2 010 204	1 921 897
20 à 24 ans	**4 257 252**	2 141 600	2 115 652	**4 282 196**	2 168 190	2 114 006	**3 711 548**	1 876 612	1 834 936
25 à 29 ans	**4 191 764**	2 103 168	2 088 596	**4 306 887**	2 147 719	2 159 168	**4 177 776**	2 091 373	2 086 403
30 à 34 ans	**4 372 288**	2 219 016	2 153 272	**4 289 527**	2 138 743	2 150 784	**4 238 929**	2 110 021	2 128 908
35 à 39 ans	**3 624 168**	1 856 868	1 767 300	**4 270 236**	2 131 606	2 138 630	**4 339 487**	2 150 411	2 189 076
40 à 44 ans	**2 877 544**	1 470 516	1 407 028	**4 360 919**	2 209 016	2 151 903	**4 244 697**	2 096 099	2 148 598
45 à 49 ans	**3 073 684**	1 547 672	1 526 012	**2 965 883**	1 502 147	1 463 736	**4 221 816**	2 095 742	2 126 074
50 à 54 ans	**3 218 468**	1 595 684	1 622 784	**2 872 736**	1 434 130	1 438 606	**3 969 352**	1 985 266	1 984 086
55 à 59 ans	**3 048 908**	1 469 060	1 579 848	**3 010 594**	1 465 999	1 544 595	**2 757 516**	1 371 578	1 385 938
60 à 64 ans	**2 508 048**	1 174 148	1 333 900	**2 938 024**	1 389 269	1 548 755	**2 726 225**	1 313 366	1 412 859
65 à 69 ans	**1 816 164**	807 664	1 008 500	**2 719 706**	1 223 471	1 496 235	**2 757 853**	1 272 868	1 484 985
70 à 74 ans	**2 154 092**	906 436	1 247 656	**1 598 566**	688 263	910 303	**2 489 138**	1 085 926	1 403 212
75 à 79 ans	**1 699 836**	655 224	1 044 612	**1 689 051**	660 981	1 028 070	**2 166 683**	876 122	1 290 561
80 à 84 ans	**1 118 192**	377 024	741 168	**1 317 686**	458 605	859 081	**914 684**	333 659	581 025
85 ou plus	**740 424**	183 320	557 104	**1 038 416**	280 034	758 382	**1 423 544**	402 119	1 021 425

1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.
2) Il s'agit de l'âge atteint au cours de l'année 1999.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1982			1990			1999		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**327 002**	**160 112**	**166 890**	**387 034**	**189 187**	**197 847**	**422 222**	**203 146**	**219 076**
Moins de 20 ans	**144 094**	72 772	71 322	**138 808**	70 309	68 499	**133 696**	67 809	65 887
20 à 39 ans	**93 157**	45 826	47 331	**130 776**	64 309	66 467	**132 517**	63 635	68 882
40 à 59 ans	**54 974**	26 130	28 844	**72 036**	34 697	37 339	**96 915**	45 853	51 062
60 ans ou plus	**34 777**	15 384	19 393	**45 414**	19 872	25 542	**59 094**	25 849	33 245
Guyane	**73 012**	**38 448**	**34 564**	**114 808**	**59 799**	**55 009**	**156 790**	**78 963**	**77 827**
Moins de 20 ans	**30 948**	15 678	15 270	**48 973**	24 836	24 137	**67 860**	34 437	33 423
20 à 39 ans	**25 759**	14 214	11 545	**40 196**	21 291	18 905	**49 168**	24 085	25 083
40 à 59 ans	**11 219**	6 118	5 101	**18 868**	10 348	8 520	**30 366**	15 879	14 487
60 ans ou plus	**5 086**	2 438	2 648	**6 771**	3 324	3 447	**9 396**	4 562	4 834
Martinique	**326 717**	**158 415**	**168 302**	**359 579**	**173 878**	**185 701**	**381 325**	**180 910**	**200 415**
Moins de 20 ans	**136 225**	68 712	67 513	**118 538**	60 258	58 280	**112 670**	56 922	55 748
20 à 39 ans	**93 158**	45 566	47 592	**121 225**	59 085	62 140	**116 422**	55 150	61 272
40 à 59 ans	**58 631**	27 460	31 171	**69 509**	32 703	36 806	**88 944**	41 448	47 496
60 ans ou plus	**38 703**	16 677	22 026	**50 307**	21 832	28 475	**63 289**	27 390	35 899
Réunion	**515 798**	**252 997**	**262 801**	**597 828**	**294 256**	**303 572**	**706 180**	**347 076**	**359 104**
Moins de 20 ans	**243 277**	122 651	120 626	**238 700**	120 608	118 092	**255 499**	129 697	125 802
20 à 39 ans	**150 551**	73 556	76 995	**204 729**	100 874	103 855	**233 573**	114 401	119 172
40 à 59 ans	**84 066**	41 134	42 932	**103 003**	51 076	51 927	**146 417**	72 545	73 872
60 ans ou plus	**37 904**	15 656	22 248	**51 396**	21 698	29 698	**70 691**	30 433	40 258

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Territoire ou collectivité territoriale	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie Recensement de 1996					
Les deux sexes	**196 836**	**75 564**	**66 832**	**38 858**	**15 582**
Sexe masculin	**100 842**	38 901	33 948	20 424	7 569
Sexe féminin	**95 994**	36 663	32 884	18 434	8 013
Polynésie française Recensement de 1996					
Les deux sexes	**219 521**	**93 451**	**73 629**	**38 793**	**13 648**
Sexe masculin	**113 934**	48 081	38 366	20 693	6 794
Sexe féminin	**105 587**	45 370	35 263	18 100	6 854
Wallis et Futuna Recensement de 1996					
Les deux sexes	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**1 064**
Sexe masculin	**6 984**	3 623	1 652	1 237	472
Sexe féminin	**7 182**	3 450	1 985	1 155	592
Saint-Pierre et Miquelon Recensement de 1999					
Les deux sexes	**6 316**	**1 701**	**1 931**	**1 700**	**984**
Sexe masculin	**3 147**	881	994	894	378
Sexe féminin	**3 169**	820	937	806	606
Mayotte Recensement de 1997					
Les deux sexes	**131 368**	**73 051**	**39 584**	**13 968**	**4 765**
Sexe masculin	**66 600**	36 672	20 005	7 506	2 417
Sexe féminin	**64 768**	36 379	19 579	6 462	2 348

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme au recensement de 1999

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge atteint en 1999 (1)	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
Les deux sexes	**48 071 349**	**5 426 393**	**8 511 666**	**7 369 796**	**3 467 522**	**10 592 142**	**5 201 118**	**3 633 680**	**3 869 032**
15 à 19 ans	**3 932 101**	3 551 436	168 570	12 734	89 418	94 902	12 919	1 135	987
20 à 24 ans	**3 711 548**	1 588 904	335 768	25 656	179 560	676 080	554 443	263 605	87 532
25 à 29 ans	**4 177 776**	244 739	523 655	54 757	216 528	1 047 467	761 835	670 218	658 577
30 à 39 ans	**8 578 416**	41 314	1 343 962	238 313	653 089	2 910 680	1 222 653	1 101 040	1 067 365
40 à 59 ans	**15 193 381**	–	2 430 117	2 487 439	1 351 312	4 320 300	1 816 955	1 290 187	1 497 071
60 ans ou plus	**12 478 127**	–	3 709 594	4 550 897	977 615	1 542 713	832 313	307 495	557 500
Sexe masculin	**23 071 366**	**2 656 094**	**3 947 138**	**2 936 755**	**1 407 088**	**6 047 533**	**2 425 586**	**1 525 146**	**2 126 026**
15 à 19 ans	**2 010 204**	1 765 254	110 998	8 328	56 478	62 704	5 381	534	527
20 à 24 ans	**1 876 612**	749 465	191 253	14 029	96 935	408 065	267 736	116 148	32 981
25 à 29 ans	**2 091 373**	120 410	275 873	26 985	110 616	597 341	369 565	294 735	295 848
30 à 39 ans	**4 260 432**	20 965	680 686	108 512	283 032	1 635 212	527 888	459 611	544 526
40 à 59 ans	**7 548 685**	–	1 206 250	1 034 510	545 548	2 497 724	849 277	538 070	877 306
60 ans ou plus	**5 284 060**	–	1 482 078	1 744 391	314 479	846 487	405 739	116 048	374 838
Sexe féminin	**24 999 983**	**2 770 299**	**4 564 528**	**4 433 041**	**2 060 434**	**4 544 609**	**2 775 532**	**2 108 534**	**1 743 006**
15 à 19 ans	**1 921 897**	1 786 182	57 572	4 406	32 940	32 198	7 538	601	460
20 à 24 ans	**1 834 936**	839 439	144 515	11 627	82 625	268 015	286 707	147 457	54 551
25 à 29 ans	**2 086 403**	124 329	247 782	27 772	105 912	450 126	392 270	375 483	362 729
30 à 39 ans	**4 317 984**	20 349	663 276	129 801	370 057	1 275 468	694 765	641 429	522 839
40 à 59 ans	**7 644 696**	–	1 223 867	1 452 929	805 764	1 822 576	967 678	752 117	619 765
60 ans ou plus	**7 194 067**	–	2 227 516	2 806 506	663 136	696 226	426 574	191 447	182 662

(1) Il s'agit de l'âge atteint au cours de l'année 1999.

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge atteint en 1999	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**322 581**	42 719	133 099	20 094	20 960	48 216	29 241	13 954	14 298
dont : 15 à 19 ans	**34 055**	31 133	2 054	45	352	366	89	7	9
20 à 24 ans	**27 310**	9 512	6 780	188	1 536	4 527	3 632	885	250
Sexe masculin	**152 467**	20 771	65 357	8 170	8 455	24 713	12 039	5 668	7 294
dont : 15 à 19 ans	**17 130**	15 342	1 312	25	194	214	37	2	4
20 à 24 ans	**13 922**	4 553	4 052	100	792	2 491	1 504	340	90
Sexe féminin	**170 114**	21 948	67 742	11 924	12 505	23 503	17 202	8 286	7 004
dont : 15 à 19 ans	**16 925**	15 791	742	20	158	152	52	5	5
20 à 24 ans	**13 388**	4 959	2 728	88	744	2 036	2 128	545	160
GUYANE									
Les deux sexes	**103 517**	14 771	44 773	4 068	4 911	15 694	8 300	5 014	5 986
dont : 15 à 19 ans	**14 587**	11 650	2 549	44	215	103	23	2	1
20 à 24 ans	**10 862**	2 558	4 668	155	579	1 572	927	293	110
Sexe masculin	**51 841**	7 497	21 382	1 964	2 321	9 022	4 020	2 308	3 327
dont : 15 à 19 ans	**7 315**	5 913	1 220	26	100	49	7	–	–
20 à 24 ans	**5 667**	1 311	2 270	92	304	985	493	151	61
Sexe féminin	**51 676**	7 274	23 391	2 104	2 590	6 672	4 280	2 706	2 659
dont : 15 à 19 ans	**7 272**	5 737	1 329	18	115	54	16	2	1
20 à 24 ans	**5 195**	1 247	2 398	63	275	587	434	142	49
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**297 424**	38 851	117 602	22 860	20 171	44 919	24 788	13 364	14 869
dont : 15 à 19 ans	**28 769**	27 099	1 210	14	196	195	41	7	7
20 à 24 ans	**22 995**	9 598	5 123	76	924	3 572	2 624	791	287
Sexe masculin	**138 632**	18 535	58 860	9 142	8 179	21 950	9 854	5 085	7 027
dont : 15 à 19 ans	**14 644**	13 586	797	8	108	125	15	1	4
20 à 24 ans	**11 551**	4 191	3 127	45	512	2 093	1 144	325	114
Sexe féminin	**158 792**	20 316	58 742	13 718	11 992	22 969	14 934	8 279	7 842
dont : 15 à 19 ans	**14 125**	13 513	413	6	88	70	26	6	3
20 à 24 ans	**11 444**	5 407	1 996	31	412	1 479	1 480	466	173
RÉUNION									
Les deux sexes	**515 349**	71 996	254 291	20 334	29 261	62 606	36 306	17 384	23 171
dont : 15 à 19 ans	**64 668**	55 962	5 921	69	1 208	1 269	207	20	12
20 à 24 ans	**54 528**	13 704	17 295	210	4 516	9 664	6 695	1 737	707
Sexe masculin	**250 098**	35 596	123 354	8 555	11 657	35 407	15 455	7 632	12 442
dont : 15 à 19 ans	**32 719**	27 869	3 473	46	566	694	61	5	5
20 à 24 ans	**26 932**	6 608	9 478	115	1 944	5 329	2 549	652	257
Sexe féminin	**265 251**	36 400	130 937	11 779	17 604	27 199	20 851	9 752	10 729
dont : 15 à 19 ans	**31 949**	28 093	2 448	23	642	575	146	15	7
20 à 24 ans	**27 596**	7 096	7 817	95	2 572	4 335	4 146	1 085	450

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Catégorie socioprofessionnelle	CS	1982			1990		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1 470 904**	923 868	547 036	**1 012 937**	638 045	374 892
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1 829 788**	1 216 012	613 776	**1 822 856**	1 236 506	586 350
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**1 897 872**	1 429 736	468 136	**2 693 062**	1 859 579	833 483
Professions intermédiaires	4	**3 938 696**	2 357 040	1 581 656	**4 713 972**	2 616 258	2 097 714
Employés	5	**6 252 048**	1 706 188	4 545 860	**6 912 800**	1 533 495	5 379 305
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7 798 260**	6 170 148	1 628 112	**7 623 343**	6 019 848	1 603 495
Retraités	7	**7 402 180**	3 614 292	3 787 888	**9 221 132**	4 629 623	4 591 509
Autres sans activité professionnelle	8	**23 705 864**	9 070 372	14 635 492	**22 651 853**	9 031 702	13 620 151
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**690 280**	419 004	271 276	**338 061**	198 285	139 776
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**451 068**	289 292	161 776	**309 972**	200 004	109 968
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**329 556**	215 572	113 984	**364 904**	239 756	125 148
Artisans	21	**898 408**	680 580	217 828	**850 464**	650 790	199 674
Commerçants et assimilés	22	**797 008**	423 988	373 020	**795 706**	437 004	358 702
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**134 372**	111 444	22 928	**176 686**	148 712	27 974
Professions libérales	31	**238 196**	171 476	66 720	**311 110**	211 890	99 220
Cadres de la fonction publique	33	**241 012**	186 240	54 772	**288 174**	207 270	80 904
Professeurs, professions scientifiques	34	**355 400**	193 712	161 688	**564 443**	280 211	284 232
Professions information, arts et spectacles	35	**113 592**	67 376	46 216	**169 512**	97 116	72 396
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**569 244**	454 224	115 020	**758 868**	529 603	229 265
Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	38	**380 428**	356 708	23 720	**600 955**	533 489	67 466
Instituteurs et assimilés	42	**778 360**	283 096	495 264	**757 388**	264 072	493 316
Professions intermédiaires santé et travail social	43	**613 996**	156 640	457 356	**783 659**	183 586	600 073
Clergé, religieux	44	**59 676**	33 176	26 500	**48 188**	28 032	20 156
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**278 300**	148 660	129 640	**395 704**	196 552	199 152
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**968 464**	592 780	375 680	**1 392 225**	747 797	644 428
Techniciens	47	**675 216**	611 696	63 520	**762 430**	664 777	97 653
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**564 684**	530 992	33 692	**574 378**	531 442	42 936
Employés civils, agents service fonction publique	52	**1 688 196**	401 216	1 286 980	**1 997 604**	409 992	1 587 612
Policiers et militaires	53	**385 628**	363 000	22 628	**414 066**	386 398	27 668
Employés administratifs d'entreprise	54	**2 555 564**	639 680	1 915 884	**2 343 544**	359 021	1 984 523
Employés de commerce	55	**737 488**	152 976	584 512	**968 749**	183 624	785 125
Personnel services directs aux particuliers	56	**885 172**	149 316	735 856	**1 188 837**	194 460	994 377
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1 595 256**	1 424 676	170 580	**1 639 569**	1 416 203	223 366
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1 487 484**	1 349 656	137 828	**1 603 153**	1 469 873	133 280
Chauffeurs	64	**566 208**	555 776	10 432	**621 944**	603 540	18 404
Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	65	**389 816**	306 868	26 948	**408 564**	374 802	33 762
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2 399 084**	1 473 912	925 172	**2 136 466**	1 291 286	845 180
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**1 065 792**	757 316	308 476	**931 599**	646 780	284 819
Ouvriers agricoles	69	**294 620**	247 944	46 676	**282 048**	217 364	64 684
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1 332 204**	576 792	755 412	**1 273 460**	589 088	684 372
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**740 728**	323 960	416 768	**773 416**	379 824	393 592
Anciens cadres	74	**340 044**	247 368	92 676	**577 940**	447 504	130 436
Anciennes professions intermédiaires	75	**728 188**	381 512	346 676	**1 035 580**	561 756	473 824
Anciens employés	77	**1 886 440**	678 080	1 208 360	**2 674 969**	795 960	1 879 009
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2 374 576**	1 406 580	967 996	**2 885 767**	1 855 491	1 030 276
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**363 608**	130 252	233 356	**276 266**	96 349	179 917
Militaires du contingent	83	**253 460**	253 460	–	**231 475**	230 099	1 376
Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**4 274 204**	2 100 812	2 173 392	**5 261 236**	2 608 058	2 653 178
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**16 802 688**	6 450 452	10 352 236	**14 900 657**	6 020 755	8 879 902
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**2 011 904**	135 396	1 876 508	**1 982 219**	76 441	1 905 778

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**1 012 937**	**1 822 856**	**2 693 062**	**4 713 972**	**6 912 800**	**7 623 343**	**9 221 132**	**22 651 853**
0-19	3 304	4 050	1 344	9 388	162 795	243 749	–	14 566 898
20-24	33 552	40 375	45 640	301 425	992 183	999 072	–	1 869 949
25-29	75 509	124 842	298 964	736 985	1 193 311	1 249 524	–	627 752
30-39	200 788	468 606	847 487	1 553 919	2 041 185	2 251 221	11 948	1 184 609
40-49	228 960	614 255	917 653	1 339 808	1 486 426	1 652 785	42 055	1 044 860
50-59	349 300	428 439	475 766	680 007	886 220	1 117 023	572 094	1 374 481
60 et plus	121 524	142 289	106 208	92 440	150 680	109 969	8 595 035	1 983 304
Sexe masculin	**638 045**	**1 236 506**	**1 859 579**	**2 616 258**	**1 533 495**	**6 019 848**	**4 629 623**	**9 031 702**
0-19	2 812	2 533	640	5 064	40 476	214 469	–	7 400 889
20-24	27 568	25 048	21 988	146 916	193 961	803 222	–	949 487
25-29	58 465	83 329	177 316	383 153	275 516	1 004 775	–	165 165
30-39	142 648	327 054	564 431	848 279	489 425	1 762 115	4 756	131 641
40-49	139 884	419 787	653 160	759 881	322 497	1 288 912	17 738	109 304
50-59	195 772	292 471	361 020	419 913	185 824	870 178	376 469	198 482
60 et plus	70 896	86 284	81 024	53 052	25 796	76 177	4 230 660	76 734
Sexe féminin	**374 892**	**586 350**	**833 483**	**2 097 714**	**5 379 305**	**1 603 495**	**4 591 509**	**13 620 151**
0-19	492	1 517	704	4 324	122 319	29 280	–	7 166 009
20-24	5 984	15 327	23 652	154 509	798 222	195 850	–	920 462
25-29	17 044	41 513	121 648	353 832	917 795	244 749	–	462 587
30-39	58 140	141 552	283 056	705 640	1 551 760	489 106	7 192	1 052 968
40-49	89 076	194 468	264 493	579 927	1 163 929	363 873	24 317	935 556
50-59	153 528	135 968	114 746	260 094	700 396	246 845	195 625	1 175 999
60 et plus	50 628	56 005	25 184	39 388	124 884	33 792	4 364 375	1 906 570

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	Ensemble
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**5 916**	**16 742**	**7 935**	**17 948**	**55 773**	**43 583**	**36 278**	**202 859**	**387 034**
0-19	26	106	11	68	934	1 475	–	136 188	**138 808**
20-24	175	774	149	1 076	7 346	5 883	–	20 222	**35 625**
25-29	517	2 177	784	2 654	10 939	8 474	–	10 412	**35 957**
30-39	1 291	5 401	2 955	6 526	17 960	12 861	177	12 023	**59 194**
40-49	1 647	4 490	2 611	5 281	11 286	7 923	351	8 448	**42 037**
50-59	1 752	2 684	1 119	1 962	5 995	5 763	1 994	8 730	**29 999**
60 et plus	508	1 110	306	381	1 313	1 204	33 756	6 836	**45 414**
Sexe masculin	**4 938**	**12 678**	**5 257**	**8 756**	**13 008**	**37 623**	**17 043**	**89 884**	**189 187**
0-19	26	80	4	21	167	1 320	–	68 691	**70 309**
20-24	163	603	76	476	1 268	5 190	–	9 754	**17 530**
25-29	469	1 784	475	1 310	2 412	7 640	–	3 772	**17 862**
30-39	1 131	4 227	1 832	3 134	4 384	11 325	93	2 791	**28 917**
40-49	1 355	3 367	1 801	2 544	2 915	6 580	147	1 622	**20 331**
50-59	1 376	1 935	829	1 035	1 490	4 608	1 107	1 986	**14 366**
60 et plus	418	682	240	236	372	960	15 696	1 268	**19 872**
Sexe féminin	**978**	**4 064**	**2 678**	**9 192**	**42 765**	**5 960**	**19 235**	**112 975**	**197 847**
0-19	–	26	7	47	767	155	–	67 497	**68 499**
20-24	12	171	73	600	6 078	693	–	10 468	**18 095**
25-29	48	393	309	1 344	8 527	834	–	6 640	**18 095**
30-39	160	1 174	1 123	3 392	13 576	1 536	84	9 232	**30 277**
40-49	292	1 123	810	2 737	8 371	1 343	204	6 826	**21 706**
50-59	376	749	290	927	4 505	1 155	887	6 744	**15 633**
60 et plus	90	428	66	145	941	244	18 060	5 568	**25 542**
GUYANE									
Les deux sexes	**2 803**	**3 448**	**2 968**	**6 877**	**12 633**	**14 837**	**4 971**	**66 271**	**114 808**
0-19	246	20	4	21	203	443	–	48 036	**48 973**
20-24	330	149	111	703	1 743	1 919	–	4 938	**9 893**
25-29	351	388	388	1 433	2 519	2 597	–	3 107	**10 783**
30-39	740	1 217	1 038	2 324	4 335	5 145	48	4 673	**19 520**
40-49	515	987	936	1 561	2 479	3 001	99	2 713	**12 291**
50-59	369	469	406	707	1 115	1 391	416	1 704	**6 577**
60 et plus	252	218	85	128	239	341	4 408	1 100	**6 771**
Sexe masculin	**1 368**	**2 656**	**2 169**	**4 135**	**3 648**	**13 573**	**2 450**	**29 800**	**59 799**
0-19	62	14	3	7	67	393	–	24 290	**24 836**
20-24	119	104	78	465	429	1 776	–	2 259	**5 230**
25-29	144	304	279	877	746	2 415	–	980	**5 745**
30-39	427	931	688	1 278	1 248	4 737	28	979	**10 316**
40-49	287	788	718	953	719	2 726	56	529	**6 776**
50-59	196	348	331	474	355	1 224	224	420	**3 572**
60 et plus	133	167	72	81	84	302	2 142	343	**3 324**
Sexe féminin	**1 435**	**792**	**799**	**2 742**	**8 985**	**1 264**	**2 521**	**36 471**	**55 009**
0-19	184	6	1	14	136	50	–	23 746	**24 137**
20-24	211	45	33	238	1 314	143	–	2 679	**4 663**
25-29	207	84	109	556	1 773	182	–	2 127	**5 038**
30-39	313	286	350	1 046	3 087	408	20	3 694	**9 204**
40-49	228	199	218	608	1 760	275	43	2 184	**5 515**
50-59	173	121	75	233	760	167	192	1 284	**3 005**
60 et plus	119	51	13	47	155	39	2 266	757	**3 447**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**3 450**	**11 542**	**8 807**	**19 746**	**53 378**	**43 301**	**40 212**	**179 143**	**359 579**
0-19	19	28	11	62	573	1 094	–	116 751	**118 538**
20-24	119	335	198	1 028	6 014	5 466	–	21 085	**34 245**
25-29	325	1 209	962	2 785	10 340	8 612	–	9 943	**34 176**
30-39	751	3 460	3 153	6 799	17 115	12 030	129	9 367	**52 804**
40-49	774	3 136	2 980	5 967	10 903	7 959	308	6 107	**38 134**
50-59	1 123	2 338	1 194	2 560	6 873	6 838	1 964	8 485	**31 375**
60 et plus	339	1 036	309	545	1 560	1 302	37 811	7 405	**50 307**
Sexe masculin	**2 879**	**8 670**	**5 680**	**9 374**	**11 667**	**35 726**	**18 993**	**80 889**	**173 878**
0-19	18	17	3	31	133	952	–	59 104	**60 258**
20-24	113	207	118	459	1 080	4 571	–	10 504	**17 052**
25-29	297	895	587	1 430	2 098	7 529	–	3 971	**16 807**
30-39	654	2 721	1 919	3 211	3 748	10 238	67	2 668	**25 226**
40-49	608	2 434	1 983	2 686	2 548	6 188	164	1 341	**17 952**
50-59	890	1 760	842	1 211	1 632	5 209	1 181	2 026	**14 751**
60 et plus	299	636	228	346	428	1 039	17 581	1 275	**21 832**
Sexe féminin	**571**	**2 872**	**3 127**	**10 372**	**41 711**	**7 575**	**21 219**	**98 254**	**185 701**
0-19	1	11	8	31	440	142	–	57 647	**58 280**
20-24	6	128	80	569	4 934	895	–	10 581	**17 193**
25-29	28	314	375	1 355	8 242	1 083	–	5 972	**17 369**
30-39	97	739	1 234	3 588	13 367	1 792	62	6 699	**27 578**
40-49	166	702	997	3 281	8 355	1 771	144	4 766	**20 182**
50-59	233	578	352	1 349	5 241	1 629	783	6 459	**16 624**
60 et plus	40	400	81	199	1 132	263	20 230	6 130	**28 475**
RÉUNION									
Les deux sexes	**8 630**	**11 999**	**10 946**	**25 158**	**68 050**	**70 680**	**36 743**	**365 622**	**597 828**
0-19	95	42	15	100	1 279	2 231	–	234 938	**238 700**
20-24	508	652	268	1 993	12 047	10 733	–	32 354	**58 555**
25-29	1 013	1 849	1 299	4 665	14 401	15 493	–	18 952	**57 672**
30-39	2 264	4 054	4 035	9 711	20 859	21 191	189	26 199	**88 502**
40-49	2 307	3 055	3 724	6 159	12 302	12 632	647	18 565	**59 391**
50-59	2 126	1 841	1 356	2 201	6 414	7 752	3 211	18 711	**43 612**
60 et plus	317	506	249	329	748	648	32 696	15 903	**51 396**
Sexe masculin	**7 711**	**9 216**	**7 568**	**12 567**	**19 144**	**64 168**	**19 328**	**154 554**	**294 256**
0-19	89	28	9	35	339	2 019	–	118 089	**120 608**
20-24	471	504	146	822	2 656	9 702	–	14 353	**28 654**
25-29	940	1 489	819	2 240	3 640	14 303	–	5 160	**28 591**
30-39	1 982	3 181	2 674	4 760	6 171	19 490	102	5 269	**43 629**
40-49	2 030	2 325	2 652	3 176	4 026	11 322	276	4 019	**29 826**
50-59	1 913	1 310	1 050	1 320	2 045	6 793	1 815	5 004	**21 250**
60 et plus	286	379	218	214	267	539	17 135	2 660	**21 698**
Sexe féminin	**919**	**2 783**	**3 378**	**12 591**	**48 906**	**6 512**	**17 415**	**211 068**	**303 572**
0-19	6	14	6	65	940	212	–	116 849	**118 092**
20-24	37	148	122	1 171	9 391	1 031	–	18 001	**29 901**
25-29	73	360	480	2 425	10 761	1 190	–	13 792	**29 081**
30-39	282	873	1 361	4 951	14 688	1 701	87	20 930	**44 873**
40-49	277	730	1 072	2 983	8 276	1 310	371	14 546	**29 565**
50-59	213	531	306	881	4 369	959	1 396	13 707	**22 362**
60 et plus	31	127	31	115	481	109	15 561	13 243	**29 698**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
		Total	Secteur privé	Etat (1)	Collectivités locales	Services publics (2)	
Les deux sexes	**22 270 218**	**19 053 283**	**12 603 148**	**3 058 414**	**2 148 349**	**1 243 372**	**3 216 935**
15-19	365 214	358 564	311 824	15 824	28 524	2 392	6 650
20-24	1 974 282	1 901 375	1 532 064	162 223	158 272	48 816	72 907
25-29	3 236 625	3 007 602	2 200 577	367 287	292 670	147 068	229 023
30-34	3 326 156	2 968 486	1 924 846	478 630	355 014	209 996	357 670
35-39	3 361 473	2 906 453	1 802 709	520 566	354 098	229 080	455 020
40-44	3 479 821	2 919 339	1 756 652	588 237	344 662	229 788	560 482
45-49	2 303 489	1 893 918	1 135 982	382 007	212 905	163 024	409 571
50-54	2 021 565	1 613 015	985 275	297 676	192 092	137 972	408 550
55-59	1 534 066	1 117 601	714 765	182 168	155 380	65 288	416 465
60 et plus	667 527	366 930	238 454	63 796	54 732	9 948	300 597
Sexe masculin	**12 834 629**	**10 712 626**	**7 547 429**	**1 487 434**	**732 467**	**945 296**	**2 122 003**
15-19	235 563	230 818	210 146	6 956	11 844	1 872	4 745
20-24	1 039 267	988 659	838 622	75 189	43 156	31 692	50 608
25-29	1 811 902	1 658 220	1 288 774	171 901	93 953	103 592	153 682
30-34	1 923 870	1 679 909	1 164 048	237 729	118 700	159 432	243 961
35-39	1 944 486	1 632 407	1 083 970	255 164	120 917	172 356	312 079
40-44	2 025 001	1 645 897	1 066 582	284 442	119 249	175 624	379 104
45-49	1 358 115	1 089 190	703 361	182 553	73 884	129 392	268 925
50-54	1 214 811	955 997	622 593	149 352	70 772	113 280	258 814
55-59	913 388	648 983	444 711	92 440	60 728	51 104	264 405
60 et plus	368 226	182 546	124 622	31 708	19 264	6 952	185 680
Sexe féminin	**9 435 589**	**8 340 657**	**5 055 719**	**1 570 980**	**1 415 882**	**298 076**	**1 094 932**
15-19	129 651	127 746	101 678	8 868	16 680	520	1 905
20-24	935 015	912 716	693 442	87 034	115 116	17 124	22 299
25-29	1 424 723	1 349 382	911 803	195 386	198 717	43 476	75 341
30-34	1 402 286	1 288 577	760 798	240 901	236 314	50 564	113 709
35-39	1 416 987	1 274 046	718 739	265 402	233 181	56 724	142 941
40-44	1 454 820	1 273 442	690 070	303 795	225 413	54 164	181 378
45-49	945 374	804 728	432 621	199 454	139 021	33 632	140 646
50-54	806 754	657 018	362 682	148 324	121 320	24 692	149 736
55-59	620 678	468 618	270 054	89 728	94 652	14 184	152 060
60 et plus	299 301	184 384	113 832	32 088	35 468	2 996	114 917

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Activité économique	NAF (1) niveaux 17 et 31	Ensemble	Salariés	Non Salariés	Hommes	Salariés	Non Salariés	Femmes	Salariées	Non Salariées
Ensemble		**22 070 330**	**18 859 027**	**3 211 303**	**12 697 413**	**10 579 990**	**2 117 423**	**9 372 917**	**8 279 037**	**1 093 880**
Agriculture	A - B	1 284 134	279 113	1 005 021	848 990	216 065	632 925	435 144	63 048	372 096
Industrie	C à E	4 707 313	4 420 447	286 866	3 299 501	3 090 610	208 891	1 407 812	1 329 837	77 975
Construction	F	1 556 186	1 219 498	336 688	1 427 497	1 122 018	305 479	128 689	97 480	31 209
Tertiaire	G à Q	14 522 697	12 939 969	1 582 728	7 121 425	6 151 297	970 128	7 401 272	6 788 672	612 600
Agriculture, sylviculture	A AA	**1 251 618**	**260 929**	**990 689**	**820 938**	**200 077**	**620 861**	**430 680**	**60 852**	**369 828**
Pêche, aquaculture	B BB	**32 516**	**18 184**	**14 332**	**28 052**	**15 988**	**12 064**	**4 464**	**2 196**	**2 268**
Industries extractives	C	**74 140**	**71 352**	**2 788**	**66 716**	**64 288**	**2 428**	**7 424**	**7 064**	**360**
Extraction de produits énergétiques	CA	30 616	30 512	104	27 868	27 764	104	2 748	2 748	—
Extraction de produits non énergétiques	CB	43 524	40 840	2 684	38 848	36 524	2 324	4 676	4 316	360
Industrie manufacturière	D	**4 426 837**	**4 143 339**	**283 498**	**3 068 693**	**2 862 714**	**205 979**	**1 358 144**	**1 280 625**	**77 519**
Ind. agricoles et alimentaires	DA	631 927	532 047	99 880	398 639	338 495	60 144	233 288	193 552	39 736
Industrie textile, habillement	DB	372 802	350 922	21 880	130 314	118 882	11 432	242 488	232 040	10 448
Industrie du cuir, chaussure	DC	74 282	70 666	3 616	28 807	26 127	2 680	45 475	44 539	936
Travail du bois, et fab. artic, bois	DD	115 676	101 648	14 028	94 416	82 640	11 776	21 260	19 008	2 252
Ind. papier, édition, imprimerie	DE	351 490	327 914	23 576	225 794	207 994	17 800	125 696	119 920	5 776
Cokéfaction, raffinage, nucléaire	DF	31 168	31 032	136	26 536	26 412	124	4 632	4 620	12
Industrie chimique	DG	280 894	277 590	3 304	180 732	178 012	2 720	100 162	99 578	584
Indust. caoutchouc, plastiques	DH	210 365	205 817	4 548	149 707	145 879	3 828	60 658	59 938	720
Fab. prod. minéraux non métalliq.	DI	174 041	164 613	9 428	141 265	133 797	7 468	32 776	30 816	1 960
Métallurgie, travail des métaux	DJ	631 264	600 682	30 582	530 375	503 329	27 046	100 889	97 353	3 536
Fab. de machines et équipements	DK	353 051	338 091	14 960	285 595	272 503	13 092	67 456	65 588	1 868
Fab. équipements électriq. et électron.	DL	497 327	481 281	16 046	317 800	304 004	13 796	179 527	177 277	2 250
Fab. de matériel de transport	DM	474 304	469 936	4 368	399 864	396 128	3 736	74 440	73 808	632
Autres indust. manufacturières	DN	228 246	191 100	37 146	158 849	128 512	30 337	69 397	62 588	6 809
Prod. distrib. électric, gaz, eau	E EE	**206 336**	**205 756**	**580**	**164 092**	**163 608**	**484**	**42 244**	**42 148**	**96**
Construction	F FF	**1 556 186**	**1 219 498**	**336 688**	**1 427 497**	**1 122 018**	**305 479**	**128 689**	**97 480**	**31 209**
Commerce, gros, détail, répar. dom	G GG	**2 989 992**	**2 387 613**	**602 379**	**1 649 385**	**1 288 515**	**360 870**	**1 340 607**	**1 099 098**	**241 509**
Hôtels et restaurants	H HH	**702 133**	**494 275**	**207 858**	**350 721**	**245 364**	**105 357**	**351 412**	**248 911**	**102 501**
Transports et communications	I II	**1 413 058**	**1 336 542**	**76 516**	**1 030 663**	**965 523**	**65 140**	**382 395**	**371 019**	**11 376**
Activités financières	J JJ	**715 496**	**681 704**	**33 792**	**336 249**	**310 273**	**25 976**	**379 247**	**371 431**	**7 816**
Immob, location, serv. entreprises	K KK	**2 154 935**	**1 908 578**	**246 357**	**1 237 853**	**1 053 832**	**184 021**	**917 082**	**854 746**	**62 336**
Administration publique	L LL	**1 971 212**	**1 969 472**	**1 740**	**1 069 567**	**1 068 563**	**1 004**	**901 645**	**900 909**	**736**
Éducation	M MM	**1 557 181**	**1 536 901**	**20 280**	**539 921**	**528 009**	**11 912**	**1 017 260**	**1 008 892**	**8 368**
Santé et action sociale	N NN	**2 036 605**	**1 789 260**	**247 345**	**546 914**	**402 437**	**144 477**	**1 489 691**	**1 386 823**	**102 868**
Serv. collec, sociaux, personnels	O OO	**751 381**	**605 144**	**146 237**	**341 556**	**270 329**	**71 227**	**409 825**	**334 815**	**75 010**
Services domestiques	P PP	**213 676**	**213 572**	**104**	**9 524**	**9 460**	**64**	**204 152**	**204 112**	**40**
Activités extra-territoriales	Q QQ	**17 028**	**16 908**	**120**	**9 072**	**8 992**	**80**	**7 956**	**7 916**	**40**

(1) Les regroupements sont faits au niveau des sous-sections et sections de la nomenclature.

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	Code	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**8 391**	2 884	5 507	**6 899**	2 306	4 593	**1 492**	578	914
Industrie	U02 - U06	**9 630**	7 499	2 131	**7 688**	5 932	1 756	**1 942**	1 567	375
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**13 967**	8 959	5 008	**13 221**	8 298	4 923	**746**	661	85
Commerce	U08	**15 020**	10 560	4 460	**6 854**	4 743	2 111	**8 166**	5 817	2 349
Transport et télécommunications	U09	**6 950**	5 503	1 447	**5 072**	3 697	1 375	**1 878**	1 806	72
Services marchands	U10	**26 533**	21 817	4 716	**13 186**	9 856	3 330	**13 347**	11 961	1 386
Services financiers	U11 - U13	**2 802**	2 735	67	**1 349**	1 295	54	**1 453**	1 440	13
Services non marchands	U14	**34 223**	33 852	371	**13 989**	13 668	321	**20 234**	20 184	50
Ensemble		**117 516**	**93 809**	**23 707**	**68 258**	**49 795**	**18 463**	**49 258**	**44 014**	**5 244**
GUYANE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**4 177**	1 433	2 744	**2 555**	1 234	1 321	**1 622**	199	1 423
Industrie	U02 - U06	**3 130**	2 622	508	**2 654**	2 250	404	**476**	372	104
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**4 440**	3 627	813	**4 167**	3 379	788	**273**	248	25
Commerce	U08	**3 152**	2 216	936	**1 764**	1 191	573	**1 388**	1 025	363
Transport et télécommunications	U09	**1 857**	1 565	292	**1 372**	1 106	266	**485**	459	26
Services marchands	U10	**6 072**	5 023	1 049	**3 383**	2 658	725	**2 689**	2 365	324
Services financiers	U11 - U13	**1 688**	1 669	19	**1 015**	1 000	15	**673**	669	4
Services non marchands	U14	**12 068**	12 018	50	**6 520**	6 478	42	**5 548**	5 540	8
Ensemble		**36 584**	**30 173**	**6 411**	**23 430**	**19 296**	**4 134**	**13 154**	**10 877**	**2 277**
MARTINIQUE										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**8 445**	5 366	3 079	**6 135**	3 551	2 584	**2 310**	1 815	495
Industrie	U02 - U06	**9 706**	8 076	1 630	**7 257**	5 953	1 304	**2 449**	2 123	326
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**9 298**	7 017	2 281	**8 603**	6 400	2 203	**695**	617	78
Commerce	U08	**13 965**	10 890	3 075	**6 166**	4 671	1 495	**7 799**	6 219	1 580
Transport et télécommunications	U09	**6 673**	4 942	1 731	**5 145**	3 466	1 679	**1 528**	1 476	52
Services marchands	U10	**23 537**	19 815	3 722	**11 275**	8 643	2 632	**12 262**	11 172	1 090
Services financiers	U11 - U13	**2 952**	2 904	48	**1 305**	1 269	36	**1 647**	1 635	12
Services non marchands	U14	**35 541**	35 346	195	**14 251**	14 101	150	**21 290**	21 245	45
Ensemble		**110 117**	**94 356**	**15 761**	**60 137**	**48 054**	**12 083**	**49 980**	**46 302**	**3 678**
RÉUNION										
Agriculture, sylviculture, pêche	U01	**11 141**	3 004	8 137	**10 062**	2 789	7 273	**1 079**	215	864
Industrie	U02 - U06	**11 295**	9 981	1 314	**9 207**	8 124	1 083	**2 088**	1 857	231
Bâtiment, génie civil et agricole	U07	**16 563**	14 108	2 455	**15 812**	13 469	2 343	**751**	639	112
Commerce	U08	**17 902**	13 353	4 549	**10 598**	7 668	2 930	**7 304**	5 685	1 619
Transport et télécommunications	U09	**7 250**	6 321	929	**5 801**	4 902	899	**1 449**	1 419	30
Services marchands	U10	**24 835**	20 176	4 659	**13 620**	10 349	3 271	**11 215**	9 827	1 388
Services financiers	U11 - U13	**3 005**	2 965	40	**1 512**	1 480	32	**1 493**	1 485	8
Services non marchands	U14	**54 262**	54 136	126	**23 914**	23 816	98	**30 348**	30 320	28
Ensemble		**146 253**	**124 044**	**22 209**	**90 526**	**72 597**	**17 929**	**55 727**	**51 447**	**4 280**

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de résidence - Lieu de travail				
		Même commune	Dans deux communes différentes			
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Autres cas
Population totale						
Les deux sexes	**22 270 218**	**9 922 422**	**5 847 730**	**7 566 603**	**8 876 342**	**1 500 216**
Sexe masculin	**12 834 629**	5 315 064	3 365 134	4 465 127	5 312 729	1 054 580
Sexe féminin	**9 435 589**	4 607 358	2 482 596	3 101 476	3 563 613	445 636
Catégorie Socioprofessionnelle (6 postes)						
Agriculteurs exploitants	**1 005 197**	954 761	4 108	37 468	43 420	6 228
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 751 764**	1 291 968	219 148	296 748	340 392	51 084
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 603 474**	990 750	943 244	724 028	897 548	255 964
Professions intermédiaires	**4 464 400**	1 615 532	1 382 792	1 640 132	1 981 556	384 860
Employés	**5 899 302**	2 748 411	1 649 824	2 015 800	2 303 393	308 328
Ouvriers	**6 546 081**	2 321 000	1 648 614	2 852 427	3 310 033	493 752

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Les deux sexes	**56 651 955**	**31 730 070**	**38 348 307**	**50 427 795**	**6 224 160**	**28 946 389**	**38 351 320**	**47 477 819**	**50 423 259**	**55 395 820**	**1 256 135**
Sexe masculin	**27 565 056**	15 564 271	18 718 030	24 407 026	3 158 030	13 964 146	18 559 997	23 025 313	24 466 572	26 933 725	631 331
Sexe féminin	**29 086 899**	16 165 799	19 630 277	26 020 769	3 066 130	14 982 243	19 791 323	24 452 506	25 956 687	28 462 095	624 804
Catégorie Socioprofessionnelle (8 postes)											
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	839 148	895 840	988 409	24 528	833 228	925 269	984 605	993 033	1 009 853	3 084
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 822 856**	908 009	1 128 505	1 586 889	235 967	987 460	1 273 936	1 556 736	1 652 472	1 794 848	28 008
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 693 062**	766 429	1 250 560	2 332 363	360 699	1 071 016	1 484 738	1 858 038	2 128 942	2 595 742	97 320
Professions intermédiaires	**4 713 972**	2 033 759	2 781 369	4 246 148	467 824	1 987 596	2 738 644	3 666 632	4 038 528	4 627 628	86 344
Employés	**6 912 800**	3 517 522	4 389 158	6 092 677	820 123	2 959 414	4 322 667	5 668 106	6 093 581	6 792 701	120 099
Ouvriers	**7 623 343**	4 341 170	5 043 267	6 285 198	1 338 145	3 672 506	5 254 385	6 725 819	7 034 344	7 483 458	139 885
Retraités	**9 221 132**	4 886 833	5 859 114	8 216 849	1 004 283	7 085 076	7 900 568	8 515 116	8 694 640	9 178 412	42 720
Autres sans activité	**22 651 853**	14 437 200	17 000 494	20 679 262	1 972 591	10 350 093	14 451 113	18 502 767	19 787 719	21 913 178	738 675

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE											
Les deux sexes	**387 034**	**321 543**	**6 379**	**29 898**	**29 214**	**226 344**	**292 327**	**334 955**	**2 784**	**32 684**	**16 611**
Sexe masculin	**189 187**	156 659	2 853	15 418	14 257	110 510	143 057	162 888	1 380	16 455	8 464
Sexe féminin	**197 847**	164 884	3 526	14 480	14 957	115 834	149 270	172 067	1 404	16 229	8 147
GUYANE											
Les deux sexes	**114 808**	**57 953**	**6 339**	**13 402**	**37 114**	**39 091**	**63 986**	**78 385**	**3 221**	**13 018**	**20 184**
Sexe masculin	**59 799**	28 595	3 426	7 631	20 147	19 790	32 620	39 947	1 711	7 348	10 793
Sexe féminin	**55 009**	29 358	2 913	5 771	16 967	19 301	31 366	38 438	1 510	5 670	9 391
MARTINIQUE											
Les deux sexes	**359 579**	**321 265**	**4 793**	**25 936**	**7 585**	**216 377**	**279 972**	**322 016**	**3 775**	**30 720**	**3 068**
Sexe masculin	**173 878**	154 951	2 063	13 310	3 554	105 318	135 743	155 105	1 754	15 439	1 580
Sexe féminin	**185 701**	166 314	2 730	12 626	4 031	111 059	144 229	166 911	2 021	15 281	1 488
RÉUNION											
Les deux sexes	**597 828**	**540 710**	**2 247**	**37 487**	**17 384**	**329 373**	**486 540**	**547 164**	**3 048**	**41 384**	**6 232**
Sexe masculin	**294 256**	263 592	1 245	20 540	8 879	163 120	239 748	267 588	1 634	21 883	3 151
Sexe féminin	**303 572**	277 118	1 002	16 947	8 505	166 253	246 792	279 576	1 414	19 501	3 081

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et qualité juridique.
5. Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère.
8. Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, groupe d'âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : années 1996-1998.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population en valeur absolue, et taux pour 1000 habitants.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats provisoires, la France métropolitaine compte 59 millions d'habitants au 1er janvier 2001. L'année 2000 est celle des bébés et des mariages. Les naissances augmentent de près de 5 % (778 900 contre 744 100 en 1999). La France est ainsi le pays de l'Union européenne où la natalité progresse le plus. Les mariages dépassent la barre des 300 000, niveau qui n'avait plus été atteint depuis 17 ans. La mortalité recule encore en 2000 (538 000 décès contre 541 600 en 1999) faisant progresser l'espérance de vie à la naissance de trois mois, pour les hommes comme pour les femmes, soit respectivement, 75,2 ans et 82,7 ans.

Les commentaires ci-dessous qui concernent l'année 1999 correspondent aux chiffres donnés dans certains tableaux de ce chapitre.

Natalité et fécondité en hausse

En 1999, la natalité augmente par rapport à 1998 pour atteindre 744 100 nouveau-nés. Ainsi, le redressement amorcé fin 1994 se maintient puisque depuis quatre ans, le nombre de naissances est supérieur à 730 000 alors qu'il avait chuté à 711 000 en 1993 et 1994. Seule la légère baisse de 1997 (- 1 %) a perturbé cette tendance.

Cette hausse de la natalité a lieu malgré la baisse du nombre de femmes d'âge fécond depuis trois ans, et donc l'indicateur conjoncturel de fécondité progresse : 1,77 enfant par femme en 1999 contre 1,75 en 1998 et environ 1,71 les trois années précédentes. Il remonte un peu chaque année depuis 1995 et se retrouve à son niveau du début des années quatre-vingt-dix. Les tendances de la fécondité par groupe d'âges se poursuivent : la fécondité des femmes de 30 ans ou plus augmente alors que celle des moins de 30 ans diminue. Les jeunes femmes devenant mères avant l'âge de 20 ans sont de plus en plus rares, à tel point que la fécondité des femmes de 40 à 45 ans est supérieure à celle des 15 à 19 ans depuis 1993.

Ainsi, les femmes ont leurs enfants de plus en plus tard. L'âge à la maternité augmente régulièrement : 29,3 ans en moyenne en 1998, soit un an plus tard qu'en 1990. En 1999, seule la descendance finale des générations de femmes nées jusqu'au début des années soixante peut être calculée. Ce recul régulier de l'âge à la maternité a peu d'incidence sur leur renouvellement : en effet, ces générations ont eu, en moyenne, 2,1 enfants vers 40 ans.

L'indicateur conjoncturel de fécondité pour l'ensemble de l'Union européenne est proche de 1,45 enfant par femme depuis 1993. En 1998, parmi les Quinze, seule l'Irlande a un indicateur plus élevé (1,93) que notre pays. Les indicateurs les plus faibles d'Europe, et même du monde, sont respectivement de 1,15 en Espagne et de 1,19 en Italie. En Europe du Nord et de l'Ouest la diminution des maternités aux jeunes âges est compensée par une hausse après 30 ans; cette compensation n'a lieu ni en Irlande ni en Europe du Sud.

La mortalité se stabilise

En 1999, le nombre de décès est estimé à 541 600 soit 7 600 de plus qu'en 1998. Compte tenu de l'accroissement et du vieillissement de la population, si les conditions de mortalité de 1999 avaient été identiques à celles de 1998, 7 500 décès supplémentaires auraient été dénombrés. L'augmentation du nombre de décès masque donc une stabilité de la mortalité en 1999.

Dans la tendance de ces dernières années, la mortalité infantile est encore inférieure à cinq décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes en 1999. Au sein de l'Union, des différences subsistent entre les pays scandinaves et l'Europe du Sud : environ quatre pour mille en Finlande et en Suède, plus de six pour mille au Portugal et en Grèce.

La durée de vie est stable par rapport à l'année précédente. Pour 1999, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 74,9 années pour les hommes et 82,4 années pour les femmes. Les gains d'espérance de vie à la naissance sont irréguliers mais continus. Actuellement, après le cap de la première année, c'est, pour les hommes, la baisse des taux de mortalité autour de la trentaine et de 55 à 65 ans qui sont à l'origine des progrès les plus importants de l'espérance de vie; pour les femmes, c'est la baisse des taux de mortalité de 75 à 85 ans.

Bien qu'assez semblables pour les hommes et les femmes, les progrès sont plus favorables, globalement, aux hommes. En effet, au cours des cinq dernières années, l'espérance de vie des hommes a progressé de onze mois et celle des femmes de six mois. Ainsi, après avoir été supérieur à huit ans du milieu des années soixante-dix à 1995, l'écart entre l'espérance de vie des femmes et des hommes est ramené à sept ans et demi en 1999. Au sein de l'Union européenne, notre pays continue cependant à se distinguer par l'écart le plus grand d'espérance de vie entre les hommes et les femmes, ces dernières ayant toujours la plus grande longévité tandis que l'espérance de vie masculine coïncide avec la moyenne. En Finlande, en Espagne et au Portugal, l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes est également proche ou supérieur à sept années. En revanche, au Danemark et au Royaume-Uni, il est inférieur à cinq ans.

Un excédent migratoire stable

Le solde migratoire de 1999 est estimé à 45 000 personnes, soit le même niveau qu'en 1998. Cette année là, le nombre d'immigrants dénombré par l'Office des migrations internationales (OMI) et l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) avait nettement augmenté par rapport aux deux années précédentes : plus de 54 000 entrées en 1998 contre environ 47 000 en 1996 et 1997.

Ces différents flux d'immigrants ne tiennent pas compte des 80 000 étrangers en situation irrégulière ayant bénéficié de la procédure de régularisation de la circulaire du 24 juin 1997. En effet, près d'un tiers de ces personnes étaient déjà en France avant 1990; on a considéré qu'elles étaient dénombrées dans la population française de 1990. Les deux tiers restants, soit environ 50 000 personnes, l'ont été lors du recensement de la population de 1999 et sont donc inclus dans la population au 1er janvier 1999.

Le mariage résiste

285 400 mariages ont été célébrés en 1999, soit 14 000 de plus qu'en 1998. Ainsi, le nombre de mariages se

stabilise au-dessus de 270 000 depuis quatre ans, malgré l'arrivée à l'âge adulte des générations moins nombreuses nées après 1973. Il avait fortement augmenté en 1996 à la suite du changement des règles d'imposition des parents non mariés. Cette hausse avait interrompu la baisse engagée en 1972 : le nombre annuel de mariages s'était réduit de 39 % en près de vingt ans, passant de plus de 416 000 à 254 000 en 1994.

Le taux de nuptialité est de 4,8 mariages pour mille habitants depuis 1996 alors qu'il était descendu à 4,4 de 1993 à 1995.

L'âge au premier mariage continue d'augmenter. En 1998, les femmes célibataires se sont mariées, en moyenne, à 27,7 ans et les hommes à 29,8 ans. Après une hausse importante d'une demi-année en 1996, qui traduit le caractère exceptionnel de cette année-là et le mariage de couples cohabitant depuis plusieurs années et ayant souvent des enfants, l'âge moyen au premier mariage augmente d'un mois par an.

Parmi les femmes nées en 1948, 91 % se sont mariées avant 50 ans et 89 % l'étaient déjà à 35 ans; parmi les femmes nées en 1963, qui ont fêté leur 35 ans en 1998, la proportion de mariées n'est que de 70 %. En 1996 et 1997, la hausse des mariages était due, en grande partie, à des parents cohabitant ayant des enfants et souhaitant bénéficier des conséquences de l'amendement Courson. Cet intérêt semble faiblir car, après la hausse de 37 % du nombre de mariages légitimant au moins un enfant en 1996 et le maintien en 1997 (+ 4 %), ce nombre baisse de 4 % en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1998.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées d'étrangers sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.

3. DÉFINITIONS

Âge

● Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération g, l'âge x atteint dans l'année a est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date d :

— l'individu ayant son anniversaire après la date d aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date d ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

• Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre regroupe les évènements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne.

Il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier. Les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier.

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

• Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

• Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

• Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et de mort-nés.

Jusqu'en 1992 :

— les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « mort-nés ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil,

— la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :

— la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré,

— la statistique des mort-nés comprenait seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.

À partir de 1993 :

— les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie;

— la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables;

— la statistique des mort-nés couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants mort-nés après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

• Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

• Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le

taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux mort-nés étaient inclus dans les statistiques de décès.

Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de mort-nés à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une généra-

tion réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés.

Les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n*, définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient $t(x)$ étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge x relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);

— Institut national d'études démographiques (INED);

— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

Bulletin mensuel de statistique :

« Bilan démographique de 19.. », numéro de janvier,

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « Projection de population totale pour la France métropolitaine », n° 44, septembre 1995;

— « Données de démographie régionale en 1990 », nos 45-46, décembre 1995;

— « Un siècle de démographie française », nos 47-48, décembre 1995;

— « Les évolutions démographiques départementales et régionales entre 1975 et 1994 », nos 67-68, février 1998.

— « La situation démographique en 1997, mouvement de la population », nos 75-76, décembre 1999;

— « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000.

INSEE-Première :

— « La population de la France », n° 444, avril 1996;

— « La population immigrée », n° 458, mai 1996;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999;

— « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999;

— « Bilan démographique 1999, hausse de la fécondité et recul de la mortalité », n° 698, février 2000;

— « Bilan démographique 2000, une année de naissances et de mariages », n° 757, février 2001.

Économie et Statistique :

— « Les inégalités sociales de la mortalité infantile s'estompent », Q.C. Dinh, n° 314, 1998 .

Données sociales, 1999, INSEE :

— « Maman après 40 ans », F. Daguet;

— « Démographie des pays industrialisés : la position de la France », C. Beaumel, R. Kerjosse, I. Tamby.

Synthèses, Statistique publique :

— « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

Autres publications :

Population et sociétés (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national d'études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Eurostat.

OMISTAT (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, 1998.

*
* *

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	Population au 1er janvier	Mariages	Divorces prononcés (1)	Naissances		Décès		Enfants sans vie	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale
				Total	*dont* légitimes	Total	*dont* moins d'un an				
1975	**52 600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980	**53 731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,2	44,0	297,2
1985	**55 157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1994	**57 779,1**	253,7	115,7	**711,0**	454,3	**520,0**	4,2	3,6	191,0	50,0	241,0
1995	**58 020,1**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	238,0
1996	**58 258,1**	280,1	117,4	**734,3**	448,8	**535,8**	3,5	3,7	198,5	35,0	233,5
1997	**58 491,6**	284,0	116,2	**726,8**	435,9	**530,3**	3,4	3,6	196,5	40,0	236,5
1998 *r*	**58 728,1**	271,4	116,5	**738,1**	437,5	**534,0**	3,4	3,7	204,1	45,0	249,1
1999 *p*	**58 977,1**	285,4	...	**744,1**	...	**541,6**	4,8	...	202,5	45,0	247,5

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	Population moyenne (1)	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (2)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Total	Mortalité néonatale (3)	Mortalité post-néonatale (4)
1975	**52 699 169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,7
1980	**53 880 009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10,0**	5,8	4,2
1985	**55 284 271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1990	**56 735 103**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,7
1994	**57 899 566**	4,4	12,3	9,0	+ 3,3	**5,9**	3,2	2,7
1995	**58 139 076**	4,4	12,5	9,1	+ 3,4	**4,9**	2,9	2,0
1996	**58 374 853**	4,8	12,6	9,2	+ 3,4	**4,8**	3,0	1,8
1997	**58 609 859**	4,8	12,4	9,0	+ 3,4	**4,7**	3,0	1,7
1998 *r*	**58 852 621**	4,6	12,5	9,1	+ 3,4	**4,6**	2,9	1,7
1999 *p*	**59 100 908**	4,8	12,6	9,2	+ 3,4	**4,8**	...	...

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982 et 1990.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (1)	Divortialité (2)	Fécondité (3)	Brut (4)	Net (5)	Hommes (6)	Femmes (6)
1975 *r*	82,2	85,8	15,7	192,7	94,0	91,7	69,0	76,9
1980 *r*	68,9	70,6	22,3	194,5	94,8	92,9	70,2	78,4
1985 *r*	52,9	53,7	30,5	181,4	88,4	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1994 *r*	47,7	49,3	36,6	165,5	80,7	79,6	73,7	81,8
1995	47,7	49,3	38,2	170,2	83,1	82,0	73,9	81,9
1996	52,2	54,1	38,0	172,0	83,7	82,7	74,2	82,0
1997 *r*	53,0	55,3	38,0	171,0	83,2	82,2	74,6	82,3
1998 *r*	51,1	53,6	38,5	174,6	85,1	84,1	74,9	82,4
1999 *p*	...	....	...	....	...	...	74,9	82,4

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et qualité juridique

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	*dont* nés vivants hors mariage	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	*dont* mort-nés hors mariage
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1994	**710 993**	364 277	346 716	256 653	**3 633**	1 927	1 706	1 524
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1996	**734 338**	377 003	357 335	285 514	**3 689**	1 956	1 733	1 613
1997	**726 768**	373 157	353 611	290 848	**3 576**	1 874	1 702	1 571
1998	**738 080**	378 075	360 005	300 546	**3 685**	1 909	1 776	1 661

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1995 Total	1995 *dont* hors mariage	1996 Total	1996 *dont* hors mariage	1997 Total	1997 *dont* hors mariage	1998 Total	1998 *dont* hors mariage
Moins de 20 ans	**12 915**	10 812	**13 141**	11 249	**13 241**	11 491	**13 584**	11 775
20 à 24 ans	**116 722**	67 047	**109 485**	65 689	**102 981**	63 651	**98 108**	61 666
25 à 29 ans	**277 153**	94 804	**275 306**	99 433	**270 678**	102 306	**273 223**	106 823
30 à 34 ans	**218 531**	66 671	**226 519**	71 241	**227 108**	73 828	**233 126**	77 139
35 à 39 ans	**85 891**	28 473	**90 583**	30 948	**92 616**	31 963	**98 672**	34 977
40 à 44 ans	**17 461**	6 163	**18 379**	6 683	**19 156**	7 294	**20 375**	7 833
45 ans ou plus	**936**	240	**925**	271	**988**	315	**992**	333
Total	**729 609**	**274 210**	**734 338**	285 514	**726 768**	290 848	**738 080**	300 546

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	Rang de la naissance 1	Rang de la naissance 2 et plus
1975	**681 636**	328 838	352 798
1980	**709 261**	313 401	395 860
1985	**617 939**	260 490	357 449
1990	**533 300**	228 868	304 432
1994	**454 340**	204 633	249 707
1995	**455 399**	200 243	255 156
1996	**448 824**	203 564	245 260
1997	**435 920**	...	...
1998	**437 534**	190 104	247 430

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.
(2) Les données de l'année 1997 ne sont pas disponibles à la suite d'un changement d'exploitation en cours d'année.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants: Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers	Pour 100 enfants légitimes: Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers	Enfants nés hors mariage de mère étrangère
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	88,0	2,5	9,5	4 043
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	87,3	2,8	9,9	6 223
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	85,8	3,3	10,9	9 470
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	84,7	4,3	11,0	13 386
1994	**454 340**	377 847	11 577	15 086	49 830	83,2	5,8	11,0	13 843
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	83,6	6,1	10,3	14 303
1996	**448 824**	377 181	12 432	15 598	43 613	84,0	6,3	9,7	14 358
1997	**435 920**	365 399	13 005	16 038	41 478	83,8	6,7	9,5	14 651
1998	**437 534**	363 921	14 743	16 761	42 109	83,2	7,2	9,6	15 970

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	Âge moyen des mères à la maternité
		dont part du groupe						
1975 *r*	**192,72**	12,67	63,78	63,57	33,48	14,71	4,51	26,7
1980 *r*	**194,50**	8,94	60,79	72,05	37,04	12,71	2,97	26,8
1985 *r*	**181,44**	5,70	48,43	70,80	39,45	13,92	3,14	27,5
1990 *r*	**177,74**	4,38	37,27	69,02	45,37	17,87	3,83	28,3
1994 *r*	**165,48**	3,61	28,56	64,05	46,46	18,70	4,10	28,8
1995 *r*	**170,24**	3,50	27,68	65,31	49,70	19,76	4,29	29,0
1996 *r*	**172,01**	3,51	26,86	64,76	51,60	20,78	4,50	29,1
1997 *r*	**170,99**	3,49	26,25	63,21	52,12	21,25	4,67	29,2
1998 *r*	**174,56**	3,50	26,03	63,64	53,97	22,47	4,95	29,3
1999 *p*	**177,00**	...	...	...	...	...	...	...

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1998

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**358**	355	1	2	**3 121**	3 108	3	10
20-24 ans	**22 498**	22 451	2	45	**52 833**	52 561	22	250
25-29 ans	**102 044**	100 871	31	1 142	**105 697**	102 632	134	2 931
30-34 ans	**64 016**	58 824	108	5 084	**48 299**	40 527	263	7 509
35-39 ans	**32 367**	23 586	230	8 551	**25 512**	15 659	437	9 416
40-44 ans	**18 952**	9 303	285	9 364	**15 129**	5 993	554	8 582
45-49 ans	**12 634**	3 432	417	8 785	**9 858**	2 384	576	6 898
50-54 ans	**8 638**	1 435	536	6 667	**6 040**	1 042	563	4 435
55-59 ans	**4 214**	600	469	3 145	**2 378**	382	303	1 693
60 ans et plus	**5 640**	795	1 771	3 074	**2 494**	477	733	1 284
Total	**271 361**	**221 652**	**3 850**	**45 859**	**271 361**	**224 765**	**3 588**	**43 008**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Époux français	Époux étrangers		
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1994	**253 746**	208 584	45 162	211 826	41 920	224 562	5 848	10 495	12 841	**29,0**	**27,0**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**
1996	**280 072**	227 724	52 348	230 750	49 322	251 158	4 868	10 783	13 263	**29,8**	**27,7**
1997	**283 984**	230 873	53 111	234 495	49 489	254 020	5 237	10 916	13 811	**30,0**	**28,0**
1998	**271 361**	221 652	49 709	224 765	46 596	239 704	5 658	11 604	14 395	**30,2**	**28,1**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975 *r*	85,84	19,08	48,50	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980 *r*	70,69	12,36	40,33	12,55	3,37	1,21	0,52	0,35
1985 *r*	53,72	4,67	29,48	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990 *r*	56,32	2,19	25,38	19,81	5,90	1,91	0,73	0,40
1994 *r*	49,27	1,06	16,59	20,93	7,02	2,34	0,88	0,45
1995 *r*	49,31	1,00	15,77	21,23	7,28	2,56	1,00	0,47
1996 *r*	54,18	0,87	15,87	22,78	9,24	3,49	1,33	0,60
1997 *r*	55,37	0,85	15,11	23,81	9,76	3,76	1,44	0,64
1998 *r*	53,63	0,80	13,90	23,92	9,41	3,57	1,39	0,64
1999 *p*	58,16	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âge (1) et état matrimonial

Année 1998

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin: Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Sexe féminin: Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1998-1997	moins d'1 an	**3 399**	**1 911**	1 911	–	–	–	**1 488**	1 488	–	–	–
1996-1993	1 à 4	**682**	**409**	409	–	–	–	**273**	273	–	–	–
1993-1989	5 à 9	**514**	**288**	288	–	–	–	**226**	226	–	–	–
1988-1984	10 à 14	**595**	**342**	342	–	–	–	**253**	253	–	–	–
1983-1979	15 à 19	**1 895**	**1 369**	1 351	11	6	1	**526**	514	4	7	1
1978-1974	20 à 24	**2 934**	**2 180**	2 112	61	3	4	**754**	678	62	8	6
1973-1969	25 à 29	**3 421**	**2 505**	2 111	347	9	38	**916**	642	221	13	40
1968-1964	30 à 34	**4 260**	**3 003**	1 985	841	14	163	**1 257**	619	518	24	96
1963-1959	35 à 39	**6 238**	**4 256**	2 066	1 611	31	548	**1 982**	696	963	71	252
1958-1954	40 à 44	**9 451**	**6 515**	2 153	3 055	68	1 239	**2 936**	675	1 604	115	542
1953-1949	45 à 49	**14 468**	**10 189**	2 408	5 511	179	2 091	**4 279**	689	2 524	235	831
1948-1944	50 à 54	**17 335**	**12 149**	2 157	7 350	305	2 337	**5 186**	622	3 252	480	832
1943-1939	55 à 59	**18 443**	**12 939**	2 068	8 401	530	1 940	**5 504**	598	3 426	801	679
1938-1934	60 à 64	**28 056**	**19 709**	3 106	13 383	1 252	1 968	**8 347**	863	4 873	1 826	785
1933-1929	65 à 69	**41 647**	**28 182**	3 921	19 887	2 503	1 871	**13 465**	1 272	6 937	4 278	978
1928-1924	70 à 74	**57 352**	**36 217**	4 180	25 853	4 503	1 681	**21 135**	2 076	8 908	9 009	1 142
1923-1919	75 à 79	**70 268**	**40 029**	3 619	28 194	6 882	1 334	**30 239**	2 659	9 386	16 777	1 417
1918-1914	80 à 84	**66 929**	**31 722**	2 552	20 333	8 051	786	**35 207**	2 884	6 520	24 385	1 418
1913-1909	85 à 89	**97 310**	**37 402**	2 713	19 682	14 227	780	**59 908**	4 995	6 250	46 419	2 244
1908-1904	90 à 94	**63 506**	**18 161**	1 116	7 010	9 746	289	**45 345**	4 117	2 098	37 704	1 426
1903 et av	95 et plus	**25 302**	**4 717**	272	1 132	3 255	58	**20 585**	1 993	409	17 589	594
Total		**534 005**	**274 194**	**42 840**	**162 662**	**51 564**	**17 128**	**259 811**	**28 832**	**57 955**	**159 741**	**13 283**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à l'article 3 du présent chapitre.

TABLEAU B.02-13

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité: Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	Taux de morti-natalité (2)
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1994	2,3	3,2	2,7	5,9	7,4	11,0	5,1
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1996	2,2	3,0	1,8	4,8	7,2	9,7	5,0
1997	2,1	3,0	1,7	4,7	7,0	9,6	4,9
1998	2,1	2,9	1,7	4,6	7,0	9,6	5,0

(1) Pour 1000 nés vivants.
(2) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14A

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	*r* 1 à 4 ans	*r* 5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1975	10,6	13,8	0,68	0,32	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	10,0	0,59	0,30	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	8,3	0,46	0,22	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	7,3	0,38	0,17	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
1994	9,0	5,9	0,29	0,15	0,19	0,48	0,87	1,04	1,33
1995	9,1	4,9	0,30	0,14	0,17	0,47	0,84	1,00	1,31
1996	9,2	4,8	0,28	0,14	0,16	0,47	0,79	0,90	1,18
1997	9,0	4,7	0,28	0,13	0,16	0,46	0,76	0,80	1,01
1998	9,1	4,6	0,24	0,14	0,15	0,48	0,77	0,79	0,98
Sexe masculin									
1975	11,3	15,5	0,54	0,39	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	11,5	0,40	0,35	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	9,5	0,32	0,25	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	8,4	0,29	0,18	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1994	9,6	6,7	0,21	0,17	0,23	0,68	1,32	1,54	1,96
1995	9,7	5,4	0,20	0,16	0,20	0,65	1,23	1,48	1,89
1996	9,7	5,4	0,20	0,16	0,20	0,66	1,16	1,31	1,67
1997	9,6	5,3	0,19	0,15	0,18	0,64	1,14	1,19	1,43
1998	9,6	5,1	0,17	0,15	0,17	0,68	1,14	1,15	1,38
Sexe féminin									
1975	10,0	12,0	0,39	0,25	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	8,4	0,32	0,24	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,26	0,19	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	6,2	0,20	0,15	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1994	8,4	5,0	0,16	0,13	0,16	0,27	0,42	0,53	0,71
1995	8,6	4,3	0,18	0,12	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
1996	8,6	4,1	0,15	0,11	0,12	0,27	0,40	0,48	0,69
1997	8,6	4,1	0,17	0,10	0,13	0,27	0,37	0,40	0,59
1998	8,6	4,1	0,13	0,12	0,13	0,27	0,40	0,43	0,58

TABLEAU B.02-14B

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	r 80 à 89 ans	90 ans ou plus
Les deux sexes										
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	120	271
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	109	262
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	105	255
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	92	234
1994	1,72	2,35	3,43	4,93	7,1	10,5	15,5	27,7	83	212
1995	1,68	2,39	3,41	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	85	217
1996	1,59	2,32	3,29	4,82	6,9	10,3	15,3	28,3	87	219
1997	1,43	2,17	3,28	4,71	6,7	9,9	14,9	28,2	87	218
1998	1,43	2,22	3,39	4,63	6,8	10,1	15,0	28,6	90	196
Sexe masculin										
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	150	306
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	136	297
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	133	297
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	117	269
1994	2,45	3,35	4,83	6,95	10,3	15,6	22,9	39,7	107	243
1995	2,40	3,36	4,78	6,83	10,0	15,5	23,2	40,2	110	248
1996	2,22	3,27	4,59	6,76	9,9	15,2	22,9	40,6	113	249
1997	1,99	3,03	4,58	6,53	9,5	14,6	22,0	40,6	111	247
1998	1,96	3,09	4,79	6,47	9,6	14,8	22,1	40,6	114	212
Sexe féminin										
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	108	261
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	97	252
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	92	244
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	79	224
1994	1,00	1,35	2,01	2,88	4,1	5,9	9,2	19,1	71	203
1995	0,96	1,44	2,02	2,83	3,9	5,9	9,2	19,2	73	207
1996	0,96	1,38	1,98	2,86	4,0	5,8	9,0	19,4	75	210
1997	0,87	1,33	1,99	2,87	3,9	5,6	8,9	19,3	75	208
1998	0,90	1,37	2,00	2,78	4,0	5,8	9,0	19,9	78	191

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	10 000	9 845	9 833	9 827	9 821	9 815	9 794	9 774	9 711	9 631	9 562
1980	10 000	9 883	9 872	9 866	9 861	9 856	9 838	9 820	9 756	9 666	9 592
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9.884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655
1990	10 000	9 916	9 909	9 904	9 901	9 898	9 888	9 876	9 833	9 758	9 679
1994	10 000	9 933	9 927	9 924	9 922	9 919	9 910	9 898	9 860	9 794	9 717
1995	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 815	9 741
1996	10 000	9 946	9 941	9 938	9 935	9 933	9 925	9 914	9 878	9 820	9 754
1997	10 000	9 946	9 942	9 939	9 937	9 935	9 927	9 917	9 881	9 824	9 765
1998	10 000	9 949	9 945	9 942	9 940	9 938	9 930	9 922	9 889	9 833	9 776
Sexe féminin											
1975	10 000	9 880	9 869	9 864	9 859	9 856	9 842	9 830	9 804	9 775	9 744
1980	10 000	9 915	9 906	9 901	9 897	9 893	9 881	9 869	9 844	9 815	9 785
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817
1990	10 000	9 938	9 932	9 929	9 927	9 925	9 917	9 909	9 892	9 870	9 843
1994	10 000	9 949	9 945	9 942	9 941	9 939	9 932	9 924	9 910	9 889	9 862
1995	10 000	9 956	9 952	9 949	9 947	9 945	9 939	9 931	9 915	9 894	9 867
1996	10 000	9 958	9 955	9 952	9 951	9 949	9 943	9 936	9 922	9 902	9 877
1997	10 000	9 958	9 955	9 952	9 950	9 948	9 943	9 936	9 921	9 903	9 882
1998	10 000	9 958	9 955	9 953	9 952	9 950	9 944	9 938	9 924	9 904	9 883
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8	47,2	42,6
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1994	73,7	73,2	72,3	71,3	70,3	69,3	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4
1995	73,9	73,3	72,4	71,4	70,4	69,4	64,5	59,5	54,7	50,1	45,4
1996	74,2	73,6	72,6	71,6	70,6	69,7	64,7	59,8	55,0	50,3	45,6
1997	74,6	74,0	73,1	72,1	71,1	70,1	65,2	60,2	55,4	50,7	46,0
1998	74,9	74,2	73,3	72,3	71,3	70,3	65,4	60,4	55,6	50,9	46,2
Sexe féminin											
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7	49,9
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1990	80,9	80,4	79,5	78,5	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1994	81,8	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,5	57,7	52,8
1995	81,9	81,2	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,4	62,5	57,6	52,8
1996	82,0	81,4	80,4	79,4	78,4	77,4	72,5	67,5	62,6	57,7	52,9
1997	82,3	81,6	80,7	79,7	78,7	77,7	72,7	67,8	62,9	58,0	53,1
1998	82,4	81,8	80,8	79,8	78,8	77,8	72,9	67,9	63,0	58,1	53,2

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	9 481	9 358	9 153	8 836	8 382	7 770	6 913	5 763	4 348	2 788	1 393
1980	9 513	9 402	9 222	8 926	8 482	7 898	7 100	6 062	4 706	3 152	1 646
1985	9 574	9 464	9 298	9 033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1.867
1990	9 588	9 471	9 310	9 076	8 730	8 222	7 516	6 629	5 457	4 000	2 356
1994	9 621	9 501	9 337	9 103	8 779	8 321	7 670	6 805	5 701	4 289	2 659
1995	9 648	9 529	9 365	9 135	8 819	8 370	7 719	6 840	5 722	4 287	2 660
1996	9 671	9 561	9 400	9 178	8 860	8 415	7 771	6 896	5 768	4 342	2 687
1997	9 694	9 594	9 444	9 222	8 911	8 480	7 857	7 002	5 873	4 449	2 799
1998	9 710	9 614	9 466	9 244	8 935	8 511	7 902	7 064	5 940	4 512	2 826
Sexe féminin											
1975	9 702	9 643	9 548	9 403	9 195	8 899	8 486	7 838	6 817	5 254	3 258
1980	9 747	9 691	9 606	9 478	9 289	9 032	8 663	8 117	7 215	5 776	3 779
1985	9 781	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8 796	8.286	7 465	6 104	4 134
1990	9 809	9 760	9 691	9 588	9 439	9 226	8 927	8 490	7 768	6 587	4 744
1994	9 826	9 776	9 708	9 605	9 462	9 265	8 984	8 559	7 905	6 821	5 129
1995	9 831	9 781	9 709	9 607	9 468	9 277	8 997	8 572	7 915	6 822	5 124
1996	9 842	9 793	9 723	9 624	9 482	9 289	9 010	8 594	7 937	6 868	5 168
1997	9 853	9 808	9 740	9 641	9 496	9 308	9 041	8 629	7 994	6 933	5 257
1998	9 855	9 811	9 743	9 647	9 507	9 317	9 051	8 650	8 014	6 967	5 290
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	36,9	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2
1980	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1994	40,8	36,3	31,9	27,6	23,6	19,7	16,2	12,9	9,9	7,3	5,2
1995	40,9	36,3	31,9	27,7	23,6	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2
1996	41,0	36,4	32,0	27,7	23,6	19,7	16,1	12,9	9,9	7,3	5,2
1997	41,3	36,7	32,3	28,0	23,9	20,0	16,3	13,0	10,0	7,4	5,3
1998	41,5	36,9	32,4	28,1	24,0	20,1	16,4	13,1	10,0	7,4	5,3
Sexe féminin											
1975	43,8	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1
1980	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0
1994	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5
1995	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,6	9,2	6,4
1996	48,1	43,3	38,6	34,0	29,4	25,0	20,7	16,5	12,7	9,2	6,4
1997	48,3	43,5	38,8	34,1	29,6	25,2	20,8	16,7	12,8	9,3	6,5
1998	48,4	43,6	38,9	34,2	29,7	25,2	20,9	16,7	12,9	9,4	6,5

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1996-1998

Mortalité générale

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	531	74,55	100 000	420	82,25	**100 000**	**477**	**78,30**
1	99 469	44	73,94	99 580	33	81,59	**99 523**	**38**	**77,68**
2	99 426	31	72,98	99 548	22	80,62	**99 485**	**26**	**76,71**
3	99 395	23	72,00	99 526	18	79,63	**99 459**	**21**	**75,73**
4	99 372	20	71,02	99 508	15	78,65	**99 438**	**17**	**74,74**
5	99 353	17	70,03	99 493	12	77,66	**99 421**	**15**	**73,76**
6	99 336	16	69,04	99 481	12	76,67	**99 406**	**14**	**72,77**
7	99 319	15	68,05	99 469	13	75,68	**99 392**	**14**	**71,78**
8	99 304	16	67,06	99 456	13	74,69	**99 378**	**14**	**70,79**
9	99 288	16	66,07	99 444	12	73,70	**99 364**	**13**	**69,80**
10	99 273	14	65,08	99 432	11	72,71	**99 351**	**13**	**68,81**
11	99 259	16	64,09	99 421	12	71,71	**99 338**	**14**	**67,81**
12	99 243	18	63,10	99 410	13	70,72	**99 324**	**15**	**66,82**
13	99 226	22	62,11	99 396	14	69,73	**99 309**	**18**	**65,83**
14	99 204	31	61,13	99 382	17	68,74	**99 291**	**24**	**64,85**
15	99 174	41	60,15	99 366	21	67,75	**99 267**	**30**	**63,86**
16	99 133	51	59,17	99 345	24	66,77	**99 237**	**38**	**62,88**
17	99 083	67	58,20	99 321	28	65,78	**99 199**	**47**	**61,90**
18	99 016	92	57,24	99 294	33	64,80	**99 152**	**64**	**60,93**
19	98 926	102	56,29	99 260	36	63,82	**99 089**	**70**	**59,97**
20	98 824	106	55,35	99 225	38	62,84	**99 020**	**73**	**59,01**
21	98 719	113	54,41	99 187	40	61,87	**98 948**	**78**	**58,06**
22	98 608	120	53,47	99 148	41	60,89	**98 871**	**81**	**57,10**
23	98 490	119	52,53	99 108	40	59,92	**98 791**	**80**	**56,15**
24	98 372	118	51,59	99 069	39	58,94	**98 712**	**79**	**55,19**
25	98 256	119	50,65	99 030	40	57,96	**98 634**	**80**	**54,23**
26	98 139	120	49,71	98 990	42	56,99	**98 555**	**82**	**53,28**
27	98 022	123	48,77	98 948	44	56,01	**98 474**	**84**	**52,32**
28	97 901	125	47,83	98 904	45	55,04	**98 391**	**86**	**51,37**
29	97 778	129	46,89	98 860	51	54,06	**98 306**	**91**	**50,41**
30	97 652	139	45,95	98 810	56	53,09	**98 217**	**98**	**49,45**
31	97 517	145	45,01	98 755	58	52,12	**98 121**	**102**	**48,50**
32	97 375	146	44,08	98 698	62	51,15	**98 021**	**105**	**47,55**
33	97 233	156	43,14	98 637	68	50,18	**97 918**	**112**	**46,60**
34	97 082	168	42,21	98 570	72	49,21	**97 808**	**121**	**45,65**
35	96 918	182	41,28	98 499	80	48,25	**97 690**	**132**	**44,71**
36	96 742	196	40,35	98 420	86	47,28	**97 561**	**141**	**43,77**
37	96 553	210	39,43	98 336	91	46,32	**97 423**	**152**	**42,83**
38	96 350	228	38,51	98 246	100	45,37	**97 275**	**164**	**41,89**
39	96 131	242	37,60	98 148	111	44,41	**97 115**	**177**	**40,96**
40	95 898	263	36,69	98 039	118	43,46	**96 943**	**192**	**40,03**
41	95 646	295	35,79	97 924	127	42,51	**96 757**	**212**	**39,11**
42	95 364	325	34,89	97 799	141	41,56	**96 552**	**234**	**38,19**
43	95 054	353	34,00	97 662	153	40,62	**96 326**	**254**	**37,28**
44	94 718	373	33,12	97 512	163	39,68	**96 081**	**269**	**36,37**
45	94 365	407	32,24	97 353	177	38,75	**95 823**	**293**	**35,47**
46	93 980	440	31,37	97 180	190	37,82	**95 542**	**316**	**34,57**
47	93 567	470	30,51	96 996	201	36,89	**95 240**	**336**	**33,68**
48	93 127	502	29,65	96 801	212	35,96	**94 920**	**358**	**32,79**
49	92 659	552	28,80	96 596	231	35,04	**94 580**	**392**	**31,91**

NB. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1996-1998

Mortalité générale

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	92 147	592	27,96	96 372	260	34,12	**94 209**	**427**	**31,03**
51	91 602	635	27,12	96 122	279	33,20	**93 807**	**456**	**30,16**
52	91 020	688	26,29	95 853	296	32,29	**93 379**	**492**	**29,30**
53	90 394	732	25,47	95 570	318	31,39	**92 920**	**524**	**28,44**
54	89 733	792	24,65	95 266	333	30,49	**92 433**	**561**	**27,59**
55	89 022	844	23,84	94 949	352	29,59	**91 914**	**596**	**26,74**
56	88 271	894	23,04	94 615	378	28,69	**91 366**	**633**	**25,90**
57	87 482	982	22,25	94 257	401	27,80	**90 788**	**687**	**25,06**
58	86 623	1 083	21,46	93 879	428	26,91	**90 164**	**751**	**24,23**
59	85 684	1 166	20,69	93 477	464	26,02	**89 487**	**808**	**23,41**
60	84 685	1 275	19,93	93 043	500	25,14	**88 764**	**879**	**22,59**
61	83 605	1 393	19,18	92 578	537	24,26	**87 984**	**954**	**21,79**
62	82 440	1 526	18,44	92 081	574	23,39	**87 145**	**1 035**	**21,00**
63	81 182	1 643	17,72	91 552	629	22,52	**86 243**	**1 118**	**20,21**
64	79 849	1 773	17,01	90 976	697	21,66	**85 279**	**1 214**	**19,43**
65	78 433	1 932	16,31	90 342	769	20,81	**84 244**	**1 324**	**18,67**
66	76 917	2 071	15,62	89 647	830	19,97	**83 129**	**1 417**	**17,91**
67	75 324	2 258	14,94	88 903	917	19,13	**81 951**	**1 548**	**17,16**
68	73 623	2 457	14,27	88 088	997	18,30	**80 682**	**1 679**	**16,42**
69	71 815	2 709	13,62	87 210	1 107	17,48	**79 327**	**1 848**	**15,69**
70	69 869	2 915	12,99	86 245	1 232	16,67	**77 861**	**2 006**	**14,98**
71	67 833	3 175	12,36	85 182	1 346	15,88	**76 299**	**2 178**	**14,28**
72	65 679	3 451	11,75	84 036	1 494	15,09	**74 637**	**2 375**	**13,58**
73	63 413	3 717	11,15	82 780	1 697	14,31	**72 864**	**2 597**	**12,90**
74	61 056	4 023	10,56	81 375	1 915	13,54	**70 972**	**2 843**	**12,23**
75	58 600	4 486	9,98	79 817	2 149	12,80	**68 954**	**3 166**	**11,57**
76	55 971	4 868	9,43	78 101	2 432	12,07	**66 771**	**3 479**	**10,94**
77	53 246	5 349	8,89	76 202	2 747	11,36	**64 448**	**3 848**	**10,31**
78	50 398	5 888	8,36	74 108	3 143	10,66	**61 968**	**4 286**	**9,71**
79	47 430	6 524	7,85	71 779	3 559	9,99	**59 312**	**4 771**	**9,12**
80	44 336	7 242	7,37	69 225	4 066	9,35	**56 482**	**5 343**	**8,55**
81	41 125	8 046	6,90	66 410	4 648	8,72	**53 464**	**5 985**	**8,00**
82	37 816	8 875	6,46	63 324	5 323	8,12	**50 264**	**6 693**	**7,48**
83	34 460	9 847	6,04	59 953	6 092	7,55	**46 900**	**7 503**	**6,98**
84	31 066	10 845	5,65	56 300	6 945	7,01	**43 381**	**8 377**	**6,51**
85	27 697	11 949	5,27	52 390	7 934	6,49	**39 747**	**9 364**	**6,06**
86	24 388	13 234	4,92	48 234	9 028	6,01	**36 025**	**10 487**	**5,63**
87	21 160	14 627	4,60	43 879	10 239	5,55	**32 247**	**11 713**	**5,23**
88	18 065	16 134	4,30	39 386	11 615	5,13	**28 470**	**13 084**	**4,86**
89	15 150	17 582	4,03	34 811	13 167	4,74	**24 745**	**14 552**	**4,52**
90	12 486	19 114	3,78	30 228	14 718	4,38	**21 144**	**16 047**	**4,20**
91	10 100	20 746	3,56	25 779	16 344	4,05	**17 751**	**17 627**	**3,91**
92	8 005	22 460	3,36	21 566	17 988	3,75	**14 622**	**19 238**	**3,64**
93	6 207	24 044	3,19	17 687	19 918	3,46	**11 809**	**21 026**	**3,39**
94	4 714	25 461	3,04	14 164	21 733	3,20	**9 326**	**22 700**	**3,15**
95	3 514	26 276	2,90	11 085	23 832	2,94	**7 209**	**24 442**	**2,93**
96	2 591	28 078	2,76	8 444	25 827	2,71	**5 447**	**26 381**	**2,72**
97	1 863	30 058	2,64	6 263	28 834	2,48	**4 010**	**29 127**	**2,52**
98	1 303	31 631	2,57	4 457	31 868	2,28	**2 842**	**31 809**	**2,35**
99	891	31 894	2,52	3 037	34 423	2,11	**1 938**	**33 849**	**2,21**

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1998

Sources : EUROSTAT
US Bureau of the Census, International Programs Center
US National Center for Health Statistics
Conseil de l'Europe

Pays	Taux pour 1 000 habitants					Taux de reproduction		Mortalité infantile (pour 1 000) naissances vivantes)	Espérance de vie à la naissance	
	Variation totale (1)	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divortialité	Brut	Net		Hommes	Femmes
Allemagne (3) (4) (5)	– 0,2	9,6	10,4	5,1	2,3	0,67	0,65	4,7	74,5	80,6
Autriche (4)	1,0	10,1	9,7	4,7	2,2	0,65	0,65	5,2	74,7	80,9
Belgique (5)	2,1	11,2	10,2	4,4	2,6	0,76	0,74	5,6	74,3	80,5
Danemark	3,5	12,5	11,0	6,5	2,5	0,84	0,83	4,7	73,9	78,8
Espagne (3) (5)	1,2	9,2	9,1	5,1	0,9	0,56	0,55	5,7	74,4	81,7
Finlande (5)	2,4	11,1	9,5	4,7	2,7	0,85	0,83	4,2	73,5	80,8
France	**4,2**	**12,5**	**9,1**	**4,6**	**2,0**	**0,85**	**0,84**	**4,6**	**74,9**	**82,4**
Grèce (4)	1,0	9,6	9,7	5,3	0,8	0,64	0,62	5,7	75,5	80,6
Irlande (2) (3) (5)	11,0	14,4	8,3	4,5	...	0,94	0,91	6,2	73,5	79,1
Italie (3) (5)	0,9	9,3	10,0	4,8	0,6	0,60	0,58	5,3	74,9	81,3
Luxembourg (5)	12,9	12,6	9,0	4,8	2,4	0,83	0,81	4,9	73,7	80,5
Pays-Bas (4)	6,7	12,7	8,7	5,5	2,1	0,79	0,79	5,2	75,2	80,6
Portugal (5)	2,2	11,4	10,7	6,9	1,5	0,71	0,70	6,0	71,7	78,9
Royaume-Uni (3) (4) (5)	5,1	12,1	10,6	5,1	2,7	0,84	0,82	5,7	74,8	79,7
Suède (5)	0,8	10,1	10,5	3,6	2,3	0,74	0,73	3,5	76,9	81,9
Europe des Quinze *p*	**2,2**	**10,7**	**9,9**	**5,0**	**1,8**	**0,70**	**0,69**	**5,3**	**74,1**	**80,5**
États-Unis	9,5	14,4	8,5	8,4	4,3	...	...	7,2	73,9	79,4
Japon (2)	2,0	9,8	7,8	...	...	...	...	4,0	77,3	83,8
Fédération Russe (5)	– 5,3	8,7	13,6	5,8	3,4	...	...	17,3	59,8	72,5

(1) La variation totale tient compte du solde migratoire.
(2) Irlande et Japon : chiffre non disponible pour les divorces.
(3) Données provisoires - Allemagne et Irlande (mortalité infantile), Espagne, Italie, Royaume-Uni.
(4) Estimation Eurostat : Allemagne, Autriche, Grèce, Pays-Bas, Royaume-Uni (espérance de vie).
(5) 1997 - Espagne, Italie, (espérance de vie) - Allemagne, Belgique, Espagne, Finlande, Irlande, Italie, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Fédération Russe (taux de reproduction brut et net).

TABLEAU B.02-18

Nombre d'immigrants par type de procédure

Année 1998

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Réexamens (2)	Autres	**Total 1998**	**Total 1997**
Européens	**6 729**	**3 560**	**1 936**	**174**	**1 056**	**351**	**146**	**4 160**	**138**	**18 250**	**15 169**
dont : Nationalités de l'UE (3)	6 175	–	–	–	–	–	–	–	–	**6 175**	**6 422**
Autres Européens et ex-URSS	488	921	1 189	141	653	91	134	2 293	124	**6 034**	**4 003**
Turcs	66	2 639	747	33	403	260	12	1 867	14	**6 041**	**4 744**
Asiatiques	**942**	**1 651**	**1 296**	**102**	**2 185**	**425**	**141**	**7 363**	**174**	**14 279**	**9 178**
dont : Libanais	241	99	79	7	...	4	12	63	28	...	...
Sri Lankais	2	97	52	–	832	247	2	484	8	**1 724**	**1 252**
Vietnamiens	30	11	172	6	237	24	–	70	17	**567**	**602**
Africains	**1 568**	**14 895**	**8 577**	**1 035**	**991**	**180**	**374**	**32 847**	**766**	**61 233**	**35 780**
dont : Maghreb	923	11 987	6 476	221	...	35	235	13 769	421	...	...
Algériens	438	4 962	3 345	–	56	8	108	6 289	140	**15 346**	**9 718**
Marocains	333	5 719	2 044	176	...	6	79	5 268	246	...	...
Tunisiens	152	1 306	1 087	45	43	21	48	2 212	35	**4 949**	...
Afrique hors Maghreb	645	2 908	2 101	814	...	145	139	19 078	345	...	...
Américains	**1 022**	**1 535**	**979**	**298**	**85**	**35**	**617**	**1 369**	**74**	**6 014**	**5 420**
Autres	**63**	**49**	**56**	**4**	**25**	–	–	**34**	**7**	**238**	**203**
Ensemble	**10 324**	**21 690**	**12 844**	**1 613**	**4 342**	**991**	**1 278**	**45 773**	**1 159**	**100 014**	**65 750**

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(2) Circulaire du 24 juin 1997.
(3) Y compris pays de l'UE, non membres, parties à l'EEE.

TABLEAU B.02-19

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1998

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**281**	183	4	98	6
20 à 24 ans	**1 888**	1 079	96	809	55
25 à 29 ans	**3 029**	1 872	348	1 157	176
30 à 34 ans	**2 192**	1 505	591	687	199
35 à 39 ans	**1 310**	948	532	362	118
40 à 44 ans	**752**	558	382	194	93
45 ans ou plus	**872**	648	459	224	102
Total	**10 324**	**6 793**	**2 412**	**3 531**	**749**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.02-20

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Année 1998

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total 1998**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	2	22	3	244	2	20	7	1	33	**334**
Industries agricoles et alimentaires	8	—	8	9	5	3	1	2	66	**102**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	5	3	3	2	—	5	—	7	50	**75**
Ind. chimique, caoutchouc et plastiques	26	9	18	9	6	4	3	4	188	**267**
Fab. équipements électriques, électroniques	26	9	34	6	10	4	10	1	266	**366**
Construction	10	62	76	866	15	7	4	7	124	**1 171**
Commerce ; gros, détails, réparation	39	44	96	85	50	50	17	5	603	**989**
Hôtels, restaurants	57	79	171	142	30	14	9	7	442	**951**
Transports et communications	14	12	34	19	10	6	4	2	182	**283**
Activités financières	24	18	23	4	2	19	6	10	200	**306**
Immobilier, location, services aux entreprises	234	137	210	217	129	138	73	12	1 604	**2 754**
Éducation	57	38	40	12	49	27	8	1	386	**618**
Santé et action sociale	23	22	20	14	61	4	4	—	160	**308**
Services collectifs, sociaux, personnels	61	36	44	24	28	16	3	1	455	**668**
Services domestiques	7	45	23	265	26	6	1	—	218	**591**
Administration publique, activités extra-territoriales	4	1	6	3	4	—	—	—	33	**51**
Autres (3)	63	28	38	36	11	10	2	6	296	**490**
Total	**660**	**565**	**847**	**1 957**	**438**	**333**	**152**	**66**	**5 306**	**10 324**
Profession										
Ouvriers et employés non qualifiés	73	231	238	1 270	89	66	10	7	907	**2 891**
Ouvriers et employés qualifiés	181	156	282	646	141	98	37	21	1 450	**3 012**
Techniciens et agents de maîtrise	39	11	27	10	30	23	15	3	369	**527**
Cadres et ingénieurs	367	167	300	31	178	146	90	35	2 580	**3 894**
Total	**660**	**565**	**847**	**1 957**	**438**	**333**	**152**	**66**	**5 306**	**10 324**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Enfants sans vie	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent naturel
GUADELOUPE								
1975	324,5	1 668	199	8 257	272	2 351	296	5 906
1980	326,9	1 603	450	6 425	141	2 143	118	4 282
1985	353,1	1 610	527	6 754	85	2 313	130	4 441
1990	389,5	2 021	548	7 569	110	2 334	76	5 235
1995 *r*	404,6	1 865	626	7 027	95	2 448	51	4 579
1996 *r*	409,1	1 869	607	7 184	74	2 431	68	4 753
1997 *r*	413,8	1 936	548	7 473	97	2 407	63	5 066
1998	419,1	1 959	653	6 507	31	2 514	66	3 993
GUYANE								
1975	56,3	219	26	1 476	43	408	59	1 068
1980	68,2	205	27	1 933	56	468	64	1 465
1985	90,8	315	87	2 491	59	500	53	1 991
1990	118,5	461	99	3 606	72	597	64	3 009
1995 *r*	137,8	656	92	4 211	48	540	75	3 671
1996 *r*	142,9	573	128	4 331	50	556	73	3 775
1997 *r*	148,3	640	167	4 426	54	598	75	3 828
1998	153,8	510	146	4 696	52	607	51	4 089
MARTINIQUE								
1975	323,6	1 453	349	6 741	179	2 305	190	4 436
1980	326,1	1 190	308	5 303	93	2 164	107	3 139
1985	340,9	1 307	284	5 711	68	2 126	88	3 585
1990	361,5	1 572	327	6 437	54	2 228	48	4 209
1995 *r*	369,4	1 507	604	5 630	54	2 273	33	3 357
1996 *r*	372,3	1 488	428	5 615	52	2 240	46	3 375
1997 *r*	375,5	1 548	412	5 683	60	2 358	38	3 325
1998	379,0	1 501	355	5 793	53	2 518	50	3 275
RÉUNION								
1975	481,1	3 346	352	13 301	523	3 212	348	10 089
1980	505,7	3 057	498	12 303	270	3 242	197	9 061
1985	549,6	3 185	629	13 174	159	3 055	136	10 119
1990	602,1	3 716	798	13 912	150	3 183	96	10 729
1995 *r*	663,5	3 313	1435	13 053	95	3 420	101	9 633
1996 *r*	674,9	3 306	1154	13 047	134	3 565	84	9 482
1997 *r*	686,5	3 211	999	13 638	104	3 557	89	10 081
1998	698,2	3 348	1215	13 538	99	3 731	111	9 807

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1974, 1982, 1990 et 1999.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1975	5,1	25,4	7,1	18,3	36
1980	4,9	19,7	6,5	13,1	18
1985	4,6	19,1	6,6	12,7	19
1990	5,2	19,5	6,0	13,5	10
1995 *r*	4,6	17,4	6,1	11,3	7
1996 *r*	4,6	17,6	5,9	11,6	10
1997 *r*	4,7	18,1	5,8	12,2	8
1998	4,7	15,5	6,0	9,5	10
GUYANE					
1975	3,9	26,2	7,2	19,0	40
1980	3,0	28,6	6,9	21,7	33
1985	3,6	28,2	5,7	22,6	20
1990	3,9	30,7	5,2	26,4	17
1995 *r*	4,8	30,6	3,9	26,6	18
1996 *r*	4,0	30,3	3,9	26,4	17
1997 *r*	4,3	29,8	4,0	25,8	17
1998	3,3	30,5	3,9	26,6	11
MARTINIQUE					
1975	4,5	20,8	7,0	13,8	28
1980	3,7	15,4	6,6	9,8	20
1985	3,9	16,9	6,3	10,5	15
1990	4,4	17,9	6,2	11,6	7
1995 *r*	4,1	15,2	6,2	9,1	6
1996 *r*	4,0	15,1	6,0	9,1	8
1997 *r*	4,1	15,1	6,3	8,9	7
1998	4,0	15,3	6,6	8,6	7
REUNION					
1975	7,0	27,6	6,7	20,9	26
1980	6,0	24,3	6,4	17,9	16
1985	5,8	24,0	5,6	18,4	10
1990	6,2	23,1	5,3	17,8	7
1995 *r*	5,0	19,7	5,1	14,5	7
1996 *r*	4,9	19,3	5,3	14,0	6
1997 *r*	4,6	19,9	5,2	14,7	7
1998	4,8	19,4	5,3	14,0	8

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1000 nés vivants; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
		Nombre						Taux pour 1000				
1975	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1994	189,5	898	214	4 267	1 060	43	3 207	4,7	22,5	5,6	16,9	10,1
1995	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1996	197,4	937	156	4 401	1 020	38	3 381	4,7	22,3	5,2	17,1	8,6
1997	200,9	1 005	179	4 490	1 016	24	3 474	5,0	22,4	5,1	17,3	5,3
1998	204,3	1 005	196	4 352	982	30	3 370	4,9	21,3	4,8	16,5	6,9

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
		Nombre				Taux pour 1000			
1975	131,8	4 404	953	187	3 451	33,4	7,2	26,2	42,5
1980	150,9	4 544	1 005	185	3 539	30,1	6,7	23,5	40,7
1985	174,5	5 413	993	125	4 420	31,0	5,7	25,3	23,1
1990	196,7	5 568	982	64	4 586	28,3	5,0	23,3	11,5
1994	212,7	5 109	1 082	50	4 027	24,0	5,1	18,9	9,8
1995	216,0	4 905	1 113	50	3 792	22,7	5,2	17,6	10,2
1996	219,2	4 848	1 029	48	3 819	22,1	4,7	17,4	9,9
1997 *p*	222,5	4 702	1 089	36	3 613	21,1	4,9	16,2	7,7
1998 *p*	226,1	4 600	1 104	32	3 496	20,3	4,9	15,5	7,0

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982, 1988 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (2)	Nombre					(1) Taux pour 1 000			
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Excédent naturel	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1975	5,9	50	...	99	32	67	8,5	16,9	5,4	11,5
1980	6,0	32	6	90	39	51	5,3	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	32	5	95	50	45	5,1	15,2	8,0	7,2
1990	6,4	34	7	74	38	36	5,3	11,5	5,9	5,6
1994	6,6	24	13	81	48	33	3,7	12,3	7,3	5,0
1995	6,6	17	9	75	50	25	2,6	11,4	7,6	3,8
1996	6,6	30	14	74	37	37	4,5	11,2	5,6	5,6
1997	6,7	36	10	93	57	36	5,4	14,0	8,6	5,4
1998	6,7	27	7	74	50	24	4,0	11,1	7,5	3,6

(1) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Effectif des immigrés en 1999 suivant les principaux pays de naissance.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1999.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990. DOM.
9. Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999.
10. Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1999 selon le pays de naissance.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, de la Direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et du ministère de la Justice.

1. PRÉSENTATION

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors Français par acquisition, par opposition aux Français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à deux caractéristiques invariables : le lieu de naissance et la nationalité. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1999, 3 263 186 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint 5,6 % contre 6,3 % en 1990 et 6,8 % en 1982. La diminution du nombre d'étrangers originaire de l'Union européenne observée lors des recensements précédents se confirme en 1999. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1990 (Espagnols, Italiens, Portugais). Les étrangers originaires du Maghreb sont également moins nombreux en 1999 qu'en 1990 quelle que soit leur nationalité.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. La proportion de personnes qui ont entre 20 et 40 ans est de 34,5 % pour la population étrangère; elle est de 29,6 % pour la population totale. En revanche, 16,4% des étrangers ont 60 ans ou plus contre 21,3 % pour la population totale.

Les immigrés sont au nombre de 4 308 527 en 1999, 2 753 588 sont étrangers, les 1 554 939 autres étant français par acquisition.

La structure par âge de la population immigrée diffère de celle de l'ensemble de la population. Les jeunes sont peu nombreux, puisque, par définition, les immigrés ne naissent pas en France. Les moins de 20 ans représentent le quart de l'ensemble de la population et 8 % seulement de la population immigrée. La moitié des immigrés ont entre 30 et 55 ans, contre un tiers de l'ensemble des résidents. Un quart de la population immigrée a plus de 60 ans. Cette proportion n'est que d'un cinquième dans l'ensemble de la population.

Depuis 1975 l'écart, entre le nombre d'hommes et de femmes parmi les immigrés se réduit : les femmes immigrées sont en 1999 aussi nombreuses que les hommes.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

En ce qui concerne les actes juridiques, la législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, a modifié les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui de la Justice; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concerne les jeunes étrangers nés en France relève du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Pour les huit mois d'application de cette ancienne législation en 1998, le nombre d'acquisitions de la nationalité française par manifestation de volonté s'est élevé à 25 549.

3. DÉFINITIONS

Acquisition de la nationalité française

a) Pour les jeunes :

Depuis la loi du 16 mars 1998, tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française automatiquement à sa majorité, si à cette date, il a sa résidence en France et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans.

La loi du 16 mars 1998 a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité. Ainsi, sous certaines conditions de résidence, l'enfant mineur né en France de parents étrangers peut devenir français sans attendre sa majorité.

Dès 16 ans, il peut anticiper l'acquisition automatique de la nationalité française par une démarche volontaire et personnelle.

À partir de 13 ans, ses parents peuvent réclamer la nationalité française par déclaration, en son nom et avec son consentement personnel.

b) Pour les majeurs :

● Par décret

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

● Par déclaration de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

— les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil.

— les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

● Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art 21.7 du Code civil).

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n°98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Toutefois, les manifestations de volonté souscrites mais non enregistrées avant le 1er septembre 1998 demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de leur souscription, c'est-à-dire par la loi du 22 juillet 1993. Cette disposition transitoire est importante pour les jeunes ayant manifesté leur volonté de devenir français entre 18 et 21 ans. En effet, ayant passé l'âge de 18 ans, ils ne peuvent plus bénéficier de l'acquisition de plein droit rétablie par la loi du 16 mars 1998.

Nationalité au RP 1999

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);

— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

Les résultats (à paraître) du recensement de 1999 contiendront des données par nationalité détaillée.

Les pays de l'Union européenne en mars 1999 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le champ de l'Union européenne actuelle a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations.

— Ministère de la Justice.

Publications INSEE :

— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE, 1981.

— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/4, *INSEE-Résultats,* n° 217, novembre 1992;

— « Les immigrés et leur famille », *INSEE-Résultats,* n°s 538-539, avril 1997;

— « La population active immigrée en 1982 et 1990 », *INSEE-Résultats,* n° 577, octobre 1997.

INSEE-Première :

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE;

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992;

— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », *INSEE-Première,* n° 217, juillet 1992;

— « La population immigrée. Le résultat d'une longue histoire », *INSEE-Première*, n° 457, mai 1996;

— « Asile politique : 121 000 réfugiés vivent en France », *INSEE-Première*, n° 601, juillet 1998;

— « Recensement de la population 1999, la proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », *INSEE-Première*, n° 748, novembre 2000.

Économie et Statistique :

— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE;

— « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », *Économie et statistique*, n° 299, 1996.

Contours et caractères :

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* INSEE, mai 1994;

— « Les immigrés en France », *Contours et caractères,* INSEE, février 1997.

Données sociales 1996 et 1999, INSEE :

— « Les immigrés vivant hors du cadre familial », « La vie professionnelle des immigrés originaires du Portugal », « Les immigrés et le logement », *Données sociales 1996*, INSEE;

— « Vieillir en France quand on est immigré », A. Mesrine, S. Thave, *Données sociales 1999*, INSEE.

Synthèses :

— « Regards sur l'immigration depuis 1945 », *Synthèses*, n° 30, octobre 1999, INSEE.

Autres publications :

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.

— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages. INSEE, La Documentation française, 1984.

— « La politique de la nationalité en 1998 : données chiffrées et commentaires », Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations ».

— *OMISTAT (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales, 1998.

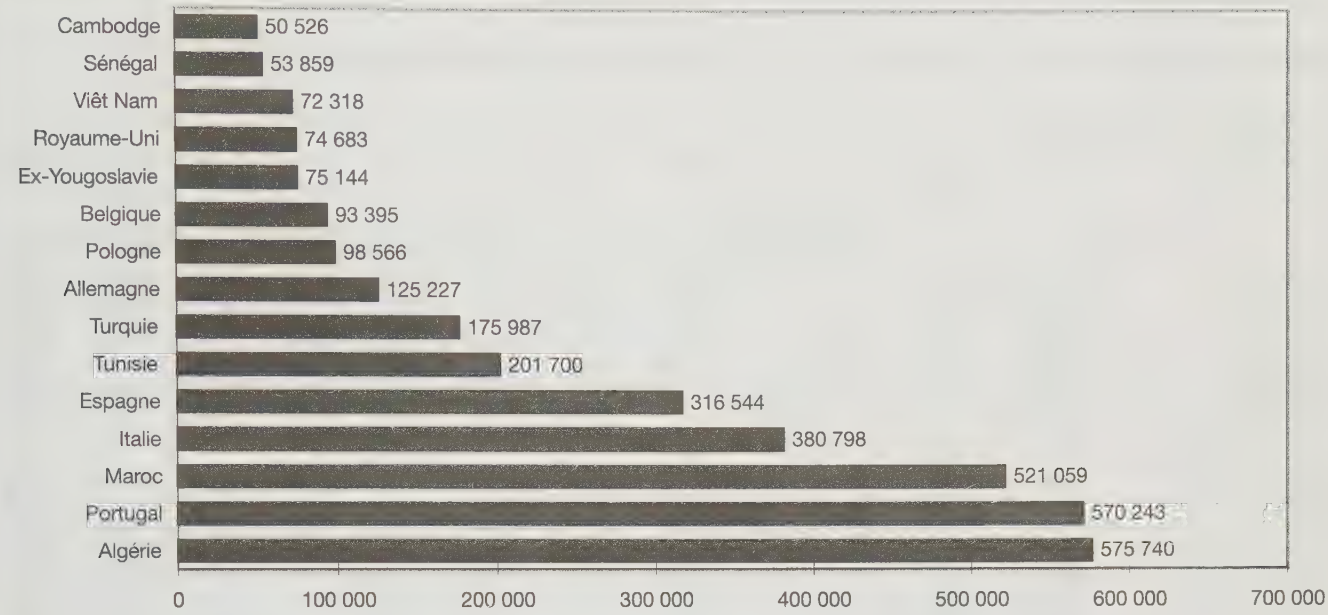
— « Les acquisitions de la nationalité française en 1998 », Études et Statistiques, Justice n° 15. Ministère de la Justice, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, février 2000.

— « Immigration et présence étrangère en France 1997/1998 », A. Lebon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, décembre 1998.

*
* *

GRAPHIQUE B.03

Effectif des immigrés en 1999 suivant les principaux pays de naissance



Source : INSEE, recensement de la population de 1999

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	1975		1982		1990		1999 (2)	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///	**58 520 688**	///
Total étrangers	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**	**3 263 186**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**	**1 334 412**	**40,9**
dont : UE à 15 (1)	1 876 990	54,5	1 602 208	43,1	1 321 529	36,7	1 195 498	36,6
Allemands (ex - RFA)	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5	78 381	2,4
Belges	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6	66 666	2,0
Espagnols	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0	161 762	5,0
Italiens	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0	201 670	6,2
Polonais	93 665	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3	33 758	1,0
Portugais	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1	553 663	17,0
Ex-Yougoslaves	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5	50 543	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7	187 969	5,8
Ex-URSS	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**	**17 249**	**0,5**
Total nationalités d'Afrique	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**	**1 419 758**	**43,5**
Algériens	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1	477 482	14,6
Marocains	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9	504 096	15,4
Tunisiens	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7	154 356	4,7
Autres nationalités d'Afrique	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7	283 824	8,7
Total nationalités d'Amérique	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**	**81 293**	**2,5**
Total nationalités d'Asie	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**	**407 450**	**12,5**
Turcs	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5	208 049	6,4
Autres nationalités	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3	199 401	6,1
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**1 405**	**0,1**	**1 400**	ε	**2 260**	**0,1**	**3 024**	**0,1**

(1) Le champ de l'Union européenne actuelle a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.
(2) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement autentifiés par décret.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1999

Source : INSEE

Âge atteint en 1999	Total	*dont* UE à 15	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs	Autres
Les deux sexes	**3 263 186**	**1 195 498**	**161 762**	**201 670**	**553 663**	**477 482**	**504 096**	**154 356**	**283 824**	**63 371**	**208 049**	**654 913**
0 à 14 ans	**444 328**	103 435	6 302	7 218	59 963	36 727	104 481	31 648	50 180	11 243	53 354	83 212
15 à 24 ans	**360 078**	84 492	7 009	6 743	43 209	36 599	87 208	16 259	43 167	9 392	35 748	74 744
25 à 34 ans	**558 698**	181 861	14 685	15 316	105 035	68 218	75 743	20 659	68 632	10 760	49 666	129 984
35 à 44 ans	**598 855**	216 976	22 905	25 059	113 407	84 969	78 036	30 705	71 460	11 938	28 726	131 650
45 à 54 ans	**544 937**	212 514	22 227	29 272	117 325	93 507	89 846	31 586	33 895	8 195	26 499	92 585
55 à 64 ans	**396 414**	181 502	29 794	38 545	79 153	94 830	49 712	16 502	12 328	4 535	10 584	60 431
65 ans ou plus	**359 876**	214 718	58 840	79 517	35 571	62 632	19 070	6 997	4 162	7 308	3 472	82 307
Sexe masculin	**1 732 288**	**623 026**	**81 153**	**114 399**	**294 746**	**272 911**	**274 899**	**90 551**	**150 908**	**31 585**	**109 790**	**311 346**
0 à 14 ans	**226 952**	52 859	3 214	3 736	30 794	18 682	53 479	16 120	25 027	5 690	27 600	42 610
15 à 24 ans	**176 884**	41 209	3 287	3 345	23 257	18 147	45 704	8 450	19 620	4 790	17 346	32 938
25 à 34 ans	**278 670**	94 557	7 356	8 861	59 114	34 318	40 174	11 258	29 731	6 163	26 505	55 190
35 à 44 ans	**298 402**	113 502	12 959	16 132	59 676	41 000	29 984	16 410	39 390	6 287	15 487	61 077
45 à 54 ans	**306 221**	113 346	11 645	18 836	61 669	48 298	55 436	20 836	24 974	4 075	14 376	46 076
55 à 64 ans	**250 277**	99 890	15 187	23 615	42 794	67 794	36 857	12 680	9 925	2 037	6 725	32 663
65 ans ou plus	**194 882**	107 663	27 505	39 874	17 442	44 672	13 265	4 797	2 241	2 543	1 751	40 792
Sexe féminin	**1 530 898**	**572 472**	**80 609**	**87 271**	**258 917**	**204 571**	**229 197**	**63 805**	**132 916**	**31 786**	**98 259**	**343 567**
0 à 14 ans	**217 376**	50 576	3 088	3 482	29 169	18 045	51 002	15 528	25 153	5 553	25 754	40 602
15 à 24 ans	**183 194**	43 283	3 722	3 398	19 952	18 452	41 504	7 809	23 547	4 602	18 402	41 806
25 à 34 ans	**280 028**	87 304	7 329	6 455	45 921	33 900	35 569	9 401	38 901	4 597	23 161	74 794
35 à 44 ans	**300 453**	103 474	9 946	8 927	53 731	43 969	48 052	14 295	32 070	5 651	13 239	70 573
45 à 54 ans	**238 716**	99 168	10 582	10 436	55 656	45 209	34 410	10 750	8 921	4 120	12 123	46 509
55 à 64 ans	**146 137**	81 612	14 607	14 930	36 359	27 036	12 855	3 822	2 403	2 498	3 859	27 768
65 ans ou plus	**164 994**	107 055	31 335	39 643	18 129	17 960	5 805	2 200	1 921	4 765	1 721	41 515

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Étrangers Total	Étrangers *dont* CEE
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	992 525	11 748	8 664	6 200
Artisans	**850 464**	763 730	35 692	51 042	30 122
Commerçants	**795 706**	721 734	33 208	40 764	12 964
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**176 686**	163 422	6 676	6 588	3 772
Professions libérales	**311 110**	291 226	13 380	6 504	2 932
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1 022 129**	949 108	33 329	39 692	12 656
Cadres d'entreprises	**1 359 823**	1 269 479	43 044	47 300	24 232
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1 984 939**	1 901 796	45 225	37 918	13 745
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1 392 225**	1 304 969	43 652	43 604	20 900
Techniciens	**762 430**	719 389	22 424	20 617	9 081
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574 378**	528 714	21 252	24 412	16 696
Employés de la fonction publique	**2 411 670**	2 296 418	67 616	47 636	18 180
Employés administratifs d'entreprises	**2 343 544**	2 199 715	75 148	68 681	28 492
Employés de commerce	**968 749**	887 633	36 508	44 608	18 816
Personnel des services directs aux particuliers	**1 188 837**	993 272	52 852	142 713	77 825
Ouvriers qualifiés	**4 273 230**	3 697 190	153 258	422 782	188 555
Ouvriers non qualifiés	**3 068 065**	2 486 527	108 787	472 751	171 068
Ouvriers agricoles	**282 048**	232 000	7 144	42 904	15 576
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**276 266**	213 985	11 645	50 636	6 412
Inactifs divers	**231 475**	226 884	4 218	373	171
Total	**25 286 711**	22 839 716	826 806	1 620 189	678 395

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe

Année 2000

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 2000)

Activité économique regroupée	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**30 052**	**9,2**	24 268	10,4	5 784	6,2
Industries agricoles et alimentaires	**20 513**	**3,7**	14 740	4,2	5 773	2,7
Industrie des biens de consommation	**43 320**	**5,9**	21 201	5,7	22 119	6,2
Industrie automobile	**23 664**	**8,3**	21 901	9,1	1 763	3,8
Industrie des biens d'équipement	**29 796**	**3,7**	24 465	3,8	5 331	3,3
Industrie des biens intermédiaires	**89 799**	**6,1**	73 714	6,6	16 085	4,4
Énergie	**2 671**	**1,2**	2 671	1,5	–	–
Construction	**172 952**	**15,1**	169 796	16,4	3 156	2,9
Commerce	**118 603**	**4,6**	71 826	5,2	46 777	3,9
Transports	**42 401**	**4,4**	36 512	4,9	5 889	2,9
Activités financières	**11 111**	**1,6**	7 461	2,4	3 650	1,0
Activités immobilières	**32 266**	**11,7**	10 395	9,4	21 871	13,2
Services aux entreprises	**186 528**	**6,9**	115 739	7,4	70 789	6,3
Services aux particuliers	**184 831**	**11,3**	66 369	12,1	118 462	10,8
Éducation, santé, action sociale	**91 005**	**2,3**	27 345	2,6	63 660	2,2
Administrations	**44 914**	**1,8**	20 586	1,5	24 328	2,0
Activité indéterminée	**686**	**10,0**	257	8,7	429	10,9
Total	**1 125 112**	**5,4**	**709 246**	**6,3**	**415 866**	**4,3**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs
Nombre total de familles	**15 391 088**	**1 000 056**	**470 212**	**81 608**	**112 820**	**216 132**	**166 832**	**110 352**	**47 908**	**33 880**	**24 972**	**40 844**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8 635 556**	405 576	250 396	54 372	76 352	82 204	49 264	21 744	10 140	6 996	7 916	7 496
1 enfant	**3 095 560**	205 524	103 620	13 904	17 668	61 752	32 400	16 316	8 704	7 376	4 948	8 032
2 enfants	**2 448 208**	172 912	81 312	9 196	12 880	50 928	28 464	16 404	9 168	6 184	4 452	8 512
3 enfants	**900 972**	106 500	28 064	3 344	4 744	17 184	24 140	19 748	9 692	5 008	3 900	8 548
4 enfants ou plus	**310 792**	108 544	6 820	792	1 176	4 064	32 564	36 140	8 316	8 316	3 756	8 256
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12 089 972**	**1 391 440**	**379 788**	**45 808**	**62 732**	**232 588**	**318 308**	**280 460**	**103 440**	**78 976**	**43 580**	**88 092**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ministère de la Justice

	1988		1995		1996		1997		1998	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	26 961	49,7	40 867	44,2	58 098	52,9	60 485	52,1	58 123	47,0
dont : enfants mineurs	7 948	14,6	12 041	13,0	16 923	15,4	18 471	15,9	17 673	14,3
Acquisitions par déclaration (1)	27 338	50,3	21 017	22,7	21 880	19,9	23 191	20,0	23 789	19,2
Total acquisitions	**54 299**	100,0	**61 884**	67,0	**79 978**	72,8	**83 676**	72,0	**81 912 (2)**	79,4
Par manifestation de volonté	///	///	30 526	33,0	29 845	27,2	32 518	28,0	25 549	20,6
Total	///	///	**92 410**	100,0	**109 823**	100,0	**116 194**	100,0	**107 461 (2)**	100,0

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.
(2) Ce total ne comprend pas les acquisitions sans formalité et les acquisitions par anticipation rétablies par la loi du 16 mars 1998, et estimées respectivement à 4 000 et 12 300. En effet, la loi du 16 mars 1998 a supprimé la procédure de manifestation de volonté à compter du 1er septembre 1998 (cf. Méthodologie); par ailleurs, elle rétablit l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité pour les jeunes étrangers nés en France de parents étrangers. Cette loi a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité, à partir de 13 ans (cf. Définitions).

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	1988	1996	1996 avec enfants mineurs	1997	1997 avec enfants mineurs	1998	1998 avec enfants mineurs
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**7 210**	**5 880**	**7 756**	**6 338**	**8 532**	**5 867**	**7 889**
UE (à 15)	**5 824**	**3 557** *r*	**4 719** *r*	**3 799** *r*	**5 143** *r*	**3 326**	**4 465**
dont : Belges	148	121	141	121	169	132	176
Britanniques	83	105	128	98	124	72	89
Espagnols	1 300	403	505	414	505	318	394
Italiens	989	501	627	555	693	484	584
Portugais	3 119	2 296	3 169	2 496	3 514	2 213	3 079
Hors UE	**1 368**	**2 336**	**3 059**	**2 545**	**3 396**	**2 541**	**3 424**
dont : Polonais	673	607	838	630	864	602	844
Roumains	164	402	516	590	774	626	831
Ex-Yougoslaves	388	1 109	1 438	970	1 264	952	1 263
Nationalités d'Afrique	**5 599**	**23 492**	**32 435**	**24 124**	**34 059**	**23 850**	**33 646**
dont : Algériens	2 038	8 934	9 743	8 786	9 711	8 141	9 087
Marocains	1 634	8 117	12 901	8 427	13 525	8 694	13 356
Mauriciens	542	261	384	255	378	277	417
Togolais	163	216	292	248	364	201	279
Tunisiens	715	2 605	4 297	2 611	4 437	2 699	4 703
Nationalités d'Amérique	**519**	**1 389**	**2 175**	**1 311**	**2 124**	**1 268**	**1 982**
dont : Chiliens	114	189	244	172	233	135	168
Haïtiens	161	618	1 112	563	1 049	541	1 012
Nationalités d'Asie / Océanie	**5 697**	**10 237**	**15 300**	**10 028**	**15 238**	**9 192**	**14 139**
dont : Cambodgiens	1 224	1 706	2 759	1 642	2 679	1 340	2 215
Chinois	130	355	465	383	501	360	511
Iraniens	163	630	778	683	846	573	746
Laotiens	1 123	897	1 530	821	1 422	716	1 223
Libanais	563	1 520	2 072	1 311	1 777	1 012	1 405
Syriens	111	290	417	216	319	165	268
Turcs	407	1 922	3 192	2 221	3 700	2 589	4 228
Vietnamiens	1 632	1 822	2 497	1 558	2 137	1 372	1 879
Ex-Soviétiques	**40**	**124**	**150**	**170**	**228**	**209**	**283**
Diverses ou non précisées	**28**	**53**	**282**	**43**	**304**	**64**	**184**
Total	**19 093**	**41 175**	**58 098**	**42 014**	**60 485**	**40 450**	**58 123**

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Caractéristiques individuelles	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**387 034**	**24 992**	**189 187**	**12 516**	**197 847**	**12 476**
0 à 14 ans	**96 353**	**5 116**	48 709	2 523	47 644	2 593
15 à 24 ans	**78 080**	**4 163**	39 130	1 915	38 950	2 248
25 à 39 ans	**95 151**	**10 839**	46 779	5 446	48 372	5 393
40 à 59 ans	**72 036**	**4 227**	34 697	2 303	37 339	1 924
60 ans ou plus	**45 414**	**647**	19 872	329	25 542	318
Activité						
Actifs ayant un emploi	**117 516**	**10 201**	68 258	6 403	49 258	3 798
Salariés	**93 809**	**8 174**	49 795	5 086	44 014	3 088
Non-salariés	**23 707**	**2 027**	18 463	1 317	5 244	710
Chômeurs	**53 553**	**4 947**	24 325	2 203	29 228	2 744
GUYANE						
Population totale	**114 808**	**34 002**	**59 799**	**18 631**	**55 009**	**15 371**
0 à 14 ans	**38 311**	**8 769**	19 473	4 477	18 838	4 292
15 à 24 ans	**20 555**	**6 270**	10 593	3 275	9 962	2 995
25 à 39 ans	**30 303**	**11 395**	16 061	6 363	14 242	5 032
40 à 59 ans	**18 868**	**6 261**	10 348	3 746	8 520	2 515
60 ans ou plus	**6 771**	**1 307**	3 324	770	3 447	537
Activité						
Actifs ayant un emploi	**36 584**	**9 975**	23 430	7 692	13 154	2 283
Salariés	**30 173**	**7 560**	19 296	6 293	10 877	1 267
Non-salariés	**6 411**	**2 415**	4 134	1 399	2 277	1 016
Chômeurs	**11 812**	**5 872**	6 333	3 446	5 479	2 426
MARTINIQUE						
Population totale	**359 579**	**3 133**	**173 878**	**1 613**	**185 701**	**1 520**
0 à 14 ans	**82 989**	**398**	42 113	203	40 876	195
15 à 24 ans	**69 794**	**413**	35 197	200	34 597	213
25 à 39 ans	**86 980**	**1 341**	42 033	672	44 947	669
40 à 59 ans	**69 509**	**823**	32 703	459	36 806	364
60 ans ou plus	**50 307**	**158**	21 832	79	28 475	79
Activité						
Actifs ayant un emploi	**110 117**	**1 328**	60 137	897	49 980	431
Salariés	**94 356**	**934**	48 054	610	46 302	324
Non-salariés	**15 761**	**394**	12 083	287	3 678	107
Chômeurs	**52 967**	**627**	24 628	259	28 339	368
RÉUNION						
Population totale	**597 828**	**2 251**	**294 256**	**1 078**	**303 572**	**1 173**
0 à 14 ans	**176 608**	**270**	89 177	140	87 431	130
15 à 24 ans	**120 647**	**432**	60 085	197	60 562	235
25 à 39 ans	**146 174**	**894**	72 220	393	73 954	501
40 à 59 ans	**103 003**	**455**	51 076	248	51 927	207
60 ans ou plus	**51 396**	**200**	21 698	100	29 698	100
Activité						
Actifs ayant un emploi	**146 253**	**592**	90 526	431	55 727	161
Salariés	**124 044**	**462**	72 597	332	51 447	130
Non-salariés	**22 209**	**130**	17 929	99	4 280	31
Chômeurs	**86 108**	**398**	45 889	177	40 219	221

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999

Source : INSEE (Recensement de la population)

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale (1)	**58 520 688**	**2 355 290**	**28 419 419**	**1 088 369**	**30 101 269**	**1 266 921**
Total immigrés	**4 308 527**	**1 554 939**	**2 167 936**	**706 952**	**2 140 591**	**847 987**
Total pays d'Europe	**1 909 275**	**760 324**	**893 616**	**307 409**	**1 015 659**	**452 915**
dont : UE à 15	1 631 329	612 767	774 146	249 904	857 183	362 863
Allemagne	125 227	50 170	48 127	13 475	77 100	36 695
Belgique	93 395	33 664	39 070	10 083	54 325	23 581
Espagne	316 544	172 505	143 275	72 593	173 269	99 912
Italie	380 798	210 529	186 863	91 076	193 935	119 453
Pologne	98 566	68 441	34 342	23 055	64 224	45 386
Portugal	570 243	115 755	292 867	53 224	277 376	62 531
Ex-Yougoslavie	75 144	29 282	38 092	14 609	37 052	14 673
Autres pays d'Europe (sauf ex-URSS)	249 358	79 978	110 980	29 294	138 378	50 684
Ex-URSS	**32 323**	**15 441**	**12 120**	**5 081**	**20 203**	**10 360**
Total pays d'Afrique	**1 692 110**	**510 738**	**929 173**	**263 027**	**762 937**	**247 711**
Algérie	575 740	156 856	323 092	81 341	252 648	75 515
Maroc	521 059	133 405	283 940	68 633	237 119	64 772
Tunisie	201 700	80 987	116 232	43 075	85 468	37 912
Autres pays d'Afrique	393 611	139 490	205 909	69 978	187 702	69 512
Total pays d'Amérique	**127 343**	**50 150**	**55 745**	**21 419**	**71 598**	**28 731**
Total pays d'Asie	**543 326**	**217 270**	**275 421**	**109 608**	**267 905**	**107 662**
Turquie	175 987	26 759	93 383	14 280	82 604	12 479
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	159 552	109 234	78 476	53 696	81 076	55 538
Autres pays d'Asie	207 787	81 277	103 562	41 632	104 225	39 645
Océanie	**4 150**	**1 016**	**1 861**	**408**	**2 289**	**608**

(1) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1999 selon le pays de naissance

Source : INSEE (Recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Les deux sexes	**4 308 527**	**1 631 329**	**316 544**	**380 798**	**570 243**	**575 740**	**521 059**	**201 700**	**393 611**	**159 552**	**175 987**	**1 013 293**
0 à 14 ans	**186 695**	39 494	2 527	2 713	12 742	22 404	21 518	5 318	27 609	7 407	9 283	75 174
15 à 24 ans	**364 974**	59 119	5 007	4 222	21 265	40 558	75 760	11 622	58 235	13 803	31 198	103 304
25 à 34 ans	**697 457**	186 010	15 137	13 112	107 523	89 560	98 011	25 458	95 383	35 426	53 231	164 616
35 à 44 ans	**875 179**	295 973	50 632	35 295	148 454	108 201	112 988	45 930	112 287	39 733	32 347	189 312
45 à 54 ans	**828 535**	322 712	53 903	64 804	143 691	118 124	116 210	49 925	63 649	30 395	28 898	158 936
55 à 64 ans	**588 487**	274 612	58 198	72 113	92 353	113 491	63 000	30 692	23 999	14 524	11 445	108 672
65 ans ou plus	**767 200**	453 409	131 140	188 539	44 215	83 402	33 572	32 755	12 449	18 264	9 585	213 279
Sexe masculin	**2 167 936**	**774 146**	**143 275**	**186 863**	**292 867**	**323 092**	**283 940**	**116 232**	**205 909**	**78 476**	**93 383**	**443 899**
0 à 14 ans	**94 895**	20 136	1 292	1 385	6 565	11 431	11 466	2 738	13 529	3 221	4 838	38 430
15 à 24 ans	**175 763**	26 729	2 161	2 045	10 627	20 119	39 320	6 120	26 795	6 929	14 924	46 723
25 à 34 ans	**333 137**	89 217	6 551	6 774	55 210	43 576	49 500	13 598	41 590	18 136	28 193	70 009
35 à 44 ans	**424 678**	144 304	24 956	19 098	74 070	51 305	48 384	24 699	58 660	20 080	17 861	85 565
45 à 54 ans	**445 837**	161 195	25 482	34 865	75 544	61 789	71 107	31 862	41 893	15 707	16 042	71 546
55 à 64 ans	**339 422**	135 826	25 904	38 827	49 267	78 876	44 147	20 539	17 127	7 367	7 239	50 129
65 ans ou plus	**354 204**	196 739	56 929	83 869	21 584	55 996	20 016	16 676	6 315	7 036	4 286	81 497
Sexe féminin	**2 140 591**	**857 183**	**173 269**	**193 935**	**277 376**	**252 648**	**237 119**	**85 468**	**187 702**	**81 076**	**82 604**	**569 394**
0 à 14 ans	**91 800**	19 358	1 235	1 328	6 177	10 973	10 052	2 580	14 080	4 186	4 445	36 744
15 à 24 ans	**189 211**	32 390	2 846	2 177	10 638	20 439	36 440	5 502	31 440	6 874	16 274	56 581
25 à 34 ans	**364 320**	96 793	8 586	6 338	52 313	45 984	48 511	11 860	53 793	17 290	25 038	94 607
35 à 44 ans	**450 501**	151 669	25 676	16 197	74 384	56 896	64 604	21 231	53 627	19 653	14 486	103 747
45 à 54 ans	**382 698**	161 517	28 421	29 939	68 147	56 335	45 103	18 063	21 756	14 688	12 856	87 390
55 à 64 ans	**249 065**	138 786	32 294	33 286	43 086	34 615	18 853	10 153	6 872	7 157	4 206	58 543
65 ans ou plus	**412 996**	256 670	74 211	104 670	22 631	27 406	13 556	16 079	6 134	11 228	5 299	131 782

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.

1A. Nombre de ménages lors des recensements.

1B. Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence.

2. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.

3. Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

4. Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990.

5. Familles selon le type, la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.

6. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990. DOM.

7. Structure des ménages au recensement de 1990. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats du recensement de la population de 1999, la France métropolitaine compte 23,8 millions de ménages, soit une augmentation de 9 % depuis 1990. Cette croissance de plus de 250 000 ménages par an est plus rapide qu'à la fin des années quatre-vingts pendant lesquelles elle n'était que de 220 000 ménages par an en moyenne.

Selon les résultats du recensement de la population de 1999, la part des ménages composés d'une seule personne croît de près de quatre points entre 1990 et 1999 passant respectivement de 27,1 % à 31,0 %. Ainsi, 7,4 millions de personnes habitent seules dans leur logement, soit 12,6 % de la population. Le développement de ce mode de vie confirme la tendance amorcée dans les années soixante.

Les résultats du recensement de la population de 1999 ont, par ailleurs, donné les résultats suivants : la taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,8 occupants en 1861, il n'en compte plus que 3,1 en 1968, 2,6 en 1990 et 2,4 en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1999 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « Logement »). La famille peut être constituée soit d'un couple et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale). Elle contient donc au moins deux personnes.

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, mais il doit être célibataire et n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage, avec lesquels il formerait alors une famille.

L'enfant de la famille peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Depuis le recensement de 1990, il n'y a plus de limite d'âge pour être « enfant de la famille », alors qu'aux recensements précédents l'enfant est âgé au maximum de 24 ans.

Un individu hors famille est dit « isolé » du ménage.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est entièrement constitué d'isolés.

Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés).

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit parmi les hommes concernés le plus âgé des actifs ou, à défaut d'actif, le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage, à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée du recensement de 1990

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif ayant un emploi-autres).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

INSEE-Résultats, série Démographie-Société :

— « La structure des ménages par région et département », n° 35, septembre 1994.

INSEE-Première :

— « Les étapes de la vie familiale », n° 278, septembre 1993;

— « Le mariage en déclin, la vie en couple aussi », n° 392, juillet 1995;

— « Femme au foyer : un modèle qui disparaît », n° 403, septembre 1995;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Vivre sous le même toit - Modèles familiaux dans l'Union européenne », n° 493, octobre 1996;

— « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997;

— « Les familles monoparentales dans l'Union européenne : un phénomène qui prend de l'ampleur », n° 620, décembre 1998;

— « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999;

— « Famille, je vous aide », n° 631, février 1999;

— « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999;

— « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999;

— « Le départ des enfants : satisfaction et désarroi des parents », n° 676, octobre 1999;

— « Vivre seul, sentiment de solitude et isolement relationnel », n° 678, octobre 1999.

— « Accession à la propriété : le régime de croisière ? », n° 718, juin 2000;

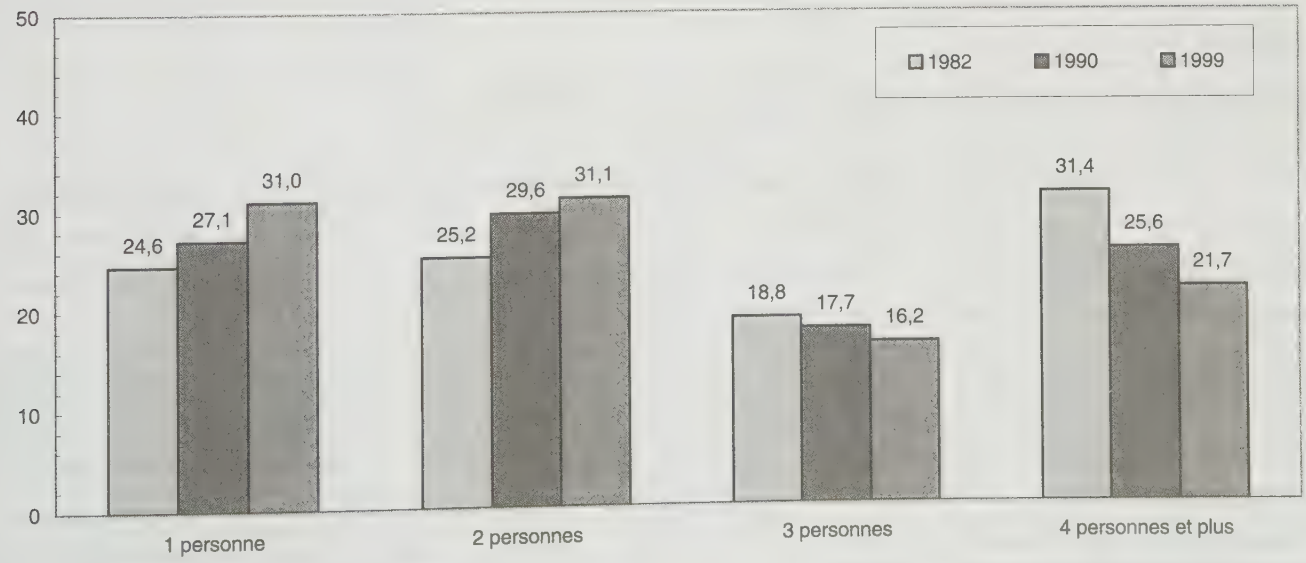
— « Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000.

*
* *

GRAPHIQUE B.04

Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999

En %



Source : INSEE (Recensements de la population)

TABLEAU B.04-1A

Nombre de ménages lors des recensements

Source : INSEE (Division « Recensements de la population ») — *Unité* : millier

	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Nombre de ménages	14 588 931	15 762 508	17 744 985	19 588 924	21 542 152	23 810 161

TABLEAU B.04-1B

Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence (1)

Source : INSEE (enquêtes Emploi 1998 et 1990) — *Unité* : %

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	Total	Répartition des ménages 1998	1990
Seul et veuf	0,2	16,6	83,2	**100**	11,6	11,5
Seul et divorcé	17,3	59,2	23,5	**100**	5,4	3,6
Seul et célibataire	58,4	26,4	15,2	**100**	13,4	11,0
Personnes seules	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**30,4**	**26,1**
Familles monoparentales	32,5	53,0	14,6	**100**	7,3	6,7
Personnes seules + familles monoparentales	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**37,7**	**32,8**
Couple sans enfant	21,0	39,6	39,4	**100**	26,8	26,2
Couple avec enfant(s)	42,6	53,9	3,5	**100**	33,5	38,5
Plus d'une personne. sans famille	37,4	34,8	27,9	**100**	2,0	2,5
Total	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**n.s. (2)**	**100,0**	**100,0**

(1) Lecture : 58,4 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans. Les célibataires vivant seuls en 1998 représentent 13,4 % des ménages contre 11,0 % en 1990.
(2) n.s. : non significatif.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1982	1990	1999
Ensemble des ménages	**19 588 924**	**21 542 152**	**23 810 161**
Nombre de personnes :			
1	4 811 476	5 845 140	7 380 512
2	5 591 208	6 368 948	7 414 525
3	3 679 188	3 821 700	3 850 077
4	3 172 216	3 371 484	3 277 099
5	1 440 324	1 439 144	1 321 235
6 ou plus	894 512	695 736	566 713
Nombre total de personnes	52 987 260	55 396 580	57 226 208
Nombre moyen de personnes par ménage	2,70	2,57	2,40

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52 599 430**	**25 744 475**	**26 854 955**	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**
Population des ménages	51 151 300	24 942 370	26 208 930	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588
Population non réintégrée	50 150 270	24 228 820	25 921 450	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416
Population réintégrée	1 001 030	713 550	287 480	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172
dont : Elèves internes	642 910	383 060	259 850	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968
Militaires	307 450	298 950	8 500	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204
Population des collectivités	1 154 005	600 030	553 975	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972
Foyers de travailleurs	264 810	237 370	27 440	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127 520	69 580	57 940	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792
Maisons de retraite, hospices	356 965	121 350	235 615	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056
Hospitalisation longue durée	173 100	87 225	85 875	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832
Communautés religieuses	104 330	19 495	84 835	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324
Autres collectivités	127 280	65 010	62 270	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	163 940	95 870	68 070	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960
Population non réintégrée des établissements	130 185	106 205	23 980	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	**Ensemble**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ensemble des ménages	**21 542 152**	**874 036**	**1 811 904**	**4 410 532**	**4 050 376**	**3 293 588**	**4 410 584**	**2 691 132**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2 171 364**	217 844	299 600	428 628	302 760	263 824	375 352	283 356
femme	**3 673 776**	250 252	244 384	283 872	218 624	334 980	1 074 292	1 267 372
Autre ménage sans famille	**443 148**	68 664	47 132	62 512	54 904	63 268	63 044	83 624
Famille principale monoparentale :	**1 551 824**	34 452	90 300	366 244	424 280	258 240	227 124	151 184
Homme avec enfant(s)	**225 924**	648	3 340	31 032	72 836	53 288	40 392	24 388
Femme avec enfant(s)	**1 325 900**	33 804	86 960	335 212	351 444	204 952	186 732	126 796
Famille principale comprenant un couple :	**13 702 040**	302 824	1 130 488	3 269 276	3 049 808	2 373 276	2 670 772	905 596
Homme et femme actifs	**6 935 276**	229 176	903 016	2 393 808	2 119 740	1 150 392	135 500	3 644
Homme actif et femme inactive	**2 924 320**	47 344	205 340	838 564	874 876	791 200	160 632	6 364
Homme inactif et femme active	**591 076**	11 224	14 008	22 512	30 512	155 260	344 352	13 208
Homme et femme inactifs	**3 251 368**	15 080	8 124	14 392	24 680	276 424	2 030 288	882 380

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**15 391 088**	**6 484 272**	**3 667 508**	**3 344 508**	**1 348 936**	**545 864**	**2 331 108**	**2 242 448**	**3 825 444**	**3 690 972**	**4 832 748**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1 601 704**	**426 260**	**683 788**	**336 080**	**107 868**	**47 708**	**159 212**	**185 292**	**368 696**	**433 336**	**751 312**
Homme actif	**159 804**	19 316	88 748	37 228	10 620	3 892	6 440	12 676	33 896	53 284	106 436
Homme inactif	**72 996**	51 432	15 812	3 920	1 040	792	416	564	1 708	4 220	23 592
Femme active	**907 952**	64 456	487 800	255 680	74 496	25 520	110 784	143 892	285 696	320 168	475 552
Femme inactive	**460 952**	291 056	91 428	39 252	21 712	17 504	41 572	28 160	47 396	55 664	145 732
Familles comprenant un couple :	**13 789 384**	**6 058 012**	**2 983 720**	**3 008 428**	**1 241 068**	**498 156**	**2 171 896**	**2 057 156**	**3 456 748**	**3 257 636**	**4 081 436**
Homme et femme actifs	**6 956 572**	1 940 296	2 087 528	2 149 012	630 360	149 376	1 363 556	1 268 696	2 088 596	1 980 736	2 228 284
Homme actif et femme inactive	**2 933 384**	683 240	599 660	762 260	571 620	316 604	774 232	756 112	1 297 240	1 150 632	1 349 512
Homme inactif et femme active	**599 312**	424 064	110 660	42 732	14 580	7 276	16 368	14 396	30 120	48 676	163 652
Homme et femme inactifs	**3 300 116**	3 010 412	185 872	54 424	24 508	24 900	17 740	17 952	40 792	77 592	339 988
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**480 860**	150 212	119 668	129 420	61 476	20 084	68 580	70 244	132 504	148 332	230 672
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 094 644**	309 236	316 248	323 980	111 360	33 820	151 328	161 576	318 460	350 404	468 736
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 611 408**	413 656	448 496	515 580	188 356	45 320	303 116	292 692	521 656	522 064	599 076
4. Professions intermédiaires	**2 203 768**	552 308	691 328	694 612	219 640	45 880	405 492	395 872	690 728	660 288	785 140
5. Employés	**1 476 544**	307 348	546 960	422 304	152 560	47 372	297 956	293 556	480 144	438 712	549 932
6. Ouvriers	**4 054 456**	964 100	1 128 892	1 111 600	550 120	299 744	1 016 176	958 204	1 550 876	1 376 036	1 516 392
7. Retraités	**3 886 448**	3 508 412	273 692	67 012	21 272	16 060	7 100	8 640	26 860	72 732	435 272
8. Autres sans activité professionnelle	**582 960**	279 000	142 224	80 000	44 152	37 584	81 360	61 664	104 216	122 404	247 528

TABLEAU B.04-6

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Ensemble des ménages	**76 752**	**85 629**	**112 478**	**15 647**	**21 063**	**33 285**	**76 135**	**82 265**	**106 536**	**103 962**	**120 861**	**157 853**
Nombre de personnes :												
1	16 202	17 746	22 265	4 186	5 138	7 300	16 230	16 982	22 790	14 325	13 874	20 481
2	12 315	14 775	22 077	2 829	4 399	6 701	11 342	14 932	21 293	15 420	17 954	26 477
3	9 561	12 511	19 987	2 233	3 431	5 731	9 618	12 635	18 572	14 776	20 037	30 229
4	9 264	12 374	19 238	2 043	2 902	5 153	8 999	12 868	18 070	14 561	21 979	32 171
5	7 562	9 502	12 807	1 449	1 914	3 422	7 611	9 673	11 423	11 916	16 611	21 817
6 ou plus	21 848	18 721	16 104	2 907	3 279	4 978	22 355	18 175	14 388	32 964	30 406	26 678
Nombre total de personnes	**320 678**	**323 400**	**383 627**	**54 415**	**70 241**	**112 953**	**321 323**	**321 811**	**355 498**	**475 532**	**509 232**	**593 684**
Nombre moyen de personnes par ménage	**4,2**	**3,7**	**3,4**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**4,2**	**3,7**	**3,3**	**4,6**	**4,2**	**3,8**

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**112 478**	**106 536**	**33 285**	**157 853**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22 265	22 790	7 300	20 481
Homme	12 165	12 375	4 888	11 044
Femme	10 100	10 415	2 412	9 437
Autre ménage sans famille	6 569	5 311	2 664	5 648
Famille principale monoparentale :	24 033	23 608	6 094	26 859
Homme + enfant(s)	3 589	3 185	1 274	4 192
Femme + enfant(s)	20 444	20 423	4 820	22 667
Famille principale comprenant un couple :	59 611	54 827	17 227	104 865
Homme et femme actifs	31 707	30 381	9 106	45 335
Homme actif et femme inactive	15 342	11 048	5 944	39 259
Homme inactif et femme active	2 660	2 899	461	4 070
Homme et femme inactifs	9 902	10 499	1 716	16 201
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	4 355	2 367	1 667	6 703
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	11 620	8 317	2 512	8 489
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	5 572	6 126	2 233	7 870
4. Professions intermédiaires	9 523	10 291	3 995	13 206
5. Employés	20 884	19 651	5 492	34 022
6. Ouvriers	25 220	23 696	9 761	47 906
7. Retraités	23 277	25 339	3 142	23 211
8. Autres sans activité professionnelle	12 027	10 749	4 483	26 446

C

Emploi, revenus et salaires

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Pyramide des âges de la population au chômage en mars 2000.

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2. Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population résidente salariée au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.

8A. Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée, le statut et le type d'horaire de travail.

8B. Actifs occupés à temps partiel.

9. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
10. Intérim et contrats à durée déterminée.
11. Indicateurs du marché du travail.
12. Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe.
13. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, des exploitants publics « La Poste » et « France Télécom », par statut.
14. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
15. Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France Télécom par catégorie statutaire et sexe.
16. Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
17. Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle.
18. Évolution de la dépense pour l'emploi.
19. Effectifs de la fonction publique territoriale.
20. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
21. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le département de « l'Emploi et des Revenus d'activité » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La reprise de l'emploi, amorcée en 1997, s'accélère. Entre janvier 1999 et mars 2000, le nombre de personnes ayant un emploi augmente de 600 000, soit plus que pendant les deux années précédentes (+ 550 000 entre mars 1997 et janvier 1999). Un tel accroissement ne s'est jamais rencontré depuis que l'enquête emploi existe (1950). Cette très forte hausse de l'emploi entraîne celle du taux d'emploi, qui passe de 48,2 % à 49,3 % en quatorze mois. La hausse de l'emploi profite autant aux femmes qu'aux hommes. En revanche, elle bénéficie davantage aux 15-24 ans qu'à leurs ainés : leur taux d'emploi se hisse de 2,5 points à 23,3 % alors que celui des 25-49 ans augmente de 1,4 point à 78,7 % et celui des plus âgés de 0,6 point à 27,1 %.

L'emploi salarié augmente de 710 000 personnes entre janvier 1999 et mars 2000, soit + 3,5 %. En effectifs, plus de la moitié de la hausse correspond à de nouveaux emplois stables du privé : + 430 000 contrats à durée indéterminée. Les effectifs du secteur public augmentent de 50 000 personnes, malgré l'érosion des effectifs du contingent qui passent de 110 000 à 85 000 avec la suppression progressive du service national. Cependant, la hausse est plus importante pour les intérimaires et les titulaires de contrats à durée déterminée (+ 23 % et + 9 %) . Ainsi, la part des emplois à durée limitée (intérim, CDD, apprentissage ou contrat aidé) parmi les emplois salariés augmente de 0,8 point, passant à 10,9 %.

La reprise de l'emploi entre janvier 1999 et mars 2000 bénéficie à tous les groupes sociaux salariés, les ouvriers en tête. Le nombre d'ouvriers ayant un emploi augmente de 305 000, soit + 5,1 %. Le nombre de cadres au travail augmente de 4,4 %, celui des employés de 2,7 %, et celui des professions intermédiaires de 2,4 %. En revanche, chez les non-salariés, les agriculteurs sont 35 000 de moins, et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont 70 000 de moins. La baisse de l'emploi non-salarié s'accentue : - 105 000 non-salariés en quatorze mois contre - 65 000 par an entre 1995 et 1998. En particulier, les aides familiaux ne sont plus que 300 000 contre 600 000, il y a dix ans.

La hausse des emplois à temps complet est supérieure à celle des emplois à temps partiel. Ainsi, après avoir augmenté depuis des années, la proportion d'actifs occupés à temps partiel baisse de 17,2 à 16,8 % entre janvier 1999 et mars 2000.

Durant la même période, le nombre d'emplois dans le tertiaire augmente fortement (+ 525 000). Cela représente une hausse de 3,2 %. Par conséquent, la part des emplois du tertiaire parmi l'ensemble des secteurs s'élève à 71,3 % contre 70,9 % en janvier 1999. Le secteur de la construction est également très dynamique avec une hausse de ses effectifs de 3,3 % (+ 45 000). En revanche, les parts de l'agriculture et de l'industrie diminuent car les effectifs se stabilisent (agriculture) ou augmentent moins vite que la moyenne (industrie).

Entre janvier 1999 et mars 2000, le nombre d'actifs augmente de 170 000, pour atteindre 26 150 000 personnes. Le taux d'activité augmente de 0,1 point à 54,8 %. Le taux d'activité des femmes se rapproche de celui des hommes; le premier augmente de 0,2 point à 48,1 %, alors que le second reste stable à 62,0 %. Le taux d'activité s'accroît beaucoup plus pour les 15-24 ans, + 1,6 point pour les femmes et 0,6 pour les hommes.

Le chômage recule nettement entre mars 1998 et mars 2000, retrouvant son niveau de 1992 (10 %). C'est chez les ouvriers que le risque de chômage diminue le plus; le taux de chômage passe de 15,1 % en janvier 1999 à 12,4 % en mars 2000, rejoignant ainsi celui des employés. Chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, le taux de chômage recule à 3,7 %; il est identique à celui enregistré pour les professions intermédiaires.

Les personnes au chômage depuis plus d'un an restent dans une situation plus difficile. Certes , ils sont 115 000 de moins qu'en janvier 1999 mais cette baisse est moins importante que celle du nombre total de chômeurs (- 10 % contre - 14 %), et leur poids parmi l'ensemble des chômeurs s'accroît. En mars 2000, ils représentent 40 % des chômeurs contre 38 % en janvier 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population.

L'UNEDIC établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

— statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi et la Solidarité, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (ACEMO); elles permettent à l'INSEE d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation.

— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors

que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête annuelle sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;

— être disponible pour travailler;

— rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'UNEDIC et par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégories socio-professionnelles.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, (en janvier pour 1990 et 1999) ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe,...;

— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (enquêtes ACEMO) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

● Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;

— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;

— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

● Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.

● Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère de l'Emploi et de la Solidarité ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi et de la Solidarité lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en oeuvre par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais vérifiant les trois critères précédents.

Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des ménages collectifs), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;

— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;

— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;

— la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité;

— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations;

— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons de retraite publiques).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administrations des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

— catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;

— catégorie B, chargée des fonctions d'application;

— catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.

Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.

Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégories : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête sur l'emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 282, février 1995 : « Chômage et salaires en France sur longue période » (P.Villa);

N° 300, octobre 1996 : « Projections de population active et participation au marché du travail »;

N° 318, 1998-8 :« Dossiers Les emplois dans les services : des comparaisons internationales »;

N° 323, 1999-3 :« L' insertion professionnelle des apprentis et des lycéens professionnels : des emplois proches des formations suivies,, « les jeunes en apprentissage ou en lycée professionnel »;

N° 331, 2000-1 :« Une décomposition du non-emploi en France »;

N^{os}332-333, 2000-2/3 :« Trajectoires comparées des chômeurs en France et aux États-Unis », «Emploi, chômage et non-activité : une analyse des transitions sur le marché du travail allemand »;

N° 334, 2000-4 :« Récurrence du chômage dans l'insertion des jeunes : des trajectoires hétérogènes ».

INSEE-Première :

N° 507 : « Le retournement de 2006 »;

N° 530 : « Chômage et emploi en mars 1997 »;

N° 569 : « L'allocation parentale d'éducation »;

N° 593 : « Le taux de chômage a reculé de 0,5 point en un an - Enquête sur l'emploi de mars 1998 »;

N° 618 : « 221 000 chômeurs de moins entre juin 1997 et septembre 1998 »;

N° 619 : « Septembre 1998 : l'emploi dynamisé depuis 21 mois »;

N° 626 : « Les caractéristiques familiales des salariés à temps partiel dans le secteur privé »;

N° 627 : « Les salaires des agents de l'État en 1997 »;

N° 637 : « L'emploi dans les collectivités locales »;

N° 642 : « Les salariés à temps complet au voisinage du SMIC de 1976 à 1996 »

N° 656 : « Recul du chômage dans toutes les régions entre 1997 et 1998 »;

N° 658 : « Hausse de l'emploi sur dix mois - Enquête sur l'emploi de janvier 1999 »;

N° 670 : « Le marché du travail en France et au Royaume-Uni »;

N° 674 : « La multiactivité chez les salariés du secteur privé »;

N° 680 : « 300 000 chômeurs de moins en deux ans »;

N° 681 : « L'emploi a bien résisté au creux conjoncturel »;

N° 683 : «Le poids des grandes entreprises dans l'emploi »;

N° 693 : « Baisse du sous-emploi, après 8 ans de hausse »;

N° 694 : « Les salaires des agents de l'État en 1998 »;

N° 696 : « La croissance s'est diffusée à la majorité des entreprises en 1998 - Mais la reprise des embauches a surtout concerné les grandes »;

N° 699 : « L'activité des 15-29 ans : stabilisation depuis 1995 »;

N° 710 : « Les comptes de la nation en 1999 - Emplois, consommation, investissement le cercle vertueux »;

N° 717 : « L'emploi des immigrés en 1999 »;

N° 723 : « Enquête sur l'emploi de mars 2000 »;

N° 733 : « 1997-1998 : l'emploi a progressé dans toutes les régions »;

N° 741 : « Insertion des jeunes : sensible amélioration surtout chez les diplômés »;

N° 743 : « Les créateurs d'entreprise en 1998 - moins de chômeurs, plus de diplômés ».

INSEE-Résultats :

N^{os}107-108 : « Enquête sur l'emploi de 1996 »;

N° 115 : « Projections de population active 1995-2040; »;

N^{os}127-128 : « Enquête sur l'emploi de 1997 »;

N° 130 : « Structure des emplois au 31 décembre 1994 »;

N° 131 : « Mouvement de main-d'oeuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus, année 1996 »;

N^{os}138-139 : « Marché du travail - séries longues »;

N^{os}141-142 : « Enquête sur l'emploi de 1998 »;

N^{os}146-147 : « La structure des salaires en 1994 - Enquête complémentaire aux déclarations annuelles de données sociales de 1994 »;

N° 148 : « La structure des emplois en 1995 »;

N^{os}151-152 : « Les salaires des agents de l'État en 1996 - Résultats détaillés »;

N^{os}153-154 : «Enquête sur l'emploi 1999. Résultats détaillés »;

N^{os}156-157 : « L'emploi départemental et sectoriel en 1997 »;

N^{os}165-166 : « Enquête sur l'emploi de mars 2000. Résultats détaillés ».

France, Portrait social, édition 1998-1999 :

« Les formes particulières d'emploi en France : un marchepied vers les emplois stables ? », L. Bloch et M.A. Estrade;

Données sociales, INSEE, édition 1999 :

« Population active, emploi et chômage au cours des années quatre-vingt dix », O. Marchand;

« Les politiques de l'emploi depuis 1973 », N. Holcblat, P. Marioni, B. Roguet;

« L'évaluation des politiques de l'emploi », C. Charpail, D. Gélot, A. Gubian et S. Zilberman;

« Salaire minimum et emploi en France et aux États-Unis », F. Kramarz, D. N. Margolis;

« Le chômage de longue durée », D. Gélot, S. Lemerle, N. Siprès;

« Dix ans d'évolution du chômage des cadres : 1987-1997 », V. André-Roux, S. Le Minez.

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Synthèses :

N° 24 : « L'emploi dans les services marchands », avril 1999.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières informations et Premières synthèses, DARES

« Les mouvements de la main-d'œuvre dans les établissements de 10 salariés ou plus au second semestre 1999 », octobre 2000, n° 42.4, « Évolution de l'emploi salarié au quatrième trimestre 1999 », n° 2000.03 - n° 11.2;

« Résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au quatrième trimestre 1999 », n° 2000.03 - n° 13.2;

« Conjoncture de l'emploi et du chômage au quatrième trimestre 1999 », n° 2000.03 - n° 12.3;

« L'emploi dans la chimie, une optique de branche », n° 99-01.03-1;

« Innovations et gestion de l'emploi », n° 12.1, 2000.03;

« Rechercher un emploi quand on est au chômage », n° 16.1, avril 2000;

« Le devenir des personnes sorties par anticipation d'un contrat emploi consolidé (CEC) », n° 99-04.06-1;

« Trajectoires professionnelles et récurrence du chômage », n° 99-04.14-3;

« Quinze ans de métiers, l'évolution des emplois de 1983 à 1998 », n° 99-04.14-3;

« Perte d'emploi et passage par le RMI », n° 99-06.25-1;

« Les contrats Emploi-Solidarité et les Contrats Emplois Consolidés en 1999 », n° 36.2, septembre 2000;

« Dans les industries alimentaires, l'emploi résiste mieux que dans le reste de l'industrie », n° 99-07.28-2;

« L'évolution des marchés du travail européens dans les années 1990 », n° 99-07.29-1;

« La dépense pour l'emploi en 1997 », n° 99-08.34-1;

« L'emploi et le chômage en 1999 », n° 2000.06», n° 26.1;

« Les contrats initiative emploi en 1999 », n° 33.1, août 2000;

« Les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi en 1998 : Redéploiement vers les jeunes des aides à l'emploi et à l'insertion », n° 99-10.43-1;

« Le travail temporaire au premier semestre 1999 », n° 2000.02 - n° 06.1;

« Le Contrat Initiative Emploi, une mesure de réinsertion durable ? », n° 99-11.46-1;

« Les facteurs de recours aux contrats temporaires », n° 2000.06, - n° 25.3;

« Le programme, Nouveaux services - Emplois jeunes en 1999 », n° 28.2, juillet 2000;

« Les contrats de qualification et d'adaptation en 1999 », n° 42.1, octobre 2000;

« Maintien dans l'emploi ou retour au chômage à l'issue d'un contrat initiative emploi », n° 44.2, novembre 2000;

« Les sorties du programme Nouveaux services - Emplois jeunes », n° 47.2, novembre 2000;

« Les contrats d'apprentissage en 1999 », n° 48.3, novembre 2000;

« La politique de l'emploi en 1999 », n° 52.2, décembre 2000.

Études et résultats, DREES

N° 37 : « L'activité professionnelle des femmes après la naissance de leur deux premiers enfants, l'impact de l'allocation parentale d'éducation ».

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* n°s 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n°s 2, 3, 4, 19, 33, 49, 75-76 et 80-81 (travail temporaire), n°s 11 et 60 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Travail et Emploi, n° 52 : « Dossier emploi comprenant plusieurs articles sur le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ».

Travail et Emploi, n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi »;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 146, 4e trimestre 1997;

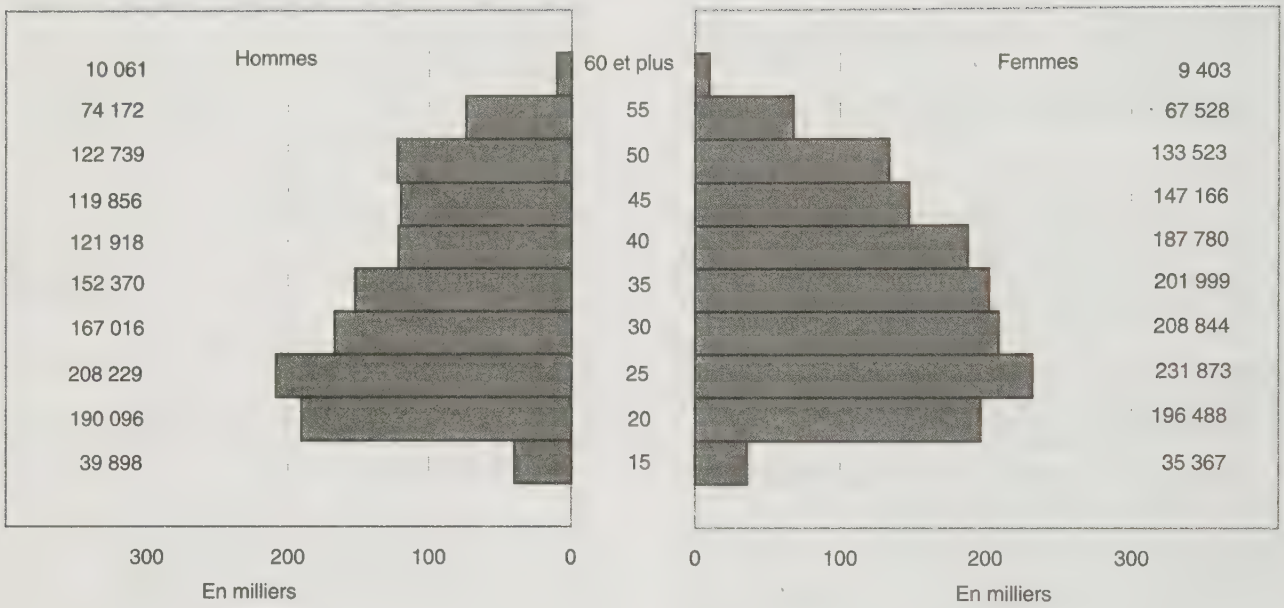
« Entre l'emploi et la retraite », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 5, octobre, 1996.

« Les aides à l'emploi marchand », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 7, août 1997.

*
* *

Graphique C.01

Pyramide des âges de la population au chômage en mars 2000



Source : INSEE, enquête sur l'emploi

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Emploi et Revenus d'activité) — *Unité :* Millier

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Salariés :										
Sexe masculin	10 978,8	10 960,8	10 852,8	10 641,6	10 611,8	10 728,9	10 743,5	10 788,1	10 952,6	11 180,3
Sexe féminin	8 474,4	8 598,8	8 698,9	8 729,6	8 809,6	8 923,0	9 007,6	9 117,7	9 308,7	9 487,0
Les deux sexes	**19 453,2**	**19 559,6**	**19 551,7**	**19 371,2**	**19 421,4**	**19 651,9**	**19 751,1**	**19 905,8**	**20 261,3**	**20 667,3**
Non salariés :										
Sexe masculin	1 382,4	1 850,2	1 797,9	1 756,9	1 744,7	1 727,6	1 705,2	1 684,8	1 675,0	1 668,0
Sexe féminin	1 045,9	1 010,6	968,2	912,0	858,6	827,8	805,6	798,4	796,8	793,6
Les deux sexes	**2 428,3**	**2 860,8**	**2 766,1**	**2 668,9**	**2 603,3**	**2 555,4**	**2 510,8**	**2 483,2**	**2 471,8**	**2 461,6**
Chômeurs :										
Sexe masculin	947,8	1 031,9	1 168,3	1 401,0	1 488,8	1 375,2	1 508,9	1 557,0	1 457,4	1 382,7
Sexe féminin	1 257,0	1 317,2	1 422,5	1 528,4	1 616,8	1 561,6	1 639,0	1 652,8	1 607,2	1 532,1
Les deux sexes	**2 204,8**	**2 349,1**	**2 590,8**	**2 929,4**	**3 105,6**	**2 936,8**	**3 147,9**	**3 209,8**	**3 064,6**	**2 914,8**
Militaires du contingent	**251,5**	**240,5**	**225,1**	**219,9**	**212,4**	**206,1**	**199,9**	**170,0**	**127,6**	**83,5**
Population active totale :										
Sexe masculin	13 309,0	13 842,9	13 819,0	13 799,5	13 845,3	13 831,7	14 157,5	14 199,9	14 212,6	14 314,5
Sexe féminin	10 777,3	10 926,6	11 089,6	11 170,0	11 285,0	11 312,4	11 452,2	11 568,9	11 712,7	11 812,7
Les deux sexes	**24 086,3**	**24 769,5**	**24 908,6**	**24 969,5**	**25 130,3**	**25 144,1**	**25 609,7**	**25 768,8**	**25 925,3**	**26 127,2**

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars et janvier pour 1999)

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements										Enquêtes sur l'emploi			
	1982		*r* 1990		1999		1997		1998		1999		2000	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	23,8	16,7	14,4	9,0	10,9	5,5	9,4	4,3	10,6	4,7	11,1	5,3	11,4	6,0
De 20 à 24 ans	79,1	67,1	67,4	59,8	56,9	48,3	54,3	44,9	52,9	46,3	55,1	44,8	55,5	46,9
De 25 à 29 ans	93,3	71,1	93,5	80,2	91,4	82,3	92,0	77,7	91,5	78,0	90,5	78,3	91,7	79,3
De 30 à 34 ans	96,4	67,1	96,8	76,3	96,2	81,8	96,1	77,0	95,7	77,2	95,8	78,0	95,6	77,9
De 35 à 39 ans	96,8	65,4	97,2	75,6	96,7	81,6	97,0	77,7	97,0	78,5	96,3	79,4	96,3	79,2
De 40 à 44 ans	96,2	62,4	97,1	75,5	96,1	81,7	96,3	80,3	95,9	80,2	95,9	80,4	95,5	80,6
De 45 à 49 ans	94,9	58,7	95,9	71,5	95,0	80,2	95,1	78,1	95,2	79,7	94,7	79,5	94,9	79,3
De 50 à 54 ans	90,8	54,0	91,0	62,7	91,9	74,6	91,9	72,1	91,4	73,3	91,2	74,6	90,8	73,7
De 55 à 59 ans	76,8	44,9	69,7	46,3	70,7	53,2	68,3	50,0	67,0	49,3	67,7	50,9	65,8	51,9
De 60 à 64 ans	39,1	22,5	21,4	16,7	15,5	14,2	16,1	14,4	15,3	14,0	16,7	14,5	15,5	13,5
De 65 à 69 ans	9,5	5,0	5,2	3,3	1,5	0,9	4,0	2,5	4,0	2,5	3,6	2,2	3,7	2,5
De 70 à 74 ans	4,6	2,1	1,6	0,7	(2)	(2)	2,2	0,9	2,4	0,7	1,7	0,7	1,7	0,5
De 75 ans et plus	2,3	1,0	(3)	(3)	(2)	(2)	0,6	0,2	0,7	0,3	0,6	0,2	0,6	0,3
Ensemble	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**48,7**	**62,3**	**47,2**	**62,0**	**47,6**	**62,0**	**47,9**	**62,0**	**48,1**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Valeur comprise dans les 65 à 69 ans.
(3) Valeur comprise dans les 70 à 74 ans.

TABLEAU C.01-3A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division Emploi)

Unité : Millier

	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	250	285	312	316	284	284
25 à 49 ans	555	905	987	1 015	944	867
50 ans et plus	143	185	210	226	229	232
Total	**948**	**1 375**	**1 509**	**1 557**	**1 457**	**1 383**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	337	350	350	336	303	273
25 à 49 ans	775	1 061	1 119	1 124	1 103	1 052
50 ans et plus	145	151	170	193	201	207
Total	**1 257**	**1 562**	**1 639**	**1 653**	**1 607**	**1 532**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	587	635	663	652	588	557
25 à 49 ans	1 330	1 966	2 105	2 139	2 047	1 918
50 ans et plus	288	336	380	419	430	440
Total	**2 205**	**2 937**	**3 148**	**3 210**	**3 065**	**2 915**

TABLEAU C.01-3B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division Emploi)

	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	12,8	19,0	20,9	22,1	21,1	21,0
25 à 49 ans	5,8	8,9	9,6	9,9	9,2	8,5
50 ans et plus	5,7	7,8	8,6	8,9	8,7	8,7
Ensemble	**6,7**	**9,8**	**10,6**	**10,9**	**10,3**	**9,7**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	21,1	28,6	29,8	30,2	28,4	25,4
25 à 49 ans	10,5	12,8	13,3	13,4	13,0	12,3
50 ans et plus	7,9	8,5	9,2	9,9	9,7	9,7
Ensemble	**11,7**	**13,8**	**14,4**	**14,4**	**13,8**	**13,0**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	16,5	23,3	24,8	25,7	24,3	22,9
25 à 49 ans	7,8	10,6	11,3	11,5	10,9	10,2
50 ans et plus	6,6	8,1	8,9	9,3	9,1	9,1
Ensemble	**8,9**	**11,6**	**12,3**	**12,5**	**11,9**	**11,2**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage (1) standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE

Sources : Eurostat et OCDE (Principaux indicateurs économiques, juin 2000)

En % de la population active civile

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Pays de l'Union européenne :											
Allemagne	...	...	...	...	7,9	8,4	8,2	8,9	9,9	9,4	8,7
Autriche	...	...	...	...	4,0	3,8	3,9	4,3	4,4	4,5	3,7
Belgique	7,5	6,7	6,6	7,3	8,9	10,0	9,9	9,7	9,4	9,5	9,0
Danemark	7,4	7,7	8,4	9,2	10,1	8,2	7,3	6,8	5,6	5,2	5,2
Espagne	17,2	16,2	16,4	18,5	22,7	24,1	22,9	22,2	20,8	18,8	15,9
Finlande	3,1	3,2	7,2	12,5	16,4	16,8	15,3	14,6	12,6	11,4	10,2
France	**9,3**	**8,9**	**9,5**	**10,4**	**11,7**	**12,3**	**11,7**	**12,4**	**12,3**	**11,8**	**11,3**
Grèce	...	...	7,0	7,9	8,6	8,9	9,2	9,6	9,6	...	...
Irlande	14,7	13,4	14,8	15,4	15,6	14,3	12,3	11,6	9,9	7,6	5,7
Italie	10,0	9,1	8,8	9,0	10,3	11,4	11,9	12,0	12,0	11,9	11,4
Luxembourg	1,8	1,7	1,7	2,1	2,7	3,2	2,9	3,0	2,7	2,7	2,3
Pays-Bas	6,9	6,2	5,8	5,6	6,6	7,1	6,9	6,3	5,2	4,0	3,3
Portugal	4,9	4,6	4,0	4,2	5,7	7,0	7,3	7,3	6,8	5,2	4,5
Royaume-Uni	7,3	7,1	8,8	10,1	10,4	9,6	8,7	8,2	7,0	6,4	6,2
Suède	1,6	1,7	3,1	5,6	9,1	9,4	8,8	9,6	9,9	8,3	7,2
Total U.E	**8,9**	**8,3**	**8,2**	**9,2**	**10,7**	**11,1**	**10,7**	**10,8**	**10,6**	**9,9**	**9,2**
Autres pays de l'OCDE :											
Canada	7,5	8,2	10,4	11,3	11,2	10,4	9,5	9,7	9,1	8,3	7,6
États-Unis	5,3	5,6	6,8	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2
Japon	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7

(1) Les chiffres concernant l'Union européenne sont calculés par Eurostat, ce sont des taux « comparables » pour tous les pays membres. Les chiffres des pays qui ne sont pas du ressort d'Eurostat sont calculés par l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990 Emploi total	1990 Emploi salarié	1995 Emploi total	1995 Emploi salarié	1996 Emploi total	1996 Emploi salarié	*r* 1997 Emploi total	*r* 1997 Emploi salarié	*p* 1998 Emploi total	*p* 1998 Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	1 235,2	271,6	1 023,3	275,7	998,5	278,4	987,3	287,1	971,5	291,9
Industries agricoles et alimentaires	B0	635,8	550,1	590,0	524,7	588,6	524,7	594,7	531,4	599,7	536,4
Habillement, cuir	C1	271,7	257,6	198,0	188,5	184,2	175,6	177,1	168,9	169,1	161,4
Édition, imprimerie, reproduction	C2	253,6	238,9	230,5	216,4	226,9	213,1	227,7	214,2	228,5	215,1
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	149,0	148,6	150,2	149,9	149,0	148,7	147,1	146,8	150,1	149,8
Industries des équipements du foyer	C4	292,9	266,8	241,9	220,4	236,8	216,1	230,3	210,5	231,7	212,1
Industrie automobile	D0	324,5	323,3	292,2	291,2	287,7	286,7	286,4	285,4	286,7	285,7
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	191,4	190,0	162,1	161,1	156,9	156,0	154,7	153,8	156,1	155,2
Industries des équipements mécaniques	E2	493,0	477,3	441,3	426,1	436,1	421,0	434,8	419,9	438,4	423,5
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	277,6	268,6	231,0	221,2	232,4	223,0	233,8	224,6	232,8	223,8
Production de produits minéraux	F1	223,3	215,4	194,4	187,5	188,0	181,4	182,5	176,2	179,0	172,9
Industrie textile	F2	165,1	161,7	131,1	128,2	125,1	122,4	123,5	121,0	121,6	119,1
Industries du bois et du papier	F3	230,3	219,5	202,8	192,3	198,5	188,4	195,9	186,0	195,8	186,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	381,5	379,3	352,0	348,3	346,8	343,2	352,0	348,5	354,5	351,0
Métallurgie et transformation des métaux	F5	539,4	518,7	462,9	442,8	457,2	437,7	456,6	437,3	463,9	444,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	178,3	176,8	184,1	181,3	179,0	176,3	180,4	177,8	183,4	180,8
Production de combustibles et de carburants	G1	65,4	65,3	49,9	49,9	47,1	47,1	41,3	41,3	39,4	39,4
Eau, gaz, électricité	G2	203,4	203,2	206,9	206,7	206,5	206,3	206,1	205,8	203,2	203,0
Construction	H0	1 639,2	1 336,2	1 434,6	1 169,0	1 386,0	1 121,8	1 373,4	1 109,6	1 377,9	1 112,7
Commerce et réparation automobile	J1	443,1	373,3	440,3	377,8	440,9	380,6	436,3	377,7	442,5	384,3
Commerce de gros, intermédiaires	J2	999,7	946,3	933,6	883,1	937,4	885,7	939,4	888,6	952,7	902,3
Commerce de détail, réparations	J3	1 614,3	1 233,8	1 593,6	1 244,1	1 597,2	1 257,8	1 627,8	1 286,9	1 660,9	1 320,0
Transports	K0	960,5	894,3	975,7	907,3	983,9	916,3	995,9	928,2	1 028,3	959,8
Activités financières	L0	720,7	690,4	692,3	666,8	685,8	661,0	683,5	659,2	684,6	660,8
Activités immobilières	M0	320,4	271,7	331,3	301,4	334,6	304,8	334,7	305,6	337,2	308,4
Postes et télécommunications	N1	477,6	476,8	464,0	462,5	452,5	451,0	451,6	450,2	447,7	446,3
Conseils et assistance	N2	921,1	802,1	1 018,7	892,3	1 053,8	925,1	1 103,0	970,4	1 181,3	1 042,1
Services opérationnels	N3	690,0	641,1	780,0	727,3	812,8	758,6	908,7	848,7	954,8	893,4
Recherche et développement	N4	125,8	125,6	131,7	131,6	131,5	131,3	130,9	130,7	133,1	132,9
Hôtels et restaurants	P1	738,4	543,7	774,4	595,5	788,7	608,5	813,2	631,0	838,0	653,6
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	296,2	239,0	371,6	312,0	384,7	324,6	402,1	340,4	418,9	355,9
Services personnels et domestiques	P3	463,1	383,1	538,3	466,1	558,5	485,0	578,6	503,6	599,0	522,8
Éducation	Q1	1 568,5	1 549,2	1 723,2	1 705,3	1 720,5	1 702,9	1 728,9	1 711,5	1 749,9	1 732,6
Santé, action sociale	Q2	2 074,5	1 830,0	2 306,7	2 072,0	2 323,5	2 090,6	2 341,7	2 109,8	2 373,2	2 143,1
Administration publique	R1	1 981,6	1 980,4	2 093,3	2 091,6	2 099,3	2 097,6	2 103,3	2 101,6	2 137,0	2 135,4
Activités associatives et extra-territoriales	R2	229,3	226,5	261,7	259,8	265,9	264,0	270,6	268,7	296,7	294,7
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 202,8**	**19 713,2**	**22 435,8**	**19 958,9**	**22 819,1**	**20 352,6**
	NES 16										
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	1 235,2	271,6	1 023,3	275,7	998,5	278,4	987,3	287,1	971,5	291,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	635,8	550,1	590,0	524,7	588,6	524,7	594,7	531,4	599,7	536,4
Industries des biens de consommation	EC	967,3	911,9	820,6	775,2	796,9	753,5	782,2	740,4	779,4	738,4
Industrie automobile	ED	324,5	323,3	292,2	291,2	287,7	286,7	286,4	285,4	286,7	285,7
Industries des biens d'équipement	EE	961,9	936,0	834,4	808,3	825,4	800,0	823,3	798,3	827,3	802,5
Industries des biens intermédiaires	EF	1 717,9	1 671,4	1 527,3	1 480,4	1 494,6	1 449,4	1 490,9	1 446,8	1 498,2	1 454,2
Énergie	EG	268,8	268,5	256,8	256,6	253,6	253,4	247,4	247,1	242,6	242,4
Construction	EH	1 639,2	1 336,2	1 434,6	1 169,0	1 386,0	1 121,8	1 373,4	1 109,6	1 377,9	1 112,7
Commerce	EJ	3 057,1	2 553,4	2 967,5	2 505,0	2 975,5	2 524,1	3 003,5	2 553,2	3 056,1	2 606,6
Transports	EK	960,5	894,3	975,7	907,3	983,9	916,3	995,9	928,2	1 028,3	959,8
Activités financières	EL	720,7	690,4	692,3	666,8	685,8	661,0	683,5	659,2	684,6	660,8
Activités immobilières	EM	320,4	271,7	331,3	301,4	334,6	304,8	334,7	305,6	337,2	308,4
Services aux entreprises	EN	2 214,5	2 045,5	2 394,4	2 213,7	2 450,6	2 266,0	2 594,2	2 400,0	2 716,9	2 514,7
Services aux particuliers	EP	1 497,6	1 165,8	1 684,3	1 373,6	1 731,9	1 418,1	1 793,9	1 475,0	1 855,9	1 352,3
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 643,0	3 379,2	4 029,9	3 777,3	4 044,0	3 793,5	4 070,6	3 821,3	4 123,1	3 875,7
Administration	ER	2 210,9	2 206,9	2 355,0	2 351,4	2 365,2	2 361,6	2 373,9	2 370,3	2 433,7	2 430,1
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 202,8**	**19 713,2**	**22 435,8**	**19 958,9**	**22 819,1**	**20 352,6**

TABLEAU C.01-6

Population résidente salariée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1995		1996		*r* 1997		*p* 1998	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	209,5	62,1	211,7	64,0	213,6	64,8	220,5	66,6	224,2	67,7
Industries agricoles et alimentaires	B0	345,8	204,3	325,9	198,8	324,2	200,5	327,4	204,0	328,8	207,6
Habillement, cuir	C1	65,1	192,5	49,8	138,6	46,9	128,6	45,9	123,0	44,4	117,4
Édition, imprimerie, reproduction	C2	145,0	93,9	129,8	86,6	126,9	86,2	126,9	87,3	127,4	87,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	68,9	79,7	69,6	80,3	69,7	79,0	68,4	78,4	70,2	79,2
Industries des équipements du foyer	C4	163,9	103,0	136,4	84,0	133,9	82,1	131,4	79,1	132,7	79,4
Industrie automobile	D0	269,2	54,1	243,1	48,1	238,6	48,1	237,2	48,2	236,3	49,4
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	161,8	28,2	136,9	24,2	132,4	23,5	130,7	23,1	131,7	23,5
Industries des équipements mécaniques	E2	406,7	70,7	362,4	63,6	358,0	63,0	356,9	63,0	359,9	63,6
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	181,1	87,5	151,1	70,1	153,2	69,8	154,1	70,6	153,2	70,5
Production de produits minéraux	F1	177,7	37,7	154,0	33,4	148,8	32,7	143,9	32,3	141,0	31,8
Industrie textile	F2	82,5	79,3	67,1	61,1	64,4	58,0	63,4	57,6	62,7	56,4
Industries du bois et du papier	F3	165,5	53,9	147,8	44,6	145,4	43,0	143,9	42,1	144,4	41,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	281,8	97,5	261,4	86,9	258,0	85,2	261,4	87,1	263,4	87,6
Métallurgie et transformation des métaux	F5	427,9	90,8	365,4	77,4	361,6	76,1	362,2	75,1	368,0	76,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	110,0	66,8	113,6	67,7	111,2	65,2	112,4	65,3	114,4	66,4
Production de combustibles et de carburants	G1	55,6	9,7	42,0	7,9	39,2	7,9	34,7	6,6	32,8	6,7
Eau, gaz, électricité	G2	162,0	41,1	165,0	41,6	164,4	41,8	163,7	42,2	160,6	42,4
Construction	H0	1 218,3	117,9	1 062,9	106,1	1 018,7	103,1	1 008,3	101,3	1 011,2	101,5
Commerce et réparation automobile	J1	299,3	74,0	302,1	75,7	304,1	76,5	301,7	76,0	307,0	77,3
Commerce de gros, intermédiaires	J2	625,2	321,1	584,3	298,8	584,5	301,2	586,8	301,9	595,7	306,6
Commerce de détail, réparations	J3	462,5	771,3	465,3	778,8	471,6	786,1	483,9	803,0	497,2	822,8
Transports	K0	718,8	175,4	722,8	184,6	728,0	188,3	737,5	190,7	758,2	201,6
Activités financières	L0	309,8	380,7	296,7	370,2	293,5	367,5	291,1	368,0	291,0	369,8
Activités immobilières	M0	123,1	148,6	127,4	174,0	129,4	175,5	129,2	176,4	130,8	177,5
Postes et télécommunications	N1	276,1	200,6	265,0	197,5	260,5	190,5	260,6	189,7	258,2	188,1
Conseils et assistance	N2	421,2	381,0	480,4	411,9	499,3	425,8	529,8	440,6	576,9	465,2
Services opérationnels	N3	386,7	254,4	424,4	302,9	438,8	319,8	500,6	348,1	524,0	369,4
Recherche et développement	N4	75,4	50,2	76,5	55,1	76,3	55,0	75,7	54,9	77,7	55,2
Hôtels et restaurants	P1	272,5	271,3	299,5	296,0	306,5	302,1	318,7	312,4	328,2	325,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	128,1	110,9	164,2	147,9	170,4	154,2	178,9	161,4	187,8	168,0
Services personnels et domestiques	P3	49,8	333,3	50,9	415,2	52,0	433,0	53,5	450,1	54,4	468,4
Éducation	Q1	543,7	1 005,6	584,7	1 120,6	584,5	1 118,4	588,6	1 122,8	596,6	1 136,1
Santé, action sociale	Q2	423,2	1 406,8	487,8	1 584,2	491,1	1 599,5	491,3	1 618,5	501,5	1 641,7
Administration publique	R1	1 056,9	923,4	1 086,8	1 004,8	1 083,7	1 013,9	1 086,2	1 015,4	1 099,0	1 036,4
Activités associatives et extra-territoriales	R2	91,1	135,4	105,5	154,3	105,6	158,4	106,4	162,3	120,1	174,6
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 720,2**	**8 957,4**	**10 688,9**	**9 024,3**	**10 813,8**	**9 145,1**	**11 011,6**	**9 341,0**
	NES 16										
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	209,5	62,1	211,7	64,0	213,6	64,8	220,5	66,6	224,2	67,7
Industries agricoles et alimentaires	EB	345,8	204,3	325,9	198,8	324,2	200,5	327,4	204,0	328,8	207,6
Industries des biens de consommation	EC	442,9	469,1	385,7	389,5	377,4	375,9	372,6	367,8	374,7	363,7
Industrie automobile	ED	269,2	54,1	243,1	48,1	238,6	48,1	237,2	48,2	236,3	49,4
Industries des biens d'équipement	EE	749,6	186,4	650,5	157,9	643,6	156,3	641,7	156,7	644,8	157,6
Industries des biens intermédiaires	EF	1 245,4	426,0	1 109,3	371,0	1 089,4	360,2	1 087,2	359,5	1 093,9	360,2
Énergie	EG	217,7	50,8	207,0	49,5	203,6	49,7	198,4	48,8	193,4	49,1
Construction	EH	1 218,3	117,9	1 062,9	106,1	1 018,7	103,1	1 008,3	101,3	1 011,2	101,5
Commerce	EJ	1 387,0	1 166,4	1 351,7	1 153,3	1 360,2	1 163,8	1 372,4	1 180,9	1 399,9	1 206,7
Transports	EK	718,8	175,4	722,8	184,6	728,0	188,3	737,5	190,7	758,2	201,6
Activités financières	EL	309,8	380,7	296,7	370,2	293,5	367,5	291,1	368,0	291,0	369,8
Activités immobilières	EM	123,1	148,6	127,4	174,0	129,4	175,5	129,2	176,4	130,8	177,5
Services aux entreprises	EN	1 159,4	886,1	1 246,3	967,3	1 274,9	991,1	1 366,7	1 033,3	1 436,8	1 077,9
Services aux particuliers	EP	450,3	715,5	514,6	859,1	528,9	889,3	551,1	923,9	570,4	961,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	966,9	2 412,4	1 072,5	2 704,9	1 075,6	2 717,9	1 079,9	2 741,3	1 098,1	2 777,8
Administration	ER	1 148,0	1 058,9	1 192,3	1 159,1	1 189,3	1 172,3	1 192,6	1 177,7	1 219,1	1 211,0
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 720,4**	**8 957,4**	**10 688,9**	**9 024,3**	**10 813,8**	**9 145,1**	**11 011,6**	**9 341,0**

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

%

Taille de l'établissement	1990	1994	*r* 1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Ensemble							
1 à 9 salariés	24,2	26,0	26,0	26,2 *r*	26,1	25,9	25,4
10 à 49 salariés	28,7	28,8	28,9	28,9	28,7	28,7	28,4
50 à 199 salariés	22,9	22,6	22,6	22,6	22,4	22,2	22,3
200 à 499 salariés	11,6	11,5	11,6	11,5	11,8	12,0	12,3
500 salariés et plus	12,6	11,1	10,9	10,8	11,0	11,2	11,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13 821,2**	**13 615,4**	**13 746,1**	**13 772,3**	**14 025,6**	**14 361,1**	**14 866,6**
dont :							
Industrie (1)							
1 à 9 salariés	10,7	11,7	11,6	11,8	11,9	11,8	11,7
10 à 49 salariés	22,5	23,2	23,3	23,3	23,4	23,4	23,2
50 à 199 salariés	24,8	25,2	25,1	25,2	25,0	24,9	25,0
200 à 499 salariés	17,4	17,5	17,7	17,6	17,5	17,7	17,7
500 salariés et plus	24,6	22,4	22,3	22,1	22,2	22,2	22,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4 387,9**	**3 865,4**	**3 868,0**	**3 796,6**	**3 786,3**	**3 790,7**	**3 789,3**
Bâtiment, génie civil et agricole (1)							
1 à 9 salariés	31,0	33,7	34,2	35,6	36,6	37,0	37,2
10 à 49 salariés	35,8	37,1	37,1	37,1	37,7	38,1	38,5
50 à 199 salariés	20,7	19,6	19,0	18,5	17,6	17,4	17,5
200 à 499 salariés	7,4	6,1	6,0	5,5	5,2	5,0	4,8
500 salariés et plus	5,1	3,5	3,7	3,3	2,9	2,5	2,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1 343,4**	**1 191,3**	**1 173,9**	**1 130,5**	**1 117,6**	**1 127,5**	**1 161,2**
Tertiaire (1)							
1 à 9 salariés	30,4	31,4	31,2	31,1	30,6	30,2	29,3
10 à 49 salariés	30,9	30,1	30,3	30,3	29,9	29,7	29,2
50 à 199 salariés	22,2	21,9	22,0	22,0	21,9	21,7	21,8
200 à 499 salariés	9,2	9,6	9,6	9,7	10,2	10,6	11,1
500 salariés et plus	7,3	7,0	6,9	6,9	7,4	7,8	8,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**8 073,2**	**8 547,6**	**8 693,4**	**8 834,4**	**9 111,6**	**9 432,8**	**9 905,6**

(1) À partir de 1993, les données sont présentées en NAF, l'industrie, le BGCA (devenu construction) et le tertiaire ne recouvrent pas exactement le même champ que dans l'ancienne nomenclature (NAP).

TABLEAU C.01-8A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel) (1)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquêtes sur l'emploi de janvier pour 1999 et de mars pour 2000)

Unité : Millier

	Non salariés						Salariés					
	1999			2000			1999			2000		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	452,5	33,4	7,4	436,3	30,3	6,9	207,8	17,7	8,5	233,2	19,1	8,2
Industries agricoles et alimentaires	57,4	1,4	2,4	53,2	0,7	1,4	343,4	11,8	3,4	349,8	11,4	3,3
Industries des biens de consommation	44,5	1,2	2,8	50,9	1,6	3,2	376,8	14,5	3,8	372,1	11,6	3,1
Industrie automobile	2,0	–	–	1,2	–	–	243,7	4,3	1,8	240,7	3,4	1,4
Industries des biens d'équipement	35,5	1,3	3,7	28,6	0,9	3,1	645,0	14,6	2,3	651,1	10,1	1,6
Industries des biens intermédiaires	47,3	2,1	4,4	43,2	2,7	6,4	1 080,7	22,2	2,0	1 116,8	18,1	1,6
Énergie	1,3	–	–	0,7	–	–	170,2	3,4	2,0	181,8	2,3	1,2
Construction	275,4	4,2	1,5	277,0	4,5	1,6	994,2	18,2	1,8	1 033,8	17,4	1,7
Commerce	329,7	9,2	2,8	303,4	11,3	3,7	1 353,3	70,9	5,2	1 368,3	75,6	5,5
Transports	61,8	0,1	1,5	59,6	0,8	1,3	699,1	21,8	3,1	752,0	26,9	3,6
Activités financières	24,1	0,8	3,2	22,6	1,4	6,1	303,7	8,7	2,9	308,5	7,2	2,3
Activités immobilières	20,9	2,1	9,9	21,8	1,3	6,1	100,5	9,7	9,7	111,0	8,5	7,6
Services aux entreprises	165,4	4,6	2,8	172,2	6,4	3,7	1 439,1	91,4	6,4	1 564,4	95,3	6,1
Services aux particuliers	191,1	10,9	5,7	193,1	12,5	6,5	509,9	94,5	18,5	547,4	100,9	18,4
Éducation, santé, action sociale	149,6	6,7	4,4	131,3	7,5	5,7	1 059,7	124,9	11,8	1 052,5	115,2	10,9
Administration *r*	2,8	0,1	27,6	2,1	0,3	13,3	1 331,2	94,0	7,1	1 338,9	95,6	7,1
Activité indéterminée	0,2	–	–	1,1	–	–	3,7	1,0	26,7	3,0	–	–
Total	**1 861,5**	**79,5**	**4,3**	**1 798,1**	**82,2**	**4,6**	**10 861,7**	**623,7**	**5,7**	**1 125,4**	**618,6**	**5,5**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	228,2	80,3	35,2	207,1	69,0	33,3	77,8	29,3	37,7	92,6	34,9	37,7
Industries agricoles et alimentaires	38,5	3,9	10,0	36,4	2,9	8,0	219,7	53,3	24,3	212,0	46,9	22,1
Industries des biens de consommation	17,6	4,1	23,3	16,3	4,6	28,2	350,0	45,4	13,0	357,1	52,3	14,7
Industrie automobile	0,1	–	–	0,3	–	–	46,0	6,9	14,9	46,1	6,5	14,1
Industries des biens d'équipement	6,0	2,5	41,6	5,5	2,0	36,3	157,6	28,4	18,0	161,6	28,7	17,8
Industries des biens intermédiaires	11,4	2,6	23,1	6,5	1,3	19,9	362,9	40,9	11,3	362,2	44,2	12,2
Énergie	–	–	–	–	–	–	48,1	10,4	21,6	42,3	8,5	20,2
Construction	39,0	22,9	58,7	33,2	21,3	64,2	98,3	33,1	33,7	108,9	33,9	31,1
Commerce	173,2	28,2	16,3	176,6	26,6	15,1	1 146,3	423,7	37,0	1 187,0	419,4	35,3
Transports	10,6	3,0	28,4	10,0	3,9	39,6	186,1	37,0	19,9	206,1	46,1	22,4
Activités financières	11,1	3,5	31,4	6,7	1,9	27,7	377,4	85,4	22,6	377,0	78,2	20,8
Activités immobilières	7,8	3,7	47,7	6,4	2,2	33,8	157,3	46,6	29,6	165,1	42,4	25,7
Services aux entreprises	65,8	14,6	22,2	63,0	12,5	19,9	1 063,7	318,1	29,9	1 124,8	329,5	29,3
Services aux particuliers	167,4	26,5	15,8	165,5	26,0	15,7	1 051,2	570,1	54,2	1 095,0	573,7	52,4
Éducation, santé, action sociale	128,6	39,2	30,5	131,4	36,7	27,9	2 790,5	892,9	32,0	2 878,4	916,2	31,8
Administration	2,0	–	–	1,4	–	–	1 156,7	374,8	32,4	1 218,4	387,8	31,8
Activité indéterminée	–	–	–	0,4	0,4	100,0	2,0	1,0	49,4	4,0	1,1	27,9
Total	**908,2**	**235,0**	**25,9**	**866,5**	**211,4**	**24,4**	**9 291,6**	**2 997,3**	**32,3**	**9 638,6**	**3 050,5**	**31,6**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	680,1	113,7	16,7	643,4	99,3	15,4	285,6	47,0	16,5	325,8	53,9	16,6
Industries agricoles et alimentaires	96,0	5,3	5,5	89,7	3,6	4,0	563,1	65,1	11,6	561,8	58,3	10,4
Industries des biens de consommation	62,1	5,3	8,6	67,2	6,2	9,3	726,8	59,9	8,2	729,2	64,1	8,8
Industrie automobile	2,7	–	–	1,4	–	–	289,8	11,2	3,9	286,8	9,9	3,5
Industries des biens d'équipement	41,5	3,8	9,2	34,0	2,9	8,4	802,6	43,0	5,4	812,8	38,8	4,8
Industries des biens intermédiaires	58,7	4,7	8,1	49,7	4,0	8,1	1 443,6	63,1	4,4	1 479,0	62,3	4,2
Énergie *r*	1,5	–	–	0,7	–	–	218,3	13,8	6,3	224,1	10,8	4,8
Construction	314,4	27,0	8,6	310,1	25,8	8,3	1 092,5	51,3	4,7	1 142,7	51,2	4,5
Commerce	502,9	37,4	7,4	479,9	37,9	7,9	2 499,6	494,5	19.8	2 555,3	495,1	19,4
Transports	72,4	3,9	5,4	69,5	4,7	6,8	885,2	58,8	6,6	958,2	73,0	7,6
Activités financières	35,2	4,3	12,1	29,2	3,2	11,1	681,1	94,1	13,8	685,5	85,4	12,5
Activités immobilières	28,7	5,8	20,1	28,2	3,5	12,4	257,8	56,3	21,9	276,1	50,9	18,4
Services aux entreprises	231,1	19,2	8,3	235,1	18,9	8,0	2 502,7	409,5	16,4	2 689,2	424,8	15,8
Services aux particuliers	358,5	37,3	10,4	358,6	38,5	10,7	1 561,0	664,6	42,6	1 642,4	674,6	41,1
Éducation, santé, action sociale	278,2	45,9	16,5	262,7	44,2	16,8	3 850,1	1 017,8	26,4	3 930,9	1 031,4	26,2
Administration *r*	4,8	1,0	16,0	3,5	0,3	8,1	2 487,9	468,8	18,8	2 557,3	483,4	18,9
Activité indéterminée	0,2	–	–	1,5	0,4	26,0	5,7	2,0	34,8	6,9	1,1	15,9
Total	**2 769,0**	**314,5**	**11,4**	**2 664,6**	**293,5**	**11,0**	**20 153,3**	**3 621,0**	**18,0**	**20 864,0**	**3 669,1**	**17,6**

(1) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque poste.

TABLEAU C.01-8B

Actifs occupés à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés du contingent)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (janvier pour 1999 et mars pour 2000)

Source : INSEE (Enquêtes sur l'emploi) — *Unité* : Millier

	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
	1999		2000		1999		2000		1999		2000	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	54,6	3,0	57,4	3,3	120,9	19,4	121,9	19,6	175,5	7,2	179,4	7,6
Aides familiaux	24,8	41,5	24,7	46,0	114,2	40,2	89,5	36,8	139,0	40,4	114,2	38,5
Salariés des services domestiques	9,7	41,6	8,4	43,4	343,6	66,0	344,6	65,2	353,3	64,9	353,0	64,4
Autres salariés du secteur privé	401,5	4,7	409,0	4,6	1 701,0	30,1	1 737,2	29,4	2 102,4	14,9	2 146,1	14,5
Salariés de l'État	32,5	3,3	34,8	3,5	188,3	24,9	214,8	26,8	220,8	12,7	249,6	13,9
Salariés des collectivités locales	88,1	8,1	78,4	7,2	584,4	27,7	583,9	27,5	672,5	21,0	662,3	20,6
Stagiaires et contrats aidés	91,6	52,8	88,1	46,0	180,1	71,8	170,0	63,1	271,7	64,1	258,1	56,0
Total	**702,8**	**5,6**	**700,8**	**5,4**	**3 232,5**	**31,7**	**3 261,9**	**31,1**	**3 935,2**	**17,3**	**3 962,7**	**16,9**

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

	1990	*r* 1995	*r* 1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Nombre d'établissements	4 723	4 859	5 031	5 171	5 403	5 813
Effectifs salariés (1) en milliers :						
Hommes	207,3	207,4	215,7	284,4	302,4	394,4
Femmes	84,2	81,8	92,9	115,7	126,6	176,3
Ensemble	**291,5**	**289,2**	**308,6**	**400,1**	**429,0**	**570,7**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire.

TABLEAU C.01-10

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars, et janvier pour 1999)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité :* Millier

	1998			1999			2000		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge.									
Hommes : Moins de 25 ans	78,8	106,2	904,0	90,1	104,8	904,1	119,2	126,5	991,8
25 à 39 ans	149,6	220,4	4 822,8	171,4	226,3	4 806,7	200,7	230,3	4 930,8
40 ans et plus	60,1	90,6	5 046,8	58,0	87,7	5 150,8	76,1	99,2	5 302,7
Total	**288,5**	**417,2**	**10 773,6**	**319,5**	**418,8**	**10 861,6**	**396,0**	**456,0**	**11 225,4**
Femmes : Moins de 25 ans	39,6	122,2	648,1	34,3	115,7	635,7	40,0	122,6	737,9
25 à 39 ans	58,5	254,4	3 999,7	66,7	248,0	4 036,8	77,7	276,3	4 118,7
40 ans et plus	26,6	112,1	4 482,3	26,4	109,7	4 619,2	36,3	119,7	4 781,9
Total	**124,7**	**488,7**	**9 130,1**	**127,4**	**473,4**	**9 291,7**	**154,0**	**518,6**	**9 638,6**
Ensemble : Moins de 25 ans	118,4	228,4	1 552,1	124,4	220,5	1 539,8	159,3	249,1	1 729,8
25 à 39 ans	208,0	474,8	8 822,5	238,1	474,3	8 843,5	278,4	506,6	9 049,5
40 ans et plus	86,7	202,8	9 529,1	84,4	197,4	9 770,0	112,4	218,8	10 084,6
Total	**413,1**	**906,0**	**19 903,7**	**446,9**	**892,2**	**20 153,3**	**550,1**	**974,5**	**20 863,9**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	15,4	110,9	4 229,4	18,0	108,6	4 320,5	23,9	126,4	4 424,8
Employés	11,7	59,6	1 564,8	13,3	72,0	1 588,2	14,0	71,4	1 624,9
Ouvriers	261,4	246,7	4 802,4	288,2	238,2	4 843,1	358,1	258,1	5 092,2
Militaires du contingent	///	///	177,0	///	///	109,8	///	///	83,5
Total	**288,5**	**417,2**	**10 773,6**	**319,5**	**418,8**	**10 861,6**	**396,0**	**456,0**	**11 225,4**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	13,7	121,6	3 012,5	13,3	102,4	3 085,5	16,4	117,0	3 232,4
Employés	37,3	259,9	4 947,1	41,5	267,3	5 026,8	46,7	281,7	5 169,3
Ouvriers	73,7	107,2	1 169,6	72,6	103,7	1 178,0	90,9	119,9	1 235,2
Militaires du contingent	///	///	0,9	///	///	1,4	///	///	1,7
Total	**124,7**	**488,7**	**9 130,1**	**127,4**	**473,4**	**9 291,7**	**154,0**	**518,6**	**9 638,6**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	29,1	232,5	7 241,9	31,3	211,0	7 406,0	40,3	243,4	7 657,2
Employés	49,0	319,5	6 511,9	54,8	339,3	6 615,0	60,8	353,1	6 794,2
Ouvriers	335,1	354,0	5 972,0	360,8	341,9	6 021,1	449,0	378,0	6 327,4
Militaires du contingent	///	///	177,9	///	///	111,2	///	///	85,1
Total	**413,2**	**906,0**	**19 903,7**	**446,9**	**892,2**	**20 153,3**	**550,1**	**974,5**	**20 863,9**

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, INSEE (Synthèse et conjoncture de l'emploi) et UNEDIC — *Unité :* Millier

	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Chômage BIT :					
Hommes	1 371,4	1 508,9	1 557,0	1 457,4	1 382,7
Femmes	1 559,5	1 639,0	1 652,8	1 607,2	1 532,1
Total	**2 930,9**	**3 147,9**	**3 209,8**	**3 064,6**	**2 914,8**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :					
Hommes	1 599,8	1 677,6	1 758,4	1 715,2	1 617,5
Femmes	1 649,5	1 699,2	1 753,3	1 751,9	1 674,3
Total	**3 249,3**	**3 376,8**	**3 511,7**	**3 467,1**	**3 291,8**
Bénéficiaires des aides :					
Allocation unique dégressive	1 756,9	1 766,8	1 790,0	1 783,3	1 780,6
Allocation d'insertion	19,0	16,1	15,0	19,5	23,4
Allocation de solidarité spécifique	471,5	501,1	497,4	484,0	485,2
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 247,4**	**2 284,0**	**2 302,4**	**2 286,8**	**2 289,2**
Bénéficiaires des aides :					
Garanties de ressources	6,1	4,0	2,2	0,9	0,1
Allocation spéciale du FNE	164,3	140,4	118,6	99,4	81,8
Allocation spécifique de conversion	54,3	62,6	60,8	46,5	42,1
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (2)	14,6	14,7	15,0	16,0	14,8
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (2)	39,5	36,9	38,9	41,1	38,2
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	158,6	211,2	118,7	66,9	67,5
Journées indemnisables	802,1	981,1	613,9	333,3	344,3
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	2 012,6	2 262,4	2 513,4	2 716,6	2 962,7
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 250,3	4 546,9	4 386,2	4 184,7	4 083,8
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	329,2	345,0	312,2	251,3	228,3
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (3)	...	4 287,9	4 195,2	4 117,0	4 170,5
dont : reprises d'emploi	...	1 504,9	1 380,4	1 330,8	1 268,7
autres motifs de sortie	...	1 824,1	1 926,7	1 961,8	2 069,1

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) D'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.
(3) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-12

Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe

Moyennes annuelles

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité :* Millier

	1995	1996	1997	1998	1999
Manœuvres	112,7	105,0	101,1	98,4	92,4
Ouvriers spécialisés	329,5	323,0	316,6	302,1	284,7
Ouvriers qualifiés	527,3	539,7	535,7	487,3	434,7
Employés non qualifiés	530,2	535,2	535,4	522,7	495,7
Employés qualifiés	1 078,0	1 129,7	1 156,4	1 117,1	1 039,5
Agents de maîtrise, techniciens	190,4	214,3	229,2	219,9	204,8
Cadres	178,8	185,9	190,8	184,2	174,0
Non précisé	27,7	23,0	31,1	36,7	46,0
Total	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**	**2 968,4**	**2 771,8**
Hommes	1 456,7	1 515,6	1 542,6	1 459,9	1 357,3
Femmes	1 517,9	1 540,2	1 553,7	1 508,5	1 414,5
Total	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**	**2 968,4**	**2 771,8**

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, des exploitants publics « La Poste » et « France Télécom », par statut.

Situation au 31 décembre 1998 (résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
	Total	*dont* militaires	**Total**	*dont* ouvriers d'État	*dont* militaires (1)	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :								
11. Ministères civils :								
Métropole	**1 572 563**	619	**196 960**	12 567	21	**1 769 523**	216 870	26 033
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 640 613**	2 429	**215 661**	12 917	1 894	**1 856 274**	221 578	26 801
12. Ministère de la Défense								
Métropole, DOM-TOM, étranger (2)	**307 242**	275 070	**83 918**	56 270	20 416	**391 160**	7 780	52
Tous ministères :								
Métropole	**1 855 703**	252 298	**273 236**	68 150	15 339	**2 128 939**	224 514	26 084
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 947 855**	277 499	**299 579**	69 187	22 310	**2 247 434**	229 358	26 853
2. Établissements publics nationaux (3) :								
Métropole	**74 681**	84	**214 968**	1 786	145	**289 649**	95 552	33 458
Métropole, DOM-TOM, étranger	**82 260**	98	**227 682**	1 788	752	**309 942**	100 097	34 185
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	**1 305**	–	**141 642**	–	–	**142 947**	26 042	4 819
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 326**	–	**146 521**	–	3	**147 847**	26 461	4 903
4. Exploitants publics (4) :								
Métropole	**375 112**	–	**57 740**	–	–	**432 852**	57 988	17 157
Métropole, DOM-TOM, étranger	**381 736**	–	**58 744**	–	–	**440 480**	58 751	17 352
Ensemble :								
Métropole	**2 306 801**	252 382	**687 586**	69 936	15 484	**2 994 387**	404 096	81 518
DOM-TOM	**74 374**	7 433	**24 760**	1 036	1 516	**99 134**	9 067	1 233
Étranger	**32 002**	17 782	**20 180**	3	6 065	**52 182**	1 504	542
Total	**2 413 177**	**277 597**	**732 526**	**70 975**	**23 065**	**3 145 703**	**414 667**	**83 293**

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) Chiffres de 1996, ceux de 1998 ne sont pas encore disponibles.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.
(4) La Poste et France Télécom sont séparés de l'État et transformés en « exploitants publics » depuis le 1er janvier 1991.

TABLEAU C.01-14

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1996	1997	1998	*p* 1999	1996	1997	1998	*p* 1999
Éducation nationale : enseignement scolaire	929 115	927 055	933 752	942 609	1 021 299	1 027 103	1 029 168	1 034 580
Éducation nationale : enseignement supérieur	109 427	111 590	114 365	117 396	125 649	128 371	130 993	133 818
Jeunesse et Sports (1)	6 466	6 309	6 376	6 409	7 742	7 539	7 591	8 249
Total	**1 045 008**	**1 044 954**	**1 054 493**	**1 066 414**	**1 154 690**	**1 163 013**	**1 167 752**	**1 176 647**
dont : Enseignements 1er degré (2)	322 475	321 857	320 776	321 323	323 583	322 922	321 758	322 184
Enseignements 2ème degré (2)	534 742	535 701	543 726	549 806	613 467	622 276	625 672	632 679
Enseignements supérieurs (2)	104 826	106 903	109 322	112 317	120 779	123 421	125 631	128 429
Économie, Finances Industries	186 033	183 925	183 321	187 748	195 296	193 520	192 936	206 732
dont : Services extérieurs du Trésor	60 549	59 669	59 373	58 977	62 262	61 565	61 339	60 446
Services extérieurs des Impôts	84 882	84 073	83 911	83 474	88 749	88 074	87 957	86 792
Services extérieurs des Douanes	20 360	20 114	20 048	20 069	21 174	21 001	20 813	21 074
INSEE	7 140	7 095	7 088	7 022	7 630	7 582	7 573	7 521
Industrie, commerce	5 996	5 707	5 644	23	15 383	15 013	15 450	9 047
Intérieur et DOM-TOM	163 250	163 811	163 237	163 451	169 073	170 043	175 526	181 321
dont : Services des préfectures	28 745	28 731	28 722	28 627	30 723	30 875	30 805	30 550
Police nationale	126 265	126 867	126 353	126 598	128 648	129 517	135 096	141 149
Services divers intérieur	...	...	3 644	3 682	...	...	4 233	4 330
DOM-TOM	2 514	2 515	2 513	2 553	3 139	3 139	3 138	3 082
Équipement, Transports	98 675	97 093	96 508	96 232	119 053	116 624	115 932	115 114
Équipement et logement	87 713	86 161	85 361	84 862	106 045	103 710	102 721	101 863
Transports, Mer	10 962	10 932	11 147	11 370	13 008	12 914	13 211	13 251
Justice	59 038	59 402	60 277	60 921	61 399	61 758	62 719	63 491
dont : Services judiciaires	24 859	24 999	25 368	25 675	25 988	26 098	26 582	26 822
Services pénitentiaires	24 501	24 641	25 012	25 171	25 007	25 142	25 494	25 710
Protection judiciaire de la jeunesse	5 915	5 979	6 075	6 143	6 136	6 218	6 288	6 501
Agriculture	27 842	28 324	28 982	29 681	33 458	33 853	34 493	35 451
dont : Services déconcentrés	12 990	13 095	13 295	13 573	15 432	15 494	15 672	16 251
Enseignement agricole	13 112	13 502	13 970	14 366	15 937	16 294	16 770	17 143
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	22 361	22 087	22 483	22 703	25 915	25 623	25 720	27 245
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale	11 228	11 103	11 491	11 711	13 078	12 928	12 862	13 933
Services déconcentrés Travail-Emploi, Formation professionnelle	8 519	8 448	8 382	8 403	9 445	9 411	9 487	9 864
Affaires étrangères, coopération	10 360	10 115	10 118	8 172	19 534	19 336	19 310	17 232
Culture	10 336	11 492	12 180	12 211	12 413	13 665	14 388	14 638
Anciens combattants	2 262	2 151	2 056	1 946	2 569	2 481	2 365	2 263
Services du Premier ministre	1 227	1 315	1 314	1 340	2 759	2 886	2 882	2 978
Total ministères civils (3)	**1 632 388**	**1 630 376**	**1 640 613**	**1 650 819**	**1 811 542**	**1 817 815**	**1 829 473**	**1 843 112**
Défense	307 242	...	...	...	391 108	...	...	...
Tous ministères	**1 939 630**	...	...	...	**2 202 650**	...	...	...

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) Le total de l'ensemble ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-13, le champ, étant différent , les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.

TABLEAU C.01-15

Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France Télécom par catégorie statutaire (A, B, C, D) (1) et sexe

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1996	1997	*p* 1998	1996	1997	*p* 1998	1996	1997	*p* 1998
Tous agents	**2 636 273**	**2 632 352**	**2 642 932**	**1 389 141**	**1 382 306**	**1 386 309**	**1 247 132**	**1 250 046**	**1 256 623**
A	897 267	924 380	946 046	462 834	468 967	474 417	434 433	455 413	471 629
B	891 725	880 945	866 576	462 840	460 180	455 711	428 885	420 765	410 865
C et D	834 050	815 038	811 778	457 356	447 552	446 017	376 694	367 486	365 761
***dont :* personnels enseignants (2)**	**955 200**	**962 982**	**967 032**	**374 430**	**375 198**	**376 013**	**580 770**	**587 784**	**591 019**
A	665 178	689 724	709 507	296 200	301 588	306 792	368 978	388 136	402 715
B	290 022	273 257	257 515	78 230	73 609	69 213	211 792	199 648	188 302
C et D	–	1	10	–	1	8	–	–	2
***dont :* personnels non enseignants**	**1 681 073**	**1 669 370**	**1 675 900**	**1 014 711**	**1 007 108**	**1 010 296**	**666 362**	**662 262**	**665 604**
A	232 089	234 656	236 539	166 634	167 379	167 625	65 455	67 277	68 914
B	601 703	607 688	609 061	384 610	386 571	386 498	217 093	221 117	222 563
C et D	834 050	815 037	811 768	457 356	447 551	446 009	376 694	367 486	365 759
***dont :* titulaires civils**	**2 055 569**	**2 041 812**	**2 052 092**	**964 298**	**953 593**	**955 207**	**1 091 271**	**1 088 219**	**1 096 885**
A	782 047	804 277	827 365	382 937	386 965	392 657	399 110	417 312	434 708
B	607 319	588 815	575 240	232 815	228 658	224 782	374 504	360 157	350 458
C et D	666 194	648 716	649 486	348 538	337 966	337 767	317 656	310 750	311 719
***dont :* militaires**	**299 998**	**300 096**	**299 809**	**277 453**	**277 536**	**277 275**	**22 545**	**22 560**	**22 534**
officiers	43 402	43 433	43 312	41 441	41 468	41 353	1 961	1 965	1 959
sous-officiers	212 535	212 603	212 440	195 593	195 650	195 506	16 942	16 953	16 934
hommes du rang	42 228	42 227	42 224	38 640	38 639	38 637	3 588	3 588	3 587

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils non classés en catégorie spéciale (prison, police etc.) et les fonctionnaires de La Poste et France Télécom non reclassés dans les nouveaux corps des exploitants publics. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.

(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-16

Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire (1) et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

%

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1996	1997	*p* 1998	1996	1997	*p* 1998	1996	1997	*p* 1998
Statuts :									
Titulaires civils	53,1	53,3	53,5	17,3	17,2	17,4	88,6	89,8	89,6
Non-titulaires civils (2)	47,5	47,9	47,1	39,2	35,3	35,2	64,7	65,1	64,8
Tous personnels civils	**52,4**	**52,6**	**52,7**	**19,7**	**19,2**	**19,4**	**82,1**	**83,2**	**83,2**
Militaires	8,1	8,1	8,2	–	–	–	–	–	–
Tous personnels	**47,3**	**47,5**	**47,5**	**19,3**	**18,9**	**19,0**	**82,1**	**83,2**	**83,2**
Catégories statutaires (civils) :									
A	50,6	51,5	52,0	12,7	11,8	12,0	72,7	75,3	75,4
B	60,7	60,4	60,2	19,4	20,3	21,0	84,8	85,4	85,4
C et D	47,1	47,1	47,1	27,2	26,5	26,5	87,1	87,7	87,9
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	62,8	62,9	63,0	13,4	12,9	13,3	80,0	82,1	82,3
La Poste et France Télécom	41,3	41,4	41,3	28,6	27,3	27,1	80,9	81,4	81,5
Économie, Finances	61,8	61,6	61,5	34,9	35,4	35,5	94,2	93,9	93,4
Intérieur, DOM-TOM	26,7	27,1	27,6	21,5	21,6	21,1	88,9	90,0	90,5
Équipement, logement et transports	26,9	27,1	27,3	27,8	27,9	28,2	67,0	69,6	69,7
Justice	49,6	49,8	50,3	24,4	24,9	25,2	94,7	94,5	94,6
Agriculture	48,0	48,6	49,0	28,5	28,2	28,0	77,0	77,4	77,9
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	71,3	71,3	71,5	36,3	37,0	35,4	93,9	93,7	93,6
Culture	53,1	49,9	50,8	18,7	18,7	18,7	82,5	82,5	82,4
Ensemble des ministères civils	**53,0**	**53,2**	**53,3**	**19,7**	**19,2**	**19,4**	**81,9**	**83,1**	**83,1**
Défense	14,5	14,5	14,6	11,9	11,9	11,9	86,7	86,7	86,7

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils non classés en catégorie spéciale (prison, police etc.) et les fonctionnaires de La Poste et France Télécom non reclassés dans les nouveaux corps des exploitants publics. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.

(2) Y compris ouvriers d'État.

TABLEAU C.01-17

Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle

Situation en mars (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	1982			1990			1999			2000			Structure de la population active 2000		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,1	0,4	**0,2**	0,4	0,5	**0,5**	0,6	0,5	**0,5**	0,3	0,5	**0,4**	2,8	1,6	**2,2**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1,8	2,4	**2,0**	2,4	4,3	**3,0**	3,7	5,4	**4,2**	3,8	4,4	**4,0**	7,5	3,7	**5,7**
Cadres (2) et professions intermédiaires	3,1	4,5	**3,6**	2,9	4,5	**3,6**	6,9	7,2	**7,1**	4,4	4,9	**4,6**	33,6	28,6	**31,3**
Cadres (2)	2,3	3,2	**2,5**	2,3	3,5	**2,6**	4,0	5,4	**4,5**	3,4	3,9	**3,6**	14,7	9,1	**12,1**
Professions intermédiaires	3,6	4,8	**4,1**	3,4	4,9	**4,1**	5,5	7,3	**6,3**	5,1	5,3	**5,2**	18,9	19,5	**19,2**
Employés	5,5	10,1	**8,9**	9,6	12,6	**11,9**	13,5	14,3	**14,1**	7,6	11,4	**10,4**	16,8	50,2	**32,3**
Employés administratifs y.c. fonction publique	3,5	7,6	**6,4**	7,8	10,0	**9,5**	10,8	12,6	**12,2**	5,8	9,6	**8,3**	13,1	30,3	**21,1**
Employés des commerces et des services	13,1	15,2	**14,9**	15,6	17,9	**17,5**	20,3	17,1	**17,7**	14,1	14,3	**14,2**	3,7	19,9	**11,2**
Ouvriers (3)	8,0	15,8	**9,6**	10,1	19,8	**12,2**	13,7	20,7	**15,1**	9,7	15,6	**11,0**	41,0	13,4	**28,2**
Ouvriers qualifiés	6,3	12,2	**6,9**	7,1	13,5	**7,8**	9,5	17,2	**10,4**	6,9	14,2	**7,8**	27,5	4,5	**16,8**
Ouvriers non qualifiés	11,1	17,3	**13,3**	16,1	21,7	**18,3**	23,7	22,2	**23,1**	16,0	16,1	**16,0**	11,9	8,2	**10,2**
Total (4)	**5,8**	**10,5**	**7,8**	**7,0**	**12,0**	**9,2**	**10,2**	**13,6**	**11,8**	**7,8**	**10,6**	**9,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie. En 1990 et en 1999, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.
(2) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(3) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(4) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-18

Évolution de la dépense pour l'emploi (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) *Unité :* Million de francs

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Dépenses passives :	**147 208,2**	**140 905,6**	**146 524,3**	**156 408,3**	**160 590,8**
Indemnisation du chômage	118 296,1	112 558,9	117 235,8	127 295,3	132 248,3
Incitation au retrait d'activité	28 912,1	28 346,7	29 288,5	29 113,0	28 342,5
Dépenses actives :	**146 710,8**	**148 532,4**	**160 551,3**	**161 046,5**	**166 271,9**
Formation professionnelle	86 257,8	81 482,8	85 894,6	83 119,4	84 168,4
Promotion de l'emploi	34 957,6	40 840,2	47 557,4	51 520,1	55 061,5
Exonérations non compensées	9 363,0	10 494,0	10 585,0	10 596,8	11 226,7
Autres	16 132,4	15 715,4	16 514,3	15 810,4	15 815,3
Incitation à l'activité	5 009,2	5 478,5	5 783,1	6 077,4	6 145,0
Maintien de l'emploi	5 724,7	4 746,0	5 048,8	3 830,9	3 682,7
Fonctionnement du marché du travail	5 398,5	5 490,8	5 682,4	5 902,1	5 987,7
Total de la dépense pour l'emploi	**293 919,0**	**289 437,9**	**307 075,6**	**317 454,8**	**326 862,7**
En % du PIB	3,98	3,78	3,86	3,87	3,83
Baisses générales de charges sociales sur les bas salaires	11 638,8	20 663,3	37 905,1	46 719,2	47 276,4
Aides à l'ARTT (2)	///	///	///	///	178,5
Total de la dépense pour l'emploi+baisses générales+ARTT	**305 557,7**	**310 101,3**	**344 980,7**	**364 174,0**	**374 317,6**
En % du PIB	4,13	4,05	4,34	4,44	4,40

(1) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque poste.
(2) Aménagement de la réduction du temps de travail.

TABLEAU C.01-19

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	211 565	215 260	218 084	223 420
Régions	7 243	8 134	8 657	9 077
Départements	164 396	165 290	166 192	169 148
Établissements publics	39 926	41 836	43 235	45 195
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 192 645	1 210 061	1 220 219	1 229 086
Communes	992 066	1 002 476	1 009 008	1 013 444
Organismes communaux	96 842	98 920	98 612	99 405
Organismes intercommunaux	103 371	108 665	112 599	116 237
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	101 814	106 248	106 676	106 839
4. Établissements publics administratifs divers (4)	31 703	29 795	29 331	28 145
dont : office d'HLM	25 541	23 678	23 181	22 209
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	30 277	32 244	32 607	34 327
dont : offices publics d'aménagement et de construction	17 939	19 740	20 222	21 493
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 568 004**	**1 593 608**	**1 606 917**	**1 621 817**
***dont :* Métropole**	**1 503 398**	**1 528 180**	**1 542 197**	**1 558 230**
Emplois principaux	**1 468 452**	**1 494 643**	**1 507 301**	**1 519 859**
Titulaires	**921 434**	**945 635**	**963 262**	**983 546**
Non titulaires	**446 412**	**440 432**	**440 290**	**439 683**
Assistantes maternelles à domicile	**60 657**	**60 175**	**59 404**	**58 639**
Contrats « emploi solidarité » (CES) et « emplois jeunes »	**139 591**	**147 366**	**143 961**	**139 949**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 274 540**	**1 294 162**	**1 306 790**	**1 322 118**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (6)	**1 506 024**	**1 531 569**	**1 544 979**	**1 559 345**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (7)	**1 435 913**	**1 455 116**	**1 467 634**	**1 480 651**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entres des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...)
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale.
(6) Non compris les organismes consulaires et les ASA.
(7) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-20

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387 034**	96 353	42 455	71 582	59 194	42 037	29 999	45 414
dont : Actifs	**172 442**	///	6 583	56 776	50 346	34 247	19 619	4 871
Sexe masculin :								
Population totale	**189 187**	48 709	21 600	35 392	28 917	20 331	14 366	19 872
dont : Actifs	**93 949**	///	3 954	29 789	27 093	18 810	11 376	3 027
Sexe féminin :								
Population totale	**197 847**	47 644	20 855	36 190	30 277	21 706	15 633	25 542
dont : Actifs	**78 493**	///	2 629	26 987	23 253	15 437	8 243	1 944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114 808**	38 311	10 662	20 676	19 520	12 291	6 577	6 771
dont : Actifs	**48 803**	///	1 786	15 397	15 811	9 915	4 593	1 301
Sexe masculin :								
Population totale	**59 799**	19 473	5 363	10 975	10 316	6 776	3 572	3 324
dont : Actifs	**30 169**	///	1 030	9 279	9 652	6 355	2 990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55 009**	18 838	5 299	9 701	9 204	5 515	3 005	3 447
dont : Actifs	**18 634**	///	756	6 118	6 159	3 560	1 603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359 579**	82 989	35 549	68 421	52 804	38 134	31 375	50 347
dont : Actifs	**164 877**	///	4 579	54 834	46 511	32 474	21 311	5 168
Sexe masculin :								
Population totale	**173 878**	42 113	18 145	33 859	25 226	17 952	14 751	21 837
dont : Actifs	**86 553**	///	2 928	28 665	23 610	16 692	11 659	2 999
Sexe féminin :								
Population totale	**185 701**	40 876	17 404	34 562	27 578	20 182	16 624	28 475
dont : Actifs	**78 324**	///	1 651	26 169	22 901	15 792	99 652	2 169

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-20 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION								
Les deux sexes :								
Population totale	**597 828**	176 608	62 092	116 227	88 502	59 391	43 612	51 396
dont : Actifs	**233 622**	///	10 622	87 503	67 830	42 300	22 600	2 867
Sexe masculin :								
Population totale	**294 256**	89 177	31 431	57 245	43 629	29 826	21 250	21 698
dont : Actifs	**137 658**	///	6 151	48 585	40 124	26 238	14 723	1 937
Sexe féminin :								
Population totale	**303 572**	87 431	30 661	58 982	44 873	29 565	22 362	29 698
dont : Actifs	**95 964**	///	4 471	38 918	27 706	16 162	7 777	930

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-21

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprise.

1. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
2. Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées.
3. Conflits du travail.
4. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.

5A. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche.

5B. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi.

6A. Les efforts et les risques au travail.

6B. L'organisation des horaires de travail.

7. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
8. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
9. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
10. Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
12. Représentativité des syndicats et des organisations patronales.
13. Évolution de la représentation des salariés selon les employeurs.
14. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
15 Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution selon la taille des établissements.
16. Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel.
17. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
18. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
19. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
20. Délégués syndicaux et CHSCT.
21. Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail.
22. Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats provisoires, le nombre des maladies indemnisées par le régime général des salariés (CNAMTS) augmente d'environ 12 % de 1997 à 1998. Ce chiffre global a une signification relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application.

Après avoir baissé régulièrement au début des années 90, le nombre d'accidents du travail avec arrêt se stabilise de 1994 à 1998 autour de 45 pour 1000 salariés.

L'utilisation d'un ordinateur à des fins professionnelles progresse fortement au cours des dix dernières années et concerne en 1998 la moitié des personnes qui travaillent contre moins d'un tiers en 1991.

Selon l'enquête « Conditions de travail », en 1998, les salariés ne sont guère plus nombreux qu'en 1991 à considérer qu'ils sont exposés à des efforts physiques et à des risques au cours de leur travail. En revanche, il arrive beaucoup plus souvent qu'ils cumulent plusieurs de ces pénibilités.

En 1998, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques du personnel indiquent une progression des suffrages obtenus par la CGT, la CFDT et la CFTC. La CGT-FO et la CFE-CGC maintiennent leur niveau. Les listes « autres syndicats » et les listes « non syndiqués » sont en recul. Depuis 1994, les résultats incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale pour l'emploi de décembre 1993. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans les entreprises où, auparavant, il n'existait pas de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquettes, il est donc nécessaire de cumuler, depuis 1994 et 1995, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux nouvelles délégations uniques.

En 1998, les demandes de licenciement de salariés protégés diminuent d'environ 20 % par rapport à l'année précédente. Les demandes relevant de motifs économiques représentent 67 %. Une très forte partie de ces demandes fait l'objet d'une autorisation. Les décisions prises sur recours hiérarchiques contestant les décisions des inspecteurs du travail baissent pour les motifs économiques (- 15 %) mais augmentent pour les autres motifs (+ 11 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;

— les accidents de salariés des DOM-TOM;

— les accidents couverts par des régimes spéciaux;

— les accidents de titulaires de l'État;

— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des Ministères du Travail, des Transports et de l'Agriculture.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.

Le champ de la statistique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM -TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF. L'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.

Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées par la Direction générale de la fonction publique.

Délégués du personnel

Les résultats présentés proviennent d'une enquête par voie postale réalisée au second semestre 1994 auprès d'un échantillon de près de 19 000 établissements; cette enquête est apériodique. L'échantillon, tiré du fichier SIRENE, portait sur l'ensemble du champ des établissements assujettis. Afin de pouvoir comparer les résultats de cette enquête à ceux des enquêtes précédentes, cet échantillon se composait de deux sous-ensembles : l'un regroupant les établissements du champ de l'enquête

ACEMO (activités et conditions d'emploi de la main-d'œuvre), l'autre, complémentaire, couvrant le reste du champ. Les résultats présentés dans ce chapitre portent uniquement sur le champ ACEMO.

Délégués syndicaux

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, du ministère des Transports et du ministère de l'Agriculture. Cette statistique est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture); cette enquête est apériodique.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du Travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement et au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ce système repose sur l'envoi par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues. Les sections sont chargées d'enregistrer les résultats des élections qui leur sont parvenus.

La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés et plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé. La loi du 20 décembre 1993 ouvre, aux entreprises de moins de 200 salariés, la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques* de la DARES.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

L'enquête de 1998, est la quatrième depuis 1978; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère de l'emploi et de la solidarité. Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'INSEE.

Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

Cette enquête a été menée de décembre 1998 à mai 1999 auprès de 3 000 établissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture), tirés aléatoirement selon des critères de taille et de secteur pour constituer un échantillon représentatif au niveau national, et volontaires pour recevoir un enquêteur en face-à-face. Dans l'échantillon figurent également 570 établissements déjà interrogés en 1993 afin de constituer un panel.

Dans la nouvelle enquête, un volet supplémentaire a été introduit. Des salariés (10, 20, ou 30, selon la taille de l'établissement) ont été enquêtés par voie postale, avec des questionnaires auto-administrés. Les salariés ont été tirés au sort par l'enquêteur, avec l'accord préalable du représentant « Employeur », qui a toujours reçu, à titre d'information, un exemplaire du questionnaire destiné aux salariés.

Au total 2 978 « Employeurs », 1 673 « Représentants du personnel » (dont 55 % délégués syndicaux, 26 % secrétaires du comité d'entreprise, 15 % délégués du personnel et 4 % pour délégation unique, CHSCT ou salariés mandatés), ainsi que 10 303 salariés enquêtés, entrent dans le champ étudié.

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les maladies professionnelles indemnisées, dont le caractère professionnel est dûment constaté par le système traditionnel ou complémentaire, ayant entraîné des prestations financières (indemnité journalière ou rente d'incapacité) et/ou des prestations en nature (soins, etc.). L'année correspond à la date de survenance.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAMTS), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF-GDF, RATP, les mines, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Dans les éditions antérieures à celle-ci, le système complémentaire était exclu de ces statistiques. Pour la CNAMTS, les maladies professionnelles indemnisées ayant entraîné uniquement des prestations financières étaient prises en compte.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance du régime général (CNAMTS), le T46 réglemente celle des salariés agricoles (MSA).

Représentants du personnel

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agrégées par le service statistique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3. DÉFINITIONS

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et les techniciens et un troisième collège pour les cadres. Sous réserve du respect de ces principes, les conventions collectives et accords pré-électoraux peuvent aller au-delà du 3e collège par l'éclatement, par exemple, du premier collège en deux : ouvriers d'une part, employés d'autre part.

Enfin, dans un certain nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a modifié certaines règles concernant les institutions représentatives du personnel. De nouvelles dispositions permettent, dans les entreprises de moins de 200 salariés, de n'élire qu'une seule délégation qui reçoit les attributions des délégués du personnel et du comité d'entreprise ou d'établissement. Le nombre de délégués est alors augmenté, mais le nombre global d'heures de délégation se trouve réduit.

Délégués du personnel

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Ils sont élus directement par les salariés, dont ils sont les porte-parole auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail. Leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail (présenter les réclamations des salariés à l'employeur, saisir l'employeur en cas d'atteinte aux droits des personnes et aux libertés individuelles dans l'entreprise, intervenir auprès de l'inspecteur du travail). Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise. Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire des délégués du personnel à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de 1 à 2 ans alignant ainsi sa durée sur celle du comité d'entreprise.

Le nombre de délégués à élire varie selon la taille de l'établissement et est fixé par le Code du Travail mais il peut être modifié par accord collectif. Il est élu autant de suppléants que de titulaires.

Les élections s'effectuent par un scrutin de liste avec répartition des sièges à la proportionnelle. Il est prévu la possibilité de deux tours de scrutin. Le second tour est organisé dans un délai de quinze jours après le premier si le nombre de votants est inférieur à la moitié du nombre d'électeurs inscrits ou s'il y a carence de candidatures. Au premier tour, chaque liste est établie par les organisations syndicales représentatives. Au second tour, les électeurs peuvent voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

Les élections ont lieu par collège. Les collèges prévus par le code du travail sont les ouvriers et les employés d'une part, puis les ingénieurs, chefs de service, techniciens, agents de maîtrise et assimilés. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndi-

caux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité : direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques;

— INSEE - division « Emploi »;

— Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Publications de la DARES :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;

Dossiers statistiques.

Premières informations et premières synthèses :

« Les conflits en 1999 : une reprise sensible », n° 48.01, novembre 2000;

« Où sont les délégués syndicaux ? », n° 41.02, octobre 2000;

« Les licenciements de représentants du personnel en 1998 », n° 19.1, 2000.05;

« Les élections aux comités d'entreprise en 1998 », n° 41.1, octobre 2000;

« La représentation des salariés : le point de vue des employeurs », n° 24.1, 2000. 06;

« Des conflits du travail en recul en 1998 sauf dans la Fonction publique », n°99.09-38.3;

« La réduction du temps de travail. D'un dispositif à l'autre », n° 37.2, septembre 2000.

Dossiers de la DARES. Études et statistiques

« Travail et charge mentale », n°27.1, juillet 1999;

« L'organisation des horaires : un état des lieux en mars 1998 », n°30.1, juillet 1999;

« Efforts, risques et charge de travail, résultats des enquêtes Conditions de travail 1984, 1991 et 1998 », 1999 (hors série);

« Exposition aux contraintes et nuisances dans le travail, SUMER 1994 », n° 5/6, 1998.

Publications de l'INSEE :

Données sociales, 1999 :

« Temps et rythmes de travail en 1995 », J.D Fermanian;

« Les relations professionnelles en mutation », M.Cézard, J.L Dayan;

« L'aménagement et la réduction du temps de travail », C. Bloch-London, P.Poisard.

« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats*;

« Travailler au-delà de la durée habituelle », *INSEE-Première*, n° 591, juin 1998;

« Faibles rémunérations et durée du travail en 1996 », *INSEE-Première*, n° 640, avril 1999;

« L'ordinateur divise encore les mondes professionnels », *INSEE-Première*, n° 651, juin 1999;

« Le temps de travail des cadres », *INSEE-Première*, n° 671, août 1999;

« Le temps de travail des indépendants », *INSEE-Première* , n° 695, juillet 2000.

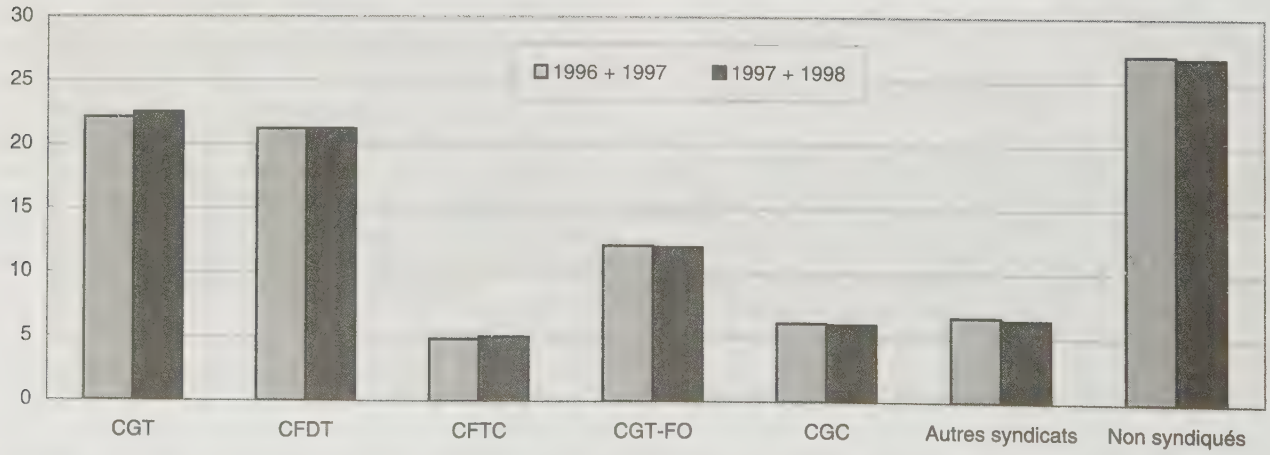
France, Portrait Social, INSEE, 1997 : « Les sociétés britannique et française depuis vingt-cinq ans : durée et conditions de travail - relations professionnelles ».

*
* *

GRAPHIQUE C.02

Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprises

En %



Pour avoir une vision d'ensemble des comités d'entreprise et des délégations uniques, il est indispensable de regrouper deux années consécutives. Les élections dans un même établissement n'ont lieu que tous les deux ans et les résultats d'une année ne concernent grosso-modo que la moitié du parc des établissements. De plus, les résultats des années paires diffèrent sensiblement de ceux des années impaires.
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE — *Unité* : Heure

Branches	Numéro de la NAF	1990 durée offerte	1990 durée effective	1995 durée offerte	1995 durée effective	1996 durée offerte	1996 durée effective	*r* 1997 durée offerte	*r* 1997 durée effective	*r* 1998 durée offerte	*r* 1998 durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	EA	1 856	1 640	1 867	1 610	1 860	1 632	1 844	1 613	1 845	1 595
Agriculture, sylviculture, pêche	FA0	1 856	1 640	1 867	1 610	1 860	1 632	1 844	1 613	1 845	1 595
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB	1 772	1 603	1 767	1 574	1 772	1 576	1 760	1 553	1 755	1 572
Industries de la viande et du lait	FB1	1 769	1 612	1 763	1 597	1 760	1 590	1 759	1 592	1 755	1 588
Autres industries agricoles et alimentaires	FB2	1 774	1 598	1 769	1 559	1 779	1 568	1 760	1 553	1 760	1 552
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 746	1 605	1 740	1 587	1 749	1 592	1 738	1 587	1 746	1 595
Habillement, cuir	FC1	1 757	1 601	1 741	1 571	1 765	1 590	1 741	1 573	1 767	1 591
Édition, imprimerie, reproduction	FC2	1 740	1 603	1 740	1 593	1 741	1 588	1 740	1 595	1 736	1 591
Pharmacie, parfumerie, et entretien	FC3	1 734	1 587	1 734	1 568	1 745	1 574	1 730	1 564	1 748	1 571
Industries des équipements du foyer	FC4	1 747	1 621	1 743	1 604	1 747	1 607	1 737	1 602	1 754	1 614
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED	1 742	1 637	1 729	1 617	1 728	1 617	1 723	1 614	1 741	1 625
Industrie automobile	FD0	1 742	1 637	1 729	1 617	1 728	1 617	1 723	1 614	1 741	1 625
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 749	1 642	1 744	1 623	1 742	1 621	1 738	1 619	1 739	1 621
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	FE1	1 723	1 619	1 705	1 591	1 702	1 586	1 707	1 586	1 718	1 594
Industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	1 759	1 657	1 755	1 638	1 752	1 637	1 747	1 633	1 754	1 639
Industries des équip. électriques et électroniques	FE3	1 745	1 626	1 747	1 611	1 745	1 610	1 739	1 601	1 731	1 600
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 748	1 628	1 743	1 613	1 746	1 618	1 742	1 612	1 746	1 618
Industries des produits minéraux	FF1	1 770	1 643	1 767	1 632	1 769	1 635	1 761	1 624	1 776	1 634
Industrie textile	FF2	1 760	1 618	1 728	1 576	1 744	1 592	1 745	1 590	1 758	1 601
Industries du bois et du papier	FF3	1 759	1 640	1 749	1 619	1 753	1 626	1 748	1 618	1 751	1 622
Chimie, caoutchouc, plastiques	FF4	1 726	1 607	1 730	1 599	1 736	1 607	1 730	1 601	1 733	1 605
Métallurgie et transformation des métaux	FF5	1 748	1 638	1 744	1 627	1 742	1 626	1 739	1 618	1 747	1 623
Industrie des compo. électriques et électroniques	FF6	1 745	1 617	1 740	1 606	1 744	1 614	1 739	1 609	1 749	1 616
ÉNERGIE	EG	1 709	1 612	1 708	1 608	1 711	1 619	1 718	1 635	1 710	1 625
Production de combustibles et de carburants	FG1	1 724	1 606	1 742	1 619	1 771	1 642	1 764	1 643	1 760	1 641
Eau, gaz, électricité	FG2	1 704	1 613	1 700	1 605	1 697	1 614	1 709	1 632	1 700	1 623
CONSTRUCTION	EH	1 776	1 675	1 762	1 654	1 759	1 653	1 752	1 649	1 756	1 653
Bâtiment	FH1	1 778	1 676	1 769	1 661	1 770	1 662	1 763	1 654	1 772	1 662
Travaux publics	FH2	1 767	1 674	1 733	1 629	1 719	1 622	1 727	1 631	1 753	1 657
COMMERCE	EJ	1 770	1 564	1 767	1 531	1 761	1 522	1 760	1 522	1 764	1 523
Commerce et réparation automobile	FJ1	1 794	1 688	1 789	1 678	1 786	1 674	1 780	1 672	1 784	1 675
Commerce de gros, intermédiaires	FJ2	1 767	1 634	1 767	1 617	1 760	1 609	1 762	1 616	1 767	1 618
Commerce de détail et réparation	FJ3	1 764	1 471	1 759	1 422	1 753	1 407	1 750	1 401	1 755	1 408
TRANSPORTS	EK	1 788	1 640	1 787	1 612	1 780	1 615	1 783	1 617	1 779	1 617
Transports	FK0	1 788	1 640	1 787	1 612	1 780	1 615	1 783	1 617	1 779	1 617
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL	1 741	1 590	1 740	1 575	1 739	1 575	1 738	1 574	1 752	1 581
Intermédiation financière	FL1	1 745	1 593	1 744	1 583	1 747	1 585	1 745	1 578	1 763	1 586
Assurances et auxiliaires financiers	FL2	1 735	1 586	1 730	1 562	1 724	1 555	1 726	1 564	1 731	1 562
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM	1 763	1 505	1 768	1 452	1 765	1 440	1 759	1 436	1 777	1 452
Promotion, gestion immobilière	FM1	1 763	1 507	1 768	1 456	1 765	1 440	1 759	1 436	1 777	1 439
Location immobilière	FM2	1 763	1 503	1 768	1 447	1 766	1 440	1 759	1 450	1 777	1 454
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 752	1 566	1 744	1 528	1 730	1 510	1 741	1 515	1 733	1 497
Postes et télécommunication	FN1	1 738	1 575	1 720	1 537	1 665	1 506	1 712	1 540	1 690	1 513
Conseils et assistance	FN2	1 757	1 596	1 751	1 575	1 740	1 563	1 752	1 573	1 743	1 565
Services opérationnels	FN3	1 759	1 507	1 749	1 440	1 752	1 424	1 745	1 419	1 741	1 381
Recherche et développement	FN4	1 739	1 630	1 743	1 628	1 727	1 612	1 739	1 619	1 739	1 613
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 810	1 367	1 809	1 307	1 810	1 267	1 801	1 253	1 815	1 257
Hôtels et restaurants	FP1	1 860	1 485	1 869	1 423	1 871	1 394	1 860	1 359	1 870	1 358
Activités récréatives, culturelles et sportives	FP2	1 765	1 412	1 761	1 347	1 759	1 294	1 752	1 320	1 779	1 329
Services personnels et domestiques	FP3	1 774	1 166	1 769	1 118	1 772	1 086	1 765	1 059	1 775	1 074

TABLEAU C.02-1 (suite et fin)

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

Unité : Heure

Branches	Numéro de la NAF	1990		1995		1996		*r* 1997		*r* 1998	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
ÉDUCATION, SANTÉ, ACTION SOCIALE	EQ	1 556	1 321	1 551	1 299	1 545	1 297	1 548	1 300	1 545	1 298
Éducation	FQ1	1 336	1 159	1 329	1 149	1 316	1 145	1 322	1 151	1 315	1 139
Santé	FQA	1 752	1 521	1 748	1 503	1 745	1 501	1 743	1 494	1 743	1 488
Action sociale	FQB	1 765	1 266	1 782	1 226	1 776	1 227	1 779	1 231	1 779	1 227
ADMINISTRATION	ER	1 760	1 585	1 760	1 579	1 770	1 586	1 768	1 586	1 764	1 583
Administration publique	FR1	1 760	1 591	1 760	1 586	1 771	1 595	1 769	1 597	1 765	1 596
Activités associatives	FR2	1 750	1 450	1 750	1 473	1 744	1 440	1 746	1 479	1 747	1 471
Ensemble		**1 733**	**1 543**	**1 726**	**1 509**	**1 724**	**1 503**	**1 724**	**1 501**	**1 726**	**1 498**

TABLEAU C.02-2

Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées

En nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) (1)

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et Ministère de la Fonction publique (DGAFP)

	Fonction publique (2)	Entreprises privées et publiques nationalisées (3)	**Total**	Secteur privé et nationalisé par rapport au total en %
1986	853 000	1 041 500	**1 894 500**	55
1987	784 900	969 000	**1 753 900**	55
1988	686 000	1 242 200	**1 928 200**	64
1989	2 322 000	904 400	**3 226 400**	28
1990	573 900	693 700	**1 267 600**	55
1991	239 000	665 500	**904 500**	74
1992	218 000	490 500	**708 500**	69
1993	388 500	533 200	**921 700**	58
1994	226 600	521 000	**747 600**	70
1995	3 762 700	2 120 501	**5 883 201**	36
1996	686 000	448 000	**1 134 000**	39
1997	382 916	455 099	**838 015**	54
1998	683 584	353 176	**1 036 760**	34
1999	751 868	573 561	**1 325 429**	43

(1) Journées individuelles non travaillées à l'occasion de conflits localisés et généralisés.
(2) Il s'agit des journées individuelles non travaillées dans la Fonction publique d'État, y compris France-Télécom et la Poste, sauf pour 1996,1998 et 1999, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1998 ne comprennent donc pas notamment les grèves des infirmières, ceux de 1997 la grève des internes, ceux de 1999 la grève des médecins hospitaliers d'urgence).
(3) Y compris donc la SNCF, la RATP, Air-France et Air-France Europe (ex : Air-Inter).

TABLEAU C.02-3

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
Conflits localisés						
Conflits observés	Nombre	2 066	1 439	1 607	1 475	2 319
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	521,8	136,4	145,9	121,3	178,9
Journées individuelles non travaillées	Millier	783,8	444,1	393,4	345,6	568,1
Conflits généralisés						
Journées individuelles non travaillées	Millier	1 336,8	3,7	61,7	7,6	5,4
Ensemble des conflits						
Journées individuelles non travaillées	Millier	2 120,6	447,8	455,1	353,2	573,5

TABLEAU C.02-4

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Mêmes horaires tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables d'un jour à l'autre
Cadres			
2000	54,0	0,6	45,4
1999	52,2	0,6	47,2
1998	52,2	0,6	47,2
1990	47,2	0,7	52,1
Professions intermédiaires			
2000	62,1	7,2	30,7
1999	62,2	7,5	30,3
1998	62,9	6,5	30,6
1990	60,2	6,5	33,3
Employés			
2000	66,0	7,5	26,5
1999	65,8	6,9	27,3
1998	65,7	6,7	27,6
1990	68,0	6,8	25,2
Ouvriers			
2000	64,2	18,9	16,9
1999	65,1	17,6	17,3
1998	65,6	17,2	17,2
1990	68,2	15,0	16,8
Ensemble des salariés			
2000	**62,8**	**10,0**	**27,2**
1999	**63,0**	**9,4**	**27,6**
1998	**63,2**	**9,0**	**27,8**
1990	**64,0**	**8,8**	**27,2**

TABLEAU C.02-5A

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le dimanche	Certains dimanches seulement	Ne travaille jamais le dimanche
Cadres			
2000	4,4	29,8	65,8
1999	3,7	29,3	67,0
1998	3,8	29,0	67,2
1990	2,3	19,8	77,9
Professions intermédiaires			
2000	5,9	22,7	71,4
1999	4,9	23,9	71,2
1998	4,4	23,8	71,8
1990	4,7	17,3	78,0
Employés			
2000	9,3	18,3	72,4
1999	8,2	19,4	72,4
1998	8,2	19,3	72,5
1990	8,5	16,9	74,7
Ouvriers			
2000	5,6	11,8	82,6
1999	4,8	12,2	83,0
1998	4,8	12,6	82,6
1990	4,4	11,3	84,3
Ensemble des salariés			
2000	**6,7**	**18,9**	**74,4**
1999	**5,8**	**19,6**	**74,6**
1998	**5,7**	**19,6**	**74,7**
1990	**5,5**	**15,4**	**79,1**

TABLEAU C.02-5B

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi)

%

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le samedi	Certains samedis seulement	Ne travaille jamais le samedi
Cadres			
2000	12,4	37,4	50,2
1999	12,1	38,3	49,6
1998	12,1	38,6	49,3
1990	14,5	33,6	51,9
Professions intermédiaires			
2000	18,5	30,5	51,0
1999	17,1	32,5	50,4
1998	16,7	32,4	50,9
1990	21,7	28,8	49,5
Employés			
2000	29,9	21,9	48,2
1999	28,3	23,4	48,3
1998	27,9	23,6	48,5
1990	30,9	22,0	47,1
Ouvriers			
2000	15,5	26,2	58,3
1999	14,8	27,7	57,5
1998	14,4	28,0	57,6
1990	14,1	29,7	56,2
Ensemble des salariés			
2000	**20,4**	**27,3**	**52,3**
1999	**19,4**	**28,8**	**51,8**
1998	**19,1**	**29,0**	**51,9**
1990	**21,3**	**27,4**	**51,3**

TABLEAU C.02-6A

Les efforts et les risques au travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

Proportion de salariés déclarant que	Ensemble			Cadres			Professions Intermédiaires			Employés			Ouvriers		
	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998
Les efforts physiques															
Rester longtemps debout	49	53	54	20	23	26	43	44	46	42	48	51	68	73	76
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	16	29	37	5	10	13	8	19	26	13	26	37	27	46	57
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	17	28	35	10	13	16	18	28	33	16	28	35	19	34	45
Porter des charges lourdes	22	31	38	4	6	10	10	19	27	15	26	36	40	54	61
Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	...	...	34	...	...	6	...	...	21	...	...	31	...	...	59
Effectuer d'autres efforts physiques importants	11	19	24	3	4	5	6	11	15	6	14	21	21	35	44
Subir des secouses ou vibrations	8	11	13	2	3	3	3	5	8	2	4	5	18	26	31
Les risques professionnels															
Respirer des fumées	15	21	20	6	13	11	11	17	17	13	19	16	21	29	32
Respirer des poussières	27	35	36	7	11	13	15	22	24	16	25	28	51	63	65
Respirer des produits toxiques ou dangereux	13	16	18	4	6	7	9	12	14	6	8	10	23	29	34
Manipuler des produits toxiques ou dangereux	14	19	22	8	9	8	13	17	19	8	13	16	23	30	37
Être en contact des produits explosifs	4	5	8	4	3	3	4	6	7	2	3	5	6	7	12
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	14	19	23	5	6	8	8	13	19	4	8	12	28	40	46
Risquer de faire une chute grave	14	21	25	4	6	7	8	13	17	7	14	19	27	38	45
Risquer d'être électrocuté	9	14	15	5	6	7	8	13	14	4	7	9	16	23	27
Risquer d'être brûlé	11	15	18	4	5	6	8	11	14	7	10	13	19	27	33
Risquer des blessures sur machine	15	17	19	2	3	4	7	9	12	3	4	6	34	39	45
Rrisquer des blessures avec des outils ou des matériaux	...	28	30	...	6	8	...	18	24	...	13	15	...	57	62
Risquer des accidents de la circulation	17	25	29	19	28	32	18	29	34	10	13	18	23	32	37
Risquer des irradiations	...	3	3	...	3	4	...	4	5	...	2	3	...	2	3
Être exposé à des risques infectieux	14	19	27	11	13	18	19	24	31	16	23	33	...	13	23
Les nuisances sonores															
Subir des pointes de bruits très forts ou très aigus	25	32	31	12	17	14	22	29	27	13	20	20	41	51	52
Ne pas entendre une personne parler sans qu'elle élève la voix	16	19	18	4	6	6	9	11	12	7	10	10	34	37	36

TABLEAU C.02-6B

L'organisation des horaires de travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

	Horaires alternants		Semaines variables	Pas de repos de 48 heures	Journées de plus de 10h	Travail de nuit	Travail du dimanche
	2 x 8	3 x 8					
Cadres							
1998	–	–	10	14	39	9	30
1991	–	–	14	20	39	10	24
1984	–	–	11	19	33	16	24
Professions intermédiaires							
1998	3	3	14	19	23	14	26
1991	4	3	16	22	21	12	21
1984	3	2	12	22	18	12	19
Employés							
1998	4	2	18	28	19	12	29
1991	4	2	18	27	17	10	25
1984	3	2	14	23	17	10	22
Ouvriers							
1998	11	7	12	17	17	19	18
1991	10	5	12	16	17	15	16
1984	9	5	10	12	15	15	14
Ensemble							
1998	5	4	14	21	22	14	25
1991	6	3	15	21	20	12	21
1984	5	3	12	19	18	12	18

TABLEAU C.02-7

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes sur les conditions de travail)

%

Type d'équipement	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers qualifés			Ouvriers non qualifiés			Ensemble		
	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998
Terminal relié à un ordinateur	35	38	31	28	30	25	24	24	18	7	9	9	3	4	4	20	22	18
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	83	37	45	68	26	33	47	6	8	20	3	4	9	35	31	47
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	–	●	47	–	●	36	–	●	10	–	●	5	–	●	32	–	●
Minitel	44	56	●	32	44	●	25	34	●	4	7	●	1	2	●	21	30	●
Vidéo	17	24	●	13	20	●	3	7	●	2	4	●	1	2	●	7	11	●
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	2	2	–	–	–	3	4	4	2	3	3	1	2	2
Machine à commande numérique	1	1	1	1	2	3	–	–	1	4	7	11	2	5	9	1	3	4
Instruments de mesure	–	12	●	–	11	●	–	4	●	–	10	●	–	5	●	–	8	●
Instruments médicaux	–	2	●	–	3	●	–	1	●	–	–	●	–	–	●	–	1	●
Autres outils	–	4	●	–	3	●	–	2	●	–	2	●	–	1	●	–	2	●
Appareil à télécopie (fax)	–	68	●	–	48	●	–	34	●	–	10	●	–	4	●	–	34	●

TABLEAU C.02-8

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1991		*r* 1995		*r* 1996		*r* 1997		*p* 1998	
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel
Affections provoquées par le bruit :										
Total	**1 063**	**1 063**	**760**	**721**	**816**	**776**	**759**	**728**	**665**	**653**
T. 42a (1)	1 034	1 034	734	695	768	728	709	680	630	619
T. 46b (1)	29	29	26	26	48	48	50	48	35	34
Affections périarticulaires :										
Total	**2 541**	**2 541**	**7 401**	**7 266**	**9 435**	**9 286**	**11 264**	**11 053**	**13 235**	**12 959**
T. 57a	2 360	2 360	6 772	6 637	8 662	8 514	10 320	10 109	11 980	11 727
T. 39b	181	181	629	629	773	772	944	944	1 255	1 232
Silicoses :										
Total	**345**	**345**	**233**	**225**	**237**	**215**	**261**	**209**	**227**	**186**
T. 25a	344	344	233	225	236	214	261	209	226	185
T. 22b	1	1	–	–	1	1	–	–	1	1
Ciment :										
Total	**466**	**466**	**327**	**321**	**257**	**254**	**235**	**229**	**228**	**223**
T. 8a	464	464	327	321	255	252	232	226	224	220
T. 14b	2	2	–	–	2	2	3	3	4	3
Amiante :										
Total	**586**	**586**	**1 056**	**1 033**	**1 608**	**1 450**	**1 764**	**1 556**	**2 063**	**1 771**
T. 30a	586	586	1 056	1 033	1 607	1 449	1 763	1 555	2 061	1 769
T. 47b	–	–	–	–	1	1	1	1	2	2
Hépatites virales :										
Total	**91**	**91**	**62**	**60**	**53**	**50**	**67**	**64**	**42**	**40**
T. 45a	91	91	62	60	53	50	67	64	41	39
T. 33b	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :										
Total	**533**	**533**	**522**	**519**	**485**	**482**	**504**	**495**	**461**	**458**
T. 65a	500	500	475	472	446	443	461	453	417	414
T. 44b	33	33	47	47	39	39	43	42	44	44
Bois :										
Total	**146**	**146**	**103**	**97**	**105**	**101**	**118**	**116**	**111**	**108**
T. 47a	141	141	100	94	99	95	113	111	105	102
T. 36b (bois exotiques)	5	5	3	3	6	6	5	5	6	6
Affections respiratoires de mécanisme allergique :										
Total	**314**	**314**	**347**	**333**	**343**	**331**	**361**	**350**	**357**	**349**
T. 66a	278	278	301	287	313	301	320	310	307	299
T. 45b	36	36	46	46	30	30	41	40	50	50
Vibrations et chocs d'outils :										
Total	**193**	**193**	**165**	**156**	**154**	**149**	**189**	**183**	**170**	**160**
T. 69a	172	172	149	140	135	130	167	161	151	141
T. 29b	21	21	16	16	19	19	22	22	19	19
Brucelloses :										
Total	**91**	**91**	**34**	**34**	**33**	**31**	**22**	**20**	**12**	**12**
T. 24a	65	65	27	27	16	14	13	12	3	3
T. 6b	26	26	7	7	17	17	9	8	9	9
Dermatoses dues aux lubrifiants :										
Total	**164**	**164**	**131**	**128**	**104**	**104**	**122**	**120**	**136**	**133**
T. 36a	164	164	130	127	103	103	122	120	136	133
T. 25b	–	–	1	1	1	1	–	–	–	–
Isocyanates organiques :										
Total	**142**	**142**	**90**	**86**	**102**	**102**	**85**	**85**	**101**	**99**
T. 62a	142	142	90	86	102	102	85	85	100	98
T. 43b	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1991		*r* 1995		*r* 1996		*r* 1997		*p* 1998	
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel
Amines aromatiques :										
T. 15a	98	98	74	73	78	78	70	68	66	66
Acides chromiques, chromates :										
Total	**76**	**76**	**52**	**49**	**41**	**38**	**44**	**43**	**30**	**27**
T. 10a	76	76	52	49	41	38	44	43	30	27
T. 34b	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés halogénés de l'éthylène :										
T. 12a	52	52	34	33	37	37	37	37	26	26
Benzolisme :										
Total	**37**	**37**	**19**	**19**	**20**	**18**	**25**	**25**	**33**	**30**
T. 4a	37	37	19	19	19	17	25	25	33	30
T. 19b	–	–	–	–	1	1	–	–	–	–
Aldéhyde formique et polymères :										
Total	**91**	**91**	**36**	**36**	**39**	**39**	**43**	**41**	**30**	**28**
T. 43a	91	91	35	35	38	38	42	40	28	28
T. 28b	–	–	1	1	1	1	1	1	2	–
Sidérose (oxyde de fer) :										
T. 44a	37	37	37	32	25	24	20	18	21	15
Résines époxydiques :										
Total	**145**	**145**	**98**	**98**	**87**	**85**	**87**	**87**	**86**	**86**
T. 51a	145	145	98	98	87	85	87	87	86	86
T. 37b	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Amines aliphatiques et alicycliques :										
T. 49a	25	25	28	28	33	32	27	27	18	18
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :										
T. 76a	51	51	15	15	8	8	13	13	15	15
Kératoconjonctivites virales :										
T. 80a	20	20	13	13	2	2	2	2	1	1
Total des maladies listées	**7 307**	**7 307**	**11 637**	**11 375**	**14 102**	**13 692**	**16 119**	**15 569**	**18 134**	**17 463**
a	**6 973**	**6 973**	**10 861**	**10 599**	**13 163**	**12 754**	**15 000**	**14 455**	**16 705**	**16 061**
b	**334**	**334**	**776**	**776**	**939**	**938**	**1 119**	**1 114**	**1 429**	**1 402**
Total des maladies indemnisées	**7 871**	**7 871**	**11 908**	**11 642**	**14 641**	**14 230**	**16 729**	**16 164**	**18 889**	**18 216**
a	**7 512**	**7 512**	**11 086**	**10 824**	**13 658**	**13 249**	**15 554**	**15 009**	**17 421**	**16 777**
b	**359**	**359**	**822**	**818**	**983**	**981**	**1 175**	**1 155**	**1 468**	**1 439**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-9

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés							
CNAMTS	53	48	46	46	45	44	45
Régime agricole	39	35	33	33	32	30	32
Nombre de morts							
CNAMTS	1 213	855	837	712	773	690 *r*	683
Régime agricole	72	97	100	93	106	85	81
Total	**1 285**	**952**	**937**	**805**	**879**	**775**	**764**

(1) Champ : total des 15 comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-10

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1994	1995	1996	1997	1998
Bâtiment, travaux publics (3)	64	64	59	59	59
Industrie du bois	44	52	51	50	52
Pierres et terre à feux	40	39	37	36	37
Transports et manutention	42	41	40	42	40
Alimentation	35	34	33	34	34
Caoutchouc et papier-carton	29	32	30	30	31
Métallurgie	28	27	27	26	26
Industries textiles	24	26	25	25	27
Ensemble du régime général	**26**	**25**	**24**	**25**	**25**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-11

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1994	1995	1996	1997	1998
Bâtiment, travaux publics (3)	3,03	3,05	2,85	2,87	2,91
Industrie du bois	1,38	1,74	1,71	1,70	1,74
Pierres et terre à feux	1,60	1,56	1,53	1,45	1,50
Transports et manutention	1,93	1,88	1,82	1,95	1,91
Alimentation	1,12	1,13	1,09	1,15	1,17
Caoutchouc et papier-carton	1,02	1,03	1,01	0,96	1,04
Métallurgie	0,89	0,86	0,85	0,85	0,87
Industries textiles	0,78	0,88	0,86	0,85	0,96
Ensemble du régime général	**0,98**	**0,90**	**0,94**	**0,97**	**0,98**

(1) Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-12

Représentativité des syndicats et des organisations patronales

« Comment qualifieriez-vous à ce jour la représentativité? »

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise 1998/1999 [1]) *Unité* : %

	Très faible	Faible	Forte	Très forte	Sans opinion
Des syndicats de salariés	29,4	51,3	13,6	0,8	4,9
Des organisations patronales	24,7	47,6	15,4	0,7	11,6

(1) Cf. partie « 2. MÉTHODOLOGIE » dans le texte du chapitre.

TABLEAU C.02-13

Évolution de la représentation des salariés selon les employeurs

« Les employeurs souhaitent-ils une évolution de la représentation des salariés dans leurs établissements? »

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise 1998/1999 [1]) *Unité* : %

	Établissements avec délégués syndicaux	Établissements avec représentants élus du personnel	Établissements sans représentants du personnel	**Ensemble**
Que rien ne change	37,9	60,8	51,0	**50,2**
Que la situation évolue	59,6	36,8	45,6	**47,2**
Ne se prononcent pas	2,5	2,4	3,4	**2,6**

(1) Cf. partie « 2. MÉTHODOLOGIE » dans le texte du chapitre.

TABLEAU C.02-14

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité *Unité :* % des suffrages exprimés

	1994	1995	1996	1997	1998
	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF
Ensemble des salariés :					
CGT	24,1	19,7	23,6	20,4	24,3
CFDT	20,8	20,5	21,5	20,8	21,7
CFTC	4,3	5,1	4,5	5,1	4,9
FO	12,2	12,3	12,1	12,1	12,1
CGC	5,6	6,4	5,8	6,4	5,8
Autres syndicats	6,8	6,2	7,3	5,9	7,0
Non syndiqués	26,1	29,9	25,1	29,3	24,1
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :					
CGT	29,3	24,1	28,7	24,7	29,3
CFDT	21,2	20,8	21,8	21,5	21,9
CFTC	4,2	5,1	4,4	5,3	4,7
FO	12,8	13,3	13,0	13,0	13,1
CGC	0,6	1,1	0,9	1,2	1,1
Autres syndicats	5,6	5,4	6,3	5,0	6,0
Non syndiqués	26,4	30,3	25,0	29,3	23,9
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :					
CGT	13,1	10,4	12,8	11,1	13,2
CFDT	20,1	20,0	20,9	19,5	21,5
CFTC	4,5	5,0	4,6	4,8	5,2
FO	11,0	10,3	10,2	10,2	9,9
CGC	16,4	17,6	16,4	17,5	16,3
Autres syndicats	9,4	7,8	9,7	7,7	9,1
Non syndiqués	25,4	28,9	25,4	29,2	24,7

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-15

Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution (1) selon la taille des établissements

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité* : %

Taille des établissements	1985		1988		1994	
	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution
11 à 49 salariés	39,5	45,3	36,1	44,5	29,6	33,8
50 à 99 salariés	63,4	63,6	55,3	55,3	58,9	59,6
100 à 499 salariés	82,0	85,7	78,1	84,4	74,8	79,1
500 à 999 salariés	96,9	97,1	95,4	95,9	90,5	90,8
1 000 salariés et plus	97,3	98,1	98,8	98,7	95,5	96,7
Ensemble	**47,6**	**73,9**	**43,3**	**69,7**	**37,8**	**65,8**

(1) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-16

Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité* : %

Syndicats	1985	1988	1994	Écart 85/94 (en points)	Écart 88/94 (en points)
CGT	24,8	22,7	18,1	– 6,7	– 4,6
CFDT	15,5	16,4	16,2	0,7	– 0,2
CFTC	2,5	2,8	4,0	1,5	1,2
CGT-FO	10,1	10,9	9,1	– 1,0	– 1,8
CFE-CGC	5,1	5,4	4,1	– 1,0	– 1,3
Autres syndicats	3,4	4,5	4,6	1,2	0,1
Non syndiqués	38,6	36,4	41,0	2,4	4,6
Non déclarés	–	1,0	2,9	2,9	1,9

TABLEAU C.02-17

Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Établissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectif des établissements avec délégués (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
50 à 99 salariés	18 317	17 354	35,7	34,9	1 284 803	1 225 375	37,0	35,9
100 à 199 salariés	9 601	9 677	58,4	54,3	1 328 717	1 337 782	59,5	55,5
200 à 499 salariés	5 127	5 253	78,1	74,9	1 532 029	1 559 637	79,5	76,4
500 à 999 salariés	1 230	1 181	89,9	88,0	832 713	803 786	90,0	88,5
1 000 salariés et plus	498	505	94,6	92,5	1 161 418	1 094 189	93,8	93,7
Total	**35 169**	**33 970**	**50,9**	**49,3**	**6 260 498**	**6 020 769**	**70,1**	**68,3**

TABLEAU C.02-18

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Syndicats	1989		1993	
	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
CGT	11 651	28,1	10 866	27,5
CFDT	9 949	24,0	9 808	24,9
CGT-FO	7 436	17,9	7 336	18,6
CFE-CGC	5 512	13,3	4 996	12,7
CFTC	3 057	7,4	3 087	7,8
Autres syndicats	2 883	7,0	3 151	8,0
Total	**41 460**	**100,0**	**39 450**	**100,0**

TABLEAU C.02-19

Établissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements (2)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Établissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (millier)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
Moins de 300 salariés	29 095	29 988	61,5	61,3	3 164,8	3 312,4	69,2	67,4
De 300 à 499 salariés	2 127	2 097	88,8	84,2	804,7	794,7	88,9	83,9
500 salariés et plus	1 727	1 682	92,4	90,2	1 994,9	1 879,9	92,6	90,2
Total	**32 949**	**33 767**	**64,8**	**64,1**	**5 964,4**	**5 987,0**	**79,7**	**76,8**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Hors EDF, SNCF, et établissements publics.

TABLEAU C.02-20

Délégués syndicaux et CHSCT

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Pourcentage des établissements ayant au moins un délégué syndical	50,9	///	///	///	///	49,3	///
Effectif correspondant (millier)	6 260,5	///	///	///	///	6 020,8	///
CHSCT (1) :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un CHSCT	64,8	///	///	///	64,1	///	///
Effectif correspondant (millier)	5 964,4	///	///	///	5 987,8	///	///

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-21

Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs (1) économiques			Autres (2) motifs			Tous motifs		
	1996	1997	1998	1996	1997	1998	1996	1997	1998
Nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel	11 184	12 430	8 490	2 882	3 491	4 190	14 066	15 921	12 680
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	+ 4	+ 11	– 32	+ 6	+ 21	+ 20	+ 4	+ 13	– 20
Nombre d'autorisations	9 748	10 990	7 482	2 093	2 531	3 461	11 841	13 521	10 953
Autorisations par rapport aux demandes (en %)	87	88	88	73	73	83	84	85	86

(1) Motifs économiques : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement économique, y sont regroupées également les demandes d'autorisations de transfert de salariés protégés en cas de transfert partiel d'entreprise.
(2) Autres motifs : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement pour motif disciplinaire, avec lesquelles sont regroupées les demandes de licenciement pour divers motifs (inaptitude professionnelle, maladie, fin de contrat à durée déterminée).

TABLEAU C.02-22

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs économiques			Autres motifs			Tous motifs		
	1996	1997	1998	1996	1997	1998	1996	1997	1998
Nombres de décisions prises (1)	376	434	369	362	444	494	738	878	863
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	+ 14	+ 15	– 15	– 5	+ 23	+ 11	+ 4	+ 19	– 2

(1) Une décision peut concerner plusieurs représentants du personnel.

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence.
3. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence.
4. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête.
5. Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux).

7A. Répartition des salaires, nets de prélèvements du secteur privé et semi-public.

7B. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvement, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

8A. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés et CSG et CRDS.

8B. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales.

9. Salaire minimum de croissance SMIC.
10. Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet.
11. Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

12A. Les gains bruts moyens selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle.

12B. Les gains bruts mensuels moyens et leur décomposition, selon le secteur d'activité de l'établissement.

13. Évolution annuelle du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique.
14. Évolution annuelle du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique.
15. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
16. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par profession, statut et sexe.
17. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.
18. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.
19. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
20. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.
21. Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne.
22. Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité et les divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus du patrimoine des ménages » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, dans les entreprises du secteur privé et semi-public, le salaire mensuel moyen pour un travail à temps complet s'élève à 13 670 francs par mois en brut et à 10 860 francs net de prélèvements à la source (cotisations sociales, CSG et CRDS).

Compte tenu de l'évolution des prix à la consommation, le pouvoir d'achat du salaire brut moyen progresse de 1,3 %. La progression est moindre pour le salaire net moyen (1,0 %), en raison d'une légère hausse des prélèvements à la source. Entre 1998 et 1999, la part des primes dans la rémunération diminue de 0,3 point. En revanche, la part des heures supplémentaires reste stable et le recours au chômage partiel est moins fréquent.

La mise en place progressive de la loi sur la réduction du temps de travail est à l'origine du plus fort accroissement des salaires horaires (2,1 % en francs constants pour les salaires horaires bruts et 1,8 % pour les salaires nets de prélèvements).

En raison d'une part moins importante de cadres et de professions intermédiaires dans la structure de l'emploi des salariés à temps partiel, leurs salaires horaires sont moins élevés que ceux de leurs collègues à temps complet (68,1 francs en brut, contre 83,5 francs pour un salarié à temps complet), mais ils progressent plus rapidement.

Le gain du pouvoir d'achat du SMIC net est de 0,8 %, après une hausse de 3,1 % en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Le revenu des ménages

Le revenu présenté ici porte sur l'ensemble des catégories de revenus des ménages, compatibles avec les définitions de la Comptabilité Nationale.

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction Générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux (ERF), réalisée en 1997 et non plus du panel européen des ménages.

Les rubriques « impôts » et « revenu disponible après impôt » ont été introduites. C'est sur ce revenu disponible que sont calculées les différentes composantes du revenu (et non plus avant impôt comme précédemment). Les revenus salariaux comprennent les indemnités journalières de maladie et de chômage. Les revenus d'indépendants sont nets de déficits. Les pensions-retraites comprennent outre les retraites, les pensions alimentaires reçues et les rentes viagères. Les autres revenus sociaux comprennent les prestations familiales, les aides au logement, les minima sociaux. Les autres revenus sont les revenus du patrimoine déclarés (revenus mobiliers et fonciers, revenus perçus à l'étranger). Les impôts comprennent l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la CRDS, la CSG non déductible. La CSG déductible ne figure pas ici car elle est déjà déduite des revenus primaires correspondants (revenus d'activité et de remplacement).

Les salaires et les gains

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison, les apprentis et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des administrations publiques, et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution de l'indice du salaire horaire de base des ouvriers est présentée par activité économique et par qualification.

L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail.

L'enquête sur les gains des salariés fait suite depuis fin 1988 à la série des enquêtes gains ACEMO effectuées depuis octobre 1972. Cette enquête est généralement semestrielle (avril et octobre). Elle mesure le gain mensuel moyen brut (primes mensuelles comprises) des salariés de la quasi-totalité des secteurs marchands non agricoles.

L'échantillon couvre l'ensemble du pays à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer. Il comprend tous les établissements de 50 salariés et plus, et un huitième des établissements de 11 à 49 salariés; soit environ 57 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les établissements de 10 salariés et moins ne sont pas pris en compte dans le champ de l'enquête. Ils font l'objet d'une enquête annuelle distincte, réalisée en octobre.

L'enquête retient tous les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée et ayant perçu une rémunération pour le mois de référence, qu'ils aient été présents tout le mois ou une partie du mois.

Une enquête complémentaire sur les gains annuels (appelée aussi "enquête primes") permet d'estimer le gain mensuel moyen toutes primes comprises. Elle est destinée à mesurer la part des primes qui ne sont pas versées mensuellement. Celles-ci se composent des primes à caractère stable comme le treizième mois, les primes de vacances et des primes aléatoires liées aux résultats de l'entreprise ou au rendement individuel du salarié.

Cette enquête porte uniquement sur les rémunérations annuelles décomposées selon la même ventilation que les rémunérations d'octobre ou d'avril de l'enquête semestrielle. Elle est effectuée auprès d'un cinquième des établissements qui répondent à l'enquête semestrielle soit environ 10 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les données collectées et présentées ici concernant le salaire de base, excluent les primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités; celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice hiérarchique de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire majorée de la fonction publique va d'un minimum (253) à un maximum (820), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est de 1 319 (les lettres F et G étant réservées aux ministres, ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Du traitement brut il faut déduire la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC). Dans les tableaux de ce chapitre, la contribution sociale généralisée (CSG) est également déduite et depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À l'inverse, le traitement est majoré, éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, depuis 1989, des mesures catégorielles se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Le coût de la main-d'œuvre

Depuis 1988, les enquêtes sur les coûts de la main-d'œuvre ont lieu tous les quatre ans dans les pays de l'Union européenne.

La dernière enquête réalisée se rapporte à 2000, mais les résultats ne sont pas disponibles au moment de la rédaction de cet ouvrage.

Les coûts de la main-d'œuvre sont des dépenses consenties par les employeurs pour employer des salariés. Ces coûts sont divisés en coûts directs et en coûts indirects.

— Les coûts directs correspondent, pour l'essentiel, à la rémunération directe (par exemple, montants bruts avant déduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés), primes non périodiques, versements au titre de la formation d'un patrimoine au profit des salariés, rémunérations pour journées non ouvrées et avantages en nature.

— Les coûts indirects incluent les dépenses de sécurité sociale à la charge de l'employeur, de formation professionnelle, les impôts, etc. Toute subvention perçue par l'employeur est déductible de ces coûts.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail, s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le

nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenus primaires et revenus de transferts

Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité nets de cotisation et de patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Revenu disponible brut et net

Le revenu disponible brut est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues. Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale. On obtient alors le revenu disponible net.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix à la consommation des ménages. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1).

Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— Direction générale des Impôts;

— *Journal officiel;*

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité;

— Eurostat.

« **Publications** » :

— *Premières informations et Premières synthèses*, DARES :

« La rémunération des salariés en 1998 », n° 01.1, 2000.01;

« Salariés à « bas salaire » et travailleurs pauvres : une comparaison France-États-Unis », n° 02.1, 2000.01;

« Les hausses de salaires sont moins fréquentes et plus individualisées en 1998 », n° 10.3, 2000.03;

« 12,8 % des salariés ont bénéficié de la revalorisation du SMIC en 1999 », n° 27.1, 2000.07;

« Les rémunérations et l'emploi dans les très petites entreprises en juin 1999 », n° 50.1, décembre 2000;

« Les 35 heures, l'emploi et les salaires », n° 50.2, décembre 2000;

— INSEE;

Articles d'*Économie et Statistique :*

« Les évolutions individuelles de salaire sur dix ans sont difficiles à prévoir », n° 314, 1998-4;

« Les structures de salaires en France et en Allemagne en 1995 : une analyse statistique comparative des hiérarchies salariales », n° 315, 1998-5;

« Intéressement et salaires : complémentarité ou substitution », n°s 316-317, 1998-6/7;

« La part des salaires dans la valeur ajoutée en France : une approche macroéconomique », n° 323,1999-3;

« Les salariés jugent leur salaire », n° 331, 2000-1;

« L'Earned Income Taxe Credit, un crédit d'impôt ciblé sur les foyers de salariés modestes aux États-Unis », « Le Working families Tax Credit, un nouveau crédit d'impôt pour les familles de travailleurs à bas revenu au Royaume-Uni », n° 335, 2000-5;

---

(1) Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier. Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

« Une mesure de la discrimination dans l'écart de salaires entre hommes et femmes », n°s 337-338, 2000-7.

« La structure des salaires en 1994 - Enquête complémentaire aux déclarations annuelles de données sociales de 1994 », *INSEE-Résultats*, n°s 646-647, mars 1999;

« Les agents de l'État au 31 décembre 1996 - Résultats détaillés », *INSEE-Résultats*, n°s 655-656, mai 1999;

« Les salaires des agents de l'État en 1996 - Résultats détaillés », *INSEE-Résultats*, n°s 660-661, juin 1999;

« Le coût de la main-d'œuvre en 1996. Résultats de l'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre en 1996 », *INSEE-Résultats*, n° 692, janvier 2000;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1998 », *INSEE-Résultats*, n°s 727-728, septembre 2000;

« Séries longues sur les salaires », *INSEE-Résultats* n° 735; décembre 2000 (disponible également sur cédérom).

« Salaires et coûts salariaux, 45 ans d'évolution », *INSEE-Première,* n° 449, mai 1996;

« Le coût salarial », *INSEE-Première*, n° 462, juin 1996;

« Le resserrement des revenus des ménages entre les régions de 1982 à 1996 », *INSEE-Première,* n° 617, novembre 1998;

« Le coût de la main-d'œuvre en France et en Allemagne en 1996 », *INSEE-Première,* n° 622, décembre 1998;

« Les caractéristiques familiales des salariés à temps partiel dans le secteur privé », *INSEE-Première,* n° 626, janvier 1999;

« Faible rémunération et durée du travail en 1996 », *INSEE-Première,* n° 640, avril 1999;

« Les salariés à temps complet au voisinage du SMIC de 1976 à 1996 », *INSEE-Première,* n° 642, avril 1999;

« Bade-Wurtemberg : des salaires attractifs pour les Alsaciens », *INSEE-Première,* n° 660, juin 1999;

« La multiactivité chez les salariés du secteur privé », *INSEE-Première,* n° 674, octobre 1999;

« Les salaires dans les entreprises en 1998 », *INSEE-Première,* n° 687, décembre 1999;

« Les salaires des agents de l'État en 1998 », *INSEE-Première,* n° 694, janvier 2000;

« Le revenu non agricole des foyers d'agriculteurs », *INSEE-Première,* n° 722, juin 2000;

« Entrepreneurs individuels : des revenus en forte baisse entre 1990 et 1997 », *INSEE-Première,* n° 732, août 2000;

« Les écarts de salaires entre régions s'expliquent surtout par la structure des emplois », *INSEE-Première,* n° 738, septembre 2000;

« Les revenus sociaux - 1981-1997 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 21, mars 1999;

« Les revenus d'activité non-salariée jusqu'en 1997 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 25, juin 1999;

« Revenus et patrimoine des ménages, édition 1999 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 28, septembre 1999;

« L'évolution des salaires jusqu'en 1998 », *Synthèses, Statistique publique*, n° 42, septembre 2000.

— Données sociales, 1999 :

« Les salaires depuis 1950 », A. Friez;

« Les bas salaires en France depuis le début des années quatre-vingt et quelques éléments de comparaison avec les États-Unis », P. Concialdi, S. Ponthieux, Ph. Combault;

« L'intérim : une voie d'accés à l'emploi », C. Jourdain;

« Le développement du travail à temps partiel », S. Audric, G. Forgeot;

« Les transformations du marché du travail des jeunes et des femmes en France et dans trois autres pays européens », V. Sandoval.

*
* *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle

Année 1993

Source : INSEE — *Unité* : Millier de Francs

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	dont retraités	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	182	319	283	178	117	119	26	24	120
Travail salarié	25	101	274	174	114	116	22	21	98
Entreprise individuelle	157	218	9	4	3	3	4	3	22
Revenu de la production des ménages « purs »	19	7	3	6	6	7	12	13	8
Revenu de la propriété	21	45	38	15	8	6	30	34	22
Revenu primaire net	**222**	**371**	**324**	**199**	**131**	**132**	**68**	**71**	**150**
Prestations sociales	49	37	48	44	44	56	118	129	74
dont : Vieillesse/Survie	5	6	5	5	5	3	87	98	36
Transferts divers	1	5	2	2	1	1	1	1	2
Revenu disponible avant impôts	**272**	**413**	**374**	**245**	**176**	**189**	**187**	**201**	**226**
Impôts sur le revenu et le patrimoine	22	74	54	22	13	10	14	15	22
dont : Impôt sur le revenu	18	66	44	15	7	5	9	10	16
Revenu disponible net	**250**	**339**	**320**	**223**	**163**	**179**	**173**	**186**	**204**
Nombre de ménages (en milliers)	470,1	1 599,0	1 965,0	2 929,2	2 471,3	4 562,4	8 840,9	7 076,1	22 837,9

TABLEAU C.03-2

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon la catégorie sociale de la personne de référence

Année 1997

Source : INSEE-DGI (enquête revenus fiscaux 1997) — *Unité :* %

Catégorie sociale de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Revenus salariaux	*dont :* Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt en F
Agriculteurs exploitants	381	154 406	91,1	25,8	65,3	6,7	7,9	8,6	– 14,4	176 640
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1191	208 233	101,4	60,2	41,1	2,6	5,3	8,3	– 17,6	244 882
dont : Artisans	605	178 969	100,4	46,1	54,2	2,2	6,5	5,1	– 14,1	204 204
Commerçants	473	200 435	99,5	57,7	41,8	3,4	5,8	7,6	– 16,3	233 106
Chefs d'entreprise	113	398 122	107,8	99,7	8,1	2,0	1,4	17,7	– 28,8	512 781
Professions libérales	241	370 820	120,3	28,8	91,5	3,0	2,8	3,0	– 29,2	479 099
Cadres	2035	268 466	110,9	108,9	2,0	2,4	2,6	2,1	– 17,9	316 521
Professions intermédiaires	3123	184 429	103,1	99,1	3,9	2,8	5,0	0,5	– 11,4	205 454
Employés	2646	128 109	93,3	92,1	1,2	5,1	10,3	0,0	– 8,7	139 254
Ouvriers qualifiés	3549	152 594	94,2	93,3	0,9	2,0	10,9	0,3	– 7,4	163 886
Ouvriers non qualifiés et agricoles	1262	121 356	84,2	83,3	0,9	2,9	18,8	0,2	– 6,2	128 880
Retraités	7389	128 881	17,4	15,8	1,6	85,7	2,4	6,5	– 12,1	144 476
dont : Anciens agriculteurs	730	87 837	17,2	8,0	9,2	67,3	5,4	18,5	– 8,4	95 215
Anciens indépendants non agricoles	654	120 661	15,2	9,2	6,0	74,8	3,0	21,2	– 14,2	137 795
Anciens cadres et professions intermédiaires	2057	181 388	17,2	16,5	0,7	94,4	0,6	5,2	– 17,3	212 768
Autres anciens salariés	3948	110 473	18,1	17,5	0,6	83,0	3,5	3,2	– 7,9	119 200
Autres inactifs	1521	94 989	40,5	38,8	1,7	40,1	22,4	4,3	– 7,2	101 828
Ensemble	**23 338**	**156 351**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**175 426**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif.
(2) Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent.

TABLEAU C.03-3

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon l'âge de la personne de référence

Année 1997

Source : INSEE-DGI (enquête revenus fiscaux 1997)

%

Âge de la de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	dont : Revenus salariaux	dont : Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt en F
29 ans et moins	2 042	115 055	96,5	93,7	2,9	1,8	10,4	0,4	– 9,1	125 525
30 à 39 ans	4 636	164 589	96,1	88,3	7,8	1,5	11,3	1,3	– 10,2	181 377
40 à 49 ans	4 792	189 615	99,3	87,7	11,7	2,8	8,1	1,6	– 11,9	212 179
50 à 59 ans	3 782	188 012	101,1	89,8	11,3	8,0	3,9	2,4	– 15,3	216 778
60 à 69 ans	3 352	144 053	35,2	30,3	4,9	70,4	3,0	5,3	– 14,0	164 220
70 à 79 ans	3 088	121 338	8,1	6,6	1,6	93,7	2,4	8,0	– 12,2	136 141
80 ans et plus	1 645	105 503	5,6	4,7	0,9	92,4	3,6	8,5	– 10,1	116 159
Ensemble	**23 338**	**156 351**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**175 426**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif.
(2) Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent.

TABLEAU C.03-4

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon le type de ménage à la date de l'enquête

Année 1997

Source : INSEE-DGI (Enquête revenus fiscaux 1997)

%

Type de ménage	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt en F (=100%)	Revenus d'activité	dont : Revenus salariaux	dont : Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt en F
Couple de 2 actifs, 0 enfant	2 154	183 582	111,7	101,8	9,9	1,6	1,0	1,1	– 15,5	212 037
Couple de 2 actifs, 1 enfant (3)	2 213	207 179	107,8	97,7	10,1	1,4	2,6	1,3	– 13	234 112
Couple de 2 actifs, 2 enfants ou plus	3 145	235 515	98,7	86,5	12,2	1,4	8,6	1,7	– 10,3	259 773
Couple avec 1 actif, 0 enfant	1 090	177 707	86,1	75,5	10,6	23,8	2,1	5,5	– 17,4	208 628
Couple avec 1 actif, 1 enfant	661	176 462	95,3	86,7	8,6	9,1	5,5	2,9	– 12,8	199 049
Couple avec 1 actif, 2 enfants ou plus	1 506	195 027	82,1	71,1	11,0	2,6	21,1	2,8	– 8,6	211 799
Couple d'inactifs	3 707	152 222	15,2	14,0	1,3	87,7	2,5	6,9	– 12,3	170 945
Famille monoparentale	1 642	128 070	70,2	64,5	5,7	18,1	18,9	1,4	– 8,5	138 956
Personnes seules actives	2 942	97 301	109,1	102,4	6,7	2,9	4,5	0,0	– 16,4	113 258
Personnes seules inactives	3 850	84 549	6,4	5,8	0,7	90,7	5,8	7,2	– 10,2	93 173
Autres ménages	427	149 309	60,2	53,5	6,7	40,4	7,0	3,7	– 11,3	166 181
Ensemble	**23 338**	**156 351**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**175 426**

(1) Champ Revenus : Revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif
(2) Champ Ménages : Ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent
(3) Enfant de moins de 26 ans célibataire de la personne de référence.

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements (1), effectifs et masse des salaires

Année 1998

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établissements actifs au 31-12	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31- 12	Masse des salaires bruts (en milliers de francs)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	2 124	13 319	8 889	1 165
Industries agricoles et alimentaires	B0	57 525	721 218	499 414	67 882
Industrie habillement, cuir	C1	8 758	184 257	135 802	17 222
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 788	262 200	196 193	35 578
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1 843	157 452	124 807	26 576
Industries des équipements du foyer	C4	14 599	242 169	186 408	26 526
Industrie automobile	D0	2 089	299 018	226 146	43 809
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 780	139 633	119 229	24 580
Industries des équipements mécaniques	E2	20 536	496 905	384 086	65 231
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	11 324	297 600	215 682	46 939
Industries des produits minéraux	F1	10 171	193 934	156 062	24 444
Industries du textile	F2	4 666	146 463	116 781	15 618
Industries du bois et du papier	F3	8 223	203 933	162 768	24 229
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 334	393 188	314 080	55 434
Métallurgie et transformation des métaux	F5	19 840	514 497	403 992	64 915
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 681	208 050	168 227	28 593
Production de combustibles et de carburants	G1	210	42 556	38 130	8 472
Eau, gaz, électricité	G2	2 072	221 001	184 793	38 415
Construction	H0	174 337	1 356 817	945 209	121 785
Commerce et réparation automobile	J1	63 971	487 051	358 521	48 427
Commerce de gros	J2	105 538	1 157 298	838 986	150 518
Commerce de détail, réparations	J3	239 089	1 783 606	1 155 752	133 358
Transports	K0	51 296	1 135 362	875 638	132 018
Activités financières	L0	45 897	836 705	603 936	131 000
Activités immobilières	M0	148 817	384 829	262 965	35 335
Postes et télécommunications	N1	2 100	557 598	487 926	76 293
Conseils et assistance	N2	127 913	1 341 893	937 942	202 863
Services opérationnels	N3	65 624	2 240 159	789 383	123 498
Recherche et développement	N4	2 246	148 081	118 049	26 391
Hôtels et restaurants	P1	148 986	1 088 752	550 718	63 206
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	56 419	428 951	230 702	36 666
Services personnels et domestiques	P3	57 395	206 379	135 334	13 260
Éducation	Q1	26 678	350 942	238 892	28 143
Santé, action sociale	Q2	108 457	2 376 111	1 925 732	246 184
Administration publique	R1	4 507	313 050	267 252	43 946
Activités associatives et extra-territoriales	R2	52 094	376 785	245 059	29 926
Non renseigné		1 034	4 018	1 535	222
Total		**1 676 961**	**21 311 780**	**14 611 020**	**2 258 667**

(1) Établissements actifs = établissements ayant rémunéré des salariés dans l'année.

TABLEAU C.03-6

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux)

Année 1998

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catég. (1)	Par sexe			Par catégories socioprofessionnelles			
			Les deux sexes (2)	Sexe masculin	Sexe féminin	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	8,6	126 558	152 102	58 574	285 051	194 143	96 001	107 490
Industries agricoles et alimentaires	B0	436,3	109 399	118 111	90 973	244 851	144 051	87 068	92 636
Habillement, cuir	C1	127,1	96 670	128 307	84 575	253 720	142 985	95 474	76 679
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	165,6	147 244	159 922	125 237	251 792	157 874	110 395	114 441
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	111,1	163 627	188 378	139 770	291 434	160 684	121 930	109 323
Industries des équipements du foyer	C4	175,1	110 550	118 909	94 183	235 578	137 079	99 786	89 313
Industrie automobile	D0	251,2	133 773	137 130	113 729	270 117	152 595	119 954	109 322
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	114,1	162 765	166 899	135 417	270 341	159 491	124 634	116 600
Industries des équipements mécaniques	E2	383,1	128 209	130 634	110 924	250 021	143 124	106 557	101 094
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	220,2	158 255	173 348	118 525	257 699	138 895	110 981	98 950
Industries des produits minéraux	F1	152,7	120 075	123 350	102 113	254 019	150 162	105 197	100 670
Industries du textile	F2	111,1	103 515	117 895	85 177	265 167	134 862	96 294	83 375
Industries du bois et du papier	F3	158,8	114 646	118 604	98 607	258 423	150 460	102 606	94 819
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	311,7	133 061	140 642	107 359	282 135	153 550	112 329	102 329
Métallurgie et transformation des métaux	F5	396,6	121 621	125 114	101 533	262 437	147 952	106 003	101 418
Industries des composants électriques et électroniques	F6	163,8	130 804	148 426	99 402	256 211	140 241	106 570	96 262
Production de combustibles et de carburants	G1	36,7	179 506	182 719	152 600	326 488	181 046	136 914	138 784
Eau, gaz, électricité	G2	180,2	168 907	174 639	144 200	283 144	162 277	116 736	123 535
Construction	H0	930,9	110 061	110 139	108 816	221 898	143 640	99 896	92 977
Commerce et réparation automobile	J1	310,4	109 655	111 988	97 319	198 147	135 445	95 094	89 431
Commerce de gros	J2	774,3	139 715	150 128	114 860	262 611	141 873	97 996	91 526
Commerce de détail, réparations	J3	823,5	99 852	111 092	89 059	177 798	113 428	80 675	87 495
Transports	K0	819,6	123 153	125 305	112 486	247 776	144 986	106 939	103 110
Activités financières	L0	563,2	173 308	212 449	136 178	276 834	145 925	123 360	118 801
Activités immobilières	M0	177,6	124 938	142 560	106 435	241 567	135 953	94 349	88 651
Postes et télécommunications	N1	415,9	137 561	145 520	124 790	209 879	143 020	118 849	115 707
Conseils et assistance	N2	826,6	176 081	205 537	132 835	263 594	137 536	102 655	101 018
Services opérationnels	N3	540,1	105 230	108 811	98 073	243 708	125 911	86 135	84 985
Recherche et développement	N4	107,2	184 900	204 806	154 071	226 220	141 091	114 116	112 103
Hôtels et restaurants	P1	395,3	94 810	100 534	85 679	150 268	112 892	81 669	86 994
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	137,0	152 905	168 075	129 572	236 327	156 795	97 880	106 054
Services personnels et domestiques	P3	86,4	85 127	103 413	77 565	139 878	107 408	76 187	79 184
Éducation	Q1	118,4	125 597	145 066	108 216	201 918	120 797	88 177	87 061
Santé, action sociale	Q2	1 343,4	120 114	129 126	116 396	214 709	139 792	99 800	75 225
Administration publique	R1	230,3	135 177	162 006	123 253	213 381	131 295	107 509	107 863
Activités associatives et extra-territoriales	R2	130,0	129 540	147 718	115 185	208 419	126 498	99 682	91 972
Non renseigné		1,3	106 211	112 530	95 038	175 968	142 570	86 991	93 212
Ensemble		**12 235,4**	**128 525**	**137 810**	**111 967**	**243 070**	**140 034**	**98 453**	**95 512**

(1) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail), hors apprentis et stagiaires.
(2) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.

TABLEAU C.03-7A

Répartition des salaires, nets de prélévements (1) du secteur privé et semi-public (2)

Année 1998 : Salariés à temps complet hors apprentis et stagiaires

Source : INSEE (exploitation des DADS) — *Unité :* Francs courants

	Salaire annuel (3)			Salaire horaire (4)		
	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes
1er décile D 1 (10%)	71 912	65 789	69 283	35,89	33,80	35,02
1er quartile Q1 (25 %)	86 064	77 991	82 961	42,58	39,35	41,35
Médiane D5 (50 %)	110 891	100 088	106 766	54,86	50,03	53,04
3ème quartile Q3 (75%)	153 844	130 280	144 035	76,38	64,87	71,69
9ème décile D9 (90%)	228 008	170 301	204 467	113,52	84,46	101,73
95ème centile (95%)	302 222	203 750	268 334	150,33	101,31	133,57
99ème centile (99%)	532 277	321 466	470 302	265,12	159,91	233,50
D 9 / D 1	3,17	2,59	2,95	3,16	2,50	2,90
(D9 - D1) / D5	1,41	1,04	1,27	1,42	1,01	1,26
Salaire moyen	137 810	111 967	128 525	68,47	56,09	64,04

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(2) Ce tableau n'est pas directement comparable au tableau C03-7B; les champs sont différents, il s'agit ici d'estimations (actualisation des DADS 1997).
(3) Le salaire annuel de la moitié des salariés est inférieur à 106 766F en 1998. Celui d'un quart d'entre eux n'atteint pas 82 961F.
(4) Le salaire horaire de la moitié des salariés est inférieur à 53,04F en 1998. Celui d'un quart d'entre eux n'atteint pas 41,35F.

TABLEAU C.03-7B

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélévements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet y compris stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1996,1997, 1998 — *Unité :* Francs courants

Déciles	1996			1997			1998		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D 1	65 644	60 292	**63 227**	67 293	61 930	**64 859**	68 670	63 810	**66 390**
D 2	76 062	68 869	**73 112**	77 854	70 702	**74 931**	79 350	72 590	**76 560**
D 3	85 167	76 620	**81 940**	87 017	78 511	**83 812**	88 520	80 410	**85 450**
D 4	94 638	85 213	**91 178**	96 569	87 140	**93 133**	98 120	89 110	**94 800**
D 5	105 076	94 662	**101 109**	107 293	96 758	**103 288**	109 040	98 730	**105 110**
D 6	117 542	104 982	**112 528**	120 016	107 370	**114 956**	122 020	109 560	**117 060**
D 7	134 544	116 745	**126 968**	137 144	119 340	**129 677**	139 560	121 880	**132 160**
D 8	161 381	132 823	**149 780**	164 423	135 958	**152 973**	167 400	138 880	**156 040**
D 9	218 005	162 949	**195 363**	221 485	166 476	**198 740**	224 950	169 670	**202 270**
D 9/D 1	3,32	2,70	**3,09**	3,29	2,69	**3,06**	3,28	2,66	**3,05**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau C03-7A et les champs sont différents.

TABLEAU C.03-8A

Prélévements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés, CSG et CRDS (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux moyen (salariés à temps complet du secteur privé)	Taux de cotisation sur la partie du salaire... ...inférieure au plafond de la sécurité sociale	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	Plafond Sécurité sociale (mensuel brut en F)
1988	16,0	17,0	12,3	9,3	10 030
1989	16,7	18,0	12,4	9,4	10 440
1990	16,7	18,0	12,5	9,5	10 920
1991	17,0	18,4	13,9	10,9	11 480
1992	17,7	19,0	14,6	11,5	12 010
1993	18,7	20,0	15,6	12,1	12 485
1994	19,7	20,9	17,2	13,4	12 760
1995	20,1	20,9	18,1	14,2	12 995
1996	20,9	21,6	19,1	15,2	13 435
1997	20,5 *r*	21,4	19,2	15,6	13 720
1998	20,0 *r*	20,8	19,0	15,4	14 090
1999	20,3	21,0	19,7	16,0	14 470

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.

TABLEAU C.03-8B

Prélévements sociaux sur les salaires : cotisations patronales (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	Taux de cotisation sur la partie du salaire... ...inférieure au plafond de la sécurité sociale (2) (non cadres)	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)
1988	40,1	40,1	27,7	15,3
1989	39,1	39,1	31,4	18,8
1990	37,9	37,9	35,1	22,3
1991	37,9	37,9	35,0	29,3
1992	38,5	38,5	35,6	29,7
1993	36,5	39,2	36,3	29,7
1994	34,2	39,6	37,6	31,1
1995	29,8	39,6	38,5	32,7
1996	21,8	40,0	39,1	33,3
1997	21,9	40,1	39,5	34,0
1998	22,3	40,5	40,2	34,6
1999	22,6	40,8	40,8	35,3

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(2) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU C.03-9

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles

Source : Journal officiel

Unité : Franc par heure

	1995	1996	1997	1998	1999
Métropole :					
SMIC brut (1)	36,27	37,57	38,67	39,83	40,47
Minimum garanti brut	17,56	17,95	18,16	18,31	18,43
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	33,53	37,57	38,67	39,83	40,47
Métropole :					
SMIC net (2)	28,85	29,44	30,41	31,56	31,97

(1) Au 1er juillet 2000, le montant horaire brut est de 42,02 F.
(2) Au 1er juillet 2000, le montant horaire net est de 33,19 F (CSG et CRDS déduites).

TABLEAU C.03-10

Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES), enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO) %

Activités économiques (NES 16, NES 36) Champ ACEMO : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire	NES 16	NES 36	1995	1996	1997	1998	1999
Industries agro-alimentaires	**EB**		**15,7**	**15,6**	**20,4**	**20,2**	**20,7**
Industries des biens de consommation	**EC**		**12,3**	**10,0**	**13,6**	**12,7**	**10,7**
Habillement , cuir		C1	29,5	26,1	34,5	30,9	24,9
Édition, imprimerie, reproduction		C2	3,6	3,9	5,8	5,9	5,4
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	1,5	1,9	2,4	2,1	2,3
Industries des équipements du foyer		C4	11,9	8,8	12,1	12,3	10,8
Industrie automobile	**ED**		**1,1**	**0,8**	**1,1**	**1,3**	**1,2**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**3,5**	**2,9**	**4,0**	**3,8**	**4,2**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,6	1,2	2,0	1,9	2,6
Industries des équipements mécaniques		E2	3,9	3,4	4,9	4,5	4,4
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	4,0	3,0	3,7	3,7	4,9
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**8,2**	**6,5**	**8,7**	**8,3**	**7,1**
Industries des produits minéraux		F1	7,4	6,7	8,5	7,8	6,6
Industrie textile		F2	16,5	14,7	20,8	19,4	16,3
Industries du bois et du papier		F3	11,6	8,3	11,8	11,6	10,3
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	6,0	4,4	5,7	6,2	5,0
Métallurgie et transformation des métaux		F5	6,8	5,4	7,5	6,5	5,7
Industries des composants électriques et électroniques		F6	6,9	5,8	6,4	6,9	5,6
Énergie	**EG**		**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,2**
Production de combustibles et de carburants		G1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Eau, gaz, électricité		G2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Construction	**EH**		**7,2**	**7,6**	**9,0**	**9,4**	**11,7**
Commerce	**EJ**		**16,0**	**14,9**	**19,9**	**16,2**	**15,7**
Commerce et réparations automobiles		J1	11,9	12,3	14,1	14,1	15,3
Commerce de gros		J2	8,6	8,1	9,7	9,5	8,9
Commerce de détail		J3	22,6	20,0	28,1	21,0	20,5
Transports	**EK**		**5,2**	**5,8**	**9,1**	**6,4**	**5,9**
Activités financières	**EL**		**1,9**	**2,4**	**2,7**	**2,8**	**2,0**
Activités immobilières	**EM**		**12,9**	**13,7**	**16,3**	**16,7**	**15,5**
Services aux entreprises	**EN**		**7,1**	**5,9**	**15,4**	**11,6**	**12,2**
Postes et télécommunications		N1	...	...	...	...	0,8
Conseil et assistance		N2	4,1	4,1	4,7	4,3	6,5
Services opérationnels		N3	11,4	7,5	25,0	18,3	30,3
Recherche et développement		N4	1,4	1,7	1,3	1,4	1,3
Services aux particuliers	**EP**		**32,3**	**33,6**	**36,5**	**36,5**	**32,7**
Hôtels et restaurants		P1	37,8	41,0	45,6	45,4	38,9
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	17,7	16,5	15,0	16,0	17,4
Services personnels et domestiques		P3	29,9	28,8	31,1	31,0	34,6
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**12,5**	**9,3**	**11,1**	**10,8**	**14,2**
Éducation		Q1	11,1	7,8	7,8	8,0	10,2
Santé, action sociale		Q2	12,9	9,6	11,8	11,4	14,9
Administration (activités associatives)		R2	9,3	11,2	14,6	16,2	24,7
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**11,2**	**10,7**	**14,1**	**12,4**	**12,8**
Regroupements spéciaux							
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG	RS1	8,2	7,1	9,3	8,6	8,2
Industries mécanique et électrique		IME	...	...	...	...	...
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	RS5	...	...	...	...	9,0
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	RS6	13,4	12,7	16,8	14,5	14,9

TABLEAU C.03-11

Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socio-professionnelle

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (Enquête annuelle ACEMO) *Unité :* Franc

Activité économique	NES 16	Établissements de moins de 10 salariés septembre 1998			Établissements de 10 salariés et plus moyenne 1998		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers		**9 020**	**8 110**	**8 910**	**10 960**	**8 840**	**10 580**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	9 290	7 980	9 130	11 410	9 050	10 850
Construction	EH	8 880	8 410	8 880	10 620	9 340	10 610
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	9 040	8 000	8 980	11 220	9 050	10 810
Transports (y compris SNCF)	EK	9 180	7 970	9 150	10 910	9 300	10 850
Commerce	EJ	8 930	8 080	8 830	9 900	8 670	9 770
Ensemble des services	EL à ER	9 020	8 180	8 690	10 290	8 070	9 510
Gains mensuels des employés		**9 820**	**9 210**	**9 410**	**10 970**	**10 180**	**10 450**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	10 210	8 610	9 130	12 880	11 270	11 710
Construction	EH	9 750	8 660	9 170	12 970	11 340	11 640
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 080	8 620	9 130	12 890	11 280	11 700
Transports (y compris SNCF)	EK	9 330	9 270	9 300	12 120	10 740	11 350
Commerce	EJ	9 690	8 910	9 190	9 880	8 980	9 240
Ensemble des services	EL à EN, EP à ER	9 900	9 470	9 590	10 830	10 450	10 600
Gains mensuels des professions intermédiaires		**12 490**	**12 000**	**12 300**	**16 130**	**13 880**	**15 350**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	12 370	11 530	12 250	16 720	14 680	16 260
Construction	EH	12 120	9 780	11 800	16 210	14 630	16 080
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	12 280	10 890	12 090	16 650	14 680	16 240
Transports (y compris SNCF)	EK	13 020	10 980	11 910	15 600	13 910	15 160
Commerce	EJ	12 540	12 130	12 440	15 200	12 640	14 410
Ensemble des services	EL à ER EP à ER	12 550	12 110	12 320	13 790	13 920	14 990
Gains mensuels des cadres		**19 200**	**15 740**	**18 210**	**28 670**	**22 490**	**27 250**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	17 580	14 830	17 070	29 000	23 320	28 030
Construction	EH	14 560	13 430	14 480	28 780	22 220	28 250
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	16 300	14 550	16 060	28 970	23 270	28 040
Transports (y compris SNCF)	EK	16 070	15 270	15 900	26 720	20 550	25 740
Commerce	EJ	18 040	14 990	17 070	28 920	21 800	27 370
Ensemble des services	EL à ER	21 590	16 450	19 920	22 250	22 470	26 910
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**12 130**	**10 260**	**11 350**	**14 970**	**11 940**	**13 950**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	11 200	9 220	10 630	14 960	11 640	14 060
Construction	HE	9 670	9 350	9 650	12 650	12 500	12 630
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 350	9 240	10 160	14 540	11 690	13 850
Transports (y compris SNCF)	EK	10 660	10 370	10 590	13 000	12 050	12 840
Commerce	EJ	12 100	10 080	11 240	13 800	10 310	12 380
Ensemble des services	EL à ER	14 410	10 540	12 210	17 340	12 790	15 150

TABLEAU C.03-12A

Les gains bruts moyens selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1998

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquête annuelle ACEMO)

Activités économiques	NES 16	Gain moyen en 1998 (francs)	Décomposition de la masse salariale (%)			
			Salaire de base	Heures supplé-mentaires	Primes	Total
Gains mensuels des ouvriers		**10 580**	**84,3**	**1,7**	**14,0**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	10 850	81,3	1,5	17,2	100,0
Construction	EH	10 610	89,6	2,1	8,3	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 810	83,3	1,6	15,1	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	10 850	79,2	5,6	15,2	100,0
Commerce	EJ	9 770	85,1	1,0	13,9	100,0
Ensemble des services	EL à ER	9 510	85,2	1,0	13,8	100,0
Gains mensuels des employés		**10 450**	**86,8**	**0,7**	**12,5**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	11 710	85,2	0,6	14,2	100,0
Construction	EH	11 640	93,3	0,4	6,3	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	11 700	86,9	0,6	12,5	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	11 350	86,3	0,7	13,0	100,0
Commerce	EJ	9 240	88,5	1,2	10,3	100,0
Ensemble des services	EL à ER	10 600	86,0	0,4	13,6	100,0
Gains mensuels des professions intermédiaires		**15 350**	**85,3**	**0,7**	**14,0**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	16 260	83,3	0,8	15,9	100,0
Construction	EH	16 080	92,4	0,4	7,2	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	16 240	85,2	0,8	14,0	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	15 160	85,7	1,1	13,2	100,0
Commerce	EJ	14 410	85,7	0,6	13,7	100,0
Ensemble des services	EL à ER	14 990	85,2	0,4	14,4	100,0
Gains mensuels des cadres		**27 250**	**87,6**	**0,2**	**12,2**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	28 030	88,9	0,1	11,0	100,0
Construction	EH	28 250	91,8	0,1	8,1	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	28 040	89,6	0,1	10,3	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	25 740	87,3	0,1	12,6	100,0
Commerce	EJ	27 370	87,2	0,3	12,5	100,0
Ensemble des services	EL à ER	26 910	84,9	0,1	15,0	100,0
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**13 950**	**85,6**	**0,9**	**13,5**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	14 060	83,9	1,0	15,1	100,0
Construction	EH	12 630	90,5	1,2	8,3	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	13 850	85,3	1,0	13,7	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	12 840	84,7	2,0	13,3	100,0
Commerce	EJ	12 380	87,1	1,0	11,9	100,0
Ensemble des services	EL à ER	15 150	85,3	0,5	14,2	100,0

TABLEAU C.03-12B

Les gains bruts mensuels moyens et leur décomposition, selon le secteur d'activité de l'établissement

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1998

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité DARES (enquête annuelle ACEMO)

Activités économiques	NES 16	NES 36	Gain moyen en 1998 (francs)	Décomposition de la masse salariale (%) Salaire brut	Heures supplémentaires	Primes	Total
Industries agro-alimentaires	**EB**		**12 130**	**84,4**	**0,9**	**14,7**	**100,0**
Industries des biens de consommation	**EC**		**13 830**	**85,8**	**1,0**	**13,2**	**100,0**
Habillement , cuir		C1	10 260	92,6	0,4	7,0	**100,0**
Édition, imprimerie, reproduction		C2	15 770	84,4	2,2	13,4	**100,0**
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	17 670	84,2	0,4	15,4	**100,0**
Industries des équipements du foyer		C4	11 880	84,8	0,6	14,6	**100,0**
Industrie automobile	**ED**		**14 250**	**80,5**	**1,5**	**18,0**	**100,0**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**15 580**	**85,5**	**0,8**	**13,7**	**100,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	17 600	81,7	0,8	17,5	**100,0**
Industries des équipements mécaniques		E2	13 880	85,3	1,2	13,5	**100,0**
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	17 450	87,2	0,4	12,4	**100,0**
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**13 290**	**83,3**	**1,0**	**15,7**	**100,0**
Industries des produits minéraux		F1	13 110	82,7	1,0	16,3	**100,0**
Industrie textile		F2	10 900	89,7	0,7	9,6	**100,0**
Industries du bois et du papier		F3	12 490	83,3	1,0	15,7	**100,0**
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	14 510	81,2	0,9	17,9	**100,0**
Métallurgie et transformation des métaux		F5	13 030	82,9	1,3	15,8	**100,0**
Industries des composants électriques et électroniques		F6	14 120	85,4	0,6	14,0	**100,0**
Énergie	**EG**		**19 090**	**80,0**	**1,2**	**18,8**	**100,0**
Production de combustibles et de carburants		G1	19 090	73,5	1,5	25,0	**100,0**
Eau, gaz, électricité		G2	...	81,5	1,1	17,4	**100,0**
Construction	**EH**		**12 630**	**90,5**	**1,2**	**8,3**	**100,0**
Commerce	**EJ**		**12 380**	**87,1**	**1,0**	**11,9**	**100,0**
Commerce et réparations automobiles		J1	12 290	85,0	0,7	14,3	**100,0**
Commerce de gros		J2	14 680	86,3	0,6	13,1	**100,0**
Commerce de détail		J3	10 160	89,2	1,7	9,1	**100,0**
Transports	**EK**		**12 840**	**84,7**	**2,0**	**13,3**	**100,0**
Activités financières	**EL**		**18 020**	**78,5**	**0,2**	**21,3**	**100,0**
Activités immobilières	**EM**		**13 530**	**85,0**	**0,6**	**14,4**	**100,0**
Services aux entreprises	**EN**		**15 340**	**88,8**	**0,7**	**10,5**	**100,0**
Postes et télécommunications		N1	...	...	...	...	...
Conseil et assistance		N2	18 890	89,3	0,2	10,5	**100,0**
Services opérationnels		N3	10 750	88,1	1,9	10,0	**100,0**
Recherche et développement		N4	19 860	83,3	0,4	16,3	**100,0**
Services aux particuliers	**EP**		**12 600**	**89,4**	**0,9**	**9,7**	**100,0**
Hôtels et restaurants		P1	10 300	89,6	1,0	9,4	**100,0**
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	17 380	88,7	0,8	10,5	**100,0**
Services personnels et domestiques		P3	10 130	93,0	0,8	6,2	**100,0**
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**13 340**	**86,8**	**0,7**	**12,5**	**100,0**
Éducation		Q1	...	...	...	...	...
Santé, action sociale		Q2	13 340	86,1	0,6	13,3	**100,0**
Administration (activités associatives)		R2	9 100	88,1	0,1	11,8	**100,0**
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**13 950**	**85,6**	**0,9**	**13,5**	**100,0**

TABLEAU C.03-13

Évolution annuelle du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique

De décembre à décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES 16	NES 36	1997/1996	1998/1997	1999/1998
Industries agro-alimentaires	**EB**		**2,8**	**2,0**	**3,2**
Industries des biens de consommation	**EC**		**2,8**	**2,0**	**3,2**
Habillement , cuir		C1	3,2	2,0	3,6
Édition, imprimerie, reproduction		C2	1,5	1,7	2,3
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	3,0	2,5	2,2
Industries des équipements du foyer		C4	2,7	1,9	3,9
Industrie automobile	**ED**		**2,5**	**1,4**	**7,7**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**2,4**	**2,2**	**2,9**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,9	3,1	4,0
Industries des équipements mécaniques		E2	2,5	2,1	2,7
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	2,4	1,7	3,2
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**2,6**	**1,7**	**2,5**
Industries des produits minéraux		F1	2,3	2,1	2,0
Industrie textile		F2	3,0	1,6	2,1
Industries du bois et du papier		F3	2,6	2,0	2,9
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	2,6	1,6	1,8
Métallurgie et transformation des métaux		F5	2,4	1,8	2,6
Industries des composants électriques et électroniques		F6	2,8	1,2	3,6
Énergie	**EG**		**2,4**	**0,9**	**5,9**
Production de combustibles et de carburants		G1	2,6	1,0	4,2
Eau, gaz, électricité		G2	2,4	0,9	5,9
Construction	**EH**		**2,4**	**1,8**	**2,8**
Commerce	**EJ**		**2,9**	**2,1**	**3,6**
Commerce et réparations automobiles		J1	2,4	1,6	3,9
Commerce de gros		J2	2,7	1,9	3,6
Commerce de détail		J3	3,6	2,7	3,0
Transports	**EK**		**2,4**	**1,7**	**2,9**
Activités financières	**EL**		**...**	**...**	**0,6**
Activités immobilières	**EM**		**4,1**	**1,3**	**3,2**
Services aux entreprises	**EN**		**2,2**	**2,3**	**4,3**
Postes et télécommunications		N1	...	...	1,9
Conseil et assistance		N2	3,1	0,8	2,4
Services opérationnels		N3	2,1	2,4	6,3
Recherche et développement		N4	...	...	2,0
Services aux particuliers	**EP**		**3,9**	**2,4**	**3,3**
Hôtels et restaurants		P1	4,4	2,4	3,5
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	2,7	2,8	2,1
Services personnels et domestiques		P3	2,8	2,1	2,5
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**1,9**	**2,3**	**2,5**
Éducation		Q1	...	...	3,4
Santé, action sociale		Q2	1,7	2,1	2,4
Administration (activités associatives)		R2	...	...	4,9
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**2,6**	**1,9**	**3,4**
Regroupements spéciaux					
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG		2,6	1,8	3,3
Industries mécanique et électrique			2,5	1,8	4,1
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,6	1,8	3,2
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER		2,6	2,1	3,7
Ventilation par qualification					
Ouvriers peu qualifiés			2,8	...	...
Ouvriers qualifiés			2,4	...	...

TABLEAU C.03-14

Évolution annuelle du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique

De décembre à décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES 16	NES 36	1997/1996	1998/1997	1999/1998
Industries agro-alimentaires	**EB**		**2,1**	**1,5**	**1,3**
Industries des biens de consommation	**EC**		**2,2**	**1,6**	**1,8**
Habillement , cuir		C1	2,7	1,9	1,4
Édition, imprimerie, reproduction		C2	1,5	1,3	1,7
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2,4	1,5	2,0
Industries des équipements du foyer		C4	2,1	1,7	2,1
Industrie automobile	**ED**		**2,2**	**1,2**	**1,5**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**1,9**	**1,6**	**2,1**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,9	2,2	2,4
Industries des équipements mécaniques		E2	1,9	1,7	1,8
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	2,1	0,9	2,6
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**2,3**	**1,6**	**1,7**
Industries des produits minéraux		F1	1,9	1,9	1,5
Industrie textile		F2	2,5	1,4	1,0
Industries du bois et du papier		F3	2,5	1,6	1,7
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	2,5	1,5	1,5
Métallurgie et transformation des métaux		F5	2,1	1,6	1,9
Industries des composants électriques et électroniques		F6	1,4	1,6	2,2
Énergie	**EG**		**1,5**	**0,4**	**1,1**
Production de combustibles et de carburants		G1	1,6	1,5	2,7
Eau, gaz, électricité		G2	1,4	0,2	0,9
Construction	**EH**		**2,0**	**1,8**	**1,9**
Commerce	**EJ**		**2,4**	**1,7**	**1,6**
Commerce et réparations automobiles		J1	1,9	1,5	2,2
Commerce de gros		J2	2,4	1,6	1,9
Commerce de détail		J3	2,5	1,9	1,1
Transports	**EK**		**2,1**	**1,7**	**1,5**
Activités financières	**EL**		**1,1**	**1,9**	**1,0**
Activités immobilières	**EM**		**2,3**	**1,2**	**1,8**
Services aux entreprises	**EN**		**1,7**	**2,1**	**1,7**
Postes et télécommunications		N1	...	...	2,0
Conseil et assistance		N2	1,5	1,4	2,3
Services opérationnels		N3	1,8	2,6	1,0
Recherche et développement		N4	1,3	1,8	1,2
Services aux particuliers	**EP**		**2,4**	**2,0**	**2,2**
Hôtels et restaurants		P1	2,0	2,0	2,3
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	3,3	2,3	2,0
Services personnels et domestiques		P3	3,0	1,3	1,9
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**1,2**	**1,6**	**1,1**
Éducation		Q1	0,9	1,5	2,1
Santé, action sociale		Q2	1,4	1,7	1,0
Administration (activités associatives)		R2	...	...	2,3
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**2,0**	**1,7**	**1,6**
Regroupements spéciaux					
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG		2,1	1,5	1,7
Industries mécanique et électrique			2,0	1,5	2,0
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,1	1,5	1,7
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER		2,0	1,8	1,6

TABLEAU C.03-15A

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, France entière

Année 1998 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Unité : Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**695 264**	**195,4**	**217,2**	**174,4**	**196,4**	**218,6**	**175,6**	**171,2**	**192,0**	**140,3**
Cadres	**112 163**	**253,2**	**269,0**	**219,1**	**256,2**	**271,6**	**223,0**	**226,7**	**246,6**	**187,2**
Personnels de direction (3)	7 786	431,8	443,6	385,1	433,3	445,2	386,0	392,1	399,9	361,4
Magistrats	5 230	300,2	313,5	286,4	300,3	313,6	286,4	228,0	225,4	234,7
Cadres administratifs	73 336	233,2	248,6	205,6	235,5	250,2	208,6	216,6	236,2	185,7
Cadres techniques	25 203	246,5	257,6	204,2	246,8	257,6	206,6	244,1	257,6	175,7
Officiers (non généraux)	608	244,7	245,8	196,5	244,7	245,8	196,5	///	///	///
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**583 101**	**184,3**	**202,2**	**169,4**	**185,8**	**204,2**	**170,7**	**133,1**	**146,9**	**116,1**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	61 862	228,5	242,7	195,3	250,5	262,1	220,4	124,1	133,2	110,1
Personnels de direction du secondaire (4)	29 421	214,3	232,6	191,7	215,5	232,8	193,7	101,7	105,6	101,2
Professeurs agrégés et certifiés (5)	484 649	176,0	189,7	166,2	176,4	190,2	166,7	129,7	144,3	118,9
Professions intermédiaires	**438 810**	**139,5**	**142,3**	**137,5**	**145,7**	**149,0**	**143,5**	**102,6**	**109,1**	**96,5**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	267 718	137,0	136,9	137,0	147,4	153,2	145,3	95,2	96,9	93,8
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	57 940	141,6	145,5	138,3	169,1	174,6	164,6	111,8	114,7	109,4
Instituteurs et assimilés	184 090	143,8	146,7	142,9	144,0	146,9	143,0	118,3	116,3	119,0
Professions de la santé et du travail social, clergé	12 579	131,5	134,7	129,9	133,4	137,5	131,5	95,2	96,5	94,2
Professions intermédiaires administratives, police	94 829	152,1	163,4	142,9	152,4	163,7	143,2	142,6	153,5	134,7
Professions intermédiaires techniques	30 538	149,8	152,2	137,3	149,7	152,0	137,7	151,0	153,9	131,4
Contremaîtres et agents de maîtrise	32 091	115,4	116,9	105,1	111,3	112,3	105,1	147,8	149,9	106,8
Sous-officiers	1 055	171,6	172,3	156,4	171,6	172,3	156,4	///	///	///
Employés et ouvriers	**432 062**	**112,3**	**120,4**	**102,8**	**114,1**	**122,1**	**104,6**	**92,0**	**99,5**	**84,7**
Employés et agents de service	253 106	103,5	106,0	102,4	106,0	110,2	104,4	82,6	80,6	83,8
dont : Employés	171 501	111,4	117,0	109,5	114,5	122,0	112,2	85,7	86,2	85,4
Personnels de service	75 069	88,0	93,2	85,3	88,1	93,2	85,4	85,6	94,6	82,6
Personnels de la police et des prisons	113 888	138,8	140,2	123,4	138,8	140,2	123,5	95,6	107,8	84,4
Militaires hommes du rang	186	102,4	103,5	73,6	130,8	131,3	85,2	51,0	49,2	71,0
Ouvriers	64 882	100,2	101,9	90,8	96,7	98,1	89,6	127,9	129,4	110,2
Toutes catégories	**1 566 136**	**156,8**	**169,3**	**145,1**	**160,4**	**173,2**	**148,7**	**115,2**	**128,4**	**101,3**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris, le cas échéant les officiers généraux en poste dans les ministères civils.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-15B

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, France entière

Année 1999 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**725 130**	**195,2**	**216,5**	**175,5**	**196,1**	**217,9**	**176,3**	**171,4**	**187,4**	**146,5**
Cadres	**113 164**	**253,2**	**268,1**	**222,0**	**257,2**	**271,9**	**226,2**	**219,1**	**235,2**	**187,5**
Personnels de direction (3)	7 753	433,7	444,4	392,3	436,0	447,0	393,5	379,8	384,0	364,5
Magistrats	5 590	306,4	319,6	292,9	306,5	319,8	292,9	195,8	193,1	205,7
Cadres administratifs	74 238	234,1	249,0	207,7	237,1	251,7	211,1	213,0	229,5	185,5
Cadres techniques	24 978	242,4	252,1	206,7	244,2	254,0	209,2	221,9	232,5	173,4
Officiers (non généraux)	606	247,8	248,7	212,3	247,8	248,7	212,3	///	///	///
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**611 966**	**184,4**	**202,0**	**170,5**	**185,7**	**203,8**	**171,4**	**133,9**	**143,4**	**121,5**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	63 096	229,2	243,4	196,8	250,1	261,8	220,9	125,7	134,9	111,9
Personnels de direction du secondaire (4)	30 829	217,2	236,1	195,1	218,3	236,4	196,9	101,4	105,0	101,0
Professeurs agrégés et certifiés (5)	512 211	176,6	190,2	167,3	176,8	190,4	167,4	152,4	161,4	142,7
Professions intermédiaires	**404 056**	**140,9**	**144,0**	**138,6**	**147,1**	**150,7**	**144,7**	**104,2**	**111,2**	**97,4**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	234 139	137,3	136,3	137,7	148,4	153,6	146,5	96,0	98,0	94,4
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	45 010	139,9	143,6	136,8	171,1	175,8	167,1	113,5	116,8	110,6
Instituteurs et assimilés	163 690	145,6	148,4	144,7	145,6	148,5	144,7	142,9	138,6	144,5
Professions de la santé et du travail social, clergé	12 998	132,3	136,3	130,5	134,0	138,9	131,8	98,7	100,7	97,1
Professions intermédiaires administratives, police	95 575	153,8	164,7	144,9	154,2	165,2	145,3	142,2	151,2	136,0
Professions intermédiaires techniques	30 427	151,9	154,4	139,2	151,6	153,8	139,9	156,8	161,1	129,1
Contremaîtres et agents de maîtrise	29 866	119,1	120,7	107,7	114,3	115,5	107,2	155,6	156,4	128,4
Sous-officiers	1 051	173,6	174,4	155,5	173,6	174,4	155,5	///	///	///
Employés et ouvriers	**437 561**	**113,4**	**121,0**	**104,3**	**115,7**	**123,3**	**106,5**	**90,4**	**96,5**	**83,8**
Employés et agents de service	254 785	104,7	106,7	103,9	108,2	112,8	106,4	81,3	79,2	82,8
dont : Employés	167 380	114,0	120,2	111,9	116,9	124,6	114,4	88,0	89,4	87,4
Personnels de service	75 447	89,6	95,4	86,6	89,8	95,4	86,8	86,2	94,2	82,8
Personnels de la police et des prisons	114 859	139,1	140,6	124,0	139,1	140,6	124,0	99,8	105,3	92,5
Militaires hommes du rang	186	104,3	105,4	75,2	133,0	133,5	86,6	52,1	50,3	72,5
Ouvriers	67 731	102,3	104,1	92,6	98,8	100,3	91,2	132,1	132,9	121,5
Toutes catégories	**1 566 746**	**158,3**	**170,2**	**147,3**	**162,2**	**174,4**	**150,9**	**114,1**	**125,5**	**101,6**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris, le cas échéant, les officiers généraux en poste dans les ministères civils.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-16A

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par profession, statut et sexe

Non compris Défense

Année 1998 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Unité : Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**664 548**	**190,0**	**16,8**	**16,8**	**17,7**	**20,5**	**12,9**
Cadres	**105 810**	**241,7**	**37,8**	**40,4**	**14,8**	**40,3**	**31,9**
dont : Personnels de direction	7 315	410,7	**41,4**	42,5	14,1	43,2	34,3
Magistrats	5 025	294,0	**40,3**	40,3	34,2	41,7	38,8
Cadres administratifs	69 518	221,6	**34,4**	37,2	14,1	36,8	29,9
Cadres techniques	23 798	237,6	**45,1**	48,5	17,0	47,2	36,3
Officiers (non généraux)	154	223,3	**25,3**	25,3	///	25,6	21,5
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	**558 738**	**180,2**	**12,5**	**12,4**	**21,0**	**14,6**	**10,6**
dont : Enseignants du supérieur ou chercheurs	61 162	226,9	**10,9**	11,3	7,0	11,4	9,5
Directeurs et inspecteurs du secondaire	28 115	208,9	**11,8**	11,8	6,0	13,3	9,6
Professeurs agrégés et certifiés (3)	464 815	172,2	**12,8**	12,5	76,9	15,6	10,7
Professions intermédiaires	**414 251**	**135,0**	**14,7**	**15,1**	**11,9**	**18,3**	**12,3**
dont : Instituteurs, Professeurs de collèges et assimilés	250 476	132,0	**9,9**	9,8	10,3	10,6	9,6
dont : Professeurs de collége et maîtres auxiliaires	51 729	133,3	**14,1**	13,5	15,0	14,5	13,8
Instituteurs et assimilés	173 721	139,7	**9,2**	9,2	10,1	9,6	9,0
Santé, travail social, clergé	12 071	128,6	**11,9**	12,1	8,1	13,9	10,9
Professions intermédiaires administratives, police	90 642	146,9	**25,4**	25,8	10,8	29,7	21,8
Professions intermédiaires techniques	29 594	147,8	**24,5**	26,4	7,3	25,0	21,3
Contremaîtres et agents de maîtrise	31 295	114,2	**15,6**	13,0	34,0	16,5	9,9
Sous-officiers	173	191,4	**59,4**	59,4	///	60,9	18,0
Employés et ouvriers	**412 499**	**109,4**	**20,6**	**21,0**	**14,5**	**25,1**	**14,8**
dont : Employés et agents de service	239 143	99,4	**15,2**	15,9	8,1	18,4	14,1
dont : Employés	160 791	106,3	**18,8**	19,8	7,3	23,9	17,1
Personnels de service	72 030	86,2	**6,8**	6,8	6,6	10,2	5,0
Personnels de la police et des prisons	110 922	136,8	**33,4**	33,4	51,9	33,2	36,0
Militaires hommes du rang	15	100,9	**49,8**	62,1	43,3	50,3	48,3
Ouvriers	62 419	98,8	**13,4**	10,8	32,0	14,6	6,5
Ensemble	**1 491 299**	**152,4**	**17,0**	**17,2**	**14,2**	**21,0**	**13,0**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-16B

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par profession, statut et sexe

Non compris Défense

Année 1999 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**694 060**	**190,5**	**15,3**	**15,4**	**12,9**	**18,8**	**11,7**
Cadres	**107 577**	**243,9**	**36,5**	**39,3**	**13,1**	**38,8**	**31,3**
dont : Personnels de direction	7 333	415,0	**39,5**	40,8	14,3	41,0	33,9
Magistrats	5 381	300,4	**39,6**	39,6	28,3	41,0	38,1
Cadres administratifs	70 563	224,5	**33,9**	37,2	11,7	36,2	29,4
Cadres techniques	24 147	236,4	**41,9**	44,4	18,3	43,5	35,3
Officiers (non généraux)	152	223,9	**27,2**	27,2	///	27,8	20,9
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	**586 484**	**180,7**	**11,1**	**11,1**	**12,8**	**12,9**	**9,4**
dont : Enseignants du supérieur ou chercheurs	62 348	227,5	**9,5**	9,7	8,0	9,9	8,5
Directeurs et inspecteurs du secondaire	29 519	212,5	**11,1**	11,2	5,5	12,6	9,2
Professeurs agrégés et certifiés (3)	489 314	172,6	**11,2**	11,2	15,5	13,7	9,4
Professions intermédiaires	**381 230**	**136,5**	**15,4**	**15,8**	**12,3**	**19,1**	**12,8**
dont : Instituteurs, Professeurs de collèges et assimilés	219 093	132,4	**10,0**	10,0	10,2	10,6	9,8
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	40 236	132,1	**14,0**	12,6	15,6	14,4	13,7
Instituteurs et assimilés	154 071	141,3	**9,7**	9,7	10,2	10,0	9,5
Santé, travail social, clergé	12 392	129,2	**11,5**	11,6	9,2	13,8	10,4
Professions intermédiaires administratives, police	91 079	148,9	**25,9**	26,3	11,5	30,3	22,3
Professions intermédiaires techniques	29 424	149,7	**23,9**	25,0	11,4	24,4	20,8
Contremaîtres et agents de maîtrise	29 072	117,8	**17,3**	14,4	36,4	18,2	10,7
Sous-officiers	170	193,6	**59,0**	59,0	///	60,6	17,8
Employés et ouvriers	**417 335**	**110,5**	**20,4**	**21,0**	**12,8**	**24,7**	**14,9**
dont : Employés et agents de service	240 437	100,8	**15,4**	16,4	6,4	18,3	14,2
dont : Employés	156 842	109,1	**19,4**	20,4	7,2	24,9	17,6
Personnels de service	71 975	87,5	**7,1**	6,9	11,6	10,7	5,3
Personnels de la police et des prisons	111 768	137,2	**32,7**	32,7	35,3	32,6	34,8
Militaires hommes du rang	15	102,8	**48,9**	61,0	42,5	49,5	47,3
Ouvriers	65 116	100,9	**13,6**	11,0	34,5	14,9	6,5
Ensemble	**1 492 625**	**154,3**	**16,3**	**16,5**	**12,6**	**20,1**	**12,5**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-17

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyenne annuelle

Sources : INSEE, Journal officiel

Unité : Franc

	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Minimun mensuel de rémunération brute hors indemnité de résidence (1)	5 265	6 130	6 350	6 471	6 767	6 926
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) hors indemnité de résidence (1)	19 463	21 685	21 980	22 099	22 352	22 611
Rémunération mensuelle brute afférente à l'échelle lettre F avec indemnité de résidence de 3 % (3)	33 429	37 229	37 806	38 010	38 445	38 875

(1) Depuis 1991, à la rémunération de l'indice minimum s'ajoute l'indemnité différentielle qui met la rémunération effective au niveau du SMIC. Cette indemnité différentielle est nulle depuis le 1er avril 1998.
(2) Indice majoré à partir décembre 1999 = 820.
(3) Indice majoré à partir de décembre 1999 = 1 368.

TABLEAU C.03-18

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État)

Déciles (1)	1990			1997			1998		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D1	74 770	67 470	**69 990**	90 600	83 740	**86 460**	92 020	86 180	**88 410**
D2	87 170	77 830	**81 730**	106 250	98 290	**101 460**	107 800	100 420	**103 530**
D3	100 070	87 560	**92 250**	119 060	108 340	**112 040**	120 930	111 330	**114 680**
D4	111 040	96 750	**102 240**	132 710	117 080	**122 420**	134 480	120 060	**124 830**
D5	120 880	105 320	**111 800**	144 420	126 180	**133 810**	146 510	129 070	**136 390**
D6	130 720	114 290	**121 420**	157 820	136 860	**144 830**	160 280	139 600	**147 670**
D7	141 170	123 460	**131 470**	175 040	148 640	**158 770**	178 750	152 000	**161 990**
D8	159 030	134 200	**143 070**	200 880	164 110	**179 260**	204 980	168 000	**182 872**
D9	196 460	150 880	**172 880**	245 270	192 520	**216 430**	249 170	196 010	**219 880**
D9 / D1	2,63	2,24	**2,47**	2,71	2,30	**2,50**	2,71	2,27	**2,49**
Salaire net moyen	**129 040**	**107 810**	**117 260**	**159 310**	**134 500**	**145 230**	**162 000**	**137 580**	**148 120**

(1) En 1998, 10% des salariés à temps complet de la fonction publique ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 88 410 francs, 20% inférieur à 103 530 francs, etc.

TABLEAU C.03-19

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Ancien indice base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1990	Ancien Indice (1) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1996	1997	1998	1999
Indices bruts par catégorie :							
Catégorie A	522,1	550,1	101,5	109,7	110,3	111,6	113,0
Catégorie B	567,2	600,5	101,6	110,6	111,2	112,6	114,1
Catégorie C	593,4	629,5	///	///	///	///	///
Catégorie D	683,3	739,8	///	///	///	///	///
Catégories C + D	608,3	647,6	101,9	112,2	112,9	114,7	116,8
Indice brut d'ensemble	**570,0**	**603,8**	**101,6**	**110,6**	**111,2**	**112,6**	**114,1**
Indices nets par catégorie (3) :							
Catégorie A	480,5	509,1	101,5	107,2	108,2	110,6	111,9
Catégorie B	523,9	558,3	101,6	107,9	108,9	111,4	112,9
Catégorie C	552,6	591,0	///	///	///	///	///
Catégorie D	638,3	697,3	///	///	///	///	///
Catégories C + D	566,9	608,5	101,9	109,3	110,4	113,2	115,3
Indice net d'ensemble (3)	**527,7**	**562,8**	**101,6**	**107,9**	**108,9**	**111,4**	**112,9**

(1) À l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'État a été rénové en 1992; il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été progressivement intégrés dans la catégorie C à partir de 1990.
(3) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU C.03-20

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1984 et 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1984 et 1988

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

%

Eléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				Services (1)			
	1984	1988	1992	1996	1984	1988	1992	1996
Salaire, primes et épargne salariale	57,5	57,6	58,4	59,7	57,9	57,8	59,9	59,5
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,4	9,0	8,0	8,7	8,6	7,6	6,6
Sécurité sociale	19,4	19,1	18,7	17,6	18,5	18,0	18,6	18,2
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	12,4	12,3	13,2	13,1	12,5	12,3	13,4	14,2
Allocations familiales	4,9	4,7	4,2	3,0	4,6	4,5	4,2	3,0
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	2,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,7	8,9	9,2	9,0	8,3	9,1	9,0	8,7
dont : ASSEDICS	2,8	3,0	3,1	3,5	2,8	3,0	3,1	3,3
Retraite complémentaire	4,7	4,9	4,9	4,4	4,6	4,8	5,0	4,3
Autres charges conventionnelles	1,2	1,0	1,3	1,1	0,8	1,3	0,9	1,1
Autres charges sociales diverses	5,0	5,0	4,6	5,7	6,6	6,5	4,9	7,0
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en francs)	11 913	15 047	17 620	19 518	12 510	15 781	18 305	20 833

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992; en 1996, section G à K de la Nace révisée 1, non compris transports, poste-télécommunication, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.

TABLEAU C.03-21

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne

Champ : établissements d'entreprises de 10 salariés et plus en 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

% du coût total

	Coûts directs	Rémunération directe	Coût indirect	Sécurité sociale
Allemagne	74,4	62,7	25,6	23,6
Autriche	70,4	61,3	29,6	25,3
Belgique	67,4	55,5	32,6	30,8
Danemark	92,0	...	8,1	6,1
Espagne	73,6	73,5	26,4	25,0
Finlande	75,1	63,8	24,9	22,7
France	**66,9**	**57,2**	**33,1**	**29,2**
Grèce	76,0	69,9	24,0	22,9
Irlande	83,5	73,2	16,5	13,6
Italie	66,0	65,5	34,0	31,0
Luxembourg	84,0	71,8	16,0	14,8
Pays-Bas	74,9	64,7	25,1	22,8
Portugal	75,8	69,1	24,8	20,8
Royaume-Uni	...	...	...	...
Suède	67,7	60,7	32,3	29,7
EUROPE DES 15	**73,7**	**...**	**26,3**	**23,6**

TABLEAU C.03-22A

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens (1)

Champ : établissements d'entreprises de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Coût horaire en écus

Secteurs	B	DK	D	EL	ES	F	IRL	I	L	NL	P	FIN	S
Industries extractives	23,9	27,4	32,4	11,0	18,9	27,1	17,3	16,7	21,0	34,8	6,9	19,4	27,8
Industrie manufacturière	26,0	22,8	27,4	9,0	15,0	22,4	13,3	16,9	21,0	23,0	6,0	19,7	24,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	43,9	26,3	33,8	14,4	24,8	33,6	19,2	30,5	32,4	28,3	12,1	23,7	26,2
Construction	22,6	23,2	21,3	8,2	12,3	19,6	14,6	15,4	15,5	20,4	5,3	18,1	21,9
Services	23,9	25,2	23,5	9,2	14,0	22,2	14,4	19,2	22,8	18,8	8,2	19,0	23,9
Commerce, réparations automobiles	21,4	22,9	21,3	7,9	11,5	19,5	11,6	16,7	15,7	17,5	6,9	18,1	22,7
Hôtels et restaurants	14,2	19,6	15,5	10,7	9,8	16,5	...	13,4	11,7	13,5	4,7	14,3	16,9
Activités financières	34,9	31,1	32,8	14,4	25,5	33,0	21,7	31,0	34,7	28,9	16,9	23,3	30,1
Immobilier, location et services aux entreprises	24,3	26,4	...	...	11,3	23,7	14,1	19,6	19,7	18,2	7,5	20,2	24,8
Ensemble de l'industrie	**25,8**	**23,0**	**26,5**	**9,6**	**14,9**	**22,5**	**13,8**	**17,2**	**19,3**	**22,6**	**6,1**	**19,7**	**23,9**

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (ex-RFA), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, I = Italie, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède. Les résultats ne sont pas disponibles pour le Royaume-Uni.

TABLEAU C.03-22B

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens (1)

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	NACE révisé 1	Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année												
		B	DK	D	EL	ES	F	IRL	L	NL	A	P	FIN	S (2)
Industries extractives	C	1 605	1 488	1 552	1 908	1 534	1 593	2 081	1 669	1 654	1 817	1 784	1 650	1 678
Industrie manufacturière	D	1 529	1 411	1 704	1 881	1 703	1 647	1 920	1 664	1 613	1 696	1 769	1 653	1 691
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	1 572	1 391	1 758	1 892	1 714	1 667	1 950	1 769	1 500	1 718	1 817	1 693	1 615
Industrie textile	17	1 431	1 454	1 719	1 887	1 706	1 651	1 858	1 693	1 625	1 667	1 758	1 623	1 625
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	1 329	1 401	1 645	1 816	1 713	1 624	1 730	...	1 636	1 699	1 748	1 585	1 638
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1 344	1 400	1 642	1 877	1 742	1 628	1 911	...	c	1 675	1 782	1 606	1 724
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	1 560	1 399	1 778	1 901	1 722	1 660	1 908	1 761	1 633	1 726	1 791	1 670	1 694
Industrie du papier carton	21	1 562	1 410	1 709	1 914	1 717	1 646	1 961	c	1 548	1 661	1 756	1 616	1 652
Édition, imprimerie	22	1 574	1 443	1 662	1 966	1 709	1 667	1 900	1 762	1 597	1 663	1 739	1 563	1 764
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	1 728	1 567	1 674	1 887	1 667	1 640	c	...	1 582	1 585	1 716	1 736	1 766
Industrie chimique	24	1 597	1 422	1 675	1 913	1 708	1 631	1 910	1 681	1 614	1 659	1 748	1 637	1 675
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	1 578	1 337	1 723	1 911	1 697	1 651	1 935	1 698	1 621	1 653	1 784	1 630	1 656
Métallurgie	27	1 513	1 397	1 735	1 883	1 726	1 659	2 034	1 619	1 576	1 713	1 768	1 646	1 676
Travail des métaux	28	1 570	1 418	1 719	1 798	1 710	1 665	1 973	1 697	1 661	1 701	1 773	1 659	1 697
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	1 546	1 442	1 696	1 895	1 695	1 663	1 902	1 720	1 669	1 720	1 769	1 707	1 730
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	1 776	1 383	1 613	1 959	1 674	1 654	1 922	...	1 598	c	...	1 673	1 804
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs	31	1 476	1 355	1 641	1 896	1 716	1 651	1 901	1 719	1 529	1 729	1 763	1 646	1 711
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	1 632	1 406	1 690	c	1 695	1 650	1 918	...	1 606	1 652	1 713	1 723	1 786
Fabrication d'instruments de précision	33	1 633	1 289	1 683	1 765	1 703	1 671	1 871	1 640	1 638	1 677	1 736	1 714	1 786
Industrie automobile	34	1 554	1 367	1 694	1 780	1 679	1 610	1 932	1 673	1 587	1 664	1 790	1 669	1 637
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	1 514	1 449	1 624	1 753	1 651	1 631	1 950	1 698	1 582	1 692	1 713	1 604	1 731
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	1 514	c	1 611	1 657	1 647	c	1 996	c	1 584	1 695	1 686	1 603	1 730
Construction	F	1 381	1 276	1 704	1 832	1 732	1 681	1 933	1 715	1 598	...	1 788	1 658	1 710

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (nouveaux Länder), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède.
(2) Résultats 1997 .

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1997 dans l'Union européenne.

1. Compte de la protection sociale.
2. Prestations totales versées par régime.
3. Prestations sociales par risque.
4. Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne.
5. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne.
6. Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne.
7. Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale.
8. Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.
11. Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.
15. Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation et le type de carrière.
16. Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe.
17. Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale.

18A. Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI.

18B. Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur.

19. Minimum vieillesse.
20. Allocataires de minima sociaux.
21. Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Allocataires du RMI selon l'âge.
23. Allocataires du RMI payés en décembre.
24. Bénéficiaires du RMI.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques .

1. PRÉSENTATION

En 1999, la France consacre 29 % de son produit intérieur brut à la protection sociale. Son financement est principalement assuré par deux grandes catégories de ressources : les cotisations et le financement public constitué des impôts et taxes affectées et des contributions publiques. 44 % des prestations sociales reçues par les ménages relèvent de la vieillesse; c'est dans ce domaine que la croissance est la plus forte. Ceci s'explique par l'augmentation du nombre de retraités, l'évolution réglementaire (généralisation de la retraite à 60 ans depuis 1983), le développement rapide des régimes complémentaires et l'arrivée à l'âge de la retraite de nouvelles générations qui liquident leur retraite avec des droits plus élevés. Les dépenses de santé (34 % du total) progressent également fortement sous l'effet conjugué de la généralisation de la couverture sociale, de l'allongement de l'espérance de vie et du progrès technique médical. Les prestations liées au chômage suivent l'évolution de la situation de l'emploi et tendent à devenir aussi importantes que celles consacrées à la famille.

Cinq grands sous-ensembles de régimes, six types de risques, 2 550 milliards de prestations de protection sociale en 1999. Ces quelques chiffres illustrent l'importance et la diversité du système de prévoyance collective français.

Les individus ou les ménages sont confrontés dans leur existence quotidienne à des situations telles que la maladie, le chômage, la vieillesse qui, soit accroissent leurs besoins, soit diminuent leurs ressources. La prise en charge de ces risques est assurée dans la plupart des cas par des institutions de protection sociale qui en répartissent le poids sur une collectivité plus ou moins large. La notion de risque restreint le champ aux bénéficiaires directs, excluant les mesures de prévention.

L'analyse des comptes de la Protection sociale fait ressortir l'extrême complexité du domaine et le poids respectif des différents intervenants. L'État joue un rôle fondamental soit en versant directement des prestations, soit en garantissant l'équilibre financier des divers régimes.

Les « assurances sociales » regroupent les régimes de sécurité sociale organisés par la loi et les régimes complémentaires dont l'origine se trouve dans les conventions entre employeurs et salariés. À côté des assurances sociales, une part importante des dépenses est assurée par les mutuelles, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics ou les œuvres de bienfaisance, voire directement par les employeurs (régimes directs).

Les régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

— **Les régimes d'assurances sociales** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— **Les régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

— **Les sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

— **Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics** regroupent trois types de régime :

— l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante. Les collectivités locales, départements et communes assurent l'essentiel de l'aide sociale;

— le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;

— les autres régimes d'intervention sociale comprennent l'aide publique aux chômeurs, la rémunération des stagiaires et l'aide au logement. Ces régimes prennent également en charge la lutte contre l'exclusion, et en particulier les dépenses liées au revenu minimum d'insertion depuis 1989.

— **Les régimes d'intervention sociale des administrations privées** : ils sont constitués par des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

— **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité-infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles;

— **la « vieillesse »** correspond aux cessations d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance-veuvage et aux pensions de réversion;

— **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— **l'« emploi »**

Le risque emploi se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Deux autres risques « logement et exclusion sociale » correspondent essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population.

L'enquête retraite

L'opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France, réalisée pour la première fois en 1993, a été renouvelée en 1997. L'échantillon de 1993 comprenait les générations de 1906, 1912, 1918, 1922 et 1926, l'échantillon de 1997 a été augmenté des générations paires de 1930 à 1942; il est composé de 60 000 personnes tirées du répertoire national d'identification des personnes physiques, et qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse. Cette population est représentative de la population globale des retraités. La DREES a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus. L'échantillon porte sur des individus et non sur des foyers fiscaux. Le montant des retraites perçues par une personne n'est donc qu'une fraction plus ou moins importante de ses revenus ou des revenus de son foyer.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents États membres.

3. DÉFINITIONS

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (1) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission »; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Les diverses catégories d'assurance

● Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

● L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

● L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

● L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce.

— les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA);

— le régime des artisans et professions libérales (CANAM);

— les régimes spéciaux, (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

● le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);

● les régimes de non-salariés :

— la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

— la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

— la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

— la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

— la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

— la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

● les régimes spéciaux de salariés.

---

(1) Droit de la Sécurité sociale. Dalloz, 1989.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF,...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur dix âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

— premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...);

— second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.

Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;

— un régime de solidarité relevant de l'État.

Les préretraites-État comprennent :

— l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 56 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État;

— la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant.

— l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans en 1997 et ayant 172 trimestres d'assurance vieillesse, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.

Ce dispositif est complété depuis 1997 par l'allocation pour chômeurs âgés.

Les prestations familiales

- Allocations familiales.

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur dépend du nombre d'enfants, et, dans une moindre mesure, de leur âge. En 1998, les allocations familiales ont été mises sous condition de ressources. Cette condition a été supprimée en 1999.

- Complément familial.

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. Le plafond de ressources évolue en fonction du nombre d'enfants et du nombre de revenus perçus par le ménage.

- Allocation de rentrée scolaire.

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

- Allocation d'adoption

Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sous condition de ressources, depuis le 1er août 1996, pendant vingt et un mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui accueillent un enfant en vue de son adoption.

- Allocation pour jeune enfant.

Depuis le 1er janvier 1996, elle est versée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans..

- Allocation parentale d'éducation.

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes.

- Allocation de garde d'enfant à domicile.

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

- Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Elle est attribuée en faveur des ménages occupant une assistante maternelle agréée, pour assurer la garde au domicile de celle-ci d'un enfant âgé de moins de 6 ans.

- Allocation de parent isolé.

Elle est soumise à conditions de ressources. Elle est attribuée aux mères ou pères isolés qui élèvent un enfant de moins de 3 ans. Versée de façon différentielle, elle leur garantit un revenu minimum.

● Allocation de soutien familial.

Elle a pour but d'aider le conjoint survivant, le parent isolé ou la famille d'accueil à élever le ou les enfants orphelins dont ils assument la charge. Elle est également versée pour les enfants dont les parents sont séparés lorsque l'un ou les deux refusent de payer une pension alimentaire pour son entretien. Dans ce cas, l'allocation a la nature d'une avance récupérable par la caisse d'allocations familiales.

● Allocation de logement « familiale ».

Réservée à l'origine aux familles bénéficiaires de prestations familiales, elle a été étendue après 1972 aux ménages sans enfant pendant les cinq premières années de mariage, ainsi qu'aux ménages ayant à leur charge un ascendant. La très grande majorité des bénéficiaires sont des familles avec enfants.

● Allocation de logement « sociale ».

Elle est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes qui peuvent y prétendre. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

● Aide personnalisée au logement.

La CNAF participe au financement de cette prestation lorsqu'elle s'adresse à des familles. La part de l'aide personnalisée au logement considérée comme « familiale » est de 46 % depuis 1984.

Les prestations en nature de l'assurance maladie

● Les honoraires privés comprennent :

– les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et des soins divers (D et DC).

● Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public ou assimilé (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux);

— des versements au secteur privé.

● Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires;

— les remboursements d'appareillages optique et orthopédique;

— le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations;

— le poste « prestations en espèces » comprend les indemnités journalière, les pensions, les rentes.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.

La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.

L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.

Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.

Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

● Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

● Prestations fiscales.

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

● Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

● Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

● Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans (ou moins si elles ont des enfants à charge). Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle peuvent bénéficier de l'allocation, uniquement si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu est fixé à 2 552,30 F par mois pour une personne seule à compter du 1er janvier 2000 (2 608,50 F à partir du 1er janvier 2001), majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3e enfant.

En décembre 1999, 1 017 847 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 127 176 dans les DOM, soit plus de 2 256 957 personnes avec les ayants droit.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. DREES
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications :

Ministère de l'Emploi et de la solidarité

— *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.*

— *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).

— *Solidarité-santé, Études statistiques.*

— *Comptes nationaux de la santé* (annuel)

— Documents de travail, Collection Statistiques

« L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse - bénéficiaires au 31 décembre 1999 », n° 13; décembre 2000;

« Bénéficiaires de l'Aide sociale des départements et de l'État - séries chronologiques 1992 à 1999 », n° 12, décembre 2000;

« Bénéficiaires de l'Aide sociale à l'enfance - séries chronologiques 1992 à 1999 », n° 12, novembre 2000;

« Les comptes de la protection sociale 1995-1999 » n° 10, septembre 2000.

— Documents de travail, Collections Études et statistiques

« Les comptes de la protection sociale 1995-1999 », avril-juin 2000;

« L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. Bénéficiaires au 31 décembre 1998 », n° 18, février 2000;

« Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES) - enquête annuelle 1997-1998 », n° 8, octobre 1999;

« L'insertion professionnelle des bénéficiaires du RMI », n° 1, avril 1999.

— Premières Synthèses

« Le Contrat Initiative Emploi, une mesure de réinsertion durable ? », n° 46-1, novembre 1999;

« Les dispositifs de préretraite et les mesures en faveur des chômeurs âgés en 1998 », n° 45-1, novembre 1999;

« Perte d'emploi et passage par le RMI », n° 25-1, juin 1999;

— Études et résultats

« Les retraites en 1999 », n° 88, octobre 2000;

« Les évolutions récentes du RMI : un effet perceptible de la conjoncture économique », n° 86, octobre 2000;

« Les trajectoires d'activité des allocataires du RMI de 1996 à 1998 », n° 84, octobre 2000;

« Faibles retraites et minimum vieillesse », n° 82, septembre 2000;

« Les prestations sociales », n° 70, juin 2000;

« Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 1999 », n° 68, juin 2000;

« Les allocataires des minima sociaux en 1998-1999 », n° 67, juin 2000.

« Les contrats d'insertion du RMI : quelle perception en ont les allocataires ? », n° 45, décembre 1999;

« Les retraites en 1998 », n° 43, décembre 1999.

Autres publications

« Données sur la situation sanitaire et sociale de la population en France en 1999 », édition 2000, DREES;

« La protection sociale dans les pays de l'Union européenne », Chiffres repères, 1998, DREES.

INSEE

— Articles d'Économie et statistique

« Les parcours de fin de carrière des générations 1912-1941 : l'impact du cadre institutionnel », n° 335, 2000-5;

« Prélèvements et transferts sociaux : une analyse descriptive des incitations au travail », G. Laroque et B. Salanié; « Comparaisons du rendement des régimes de retraite : une approche par cas-types », J.M. Aubert;« Le rendement des régimes de retraite : une comparaison entre Fonction publique d'État et secteur privé », C. Colin, F. Legros et R. Mahieu, n° 328, 1999-8.

— *INSEE-Première*

« Les allocataires du RMI » , n° 720, juin 2000;

« L'aide à domicile en faveur des personnes âgées », n° 744, octobre 2000;

« Les contrats d'insertion du RMI - des effets contrastés sur la sortie du RMI », n° 679, octobre 1999;

« Les personnes dépendantes en institution », n° 669, juillet 1999;

« État de santé et accès aux soins des allocataires du RMI », n° 655, juin 1999;

« Plus de la moitié des sorties du RMI se font grâce à l'emploi », n° 632, février 1999;

« Vers un âge de la retraite plus élevé », n° 578, avril 1998;

« L'allocation parentale d'éducation entre politique familiale et politique pour l'emploi », n° 569, février 1998.

— *Synthèses*

« Les revenus sociaux - 1981-1997 », n° 21, mars 1999.

« Suivi annuel des retraites. Résultats 1996 », n° 20, décembre 1998;

— Données sociales 1999

« La protection sociale », G. Abramovici;

« Le RMI : un dispositif en mutation », C. Afsa, S. Amira;

« L'allocation parentale d'éducation : entre politique familiale et politique pour l'emploi », C. Afsa;

« Les retraites », O. Dangerfield, D. Prangère;

« Des retraités qui vont continuer à croître », C. Bonnet, J.M. Chanut, C. Colin;

« Les professions sociales et leur diversité », M. Autès, J.P. Guilbert, M. Monrose;

« Les minima sociaux : huit prestations de solidarité dans le système de protection sociale », J.P. Zoyem.

— France, Portrait social, édition 2000-2001

« L'équilibre du compte de la protection sociale se confirme en 1999 »;

— France, Portrait social, édition 1999-2000

« Les allocataires du revenu minimum d'insertion : une population hétérogène ».

— Autres publications

Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.

Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.

Rapport d'activité (annuel), ARRCO.

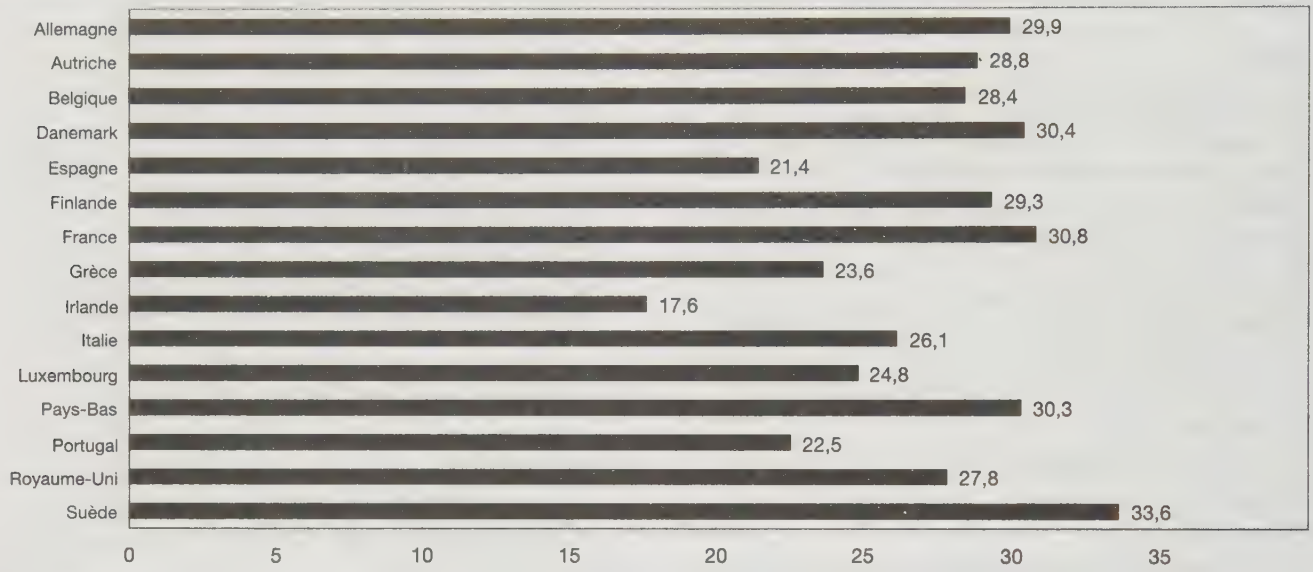
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.

La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

*
* *

GRAPHIQUE C.04

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1997 dans l'Union européenne (1)



(1) Données provisoires

Source : Eurostat

TABLEAU C.04-1

Compte de la protection sociale (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Million de francs

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
EMPLOIS					
Prestations sociales	2 001 628	2 086 657	2 141 180	2 201 355	2 274 119
Prestations de services sociaux	247 508	254 362	260 131	269 431	275 813
Frais de gestion	94 231	98 369	100 662	103 447	107 394
Transferts entre régimes	398 608	438 907	455 532	466 040	467 699
Frais financiers	16 421	5 197	6 088	4 329	4 311
Autres dépenses	17 839	18 836	19 488	22 864	22 504
Total des emplois	**2 776 235**	**2 902 328**	**2 983 081**	**3 067 466**	**3 151 840**
RESSOURCES					
Cotisations	1 749 434	1 827 982	1 840 776	1 739 448	1 817 245
Impôts et taxes affectés	168 336	177 031	232 565	425 887	448 327
Transferts entre régimes	398 608	438 907	455 532	466 040	467 699
Contributions publiques	334 659	359 023	369 847	377 529	376 083
Produits financiers	24 264	23 878	22 343	23 169	24 245
Autres recettes	58 562	54 370	55 168	53 345	56 131
Total des ressources	**2 733 863**	**2 881 191**	**2 976 231**	**3 085 418**	**3 189 730**
Solde opérations courantes	**– 42 372**	**– 21 137**	**– 6 850**	**17 952**	**37 890**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-2

Prestations totales (1) versées par régime (2)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Million de francs

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Régimes d'assurances sociales	1 855 249	1 934 033	1 987 356	2 046 111	2 109 604
Régimes d'employeurs	60 254	60 482	57 047	58 416	61 005
Régimes de la protection complémentaire et de la prévoyance	84 920	95 570	98 856	105 110	108 240
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	242 135	244 215	250 784	253 766	263 381
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM)	6 578	6 719	7 268	7 383	7 702
Total	**2 249 136**	**2 341 019**	**2 401 311**	**2 470 786**	**2 549 932**

(1) Il s'agit de l'ensemble des prestations, y compris les prestations sociales et les prestations de services sociaux.
(2) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés avant l'édition 2000.

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risque (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Million de francs

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Santé	**754 910**	**784 678**	**798 514**	**829 059**	**853 889**
Maladie	607 779	630 049	641 056	667 766	688 387
Invalidité, infirmité	107 473	114 419	117 273	121 058	124 469
Accidents du travail, maladies professionnelles	39 658	40 210	40 185	40 235	41 033
Vieillesse-survie	**979 196**	**1 021 539**	**1 052 377**	**1 086 117**	**1 125 259**
Vieillesse	839 550	876 349	905 294	935 521	971 080
Survie	139 646	145 190	147 083	150 596	154 179
Maternité-famille	**237 871**	**244 812**	**256 245**	**255 129**	**262 040**
Maternité	30 575	31 161	30 568	31 358	31 722
Famille	207 296	213 651	225 677	223 771	230 318
Emploi	**177 011**	**186 751**	**187 144**	**188 083**	**190 993**
Chômage	152 228	165 069	167 131	169 488	172 666
Insertion et réinsertion professionnelle	24 783	21 682	20 013	18 595	18 327
Logement	**72 455**	**74 026**	**76 140**	**78 483**	**80 810**
Pauvreté, exclusion sociale	**27 693**	**29 213**	**30 891**	**33 915**	**36 941**
Total	**2 249 136**	**2 341 019**	**2 401 311**	**2 470 786**	**2 549 932**

(1) Prestations de protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Maladie : UE à 15	...	**462 985**	**487 361**	**508 398**	**521 096**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	91 750	147 143	161 358	159 638	149 534
Autriche	8 509	12 138	13 052	13 007	13 068
Belgique	10 422	13 087	13 300	14 161	13 811
Danemark	5 895	7 201	7 705	7 827	7 988
Espagne	22 317	26 646	27 332	29 251	28 999
Finlande	7 440	5 632	6 399	6 593	6 750
France	**73 012**	**93 766**	**101 144**	**105 194**	**10 865**
Grèce	3 314	4 718	5 034	5 423	6 068
Irlande	2 212	3 036	3 341	3 462	4 119
Italie	51 368	46 804	45 799	53 466	58 474
Luxembourg	459	710	788	861	861
Pays-Bas	19 452	25 122	26 272	25 735	28 326
Portugal	2 240	4 819	4 872	5 456	5 928
Royaume-Uni	45 575	58 466	56 965	62 896	76 760
Suède	...	13 697	14 000	15 428	15 545
Invalidité : UE à 15	...	**142 167**	**147 297**	**157 125**	**166 127**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	18 117	3 221	36 454	39 946	42 326
Autriche	2 285	3 495	3 929	4 155	4 225
Belgique	2 955	4 312	4 968	4 999	5 022
Danemark	2 923	4 107	4 570	4 726	4 781
Espagne	5 983	6 961	7 040	7 804	7 778
Finlande	4 058	4 132	4 576	4 536	4 514
France	**15 234**	**18 848**	**17 704**	**18 928**	**18 983**
Grèce	1 513	1 198	1 263	1 364	1 473
Irlande	296	388	444	496	556
Italie	15 160	15 641	14 169	16 065	15 958
Luxembourg	260	380	425	438	454
Pays-Bas	11 337	13 639	14 098	13 897	13 910
Portugal	1 223	1 971	1 781	1 921	2 261
Royaume-Uni	15 473	27 559	28 121	29 610	35 802
Suède	...	7 314	7 755	8 239	8 082
Vieillesse : UE à 15	...	**667 846**	**701 869**	**745 007**	**782 172**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	125 130	194 019	212 860	213 368	211 756
Autriche	12 501	17 799	19 168	19 579	19 293
Belgique	11 504	16 593	18 029	18 250	18 339
Danemark	10 746	15 120	16 226	17 115	17 336
Espagne	29 626	35 378	37 665	41 200	42 108
Finlande	7 758	7 778	8 831	9 215	9 199
France	**89 130**	**117 199**	**128 236**	**134 513**	**136 565**
Grèce	5 771	7 438	8 149	9 264	10 325
Irlande	1 549	1 874	1 876	1 918	2 172
Italie	96 500	111 474	106 588	123 780	135 055
Luxembourg	570	892	990	999	1 028
Pays-Bas	22 057	27 687	29 084	29 963	29 746
Portugal	2 625	4 556	5 351	5 955	6 288
Royaume-Uni	62 515	88 052	86 887	94 420	117 218
Suède	...	21 986	21 929	24 464	25 743
Survie : UE à 15	...	**94 959**	**95 824**	**103 826**	**109 995**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	7 184	10 097	10 732	10 468	10 375
Autriche	3 781	5 027	5 368	5 413	5 284
Belgique	4 341	5 837	6 195	6 162	6 386
Danemark	24	26	26	26	25
Espagne	3 550	4 016	4 069	4 334	4 296
Finlande	1 090	1 085	1 191	1 197	1 221
France	**16 917**	**21 013**	**21 362**	**22 323**	**22 292**
Grèce	1 314	1 574	1 585	1 883	2 039
Irlande	446	535	565	610	684
Italie	21 054	23 129	21 910	26 771	28 940
Luxembourg	273	423	457	465	479
Pays-Bas	3 691	4 751	4 868	5 049	4 999
Portugal	559	994	1 098	1 213	1 336
Royaume-Uni	9 371	14 959	14 900	16 204	20 021
Suède	...	1 494	1 498	1 710	1 619

TABLEAU C.04-4 (suite 1)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Famille, enfants : UE à 15	**...**	**131 258**	**138 065**	**155 304**	**163 510**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	21 831	37 629	39 840	52 000	53 784
Autriche	3 402	5 815	5 764	5 654	5 331
Belgique	3 684	4 576	4 933	4 976	5 040
Danemark	3 477	5 029	5 340	5 482	5 568
Espagne	1 316	1 577	1 654	1 956	2 053
Finlande	3 526	3 786	4 083	3 851	3 879
France	**23 107**	**28 883**	**34 063**	**35 164**	**36 384**
Grèce	1 003	1 636	1 709	1 870	1 974
Irlande	743	1 033	1 102	1 288	1 511
Italie	9 672	7 446	6 369	7 881	8 769
Luxembourg	199	385	429	446	458
Pays-Bas	3 870	4 273	4 241	3 982	3 423
Portugal	526	781	854	928	947
Royaume-Uni	15 275	20 465	20 473	22 196	26 918
Suède	...	7 944	7 213	7 629	7 471
Chômage : UE à 15	**...**	**152 424**	**147 051**	**154 246**	**147 787**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	17 059	46 524	47 583	52 263	48 174
Autriche	1 485	2 609	2 823	2 956	2 798
Belgique	5 426	7 119	7 319	7 420	7 272
Danemark	4 504	6 685	6 356	6 082	5 564
Espagne	13 897	17 838	15 725	14 929	14 211
Finlande	1 591	4 344	4 396	4 306	4 104
France	**20 602**	**28 783**	**26 854**	**28 537**	**28 567**
Grèce	585	626	873	905	1 095
Irlande	954	1 521	1 631	1 753	1 802
Italie	3 372	4 743	4 203	4 407	4 585
Luxembourg	48	92	101	118	129
Pays-Bas	5 743	9 046	9 111	10 943	10 169
Portugal	186	801	848	970	899
Royaume-Uni	9 652	14 725	12 656	11 845	11 876
Suède	...	6 968	6 573	6 812	6 543
Logement : UE à 15 (1)	**...**	**35 097**	**36 545**	**37 990**	**42 462**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	1 802	3 042	3 144	3 287	3 426
Autriche	157	150	159	157	157
Belgique	...	...	...	...	...
Danemark	689	998	1 056	1 060	1 080
Espagne	445	370	584	355	347
Finlande	197	395	459	394	369
France	**7 132**	**10 198**	**11 083**	**11 144**	**12 010**
Grèce	278	544	510	603	790
Irlande	231	285	304	334	389
Italie	32	28	64	95	108
Luxembourg	4	5	5	5	5
Pays-Bas	761	895	998	1 052	1 182
Portugal	4	3	4	4	4
Royaume-Uni	10 122	16 018	16 050	17 333	20 756
Suède	...	2 165	2 124	2 166	1 838
Exclusion sociale : UE à 15	**...**	**26 781**	**27 276**	**27 418**	**27 859**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	5 938	10 622	11 913	12 272	11 984
Autriche	414	646	585	614	557
Belgique	933	1 506	1 523	1 539	1 573
Danemark	1 064	1 740	1 896	1 797	1 771
Espagne	277	491	533	784	796
Finlande	492	568	641	724	756
France	**3 064**	**5 157**	**4 239**	**4 495**	**4 672**
Grèce	142	162	221	269	282
Irlande	106	167	176	202	237
Italie	39	54	61	49	37
Luxembourg	28	41	42	43	45
Pays-Bas	1 918	2 147	2 081	371	358
Portugal	24	57	62	103	160
Royaume-Uni	1 301	1 433	1 386	2 016	2 443
Suède	...	1 990	1 916	2 139	2 188

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-4 (suite 2 et fin)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Total des prestations de l'Union européenne à 15 (1)	...	**1 713 517**	**1 781 288**	**1 889 316**	**1 961 007**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	288 811	481 297	523 882	543 243	531 358
Autriche	32 535	47 679	50 849	51 534	50 713
Belgique	39 265	53 030	56 267	57 507	57 442
Danemark	29 322	40 906	43 175	44 116	44 113
Espagne	77 411	93 277	94 602	100 613	100 589
Finlande	26 152	27 720	30 576	30 818	30 792
France	**248 198**	**323 847**	**344 685**	**360 299**	**364 338**
Grèce	13 921	17 896	19 342	21 581	24 046
Irlande	6 539	8 842	9 439	10 064	11 470
Italie	197 196	209 318	199 164	232 514	251 926
Luxembourg	1 841	2 928	3 236	3 375	3 459
Pays-Bas	68 828	87 560	90 753	90 993	92 113
Portugal	7 386	13 982	14 870	16 550	17 823
Royaume-Uni	169 284	241 677	237 439	256 521	311 795
Suède	...	63 558	63 008	69 586	69 030

(1) Somme des informations disponibles.

TABLEAU C.04-5

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — %

	r 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	25,4	28,9	29,6	30,6	29,9
Autriche	26,7	29,8	29,8	29,6	28,8
Belgique	26,6	28,9	28,2	28,8	28,4 *e*
Danemark	28,7	32,9	32,2	31,4	30,4
Espagne	19,9	22,8	22,1	21,9	21,4
Finlande	25,1	33,8	31,8	31,6	29,3
France	**27,7**	**30,6**	**30,7**	**31,0**	**30,8**
Grèce	23,2	22,3	22,6	23,1	23,6
Irlande	19,1	20,1	19,6	18,5	17,6
Italie	24,3	26,0	25,2	25,5	26,1
Luxembourg	22,6	24,1	24,9	25,2	24,8
Pays-Bas	32,5	32,7	31,5	30,8	30,3
Portugal	15,6	21,0	20,8	21,6	22,5
Royaume-Uni	23,5	28,8	28,6	28,6	27,8
Suède	33,1	37,2	35,2	34,5	33,6
Ensemble de l'Union européenne	**25,4**	**28,7**	**28,6**	**28,8**	**28,3 *e***

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'ÉCU

	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Cotisations sociales des employeurs : UE à 15	...	**717 427**	**744 038** *e*	**786 571**	**811 971** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	139 693	209 347	225 083	223 150	219 465
Autriche	12 727	18 054	19 532	19 868	19 831
Belgique	18 226	26 139	30 096 *e*	32 159	32 109 *e*
Danemark	2 612	4 694	4 943	5 102	4 378
Espagne	43 283	50 499	48 777	53 185	54 593
Finlande	13 995	10 315	11 874	12 400	12 420
France	**137 078**	**164 234**	**169 534**	**176 219**	**176 907**
Grèce	5 840	7 329	8 052	9 171	9 774
Irlande	1 651	2 098	2 186	2 298	2 529
Italie	111 923	106 878	105 732	123 356	133 498
Luxembourg	633	888	914	964	955
Pays-Bas	16 462	21 206	23 764	24 881	25 306
Portugal	3 350	4 508	5 016	5 054	5 638
Royaume-Uni	57 944	64 390	62 265 *e*	68 236	84 499
Suède	...	26 848	26 271	30 529	30 069
Cotisations sociales des personnes protégées (1) : UE à 15	...	**429 891**	**451 187** *e*	**476 521**	**493 539** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	90 795	148 800	159 097	164 651	164 482
Autriche	8 382	12 653	13 704	14 056	14 252
Belgique	11 222	15 453	13 646 *e*	14 641	15 098 *e*
Danemark	1 752	4 999	6 674	7 667	9 049
Espagne	13 405	17 652	16 744	18 091	18 284
Finlande	2 540	4 545	4 822	4 783	4 713
France	**75 919**	**91 791**	**98 576**	**105 313**	**100 856**
Grèce	3 000	4 293	5 061	5 384	6 032
Irlande	1 060	1 391	1 381	1 492	1 631
Italie	31 705	37 573	37 254	43 441	45 464
Luxembourg	496	773	847	853	899
Pays-Bas	32 210	48 240	49 910	47 648	51 966
Portugal	1 803	2 786	3 157	3 267	3 574
Royaume-Uni	34 744	36 936	36 569 *e*	40 032	51 241
Suède	...	2 006	3 744	5 201	5 997
Contributions publiques courantes : UE à 15	...	**610 099**	**615 325** *e*	**657 781**	**694 375** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	80 755	148 902	158 978	174 338	170 938
Autriche	12 017	18 170	19 241	18 963	18 172
Belgique	11 007	12 856	16 076 *e*	16 609	16 260 *e*
Danemark	26 674	35 147	35 289	35 288	34 956
Espagne	20 822	27 589	28 979	28 449	28 341
Finlande	12 904	14 576	16 345	16 075	15 868
France	**44 029**	**71 973**	**77 156**	**82 387**	**91 592**
Grèce	5 026	5 899	6 232	6 678	7 683
Irlande	4 007	5 643	6 185	6 622	7 535
Italie	61 245	77 233	63 183	73 642	81 148
Luxembourg	891	1 386	1 665	1 742	1 795
Pays-Bas	20 656	17 406	17 342	17 559	17 444
Portugal	3 047	5 963	6 595	8 190	8 549
Royaume-Uni	84 884	132 600	127 227 *e*	134 730	158 663
Suède	...	34 756	34 830	36 510	35 432
Autres recettes courantes : UE à 15	...	**95 707**	**98 353** *e*	**104 811**	**110 774** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	8 836	10 293	12 292	13 832	13 598
Autriche	312	336	359	304	333
Belgique	4 136	8 203	1 779 *e*	1 810	1 816 *e*
Danemark	2 248	2 863	3 069	3 180	3 203
Espagne	2 016	2 072	2 637	3 016	3 405
Finlande	2 314	1 999	2 424	2 552	2 405
France	**6 556**	**6 488**	**12 618**	**11 977**	**12 154**
Grèce	1 171	1 795	2 159	2 219	2 493
Irlande	71	89	84	96	105
Italie	6 658	8 314	4 724	5 709	5 536
Luxembourg	173	191	185	174	156
Pays-Bas	13 151	16 358	17 285	17 130	17 168
Portugal	826	2 024	1 965	2 987	1 985
Royaume-Uni	35 268	28 991	31 174 *e*	34 114	41 222
Suède	...	5 691	5 599	5 699	5 195

TABLEAU C.04-6 (suite1 et fin)

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Total des recettes courantes (2) (3) : UE à 15	...	**1 853 124**	**1 908 903** *e*	**2 025 675**	**2 110 659** *e*
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	320 080	517 342	555 450	575 972	568 483
Autriche	33 438	49 214	52 835	53 193	52 588
Belgique	44 591	62 651	61 598 *e*	65 218	65 284 *e*
Danemark	33 285	47 704	49 976	51 238	51 585
Espagne	79 525	97 812	97 136	102 741	104 623
Finlande	31 754	31 435	35 465	35 810	35 406
France	**263 584**	**334 486**	**357 884**	**375 895**	**381 509**
Grèce	15 036	19 315	21 503	23 452	25 982
Irlande	6 789	9 221	9 835	10 508	11 800
Italie	211 531	229 998	210 894	246 148	265 645
Luxembourg	2 194	3 238	3 612	3 733	3 805
Pays-Bas	82 479	103 209	108 301	107 218	111 884
Portugal	9 026	15 281	16 733	19 498	19 745
Royaume-Uni	212 840	262 917	257 236 *e*	277 113	335 625
Suède	...	69 301	70 445	77 939	76 694

(1) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des employés, des indépendants, des pensionnés et autres personnes protégées.
(2) Non compris les transactions entre régimes.
(3) Du fait des arrondis la ligne « total » n'est pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU C.04-7

Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) — *Unité :* Million de francs

	1980	1985	1990	1995	1997	*p* 1998	Structure en % 1998
CNAMTS	**124 713**	**231 591**	**332 029**	**433 408**	**458 567**	**478 086**	**82,4**
Autres régimes	**34 442**	**63 647**	**82 991**	**97 173**	**99 110**	**102 149**	**17,6**
Dont : CANAM	7 202	13 614	18 443	22 132	22 631	23 223	4,0
Exploitants agricoles	10690	19 416	27 057	31 433	32 367	33 608	5,8
Salariés agricoles	6178	10 820	13 111	15 567	16 075	16 872	2,9
Assurance agricole personnelle	...	200	160	169	192	181	–
Mines	2644	4 578	5 910	6 868	6 936	6 864	1,2
SNCF	3635	6 317	7 531	8 515	8 267	8 397	1,5
Militaires	2534	4 950	6 251	7 323	7 415	7 525	1,3
Marins	801	1 464	1 681	1 825	1 726	1 893	0,4
CAMAC (1)	...	**536**	**702**	**834**	**851**	**838**	**0,1**
RATP (2)	380	950	1 000	1 084	1 113	1 154	0,2
Clercs de notaires	214	390	593	719	744	809	0,1
Banque de France	121	240	335	406	426	415	0,1
Compagnie des Eaux (3)	26	43	62	///	///	///	///
Chambre de Commerce	17	35	51	67	75	63	ε
Français de l'Étranger	...	94	104	224	285	300	ε
Port autonome de Bordeaux	...	...	...	7	7	7	ε
Total	**159 155**	**295 238**	**415 020**	**530 581**	**557 677**	**580 235**	**100,0**

(1) Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes.
(2) Les données portant sur le montant du maintien du salaire assuré par la RATP sont exclues des séries à partir de 1990.
(3) Régime intégré au régime général à compter du 1er janvier 1991.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation

Année 1998 provisoire

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Unité : Million de francs

	Régime général	Régime exploitants agricoles	Régime salariés agricoles	CANAM	Autres régimes	Ensemble des régimes
Consultations	26 742	1 271	781	907	1 146	30 846
Visites	5 657	588	234	310	304	7 094
Chirurgie et spécialités [K, KC, KE, forfaits]	15 647	1 001	472	909	896	18 926
Radiologie [Z, ZN, PRA]	8 250	453	238	427	464	9 831
Autres	3 327	275	111	186	711	4 610
Total honoraires médicaux	**59 623**	**3 588**	**1 836**	**2 739**	**3 521**	**71 308**
Total honoraires dentaires	**11 813**	**475**	**332**	**446**	**603**	**13 669**
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**71 436**	**4 063**	**2 168**	**3 185**	**4 124**	**84 977**
Versements aux établissements du secteur public	227 979	15 559	7 928	11 240	11 998	275 387
Versements aux établissements du secteur privé	35 645	2 723	1 265	2 122	2 505	44 261
Total versements aux établissements d'hospitalisation (1)	**263 624**	**18 282**	**9 193**	**13 362**	**15 326**	**319 785**
Pharmacie	73 151	6 131	2 529	3 773	5 215	90 798
Actes en AM, AIS et SFI (2)	19 994	2 269	808	1 297	1 355	25 723
Actes en B, BP, BR, KB, PB et TB (3)	10 598	686	327	571	616	12 798
Optique et orthopédie	5 601	566	196	387	402	7 153
Total prescriptions	**109 344**	**9 652**	**3 860**	**6 028**	**7 588**	**136 472**
Autres prestations	**8 941**	**1 611**	**705**	**505**	**1 193**	**12 956**
Prestations en espèces	**24 741**	**...**	**946**	**142**	**215**	**26 044**
Total maladie	**478 086**	**33 608**	**16 872**	**23 080**	**28 446**	**580 234**

(1) Y compris les régularisations comptables.
(2) Y compris les frais de déplacement des auxiliaires médicaux.
(3) B, BP, BR, KB, PB et TB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million de francs

	1984	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT (1)						
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 923**	**4 974**	**5 286**	**5 639**	**5 871**	**6 081**
Centres d'aide par le travail	2 710	4 917	5 233	5 590	5 828	6 040
Centres de rééducation professionnelle	55	...	...	—	—	—
Allocation différentielle	158	57	52	49	43	40
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**2 485**	**2 628**	**2 718**	**2 485**	**2 628**	**2 718**
Sans domicile fixe (IVG et soins aux SDF) (2)	**1 163**	**1 097**	**1 001**	**694**	**813**	**798**
Interruption volontaire de grossesse	...	...	...	6	...	...
Aide médicale aux SDF	745	710	633	688	...	...
Sans domicile fixe : Autres formes d'aide sociale	**418**	**387**	**369**	**358**	**370**	**380**
Aide sociale aux personnes âgées	76	20	16	96	108	108
Aide sociale aux personnes handicapées	76	20	16	244	255	268
Aide sociale à l'enfance	...	...	...	14	8	3
Aide à la famille	...	...	...	4	...	...
Aide sociale aux personnes âgées	**76**	**51**	**20**	**20**	**18**	**17**
Allocation simple	76	51	20	20	18	17
Divers	**126**	**317**	**368**	**442**	**492**	**557**
Allocation supplémentaire (AVS)	76	...	...	9	9	8
Allocation militaire	...	...	...	1		
Tutelle et curatelle	...	285	336	404	455	521
Autres (3)	50	33	32	28	28	28
Total	**8 578**	**8 702**	**9 080**	**9 637**	**10 192**	**10 551**
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT (4)						
Aide sociale à l'enfance	14 963	23 035	23 948	24 822	**25 661**	...
Aide sociale aux personnes handicapées	**7 963**	**17 805**	**18 944**	**19 959**	**19 536**	...
À domicile (5)	4 380	8 738	9 145	9 372	...	...
Hébergement (6)	3 344	8 988	9 703	10 472	...	...
Éducation spéciale	239	...	...	...	...	...
Autres dépenses (7)	...	79	95	115	...	...
Aide sociale aux personnes âgées	**6 548**	**6 800**	**7 024**	**6 975**	**7 333**	...
À domicile	1 798	1 330	1 278	1 201	...	...
Hébergement	4 750	5 393	5 660	5 688	...	...
Autres dépenses (7)	///	77	87	86	...	...
Aide médicale	**2 017**	**5 442**	**6 216**	**6 540**	**7 158**	...
Aide médicale générale	1 791	5 283	...	...	...	...
À domicile	836	1 835	2 349	2 591	...	...
Hospitalière	1 155	815	1 129	1 269	...	...
Cotisations d'assurance personnelle (8)	...	2 571	2 663	2 609	...	...
Autres dépenses (7)	...	62	76	71	...	...
Aide médicale aux malades mentaux	196	149	...	...	...	...
Aide médicale aux tuberculeux	30	11	...	...	...	...
Sous-total prestations versées	**31 490**	**53 082**	**56 132**	**58 295**	**59 688**	...
	...					...
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI	...	2 715	3 042	3 357	4 039	...
Service départemental d'action sociale	1 840	3 570	3 809	4 147	4 349	...
Frais communs	348	1 956	1 939	2 124	2 120	...
Total	**33 678**	**61 324**	**64 922**	**67 924**	**70 196**	...

(1) Champ : France entière, pour les dépenses relevant de l'État
(2) Depuis 1997, la nomenclature ne distingue plus les dépenses afférentes à l'IVG des dépenses d'aide médicale pour les SDF.
(3) Prévention et réadaptation sociale, insertion par l'économique (jusqu'en 1990), allocation loyer, allocation militaire et allocation exceptionnelle de protection sociale des français de la zone franc.
(4) Dépenses brutes en 1984, dépenses nettes depuis 1987.
(5) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(6) Y compris les dépenses d'éducation spéciale à partir de 1992.
(7) Depuis 1992, le poste « les autres dépenses » regroupe des frais divers (frais d'inhumation, frais de transport, argent de poche, etc.) qui auparavant étaient inclus dans chaque sous-chapitre.
(8) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*e* 1999
Aide relevant du département						
Aide sociale à l'enfance :						
Mesures administratives	33 412	31 306	30 573	29 627	28 857	28 768
Mesures judiciaires	73 226	76 145	78 348	80 327	81 790	83 295
Total des enfants confiés à l'ASE	**106 638**	**107 451**	**108 921**	**109 954**	**110 650**	**110 650**
Placements directs	28 300	27 600	27 400	27 200	26 150	26 150
Total des enfants accueillis à l'ASE	**134 938**	**135 051**	**136 321**	**137 154**	**136 800**	**136 800**
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Aide à domicile :						
Aide ménagère et auxiliaires de vie ARSM (1)	7 866	8 838	9 715	9 941	10 969	12 800
ACTP (2) de moins de 60 ans	81 663	84 244	85 980	88 320	89 838	90 300
Accueil :						
Hébergement en établissement	73 799	74 390	74 301	76 347	77 993	79 300
Accueil de jour (3)	4 558	5 544	6 494	7 135	7 162	8 600
Accueil en milieu familial	2 316	2 592	2 761	2 960	3 005	3 100
Aide sociale aux personnes âgées :						
ACTP des moins de 60 ans	188 070	200 040	203 095	174 870	104 450	62 600
Aide à domicile :						
Aide ménagère ARSM	90 260	86 950	80 895	75 415	71 650	66 600
PSD (4) à domicile	///	///	///	10 000	46 500	60 900
Accueil :						
Hébergement en établissement	136 400	133 300	130 320	126 100	122 370	121 100
Accueil en milieu familial (3)	650	690	705	710	850	900
PSD (4) en établissement	///	///	///	13 000	39 500	56 200
Aide médicale :						
Cotisations d'assurance personnelle	261 650	270 299	264 673	290 734	284 002	...
Prise en charge des soins	...	...	2 618 061	2 776 430	2 839 897	...

(1) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(2) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(3) L'estimation nationale pour ces variables a été revue en 1998 pour les années 1992 à 1997.
(4) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global (1)

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Unité : Million de francs

	1980	1985	1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Tous régimes hors AAH (2)	63 813	104 185	120 236	148 516	161 081	160 024	159 285	162 639
Régime général hors AAH (2)	50 332	84 795	101 909	131 208	144 364	142 968	143 408	147 133

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Unité : Millier

	1980	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Familles allocataires :								
Tous régimes	5 701	5 890	5 848	5 926	5 900	5 914	5 605	6 119
dont : régime général	4 368	4 761	4 863	5 094	5 105	5 143	4 927	5 415
Enfants bénéficiaires :								
Tous régimes	12 588	12 446	12 406	12 402	12 375	12 354	11 540	12 549
dont : régime général	9 626	9 972	10 253	10 569	10 620	10 660	10 060	11 010

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité :* Million de francs

	1990	1995	*r* 1997	*r* 1998	1999
Prestations complément de revenu :					
Allocations familiales	62 834	68 778	69 840	66 099	69 620
Complément familial	8 364	9 812	9 614	9 689	9 601
Allocation de parent isolé	3 756	4 528	4 465	4 417	4 471
Prestations liées à la maternité :					
Allocation pour jeune enfant	19 295	19 861	16 713	16 833	16 823
Allocation parentale d'éducation	5 971	8 170	16 974	17 833	17 991
Allocation de garde d'enfant à domicile	264	936	2 212	1 653	852
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	...	5 639	7 951	10 348	10 039
Allocation d'adoption	...	9	22	22	23
Prestations spécifiques :					
Allocation de soutien familial	3 515	4 432	4 681	4 832	4 966
Allocation d'éducation spéciale	1 244	1 702	1 820	1 884	1 957
Allocation de rentrée scolaire	1 935	8 221	8 660	8 752	8 673
Aide à la scolarité	...	740	736	5	...
Logement :					
Allocation de logement à caractère familial	11 901	14 479	14 977	15 595	16 253
Prime de déménagement	25	22	24	25	25
Dépenses diverses :					
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	321	193	182	168	119
Allocation différentielle	167	172	190	175	180
Frais de tutelle	530	821	1 000	987	1 077
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7	...	– 36	– 31	– 33
Prestations familiales (1) (2)	**120 218**	**148 516**	**160 024**	**159 285**	**162 639**
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :					
Allocation de logement à caractère social	9 327	19 739	20 670	21 337	22 244
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitation (FNH) :					
Aide personnalisée au logement	27 568	35 690	37 670	38 606	39 142
Prime de déménagement	31	26	27	27	27

(1) Hors AAH (allocation adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF)
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unités : Millier de bénéficiaires et million de francs

	r 1997			*r* 1998			1999		
	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	59 846	3 617	...	57 047	3 553	8 852	60 654	3 886	...
Complément familial	8 353	786	...	8 488	792	2 653	8 488	790	...
Allocation de parent isolé	4 424	150	...	4 383	149	248	4 439	154	...
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	25 229	1 286	...	15 359	1 296	2 076	15 472	1 222	...
Allocation parentale d'éducation	15 401	480	...	16 216	487	1 220	16 366	785	
Allocation de garde d'enfant à domicile	2 175	81	...	1 631	72	157	843	65	...
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	7 638	421	...	10 021	468	748	9 700	501	...
Allocation d'adoption	11	1	...	17	1	2	19	1	...
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	4 357	486	...	4 517	496	845	4 663	514	...
Allocation d'éducation spéciale	1 582	91	...	1 651	94	224	1 733	95	...
Allocation de rentrée scolaire	7 751	2 623	...	7 875	2 686	6 105	7 832	2 771	...
Aide à la scolarité	690	657	...	4	...	...	...		...
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	14 235	1 043	1 914	14 911	1 068	2 009	15 602	1 079	...
Prime de déménagement	24	...	...	25	...	...	26	...	...
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	133	49	...	137	42	...	111	42	...
Allocation différentielle	190	16	...	175	14	33	180	14	...
Frais de tutelle	965	...	...	951	...	...	1 038		...
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	...	...	...	– 31	...	...	– 33	...	...
Prestations familiales (1) (2)	**142 968**	5 035	10 552	**143 408**	4 789	9 945	**147 133**	...	...
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :									
Allocation de logement à caractère social	19 197	1 976	...	20 001	2 054	...	20 927	2 045	...
									...
									...
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	36 058	1 043	...	...	37 007	2 758	37 573	2 727	...
Prime de déménagement	27	...	...	...	27	...	27	...	...

(1) Hors AAH (allocation d'adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales.
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-15

Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière

Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus
(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Ensemble des carrières				Carrières complètes (1)		
	Montant moyen (en francs)	Effectifs (en %)	Durée de cotisation (en trimestres)	Part des carrières complètes (%)	Montant moyen (en francs)	Effectifs (en %)	Durée de cotisation (en trimestres)
Un seul régime de base : retraités unipensionnés							
Salarié du secteur privé (régime général et régimes complémentaires)	5 787	45,4	128	50,8	8 936	38,4	172
Agents de la fonction publique d'État	10 897	4,9	143	63,7	12 314	5,2	155
Agents des collectivités locales (CNRACL)	6 907	1,0	118	26,1	10 075	0,5	153
Salariés agricoles (MSA)	3 179	1,1	103	41,0	5 470	0,8	168
Autre régime (EDF, SNCF, RATP, Mines, Marine...)	8 741	2,0	136	39,9	10 762	1,4	157
Ensemble des anciens salariés	**6 326**	**55,0**	**129**	**50,9**	**9 324**	**46,2**	**169**
Exploitants agricoles	1 977	8,0	142	62,5	2 302	8,4	167
Artisans (CANCAVA)	3 340	n.s (3)	123	45,7	4 895	0,2	174
Commerçants (ORGANIC)	2 203	1,0	92	15,0	3 616	0,2	162
Professions libérales	11 995	n.s (3)	129	17,3	15 823	0,1	159
Ensemble des anciens non salariés	**2 213**	**9,0**	**137**	**57,4**	**2 474**	**8,9**	**167**
Ensemble des unipensionnés	**5 727**	**64,0**	**130**	**51,8**	**8 218**	**55,1**	**169**
Plusieurs régimes de base : retraités polypensionnés							
RG (2) et régime salarié agricole	5 804	7,0	152	68,4	7 207	8,5	177
RG et régime exploitant agricole	3 783	4,0	156	63,7	4 655	4,6	186
RG et régime artisan	6 082	2,0	166	82,1	6 716	3,2	179
RG et régime commerçant	5 558	4,0	150	60,9	7 196	3,5	178
RG et régime fonctionnaire ou CNRACL	9 448	4,6	172	78,9	10 416	6,1	185
RG et un autre régime de base	10 062	3,2	170	81,7	10 863	4,4	180
RG et deux autres régimes ou plus	7 326	4,2	181	84,7	7 771	5,9	189
Salarié agricole et exploitant agricole	3 633	3,0	163	80,5	3 931	3,4	174
Salarié agricole, exploitant agricole et autre régime	4 942	3,0	177	83,4	5 384	3,7	189
Autres situations à deux régimes ou plus	7 718	1,0	167	70,3	8 707	1,6	186
Ensemble des polypensionnés	**6 434**	**36,0**	**164**	**74,4**	**7 432**	**44,9**	**182**
Ensemble des régimes	**5 983**	**100,0**	**142**	**60,0**	**7 865**	**100,0**	**175**

(1) Carrières complètes : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(2) RG : régime général.
(3) n.s : non significatif.

TABLEAU C.04-16

Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe

(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Franc

	1993				1997				
	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	**Retraite totale**	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	Allocations du FSV	**Retraite totale**
Retraités de droit direct ayant exercé une carrière complète (2) (3)									
Hommes	8 071	453	28	**8 552**	8 877	401	30	25	**9 333**
Femmes	5 014	262	490	**5 766**	5 926	176	519	44	**6 665**
Ensemble	**6 987**	**386**	**192**	**7 565**	**7 865**	**324**	**198**	**31**	**8 418**
Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans ou plus (4)									
Hommes	7 462	467	31	**7 960**	8 344	385	31	45	**8 805**
Femmes	3 217	285	828	**4 330**	3 894	183	885	72	**5 034**
Ensemble	**5 094**	**366**	**476**	**5 936**	**5 983**	**278**	**484**	**59**	**6 804**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(2) Carrière complète : retraité de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(3) Champ : Retraités ayant exercé une carrière complète.
(4) Champ : Ensemble des retraités (quelle que soit la durée de carrière).

TABLEAU C.04-17

Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale

(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Franc

	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct ayant effectué une carrière complète (1)						
Hommes						
Droits directs	8 763	8 863	8 986	9 084	8 087	8 877
Droits dérivés (réversion)	9	18	31	49	104	30
Avantages accessoires (2)	344	387	425	455	415	401
Allocations du FSV	10	13	25	35	116	25
Retraite globale	**9 126**	**9 281**	**9 467**	**9 623**	**8 722**	**9 333**
Femmes						
Droits directs	6 678	6 102	5 854	5 602	4 818	5 926
Droits dérivés (réversion)	257	332	532	750	949	519
Avantages accessoires (2)	182	183	160	184	156	176
Allocations du FSV	5	12	22	57	243	44
Retraite globale	**7 122**	**6 629**	**6 568**	**6 593**	**6 166**	**6 665**
Ensemble						
Droits directs	8 147	7 968	7 905	7 781	6 527	7 865
Droits dérivés (réversion)	82	120	204	311	507	198
Avantages accessoires (2)	296	321	334	353	291	324
Allocations du FSV	9	13	24	44	177	31
Retraite globale	**8 534**	**8 422**	**8 467**	**8 489**	**7 502**	**8 418**
Retraités de droit direct de 60 ans ou plus (quelque soit la durée de carrière) (3)						
Hommes						
Droits directs	8 202	8 455	8 478	8 524	7 254	8 344
Droits dérivés (réversion)	10	21	30	50	107	31
Avantages accessoires (2)	327	379	412	435	380	385
Allocations du FSV	25	31	50	53	143	45
Retraite globale	**8 564**	**8 886**	**8 970**	**9 062**	**7 884**	**8 805**
Femmes						
Droits directs	4 903	4 149	3 779	3 567	3 087	3 894
Droits dérivés (réversion)	352	550	825	1 203	1 573	885
Avantages accessoires (2)	195	190	169	193	157	183
Allocations du FSV	35	39	50	76	215	72
Retraite globale	**5 485**	**4 928**	**4 823**	**5 039**	**5 032**	**5 034**
Ensemble						
Droits directs	6 830	6 338	5 944	5 609	4 323	5 983
Droits dérivés (réversion)	152	281	458	728	1 138	484
Avantages accessoires (2)	272	286	281	293	223	278
Allocations du FSV	29	35	50	67	194	59
Retraite globale	**7 283**	**6 940**	**6 733**	**6 697**	**5 878**	**6 804**

(1) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus, ayant exercé une carrière complète (retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus).
(2) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(3) Champ : ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus.

TABLEAU C.04-18A

Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et FSI

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Unités : Effectifs : Millier
Montant : Million de F

	1985	1990	1995	1996	1997	1998
Fonds de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1 539,5	1 212,9	988,8	942,6	886,1	840,7
Montants versés	20 675	17 827	14 901	14 602	13 413	12 564
Fonds spécial d'invalidité :						
Effectifs	139,2	133,0	104,7	102,5	102,0 (1)	102,0
Montants versés	1 542	1 633	1 534	1 591	1 585	1 606

(1) Nouvelle estimation.

TABLEAU C.04-18B

Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur

France entière

Au 31 décembre 1998

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Unité : Montants en million de F

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	375 713	5 536	87 282	1 313
Exploitants agricoles	230 984	2 686	5 145 *e*	106
SASV	64 218	1 482	///	///
Salariés agricoles	36 935	591	5 457	100
ORGANIC (commerçants)	19 251	376	354	5
CANCAVA (artisans)	19 124	293	967	20
CAMAVIC (cultes)	5 954	85	15	...
Professions libérales	450	5	19	...
Régimes spéciaux (1)	7 670	57	1 136	18
SNCF	1 976	...	221	...
Mines	1 102	...	124	...
Marins	1 738	...	89	...
Ouvriers de l'État	591	...	96	...
Collectivités locales	1 863	...	556	...
Autres régimes spéciaux	400	...	50	...
Total métropole	**760 299**	**11 111**	**100 375**	**1 562**
DOM	**80 379**	**1 453**	**1 591** *e*	**44**

(1) Non compris les fonctionnaires (environ 2 300 pour un montant de 11 millions de francs).

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Franc

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	12 990	14 990	16 610	16 943	17 147	17 336	17 545
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	17 480	19 500	23 259	23 764	24 050	24 315	24 940
Minimum vieillesse :							
Personne seule	30 470	33 990	39 870	40 707	41 197	41 651	42 485
Couple	55 220	60 990	71 525	73 028	73 906	74 720	76 215

TABLEAU C.04-20

Allocataires de minima sociaux

Nombre de bénéficiaires au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), CNAF, MSA, UNEDIC (FNA), CNAMTS, CNAVT — *Unité* : Millier

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	422,1	840,8	903,1	956,6	993,3	1 017,8
Allocation de Parents Isolés (API)	131,0	148,0	149,1	150,9	150,2	155,2
Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)	519,0	593,5	609,6	627,7	647,0	671,3
Allocation Supplémentaire d'Invalidité	131,7	103,4	101,2	100,7	100,7	100,0 *e*
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	336,1	485,8	513,0	480,1	487,8	470,8 *p*
Allocation d'Insertion (AI)	123,6	18,4	15,1	16,1	21,1	25,1 *p*
Allocation Supplémentaire de Vieillesse	1 182,9	908,8	861,3	805,1	760,3	725,0 *e*
Allocation Veuvage	16,0	16,2	17,0	18,2	19,6	20,0 *e*
Total	**2 862,4**	**3 115,0**	**3 169,3**	**3 155,4**	**3 180,0**	**3 185,2**

TABLEAU C.04-21

Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

France entière

Au 31 décembre 1999

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	576 985	58,1	1 994	64 350	50,6	1 687
Avec un enfant	120 070	12,1	2 181	17 622	13,9	1 706
Avec deux enfants	59 840	6,0	2 170	11 387	9,0	1 479
Avec trois enfants et plus	34 016	3,4	1 822	6 502	5,1	1 649
Couple :						
Sans enfant	44 225	4,5	2 228	4 145	3,3	2 015
Avec un enfant	49 672	5,0	2 327	6 657	5,2	2 050
Avec deux enfants	47 010	4,7	2 444	7 792	6,1	2 071
Avec trois enfants et plus	61 257	6,2	2 552	8 721	6,9	2 239
Total	**993 075**	**100,0**	**2 104**	**127 176**	**100,0**	**1 760**

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.

TABLEAU C.04-22

Allocataires du RMI selon l'âge (1)

France entière

Situation au 31 décembre 1999

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	28 719	2,9	5 760	4,5
De 25 à 29 ans	231 016	23,3	25 881	20,4
De 30 à 39 ans	313 889	31,6	43 981	34,6
De 40 à 49 ans	238 576	24,0	28 090	22,1
De 50 à 59 ans	147 672	14,9	18 291	14,4
60 ans et plus	33 203	3,3	5 173	4,1
Total	**993 075**	**100,0**	**127 176**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

TABLEAU C.04-23

Allocataires du RMI

France entière

Payés en décembre

Sources : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), MSA (Mutualité sociale agricole)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Métropole	422 102	840 839	903 804	956 596	993 286	1 017 847
D.O.M	88 044	105 171	106 668	111 305	118 822	127 176
Total	**510 146**	**946 010**	**1 010 472**	**1 067 901**	**1 112 108**	**1 145 023**

TABLEAU C.04-24

Bénéficiaires du RMI

Au 31 décembre 1999

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Ouverture de droits	Nombre	%
Moins de 6 mois	135 414	13,6
De 6 mois à 1 an	115 420	11,6
De 1 à 2 ans	184 341	18,6
De 2 à 3 ans	134 845	13,6
De 3 à 5 ans	169 867	17,1
Plus de 5 ans	253 188	25,5
Total	**993 075**	**100,0**

D

Consommation et conditions de vie

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation et pouvoir d'achat.

1A. Consommation effective des ménages par fonction en valeur.
1B. Consommation effective des ménages par fonction en volume.
2A. Montant de la consommation effective des ménages par durabilité en valeur.
2B. Évolution de la consommation effective des ménages par durabilité en volume.
3. Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5B. Équipement des ménages en biens durables selon leur taille.
6. Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence.
7. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
8. Le budget des ménages en 1995.
9. Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, la croissance de la dépense de consommation des ménages (+2,1 % en volume en moyenne annuelle), est la deuxième plus forte progression de la décennie, après celle de 1998 (+3,3 %). Cette progression est favorisée par la hausse des revenus et par la confiance manifestée par les ménages dans l'évolution de leur niveau de vie.

Les occupations quotidiennes des personnes évoluent : quatre temps viennent scander la journée des Français. Le temps consacré à entretenir la « machine humaine » occupe la moitié de la journée; le temps de travail ou d'études est très variable bien sûr, selon que l'on est actif ou inactif (femme au foyer, retraité ou étudiant). Pour leur part, les travaux domestiques et les loisirs remplissent respectivement, quatre heures et quatre heures et demie de la journée. Entre 1986 et 1999, grâce essentiellement à la diminution globale du temps de travail et des tâches ménagères, le temps quotidien de loisirs s'est allongé d'une demi-heure (cf. tableau D01-9).

2. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement);

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux D.01-1 et D.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le nouveau système européen de comptabilité nationale - SEC 95 - mis en application dans la « base 1995 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation effective des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

- les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages.

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents. Mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

— l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit; par exemple, dans le tableau D01-4, les données relatives aux agriculteurs exploitants ont été élaborées à partir des réponses de 307 ménages, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

— l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau D01-8) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 1995; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984-1985 et 1989. L'échantillon de 1995 est constitué par 9 634 ménages.

— L'enquête « Emploi du temps 1998-1999 », a lieu environ tous les dix ans. Elle fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964-1965, 1974-1975, et 1985-1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). La dernière enquête, réalisée entre février 1998 et février 1999, a interrogé tous les individus de 15 ans et plus d'un échantillon de 8 000 ménages sur la nature et la durée de leurs activités pendant 24 heures. Le tableau D01-9, concerne 16 000 individus environ.

— l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans;

— les enquêtes transports.

- les statistiques de production et du commerce extérieur.

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.).

---

(1) Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire et le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

(2) Pour plus de détails, voir la publication annuelle *INSEE-Résultats*, série Consommation-modes de vie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année n », cf. Sources de documentation.

Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les importations et exportations par produits détaillés sont ainsi obtenues.

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

- les statistiques de distribution.

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

• Nomenclature de fonction

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

• Nomenclature de durabilité

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau D.01-3) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant

l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays (cf. tableau D.01-7).

3. DÉFINITIONS

La consommation finale des ménages

Les comptes nationaux sont désormais établis selon le système européen de comptabilité : SEC 95. Dans ce nouveau système de comptabilité nationale, deux concepts de consommation finale sont distingués : la dépense de consommation finale et la consommation finale effective. La dépense de consommation finale des ménages remplace le concept de consommation finale du système précédent. Selon le SEC 95, la dépense de consommation finale des ménages recouvre les dépenses consacrées par les ménages à l'acquisition de biens et services, utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains « individuels ». La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde.

La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidents qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut désormais les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.

Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produits, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidents ou non . La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidents sur le territoire et en additionnant la consommation des résidents hors le territoire. Les données nécessaires sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.

Les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste; ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles), de véhicules d'occasion (passant par le commerce), et aux achats de services marchands. Ils comprennent aussi l'autoconsommation de produits alimentaires, les avantages fournis par les employeurs à leurs salariés ou par l'armée aux militaires, les loyers « imputés » des logements occupés par leurs propriétaires, qui tous, viennent en contrepartie des revenus de même montant inclus dans le revenu disponible des ménages.

Quand ces biens et services marchands sont utilisés par des entrepreneurs individuels pour leur activité productive, on ne les prend pas en compte dans la consommation finale des ménages. Pour les biens et services à usage mixte, on ne retient ici qu'une partie de leur valeur, proportionnelle à l'utilisation domestique qui en est faite.

Les services non marchands pris en compte dans la dépense de consommation finale des ménages comprennent tout d'abord les paiements partiels des ménages aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (séances de ciné-club, spectacles amateurs, offices religieux) ou aux administrations publiques (hôpitaux, enseignement, musées, théâtres). S'y ajoutent les services domestiques fournis par le personnel salarié employé par les ménages (employés de maison, nourrices, concierges et gardiens d'immeubles), qui ont leur contrepartie en production pour compte propre des ménages.

La consommation effective finale des ménages

Le SEC 95, outre la dépense de consommation finale des ménages, définit également la consommation effective finale des ménages. Celle-ci recouvre l'ensemble des biens et services qu'ils utilisent effectivement (ou consomment) quelle que soit la manière dont ils sont financés, alors que la dépense de consommation se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. L'écart entre les deux notions représente les remboursements de sécurité sociale, les aides aux logements, les dépenses de la collectivité en éducation, en santé, etc.

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques sont subdivisées entre dépenses de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépenses de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des administrations.

Les transferts sociaux en nature des administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces administrations.

La consommation effective des administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.

- exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...

- exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...

Théoriquement, on aurait dû adopter la même démarche concernant les ISBLSM. Par convention, c'est l'ensemble de leurs dépenses de consommation qui est considéré comme individualisable et constitue une consommation effective des ménages, il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM. Pourtant, comme la dépense, elles n'incluent pas la valeur ajoutée domestique (préparation des repas, travail ménager, aide aux enfants dans leurs devoirs scolaires, bricolage).

Mais, c'est par ailleurs une notion plus restreinte que la dépense, car la comptabilité nationale ne classe pas en

consommation l'achat et les gros travaux d'amélioration du logement, les intérêts liés à ceux-ci, les impôts. Elle ne retrace pas non plus les achats de ménages à d'autres ménages : seules les marges commerciales des revendeurs sont prises en compte. C'est notamment le cas pour le poste « voitures d'occasion ».

Si elles couvrent des champs différents et satisfont à des contraintes particulières, ces deux notions ont aussi des utilisations complémentaires. La consommation est à privilégier pour l'analyse des séries temporelles ou l'analyse économétrique faisant intervenir de nombreuses variables des comptes, qui respectent les contraintes de comparabilité. Tandis que la dépense saisie par les enquêtes auprès des ménages est plus apte à mettre en évidence les disparités internes aux populations enquêtées (socioprofessionnelles, démographiques ou géographiques), et permet d'introduire des données autres que comptables, plus qualitatives, dans une étude.

	Ménages	**Administrations publiques**	**ISBLSM**
Dépenses de consommation	Dépenses de consommation des ménages	Dépenses collectives et individuelles des administrations publiques	Dépenses de consommation des ISBLSM
Consommation effective	Dépenses de consommation des ménages + Dépenses individuelles des APU + Dépenses de consommation des ISBLSM	Dépenses collectives des administrations publiques	

● L'autoconsommation

C'est la contrepartie de la production pour compte propre des ménages destinée à leur consommation finale. Dans le SEC 95 cette production constitue une production pour emploi final propre, qu'elle porte sur des biens ou des services.

- autoconsommation de biens

Tous les biens sont susceptibles d'être autoconsommés. Cette production pour compte propre doit être comptabilisée si elle est significativement importante au regard de l'offre totale de ce bien. On n'évalue une autoconsommation que pour les produits agricoles et agro-alimentaires.

- exemples :

pommes de terre, fruits, miel, viande, volailles, lait, beurre, vin, eau de vie...

- autoconsommation de services

Elle concerne trois postes :

- Les services des logements occupés par leurs propriétaires (ou loyers imputés).

- Les services d'action sociale (assistante maternelle).

- Les services domestiques découlant de l'emploi de personnel rémunéré (les services résultant de l'activité domestique non rémunérée ne sont pas retenus).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux ménagers, garde d'enfants, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.) ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers imputés que paieraient les propriétaires, s'ils étaient locataires de leur logement, est évaluée aux prix des loyers des locataires correspondants; le reste de l'autoconsommation est évalué aux prix à la production.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;
— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

Publications concernant les méthodes :

— « Vingt ans après, la comptabilité nationale s'adapte », *Économie et Statistique*, n° 318, 1998;

— « Les nouvelles évaluations de biens et services dans les comptes nationaux », *Économie et Statistique*, n° 321-322, 1999;

— « Les comptes de secteur institutionnels : de la base 80 à la base 95 », *Économie et Statistique*, n° 321-322, 1999.

Séries de consommation en base 1980 :

INSEE-Résultats :

— « 35 ans de consommation des ménages », principaux résultats de 1959 à 1993, et séries détaillées 1959-1970, n° 378-379, série consommation-modes de vie, n° 69-70, mars 1995;

INSEE-Première :

— « La consommation des ménages en 1997 », n° 585, mai 1998.

Sur disquette :

— « Les séries de consommation des ménages par produit, par fonction et par durabilité en valeur, au prix de l'année précédente et aux prix de 1980 » :

— de 1959 à 1970, 1970 à 1993, 1994 à 1997.

Séries de consommation en base 1995 :

INSEE-Résultats :

— « La consommation des ménages en 1998 », n°s 671-672, série consommation-modes de vie, n°s 99-100, août 1999.

— « Comptes et indicateurs économiques – Rapport sur les Comptes de la nation 1999 », série économie générale, n°s 187-188, juillet 2000.

INSEE-Première :

— « Les Comptes de la nation en 1999 », n° 710, avril 2000 ;

— La consommation des ménages en 1999 », n° 715, mai 2000.

CÉDÉROM Comptabilité nationale :

— Séries sur les années 1992 à 1998 ;

— Séries longues couvrant le plus souvent la période 1978 à 1998.

Autres publications :

INSEE-Résultats :

— « Les vacances des Français, tendances longues, résultats détaillés de 1993 à 1994 », n°s 451-452, série consommation-modes de vie, mars 1996;

— « Le budget des ménages en 1995 », n° 550, série consommation-modes de vie, n° 90, juillet 1997;

— « Enquête emploi du temps 1998-1999 », série consommation-modes de vie, n°s 101-102, janvier 2000;

— « La consommation des ménages en 1999 », série consommation-modes de vie, n°s 103-104, juillet 2000.

INSEE-Première :

— « Consommation des ménages et dépense publique », n° 514, mars 1997;

— « L'informatique à la maison : une diffusion sensible mais encore très ciblée », n° 629, janvier 1999;

— « L'informatique, une technique assimilée par les jeunes générations », n° 643, avril 1999;

— « Le temps de travail des cadres », n° 671, août 1999;

— « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », n° 675, octobre 1999;

— « La percée du téléphone portable et d'Internet », n° 700, février 2000.

Économie et statistique :

— « Horizon 2000, consommation : l'effet du vieillissement », n° 243, mai 1991;

— « Consommation : un lent bouleversement de 1979 à 1997 », « Les effets d'âge et de génération sur le niveau et la structure de la consommation », n°s 324-325, avril-mai 1999;

— « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328, avril 2000.

Données sociales 1999, INSEE :

— « Modes de vie et consommation en France de 1980 à 1996 », N. Herpin, D. Kerger;

— « Combien nous coûtent nos enfants », L. Olier.

France, Portrait social, 1999-2000, INSEE :

— « La répartition du travail domestique entre conjoints reste très largement spécialisée et inégale ».

France, Portrait social, 2000-2001, INSEE :

— « Consommation et épargne de ménages »;

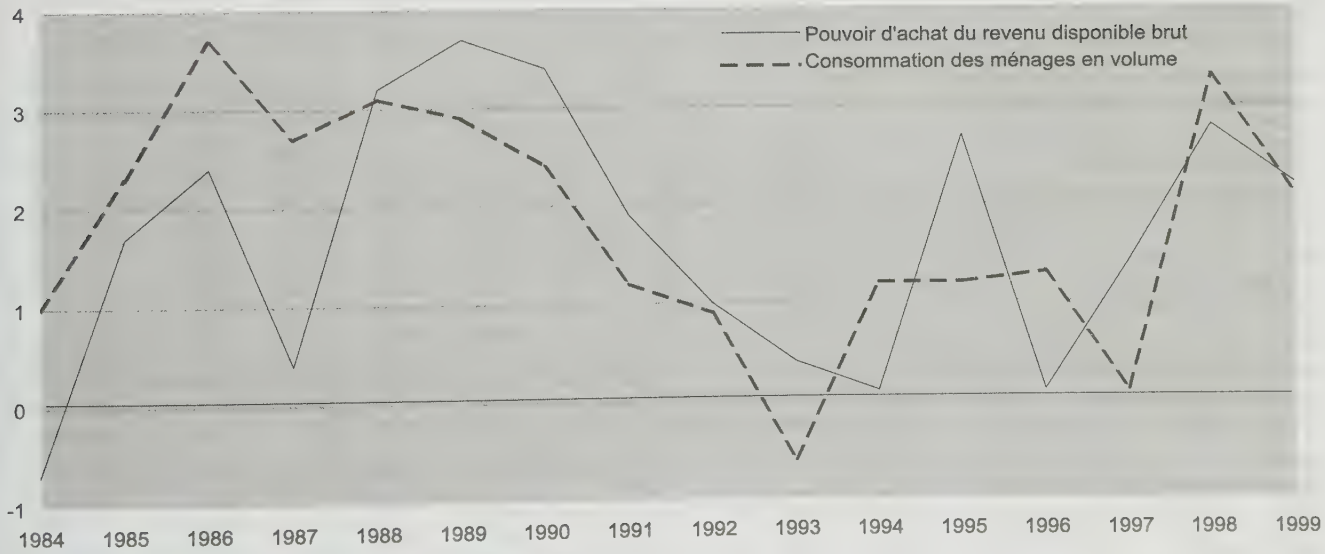
— « Avec la progression soutenue de leur revenu disponible, la consommation des ménages reste dynamique ».

*
* *

GRAPHIQUE D.01

Consommation des ménages et pouvoir d'achat de 1984 à 1999

(Variation par rapport à l'année précédente en %)



Source : INSEE (Comptes de la Nation - base 95)

TABLEAU D.01-1A

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Unité : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	1990	1999
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	**01**	**633 077**	**649 243**	**654 817**	**671 892**	**690 748**	**698 610**	**13,14**	**11,50**
Produits alimentaires	011	593 828	604 945	609 922	624 787	642 403	649 834	12,38	10,70
Pain et céréales	0111	87 763	89 066	92 200	93 766	94 967	95 760	1,77	1,58
Viandes	0112	190 279	194 386	195 755	201 601	205 433	205 054	4,10	3,38
Poissons et crustacés	0113	45 219	43 479	45 235	46 694	50 121	51 863	0,92	0,85
Lait, fromages et œufs	0114	89 490	91 064	89 877	91 388	94 330	96 324	1,82	1,59
Huiles et graisses	0115	17 831	17 777	18 284	18 562	18 599	18 796	0,39	0,31
Fruits	0116	41 633	42 807	41 943	43 949	44 715	44 426	0,91	0,73
Légumes	0117	62 188	64 452	64 275	64 397	67 720	69 019	1,31	1,14
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0118	43 403	44 947	44 772	46 211	47 705	48 729	0,86	0,80
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.c.a.	0119	16 023	16 968	17 583	18 220	18 813	19 862	0,30	0,33
Boissons non alcoolisées	012	39 249	44 298	44 895	47 105	48 345	48 775	0,76	0,80
Café, thé et cacao	0121	12 634	15 758	15 552	16 255	16 492	15 843	0,27	0,26
Autres boissons non alcoolisées	0122	26 615	28 540	29 343	30 850	31 853	32 932	0,49	0,54
Boissons alcoolisées et tabac	**02**	**139 651**	**145 813**	**151 926**	**156 303**	**163 419**	**166 626**	**2,45**	**2,74**
Boissons alcoolisées	021	73 300	74 961	76 985	78 205	81 272	83 758	1,45	1,38
Alcools	0211	21 919	21 865	22 814	22 823	23 069	23 158	0,40	0,38
Vins, cidres et champagnes	0212	42 282	43 965	44 896	45 928	48 294	50 567	0,85	0,83
Bières	0213	9 099	9 131	9 275	9 454	9 909	10 033	0,20	0,17
Tabac	022	66 351	70 852	74 941	78 098	82 147	82 868	1,00	1,36
Articles d'habillement et chaussures	**03**	**242 482**	**238 250**	**239 839**	**243 780**	**248 792**	**250 988**	**5,36**	**4,13**
Articles d'habillement	031	192 505	188 254	189 242	192 491	196 786	198 696	4,30	3,27
Fournitures pour habillement	0311	2 640	2 620	2 605	2 575	2 560	2 460	0,07	0,04
Vêtements	0312	163 301	158 843	159 101	162 004	164 181	164 747	3,66	2,71
Autres articles et accessoires d'habillement	0313	19 617	19 725	20 180	20 638	22 760	23 732	0,43	0,39
Nettoyage, réparation et location de vêtements	0314	6 947	7 066	7 356	7 274	7 285	7 757	0,15	0,13
Chaussures y. c. réparations	032	49 977	49 996	50 597	51 289	52 006	52 292	1,07	0,86
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**04**	**990 089**	**1 025 942**	**1 076 088**	**1 097 284**	**1 137 804**	**1 164 106**	**17,44**	**19,17**
Loyers d'habitations effectifs	041	192 888	202 912	211 406	217 439	227 487	233 085	3,34	3,84
Loyers imputés	042	507 591	520 401	539 730	555 713	576 728	596 946	8,65	9,83
Réparation et entretien courants de logements	043	56 478	58 868	61 134	62 742	64 101	64 551	1,02	1,06
Autres services liés au logement	044	66 067	70 877	76 238	80 248	83 966	88 215	1,09	1,45
Distribution d'eau	0441	23 369	24 316	26 230	27 126	28 167	29 001	0,37	0,48
Enlèvement des ordures ménagères	0442	14 173	15 446	16 997	18 152	19 221	21 351	0,25	0,35
Services d'assainissement	0443	10 814	12 463	13 676	14 881	15 786	16 512	0,13	0,27
Ramonage, gardiennage et entretien des ascenseurs	0444	17 711	18 652	19 335	20 089	20 792	21 351	0,33	0,35
Électricité, gaz et autres combustibles	045	167 065	172 884	187 580	181 142	185 522	181 309	3,34	2,99
Électricité	0451	92 733	96 501	102 200	97 618	99 785	96 282	1,74	1,59
Gaz	0452	27 593	29 029	32 244	30 521	34 268	31 744	0,54	0,52
Combustibles liquides	0453	31 823	32 259	37 468	37 641	35 764	37 342	0,77	0,61
Combustibles solides	0454	9 082	8 998	9 035	8 729	8 781	8 879	0,18	0,15
Eau chaude et vapeur d'eau	0455	5 834	6 097	6 633	6 633	6 924	7 062	0,11	0,12
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	**05**	**266 200**	**272 753**	**280 909**	**287 813**	**300 618**	**311 479**	**5,65**	**5,13**
Meubles, art, d'ameublement, tapis et autres	051	79 514	80 633	82 020	82 353	86 544	89 230	1,82	1,47
Meubles et articles d'ameublement	0511	72 328	73 640	74 986	75 274	79 288	81 999	1,66	1,35
Tapis et autres revêtements de sol	0512	3 349	3 137	3 118	3 083	3 134	3 109	0,08	0,05
Réparations de meubles, d'art d'ameublement	0513	3 837	3 856	3 916	3 996	4 122	4 122	0,08	0,07
Articles de ménage en textile	052	18 238	18 000	18 121	18 361	19 071	19 695	0,40	0,32
Appareils ménagers	053	44 423	45 182	45 530	46 384	48 185	50 878	0,96	0,84
Gros appareils ménagers électriques ou non	0531	31 412	31 656	31 556	32 232	33 064	35 066	0,69	0,58
Petits appareils électriques	0532	9 803	10 133	10 530	10 736	11 687	12 364	0,20	0,20
Réparation d'appareils ménagers	0533	3 208	3 393	3 444	3 416	3 434	3 448	0,07	0,06
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	054	24 503	25 021	25 438	25 860	26 209	26 214	0,49	0,43
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	055	13 259	13 363	13 312	13 731	14 537	14 968	0,28	0,25
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	056	86 263	90 555	96 488	101 124	106 072	110 494	1,69	1,82
Articles de ménage non durables	0561	48 942	50 391	51 852	52 529	54 335	56 209	1,10	0,93
Services domestiques et autres services	0562	37 321	40 164	44 636	48 596	51 737	54 284	0,60	0,89
Santé	**06**	**151 909**	**160 450**	**165 521**	**165 798**	**169 726**	**172 725**	**2,71**	**2,84**
Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	061	61 032	63 651	64 377	64 404	66 941	69 249	1,01	1,14
Médecine non hosp. et services paramédicaux	062	56 996	60 670	62 772	62 551	63 972	65 262	1,09	1,07
Services hospitaliers	063	33 881	36 129	38 372	38 843	38 813	38 214	0,62	0,63

TABLEAU D.01-1A (suite 1)

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	1990	1999
Transport	**07**	**615 611**	**630 383**	**662 032**	**647 160**	**685 720**	**727 195**	**12,60**	**11,98**
Achats de véhicules	071	176 747	172 571	189 875	158 579	181 481	200 615	4,08	3,30
Automobiles neuves et d'occasion	0711	164 664	159 363	176 029	144 059	166 173	184 115	3,82	3,03
Motos	0712	5 229	6 303	7 647	8 613	9 606	10 593	0,12	0,17
Bicyclettes	0713	6 854	6 905	6 199	5 907	5 702	5 907	0,14	0,10
Dépenses d'utilisation de véhicules	072	351 631	370 459	379 695	390 900	400 178	417 523	6,73	6,88
Pièces détachées et accessoires	0721	101 602	109 942	111 735	114 586	119 897	122 695	1,86	2,02
Carburants, lubrifiants	0722	135 560	139 728	148 448	154 866	152 994	160 346	2,72	2,64
Entretiens et réparations	072	82 811	87 617	84 331	84 855	88 262	93 019	1,62	1,53
Autres services liés aux véhicules personnels	0723	31 658	33 172	35 181	36 593	39 025	41 463	0,54	0,68
Services de transports	073	87 233	87 353	92 462	97 681	104 061	109 057	1,79	1,80
Transports de voyageurs par rail	0731	15 194	14 691	16 272	17 241	18 402	19 097	0,35	0,31
Transports de voyageurs par route	0732	24 074	24 372	25 532	26 419	28 512	29 545	0,44	0,49
Transports de voyageurs par air	0733	21 326	21 263	22 844	24 444	26 355	28 620	0,49	0,47
Transports de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures	0734	2 308	2 109	1 883	2 124	1 830	1 807	0,05	0,03
Autres services de transports achetés à l'exclusion des assurances-voyage	0735	2 771	2 827	2 957	3 086	3 245	3 378	0,06	0,06
Titres de transports combinés et autres achats de services de transports	0736	21 560	22 091	22 974	24 367	25 717	26 610	0,41	0,44
Communications	**08**	**77 043**	**79 245**	**82 528**	**84 389**	**87 954**	**93 499**	**1,45**	**1,54**
Services des postes	0811	8 986	8 876	9 522	9 431	9 760	10 330	0,20	0,17
Matériel téléphonique, télécopieurs	0812	2 065	2 130	2 361	2 753	2 821	3 589	0,04	0,06
Services de télécommunications	0813	65 992	68 239	70 645	72 205	75 373	79 580	1,22	1,31
Loisirs et culture	**09**	**357 308**	**367 267**	**374 802**	**384 197**	**407 309**	**422 503**	**7,03**	**6,96**
Appareils et accessoires audio-visuels et informatiques	091	69 925	72 744	71 643	73 556	79 964	82 677	1,52	1,36
Appareils de réception, d'enregistrement du son et de l'image	0911	34 099	33 498	31 735	31 140	34 295	35 250	0,86	0,58
Equipement photo et cinéma et instruments d'optique	0912	2 780	2 929	3 100	3 247	3 422	3 690	0,07	0,06
Matériel de traitement de l'information	0913	4 053	5 894	6 688	7 841	9 735	10 934	0,05	0,18
Supports d'enregistrement de l'image et du son	0914	23 951	24 827	24 705	25 992	27 137	27 387	0,42	0,45
Réparations pour l'audio-visuel, la photo et les ordinateurs	0915	5 042	5 596	5 415	5 336	5 375	5 416	0,12	0,09
Autres biens durables culturels et récréatifs	092	13 540	13 657	14 349	13 704	15 495	16 362	0,33	0,27
Autres biens durables culturels et récréatifs neufs	0921-2	10 520	10 528	10 775	10 319	12 051	12 806	0,25	0,21
Réparations d'autres biens durables culturels et récréatifs	0923	3 020	3 129	3 574	3 385	3 444	3 556	0,08	0,06
Autres biens et équipements de loisirs	093	73 328	74 522	75 717	78 117	80 498	82 603	1,48	1,36
Jeux et jouets	0931	18 171	18 874	18 255	19 306	19 750	20 439	0,36	0,34
Équipement de sport, de camping et de plein air	0932	13 093	13 767	14 042	14 443	15 092	15 901	0,27	0,26
Jardinage	0933	22 503	21 728	22 163	21 875	22 289	22 241	0,51	0,37
Animaux d'agrément	0934	14 627	15 059	15 834	16 961	17 577	17 915	0,26	0,30
Vétérinaires et autres services pour animaux d'agrément	0935	4 934	5 094	5 423	5 532	5 790	6 107	0,08	0,10
Services culturels et récréatifs	094	131 566	136 886	145 888	152 330	163 704	171 772	2,33	2,83
Services sportifs et de loisirs	0941	60 012	61 116	65 226	67 012	71 081	74 403	1,06	1,23
Services culturels	0942	43 085	45 563	47 911	51 096	56 317	59 829	0,78	0,99
Jeux de hasard	0943	28 470	30 208	32 752	34 223	36 307	37 540	0,48	0,62
Presse, livres et papéterie	095	63 797	64 215	62 185	60 993	61 756	63 000	1,28	1,04
Livres	0951	18 378	18 739	18 248	16 768	17 020	17 361	0,38	0,29
Journaux et périodiques	0952	36 733	36 321	35 111	35 259	35 366	35 958	0,72	0,59
Imprimés divers	0953	2 593	2 675	2 466	2 556	2 851	2 936	0,05	0,05
Articles de papéterie et matériel de dessin	0954	6 093	6 480	6 360	6 410	6 519	6 745	0,13	0,11
Voyages touristiques tout compris	096	5 152	5 243	5 020	5 497	5 892	6 087	0,10	0,10
Éducation	**10**	**25 271**	**26 018**	**26 509**	**30 130**	**30 858**	**31 376**	**0,51**	**0,52**
Hôtels, cafés et restaurants	**11**	**306 395**	**315 226**	**312 692**	**324 804**	**344 313**	**359 964**	**6,03**	**5,93**
Restauration	111	243 512	248 810	248 807	258 981	271 503	285 378	4,76	4,70
Restaurants et cafés	1111	191 986	198 444	193 766	201 509	209 739	217 189	3,74	3,58
Cantines	1112	51 526	50 366	55 041	57 472	61 764	68 189	1,02	1,12
Services d'hébergement	112	62 883	66 416	63 885	65 823	72 810	74 586	1,28	1,23
Autres biens et services	**12**	**318 344**	**346 799**	**364 872**	**366 672**	**377 582**	**371 784**	**6,07**	**6,12**
Soins personnels	121	93 024	94 894	100 121	102 349	107 493	110 299	1,82	1,82
Salons de coiffure et instituts de beauté	1211	38 721	39 982	42 627	41 359	41 882	41 267	0,75	0,68
Articles pour soins personnels et art. de toilette	1212	54 303	54 912	57 494	60 990	65 611	69 032	1,07	1,14
Effets personnels n.c.a.	123	37 394	38 686	38 650	39 809	42 653	44 560	0,80	0,73
Bijoux, horloges et montres	1231	26 518	27 382	27 454	28 280	30 709	32 194	0,57	0,53
Autres effets personnels	1232	10 876	11 304	11 196	11 529	11 944	12 366	0,23	0,20
Action sociale	124	48 650	51 469	53 276	56 249	58 486	61 232	0,85	1,01
Assurances	125	101 873	118 525	120 276	127 090	126 605	129 014	1,83	2,12
Assurance-vie	1251	28 065	42 778	44 615	50 730	53 301	58 217	0,45	0,96
Assurance habitation	1252	18 466	19 077	20 910	21 081	19 509	18 502	0,26	0,30

TABLEAU D.01-1A (suite et fin)

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coeficients budgétaires %	
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	1990	1999
Assurance santé	1253	32 323	34 402	31 200	33 546	32 950	33 964	0,57	0,56
Assurance automobile	1254	21 073	20 962	22 136	20 802	20 145	17 700	0,46	0,29
Autres assurances	1255	1 946	1 306	1 415	931	700	631	0,08	0,01
Services financiers	126	34 432	33 174	34 443	33 219	35 600	36 895	0,57	0,61
Autres services	127	2 970	10 051	18 105	7 956	6 745	– 10 217	0,21	– 0,17
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**4 123 379**	**4 257 387**	**4 392 535**	**4 460 222**	**4 644 842**	**4 770 857**	**80,46**	**78,56**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	43 791	46 100	47 893	50 013	51 305	53 861	0,69	0,89
Consommation individualisable des APU	14	1 059 557	1 094 013	1 132 866	1 164 203	1 200 724	1 247 817	18,86	20,55
Consommation effective des ménages		**5 226 727**	**5 397 500**	**5 573 294**	**5 674 438**	**5 896 871**	**6 072 535**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	de 1991 à 1999
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	**01**	**100,9**	**101,5**	**100,0**	**100,8**	**101,0**	**101,0**	**0,8**
Produits alimentaires	011	100,8	101,3	99,8	100,6	101,0	100,9	0,7
Pain et céréales	0111	100,8	100,6	102,1	100,0	100,2	99,6	0,3
Viandes	0112	98,8	101,7	99,3	100,6	101,2	100,7	0,3
Poissons et crustacés	0113	100,6	97,4	102,4	100,2	101,2	100,3	0,9
Lait, fromages et œufs	0114	102,0	102,0	98,0	101,0	102,6	101,8	1,4
Huiles et graisses	0115	99,2	97,6	100,7	100,4	98,4	99,1	– 1,0
Fruits	0116	104,9	100,4	98,3	101,6	97,8	102,3	0,3
Légumes	0117	100,6	102,4	100,4	100,1	101,0	101,5	1,1
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0118	102,8	102,4	98,4	101,2	102,2	100,9	1,2
Sel, épices, sauces et prod. alimentaires n.c.a	0119	104,4	105,8	102,8	101,5	101,5	102,2	2,5
Boissons non alcoolisées	012	102,7	104,2	102,5	102,7	101,6	102,3	2,3
Café, thé et cacao	0121	99,4	97,8	103,8	101,0	99,1	100,7	0,2
Autres boissons non alcoolisées	0122	104,1	107,2	101,8	103,5	102,9	103,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	**02**	**97,8**	**99,7**	**99,6**	**98,0**	**102,3**	**98,8**	**– 0,3**
Boissons alcoolisées	021	98,1	100,9	100,8	99,5	102,5	101,0	0,8
Alcools	0211	96,0	99,1	103,3	97,8	101,0	100,6	0,9
Vins, cidres et champagnes	0212	99,4	101,9	99,4	100,9	103,0	101,2	1,0
Bières	0213	96,8	100,5	101,2	97,2	103,6	101,1	– 0,5
Tabac	022	97,4	98,4	98,3	96,5	102,1	96,6	– 1,5
Articles d'habillement et chaussures	**03**	**97,7**	**97,9**	**99,8**	**101,2**	**102,3**	**100,8**	**– 0,6**
Articles d'habillement	031	97,1	97,5	99,7	101,2	102,4	100,8	– 0,7
Fournitures pour habillement	0311	96,0	98,1	99,1	98,6	98,8	95,7	– 3,3
Vêtements	0312	96,9	97,0	99,3	101,2	101,6	100,2	– 1,0
Autres articles et accessoires d'habillement	0313	99,4	100,2	102,2	102,6	110,8	104,2	1,3
Nettoyage, réparation et location de vêtements	0314	97,3	100,0	102,2	98,3	99,9	105,7	– 0,6
Chaussures y. c. réparations	032	99,8	99,3	100,3	101,2	101,6	100,7	0,1
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**04**	**100,7**	**101,2**	**102,2**	**100,4**	**102,4**	**101,4**	**1,7**
Loyers d'habitations effectifs	041	101,3	102,4	101,9	101,3	102,6	100,7	1,9
Loyers imputés	042	101,6	99,9	101,5	101,5	101,8	101,7	1,8
Réparation et entretien courants de logements	043	101,4	101,3	100,3	100,6	100,6	101,1	0,9
Autres services liés au logement	044	102,5	101,9	101,6	100,7	102,0	103,2	1,7
Distribution d'eau	0441	98,9	99,1	101,4	100,5	102,0	101,2	0,6
Enlèvement des ordures ménagères	0442	108,3	106,6	102,2	99,2	102,9	109,4	4,2
Services d'assainissement	0443	108,1	104,3	101,7	101,7	102,0	101,7	2,0
Ramonage, gardiennage et entretien des ascenseurs	0444	99,9	100,4	101,5	101,5	101,1	101,2	0,8
Électricité, gaz et autres combustibles	045	96,7	103,2	105,5	96,0	105,0	100,5	1,8
Électricité	0451	98,7	103,2	104,8	97,6	104,5	101,0	2,3
Gaz	0452	93,4	106,0	110,8	90,8	110,6	100,7	3,2
Combustibles liquides	0453	92,8	102,1	105,5	95,1	103,5	98,8	0,0
Combustibles solides	0454	103,4	98,5	98,0	96,4	99,5	99,2	– 1,0
Eau chaude et vapeur d'eau	0455	96,8	102,1	103,8	99,9	100,8	102,0	1,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	**05**	**100,5**	**101,2**	**100,9**	**101,3**	**103,3**	**103,2**	**0,7**
Meubles, art. d'ameublement, tapis et autres	051	100,7	99,8	99,3	99,4	103,8	102,6	– 0,9
Meubles et articles d'ameublement	0511	100,7	100,1	99,5	99,4	104,1	102,9	– 0,9
Tapis et autres revêtements de sol	0512	99,6	93,0	97,9	99,0	101,7	99,5	– 2,0
Réparations de meubles, d'art d'ameublement	0513	100,4	100,5	96,6	100,5	101,0	98,2	– 0,9
Articles de ménage en textile	052	95,7	97,3	98,2	100,1	102,8	103,1	– 1,0
Appareils ménagers	053	103,2	102,4	100,2	102,2	105,2	107,3	2,2
Gros appareils ménagers électriques ou non	0531	104,3	101,7	99,7	102,7	104,0	108,2	2,0
Petits appareils électriques	0532	102,3	104,6	103,5	102,8	110,9	107,4	4,7
Réparation d'appareils ménagers	0533	95,5	101,7	96,0	96,0	97,9	97,9	– 3,7
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	054	100,9	101,9	98,6	100,3	100,0	98,8	– 0,5
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	055	100,7	99,7	97,5	101,7	105,6	102,6	0,3
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	056	99,8	102,7	104,2	102,9	102,6	103,1	2,2
Articles de ménage non durables	0561	96,2	101,9	101,7	101,0	102,0	102,4	0,3
Services domestiques et autres services	0562	105,1	103,7	107,3	105,1	103,3	103,8	4,9
Santé	**06**	**102,0**	**103,3**	**101,5**	**99,3**	**101,7**	**101,5**	**2,7**
Médicaments et autres prod. pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	061	105,6	103,3	100,0	99,2	103,5	103,5	3,9
Médecine non hosp. et services paramédicaux	062	98,6	103,1	102,3	99,0	101,8	101,8	2,1
Services hospitaliers	063	101,6	103,5	102,7	99,8	98,5	97,5	1,5

TABLEAU D.01-1B (suite 1)

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	de 1991 à 1999
Transport	**07**	**104,7**	**100,0**	**102,5**	**96,8**	**106,0**	**105,0**	**0,8**
Achats de véhicules	071	112,1	96,5	111,3	85,4	113,5	111,7	0,5
Automobiles neuves et d'occasion	0711	113,7	95,6	112,0	83,8	114,2	111,9	0,4
Motos	0712	91,3	119,2	119,8	115,8	113,4	111,2	6,5
Bicyclettes	0713	95,7	100,4	89,1	95,1	95,9	104,3	– 2,4
Dépenses d'utilisation de véhicules	072	102,0	102,0	97,7	101,0	103,3	102,2	0,9
Pièces détachées et accessoires	0721	105,7	106,2	99,2	103,0	105,9	102,2	2,4
Carburants, lubrifiants	0722	99,9	99,5	99,1	100,8	101,9	100,7	0,5
Entretiens et réparations	0723	101,3	100,8	91,8	98,3	101,8	103,5	– 1,3
Autres services liés aux véhicules personnels	0724	100,9	102,3	102,7	102,1	104,3	104,8	3,0
Services de transports	073	101,5	98,7	105,2	103,0	104,8	104,3	1,6
Transports de voyageurs par rail	0731	102,6	95,0	108,2	104,4	105,5	102,7	0,5
Transports de voyageurs par route	0732	101,4	98,6	102,3	101,2	106,0	102,6	1,5
Transports de voyageurs par air	0733	103,0	99,7	111,8	104,0	105,7	109,5	2,9
Transports de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures	0734	100,6	99,7	95,3	99,4	96,5	96,6	– 1,7
Autres services de transports achetés à l'exclusion des assurances-voyage	0735	106,8	99,5	101,9	102,0	102,5	103,7	0,3
Titres de transports combinés et autres achats de services de transports	0736	98,9	100,0	101,6	103,5	103,1	102,8	1,7
Communications	**08**	**103,1**	**103,8**	**106,1**	**104,7**	**109,0**	**107,5**	**5,2**
Services des postes	0811	93,2	98,7	102,5	97,8	103,4	105,7	– 0,8
Matériel téléphonique, télécopieurs	0812	116,7	109,7	125,5	133,4	115,9	139,3	21,3
Services de télécommunications	0813	104,1	104,4	106,0	104,7	109,4	106,5	5,5
Loisirs et culture	**09**	**103,1**	**101,9**	**100,8**	**102,6**	**106,5**	**105,0**	**2,5**
App. et acc. audio-visuels et informatiques	091	105,8	107,2	101,8	108,5	116,8	112,5	6,4
Appareils de réception, d'enregistrement du son et de l'image	0911	103,9	103,0	100,3	105,8	118,4	112,5	4,9
Equipement photo et cinéma et instr. d'optique	0912	105,3	107,3	109,2	109,6	109,1	113,0	4,6
Matériel de traitement de l'information	0913	155,3	164,5	128,2	141,6	164,5	151,9	40,0
Supports d'enregistrement de l'image et du son	0914	105,0	103,7	98,9	105,5	105,2	101,0	3,7
Réparations pour l'audio-visuel, la photo et les ordinateurs	0915	95,0	106,8	92,0	96,3	98,7	99,3	– 2,7
Autres biens durables culturels et récréatifs	092	96,8	98,9	102,3	94,5	112,5	104,6	– 0,9
Autres biens durables culturels et récréatifs neufs	0921-2	96,5	98,6	100,0	95,2	116,6	105,9	– 0,2
Réparations d'autres biens durables culturels et récréatifs	0923	97,7	100,3	110,1	92,5	100,0	100,2	– 3,3
Autres biens et équipements de loisirs	093	102,6	101,7	100,7	102,6	102,4	103,2	1,6
Jeux et jouets	0931	103,8	103,5	95,6	105,0	102,0	105,0	1,9
Équipement de sport, de camping et de plein air	0932	103,5	104,5	101,2	102,8	104,7	105,0	2,4
Jardinage	0933	101,5	98,4	102,0	99,3	100,4	102,2	– 0,8
Animaux d'agrément	0934	103,6	102,4	103,9	104,7	103,4	101,0	3,6
Vétérinaires et autres services pour animaux d'agrément	0935	97,8	101,0	103,8	100,7	103,0	103,3	3,8
Services culturels et récréatifs	094	103,8	101,1	103,1	102,6	105,7	104,1	3,0
Services sportifs et de loisirs	0941	106,4	98,3	103,8	101,6	104,1	102,5	1,8
Services culturels	0942	101,6	103,3	102,6	105,6	107,4	105,8	4,0
Jeux de hasard	0943	102,2	103,6	102,4	100,4	106,3	104,4	4,0
Presse, livres et papéterie	095	100,7	98,8	95,3	97,4	100,5	100,7	– 1,0
Livres	0951	100,0	100,3	95,1	90,8	100,3	101,2	– 2,4
Journaux et périodiques	0952	101,6	97,4	95,6	99,9	99,9	100,0	– 0,6
Imprimés divers	0953	100,1	101,0	90,2	101,3	108,6	100,9	0,0
Articles de papéterie et matériel de dessin	0954	97,8	102,0	96,1	100,7	100,8	103,0	– 0,1
Voyages touristiques tout compris	096	104,0	99,5	95,5	107,9	103,5	101,1	0,8
Éducation	**10**	**97,7**	**101,0**	**100,4**	**112,3**	**101,1**	**100,7**	**1,0**
Hôtels, cafés et restaurants	**11**	**99,2**	**100,2**	**97,1**	**102,3**	**104,1**	**102,9**	**0,4**
Restauration	111	99,6	99,5	97,8	102,4	103,2	103,5	0,5
Restaurants et cafés	1111	99,5	100,5	95,5	102,4	102,7	102,2	0,1
Cantines	1112	100,0	95,6	106,7	102,5	105,0	108,3	1,8
Services d'hébergement	112	97,9	103,0	94,6	101,7	107,8	100,4	– 0,1
Autres biens et services	**12**	**100,6**	**105,3**	**103,8**	**97,6**	**102,1**	**98,3**	**0,6**
Soins personnels	121	96,2	100,9	103,3	100,2	103,8	101,1	0,9
Salons de coiffure et instituts de beauté	1211	97,1	101,0	104,6	96,1	99,8	97,3	– 0,4
Articles pour soins personnels et art. de toilette	1212	95,7	100,8	102,3	103,3	106,4	103,5	1,8
Effets personnels n.c.a.	123	100,1	103,5	99,4	103,2	107,7	106,2	2,8
Bijoux, horloges et montres	1231	101,0	103,9	100,3	103,4	109,7	107,5	3,8
Autres effets personnels	1232	97,9	102,6	97,3	102,8	102,8	102,7	0,2

TABLEAU D.01-1B (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	de 1991 à 1999
Action sociale	**124**	**104,6**	**103,4**	**100,7**	**103,5**	**101,6**	**102,4**	**2,3**
Assurances	125	96,4	108,3	101,7	99,9	100,3	102,4	1,2
Assurance-vie	1251	100,0	103,4	93,9	98,8	98,4	108,7	0,1
Assurance habitation	1252	94,5	111,6	112,5	97,9	98,5	98,3	2,0
Assurance santé	1253	95,2	112,4	102,2	92,3	101,7	99,7	– 0,1
Assurance automobile	1254	95,2	109,4	106,7	113,8	104,4	94,2	3,6
Autres assurances	1255	99,8	69,7	109,2	115,5	102,4	99,1	– 1,5
Services financiers	126	101,7	94,6	101,0	96,0	103,5	103,4	0,0
Autres services	127	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**101,2**	**101,2**	**101,3**	**100,1**	**103,3**	**102,1**	**1,1**
Consommation individualisable des ISBLSM	**13**	**102,8**	**103,0**	**101,9**	**103,2**	**101,5**	**103,4**	**4,6**
Consommation individualisable des APU	**14**	**102,0**	**100,6**	**101,7**	**101,6**	**102,1**	**102,7**	**2,3**
Consommation effective des ménages		**101,3**	**101,1**	**101,4**	**100,5**	**103,1**	**102,3**	**1,4**

TABLEAU D.01-2A

Montant de la consommation effective des ménages par durabilité (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million de francs courants

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	1990	1999
Biens durables importants	**1**	**342 427**	**341 514**	**359 950**	**330 407**	**366 183**	**394 196**	**7,84**	**6,49**
Automobiles	11	164 664	159 363	176 029	144 059	166 173	184 115	3,82	3,03
Automobiles neuves	111	136 361	128 803	143 950	110 536	128 703	143 323	3,24	2,36
Automobiles autres	112	28 303	30 560	32 079	33 523	37 470	40 792	0,58	0,67
Téléviseurs	12	12 039	11 887	11 195	11 024	12 728	12 715	0,28	0,21
Réfrigérateurs, congélateurs	13	7 426	7 565	7 424	7 757	7 800	8 235	0,17	0,14
Machines à laver	14	8 219	8 096	7 901	8 066	8 174	8 606	0,17	0,14
Meubles	15	72 688	74 110	75 483	75 835	79 866	82 520	1,66	1,36
Autres biens durables importants	16	77 391	80 493	81 918	83 666	91 442	98 005	1,75	1,61
Biens semi-durables	**2**	**536 578**	**543 323**	**549 061**	**559 143**	**577 524**	**589 076**	**11,29**	**9,70**
Textiles et cuirs	21	258 590	253 799	255 222	259 481	265 351	267 865	5,72	4,41
Autres biens semi-durables	22	277 988	289 524	293 839	299 662	312 173	321 211	5,57	5,29
Biens non durables	**3**	**1 406 573**	**1 448 187**	**1 490 138**	**1 521 733**	**1 566 378**	**1 595 339**	**27,88**	**26,27**
Biens non durables et non alimentaires	31	690 429	714 021	747 879	760 342	782 713	801 196	13,11	13,19
Energie, y c. sylviculture	311	326 282	337 201	362 538	363 412	366 918	370 888	6,45	6,11
Autres biens non durables et non alimentaires	312	364 147	376 820	385 341	396 930	415 795	430 308	6,66	7,09
Alimentation, y c. animale	32	716 144	734 166	742 259	761 391	783 665	794 143	14,77	13,08
Services	**4**	**2 941 149**	**3 064 476**	**3 174 145**	**3 263 155**	**3 386 786**	**3 493 924**	**52,99**	**57,54**
Logement, y c. entretien	41	800 071	826 416	854 063	882 976	917 962	944 119	13,60	15,55
Services de santé, y c. vétérinaires	42	513 482	530 898	550 534	561 825	579 712	595 327	9,29	9,80
Transports en commun, postes et télécommunications	43	192 591	197 043	206 522	215 516	227 856	239 997	3,72	3,95
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	306 506	315 342	312 811	324 918	344 362	360 014	6,04	5,93
Autres services	45	1 128 499	1 194 777	1 250 215	1 277 920	1 316 894	1 354 467	20,34	22,30
Action sociale, y c. services domestiques	451	151 189	159 167	168 393	177 447	184 599	192 116	2,61	3,16
Autres services divers	452	977 310	1 035 610	1 081 822	1 100 473	1 132 295	1 162 351	17,74	19,14
Consommation effective des ménages		**5 226 727**	**5 397 500**	**5 573 294**	**5 674 438**	**5 896 871**	**6 072 535**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-2B

Évolution de la consommation effective des ménages par durabilité (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	de 1991 à 1999
Biens durables importants	**1**	**107,5**	**99,6**	**106,4**	**93,9**	**112,1**	**110,3**	**1,7**
Automobiles	11	113,7	95,6	112,0	83,8	114,2	111,9	0,4
Automobiles neuves	111	119,0	93,5	113,8	78,9	115,3	113,1	– 0,4
Automobiles autres	112	93,8	105,9	104,3	105,9	110,7	107,8	3,7
Téléviseurs	12	105,9	102,4	98,5	106,0	123,2	109,3	5,2
Réfrigérateurs et congélateurs	13	107,0	102,5	97,5	104,3	102,1	107,1	1,1
Machines à laver	14	105,5	99,8	97,5	103,5	102,5	108,3	2,0
Meubles	15	100,7	100,3	99,5	99,5	104,0	102,7	– 0,8
Autres biens durables importants	16	102,6	106,8	104,5	106,9	116,1	114,6	5,9
Biens semi-durables	**2**	**100,0**	**100,5**	**99,7**	**101,6**	**103,4**	**102,1**	**0,5**
Textiles et cuirs	21	97,6	97,7	99,6	101,2	102,4	100,9	– 0,6
Autres biens semi-durables	22	102,3	103,0	99,7	102,0	104,3	103,2	1,4
Biens non durables	**3**	**99,9**	**101,3**	**100,6**	**100,1**	**102,4**	**101,2**	**1,1**
Biens non durables et non alimentaires	31	99,1	101,2	101,1	99,5	103,6	101,4	1,4
Energie, y c. sylviculture	311	98,2	101,4	102,6	98,3	103,4	100,6	1,2
Autres biens non durables et non alimentaires	312	99,9	101,1	99,8	100,7	103,7	102,2	1,6
Alimentation, y c. animale	32	100,6	101,4	100,2	100,7	101,2	101,0	0,8
Services	**4**	**101,6**	**101,3**	**101,5**	**101,2**	**102,4**	**101,9**	**1,7**
Logement, y c. entretien	41	101,8	100,7	101,1	101,9	101,9	101,2	1,8
Services de santé, y c. vétérinaires	42	101,7	100,3	102,2	101,0	102,2	101,7	2,2
Transports en commun, postes et télécommunications	43	102,0	101,5	104,6	103,6	106,1	105,1	3,0
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	99,2	100,2	97,1	102,3	104,1	102,9	0,4
Autres services	45	102,1	102,5	102,1	100,1	101,7	101,7	1,6
Action sociale, y c. services domestiques	451	103,2	102,3	103,2	103,1	101,7	102,2	2,8
Autres services divers	452	101,9	102,5	101,9	99,7	101,7	101,6	1,4
Consommation effective des ménages		**101,3**	**101,1**	**101,4**	**100,5**	**103,1**	**102,3**	**1,4**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)								
Population intérieure moyenne	**10^6**	**56,71**	**57,47**	**57,66**	**57,85**	**58,03**	**58,21**	**58,40**
Semoule de blé dur	kg	1,08	1,03	1,12	1,26	1,25	1,06	0,98
Farine de froment	"	5,09	4,93	4,53	4,41	4,36	4,38	4,38
Riz	"	3,72	3,91	3,62	3,74	3,75	3,63	3,53
Biscottes	"	1,80	1,85	1,71	1,72	1,79	1,72	1,62
Biscuits et pains d'épices	"	8,78	9,03	9,33	9,80	10,21	10,32	10,30
Farines diététiques de l'enfance	"	0,16	0,14	0,13	0,13	0,14	0,14	0,14
Entremets et desserts instantanés	"	0,57	///	///	///	///	///	///
Pâtes alimentaires	"	6,76	6,75	7,09	7,30	7,28	7,57	7,39
Pain, préemballé non compris	"	63,37	60,67	60,50	59,89	60,36	60,02	59,87
Pommes de terre (2)	"	62,42	65,92	62,06	68,93	69,28	69,79	65,78
Légumes frais (2)	"	88,34	89,16	90,50	91,32	89,41	89,84	91,33
Légumes surgelés	"	5,18	6,46	6,51	6,50	6,66	6,58	6,69
Légumes secs (2)	"	1,56	1,41	1,46	1,44	1,45	1,42	1,41
Conserves de légumes	"	23,23	23,52	23,69	23,67	24,23	23,94	24,34
Agrumes (2)	"	16,45	14,12	14,39	13,81	13,14	13,67	13,00
Autres fruits frais (2)	"	45,93	43,23	45,08	44,93	43,31	44,05	42,81
Fruits surgelés	"	0,10	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05
Fruits secs (2)	"	1,16	1,31	1,37	1,36	1,32	1,34	1,30
Fruits au sirop	"	3,11	2,78	2,60	2,04	2,08	1,98	2,06
Confitures et gelées	"	2,54	2,52	2,64	2,63	2,57	2,51	2,47
Compote de fruits	"	1,63	1,79	1,91	1,88	1,90	2,00	2,10
Porc frais	"	9,96	10,11	10,18	10,06	10,17	10,11	10,77
Jambon	"	5,59	5,35	5,51	5,52	5,63	5,55	5,92
Autres charcuteries et conserves de viande	"	14,25	15,12	15,29	15,67	16,01	16,01	16,55
Triperie	"	4,48	4,10	3,87	3,99	3,89	3,76	3,76
Bœuf	"	17,58	17,19	16,34	16,56	15,24	15,42	14,90
Veau	"	4,49	4,28	4,13	4,13	3,91	3,95	3,88
Mouton, agneau	"	3,64	3,64	3,60	3,57	3,51	3,39	3,39
Cheval	"	0,65	0,60	0,38	0,37	0,44	0,40	0,37
Volailles (2)	"	22,24	22,37	22,48	22,82	23,76	23,99	24,15
Produits carnés surgelés	"	3,21	///	///	///	///	///	///
Lapin, gibier (2)	"	4,59	4,37	4,03	3,97	4,14	4,18	4,20
Œufs (2)	"	14,34	14,21	14,76	15,49	15,21	14,89	14,85
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages)	"	14,75	15,33	15,48	///	///	///	///
Poissons et crustacés surgelés	"	4,20	4,26	4,21	4,22	4,32	4,33	4,37
Conserves de poisson	"	5,81	5,58	5,16	4,84	4,99	4,69	5,19
Laits liquides (2)	litre	68,16	67,42	65,79	69,52	68,64	68,07	68,96
Crème fraîche	kg	2,77	3,58	3,71	4,89	5,07	5,33	5,92
Yaourts	"	16,31	17,40	17,80	18,29	18,65	19,12	19,95
Desserts lactés frais	"	5,89	6,78	7,19	7,28	7,67	7,78	8,34
Fromages frais (2)	"	6,71	6,60	6,87	6,97	7,07	7,15	7,22
Fromages (2)	"	17,10	17,72	17,91	18,12	18,20	18,28	18,95
Beurre (2)	"	8,43	7,73	8,15	8,05	7,95	7,83	7,65
Huile	"	11,37	11,05	12,00	13,17	13,91	13,20	11,99
Margarine	"	2,34	2,07	1,83	2,12	2,13	2,32	2,26
Sucre	"	10,02	9,38	8,98	8,92	8,66	8,20	7,71
Chocolat (poudre et tablettes)	"	3,40	3,82	4,03	3,93	4,18	4,16	4,30
Confiserie de sucre	"	2,67	3,08	3,16	3,45	3,44	3,52	3,45
Confiserie de chocolat	"	1,63	1,70	1,65	1,70	1,64	1,84	1,84
Miel (2)	"	0,41	0,42	0,43	0,45	0,47	0,45	0,44
Crèmes glacées	litre	6,50	6,31	6,83	6,92	6,23	6,23	6,81
Vins courants (2)	litre	45,96	41,75	39,30	39,09	38,13	37,38	37,25
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (2)	"	23,49	24,89	25,16	25,16	25,69	26,16	27,75
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (2)	"	1,55	1,48	1,52	1,37	1,34	1,34	1,32
Champagne (2)	"	1,95	1,99	2,04	2,05	2,08	2,12	2,29
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	"	3,36	///	///	///	///	///	///
Eaux de vie et liqueurs	"	3,14	///	///	///	///	///	///
Bière	"	39,66	38,00	38,28	38,04	38,75	35,47	37,40

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Cidre (2)	litre	6,47	6,82	6,65	6,83	6,35	6,42	6,52
Eaux minérales et de source	"	92,42	95,60	103,48	119,82	118,18	125,41	136,73
Boissons gazeuses	"	35,82	34,89	35,86	37,71	38,00	39,02	40,06
Jus de fruits, y compris nectars	"	6,84	9,11	9,59	10,78	10,97	11,44	11,53
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (3)	kg	4,41	4,76	4,64	4,38	4,69	4,64	4,39
Thé et maté (3)	"	0,20	0,23	0,22	0,20	0,26	0,29	0,22
Infusions (2)	g	65,70	69,02	68,37	66,65	68,97	70,82	69,95
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)								
Biens durables :								
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3	2 129	2 030	2 109	2 107	2 003	2 089	2 119
Machines à laver	"	2 042	2 108	2 250	2 117	2 083	2 121	2 154
Lave-vaisselle	"	669	693	734	727	731	740	771
Récepteurs de télévision couleur	"	3 310	3 297	3 379	3 368	3 395	3 531	4 270
Automobiles (4)	"	2 309	1 721	1 973	1 931	2 132	1 713	1 944
Chauffage et éclairage :								
Electricité	10^9 kWh	96,90	109,13	108,25	109,08	120,46	119,08	121,45
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	148,68	138,56	146,53	164,02	148,23	163,90
Butane, propane	10^6 tonnes	1,51	1,65	1,56	1,58	1,68	1,58	1,60
Charbon (y. c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	2,02	1,61	1,41	1,49	1,39	1,26
Fioul domestique (5)	10^6 m^3	20,18	20,47	19,00	19,53	20,45	19,79	20,48
Transports :								
Carburants	10^3 m^3							
Supercarburants autos (6)	"	19 889	19 170	18 536	17 682	16 944	16 532	16 439
Gazole (7)	"	5 400	7 640	8 603	9 627	10 441	11 119	11 936
Chemins de fer (8) :								
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	48,58	49,45	47,08	50,90	52,80	55,30
Banlieue de Paris	"	8,99	9,85	9,48	8,48	8,87	9,02	9,13
Régie autonome des transports parisiens :								
Réseau ferré :								
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag.	1 222	1 177	1 170	1 029	1 092	1 116	1 156
Réseau express régional	"	362	361	364	323	351	354	367
Réseau autobus	"	841	848	824	781	847	878	887
Tramway	"	///	15	17	23	26	29	35
Autres biens et services :								
Savon de ménage	10^3 tonnes	18,3	18,2	19,8	10,9	9,0	8,9	8,3
Savons de toilette, etc.	"	28,3	25,4	24,1	24,0	22,5	21,7	19,9
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	504,4	508,2	538,6	512,5	533,4	499,6
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	132,7	124,4	130,2	136,7	149,0	170,1
Cigarettes	10^6	95 809	93 617	90 113	88 336	86 163	82 984	83 836
Cigares et cigarillos	"	1 474	1 369	1 408	1 460	1 530	1 572	1 630
Scaferlatis	tonne	4 933	5 534	6 196	6 444	6 998	7 315	7 283

(1) France métropolitaine. Comptes nationaux.
(2) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(3) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(4) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT).
(5) En acquitté total des factures des distributeurs.
(6) Consommation de super plombé et sans plomb par les voitures particulières, commerciales et taxis.
(7) Consommation de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service économique et statistique du Ministère de l'équipement, des transports et du logement.
(8) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU D.01-4

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000) %

Nature de l'équipement	Date	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1997	24	54	62	61	57	53	36	54
	1998	30	59	65	60	59	53	38	56
	1999	24	52	64	58	55	51	23	53
	2000	24	54	68	61	58	54	27	56
Congélateur	1997	80	53	41	43	39	51	11	47
	1998	77	52	43	45	38	53	18	47
	1999	73	53	36	46	36	52	10	46
	2000	77	53	43	45	39	51	12	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	77	54	42	47	47	52	56	50
	2000	78	55	41	44	45	50	53	49
Lave-vaisselle	1997	34	51	59	45	24	25	6	35
	1998	36	54	60	46	26	25	6	36
	1999	33	56	63	45	27	27	6	38
Micro-ondes	1998	27	57	67	60	54	51	40	54
	2000	42	62	71	66	60	58	50	61
Lave-linge	1999	89	92	94	92	87	90	38	89
	2000	91	95	96	93	87	90	37	90
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1997	14	34	38	27	20	21	6	24
	1998	18	32	37	29	21	22	4	25
Télévision couleur	1997	93	94	90	92	92	94	73	92
	1999	95	93	89	92	89	95	71	92
	2000	94	95	92	92	92	95	75	93
Multi-équipement en télévision couleur	1997	21	36	29	28	24	27	7	27
	1999	25	34	31	34	25	33	4	30
	2000	22	36	37	36	27	34	5	32
Magnétoscope	1999	31	66	75	72	62	67	29	65
Chaîne hi-fi	1998	23	56	82	70	61	57	52	61
	2000	23	55	83	72	59	55	59	61
Camescope	1997	8	20	23	17	11	12	3	14
Répondeur téléphonique	1997	12	32	51	41	34	22	27	32
	1999	14	33	61	50	40	31	32	40
Minitel	2000	11	23	37	22	12	8	6	16
Téléphone portable	1997	10	23	26	17	13	9	7	15
	1999	13	38	44	29	25	22	29	28
	2000	19	46	60	51	43	37	60	44
Micro-ordinateur	1997	7	16	38	22	12	7	24	16
	1998	6	22	44	27	14	10	21	19
	1999	8	21	50	31	19	13	25	23
	2000	12	24	54	40	19	18	29	27
Connexion à internet	1999	2	4	20	9	4	2	12	7
	2000	1	11	34	18	7	5	17	12
Automobile	1997	81	89	87	87	68	76	39	78
	1998	77	85	89	87	67	76	38	78
	1999	72	84	88	86	67	77	36	78
	2000	76	87	90	88	70	77	49	79
Multi-équipement en automobile	1997	34	33	40	35	18	26	3	28
	1998	27	35	40	34	19	28	4	29
	1999	29	33	39	33	19	29	5	29
	2000	30	34	44	31	20	28	2	29
Nombre de ménages (en millions)	**2000**	**1,3**	**1,8**	**3,0**	**4,5**	**4,6**	**8,2**	**0,6**	**24,0**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2000**	**307**	**408**	**669**	**1 037**	**1 030**	**1 843**	**113**	**5 407**

(1) Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.

TABLEAU D.01-5A

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000)

%

Nature de l'équipement	Date	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1997	52	65	54	52	49	52	47	54
	1998	54	64	58	55	50	50	52	56
	1999	52	61	56	51	50	46	47	53
	2000	55	64	55	55	56	50	49	56
Congélateur	1997	19	42	57	58	56	46	26	47
	1998	20	44	57	57	54	48	30	47
	1999	20	40	58	56	54	45	28	46
	2000	23	42	59	56	56	44	29	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	42	42	51	55	55	57	53	50
	2000	39	40	53	53	51	53	52	49
Lave-vaisselle	1997	8	35	48	48	36	29	14	35
	1998	10	35	49	49	36	28	18	36
	1999	11	37	53	52	41	28	14	38
Micro-ondes	1998	54	64	67	62	47	31	19	54
	2000	63	74	70	64	58	38	30	61
Lave-linge	1999	67	92	94	95	95	91	76	89
	2000	72	92	94	94	94	91	81	90
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1997	14	36	38	26	14	10	4	24
	1998	15	35	37	32	18	8	5	25
Télévision couleur	1997	81	91	93	93	95	96	96	92
	1999	79	88	94	95	96	97	96	92
	2000	83	90	93	95	96	98	95	93
Multi-équipement en télévision couleur	1997	10	25	35	36	30	24	10	27
	1999	13	27	42	40	32	26	17	30
	2000	14	31	43	43	34	24	14	32
Magnétoscope	1999	58	78	82	76	62	39	19	65
Chaîne hi-fi	1998	74	80	79	68	46	27	11	61
	2000	74	79	80	64	49	28	11	61
Camescope	1997	8	23	19	18	11	6	1	14
Répondeur téléphonique	1997	51	48	38	33	18	8	1	32
	1999	58	57	46	45	28	15	3	40
Minitel	2000	7	15	24	23	17	9	5	16
Téléphone portable	1997	16	17	16	18	12	10	5	15
	1999	44	39	35	32	15	8	3	28
	2000	68	59	56	47	28	15	4	44
Micro-ordinateur	1997	21	22	25	18	8	2	1	16
	1998	22	28	31	22	9	2	1	19
	1999	28	32	40	26	11	3	—	23
	2000	35	35	46	29	14	3	1	27
Connexion à internet	1999	10	10	9	7	3	1	—	7
	2000	19	15	21	11	5	1	1	12
Automobile	1997	71	87	88	86	80	62	35	78
	1998	69	88	88	88	78	60	34	78
	1999	72	86	89	87	80	60	30	78
	2000	74	88	88	87	84	64	31	79
Multi-équipement en automobile	1997	16	31	41	39	22	10	3	27
	1998	18	34	42	43	22	10	3	29
	1999	16	37	43	40	24	10	2	29
	2000	20	35	42	41	26	8	2	29
Nombre de ménages (en millions)	**2000**	**2,7**	**4,5**	**4,8**	**4,0**	**3,4**	**3,3**	**1,3**	**24,0**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2000**	**574**	**981**	**1 121**	**943**	**789**	**715**	**284**	**5 407**

TABLEAU D.01-5B

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000)

%

Nature de l'équipement	Date	nombre de personnes du ménage						
		1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1997	46	55	61	62	54	67	54
	1998	49	56	59	61	55	63	56
	1999	46	55	60	55	55	51	53
	2000	47	59	60	58	60	61	56
Congélateur	1997	24	51	55	63	71	65	47
	1998	24	52	56	64	73	75	47
	1999	22	50	55	64	70	71	46
	2000	25	50	58	66	71	64	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	50	50	47	52	54	54	50
	2000	50	48	47	50	51	51	49
Lave-vaisselle	1997	14	37	44	54	58	35	35
	1998	16	37	46	57	56	35	36
	1999	16	40	46	61	61	34	38
Micro-ondes	1998	34	53	68	72	74	65	54
	2000	41	61	74	79	81	71	61
Lave-linge	1999	71	96	99	99	99	98	89
	2000	73	96	98	98	100	97	90
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1997	8	18	34	47	50	48	24
	1998	9	20	36	47	50	43	25
Télévision couleur	1997	84	95	95	97	96	97	92
	1999	84	95	95	97	97	95	92
	2000	86	96	95	96	98	95	93
Multi-équipement en télévision couleur	1997	10	29	37	38	42	44	27
	1999	10	33	42	47	44	51	30
	2000	11	35	43	50	48	45	32
Magnétoscope	1999	37	66	85	90	89	87	65
Chaîne hi-fi	1998	42	56	78	84	82	77	61
	2000	42	57	75	85	81	76	61
Camescope	1997	3	12	20	28	29	22	14
Répondeur téléphonique	1997	27	31	38	37	33	31	32
	1999	32	41	49	46	44	26	40
Minitel	2000	9	17	19	24	25	16	16
Téléphone portable	1997	9	15	19	19	17	15	15
	1999	18	24	39	39	41	26	28
	2000	30	38	59	63	64	61	44
Micro-ordinateur	1997	8	12	22	26	29	25	16
	1998	9	14	28	34	39	33	19
	1999	11	17	31	45	44	29	23
	2000	13	20	39	48	56	43	27
Connexion à internet	1999	5	5	7	11	13	5	7
	2000	7	9	16	21	23	17	12
Automobile	1997	53	84	93	94	93	88	78
	1998	51	86	90	94	94	90	78
	1999	50	87	90	95	93	88	78
	2000	54	88	91	95	95	89	79
Multi-équipement en automobile	1997	1	25	48	52	49	39	27
	1998	1	27	48	57	51	48	29
	1999	1	28	48	60	52	39	29
	2000	1	28	48	58	57	35	29
Nombre de ménages (en millions)	**2000**	**7,3**	**7,7**	**3,8**	**3,4**	**1,3**	**0,5**	**24,0**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2000**	**1 458**	**1 787**	**875**	**834**	**343**	**110**	**5 407**

TABLEAU D.01-6

Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence

Année 1995

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille) — *Unité* : franc

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	34 714	4 855	14
UU de moins de 20 000 habitants (1)	34 522	4 930	14
UU de 20 000 à 100 000 habitants	32 660	5 105	16
UU de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	33 557	6 089	18
Agglomération parisienne hors Paris	40 692	10 106	25
Ville de Paris	36 723	12 467	34
Ensemble	**34 931**	**6 273**	**18**

(1) UU : Unité urbaine.

TABLEAU D.01-7

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Année 1996

Source : Eurostat : (panel européen sur l'équipement des ménages) — %

	Voiture	Lave-vaisselle	Magnéto-scope	TV couleur	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	74	41	60	98	49	96
Autriche	73	46	61	97	50	96
Belgique	75	32	65	96	52	94
Danemark	62	34	68	97	36	98
Espagne	69	19	65	98	38	88
Finlande	66	42	61	93	72	94
France	**79**	**37**	**62**	**94**	**49**	**97**
Grèce	57	21	43	94	7	92
Irlande	69	22	72	97	59	83
Italie	78	25	57	97	14	91
Luxembourg	83	56	68	98	33	98
Pays-Bas	68	23	70	98	57	98
Portugal	61	18	52	90	17	79
Royaume-Uni	72	23	82	97	74	94
Suède	72	40	67	97	64	...
Total Union européenne à 15	**73**	**31**	**64**	**97**	**46**	**94**
Autres pays européens						
Islande	88	41	79	97	64	99
Norvège (1)	76	51	56	94	56	...

(1) Données 1997.

TABLEAU D.01-8

Le budget des ménages en 1995

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

%

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	Total (1)
Âge de la personne de référence :									
Moins de 25 ans	11,4	5,4	6,2	31,4	4,5	15,5	10,2	15,3	100,0
25 à 34 ans	12,7	4,3	5,2	31,1	5,4	14,3	6,9	20,2	100,0
35 à 44 ans	14,4	3,6	5,3	30,3	5,6	12,6	7,7	20,4	100,0
45 à 54 ans	13,9	3,5	5,1	26,2	5,9	13,1	7,1	25,1	100,0
55 à 64 ans	16,4	2,2	4,5	25,8	6,0	13,3	5,5	26,3	100,0
65 à 74 ans	18,1	1,9	3,7	25,2	8,3	12,2	4,8	25,8	100,0
75 et plus	18,9	2,5	3,5	25,6	10,3	7,5	3,8	27,8	100,0
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :									
Exploitants agricoles	20,4	2,1	5,2	22,5	5,5	15,2	7,7	21,5	100,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	13,4	3,4	5,0	27,0	4,9	11,3	6,6	28,4	100,0
Cadres et professions libérales	10,4	3,9	5,2	27,7	5,0	11,8	6,5	29,6	100,0
Professions intermédiaires	13,2	4,0	5,3	28,8	6,0	13,7	7,3	21,6	100,0
Employés	14,4	3,9	5,5	30,1	5,7	13,8	7,5	19,0	100,0
Ouvriers	17,1	3,2	4,9	30,1	6,0	14,6	7,6	16,6	100,0
Retraités	18,2	2,1	3,9	25,2	8,2	11,7	4,9	25,7	100,0
Autres inactifs	16,2	3,4	5,1	30,3	7,2	11,4	7,5	18,7	100,0
Type de ménage :									
Personne seule :									
de moins de 65 ans	11,0	4,8	4,8	30,6	4,3	12,4	6,6	25,4	100,0
65 ans et plus	16,7	2,3	3,3	30,0	9,2	7,0	4,1	27,4	100,0
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									
moins de 35 ans	11,2	5,0	5,7	28,6	4,7	15,7	7,8	21,4	100,0
35 à 65 ans	15,0	2,4	4,4	26,1	6,1	13,3	5,2	27,6	100,0
65 ans et plus	18,9	2,0	3,6	23,2	9,1	11,9	4,4	26,9	100,0
Familles monoparentales	15,1	3,3	5,3	30,3	6,8	12,1	8,1	19,0	100,0
Couples avec :									
1 enfant	14,2	3,2	4,9	27,5	5,9	14,3	6,8	23,3	100,0
2 enfants	14,8	3,5	5,5	28,8	6,1	13,2	7,4	20,8	100,0
3 enfants ou plus	16,1	3,5	5,8	28,9	5,5	12,8	8,5	18,9	100,0
Autres ménages de :									
2 personnes	15,8	3,9	5,0	28,2	5,6	11,2	6,6	23,8	100,0
3 personnes	18,2	2,1	3,5	27,5	8,4	11,1	6,0	23,1	100,0
plus de 3 personnes	18,1	3,5	5,7	24,0	7,0	13,6	7,9	20,1	100,0
Type d'habitat de résidence :									
Communes rurales	17,2	2,8	4,5	27,0	6,3	14,6	6,7	20,9	100,0
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	15,9	2,6	4,8	28,5	6,1	13,8	6,6	21,7	100,0
Unités urbaines de 20 000 à 99 999 habitants	15,4	2,9	5,2	27,6	6,3	13,1	6,3	23,2	100,0
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus.	14,8	3,3	5,0	28,0	6,5	12,7	6,8	23,0	100,0
Complexe agglomération de Paris	12,0	4,4	4,9	28,3	6,2	10,2	6,4	27,7	100,0
Revenu moyen par unité de consommation :									
0 à moins de 42 000F/an	20,5	3,0	5,5	29,9	6,1	12,5	7,8	14,7	100,0
de 42 000 F à moins de 55 000 F/an	19,9	2,6	4,7	29,5	6,6	13,6	7,2	15,9	100,0
de 55 000 F à moins de 67 000 F/an	18,4	2,8	4,8	29,6	6,9	13,7	7,3	16,5	100,0
de 67 000 F à moins de 82 000 F/an	17,2	3,0	4,7	29,3	6,6	13,3	6,7	19,2	100,0
de 82 000 F à moins de 100 000 F/an	14,9	3,5	4,8	28,5	7,3	13,1	6,6	21,3	100,0
de 100 000 F à moins de 130 000 F/an	13,4	3,4	4,8	26,9	6,6	14,0	6,6	24,3	100,0
Plus de 130 000 F par an	10,1	3,7	4,8	25,7	5,2	11,1	5,6	33,8	100,0
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :									
Aucun diplôme	20,2	2,5	4,7	29,2	7,0	12,3	6,2	18,0	100,0
De niveau CEP	19,1	2,6	4,4	25,7	8,4	12,3	5,9	21,7	100,0
De niveau CAP, BEP	16,3	3,0	4,7	28,1	6,2	14,6	7,2	19,9	100,0
De niveau BEPC	14,3	3,8	5,2	28,9	5,8	13,3	6,8	21,9	100,0
De niveau Bac technique	13,9	3,5	5,0	28,0	6,2	13,9	7,1	22,4	100,0
De niveau Bac général	12,7	3,7	4,9	27,5	6,6	12,1	6,1	26,4	100,0
De niveau Bac + 2	11,6	3,9	5,2	29,9	6,1	12,2	6,5	24,6	100,0
De niveau supérieur à Bac + 2	10,1	3,5	4,9	26,9	4,7	11,4	6,3	32,1	100,0
De niveau non déclaré	9,7	6,2	7,4	30,7	4,1	13,7	12,4	15,8	100,0
Ensemble	**14,9**	**3,3**	**4,9**	**27,9**	**6,3**	**12,8**	**6,6**	**23,4**	**100,0**

(1) En dépense annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-9

Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Total			
	Actif occupé		Inactif		Active occupée		Inactive		**Actifs occupés**		**Ensemble**	
	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	**1986**	**1999**	**1986**	**1999**
Temps physiologique	**11h22**	**11h22**	**12h51**	**12h39**	**11h32**	**11h35**	**12h42**	**12h37**	**11h26**	**11h28**	**12h06**	**12h04**
dont Sommeil	8h31	8h23	9h53	9h34	8h46	8h37	9h47	9h32	**8h37**	**8h29**	9h13	9h03
Toilette, soins	0h46	0h42	0h48	0h46	0h53	0h49	0h56	0h53	**0h49**	**0h45**	0h51	0h48
Repas (1)	2h05	2h16	2h09	2h18	1h54	2h09	1h59	2h12	**2h**	**2h13**	2h02	2h14
dont Repas avec parents, amis	0h25	0h43	0h20	0h34	0h24	0h38	0h22	0h33	**0h25**	**0h41**	0h23	0h37
Temps professionnel et de formation (2)	**6h33**	**6h22**	**1h54**	**1h32**	**5h15**	**5h01**	**0h59**	**0h59**	**6h**	**5h46**	**3h39**	**3h23**
dont Travail professionnel	5h53	5h42	0h23	0h13	4h43	4h28	0h10	0h05	**5h23**	**5h09**	2h48	2h32
dont Travail à domicile	0h11	0h19	0h01	0h02	0h09	0h15	—	0h01	**0h10**	**0h17**	0h05	0h09
Trajets domicile travail	0h35	0h37	0h11	0h09	0h28	0h30	0h06	0h05	**0h32**	**0h34**	0h20	0h20
Études	0h01	0h01	1h16	1h07	0h01	—	0h42	0h47	**0h01**	**0h01**	0h28	0h29
Temps domestique	**1h51**	**1h59**	**2h45**	**2h55**	**3h49**	**3h48**	**5h16**	**4h47**	**2h41**	**2h48**	**3h30**	**3h26**
dont Ménage, cuisine, linge, courses, etc.	1h00	1h04	1h33	1h35	3h13	3h06	4h26	3h59	**1h56**	**1h58**	2h38	2h30
Soins aux enfants et adultes	0h09	0h11	0h05	0h06	0h24	0h27	0h32	0h26	**0h16**	**0h18**	0h19	0h18
Bricolage	0h25	0h30	0h30	0h36	0h03	0h04	0h02	0h05	**0h16**	**0h18**	0h14	0h18
Jardinage, soins aux animaux	0h18	0h14	0h38	0h38	0h09	0h11	0h17	0h18	**0h14**	**0h13**	0h19	0h20
Temps de loisirs	**2h46**	**2h57**	**4h38**	**5h06**	**2h**	**2h19**	**3h15**	**3h57**	**2h27**	**2h40**	**3h07**	**3h35**
dont Télévision	1h35	1h47	2h22	2h44	1h09	1h24	1h59	2h28	**1h24**	**1h37**	1h46	2h07
Lecture	0h21	0h16	0h42	0h36	0h19	0h17	0h29	0h30	**0h20**	**0h17**	0h27	0h25
Promenade	0h11	0h15	0h36	0h32	0h10	0h14	0h16	0h22	**0h10**	**0h14**	0h15	0h20
Jeux	0h10	0h12	0h18	0h30	0h07	0h06	0h10	0h15	**0h08**	**0h09**	0h10	0h16
Sport	0h10	0h10	0h16	0h15	0h05	0h05	0h04	0h05	**0h07**	**0h08**	0h08	0h09
Temps de sociabilité (hors repas)	**0h51**	**0h47**	**1h04**	**1h10**	**0h48**	**0h43**	**1h09**	**1h04**	**0h49**	**0h45**	**0h58**	**0h56**
dont Conversations, téléphone, courrier	0h26	0h13	0h34	0h20	0h26	0h16	0h33	0h22	**0h26**	**0h15**	0h31	0h18
Visites, Réceptions	0h16	0h26	0h21	0h36	0h17	0h22	0h27	0h33	**0h16**	**0h24**	0h20	0h29
Total libre : loisirs et sociabilité	**3h36**	**3h44**	**5h38**	**6h15**	**2h48**	**3h02**	**4h24**	**5h01**	**3h16**	**3h25**	**4h05**	**4h31**
Trajets (hors domicile travail)	**0h39**	**0h33**	**0h49**	**0h38**	**0h36**	**0h34**	**0h38**	**0h35**	**0h40**	**0h34**	**0h39**	**0h35**

(1) Les repas de réception avec des amis, des voisins, ou des parents sont comptés dans la partie besoin physiologique : ils pourraient aussi être considérés comme des repas de "sociabilité".

(2) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. L'habitat individuel en Europe en 1996.

1. Logement par catégorie selon l'époque d'achèvement.
2. Logements par catégorie selon le nombre de pièces.
3. Caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement.
4. Caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces.
5. Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence.
6. Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats de l'exploitation du recensement de la population de 1999, le nombre de logements augmente plus vite que la population entre 1990 et 1999 en France métropolitaine. Dans le même temps, la taille des logements continue à progresser et celle des ménages à diminuer. L'espace devient un élément de confort. 56 % des ménages habitent une maison individuelle.

En mars 1999, 28,7 millions de logements sont recensés en métropole. L'augmentation est de 9,4 % par rapport à 1990. Parmi ces logements, 83 % sont des résidences principales, soit 23,8 millions. Le nombre de résidences principales augmente dans tous les départements, bien que certains d'entre eux perdent des habitants. Depuis 1990, 2,950 millions de logements ont été construits soit environ 325 000 par an.

Le nombre de résidences principales augmentant plus vite que la population (3,4 %), le nombre moyen de personnes par logement continue à baisser. Il est, en 1999, de 2,4, après 2,6 en 1990 et 3,1 en 1962.

Le nombre moyen de pièces par résidence principale est de 3,86. Les logements sont plus grands en zone rurale (4,48 pièces en moyenne) contre 3,18 pièces dans l'agglomération parisienne et 2,54 pièces en moyenne à Paris.

Après avoir augmenté rapidement pendant une trentaine d'années, la proportion de ménages propriétaires de leur logement se stabilise à 54,7 % en 1999, après 54,4 % en 1990. Ceci s'explique, en particulier, parce que les jeunes ménages sont plus souvent locataires que par le passé. En effet, parmi les ménages de moins de 30 ans, la proportion de propriétaires continue à baisser : 10 % en 1999 après 15 % en 1990. La baisse touche maintenant aussi les moins de quarante ans.

En mars 1999, 56 % des résidences principales sont des maisons individuelles (ou des fermes). L'habitat individuel n'a presque pas progressé dans les années quatre-vingt dix, après une forte augmentation entre 1982 et 1990. Il représente néanmoins 58 % des logements occupés construits depuis 1990.

En mars 1999, plus de quatre logements occupés sur cinq sont équipés d'installations sanitaires, de W.-C. à l'intérieur et du chauffage central. Le confort continue à progresser. Les résidences principales sans installation sanitaire ni W.-C. sont en grande majorité des petits logements anciens. 850 000 personnes vivent dans des logements qui possèdent ni baignoire, ni douche, soit trois fois moins qu'en 1990.

Plus des deux tiers des ménages ayant au moins une voiture disposent d'un garage, box ou parking pour leur usage personnel. Ce taux est maximum pour les zones rurales et diminue quand la taille de l'agglomération augmente.

2. MÉTHODOLOGIE

Exploitation du recensement de 1999

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n°98-403 du 22 mai 1998 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1982 et 1990. La date de référence est le 8 mars 1999.

Les chiffres présentés dans ce chapitre proviennent de l'exploitation principale du recensement de la population de 1999. Pour plus de détail consulter la méthodologie du chapitre B01.

3. DÉFINITIONS

Catégorie de logement

Les logements sont répartis en quatre catégories :

— les résidences principales : logements occupés de façon permanente et à titre principal par le ménage. Il y a ainsi une identité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages. Les résidences principales comprennent essentiellement les logements ordinaires (maisons individuelles, logements dans un immeuble collectif), mais aussi les logements-foyers pour personnes âgées, les fermes, les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans les hôtels, les constructions provisoires et habitations de fortune;

— les logements vacants : logements disponibles pour la vente ou la location, logements neufs achevés mais non encore occupés à la date du recensement;

— les logements occasionnels : logements utilisés une partie de l'année pour des raisons professionnelles. Les personnes, qui s'y trouvent le cas échéant au moment du recensement, sont recensées dans leur résidence principale;

— les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir, c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées.

Nombre de pièces

Il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y compris la cuisine si sa surface excède 12 m^2). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bain, etc.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », *INSEE-Résultats,* n° 315, juillet 1994;

« Les conditions de logement des ménages. Explication de l'enquête logement 1996-1997 », *INSEE-Résultats,* n°s 622-623, novembre 1998;

« Les dépenses de logement de 1984 à1996 », *INSEE-Première*, n° 611, octobre 1998;

« Les loyers augmentent moins vite que les prix en 1999 », *INSEE-Première*, n° 705, avril 2000;

« Accession à la propriété : le régime de croisière », *INSEE-Première*, n° 718, juin 2000;

« Confort de l'habitat et cycle de vie », *INSEE-Première*, n° 727, juillet 2000;

« Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000;

« Des logements plus grands et plus confortables », *INSEE-Première*, n° 750, novembre 2000.

Recensement de la population de 1999 :

« Tableaux références et analyses. Exploitation principale », *INSEE*, 4ème trimestre 2000.

« L'occupation des logements depuis 1945 », A. Laferrère, *Données sociales* 1999, INSEE.

« Le logement des ménages pauvres », D. Le Blanc, F. Clanché, *Données sociales* 1999, INSEE.

Article d'*Économie et Statistique* :

Dossier « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », n°s 288-289, août-septembre 1995.

Autre publication :

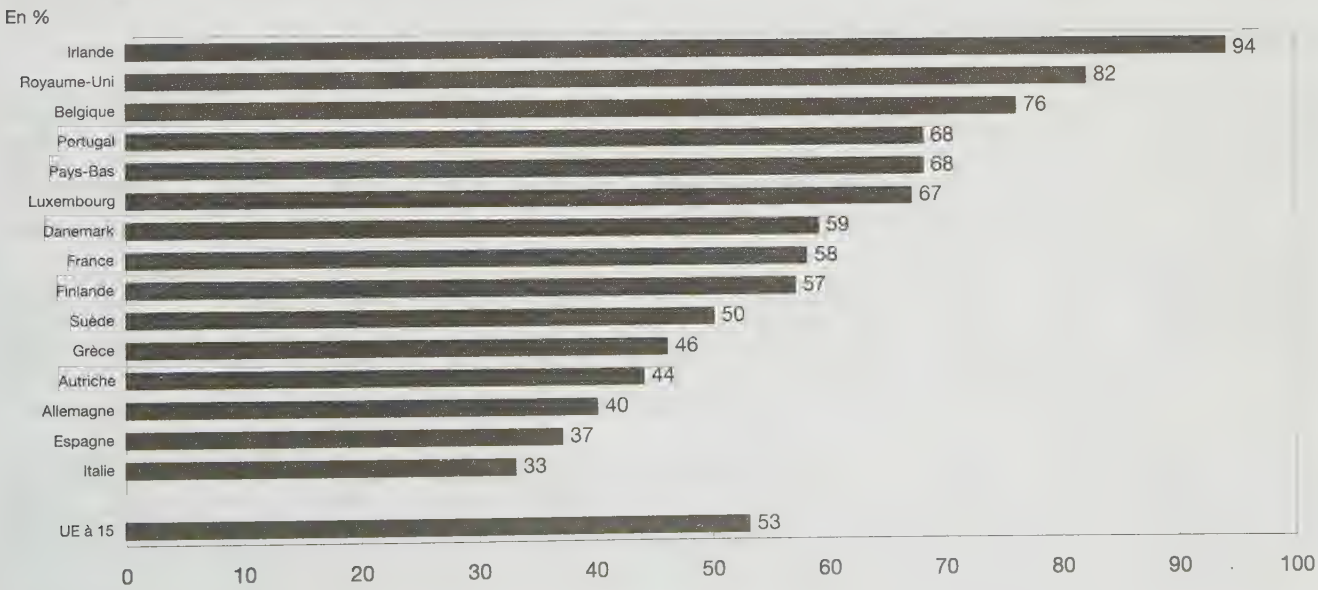
Les ménages et leur logement : analyse des enquêtes logement de l'INSEE. Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de l'Habitat et de la Construction, Économica, 1997.

*
* *

GRAPHIQUE D.02

L'habitat individuel en Europe en 1996

Part des maisons individuelles dans le parc de logements



Source : Panel communautaire des ménages 1996, Eurostat

TABLEAU D.02-1

Logements par catégorie selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	**Ensemble**
Résidences principales	4 938 100	2 885 850	4 421 781	3 435 842	3 012 237	2 640 301	2 476 050	**23 810 161**
Logements occasionnels	84 359	37 452	38 754	29 826	23 559	19 873	26 513	**260 336**
Résidences secondaires	778 324	228 444	267 610	315 030	378 180	393 685	280 484	**2 641 757**
Logements vacants	737 937	329 475	313 610	201 641	132 061	113 667	161 367	**1 989 758**
Ensemble des logements	**6 538 720**	**3 481 221**	**5 041 755**	**3 982 339**	**3 546 037**	**3 167 526**	**2 944 414**	**28 702 012**
Nombre de logements de l'immeuble								
Immeuble d'un seul logement :								
Résidences principales	3 251 076	1 829 370	1 843 286	1 503 633	1 860 309	1 838 635	1 478 477	**13 604 786**
Logements occasionnels	28 717	11 809	8 925	5 105	4 861	4 951	5 631	**69 999**
Résidences secondaires	676 421	182 819	165 029	158 547	175 565	182 818	173 071	**1 714 270**
Logements vacants	434 865	161 647	99 146	51 461	47 981	45 473	59 150	**899 723**
Nombre de logements	**4 391 079**	**2 185 645**	**2 116 386**	**1 718 746**	**2 088 716**	**2 071 877**	**1 716 329**	**16 288 778**
Immeuble de 2 à 9 logements :								
Résidences principales	1 077 930	604 230	864 926	417 521	207 807	246 196	263 788	**3 682 398**
Logements occasionnels	31 744	13 659	11 729	5 885	3 604	4 162	4 973	**75 756**
Résidences secondaires	65 706	25 114	34 473	26 292	29 129	28 691	20 873	**230 278**
Logements vacants	194 395	96 583	77 321	31 863	15 515	18 642	24 380	**458 699**
Nombre de logements	**1 369 775**	**739 586**	**988 449**	**481 561**	**256 055**	**297 691**	**314 014**	**4 447 131**
Immeuble de 10 logements ou plus :								
Résidences principales	609 094	452 250	1 713 569	1 514 688	944 121	555 470	733 785	**6 522 977**
Logements occasionnels	23 898	11 984	18 100	18 836	15 094	10 760	15 909	**114 581**
Résidences secondaires	36 197	20 511	68 108	130 191	173 486	182 176	86 540	**697 209**
Logements vacants	108 677	71 245	137 143	118 317	68 565	49 552	77 837	**631 336**
Nombre de logements	**777 866**	**555 990**	**1 936 920**	**1 782 032**	**1 201 266**	**797 958**	**914 071**	**7 966 103**

TABLEAU D.02-2

Logements par catégorie selon le nombre de pièces

Source : INSEE (Recensement de la population de 1999)

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	**Ensemble**	nombre moyen de pièces
Résidences principales	1 526 573	3 028 244	5 299 675	6 418 808	4 432 943	3 103 918	**23 810 161**	3,86
Logements occasionnels	80 768	65 983	50 754	34 666	16 599	11 566	**260 336**	2,57
Résidences secondaires	290 752	580 421	656 901	533 751	311 001	268 931	**2 641 757**	3,40
Logements vacants	273 831	433 332	504 497	414 896	212 488	150 714	**1 989 758**	3,22
Ensemble des logements	**2 171 924**	**4 107 980**	**6 511 827**	**7 402 121**	**4 973 031**	**3 535 129**	**28 702 012**	**3,76**
Nombre de logements de l'immeuble								
Immeuble d'un seul logement :								
Résidences principales	114 632	640 241	2 110 876	4 141 153	3 698 476	2 899 408	**13 604 786**	4,56
Logements occasionnels	7 681	12 404	16 287	15 761	9 655	8 211	**69 999**	3,59
Résidences secondaires	59 032	235 044	442 681	451 468	280 782	245 263	**1 714 270**	3,95
Logements vacants	34 685	129 400	215 723	241 428	153 796	124 691	**899 723**	3,92
Nombre de logements	**216 030**	**1 017 089**	**2 785 567**	**4 849 810**	**4 142 709**	**3 277 573**	**16 288 778**	**4,46**
Immeuble de 2 à 9 logements :								
Résidences principales	397 995	875 873	1 176 458	817 875	296 819	117 378	**3 682 398**	3,04
Logements occasionnels	24 175	22 087	15 252	8 559	3 559	2 124	**75 756**	2,39
Résidences secondaires	29 316	73 559	70 292	32 588	13 257	11 266	**230 278**	2,89
Logements vacants	76 283	132 967	128 138	74 637	28 909	17 765	**458 699**	2,81
Nombre de logements	**527 769**	**1 104 486**	**1 390 140**	**933 659**	**342 544**	**148 533**	**4 447 131**	**3,00**
Immeuble de 10 logements ou plus :								
Résidences principales	1 013 946	1 512 130	2 012 341	1 459 780	437 648	87 132	**6 522 977**	2,86
Logements occasionnels	48 912	31 492	19 215	10 346	3 385	1 231	**114 581**	2,06
Résidences secondaires	202 404	271 818	143 928	49 695	16 962	12 402	**697 209**	2,22
Logements vacants	162 863	170 965	160 636	98 831	29 783	8 258	**631 336**	2,51
Nombre de logements	**1 428 125**	**1 986 405**	**2 336 120**	**1 618 652**	**487 778**	**109 023**	**7 966 103**	**2,76**

TABLEAU D.02-3

Caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population de 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**4 938 100**	**2 885 850**	**4 421 781**	**3 435 842**	**3 012 237**	**2 640 301**	**2 476 050**	**23 810 161**
Type de logement :								
Maison individuelle ou ferme	3 149 643	1 775 202	1 803 045	1 480 033	1 837 035	1 813 814	1 449 632	**13 308 404**
Logement dans un immeuble collectif	1 602 616	1 007 637	2 532 098	1 881 666	1 095 120	761 075	964 970	**9 845 182**
Logement-foyer pour personnes âgées	3 728	2 212	8 094	26 661	45 809	30 886	15 523	**132 913**
Chambre d'hôtel	15 120	13 305	4 385	1 648	887	1 461	2 306	**39 112**
Construction provisoire, habitation de fortune	3 863	2 405	2 592	1 765	1 921	2 557	3 965	**19 068**
Pièce indépendante louée, sous-louée ou prêtée	72 384	41 906	28 991	18 152	14 549	15 531	21 637	**213 150**
Autres	90 746	43 183	42 576	25 917	16 916	14 977	18 017	**252 332**
Statut d'occupation :								
Propriétaire	2 846 616	1 494 587	2 061 221	1 748 211	1 888 356	1 696 979	1 298 662	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	1 732 974	1 214 118	2 170 567	1 559 988	1 023 950	871 644	1 112 519	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	1 542 485	925 250	938 401	612 171	423 746	392 356	590 910	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	63 972	214 827	1 171 884	902 728	567 467	447 219	436 713	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	126 517	74 041	60 282	45 089	32 737	32 069	84 896	**455 631**
Logé gratuitement	358 510	177 145	189 993	127 643	99 931	71 678	64 869	**1 089 769**
Évacuation des eaux usées :								
Tout-à-l'égout	3 357 788	2 319 377	3 902 471	2 966 067	2 408 995	2 073 162	2 025 072	**19 052 932**
Fosse septique	1 287 747	461 937	460 310	437 527	569 981	537 353	425 736	**4 180 591**
Autre cas	292 565	104 536	59 000	32 248	33 261	29 786	25 242	**576 638**
Moyen de chauffage :								
Logement équipé d'un chauffage central collectif	197 271	313 681	1 631 046	1 576 482	606 489	119 287	156 654	**4 600 910**
Logement équipé d'un chauffage central individuel	2 150 607	1 482 128	2 023 876	1 416 147	1 191 630	802 532	968 242	**10 035 162**
Chauffage « tout électrique »	1 105 452	506 920	368 284	261 362	909 084	1 207 097	1 038 093	**5 396 292**
Autres moyens de chauffage	1 484 770	583 121	398 575	181 851	305 034	511 385	313 061	**3 777 797**
Confort du logement :								
Ni baignoire, ni douche, sans W.-C. à l'intérieur	188 536	74 720	19 482	6 215	2 941	2 852	3 722	**298 468**
Ni baignoire, ni douche, avec W.C. à l'intérieur	144 054	71 516	23 194	8 247	3 743	2 771	3 544	**257 069**
Baignoire ou douche, sans W.-C à l'intérieur	190 966	110 026	75 109	46 032	37 266	36 136	37 364	**532 899**
Baignoire ou douche, W.-C. intérieur, sans chauffage central	1 175 778	471 803	368 364	173 978	297 175	500 369	302 761	**3 290 228**
Baignoire ou douche, W.-C. intérieur, avec chauffage central	3 238 766	2 157 785	3 935 632	3 201 370	2 671 112	2 098 173	2 128 659	**19 431 497**
Garage-box-parking	2 169 812	1 266 348	2 319 008	2 197 165	2 281 051	2 106 878	1 955 531	**14 295 793**
Nombre moyen :								
- de personnes par logement	2,17	2,25	2,27	2,34	2,50	2,92	2,71	**2,40**
- de personnes par pièce	0,56	0,61	0,61	0,62	0,62	0,70	0,72	**0,62**
- de pièces par logement	3,86	3,71	3,73	3,81	4,07	4,15	3,78	**3,86**

TABLEAU D.02-4

Caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**1 526 573**	**3 028 244**	**5 299 675**	**6 418 808**	**4 432 943**	**3 103 918**	**23 810 161**
Type de logement :							
Maison individuelle ou ferme	79 489	587 350	2 042 424	4 069 564	3 657 257	2 872 320	**13 308 404**
Logement dans un immeuble collectif	1 209 659	2 327 288	3 146 028	2 243 654	720 252	198 301	**9 845 182**
Logement-foyer pour personnes âgées	102 653	21 248	4 501	2 723	1 123	665	**132 913**
Autres	134 772	92 358	106 722	102 867	54 311	32 632	**523 662**
Statut d'occupation :							
Propriétaire	138 037	722 361	2 170 345	3 904 583	3 419 416	2 679 890	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	1 307 651	2 137 471	2 858 946	2 213 454	849 271	318 967	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	798 865	1 370 742	1 464 522	1 057 635	484 484	249 071	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	243 876	674 442	1 344 276	1 126 308	353 095	62 813	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	264 910	92 287	50 148	29 511	11 692	7 083	**455 631**
Logé gratuitement	80 885	168 412	270 384	300 771	164 256	105 061	**1 089 769**
Installations sanitaires :							
Ni baignoire, ni douche	119 827	138 706	142 900	100 829	34 515	18 760	**555 537**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	75 484	115 131	152 954	128 301	58 629	28 959	**559 458**
1 salle d'eau	1 322 684	2 751 520	4 913 710	5 825 108	3 640 266	1 853 270	**20 306 558**
2 salles d'eau ou plus	8 578	22 887	90 111	364 570	699 533	1 202 929	**2 388 608**
W.-C. à l'intérieur du logement	1 362 721	2 874 965	5 117 197	6 244 280	4 339 024	3 040 607	**22 978 794**
W.-C. à l'extérieur du logement	163 852	153 279	182 478	174 528	93 919	63 311	**831 367**
Époque d'achèvement :							
Avant 1915	366 096	806 498	1 098 026	1 093 094	773 124	801 262	**4 938 100**
De 1915 à 1948	212 469	476 516	690 635	691 062	442 588	372 580	**2 885 850**
De 1949 à 1967	169 117	502 366	1 292 140	1 400 528	696 502	361 128	**4 421 781**
De 1968 à 1974	220 780	370 460	792 191	1 050 528	652 302	349 581	**3 435 842**
De 1975 à 1981	181 822	281 295	532 492	841 169	731 623	443 836	**3 012 237**
De 1982 à 1989	134 696	251 146	425 474	737 230	661 335	430 420	**2 640 301**
1990 et après	241 593	339 963	468 717	605 197	475 469	345 111	**2 476 050**
Nombre de personnes du ménage :							
1 personne	1 339 256	1 987 147	1 895 805	1 271 520	565 233	321 551	**7 380 512**
2 personnes	154 781	823 171	1 980 886	2 201 302	1 380 479	873 906	**7 414 525**
3 personnes	21 770	152 131	895 550	1 295 729	900 882	584 015	**3 850 077**
4 personnes	7 341	47 791	405 764	1 127 976	986 790	701 437	**3 277 099**
5 personnes	2 217	12 594	90 490	374 036	424 260	417 638	**1 321 235**
6 personnes ou plus	1 208	5 410	31 180	148 245	175 299	205 371	**566 713**

TABLEAU D.02-5

Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**2 674 030**	**4 450 426**	**4 740 025**	**3 919 424**	**4 915 551**	**3 110 705**	**23 810 161**
Statut d'occupation :							
Propriétaire	280 603	1 772 240	2 773 931	2 616 076	3 576 553	2 015 229	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	2 233 750	2 456 921	1 784 144	1 164 184	1 171 266	875 495	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	1 454 943	1 433 923	928 266	590 335	554 015	463 837	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	538 661	949 584	803 934	535 322	587 455	389 854	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	240 146	73 414	51 944	38 527	29 796	21 804	**455 631**
Logé gratuitement	159 677	221 265	181 950	139 164	167 732	219 981	**1 089 769**
Surface du logement :							
Moins de 40 m²	936 886	433 766	279 346	229 133	292 096	326 502	**2 497 729**
De 40 à moins de 70 m²	1 086 912	1 386 006	1 027 688	848 321	1 403 843	1 149 227	**6 901 997**
De 70 à moins de 100 m²	496 928	1 616 349	1 866 444	1 553 817	1 976 642	1 093 996	**8 604 176**
De 100 m² à moins de 150 m²	131 315	831 826	1 218 243	984 127	962 227	417 746	**4 545 484**
150 m² ou plus	21 989	182 479	348 304	304 026	280 743	123 234	**1 260 775**
Installations sanitaires :							
Ni baignoire, ni douche	34 281	36 537	50 247	66 665	153 304	214 503	**555 537**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	77 856	100 653	94 418	80 905	112 340	93 286	**559 458**
1 salle d'eau	2 506 245	3 953 553	3 937 407	3 168 425	4 133 794	2 607 134	**20 306 558**
2 salles d'eau ou plus	55 648	359 683	657 953	603 429	516 113	195 782	**2 388 608**
W.-C. à l'intérieur du logement	2 567 008	4 322 736	4 609 655	3 797 622	4 729 606	2 952 167	**22 978 794**
W.-C. à l'extérieur du logement	107 022	127 690	130 370	121 802	185 945	158 538	**831 367**
Époque d'achèvement :							
Avant 1915	604 696	809 535	786 511	700 507	1 120 620	916 231	**4 938 100**
De 1915 à 1948	356 600	529 950	518 520	430 672	594 090	456 018	**2 885 850**
De 1949 à 1967	435 080	754 862	725 316	586 859	1 142 671	776 993	**4 421 781**
De 1968 à 1974	333 327	559 177	537 613	681 369	913 408	410 948	**3 435 842**
De 1975 à 1981	232 956	419 792	684 406	790 154	591 937	292 992	**3 012 237**
De 1982 à 1989	229 714	521 223	928 702	472 336	326 468	161 858	**2 640 301**
1990 et après	481 657	855 887	558 957	257 527	226 357	95 665	**2 476 050**
Nombre moyen :							
- de personnes par logement	1,79	2,95	3,21	2,54	1,90	1,53	**2,40**
- de personnes par pièce	0,72	0,78	0,75	0,59	0,47	0,42	**0,62**
- de pièces par logement	2,49	3,73	4,29	4,29	4,08	3,68	**3,86**

TABLEAU D.02-6

Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	Ensemble
Ensemble des immeubles collectifs d'au moins 2 logements d'habitation	**421 573**	**233 504**	**332 678**	**181 447**	**108 939**	**102 068**	**112 741**	**1 492 950**
Services :								
Gardien	35 833	22 474	102 041	73 527	38 395	25 748	21 257	**319 275**
Digicode-interphone	179 698	91 679	157 240	96 243	54 701	53 720	72 843	**706 124**
Ascenseur	30 069	17 609	52 732	60 930	41 377	27 578	33 324	**263 619**
Garage, box ou parking	105 619	70 560	188 323	126 809	84 711	80 429	89 834	**746 285**

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Part des services de santé dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne.

Graphique. Structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux (en %) en 1999.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépenses courantes de santé.
3. Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux.
4. Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans des pays de l'OCDE.
7. Personnels hospitaliers.
8. Médecins selon le mode d'exercice.

9A. Établissements de santé.

9B. Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée.

10. Accueil des enfants de moins de six ans.
11. Équipement et activité de l'hospitalisation complète.
12. Établissements pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

1. PRÉSENTATION

La dépense courante de santé atteint, en 1999, 871 milliards, soit 14 300 francs en moyenne par habitant. La dépense nationale de santé représente 9,5 % du produit intérieur brut, ratio stable depuis 1997. La part des dépenses de santé dans le PIB augmente depuis 1990 de 0,8 point.

La consommation de soins et de biens médicaux s'élève à 749 milliards de francs (+ 3,5 % en valeur et + 3 % en volume par rapport à 1998), dont près de la moitié relève du secteur hospitalier. Pour la plupart des postes de consommation, la hausse constatée reste en deçà de celles du début des années 1990. Avec + 1,3 % en volume, la croissance des dépenses du secteur hospitalier s'inscrit dans le ralentissement observé depuis 1990; leur hausse est liée au développement des sections médicalisées (5,8 % en valeur). Avec le développement de l'activité hospitalière de long séjour, cette évolution reflète à la fois la recomposition progressive de l'offre de lits hospitaliers et les besoins en hébergement des personnes âgées.

En 1999, la consommation de soins ambulatoires (1/4 de la consommation des soins et de biens médicaux) augmente en valeur de 2,6 % (contre 3,8 % en 1998) et de 2,1 % en volume, grâce à la modération des prix (+ 0,5 %) dont la hausse est la plus faible, avec celle de 1998, observée depuis le début de la décennie.

En 1999, la consommation de médicaments (1/5 de la consommation de soins et de biens médicaux), est en forte augmentation (6,2 % en volume) et reste, comme en 1998, le facteur qui contribue le plus à la croissance des soins et biens médicaux.

Le financement de la dépense courante de santé est assuré au trois quarts par la Sécurité sociale. La part des ménages (11 %) diminue depuis 1995 contrairement à celle des mutuelles (7 % en 1999 contre 6 en 1990). Celle de l'État et des collectivités locales reste à 1 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé sont présentés en base 1995, depuis l'édition 2000. Cette nouvelle base introduit les changements suivants :

— Des modifications conceptuelles

- une extension du champ géographique aux départements d'Outre-mer;

- une comptabilisation des opérations en droits constatés. Désormais, l'enregistrement des dépenses et des recettes par les organismes de Sécurité sociale et les acteurs du système de santé se fait à la date des soins et non plus à celle du remboursement ou du paiement. La comptabilisation des opérations des administrations publiques est en cohérence avec le reste de la Comptabilité nationale.

— Des modifications de champ et de nomenclature

Les services de soins à domicile et le poste « petits matériels et pansements » sont intégrés dans la base 1995 des comptes. Les consultations externes des hôpitaux publics sont classés en soins ambulatoires. Les services mobiles d'urgence et de réanimation restent intégrés dans l'ensemble du budget global hospitalier.

— Des révisions de certaines évaluations

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

— Les effets des modifications et révisions

Les modifications et révisions de la base 1995 induisent une baisse de la consommation de soins et de biens médicaux de 0,2 point de PIB par rapport à la base précédente. Les remboursements de la Sécurité sociale n'étant pratiquement pas modifiés (hormis le passage en date de soins et de délivrance des médicaments), ces changements entraînent une modification significative de l'évolution du taux de couverture qui, pour 1997, passe de 73,9 % en base 1980 à 75,5 % en base 1995.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs de l'ensemble du système de santé (Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire - Mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance - ménages). Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de recherche, de formation et de gestion de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires ainsi que les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

— les établissements publics de santé;

— les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier;

— les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La DREES exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales

— pour le secteur privé :

(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées

Enquête sur le SIDA

La surveillance nationale du SIDA provenant de l'injection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986 selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé et revue en 1987 et en 1993. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission. Une enquête nationale transversale sur la fréquentation hospitalière des patients infectés par le VIH est réalisée, à l'initiative de la Direction des hôpitaux, par la DREES, en collaboration avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; elle a lieu deux fois par an, en juin et en décembre.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10e révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3° du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10e révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre :

1) la consommation de soins et de biens médicaux :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et les soins en section médicalisées;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les autres biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

2) la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :

- Les dépenses pour les malades :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

  - Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),
  - Les soins aux collectivités (armées, prisons),
  - Les médicaments,
  - Les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins;

- Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

- Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

- Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

- Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

— attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément;

— attribution de la carte d'invalidité;

— orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

- Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du travail et de l'emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

— les structures de travail protégé;

— les structures de réinsertion professionnelle;

— les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

- Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes,

compétents, compétents exclusifs et les spécialistes; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés).

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

— Médecins généralistes : médecins n'ayant aucune qualification ordinale. Dans les tableaux présentés, la rubrique « spécialistes » inclut les médecins compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier.

— Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat «nouveau régime»). La filière se divise en six disciplines :

— spécialités médicales;

— spécialités chirurgicales;

— psychiatrie;

— santé publique;

— médecine du travail;

— biologie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

— INSEE.

— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des statistiques (DREES) :

- Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).
- Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.
- *Solidarité - Santé. – Études statistiques* :

— N° 5, 1999 : « Les médecins par département au premier janvier 1999, effectifs et densités par département, région et situation professionnelle, effectifs par spécialité exercée et par secteur d'activité (données nationales) »;

— N° 7, 1999 : « Statistiques annuelles des établissements de santé - SAE 97 »;

— N° 9, 1999 : « Le compte de la santé »;

— N° 12, 1999 : « Les médecins par spécialité inscrits au répertoire Adeli au premier janvier 1999 - effectifs et densités par département, région et situation professionnelle, répartitions par tranche d'âge »;

— N° 13, 1999 : « La formation aux professions de la santé en 1998-1999 »;

— N° 14, 1999 : « la formation aux professions sociales en 1998-1999 ».

- *Études et résultats*

— N° 6, février 1999 : « Les biologistes médicaux : environ dix mille biologistes en activité jusqu'en 2010 »;

— N° 12, mars 1999 : « Les infirmiers en activité : croissance des effectifs à un rythme moins élevé dans les vingt prochaines années »;

— N° 17, mai 1999 : « Les sages-femmes : une profession en expansion »;

— N° 19, juin 1999 : « La protection des personnes à bas revenus dans les pays européens »;

— N° 20, juin 1999 : « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 1998 »;

— N° 24, juillet 1999 : « L'activité des hôpitaux en 1997 et 1998 »;

— N° 39, novembre 1999 : « L'accès à l'allocation aux adultes handicapés »;

— N° 44, décembre 1999 : « Les effectifs et la durée du travail des médecins au premier janvier 1999 »;

— N° 47, janvier 2000 : « La consommation de médicaments dans les principaux pays industrialisés »;

— N° 50, février 2000 : « La conjoncture des hôpitaux publics et privés participant au service public hospitalier au troisième trimestre 1999 : léger ralentissement de l'activité »;

— N° 54, mars 2000 : « 330 000 aides-soignants en 1999 »;

— N° 71, juillet 2000 : « Les comptes de la santé en 1999 »;

— N° 72, juillet 2000 : « les passages aux urgences de 1990 à 1998 : une demande croissante de soins non programmés »;

— N° 74, juillet 2000 : « La prise en charge de la dépendance des personnes âgées : une comparaison internationale »;

— N° 81, septembre 2000 : « Les motifs d'hospitalisation en 1998 »;

— N° 94, décembre 2000 : « Le nombre de personnes âgées dépendantes d'après l'enquête handicaps-incapacité, dépendance »;

— N° 99, janvier 2001 : « Les médecins omnipraticiens au 1er janvier 2000 ».

● *Documents statistiques :*

— N° 278, février 1997 : « Les établissements et services de l'Aide sociale à l'enfance. Activité, clientèle et personnel. Série chronologique : 1985 à 1996 »;

— N° 280, février 1997 : « Les établissements et services en faveur des enfants et adolescents handicapés. Activité, clientèle et personnel - série chronologique - 1985 à 1996 »;

— N° 281, février 1997 : « Les établissements et services en faveur des adultes handicapés. Activité, clientèle et personnel - série chronologique - 1985 à 1996 »;

— N° 287, septembre 1997 : « Les commissions départementales d'éducation spéciale (CDES). Enquête annuelle 1995-1996 »;

— N° 296, décembre 1997 : « Enquête sur les médecins salariés »;

— N° 306, 1999 : « Les secteurs de psychiatrie infanto-juvénile en 1995 »;

— N° 308, 1999 : « Les services d'aide médicale urgente (SAMU), les centres 15 et les services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) en 1996 »;

— N° 318, 1999 : « Les médecins par spécialité au premier janvier 1998 »;

— N° 319, 1999 : « Le recours aux soins hospitaliers pour hépatite C chronique, résultats de l'enquête « une semaine donnée » du 30 mars au 5 avril 1998 »;

— N° 3, juin 2000 : « Rapports sur les comptes de la santé 1999 »;

— N° 9, août 2000 : « Les professions de santé au 1er janvier 2000 »; répertoire ADELI;

— N° 14, décembre 2000 : « Les médecins : estimations au 1er janvier 2000 »;

— N° 15, décembre 2000 : « La formation aux professions de santé en 1999-2000 »;

— N° 16, décembre 2000 : « La formation aux professions sociales en 1999-2000 ».

● *Informations rapides* :

— N° 96, mars 1998 : « Médecins, une baisse programmée des effectifs entre 2004 et 2009 »;

— N° 98, mars 1998 : « SIDA : dix ans d'évolution de la prise en charge »;

— N° 99, avril 1998 : « Le recours aux soins hospitaliers pour l'hépatite C chronique ».

INSEE :

● *INSEE-Première*

— « L'assurance complémentaire maladie : une diffusion encore inégale », n°523, juin 1997;

— « État de santé et accès aux soins des allocataires du RMI », n°655, juin 1999;

— « Les personnes dépendantes en institution », n°669, août 1999;

— « Trois quarts des français se considèrent en bonne santé », n°702, mars 2000;

— « Généraliste puis spécialiste : un parcours peu fréquent », n°709, avril 2000.

● *Données sociales,* INSEE, 1999

— « La santé comparée en Europe et en Amérique », G. Badeyan, D. Foulon, J. Gottely, P. Gottely, P. Pauriche;

— « Les différences de mortalité par milieu social restent fortes », A. Mesrine;

— « Les disparités spatiales de mortalité en France : la mortalité des adultes en âge d'activité », S. Rican, G. Salem;

— « La périnatalité et la première année de la vie », G. Badeyan;

— « La prise en charge des personnes âgées : maintien à domicile ou hébergement collectif », C. Aliaga, M. Neiss;

— « Les maladies traitées dans les hôpitaux et les cliniques », M.C. Mouquet;

— « Les risques professionnels pour la santé », O. Héran-Le Roy.

● *Économie et statistique (INSEE)*

— « Les médecins de demain », n° 274, 1994-4;

— « Dossier santé », n° 315, mai 1995.

● *INSEE-Résultats*

— « Enquête sur la santé et les soins médicaux 1991-1992 » (consommation, modes de vie), n° 64-65-66, novembre 1994.

Autres publications ou sources :

● La santé en France 1994-1998, Haut-Comité de la Santé publique , *La Documentation française*, novembre 1998.

● *Base de données Eco-santé, OCDE 1998.*

● *Annuaire statistique des assurances* 1991-1998, *OCDE.*

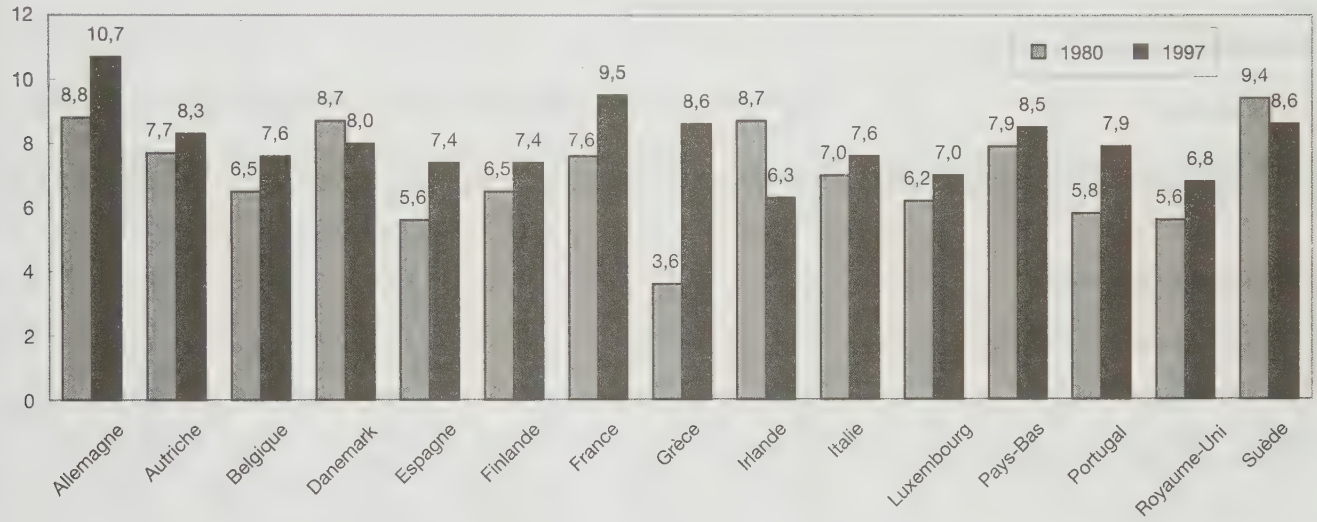
● *Annuaire* 1988-1998, *Eurostat.*

*
* *

GRAPHIQUE D.03-1

Part des services de santé (1) dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne

En %

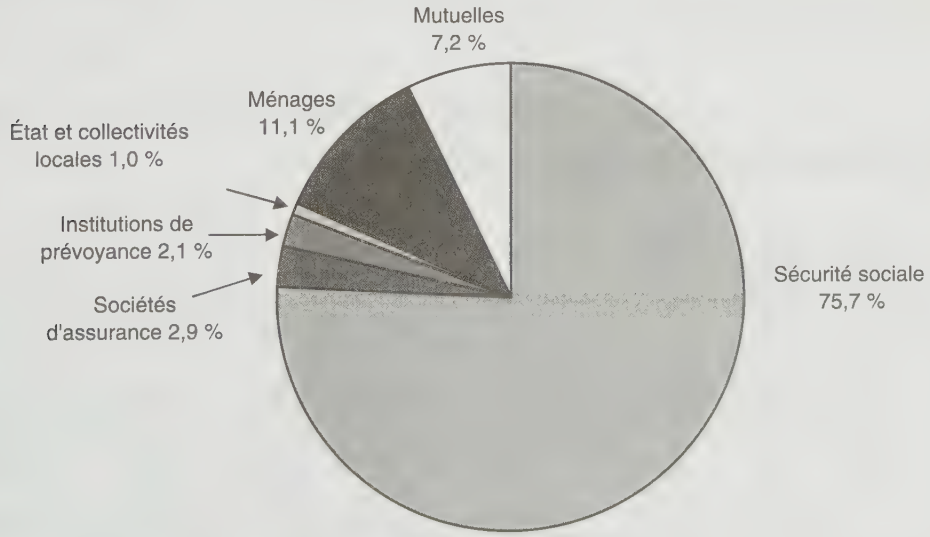


(1) Services de santé : services médicaux et dépenses de santé

Source : Eurostat

GRAPHIQUE D.03-2

Structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux (en %) en 1999



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Comptes de la santé, DREES

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1990	1995	1997	1998	1999
Dépense courante de santé :					
En valeur (en millions de francs)	605 313	785 297	817 430	850 046	871 405
Taux d'évolution en %	...	...	1,8	4,0	3,5
Consommation médicale totale :					
En valeur (en millions de francs) (*1*)	526 302	683 364	713 286	740 313	766 649
Taux d'évolution en %	...	5,0	1,9	4,1	3,6

(1) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés avant l'édition 2000.

TABLEAU D.03-2

Dépenses courantes de santé

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité :* Million de francs

	1990	1995	1997	1998	1999
Dépenses de soins et biens médicaux	**527 628**	**685 160**	**713 478**	**741 614**	**756 258**
Aide aux malades	**36 579**	**43 625**	**43 615**	**46 204**	**49 134**
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	**5 544**	**9 650**	**10 076**	**9 625**	**10 399**
Dépenses pour les malades	**569 751**	**738 435**	**767 169**	**797 443**	**815 791**
Dépenses de médecine préventive	11 407	14 688	15 956	16 623	17 177
Missions de santé publique à caractère général	1 818	3 155	3 477	3 754	3 737
Dépenses de prévention	**13 225**	**17 843**	**19 433**	**20 377**	**20 914**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	20 048	28 598	30 306	31 577	34 674
Dépenses de formation	3 431	4 025	4 167	4 482	4 541
Dépenses en faveur du système de soins	**23 479**	**32 623**	**34 473**	**36 059**	**39 215**
Gestion générale	9 231	12 490	13 890	14 537	15 035
Double compte	– 10 373	– 16 094	– 17 535	– 18 370	– 19 550
Total général de dépenses courantes de santé	**605 313**	**785 297**	**817 430**	**850 046**	**871 405**

(1) Depuis 1999, les comptes sont en base 95, il n'y a pas de continuité entre ce tableau et ceux publiés avant l'édition 2000.

TABLEAU D.03-3

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — %

	1990	1996	1997	1998	1999
Sécurité sociale	76,0	75,4	75,5	75,5	75,7
État et collectivités locales	1,1	1,0	1,1	1,1	1,0
Mutuelles	6,1	7,0	7,0	7,1	7,2
Sociétés d'assurances	...	3,2	2,9	3,0	2,9
Institutions de prévoyance	16,8	1,7	1,9	2,0	2,1
Ménages	...	11,7	11,6	11,3	11,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) *Unité :* Millier

	1985	1990	1995	1997	1998	*p* 1999
Consultations	168 003	212 610	257 477	266 663	274 748	278 800
Visites	58 567	60 515	58 669	57 622	57 921	56 175
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**324 285**	**332 669**	**334 975**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 314 583	1 337 359	1 353 988
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1) (2)	624 031	807 498	833 163	904 660	955 869	965 961
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 373 462	1 439 704	1 469 155
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	6 852 499	7 309 731	7 472 989
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	157 020 *r*	164 113	169 860
dont : moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	93 185	97 576	100 391
plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	57 535	60 235	63 230

(1) Coefficients.
(2) Cette rubrique ne comprend plus de ZB à compter de 1993, cette lettre-clé ayant été supprimée fin 1989.

TABLEAU D.03-5A

Effectifs des professions de santé

Situation au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), Ordre des Pharmaciens CARPIMKO (1)

	1990	1995	1997	1999	2000	Densité (2)
Professions médicales et pharmaceutiques						
Médecins	148 089	169 554	...	193 200	194 000	332
Chirurgiens-dentistes	37 931	39 714	39 471	40 088	40 539	69
Sages-femmes	10 705	12 218	13 148	13 921	14 353	98
Pharmaciens	51 367	53 810	55 137	56 195	58 407	100
Auxiliaires médicaux						
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	242 953	281 764	294 268	317 081	332 469	568
Infirmiers de secteur psychiatrique	61 527	58 853	53 650	50 045	50 457	86
Masseurs-kinésithérapeutes	38 257	45 783	49 476	50 474	52 056	89
Pédicures-podologues	...	...	6 678	8 332	8 789	15
Orthophonistes	10 000	12 056	12 778	13 097	13 483	4
Orthoptistes	1 445	1 814	...	1 229	1 313	2
Opticiens-lunetiers	...	...	...	9 280	10 012	17

(1) CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthoptistes et orthophonistes.
(2) Densité pour 100 000 habitants ou pour 100 000 femmes de 15 à 49 ans (sages-femmes).

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 2000

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), CARPIMKO (1)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion	**Total**
Médecins	785	219	762	1 458	**3 224**
Chirurgiens-dentistes	138	39	134	352	**663**
Sages-femmes	136	45	137	191	**509**
Pharmaciens	229	53	230	379	**891**
Infirmiers diplômés d'État	1 338	198	1 663	2 805	**6 004**
Infirmiers psychiatriques	282	.	2	334	**618**
Masseurs-kinésithérapeutes	191	43	179	490	**903**
Pédicures-podologues	25	6	26	17	**74**
Orthophonistes	43	8	38	175	**264**
Orthoptistes	8	2	6	19	**35**
Opticiens-lunetiers	28	11	29	63	**131**

(1) CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthoptistes et orthophonistes.

TABLEAU D.03-6

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans les pays de l'OCDE

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

%

	1980	1985	1990	1994	1995	1996	*e* 1997
Allemagne (1)	8,8	9,3	8,7	10,0	10,4	10,8	10,7
Australie	...	...	8,2	...	8,4	8,6	8,4
Autriche	7,7	6,7	7,2	8,0	8,0	8,0	8,3
Belgique	6,5	7,3	7,5	8,0	7,9	7,8	7,6
Canada	7,3	8,4	9,2	9,9	9,4	9,3	9,2
Corée	...	...	5,2	...	5,4	5,9	6,0
Danemark	8,7	8,2	8,3	8,2	8,1	8,1	8,0
Espagne	5,6	5,6	6,9	7,4	7,3	7,4	7,4
États-Unis	9,1	10,6	12,6	14,1	14,1	14,1	13,9
Finlande	6,5	7,3	8,0	7,9	7,7	7,8	7,4
France	**7,6**	**8,5**	**8,7**	**9,7**	**9,6**	**9,6**	**9,5**
Grèce	3,6	4,0	7,6	5,4	8,4	8,4	8,6
Hongrie	...	...	6,1	...	7,0	6,6	6,5
Irlande	8,7	7,9	6,7	7,2	7,0	6,4	6,3
Islande	...	...	7,9	...	8,2	8,2	7,9
Italie	7,0	7,1	8,1	8,4	7,7	7,8	7,6
Japon	6,4	6,7	6,1	7,0	7,2	7,1	7,2
Luxembourg	6,2	6,1	6,6	6,5	6,7	6,8	7,0
Mexique	...	...	3,6	...	4,9	4,6	4,7
Norvège	...	...	7,8	...	8,0	7,8	7,5
Nouvelle-Zélande	...	...	7,0	...	7,3	7,3	7,6
Pays-Bas	7,9	7,9	8,3	8,8	8,8	8,7	8,5
Pologne			4,4	...	4,5	4,9	5,2
Portugal	5,8	6,3	6,4	7,8	7,8	7,9	7,9
Royaume-Uni	5,6	5,9	6,0	6,9	3,9	6,9	6,8
Suède	9,4	9,0	8,8	8,7	8,5	8,6	8,6
Suisse	...	...	8,3	...	9,6	10,1	10,0
Tchèque (République)	...	...	5,4	...	7,5	7,2	7,2
Turquie	...	...	3,6	...	3,3	3,8	4,0
Moyenne OCDE	...	...	**9,0**	...	**10,0**	**10,0**	**9,9**
Moyenne Union européenne	...	...	**9,7**	...	**10,5**	**10,5**	**10,4**

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU D.03-7A

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1999 *(p)*

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens	**83 748**	39 166	**54 974**	16 053	**138 722**	**55 219**
Internes en médecine, en odontologie et en pharmacie (1)	**18 444**	...	**1 472**	...	**19 916**	...

(1) Y compris les Faisants Fonctions d'interne (FFI) et les Diplomés interuniversitaires de Spécialité (DIS).

TABLEAU D.03-7B

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1999 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Personnel de direction	**3 978**	3 741	**5 399**	3 767	**9 377**	**7 508**
Autre personnel administratif	**72 486**	54 745	**32 323**	22 495	**104 809**	**77 240**
Personnel d'encadrement du personnel soignant (1)	**25 488**	23 611	**7 503**	6 527	**32 991**	**30 138**
Infirmiers (y compris de secteur psychiatrique)	**171 238**	130 084	**58 657**	42 136	**229 895**	**172 220**
Infirmiers spécialisés	**16 058**	12 363	**5 682**	4 354	**21 740**	**16 717**
Autres personnels des services médicaux	**13 391**	7 558	**10 246**	4 531	**23 637**	**12 089**
Aides soignants	**158 870**	135 627	**47 877**	36 992	**206 747**	**172 619**
Agents des services hospitaliers et autres personnels secondaires des services médicaux	**76 517**	66 710	**34 346**	26 037	**110 863**	**92 747**
Psychologues	**5 855**	3 446	**1 651**	400	**7 506**	**3 846**
Sages-femmes	**7 037**	4 703	**3 347**	2 099	**10 384**	**6 802**
Personnels des services de soins	**479 454**	384 102	**169 309**	123 076	**648 763**	**507 178**
Personnels éducatifs et sociaux	**8 376**	5 885	**4 592**	2 839	**12 968**	**8 724**
Personnels médico-techniques	**34 593**	26 260	**10 002**	6 685	**44 595**	**32 945**
Personnels techniques	**87 370**	81 265	**31 725**	23 652	**119 095**	**104 917**
Total	**686 257**	**555 998**	**253 350**	**182 514**	**939 607**	**738 512**

(1) Y compris les infirmiers généraux.

TABLEAU D.03-8

Médecins selon le mode d'exercice

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1980	1999	e 2000
Ensemble des médecins libéraux	**69 963**	**116 899**	**117 041**
Généralistes	43 290	67 402	67 072
Spécialistes	26 673	49 497	49 969
Ensemble des médecins salariés	**42 508**	**76 301**	**76 959**
Généralistes	27 373	27 487	27 674
Spécialistes	15 135	48 814	49 285
Ensemble des médecins généralistes	**70 663**	**94 889**	**94 746**
Ensemble des médecins spécialistes	**41 808**	**98 311**	**99 254**
Ensemble des médecins	**112 471**	**193 200**	**194 000**

TABLEAU D.03-9A

Établissements de santé

Équipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 1999

Source : Ministère de l' Emploi et de la Solidarité (DREES)

Catégorie d'établissements	Établissements (1) ou entités juridiques	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	**Total des lits et places**
Public							
Centre hospitalier régional	29	86 513	3 083	4 839	404	1 173	**96 012**
Centre hospitalier	562	171 877	61 778	7 713	567	404	**242 339**
Hôpital local	349	23 214	33 375	53	–	62	**56 704**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	93	35 943	1 687	14 512	...	552	**52 694**
Autres établissements	25	1 248	580	–	6	–	**1 834**
Total public	**1 058**	**318 795**	**100 503**	**27 117**	**977**	**2 191**	**449 583**
Privé							
Établissement de soins de courte durée	1 075	98 284	1 404	2 592	6 052	77	**108 409**
Établissement d'enfants à caractère sanitaire	74	4 393	36	156	...	...	**4 585**
Établissement de soins de suite et réadaptation, de soins de longue durée	728	47 625	975	2 720	19	...	**51 339**
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	24	7 990	179	2 233	...	30	**10 432**
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	302	14 891	...	3 222	13	5	18 131
Traitements et soins à domicile, dialyse ambulatoire	536	64	...	...	...	1 203	1 267
Autres établissements (2)	405						
Total privé	**3 144**	**173 247**	**2 594**	**10 923**	**6 084**	**1 315**	**194 163**
Total public et privé	**4 202**	**492 042**	**103 097**	**38 040**	**7 061**	**3 506**	**643 746**

(1) On recense des entités juridiques pour le secteur public et les hôpitaux privés faisant fonction de publics et des établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) Établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU D.03-9B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée

France entière (pour les établissements)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1990	1992	1994	1996
Établissements				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932
Autres établissements autonomes	315	196	179	170
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	736	786	820	853
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120
Hospices et maisons de retraite publics	n.s	n.s	n.s	n.s
Capacité d'accueil (en lits ou logements)				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s	n.s
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**
Total général (en lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Accueil des enfants de moins de six ans

Situation au 31 décembre 1998

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Établissements	Places	Assistantes maternelles
Accueil collectif (en nombre de places)			
Crèches collectives traditionnelles de quartier	1 848	90 100	///
Crèches collectives traditionnelles de personnel	227	14 900	///
Crèches collectives mini-crèches	372	6 700	///
Crèches parentales	225	3 300	///
Multi-accueil traditionnel : Crèches collectives	1 113	18 200	///
Multi-accueil traditionnel : Haltes garderies	...	10 500	///
Multi-accueil parental : Crèches collectives	515	5 200	///
Multi-accueil parental : Haltes garderies	...	2 400	///
Jardins d'enfants	294	10 400	///
Haltes- garderies traditionnelles	2 909	51 600	///
Haltes- garderies parentales	267	3 500	///
Accueil familial			
Crèches familiales (en nombre d'enfants inscrits)	1 103	60 900	26 500
Assistantes maternelles agréées à la journée (en capacité d'accueil)	...	724 100	300 700
Assistantes maternelles agréées à titre permanent (en capacité d'accueil)	...	91 400	57 200
Assistantes maternelles mixtes (en capacité d'accueil)	...	13 600	8 900

TABLEAU D.03-11A

Équipement de l'hospitalisation complète

Situation au 1er janvier 1999 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public	Privé	Ensemble
Lits installés			
Médecine et spécialités médicales	94 897	24 415	119 312
Chirurgie et spécialités chirurgicales	48 043	56 564	104 607
Obstétrique	15 083	9 970	25 053
Total soins de courte durée (MCO) (1)	**158 023**	**90 949**	**248 972**
Psychiatrie	46 030	21 448	67 478
Toxicomanie et alcoolisme	1 174	638	1 812
Total soins de courte durée	**205 227**	**113 035**	**318 262**
Soins de suite et de réadaptation	38 287	53 051	91 338
Soins de longue durée	75 273	7 161	82 434
Total	**318 787**	**173 247**	**492 034**

(1) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique.

TABLEAU D.03-11B

Activité de l'hospitalisation complète

Année 1999 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

Unité : Nombre d'entrées

	Public	Privé	**Total**
Médecine et spécialités médicales	4 239 088	1 080 549	**5 319 637**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	2 295 821	3 066 466	**5 362 287**
Obstétrique	797 771	492 264	**1 290 035**
Total soins de courte durée MCO (1) (2)	**7 332 680**	**4 639 279**	**11 971 959**
Psychiatrie	418 977	170 167	**589 144**
Toxicomanie et alcoolisme	17 105	6 935	**24 040**
Total soins de courte durée	**7 768 762**	**4 816 381**	**12 585 143**
Soins de suite et de réadaptation	366 256	489 439	**855 695**
Soins de longue durée	51 941	5 247	**57 188**
Total	**8 186 959**	**5 311 067**	**13 498 026**

(1) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique.
(2) La discipline médecine intègre la lutte contre le cancer.

TABLEAU D.03-12

Établissements pour handicapés

France entière

Au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Nombre d'établissements		Nombre de places	
	1994	1998	1994	1998
Établissement pour enfants déficients intellectuels	1 244	1 194	79 897	73 518
Établissement pour enfants polyhandicapés	56	132	1 782	4 057
Institut de rééducation	285	345	14 804	16 880
Établissement pour enfants déficients moteurs	125	125	7 826	7 767
Établissement pour enfants déficients sensoriels	156	138	13 301	11 777
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 866**	**1 934**	**117 610**	**113 999**
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	1 152	1 236	36 589	39 497
Maison d'accueil spécialisée	208	297	8 469	11 774
Foyer de vie pour adultes handicapés	718	892	24 422	30 022
Foyer à double tarification pour adultes handicapés lourds	102	191	3 312	6 427
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 180**	**2 616**	**72 792**	**87 720**
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	83	84	9 266	9 477

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Service médical de l'Assurance Maladie

Nature de l'affection	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Accident vasculaire cérébral invalidant	28 044	22 336	21 659	22 806	23 163	24 450
Aplasie médullaire	1 170	1 185	1 210	1 349	1 329	1 257
Artériopathie chronique et évolutive	68 707	59 958	59 075	60 450	59 413	65 716
Bilharziose compliquée	81	54	28	18	22	23
Cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave	36 958	35 120	34 751	37 197	38 819	40 807
Maladie chronique du foie et cirrhoses	9 978	12 538	14 296	17 294	17 851	18 052
Déficit immunitaire grave nécessitant un traitement prolongé	7 345	11 163	9 605	9 633	9 373	8 063
Diabète insulino-dépendant ou non-insulino-dépendant	61 796	66 560	69 631	76 139	81 118	91 751
Forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie)	5 849	5 717	5 665	5 984	8 350	8 626
Hémoglobinopathie homozygote	570	538	570	564	557	626
Hémophilie	413	445	491	529	553	577
Hypertension artérielle sévère	55 657	51 228	49 170	47 989	48 815	58 648
Infarctus aigu du myocarde datant de moins de 6 mois	13 673	13 179	12 680	14 416	16 021	16 312
Insuffisance respiratoire chronique grave	25 430	23 609	24 010	25 540	26 384	28 653
Lèpre	107	75	56	45	54	43
Maladie de Parkinson	6 709	6 215	6 312	6 705	7 183	7 948
Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé	4 514	3 962	3 772	3 924	2 977	2 594
Mucoviscidose	263	195	223	248	232	207
Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique pur primitif	5 034	4 741	4 714	4 810	5 035	5 407
Paraplégie	4 307	3 657	3 633	3 736	2 341	2 502
Périartérite noueuse, lupus érithémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive	2 151	2 402	2 496	2 581	3 962	4 262
Polyarthrite rhumatoïde évolutive grave	8 623	8 297	8 320	8 653	8 810	9 794
Psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale	105 079	94 324	93 912	97 216	99 357	107 779
Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives	4 614	6 322	6 486	7 090	7 099	7 749
Sclérose en plaques invalidante	2 536	2 736	2 730	3 337	3 399	3 876
Scoliose structurale évolutive	3 008	2 441	2 305	2 380	2 277	2 381
Spondylarthrite ankylosante grave	2 447	2 484	2 610	2 707	3 006	3 348
Suites de transplantation d'organe	255	195	157	117	73	94
Tuberculose active	8 709	7 455	6 657	6 732	6 253	6 138
Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	140 635	147 971	152 645	170 070	177 388	187 663
Affections non ventilées	–	–	1 689	5 395	3 615	4 169
Total	**614 662**	**597 102**	**601 558**	**645 654**	**664 829**	**719 515**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décès selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1995			1996			1997		
	Deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Maladies infectieuses et parasitaires (1)	**12 542**	**7 643**	**4 899**	**10 908**	**6 399**	**4 509**	**8 599**	**4 559**	**4 040**
Tumeurs	**146 641**	**88 378**	**58 263**	**147 765**	**89 213**	**58 552**	**146 837**	**88 703**	**58 134**
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	**5 166**	4 460	706	**5 158**	4 437	721	**4 922**	4 259	663
Tumeurs malignes de l'oesophage	**4 614**	3 948	666	**4 573**	3 858	715	**4 324**	3 616	708
Tumeurs malignes de l'estomac	**5 886**	3 534	2 352	**5 794**	3 530	2 264	**5 599**	3 421	2 178
Tumeurs malignes de l'intestin	**16 430**	8 506	7 924	**16 355**	8 467	7 888	**16 409**	8 610	7 799
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	**11 040**	6 941	4 099	**11 214**	7 220	3 994	**11 100**	7 123	3 977
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	**23 929**	20 325	3 604	**24 338**	20 525	3 813	**24 417**	20 635	3 782
Tumeurs malignes du sein	**10 897**	108	10 789	**11 153**	139	11 014	**10 955**	124	10 831
Tumeurs malignes de l'utérus	**2 979**	///	2 979	**2 982**	///	2 982	**2 975**	///	2 975
Tumeurs malignes de la prostate	**9 263**	9 263	///	**9 383**	9 383	///	**9 345**	9 345	///
Leucémies	**4 802**	2 571	2 231	**4 799**	2 605	2 194	**4 925**	2 652	2 273
Maladies endocriniennes	**13 886**	**5 299**	**8 587**	**13 965**	**5 482**	**8 483**	**14 053**	**5 302**	**8 751**
dont : Diabète sucré	**6 437**	2 677	3 760	**6 622**	2 882	3 740	**6 770**	2 788	3 982
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2 892**	**1 326**	**1 566**	**2 846**	**1 327**	**1 519**	**2 879**	**1 339**	**1 540**
Troubles mentaux	**13 259**	**5 408**	**7 851**	**13 277**	**5 363**	**7 914**	**13 670**	**5 342**	**8 328**
dont : Psychose alcoolique et alcoolisme	**2 418**	1 929	489	**2 397**	1 926	471	**2 302**	1 826	476
Maladies du système nerveux et des organes des sens	**12 515**	**5 823**	**6 692**	**12 940**	**5 954**	**6 986**	**13 691**	**6 217**	**7 474**
Maladies de l'appareil circulatoire	**171 652**	**78 961**	**92 691**	**173 269**	**79 631**	**93 638**	**169 727**	**78 213**	**91 514**
dont : Cardiopathies ischémiques	**47 055**	25 935	21 120	**47 307**	26 140	21 167	**45 430**	25 198	20 232
Maladies vasculaires cérébrales	**43 553**	18 160	25 393	**43 494**	18 053	25 441	**42 473**	17 646	24 827
Maladies de l'appareil respiratoire	**40 130**	**20 992**	**19 138**	**42 541**	**22 141**	**20 400**	**43 319**	**22 114**	**21 205**
Maladies de l'appareil digestif	**26 136**	**13 735**	**12 401**	**26 453**	**13 933**	**12 520**	**26 144**	**13 825**	**12 319**
dont : Cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	**8 875**	6 136	2 739	**8 961**	6 246	2 715	**8 865**	6 201	2 664
Maladies des organes génito-urinaires	**7 370**	**3 665**	**3 705**	**7 296**	**3 611**	**3 685**	**7 300**	**3 595**	**3 705**
Complications grossesse-accouchement	**70**	///	**70**	**97**	///	**97**	**70**	///	**70**
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	**2 516**	**721**	**1 795**	**2 509**	**767**	**1 742**	**2 613**	**726**	**1 887**
Maladies du système ostéo-articulaire	**2 642**	**865**	**1 777**	**2 605**	**844**	**1 761**	**2 577**	**855**	**1 722**
Anomalies congénitales	**1 558**	**790**	**768**	**1 559**	**849**	**710**	**1 519**	**807**	**712**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1 308**	**764**	**544**	**1 323**	**764**	**559**	**1 441**	**834**	**607**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	**31 663**	**13 598**	**18 065**	**32 690**	**14 204**	**18 486**	**32 492**	**14 033**	**18 459**
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	**44 838**	**27 139**	**17 699**	**43 732**	**26 309**	**17 423**	**43 388**	**26 345**	**17 043**
dont : Accidents de la circulation	**8 132**	5 834	2 298	**7 787**	5 592	2 195	**7 629**	5 596	2 033
Suicides	**11 819**	8 605	3 214	**11 279**	8 174	3 105	**11 139**	8 099	3 040
Total (toutes causes)	**531 618**	**275 107**	**256 511**	**535 775**	**276 791**	**258 984**	**530 319**	**272 809**	**257 510**

(1) Y compris le SIDA depuis 1987.

TABLEAU D.03-15

Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) - DGS - Réseau national de Santé publique — *Unités* : nombre et %

Groupes de transmission	Avant 1990	1990	1993	1994	1995	1996	1997	(1) 1998
Homosexuel / bisexuel masculin	6 063	2 116	2 245	2 357	2 048	1 437	726	152
%	53,6	49,1	40,8	41,2	39,1	36,7	34,7	29,1
Usager de drogues IV	2 093	1 079	1 489	1 370	1 308	944	389	112
%	18,5	25,0	27,1	23,9	25,0	24,1	18,6	21,4
Homosexuel / bisexuel masculin et usager de drogues IV	245	53	41	48	47	29	6	3
%	2,2	1,2	0,7	0,8	0,9	0,7	0,3	0,6
Hémophiles et troubles de la coagulation	186	41	63	72	50	29	10	4
%	1,6	1,0	1,1	1,3	1,0	0,7	0,5	0,8
Contamination hétérosexuelle	1 471	614	1 064	1 300	1 283	1 104	737	184
%	13,0	14,2	19,3	22,7	24,5	28,2	35,2	35,2
Transfusés	767	189	167	130	100	57	28	3
%	6,8	4,4	3,0	2,3	1,9	1,5	1,3	0,6
Transmissions materno-foetale	222	60	52	54	46	27	9	–
%	2,0	1,4	0,9	0,9	0,9	0,7	0,4	–
Autre, inconnu	270	161	383	392	356	289	187	65
%	2,4	3,7	7,0	6,8	6,8	7,4	8,9	12,4
Total	**11 317**	**4 313**	**5 504**	**5 723**	**5 238**	**3 916**	**2 092**	**523**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Décédés par année de décès	**4 848**	**2 439**	**3 758**	**4 139**	**3 881**	**2 833**	**1 097**	**343**

(1) Uniquement le premier semestre.

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1995			1996			1997		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Maladies infectieuses et parasitaires	37	40	**77**	40	24	**64**	39	31	**70**
dont : Maladies infectieuses intestinales	20	14	**34**	18	14	**32**	13	13	**26**
Infections à méningocoques	2	2	**4**	1	–	**1**	1	–	**1**
Septicémie	1	4	**5**	1	3	**4**	3	5	**8**
Sida et infections par le V.I.H.	–	2	**2**	2	1	**3**	2	–	**2**
Tumeurs	13	14	**27**	8	15	**23**	18	15	**33**
dont : Tumeurs malignes des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	3	2	**5**	2	5	**7**	4	4	**8**
Maladies endocriniennes, de la nutrition, du métabolisme et troubles immunitaires	27	21	**48**	26	24	**50**	26	21	**47**
dont : Maladies des glandes endocrines	3	1	**4**	2	1	**3**	–	1	**1**
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	4	7	**11**	4	1	**5**	3	5	**8**
dont : Anomalies de la coagulation	3	5	**8**	3	1	**4**	1	3	**4**
Maladies du système nerveux et des organes des sens	88	79	**167**	85	75	**160**	107	59	**166**
dont : Méningite, encéphalite, myélite et encéphalo-myélite	11	12	**23**	9	14	**23**	18	10	**28**
Maladies de l'appareil circulatoire	27	24	**51**	37	23	**60**	28	27	**55**
Maladies de l'appareil respiratoire	32	22	**54**	37	15	**52**	31	26	**57**
dont : Affections aigües des voies respiratoires	17	9	**26**	18	7	**25**	17	15	**32**
Pneumonie et grippe	11	9	**20**	12	2	**14**	10	6	**16**
Maladies de l'appareil digestif	23	16	**39**	19	10	**29**	22	9	**31**
Maladies des organes génito-urinaires	10	4	**14**	9	4	**13**	5	1	**6**
Anomalies congénitales	445	404	**849**	480	372	**852**	450	356	**806**
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	53	45	**98**	50	34	**84**	60	44	**104**
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	228	216	**444**	249	179	**428**	218	181	**399**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	764	541	**1 305**	764	558	**1 322**	834	607	**1 441**
dont : Prématurité	72	38	**110**	71	53	**124**	71	54	**125**
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	138	100	**238**	154	97	**251**	118	85	**203**
Syndrome de détresse respiratoire	124	60	**184**	108	58	**166**	88	61	**149**
Autres affections respiratoires du nouveau-né	96	71	**167**	88	71	**159**	93	57	**150**
Infections spécifiques de la période périnatal	63	50	**113**	57	45	**102**	83	54	**137**
Hémorragie néonatale	84	68	**152**	112	62	**174**	111	66	**177**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	451	294	**745**	423	303	**726**	337	237	**574**
dont : Syndrome de la mort subite chez le nourrisson	339	199	**538**	281	170	**451**	217	143	**360**
Autres causes et causes inconnues ou non précisées	92	87	**179**	128	121	**249**	100	82	**182**
Traumatismes et empoisonnements	81	76	**157**	87	55	**142**	79	66	**145**
dont : Accidents de la circulation	13	15	**28**	13	6	**19**	12	11	**23**
Aspiration ou indigestion de produits alimentaires provoquant l'obstruction des voies respiratoires ou la suffocation	24	21	**45**	28	13	**41**	27	23	**50**

TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer

Année 1997

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) - SC8

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	760	32,1	117	21,3	734	31,1	1 138	31,8
Tumeurs	475	20,1	86	15,6	576	24,4	686	19,2
Traumatismes et empoisonnements	296	12,5	103	18,7	214	9,1	376	10,5
Maladies de l'appareil digestif	102	4,3	16	2,9	99	4,2	211	5,9
Maladies de l'appareil respiratoire	129	5,5	21	3,8	180	7,6	306	8,6
Maladies endocriniennes	116	4,9	15	2,7	125	5,3	189	5,3
Troubles mentaux	59	2,5	15	2,7	57	2,4	137	3,8
Maladies infectieuses	75	3,2	53	9,6	68	2,9	78	2,2
Autres	352	14,9	124	22,5	310	13,1	456	12,7
Total	**2 364**	**100,0**	**550**	**100,0**	**2 363**	**100,0**	**3 577**	**100,0**

E

Communication, culture et loisirs

Chapitre E.01

Communication

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Chiffres clés de la presse éditeur.
2. Chiffres clés par type de presse.
3. La presse éditeur par type de presse et périodicité.
4. Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires.
5. Nombre de téléviseurs recensés et redevances perçues.
6. Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances).
7. Financement de la production de films d'initiative française.
8. Nombre de films d'initiative française selon le coût.
9. Volume de la production aidée par genre.
10. Dépenses publicitaires des entreprises.
11. Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.
12. Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.
13. Émissions diffusées par la télévision par genre ou par chaîne.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la Direction du développement des médias (anciennement SJTI).

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats provisoires, le chiffre d'affaires de la presse éditeur poursuit sa progression ; il croît de 5,2 % entre 1998 et 1999, soit la plus forte hausse enregistrée depuis le début des années 1990. La reprise d'activité observée dès 1998 dans les secteurs de l'emploi et de l'immobilier et les grandes campagnes nationales (notamment financières) de 1999 dynamisent la publicité, deuxième source de financement de la presse après les ventes.

L'audiovisuel connaît une croissance forte : la production nette du secteur augmente de plus de 10 % entre 1997 et 1998. Les télévisions hertziennes dominent le secteur ; elles concentrent un tiers de la production de l'ensemble des entreprises de l'audiovisuel. Elles tiennent un rôle essentiel dans le financement du cinéma : la moitié des recettes de la production cinématographique proviennent des achats et des pré-achats des chaînes. Alors que le poids de la redevance dans le financement des chaînes diminue légèrement, les souscriptions d'abonnements des ménages aux nouvelles chaînes du câble et du satellite complètent le financement par la publicité.

Après deux années 1997 et 1998 de forte croissance, la production cinématographique française confirme son rythme soutenu : 181 films sont agréés en 1999, pour un investissement évalué à 4,5 milliards de francs.

2. MÉTHODOLOGIE

Pour la presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par la Direction du développement des médias auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM - TOM).

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par catégorie de presse, le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier, est limité aux titres de la presse éditeur (1).

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels ou parution périodique. Ces publications sont classées suivant cinq catégories : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « journaux gratuits d'annonces ».

Pour l'audiovisuel

Les informations concernant l'audience sont établies par la société Médiamétrie selon des méthodologies différentes :

— pour la radio, elles résultent d'interviews dans le cadre de quatre enquêtes annuelles, auprès de personnes âgées de 15 ans et plus. À partir de 1999, les interviewés sont interrogés sur leur comportement des dernières 24 heures et non plus sur celui de la veille ; les audiences ne sont plus directement comparables avec celles des années précédentes.

— pour la télévision, elles sont fournies quotidiennement à l'aide d'un système audimétrique donnant une mesure quantitative de l'écoute des individus constituant un panel de 2 750 foyers, soit plus de 6 600 personnes âgées de quatre ans et plus.

3. DÉFINITIONS

Agrément d'investissement (d'après les devis fournis au CNC)

Toute production de film doit obtenir l'agrément d'investissement pour bénéficier du soutien à l'industrie cinématographique (décrets de 1959). La procédure d'agrément s'applique en deux temps : un agrément d'investissement accordé avant le début des prises de vue, un agrément complémentaire accordé éventuellement après l'achèvement du film. Les décisions sont prises après avis d'une commission spécialisée : la commission d'agrément du CNC (Centre national de la Cinématographie). Le producteur d'un film ayant obtenu l'agrément du CNC est susceptible de bénéficier d'un soutien automatique ou sélectif.

Les films agréés sont les films qui ont obtenu l'agrément d'investissement. Ces films sont, soit des films français, soit des coproductions françaises (majoritaires ou minoritaires).

L'agrément d'investissement implique la fourniture par le producteur du film, de son devis détaillé et de son plan de financement au CNC. L'apport personnel du producteur doit se monter au moins à 15 % du devis total.

Films d'initiative française

Il s'agit des films 100 % français et des coproductions majoritairement françaises.

Journaux gratuits d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

---

(1) Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1980.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activités de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'oeuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Culture et de la Communication.

— Direction du développement des médias : mission d'observation statistique, d'étude et de documentation sur les médias.

— Centre national de la cinématographie (CNC).

— Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

— Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP).

— Institut national de l'audiovisuel (INA).

— Télédiffusion de France.

— Radio-France.

— Radio-France internationale.

— TF1.

— France 2.

— France 3.

— Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).

— La Sept/Arte.

— La Cinquième.

— Société française de production et de création audiovisuelle (SFP).

— Service de la Redevance de l'Audiovisuel.

— Médiamétrie.

Publications :

INFO-MEDIAS, Direction du développement des médias :

— « Le financement de la télévision par la publicité », n° 3, janvier 2000 ;

— « Enquête presse 1999, résultats provisoires », n° 4, juin 2000.

Tableaux statistiques de la Presse. Recueil de données statistiques sur la presse écrite en France en 1998, Direction du développement des médias. La Documentation française.

Indicateurs statistiques de l'Audiovisuel (Cinéma, Télévision, Vidéo), édition 2000, Direction du développement des médias, CNC, CSA. La Documentation française.

Indicateurs statistiques de la Radio (Radiodiffusion, phonogrammes), édition 1999, SJTI. La Documentation française.

Indicateurs statistiques de la Publicité, édition 2000, SJTI. La Documentation française.

CNC info, (mensuel) Centre national de la cinématographie.

Technologies et société de l'information, édition 1999, SESSI, INSEE, SJTI.

INSEE-Première :

— « La dépense des ménages en programmes audiovisuels », n° 355, janvier 1995 ;

— « Les comptes du petit écran », n° 358, janvier 1995 ;

— « Audiovisuel croissance ralentie », n° 422, janvier 1996 ;

— « Les entreprises de presse », n° 547, septembre 1997 ;

— « Les technologies de l'information et de la communication : 5 % du PIB », n° 648, mai 1999 ;

— « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », n° 675, octobre 1999.

— « Le lectorat de la presse d'information générale », n° 753, décembre 2000.

*
* *

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

	1985	1990	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Chiffre d'affaires (1) :								
Ventes	24,11	29,98	33,93	35,15	36,27	36,57	36,74	37,54
Publicité	16,75	27,18	22,79	23,92	24,69	25,40	26,71	29,24
Total	**40,86**	**57,16**	**56,72**	**59,07**	**60,96**	**61,97**	**63,45**	**66,78**
Tirage total annuel (2) :								
Total	**7,80**	**8,08**	**8,21**	**8,21**	**8,25**	**8,17**	**8,31**	...
Hors gratuits d'annonces	6,33	6,42	6,45	6,41	6,35	6,36	6,50	...
Diffusion totale annuelle (2) :								
Total	**6,61**	**6,93**	**6,98**	**7,02**	**7,07**	**6,96**	**7,02**	...
Hors gratuits d'annonces	5,21	5,27	5,22	5,22	5,17	5,15	5,21	...
Consommation de papier (3)	1 162	1 396	1 297	1 308	1 377	1 394	1 438	...
Charges de fabrication (1) (4)	14,18	17,52	15,01	15,93	14,88	14,40	15,45	...

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

Chiffres clés par type de presse

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

	1990	%	1996	%	1997	%	*r* 1998	%	*p* 1999	%
								Évolution en %		
Presse nationale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	5,30	3,5	5,92	– 5,0	6,01	1,5	5,82	– 3,2	5,77	– 0,9
Publicité	5,71	7,1	4,27	5,1	4,38	2,6	4,75	8,4	5,23	10,2
Total	**11,01**	**5,4**	**10,19**	**– 1,0**	**10,39**	**2,0**	**10,57**	**1,7**	**11,00**	**4,1**
Tirage total annuel (2)	1,09	– 0,6	0,96	– 10,6	0,99	3,1	0,99	– 0,7	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,81	– 1,3	0,73	– 9,9	0,74	2,1	0,74	– 0,4	...	///
Consommation de papier (3)	294,20	0,6	207,80	– 4,0	209,75	0,9	215,42	2,7	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	3,12	– 1,8	2,70	– 5,9	2,41	– 10,9	2,54	5,5	...	///
Presse locale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	8,27	2,1	10,20	8,1	10,23	0,3	10,37	1,3	10,60	2,3
Publicité	6,91	4,7	6,76	4,4	6,76	–	7,01	3,6	7,87	12,3
Total	**15,18**	**3,2**	**16,96**	**6,6**	**16,99**	**0,2**	**17,38**	**2,3**	**18,47**	**6,3**
Tirage total annuel (2)	2,58	– 0,9	2,58	3,6	2,53	– 1,9	2,55	0,7	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	2,31	– 0,6	2,29	3,6	2,25	– 1,7	2,25	0,3	...	///
Consommation de papier (3)	396,50	0,4	423,47	15,4	428,89	1,3	434,16	1,2	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	5,07	2,1	3,93	– 9,4	3,93	– 0,1	4,16	5,9	...	///
Presse spécialisée grand public										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	13,77	2,2	17,03	3,2	17,13	0,6	17,26	0,8	17,83	3,3
Publicité	6,25	7,5	6,21	2,6	6,71	8,1	6,96	3,7	7,91	13,7
Total	**20,02**	**3,7**	**23,24**	**3,1**	**23,84**	**2,6**	**24,22**	**1,6**	**25,74**	**6,3**
Tirage total annuel (2)	2,39	0,7	2,51	– 1,4	2,55	1,6	2,68	5,1	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	1,82	1,3	1,88	3,3	1,89	0,6	1,95	3,3	...	///
Consommation de papier (3)	492,90	1,0	524,00	1,0	542,57	3,5	571,41	5,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	6,16	0,5	5,69	– 6,4	5,56	– 2,3	6,07	9,1	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	2,64	8,9	3,11	4,4	3,20	2,9	3,29	3,1	3,34	1,4
Publicité	4,46	8,3	3,47	1,5	3,52	1,4	3,80	7,6	3,98	4,8
Total	**7,10**	**8,5**	**6,58**	**2,8**	**6,72**	**2,1**	**7,09**	**5,4**	**7,32**	**3,2**
Tirage total annuel (2)	0,36	2,7	0,30	– 6,2	0,29	– 3,3	0,29	0,4	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,33	1,0	0,28	– 3,4	0,27	– 3,1	0,26	– 0,9	...	///
Consommation de papier (3)	71,20	5,3	59,00	– 3,3	59,01	0,4	62,34	5,5	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,77	5,6	1,16	– 17,7	1,09	– 6,2	1,20	10,4	...	///
Presse gratuite d'annonces										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	**3,85**	**11,1**	**3,99**	**2,0**	**4,02**	**0,8**	**4,20**	**4,3**	**4,25**	**1,2**
Diffusion totale annuelle (2)	1,66	5,8	1,90	5,9	1,81	– 4,7	1,81	– 0,5	...	///
Consommation de papier (3)	141,70	0,2	162,80	12,9	153,31	– 5,9	154,48	0,8	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,40	12,9	1,39	13,0	1,41	1,4	1,47	4,2	...	///

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

La presse éditeur par type de presse et périodicité

Année 1998

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

	Nombre de titres	Dont quotidiens	Dont hebdomadaires	Dont mensuels	(1) Diffusion totale annuelle	(1) Chiffre d'affaires Total
Presse nationale d'information générale et politique	**71**	**10**	**30**	**20**	**738 480**	**10 568 060**
Information générale et politique	22	10	4	6	516 106	6 711 883
Presse d'opinion	37	–	16	12	43 361	459 840
Magazine	12	–	10	2	179 013	3 396 337
Presse locale d'information générale et politique	**452**	**63**	**301**	**32**	**2 252 856**	**17 375 733**
Information générale et politique	339	63	232	13	2 219 607	16 921 581
Magazine	46	–	2	19	5 334	70 560
Annonces judiciaires et légales	67	–	67	–	27 915	383 592
Presse spécialisée grand public	**1 286**	**13**	**92**	**615**	**1 954 949**	**24 217 845**
Journaux d'annonces	43	–	8	21	21 118	600 266
Presse culturelle	67	–	–	35	21 198	511 270
Maison et décoration	46	–	1	9	39 747	1 057 124
Économie	18	–	5	9	40 782	867 597
Presse féminine	98	–	8	49	283 299	4 181 154
Presse des jeunes	123	3	6	75	107 440	1 558 025
Loisirs	570	–	10	255	164 171	4 232 982
Sport	161	7	20	86	307 606	3 082 629
Science et technique	16	–	–	13	15 088	387 910
Télévision-Spectacle	35	–	23	10	655 713	4 209 621
Sensation-Évasion	57	3	9	24	213 010	1 997 687
Famille-Société	52	–	2	29	85 777	1 531 579
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1 430**	**6**	**163**	**666**	**264 426**	**7 090 078**
Presse agricole	163	–	75	67	55 088	724 516
Bâtiment-travaux publics	58	–	4	30	9 584	425 389
Commerce	83	–	4	61	9 492	366 707
Presse médicale	362	1	19	139	61 083	1 103 074
Biens d'équipements	36	–	4	15	4 403	194 339
Finances-activité boursière	17	1	1	8	2 156	90 263
Agro-alimentaire	38	1	5	17	4 350	119 685
Biens intermédiaires	37	–	1	26	994	97 368
Locations-Crédit-bail-Immobilier	15	–	1	10	1 991	43 540
Services marchands	363	2	36	187	97 025	3 181 322
Services non marchands	160	–	1	61	7 869	300 744
Production-Distribution d'énergie	11	–	–	5	243	26 100
Assurance	10	–	1	6	1 213	59 331
Transport et Télécommunications	28	1	6	13	4 909	163 091
Biens de consommation	49	–	5	21	4 027	194 610
Journaux gratuits d'annonces	**387**	**–**	**367**	**19**	**1 806 523**	**4 197 420**
Total	**3 626**	**92**	**953**	**1 352**	**7 017 234**	**63 449 136**

(1) Diffusion en milliers d'exemplaires et chiffre d'affaires en milliers de francs.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires

Année 1998

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unités : Recettes et chiffre d'affaires : Milliers de francs
Diffusion : Milliers d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	Chiffre d'affaires total
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	Diffusion totale	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique.	**489 304**	49,4	21,1	3,0	**73,5**	26,5	3 089 993	3 300 106	**6 390 099**
Presse locale d'information générale et politique...	**2 106 005**	56,5	29,3	2,8	**88,9**	11,1	9 699 628	6 005 005	**15 704 632**
dont : 7 ème jour	**181 505**	71,2	13,1	1,8	**86,1**	13,9	1 148 886	572 755	**1 721 640**
Presse spécialisée grand public	**254 186**	56,4	5,8	0,4	**62,6**	37,4	1 161 250	184 566	**1 345 816**
Presse spécialisée, technique et professionnelle...	**30 093**	0,2	92,5	4,5	**97,2**	2,8	113 930	190 124	**304 054**
Total	**2 879 588**	**54,7**	**25,5**	**2,6**	**82,8**	**17,2**	**14 064 801**	**9 679 801**	**23 744 601**

TABLEAU E.01-5

Nombre de téléviseurs recensés et redevances (1) perçues

Source : Service de la Redevance de l'Audiovisuel

	1982	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre de comptes [en milliers] (2) :							
Télévision noir et blanc	7 682	2 377	860	687	578	404	360
Télévision couleur	8 815	16 695	19 233	19 602	19 920	20 754	21 279
Montant de la redevance de la télévision [en francs] (3) :							
Télévision noir et blanc	280	355	430	449	449	471	475
Télévision couleur	424	552	670	700	700	735	744

(1) La redevance est une taxe parafiscale payable par tout détenteur d'un appareil récepteur de télévision. Son montant est fixé annuellement par les pouvoirs publics qui définissent les prévisions d'encaissements dans le projet de loi de finances. La redevance est payée par foyer, indépendamment du nombre de postes qu'il possède (il y a un compte par foyer). Le produit net de la redevance est réparti entre les différents organismes publics de l'audiovisuel : France 2, France 3, La Sept, RFO, ARTE, Radio-France, RFI, INA (déduction faite des frais de fonctionnement du Service de la Redevance et de la TVA au taux réduit de 2,1 %).
(2) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne.
(3) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-6

Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances) (1)

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unité : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	*p* 2001
Redevance (2)	9 431,9	10 239,5	10 743,6	10 922,0	11 681,5	12 250,7	13 870,0	15 342,5
Concours du budget de l'État (3)	1 697,8	2 099,6	1 799,4	1 119,8	741,1	572,0	452,0	452,0
Services rendus aux administrations	36,1	27,6	26,7	26,6	20,4	5,0	4,0	2,5
Publicité (4)	2 785,4	3 145,0	3 171,8	4 225,9	4 419,8	4 526,9	3 966,8	3 700,9
Parrainage	172,8	202,4	274,1	248,0	270,5	268,5	280,2	290,8
Autres ressources propres (5)	763,5	828,2	793,2	887,4	870,9	914,9	848,0	815,4
Total	**14 887,5**	**16 542,3**	**16 808,8**	**17 429,7**	**18 004,2**	**18 538,0**	**19 421,0**	**20 604,1**

(1) Recettes des organismes suivants : en 1994, INA, A2, FR, La Sept, RFO, Radio France et RFI. Depuis 1995, INA, F2, F3, Sept / ARTE, RFO, Radio France, RFI et la Cinquième.
(2) Exploitation et équipement.
(3) Jusqu'en 1999, il s'agit d'une part, de la participation du ministère de la Culture et de la Communication et du ministère des Affaires étrangères et d'autre part, de la compensation (non systématique) par le budget de l'État des exonérations de redevance. Cette compensation s'est élevée à 1 217 MF en 1995, 1 404 MF en 1996, 684 MF en 1997, 289 MF en 1998 et 120 MF en 1999. À partir de 2000, les remboursements d'exonération sont versés au compte d'affectation spécial (CAS) de la redevance ; ils s'élèvent à 900 MF.
(4) COSIP compris. Le COSIP est la partie consacrée à l'audiovisuel du compte de soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels ; il concerne donc l'aide attribuée aux programmes destinés à la télévision.
(5) Filière production exécutive de France 3 comprise.

TABLEAU E.01-7

Financement de la production de films d'initiative française

D'après les devis fournis au CNC

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Production de films	2 271,0	2 926,0	2 275,0	2 323,0	2 722,0	2 525,6	3 916,4	4 234,3	3 841,8
Apport des diffuseurs, en % (1)	20	30	31	34	37	42	36	39	40
Production pour la télévision	4 354,8	4 900,7	4 898,5	4 543,1	5 231,8	5 760,8	5 407,9	6 680,0	6 670,2
Apport des diffuseurs, en % (1)	36,1	36,8	38,2	39,9	50,7	48,8	48,5	47,1	50,1

(1) Diffuseurs : chaînes de télévisions des secteurs public et privé.

TABLEAU E.01-8

Nombre de films d'initiative française selon le coût

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Plus de 20 millions de F	35	51	43	40	50	46	59	66	64
dont : plus de 50 millions de F	9	16	7	10	15	12	22	21	20
De 10 à 20 millions de F	45	45	36	28	26	28	36	48	52
Moins de 10 millions de F	27	17	22	21	21	30	30	34	34
Total	**107**	**113**	**101**	**89**	**97**	**104**	**125**	**148**	**150**

TABLEAU E.01-9

Volume de la production aidée (1) par genre

D'après les devis fournis au CNC

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Heures d'émission

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Fiction	912	836	788	576	899	1 028	631	679	684
Animation	151	211	182	234	114	295	262	375	294
Documentaire	280	436	378	406	939	1 195	1 154	1 464	1 880
Magazine	74	27	41	41	170	101	70	174	383
Spectacle	13	12	22	13	30	27	27	84	165
Total	**1 430**	**1 522**	**1 411**	**1 270**	**2 152**	**2 646**	**2 144**	**2 776**	**3 406**

(1) Il s'agit de la production financée en partie avec l'aide des subventions attribuées par le CNC.

TABLEAU E.01-10

Dépenses publicitaires des entreprises

Source : Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP) — *Unité* : Million de francs

	1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Télévision	2 127	4 625	12 600	14 450	15 505	16 704	17 455	18 329	16 225	17 605
Cinéma	220	475	409	272	280	302	332	308	344	447
Presse	5 762	15 830	28 490	22 430	23 370	23 977	24 626	25 438	27 848	30 771
Radio	2 452	2 480	3 346	3 558	3 700	3 747	3 635	3 565	3 775	4 228
Publicité extérieure (1)	1 252	3 535	5 840	5 550	5 745	5 870	6 067	6 340	6 728	7 145
Total médias	**11 813**	**26 945**	**50 685**	**46 260**	**48 600**	**50 600**	**52 115**	**53 980**	**54 920**	**60 196**
Indice	100,0	228,1	429,1	391,6	411,4	428,3	441,2	457,0	464,9	509,6
***dont* : audiovisuel**	**2 347**	**5 100**	**13 009**	**14 722**	**15 785**	**17 006**	**17 787**	**18 637**	**16 569**	**18 052**
Indice	100,0	217,3	554,3	627,3	672,6	724,6	757,9	794,1	706,0	769,2

(1) Recouvre l'affichage sous toutes ses formes (affichage mais aussi mobilier urbain, transport et publicité lumineuse).

TABLEAU E.01-11

Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

Source : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Volume horaire (en heures)	**42 120**	**34 981**	**40 478**	**40 908**	**40 749**	**40 817**	**40 517**
Répartition (en %) :							
Information	12,4	12,4	12,0	12,0	11,3	11,0	11,0
Documentaire	16,2	18,0	23,0	22,3	23,5	23,2	23,3
Fiction	44,0	35,2	34,0	35,2	35,5	35,0	34,5
Musique et divertissement	15,6	18,9	17,2	15,8	15,2	15,2	15,3
Sport	3,6	4,3	3,0	3,7	2,8	3,7	3,8
Autres émissions (2)	5,5	7,7	7,6	7,7	8,5	8,6	8,7
Autres éléments (3)	2,6	3,5	3,3	3,3	3,2	3,3	3,4

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq et M6 en 1990, ceux d'Arte en 1993, et ceux de la Cinquième en 1995 (disparition de La Cinq depuis 1992). Puis sont intégrés à partir de leur apparition, en 1993 les programmes d'Arte et en 1995, ceux de La Cinquième. Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

TABLEAU E.01-12

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Médiamétrie

	Part d'audience en %					Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes				
	1995	1996	1997	1998	■ 1999	1995	1996	1997	1998	■ 1999
RADIODIFFUSION (1)						**151**	**152**	**153**	**154**	**161**
Stations de Radio-France et Radio France international	22,7 *r*	24,1 *r*	23,2 *r*	23,6 *r*	21,4	36	36	31	36	34
dont : France-Inter	10,6	10,3	9,8	10,8	9,6	16	16	15	17	14
France-Info	5,3	5,1	5,1	5,0	4,5	8	8	8	8	7
Stations généralistes privées	///	28,8	29,5	27,6	27,1	///	///	45	44	45
dont : Europe 1	7,7	6,4	6,3	6,4	7,3	11	10	9	10	12
RTL	19,2	18,8	19,3	18,5	17,7	29	29	30	29	29
RMC	3,1	3,0	3,3	2,7	2,0	5	5	5	4	3
Radios musicales nationales privées	28,9	28,9	29,3	29,8	34,9	44	44	46	46	56
dont : Europe 2	4,0	4,2	4,0	3,8	3,7	6	6	6	6	6
Fun Radio	5,9	4,5	3,8	3,1	3,5	8	6	6	5	6
Nostalgie	4,2	4,5	3,9	3,6	5,9	6	6	6	6	9
NRJ	6,9	7,2	7,4	6,9	7,5	10	11	11	11	12
Sky Rock	2,4	3,4	3,4	3,3	3,7	4	5	5	5	6
TÉLÉVISION (2)						**180**	**179**	**180**	**187**	**188**
TF1	37,3	35,4	35,0	35,3	35,1	67	63	63	66	66
France 2	23,8	24,2	23,7	22,4	22,3	43	43	43	42	42
France 3	17,6	17,7	17,1	17,0	16,3	32	32	31	32	31
Canal +	4,4	4,5	4,5	4,6	4,5	8	8	8	9	9
Arte + La Cinquième	2,5	3,0	3,3	3,4	3,6	5	5	6	6	7
M 6	11,5	11,9	12,7	12,9	13,6	21	21	23	24	26
Autres stations	2,9	3,4	3,8	4,3	4,5	5	6	7	8	8

(1) Du lundi au vendredi pour la radio, cible : 15 ans et plus. En janvier 1999, la méthodologie d'enquête a été modifiée ; les résultats avec les années précédentes ne sont pas comparables.
(2) Du lundi au dimanche pour la télévision, cible : 4 ans et plus.

TABLEAU E.01-13

Émissions diffusées par la télévision par genre ou par chaîne

D'après devis fournis au CNC

Source : Centre National de la Cinématographie (CNC)

Unité : Million de Francs

	1990	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Données par genre :								
Fiction	1 248,7	1 547,8	1 413,8	1 498,3	1 929,6	1 822,0	2 092,9	2 190,5
Documentaire	154,3	190,7	216,6	359,7	538,0	500,6	662,5	747,6
Animation	106,1	115,6	179,1	77,6	255,6	208,8	286,1	255,8
Magazine	30,7	17,4	15,9	27,7	47,7	46,1	58,7	73,5
Spectacle	7,8	8,1	30,9	17,0	20,5	19,6	23,8	58,4
TOTAL (1)	**1 547,6**	**1 879,6**	**1 856,3**	**1 980,3**	**2 791,4**	**2 597,1**	**3 124,0**	**3 325,9**
Accroissement annuel en %	**14,7**	**3,6**	**– 1,2**	**6,7**	**41,0**	**– 6,0**	**19,3**	**20,3**
Données par chaîne :								
Chaînes publiques : (1)	**861,4**	**1 132,7**	**1 037,7**	**955,5**	**1 361,9**	**1 405,7**	**1 684,2**	**1 820,4**
France 2 (2)	424,3	572,9	550,9	371,8	616,1	608,0	722,7	816,6
France 3	293,5	404,1	327,3	364,2	458,8	490,9	653,9	648,4
La Sept / Arte (3)	143,6	155,7	158,2	146,5	160,2	205,3	187,7	243,0
La Cinquième	•	•	1,3	73,0	126,8	101,5	119,9	112,5
Chaînes privées : (1)	**686,2**	**746,9**	**818,6**	**1 024,8**	**1 429,5**	**1 191,4**	**1 439,8**	**1 505,5**
TF1	437,6	528,6	527,1	717,3	993,7	810,0	963,5	933,3
La 5 (4)	112,2	•	•	•	•	•	•	•
M6	20,2	91,8	115,6	141,9	164,3	124,4	160,1	181,0
Canal Plus	108,9	105,7	143,5	128,5	156,6	163,2	194,3	201,2
Chaînes de complément	7,3	20,8	32,4	37,1	114,9	93,8	121,9	190,1
TOTAL (1)	**1 547,6**	**1 879,6**	**1 856,3**	**1 980,3**	**2 791,4**	**2 597,1**	**3 124,0**	**3 325,9**
Total (hors Canal + et chaînes de complément)	**1 431,4**	**1 753,1**	**1 680,4**	**1 814,7**	**2 519,9**	**2 340,1**	**2 807,8**	**2 934,7**

(1) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.
(2) Nouveau logo France 2 et France 3 depuis le 18 mars 1993.
(3) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.
(4) Émissions interrompues depuis le 7 avril 1992.

Chapitre E.02

Culture

1. Méthodologie.

2. Définitions.

3. Sources de documentation.

4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Protection des monuments historiques.
2. Monuments historiques classés et inscrits suivant la catégorie et le propriétaire.
3. Entrées dans les monuments nationaux.
4. Entrées à la Tour Eiffel.
5. Entrées dans les musées nationaux.
6. Expositions des musées nationaux.
7. Entrées dans les musées de la ville de Paris.
8. Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
9. Principales expositions du Centre Georges-Pompidou.
10. Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie.
11. Opérations de fouilles terrestres autorisées.
12 Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal.
13. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
14. Production de livres par catégorie.
15. Chiffre d'affaires des maisons d'édition.
16. Bibliothèques municipales.
17. Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.
18. Ventes de phonogrammes.
19. Activités cinématographiques.
20. Panorama du cinéma mondial.
21. Activités de spectacles.
22. Élèves des établissements d'enseignement artistique.
23. Commerce extérieur des biens culturels.
24. Fréquentation des lieux culturels.
25. Pratiques artistiques amateur.
26. Lecture.
27. Les pratiques audiovisuelles.
28. Répartition de la population active ayant un emploi en janvier 1999, par profession et statut.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

1. MÉTHODOLOGIE

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 35 conservatoires nationaux de région (CNR), des 103 écoles nationales de musique (ENM) et des écoles agréées (environ 250). Certains CNR et ENM proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

53 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 46 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux. Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes, des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

Le centre des monuments nationaux et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments appartenant à l'État ou dont elle est propriétaire.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer en totalité. Une centaine de musées appartenant à l'État (dont 33 musées nationaux du ministère de la Culture) et un millier de musées « classés et contrôlés » sous la tutelle de la Direction des musées de France, sont décomptés.

Phonogrammes vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Pratiques culturelles des Français

L'enquête « Pratiques culturelles des Français », réalisée en 1997 par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication, fait suite à celles qu'il a déjà faites en 1973, 1981 et 1989. L'échantillon de 1997, représentatif des Français âgés de 15 ans et plus, porte sur 3 000 personnes (5 000 personnes en 1989).

Les données sur les pratiques culturelles des Français (tableaux E.02-24 à E.02-27) sont extraites de ces enquêtes. Des modifications ayant été apportées au questionnaire de 1997, certains résultats ne peuvent être comparés sans précaution avec ceux des enquêtes précédentes.

Il ne faut pas oublier que, comme pour tout sondage, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent, elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1998 (INSEE) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle (1).

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue, il s'agit des 5 théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 1999, il existe 45 centres dramatiques nationaux dont 6 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ), et 65 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2. DÉFINITIONS

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. Les interventions peuvent revêtir trois formes :

— la fouille programmée, organisée dans un but de recherche pure, en l'absence de toute menace sur le site concerné;

— le sauvetage;

— le sondage, opération limitée en étendue, destinée à reconnaître l'existence d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est un établissement public qui a ouvert au public le 2 février 1977. Il a été fermé pour travaux d'octobre 1997 à janvier 2000. La Bibliothèque publique d'information (BPI) et l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (IRCAM) sont deux organismes associés au Centre.

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés, c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public », ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

L'ensemble des monuments protégés est recensé dans la base documentaire « Mérimée ».

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Centre national de la cinématographie.

— Ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

— Syndicat national de l'édition.

— Syndicat national de l'édition phonographique.

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication : Département des études et de la prospective.

« Les amateurs. Enquête sur les activités artistiques des Français », Olivier Donnat, La Documentation française, 1996.

Chiffres clés, 1999, Statistiques de la culture, par Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 2000.

« Les pratiques culturelles des français, enquête 1997 », Olivier Donnat, La Documentation Française, 1998.

« Atlas des activités culturelles », La Documentation française, 1998.

(1) Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

INSEE :

« En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », *INSEE-Première,* n° 675, octobre 1999.

« Équipements et attraction des communes , Inventaire Communal 1998 » :

— 1 cédérom pour chaque région,

— 1 cédérom France entière,

— 5 cédéroms thématiques France entière :

Services et commerces,

Enseignement, santé et action sociale,

Sports, loisirs et culture,

Tourisme,

Réseaux et dessertes.

Accès internet :

www.culture.gouv.fr

www.insee.fr

www.agriculture.gouv.fr

www.datar.gouv.fr

Autres publications:

CNC Info, Centre national de la cinématographie.

L'édition de livres en France, Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel.

D'autres références sont notées dans les publications du chapitre E.01.

*
* *

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1995	1996	1997	1998	1999
Monuments protégés :					
Classés	13 660	13 807	13 880	...	...
Inscrits	25 192	25 531	25 975	...	...
Total	**38 852**	**39 338**	**39 855**	...	...
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :					
Classements	209	164	93	64	73
Inscriptions	623	563	559	412	354
Total	**832**	**727**	**652**	**476**	**427**

TABLEAU E.02-2

Monuments historiques classés et inscrits suivant la catégorie et le propriétaire

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	%
	1997
Types d'édifice :	
Architecture domestique (châteaux, manoirs...)	33,7
Architecture religieuse	30,3
Architecture militaire	6,2
Architecture de jardin	6,2
Architecture funéraire, commémorative ou votive	4,7
Génie civil	4,2
Architecture agricole	3,4
Architecture de l'administration ou de la collectivité	2,8
Architecture de culture, sports et loisirs	1,4
Architecture commerciale	1,4
Architecture artisanale	1,4
Architecture industrielle	1,4
Architecture hospitalière ou de protection sociale	0,9
Architecture scolaire	0,6
Urbanisme	0,6
Architecture judiciaire, pénitentiaire ou de police	0,5
Architecture fiscale ou financière	0,3
Propriétaires :	
Communes	44,6
État	4,3
Département	1,5
Propriétaires privés	49,6

TABLEAU E.02-3

Entrées dans les monuments nationaux (1)

Source : Centre des monuments nationaux — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Total	**7 490**	**8 418**	**7 957**	**7 994**	**8 438**	**8 754**	**8 625**
dont : Arc de Triomphe de l' Étoile	736	775	870	953	1 077	1 184	1 218
Abbaye du Mont Saint-Michel	653	826	828	834	920	1 000	1 062
Sainte-Chapelle	638	696	582	605	775	792	789
Château de Chambord	589	730	747	754	763	753	767
Château du Haut-Koenigsbourg	528	591	590	577	570	549	531
Château d'Azay-le-Rideau	359	425	347	331	344	326	318
Panthéon	155	220	296	292	333	302	300
Conciergerie	232	251	185	235	267	278	257
Cité de Carcassonne	234	272	262	247	230	269	287
Tours de Notre-Dame	631	452	184	150	187	462	203
Entrées payantes	6 833	7 545	6 415	6 401	7 192	7 487	7 282
Entrées gratuites	657	873	1 542	1 593	1 246	1 267	1 343

(1) Concernent les 96 monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par le Centre des monuments nationaux en 1999.

TABLEAU E.02-4

Entrées à la Tour Eiffel

Source : Tour Eiffel — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Total	**4 369**	**5 699**	**5 213**	**5 530**	**5 720**	**6 052**	**6 369**

TABLEAU E.02-5

Entrées dans les musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux — *Unité* : Millier

	1990	1995	1997	1998	1999
Total	**16 025**	**12 667**	**13 068**	**14 079**	**13 079**
dont : Musée du Louvre	5 338	4 696	5 175	5 729	5 261
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	2 983	2 702	2 685	2 652
Musée d'Orsay	3 000	2 083	2 277	2 724	2 260
Musée Picasso	509	427	503	576	591
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	430	473	504	431
Musée national du château de Fontainebleau	419	416	355	321	337
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie	297	243	291	298	255
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	244	251	266	287
Musée national du château de Compiègne	215	176	148	90	104
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	143	145	158	169
Musée national du château de Pau	135	121	111	115	104
Musée des Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	125	77	83	84	77
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	80	80	71	73
Entrées payantes	10 096	8 748	9 444	10 245	9 679
Entrées gratuites	5 929	3 919	3 624	3 834	3 400

(1) Concernent les 31 musées nationaux.

TABLEAU E.02-6

Expositions des musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

	Années	Entrées	Entrées/jour
De Cézanne à Matisse	1993	1 147 977	11 480
Centenaire de l'impressionnisme	1974	505 929	9 199
Renoir	1985	793 544	8 625
Manet	1983	735 197	8 079
Monet	1980	504 422	7 760
Toutankhamon	1967	1 240 975	7 343
Gauguin	1989	623 739	7 253
Toulouse-Lautrec	1992	654 714	7 116
Turner	1983	548 496	6 943
L'impressionnisme et le paysage français	1985	430 760	6 627
Cézanne	1995	583 186	6 480
Picasso (œuvres reçues en dation)	1979	457 326	6 098
Picasso	1966	403 819	5 609
Vermeer	1966	317 702	5 574
Degas	1988	439 886	5 431
Van Gogh	1972	493 237	5 304
Watteau	1984	432 803	5 278
Aménophis III	1993	387 698	5 239
Goya	1970	311 636	5 109
Les Portraits de Picasso	1996	370 196	5 011
Pissaro	1981	369 462	4 993
Impressionnisme, les origines	1994	447 321	4 862
Cézanne	1978	385 740	4 822
Le Titien	1993	359 612	4 495
Chardin	1979	341 479	4 493
Georges de La Tour	1997	471 302	4 760
Corot	1996	325 522	4 399
Or des Scythes	1975	359 596	4 385
Van Gogh	1988	364 287	4 286
Fragonard	1987	344 999	4 012
Le Douanier Rousseau	1984	396 016	4 000

(1) Expositions ayant enregistré plus de 4 000 entrées payantes par jour en moyenne, de 1966 à 1999.

TABLEAU E.02-7

Entrées dans les musées de la ville de Paris (1)

Collections permanentes et expositions temporaires

Source : Ville de Paris

Unité : Millier d'entrées

	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*dont* expositions
Total	**1 367,7**	**1 168,0**	**1 582,8**	**1 462,2**	**1 164,3**	**1 369,1**	**1 469,6**	**1 070,3**
dont : Art moderne	485,1	272,9	663,6	456,9	314,7	367,8	544,3	631,7
Carnavalet	254,3	258,5	220,8	258,9	187,5	226,7	259,3	90,5
Mode et costume	92,7	92,1	73,9	69,2	60,7	50,5	72,0	72,0
Petit-Palais	203,4	289,5	358,9	373,3	287,2	418,6	243,5	182,8
Victor-Hugo	155,7	109,9	75,7	87,1	86,4	82,3	76,3	7,9

(1) Entrées payantes et gratuites.

TABLEAU E.02-8

Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1996	(2) 1997	(3) 1998	(3) 1999
Fréquentation générale	7 367	8 263	6 312	5 886	4 419	///	547
Bibliothèque publique d'information	4 252	3 938	3 679	3 688	2 657	782	543
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	759	1 096	788	825	666	///	///
Expositions temporaires	2 285	1 012	998	869	437	251	450

(1) La fréquentation des expositions est comptabilisée sur l'année civile.
(2) Fréquentation de janvier à septembre, le Centre est fermé pour travaux depuis octobre 1997.
(3) Fréquentation de la BPI à l'espace Brantôme.

TABLEAU E.02-9

Principales expositions du Centre Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

	Dates	Entrées	Entrées/jour
Dali	1979-1980	840 662	8 083
Balthus	1983	288 093	4 175
Bonnard	1984	488 093	6 341
Kandinsky	1984-1985	349 656	4 351
Vienne	1986	450 000	6 429
Andy Warhol	1990	306 958	4 323
Matisse	1993	734 896	7 349
Brancusi	1995	431 764	3 890
Francis Bacon	1996	363 215	3 823
Hockney	1999	253 162	3 205

(1) Expositions payantes ayant enregistré plus de 3 000 entrées par jour en moyenne.

TABLEAU E.02-10

Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie

Source : Cité des Sciences et de l'Industrie — *Unité* : Millier

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Fréquentation générale	3 150	3 543	3 903	3 455	3 350	3 442
Dont : expositions	1 562	1 594	1 702	1 614	1 623	1 585
Géode	1 071	777	846	771	740	815
Médiathèque (gratuit)	901	1 059	1 143	1 272	1 221	1 013
Total des entrées payantes (1)	**2 742**	**2 777**	**3 013**	**2 789**	**2 749**	**2 798**

(1) Aux expositions, Géode, Cinaxe (depuis le 18 mai 1991) et centre de congrès.

TABLEAU E.02-11

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Opération de fouilles

	1994	1995	1996	1997	1998
Archéologie programmée					
Fouilles programmées	285	277	263	252	260
Prospections thématiques	88	97	89	96	112
Relevés d'art rupestre	14	15	20	20	35
Archéologie préventive					
Sondages	1 155	1 543	1 721	1 863	2 151
Fouilles préventives (sauvetages)	1 293	811	837	683	714
Prospections inventaire	599	549	574	536	512

TABLEAU E.02-12

Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal

Source : Bibliothèque nationale

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Total	**41 982**	**42 304 (1)**	**50 003**	**49 008**	**54 661**	**55 392**

(1) Sur 10 mois, auparavant les titres étaient comptabilisés sur une période allant de mars à fin février.

TABLEAU E.02-13

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition

Chiffre d'affaires	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
250 millions et plus	13	15	12	12	11	11	13
De 100 à moins de 250 millions	12	19	10	13	15	16	15
De 50 à moins de 100 millions	28	21	17	19	18	19	20
De 20 à moins de 50 millions	44	36	39	38	39	44	41
De 10 à moins de 20 millions	47	30	31	32	28	28	31
De 1 à moins de 10 millions	183	177	161	134	128	124	142
Moins de 1 million	85	57	59	61	72	72	69
Total	**412**	**355**	**329**	**309**	**311**	**314**	**331**

TABLEAU E.02-14

Production de livres par catégorie

Source : Syndicat national de l'édition

	1995	1996	1997	1998	1999	*dont* nouveautés et nouvelles éditions
Titres produits :						
Livres scolaires	5 872	6 707	6 498	6 864	7 274	2 457
Livres scientifiques, professionnels et techniques	3 361	3 334	3 178	3 437	2 791	1 528
Sciences humaines et sociales	4 441	4 886	4 659	5 202	5 226	3 050
Droit et sciences économiques	1 628	1 979	2 008	2 010	1 536	882
Religion	1 198	1 139	1 321	1 382	1 214	647
Ésotérisme, occultisme	314	357	395	356	313	144
Littérature	10 590	10 360	10 837	12 641	12 013	4 896
Actualité	838	908	951	958	1 055	735
Encyclopédies et dictionnaires	623	637	462	503	675	235
Livres d'art	1 139	1 602	1 493	1 540	1 316	752
Livres pour la jeunesse	6 029	6 656	6 793	7 287	7 697	2 999
Bandes dessinées	1 170	1 531	1 332	1 354	1 609	450
Ouvrages de documentation	60	67	1 009	776	742	427
Livres pratiques (1)	5 734	6 143	6 204	6 625	6 345	2 040
Non ventilé	–	–	74	2	2	–
Total	**42 997**	**46 306**	**47 214**	**50 937**	**49 808**	**21 242**
Exemplaires produits (en milliers) :						
Livres scolaires	64 525	77 915	78 042	78 618	71 209	29 604
Livres scientifiques, professionnels et techniques	7 744	7 919	7 267	7 814	5 937	3 501
Sciences humaines et sociales	24 230	25 601	20 479	18 467	15 212	8 288
Droit et sciences économiques	4 601	5 830	5 796	5 177	4 330	2 566
Religion	7 029	7 604	6 039	6 780	5 650	2 764
Ésotérisme, occultisme	1 981	1 785	1 731	1 657	1 567	781
Littérature	130 603	123 882	127 276	128 508	125 805	61 248
Actualité	6 063	7 334	7 834	8 349	8 558	7 390
Encyclopédies et dictionnaires	11 999	7 874	7 113	8 160	9 753	4 723
Livres d'art	6 162	10 371	8 482	8 548	6 991	4 739
Livres pour la jeunesse	54 569	61 967	67 015	70 810	70 470	32 196
Bandes dessinées	12 608	14 435	14 259	19 560	24 277	3 397
Ouvrages de documentation	2 218	2 028	2 222	2 709	2 151	414
Livres pratiques (1)	51 829	58 906	57 534	62 452	59 562	18 735
Divers non ventilés	–	–	4 257	20	20	–
Total	**386 161**	**413 451**	**415 346**	**427 629**	**411 492**	**180 346**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-15

Chiffre d'affaires des maisons d'édition

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Million de francs

	1995	1996	1997	1998	1999
Livres scolaires	2 075,1	2 134,6	2 155,9	2 170,3	2 134,8
Livres scientifiques, professionnels et techniques	699,2	700,3	717,8	724,5	773,7
Livres de sciences humaine et sociales	800,2	829,7	837,8	774,4	734,0
Droit et sciences économiques	688,6	796,8	812,3	798,6	794,1
Religion	227,8	227,0	276,7	260,0	243,3
Ésotérisme, occultisme	52,7	61,6	52,9	59,2	57,7
Littérature	2 338,2	2 406,5	2 406,1	2 503,3	2 549,6
Actualité	273,3	318,5	338,3	322,1	328,9
Encyclopédies et dictionnaires	2 575,7	2 042,0	1 745,3	1 605,8	1 601,0
Livres d'art	697,3	747,1	592,3	645,4	625,7
Livres pour la jeunesse	963,1	1 014,1	1 114,0	1 177,8	1 213,6
Bandes dessinées	310,7	349,4	389,3	578,4	557,6
Ouvrages de documentation	127,7	109,8	123,7	104,0	115,4
Livres pratiques (1)	1 765,5	1 795,2	1 855,0	1 908,9	2 004,3
Divers non ventilés	40,2	41,0	23,8	7,9	7,8
Total des ventes de livres	**13 635,3**	**13 573,6**	**13 441,2**	**13 640,6**	**13 741,5**
Cessions de droits	494,0	519,7	578,4	648,2	640,9
Total	**14 129,3**	**14 093,3**	**14 019,6**	**14 288,8**	**14 382,4**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-16

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1995	1996	1997	1998
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 315**	**2 486**	**2 544**	**2 656**
Ayant une discothèque de prêt	576	1 039	1 148	1 330	1 383
Ayant une vidéothèque de prêt	104	512	592	849	764
Collections pour 100 habitants :					
Livres	228	270	270	277	292
Phonogrammes	16,0	21,8	21,9	22,7	23,5
Cassettes vidéo	...	2,2	2,6	3,1	3,6
Prêts :					
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4 605	6 251	6 449	6 545	6 641
soit en % de la population desservie	16	18	18	18	18
Prêts de livres pour 100 habitants	325	400	420	420	430
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	80	83	82	83
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	27	30	34	35

TABLEAU E.02-17

Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale de France

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Phonogrammes	**17 213**	**15 573**	**15 964**	**16 044**	**14 251**	**13 392**
Disques 45 tours	1 490	8	48	18	...	...
Disques 33 tours	3 196	1 249	1 040	1 049	...	...
Disques compacts	8 040	11 464	12 158	12 794	...	...
Cassettes	4 487	2 841	2 715	2 118	...	...
Minidiscs	///	11	3	65	...	...
Vidéogrammes	**4 079**	**9 506**	**8 187**	**7 612**	**7 079**	**7 808**
Multimédias	**1 916**	**1 827**	**2 968**	**4 452**	**4 550**	**5 417**

TABLEAU E.02-18

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Vente en France	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Quantité (1)	**131 511**	**142 477**	**145 418**	**157 192**	**161 681**	**153 305**
Disques 45 tours	26 622	279	228	307	467	691
Disques 33 tours	6 708	84	74	170	308	376
Disques compacts	56 220	114 513	127 582	141 437	143 676	138 602
Cassettes	41 961	27 112	17 265	14 908	13 807	11 419
Tous supports et livres	///	489	269	370	3 423	2 217
Facturation (2)	**5 343**	**6 783**	**6 785**	**7 235**	**7 536**	**7 270**
Disques 45 tours	349	7	6	7	11	15
Disques 33 tours	204	3	2	4	8	11
Disques compacts	3 177	5 847	6 061	6 583	6 774	6 662
Cassettes	1 613	905	705	626	561	458
Tous supports et livres	///	21	11	15	182	124

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-19

Activités cinématographiques

Source : Centre national de la cinématographie

	1990	1995	1997	1998	1999
Production cinématographique					
Films de long métrage produits (1)	**146**	**141**	**163**	**183**	**181**
Films d'initiative française	106	97	125	148	150
Intégralement français	81	63	86	102	115
De coproduction	25	34	39	46	35
Films de coproduction à majorité étrangère	37	32	33	32	31
Films bénéficiaires d'une aide sélective (2)	3	12	5	3	–
Montant des investissements (million de F)	**3 289**	**3 596**	**4 626**	**4 942**	**4 539**
Français	2 296	2 665	3 724	3 986	3 731
Étrangers	993	931	902	956	808
Coût médian des films d'initiative française produits (million de F)	16	21	19	18	18
Distribution cinématographique					
Sociétés de distribution autorisées	391	413	428	435	...
dont : ayant enregistré des résultats	162	164	156	161	...
Chiffre d'affaires (million de F)	1 547	1 810	2 108	2 392	...
Films distribués	4 086	4 185	4 181	...	...
Films sortis pour la première fois	370	371	394	448	525
dont : films français	129	136	151	173	209
Exploitation cinématographique					
Salles standard au 31-12 (3)	4 518	4 377	4 661	4 768 *r*	4 971
Fauteuils des salles standard (millier)	1 007	922	974	990	1 022
Complexes cinématographiques (4)	860	828	832	848	857
Salles de complexes	3 078	3 082	3 331	3 460	3 665
Fauteuils des complexes (millier)	584	561	627	650	686
Spectateurs (million)	121,9	130,2	149,0	170,6 *r*	155,5 *p*
Recette (million de F) (5)	3 826,1	4 526,9	5 175,0	6 014,0 *r*	5 476,1 *p*
Pourcentage du film français dans la recette guichet (%)	37,4	35,2	34,5	27,6 *r*	32,3 *p*

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale (fonds ECO) jusqu'en 1997 et fonds Sud à partir de 1998.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1992, salles actives à partir de 1993.
(4) Établissements comportant au moins deux écrans (en 1999, 62 établissements comportent 10 salles et plus).
(5) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU E.02-20

Panorama du cinéma mondial

Année 1998

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	Union Européenne	Allemagne	Espagne	**France**	Italie	Royaume-Uni	États-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	630 (1)	50	65	**183**	92	91	509	249
Exploitation - Distribution								
Écrans	23 166	4 244	2 997	**4 764**	4 603	2 581	34 168	1 993
Nombre de films distribués	3 810 (2)	287	501	**448**	396	356	464	555
Entrées (en millions)	800,0	148,9	112,1	**170,6**	118,5	135,2	1 390,0	153,1
Entrées moyenne par habitant	2,1	1,8	2,8	**2,9**	2,1	2,3	5,1	1,2
Entrées moyennes par salle	34 530	35 080	37 400	**35 804**	24 440	58 280	40 930	74 680
Recettes guichet (en millions dans la monnaie locale) (3)	4 261,8	1 600,2	66 763,0	**6 014,0**	1 141,1	539,0	6 880,0	193,5
Recettes (en millions d'euros)	4 261,8	818,2	401,3	**916,8**	589,3	879,9	7 100,1	1 858,1
Recettes réalisées par les films nationaux (en %)	16,0	8,1	11,9	**27,2**	24,7	14,1	97,0	30,2
Recettes réalisées par les films américains (en %)	76,0	85,4	78,5	**64,8**	63,8	83,9	97,0	66,3
Vidéo								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	70,0	80,4	68,9	**80,6**	62,5	85,8	93,8	87,3
Câble								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	28,6	53,7	4,0	**12,5**	0,3	11,6	68,8	16,4
Satellite								
Taux de pénétration des foyers TV (en %)	13,3	19,4	17,4	**7,7**	5,0	16,9	10,5	26,7

(1) Estimations hors coproductions franco-européennes minoritaires.
(2) Cumul des films sortis dans l'Union européenne.
(3) En milliards pour l'Italie et le Japon.

TABLEAU E.02-21

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Spectateurs : millier

	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Opéra de Paris (1) (4)					
Représentations	322	289	415	415	428
Spectateurs	534	592	735	761	804
Théâtres nationaux (1) (5)					
Comédie française :					
Représentations	382	568	730	737	745
Spectateurs	295	303	322	325	342
Théâtre national de l'Odéon :					
Représentations	323	313	277	317	272
Spectateurs	103	113	109	116	102
Théâtre national de Chaillot :					
Représentations	428	257	320	406	280
Spectateurs	210	147	169	216	128
Théâtre de la Colline :					
Représentations	332	343	393	309	358
Spectateurs	119	105	100	93	87
Théâtre national de Strasbourg :					
Représentations	152	137	119	207	168
Spectateurs	51	32	36	40	41
Centres dramatiques nationaux (2)					
Représentations	7 167	6 924	7 140	8 236 *r*	9 211
Spectateurs	2 086	1 619	1 716	1 853 *r*	1 940
Scènes nationales (2)					
Représentations	23 047	28 740	24 619	28 924	...
Spectateurs	2 114	2 568	2 324	2 760	...
Théâtres privés parisiens (3)					
Représentations	11 501	11 202	11 033	10 745	11 323
Spectateurs	3 093	2 337	2 222	2 385	2 394

(1) Non compris les tournées et les spectacles non théâtraux.
(2) Tous spectacles, spectateurs payants.
(3) Résultats de l'année civile des théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.
(4) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille.
(5) Spectateurs payants et gratuits.

TABLEAU E.02-22

Élèves des établissements d'enseignement artistique

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Musique et danse					
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 191	1 210	1 228	1 200
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	502	480	576	528
Centre national de danse contemporaine	27	33	31	33	30
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	47 443	46 212	48 542	49 328
École nationales de musique (ENM)	88 521	91 656	94 496	91 190	89 010
Art dramatique					
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	90	93	96	93
École du théâtre national de Strasbourg	41	39	38	37	37
École supérieure des arts du cirque	38	32	35	42	43
École nationale supérieure des arts de la marionnette	13	14	19	16	16
École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	...	156	153	133	133
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 719	1 766	1 824	1 683
Audiovisuel					
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	108	116	137	103	148
École nationale supérieure Louis Lumière	...	163	156	156	153
Arts plastiques					
École nationale supérieure des beaux-arts	858	534	580	656	674
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	616	586	609	586
École nationale supérieure de création industrielle (1)	167	187	178	179	190
Écoles nationales d'art	1 108	1 164	1 148	1 181	1 183
Écoles régionales et municipales d'art	7 104	7 436	7 747	8 082	8 059
Patrimoine					
École du Louvre (2)	2 958	1 885	1 900	1 846	1 716
Institut français de restauration des œuvres d'art	39	47	49	47	51
École des Chartes	119	176	170	155	86
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	156	145	96	78
Architecture					
Écoles d'architectures	...	18 801	18 768	18 539	17 945

(1) Non compris les stagiaires.
(2) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU E.02-23

Commerce extérieur des biens culturels

Source : Douanes — *Unité* : Million de francs

	1990	1995	1997	1998	1999
Exportations					
Total	**12 425**	**9 617**	**11 058**	**10 984**	**11 489**
Livres	2 979	3 129	3 522	3 489	3 438
Presse	2 111	2 740	2 567	2 755	2 859
Phono-vidéogrammes	899	1 109	1 410	1 002	1 107
Partitions musicales	20	39	63	35	35
Instruments de musique	445	525	587	611	625
Objets d'art (1)	5 971	2 075	2 909	3 092	3 425
Importations					
Total	**12 371**	**9 757**	**9 493**	**9 948**	**9 957**
Livres	3 262	3 557	3 345	3 436	3 462
Presse	2 311	2 225	2 320	2 595	2 665
Phono-vidéogrammes	1 433	2 095	2 072	1 835	1 673
Partitions musicales	32	60	52	42	41
Instruments de musique	1 140	967	906	913	923
Objets d'art (1)	4 193	853	798	1 127	1 193

(1) Y compris collections et spécimens.

TABLEAU E.02-24

Fréquentation des lieux culturels

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — %

	Au cours de leur vie				Au cours des 12 derniers mois	
	1989	1997	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui sont allés au moins une fois						
Cinéma	88	95	52	50	49	49
Bibliothèque/médiathèque	•	•	•	•	23	31
Théâtre	45	57	12	10	14	16
Spectacle de danse	24	32	6	5	6	8
Concert de musique classique (1)	29	28	7	7	9	9
Concert rock (1)	25	26	•	•	10	9
Concert jazz (1)	18	19	•	•	6	7
Concert de musique d'un autre genre (1)	•	30	•	•	•	11
Musée	74	77	27	35	30	33
Monument historique	72	71	32	32	28	30

(1) L'introduction d'un nouvel item « concert de musique d'un autre genre » dans le questionnaire de 1997 rend difficile la comparaison avec les résultats de 1989, notamment dans le cas des concerts de rock.

TABLEAU E.02-25

Pratiques artistiques amateur

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	Au cours des 12 derniers mois	
	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont pratiqué les activités artistiques suivantes :		
Instrument de musique (1)	18	13
Chant ou musique avec une organisation ou des amis	8	10
Activité amateur autre que musicale	**27**	**32**
dont : journal intime, noter des réflexions	7	9
poèmes, nouvelles ou roman	6	6
peinture, sculpture ou gravure	6	10
artisanat d'art	3	4
théâtre	2	2
dessin	14	16
danse	6	7
Appareil photo	66	66
Caméra ou un caméscope	5	14

(1) Les modifications apportées au questionnaire rend impossible toute comparaison sur cette question.

TABLEAU E.02-26

Lecture

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

%

	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont lu :				
Un quotidien	77	71	79	73
dont : tous les jours ou presque	55	46	43	36
Un magazine régulièrement	•	•	86	84
dont : un magazine télé exclusivement	•	•	15	16
Au moins un livre dans les 12 derniers mois	**70**	**74**	**75**	**74**
1 à 9	24	27	32	34
10 à 24	23	26	25	23
25 et plus	22	19	17	14
Ne se prononcent pas	1	2	1	3

TABLEAU E.02-27

Les pratiques audiovisuelles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — %

	1973	1981	1989	Au cours des 12 derniers mois 1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus dont les pratiques audiovisuelles ont été les suivantes :				
Télévision	88	91	90	91
Tous les jours ou presque	65	69	73	77
Cassettes vidéo	•	•	24	66
Au moins une fois par semaine	•	•	13	28
Radio	81	90	85	87
Tous les jours ou presque	72	72	66	69
Disques ou des cassettes	66	76	73	76
Tous les jours ou presque	9	19	21	27
Micro ordinateur (1)	•	•	•	14
Tous les jours ou presque	•	•	•	4

(1) Dans le cadre de leurs loisirs.

TABLEAU E.02-28

Répartition de la population active de la culture ayant un emploi en janvier 1999 par profession (1)

Source : INSEE (enquête sur l'emploi 1999) — *Unité* : Personne

	TOTAL	Hommes %	Femmes %	Salariés %	Non salariés %
Professions de l'audiovisuel et du spectacle vivant					
Artistes des spectacles	42 372	65	35	83	17
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles	63 226	70	30	82	18
Professions des arts plastiques et des métiers d'art					
Artistes plasticiens	19 290	70	30	2	98
Stylistes/décorateurs	55 613	56	44	73	27
Photographes	12 831	84	16	38	62
Métiers d'art	41 678	68	32	71	29
Professions littéraires					
Journalistes et cadres de l'édition	54 244	59	41	86	14
Auteurs littéraires	6 303	71	29	15	85
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	**46 664**	**14**	**86**	**100**	**–**
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	**37 420**	**39**	**61**	**86**	**14**
Architectes	**30 487**	**82**	**18**	**43**	**57**
Ensemble des professions culturelles	**410 128**	**58**	**42**	**73**	**27**

(1) La population active exerçant une profession culturelle représente 1,8 % de la population active ayant un emploi.

Chapitre E.03

Tourisme

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3).
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie.
3. Autres hébergements : établissements et lits.

4A. Voyages personnels : répartition des séjours et des nuitées selon le type d'espace.

4B. Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.

5A. Voyages personnels : séjours selon le mode d'hébergement.

5B. Voyages personnels : nuitées selon le mode d'hébergement.

6. Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.
7. Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.
8. Voyages personnels : répartition des nuitées en France.
9. Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.
10. Bilan financier du tourisme avec l'étranger.
11. Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone.
12. Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Secrétariat d'État au Tourisme, direction du Tourisme, bureau des études statistiques et des comptes économiques.

1. PRÉSENTATION

En 1999, l'offre d'hébergement confirme certaines des tendances observées les années précédentes : baisse sensible pour l'hôtellerie homologuée (nombre d'établissements : - 1,4 %, nombre de chambres : - 0,6 %), pour les terrains de campings (- 0,4 %). L'hébergement en chambres d'hôtes continue de se développer; son offre augmente de 4,2 %.

En revanche, le nombre de gîtes ruraux et communaux diminue de 1,1%, celui des villages de vacances stagne; celui des auberges de jeunesse régresse (- 4% de 1997 à 1999).

Après une hausse en 1998, les voyages personnels en France diminuent de 4,8 % en séjours; l'hébergement non marchand est le plus touché (- 6,0 %).

Parmi les modes de transport, l'avion et le train poursuivent leur progression passant de 1998 à 1999, respectivement de 6,5 % à 6,9 % et de 12,0 % à 12,1 % du nombre de séjours. La voiture poursuit son recul avec 75,0 % des séjours en 1999 contre 77,4 % en 1994.

Ces déplacements se sont faits plutôt à la mer (38,9 % des nuitées) et à la campagne (32,8 % des nuitées) et majoritairement dans des hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires) (53,9 % en été et 67,8 % en hiver).

En 1999, la France reste la première destination en nombre d'arrivées de touristes loin devant l'Espagne, les États-Unis et l'Italie. En revanche, en termes de recettes touristiques, la France se situe au 3ème rang mondial derrière les États-Unis et l'Espagne. Cependant, le solde de la balance des paiements est largement positif procurant à la France 12 084 millions d'euros d'excédent; il augmente de 26,1%.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAF63.3).

En 1996, l'enquête a été rénovée; les données issues de son exploitation ne sont donc pas strictement comparables avec celles de 1995 présentées dans l'édition 1998 de l'annuaire.

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont eu cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.

Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

2.2. La demande

Les voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la Sofrès auprès d'un échantillon de 20 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

2.3. La fréquentation étrangère

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera dans cette statistique les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de transactions (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de règlements (1) avec les principaux pays. La ligne des voyages fait l'objet en 1999 d'une correction méthodologique liée aux rémunérations des salariés; les dépenses des travailleurs frontaliers, dans le pays où ils sont rémunérés, sont considérés comme des dépenses de voyages, conformément aux recommandations du 5ème Manuel du FMI. Dans la partie recettes, les montants correspondant à des revenus du travail, enregistrés à tort dans la ligne voyages, ont été extraits de cette ligne. Au total, les incidences sont toutefois peu sensibles au niveau du poste « voyages ».

Fréquentation par mode d'hébergement

La direction du Tourisme a réalisé en 1996 une « enquête aux frontières ». Elle a été menée auprès des visiteurs non résidents à leur sortie du territoire français, quel que soit le mode de transport utilisé. Elle a porté sur un échantillon de 24 606 touristes et 23 914 excursionnistes (cf. définition « Touriste »).

---

(1) Cf. au chapitre O.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux transactions et aux règlements.

3. DÉFINITIONS

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Hôtellerie

Les hôtels homologués de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Maisons familiales de vacances

Ce sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit. Ils offrent des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles; ils doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.

Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.

Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.

Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :

— d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme;

— familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptême);

— autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.

Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, direction du Tourisme, bureau des études statistiques et des comptes économiques.

— INSEE.

Publications :

Observatoire National du Tourisme :

« Données économiques du Tourisme 1998 », « L'Atlas du tourisme », « Le tourisme international en France », « Les résultats de l' Enquête aux frontières 1996 ».

Mémento du tourisme 2000, Secrétariat d'État au Tourisme, Direction du Tourisme.

INSEE :

« Les vacances des Français », *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 80-81, mars 1996.

« Chaque année, quatre Français sur dix ne partent pas en vacances », *INSEE-Première,* n° 734, août 2000.

« Partir en vacances », Marceline Bodier et Emmanuelle Crenner, *Données sociales,* 1996, INSEE.

*
* *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3)

Année 1998

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans les services) — *Unité* : Million de Francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé annuel (2)	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	**3 928**	**38 201**	**37 898**	**63 261**	**11 134**	**570**
hors tranche (1)	209	1 113	1 066	2 374	– 138	9
0 salarié	430	–	479	668	270	16
1 à 2 salariés	882	1 444	1 787	2 356	566	13
3 à 5 salariés	1 322	4 966	5 283	6 372	1 647	52
6 à 9 salariés	568	4 011	3 871	5 759	1 428	69
10 à 19 salariés	293	3 957	3 667	5 991	1 138	44
20 à 29 salariés	89	2 039	1 907	4 151	584	26
30 à 49 salariés	65	2 498	2 411	4 706	703	27
50 à 99 salariés	39	2 719	2 619	5 252	755	29
100 salariés et plus	31	15 454	14 809	25 633	4 181	286

(1) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.
(2) Personnel occupé annuel moyen = effectif salarié et non salarié en équivalent temps plein.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Sans étoile (1) :						
Hôtels	495	2 603	2 660	2 554	2 315	2 198
Chambres	3 554	55 859	58 579	57 217	55 051	55 088
1 étoile :						
Hôtels	7 472	3 126	2 766	2 615	2 388	2 235
Chambres	121 566	57 846	52 035	49 491	45 192	42 299
2 étoiles :						
Hôtels	9 176	10 586	10 549	10 450	10 166	10 134
Chambres	264 907	302 530	300 651	296 032	287 990	285 144
3 étoiles :						
Hôtels	2 825	3 342	3 361	3 386	3 342	3 364
Chambres	132 499	157 057	154 675	156 198	154 471	155 684
4 étoiles et 4 étoiles-luxe						
Hôtels	415	555	576	558	598	615
Chambres	28 320	38 245	42 413	41 945	44 240	45 239
Total :						
Hôtels	**20 383**	**20 212**	**19 912**	**19 563**	**18 809**	**18 546**
Chambres	**550 846**	**611 537**	**608 353**	**600 883**	**586 944**	**583 544**

(1) Norme 1986.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1995	1997	1998	1999
Nombre d'établissements :					
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles	8 527	8 195	8 141	8 059	8 027
Villages de vacances agréés	•	...	861	893	892
Auberges de jeunesse	303	191	224	217	215
Maisons familiales de vacances	128	...	...	...	...
Gîtes ruraux et communaux (1)	37 827	41 286	41 868	41 957	41 489
Chambres d'hôtes (1)	11 168	17 659	21 466	22 053	22 987
Places disponibles (ou lits) en milliers :					
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles (2)	889,9	913,0	910,6	901,2	900,0
Villages de vacances agréés	•	...	253,0	260,0	260,6
Auberges de jeunesse	17,6	12,9	15,0	15,7	15,2
Maisons familiales de vacances	13,7	...	...	...	...

(1) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène.
(2) Nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4A

Voyages personnels : répartition des séjours et des nuitées selon le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1996	1997	1998	1999
En % des séjours					
Mer	25,3	25,5	26,3	26,4	27,6
Montagne	15,0	15,3	14,6	15,4	15,1
Campagne	37,4	36,9	37,4	36,8	36,0
Lac	4,1	4,2	4,1	4,1	4,0
Ville	32,1	32,6	32,5	33,6	33,4
Autre	2,0	2,1	2,3	2,3	2,3
En % des nuitées					
Mer	37,4	37,7	38,4	38,6	38,9
Montagne	19,8	19,1	18,1	19,0	19,5
Campagne	32,4	33,6	33,8	34,0	32,8
Lac	5,7	5,7	5,8	5,9	5,1
Ville	26,2	25,9	26,1	26,5	27,1
Autre	1,8	2,1	2,1	2,2	2,3
Durée moyenne des séjours (en nuitées)					
Mer	8,5	8,7	8,5	8,6	8,2
Montagne	7,6	7,3	7,2	7,2	7,5
Campagne	5,0	5,3	5,3	5,4	5,3
Lac	8,0	8,0	8,2	8,4	7,3
Ville	4,7	4,7	4,7	4,6	4,7
Autre	5,2	5,9	5,4	5,7	5,8

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.

TABLEAU E.03-4B

Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Tourisme/SOFRES

%

	Séjours				Nuitées			
	1995	1997	1998	1999	1995	1997	1998	1999
ÉTÉ (période du 01/4 au 30/9)								
Hôtel et pension de famille	15,6	15,7	16,0	15,8	10,9	10,8	11,3	11,1
Camping	8,6	8,9	8,0	8,5	12,0	12,0	11,4	11,9
Location	4,8	5,3	5,2	5,8	9,2	9,3	9,2	10,1
Gîte, chambre d'hôte	3,0	3,5	3,8	3,3	3,4	3,6	4,0	3,4
Résidence de tourisme	0,7	1,2	1,3	1,2	1,1	1,8	1,8	1,7
Autre	5,6	5,9	6,2	7,3	7,2	6,9	7,5	8,0
Total hébergement marchand	**38,3**	**40,5**	**40,6**	**41,9**	**43,8**	**44,4**	**45,2**	**46,2**
Résidence secondaire	11,8	12,4	12,0	11,8	17,6	18,7	18,0	18,1
Famille/amis	49,9	47,1	47,4	46,3	38,6	36,9	36,8	35,8
Total hébergement non marchand	**61,7**	**59,5**	**59,4**	**58,1**	**56,2**	**55,6**	**54,8**	**53,9**
HIVER (période du 01/10 au 30/03)	94-95	96-97	97-98	98-99	94-95	96-97	97-98	98-99
Hôtel et pension de famille	12,1	14,4	13,0	14,1	12,0	12,5	12,4	13,5
Camping	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,5	1,3	1,5
Location	4,1	3,7	4,0	4,0	7,0	6,3	7,0	7,0
Gîte, chambre d'hôte	1,7	2,0	2,1	2,1	1,8	1,9	2,1	2,2
Résidence de tourisme	—	1,1	1,1	1,1	—	1,7	1,7	2,1
Autre	4,9	4,7	4,6	4,7	7,0	5,6	6,4	5,9
Total hébergement marchand	**23,9**	**27,1**	**26,0**	**27,1**	**29,0**	**29,5**	**30,9**	**32,2**
Résidence secondaire	12,4	11,0	11,5	10,4	17,1	16,9	16,9	15,1
Famille/amis	63,7	61,9	62,5	62,5	53,9	53,6	52,2	52,6
Total hébergement non marchand	**76,1**	**72,9**	**74,0**	**72,9**	**71,0**	**70,5**	**69,1**	**67,8**

TABLEAU E.03-5A

Voyages personnels : séjours selon le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	1995	1996	1997	1998	1999
Hôtel et pension de famille	25,3	25,2	23,7	24,8	23,5
Camping	10,2	9,6	9,8	9,1	8,9
Location	7,9	8,0	7,5	7,7	8,0
Gîte, chambre d'hôte	4,4	4,0	4,6	5,2	4,3
Résidence de tourisme	1,0	1,6	1,9	2,0	1,8
Autre	9,2	9,1	8,9	9,1	10,0
Total hébergement marchand	**58,1**	**57,5**	**56,4**	**57,9**	**56,5**
Résidence secondaire	20,5	19,6	19,7	18,7	17,6
Famille/amis	94,8	90,3	84,3	85,3	80,2
Total hébergement non marchand	**115,3**	**109,9**	**104,0**	**104,0**	**97,8**
Total hébergement	**173,4**	**167,4**	**160,4**	**161,9**	**154,2**

TABLEAU E.03-5B

Voyages personnels : nuitées suivant le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	1995	1996	1997	1998	1999
Hôtel et pension de famille	113,0	113,4	105,2	112,7	105,6
Camping	90,9	86,9	84,9	81,5	79,5
Location	86,4	87,3	78,8	81,7	84,0
Gîte, chambre d'hôte	29,2	25,9	28,5	33,6	27,7
Résidence de tourisme	9,2	13,4	16,8	16,6	16,1
Autre	69,1	65,3	63,5	66,9	67,1
Total hébergement marchand	**397,9**	**392,1**	**377,6**	**393,0**	**380,2**
Résidence secondaire	171,1	176,4	168,4	166,4	155,6
Famille/amis	425,0	414,5	386,4	388,0	361,7
Total hébergement non marchand	**596,1**	**590,9**	**554,8**	**554,4**	**517,3**
Total hébergement	**994,0**	**983,0**	**932,4**	**947,4**	**897,4**

TABLEAU E.03-6

Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre de séjours (en millions)					
Total Europe	**11,9**	**11,3**	**10,6**	**10,9**	**9,8**
dont : Allemagne	1,0	0,9	0,9	0,7	0,7
Belgique, Luxembourg	0,9	1,0	0,8	1,0	0,7
Espagne	2,7	2,5	2,4	2,8	2,6
Grande Bretagne + Irlande	1,6	1,3	1,3	1,0	1,0
Italie	1,9	1,7	1,7	1,6	1,8
Afrique	1,4	1,7	1,8	1,9	2,5
Amérique	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5
Asie, océanie	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8
Total	**15,7**	**15,3**	**14,5**	**15,1**	**14,6**
Nombre de nuitées (en millions)					
Total Europe	**86,0**	**79,2**	**77,1**	**75,3**	**68,0**
dont : Allemagne	5,4	5,1	4,6	3,1	4,6
Belgique, Luxembourg	3,2	3,2	2,4	3,1	2,7
Espagne	25,5	23,4	23,2	23,1	22,1
Grande Bretagne + Irlande	8,4	6,6	7,0	5,5	5,3
Italie	13,5	11,9	11,6	10,7	11,5
Afrique	13,1	15,9	16,6	17,0	22,1
Amérique	16,4	16,4	16,9	16,7	18,4
Asie, océanie	11,2	10,4	9,4	9,6	9,6
Total	**126,7**	**121,8**	**120,1**	**118,6**	**118,1**

TABLEAU E.03-7

Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1996	1997	1998	1999
Répartition (en millions)					
Voiture particulière	134,7	128,9	123,0	121,8	115,6
Voiture de location	0,9	1,0	1,3	1,2	1,1
Minibus, camping-car	1,7	1,8	1,8	1,8	1,7
Avion	9,4	9,9	9,9	10,4	10,7
Train	19,1	18,8	17,9	19,4	18,7
Autocar	5,2	4,9	3,9	4,3	3,8
Autre	2,4	2,2	2,6	2,8	2,6
Total	**173,4**	**167,4**	**160,4**	**161,7**	**154,2**
Répartition (en %)					
Voiture particulière	77,7	77,0	76,8	75,3	75,0
Voiture de location	0,5	0,6	0,8	0,8	0,7
Minibus, camping-car	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
Avion	5,4	5,9	6,2	6,5	6,9
Train	11,0	11,2	11,1	12,0	12,1
Autocar	3,0	2,9	2,4	2,6	2,5
Autre	1,4	1,3	1,6	1,7	1,7

TABLEAU E.03-8

Voyages personnels : répartition des nuitées en France

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre de nuitées en millions					Durée moyenne des séjours en nuitées				
	1995	1996	1997	1998	1999	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre de nuitées (en millions)										
Alsace	11,8	10,3	9,8	9,3	10,5	5,3	4,8	4,6	4,7	4,9
Aquitaine	63,6	65,9	62,7	62,9	61,3	6,6	6,9	6,9	6,7	6,9
Auvergne	23,2	25,9	23,6	24,2	21,8	5,7	6,0	6,0	5,7	5,6
Basse-Normandie	28,5	28,7	25,6	26,8	26,0	4,8	5,4	4,9	5,0	4,9
Bourgogne	26,6	26,9	26,3	26,6	19,1	3,8	4,4	4,2	4,9	4,1
Bretagne	67,6	66,4	65,8	65,4	63,9	6,5	6,4	6,5	6,5	6,7
Centre	29,7	29,5	31,2	29,7	28,2	4,1	4,2	4,3	4,1	4,1
Champagne-Ardenne	9,6	10,1	9,4	10,7	9,5	3,4	3,5	3,9	3,6	3,2
Corse	12,6	13,5	9,0	12,0	12,5	11,8	12,4	12,3	11,4	9,8
Franche-Comté	14,6	14,3	12,5	12,8	13,1	4,8	4,9	4,8	4,7	5,1
Haute-Normandie	16,0	14,2	12,8	11,9	10,9	3,7	3,8	3,5	3,6	3,8
Île-de-France	44,3	44,3	41,4	41,5	37,6	3,5	3,5	3,7	3,6	3,4
Languedoc-Roussillon	78,5	73,9	73,1	76,8	72,3	7,9	7,9	7,7	7,8	7,6
Limousin	9,8	12,5	10,6	10,6	10,9	5,1	6,1	5,9	5,9	5,4
Lorraine	19,7	17,4	15,0	15,2	16,9	4,2	3,7	3,5	3,8	4,1
Midi-Pyrénées	47,9	43,8	46,7	46,8	45,9	5,7	5,8	6,1	6,0	5,9
Nord-Pas-de-Calais	21,8	21,5	19,3	20,6	20,3	4,1	4,4	4,3	4,6	4,2
Pays-de-la-Loire	60,2	62,7	60,1	62,3	55,2	5,3	5,7	5,3	5,8	5,5
Picardie	16,6	15,4	14,9	15,1	13,1	3,8	3,9	4,0	4,4	4,1
Poitou-Charentes	39,9	40,7	37,7	37,5	34,0	5,4	5,7	5,4	5,5	5,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106,3	107,4	104,3	103,7	99,4	7,6	7,5	7,5	7,3	7,2
Rhône-Alpes	105,1	101,8	88,6	92,1	86,4	5,6	5,7	5,4	5,5	5,6
France sans indication	2,6	2,9	1,0	1,8	0,6	6,8	8,3	9,9	13,9	11,2
DOM-TOM	11,4	11,5	10,9	12,0	9,6	14,0	13,7	11,8	12,9	12,3
Total	**867,8**	**861,4**	**812,5**	**828,3**	**779,0**	**5,5**	**5,8**	**5,6**	**5,6**	**5,6**

TABLEAU E.03-9

Voyages personnels : répartition des séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SDT - Direction du Tourisme/Sofres

%

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac
ÉTÉ (d'avril à septembre 1999)					
Sports nautiques	54,1	12,7	10,4	10,6	32,8
dont : natation, baignade	48,6	11,5	9,5	9,2	30,1
Randonnée pédestre	5,2	27,3	5,4	3,0	13,8
Promenade	37,2	37,6	27,1	20,1	38,1
Visite de momunents, sites et musées	16,2	19,3	14,4	25,8	18,6
Pas d'activité particulière	12,4	11,6	32,6	26,7	16,1
HIVER (d'octobre 1998 à mars 1999)					
Sports d'hiver	0,1	53,7	1,2	1,3	17,3
Promenade	43,2	34,0	24,0	20,0	40,3
Visite de momunents, sites et musées	30,7	11,4	8,3	22,7	24,1
Pas d'activité particulière	22,2	11,5	44,1	37,8	20,1

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.03-10

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million d'euros

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Recettes	20 887	20 945	22 117	24 496	26 491	29 569
Dépenses	11 657	12 424	13 841	15 625	16 905	17 485
Soldes	**9 230**	**8 521**	**8 276**	**8 871**	**9 586**	**12 084**

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone

Source : Balance des paiements

Unité : Million d'euros

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
OCDE	19 376	18 962	19 847	22 447	24 094	25 696
dont : UE	8 940	9 398	10 006	11 785	13 273	16 845
dont : Allemagne (1)	2 522	2 605	2 627	2 650	2 913	3 579
Royaume-Uni	2 008	1 914	2 153	1 469	3 471	3 895
UEBL	1 452	1 607	1 754	2 003	2 166	2 742
Italie	1 202	1 116	1 171	1 504	1 715	2 501
Pays-Bas	723	766	786	900	1 191	1 826
Espagne	734	715	744	827	867	1 188
Portugal	75	79	115	142	150	194
Grèce	41	28	39	37	48	57
Danemark	127	118	147	177	183	248
Irlande	38	31	47	60	80	123
États-Unis-Canada	2 964	2 885	3 144	3 759	4 334	4 814
Hors OCDE	1 512	1 983	2 270	2 476	2 823	3 873
Total	**20 887**	**20 945**	**22 117**	**24 924**	**26 917**	**29 569**

(1) À partir de 1990 y compris ex-RDA.

TABLEAU E.03-12

Tourisme international : les arrivées, les recettes par pays (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

	Arrivées de touristes (milliers)		Recettes du Tourisme International (millions de dollars US)	
	1990	1999	1990	1999
France	**52 497**	**73 042**	**20 185**	**31 699**
Espagne	34 085	51 772	18 593	32 913
États-Unis	39 363	48 491	43 007	74 448
Italie	26 679	36 097	20 016	28 357
Chine	10 484	27 047	2 218	14 080
Royaume-Uni	18 013	25 740	14 940	20 972
Canada	15 209	19 557	6 339	10 025
Mexique	17 176	19 236	5 467	7 587
Russie	7 204	18 496	2 752	7 771
Pologne	3 400	17 940	358	6 100
Autriche	19 011	17 467	13 410	11 088
Allemagne	17 045	17 116	11 471	16 828
République Tchèque	7 278	16 031	419	3 035
Hongrie	20 510	12 930	824	3 394
Grèce	8 873	12 000	2 587	7 200
Portugal	8 020	11 600	3 555	5 169
Suisse	13 200	10 800	7 411	7 355
Hong-Kong	6 581	10 678	5 032	6 793
Pays-Bas	5 795	9 844	3 636	7 092
Thaïlande	5 299	8 651	4 326	7 000
Turquie	4 799	6 893	3 225	5 200
Singapour	4 842	6 258	4 596	5 788
Indonésie	2 178	4 606	2 105	...
Australie	2 215	4 459	4 088	7 525
Belgique	5 147	...	3 721	...
Total monde	**457 217**	**662 873**	**263 648**	**453 444**

(1) Transport exclu.

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Les vingt premiers sports olympiques français en 1998.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs.
2. Centres de vacances d'été, effectifs déclarés à l'accueil.
3. Centres de vacances « Petites vacances » ; effectifs déclarés à l'accueil.
4. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances.
5. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement.
6. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations.
7. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement.
8. Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés.
9. Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés.
10. Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés.
11. Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés.
12. Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés.
13. Licences sportives toutes pratiques confondues.
14. Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs.
15. Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs ».
16. Sportifs reconnus par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse et des Sports.

1. PRÉSENTATION

Durant l'année 1998, près de 1 500 000 enfants (de 4 à 18 ans) bénéficient d'un séjour dans un centre de vacances, un placement de vacances ou un camp. La période des congés d'été concentre 75 % des enfants soit un effectif de 632 000 pour les centres de vacances, 331 000 pour les camps et 149 000 pour les placements de vacances.

Parmi les 38 000 directeurs qui encadrent les séjours en centres de vacances, 33,4 % possèdent le BAFD, 33 % sont en cours de formation pour l'obtenir, 10 % possèdent d'autres diplômes ou titres équivalents et 24 % sont identifiés comme titulaires d'une dérogation ou non identifiés.

Les animateurs en centres de vacances sont au nombre de 200 000 en 1998 : 56 % d'entre eux possèdent le BAFA. En moyenne, un animateur encadre 7 enfants.

En 1998, plus de 13 millions de personnes sont titulaires d'une licence sportive. La moitié d'entre elles adhère à une fédération olympique.

Parmi les fédérations olympiques, la fédération française de football rassemble plus de 2 millions de licenciés, celle de tennis, plus d'un million. Le judo, le basket et l'équitation sont des disciplines très pratiquées aussi, comptant respectivement 553 000, 427 000 et 389 000 licenciés.

Le football et le cyclisme en fédération olympique sont des sports peu féminisés ; en revanche, les femmes sont plus nombreuses que les hommes en gymnastique et en équitation.

Les sports les plus pratiqués dans les fédérations non olympiques sont la pétanque, le rugby, le golf, le karaté et les arts martiaux.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données sur les centres de vacances et de loisirs, les différentes formations d'animateurs, etc. sont issues des services déconcentrés (du ministère de la Jeunesse et des Sports) et des services gestionnaires associatifs. Ils font l'objet d'une enquête annuelle.

Les données portant sur les clubs et licences sportifs proviennent de fédérations. Pour l'année 1998, ont été recensés 114 fédérations ou groupements : 29 olympiques, 80 agréés par le ministre chargé des sports mais non olympiques (dont 44 délégataires, 16 non délégataires et 20 groupements multisports et affinitaires), 5 scolaires et universitaires.

3. DÉFINITIONS

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Pour devenir animateur en centre de vacances il faut suivre une session de formation théorique de 8 jours, un stage pratique dans un centre de vacances ou de loisirs puis une session de perfectionnement de 6 jours.

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Brevet qui permet de devenir directeur de centre de vacances.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP)

Diplôme de niveau 4, créé en 1988.

Centres de loisirs sans hébergement (CLSH)

Les CLSH sont une structure d'accueil à la journée, généralement situés sur la commune de résidence du jeune. Ils fonctionnent en particulier le mercredi.

Centres de vacances (CV)

Les CV sont une structure d'accueil des jeunes de 4 à 18 ans, entraînant un hébergement pour la durée du séjour, souvent hors du département.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports apporte une aide aux associations nationales agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Placement de vacances (PV)

Placement d'un ou plusieurs mineurs en famille d'accueil (à distinguer des placements judiciaires) à destination de la France et des pays francophones.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme de niveau 3 : il se prépare en cycle continu de 3 ans dans un centre de formation agréé ou en sessions discontinues sur une durée de 3 ans et plus.

Fédération non olympique agréée et délégataire

C'est une association qui passe avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions tout en ne faisant pas partie du programme olympique.

Fédération olympique

Obligatoirement agréée et délégataire, et dont la discipline sportive est incluse au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

Pour plus de précisions sur les fédérations sportives et les filières et sportifs de haut niveau, se reporter au « Lexique du cadre institutionnel et réglementaire des activités physiques et sportives » et à la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, et aux différents décrets d'application et instructions associées.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— Ministère de la Jeunesse et des Sports, Mission bases de données et informations statistiques.

— Commission nationale du Sport de haut niveau.

Sources :

— Statistiques annuelles des centres de vacances et de loisirs, ministère de la Jeunesse et des Sports ;

— Statistiques annuelles des clubs et licences sportifs, ministère de la Jeunesse et des Sports.

Publications :

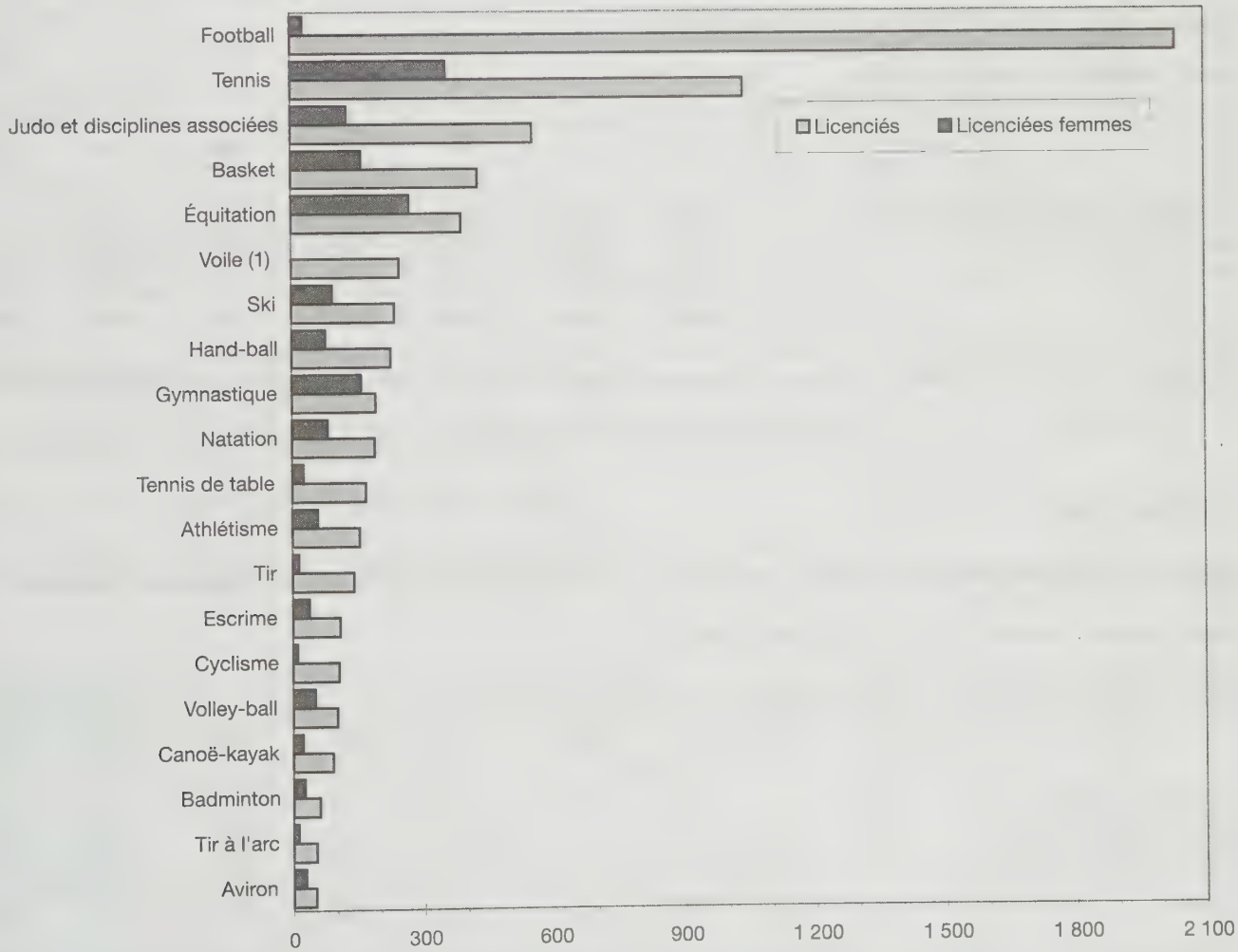
« Le commerce du sport, un secteur en forme », *INSEE-Première*, n° 597, juillet 1998.

*
* *

GRAPHIQUE E.04

Les vingt premiers sports olympiques français en 1998

Licenciés (en milliers) : ensemble dont femmes.



(1) Le nombre des licenciées femmes n'est pas disponible.

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

Nature du diplôme	Année civile							
	1990	1993	1994	1995	1996	*e* 1997	1998	*p* 1999
D.E.F.A (1)								
Diplômes délivrés	197	241	365	381	...	350	...	368
B.E.A.T.E.P (2)								
Diplômes délivrés	44	672	813	857	...	1 250	...	1 515
B.A.P.A.A.T (3)								
Diplômes délivrés	///	298	638	1 042	...	1 850	...	1 497

(1) D.E.F.A : diplôme relatif aux fonctions d'animateur.
(2) B.E.A.T.E.P : brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire.
(3) B.A.P.A.A.T : brevet d'aptitude professionnel d'assistant-animateur technicien.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports
(Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	20,1	22,4	24,2	38,4	34,8	29,2	23,9
Centres de vacances (6-12 ans)	492,9	525,4	532,6	636,5	463,3	552,7	462,3
Centres de vacances (12-18 ans)	266,7	266,6	265,4	375,1	442,1	376,9	379,7
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	84,0	93,2	94,6	112,1	107,3	117,6	97,0
Total	**863,7**	**907,6**	**916,8**	**1 162,1**	**1 047,5**	**1 076,4**	**962,9**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	4,8	6,2	7,8	9,2	10,7	10,2	7,1
Centres de vacances (6-12 ans)	167,1	188,0	201,5	212,3	207,9	193,4	178,1
Centres de vacances (12-18 ans)	87,6	99,8	109,4	158,9	192,4	137,3	147,1
Camps de scoutisme (6-12 ; 12-18 ans)	9,0	9,2	11,2	12,8	11,5	10,7	5,7
Total	**268,5**	**303,2**	**329,9**	**393,2**	**422,5**	**351,6**	**338,0**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Nature du diplôme	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (B.A.F.D)	2 117	4 636	5 607	6 602	6 752	...	...	2 492
Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (B.A.F.A)	38 567	44 483	47 982	48 512	49 708	...	...	40 016

TABLEAU E.04-5

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre d'unités de direction	27 889	33 213	35 706	56 016	57 506	57 589
DIRECTEURS :						
Diplômes B.A.F.A (2) + B.A.F.D (3)	17 977	22 460	25 371	35 662	38 587	36 308
Stagiaires	9 992	11 873	14 237	17 129	19 742	15 920
Exerçants par dérogation	1 629	1 810	1 999	3 225	2 810	3 302
ANIMATEURS :						
B.A.F.A.	89 083	112 354	128 675	179 945	180 045	181 818
Stagiaires	60 218	76 777	94 082	106 097	106 111	106 098
Sans diplôme	51 212	58 052	66 219	77 327	78 485	77 302

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition. L'enquête sera reprise dans le programme statistique du Ministère de la Jeunesse et des Sports à partir de 2001.
(2) B.A.F.A : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.
(3) B.A.F.D : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
ORGANISMES DE TUTELLE :						
Municipalités	2 657	3 316	3 232	3 176	3 336	3 113
Associations privées	6 857	8 732	8 368	7 790	8 808	7 936
Comités d'entreprises	307	327	289	337	342	350
Total	**9 821**	**12 375**	**11 889**	**11 303**	**12 486**	**11 399**
IMPLANTATIONS :						
Locaux spécifiques	3 690	4 843	5 143	5 663	5 721	6 176
Locaux scolaires	6 490	7 588	7 888	6 740	6 896	5 680
Autres implantations	5 531	6 777	6 877	5 551	6 602	5 025
Total	**15 711**	**19 208**	**19 908**	**17 954**	**19 219**	**16 881**

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition. L'enquête sera reprise dans le programme statistique du Ministère de la Jeunesse et des Sports à partir de 2001.

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire)

Période	Effectifs d'enfants					
	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Mercredi	454 870	474 916	890 151	594 280	598 820	631 032
Semaine sauf mercredi	198 893	242 316	499 127	202 884	182 035	211 272
Février	309 758	389 440	440 894	413 044	444 121	441 225
Printemps	332 808	379 489	464 413	435 046	432 123	466 905
Vacances d'été	1 430 640	1 630 176	1 972 993	1 827 888	1 965 426	1 512 725
Toussaint	283 519	319 782	369 608	371 714	372 813	376 706
Noël	208 307	229 604	293 047	254 770	278 653	274 780
Total (2)	**3 218 795**	**3 665 723**	**4 930 233**	**4 099 626**	**4 273 991**	**3 914 645**

(1) Ce tableau fera l'objet d'une refonte lors de la prochaine édition. L'enquête sera reprise dans le programme statistique de Ministère de la Jeunesse et des Sports à partir de 2001.
(2) Les totaux correspondent à des effectifs d'enfants accueillis (les entrées-inscriptions). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont passé de séjours dans les centres.

TABLEAU E.04-8

Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés					*Dont* licenciées femmes (1)
	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	1998
Fédération française d'athlétisme	1 743	2 068	1 716	1 704	2 037	142 853	147 931	149 054	152 769	152 935	56 526
Fédération française de badminton	712	738	927	1 043	1 072	34 101	36 839	43 224	51 671	59 836	24 662
Fédération française de base-ball, softball et cricket	252	364	239	237	209	13 300	12 734	12 679	12 520	9 702	...
Fédération française de basket	4 625	4 697	4 737	4 744	4 713	454 729	464 022	448 004	437 974	427 007	159 658
Fédération française de boxe	534	542	529	548	564	15 242	15 435	15 896	15 801	17 784	1 305
Fédération française de canoë-kayak	871	757	784	738	733	89 188	94 850	89 895	86 682	90 082	21 693
Fédération française de cyclisme	2 634	2 741	2 748	2 732	2 700	98 814	98 945	97 119	99 361	105 362	9 790
Fédération française d'équitation	5 201	4 561	5 576	6 030	6 498	299 003	320 029	345 882	364 686	388 624	270 211
Fédération française d'escrime	708	710	760	717	706	105 092	106 584	104 753	102 693	107 681	37 592
Fédération française de football	22 682	20 529	21 351	20 230	20 120	1 927 242	2 055 610	2 007 066	1 953 651	2 034 085	27 692
Fédération française de gymnastique	1 347	1 431	1 467	1 489	1 520	167 200	162 186	173 751	182 365	191 346	157 692
Fédération française d'haltérophilie et musculation	500	503	515	...	...	22 938	20 766	20 651	...	...	...
Fédération française de handball	2 318	2 316	2 380	2 385	2 406	205 241	233 732	213 524	221 881	226 137	77 284
Fédération française de hockey sur gazon	114	114	113	108	117	8 164	8 090	8 018	7 156	7 112	1 287
Fédération française de judo et disciplines associées	5 024	5 285	5 339	5 636	5 716	450 067	485 804	516 331	550 019	552 689	127 324
Fédération française de lutte gréco-romaine et libre	226	219	271	248	250	9 780	10 520	11 414	11 486	11 199	1 664
Fédération française de natation	1 251	1 255	1 265	1 410	1 270	159 767	167 929	169 820	176 578	188 999	81 285
Fédération française de pentathlon moderne	11	11	10	13	14	235	296	468	594	1 176	394
Fédération française de ski	2 063	2 095	2 090	1 999	1 772	531 399	471 536	303 213	268 403	234 930	93 011
Fédération française des sociétés d'aviron	303	311	320	318	334	44 135	45 277	48 587	52 972	49 722	27 429
Fédération française des sports de glace	256	270	273	285	284	34 776	39 106	41 283	40 537	39 885	19 420
Fédération française de taekwondo	406	424	448	492	546	19 776	20 539	24 330	25 827	29 002	...
Fédération française de tennis	10 000	9 900	9 704	9 594	9 432	1 148 683	1 093 398	1 082 809	1 062 786	1 039 013	355 145
Fédération française de tennis de table	4 487	4 503	4 428	4 199	4 425	144 559	145 429	148 526	152 757	168 168	25 330
Fédération française de tir	1 965	2 057	2 108	2 138	1 998	137 059	141 532	143 191	142 482	140 020	13 962
Fédération française de tir à l'arc	1 546	1 541	1 628	1 561	1 738	48 375	50 073	50 644	51 678	51 645	11 434
Fédération française de triathlon	452	480	470	549	522	14 776	14 123	15 254	16 178	16 815	...
Fédération française de voile	1 236	1 201	1 258	1 194	1 185	203 296	214 254	217 224	226 127	245 899	...
Fédération française de volley-ball	1 743	1 811	1 860	1 835	1 830	90 431	101 634	100 545	98 431	101 353	49 692
Total	**75 210**	**73 434**	**75 314**	**74 176**	**74 711**	**6 620 221**	**6 779 203**	**6 603 155**	**6 566 065**	**6 688 208**	**1 651 482**

(1) Licenciées femmes : nouvelle série à partir de 1998.

TABLEAU E.04-9

Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédération française d'aéromodélisme	557	587	596	602	604	18 458	19 087	19 270	19 367	19 509
Fédération nationale aéronautique	586	602	614	589	592	48 759	47 397	44 919	45 060	45 299
Fédération française d'aérostation	73	73	75	98	135	576	571	584	568	592
Fédération française de ballon au poing	40	40	41	43	45	1 370	1 484	1 529	1 708	1 753
Fédération française de ball-trap et de tir à balle	539	562	523	529	543	14 596	14 369	14 756	14 854	14 952
Fédération française de billard	652	677	684	541	501	17 601	18 156	28 418	22 508	20 816
Fédération française de boxe française et savate	615	632	631	644	661	24 615	24 500	25 485	25 332	25 583
Fédération française de char à voile	79	83	82	87	95	4 572	7 941	8 937	7 612	8 265
Fédération française de course d'orientation	232	237	236	245	260	29 722	30 975	39 556	36 616	39 619
Fédération française de danse	627	906	820	822	837	36 587	41 242	42 826	41 846	42 606
Fédération française des études et sports sous-marins	1 929	1 931	1 966	2 044	2 055	161 940	154 084	151 066	151 455	152 212
Fédération française de football américain	326	74	70	207	250	4 781	4 685	3 633	4 984	5 269
Fédération française de giraviation	26	32	32	29	34	327	328	264	323	377
Fédération française de golf	1 113	1 177	1 213	1 300	1 373	228 066	236 864	253 381	261 508	269 594
Fédération française du jeu de balle au tambourin	51	71	40	40	37	3 874	4 114	3 221	2 838	2 815
Fédération française du jeu de paume	33	35	39	41	45	2 292	2 346	2 636	2 672	2 709
Fédération française de karaté et arts martiaux	3 406	3 280	3 118	3 303	3 376	177 956	196 912	201 744	204 321	208 012
Fédération française de longue paume	42	48	48	43	46	1 481	1 882	1 818	1 821	1 877
Fédération française de la montagne et de l'escalade	897	936	1 008	1 036	1 065	44 230	52 850	50 017	49 730	51 581
Fédération française de motocyclisme	1 039	1 052	1 008	1 018	1 023	25 720	26 399	26 908	26 378	26 904
Fédération française motonautique	276	109	97	93	101	3 194	3 203	4 291	3 706	3 807
Fédération française de parachutisme	404	393	390	408	423	24 956	24 543	25 768	26 742	27 744
Fédération française de pêche au coup	786	785	807	819	840	7 824	8 026	8 406	8 481	8 668
Fédération française des pêcheurs en mer	211	222	225	226	239	12 206	11 727	12 188	12 560	13 124
Fédération française des pêcheurs sportifs	71	83	83	90	98	2 217	2 319	2 291	2 348	2 451
Fédération française de pelote basque	304	305	318	309	320	16 844	18 025	18 455	18 507	18 841
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7 765	7 546	7 493	7 501	7 466	581 460	572 665	572 759	460 379	455 249
Fédération française de planeur U.L.M.	316	387	380	395	392	5 816	5 227	5 002	4 149	4 071
Fédération française de «France-Racquetball»	15	12	11	11	10	455	422	370	351	296
Fédération française de roller-skating	323	342	406	498	544	16 217	17 719	20 188	23 549	27 470
Fédération française de rugby à XIII	308	308	308	310	312	26 700	27 550	27 590	26 393	26 500
Fédération française de rugby	1 746	1 754	1 755	1 720	1 738	248 079	264 097	274 372	273 047	276 897
Fédération française de sambo	310	322	343	15	9	15 339	15 850	16 661	412	118
Fédération française de sauvetage et secourisme	162	189	198	215	230	20 450	20 516	23 431	23 206	23 606
Fédération française de ski nautique	226	223	228	227	253	11 790	10 939	11 074	11 849	12 515
Fédération française du sport automobile	215	212	211	209	212	25 020	25 261	25 453	25 523	25 833
Fédération française du sport boules	3 142	3 534	3 502	3 483	3 474	112 015	182 242	173 125	168 543	164 330
Fédération française de bowling et des sports de quilles	735	754	765	746	772	23 036	23 059	23 002	23 000	23 108
Fédération française de squash	480	418	542	523	571	16 191	16 145	12 776	11 991	12 276
Fédération française de surf	134	127	117	115	130	7 326	6 196	6 140	7 620	8 582
Fédération française de trampoline et sports acrobatiques	120	126	155	146	148	9 886	9 962	9 974	10 031	10 172
Fédération française de twirling-bâton	373	371	377	381	403	8 458	8 884	9 103	9 244	9 273
Fédération française de vol libre	747	842	619	606	608	29 467	31 751	27 243	26 333	24 867
Fédération française de vol à voile	169	169	168	168	170	31 791	32 409	29 523	31 271	33 072
Total général	**32 200**	**32 568**	**32 342**	**32 475**	**33 040**	**2 104 260**	**2 224 923**	**2 260 153**	**2 130 736**	**2 153 214**

TABLEAU E.04-10

Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Fédération française d'Aikibudo et disciplines affinitaires	349	630	708	763	820	21 511	23 145	26 419	27 617	29 823
Fédération française d'Aikido et de budo	682	738	757	742	801	23 691	25 512	27 757	28 245	30 490
Club alpin français	140	159	169	171	190	89 561	91 728	92 678	93 667	95 732
Comité national de skateboard	42	54	54	38	48	816	936	1 520	284	310
Fédération française de course camarguaise	200	200	227	237	241	1 421	1 385	1 348	1 562	1 631
Fédération française de course landaise	55	59	36	57	60	1 577	1 762	1 997	1 736	2 205
Fédération française de cyclotourisme	2 881	3 077	3 098	3 090	3 121	117 216	117 877	116 144	116 522	120 017
Fédération française de javelot, tir sur cible	119	122	111	110	113	2 457	2 274	2 078	2 281	2 299
Fédération de joutes et sauvetage nautique	75	80	77	78	84	3 471	3 519	3 492	3 645	3 725
Fédération française de randonnée pédestre	1 304	1 514	1 603	1 678	1 690	265 462	271 006	276 374	278 466	280 448
Fédération française de la retraite sportive	572	639	633	647	689	19 249	21 961	23 158	25 038	27 408
Fédération française de shorinjl-kempo	18	20	19	9	8	3 452	3 817	4 112	2 726	1 061
Fédération française de spéléologie	508	874	637	566	572	7 718	7 728	16 144	15 390	15 759
Fédération française des sports de traîneau et ski-pulka	57	85	108	100	136	762	838	1 650	2 030	2 128
Fédération française de Tchouk-ball	57	74	79	66	32	2 299	2 446	2 440	2 385	1 260
Fédération française des arts martiaux Viet-Vo-Dao	104	103	107	45	28	3 443	4 014	4 054	1 854	1 137
Total	**7 163**	**8 428**	**8 423**	**8 397**	**8 633**	**564 106**	**579 948**	**601 365**	**603 448**	**615 433**

TABLEAU E.04-11

Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés

France entière (TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1994	1995	1996	1997	*e* 1998	1994	1995	1996	1997	*e* 1998
Association nationale des centres de ski de fond	27	39	36	36	48	18 700	24 059	18 450	44 949	48 790
Fédération française du sport adapté	434	505	599	553	531	21 763	25 954	22 330	21 455	20 876
Ligue nationale de crosse-golf du Nord	22	15	16	19	21	442	370	431	472	510
Fédération française de darts	199	204	214	218	236	2 128	2 405	2 700	2 832	2 996
Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	6 060	6 305	6 598	6 890	7 006	317 597	354 133	402 389	453 257	462 081
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2 592	2 513	2 543	2 526	2 563	151 369	152 215	147 746	150 025	152 246
Fédération de handisport	375	375	377	439	472	11 828	12 135	12 341	12 835	13 235
Fédération française de padel	35	38	42	60	59	2 000	2 405	2 960	3 219	3 464
Fédération sportive des sourds de France	55	70	73	68	65	2 756	2 690	2 600	2 184	2 078
Fédération française du sport travailliste	250	339	277	262	248	31 419	28 520	27 951	26 439	25 014
Fédération nationale du sport en milieu rural	1 365	1 378	1 396	1 352	1 365	98 050	98 230	100 879	100 454	100 782
Fédération sportive et culturelle de France	1 942	2 148	2 020	1 832	1 890	193 595	198 803	190 531	217 024	221 153
Fédération sportive et culturelle Maccabi	67	84	109	83	76	3 388	3 454	4 281	3 142	2 989
Fédération française sportive et gymnique du travail	3 723	3 962	3 942	3 964	3 926	273 724	276 098	278 604	278 996	278 605
Fédération sportive de la Police française	361	360	368	369	375	31 358	27 115	27 647	25 286	25 357
Union des associations d'Archers du Nord	78	78	80	82	83	3 417	3 456	3 532	3 750	3 882
Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)	10 167	10 729	10 869	10 794	9 819	356 891	449 138	440 641	439 920	344 407
Union fédérale du sport en entreprises	4 523	4 725	5 117	5 117	1 000	293 129	329 159	383 768	383 768	100 000
Union sportive française de la Fédération de l'Éducation nationale et de la Fonction publique	581	626	522	579	589	23 616	22 543	21 112	23 237	23 853
Fédération française des Clubs omnisports	2 752	2 770	2 575	2 669	2 770	321 447	322 053	296 860	297 463	308 304
Total	**35 608**	**37 263**	**37 773**	**37 912**	**33 142**	**2 158 617**	**2 334 935**	**2 387 753**	**2 490 707**	**2 140 622**

TABLEAU E.04-12

Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés					
	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*dont* femmes (1)
Fédération nationale du sport universitaire	563	581	643	658	662	94 584	96 256	94 465	92 104	92 706	23 010
Union générale sportive de l'enseignement libre	3 038	3 036	3 009	3 074	3 337	723 164	707 133	700 988	693 940	720 485	...
Union nationale des clubs universitaires	42	42	45	45	46	71 177	73 358	75 665	77 621	86 007	29 758
Union nationale du sport scolaire	9 451	9 378	9 393	9 386	9 406	853 401	873 146	826 322	874 343	838 218	346 354
Union du sport de l'enseignement du premier degré	13 621	13 855	13 701	13 235	13 071	910 090	922 791	913 025	889 848	893 659	436 435
Total	**26 715**	**26 892**	**26 791**	**26 398**	**26 522**	**2 652 416**	**2 672 684**	**2 610 465**	**2 627 856**	**2 631 075**	**835 557**

(1) Licenciées femmes : nouvelle série à partir de 1998.

TABLEAU E.04-13

Licences sportives toutes pratiques confondues

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Fédérations olympiques	6 220 078	6 620 221	6 779 203	6 603 155	6 566 065	6 688 208 *r*
Fédérations non olympiques (agréées et délégataires)	2 746 804	2 668 366	2 804 871	2 861 518	2 734 184	2 153 214 *e*
Groupements multisports et affinitaires	1 360 333	2 158 617	2 334 935	2 387 753	2 490 707	2 140 622 *e*
Fédérations du sport scolaire et universitaire	2 500 208	2 652 416	2 672 684	2 610 465	2 627 856	2 631 075 *r*
Total	**12 827 423**	**14 099 620**	**14 591 693**	**14 462 891**	**14 418 812**	**13 613 119** *r*

TABLEAU E.04-14

Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	*e* 1997
1er degré	4 869	6 515	5 940	6 404	6 712	8 002	...	8 900
2ème degré	263	341	359	824	932	967	...	650
3ème degré	3	3	4	3	5	4	...	5
Total	**5 135**	**6 859**	**6 303**	**7 231**	**7 649**	**8 973**	...	**9 555**

TABLEAU E.04-15

Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales) - année scolaire

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sections « jeunesse et sports » (et effectifs)	1995	■ 1996	1997	1998	1999	2000
Sections sportives (1)	1 748	●	●	●	●	●
Sections sportives scolaires (depuis 1995) (1)	●	●	1 694	1 892	...	...
Centres permanents d'entraînement et de formation (2)	197	●	●	●	●	●
- « Pôles France », nombre de sections	●	137	144	140	135	136
- « Pôles Espoirs », nombre de sections	●	193	234	271	269	289
Nombre de spécialités sportives	42	46	48	49	50	50
Effectifs « Sections sportives scolaires »	...	...	...	39 961	...	...
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	●	...	...	...	10 061	9 564
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires)	**33 728**	**39 321**	**40 461**	...	...	...

(1) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont gérées par le ministère de l'Éducation nationale.
(2) Les centres permanents d'entraînement et de formation se sont multipliés et sont devenus, à compter de 1996, les « Pôles France » et les « Pôles Espoirs ». La mention n'est plus faite sur cette ligne, mais en dessous.

TABLEAU E.04-16

Sportifs reconnus par le Ministère de la Jeunesse et des Sports (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sportifs classés	1990	■ 1995	1996	1997	1998	1999
Sportifs de haut niveau :						
Élite « A » et Espoirs internationaux	**3 912**	●	●	●	●	●
Liste « Sportifs de haut niveau » (Élites, Séniors, Jeunes, Reconversions)	●	5 783	5 868	6 049	6 019	6 101
Liste « Espoirs »	●	10 171	10 600	11 628	11 585	11 596
Liste « Partenaires d'entraînement »	●	207	230	259	436	513
Total	●	**16 161**	**16 698**	**17 936**	**18 040**	**18 210**

(1) Depuis le décret de 1993, les sportifs reconnus par le Ministère de la Jeunesse et des Sports sont classés selon les trois listes ci-dessus.

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Méthodologie.

2. Définitions.

3. Sources de documentation.

4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2. Autres prélèvements.
3. Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises.
4. Répartition des chiffres d'affaires des produits de la « Française des jeux ».
5. Produit des jeux de casinos.
6. Nombre de navires immatriculés par longueur et par région administrative au 31 août 1999.
7. Nouvelles immatriculations par type de navire et par région administrative.
8. Nombre de navires immatriculés par longueur au 31 août 1999 (DOM -TOM).
9. Nouvelles immatriculations des navires de plaisance (DOM -TOM).
10. Principaux évènements de mer ayant donné lieu à des interventions.
11. Chasse et pêche fluviale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des Haras, des Courses et de l'Équitation), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique, du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement et de la Française des jeux.

1. MÉTHODOLOGIE

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture et de la Pêche), elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et une autorisation d'organiser délivrées par le pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 97-456 du 5 mai 1997 et, les différentes formes de pari, par l'arrêté du 13 septembre 1985 portant règlement du pari mutuel, modifié par les arrêtés des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988, 31 mai 1989, 31 août 1990, 20 septembre 1991, 2 novembre 1992, 19 mars 1993, 7 mai 1993, 24 janvier 1994, 27 avril 1995, 1er juillet 1995, 29 octobre 1996, 30 janvier 1997, 13 février et 21 décembre 1999.

Loterie

Le Loto national a été créé en 1976. Puis, en janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13 janvier 1989 France Loto et le 12 septembre 1991 La Française des Jeux. Les derniers billets de la loterie traditionnelle ont été vendus le 13 décembre 1990.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le Bureau de la Plaisance du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. L'année 1998/1999 fait l'objet de plusieurs modifications par rapport aux années antérieures. La répartition géographique des navires est faite par régions administratives, avec lesquelles les circonscriptions des directions régionales des affaires maritimes sont désormais harmonisées. Le classement des navires est opéré par tranches de longueur et non plus de jauge, conformément à l'évolution générale de la législation, et afin de fournir des données plus significatives et plus aisément comparables.

L'entrée en vigueur (au 16 juin 1998) du décret n°96-611 du 4 juillet 1996 introduisant dans la législation française les dispositions de la directive 94/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 1994 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des états membres relatives aux navires de plaisance, conduit à de nouveaux tableaux. Une révision du registre des immatriculations est opérée à cette occasion.

La production des bateaux de plaisance est donnée au chapitre K.07 « Construction navale, aéronautique et ferroviaire ».

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à :

— une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir);

— une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir;

— une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial;

et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs timbres-vignettes) correspondant au mode de pêche pratiqué, qu'il apposera sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces timbres) lui permettent de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole, qui est une taxe annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle représente l'essentiel des ressources.

Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

2. DÉFINITIONS

Types de jeux :

● Jeux instantanés

Depuis 1991, La Française des Jeux a procédé au lancement des jeux instantanés suivants :

— Millionnaire le 30 septembre 1991 (10 F);

— Poker et Black Jack le 15 juin 1992 (10 F);

— Nouveau Tac O Tac le 19 février 1993 (20 F);

— Bingo le 7 juin 1993 (10 F);

— Morpion le 2 mai 1994 (5 F);

— Poker Plus remplace Poker le 6 juin 1994 (10 F);

— Nouveau Bingo le 19 septembre 1994 (10 F);

— Morpion (10 F) du 13 février 1995 au 11 août 1996;

— Carte Jeux du 17 octobre 1994 au 18 novembre 1995 (50 F);

— Tac O Tac 4 Jeux le 26 juin 1995 (20 F);

— Goal le 16 octobre 1995 (5 F);

— Solitaire le 6 novembre 1995 (10 F);

— Nouveau Millionnaire le 25 mars 1996 (10 F);

— Vatoo du 23 septembre 1996 au 20 mars 1998 (10 F);

— Monopoly du 25 novembre 1996 au 30 août 1998 (20 F);

— Astro le 12 mai 1997 (10 F);

— Nouveau Goal le 30 juin 1997 (5 F);

— Nouveau Millionnaire le 8 septembre 1997 (10 F);

— France 98 le 1er décembre 1997 au 30 août 1998 (20 F);
— L'Île au trésor le 16 mars 1998 (10 F);
— Top Départ du 28 mai 1998 au 30 août 1999 (10 F);
— Tour du Monde du 7 septembre 1998 au 1er mars 1999 (25 F);
— Tac O Tac TV le 16 novembre 1998 (20 F);
— Saint-Valentin du 25 janvier au 19 mars 1999 (10 F);
— Pile et Face le 1er mars 1999 (5F);
— Saga Star Wars ™ le 20 septembre 1999 (10F);
— La Française des Jeux fête l'An 2000 le 29 novembre 1999;

● Astro

Lancé le 12 mai 1997, Astro est un jeu instantané relié à l'univers de l'astrologie. Sa particularité réside dans sa déclinaison en douze tickets de jeux différents, reprenant chacun un des douze signes du zodiaque.

La zone de jeu est identique sur chacun des 12 tickets Astro; elle se compose de cinq étoiles à gratter et d'une case gain. Pour gagner, le joueur doit retrouver deux symboles identiques parmi les cinq découverts sous les cinq étoiles. Il remporte alors la somme indiquée dans la case gain (de 10 F à 70 000 F).

Son prix est de 10 F.

● Bingo

BINGO a été lancé le 7 juin 1993. Le 19 septembre 1994, il a fait l'objet d'un second lancement sous une nouvelle formule de jeu. Le joueur doit gratter ses deux séries de 4 jetons, qui sont chacune associée à une grille dans laquelle figurent 7 numéros. Pour gagner, le joueur doit retrouver un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante.

Bingo est le premier jeu instantané à proposer un premier gain de 25 F pour un prix de vente de 10 F. Les gains vont de 25 F à 25 000 F.

● Bingo (TV)

Bingo a été lancé le 29 mars 1999. Il s'agit d'un jeu de nombres à tirage hebdomadaire. Chaque bulletin de jeu présente une grille pré-imprimée de 20 numéros, compris entre 1 et 60. La grille de jeu se décompose en 5 lignes, numérotées de 1 à 5, de haut en bas.

Pour participer à un tirage, 36 numéros sont tirés au sort parmi 60. Le joueur doit comparer les numéros tirés, aux numéros figurant sur sa grille de jeu. Pour gagner, il doit avoir au moins retrouvé tous les numéros de la ligne n°1 de sa grille. Plus le joueur complète de lignes dans l'ordre (lignes n°1+2,n°1+2+3...), plus il gagne. Pour une mise de 10 F, le joueur peut gagner de 20 F (pour la ligne n°1 complète) à plusieurs centaines de milliers de francs si sa grille est entièrement complète à l'issue du tirage.

Le Bonus :

Un Bonus de 100 000 F est attribué, en plus du gros lot, au premier joueur qui complète entièrement sa grille, avant le tirage de la 36ème boule.

● France 98

Lancé le 1er décembre 1997, le jeu FRANCE 98 a présenté une caractéristique majeure et tout-à-fait novatrice dans la stratégie de la Française des Jeux; il était à caractère événementiel. En effet, sa durée de vie a été limitée aux 8 mois précédant la finale de la Coupe du Monde de football.

Les trois premiers jeux intitulés « MATCH 1, MATCH 2 et MATCH 3 » sont basés sur le principe du score à battre. Si le score de l'équipe du joueur est supérieur à celui adverse, il gagne la somme indiquée dans la case « GAIN » correspondant au match, symbolisée par un ballon.

Dans le quatrième jeu, le joueur doit gratter 5 cases correspondant à la série de tirs au but de son équipe et cinq cases correspondant à la série de tirs au but de l'équipe adverse. Si au total, son équipe a marqué davantage de tirs au but que l'équipe adverse, il gagne la somme inscrite dans la case « GAIN ».

Enfin, le dernier jeu consiste pour le joueur, à découvrir sous une zone grattable représentant un gardien de but dans sa cage, le dessin au trait d'un gardien de but et d'un ballon. Si le but est marqué, c'est-à-dire si le ballon n'est pas entre les mains du gardien de but, le joueur double ses gains acquis aux jeux précédents.

Son prix était de 20 F.

● Goal

Lancé le 16 octobre 1995, GOAL est le premier jeu instantané rattaché à un univers sportif. En effet, GOAL se décline en 22 tickets de jeux différents, reprenant chacun le logo et les couleurs du maillot d'une grande équipe de football française. Pour gagner, le joueur doit gratter six ballons sous lesquels il doit découvrir trois sommes identiques.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Le 24 mars 1997, GOAL est relancé sous une deuxième version simplifiée, laissant au joueur le choix entre 4 tickets symbolisant les maillots de quatre équipes différentes. Le 1er juin 1997, la présentation graphique et la mécanique de jeu restent identiques à la seconde version du jeu. En revanche, cette troisième version propose un nouveau tableau de lots introduisant un rang de gain maximum de 10 000 F ce qui est une première pour un jeu instantané à 5 F.

Depuis juin 1998, à l'occasion de La Coupe du Monde de football, différentes séries limitées animent graphiquement le jeu à l'occasion d'évènements footballistiques notamment (Goal Footix et Goal Champion du Monde en 1998, Euro Goal en 1999), ou d'actualités calendaires (Goal Halloween en octobre 1999).

● Keno

KENO a été lancé le 10 septembre 1993. Il s'agit d'un jeu « actif » où le joueur peut choisir ses gains et ses chances de gagner. Toutes ces informations sont disponibles sur le bulletin de jeu. Les tirages KENO sont quotidiens depuis le 19 janvier 1996 et diffusés en direct sur FR3.

Le 3 mars 1997, le tableau de lot a été modifié afin d'offrir encore plus de choix : pour une mise de 10 F ou de 20 F, le jeu consiste à jouer de 2 à 10 numéros sur une grille qui en comporte 70. Le bulletin de jeu comporte cinq grilles, on joue au choix de 1 à 5 grilles. À chaque tirage, 20 numéros sont tirés au sort. En fonction du montant initial de la mise, du nombre de numéros joués et du nombre de numéros trouvés, le joueur connaît instantanément le montant de ses gains. Il peut ainsi gagner de 20 F à 4 000 000 F. Depuis le 3 avril 2000, le joueur peut choisir le nombre de tirages auxquels il souhaite participer (de 1 à 7).

Le Numéro Jackpot :

Avec le relancement de KENO le 3 mars 1997, le Numéro Jackpot a remplacé le Top KENO.

Chaque grille jouée à 10 F donne droit à un Numéro Jackpot;

Chaque grille jouée à 20 F donne droit à deux Numéros Jackpot.

Un numéro Jackpot est composé de quatre nombres.

⇨ Si un joueur a les quatre nombres dans l'ordre, il gagne le Jackpot : 100 000 F mis en jeu chaque jour jusqu'à ce qu'il soit gagné.

⇨ Les trois derniers nombres dans l'ordre permettent de gagner 30 000 F.

• La Française des Jeux fête l'An 2000

La Française des Jeux fête l'an 2000 est un jeu éphémère à 10 F commercialisé du 29 novembre 1999 au 31 janvier 2000. Le ticket, sous forme de Tour Eiffel, est composé de deux parties distinctes, détachables, et offre au joueur deux possibilités de gagner.

Premier jeu : le joueur gratte une surface de jeu sous laquelle il découvre 6 sommes. Pour gagner, il doit retrouver 3 sommes identiques parmi les 6 découvertes.

Deuxième jeu : il se présente sous la forme d'un tirage au sort qui a eu lieu le 31 décembre 1999. Le joueur gratte la surface de jeu sous laquelle il va découvrir un numéro lui permettant de participer au tirage.

Pour ce jeu, les lots vont de 10 F à 1 000 000 F.

• L'Île au Trésor

L'Île au Trésor a été lancé le 16 mars 1998. De forme rectangulaire, le ticket représente un parchemin comportant une carte avec des cases à gratter. Le joueur gratte la case départ et découvre une flèche qui lui indique la prochaine case à gratter. Il poursuit ainsi son parcours sur l'île en se guidant grâce au sens de chacune des flèches qu'il découvre.

Si le joueur rencontre en chemin le symbole « pirates », le ticket est perdant. S'il parvient à traverser l'île sans rencontrer les pirates, il gagne la somme indiquée par le sens de la dernière flèche découverte. S'il découvre sur son parcours le symbole « trésor », il gagne 100 000 F.

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 20 F à 100 000 F.

• Loto 6/49

Lancé en mai 1976 avec un tirage hebdomadaire le mercredi, le Loto a bénéficié dès mars 1984 d'un deuxième tirage hebdomadaire le samedi.

Depuis septembre 1990, il propose à ses joueurs quatre rendez-vous par semaine, avec 2 tirages le mercredi et 2 le samedi. Chaque tirage est effectué par extraction de 6 boules plus une 7e, au hasard d'une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer aux tirages du Loto, il existe 2 types de bulletins de Loto : simple et multiple. Le joueur coche pour le bulletin simple 6 numéros par grille sur 2, 4, 6 ou 8 grilles et pour le bulletin multiple 7, 8, 9 ou 10 numéros sur une seule grille. La mise minimum est de 8 F, ce qui correspond à 2 grilles simples de 6 numéros participant à 2 tirages. Le joueur peut choisir de participer à 1 ou 2 jours de tirages consécutifs. Il peut également s'abonner pour 2, 3, 4 ou 5 semaines.

Le joueur fait enregistrer son bulletin dans un point de validation informatisé, agréé par La Française des Jeux. Un reçu lui est alors remis contre versement de la mise. Depuis septembre 1992, le joueur a également la possibilité de jouer au Loto sans cocher de bulletin grâce au Système Flash.

Il existe 7 rangs de gain : 3 bons numéros, 3 bons numéros plus le numéro complémentaire, 4 bons numéros, 4 bons numéros + le numéro complémentaire, 5 bons numéros, 5 bons numéros + le numéro complémentaire, 6 bons numéros.

• Le Super Loto

Le Super Loto est né le 15 mai 1996 à l'occasion des 20 ans du Loto. Il est organisé à l'occasion d'évènements exceptionnels, deux à trois fois par an, et propose au premier rang un montant de 100 millions de Francs. Depuis 1996, il y a eu 10 Super Loto qui ont célébré successivement : les 20 ans du Loto le 15 mai 1996, le Carnaval le 13 février 1997; le Printemps le 20 mars 1997, Vendredi 13 le 13 mars 1998, l'Automne le 2 octobre 1998; Vendredi 13 le 13 novembre 1998, la Saint-Valentin le 14 février 1999; l'An 2000 le 31 décembre 1999; la Saint-Valentin le 14 février 2000 et la Fête des Mères le 28 mai 2000. Pour participer au Super Loto, le joueur remplit un bulletin spécial, différent du bulletin de Loto, comportant 5 grilles à 10 F. Le joueur coche 6 numéros par grille. On peut également jouer au Super Loto par le système Flash. Les rangs de gains sont les mêmes que pour le Loto.

Le tirage du Super Loto a lieu dans un décor spécialement conçu pour l'évènement, à des jours différents des jours de tirage Loto. Le tirage s'effectue par extraction au hasard de 6 boules plus une 7ème, dans une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

• Joker

Lancé en octobre 1999, Joker est un jeu additionnel du Loto. Il consiste en un numéro à 7 chiffres imprimé sur le bulletin de Loto.

Pour participer au tirage de Joker, le joueur doit cocher la case « oui » de participation et payer 5 F. Il peut également participer à Joker avec le Système Flash.

Le tirage du numéro Joker est effectué par extraction de 7 boules provenant de 7 sphères contenant chacune 10 boules numérotées de 0 à 9. Le joueur gagne si les 1 à 7 derniers chiffres de son numéro Joker correspondent dans l'ordre à ceux du numéro Joker tiré. Les gains vont de 10 à 1 000 000 F.

● Pronostics sportifs

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 autorise la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Le 22 avril 1985, a eu lieu le lancement d'un Loto sportif multisports.

Le 27 septembre 1985, le football devient le support exclusif du jeu avec un pronostic sur 16 rencontres.

Depuis le 16 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 rencontres, dont la liste est communiquée pour chaque événement au *Journal Officiel*.

● Loto Foot

Le 2 août 1997, le Loto Sportif est remplacé par le Loto Foot, avec 2 jeux distincts : Loto Foot « Matches » et Loto Foot « Scores » et 3 bulletins différents.

* Loto Foot Matches

Avec des bulletins simples et multiples, les joueurs pronostiquent les résultats des rencontres sur le principe du 1N2 (case 1 : victoire de la 1ère équipe, case N : match nul, case 2 : victoire de la seconde équipe).

Deux possibilités de jeu sont offertes aux joueurs : 1 jeu simple à 5 francs avec une seule case par rencontre; et un jeu multiple de 10 à 1 920 F combinant des doubles et/ou des triples. Le joueur gagne s'il a 13, 12, 11 ou 10 bons résultats. Le gain record à 13 bons pronostics a été établi en novembre 1998 et s'élève à 17,6 millions de francs.

* Loto Foot Scores

Sur le bulletin Scores, le joueur pronostique les scores de 5 rencontres et détermine le nombre de buts marqués par chaque équipe (de 0 à 2 buts et plus).

Le joueur a la possibilité de miser 5 ou 10 F.

La mise de 10 F permet de doubler les gains.

Le joueur gagne s'il a 5, 4 ou 3 bons Scores.

Lors de la validation Loto Foot, un numéro compris entre 0 et 9 est attribué de manière aléatoire par le terminal de prise de jeu.

Les gagnants dont le reçu comporte le numéro « pactole » doublent leur gain.

En janvier 1999, une version « championnats européens » de Loto Foot (Matches et Scores) a été lancée et permet ainsi aux parieurs de faire des pronostics sur les matches des championnats italien, espagnol, anglais....

● Millionnaire

Lancé le 30 septembre 1991, Millionnaire a fait l'objet de deux relancements (le premier le 25 mars 1996, puis le deuxième le 8 septembre 1997) et d'un changement de tableau de lots le 22 juin 1998 (2 fois plus de gagnants 3TV par pool). Désormais de forme rectangulaire et arrondie sur le bord supérieur, le ticket présente en son centre un écran de télévision à gratter et une roue multicolore en contreplan. C'est aussi le premier jeu instantané français à avoir associé le principe d'un jeu instantané à une émission de télévision.

En grattant l'écran, le joueur découvre six sommes ou symboles. S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 50 000 F). S'il découvre trois symboles TV, il gagne le droit de participer à un tirage au cours duquel il détermine son gain (de 100 000 F à 1 000 000 F) en actionnant une roue, qui se compose d'un grand et d'un petit plateaux, dans chacun desquels circulent respectivement une boule blanche et une boule jaune. Si la boule blanche détermine le gain (100 000 F, 300 000 F, 500 000 F, 700 000 F et 1 000 000 F), la boule jaune permet pour les sommes de 100 000 F à 700 000 F, de gagner un bonus de 100 000 F supplémentaires, quand elle se stabilise sur l'une des 12 branches de l'étoile.

Son prix est de 10 F.

● Monopoly

Lancé le 25 novembre 1996, Monopoly est le premier jeu instantané adapté d'un jeu de société en France.

Il convient pour le joueur de découvrir les lancers de dés et de parcourir en parallèle le plateau de jeu.

Après s'être placé sur la case « Départ », le joueur gratte les dés du « Lancer n°1 ». En suivant le sens de la flèche, il avance du nombre de case(s) indiqué par ce lancer de dés. Il gratte alors la case atteinte et découvre un symbole.

Il renouvelle cette succession de grattages jusqu'au « Lancer n°9 » inclus, au terme duquel 9 symboles sont découverts.

Si le joueur arrive sur l'une des cases « Chance » ou « Caisse de Communauté », il gratte la carte correspondante située au milieu du ticket et suit les instructions. Il continue à jouer à partir de la dernière case grattée sur le parcours.

Quand le joueur découvre une ou plusieurs combinaisons de symboles indiquées dans le tableau de lots, il gagne le ou les gains correspondants.

Son prix est de 20 F.

● Morpion 5 F

Morpion à 5 F a été lancé le 2 mai 1994. Comme son nom l'indique, ce jeu est basé sur la mécanique du jeu de morpion. Le ticket comporte une grille de 9 cases (3 × 3) qui constitue la surface de jeu. Pour gagner, le joueur doit découvrir 3 « X » ou 3 « O » sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale. Dans ce cas, il gagne la somme indiquée par la flèche correspondant au début de la ligne ou de la diagonale.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Morpion est le premier jeu instantané utilisant une mascotte dans sa campagne de communication, mascotte que l'on retrouve également sur les tickets de jeu depuis le 29 janvier 1996.

• Pile et Face

PILE et FACE a été lancé le 1er mars 1999. À l'image d'ASTRO, c'est un jeu qui nécessite l'implication du joueur avant l'acte d'achat, puisqu'il doit choisir son ticket. En effet, PILE et FACE se décline en deux versions : PILE, de couleur verte, et FACE, de couleur rouge. Le joueur doit gratter la pièce de monnaie figurant au centre du ticket. S'il découvre le mot « PILE » pour un ticket PILE (ou « FACE » pour un ticket FACE), il gagne la somme inscrite dans la case GAIN. Il peut ainsi gagner de 5 à 2 000 F.

Son prix est de 5 F.

• Rapido

Rapido a été lancé le 11 janvier 1999. Le joueur remplit son bulletin en cochant 8 numéros sur 20 dans la grille A et 1 numéro sur 4 dans la grille B.

Il choisit ensuite le montant de sa mise (5 ou 10 F) et le nombre de tirages auxquels il souhaite participer (1 à 50 tirages). Les tirages ont lieu toutes les 5 minutes de 6 heures à minuit. Ils sont retransmis en direct sur un moniteur vidéo installé dans le point de vente. À chaque tirage, 8 numéros sont tirés au sort dans la grille A et 1 numéro est tiré dans la grille B. Les gains du joueur dépendent du nombre de numéros trouvés et varient entre 10 F et 100 000 F pour une mise de 10 F. Il existe 9 rangs de gains possibles. Les gains sont payables immédiatement après le tirage.

• Saga

Saga est le premier jeu instantané événementiel qui s'inscrit dans l'univers du cinéma, mettant à l'affiche du jeu des films cultes. Lors de son lancement le 20 septembre 1999, le film Star Wars™ Episode I de George Lucas est mis à l'affiche du jeu.

La mécanique de jeu est la suivante : pour 10 F, le joueur gratte une zone de jeu où il découvre un mot clé de 6 lettres, tente de reconstituer ce mot clé parmi les 14 lettres découvertes dans la deuxième zone de jeu (scène de film), et s'il y parvient, gagne le montant inscrit sous la case gain (troisième zone de jeu), soit de 10 F à 100 000 F. Saga propose une série de 9 visuels permettant au joueur de choisir, voire de collectionner les tickets.

• Saint-Valentin

Saint-Valentin a été lancé le 25 janvier 1999 pour quelques semaines (jusqu'au 19 mars 1999). En effet, c'est un jeu événementiel, commercialisé uniquement à l'occasion de la fête des amoureux.

Le ticket, de couleur rose ou bleu en forme de cœur, permet de gagner jusqu'à 50 000 F. Le joueur doit gratter la marguerite à 5 pétales. Pour gagner, le joueur doit découvrir 2 cœurs parmi les 5 symboles. Il remporte alors la somme indiquée par le tableau de lots, présent sur le ticket.

Son prix est de 10 F.

• Solitaire

Lancé le 6 novembre 1995 sous une forme octogonale, SOLITAIRE est le premier instantané découpé en France.

Modifié en juillet 1999, le ticket comporte désormais trois « numéros gagnants » dont un numéro gagnant grattable : le numéro bonus, et une zone de jeu qui se compose de 12 billes à gratter. Sous chaque bille apparaissent un numéro et une somme. Les numéros peuvent aller de 1 à 37 inclus. Si le joueur rètrouve au moins l'un des « numéros gagnants » parmi les 12 numéros découverts, il gagne la somme inscrite sous ce numéro.

Il est possible de gagner jusqu'à 4 fois sur un même ticket, en retrouvant plusieurs fois les « numéros gagnants ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 50 000 F.

• Tac O Tac

Le lancement de Tac O Tac le 25 janvier 1984 (la deuxième version du jeu) initie un nouveau type de loterie : la loterie instantanée. Le billet de Tac O Tac (10 F) se présente en deux parties : une partie « grattage » qui permet de savoir instantanément si l'on a gagné de 10 à 30 000 F pour un billet de 10 F et une partie avec un numéro à six chiffres qui fait l'objet d'un tirage hebdomadaire à la télévision (gains de 10 à 400 000 F). En 1990, le jeu tirage est simplifié.

Le 19 février 1993, le tirage est supprimé et Tac O Tac devient un jeu instantané pur.

La quatrième génération de Tac O Tac a vu le jour le 26 juin 1995. Le ticket se présente plié et propose 4 jeux mettant en oeuvre des mécaniques de jeux chiffrés qui permettent de cumuler les gains.

Le prix de vente est de 20 F, les gains vont de 20 F à 2 000 000 F.

Le 16 novembre 1998, la cinquième version du jeu naît avec Tac O Tac TV. Le jeu capitalise sur quatre jeux à gratter (avec cumul des gains possibles), renoue avec la dimension TV et propose pour la première fois le gain mensualisé :

- les trois premiers jeux permettent de gagner de 20 à 20 000 F instantanément.
- le quatrième jeu offre le gain maximum et permet au joueur de passer à l'émission Tac O Tac TV au cours de laquelle il déterminera son gain mensualisé (de 5 000 F à 10 000 F) ainsi que la durée pendant laquelle il le percevra (de 2 à 10 ans).

• Top Départ

Lancé le 28 mai 1998, TOP DÉPART est le premier jeu instantané à offrir des lots en nature au grattage. Dans la première partie du jeu, le joueur gratte 6 chronos, sous chacun desquels il découvre un temps. Si l'un de ses temps est inférieur à celui indiqué dans le CHRONO

OFFICIEL, il gagne de 10 F à 25 000 F. Dans la deuxième partie du jeu, s'il découvre 2 ou 3 drapeaux dans la zone de grattage, il gagne respectivement une Renault Twingo ou une Renault Espace.

Son prix est de 10 F.

● Vatoo

Vatoo a été lancé le 23 septembre 1996. Il a rejoint Millionnaire sur le segment des jeux instantanés associés à une émission de télévision.

Pour jouer, il suffit de gratter six billes sous lesquelles le joueur découvre des sommes ou des symboles.

S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 5 000 F). S'il découvre trois symboles « étoiles », il gagne le droit de participer à une émission télévisée appelée « 55 pour Vatoo » et diffusée sur M6, au cours de laquelle il peut remporter de 10 000 F à 565 000 F et un voyage surprise.

L'émission télévisée associée au jeu n'est plus diffusée depuis le 12 avril 1997.

Son prix est de 10 F.

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 19,60 %, à compter du 1er avril 2000).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet :

— de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, en dernier lieu, par le décret n° 99-140 du 3 mars 1999;

— d'un droit de timbre de 4 %;

— d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 %;

— d'un taux de TVA de 19,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice.

— d'un nouveau prélèvement instauré à compter du 1er janvier 1998 : la Contribution Sociale Généralisée dont le mode de calcul est particulier : en effet, il s'applique uniquement aux paris évènementiels selon les taux suivants : Tiercé = 1,62 %, Quarté = 1,94 % et Quinté = 1,45 %.

Par ailleurs, le taux de la contribution pour le remboursement de la dette sociale est fixé à 0,28 % des enjeux.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service des Haras, des Courses et de l'Équitation.

— La Française des Jeux.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

  — Centre administratif des Affaires maritimes;

  — Bureau de la plaisance.

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des transports maritimes, des ports et du littoral, bureau de la plaisance et des activités nautiques (annuel).

INSEE :

« Le milieu associatif de 1983 à 1996 - Plus ouvert et tourné vers l'intérêt individuel », *INSEE-Première*, n° 542, septembre 1997.

« D'où sont mes amis venus », *INSEE-Première*, n° 613, octobre 1998.

« En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », *INSEE-Première*, n° 675, octobre 1999.

« La vie associative : participer mais pas militer », G. Hatchuel, J.P Loisel, *Données Sociales* ,1999, INSEE.

*
* *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

À compter du 3 mars 1999 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Sous-direction du cheval) — *Unité* : en pourcentage des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU			
	Départements métropolitains			DOM		Départements métropolitains		
	Paris et Région parisienne (2)		Autres hippodromes	Guadeloupe Martinique		Paris et Région parisienne (2)	Autres hippodromes	
							Plus du quart du réseau PMU	Moins du quart du réseau PMU
	Paris simples et reports	Autres paris	Tous les paris	Tous les paris	Tiercé, Quarté, Quinté +	Paris ordinaires	Autres paris	Tous paris
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret (3)								
Sociétés de courses (HT)	9,550	13,600	15,400	15,400	14,6729	9,726	13,776	15,400
Comptes spéciaux du Trésor :								
Fonds national des haras et des activités hippiques	2,830	2,480	0,680	0,680	1,7764	2,654	2,304	0,680
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	1,260	1,260	1,260	1,260	1,2600	1,260	1,260	1,260
Fonds national pour le développement du sport	0,050	0,050	0,050	0,050	0,0500	0,050	0,050	0,050
Fonds national pour le développement de la vie associative	0,110	0,110	0,110	0,110	0,1100	0,110	0,110	0,110
Total	**13,800**	**17,500**	**17,500**	**17,500**	**17,8693**	**13,800**	**17,500**	**17,500**
2. Prélèvements fiscaux								
Timbre	3,800	3,800	3,800	3,800	3,8000	3,800	3,800	3,800
TVA sur prélèvements sociétés (4)	1,967	2,802	3,172	1,463	3,0226	2,004	2,838	3,172
Total	**5,767**	**6,602**	**6,972**	**5,263**	**6,8226**	**5,804**	**6,638**	**6,972**
Total des prélèvements proportionnels	**19,567**	**24,102**	**24,472**	**22,763**	**24,6919**	**19,604**	**24,138**	**24,472**
CRDS (5)	0,350	0,350	0,350	0,350	0,3500	0,350	0,350	0,350
CSG (6)	1,050	1,050	1,050	1,050	1,0500	1,050	1,050	1,050
Total	**20,967**	**25,502**	**25,872**	**24,163**	**26,0919**	**21,004**	**25,538**	**25,872**

(1) À compter du 1er avril 2000, le taux de TVA a été ramené à 19,6 % (Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000 de finances rectificative pour 2000).
(2) Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), Région parisienne (Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).
(3) Décret n° 99-140 du 9 mars 1999.
(4) Loi n° 95-858 du 28 juillet 1995 relevant de 18,6 à 20,6 % le taux normal de la TVA au 1er août 1995.
(5) Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996, art.18-II (l'assiette de la CRDS est de 70 % des enjeux).
(6) Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996, art.16-II (l'assiette de la CSG est de 14 % des enjeux).

TABLEAU E.05-2

Autres prélèvements

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras)

Unité : Million de francs

	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Montant total des prélèvements supplémentaires progressits (PMH)-(PMU) (1)	2 685,4	2 241,3	1 958,4	1 873,5	1 946,3	1 880,3
CSG (2)	///	///	///	310,9	380,0	386,6

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.
(2) La CSG s'applique à l'ensemble des paris selon les taux suivants : Quarté : 1,938 %, Tiercé : 1,615 %, Quinté : 1,4535 %, autres paris à l'exception des paris du PMH province 0,5205 % des mises correspondantes.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras)

Unité : million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Montant des entrées	61	58	55	54	50	47
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	2 280	2 151	1 957	1 816	1 711	1 635
Sommes engagées au pari mutuel urbain en France sur les courses françaises	33 866	33 377	34 746	34 177	34 591	35 205
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4, classic tiercé, Grand 7 (1)	20 512	19 955	20 869	20 264	20 544	20 818

(1) De 1995 à 1997, Grand 7, supprimé en 1997. Depuis septembre 1999, "classic tiercé".

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits (1) de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
LOTO NATIONAL + LOTO 7 + SUPERLOTO + JOKER (2) :						
Nombre de bulletins	Million	557	505	319	311	305
Montant des mises	Million de F	12 418	12 010	11 802	11 401	11 107
Lots à payer	»	6 427	6 268	6 050	5 755	5 614
Prélèvements non fiscaux	»	4 840	4 817	4 731	4 582	4 685
dont : Mouvement sportif	»	295	273	290	313	306
Prélèvements fiscaux	»	910	925	1 020	1 063	808
dont : TVA	»	331	334	324	305	297
Prélèvements progressifs	»	161	88	76	85	83
Produit des arrondis	»	80	61	52	54	50
LOTO SPORTIF- LOTO FOOT MATCHES ET SCORES (3) :						
Nombre de bulletins	Million	34	21	20	21	20
Montant des mises	Million de F	515	450	492	584	602
Lots à payer	»	274	246	319	400	417
Prélèvements non fiscaux	»	194	169	131	130	141
dont : Mouvement sportif	»	12	10	12	16	16
Prélèvements fiscaux	»	38	35	43	55	44
dont : TVA	»	14	12	13	16	16
Prélèvements progressifs	»	8	10	15	26	29
Produit des arrondis	»	1	0,3	0,8	1,0	1,2
MATCHES DU JOUR/BOOKMATCHES :						
Nombre de bulletins	Million	5	4	///	///	///
Montant des mises	Million de F	37	30	///	///	///
Lots à payer	»	22	18	///	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	12	10	///	///	///
dont : Mouvement sportif	»	1	1	///	///	///
Prélèvements fiscaux	»	3	2	///	///	///
dont : TVA	»	1	1	///	///	///
Prélèvements progressifs	»	–	–	///	///	///
Produit des arrondis	»	0,3	–	///	///	///
JEUX INSTANTANÉS :						
Nombre de tickets placés	Million	2 226	2 311	2 255	2 457	2 510
Placements nets (mises)	Million de F	18 609	19 282	19 693	21 195	20 274
Lots à payer	»	11 497	11 839	11 962	12 843	12 257
Prélèvements non fiscaux	»	6 243	6 484	6 612	6 989	7 064
dont : Mouvement sportif	»	446	450	499	600	573
Prélèvements fiscaux	»	870	959	1 118	1 363	953
dont : TVA	»	572	618	628	664	628
KÉNO (4) :						
Nombre de bulletins	Million	38	67	75	87	88
Montant des mises	Million de F	1 473	1 929	2 151	2 474	2 501
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	852	1 152	1 264	1 435	1 450
Prélèvements non fiscaux	»	582	719	801	924	986
dont : Mouvement sportif	»	35	43	52	67	67
Prélèvements fiscaux	»	39	58	85	115	65
dont : TVA	»	39	52	58	65	65
RAPIDO :						
Nombre de bulletins	Million	///	///	///	5	250
Montant des mises	Million de F	///	///	///	53	3 069
Lots à payer	»	///	///	///	36	2 087
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	15	902
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	2	87
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	3	80
dont : TVA	»	///	///	///	1	80

(1) Non compris BINGO lancé le 26 mars 1999 et arrêté le 19 décembre 1999.
(2) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/1994, dernier tirage le 15/06/95, tirage du SUPERLOTO le 15/05/1996.
(3) Depuis le 2 août 1997, le LOTO SPORTIF est remplacé par le LOTO FOOT avec 2 jeux distincts : LOTO FOOT "Matches" et LOTO FOOT "Scores".
(4) À partir de janvier 1996, tirage quotidien du KÉNO.

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction de la Comptabilité Publique

Unité : Millier de francs

	1990/1991	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999
Produit brut total	2 400 764,2	7 153 593,5	8 080 551,6	9 404 440,5	10 304 426,9
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	1 666 255,3	6 812 832,9	7 746 633,0	9 134 552,9	10 032 989,3
dont : Produit des machines à sous seulement	1 087 606,3	6 136 066,0	7 076 994,6	8 256 276,2	9 154 655,0
dont : Prélèvements des communes	74 333,8	862 161,6	989 662,3	1 165 544,0	1 295 859,0

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).

TABLEAU E.05-6

Nombre de navires immatriculés par longueur et par région administrative au 31/08/1999

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	Nord Pas-de-Calais	Haute-Normandie Picardie	Basse Normandie	Bretagne	Pays de la Loire	Poitou-Charentes	Aquitaine	Langue-doc Rous-sillon	Provence Alpes Côte d'Azur	Corse	**Total**
Voiliers											
moins de 6 m	1 946	3 050	4 659	30 029	10 385	5 144	5 951	6 508	10 418	1 863	**79 953**
6 à 8 m	828	1 467	2 446	12 204	4 366	3 086	3 452	4 061	8 677	435	**41 022**
8 à 10 m	417	708	1 342	5 779	2 162	1 952	1 135	2 517	6 904	337	**23 253**
10 à 12 m	257	440	606	2 289	1 252	1 180	475	1 356	4 165	211	**12 231**
12 à 15 m	70	167	195	606	525	451	129	471	1 922	102	**4 638**
15 à 18 m	7	28	23	79	74	75	18	64	238	13	**619**
18 à 24 m	3	5	9	42	22	17	4	12	62	2	**178**
plus de 24 m	–	4	2	5	4	2	–	2	14	–	**33**
Total	**3 528**	**5 869**	**9 282**	**51 033**	**18 790**	**11 907**	**11 164**	**14 991**	**32 400**	**2 963**	**161 927**
Navires à moteur											
moins de 6 m	16 863	29 120	26 587	90 986	37 492	22 379	32 749	51 492	124 451	23 604	**455 723**
6 à 8 m	1 167	1 783	3 484	8 390	4 735	4 207	5 768	6 916	18 522	2 813	**57 785**
8 à 10 m	145	211	438	1 082	684	718	1 211	1 117	4 821	586	**11 013**
10 à 12 m	37	79	193	403	255	217	944	416	2 301	246	**5 091**
12 à 15 m	25	47	52	175	95	95	146	181	1.489	158	**2 463**
15 à 18 m	8	8	12	44	37	64	20	42	353	51	**639**
18 à 24 m	1	7	5	22	10	10	12	10	136	9	**222**
plus de 24 m	–	4	3	6	4	2	2	5	23	3	**52**
Total	**18 246**	**31 259**	**30 774**	**101 108**	**43 312**	**27 692**	**40 852**	**60 179**	**152 096**	**27 470**	**532 988**
Autres modes de propulsion (1)	**349**	**940**	**1 598**	**7 667**	**2 305**	**1 988**	**3 653**	**3 502**	**7 340**	**1 044**	**30 386**
Total	**22 123**	**38 068**	**41 654**	**159 808**	**64 407**	**41 587**	**55 669**	**78 672**	**191 836**	**31 477**	**725 301**

(1) Navires à avirons.

TABLEAU E.05-7

Nouvelles immatriculations par type de navire et par région administrative

Période annuelle du 1er septembre 1998 au 31 août 1999

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

Régions	Non habitables			Habitables			Véhicule nautique à moteur	Pneu-matiques	Autres (1)
	Voile	Moteur	Autres (1)	Voile	Moteur	Autres (1)			
Nord- Pas-de-Calais	28	113	–	23	98	2	89	193	–
Haute-Normandie - Picardie	25	119	–	32	107	1	341	241	–
Basse-Normandie	64	256	1	58	249	5	164	227	–
Bretagne	440	888	11	340	779	29	141	1 034	2
Pays de la Loire	307	366	5	158	412	8	119	336	1
Poitou-Charentes	143	261	1	153	301	4	161	216	11
Aquitaine	55	453	2	79	419	6	183	174	1
Languedoc-Roussillon *	146	553	1	89	533	18	417	352	10
Provence-Alpes-Côte d'Azur	286	931	10	539	1 167	11	708	1 065	27
Corse	50	250	–	13	194	1	172	331	18
Total	**1 544**	**4 190**	**31**	**1 484**	**4 259**	**85**	**2 495**	**4 169**	**70**

(1) Autres modes de propulsion.

TABLEAU E.05-8

Nombre de navires immatriculés par longueur au 31 août 1999

Départements et territoires d'outre-mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	DOM						TOM			Total
	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	St Pierre-et-Miquelon	**Total**	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	**Total**	**général**
Voiliers										
moins de 6 m	94	182	37	118	27	**458**	...	...	...	...
6 à 8 m	161	188	18	35	7	**409**	...	...	...	...
8 à 10 m	203	256	22	37	7	**525**	...	...	...	...
10 à 12 m	352	252	14	66	5	**689**	...	...	...	...
12 à 15 m	449	167	8	25	–	**649**	...	...	...	...
15 à 18 m	53	20	1	5	–	**79**	...	...	...	...
18 à 24 m	7	2	–	–	–	**9**	...	...	...	...
plus de 24 m	–	–	–	–	–	**–**	...	...	...	...
Total	**1 319**	**1 067**	**100**	**286**	**46**	**2 818**	**868**	**486**	**1 354**	**4 172**
Navires à moteur										
moins de 6 m	5 856	4 736	1 328	2 062	472	**14 454**	...	...	...	...
6 à 8 m	907	1 582	248	256	122	**3 115**	...	...	...	...
8 à 10 m	216	210	67	56	18	**567**	...	...	...	...
10 à 12 m	141	81	8	9	9	**248**	...	...	...	...
12 à 15 m	151	44	4	9	10	**218**	...	...	...	...
15 à 18 m	27	6	1	–	–	**34**	...	...	...	...
18 à 24 m	7	2	–	–	1	**10**	...	...	...	...
plus de 24 m	–	–	2	–	–	**2**	...	...	...	...
Total	**7 305**	**6 661**	**1 658**	**2 392**	**632**	**18 648**	**15 625**	**1 953**	**17 578**	**36 226**
Autres modes de propulsion ou "embarcations locales"	**1 154**	**1 384**	**188**	**56**	**15**	**2 797**	**–**	**200**	**200**	**2 997**
Total DOM/TOM	**9 778**	**9 112**	**1 946**	**2 734**	**693**	**24 263**	**16 493**	**2 639**	**19 132**	**43 395**

TABLEAU E.05-9

Nouvelles immatriculations des navires de plaisance

Départements et territoires d'outre-mer

Période annuelle du 1er septembre 1998 au 31 août 1999

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	DOM						TOM			Total
	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	St Pierre-et-Miquelon	**Total**	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française	**Total**	**général**
Voiliers										
moins de 6 m	–	1	–	–	–	1	...	...	...	...
6 à 8 m	–	2	2	–	–	4	...	...	...	...
8 à 10 m	2	4	1	1	–	8	...	...	...	...
10 à 12 m	8	7	–	–	1	16	...	...	...	...
12 à 15 m	19	7	–	1	–	27	...	...	...	...
15 à 18 m	2	–	–	–	–	2	...	...	...	...
18 à 24 m	–	–	–	–	–	–	...	...	...	...
plus de 24 m	–	–	–	–	–	–	...	...	...	...
Total	**31**	**21**	**3**	**2**	**1**	**58**	**31**	**16**	**47**	**105**
Navires à moteur										
moins de 6 m	237	134	22	52	1	446	...	...	...	...
6 à 8 m	23	24	5	17	–	69	...	...	...	...
8 à 10 m	16	4	–	1	–	21	...	...	...	...
10 à 12 m	6	4	–	1	–	11	...	...	...	...
12 à 15 m	2	1	–	1	–	4	...	...	...	...
15 à 18 m	2	–	–	–	–	2	...	...	...	...
18 à 24 m	–	–	–	–	–	–	...	...	...	...
plus de 24 m	–	–	–	–	–	–	...	...	...	...
Total	**286**	**167**	**27**	**72**	**1**	**553**	**772**	**132**	**904**	**1 457**
Autres modes de propulsion ou "embarcations locales"	**3**	**9**	**1**	**–**	**–**	**13**	**–**	**9**	**9**	**22**
Total DOM/TOM	**320**	**197**	**31**	**74**	**2**	**624**	**803**	**157**	**960**	**1 584**

TABLEAU E.05-10

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

Nature des événements	1990		1995		1997		1998		1999	
	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	29	4	25	4	26	–	26	1	22	1
Échouements	–	–	401	1	419	3	453	1	472	1
Heurts	335	–	26	–	36	3	23	1	20	–
Chavirements	163	18	190	24	180	16	229	16	234	9
Incendies, explosions	46	–	47	–	62	5	42	1	49	3
Voies d'eau (envahies par l'eau)	139	–	113	–	160	–	153	–	147	4
Disparitions inexpliquées	14	29	27	12	24	46	21	18	20	16
Pannes et avaries	995	3	1 866	5	2 037	5	2 370	2	2 386	–
Hommes à la mer	53	27	79	34	54	31	68	23	78	28

TABLEAU E.05-11

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse
Conseil supérieur de la pêche

	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999
CHASSE (1)							
Permis délivrés [en milliers] (2)	2 016,5	1 689,2	1 534,2	1 524,5	1 500,4	1 479,6	1 457,5
PÊCHE FLUVIALE							
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :							
Amateurs	15 045	11 609	8 056	7 859	7 604	7 368	7 291
Professionnels	///	962	728	717	731	722	689
Pêcheurs à la ligne :							
Associations agréées	4 110	4 000	4 073	4 084	4 159	4 172	4 190
Permis délivrés [en milliers] (3)	2 359,4	1 875,0	1 804,1	1 755,5	1 704,1	1 638,5	1 598,6

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Permis départementaux et nationaux.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

F

Enseignement, formation, recherche

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Schéma, graphique et tableaux.

Schéma, graphique et liste des tableaux :

Schéma du système éducatif.
Graphique. Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement.

1. Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1999.
2. Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé).
3. Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1999.
4. Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1999.
5. Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe.
6. Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1999.
7. Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1999.
8. Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe.
9. Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe.

(Suite au verso).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, Direction de la Programmation et du Développement, du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

10. Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe.

11. Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1992-1999.

12. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1999.

13. Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1990-1999.

14. Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1998.

15. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole.

16. Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité : nombre d'écoles, effectifs et diplômes.

17A. Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations.

17B. Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage.

18. Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.

19. Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif.

20. Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1999.

21 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe.

22. Effectifs des classes supérieures par niveau et par sexe.

23. Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé).

24. Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

25. Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

26. Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur.

27. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.

28. Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

29. Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés.

30. La dépense globale d'éducation.

31. La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1999.

1. PRÉSENTATION

Les élèves et les étudiants

La population des élèves, des apprentis et des étudiants, en 1999-2000 en France métropolitaine, représente 24,4 % de la population totale et 90,6 % des jeunes de 2 à 22 ans.

De 1989 à 1999, la population scolaire et universitaire s'accroît de près de 200 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises), alors que la population des 2-22 ans diminue de plus de 800 000 individus. C'est ainsi que le poids des scolaires par rapport aux 2-22 ans, pendant cette période, augmente de près de 7 points.

Sur cette période de dix ans, la combinaison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la fréquentation scolaire, au-delà de l'âge de 16 ans, aboutit à des variations de population scolaire par degré ou type d'enseignement assez contrastées; si on compare les effectifs de 1999-2000 à ceux de 1989-1990, on observe :

— Une diminution dans les écoles et les lycées d'enseignement général et technologique;

— Une quasi stabilité dans les collèges et les lycées professionnels;

— Une augmentation dans l'enseignement supérieur et dans les formations d'apprentis.

Ces mouvements ont lieu dans le contexte de :

— la stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire;

— la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire;

— le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.

De 1990 à 1999, le nombre d'enseignants de l'enseignement public augmente de 9 %.

Au 1er janvier 1999, 1 082 000 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de l'Éducation nationale.

Un peu moins des trois quarts de ces personnels sont des enseignants. Leur effectif est stable par rapport à l'année précédente. 50 % de ces derniers exercent dans le second degré et 38 % dans le premier degré. Les non-enseignants – hors ceux dans le premier degré qui sont rémunérés par les communes – se répartissent principalement dans les établissements du second degré (72 %), puis de façon équivalente entre les établissements du supérieur (16 %) et l'administration centrale ou les services extérieurs (12 %).

Le budget et le compte de l'éducation

En 1999, le budget de l'Éducation nationale représente 21 % du budget de l'État et 4 % du produit intérieur brut (PIB). La dépense intérieure d'éducation (625,7 milliards de F) qui totalise la contribution des divers agents économiques (État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages), représente 7,2 % du PIB.

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle et à l'apprentissage par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les ménages, atteint 139,9 milliards de F (y compris investissement) en 1997, soit 1,7 % du PIB. Cette dépense peut se ventiler comme suit : 78,4 milliards de F pour les frais de formation et d'accompagnement, 59,9 milliards de F pour la rémunération des stagiaires et les exonérations de charges sociales prises en charge par l'État (dans le cadre de l'alternance), et 1,6 milliard de F destiné à l'investissement. L'État et les entreprises contribuent de façon égale au financement final de la formation professionnelle avec chacun 39 % des dépenses. La dépense bénéficie pour 58 % aux actifs occupés, dont 20 % aux agents de la fonction publique, pour 22 % aux jeunes de moins de 26 ans et pour 20 % aux demandeurs d'emplois.

Les examens et les sorties du système éducatif

En 1999, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 78,5 % et près de 61,8 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 62,3 % en 1999-2000 (69,4 % toutes voies de scolarisation confondues).

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, le nombre de jeunes sortant sans diplôme se stabilise autour de 8 % de l'ensemble des sortants; il a cependant été divisé par plus de deux depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.

Parallèlement, le nombre de sortants diplômés de l'enseignement supérieur long est multiplié par plus de trois entre 1980 (45 000) et 1998 (148 000).

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement du niveau de leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans sans diplôme sont 34 % à occuper un emploi, 39 % à être chômeurs et 26 % à être inactifs ou au service militaire; pour les jeunes sortis avec un diplôme d'une école supérieure, ces pourcentages sont respectivement de 84 %, 6 % et 10 %. Après une période qui va de 5 à 10 ans, pour les sans diplôme, la répartition est 53 %, 22 % et 25 % et pour les diplômés d'une école supérieure, 94 %, 3 % et 3 %.

Pour les jeunes ayant un emploi, leur situation professionnelle est aussi fortement dépendante du niveau de

leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif.

On sait par ailleurs que les probabilités d'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou à une profession intermédiaire restent, cependant, marquées par le milieu social d'origine : par exemple, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, un enfant de cadre ou d'enseignant a une probabilité d'accéder à un tel poste supérieure de dix points à celle d'un enfant d'ouvrier. Les disparités d'insertion entre jeunes hommes et jeunes femmes sont à peu près aussi importantes que celles associées à l'origine sociale.

En 1996, sur 210 000 stagiaires en actions de formation alternée, 178 000 environ sont pris en charge par les conseils régionaux, soit 85 % de l'effectif total (contre 61 % en 1995). Cette augmentation traduit la prise en charge progressive par les régions de la globalité des actions de formation destinées aux jeunes. Les actions préqualifiantes représentent 61 % des effectifs, en hausse de 5 % par rapport à 1995, tandis que le nombre de stagiaires en actions qualifiantes baissent de 14 %.

L'ensemble de ces actions représente, en 1996, un coût global d'environ 4,5 milliards de F, pour l'État et les régions, incluant les dotations de décentralisation de 3,5 milliards de F versées aux conseils régionaux. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 2,3 milliards de F, la rémunération à 1,6 milliard de F et l'accompagnement à 0,5 milliard de F.

2. MÉTHODOLOGIE

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1999. Ne sont pas compris les enseignants des établissements privés, ni les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat); enseignants du supérieur (hors IUFM); enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).

Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).

Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère de la Jeunesse et des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

Pour 1997, la dépense totale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage a été estimée sur la base des comptes économiques de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (chiffrés de 1987 à 1996) et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi. La dépense est ventilée par type de dépense, par public bénéficiaire et par financeur final.

Les données de 1996 ont été actualisées et calées sur la méthode employée pour l'estimation de la dépense de 1997. Les ruptures de série se situent donc entre les comptes 1995 et la dépense 1996 mais elles restent mineures si l'on s'en tient à l'analyse par grands agrégats.

Les données financières « Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage » (tableau F01-17B) sont issues du compte économique de la formation professionnelle et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des jurys d'examens; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition

1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 150 000 jeunes reprennent une formation chaque année; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.

L'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de calculer des sorties sans doubles comptes et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

— fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS);

— le fonds national de l'emploi (FNE);

— l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA);

— le conservatoire national des arts et métiers (CNAM);

— le centre national d'enseignement à distance (CNED).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Depuis 1993, toutes les entreprises de dix salariés et plus sont assujetties à une obligation de dépenses de formation professionnelle continue s'élevant à 1,5 % des salaires versés. Les fractions consacrées au financement du congé individuel de formation et aux formations d'insertion en alternance restent fixées respectivement à 0,2 % (0,3 % pour les entreprises de travail temporaires) et à 0,4 % (ou 0,3 % pour les entreprises non assujetties à la taxe d'apprentissage).

Depuis la loi du 31 décembre 1991, l'obligation légale de financement de la formation professionnelle s'étend aux entreprises de moins de dix salariés, au taux de 0,15 % de la masse salariale. Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert, réalisé depuis le 1er juin 1983, se traduit par des conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire sans qualification.

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.

La plupart des diplômes peuvent être préparés par :

— la formation scolaire;

— l'apprentissage;

— la formation professionnelle continue;

— l'enseignement à distance.

Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

● La voie professionnelle

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.

Les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4e et 3e technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et

technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA), soit vers un CAPA, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.

Les classes de BEPA ont deux finalités :

— l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle;

— l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.

Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et du CAPA. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

● Les voies générale et technologique

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :

— soit vers le brevet de technicien agricole (BTA);

— soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.

Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :

— les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.

Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'éducation nationale donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation) sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation) sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau F.01-19) sont tirées des enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE. La définition du chômage est celle du « Bureau international du travail ».

3. DÉFINITIONS

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Champ géographique

Le champ géographique pris en compte est celui de la France métropolitaine, en général.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année); ces classes peuvent être appelées

« classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « *classe à plusieurs cours* ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux; on parle alors de « *classe unique* ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6e et 5e ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité. En 1997, le congé individuel de formation a concerné 22 330 personnes pour une durée moyenne de 922 heures.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, instituts régionaux d'administration (IRA), école nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement spécial du ministère de l'Éducation nationale

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'établissements ordinaires; ces classes dites « de perfectionnement » sont appelées « classes d'intégration scolaire spécialisées ».

Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'éducation spécialisée et sections d'enseignement général et professionnel adapté (SES/SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit ici, des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois activités suivantes : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi, et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE).

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6e à 4e, CPA, CIPAL et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3e et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5e et 6e années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2e ou 3e cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paye pour la France métropolitaine.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1999 (cf. 2. MÉTHODOLOGIE).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'INSEE dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de 1982 et 1990. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et les droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE, « professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5e), en un ou deux ans (après la 3e) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995);

ES : économiques et sociales (B avant 1995);

S : scientifique (C, D ou E avant 1995);

STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995);

STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995);

STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995);

SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995);

STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement;

STPA : sciences et technologies du produit alimentaire;

F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; hôtellerie;

BT : brevet de technicien;

BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en œuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.

Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés.

Stages cadres privés d'emploi

Ces stages reposent sur une formation alternée, cycles de formation continue comportant des périodes d'enseignement et des stages en entreprise.

Ils permettent à des cadres éprouvant des difficultés de réinsertion sur le marché du travail, d'actualiser ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les SIFE, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2e année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées. L'accès au niveau du baccalauréat intervient en fait de 16 à 20 ans, selon les enfants, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1980 au moment de la rentrée 1998, à 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

— INSEE.

Publications INSEE :

INSEE-Résultats, série Emploi-Revenus :

« Enquête sur l'emploi de mars 2000, résultats détaillés », n° 708-709, juillet 2000.

INSEE-*Première* :

« Des études supérieures inégalement rentables selon les milieux sociaux », n° 469, juillet 1996;

« La hausse du niveau de formation - la durée des études a doublé en 50 ans », n° 488, septembre 1996;

« Apprendre sa vie durant - la formation continue dans les entreprises », n° 512, mars 1997;

« Adéquation entre formation et emploi : ce qu'en pensent les salariés », n° 525, juin 1997;

« En 1996, plus d'un jeune homme adulte sur dix a des problèmes en lecture », n° 541, septembre 1997;

« Les langues étrangères en France - Apprendre, c'est bien, pratiquer c'est mieux », n° 568, février 1998;

« Investir dans la formation continue », n° 697, février 2000;

« Insertion des jeunes : sensible amélioration surtout chez les diplômés », n° 741, octobre 2000.

Économie et Statistique :

« L'école, les élèves et les parents », n° 293, mars 1996;

« La formation continue dans les entreprises et son retour sur investissement », n° 303, mars 1997;

« Les stages et l'insertion professionnelle des jeunes : une évolution statistique », « Les parcours professionnels des lycéens et apprentis débutants », n° 304-305, avril 1997;

« Les entreprises, les salariés et la formation continue », n° 306, juin 1997;

« L'insertion professionnelle des apprentis et des lycéens professionnels : des emplois proches des formations suivies », « Les jeunes en apprentissage ou en lycée professionnel », n° 323, mars 1999.

« La réduction des inégalités sociales devant l'école depuis le début du siècle », n° 334, octobre 2000.

Données sociales 1999, INSEE :

« Un siècle d'éducation nationale », Jean-Claude Emin, Paul Esquieu;

« Les dépenses d'éducation de 1974 à 1996 », Paul Esquieu, Michèle Jacquot, Xavier Niel;

« Recrutement et départs des enseignants dans les vingt prochaines années », Pascale Derouillon-Roisné;

« Connaissance des élèves en sciences et en mathématiques au collège - comparaisons internationales », Anne Fervent, Fabrice Murat;

« Évolution des connaissances des élèves en fin de collège », Fabrice Murat, Xavier Niel;

« Collèges publics : les disparités s'accentuent-elles ? », Marie-Christine Ernoult, Danièle Trancart, Alexia Stefanou, Xavier Niel;

« L'entrée dans le supérieur », Sylvie Lemaire;

« Sorties du système éducatif et chômage des jeunes », Pascale Poulet.

France, Portrait-social, 2000-2001, INSEE,

« La persistance du lien entre pauvreté et échec scolaire ».

Autres publications :

« La dépense de formation professionnelle en 1997 : une légère hausse », Premières synthèses 99.12, n° 48.1, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES;

« Le compte économique de la formation professionnelle », DARES;

« *Repères et références statistiques, sur les enseignements et la formation* », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement, édition 2000;

« Le compte économique de l'éducation », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement, édition 2000.

● Documentations consultables sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale :
www.education.gouv.fr :

« *L'état de l'école* », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement, édition 2000;

« *Géographie de l'École* », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement, édition 1999;

« Note d'information », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement;

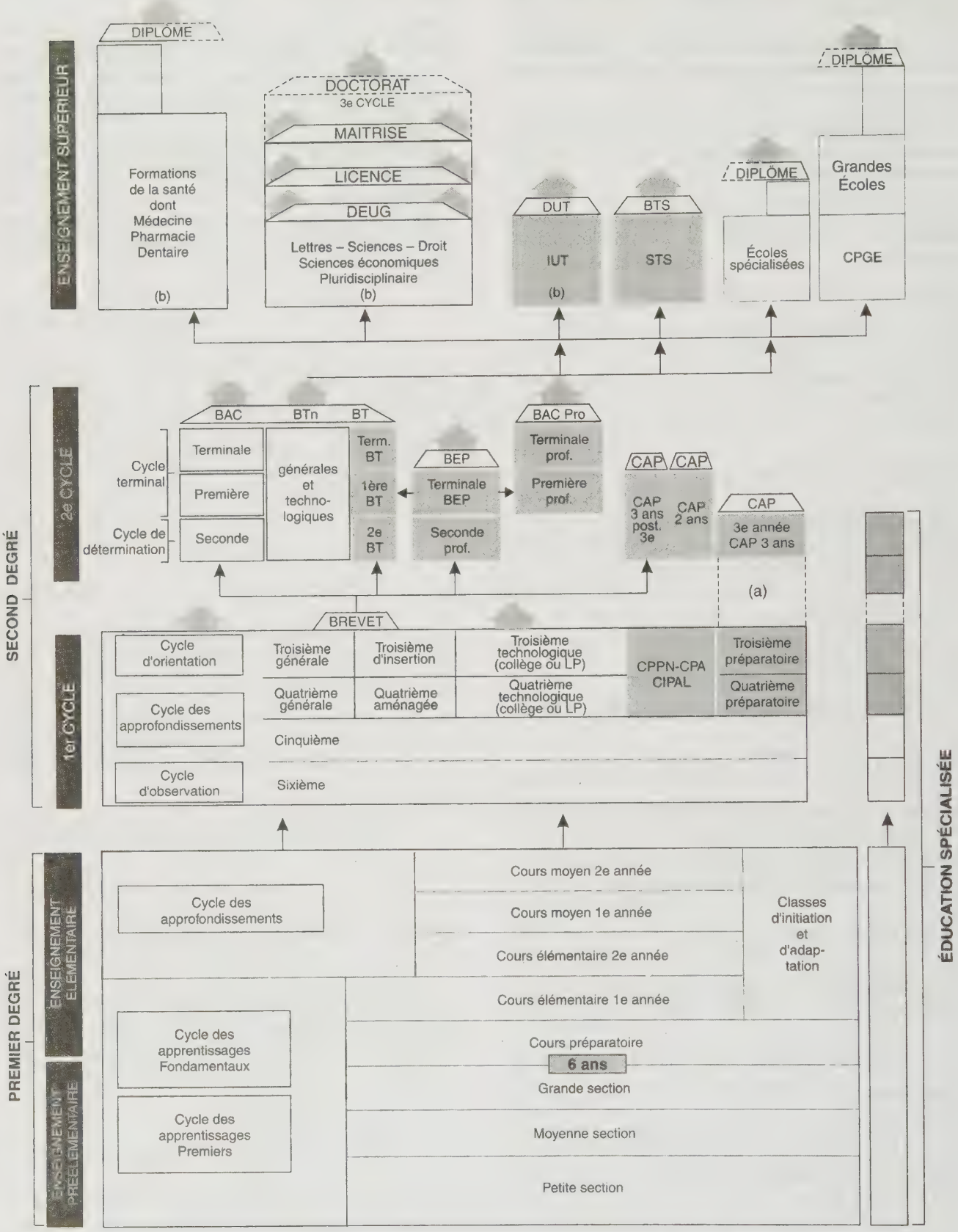
« Éducation et Formations », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement;

« Vademecum statistique », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement;

« Regards sur le système éducatif français », ministère de l'Éducation nationale, direction de la Programmation et du Développement.

*
* *

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF



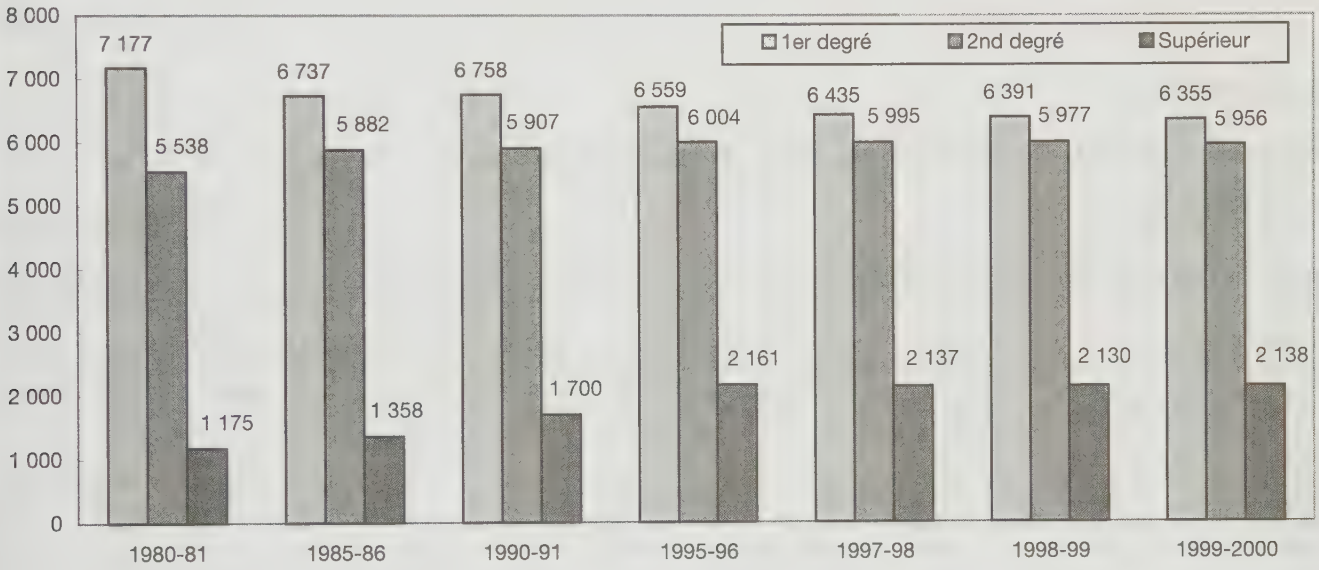
(a) CAP 3 ans Post. 5e, en voie d'extinction.

(b) Formations universitaires

GRAPHIQUE F.01

Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement

En milliers



Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES) — *Unité* : Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-*r* 1996	1996-*r* 1997	1997-*r* 1998	1998-*r* 1999	1999-2000
Total 1er degré	7 124,3	6 686,3	6 704,8	6 506,9 (1)	6 455,9 (1)	6 382,5	6 337,4	6 301,3
Total 2e degré (2)	5 252,5	5 607,2	5 637,0	5 688,3	5 667,8	5 652,6	5 624,2	5 595,8
Apprentis (3)	241,6	222,1	221,7	297,4	320,7	341,4	356,2	366,4
Spécial santé	94,7	88,6	86,8	84,9	83,9	83,6	85,7	85,7
Total enseignement supérieur	1 174,9	1 357,9	1 698,7	2 141,0	2 126,2	2 102,5	2 089,5	2 094,8
Autres (4)	1,8	15,2	15,8	4,5	5,1	5,4	5,2	4,7
Total général	**13 889,8**	**13 977,3**	**14 364,8**	**14 723,0**	**14 659,6**	**14 568,0**	**14 498,2**	**14 448,7**
Population 2-22 ans (5)	17 407,0	17 131,5	16 711,6	16 164,5	16 019,5	15 947,5	15 933,3	15 950,3
Total/population 2-22 ans en %	79,8	81,6	86,0	91,1	91,5	91,3	91,0	90,6

(1) Les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive en 1995-1996 et 1996-1997, ils ont été estimés.
(2) Y compris Agriculture.
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche depuis 1992-1993.
(4) Préparations diverses et formations complémentaires.
(5) Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris.

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé)

Année 1998-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	2e degré y compris spécialisé	Autres formations	Apprentis	Classes supérieures	Université	Autre enseignement supérieur	Population scolarisée (milliers)	Taux de scolarisation (2)
1998	< 1	729,5	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1997	1	711,9	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1996	2	723,4	35,2	///	///	///	///	///	///	254,6	34,7
1995	3	720,1	99,9	///	///	///	///	///	///	719,3	100,0
1994	4	703,2	100,7	///	///	///	///	///	///	708,1	100,0
1993	5	705,9	100,8	///	///	///	///	///	///	711,2	100,0
1992	6	739,3	100,1	///	0,4	///	///	///	///	743,3	100,0
1991	7	755,2	100,1	///	0,4	///	///	///	///	759,0	100,0
1990	8	761,1	99,9	///	0,5	///	///	///	///	764,1	100,0
1989	9	765,3	99,6	0,1	0,7	///	///	///	///	767,5	100,0
1988	10	771,8	96,6	3,0	0,8	///	///	///	///	775,2	100,0
1987	11	772,0	21,6	76,6	0,9	///	///	///	///	764,8	100,0
1986	12	783,0	1,5	96,5	1,0	///	///	///	///	775,2	100,0
1985	13	773,7	0,2	97,5	1,3	///	///	///	///	765,8	100,0
1984	14	763,0	///	96,6	2,2	0,2	///	///	///	755,3	100,0
1983	15	753,4	///	92,5	4,6	0,9	///	///	///	738,1	100,0
1982	16	807,4	///	82,3	5,3	8,6	///	///	///	777,5	96,3
1981	17	815,6	///	75,1	5,1	9,4	0,7	1,0	0,2	747,0	91,3
1980	18	818,5	///	45,0	3,8	7,6	7,5	15,6	1,6	662,9	82,6
1979	19	771,9	///	23,1	2,3	5,7	10,9	23,9	3,1	532,4	70,6
1978	20	750,5	///	8,5	1,1	4,1	9,6	25,6	5,8	412,0	57,0
1977	21	752,3	///	2,6	0,4	3,1	6,2	23,0	8,0	325,1	44,3
1976	22	726,8	///	0,7	0,2	2,2	3,1	18,9	8,6	245,6	33,9
1975	23	749,5	///	0,2	0,1	1,5	1,3	14,3	6,9	181,8	24,1
1974	24	797,6	///	0,1	—	0,9	0,4	10,4	4,5	130,2	15,2
1973	25	848,5	///	0,1	///	0,8	0,2	6,7	2,9	89,4	10,5
1972	26	873,2	///	0,1	///	///	0,1	4,7	1,9	59,3	6,9
1971	27	879,4	///	///	///	///	///	3,5	1,2	41,5	4,8
1970	28	864,5	///	///	///	///	///	2,7	0,8	30,4	3,5
1969	29	858,9	///	///	///	///	///	2,2	0,6	24,3	2,8
1968 et avant (3)	30 et +	35 720,5	///	///	///	///	///	0,4	0,1	174,7	0,5
Total (milliers)		**58 966,8**	**6 337,3**	**5 476,3**	**244,0**	**347,0**	**307,7**	**1 328,1**	**386,3**	**14 435,8**	///
% de la population totale		///	10,7	9,3	0,4	0,6	0,5	2,3	0,7	24,5	24,5

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) On a ramené à 100 % les taux qui, pour des raisons techniques, en diffèrent légèrement.
(3) Y compris âge indéterminé.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES) — *Unité* : Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Enseignement préélémentaire public	2 070,5	2 234,0	2 241,0	2 192,9 (1)	2 145,6 (1)	2 102,8	2 091,9	2 111,2
Enseignement préélémentaire privé	313,4	329,5	314,7	307,9	302,1	300,2	301,2	305,6
Total	**2 383,9**	**2 563,5**	**2 555,7**	**2 500,8**	**2 447,7**	**2 403,0**	**2 393,1**	**2 416,8**
CP-CM2 public	3 946,2	3 413,1	3 455,7	3 366,7 (1)	3 369,4 (1)	3 344,0	3 314,2	3 267,5
CP-CM2 privé	668,9	614,2	606,5	578,5	577,5	574,8	570,4	560,8
Total	**4 615,1**	**4 027,3**	**4 062,2**	**3 945,2**	**3 946,9**	**3 918,8**	**3 884,6**	**3 828,3**
Initiation, adaptation public	27,7	19,7	19,7	...	...	11,4	10,6	9,4
Initiation, adaptation privé	2,1	2,0	1,6	2,1	2,0	2,2	2,0	2,0
Total	**29,8**	**21,7**	**21,3**	**2,1**	**2,0**	**13,6**	**12,6**	**11,4**
Élémentaire public	3 973,9	3 432,8	3 475,4	...	...	3 355,4	3 324,8	3 276,9
Élémentaire privé	671,0	616,2	608,1	580,7	579,5	577,0	572,4	562,9
Total	**4 644,9**	**4 049,0**	**4 083,5**	**...**	**...**	**3 932,4**	**3 897,2**	**3 839,8**
Enseignement spécial public	90,1	69,3	61,7	...	...	44,5	44,5	42,2
Enseignement spécial privé	5,4	4,5	3,9	2,4	2,6	2,5	2,5	2,6
Total (1)	**95,5**	**73,8**	**65,6**	**...**	**...**	**47,0**	**47,0**	**44,8**
Premier degré sans enseignement spécial :								
Enseignement public	6 044,4	5 666,8	5 716,4	...	...	5 458,2	5 416,7	5 388,1
Enseignement privé	984,4	945,7	922,8	888,6	881,6	877,2	873,6	868,4
Total	**7 028,8**	**6 612,5**	**6 639,2**	**888,6**	**881,6**	**6 335,4**	**6 290,3**	**6 256,5**
Premier degré avec enseignement spécial :								
Enseignement public	6 134,5	5 736,1	5 778,1	5 615,9 (1)	5 571,7 (1)	5 502,7	5 461,2	5 430,3
Enseignement privé	989,8	950,2	926,7	891,0	884,2	879,7	876,1	871,0
Total	**7 124,3**	**6 686,3**	**6 704,8**	**6 506,9** (1)	**6 455,9** (1)	**6 382,4**	**6 337,3**	**6 301,3**

(1) L'effectif d'élèves des écoles publiques n'étant pas connu en 1995-1996 et 1996-1997, ce sont les prévisions réalisées en 1995 qui sont utilisées.

TABLEAU F.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
ÉCOLES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	15 721	17 394	18 436	18 524	18 461	18 460	18 352	18 285
Écoles primaires	44 848	41 655	38 227	35 426	35 019	34 680	34 433	34 025
dont : à classe unique	11 433	9 608	7 657	...	...	6 013	5 873	5 606
Écoles d'enseignement spécial	133	1 048	...	...	...	...	...	...
Total	**60 702**	**60 097**	**56 663**	**53 950**	**53 480**	**53 140**	**52 785**	**52 310**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	359	382	414	320	307	300	277	273
Écoles primaires	6 600	6 150	5 904	5 574	5 523	5 485	5 429	5 385
dont : à classe unique	343	274	215	182	183	193	178	169
Écoles d'enseignement spécial	19	14	...	...	...	...	...	...
Total...	**6 978**	**6 546**	**6 318**	**5 894**	**5 830**	**5 785**	**5 706**	**5 658**
Total enseignement public + privé	**67 680**	**66 643**	**62 981**	**59 844**	**59 310**	**58 925**	**58 491**	**57 968**
CLASSES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	58 402	66 091	68 301	...	...	68 498	68 287	68 342
Écoles primaires	185 977	175 467	171 868	...	...	166 401	166 366	165 154
dont : classes uniques	11 433	9 608	7 657	...	...	6 013	5 873	5 606
Écoles d'enseignement spécial	749	558	...	...	...	...	...	...
Total	**245 128**	**242 116**	**240 169**	**...**	**...**	**234 899**	**234 653**	**233 496**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	1 067	1 237	1 363	1 115	1 074	1 038	961	939
Écoles primaires	36 513	36 214	36 337	35 813	35 646	35 532	35 543	35 442
dont : classes uniques	343	274	215	182	183	193	178	169
Écoles d'enseignement spécial	59	46	...	...	...	...	...	...
Total	**37 639**	**37 497**	**37 700**	**36 928**	**36 720**	**36 570**	**36 504**	**36 381**
Total enseignement public + privé	**282 767**	**279 613**	**277 869**	**...**	**...**	**271 469**	**271 157**	**269 877**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	30,0	28,6	27,9	...	...	25,7	25,5	25,5
Écoles primaires	23,5	21,9	22,5	...	...	22,5	22,4	22,3
Écoles d'enseignement spécial	14,6	12,9	...	...	...	...	...	...
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	29,9	28,8	27,2	26,3	25,8	25,7	25,6	25,9
Écoles primaires	26,2	25,2	24,5	24,1	24,0	24,0	24,0	23,9
Écoles d'enseignement spécial	12,4	9,2	...	...	...	...	...	...

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Enseignement préélémentaire :									
En école maternelle	892 813	850 886	**1 743 699**	12 354	11 895	**24 249**	905 167	862 781	**1 767 948**
En école primaire	188 957	178 513	**367 470**	143 569	137 737	**281 306**	332 526	316 250	**648 776**
Total	**1 081 770**	**1 029 399**	**2 111 169**	**155 923**	**149 632**	**305 555**	**1 237 693**	**1 179 031**	**2 416 724**
Enseignement élémentaire :									
CP	332 436	312 587	**645 023**	53 217	49 933	**103 150**	385 653	362 520	**748 173**
CE1	348 355	328 234	**676 589**	57 052	53 001	**110 053**	405 407	381 235	**786 642**
CE2	333 281	318 820	**652 101**	58 032	54 171	**112 203**	391 313	372 991	**764 304**
CM1	328 966	316 078	**645 044**	59 953	55 667	**115 620**	388 919	371 745	**760 664**
CM2	330 335	318 408	**648 743**	61 970	57 821	**119 791**	392 305	376 229	**768 534**
Total	**1 673 373**	**1 594 127**	**3 267 500**	**290 224**	**270 593**	**560 817**	**1 963 597**	**1 864 720**	**3 828 317**
Classe d'initiation	1 070	953	**2 023**	56	69	**125**	1 126	1 022	**2 148**
Classe d'adaptation	4 413	2 970	**7 383**	1 207	715	**1 922**	5 620	3 685	**9 305**
Total enseignement élémentaire	**1 678 856**	**1 598 050**	**3 276 906**	**291 487**	**271 377**	**562 864**	**1 970 343**	**1 869 427**	**3 839 770**
Enseignement spécial premier degré	25 560	16 645	**42 205**	1 575	1 010	**2 585**	27 135	17 655	**44 790**
Enseignement premier degré :									
Avec l'enseignement spécial	**2 760 626**	**2 627 449**	**5 388 075**	**447 410**	**421 009**	**868 419**	**3 208 036**	**3 048 458**	**6 256 494**
Sans l'enseignement spécial	**2 786 186**	**2 644 094**	**5 430 280**	**448 985**	**422 019**	**871 004**	**3 235 171**	**3 066 113**	**6 301 284**

TABLEAU F.01-6

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES) — *Unité* : Millier

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Premier cycle du second degré :									
Enseignement public	1 860,5	2 532,5	2 665,9	2 485,2	2 593,3	2 561,0	2 527,3	2 511,7	2 505,8
Enseignement privé	492,6	605,4	681,0	649,4	668,3	662,0	659,0	657,0	658,3
Total	**2 353,1**	**3 137,9**	**3 946,9**	**3 134,6**	**3 261,6**	**3 223,5**	**3 186,3**	**3 168,7**	**3 164,1**
6e à 3e	1 453,2	2 950,4	3 204,8	3 078,4	3 253,8	3 216,1	3 179,2	3 162,9	3 159,5
dont : 4e et 3e technologiques	///	///	///	159,7	153,4	151,8	133,5	88,4	53,9
CPPN, CPA, autres niveaux	899,8	187,4	142,1	56,2	7,8	7,4	7,1	5,8	4,6
Second cycle professionnel :									
Enseignement public	256,2	601,2	619,5	534,2	540,1	547,4	553,6	553,1	544,2
Enseignement privé	127,0	172,0	186,3	162,6	148,5	152,8	154,8	155,1	152,7
Total	**383,2**	**773,2**	**805,8**	**696,8**	**688,6**	**700,2**	**708,4**	**708,2**	**696,9**
dont : 1e et 2e années bac professionnel	///	///	1,3	93,7	156,4	160,2	163,9	167,4	170,1
Second cycle général et technologique :									
Enseignement public	326,3	850,0	925,9	1 243,5	1 165,9	1 167,1	1 175,6	1 170,8	1 162,9
Enseignement privé	95,6	252,6	281,7	327,4	316,2	317,0	314,4	306,5	301,6
Total	**421,9**	**1 102,6**	**1 207,6**	**1 570,9**	**1 482,1**	**1 484,1**	**1 490,0**	**1 477,3**	**1 464,5**
Enseignement spécial du second degré :									
Enseignement public	...	122,1	127,1	118,6	116,0	114,3	115,3	115,1	114,7
Enseignement privé	...	0,9	1,7	2,5	3,2	3,3	3,4	3,6	3,6
Total	**...**	**123,0**	**128,8**	**121,1**	**119,2**	**117,6**	**118,7**	**118,7**	**118,3**
Enseignement public	2 443,0	3 983,7	4 211,3	4 262,9	4 299,3	4 276,0	4 256,5	4 235,6	4 212,9
Enseignement privé	715,2	1 030,0	1 149,0	1 139,4	1 133,0	1 131,8	1 128,2	1 118,6	1 112,6
Total (sans enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 013,7**	**5 360,3**	**5 402,3**	**5 432,3**	**5 407,8**	**5 384,7**	**5 354,2**	**5 325,5**
Enseignement public	2 443,0	4 105,8	4 338,4	4 381,5	4 415,3	4 390,3	4 371,8	4 350,7	4 327,6
Enseignement privé	715,2	1 030,9	1 150,7	1 141,9	1 136,2	1 135,1	1 131,6	1 122,2	1 116,2
Total (avec enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 136,7**	**5 489,1**	**5 523,4**	**5 551,5**	**5 525,4**	**5 503,4**	**5 472,9**	**5 443,8**

TABLEAU F.01-7

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
ÉTABLISSEMENTS									
Enseignement public :									
Collèges	4 017	4 751	4 795	4 868	4 924	4 932	4 942	4 947	4 953
Lycées professionnels	1 136	1 311	1 351	1 318	1 141	1 126	1 111	1 097	1 087
Lycées d'enseignement général et technologique	1 159	1 119	1 139	1 269	1 429	1 429	1 439	1 448	1 456
Total	**6 312**	**7 181**	**7 285**	**7 455**	**7 494**	**7 487**	**7 492**	**7 492**	**7 496**
Enseignement privé :									
Collèges	1 274	1 743	1 854	1 803	1 782	1 783	1 789	1 794	1 786
Lycées professionnels	1 626	958	865	798	673	662	655	645	635
Lycées d'enseignement général et technologique	1 663	1 181	1 191	1 269	1 205	1 171	1 146	1 121	1 097
Total	**4 563**	**3 882**	**3 910**	**3 870**	**3 660**	**3 616**	**3 590**	**3 560**	**3 518**
Total public + privé	**10 875**	**11 063**	**11 195**	**11 325**	**11 154**	**11 103**	**11 082**	**11 052**	**11 014**
CLASSES ET DIVISIONS									
Enseignement public :									
1er cycle (1)	85 534	108 080	109 121	102 100	105 692	104 851	103 888	103 322	103 400
2e cycle professionnel	20 003	29 792	25 767	23 157	24 822	25 182	25 370	25 652	25 980
2e cycle général et technologique	22 839	24 702	30 962	40 139	39 558	39 792	40 084	39 961	40 336
Total	**128 376**	**162 574**	**165 850**	**165 396**	**170 072**	**169 825**	**169 342**	**168 935**	**169 716**
Enseignement privé :									
1er cycle (1)	20 399	25 250	26 782	26 691	27 045	26 892	26 763	26 689	26 612
2e cycle professionnel	8 199	10 892	8 192	7 574	7 010	7 120	7 258	7 477	7 744
2e cycle général et technologique	7 801	8 202	11 424	12 764	12 382	12 364	12 301	12 227	12 185
Total	**36 399**	**44 344**	**46 398**	**47 029**	**46 437**	**46 376**	**46 322**	**46 393**	**46 541**
Total public + privé	**164 775**	**206 918**	**212 248**	**212 425**	**216 509**	**216 201**	**215 664**	**215 328**	**216 257**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE									
Enseignement public :									
1er cycle (1)	26,4	23,4	24,3	24,3	24,5	24,4	24,3	24,3	24,2
2e cycle professionnel	24,0	24,4	24,5	23,1	21,8	21,7	21,8	21,6	20,9
2e cycle général et technologique	28,1	28,5	29,9	31,0	29,5	29,3	29,3	29,3	28,8
Enseignement privé :									
1er cycle (1)	25,1	24,0	25,5	24,3	24,7	24,6	24,6	24,6	24,7
2e cycle professionnel	20,7	20,8	22,8	21,4	21,2	21,3	21,3	20,7	19,7
2e cycle général et technologique	25,0	23,2	24,7	25,6	25,5	25,6	25,6	25,1	24,7

(1) Y compris classe pré-professionnelle de niveau (CPPN) (jusqu'à 1996-1997), classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et les unités pédagogiques d'intégration depuis 1997-1998 et non compris l'enseignement spécial.

TABLEAU F.01-8

Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Sixième à troisième :									
Sixième	336 574	318 365	**654 939**	90 127	78 369	**168 496**	426 701	396 734	**823 435**
Cinquième	313 020	307 807	**620 827**	84 047	75 819	**159 866**	397 067	383 626	**780 693**
Quatrième :									
Aménagée	9 080	7 179	**16 259**	2 391	1 439	**3 830**	11 471	8 618	**20 089**
Générale	300 939	306 089	**607 028**	80 848	76 110	**156 958**	381 787	382 199	**763 986**
Technologique	8 535	3 005	**11 540**	5 405	2 529	**7 934**	13 940	5 534	**19 474**
Troisième :									
D'insertion	10 574	7 136	**17 710**	1 518	837	**2 355**	12 092	7 973	**20 065**
Générale	262 723	289 122	**551 845**	72 481	73 021	**145 502**	335 204	362 143	**697 347**
Technologique	15 947	5 834	**21 781**	8 064	4 618	**12 682**	24 011	10 452	**34 463**
Total	**1 257 392**	**1 244 537**	**2 501 929**	**344 881**	**312 742**	**657 623**	**1 602 273**	**1 557 279**	**3 159 552**
Autres niveaux 1er cycle :									
Unités pédagogiques d'intégration (UPI)	419	297	**716**	86	58	**144**	505	355	**860**
Classe préparatoire à l'apprentissage (CPA)	1 878	770	**2 648**	179	54	**233**	2 057	824	**2 881**
Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance (CIPAL)	384	148	**532**	261	62	**323**	645	210	**855**
Total	**2 681**	**1 215**	**3 896**	**526**	**174**	**700**	**3 207**	**1 389**	**4 596**
Enseignement spécial :									
SEGPA Enseignement général (1)	44 290	27 483	**71 773**	1 678	1 022	**2 700**	45 968	28 505	**74 473**
SEGPA Formation professionnelle (2)	18 266	13 088	**31 354**	536	358	**894**	18 802	13 446	**32 248**
Total	**62 556**	**40 571**	**103 127**	**2 214**	**1 380**	**3 594**	**64 770**	**41 951**	**106 721**
École régionale d'enseignement adapté (EREA)	8 331	3 195	**11 526**	///	///	///	8 331	3 195	**11 526**
Total enseignement spécial	**70 887**	**43 766**	**114 653**	**2 214**	**1 380**	**3 594**	**73 101**	**45 146**	**118 247**
Total premier cycle avec l'enseignement spécial	**1 330 960**	**1 289 518**	**2 620 478**	**347 621**	**314 296**	**661 917**	**1 678 581**	**1 603 814**	**3 282 395**
Total premier cycle sans l'enseignement spécial	**1 260 073**	**1 245 752**	**2 505 825**	**345 407**	**312 916**	**658 323**	**1 605 480**	**1 558 668**	**3 164 148**

(1) SEGPA : L'enseignement général est dispensé au cours de trois premières années, (6ème, 5ème et 4ème).
(2) SEGPA : L'enseignement de formation professionnelle est dispensé au cours de trois années supplémentaires (3ème, 1ère année de CAP, et 2ème année de CAP).

TABLEAU F.01-9

Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Certificat d'aptitude professionnelle en trois ans :									
4e préparatoire	1 174	788	**1 962**	699	508	**1 207**	1 873	1 296	**3 169**
3e préparatoire	1 759	1 011	**2 770**	645	480	**1 125**	2 404	1 491	**3 895**
Troisième année	2 357	1 118	**3 475**	528	521	**1 049**	2 885	1 639	**4 524**
Total	**5 290**	**2 917**	**8 207**	**1 872**	**1 509**	**3 381**	**7 162**	**4 426**	**11 588**
CAP en deux ans :									
Première année	11 831	9 817	**21 648**	2 114	5 336	**7 450**	13 945	15 153	**29 098**
Deuxième année	9 289	8 506	**17 795**	1 832	4 618	**6 450**	11 121	13 124	**24 245**
Total	**21 120**	**18 323**	**39 443**	**3 946**	**9 954**	**13 900**	**25 066**	**28 277**	**53 343**
CAP en un an	1 219	553	**1 772**	438	2 391	**2 829**	1 657	2 944	**4 601**
Brevet d'enseignement professionnel :									
Première année (1)	102 213	78 618	**180 831**	22 984	24 007	**46 991**	125 197	102 625	**227 822**
Deuxième année (1)	98 142	77 237	**175 379**	21 775	23 482	**45 257**	119 917	100 719	**220 636**
Total	**200 355**	**155 855**	**356 210**	**44 759**	**47 489**	**92 248**	**245 114**	**203 344**	**448 458**
Brevet d'enseignement professionnel en un an	930	786	**1 716**	116	102	**218**	1 046	888	**1 934**
Mentions complémentaires (2)	3 512	1 969	**5 481**	550	879	**1 429**	4 062	2 848	**6 910**
Baccalauréat professionnel :									
Première année (3)	38 093	31 273	**69 366**	10 149	10 356	**20 505**	48 242	41 629	**89 871**
Deuxième année (3)	34 270	27 741	**62 011**	8 813	9 376	**18 189**	43 083	37 117	**80 200**
Total	**72 363**	**59 014**	**131 377**	**18 962**	**19 732**	**38 694**	**91 325**	**78 746**	**170 071**
Total second cycle professionnel	**304 789**	**239 417**	**544 206**	**70 643**	**82 056**	**152 699**	**375 432**	**321 473**	**696 905**
Formations complémentaires post CAP - BEP	260	268	**528**	48	138	**186**	308	406	**714**
Formations complémentaires post BT et BAC	9	26	**35**	41	146	**187**	50	172	**222**

(1) Première année : seconde professionnelle ; deuxième année : terminale BEP.
(2) Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.
(3) Première année : première professionnelle ; deuxième année : terminale professionnelle.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Seconde :									
Générale et technologique de détermination	175 304	219 309	**394 613**	44 818	53 131	**97 949**	220 122	272 440	**492 562**
Autres secondes (Spéciale, B.T, Technologique.)	1 351	1 277	**2 628**	323	328	**651**	1 674	1 605	**3 279**
Total	**176 655**	**220 586**	**397 241**	**45 141**	**53 459**	**98 600**	**221 796**	**274 045**	**495 841**
Première :									
L (Littéraire)	7 744	38 519	**46 263**	2 360	9 094	**11 454**	10 104	47 613	**57 717**
ES (Économique et sociale)	22 226	41 617	**63 843**	8 274	11 589	**19 863**	30 500	53 206	**83 706**
S (Scientifique)	66 095	52 714	**118 809**	19 008	13 359	**32 367**	85 103	66 073	**151 176**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 572	3 144	**5 716**	772	857	**1 629**	3 344	4 001	**7 345**
STT (Sciences et technologies tertiaires)	23 290	41 679	**64 969**	6 139	7 546	**13 685**	29 429	49 225	**78 654**
STI (Sciences et technologies industrielles)	29 464	2 284	**31 748**	4 753	558	**5 311**	34 217	2 842	**37 059**
SMS (Sciences médico-sociales)	342	8 239	**8 581**	331	5 842	**6 173**	673	14 081	**14 754**
Brevet de technicien	1 142	616	**1 758**	107	175	**282**	1 249	791	**2 040**
D'adaptation	11 635	13 187	**24 822**	2 613	4 897	**7 510**	14 248	18 084	**32 332**
Autres séries technologiques (1)	1 004	883	**1 887**	259	237	**496**	1 263	1 120	**2 383**
Total	**165 514**	**202 882**	**368 396**	**44 616**	**54 154**	**98 770**	**210 130**	**257 036**	**467 166**
Terminale :									
L (Littéraire)	9 702	46 009	**55 711**	2 897	10 724	**13 621**	12 599	56 733	**69 332**
ES (Économique et sociale)	25 246	44 762	**70 008**	9 034	12 684	**21 718**	34 280	57 446	**91 726**
S (Scientifique)	71 563	54 780	**126 343**	20 050	13 935	**33 985**	91 613	68 715	**160 328**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 744	3 250	**5 994**	781	874	**1 655**	3 525	4 124	**7 649**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	27 520	52 482	**80 002**	7 454	9 921	**17 375**	34 974	62 403	**97 377**
STI (Sciences et technologies industrielles)	38 122	2 899	**41 021**	5 789	522	**6 311**	43 911	3 421	**47 332**
SMS (Sciences médico-sociales)	496	12 650	**13 146**	493	8 137	**8 630**	989	20 787	**21 776**
Brevet de technicien	1 538	837	**2 375**	109	149	**258**	1 647	986	**2 633**
Autres séries technologiques (1)	1 488	1 176	**2 664**	370	251	**621**	1 858	1 427	**3 285**
Total	**178 419**	**218 845**	**397 264**	**46 977**	**57 197**	**104 174**	**225 396**	**276 042**	**501 438**
Total cycle général et technologique	**520 588**	**642 313**	**1 162 901**	**136 734**	**164 810**	**301 544**	**657 322**	**807 123**	**1 464 445**

(1) Séries TDM (Musique et Danse), AA (Arts Appliqués), Hôtellerie et STAE (Sciences et Technologie de l'Agriculture et de l'Environnement).

TABLEAU F.01-11

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1992-1999 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Année de naissance	Année scolaire 1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	Total entrants
1973 (867 000) :									
Entrants	96 900	46 300	21 200	–	–	–	–	–	500 400 (2)
%	11,2	5,3	2,5						57,9
1974 (814 000) :									
Entrants	138 500	90 900	46 000	19 400	–	–	–	–	486 900 (2)
%	17,0	11,2	5,7	2,4					59,9
1975 (765 000) :									
Entrants	177 400	130 600	89 800	38 400	17 000	–	–	–	467 800 (2)
%	23,2	17,1	11,7	5,0	2,2				61,2
1976 (739 000) :									
Entrants	14 400	182 700	135 000	76 600	35 400	15 500	–	–	459 600
%	2,0	24,7	18,3	10,4	4,8	2,1			62,2
1977 (760 000) :									
Entrants	–	14 600	204 000	130 300	78 700 *r*	36 500	13 811	–	477 911
%		1,9	26,8	17,1	10,4	4,8	1,8		62,9
1978 (755 000) :									
Entrants	–	–	15 800	201 900	132 400 *r*	78 300	32 821	16 600	477 821
%			2,1	26,8	17,5	10,4	4,4	2,2	62,8
1979 (772 000) :									
Entrants	–	–	–	15 200	206 400	138 000	79 438	38 600	484 600 (3)
%				2,0	26,8	17,8	10,3	5,0	62,8
1980 (818 000) :									
Entrants	–	–	–	–	15 500	210 500	144 045	85 600	///
%	–				1,9	25,7	17,6	10,5	///
1981 (814 000) :									
Entrants	–	–	–	–	–	15 100	217 474	141 000	///
%						1,9	26,7	17,3	///
1982 (807 000) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	15 773	219 000	///
%							2,0	27,1	///
1983 (787 000) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	17 800	///
%								2,3	///
Total entrants	**490 200 (4)**	**485 600 (4)**	**511 800**	**481 800**	**485 400**	**493 900**	**503 362**	**500 800**	///
Taux d'accès	**60,5**	**62,6**	**67,1**	**63,7**	**63,6**	**62,8**	**62,7**	**62,1**	///

(1) Note de lecture : sur les 739 000 enfants de la génération 1976, 14 400 (soit 2 %) sont entrés en 1992-1993 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1992 à 1997, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 459 600 jeunes de cette génération, soit 62,2 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 1999-2000 (500 800), ils concernent les générations 1978 à 1983, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,1 % (dernière colonne annuelle du tableau).
(2) Total, compte tenu des "entrants" avant 1992-1993.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du baccalauréat lors des prochaines années.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1973.

TABLEAU F.01-12

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Unité : Diplôme

Diplômes	1980	1990	1995 (1)	1996	1997	1998	1999	*dont* série (1)
Diplômes du 2e cycle court (2) :								
Certificats d'aptitude professionnelle	235 046	274 243	252 418	197 137	202 353	208 073	211 825	
Brevets d'études professionnelles	78 905	156 543	182 641	192 043	198 468	201 269	203 156	
Diplômes du 2e cycle long :								
Brevets de technicien	4 521	8 348	2 863	2 486	2 355	2 760	2 255	
Baccalauréat général	158 938	247 213	281 004	258 943	262 301	268 119	259 009	
Série A	40 391	63 727	69 490	65 178	67 948	66 947	60 262	L
Série B	31 521	60 092	74 961	68 109	72 205	72 744	73 614	ES
Série C	32 658	56 812						
Série D et D1M	48 545	58 672	136 553	125 656	122 148	128 428	125 133	S
Série E	5 823	7 910						
Baccalauréat expérimental (3)	831	///	///	///	///	///	///	
Baccalauréat de technicien	62 217	112 621	134 498	132 300	132 415	140 679	144 947	
			34 429	36 933	33 256	33 739	35 329	STI
			4 802	5 441	5 578	6 139	6 171	STL
Secteur industriel (F) et autres (4)	26 612	41 948	12 969	15 304	15 532	17 591	18 504	SMS
			1 395	1 432	1 459	1 603	354	F11, F11', F12
			32	33	133	78	–	F10B
Secteur économique (G)	35 605	70 249	76 373	67 971	69 938	74 290	76 771	STT
Secteur informatique (H)	443	424						
Série hôtellière	///	///	2 269	2 040	2 551	2 513	2 728	Hôtellerie
	///	///	2 229	3 146	3 968	4 726	5 090	STAE, STPA
Baccalauréat professionnel	///	24 116	65 152	72 156	74 405	79 256	85 402	

(1) La classification des bacccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification à partir de l'année 1995. L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro-alimentaire. Les correspondances sont les suivantes : L = A ; ES = B ; S = C, D, D' et E ; STI = F1 à F4, F9, F10A ; STL = F5 à F7 ; STT = G et H ; SMS = F8.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

(3) Baccalauréat supprimé en 1985.

(4) Les séries paramédicales (F8) et artistiques (F11, F11', F12) sont aussi comptabilisées dans cette rubrique.

TABLEAU F.01-13

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Evolution 1990-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Séries (1) (2) (3)	P : présentés A : admis	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Baccalauréat général :									
L (ou A avant 1995)	P	84 991	92 356	96 982	96 957	90 057	87 956	82 072	75 854
	A	63 727	72 272	69 578	69 490	65 178	67 948	66 947	60 262
	%	75,0	73,5	71,7	71,7	72,4	77,3	81,6	79,4
ES (ou B avant 1995)	P	87 132	98 254	93 529	102 189	95 180	93 976	93 341	92 077
	A	60 092	67 108	63 021	74 961	68 109	72 205	72 744	73 614
	%	69,0	68,3	67,4	73,4	71,6	76,8	77,9	79,9
S (ou C+D+E avant 1995)	P	155 361	177 360	175 439	173 473	160 889	159 126	162 182	161 791
	A	123 394	138 083	104 497	136 553	125 656	122 148	128 428	125 133
	%	79,7	77,9	80,1	78,7	78,1	76,8	79,2	77,3
Total	P	327 484	373 970	365 950	372 619	346 126	341 058	337 595	329 722
	A	**247 213**	**277 463**	**273 096**	**281 004**	**258 943**	**262 301**	**268 119**	**259 009**
	%	75,5	74,2	74,6	75,4	74,8	76,9	79,4	78,6
Baccalauréat technologique :									
STI (ou F1 à F4+F9+F10A avant 1995)	P	38 633	47 631	48 638	51 128	50 562	46 063	45 998	47 946
	A	26 892	32 099	33 755	34 429	36 933	33 256	33 739	35 329
	%	69,6	67,4	69,4	67,3	73,0	72,2	73,3	73,7
STL (ou F5+F6+F7 avant 1995)	P	5 284	3 926	5 481	6 406	6 921	7 245	7 543	7 685
	A	3 885	2 658	4 124	4 802	5 441	5 578	6 139	6 171
	%	73,5	67,7	75,2	75,0	78,6	77,0	81,4	80,3
F10B	P	84	79	85	43	53	186	96	///
	A	66	69	59	32	33	133	78	///
	%	78,6	87,3	69,4	74,4	62,3	71,5	81,3	///
STT (ou G+H avant 1995)	P	104 398	106 467	102 328	94 447	84 638	86 089	89 681	94 948
	A	70 673	71 081	73 570	76 373	67 971	69 938	74 290	76 771
	%	67,7	66,8	71,9	80,9	80,3	81,2	82,8	80,9
SMS (ou F8 avant 1995)	P	14 041	15 677	16 739	17 499	19 117	19 924	21 560	22 340
	A	10 140	10 165	12 142	12 969	15 304	15 532	17 591	18 504
	%	72,2	64,8	72,5	74,1	80,1	78,0	81,6	82,8
F11, F'11, F12	P	1 125	1 475	1 597	1 742	1 737	1 709	1 803	389
	A	965	1 175	1 191	1 395	1 432	1 459	1 603	354
	%	85,8	79,7	74,6	80,1	82,4	85,4	88,9	91,0
STAE, ST	P	///	///	///	3 226	4 557	5 436	6 697	7 441
	A	///	///	///	2 229	3 146	3 968	4 726	5 090
	%	///	///	///	69,1	69,0	73,0	70,6	68,4
Hôtellerie	P	///	///	2 349	2 777	2 450	3 044	2 941	3 074
	A	///	///	1 903	2 269	2 040	2 551	2 513	2 728
	%	///	///	81	81,7	83,3	83,8	85,4	88,7
Total	P	163 565	175 255	177 217	177 268	170 035	169 696	176 319	183 823
	A	**112 621**	**117 247**	**126 744**	**134 498**	**132 300**	**132 415**	**140 679**	**144 947**
	%	68,9	66,9	71,5	75,9	77,8	78,0	79,8	78,9
Baccalauréat professionnel :									
	P	32 296	70 988	80 024	89 120	92 270	93 561	102 908	109 452
	A	24 116	51 196	59 514	65 152	72 156	74 405	79 257	85 402
	%	74,7	72,1	74,4	73,1	78,2	79,5	77,0	78,0

(1) La classification des baccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification.
(2) L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro-alimentaire.
(3) A : lettres; B : économique et social; C : mathématiques et sciences physiques; D : mathématiques et sciences de la nature; D1M : sciences agronomiques et techniques; E : sciences artistiques et arts appliqués; H : informatique.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1998 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Préparation	1985-1986	1990-1991	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-*r* 1998	1998-1999	*dont* Filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (2)	///	194 331	168 923	176 072	177 153	176 925	175 078	45 574
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	///	6 712	26 822	32 269	38 109	41 994	45 601	11 581
Mention complémentaire	///	///	6 042	6 311	7 131	7 197	7 209	2 712
Total niveau V	**208 739**	**201 043**	**201 787**	**214 652**	**222 393**	**226 116**	**227 888**	**59 967**
Brevet professionnel (BP) (2)	///	8 802	18 316	22 066	25 275	28 860	30 589	13 399
Baccalauréat professionnel (Bac pro)	///	4 223	12 241	15 242	17 875	21 247	24 711	6 577
Total niveau IV	**///**	**13 025**	**30 557**	**37 308**	**43 150**	**50 107**	**55 300**	**19 976**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	///	///	7 274	10 566	14 312	17 225	19 474	8 844
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	///	///	1 544	2 067	1 917	2 889	3 357	1 393
Autres de niveau III (2)	///	///	360	621	1 140	1 933	2 551	898
Total niveau III	**///**	**1 299**	**9 178**	**13 254**	**17 369**	**22 047**	**25 382**	**11 135**
Diplômes d'ingénieurs	///	///	1 196	1 734	1 998	2 707	3 483	357
Autres de niveaux I et II	///	///	2 090	3 043	4 313	6 173	8 011	3 659
Total niveaux I et II	**///**	**///**	**3 286**	**4 777**	**6 311**	**8 980**	**11 494**	**4 016**
Total apprentis	**208 739**	**215 367**	**244 808**	**269 991**	**289 223**	**307 150**	**320 064**	**94 994**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation professionnelle en alternance	13 390	6 367	9 312	10 156	10 111	9 231	8 378	1 409
Total	**222 129**	**221 734**	**254 120**	**280 147**	**299 334**	**316 381**	**328 442**	**96 403**

(1) Centre de formations d'apprentis agricoles non compris.
(2) Y compris titres homologués.

TABLEAU F.01-15

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole

France entière

Unités : Établissement
Élève

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Nature des établissements	Nombre d'établissements					Effectifs					
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	*dont :* filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :											
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	118	125	125	128	128	47 667	51 773	53 069	54 692	54 548	17 470
Lycées professionnels agricoles (LPA)	103	90	89	87	87	18 523	16 680	17 269	17 069	17 201	7 129
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	2	2	1	–	–	128	147	48	–	–	–
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	1	1	1	1	1	59	51	58	60	60	36
Total	**224**	**218**	**216**	**216**	**216**	**66 377**	**68 651**	**70 444**	**71 821**	**71 809**	**24 635**
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :											
Technique	644	638	638	642	645	93 577	100 132	103 918	105 473	106 759	53 620
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :											
Temps plein (2)	239	234	234	235	236	51 052	54 109	55 873	56 994	57 332	29 588
Rythme approprié (3)	405	404	404	407	409	42 525	46 023	48 045	48 479	49 428	24 097
Total	**644**	**638**	**638**	**642**	**645**	**93 577**	**100 132**	**103 918**	**105 473**	**106 759**	**53 620**
Total public et privé	**868**	**856**	**854**	**858**	**861**	**159 954**	**168 783**	**174 362**	**177 294**	**178 569**	**78 255**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU F.01-16

Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes

France entière

Source : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

Formation	Année scolaire 1997-1998			Année scolaire 1998-1999			Année scolaire 1999-2000		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1997	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1998	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1999
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	455	12962	13668	445	12 733	13 583	425	12 343	13 051
Auxiliaires de puériculture	79	2350	2287	78	2 268	2 305	79	2 405	2 315
NIVEAU III									
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	893	263	8	880	289	8	879	282
Infirmiers diplômés d'Etat	343	50190	15742	338	49 179	14 575	333	50 990	14 787
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	18	1424	458	18	1 410	466	18	1 393	471
Masseurs-kinésithérapeutes	35	5048	1559	35	4 981	1 479	35	4 925	1 504
Pédicures-podologues	10	1401	361	10	1 476	358	10	1 459	430
Psychomotriciens	6	929	283	6	932	293	6	937	290
Techniciens en analyses biomédicales (1)	5	276	184	5	381	3	5	358	122
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2629	544	32	2635	560	32	2674	618
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	26	935	466	26	954	470	25	930	425
Infirmiers de bloc opératoire	21	474	433	24	544	486	25	660	562
Puéricultrices	32	799	725	30	847	786	30	811	738
Cadres sages-femmes	1	20	20	1	23	19	1	21	25
Cadres de santé	37	1 236	1 169	36	1 261	1 103	36	1 260	1 138
Total écoles de la santé	**1 108**	**81 566**	**38 163**	**1 092**	**80 504**	**36 775**	**1 068**	**82 045**	**36 758**
Écoles sociales :									
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD)	81	2 894	2 539	90	3 163	2 693	81	2 514	2 244
Aides médico-psychologiques	54	5 146	2 328	55	5 282	2 276	53	5 349	2 566
NIVEAU IV									
Techniciens de l'intervention sociale familiale (TISF) (2)	7	275	163	8	400	145	8	433	173
Moniteurs-éducateurs	47	3 647	1 516	48	3 700	1 666	48	3 842	1 698
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	27	3 197	947	29	3 232	912	30	3 520	1 030
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	51	6 044	1 734	52	6 044	1 737	52	5 941	1 729
Éducateurs spécialisés	51	7 604	2 321	51	7 502	2 409	53	7 964	2 443
Éducateurs techniques spécialisés	31	924	319	31	924	271	30	930	328
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	44	937	642	44	963	673	45	1 074	762
Total écoles sociales	**393**	**30 678**	**12 519**	**408**	**31 210**	**12 782**	**400**	**31 567**	**12 973**

(1) Formation en 3 ans depuis la rentrée 1996.
(2) Anciennement : travailleuses familiales.

TABLEAU F.01-17A

Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Sources de financement	Unités	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Formation continue : Stagiaires en formation (2)							
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Millier	3 390	3 590	3 490	3 496	3 579	3 547
dont Prise en charge directe	»	2 560	2 658	2 590	2 890	2 968	2 882
État	»	3 591	4 115	4 215	4 200	4 016	4 334
dont agents de la fonction publique	»	2 160	2 520	2 740	2 800	2 800	3 264
Régions (4)	»	426	422	485	526	546	553
Total (5)	»	**7 115**	**8 000**	**8 008**	**8 007**	**7 941**	**8 238**
Apprentissage							
Effectifs d'apprentis.(6)	»	242	220	259	290	315	340
Formation continue : heures stagiaires							
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Million	252	255	214	214	162	154
dont Prise en charge directe	»	116	125	124	113	112	107
État	»	456	570	532	407	399	299
dont agents de la fonction publique	»	108	112	114	117	69	68
Régions (4)	»	124	123	138	193	220	212
Total (5)	»	**710**	**920**	**878**	**805**	**772**	**657**

(1) Les bénéficiaires des dispositifs SIVP, CRE, CES ne sont pas comptabilisés.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année.
(3) À partir de 1993, sont comptabilisés les bilans de compétences.
(4) À partir de 1994, prise en compte de la formation des jeunes, suite à la loi du 20 décembre 1993.
(5) Certaines actions étant co-financées par plusieurs financeurs, l'effectif d'ensemble peut être inférieur à la simple addition des effectifs afférents à chaque financeur.
(6) Salariés présents fin décembre. France métropolitaine.

TABLEAU F.01-17B

Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Unité : Million de francs

Sources de financement	1987	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Dépense par financeur final (hors investissement)						
Administrations publiques.(1)	40 434	71 732	70 031	69 089	71 494	70 581
dont État	34 421	61 021	58 294	54 913	55 988	54 327
Régions	4 197	7 051	8 076	10 367	12 078	12 682
UNEDIC	259	9 257	8 864	7 264	8 146	10 563
Entreprises	28 695	51 731	50 929	50 062	55 106	54 262
Ménages	1 089	2 064	2 210	2 219	2 615	2 857
Total (hors investissement)	**70 477**	**134 784**	**132 034**	**128 634**	**137 341**	**138 263**
Dépense par public bénéficiaire						
Formation de première insertion (jeunes < 26 ans)	14 783	26 357	24 083	24 390	29 176	30 544
Formation des actifs occupés (1)	44 193	77 802	77 994	76 071	79 671	79 995
Formation des demandeurs d'emploi	11 501	30 625	29 957	28 173	28 494	27 724
Total (hors investissement)	**70 477**	**134 784**	**132 034**	**128 634**	**137 341**	**138 263**
Investissements	886	1 974	1 793	1 678	1 643	1 618
Total général	**71 363**	**136 758**	**133 827**	**130 312**	**138 984**	**139 881**
Part dans le produit intérieur brut (en %)	1,34	1,93	1,81	1,70	1,77	1,72

(1) Y compris dépenses de formation des agents de la fonction publique.

TABLEAU F.01-18

Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Unités : Millier de stagiaires
%

Catégorie professionnelle	1990	1993	1994	1995	1996	*p* 1997
Ingénieurs et cadres (1)	566	655	709	724	736	703
%	19,5	21,0	21,0	20,7	20,5	20,0
Techniciens (1)	799	843	911	898	940	909
%	27,5	27,0	27,0	25,7	26,2	27,0
Ouvriers et employés (1)	1 540	1 623	1 754	1 874	1 917	1 818
%	53,0	52,0	52,0	53,6	53,3	53,0
Total	**2 905**	**3 121**	**3 374**	**3 496**	**3 593**	**3 430**
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Homme	1 975	2 029	2 193	2 272	2 334	2 215
%	68,0	65,0	65,0	65,0	65,0	65,0
Femme	930	1 092	1 181	1 224	1 257	1 215
%	32,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-19

Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 2000) *Unité* : %

	Écoles supérieures (1)	Licence et plus	DUT BTS	Paramédical et social	DEUG	Équivalents divers (2)	Baccalauréat	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 1996 à 1999)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**37 000**	**103 000**	**90 000**	**20 000**	**17 000**	**31 000**	**153 000**	**121 000**	**40 000**	**84 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	3%	19%	0%	2%	8%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	63%	22%	4%	1%	3%	3%	1%	0%	0%	0%
Autres prof. intermédiaires	13%	17%	33%	81%	23%	20%	13%	4%	6%	2%
Agriculteurs, artisans, commerçants	0%	1%	2%	0%	0%	3%	2%	1%	1%	1%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	**79%**	**59%**	**39%**	**84%**	**34%**	**27%**	**16%**	**5%**	**7%**	**3%**
Employés, ouvriers qualifiés	5%	12%	31%	4%	21%	33%	30%	33%	17%	12%
Employés, ouvriers non qualifiés	0%	4%	8%	0%	8%	13%	18%	21%	23%	19%
Ensemble des emplois	**84%**	**75%**	**78%**	**88%**	**63%**	**73%**	**64%**	**59%**	**47%**	**34%**
Chômeurs	6%	14%	13%	5%	20%	17%	20%	30%	31%	39%
Contingent	5%	4%	4%	2%	4%	4%	6%	3%	3%	1%
Inactifs	5%	7%	5%	5%	13%	6%	10%	8%	19%	26%
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1990 à 1995)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**31 000**	**88 000**	**81 000**	**17 000**	**16 000**	**29 000**	**124 000**	**144 000**	**37 000**	**86 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	5%	24%	2%	0%	15%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	75%	35%	8%	1%	10%	6%	2%	0%	0%	1%
Autres prof. intermédiaires	10%	17%	39%	85%	28%	22%	19%	6%	7%	3%
Agriculteurs, artisans, commerçants	0%	1%	4%	0%	2%	7%	4%	4%	3%	1%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	**90%**	**77%**	**53%**	**86%**	**55%**	**36%**	**25%**	**10%**	**10%**	**5%**
Employés, ouvriers qualifiés	3%	9%	32%	4%	22%	39%	43%	44%	33%	22%
Employés, ouvriers non qualifiés	1%	1%	5%	2%	4%	13%	13%	24%	22%	26%
Ensemble des emplois	**94%**	**87%**	**90%**	**92%**	**81%**	**88%**	**81%**	**78%**	**65%**	**53%**
Chômeurs	3%	5%	5%	1%	10%	5%	10%	12%	17%	22%
Contingent	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Inactifs	3%	8%	5%	7%	9%	7%	9%	10%	18%	25%

(1) Écoles supérieures délivrant des diplômes de niveau Bac + 5 : écoles d'ingénieur, d'architecture, de commerce, de notariat, d'arts etc.
(2) Diplômes équivalents aux BTS, baccalauréat et CAP.

TABLEAU F.01-20

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Universités	**852 837**	**960 084**	**1 171 852**	**1 465 467**	**1 449 129**	**1 423 801**	**1 404 453**	**1 398 551**
dont : Ingénieurs, disciplines générales et de santé	799 170	898 179	1 097 559	1 362 514	1 340 731	1 311 160	1 290 151	1 281 529
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53 667	61 905	74 293	102 953	108 398	112 641	114 302	117 022
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	///	**84 245**	**83 935**	**81 305**	**79 811**	**80 120**
Section de techniciens supérieurs (1)	**67 315**	**117 766**	**199 084**	**225 233**	**230 346**	**233 139**	**234 300**	**236 764**
Enseignement public	43 104	67 011	116 720	157 793	161 597	162 444	163 179	164 051
Enseignement privé	24 211	50 755	82 364	67 440	68 749	70 695	71 121	72 713
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**40 123**	**47 334**	**67 465**	**76 030**	**78 343**	**78 764**	**77 084**	**76 500**
Enseignement public	35 429	39 904	56 344	63 161	64 644	64 912	62 953	62 715
Enseignement privé	4 694	7 430	11 121	12 869	13 699	13 852	14 131	13 785
Préparations intégrées	**2 788**	2 790	**3 965**	**2 209**	**2 445**	**2 380**	**2 639**	**2 926**
Écoles d'ingénieurs	**36 952**	**45 365**	**57 653**	**75 640**	**76 841**	**79 098**	**82 954**	**85 751**
dont : Enseignement public, dépendantes des universités	8 330	12 424	17 325	24 186	24 839	25 979	27 520	29 378
Enseignement public, indépendantes des universités	20 132	22 616	26 326	32 765	33 009	33 735	34 950	35 181
Enseignement privé	8 490	10 325	14 002	18 689	18 993	19 384	20 484	21 192
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	15 824	26 628	46 006	50 416	47 062	46 759	51 090	56 070
Établissements universitaires privés	16 256	18 435	19 971	22 129	22 327	21 893	22 397	22 267
Écoles normales d'instituteurs (post-bac)	12 597	17 493	16 098	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	2 840	2 705	2 675	3 051	3 065	3 215	3 246	3 209
Écoles d'architecture	17 000	14 900	15 702	18 970	18 762	18 533	18 141	17 373
Écoles supérieures artistiques et culturelles	15 320	18 370	23 323	31 187	28 175	30 188	30 111	31 457
Écoles paramédicales hors université	74 006	61 359	55 866	68 943	68 140	65 663	64 916	64 892
Écoles préparant aux fonctions sociales	17 735	16 801	14 519	16 629	17 205	17 449	17 831	17 847
Autres écoles de spécialités diverses	11 678	20 291	21 862	24 992	25 265	26 315	28 071	30 432
dont : Écoles juridiques et administratives	6 653	6 805	7 328	6 509	6 918	6 522	6 859	7 692
Écoles de journalisme et écoles littéraires	680	2 230	2 923	2 444	2 494	2 489	2 498	2 572
Écoles vétérinaires	1 932	2 372	2 073	1 985	2 080	2 094	2 206	2 320
Total enseignement supérieur (1)	**1 145 563**	**1 302 177**	**1 698 716**	**2 140 955**	**2 126 201**	**2 102 523**	**2 089 524**	**2 094 781**

(1) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités.

TABLEAU F.01-21

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1er cycle et niveau 1er cycle (1)			2e cycle et niveau 2e cycle (2)			3e cycle et niveau 3e cycle			Total
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	
Droit, sciences politiques	32 988	55 076	**88 064**	23 242	39 410	**62 652**	13 237	17 293	**30 530**	**181 246**
Sciences économiques, gestion (hors AES)	19 662	16 571	**36 233**	22 100	22 247	**44 347**	12 235	10 157	**22 392**	**102 972**
Administration économique et sociale (AES)	13 185	18 951	**32 136**	7 896	11 515	**19 411**	191	349	**540**	**52 087**
Lettres, sciences du langage, arts	18 050	47 399	**65 449**	10 187	33 667	**43 854**	3 984	7 549	**11 533**	**120 836**
Langues	21 404	58 325	**79 729**	10 220	41 533	**51 753**	1 902	4 050	**5 952**	**137 434**
Sciences humaines et sociales	32 004	69 405	**101 409**	31 108	62 967	**94 075**	13 994	17 711	**31 705**	**227 189**
Sciences et structure de la matière	43 004	21 545	**64 549**	18 278	12 361	**30 639**	8 612	4 103	**12 715**	**107 903**
Sciences et technologie, sciences pour l'ingénieur	10 036	2 886	**12 922**	44 199	13 001	**57 200**	12 399	3 421	**15 820**	**85 942**
Sciences de la nature et de la vie	16 229	23 252	**39 481**	12 840	17 565	**30 405**	7 604	7 721	**15 325**	**85 211**
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	17 425	7 966	**25 391**	10 381	5 274	**15 655**	524	294	**818**	**41 864**
Médecine	12 818	23 211	**36 029**	9 210	10 946	**20 156**	24 560	24 223	**48 783**	**104 968**
Odontologie	434	467	**901**	1 245	1 294	**2 539**	2 257	1 610	**3 867**	**7 307**
Pharmacie	3 594	7 260	**10 854**	1 710	3 416	**5 126**	3 448	7 142	**10 590**	**26 570**
Instituts universitaires de technologie	70 568	46 454	**117 022**	///	///	///	///	///	///	**117 022**
Total	**311 401**	**398 768**	**710 169**	**202 616**	**275 196**	**477 812**	**104 947**	**105 623**	**210 570**	**1 398 551**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-22

Effectifs des classes supérieures, par niveau et par sexe

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Classe préparatoire aux grandes écoles :	**35 502**	**23 853**	**59 355**	**7 476**	**3 400**	**10 876**	**42 978**	**27 253**	**70 231**
Éducation nationale	**34 176**	**23 463**	**57 639**	**7 476**	**3 400**	**10 876**	**41 652**	**26 863**	**68 515**
Préparations scientifiques	26 980	9 943	**36 923**	5 085	1 241	**6 326**	32 065	11 184	**43 249**
Première année	12 830	5 540	**18 370**	2 498	670	**3 168**	15 328	6 210	**21 538**
Deuxième année	14 150	4 403	**18 553**	2 587	571	**3 158**	16 737	4 974	**21 711**
Préparations économiques	4 983	6 356	**11 339**	2 148	1 649	**3 797**	7 131	8 005	**15 136**
Première année	2 581	3 487	**6 068**	1 067	806	**1 873**	3 648	4 293	**7 941**
Deuxième année	2 402	2 869	**5 271**	1 081	843	**1 924**	3 483	3 712	**7 195**
Préparations littéraires	2 213	7 164	**9 377**	243	510	**753**	2 456	7 674	**10 130**
Première année	1 243	4 341	**5 584**	152	358	**510**	1 395	4 699	**6 094**
Deuxième année	970	2 823	**3 793**	91	152	**243**	1 061	2 975	**4 036**
Autres ministères	**1 326**	**390**	**1 716**	**–**	**–**	**–**	**1 326**	**390**	**1 716**
Préparations scientifiques	989	349	**1 338**	–	–	–	989	349	**1 338**
Première année	398	129	**527**	–	–	–	398	129	**527**
Deuxième année	591	220	**811**	–	–	–	591	220	**811**
Préparations économiques	186	22	**208**	–	–	–	186	22	**208**
Première année	89	16	**105**	–	–	–	89	16	**105**
Deuxième année	97	6	**103**	–	–	–	97	6	**103**
Préparations littéraires	151	19	**170**	–	–	–	151	19	**170**
Première année	65	16	**81**	–	–	–	65	16	**81**
Deuxième année	86	3	**89**	–	–	–	86	3	**89**
Diplôme d'études comptables et financières.	**1 387**	**1 973**	**3 360**	**1 499**	**1 410**	**2 909**	**2 886**	**3 383**	**6 269**
Éducation nationale	1 387	1 973	**3 360**	1 451	1 369	**2 820**	2 838	3 342	**6 180**
Autres ministères	–	–	**–**	48	41	**89**	48	41	**89**
Section de techniciens supérieurs	**85 317**	**79 568**	**164 885**	**31 460**	**41 253**	**72 713**	**116 777**	**120 821**	**237 598**
Éducation nationale	**75 431**	**74 223**	**149 654**	**25 701**	**37 482**	**63 183**	**101 132**	**111 705**	**212 837**
Classes de mise à niveau	517	1 159	**1 676**	520	724	**1 244**	1 037	1 883	**2 920**
DPECF (1)	352	518	**870**	411	325	**736**	763	843	**1 606**
STS en 1 an (loi quinquennale)	132	88	**220**	35	32	**67**	167	120	**287**
STS en 2 ans	73 332	70 291	**143 623**	24 279	35 418	**59 697**	97 611	105 709	**203 320**
STS en 3 ans	263	1 296	**1 559**	101	563	**664**	364	1 859	**2 223**
DMA (2)	224	364	**588**	35	9	**44**	259	373	**632**
DSAA (3)	125	239	**364**	–	–	**–**	125	239	**364**
Formations complémentaires (post-BTS)	486	268	**754**	320	411	**731**	806	679	**1 485**
Agriculture	**9 886**	**5 345**	**15 231**	**4 844**	**2 668**	**7 512**	**14 730**	**8 013**	**22 743**
STS en 1 an	187	86	**273**	91	34	**125**	278	120	**398**
STS en 2 ans	9 699	5 259	**14 958**	4 753	2 634	**7 387**	14 452	7 893	**22 345**
Autres ministères	**–**	**–**	**–**	**915**	**1 103**	**2 018**	**915**	**1 103**	**2 018**
Classe de mise à niveau	–	–	**–**	28	31	**59**	28	31	**59**
DPECF (1)	–	–	**–**	23	17	**40**	23	17	**40**
STS en 2 ans	–	–	**–**	813	973	**1 786**	813	973	**1 786**
STS en 3 ans	–	–	**–**	1	55	**56**	1	55	**56**
DMA (2)	–	–	**–**	32	19	**51**	32	19	**51**
Formations complémentaires (post-BTS)	–	–	**–**	18	8	**26**	18	8	**26**
Total général	**122 206**	**105 394**	**227 600**	**40 435**	**46 063**	**86 498**	**162 641**	**151 457**	**314 098**

(1) DPECF : Diplôme préparatoire aux études comptables et financières.
(2) DMA : Diplôme des métiers d'art.
(3) DSAA : Diplôme supérieur d'arts appliqués.

TABLEAU F.01-23

Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé)

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	Garçons	Filles	**Total**
Écoles d'ingénieurs	66 334	19 417	**85 751**
dont : Écoles dépendantes des universités (1)	22 067	7 311	**29 378**
Préparations intégrées	2 164	762	**2 926**
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	30 536	25 534	**56 070**
Établissements privés d'enseignement universitaire	7 606	14 661	**22 267**
Écoles normales supérieures	2 059	1 150	**3 209**
Instituts universitaires de formation des maîtres	25 747	54 373	**80 120**
Écoles d'architecture	9 855	7 518	**17 373**
Écoles supérieures artistiques et culturelles	13 544	17 913	**31 457**
Écoles paramédicales hors universités	12 324	52 568	**64 892**
Écoles préparant aux fonctions sociales	3 514	14 333	**17 847**
Écoles juridiques et administratives	3 817	3 875	**7 692**
Écoles de journalisme, et littéraires	959	1 613	**2 572**
Écoles vétérinaires	966	1 354	**2 320**
Autres écoles de spécialités diverses	10 229	7 619	**17 848**
Total	**189 654**	**222 690**	**412 344**

(1) Y compris dans les effectifs universitaires en « sciences ».

TABLEAU F.01-24

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences STAPS (1)	Santé	IUT	**Ensemble université**	CPGE (2)	STS (3)
Agriculteurs exploitants	2 767	2 988	8 342	7 084	2 256	3 673	**27 110**	1 103	4 156
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	13 776	11 340	28 148	20 079	6 906	9 184	**89 433**	3 888	12 403
Professions libérales et cadres supérieurs	61 570	40 798	120 421	108 430	55 922	29 504	**416 645**	29 307	21 057
Professions intermédiaires	22 031	19 758	74 396	53 435	17 567	22 722	**209 909**	8 800	25 617
Employés	21 938	18 482	59 831	35 533	7 987	17 071	**160 842**	5 044	24 588
Ouvriers	14 919	17 366	51 219	31 620	6 166	18 148	**139 438**	3 236	36 448
Retraités, inactifs	17 086	15 303	51 319	24 536	7 539	8 244	**124 027**	3 943	18 699
Indéterminé	10 273	8 870	43 014	16 955	19 291	3 936	**102 339**	755	5 038
Ensemble	**164 360**	**134 905**	**436 690**	**297 672**	**123 634**	**112 482**	**1 269 743**	**56 076**	**148 006**

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles.
(3) STS : Section de techniciens supérieurs, sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale.

TABLEAU F.01-25

Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1999-2000

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	1er cycle		2e cycle		3e cycle		**Tous cycles**	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	**Homme**	**Femme**
Agriculteurs exploitants	4 909	9 633	3 442	6 385	1 061	1 680	**9 412**	**17 698**
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	21 274	26 456	13 232	18 696	4 459	5 316	**38 965**	**50 468**
Professions libérales et cadres supérieurs	97 066	107 129	67 239	84 365	28 871	31 975	**193 176**	**223 469**
Professions intermédiaires	50 783	65 861	30 437	41 987	9 667	11 174	**90 887**	**119 022**
Employés	40 480	56 221	21 209	31 075	5 777	6 080	**67 466**	**93 376**
Ouvriers	35 170	52 247	17 438	26 549	3 817	4 217	**56 425**	**83 013**
Retraités, inactifs	25 556	34 940	19 350	26 795	8 661	8 725	**53 567**	**70 460**
Indéterminé	16 049	20 199	11 725	16 996	18 122	19 248	**45 896**	**56 443**
Ensemble	**291 287**	**372 686**	**184 072**	**252 848**	**80 435**	**88 415**	**555 794**	**713 949**

TABLEAU F.01-26

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Capacité en droit	1 174	1 113	1 618	1 145	1 124	978	961
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 815	32 821	35 819	37 362	39 466	39 804	44 189
Brevet de technicien supérieur (BTS)	52 667	72 456	76 504	76 715	76 065	79 270	83 924
Diplôme d'ingénieur	16 080	18 521	20 562	21 851	22 689	22 828	23 068
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5 617	8 200	8 411	8 166	8 147	8 337	8 495
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (1) :							
Droit	12 184	16 461	16 329	17 896	17 224	16 764	18 177
Sciences économiques	7 561	10 120	10 365	9 920	9 678	9 862	10 268
Administration économique et sociale	6 080	7 145	7 856	7 820	7 600	6 795	7 066
Lettres	38 732	47 851	52 422	58 141	58 554	58 963	60 378
Sciences (2)	20 658	34 540	35 138	33 635	34 579	34 563	33 520
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	2 159	2 372	3 324	3 196	5 337	6 143
LICENCE (3) :							
Droit	11 284	15 177	16 224	16 087	16 808	17 262	17 696
Sciences économiques	5 248	7 840	8 900	9 071	9 708	9 889	10 361
Administration économique et sociale	4 502	6 093	6 842	7 475	7 297	6 841	6 560
Lettres	31 445	47 098	52 635	57 942	60 034	62 936	64 946
Sciences (2)	16 694	25 638	29 715	32 420	32 660	33 641	32 915
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	2 068	1 930	2 584	2 699	3 161	4 311
MAÎTRISE ET MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES (3) :							
Droit	9 642	12 964	13 896	14 237	15 014	15 666	16 203
Sciences économiques	6 991	9 229	10 478	10 866	12 463	13 020	13 313
Administration économique et sociale	3 397	4 639	4 570	4 737	5 567	4 938	4 987
Lettres	16 279	22 265	23 013	25 866	27 119	28 451	30 151
Sciences (2)	14 320	19 473	21 955	23 911	25 198	24 893	26 147
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	636	645	778	636	764	821
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (4) :							
Droit	2 794	3 876	4 412	4 407	4 239	4 472	4 849
Sciences économiques	4 765	7 114	7 227	7 133	8 272	8 471	8 888
Administration économique et sociale	///	///	///	///	///	189	264
Lettres	2 562	4 092	4 427	4 881	5 604	6 038	6 851
Sciences	2 495	4 123	4 159	4 541	4 902	5 529	5 822
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	—	46	77	91	84	118	103
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (4) :							
Droit	3 040	3 943	4 257	4 341	4 933	4 454	4 736
Sciences économiques	1 557	2 062	2 201	2 020	2 168	2 049	1 898
Lettres	5 843	7 489	7 718	7 652	4 608	7 516	7 207
Sciences	9 466	11 066	11 456	11 195	11 195	10 283	9 900
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	117	143	117	58	79	81
DOCTORAT ET DIPLÔME DE DOCTEUR INGÉNIEUR :							
Droit	521	516	573	474	618	588	678
Sciences économiques	411	396	464	352	451	516	493
Lettres	1 513	1 864	2 277	2 186	2 113	2 387	2 175
Sciences	4 705	5 482	5 884	5 934	6 198	6 674	6 204
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	25	17	48	73	26
DIPLÔMES DE SANTÉ :							
Diplôme d'état de docteur en médecine (5)	5 339	4 879	4 844	4 654	4 700	4 700	3 870
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 319	2 272	2 162	2 176	2 230	2 072
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	1 050	984	901	845	1 012	882

(1) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(2) Les mathématiques appliquées et sciences sociales sont agrégées dans la rubrique Sciences depuis l'édition 1999.
(3) Diplômes de second cycle.
(4) Diplômes de troisième cycle.
(5) 1996 et 1997 : estimations.

TABLEAU F.01-27

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1996		1997		1998	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau VI et V bis : sortie avant le niveau V	60 000	8,3	57 000	7,8	60 000	8,2
Niveau V : niveau CAP, BEP ou abandon avant le niveau IV	166 000	22,9	165 000	22,5	165 000	22,6
Niveau IV : niveau du BAC ou abandon avant le niveau III	213 000	29,3	224 000	30,6	219 000	30,0
Niveau III : bac + 2 années d'études avec le diplôme de ce niveau	127 000	17,5	128 000	17,5	138 000	18,9
Niveaux II et I : diplômés de 2e ou 3e cycle supérieur ou équivalent	160 000	22,0	158 000	21,6	148 000	20,3
Total niveaux	**726 000**	**100,0**	**732 000**	**100,0**	**730 000**	**100,0**

TABLEAU F.01-28

Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD - SDES)

	1990		1995		1997		1998		1999	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	298 128	74,0	302 209	76,1	302 330	77,0	302 906	77,4	302 812	77,7
Enseignants dans le 2e degré public (2)	351 461	55,1	381 435	56,3	387 924	56,6	396 549	56,9	396 791	56,9
Enseignants dans le supérieur	46 338	26,8	59 743	29,8	63 557	30,8	64 938	31,2	65 099	31,5
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	34 684	60,6	35 438	62,1	34 594	61,5	32 030	60,0	31 264	59,8
Non enseignants	275 299	63,3	290 533	64,8	288 393	64,8	287 042	64,8	285 989	64,5
Total	**1 005 910**	**61,9**	**1 069 358**	**62,9**	**1 076 798**	**63,2**	**1 083 465**	**63,3**	**1 081 955**	**63,3**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplacants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).

TABLEAU F.01-29

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés

Situation au 1er janvier 1999

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD - SDES)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
PREMIER DEGRÉ				
Professeurs des écoles	119 657	40,2	76,7	4,1
Instituteurs spécialisés	8 884	42,3	65,7	3,3
Instituteurs	173 771	41,9	79,0	7,0
Autres titulaires	91	49,2	52,7	2,2
Total titulaires	**302 403**	**41,3**	**77,7**	**6,3**
Total non-titulaires	**409**	**36,0**	**78,7**	**5,6**
Total premier degré (1)	**302 812**	**41,2**	**77,7**	**6,3**
SECOND DEGRÉ				
Agrégés et chaires supérieures	42 874	42,9	49,9	6,5
Certifiés et assimilés	226 726	42,0	60,8	10,3
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	7 451	47,1	54,5	13,1
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	29 173	50,9	58,9	17,7
Professeurs de lycées professionnels	58 638	44,5	48,0	7,7
Professeurs des écoles	5 639	42,3	50,2	1,9
Instituteurs spécialisés	2 551	42,9	45,6	3,4
Instituteurs	751	39,4	50,6	5,5
Autres enseignants titulaires	395	50,8	32,2	3,5
Total titulaires	**374 198**	**43,3**	**57,0**	**9,9**
Maîtres auxiliaires	20 074	36,2	58,2	7,8
Autres non-titulaires	2 519	34,1	42,3	24,3
Total non-titulaires	**22 593**	**36,0**	**56,4**	**9,6**
Total second degré (2)	**396 791**	**42,9**	**56,9**	**9,9**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU F.01-30

La dépense globale d'éducation

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

	1975	1980	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Dépense globale d'éducation	100,1	189,8	445,5	585,7	599,5	614,5	633,8	653,8
dont : Dépense intérieure :								
En milliards de francs courants	95,9	180,8	425,5	560,2	573,7	588,3	–	625,7
En milliards de francs, aux prix de 1999 (*r*)	334,2	384,1	492,3	581,4	588,5	595,8	608,5	625,7
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,5	6,4	6,5	7,3	7,3	7,2	7,2	7,2
Dépense intérieure par habitant :								
En francs courants	1 800	3 400	7 500	9 700	9 800	10 000	10 300	10 600
En francs, aux prix de 1999 (*r*)	6 300	7 100	8 700	10 000	10 100	10 200	10 300	10 600
Dépense intérieure (1) par élève ou étudiant :								
En francs courants	6 200	11 600	26 400	33 800	34 800	36 000	37 300	38 700
En francs, aux prix de 1999 (*r*)	21 700	24 600	30 600	35 100	35 700	36 400	37 500	38 700
Structure du financement initial (%) :								
État	70,0	69,1	64,2	64,9	64,9	64,6	64,5	64,5
Collectivités territoriales	14,1	14,3	18,9	20,0	20,1	20,4	20,7	20,9
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,3	0,4	0,7	2,3	1,8	2,3	2,1	2,0
Entreprises	4,9	5,5	6,2	5,8	5,8	5,8	5,9	5,9
Ménages	10,7	10,7	10,0	7,0	7,4	6,9	6,8	6,7

(1) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-31

La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1999

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES) — *Unité* : Million de francs

	État				Financeur final (2)			Total
	Éducation nationale	Autres ministères	Total	Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	81 307	–	**81 307**	55 365	–	29	1 475	**138 176**
2e degré	159 632	10 294	**169 926**	34 956	289	1 800	4 375	**211 346**
Enseignement supérieur	59 099	7 739	**66 838**	5 245	2 447	3 666	6 425	**84 621**
Enseignement artistique	–	1 139	**1 139**	5 822	–	31	44	**7 036**
Apprentissage	20	7	**27**	5 109	244	3 173	176	**8 729**
Non ventilé	–	–	**–**	–	–	–	–	**–**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	3 288	15 352	**18 640**	6 486	769	28 116	9 875	**63 886**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**303 346**	**34 531**	**337 877**	**112 983**	**3 749**	**36 815**	**22 370**	**513 794**
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	9 318	625	**9 943**	243	50	–	–	**10 236**
Cantine, internat	13 288	1 141	**14 429**	12 308	39	58	21 163	**47 997**
Autres	5 268	13	**5 281**	1 580	122	174	170	**7 327**
ACHATS DE BIENS ET SERVICES								
Transport scolaire	538	–	**538**	10 995	–	–	344	**11 877**
Fournitures et livres scolaires	457	–	**457**	1 543	–	–	15 475	**17 475**
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	5 509	**5 509**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	11 485	–	**11 485**	–	–	–	–	**11 485**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**343 700**	**36 310**	**380 010**	**139 652**	**3 960**	**37 047**	**65 031**	**625 700**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G-01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Chapitre F.02

Recherche et développement expérimental

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Liste des tableaux :

Graphique : Dépense intérieure de recherche et de développement en 1998.

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement.
2. Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur.
3. Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.
4. L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays.
5. Concentration de la recherche dans les entreprises.
6. La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement.
7. Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations.
8. Chercheurs et effectifs de la R-D des entreprises et administrations en équivalent temps plein recherche.
9. Les effectifs de chercheurs de la France comparé à celui des principaux pays.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale (direction de la Programmation et du Développement, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche).

1. PRÉSENTATION

De 1978 à 1990, la dépense intérieure de recherche et développement expérimental (DIRD) exécutée en France présente en moyenne une croissance plus rapide que celle du PIB. L'indicateur de mesure de l'effort de R-D (DIRD/PIB) passe ainsi de 1,68 % à 2,37 %. Mais à partir de 1991, la situation s'inverse et l'effort de R-D diminue. En 1998, ce ratio s'établit à 2,18 % contre 2,22 % en 1997, traduisant une progression en volume de la DIRD inférieure à celle du PIB.

En 1998, la DIRD s'élève à 185,9 milliards de francs dont 115,8 milliards de travaux de recherche exécutés par les entreprises; la dépense nationale de recherche et développement expérimental (DNRD), qui mesure le financement national de la R-D (cf. Définitions), atteint 188,6 milliards de francs, plus de la moitié étant financée par les entreprises.

La DNRD augmente ainsi en 1998 de 1,7 % en volume; contre 1,2 % pour la DIRD. Sa part dans le PIB passe de 2,24 % en 1997 à 2,21 % en 1998. Cette évolution résulte d'un effort accru des entreprises pour financer la R-D. En structure, la part des entreprises dans le financement s'élève à 55,3 % contre 53,7 % en 1997, confirmant ainsi la tendance observée depuis plusieurs années.

Les premiers résultats 1999 permettent d'envisager une inversion de tendance dans le secteur des entreprises. Leurs dépenses de R-D progresseraient plus rapidement que le PIB. Il en résulterait un maintien de l'effort global de R-D pour 1999, soit 2,17 % du PIB.

Les effectifs de R-D, avec 307 313 en équivalent temps plein (ETP), progressent de 1,3 % en 1998. Dans le secteur des entreprises, cette croissance s'élève à 1,1 % et dans l'ensemble des administrations, elle atteint 1,5 %, résultat d'une diminution des effectifs de la R-D de la Défense et d'une augmentation dans le domaine civil.

Les implantations régionales de la recherche sont relativement concentrées : quatre régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (42,5 %), Rhône-Alpes (10,7 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (6,4 %) et Midi-Pyrénées (5,2 %) rassemblent en 1998, près des deux tiers des effectifs de la recherche française.

La recherche publique

La recherche publique française a été structurée par les différentes politiques de l'État avec la création de grands organismes aux statuts juridiques divers, avec la programmation de la recherche au travers des grands programmes technologiques et des financements publics. Cette recherche a donc une double finalité : la réalisation de travaux de recherche en interne et le soutien orienté de travaux réalisés dans le secteur des entreprises.

Avec 70,1 milliards de francs, la dépense intérieure des administrations progresse de 1,8 % en volume en 1998. Cette croissance intègre un double mouvement : une diminution des dépenses de la Défense et une progression des administrations civiles.

La dépense intérieure de la Défense s'établit à 5,1 milliards de francs contre 6,6 milliards l'année précédente. Ce recul porte principalement sur les dépenses d'investissement mais il comporte aussi celui des frais de personnel puisque les effectifs baissent de 7 % (3771 personnes contre 4063 en 1997).

Cette baisse est compensée par la progression des dépenses des organismes de recherche et des universités.

Les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) enregistrent le plus fort taux de croissance (10,2 % en volume). Cette augmentation est concentrée au CNES en liaison avec un contrat avec la Défense.

Les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) affichent une progression très modérée de 0,8 % en volume, qui résulte d'une stagnation, voire d'une diminution dans de nombreux EPST, dont le CNRS.

C'est dans les universités que l'accroissement des dépenses de recherche est le plus sensible (+ 4,7 % en volume), en raison de l'augmentation de 2,4 % des effectifs totaux et de 1,5 % des enseignants-chercheurs. Les dépenses de fonctionnement correspondant à un effort de mises en conformité des bâtiments progressent également.

L'augmentation des dépenses des associations sans but lucratif résulte principalement de la création de deux nouvelles associations, le Centre national de séquençage et le Centre national de génotypage, associations à l'initiative du ministère en charge de la recherche dans le cadre des politiques de soutien aux Sciences du vivant (+ 85 millions de francs pour l'année 1998).

Le secteur des entreprises

L'année 1998 se traduit par une légère reprise (+ 0,8 % en volume) des travaux de R-D en entreprises, après la baisse significative de 1997 (- 2,2 % en volume). Près de 5 200 entreprises (dont 45 centres techniques industriels) ont exécuté en 1998 pour 115,8 milliards de francs de DIRDE (Dépense intérieure de recherche et développement des entreprises) contre 113,9 milliards en 1997. Cette hausse en volume reste malgré tout inférieure à celle de l'activité économique (+ 3,1 %). Les fusions-acquisitions des firmes, qui jouent un rôle déterminant dans leur stratégie de développement, peuvent en effet se traduire par une légère réduction des activités de R-D au sein des grands groupes.

La concentration, caractéristique principale de l'activité de R-D dans les entreprises en France, repérable en terme de taille comme d'activité économique, reste toujours élevée. En 1998, les cinq premières branches industrielles, concentrent 56,3 % de la DIRDE. Ce sont dans l'ordre : les équipements de communication, la pharmacie, la construction automobile, la construction aéronautique et spatiale et les instruments de précision. Mais leur part relative dans la DIRDE décélère régulièrement depuis 1992.

Au sein de ces grandes branches, la répartition est modifiée. La pharmacie continue sa progression annuelle en 1998 (+ 2,3 % en volume) comme la construction automobile (+ 3,1 %). Par ailleurs, la construction aéronautique et spatiale, en recul depuis 1992, progresse de 4,1 % en volume cette année.

Mais c'est surtout la branche des équipements de communication qui augmente fortement en 1998 (+ 12,1 %), notamment au détriment de la branche des instruments de précision, liée à l'électronique militaire (- 26,0 %). Elle passe ainsi au premier rang des branches

d'activités économiques bénéficiaires des travaux de R-D des entreprises. Ces évolutions sont principalement le fait de modifications de structures dans de grands groupes industriels de cette branche.

La place de la France dans le monde

L'effort français de recherche (ratio DIRD/PIB), avec 2,18 % place la France en 1998 au quatrième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon (3,03 %), les États-Unis (2,74 %), et l'Allemagne (2,29 %). Si l'on ramène l'effort de recherche au nombre d'habitants, le rang de la France est le même, mais les États-Unis précèdent le Japon et passent au premier rang selon cet indicateur.

2. MÉTHODOLOGIE

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R-D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation.

Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R-D sont la dépense nationale de R-D (DNRD), qui mesure les financements de la recherche et développement, et la dépense intérieure de R-D, qui mesure le coût des travaux de R-D exécutés (DIRD).

AVERTISSEMENT

• Modifications de la méthodologie

Les résultats des enquêtes 1998 comportent des changements significatifs qui ont obligé à une nouvelle estimation des résultats 1997 afin de pouvoir établir des comparaisons.

Le premier changement porte sur l'évaluation des dépenses intérieures de la Défense. La collaboration avec les services de la Direction Générale de l'Armement a conduit à une nouvelle estimation de dépenses intérieures des laboratoires de la Défense et de la direction des applications militaires de la Défense : la correction d'élève à 3,1 milliards de francs pour l'année 1997. C'est le changement essentiel auquel s'ajoute pour la recherche publique civile, une réappréciation des données relatives au CEA civil et aux dépenses de recherche clinique, soit respectivement + 375 millions de francs et + 300 millions de francs.

De même, des modifications apportées au contour de R-D de quelques très grandes entreprises se sont traduites par une réévaluation de 2,6 milliards de francs de la dépense intérieure des entreprises en 1997.

Au total, la DIRD 1997 révisée s'élève à 182,1 milliards de francs contre 181,9 milliards de francs. Cet écart a un impact de 0,002 % dans la mesure de l'effort de R-D puisque le ratio DIRD/PIB passe de 2,216 % à 2,218 %, PIB base 1995.

En effet, les séries présentées ont été corrigées des nouveaux PIB calculés par l'INSEE en base 1995. La réévaluation du PIB a entrainé mécaniquement une diminution de l'indicateur habituel de l'effort de R-D (DIRD/PIB). Pour l'année 1997, le changement de base du PIB a fait passer le ratio DIRD/PIB de 2,236 % à 2,216 %.

Les nouvelles estimations de 1998 ont ainsi donné lieu à des corrections pour les effectifs de 1997. Tous secteurs confondus, les effectifs rémunérés, qui étaient de 313 154 ETP (équivalent temps plein), dans la précédente évaluation, ne sont plus que 303 463. Cette différence résulte d'une augmentation de 2 257 ETP dans le secteur des entreprises et d'une diminution de 11 948 dans le secteur des administrations. Les nouvelles informations du ministère de la Défense ont en effet permis de corriger les effectifs qui de 19 544 (chiffre qui n'avait pas été révisé depuis une vingtaine d'années) sont passés à 4 063, soit un écart de 15 481. Les corrections intervenues au CEA et dans la recherche clinique ont limité l'impact de la révision des effectifs de la Défense.

Par ailleurs, il faut rappeler qu'une précédente rupture de série avait eu lieu en 1992. Elle avait pour origine :

— le changement de statut de France Télécom et de Giat industries, qui les a fait passer du secteur des administrations à celui des entreprises.

— le changement de la nomenclature d'activité (de la NAP à la NAF) utilisée pour coder la branche de recherche dans les entreprises.

— l'enquête auprès des entreprises qui a fait l'objet simultanément d'une extension de champ, d'une mise en sondage partielle, et de l'introduction d'une procédure de redressement des non-réponses.

— l'interrogation d'organismes publics comme l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales).

L'effort national de recherche et développement expérimental

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

— les administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL);

— les entreprises publiques et privées et les centres techniques des organismes professionnels.

L'analyse de l'effort national de R-D et de son évolution s'appuie sur :

— la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R-D dans le produit intérieur brut);

— la part prise par chaque secteur (administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R-D;

— l'évaluation des effectifs occupés dans la R-D, dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein recherche ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction de la Programmation et du Développement du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de la Recherche.

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :

— DIRD/PIB par pays (en %);

— indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100);

— indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100).

— nombre de chercheurs des principaux pays, par secteur et par milliers d'actifs.

3. DÉFINITIONS

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R-D (recherche et développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.

La relation avec la DIRD est la suivante :

DNRD = DIRD + financements nationaux des travaux de recherche exécutés à l'étranger – financements étrangers des travaux de recherche exécutés en France.

Les travaux de recherche et développement (R-D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

— la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière);

— la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé);

— le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche;

— INSEE, OCDE.

Publications INSEE :

— « Recherche et développement, l'effort croissant des entreprises », *INSEE-Première*, n° 373, avril 1995;

Autres publications :

— « La mesure des activités scientifiques et techniques, *Manuel de Frascati* 1993 », OCDE 1994;

— « Recherche et développement en France, résultats 1997, estimations 1998, Objectifs socio-économiques du BCRD 1999 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, dossier n° 114, mars 2000;

— « Les chercheurs en entreprise, évolution sur longue période et situation en 1997 », Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 00.10, mars 2000;

— « Recherche et développement en 1998 et 1999 », Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 00.29, septembre 2000;

— « La Recherche-développement dans l'industrie pharmaceutique en France : son évolution depuis vingt ans, sa situation aujourd'hui », Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 00.30, septembre 2000;

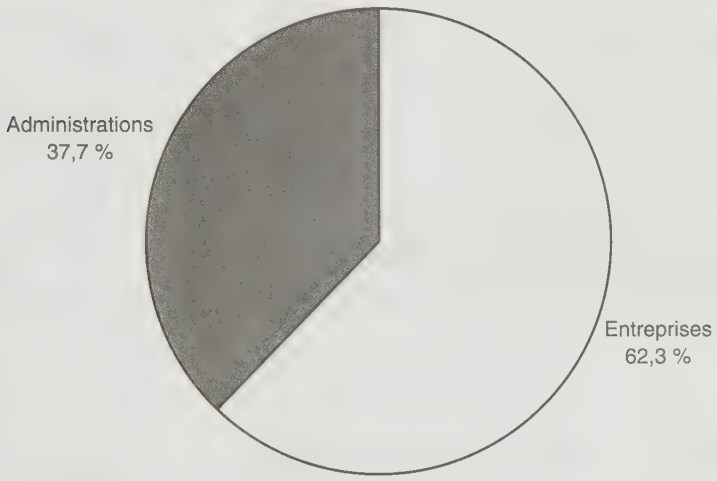
— « La place des femmes dans la recherche », Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, Direction de la Programmation et du Développement, note d'information n° 00.31, septembre 2000;

— « Recherche et développement en France, résultats 1998, estimations 1999, Objectifs socio-économiques du BCRD 2000 », Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche, Direction de la Programmation et du Développement, dossier n° 117, octobre 2000.

*
* *

GRAPHIQUE F.02

Dépense intérieure de recherche et de développement en 1998



Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

TABLEAU F.02-1

Évolution de l'effort national de recherche et de développement

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

%

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Effort global (DIRD/PIB en %) (1)	2,34	2,31	2,30	2,22	2,18	2,17
Part de la dépense nationale financée par les administrations (DNRD)	50,1	49,5	48,8	47,7	44,7	43,5
Part de la dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRD)	38,2	39,0	38,5	38,0	37,7	36,9
Part de la dépense nationale financée par les entreprises (DNRD)	49,9	50,5	51,2	52,3	56,3	56,5
Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD)	61,8	61,0	61,5	62,0	62,3	63,1

(1) Part de la dépense intérieure de recherche et de développement dans le PIB.

TABLEAU F.02-2

Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur institutionnel

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

Unités : Million de francs
Variation : %

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**177 074**	**180 802**	**184 266**	**183 702**	**188 598**	**193 162**
Variation annuelle en volume (1)	– 1,7	0,4	0,5	– 1,6	1,7	2,0
Financement par les administrations (2)	88 730	89 520	89 987	85 145	84 348	84 083
Variation annuelle en volume (1)	– 2,9	– 0,8	– 0,9	– 6,6	– 1,8	– 0,7
Financement par les entreprises	88 344	91 282	94 279	98 557	104 250	109 079
Variation annuelle en volume (1)	– 0,5	1,6	1,8	3,2	4,8	4,2
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**175 562**	**179 092**	**182 589**	**182 064**	**185 943**	**191 050**
Variation annuelle en volume (1)	– 0,6	0,3	0,5	– 1,6	1,2	2,4
Exécution par les administrations (2)	66 994	69 880	70 215	68 211	70 104	70 473
Variation annuelle en volume (1)	– 0,9	2,6	– 1,0	– 4,1	1,8	0,2
Exécution par les entreprises	108 568	109 213	112 373	113 853	115 839	120 577
Variation annuelle en volume (1)	– 0,4	– 1,1	1,4	–	0,8	3,7

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

Unité : Millier (1)

	1994	1995	1996	(2) *r* 1997	1998
Effectif total de Recherche et Développement	**315,2**	**318,4**	**320,8**	**306,2**	**309,5**
Entreprises	162,0	162,0	162,6	166,3	168,1
en %	51,4	50,9	50,7	54,3	54,3
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	75,1	75,7	76,7	59,9	59,2
Enseignement supérieur (3)	78,1	80,7	81,5	79,9	82,2
Effectif des seuls chercheurs (4) (y compris les boursiers de thèse et les ingénieurs de recherche des EPST)	**149,2**	**151,2**	**154,8**	**154,7**	**156,9**
Entreprises	66,7	66,6	68,5	72,0	72,8
en %	44,7	44,0	44,2	46,5	46,4
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	30,4	30,9	31,7	27,8	27,7
Enseignement supérieur (3)	52,1	53,7	54,6	54,9	56,3

(1) En équivalent temps plein recherche.
(2) Plusieurs corrections ont été apportées dans le traitement de l'enquête 1997 auprès des administrations. Pour que les données 1997 soient comparables avec 1996, il faut diminuer les effectifs 1996 de l'administration et de l'enseignement supérieur de 5 100 personnes en équivalent temps plein environ. Ces écarts résultent de corrections de la part de quelques organismes, d'une mobilisation de données relatives aux postes réellement consommés dans les universités et d'une intégration des boursiers rémunérés par de grandes fondations caritatives, notamment dans le domaine de la santé.
(3) Comprend outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.
(4) Y compris les ingénieurs de recherche des EPST.

TABLEAU F.02-4

L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE, Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

	DIRD/PIB en %				(1) DIRD (France base 100)				(1) DIRD / habitant (France base 100)			
	r 1981	*r* 1991	*r* 1997	1998	1981	1991	*r* 1997	1998	*r* 1981	*r* 1991	*r* 1997	1998
États-Unis	2,42	2,81	2,71	2,74	663	641	784	813	158	148	177	182
Japon (2)	2,13	2,82	2,89	3,03	204	267	331	332	96	126	158	157
Allemagne (3)	2,43	2,54	2,29	2,29	144	142	154	155	124	104	113	114
France	**1,93**	**2,37**	**2,22**	**2,18**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Royaume-Uni	2,39	2,08	1,84	1,83	104	76	84	85	100	77	85	86
Italie	0,88	1,23	0,99	1,02	41	48	44	45	40	49	46	47

(1) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(2) Pour le Japon, la série a été réajustée par l'OCDE en évaluant la masse salariale universitaire en équivalent temps plein recherche et non en personnes physiques.
(3) À partir de 1991, Allemagne réunifiée.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises

Année 1998

Source : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

	Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est :						
	inférieur à 5	compris entre 6 et 9	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et centres techniques	3 744	687	313	241	81	106	**5 171**
%	72,4	13,3	6,0	4,7	1,6	2,0	**100,0**
Chercheurs en équivalent temps plein recherche	7 149	4 491	4 337	7 337	5 762	43 773	**72 847**
%	9,8	6,2	6,0	10,1	7,9	60,1	**100,0**
Effectif de R & D en équivalent temps plein recherche	16 918	10 737	10 574	17 660	13 282	98 947	**168 119**
%	10,1	6,4	6,3	10,5	7,9	58,8	**100,0**
Dépenses intérieures de R & D (million de francs)	7 697	5 718	6 057	11 263	10 355	74 750	**115 839**
%	6,6	4,9	5,2	9,7	8,9	64,5	**100,0**
Financement public (million de francs)	475	220	200	428	727	9 918	**11 967**
%	4,0	1,8	1,7	3,6	6,1	82,9	**100,0**

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche — *Unité* : Million de francs

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
DIRD des entreprises : montant total	**108 568**	**109 213**	**112 373**	**113 854**	**115 839**	**120 577**
en % du PIB	1,45	1,41	1,41	1,39	1,36	1,37
Variation annuelle en volume (en %) (1)	– 0,4	1,1	1,4	–	0,8	3,7
Financement de la DIRD des entreprises :						
Sur fonds des entreprises	79 588	82 144	84 434	88 838	93 245	97 335
en % du total	73	75	75	78	81	81
variation annuelle en volume (en %) (1)	1,4	1,5	1,3	3,9	4,0	4,0
Sur fonds publics	16 794	14 934	15 179	12 986	11 766	11 436
en % du total	16	14	14	11	10	9
variation annuelle en volume (en %) (1)	– 7,7	– 12,5	0,2	– 15,5	– 10,2	– 3,2
Sur autres fonds (2)	12 186	12 135	12 760	12 030	10 827	11 807
en % du total	11	11	11	11	9	10

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Ce sont principalement des fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche — *Unité :* Milliard de francs

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	*r* 1997		1998	
	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (1)	13,2	1,7	14,9	2,8
Industrie pharmaceutique (2)	14,3	0,1	14,8	0,1
Industrie automobile	13,4	0,1	14,0	0,1
Construction aéronautique et spatiale	12,8	5,1	13,4	4,6
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (3)	11,0	3,3	8,2	1,8
Industrie chimique (4)	7,1	0,3	7,3	0,3
Énergie et extraction produits énergétiques	5,5	0,2	5,4	0,1
Fabrication de machines et équipements (5)	5,0	1,0	5,3	0,9
Fabrication de machines et appareils électriques	4,0	0,1	4,2	0,1
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	2,7	0,3	2,7	0,4
Services informatiques	2,7	0,1	2,5	0,1
Autres activités marchandes	22,2	0,8	23,1	0,7
Administrations (y.c. enseignement supérieur)	68,2	///	70,1	///
Ensemble	**182,1**	**13,1**	**185,9**	**12,0**

(1) Y compris composants.
(2) Y compris la fabrication des principes actifs.
(3) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(4) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(5) Y compris armement et appareils domestiques.

TABLEAU F.02-8

Chercheurs et effectifs de la R & D des entreprises et administrations en équivalent temps plein recherche

Sources : Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche — *Unité* : en milliers

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	*r* 1996 Effectifs de R & D	*r* 1996 Dont chercheurs (1)	*r* 1997 Effectifs de R & D	*r* 1997 Dont chercheurs (1)	1998 Effectifs de R & D	1998 Dont chercheurs (1)
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (2)	16,6	8,4	17,8	9,2	19,9	11,1
Industrie pharmaceutique (3)	18,0	6,2	18,1	6,2	18,2	6,3
Industrie automobile	20,0	5,3	20,1	5,6	22,4	6,6
Construction aéronautique et spatiale	16,2	6,6	14,9	5,9	15,0	6,1
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (4)	15,5	9,4	15,9	10,0	12,5	7,5
Industrie chimique (5)	11,4	3,9	11,2	3,9	11,5	3,9
Énergie et extraction produits énergétiques	6,1	3,1	6,1	3,1	5,8	3,0
Fabrication de machines et équipements (6)	9,9	3,3	9,7	3,5	10,1	3,5
Fabrication de machines et appareils électriques	6,4	2,6	6,8	2,8	7,0	2,8
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	4,3	3,1	3,9	2,9	3,7	2,8
Services informatiques	4,7	3,7	4,9	3,9	4,7	3,8
Autres activités marchandes	33,6	12,9	36,9	15,0	37,4	15,4
Administrations (y.c.enseignement supérieur)	158,2	86,3	139,9	82,7	141,4	84,0
	320,9	**154,8**	**306,2**	**154,7**	**309,6**	**156,8**

(1) Y compris les ingénieurs de recherche des EPST.
(2) Y compris composants.
(3) Y compris la fabrication des principes actifs.
(4) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(5) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(6) Y compris armement et appareils domestiques.

TABLEAU F.02-9

Les effectifs de chercheurs de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE, Ministère de l'Éducation nationale et Ministère de la Recherche

	Chercheurs des entreprises			Chercheurs des administrations (1) (y compris boursiers de thèse)			Total des chercheurs			Chercheurs par milliers d'actifs		
	r 1991	*r* 1997	1998	*r* 1991	*r* 1997	1998	1991	*r* 1997	1998	1991	*r* 1997	1998
États-Unis	776 400	918 600	974 600	184 100	198 200 (4)	...	960 500	964 800 (4)	...	7,5	7,4 (4)	...
Japon (2)	340 809	404 232	429 195	257 521	221 210	223 650	598 330	625 442	652 845	9,2	9,2	9,6
Allemagne (3)	141 080	132 687	133 529	100 790	103 105	104 408	241 870	235 742	237 937	6,1	5,9	6,0
France	**59 590**	**72 023**	**72 847**	**70 190**	**83 277**	**82 158**	**129 780**	**155 300**	**155 005**	**5,2**	**6,0**	**6,0**
Royaume-Uni	80 000	83 600	92 280	48 000	62 946	66 114	128 000	146 546	158 394	4,5	5,1	5,5
Italie	29 580	27 612	...	45 660	48 444	...	75 240	76 056	...	3,1	3,2	...

(1) Comprend les secteurs de l'Etat, de l'enseignement supérieur et des associations.
(2) Pour le Japon, il y a une rupture de série à partir de 1996 pour les chercheurs universitaires qui sont évalués en équivalent temps plein et non plus en personnes physiques.
(3) À partir de 1991, Allemagne réunifiée.
(4) Donnée 1993.

Chapitre F.03

Propriété industrielle

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France.
Graphique. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1999.

1. Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.
2. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant.
3. Répartition par domaine technologique des demandes de brevets déposées par la voie nationale.
4. Dépôts de marques pour une protection en France.
5. Nombre de dessins et modèles déposés pour une protection en France.
6. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger.
7. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut national de la propriété industrielle.

1. PRÉSENTATION

Continuant la progression entamée depuis 1987, le nombre de demandes de brevets en France connaît encore une croissance entre 1998 et 1999 (+ 6,5 %), sous l'effet notamment de l'évolution du nombre de demandes présentées par la voie internationale (+ 10,4 % entre 1998 et 1999) qui poursuit une progression très importante et ininterrompue depuis 1978. La voie internationale dite PCT représente 51,6 % de l'ensemble des dépôts et la voie européenne (en augmentation de 3,4 % entre 1998 et 1999) compte 36 % des dépôts.

Les dépôts des non-résidents sont majoritaires avec 84,7 % des demandes de brevets pour une protection en France.

Le nombre de demandes de brevets français rattrape le chiffre de 1997, après une année de baisse . En effet, on constate une croissance des dépôts d'origine française (+ 2,6 %) et une baisse des dépôts d'origine étrangère qui s'accentue (- 7,4 % entre 1998 et 1999).

En 1999, les dépôts de marques pour une protection en France effectués par chacune des trois voies (française, communautaire et internationale) continuent leur croissance (+ 12,6 % entre 1998 et 1999). Ce sont les dépôts communautaires qui augmentent le plus avec + 32 %.

Les dépôts nationaux quant à eux progressent de 8 % avec une forte augmentation des premiers dépôts (+ 18,5 %) et une diminution du nombre de renouvellements (- 6,3 %).

Les dépôts selon la voie internationale de l'Union de Madrid sont en diminution (- 3 %).

Contrairement aux brevets, les dépôts de marques sont effectués majoritairement (57 %) par des résidents français.

La forte augmentation du nombre de dessins et modèles depuis 1994 (+ 108 % entre 1994 et 1999; + 8 % entre 1998 et 1999) s'explique par la mise en place d'une procédure dite de dépôt simplifié. Cette procédure favorise en effet le nombre élevé de dessins et modèles dans chaque dépôt, le nombre des dépôts n'augmentant que de 13 % entre 1994 et 1999.

Concernant les dessins et modèles français, on constate une augmentation de 8,3 % entre 1998 et 1999 et de 6,2 % pour les demandes par la voie internationale de l'Arrangement de la Haye.

Comme pour les marques, les dépôts de dessins et modèles pour une protection en France, sont effectués majoritairement (76,6 %) par des résidents français.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Généralités

Les généralités, ci-dessous, concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français ne pouvait s'obtenir que par le dépôt en France d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

La matière est régie par la loi n° 92-597 du 1er juillet 1992 relative au code de la propriété intellectuelle comprenant en première partie la propriété littéraire et artistique, en deuxième partie la propriété industrielle.

Ce texte a codifié, à droit constant, les lois régissant précédemment la matière des brevets dans le livre VI du code.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué soit à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au siège de Paris ou dans un de ses dix centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- une description de l'invention;
- une ou plusieurs revendications qui définissent l'objet de la protection demandée;
- un abrégé du contenu technique de l'invention;
- la justification du paiement des redevances prescrites.

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court de la date de dépôt (ou de la date de priorité, si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut national de la propriété industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la nouveauté et l'activité inventive de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

— la voie européenne.

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans dix-neuf États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.

— la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans près de cent pays. Un délai de trente mois est ouvert pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt international est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi n° 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.
Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage, crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de

sa licéité et de son éventuel caractère trompeur, l'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure, ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque, peuvent former opposition auprès de l'INPI à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

— la voie communautaire.

Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique sur l'ensemble des pays formant l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.

Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété intellectuelle. La durée de la protection est de dix ans, indéfiniment renouvelable.

— la voie internationale.

L'Union de Madrid (Arrangement ou Protocole), regroupant une soixantaine de pays, permet par une seule et même formalité d'étendre à tous les pays membres, ou à certains d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau international de l'organisation (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété industrielle. La durée de protection obtenue à l'étranger grâce à ce dépôt est de dix ans, également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit français est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement selon son intérêt :

- de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination, sans que soit exigée aucune formalité;
- de la loi du 14 juillet 1909 spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Désormais, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

La durée de protection est de vingt-cinq ans à compter de la date de dépôt, et peut être prorogée pour une période de vingt-cinq ans sur déclaration du titulaire.

De plus, la loi n° 94-102 du 5 février 1994 et le décret n° 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants appartenant à des domaines renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode) à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.

— la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles, en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection dans les 29 pays membres au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, à moins d'un refus de protection notifié dans les six mois par les États qui prévoient un tel refus.

2.2. Méthodologie des tableaux

Les tableaux de statistiques de propriété industrielle sont établis sur la base des dépôts de titres de propriété industrielle désignant la France. Ces dépôts sont comptabilisés par l'INPI et par les offices récepteurs de demandes de titres de protection internationale.

Les domaines technologiques pris en compte dans le tableau F.03-3 sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (CIB) issue de la convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles telles que la NAF, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe; la dernière mise à jour date du 1er janvier 2000. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Brevets d'invention

Ils concernent :

— les produits nouveaux, considérés dans leur structure (ex. : réceptacle et pliage d'un coussin d'air), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette);

— les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : une aile d'automobile).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet (ex. : une selle de bicyclette).

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège hors de France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon), et de constituer par là même un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété il existe deux moyens d'obtenir cette protection, la voie nationale et la voie internationale, cette dernière a deux aspects en ce qui concerne les brevets (la voie européenne et la voie internationale dite PCT) et les marques (la voie communautaire, depuis 1996, et la voie internationale).

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale, la procédure de délivrance ou d'enregistrement étant effectuée par l'Institut national de la propriété industrielle.

Voie communautaire

Depuis 1996, demande de protection des marques dans les pays de l'Union européenne auprès de l'Office pour l'harmonisation sur le marché intérieur.

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : Traité de Washington (PCT) pour les brevets, arrangement de Madrid pour les marques, arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la propriété industrielle.

— INSEE.

Publications INSEE :

Économie et statistique :

— dossier : « Les brevets », n° 275-276, 1994.

Autres publications :

Législation :

— *Le droit français des signes distinctifs,* P. Mathély Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984.

— *Brevets, savoir-faire et droit communautaire,* J.J. Burst, R. Kovar - Paris : Litec, 1986.

— *Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen,* B. Phelip - Paris : Delmas, 1989.

— *Le droit des brevets,* par J. Foyer, M. Vivant - Paris : PUF, 1990.

— *Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers,* Y. Saint-Gal - Paris : Delmas, 1991.

— *Le nouveau droit français des brevets d'invention,* par P. Mathély - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1991.

— Fiscalité de la recherche, de la propriété industrielle et des logiciels, par J. L. Pierre - Paris : Edition formation entreprise, 1993.

— Le nouveau droit français des marques, par P. Mathély, J.J. Burst - Paris : Librairie du journal des notaires et des avocats, 1994.

— Traité des dessins et modèles par P. Greffe et F. Greffe - Paris : Litec, 1997.

— Le droit des dessins et modèles, par D. Cohen – Paris : Economica, 1997.

— Le droit de la propriété industrielle, par A. Chavanne, J.J. Burst - Paris : Dalloz, 1998.

— Le droit français de la propriété intellectuelle, par Y. Marcellin, A. Bertrand (collab.), J.P. Martin (collab.), A. Michalland (collab.) - Paris : Cedat, 1999.

Statistiques :

— « Bulletin officiel de la propriété industrielle » - Institut national de la propriété industrielle (annuel).

— *Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger,* Institut national de la propriété industrielle.

— Statistiques annuelles de la propriété industrielle, partie I : brevets, modèles d'utilité, partie II : marques de produits et de services, dessins et modèles industriels, obtentions végétales, micro-organismes + Cédérom.

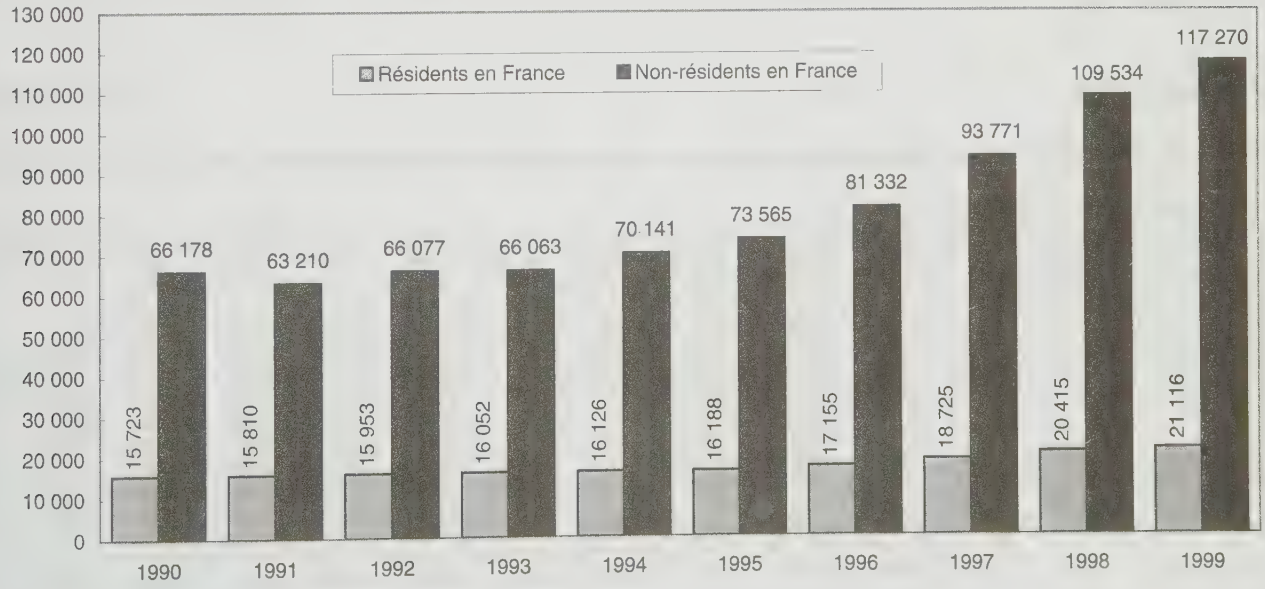
— « Ten years of the European Patent Office » - World Patent Information, vol. 10, n° 2, 1988.

— La marque communautaire en 1997 : analyse statistique des dépôts à l'OHMI, par l'Institut de recherche en propriété intellectuelle Henri-Desbois (IRPI).

*
* *

GRAPHIQUE F.03-1

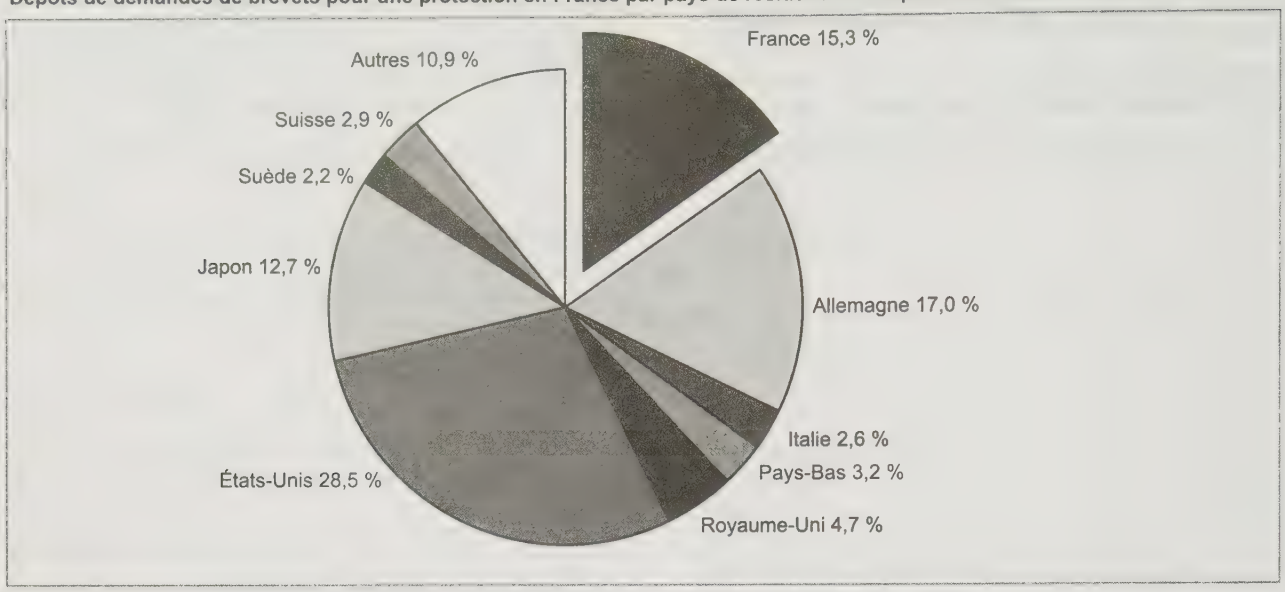
Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France



Source : Institut national de la propriété industrielle

GRAPHIQUE F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1999



Source : Institut national de la propriété industrielle

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Résidents en France	**13 520**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**	**18 725**	**20 415**	**21 116**
Voie nationale	12 050	12 378	12 597	12 539	12 638	12 514	12 419	12 916	13 252	13 251	13 592
Voie européenne	1 271	2 551	2 249	2 298	1 987	2 075	2 039	2 074	3 093	3 960	4 007
Voie internationale	199	794	964	1 116	1 427	1 537	1 730	2 165	2 380	3 204	3 517
Non-résidents	**42 602**	**66 178**	**63 210**	**66 077**	**66 063**	**70 141**	**73 565**	**81 332**	**93 771**	**109 534**	**117 270**
Voie nationale	7 543	4 260	3 908	3 547	3 402	3 525	3 477	3 484	3 637	3 544	3 282
Voie européenne	29 398	44 812	39 086	39 009	36 568	35 339	34 282	34 553	40 089	44 444	46 055
Voie internationale	5 661	17 106	20 216	23 521	26 093	31 277	35 806	43 295	50 045	61 546	67 933
Total	**56 122**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**	**112 496**	**129 949**	**138 386**

TABLEAU F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

Pays de résidence	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
France	**13 520**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**	**18 725**	**20 415**	**21 116**
Allemagne	1 015	14 223	12 057	12 858	13 040	13 602	14 449	14 786	17 770	20 970	23 526
Italie	1 706	2 554	2 350	2 579	2 311	2 390	2 440	2 656	2 912	3 767	3 622
Pays-Bas	1 272	2 085	2 092	2 339	2 164	2 574	2 835	3 276	3 895	4 234	4 478
Royaume-Uni	3 211	4 876	4 488	4 458	4 512	4 779	4 893	4 863	5 951	6 119	6 550
États-Unis	12 327	20 094	20 199	22 468	22 821	24 491	25 971	29 481	31 882	38 123	39 463
Japon	7 094	12 471	12 335	11 264	10 413	10 531	10 557	12 392	14 850	16 675	17 644
Suède	1 041	1 214	1 255	1 249	1 376	1 494	1 792	2 085	2 454	2 872	2 981
Suisse	2 084	2 553	2 322	2 423	2 438	2 259	2 458	2 766	3 330	3 767	3 987
Autres	3 941	6 108	6 112	6 439	6 988	8 021	8 170	9 027	10 727	13 007	15 019
Total	**56 122**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**	**112 496**	**129 949**	**138 386**

TABLEAU F.03-3

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Électronique-Électricité	**2 600**	**2 441**	**2 419**	**2 522**	**2 628**	**2 649**	**2 869**	**3 237**	**3 490**	**3 543**
Composants électriques, électrotechnique	1 029	1 058	1 080	1 072	1 158	1 194	1 237	1 237	1 248	1 268
Audiovisuel	488	394	353	382	369	383	403	429	420	404
Télécommunications	513	454	441	579	574	587	680	890	1 073	1 046
Informatique	407	376	402	377	379	365	405	469	542	591
Semiconducteurs	163	159	143	112	148	120	144	212	207	234
Instrumentation	**1 991**	**1 950**	**1 853**	**1 904**	**2 086**	**1 906**	**1 985**	**2 078**	**1 904**	**1 925**
Optique	380	376	339	317	375	383	409	423	311	327
Analyse, mesure et contrôle	1 041	1 022	897	938	951	904	953	1 005	983	955
Ingénierie médicale	570	552	617	649	760	619	623	650	610	643
Chimie, Pharmacie	**1 688**	**1 616**	**1 498**	**1 545**	**1 633**	**1 661**	**1 632**	**1 686**	**1 750**	**1 799**
Chimie organique fine	506	496	474	470	476	484	429	467	432	468
Chimie macromoléculaire	216	164	193	172	205	233	243	248	190	243
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	283	269	245	339	396	438	439	444	555	535
Biotechnologies	113	148	140	113	145	131	118	145	163	186
Matériaux, métallurgie	433	409	319	320	298	281	297	265	280	242
Produits pour l'agriculture et l'alimentation	137	130	127	131	113	94	106	117	130	125
Procédés industriels	**1 830**	**1 744**	**1 633**	**1 753**	**1 678**	**1 643**	**1 615**	**1 647**	**1 671**	**1 735**
Procédés technologiques généraux	468	458	408	486	476	440	424	428	447	506
Traitement de surface - Revêtement	166	169	178	173	164	150	143	156	168	151
Travail des matériaux	576	517	399	410	398	431	399	387	408	436
Procédés thermiques et appareillages	311	313	298	352	305	267	326	316	340	278
Industrie chimique et pétrolière	210	161	180	177	177	219	193	196	155	197
Environnement - Pollution	99	126	170	155	158	136	130	164	153	167
Machines, Mécanique	**4 927**	**4 806**	**4 821**	**5 025**	**4 857**	**4 886**	**4 995**	**5 233**	**5 139**	**5 121**
Machines-outils	448	478	435	466	363	322	394	356	337	360
Moteurs, pompes, turbines	464	436	368	408	419	444	468	534	539	500
Composants mécaniques	1 128	1 082	1 100	1 140	1 022	1 121	1 033	1 051	1 085	1 107
Manutention, imprimerie	1 069	1 049	1 120	1 116	1 079	1 079	1 086	1 047	1 045	1 074
Machines et appareils pour l'agriculture et l'alimentation	443	372	395	417	418	362	428	460	415	383
Transport	1 091	1 114	1 164	1 244	1 280	1 322	1 393	1 573	1 521	1 508
Technologie nucléaire	117	115	101	93	105	104	60	66	87	66
Spatial - Armement	167	160	138	141	171	132	133	146	110	123
Consommation des ménages - BTP	**2 474**	**2 485**	**2 253**	**2 441**	**2 559**	**2 631**	**2 798**	**2 587**	**2 490**	**2 388**
Équipements et produits de consommation	1 387	1 330	1 264	1 442	1 472	1 516	1 714	1 601	1 568	1 411
Bâtiment - Travaux publics	1 087	1 155	989	999	1 087	1 115	1 084	986	922	977
Demandes non classées	**1 128**	**1 463**	**1 609**	**850**	**598**	**520**	**506**	**421**	**351**	**372**
Total des demandes	**16 638**	**16 505**	**16 086**	**16 040**	**16 039**	**15 896**	**16 400**	**16 889**	**16 795**	**16 874**

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Résidents en France	**67 805**	**59 955**	**50 407**	**52 025**	**54 012**	**56 845**	**63 423**	**66 635**	**73 671**	**82 751**
Voie nationale	67 771	59 920	50 359	51 991	53 984	56 845	61 808	64 734	71 491	80 020
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	1 610	1 898	2 161	2 731
Voie internationale	34	35	48	34	28	–	5	3	19	–
Non résidents	**27 320**	**24 528**	**24 112**	**24 277**	**24 684**	**26 049**	**65 553**	**48 934**	**55 364**	**62 564**
Voie nationale	13 368	11 414	10 525	11 373	11 777	12 636	10 790	10 601	12 496	10 686
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	41 383	25 340	29 067	38 492
Voie internationale	13 952	13 114	13 587	12 904	12 907	13 413	13 380	12 993	13 801	13 386
Total	**95 125**	**84 483**	**74 519**	**76 302**	**78 696**	**82 894**	**128 976**	**115 569**	**129 035**	**145 315**

TABLEAU F.03-5

Nombre de dessins et modèles déposés pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Résidents en France	**24 540**	**27 967**	**25 220**	**22 970**	**23 540**	**35 850**	**46 046**	**51 332**	**56 354**	**60 737**
Voie nationale (1)	23 050	26 711	23 400	21 000	21 600	33 969	44 061	48 709	53 942	58 284
Voie internationale	1 490	1 256	1 820	1 970	1 940	1 881	1 985	2 623	2 412	2 453
Non-résidents	**12 155**	**13 619**	**13 851**	**14 656**	**14 609**	**13 771**	**14 617**	**16 385**	**17 209**	**18 590**
Voie nationale (1)	2 245	2 087	2 200	2 000	2 200	2 667	3 093	3 666	3 485	3 913
Voie internationale	9 910	11 532	11 651	12 656	12 409	11 104	11 524	12 719	13 724	14 677
Total	**36 695**	**41 586**	**39 071**	**37 626**	**38 149**	**49 621**	**60 663**	**67 717**	**73 563**	**79 327**

(1) Les chiffres de la voie nationale pour les années 1992 à 1994 sont des estimations.

TABLEAU F.03-6

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Recettes	6 615	7 501	8 670	9 401	9 420	10 209	11 528	9 639	11 927	13 748	12 201
Dépenses	11 457	11 265	12 538	13 861	13 338	13 651	15 061	13 569	14 444	16 007	14 051
Soldes	**– 4 842**	**– 3 764**	**– 3 868**	**– 4 460**	**– 3 918**	**– 3 442**	**– 3 533**	**– 3 930**	**– 2 517**	**– 2 259**	**– 1 850**

TABLEAU F.03-7

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France

Unité : Million de francs

Pays	1997			1998			1999		
	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**	Recettes	Dépenses	**Soldes**
UE	5 490	5 578	**– 88**	6 674	6 701	**– 27**	5 428	6 577	**– 1 149**
dont : Royaume-Uni	996	1 081	**– 85**	1 357	1 218	**139**	1 253	1 433	**– 180**
Pays-Bas	623	1 196	**– 573**	518	1 161	**– 643**	406	929	**– 523**
U.E.B.L	725	408	**317**	647	484	**163**	612	278	**334**
Allemagne	1 086	980	**106**	1 947	1 218	**729**	1 049	980	**69**
Italie	734	295	**439**	775	290	**485**	814	296	**518**
Espagne	750	104	**646**	899	119	**780**	834	238	**596**
États-Unis	2 465	6 456	**– 3 991**	3 170	6 775	**– 3 605**	3 406	4 895	**– 1 489**
Canada	161	78	**83**	414	99	**315**	333	45	**288**
Japon	1 299	358	**941**	1 186	397	**789**	1 210	801	**409**
Suisse	719	1 375	**– 656**	681	1 532	**– 851**	905	1 462	**– 557**

G

Données économiques générales

Chapitre G.01

Comptabilité nationale

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Ressources et emplois de biens et services : à prix courants.
2. Ressources et emplois de biens et services en volume.
3. Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume.
4. Valeur ajoutée par branche à prix courants.
5. Valeur ajoutée par branche en volume.
6. Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants.
7. Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants.
8. Principaux agrégats par habitant.

9A. Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages.

9B. Principaux ratios des entreprises non financières.

10. Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions de l'Union européenne.
11. Grands agrégats et opérations avec le Reste du Monde.
12. Comparaisons internationales : principaux agrégats à prix courants.
13. Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi.
14. Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume).
15. Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de Maastricht.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'INSEE », Cellule « Rapport sur les comptes ».

1. PRÉSENTATION

En 1999, la croissance de l'économie française s'établit à 2,9 %, en moyenne annuelle, après 3,1 % en 1998. Le dynamisme de l'emploi est à peine émoussé par le « trou d'air » de l'hiver 1998-1999. Les gains de pouvoir d'achat qui en résultent, soutiennent la dépense de consommation des ménages et l'investissement en logements. Pour répondre à cette demande, les entreprises poursuivent aussi leur effort d'investissement, entamé en 1998. L'inflation reste très modérée et elle est en grande partie imputable à la hausse des cours du pétrole. La progression de l'emploi, avec 465 000 nouveaux postes, est exceptionnelle et la décrue du chômage s'accélère. L'exportation rebondit en cours d'année, stimulée par le redressement de la demande mondiale. La réduction du déficit public se poursuit ; d'importantes recettes fiscales qui résultent de la forte activité de 1998 y contribuent.

2. MÉTHODOLOGIE

Les principales notions

La comptabilité nationale vise à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Elle se fonde sur un ensemble de données statistiques.

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques concernant les unités localisées sur un territoire qualifié de « territoire économique ».

En base 1995, le territoire économique comprend le territoire géographique de la France métropolitaine et des DOM, les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France.

Les concepts fondamentaux de la comptabilité nationale sont les notions de production, de revenu et d'épargne. La production mesure la création de biens et de services sur le territoire économique. Elle constitue l'essentiel de l'offre de biens et de services permettant de satisfaire la demande sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. La production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, c'est-à-dire celles dont le centre d'intérêt économique est situé sur le territoire économique.

En comptabilité nationale, on utilise trois types de regroupements des unités économiques :

— les secteurs institutionnels constitués d'unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages, etc.) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion – matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète – et d'une autonomie de décision ;

— les branches constituées d'unités de production homogène impliquées dans les activités définies par un même poste de la nomenclature d'activité ;

— les produits définis en référence à une nomenclature de produits.

Au niveau le plus global, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur brut (PIB) (cf. définitions).

Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif sans double compte. Ceci impose de déduire de la production totale en biens et services, ceux qui entrent dans les processus de production en tant que consommations intermédiaires. Il convient donc de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut. On ne peut pas comparer au PIB la production ou le chiffre d'affaires de l'unité concernée. Il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même pour chacun des secteurs institutionnels. En effet, beaucoup de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique (rémunération des salariés, certains impôts et subventions d'exploitation), d'autres pour diverses raisons (rémunérations d'actifs incorporels ou financiers, impôts sur les bénéfices et sur le revenu, cotisations et prestations sociales).

Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et des revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.

L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour un bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Les ménages, en revanche, consacrent une part importante de leurs revenus à la consommation finale. De même, par convention, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif.

La consommation de capital fixe est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.

Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie du cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de

comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ils font l'objet de publications séparées.

La base 95 des Comptes nationaux

Les comptes nationaux sont établis selon les concepts de la « base 1995 » qui remplace la « base 1980 ». Un nouveau système de comptabilité a été adopté, ainsi qu'une nouvelle nomenclature d'activités et de produits, et les évaluations ont fait l'objet d'une révision complète.

Le nouveau système de comptabilité nationale est conforme au système européen de comptes (SEC 95), lui-même cohérent avec le système de l'ONU (SCN 93). Il n'apporte pas de bouleversements par rapport à l'ancien. Plusieurs changements ont néanmoins été introduits, dont les principaux sont les suivants :

— la production, et de ce fait la valeur ajoutée, sont évaluées au « prix de base » et non plus au « prix du producteur » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits, et inclut les subventions sur les produits ;

— il n'y a qu'une seule mesure du PIB, sans distinction du PIB marchand et du PIB non marchand ;

— deux notions de consommation finale apparaissent : la dépense de consommation et la consommation finale effective ;

— les logiciels font partie de la formation brute de capital fixe ;

— la définition des secteurs institutionnels est légèrement modifiée :

- les Institutions de crédit et les Entreprises d'assurance sont regroupées au sein des Sociétés financières,
- les Administrations privées font place aux Institutions sans but lucratif au service des ménages,
- les Grandes entreprises nationales ne sont plus distinguées au sein des Sociétés non financières,
- enfin, les contours des secteurs ont été revus, en particulier celui des Administrations publiques.

— les flux monétaires sont comptabilisés en fonction de la date du « fait générateur » ; en réalité, ce principe était déjà appliqué, mais avec de nombreuses exceptions qui sont supprimées.

— le territoire économique est étendu aux départements d'outre-mer.

Enfin, une des innovations de la « base 95 » concerne l'évaluation des comptes « en volume ». À chaque niveau d'agrégation des postes des comptes de biens et services, les indices de volume tirés chaque année des comptes aux prix de l'année précédente sont chaînés à partir de l'année 1995, vers l'avant pour les années suivant cette année, vers l'arrière pour les années la précédant. Les montants à prix constants s'obtiennent ensuite en multipliant le montant à prix courants de l'année 1995 par l'indice ainsi calculé.

Ce mode de calcul a l'avantage de fournir des évolutions sur longue période qui respectent les évolutions annuelles aux prix de l'année précédente et qui, par conséquent, tiennent compte de l'évolution au cours du temps de la structure des prix relatifs.

En revanche, les comptes ainsi obtenus ne sont pas additifs : le montant « en volume » d'un poste n'est pas égal à la somme des montants « en volume » de ses composantes. C'est la raison pour laquelle des comptes « en volume » aux prix de l'année 1995, et par conséquent additifs, sont également calculés pour les utilisateurs souhaitant en disposer. Toutefois, aucune série issue de ces comptes ne figure dans ce document.

La nouvelle nomenclature d'activités et de produits utilisée par les comptes nationaux est une agrégation de la nomenclature NAF en vigueur depuis 1993, cohérente avec la nomenclature européenne NACE rev1.

Les résultats

Les estimations relatives à une année donnée sont révisées deux fois pour prendre en compte des informations nouvelles, et sont ensuite figées. Les comptes relatifs à une année donnée sont d'abord des « comptes provisoires », puis « semi-définitifs » avant d'être « définitifs », deux campagnes après la première publication.

Afin de mieux apprécier les évolutions des postes en valeur, on les décompose en une part imputable aux seuls mouvements de prix et en une autre part regroupant les effets de tous les autres facteurs :

— l'évolution des prix n'est censée retracer que les variations de prix, indépendamment des effets des améliorations de la qualité des produits et cela, pour des produits comparables dans le temps ;

— les variations en volume ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité et les effets de l'apparition de nouveaux produits. Elles sont mesurées à partir des comptes « en volume ».

Les critères de convergence de l'Union monétaire au sens des Traités de Maastricht et d'Amsterdam et les comptes nationaux

Les traités de Maastricht, puis d'Amsterdam, imposent aux États membres des critères de maîtrise des déficits publics dans le cadre des « programmes de stabilité et de croissance » :

— *le critère de stabilité des prix* : le taux d'inflation ne devra pas dépasser de plus de 1,5 % la moyenne des taux des trois États membres les moins inflationnistes.

— *les critères de maîtrise des déficits publics* : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.

— *le critère de stabilité des changes* : impose le respect des marges normales de fluctuation prévues par le SME *(Système monétaire européen)*, sans dévaluation de la monnaie par rapport à celle d'un autre État membre depuis au moins deux ans.

— le caractère durable de la convergence mesurée par le niveau du *taux d'intérêt nominal à long terme* qui ne devra pas dépasser de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les plus performants en matière d'inflation.

Le déficit des finances publiques est mesuré par le besoin de financement du secteur des administrations publiques, au sens des comptes nationaux. La dette publique est celle du secteur des administrations publiques, mais mesurée différemment de celle des comptes nationaux. Elle est évaluée en valeur brute (sans déduction des créances des administrations publiques sur les autres secteurs). Elle est cependant consolidée au sein des administrations publiques. Elle est évaluée en valeur nominale et non à la valeur du marché. Les prêts et crédits commerciaux et les décalages comptables ne sont pas pris en compte.

3. DÉFINITIONS

Administrations publiques

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Capacité ou besoin de financement

Solde du compte de capital. Il est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, de besoin de financement s'il est négatif.

Consommation de capital fixe

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

Le terme « brut » dans les expressions comme Produit intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Consommation effective des ménages

Ensemble de la consommation des ménages. C'est la somme de la dépense de consommation des ménages et de la dépense de consommation individualisable des Administrations.

La dépense de consommation des ménages se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. On y inclut aussi les loyers imputés que les ménages propriétaires de leur résidence principale se versent implicitement à eux-mêmes.

Les consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations sont celles dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. C'est le cas en particulier des dépenses pour l'éducation et pour la santé.

Consommation intermédiaire

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en œuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

Cotisations sociales effectives

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux administrations de sécurité sociale et aux régimes privés. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs, à la charge des salariés, et à la charge des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi.

Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

Dépense de consommation des ménages

Voir Consommation effective des ménages.

Économie nationale

Ensemble des unités résidentes sur le territoire économique. Le territoire économique français comprend la métropole et les départements d'outre-mer. Les DOM faisaient partie du reste du monde dans les précédentes bases.

Entreprise individuelle

Entreprise qui n'a pas la forme juridique de société. En comptabilité nationale, les entreprises individuelles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent et sont classées dans le secteur institutionnel des ménages.

Épargne

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible et du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, elle est égale au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation effective (voir ces mots).

L'épargne peut être calculée nette, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Excédent brut d'exploitation

Solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits.

Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.

L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe.

Exportations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Formation brute de capital fixe

Acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Importations de biens et de services

Ensemble des biens et des services fournis par des non-résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit.

Impôts sur la production et les importations

Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production.

Impôts sur les produits

Impôts dus par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils font partie des Impôts sur la production et les importations. Ils comprennent notamment la TVA.

Impôts sur le revenu

Impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Investissement

Voir FBCF.

Ménages

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

Opérations financières

Ensemble des opérations entre deux unités institutionnelles portant sur des actifs ou des passifs financiers. Certaines opérations sont purement financières : prêts, émissions ou cessions de titres. D'autres sont la contrepartie d'une opération sur biens et services ou d'une opération de répartition, qui se traduit par un transfert de moyens de paiement ou la naissance d'un crédit.

Opérations de répartition

Opérations par lesquelles la valeur ajoutée générée par la production est distribuée entre la main-d'œuvre, le capital et les administrations publiques, et opérations de redistribution du revenu et de la richesse.

Population totale

Ensemble des personnes, nationaux ou étrangers, établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. La population totale est calculée à une date déterminée. Toutefois, la moyenne annuelle du nombre d'habitants fournit une base appropriée pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou comme dénominateur en cas de comparaisons.

Prélèvements obligatoires

Ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçues par les administrations publiques et l'Union européenne. Le taux de prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements au PIB.

Prestations sociales

Transferts, en espèces ou en nature, aux ménages qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques ou de besoins ; ils sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM.

Prix d'acquisition

Montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts, la TVA ne comptant que pour sa partie non déductible, et les subventions sur les produits sont déduites. Il comprend aussi les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il exclut les intérêts qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit.

Prix de base

Montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits. Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément.

Prix caf (coût, assurance, fret)

Prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays.

Prix fab (franco à bord)

Prix d'un bien à la frontière du pays exportateur ou prix d'un service fourni à un non-résident. Il comprend la valeur des biens ou des services au prix de base, des services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, les impôts moins les subventions.

Production

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services, et résultat de cette activité. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

Production marchande

Production écoulée ou destinée à être écoulée sur le marché. Elle comprend :

– les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production) ;

– les produits troqués ;

– les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature ;

– les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire ;

– les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

Production pour usage final propre

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

Produit intérieur brut aux prix du marché

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières :

– le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts et diminuée des subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;

– le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;

– le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Rémunération des salariés

Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Reste du monde

Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités qui font partie du territoire économique et celles qui n'en font pas partie.

Revenu disponible

Revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations de redistribution.

Revenu disponible ajusté

Pour les ménages, revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (voir Consommation effective des ménages).

Revenu mixte

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

Revenus primaires

Revenus dont disposent les unités résidentes du fait de leur participation directe à des processus de production et revenus de la propriété.

Salaires et traitements en nature

Biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage.

Secteur institutionnel

Ensemble d'unités institutionnelles. Une unité institutionnelle est un centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique.

Sociétés financières

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière et/ou à exercer des activités financières auxiliaires. Le secteur comprend les institutions financières (banques, caisses de dépôts...), les auxiliaires financiers et d'assurance, les sociétés d'assurance (y compris mutuelles, institutions de retraite complémentaire).

Sociétés non financières

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers, et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

Standard de pouvoir d'achat (SPA)

Monnaie fictive utilisée pour éliminer les différences de niveau général des prix et les variations de taux de change, afin d'améliorer la comparaison des volumes entre les pays.

Subventions

Transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les autres subventions sur la production.

Valeur ajoutée

Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Variation des stocks

Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Eurostat, Office statistique de l'Union européenne.

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Publications :

« Système de comptes nationaux », Bureau de statistiques des Nations Unies, Études méthodologiques, série F, n° 2, rev. 3.

« System of National Accounts 1993 », publication commune des Nations Unies, de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et de la Commission des communautés européennes.

Système européen de comptes économiques intégrés, SEC 95, Eurostat.

« L'Économie française, édition 2000-2001 », éditions Hachette, *« Le livre de poche »*, *collection Références, INSEE*, juin 2000.

INSEE-Résultats :

— « Comptes et indicateurs économiques : rapport sur les comptes de la Nation 1999 », n°s 715-716, juillet 2000 ;

— « ETC 2000-2001 - Extraits et tableaux des comptes de la Nation 1999 », n° 712, août 2000.

Cédérom : « *Les comptes nationaux* », séries longues, édition 2000-2001.

INSEE-Première :

— « Les comptes de la Nation en 1999 », n° 710, avril 2000 ;

— « Les comptes des administrations publiques en 1999 », n° 712, mai 2000 ;

— « Les comptes financiers de la nation en 1999 », n° 714, mai 2000.

Économie et Statistique :

— « La comptabilité nationale vingt ans après », n° 318, août 1998 ;

— « Comptabilité nationale : le passage à la nouvelle base », n°s 321/322, janvier-février 1999.

« La nouvelle base 1995 », *Courrier des statistiques*, n°s 87-88, décembre 1999.

Voir aussi sur le site **www.insee.fr**

Des séries longues en base 80 sont également disponibles sur les mêmes supports.

*
* *

TABLEAU G.01-1

Ressources et emplois de biens et services : à prix courants

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Million d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 101 677**	**1 143 322**	**1 181 849**	**1 212 178**	**1 251 163**	**1 301 352**	**1 344 417**
Importations	**211 864**	**230 369**	**249 764**	**259 634**	**281 681**	**305 316**	**317 162**
Total ressources (2)	**1 313 541**	**1 373 691**	**1 431 613**	**1 471 812**	**1 532 844**	**1 606 668**	**1 661 579**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	608 198	628 605	649 034	669 638	679 956	708 102	728 415
Individuelle des administrations publiques	155 194	161 528	166 781	172 704	177 482	183 049	190 228
Collective des administrations publiques	114 379	114 465	115 374	120 490	125 413	123 307	128 050
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	6 431	6 676	7 028	7 301	7 624	7 821	8 211
Total dépenses de consommation finale (2)	**884 203**	**911 274**	**938 218**	**970 133**	**990 475**	**1 022 279**	**1 054 905**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	117 408	120 593	122 995	122 772	122 300	131 484	141 351
Des ménages hors entreprises individuelles	50 681	53 296	54 344	55 259	57 063	59 705	64 028
Des sociétés financières	6 555	4 913	6 043	6 827	7 971	9 227	10 681
Des administrations publiques	38 729	39 145	38 564	38 971	37 079	37 755	39 052
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	149	151	152	147	174	303	318
Total formation brute de capital fixe (2)	**213 521**	**218 099**	**222 098**	**223 975**	**224 588**	**238 474**	**255 430**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**881**	**889**	**917**	**892**	**985**	**1 147**	**1 166**
Variation des stocks	**– 13 481**	**– 2 156**	**4 407**	**– 2 952**	**– 2 293**	**4 699**	**– 858**
Exportations	**228 416**	**245 585**	**265 973**	**279 764**	**319 089**	**340 068**	**350 937**
Total emplois (2)	**1 313 541**	**1 373 691**	**1 431 613**	**1 471 812**	**1 532 844**	**1 606 668**	**1 661 579**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.01-2

Ressources et emplois de biens et services en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Million d'euros

	r 1993	*r* 1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**1 138 905**	**1 162 435**	**1 181 849**	**1 194 884**	**1 217 640**	**1 255 067**	**1 291 763**
Importations	**213 759**	**231 335**	**249 764**	**253 757**	**271 184**	**301 121**	**311 986**
EMPLOIS							
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	633 748	641 187	649 034	657 326	658 211	679 964	694 094
Individuelle des administrations publiques	162 600	165 813	166 781	169 612	172 361	176 063	180 729
Collective des administrations publiques	117 865	116 659	115 374	118 942	122 336	119 027	121 911
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	6 638	6 826	7 028	7 164	7 391	7 503	7 758
Total dépenses de consommation finale	**920 884**	**930 484**	**938 218**	**953 044**	**960 285**	**982 590**	**1 004 524**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	118 198	120 635	122 995	122 049	122 516	132 242	142 301
Des ménages hors entreprises individuelles	51 023	53 243	54 344	54 588	55 069	56 992	61 418
Des sociétés financières	6 258	4 699	6 043	6 830	7 850	9 267	10 669
Des administrations publiques	38 741	38 991	38 564	38 450	36 346	37 273	38 197
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	147	148	152	145	173	305	319
Total formation brute de capital fixe	**214 408**	**217 665**	**222 098**	**222 063**	**221 936**	**235 987**	**252 792**
Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeurs	**871**	**863**	**917**	**886**	**990**	**1 151**	**1 180**
Variation des stocks	**– 12 727**	**– 2 227**	**4 407**	**– 2 570**	**– 2 046**	**5 211**	**– 945**
Exportations	**229 417**	**247 022**	**265 973**	**275 218**	**307 717**	**331 580**	**343 876**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.01-3

Ressources et emplois de biens et services : contributions à la croissance du PIB en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

%

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Dépenses de consommation finale :							
Des ménages	– 0,3	0,7	0,7	0,7	0,1	1,8	1,1
Des administrations publiques	1,1	0,2	–	0,5	0,5	–	0,6
Total (2) dépenses de consommation finale	**0,8**	**0,8**	**0,7**	**1,3**	**0,6**	**1,8**	**1,8**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés non financières et entreprises individuelles	– 0,9	0,2	0,2	– 0,1	–	0,7	0,8
Des ménages hors entreprises individuelles	– 0,3	0,2	0,1	–	–	0,2	0,4
Des sociétés financières	–	– 0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Des administrations publiques	– 0,1	–	–	–	– 0,2	0,1	0,1
Total (2) formation brute de capital fixe	**– 1,3**	**0,3**	**0,4**	**–**	**–**	**1,1**	**1,3**
Solde extérieur des biens et services (2)	**0,8**	**–**	**–**	**0,4**	**1,3**	**– 0,5**	**0,1**
Exportations	–	1,6	1,7	0,8	2,7	2,0	1,0
Importations	0,8	– 1,6	– 1,6	– 0,3	– 1,5	– 2,5	– 0,9
Variation des stocks	**– 1,2**	**0,9**	**0,6**	**– 0,6**	**–**	**0,6**	**– 0,3**
Produit intérieur brut	**– 0,9**	**2,1**	**1,7**	**1,1**	**1,9**	**3,1**	**2,9**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » et « Solde extérieur des biens et services » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque poste.

TABLEAU G.01-4

Valeur ajoutée par branche à prix courants

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Million d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Agriculture	31 126	34 149	35 478	35 267	36 226	37 810	36 305
Industries agricoles et alimentaires	29 796	29 424	29 642	30 072	30 678	31 539	33 006
Industries des biens de consommation	37 087	37 287	38 476	38 676	39 375	38 405	38 361
Industrie automobile	12 967	14 398	13 775	13 684	15 665	17 463	18 391
Industries des biens d'équipement	35 115	36 940	39 840	38 994	42 439	42 921	43 757
Industries des biens intermédiaires	68 886	72 375	77 762	76 711	79 575	79 677	77 339
Énergie	30 662	29 465	31 105	33 195	31 027	31 494	32 624
Construction	57 644	57 988	57 339	55 377	51 236	51 300	54 823
Commerce	108 556	110 874	115 491	112 143	116 983	126 740	130 556
Transports	40 944	43 039	42 826	43 328	46 795	48 721	49 963
Activités financières	53 008	57 849	55 416	57 576	58 627	56 160	57 378
Activités immobilières	121 511	125 966	130 304	134 844	139 908	146 085	150 879
Services aux entreprises	140 980	140 716	146 015	155 392	160 901	170 827	181 819
Services aux particuliers	57 941	60 332	59 220	61 315	63 085	67 236	70 296
Éducation, santé, action sociale	115 687	119 611	126 649	129 460	134 021	139 432	144 441
Administration	89 891	93 946	95 817	101 523	103 473	106 924	109 786
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 40 388	– 42 042	– 39 507	– 39 963	– 36 426	– 35 090	– 34 648
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (2))	**991 412**	**1 022 319**	**1 055 650**	**1 077 593**	**1 113 589**	**1 157 644**	**1 195 077**
TVA	79 727	84 220	88 303	95 121	97 932	100 625	105 136
Impôts sur importations	1 752	1 668	1 726	1 487	1 671	1 574	1 563
Autres impôts sur les produits	47 349	52 024	53 595	55 239	57 027	59 926	61 408
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 18 563	– 16 908	– 17 425	– 17 262	– 19 056	– 18 417	– 18 767
Produit intérieur brut	**1 101 677**	**1 143 322**	**1 181 849**	**1 212 178**	**1 251 163**	**1 301 352**	**1 344 417**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) La production et par conséquent la valeur ajoutée sont évaluées aux « prix de base ». Le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-5

Valeur ajoutée par branche en volume

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (1)

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Million d'euros

	r 1993	*r* 1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Agriculture	33 750	34 253	35 478	37 286	37 939	38 938	39 523
Industries agricoles et alimentaires	29 872	29 544	29 642	29 144	28 757	28 777	28 896
Industries des biens de consommation	34 698	35 544	38 476	37 380	38 649	37 828	38 271
Industrie automobile	12 303	13 845	13 775	14 423	17 025	19 286	20 887
Industries des biens d'équipement	32 915	36 001	39 840	38 851	41 318	42 518	44 545
Industries des biens intermédiaires	72 168	75 816	77 762	79 105	82 916	83 595	84 639
Énergie	29 444	28 955	31 105	32 400	30 189	30 639	31 181
Construction	57 717	57 801	57 339	54 749	49 052	48 297	50 250
Commerce	110 071	112 365	115 491	111 441	115 926	125 913	130 632
Transports	41 129	43 437	42 826	44 650	47 745	48 834	50 698
Activités financières	57 334	58 892	55 416	55 073	53 533	51 574	53 885
Activités immobilières	127 956	128 919	130 304	132 217	133 847	137 058	139 131
Services aux entreprises	145 363	142 571	146 015	153 158	156 917	165 163	171 897
Services aux particuliers	61 446	62 347	59 220	59 307	60 186	62 109	63 329
Éducation, santé, action sociale	122 918	123 868	126 649	126 770	129 180	132 348	134 834
Administration	93 680	96 337	95 817	100 223	101 049	102 815	104 224
Unité fictive (Ajustement pour services bancaires imputés)	– 41 786	– 42 253	– 39 507	– 38 845	– 34 816	– 32 889	– 32 527
Ensemble des valeurs ajoutées (aux prix de base (3))	**1 020 274**	**1 037 835**	**1 055 650**	**1 067 330**	**1 089 001**	**1 121 975**	**1 153 339**
TVA	83 722	87 474	88 303	89 254	92 304	95 040	100 120
Impôts sur importations	1 419	1 512	1 726	1 619	1 824	2 032	2 195
Autres impôts sur les produits	52 196	52 891	53 595	54 287	54 379	56 272	56 551
Subventions à l'importation	–	–	–	–	–	–	–
Autres subventions sur les produits	– 18 625	– 17 240	– 17 425	– 17 607	– 19 979	– 20 335	– 20 461
Produit intérieur brut	**1 138 905**	**1 162 435**	**1 181 849**	**1 194 884**	**1 217 640**	**1 255 067**	**1 291 763**

(1) Ces données sont issues des comptes en volume chaînés (cf. méthodologie). Les équilibres comptables ne sont pas conservés.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(3) La production et par conséquent la valeur ajoutée, sont évaluées aux « prix de base » ; le prix de base ne comprend pas les impôts sur les produits payés par les producteurs et inclut les subventions sur les produits reçues par les producteurs.

TABLEAU G.01-6

Partage de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels à prix courants

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Milliard d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (2)	**1 031,8**	**1 064,4**	**1 095,2**	**1 117,6**	**1 150,0**	**1 192,7**	**1 229,7**
Rémunération des salariés (2)	583,4 *r*	595,4	615,6	632,1	649,5	674,1	701,0
dont : Salaires et traitements bruts	421,4	429,9	445,5	457,4	470,5	488,8	507,7
Cotisations sociales à la charge des employeurs	162,0 *r*	165,5	170,1	174,8	179,0	185,3	193,4
Impôts sur la production et les importations	42,4	45,0	47,9	51,3	52,6	54,7	55,4
Subventions	– 10,1	– 9,8	– 8,9	– 10,6	– 8,8	– 8,8	– 8,8
Excédent brut d'exploitation	320,7 *r*	335,8	340,3	342,8	355,9	368,7	377,3
Revenu mixte brut	95,4 *r*	98,1	100,2	102,0	100,9	104,1	104,8

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.

TABLEAU G.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel, à prix courants

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Milliard d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Valeur ajoutée brute de l'ensemble des secteurs (2)	**1 031,8**	**1 064,4**	**1 095,1**	**1 117,6**	**1 150,0**	**1 192,7**	**1 229,7**
dont : Sociétés non financières	570,9	585,3	606,6	613,5	638,1	670,0	692,4
Sociétés financières	53,5	58,5	55,6	57,9	58,5	56,0	57,6
Administrations publiques	178,4	185,8	192,4	201,5	206,6	212,6	219,5
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	225,2	230,9	236,4	240,5	242,3	249,6	255,5
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	3,8	3,9	4,1	4,3	4,4	4,6	4,8
Ajustement pour services bancaires imputés	– 40,4	– 42,0	– 39,5	– 40,0	– 36,4	– 35,1	– 34,6
Valeur ajoutée totale (2)	**991,4**	**1 022,3**	**1 055,6**	**1 077,6** *r*	**1 113,6**	**1 157,6**	**1 195,1**
Revenu disponible brut (2)	**1 093,2**	**1 130,9**	**1 168,8**	**1 203,2**	**1 245,6**	**1 296,5**	**1 341,7**
dont : Sociétés non financières	100,7	105,4	102,4	104,0	108,1	114,2	108,7
Sociétés financières	15,6	18,2	17,7	14,5	16,6	13,9	15,7
Administrations publiques	249,1	262,8	268,8	288,8	302,2	320,0	343,4
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	721,4	737,8	772,7	788,5	810,9	840,3	865,4
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	6,4	6,7	7,1	7,3	7,9	8,1	8,5
Dépenses de consommation finale (2)	**884,2**	**911,3**	**938,2**	**970,1**	**990,5**	**1 022,3**	**1 054,9**
dont : Collective des administrations publiques	114,4	114,5 *r*	115,4	120,5 *r*	125,4	123,3	128,1
Individuelle des administrations publiques	155,2	161,5 *r*	166,8	172,7 *r*	177,5	183,0	190,2
Individuelle des ménages (y compris entrepreneurs individuels)	608,2	628,6	649,0	669,6	680,0	708,1	728,4
Individuelle des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	6,4	6,7	7,0	7,3	7,6	7,8	8,2
Dépenses de consommation effective des ménages (2) (3)	**769,8** *r*	**796,8** *r*	**822,8** *r*	**849,6** *r*	**865,1**	**899,0**	**926,9**
Épargne brute (2)	**209,0** *r*	**219,6**	**230,5**	**233,0**	**255,2**	**274,2**	**286,8**
dont : Sociétés non financières	100,7	105,4	102,4	104,0	108,1	114,2	108,7
Sociétés financières	15,6	18,2	17,7	14,5	16,6	13,9	15,7
Administrations publiques	– 20,5	– 13,2	– 13,3	– 4,4	– 0,7	13,6	25,1
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	113,2	109,2	123,7	118,8	130,9	132,2	137,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	n.s. (4)	n.s. (4)	n.s. (4)	n.s. (4)	0,3	0,3	0,3
Formation brute de capital fixe (2)	**213,5**	**218,1**	**222,1**	**224,0**	**224,6**	**238,5**	**255,4**
dont : Sociétés non financières	106,3	108,0	110,2	111,4	111,0	119,5	128,5
Sociétés financières	6,6	4,9	6,0	6,8	8,0	9,2	10,7
Administrations publiques	38,7	39,1	38,6	39,0	37,1	37,8	39,1
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	61,8	65,9	67,2	66,6	68,4	71,7	76,9
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Capacité (+) ou besoin de financement (-) de la Nation (2)	**8,7**	**– 0,6**	**3,1**	**10,8**	**31,7**	**29,5**	**30,7**
en % du PIB	**0,8**	**– 0,1**	**0,3**	**0,9**	**2,5**	**2,3**	**2,3**
dont : Sociétés non financières	13,0	6,0	– 5,7	3,1	– 1,4	– 0,7	– 8,1
Sociétés financières	9,4	13,8	16,8	7,8	8,2	4,2	0,9
Ménages (y compris entrepreneurs individuels)	51,6	42,2	56,5	49,6	62,1	60,2	61,0
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	0,6	0,6	0,6	0,6	0,9	0,9	0,9
Administrations publiques	– 65,9	– 63,2	– 65,1	– 50,3	– 38,0	– 35,2	– 23,9
en % du PIB	– 6,0	– 5,5	– 5,5	– 4,2	– 3,0	– 2,7	– 1,8
Administration centrale	– 53,7	– 54,7	– 55,0	– 44,8	– 35,5	– 37,9	– 31,4
en % du PIB	– 4,9	– 4,8	– 4,7	– 3,7	– 2,8	– 2,9	– 2,3
État	– 53,5	– 55,3	– 48,8	– 45,1	– 44,7	– 39,2	– 33,6
en % du PIB	– 4,9 *r*	– 4,8	– 4,1	– 3,7	– 3,6	– 3,0	– 2,5
Organismes divers d'Administration centrale (ODAC)	– 0,2	0,6	– 6,2	0,3	9,2	1,3	2,2
en % du PIB	–	– 0,1 *r*	– 0,5	–	0,7	0,1	0,2
Administrations locales	– 2,1	– 2,6	– 2,1	0,7	2,9	4,1	5,3
en % du PIB	– 0,2	– 0,2	– 0,2	0,1	0,2	0,3	0,4
Administrations de Sécurité sociale	– 10,1	– 5,9	– 8,0	– 6,2	– 5,4	– 1,5	2,2
en % du PIB	– 0,9	– 0,5	– 0,7	– 0,5	– 0,4	– 0,1	0,2

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.
(3) La dépense de consommation finale effective des ménages comprend la dépense de consommation individuelle des ménages (celle qu'ils supportent directement) et les consommations individualisables des Administrations publiques et ISBLSM (institutions sans but lucratif au service des ménages), tout particulièrement les dépenses pour l'éducation et la santé.
(4) n.s. : non significatif.

TABLEAU G.01-8

Principaux agrégats par habitant

France entière

Source : INSEE

Unité : euro

	r 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
PIB (prix courants)	18 674	19 311	19 891	20 332	20 915	21 678	22 305
PIB (prix de l'année précédente, chaînés base 95)	19 305	19 634	19 891	20 042	20 355	20 907	21 432
Revenu national brut	18 657	19 237	19 786	20 320	20 964	21 763	22 423
Revenu disponible brut des ménages	12 208	12 462	13 005	13 210	13 555	13 998	14 358
Dépenses de consommation finale des ménages (prix courants)	10 309	10 617	10 924	11 232	11 367	11 795	12 085
Épargne brute des ménages	1 898	1 845	2 082	1 978	2 188	2 203	2 273
Capacité de financement des ménages	854	712	951	817	1 038	1 003	1 012

TABLEAU G.01-9A

Compte d'utilisation du revenu et principaux ratios des ménages

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unités : Milliard d'euros et %

	r 1993	*r* 1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Compte d'utilisation du revenu des ménages							
Revenu disponible brut ajusté	881,8	906,0	946,5	967,6	996,0	1 031,2	1 063,9
Revenu disponible brut	720,2	737,8	772,7	787,6	810,9	840,3	865,4
Transferts sociaux en nature	161,6	168,2	173,8	180,0	185,1	190,9	198,5
Prestations sociales en nature	90,6	93,8	98,2	100,4	103,8	107,7	111,4
Transferts de biens et services non marchands individuels	71,0	74,4	75,6	79,6	81,3	83,2	87,1
Revenu disponible brut	720,2	737,8	772,7	787,6	810,9	840,3	865,4
Dépenses de consommation finale	608,2	628,6	649,0	669,6	680,0	708,1	728,4
Épargne brute	112,0	109,2	123,7	117,9	130,9	132,2	137,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	50,4	42,2	56,5	48,7	62,1	60,2	61,0
En %							
Taux d'épargne (2)	15,6	14,8	16,0	15,0	16,1	15,7	15,8
Taux d'épargne financière (3)	7,0	5,7	7,3	6,2	7,7	7,2	7,0
Évolution annuelle du pouvoir d'achat (4)							
Salaires et traitements bruts	– 0,8	– 0,1	1,6	0,8	1,5	3,1	3,1
Cotisations sociales à la charge des salariés	1,6	1,7	1,3 *r*	3,5	– 4,0	– 22,0	3,8
Salaires et traitements nets	– 1,3	– 0,5	1,6	0,3	2,7	8,4	2,9
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	3,4	1,0	1,8	2,2	1,4	1,7	2,6
Revenus salariaux et sociaux	0,5	– 0,1	1,7	1,0	2,2	5,7	2,8
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	– 1,5	0,9	0,3	–	– 0,4	2,4	1,1
Cotisations des non salariés	– 2,6	– 2,5	2,0 *r*	7,7	– 0,2	– 21,5	4,2
Revenu disponible brut	0,4	0,3	2,7	0,1	1,5	2,8	2,2
Prix des dépenses de consommation finale (évolution annuelle)	2,4	2,2	2,0	1,9	1,4	0,8	0,8

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Épargne brute / Revenu disponible brut.
(3) Capacité de financement / Revenu disponible brut.
(4) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

TABLEAU G.01-9B

Principaux ratios des entreprises non financières

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) %

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Sociétés non financières							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	64,7	64,1	63,6	64,4	63,7	63,2	63,8
Taux de marge (2)	32,1	32,5	32,7	31,9	32,2	32,7	32,2
Taux d'investissement (3)	18,6	18,5	18,2	18,2	17,4	17,8	18,6
Taux d'épargne (4)	17,6	18,0	16,9	17,0	16,9	17,0	15,7
Taux d'autofinancement (5)	94,8	97,5	93,0	93,3	97,4	95,6	84,6
Entrepreneurs individuels							
Rémunération des salariés / valeur ajoutée	21,8	20,7	20,4	19,3	19,0	18,4	18,9
Taux de marge (6)	76,6 *r*	77,8	78,1	79,3	80,0	80,8	80,4
Taux d'investissement (3)	9,2	10,2	10,3	9,1	9,2	9,6	10,1
Valeur ajoutée des entrepreneurs individuels / VA totale	17,5	17,3	17,1	17,0	16,1	15,8	15,5

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée brute.
(3) Formation brute de capital fixe / Valeur ajoutée brute.
(4) Épargne brute / Valeur ajoutée brute.
(5) Épargne brute / Formation brute de capital fixe.
(6) Revenu mixte / Valeur ajoutée brute.

TABLEAU G.01-10

Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions de l'Union européenne

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) *Unités* : Milliard d'euros et %

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
En milliard d'euros							
Impôts après transferts (2) (3)	263,8	282,3	295,8	315,5	334,1	373,6	394,4
Administrations publiques centrales	182,0	189,5	197,7	213,7	221,1	228,9	246,0
dont : État	177,4	184,8	192,5	204,5	211,2	218,7	235,3
Administrations publiques locales	58,4	61,8	64,7	68,6	71,1	74,0	74,6
Administrations de sécurité sociale	14,4	21,4	23,5	24,8	33,2	62,5	65,8
Institutions de l'Union européenne (4)	9,0	9,5	9,9	8,4	8,7	8,1	7,9
Cotisations sociales effectives (3) (5)	208,9	213,7	220,1	227,0	228,2	210,5	220,2
État	3,3	3,6	3,7	3,7	5,1	5,4	5,4
Administrations de sécurité sociale	205,5	210,2	216,4	223,3	223,1	205,1	214,7
Prélèvements obligatoires effectifs (3)	**472,7**	**496,0**	**515,9**	**542,5**	**562,3**	**584,0**	**614,5**
En pourcentage du PIB							
Taux de prélèvements fiscaux (2) (3)	23,9	24,7	25,0	26,0	26,7	28,7	29,3
Administrations publiques centrales	16,5	16,6	16,7	17,6	17,7	17,6	18,3
dont : État	16,1	16,2	16,3	16,9	16,9	16,8	17,5
Administrations publiques locales	5,3	5,4	5,5	5,7	5,7	5,7	5,5
Administrations de sécurité sociale	1,3	1,9	2,0	2,0	2,7	4,8	4,9
Institutions de l'Union européenne (4)	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Taux de prélèvements sociaux (3) (5)	19,0	18,7	18,6	18,7	18,2	16,2	16,4
État	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Administrations de sécurité sociale	18,7	18,4	18,3	18,4	17,8	15,8	16,0
Taux de prélèvements obligatoires effectifs (3)	**42,9**	**43,4**	**43,7**	**44,8**	**44,9**	**44,9**	**45,7**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.
(2) Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et nets d'impôts dus non recouvrables.
(3) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.
(4) Non compris la « quatrième ressource », versements effectués par l'État aux institutions de l'UE et inscrits en dépense de l'État.
(5) Nettes des cotisations dues non recouvrables.

TABLEAU G.01-11

Grands agrégats et opérations avec le Reste du Monde

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Milliard d'euros

	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Dépenses de consommation finale	884,2	911,3	938,2	970,1	990,5	1 022,3	1 054,9
Formation brute de capital fixe totale	213,5	218,1	222,1	224,0	224,6	238,5	255,4
Variations de stocks	– 13,5	– 2,1	4,4	– 3,0	– 2,3	4,7	– 0,9
Acquisitions - nettes des cessions - d'objets de valeur	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2
Exportations de biens et de services	228,4	245,6	266,0	279,8	319,1	340,1	350,9
Importations de biens et de services	211,9	230,4	249,8	259,6	281,7	305,3	317,2
Produit intérieur brut	1 101,7	1 143,3	1 181,8	1 212,2	1 251,2	1 301,4	1 344,4
Revenu national brut	1 100,7	1 138,9	1 175,6	1 211,5	1 254,1	1 306,5	1 351,5
Revenu national disponible brut	1 093,2	1 130,9	1 168,8	1 203,2	1 245,6	1 296,5	1 341,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	8,7	– 0,6	3,1	10,8	31,7	29,5	30,7

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie de ce chapitre.

TABLEAU G.01-12

Comparaisons internationales : principaux agrégats à prix courants

Année 1999

Source : Eurostat

Unité : Milliard d'euros

	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national net disponible	Consommation finale nationale	Épargne nationale nette	Formation brute de capital	Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la nation
Union européenne (à 15)	**7 985,4**	...	**6 243,9**	...	**1 646,9**	...
Union européenne (à 11, Zone « euro ») (1)	**6 227,6**	...	**4 784,7**	...	**1 332,5**	...
Allemagne	1 864,1	1 556,7	1 432,0	124,1	410,9	– 15,0
Autriche	191,5	160,1	146,4	13,6	45,7	– 5,3
Belgique	240,1	203,9	180,1	23,7	50,5	8,2
Danemark	133,1	110,3	101,4	8,8	25,9	2,1
Espagne	687,0	592,5	526,6	65,7	168,2	– 7,9
Finlande	110,7	89,6	79,5	10,1	21,6	6,3
France	**1 265,0**	**1 262,5**	**992,3**	**269,8**	**239,0**	**28,9**
Grèce	149,0	143,0	128,3	16,5	33,0	...
Irlande	90,4	69,3	56,9	12,3	21,0	...
Italie	1 219,1	1 039,0	946,5	92,0	246,3	13,1
Luxembourg	16,9	...	10,3	...	3,8	...
Pays-Bas	381,2	326,4	277,2	49,2	84,6	20,3
Portugal	161,6	140,3	136,9	3,4	41,0	– 9,7
Royaume-Uni	1 284,2	1 141,7	1 081,0	60,3	223,4	– 14,7
Suède	191,5	158,6	148,5	10,1	32,1	2,2
Japon	2 896,6	...	2 092,5	...	751,2	...
États-Unis	8 968,7	...	7 322,6	...	1 876,6	...

(1) L'Union européenne (à 11, zone « euro ») se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro.

TABLEAU G.01-13

Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) (1) rapportés à la population et à l'emploi

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1998

Source : Eurostat

Unité : Millier de SPA

				Par habitant	Par salarié
	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national disponible net	Consommation finale nationale	Consommation privée nationale	Rémunération des salariés
Union européenne (à 15)	**20,21**	...	**19,85**	**11,70**	...
Union européenne (à 11, Zone « euro ») (2)	**20,29**	...	**19,80**	**11,48**	...
Allemagne	21,80	18,21	21,44	12,50	22,88
Autriche	22,60	19,06	22,71	12,84	23,74
Belgique	22,49	19,18	21,56	12,09	27,44
Danemark	24,02	19,71	23,53	12,22	25,15
Espagne	16,40	14,13	16,37	9,67	...
Finlande	20,57	16,59	18,73	10,26	20,76
France	**19,92**	**19,85**	**19,36**	**10,92**	...
Grèce	13,32	12,74	14,50	9,52	...
Irlande	21,85	17,36	19,33	10,93	26,22
Italie	20,42	17,33	19,71	12,00	21,55
Luxembourg	35,52	...	28,89	15,99	41,98
Pays-Bas	22,88	19,03	21,51	11,28	22,23
Portugal	15,19	13,23	16,54	9,76	...
Royaume-Uni	20,63	18,44	20,79	13,32	24,34
Suède	20,54	17,12	19,22	10,29	20,02
Japon	22,29	...	21,83	13,58	...
États-Unis	31,05	...	31,54	20,60	...

(1) Dans le but d'effectuer des comparaisons en volume entre pays, une unité de mesure commune, le « standard de pouvoir d'achat » (SPA), est utilisée ; elle est fondée sur la parité de pouvoir d'achat des agrégats étudiés (Cf. partie « 3. DÉFINITIONS » dans le texte du chapitre).

(2) L'Union européenne (à 11, zone « euro ») se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro.

TABLEAU G.01-14

Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB (en volume)

Source : « Perspectives économiques » de l'OCDE

%

	Moyenne 1972-1982	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*e* 2000	*e* 2001
Union européenne à 15	**2,4**	**2,6**	**3,0**	**2,4**	**1,6**	**2,5**	**2,7**	**2,3**	**3,4**	**3,1**
Union européenne à 11 (Zone « euro »)	**2,5**	**2,3**	**3,6**	**2,2**	**1,4**	**2,3**	**2,7**	**2,3**	**3,5**	**3,3**
Allemagne	1,9	2,0	5,7	1,7	0,8	1,5	2,2	1,5	2,9	3,0
Autriche	2,7	2,2	4,6	1,7	2,0	1,2	2,9	2,2	3,0	3,1
Belgique	2,5	1,9	2,7	2,5	1,0	3,5	2,7	2,5	3,6	3,2
Danemark	1,7	4,3	1,0	2,8	2,5	3,1	2,5	1,6	2,2	2,4
Espagne	2,4	2,6	3,7	2,7	2,3	3,8	4,0	3,7	4,3	3,9
Finlande	3,0	3,4	–	3,8	4,0	6,3	5,0	3,5	5,4	4,8
France	**2,7**	**1,6**	**2,5**	**1,9**	**1,1**	**1,9**	**3,2**	**2,9**	**3,7**	**2,9**
Grèce	3,2	3,1	–	2,1	2,4	3,4	3,7	3,2	3,8	3,9
Irlande	4,3	3,1	8,5	9,5	7,7	10,7	8,9	8,7	9,9	8,0
Italie	3,2	3,0	2,0	2,9	1,1	1,8	1,5	1,4	2,9	3,1
Luxembourg	1,7	2,9	2,2	3,8	2,9	7,3	5,0	4,9	5,6	5,3
Pays-Bas	2,0	3,1	4,1	2,3	3,0	3,8	3,7	3,6	4,3	4,0
Portugal	3,7	2,8	4,4	2,9	3,2	3,7	3,9	3,0	3,6	3,4
Royaume-Uni	1,4	3,8	0,6	2,8	2,6	3,5	2,2	2,1	2,9	2,3
Suède	1,8	2,0	1,6	3,7	1,1	2,0	3,0	3,8	4,4	3,0
Norvège	3,9	5,2	2,0	3,8	4,9	4,7	2,0	0,9	3,4	2,8
Suisse	1,1	3,4	3,7	0,5	0,3	1,7	2,1	1,7	2,8	2,6
Canada	3,2	5,4	0,3	2,8	1,7	4,0	3,1	4,2	4,3	3,0
États-Unis	2,4	3,8	1,8	2,7	3,6	4,2	4,3	4,2	4,9	3,0
Japon	3,8	4,4	5,1	1,5	5,1	1,6	– 2,5	0,3	1,7	2,2
Total OCDE	**2,9**	**3,6**	**3,0**	**2,5**	**3,2**	**3,4**	**2,4**	**3,0**	**4,0**	**3,1**

TABLEAU G.01-15

Critères de convergence (1) de l'Union européenne, au sens du Traité de Maastricht

Source : Eurostat

États membres	Zone Euro	U E à 15	Belgique	Danemark	Allemagne	Grèce	Espagne	France	Irlande	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Autriche	Portugal	Finlande	Suède	Royaume Uni
I. Prix à la consommation (indices harmonisés)																	
En moyenne annuelle / (n-1)																	
1997	1,6	1,7	1,5	1,9	1,5	5,4	1,9	1,3	1,2	1,9	1,4	1,9	1,2	1,9	1,2	1,8	1,8
1998	1,1	1,3	0,9	1,3	0,6	4,5	1,8	0,7	2,1	2,0	1,0	1,8	0,8	2,2	1,4	1,0	1,6 *r*
1999	1,1	1,2	1,1	2,1	0,6	2,1	2,2	0,6	2,5	1,7	1,0	2,0	0,5	2,2	1,3	0,6	1,3
II. Taux d'intérêt à long terme																	
(Moyenne annuelle)																	
1996	7,2	7,5	6,5	7,2	6,2	14,4	8,7	6,3	7,3	9,4	6,3	6,2	6,3	8,6	7,1	8,0	7,9
1997	6,0	6,3	5,8	6,3	5,6	9,9	6,4	5,6	6,3	6,9	5,6	5,6	5,7	6,4	6,0	6,6	7,1
1998	4,7	4,9	4,8	4,9	4,6	8,5	4,8	4,6	4,8	4,9	4,7	4,6	4,7	4,9	4,8	5,0	5,6
1999	4,7	4,7	4,8	4,9	4,5	6,3	4,7	4,6	4,7	4,7	4,7	4,6	4,7	4,8	4,7	5,0	5,0
III. Déficit (-) ou excédent (+) des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1996 (r)	– 4,2	– 4,2	– 3,8	– 1,0	– 3,4	– 7,4	– 5,0	– 4,1	– 0,2	– 7,1	+ 2,6	– 1,8	– 3,8	– 4,0	– 3,2	– 3,4	– 4,4
1997 (r)	– 2,6	– 2,4	– 1,9	+ 0,5	– 2,7	– 4,0	– 3,2	– 3,0	+ 0,7	– 2,7	+ 3,4	– 1,1	– 1,7	– 2,6	– 1,5	– 2,0	– 2,0
1998 (r)	– 2,1	– 1,5	– 0,9	+ 1,2	– 2,1	– 2,5	– 2,6	– 2,7	+ 2,1	– 2,8	+ 3,7	– 0,7	– 2,3	– 2,3	+ 1,3	+ 1,9	+ 0,4
1999	– 1,3	– 0,7	– 0,7	+ 2,8	– 1,4	– 1,8	– 1,1	– 1,8	+ 1,9	– 1,9	+ 4,4	+ 1,0	– 2,1	– 2,0	+ 1,9	+ 1,9	+ 1,3
IV. Dette des administrations publiques																	
(en % du PIB)																	
1996 (r)	74,5	72,6	130,9	65,1	59,8	111,3	68,2	57,1	74,3	122,1	6,2	75,2	69,1	62,7	57,1	76,0	52,7
1997 (r)	74,2	71,0	125,4	61,4	60,9	108,3	66,9	59,3	65,1	119,8	6,0	70,0	64,5	59,4	54,1	75,0	51,1
1998 (r)	73,5	68,9	119,6	55,8	60,7	105,5	65,1	59,7	55,0	116,2	6,4	66,6	64,0	55,7	48,7	72,4	48,0
1999	72,2	68,1	116,1	52,6	61,1	104,6	63,7	58,9	50,1	115,1	6,0	62,9	65,2	55,8	46,6	65,7	45,7

(1) Critères précisés dans la partie « DÉFINITIONS » du chapitre.

Chapitre G.02

L'appareil productif

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre d'agents productifs par taille.
2. Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
3. Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
4. Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
5. Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
6. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
7. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique.
8. Défaillances d'entreprises.
9. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique.
10. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité.
11. Répartition des entreprises au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux suivant différents critères de taille.
12. Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
13. Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
14. La concentration des entreprises.

15A. Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.

15B. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services.

16. Répartition sectorielle des groupes, « contour élargi » des groupes et « noyau dur ».
17. Importance des groupes en fonction de leur taille.
18. Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes.
19. Répartition des entreprises artisanales de l'industrie, du commerce et des services (ICS), par activité et forme juridique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Administration du répertoire Sirène et démographie des entreprises », « Synthèses des statistiques d'entreprises » et « Commerce » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 1er janvier 1999, le système productif marchand compte, d'après la source SUSE, 2 571 027 entreprises (à l'exception des micro-entreprises) représentant un effectif d'environ 15 millions de personnes. Les 905 entreprises de plus de 1 000 personnes emploient 3,7 millions de salariés et environ 4,5 millions de personnes, salariés et non-salariés, travaillent dans les 2,4 millions d'entreprises de moins de 10 personnes.

Les 905 entreprises de plus de 1 000 personnes réalisent 35 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises, 30 % de l'investissement et représentent plus de 40 % du total du bilan.

Les groupes d'entreprises ont un rôle prépondérant dans l'économie française. S'ils ne contrôlent, au 1er janvier 1999, que 3 % des entreprises françaises (toutes tailles confondues, hors administration et agriculture), les groupes rassemblent surtout les grandes unités. Ainsi, les 57 000 entreprises contrôlées emploient plus d'un salarié sur deux, produisent 76 % de la valeur ajoutée et concentrent 89 % des capitaux propres. Les firmes indépendantes effectuent moins d'un quart des exportations directes.

L'importance des groupes est très variable selon le secteur d'activité. Elle est faible dans la construction, les services aux particuliers et le commerce où l'activité est dispersée entre de nombreuses entreprises, souvent de petite taille. À l'opposé, dans l'automobile, l'énergie et les activités financières, secteurs dominés par les grandes entreprises, le poids des groupes est très fort (plus de 85 % des effectifs salariés et plus de 90 % de la valeur ajoutée des secteurs concernés).

Les groupes sont aussi fortement présents dans le secteur des services aux entreprises (63 % des effectifs et 65 % de la valeur ajoutée). Trois facteurs complémentaires permettent d'expliquer cette forte présence : le poids des activités de télécommunication, la filialisation des activités de services (informatique, comptabilité) dans les grands groupes et l'émergence de puissants groupes de services.

Plus de 9 000 groupes, français ou étrangers, sont recensés en France. Leur taille est très variable : 7 500 emploient moins de 500 salariés, 1 100 emploient entre 500 et 2 000 salariés, 300 entre 2 000 et 10 000 salariés et près de 100 plus de 10 000 salariés.

Pour la première fois depuis 1994, les créations totales d'entreprises en 1999 sont en augmentation par rapport à l'année précédente (+ 0,9 %). Cette hausse concerne plus particulièrement les créations nouvelles (+ 2,1 %). Le nombre de défaillances d'entreprises, jugées en 1999, continue à décroître, avec une baisse de 9,6 % par rapport à 1998. Cette diminution concerne tous les secteurs d'activité.

2. MÉTHODOLOGIE

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises du champ de « l'industrie, du commerce et des services » dénommé ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

Établissements de l'industrie du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, du commerce et des services.

La création d'entreprise

Depuis le 1er janvier 1993, les séries sur les créations d'entreprises comprennent tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité, la création, l'activation économique ou la réactivation de l'unité.

La création de l'entreprise se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE. Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif.

L'activation économique est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui n'avait jusque-là aucune activité économique et qui entreprend d'en exercer une. C'est la transformation d'une « pseudo-entreprise » en entreprise ayant une réalité économique.

La réactivation est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui avait cessé son activité et qui la reprend. Ce mouvement concerne plus particulièrement les personnes physiques (artisans, commerçants...).

En outre, les mouvements de création et d'activation économique peuvent être scindés en deux mouvements distincts : les créations nouvelles et les reprises.

La création nouvelle ou création ex-nihilo résulte de la création d'un établissement jusqu'alors inexistant.

La reprise se produit quand une unité reprend totalement ou partiellement l'activité de l'établissement d'une autre unité.

La distinction entre création nouvelle et reprise est opérée sur une base déclarative. L'expérience montre que cette déclaration est entachée d'un biais qui conduit à sous-estimer les reprises. Par ailleurs, cette distinction ne permet pas de cerner les changements de forme d'exploitation. Une étude menée sur les entreprises nées en 1990-1991 (hors réactivations) montre que les reprises et les changements de forme juridique représentent respectivement 28 % et 2,5 % de l'ensemble des créations (hors réactivations).

Les sources d'information

Elles sont de trois sortes :

— le répertoire SIRENE (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements), géré par l'INSEE, recense les entreprises et les établissements du système productif ;

— les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises, enquête sur les « liaisons financières entre sociétés » pour la définition des groupes ;

— les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)* ; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistique d'entreprises (SUSE) et du Système intermédiaire des entreprises (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation).

Le répertoire SIRENE, géré par l'INSEE, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation inter-administrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements, recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'INSEE attribue ainsi le numéro unique d'identification SIREN à 9 chiffres qui caractérise l'entreprise, des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.

Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :

— pour les entreprises (unités SIREN) :
  — leur nom ou raison sociale ;
  — leur catégorie juridique ;
  — leur tranche d'effectif salarié ;
  — le nombre de leurs établissements.

— pour les établissements (unités SIRET) :
  — leur adresse complète ;
  — leur tranche d'effectif salarié ;

— leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités SIREN et SIRET est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités SIRET « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement), des unités SIRET « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans SIRENE pour les besoins de la coordination inter-administrative).

Le répertoire SIRENE comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif.

Il faut préciser que SIRENE surestime d'environ 5 % les nombres d'entreprises et d'établissements du champ de l'industrie, du commerce et des services, car, on omet souvent de déclarer la cessation des entreprises de petite taille (principalement celles sans salarié). Toutefois, l'INSEE procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du répertoire SIRENE qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité.

Les sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus ; on distingue trois catégories principales :

— les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) ;

— les bénéfices agricoles (BA) ;

— les bénéfices non commerciaux (BNC) ;

Le régime du forfait n'existe plus à partir de 1998.

L'ensemble de ces sources fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues. De plus, il y a structurellement un nombre élevé d'entreprises absentes (environ 5 %) : unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies.

Les fichiers BIC couvrent environ 1 900 000 unités.

Les tableaux de ce chapitre portant sur les régimes d'imposition sont relatifs à l'année 1998, comme les seuils indiqués ci-dessous :

— le régime réel simplifié (RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre 500 000 F et 5 000 000 F (ces seuils sont fixés à 150 000 F et 1 500 000 F pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal ;

— le régime réel normal (BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 5 000 000 F (soit 1 500 000 F pour les prestataires de services). Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.

Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et cadres annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...).

La répartition des entreprises pour chacun de ces régimes évolue au cours du temps.

Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. Pour les BNC, seul le régime de la déclaration contrôlée (DC) subsiste en 1998. Leur exploitation assure une meilleure couverture du champ des services marchands, car 455 000 entreprises relèvent des BNC-DC. Les informations transmises se limitent à un compte de résultat.

Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. L'exploitation des BA est récente et concerne environ 240 000 unités.

Le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'INSEE et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).

Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des entreprises de 20 salariés ou plus sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.

Ces traitements complexes expliquent que les chiffres relatifs à un exercice comptable n ne sont disponibles qu'en juillet $n + 2$.

Les indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'INSEE à partir d'un échantillon d'environ 80 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au régime fiscal du bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînés, c'est-à-dire que l'indice de l'année n est obtenu en multipliant l'indice de l'année $n - 1$ par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 1990.

Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

Les groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de SUSE (et plus spécialement du fichier BIC) et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

— l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes ; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes ;

— une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille ;

— la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports, du bâtiment et génie civil et agricole pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

3. DÉFINITIONS

L'entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'établissement

Une entreprise exerce ses activités dans un ou plusieurs lieux géographiquement distincts : son ou ses établissements.

Celui de ces établissements qui abrite l'essentiel du pouvoir décisionnel de l'entreprise est déclaré siège.

Le groupe de sociétés

Il est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales), dépendant d'un même centre de décision : la société tête de groupe ; le lien de dépendance est mesuré par la part des voix détenues en assemblée générale ordinaire.

On définit :

— le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe ; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux ;

— le contour « élargi » du groupe, comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre ;

— le recensement des liaisons de détention du capital entre entreprises montre en outre que certaines sont ainsi

liées à d'autres sans pouvoir être rattachées, même de façon ténue, à aucun groupe. La réunion de ces entreprises avec celles du contour élargi définit la « mouvance » des groupes, soit l'ensemble le plus large des entreprises entretenant des liens de dépendance en capital avec d'autres entreprises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », Chiffres-Clés (annuel), SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

INSEE Méthodes :

« Observer et représenter un monde de plus en plus complexe - Un défi pour la statistique d'entreprises », n° 54, juin 1996 ;

« Les réseaux d'entreprises : des collectifs singuliers », n°s 67 - 68, avril 1997 ;

« La défaillance d'entreprise : causes économiques, traitement judiciaire et impact financier », n°s 72 - 73, janvier 1998 ;

« Des unités statistiques pour représenter l'économie : approche française et mise en perspective internationale », n° 90, novembre 1999.

INSEE Résultats :

« Création et devenir des entreprises de 1987 à 1995 », n°s 535 à 537, mai 1997 ;

« Les entreprises de services en 1997 », tome 1 : n°s 668 - 669, août 1999 et tome 2 : n° 710, août 2000 ;

« Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 1998 », n° 678, décembre 1999 ;

« Les petites entreprises industrielles en 1997 », n°s 680 - 681, novembre 1999 et cédérom pour des résultats plus détaillés ;

« Les entreprises du commerce en 1997 », n° 698, avril 2000 ;

« Les entreprises du commerce de détail et de l'automobile 1998 », n° 717, septembre 2000 et cédérom pour des résultats plus détaillés ;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1999 », n°s 719 - 726, août-septembre 2000.

INSEE-Première :

« Les restructurations industrielles de 1979 à 1991 », n° 318, mai 1994 ;

« Les cessations d'entreprises depuis 1989 », n° 463, juin 1996 ;

« Les repreneurs d'entreprises », n° 509, février 1997 ;

« La restructuration des grands établissements industriels », n° 513, mars 1997 ;

« Le nombre de groupes d'entreprises a explosé en 15 ans », n° 553, novembre 1997 ;

« L'industrie manufacturière en 1997 - Une reprise vigoureuse tirée par la demande extérieure », n° 592, juin 1998 ;

« Ingénierie française, ingénierie européenne », n° 596, juillet 1998 ;

« Nouvelles entreprises - Les créations dynamisent l'emploi salarié », n° 628, janvier 1999 ;

« Le tissu productif régional : diversité et concentration », n° 630, janvier 1999 ;

« Panorama des petites entreprises industrielles », n° 667, juillet 1999 ;

« Industries agro-alimentaires : une croissance plus modeste en 1998 », n° 672, août 1999 ;

« Créations d'entreprises : les facteurs de survie - Les qualités du projet priment sur celles du créateur », n° 703, mars 2000 ;

« L'industrie en 1999 : la croissance a bien résisté », n° 711, mai 2000 ;

« Entrepreneurs individuels : des revenus en forte baisse entre 1990 et 1997 », n° 732, août 2000 ;

« Créations et cessations d'entreprises : sous la stabilité, le renouvellement », n° 740, octobre 2000.

Économie et Statistique :

« Les groupes et la déformation du système statistique », V. Thollon-Pommerol, n° 229, INSEE, 1990 ;

« Les entreprises petites et moyennes : croissance et atouts », n°s 271 - 272, numéro spécial, INSEE, 1994 ;

« Emploi : mythe des PME et réalité des groupes », n°s 319 - 320, F. Boccara, INSEE, 9/10 1998 ;

« Intégration économique et localisation des entreprises », n°s 326 - 327, Dossier, INSEE, 6/7 1999.

Synthèses :

« Groupe et territoire », V. Hecquet et F. Lainé, n° 22 (Tendances régionales 1998), mars 1999.

Autres publications :

« La France des services », édition 1999, INSEE.

« Enquête implantations », DREE-Résultats, août 1997.

« Mythes et réalités sur l'emploi et la croissance des PME : le rôle des groupes (1984-1992) », F. Boccara, Document de travail, E9702, INSEE, 1997.

« Inscription territoriale des groupes et identité des systèmes productifs locaux », V. Hecquet et F. Lainé, Document de travail, E9705/H9701, INSEE, 1997.

*
* *

TABLEAU G.02-1

Nombre d'agents productifs par taille (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés				
	0	1 à 9	10 à 499	500 et +	**Total**
Situation au 1er janvier 1998 (r)					
Organismes publics	60	28	13	1	**102**
Organismes privés	158	97	17	ε	**272**
Entreprises	1 811	1 048	161	2	**3 022**
dont : Entreprises agricoles	619	15	1	ε	**635 (3)**
Entreprises financières	26	19	2	ε	**47**
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 166	1 014	158	2	**2 340**
Total	**2 029**	**1 173**	**191**	**3**	**3 396**
Situation au 1er janvier 1999					
Organismes publics	60	29	13	1	**103**
Organismes privés	148	105	18	ε	**271**
Entreprises	1 832	1 074	166	2	**3 074**
dont : Entreprises agricoles	644	17	1	ε	**662 (3)**
Entreprises financières	27	19	2	ε	**48**
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 161	1 038	163	2	**2 364**
Total	**2 040**	**1 208**	**197**	**3**	**3 448**
Situation au 1er janvier 2000					
Organismes publics	59	29	13	1	**102**
Organismes privés	174	111	18	ε	**303**
Entreprises	1 871	1 090	169	2	**3 132**
dont : Entreprises agricoles	647	19	2	ε	**668 (3)**
Entreprises financières	28	19	2	ε	**49**
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 196	1 052	165	2	**2 415**
Total	**2 104**	**1 230**	**200**	**3**	**3 537**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) Les opérations d'intégration des entreprises agricoles sont en cours dans le répertoire SIRENE. Ce chiffre est un comptage intermédiaire.

TABLEAU G.02-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Au 1er janvier

Source : INSEE (SIRENE) (2)

%

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Employeurs	50,0	50,7	49,1	50,2	50,9	50,5
Non-employeurs	50,0	49,3	50,9	49,8	49,1	49,5
Mono-établissements	93,7	93,6	93,3	93,1	93,0	92,8
Pluri-établissements	6,3	6,4	6,7	6,9	7,0	7,2
Monorégionales	98,1	98,1	98,0	97,9	97,8	97,7
Non-monorégionales (3)	1,9	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3
Ensemble des entreprises (en milliers)	**2 312**	**2 353**	**2 334**	**2 340**	**2 364**	**2 415**

(1) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).
(3) La catégorie des entreprises « non-monorégionales » rassemble les anciennes catégories « quasi monorégionales » et « plurirégionales ».

TABLEAU G.02-3

Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3) — *Unité :* Entreprise

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1997									
Industries agricoles et alimentaires	EB	19 831	44 699	5 621	1 088	248	102	13	**71 602**
Industrie hors IAA	EC à EG	72 070	83 160	29 781	6 991	1 604	682	139	**194 427**
Construction	EH	139 457	148 954	18 853	1 871	257	105	16	**309 513**
Commerce	EJ	300 587	294 923	35 281	4 422	588	204	62	**636 067**
Transports	EK	53 208	29 039	7 539	1 504	285	79	18	**91 672**
Activités immobilières	EM	41 105	20 902	1 541	117	15	4	–	**63 684**
Services aux entreprises	EN	178 745	122 424	17 460	2 642	581	269	56	**322 177**
Autres services	EP à ER	383 388	243 668	15 124	1 830	254	80	20	**644 364**
Total		**1 188 391**	**987 769**	**131 200**	**20 465**	**3 832**	**1 525**	**324**	**2 333 506**
Situation au 1er janvier 1998									
Industries agricoles et alimentaires	EB	18 138	45 124	5 813	1 116	250	100	14	**70 555**
Industrie hors IAA	EC à EG	69 439	83 487	29 831	7 006	1 546	691	137	**192 137**
Construction	EH	133 217	152 130	18 896	1 821	248	100	13	**306 425**
Commerce	EJ	288 429	298 574	35 788	4 574	635	223	63	**628 286**
Transports	EK	52 443	29 907	7 747	1 571	302	87	17	**92 074**
Activités immobilières	EM	40 564	21 419	1 601	113	14	6	–	**63 717**
Services aux entreprises	EN	181 199	127 408	18 142	2 730	601	274	55	**330 409**
Autres services	EP à ER	382 762	255 479	15 950	1 841	273	79	22	**656 406**
Total		**1 166 191**	**1 013 528**	**133 768**	**20 772**	**3 869**	**1 560**	**321**	**2 340 009**
Situation au 1er janvier 1999									
Industries agricoles et alimentaires	EB	17 278	45 267	6 067	1 117	255	107	13	**70 104**
Industrie hors IAA	EC à EG	67 857	83 638	29 935	6 871	1 562	692	135	**190 690**
Construction	EH	128 995	156 259	19 510	1 812	227	92	12	**306 907**
Commerce	EJ	283 182	302 212	36 336	4 658	614	236	65	**627 303**
Transports	EK	51 757	30 884	8 055	1 598	323	88	19	**92 724**
Activités immobilières	EM	41 036	22 404	1 684	125	14	4	–	**65 267**
Services aux entreprises	EN	186 201	133 327	18 872	2 801	654	285	66	**342 206**
Autres services	EP à ER	385 527	264 185	17 022	1 876	273	73	24	**668 980**
Total		**1 161 833**	**1 038 176**	**137 481**	**20 858**	**3 922**	**1 577**	**334**	**2 364 181**
Situation au 1er janvier 2000									
Industries agricoles et alimentaires	EB	16 841	45 192	6 001	1 081	255	110	15	**69 495**
Industrie hors IAA	EC à EG	68 646	82 798	29 965	6 844	1 588	690	137	**190 668**
Construction	EH	129 766	161 383	19 971	1 802	225	95	12	**313 254**
Commerce	EJ	287 594	302 616	36 438	4 802	638	249	58	**632 395**
Transports	EK	51 723	31 334	8 206	1 659	353	97	22	**93 394**
Activités immobilières	EM	42 777	22 984	1 769	125	10	7	–	**67 672**
Services aux entreprises	EN	200 110	136 230	19 597	2 966	675	299	76	**359 953**
Autres services	EP à ER	398 748	269 270	17 338	1 941	285	70	27	**687 679**
Total		**1 196 205**	**1 051 807**	**139 285**	**21 220**	**4 029**	**1 617**	**347**	**2 414 510**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-4

Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3)

Unité : Établissement

Activité	Code NES 16	Taille en nombre de salariés							
		0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1997									
Industries agricoles et alimentaires	EB	23 763	48 592	5 951	1 419	309	66	1	**80 101**
Industrie hors IAA	EC à EG	87 407	93 949	34 802	8 813	2 075	801	63	**227 910**
Construction	EH	146 110	152 457	20 797	2 566	228	48	1	**322 207**
Commerce	EJ	358 148	359 242	43 185	5 462	675	111	1	**766 824**
Transports	EK	60 355	38 926	11 491	2 578	404	121	14	**113 889**
Activités immobilières	EM	45 507	23 149	1 514	85	8	–	–	**70 263**
Services aux entreprises	EN	211 869	142 659	22 888	4 756	1 029	261	16	**383 478**
Autres services	EP à ER	408 825	262 380	17 740	2 194	227	44	2	**691 412**
Total		**1 341 984**	**1 121 354**	**158 368**	**27 873**	**4 955**	**1 452**	**98**	**2 656 084**
Situation au 1er janvier 1998									
Industries agricoles et alimentaires	EB	21 871	49 499	6 057	1 439	310	71	1	**79 248**
Industrie hors IAA	EC à EG	84 483	94 801	35 076	8 816	2 000	804	58	**226 038**
Construction	EH	140 013	155 967	20 879	2 432	217	35	–	**319 543**
Commerce	EJ	343 840	366 279	44 116	5 589	695	122	4	**760 645**
Transports	EK	60 005	37 728	11 078	2 392	345	121	27	**111 696**
Activités immobilières	EM	44 922	24 067	1 548	81	10	1	–	**70 629**
Services aux entreprises	EN	214 165	149 685	23 817	4 813	1 059	254	12	**393 805**
Autres services	EP à ER	408 239	275 963	18 888	2 172	248	39	2	**705 551**
Total		**1 317 538**	**1 153 989**	**161 459**	**27 734**	**4 884**	**1 447**	**104**	**2 667 155**
Situation au 1er janvier 1999									
Industries agricoles et alimentaires	EB	20 933	49 898	6 267	1 410	325	76	1	**78 910**
Industrie hors IAA	EC à EG	82 894	95 573	35 198	8 664	2 004	814	52	**225 199**
Construction	EH	135 661	160 408	21 545	2 304	189	41	1	**320 149**
Commerce	EJ	336 531	374 673	44 947	5 675	747	122	2	**762 697**
Transports	EK	59 365	39 135	11 555	2 459	353	131	29	**113 027**
Activités immobilières	EM	45 382	25 475	1 632	82	11	–	–	**72 582**
Services aux entreprises	EN	207 923	163 757	28 673	5 707	1 225	279	10	**407 574**
Autres services	EP à ER	411 495	286 775	19 962	2 209	238	30	4	**720 713**
Total		**1 300 184**	**1 195 694**	**169 779**	**28 510**	**5 092**	**1 493**	**99**	**2 700 851**
Situation au 1er janvier 2000									
Industries agricoles et alimentaires	EB	20 607	49 994	6 128	1 387	332	75	1	**78 524**
Industrie hors IAA	EC à EG	84 435	95 306	35 355	8 602	2 004	819	47	**226 568**
Construction	EH	137 042	165 919	22 034	2 321	177	37	1	**327 531**
Commerce	EJ	341 949	378 922	45 679	5 772	727	127	5	**773 181**
Transports	EK	59 472	40 016	11 916	2 538	379	143	30	**114 494**
Activités immobilières	EM	47 471	26 477	1 695	79	7	2	–	**75 731**
Services aux entreprises	EN	223 533	168 722	29 638	5 806	1 259	272	9	**429 239**
Autres services	EP à ER	426 308	293 175	20 704	2 246	256	37	4	**742 730**
Total		**1 340 817**	**1 218 531**	**173 149**	**28 751**	**5 141**	**1 512**	**97**	**2 767 998**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-5

Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) (3) — *Unité :* Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 1997									
Industries agricoles et alimentaires	EB	41 440	2 160	3 657	**47 569**	15 790	4 785	**24 033**	**71 602**
Industrie hors IAA	EC à EG	20 358	4 722	46 806	**74 253**	81 663	33 815	**120 174**	**194 427**
Construction	EH	30 389	2 801	176 703	**210 864**	81 201	10 372	**98 649**	**309 513**
Commerce	EJ	78 077	218 086	19 519	**341 501**	227 211	47 575	**294 566**	**636 067**
Transports	EK	5 129	25 922	23 946	**56 226**	26 417	6 552	**35 446**	**91 672**
Activités immobilières	EM	187	8 546	15	**15 876**	33 867	6 865	**47 808**	**63 684**
Services aux entreprises	EN	5 323	16 253	12 889	**143 909**	114 307	35 916	**178 268**	**322 177**
Autres services	EP à ER	48 691	128 623	27 630	**497 076**	110 307	11 676	**147 288**	**644 364**
Total		**229 594**	**407 113**	**311 165**	**1 387 274**	**690 763**	**157 556**	**946 232**	**2 333 506**
Situation au 1er janvier 1998									
Industries agricoles et alimentaires	EB	39 975	2 168	3 612	**46 072**	16 336	4 718	**24 483**	**70 555**
Industrie hors IAA	EC à EG	19 184	4 343	45 749	**71 770**	82 420	33 192	**120 367**	**192 137**
Construction	EH	27 893	2 425	173 868	**205 069**	84 432	10 062	**101 356**	**306 425**
Commerce	EJ	75 298	210 184	18 911	**328 185**	233 433	46 519	**300 101**	**628 286**
Transports	EK	5 072	25 444	23 734	**55 431**	27 568	6 494	**36 643**	**92 074**
Activités immobilières	EM	169	8 025	11	**15 369**	34 730	6 703	**48 348**	**63 717**
Services aux entreprises	EN	5 182	16 105	12 650	**144 179**	121 148	36 169	**186 230**	**330 409**
Autres services	EP à ER	48 162	125 284	27 754	**503 747**	115 579	11 588	**152 659**	**656 406**
Total		**220 935**	**393 978**	**306 289**	**1 369 822**	**715 646**	**155 445**	**970 187**	**2 340 009**
Situation au 1er janvier 1999									
Industries agricoles et alimentaires	EB	38 916	2 168	3 575	**44 993**	16 971	4 613	**25 111**	**70 104**
Industrie hors IAA	EC à EG	18 296	4 140	45 098	**70 142**	83 104	32 574	**120 548**	**190 690**
Construction	EH	25 861	2 250	172 763	**201 799**	88 419	9 916	**105 108**	**306 907**
Commerce	EJ	72 402	206 447	18 533	**322 082**	239 410	45 416	**305 221**	**627 303**
Transports	EK	4 942	25 134	23 584	**54 919**	28 699	6 481	**37 805**	**92 724**
Activités immobilières	EM	165	7 686	11	**15 728**	35 935	6 584	**49 539**	**65 267**
Services aux entreprises	EN	5 050	16 050	12 580	**147 464**	128 392	36 799	**194 742**	**342 206**
Autres services	EP à ER	47 654	123 225	28 206	**510 406**	121 520	11 481	**158 574**	**668 980**
Total		**213 286**	**387 100**	**304 350**	**1 367 533**	**742 450**	**153 864**	**996 648**	**2 364 181**
Situation au 1er janvier 2000									
Industries agricoles et alimentaires	EB	37 977	2 195	3 542	**44 098**	17 425	4 458	**25 397**	**69 495**
Industrie hors IAA	EC à EG	17 832	4 082	45 262	**70 093**	83 360	32 003	**120 575**	**190 668**
Construction	EH	24 700	2 115	176 309	**204 186**	92 401	9 794	**109 068**	**313 254**
Commerce	EJ	70 553	205 407	18 221	**320 946**	245 629	44 408	**311 449**	**632 395**
Transports	EK	4 941	24 719	23 527	**54 698**	29 503	6 430	**38 696**	**93 394**
Activités immobilières	EM	147	7 581	12	**16 574**	37 467	6 446	**51 098**	**67 672**
Services aux entreprises	EN	5 086	16 669	12 801	**154 747**	136 022	37 339	**205 206**	**359 953**
Autres services	EP à ER	47 430	121 917	28 958	**522 678**	127 124	11 330	**165 001**	**687 679**
Total		**208 666**	**384 685**	**308 632**	**1 388 020**	**768 931**	**152 208**	**1 026 490**	**2 414 510**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-6

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) (2)

Unité : Entreprise

Activité	Code NES 16	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Créations totales							
Industries agricoles et alimentaires	EB	7 359	7 190	7 277	6 885	6 800	6 640
Industrie hors IAA	EC à EG	19 691	18 662	17 283	16 283	15 540	14 940
Construction	EH	37 745	36 823	35 106	34 168	33 269	34 935
Commerce	EJ	93 979	88 338	83 831	81 460	78 090	76 786
Transports	EK	10 656	10 509	9 651	10 075	9 650	8 902
Activités immobilières	EM	7 914	7 472	7 009	7 408	7 889	8 870
Services aux entreprises	EN	44 340	44 630	43 867	43 872	44 184	45 408
Autres services	EP à ER	72 447	71 229	71 251	70 937	71 025	72 438
Total		**294 131**	**284 853**	**275 275**	**271 088**	**266 447**	**268 919**
Créations nouvelles							
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 485	2 434	2 263	2 089	2 006	1 950
Industrie hors IAA	EC à EG	13 580	13 052	11 894	10 982	10 672	10 527
Construction	EH	23 604	23 752	22 599	21 790	21 667	23 377
Commerce	EJ	57 612	53 864	50 499	48 462	46 709	46 230
Transports	EK	7 562	7 548	6 845	7 114	6 947	6 442
Activités immobilières	EM	6 200	5 882	5 506	5 740	6 231	7 093
Services aux entreprises	EN	36 687	36 860	36 421	36 193	36 684	37 835
Autres services	EP à ER	36 034	35 531	35 601	34 480	35 275	36 220
Total		**183 764**	**178 923**	**171 628**	**166 850**	**166 191**	**169 674**
Reprises							
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 145	3 119	3 273	3 005	3 161	3 007
Industrie hors IAA	EC à EG	2 997	2 562	2 554	2 511	2 245	1 931
Construction	EH	3 643	3 223	3 285	3 397	3 230	2 885
Commerce	EJ	17 098	15 437	14 920	14 974	14 077	13 432
Transports	EK	840	851	794	903	883	766
Activités immobilières	EM	343	310	296	328	314	257
Services aux entreprises	EN	1 597	1 594	1 521	1 691	1 555	1 498
Autres services	EP à ER	20 010	19 449	19 400	19 576	19 015	19 384
Total		**49 673**	**46 545**	**46 043**	**46 385**	**44 480**	**43 160**
Réactivations							
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 729	1 637	1 741	1 791	1 633	1 683
Industrie hors IAA	EC à EG	3 114	3 048	2 835	2 790	2 623	2 482
Construction	EH	10 498	9 848	9 222	8 981	8 372	8 673
Commerce	EJ	19 269	19 037	18 412	18 024	17 304	17 124
Transports	EK	2 254	2 110	2 012	2 058	1 820	1 694
Activités immobilières	EM	1 371	1 280	1 207	1 340	1 344	1 520
Services aux entreprises	EN	6 056	6 176	5 925	5 988	5 945	6 075
Autres services	EP à ER	16 403	16 249	16 250	16 881	16 735	16 834
Total		**60 694**	**59 385**	**57 604**	**57 853**	**55 776**	**56 085**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997), et révision de celles des années antérieures.

TABLEAU G.02-7

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1), par activité et forme juridique

Année 1999

Source : INSEE (SIRENE) (2) — *Unité :* Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques				Personnes morales		Sociétés de fait	Total
		Artisans Commerçants	Commerçants	Artisans	Autres	Commerciales	Non commerciales		
Industries agricoles et alimentaires	EB	3 415	561	720	25	1 836	19	64	**6 640**
Industrie hors IAA	EC à EG	978	491	5 162	463	7 599	194	53	**14 940**
Construction	EH	844	221	21 424	103	11 852	215	276	**34 935**
Commerce	EJ	4 219	32 997	2 002	6 807	29 786	742	233	**76 786**
Transports	EK	151	3 505	1 584	225	3 335	83	19	**8 902**
Activités immobilières	EM	5	697	6	3 199	4 806	72	85	**8 870**
Services aux entreprises	EN	429	4 190	2 136	15 823	22 058	558	214	**45 408**
Autres services	EP à ER	3 086	21 511	3 210	26 761	16 873	167	830	**72 438**
Total		**13 127**	**64 173**	**36 244**	**53 406**	**98 145**	**2 050**	**1 774**	**268 919**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

TABLEAU G.02-8

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Secteur d'activité	Code NES 16	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Industrie	EB à EG	10 096	8 758	7 700	7 582	6 919	5 872	5 539
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 454	1 512	1 471	1 297	1 237	1 160	1 061
Industries des biens intermédiaires et énergie	EF + EG	2 828	2 179	1 781	1 888	1 649	1 338	1 301
Industrie automobile et biens d'équipements	ED + EE	2 233	1 778	1 476	1 371	1 381	1 043	957
Biens de consommation	EC	3 581	3 289	2 972	3 026	2 652	2 331	2 220
Construction	EH	11 721	10 314	10 414	10 371 *r*	10 232	8 844	8 042
Commerce (1)	EJ	16 820	16 209 *r*	15 666	15 695 *r*	15 473	13 605	12 104
Transports	EK	2 624	2 390	1 972	2 117	2 157	1 799	1 722
Services aux entreprises et activités financières	EN + EL	7 408	6 840	6 422 *r*	6 482	6 444	5 719	5 270
Immobilier	EM	3 264	3 458	3 176	3 045	2 520	2 208	1 860
Services aux particuliers (sauf services personnels et domestiques)	EP	8 678	8 770	8 530	8 649 *r*	8 515	7 412	6 569
Total		**60 611**	**56 739** *r*	**53 880** *r*	**53 941** *r*	**52 260**	**45 459**	**41 106**

(1) Voir tableau détaillé chapitre M.01 (Commerce intérieur).

TABLEAU G.02-9

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition (1) et la forme juridique

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	CAHT (2)
Bénéfice réel normal (BRN) :			
Personnes physiques	94 130	284 009	266 967
Sociétés en participation	3 736	5 387	33 152
Sociétés en nom collectif	19 358	368 512	817 068
SARL	364 456	2 520 624	2 032 170
SA	162 549	7 616 574	13 824 938
Autres formes juridiques	52 885	1 338 890	1 454 220
Régime simplifié (RSI) :			
Personnes physiques	819 235	585 150	453 118
Sociétés en participation	1 100	797	543
Sociétés en nom collectif	11 897	10 628	9 260
SARL	299 538	624 127	295 709
SA	5 121	12 555	5 772
Autres formes juridiques	43 326	26 405	19 162
Total BIC (3) (4)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 079**
Bénéfices non commerciaux (BNC) :			
Personnes physiques	429 146	279 332	248 519
Société civile	19 414	98 028	54 640
Autres formes juridiques	6 488	9 148	5 724
Total BNC (3)	**455 048**	**386 508**	**308 883**
Bénéfices agricoles réels :			
Personnes physiques	155 194	36 468	112 136
Sociétés civiles	82 771	45 039	112 869
Autres formes juridiques	683	1 733	1 729
Total BA réels (3)	**238 648**	**83 240**	**226 734**

(1) En 1998, il n'y a pas de forfait.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.
(4) BIC : Bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-10

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition (1) et l'activité

Année 1998 - champ BIC

Source : INSEE (SUSE)

Secteur	Code NES 16	Nombre d'entreprises			Effectif total (2)			Chiffre d'affaires (HT) en millions de francs		
		Régime d'imposition		**Total**	Régime d'imposition		**Total**	Régime d'imposition		**Total**
		BRN	RSI		BRN	RSI		BRN	RSI	
Agriculture, sylviculture, pêche (3)	EA	9 699	32 459	**42 158**	104 567	60 472	**165 039**	70 425	17 440	**87 865**
Industries agricoles et alimentaires	EB	15 659	49 304	**64 963**	469 926	145 104	**615 030**	802 004	50 311	**852 315**
Industries des biens de consommation	EC	25 705	35 542	**61 247**	697 289	64 423	**761 712**	809 244	21 332	**830 576**
Industrie automobile	ED	1 411	616	**2 027**	267 948	1 456	**269 404**	606 021	698	**606 719**
Industries des biens d'équipement	EE	19 925	19 922	**39 847**	788 146	45 298	**833 444**	962 209	19 021	**981 230**
Industries des biens intermédiaires	EF	35 084	23 857	**58 941**	1 443 527	54 373	**1 497 900**	1 604 024	20 717	**1 624 741**
Énergie	EG	1 097	830	**1 927**	241 633	625	**242 258**	623 150	297	**623 447**
Construction	EH	58 685	210 167	**268 852**	879 976	490 198	**1 370 174**	603 069	153 685	**756 754**
Commerce	EJ	210 210	293 583	**503 793**	2 406 850	440 011	**2 846 861**	5 141 541	270 604	**5 412 145**
Transports	EK	27 637	57 164	**84 801**	883 991	78 309	**962 300**	690 283	23 008	**713 291**
Activités financières	EL	19 389	8 055	**27 444**	594 189	8 585	**602 774**	4 094 676	2·432	**4 097 108**
Activités immobilières	EM	80 450	115 680	**196 130**	198 923	113 083	**312 006**	350 943	25 149	**376 092**
Services aux entreprises	EN	111 300	87 059	**198 359**	2 320 427	132 076	**2 452 503**	1 545 599	42 305	**1 587 904**
Services aux particuliers	EP	57 325	223 153	**280 478**	631 389	419 856	**1 051 245**	392 224	125 507	**517 731**
Éducation, santé, action sociale	EQ	11 449	9 364	**20 813**	258 060	23 893	**281 953**	101 105	5 678	**106 783**
Non déterminé		12 089	13 462	**25 551**	44 976	19 252	**64 228**	31 998	5 380	**37 378**
Total (4)		**697 114**	**1 180 217**	**1 877 331**	**12 231 817**	**2 097 014**	**14 328 831**	**18 428 515**	**783 564**	**19 212 079**

(1) En 1998, il n'y a pas de forfait.
(2) Effectif total = salariés + entrepreneurs individuels.
(3) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.
(4) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère. Certains totaux d'un même ensemble de critères peuvent ainsi légèrement varier d'un tableau à l'autre.

TABLEAU G.02-11

Répartition des entreprises au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux (1), suivant différents critères de taille

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche d'effectifs							
0	848 409	–	862 589	179 338	59 880	5 691 392	1 379 033
1	290 189	290 189	295 983	20 310	11 692	491 410	103 685
2 à 4	370 125	1 019 393	784 443	34 452	43 577	1 015 551	162 121
5 à 9	201 306	1 328 445	1 129 967	39 047	93 915	1 334 505	203 779
10 à 19	80 674	1 092 166	1 109 060	39 990	118 712	1 446 057	181 756
20 à 49	58 719	1 832 809	2 256 505	87 270	236 424	3 370 431	283 718
50 à 99	14 101	977 442	1 233 172	70 614	144 814	2 672 657	195 602
100 à 199	7 484	1 038 442	1 333 148	90 570	209 844	2 045 743	156 740
200 à 499	4 173	1 263 039	1 985 481	89 843	305 970	4 458 872	237 968
500 à 999	1 246	863 330	1 260 154	58 221	251 916	3 620 709	210 223
1 000 à 1 999	554	764 583	1 150 370	66 811	260 073	4 273 632	157 091
2 000 à 4 999	254	760 413	2 043 179	75 751	254 742	6 345 086	163 240
5 000 à 9 999	55	366 645	434 087	40 285	83 776	1 553 362	64 304
10 000 à 19 999	20	261 072	307 578	12 494	99 383	1 638 422	30 558
20 000 à 49 999	15	508 788	2 492 876	41 621	271 973	4 647 457	61 297
50 000 et plus	7	1 026 902	533 487	57 089	28 119	1 314 259	115 749
Total (2)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 080**	**1 003 707**	**2 474 809**	**45 919 547**	**3 706 863**
Tranche de chiffre d'affaires							
< 1 MILLION DE F	1 151 660	687 233	400 058	73 839	2 047	6 193 141	1 245 559
1 à 1,9 M	268 869	718 428	380 054	23 069	4 243	596 270	90 751
2 à 4,9 M	224 528	1 208 024	704 882	34 236	16 153	1 106 105	163 871
5 à 9,9 M	101 153	1 000 832	708 651	28 204	29 627	907 658	143 477
10 à 19 M	56 764	1 021 261	792 943	33 861	50 698	1 088 061	157 209
20 à 49 M	41 088	1 350 201	1 281 755	59 789	112 908	1 682 863	263 357
50 à 99 M	15 902	952 324	1 111 715	50 406	116 889	1 875 291	181 130
100 à 199 M	8 695	921 325	1 204 174	76 977	158 673	3 578 759	194 631
200 à 499 M	5 254	1 140 864	1 599 414	119 437	270 113	4 444 213	236 714
500 à 999 M	1 771	771 420	1 222 418	91 640	230 650	2 465 934	181 855
1 à 1,9 MILLIARD	846	647 455	1 170 978	69 565	244 602	3 331 280	203 730
2 à 4,9 MILLIARDS	527	688 153	1 632 290	96 833	323 104	2 620 132	160 135
5 à 9,9 MILLIARDS	170	426 439	1 160 394	89 464	265 805	4 204 454	162 498
10 à 19 MILLIARDS	54	327 698	755 943	27 168	115 990	2 615 181	73 584
20 à 49 MILLIARDS	29	459 975	809 122	35 822	190 208	3 422 567	65 682
50 MILLIARDS et plus	21	1 072 026	4 277 291	93 399	342 898	5 787 638	182 680
Total (2)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 080**	**1 003 707**	**2 474 809**	**45 919 547**	**3 706 863**

(1) Entreprises soumises au régime réel (normal + simplifié) des bénéfices industriels et commerciaux à partir de 1998.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-11 (suite et fin)

Répartition des entreprises au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux (1), suivant différents critères de taille

Année 1998

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* Million de francs

	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche de « Total bilan »							
< 1 MILLION DE F	1 288 491	1 481 397	986 047	56 898	24 523	408 808	94 391
1 à 4,9 M	406 365	2 119 266	1 438 883	56 686	53 979	882 202	136 185
5 à 9,9 M	77 954	1 005 649	872 989	25 579	54 183	544 034	76 454
10 à 99 M	86 436	3 014 415	3 348 461	114 834	356 353	2 377 419	373 247
100 à 499 M	12 818	1 662 613	2 424 158	125 574	448 331	2 785 607	525 672
500 à 999 M	2 254	605 127	1 195 891	72 106	247 077	1 567 048	286 160
1000 à 1999 M	1 285	565 632	1 150 030	81 818	241 573	1 799 289	328 217
2000 à 4999 M	889	582 501	1 230 313	115 290	240 679	2 766 522	470 091
5000 à 9999 M	334	484 820	661 390	73 259	125 212	2 334 976	306 379
10 à 19,9 MILLIARDS	202	276 993	681 501	50 048	194 912	2 871 837	299 907
20 à 49,9 MILLIARDS	202	448 329	961 650	65 733	284 035	6 126 998	315 871
50 à 99,9 MILLIARDS	52	461 280	448 303	63 376	56 272	3 691 211	175 333
100 à 299 MILLIARDS	35	432 282	691 637	70 827	c	6 229 704	195 885
300 MILLIARDS et plus	14	253 354	3 120 827	31 677	c	11 533 891	123 073
Total (2)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 080**	**1 003 707**	**2 474 809**	**45 919 547**	**3 706 863**
Tranche de capital social							
< 1 MILLION DE F	1 750 928	5 377 859	4 896 173	222 120	342 717	4 775 309	188 696
1 à 1,9 M	55 689	1 015 792	1 078 391	35 021	101 334	907 091	71 119
2 à 4,9 M	33 724	924 366	1 086 665	39 451	137 609	915 394	99 627
5 à 9,9 M	14 206	657 491	814 412	33 865	120 716	861 409	94 000
10 à 19 M	8 939	690 884	1 019 065	45 775	164 494	1 324 029	118 887
20 à 49 M	6 628	824 095	1 326 525	81 695	258 354	1 792 246	199 508
50 à 99 M	2 845	694 398	1 030 589	71 665	212 386	1 707 627	193 665
100 à 199 M	1 902	547 630	1 027 700	106 525	188 433	2 985 306	257 765
200 à 499 M	1 409	872 295	1 228 218	100 149	273 102	5 109 145	426 205
500 à 999 M	547	244 124	593 673	57 538	144 181	4 504 917	374 631
1 à 1,9 MILLIARD	276	241 716	650 274	61 906	167 588	4 139 678	385 474
2 à 4,9 MILLIARDS	160	296 961	3 287 379	36 521	134 302	7 430 611	485 455
5 MILLIARDS et plus	78	1 006 047	1 173 016	111 475	229 592	9 466 785	811 831
Total (2)	**1 877 331**	**13 393 658**	**19 212 080**	**1 003 707**	**2 474 809**	**45 919 547**	**3 706 863**

(1) Entreprises soumises au régime réel (normal + simplifié) des bénéfices industriels et commerciaux à partir de 1998.
(2) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-12

Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux (1)

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de Francs

	Exportation	Total
COMPTE D'EXPLOITATION		
Produits		
Ventes de marchandises	600 531	6 040 496
Production vendue de biens	1 437 010	4 919 214
Production vendue de services	437 268	8 249 800
Chiffre d'affaires net	**2 474 809**	**19 209 510**
Production stockée		– 16 397
Production immobilisée		69 675
Subventions d'exploitation		87 501
Reprises et transferts de charges		882 815
Autres produits		618 944
Total des produits d'exploitation		**20 852 048**
Charges		
Achats de marchandises		4 759 857
Variations de stock (marchandises)		– 14 652
Achats de matières premières, autres approvisionnements		2 580 631
Variations de stock (mat. premières, autres)		8 798
Autres achats et charges externes		4 418 210
Impôts, taxes et versements assimilés		425 033
Salaires et traitements		2 061 660
Charges sociales		910 279
Immobilisations : dotation aux amortissements		634 685
Immobilisations : dotation aux provisions		28 766
Actif circulant : dotation aux provisions		135 787
Risques, charges : dotation aux provisions		1 048 631
Autres charges		556 021
Total des charges d'exploitation		**17 553 706**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		**3 298 342**
OPÉRATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		24 557
Perte supportée ou bénéfice transféré		19 209

	Total
COMPTE FINANCIER	
Produits	
Produits financiers de participations	433 525
Produits des autres valeurs	1 050 884
Autres intérêts et produits assimilés	1 072 246
Reprises de provisions, transferts de charges	187 607
Différences positives de change	462 486
Produits nets sur cessions de valeurs	110 211
Total des produits financiers	**3 316 959**
Charges	
Dotations : amortissements et provisions	255 145
Intérêts et charges assimilées	4 586 256
Différences négatives de change	893 829
Charges nettes sur cessions de valeurs	65 502
Total des charges financières	**5 800 732**
RÉSULTAT FINANCIER	**– 2 483 773**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**819 917**
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Produits	
Produits exceptionnels sur opération de gestion	165 859
Produits exceptionnels sur opération en capital	857 452
Reprises de provisions, transferts de charges	230 247
Total des produits exceptionnels	**1 253 558**
Charges	
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	184 707
Charges exceptionnelles sur opération en capital	698 154
Dotations aux amortissements, provisions	222 059
Total des charges exceptionnelles	**1 104 920**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**148 638**
Participation des salariés	28 819
Impôts sur les bénéfices	220 312
Total des produits	**25 447 122**
Total des charges	**24 727 698**
BÉNÉFICE OU PERTE	**719 424**

(1) Entreprises soumises au régime réel (normal + simplifié) des bénéfices industriels et commerciaux à partir de 1998.

TABLEAU G.02-13

Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux (1)

Année 1998

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

ACTIF	Montant brut	Amortissement provisoire
Capital souscrit non appelé	**13 123**	
IMMOBILISATIONS		
Fonds commercial	498 711	33 473
Autres incorporelles	418 171	226 496
Immobilisations corporelles	8 699 454	3 991 322
Immobilisations financières	24 165 284	1 033 969
TOTAL	**33 781 620**	**5 285 260**
ACTIF CIRCULANT		
STOCKS :		
Matières premières, approvisionnements et en cours	1 048 987	85 005
Stocks marchandises	689 458	42 417
Avances, acomptes sur commandes	98 682	447
Clients et comptes rattachés	2 946 286	139 596
Autres créances	4 482 830	61 646
Valeurs mobilières de placement	3 913 548	14 582
Disponibilités	3 396 902	930
COMPTE DE RÉGULARISATION		
Charges constatées d'avance	972 685	2 144
TOTAL	**17 549 378**	**346 767**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	148 642	
Primes de remboursement des obligations	15 011	
Écart de conversion actif	43 638	
TOTAL ACTIF BRUT	**51 551 412**	
TOTAL GÉNÉRAL (ACTIF NET)	**45 919 385**	

PASSIF	
CAPITAUX PROPRES	
Capital social (individuel)	3 636 007
Primes émission, fusion	1 891 752
Écarts de réévaluation	74 738
Réserves	2 060 202
Report à nouveau	– 372 590
Résultat de l'exercice	719 424
Subventions investissement	131 392
Provisions réglementées	199 047
TOTAL	**8 339 972**
Autres fonds propres	396 654
Provisions pour risques, charges	5 301 078
DETTES	
Emprunts, dettes assimilées	23 257 037
dont : concours bancaires courants, soldes créditeurs	3 123 014
Avances, acomptes sur commandes	475 249
Dettes fournisseurs	2 520 765
Autres dettes	4 323 860
COMPTE DE RÉGULARISATION	
Produits constatés d'avance	1 237 313
TOTAL	**31 814 224**
Écarts de conversion passif	**67 457**
TOTAL GÉNÉRAL	**45 919 385**

(1) Entreprises soumises au régime réel (normal + simplifié) des bénéfices industriels et commerciaux à partir de 1998.

TABLEAU G.02-14A

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1999

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Activités industrielles				
Industrie des viandes	B01	13 400	151 513	203 997
Industrie du lait	B02	1 160	61 692	151 211
Industrie des boissons	B03	1 713	45 311	104 859
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	1 343	34 092	89 505
Industries alimentaires diverses	B05	47 347	278 822	302 743
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	9 047	114 529	79 929
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	2 202	47 286	29 113
Édition, imprimerie, reproduction	C20	23 537	208 791	212 728
Industrie pharmaceutique	C31	604	95 391	205 870
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	1 139	53 604	100 485
Fabrication de meubles	C41	15 848	100 359	74 399
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	3 397	15 380	13 166
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	3 653	36 227	29 550
Fabrication d'appareils domestiques	C44	249	27 575	31 432
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	406	17 011	39 047
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	1 165	20 740	14 858
Construction automobile	D01	1 389	189 720	505 638
Fabrication d'équipements automobiles	D02	638	79 274	101 082
Construction navale	E11	1 645	18 680	20 747
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	62	14 813	15 605
Construction aéronautique et spatiale	E13	357	81 223	195 477
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	213	8 674	8 233
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	3 460	47 968	37 936
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	5 698	93 135	60 997
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	1 370	72 064	71 620
Fabrication de machines d'usage général	E24	4 971	99 319	97 089
Fabrication de machines agricoles	E25	4 392	25 997	32 919
Fabrication de machines-outils	E26	853	15 993	15 658
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	3 213	68 488	74 248
Fabrication d'armes et de munitions	E28	156	5 551	13 259
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	478	45 460	93 372
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	1 199	27 701	24 265
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	1 167	71 749	107 495
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	7 410	40 095	33 483
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	3 203	82 031	78 825
Extraction de minerais métalliques	F11	48	693	409
Autres industries extractives	F12	2 218	30 919	29 752
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	1 118	52 259	45 260
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	6 534	96 076	102 355
Filature et tissage	F21	1 693	57 904	55 825
Fabrication de produits textiles	F22	2 669	47 129	39 016
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	953	26 557	16 204
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	9 047	86 753	70 453
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	216	28 337	46 557
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	1 391	65 345	73 873
Industrie chimique minérale	F41	376	23 487	47 009
Industrie chimique organique	F42	461	52 790	149 743
Parachimie	F43	1 131	58 830	107 122
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	26	2 569	4 602
Industries du caoutchouc	F45	581	70 426	62 553
Transformation des matières plastiques	F46	4 278	148 012	136 153

NB. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14B

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1999

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en %		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Activités industrielles					
Industrie des viandes	B01	8	39	5	22
Industrie du lait	B02	16	67	17	62
Industrie des boissons	B03	21	68	23	59
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	19	52	18	40
Industries alimentaires diverses	B05	12	39	5	10
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	7	27	4	8
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	20	57	11	47
Édition, imprimerie, reproduction	C20	7	19	4	10
Industrie pharmaceutique	C31	12	75	14	73
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	21	79	22	75
Fabrication de meubles	C41	12	41	10	28
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	19	51	14	40
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	17	54	10	37
Fabrication d'appareils domestiques	C44	43	95	44	92
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	79	94	58	86
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	32	67	25	66
Construction automobile	D01	76	94	67	86
Fabrication d'équipements automobiles	D02	27	82	25	73
Construction navale	E11	55	72	36	67
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	80	97	72	97
Construction aéronautique et spatiale	E13	74	95	62	94
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	55	91	49	89
Fabrication d'élément en métal pour la construction	E21	7	22	5	17
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	16	38	10	23
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	19	64	17	59
Fabrication de machines d'usage général	E24	10	38	11	30
Fabrication de machines agricoles	E25	29	44	13	37
Fabrication de machines-outils	E26	19	63	16	61
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	23	46	10	28
Fabrication d'armes et de munitions	E28	85	97	71	96
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	79	97	69	91
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	32	71	23	63
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	50	86	45	80
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	29	54	13	32
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	20	55	16	41
Extraction de minerais métalliques	F11	74	99	62	100
Autres industries extractives	F12	13	39	14	36
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	33	82	32	76
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	15	48	9	37
Filature et tissage	F21	10	41	8	24
Fabrication de produits textiles	F22	11	45	9	34
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	31	63	27	57
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	9	16	4	4
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	22	85	20	87
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	16	51	11	44
Industrie chimique minérale	F41	37	79	36	85
Industrie chimique organique	F42	38	81	44	86
Parachimie	F43	20	65	15	61
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	66	102	50	100
Industries du caoutchouc	F45	53	85	50	83
Transformation des matières plastiques	F46	6	23	6	18

NB. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14A (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1999

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	302	65 973	120 830
Production de métaux non ferreux	F52	271	24 108	57 249
Fonderie	F53	492	36 156	24 576
Services industriels du travail des métaux	F54	14 077	190 950	123 699
Fabrication de produits métalliques	F55	4 280	103 268	83 920
Récupération	F56	3 070	22 892	28 817
Fabrication de matériel électrique	F61	2 683	140 201	140 319
Fabrication de composants électroniques	F62	1 026	49 335	58 446
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	41	11 631	3 430
Extraction d'hydrocarbures; services annexes	G12	64	2 739	5 926
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	16	11 540	31 523
Raffinage de pétrole	G15	108	18 450	236 025
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	1 467	164 388	289 127
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	230	32 983	57 284
Bâtiment	H01	251 000	966 236	577 652
Travaux publics	H02	17 852	224 773	179 101
Commerce et réparation automobile	J10	75 200	383 648	716 907
Commerce de gros, intermédiaires	J20	114 960	929 559	2 939 903
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	5 415	445 206	810 007
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	66 581	106 196	130 568
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	241 637	738 666	814 760
Transports ferroviaires	K01	26	175 876	c
Transport routier de voyageurs	K02	32 526	148 383	57 061
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	40 988	276 969	178 043
Transports par eau	K04	2 055	13 740	29 274
Transports aériens	K05	341	59 280	79 010
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	2 481	89 622	100 207
Agences de voyage	K08	3 509	35 412	62 848
Organisation du transport de fret	K09	2 874	110 589	129 944
Intermédiation financière	L01	12 576	407 433	3 015 867
Assurance	L02	694	135 054	751 901
Activités de poste et de courrier	N11	1 154	294 780	c
Télécommunications	N12	1 014	171 453	199 341
Activités informatiques	N21	19 704	223 754	172 788
Services professionnels	N22	34 339	203 502	186 249
Administration d'entreprises	N23	34 851	101 554	186 779
Publicité et études de marché	N24	15 851	108 730	130 140
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	25 000	195 740	173 284
Location sans opérateur	N31	18 065	60 462	96 731
Sélection et fourniture de personnel	N32	2 875	519 717	102 123
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	42 761	459 344	191 285
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	1 437	46 369	33 803
Recherche et développement	N40	1 278	23 887	23 338
Hôtels et restaurants	P10	174 535	580 945	278 153
Activités audiovisuelles	P21	6 875	64 984	96 770
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	20 400	95 254	93 235
Services personnels	P31	78 660	141 911	49 571

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-14B (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1999

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en %		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	49	90	44	87
Production de métaux non ferreux	F52	49	90	42	85
Fonderie	F53	19	74	18	67
Services industriels du travail des métaux	F54	5	9	4	4
Fabrication de produits métalliques	F55	13	32	6	21
Récupération	F56	8	33	4	19
Fabrication de matériel électrique	F61	27	67	22	58
Fabrication de composants électroniques	F62	44	76	27	64
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	89	97	98	98
Extraction d'hydrocarbure; services annexes	G12	93	101	90	100
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	93	99	86	100
Raffinage de pétrole	G15	72	97	61	94
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	88	92	91	94
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	61	92	61	90
Bâtiment	H01	5	5	4	4
Tavaux publics	H02	4	14	5	8
Commerce et réparation automobile	J10	10	15	5	5
Commerce de gros, intermédiaires	J20	4	6	ϵ	ϵ
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	31	52	29	49
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	5	8	7	10
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	5	12	5	10
Tansports ferrovières	K01	c	c	99	99
Transport routier de voyageurs	K02	22	30	33	41
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	3	3	1	1
Transports par eau	K04	42	81	40	84
Transports aériens	K05	84	94	88	95
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	31	60	20	47
Agences de voyage	K08	25	47	23	39
Organisation du transport de fret	K09	14	48	11	45
Intermédiation financière	L01	88	92	29	60
Assurance	L02	21	82	20	79
Activités de poste et de courrier	N11	c	c	98	98
Télécommunications	N12	82	92	89	93
Activités informatiques	N21	6	22	7	20
Services professionnels	N22	20	35	5	6
Administration d'entreprises	N23	26	49	7	17
Publicité et études de marché	N24	16	36	10	22
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	11	27	7	17
Location sans opérateur	N31	10	45	13	42
Sélection et fourniture de personnel	N32	57	68	63	75
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	5	12	7	14
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	10	53	14	60
Recherche et développement	N40	32	71	21	66
Hôtels et restaurants	P10	4	10	4	11
Activités audiovisuelles	P21	30	54	17	34
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	44	46	15	21
Services personnels	P31	10	10	5	5

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.

TABLEAU G.02-15A

Performances des entreprises : indices de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction

Séries CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 16 et 36	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Industries agricoles et alimentaires	**EB B0**	**105**	**109**	**113**	**117**	**119**	**120**
Industries des biens de consommation	**EC**	**107**	**111**	**115**	**121**	**126**	**132**
Habillement, cuir	C1	92	89	85	87	90	90
Édition, imprimerie, reproduction	C2	99	102	104	106	110	112
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	120	127	134	143	151	161
Industries des équipements du foyer	C4	103	109	114	124	127	134
Industrie automobile	**ED D0**	**108**	**109**	**113**	**121**	**134**	**143**
Industries des biens d'équipement	**EE**	**90**	**94**	**98**	**106**	**114**	**122**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	99	93	96	117	127	144
Industries des équipements mécaniques	E2	92	101	105	109	116	118
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	82	87	91	96	102	110
Industries des biens intermédiaires	**EF**	**99**	**107**	**104**	**112**	**116**	**118**
Industries des produits minéraux	F1	99	102	100	104	108	115
Industrie textile	F2	96	97	94	100	103	100
Industries du bois et du papier	F3	99	110	103	108	113	116
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	103	112	108	115	117	119
Métallurgie, et transformation des métaux	F5	92	102	98	106	112	111
Industries des composants électriques et électroniques	F6	107	117	120	138	145	153
Énergie	**EG**	**115**	**116**	**125**	**127**	**119**	**125**
Production de combustibles et de carburants	G1	93	94	103	110	97	108
Eau, gaz, électricité	G2	135	136	144	141	139	140
Construction	**EH H0**	**95**	**97**	**98**	**97**	**102**	**107**
Ensemble industrie	**EB à EG**	**103**	**107**	**110**	**116**	**120**	**125**
Ensemble industrie et construction (1)		**102**	**106**	•	•	•	•
Ensemble hors énergie et IAA (1)	**EC à EF**	**100**	**105**	**106**	**114**	**120**	**126**

(1) Par souci de cohérence avec les publications de l'indice de la production industrielle, une nouvelle série agrégée est publiée depuis novembre 1996 (BMS n° 11) sous la dénomination « Industrie hors énergie et IAA ». La série « Industrie manufacturière » est conservée mais prend la dénomination « Ensemble de l'industrie ». La série « Industrie et construction » n'est plus publiée depuis novembre 1996.

TABLEAU G.02-15B

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services

Indices de valeur CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 36	Champ NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Commerce et réparation automobile	**J1**	**50**	**112,1**	**120,5**	**117,0**	**128,2**	**139,5**
Commerce de véhicules automobiles		50.1Z	111,5	121,3	115,8	128,7	141,7
Entretien et réparation de véhicules automobiles		50.2Z	112,3	115,1	118,1	124,5	130,3
Commerce de gros d'équipements automobiles		50.3A	122,3	123,5	122,7	129,6	133,5
Commerce de détail d'équipements automobiles		50.3B	130,3	132,0	138,6	143,4	151,5
Commerce et réparation de motocycles		50.4Z	101,8	118,6	128,1	140,1	149,7
Commerce de détail de carburants		50.5Z	100,4	104,7	106,7	107,8	114,3
Commerce de gros (1)	**J2**	**51**	**107,1**	**108,7**	**113,9**	**119,2**	**125,7**
Commerce de gros de produits agricoles bruts		51.2	95,4	95,8	102,0	99,5	98,5
Commerce de gros de produits alimentaires		51.3	107,9	108,9	111,7	116,9	120,1
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires		51.4	114,4	115,0	119,8	128,6	138,8
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles		51.5	108,0	110,2	115,8	117,4	125,2
Commerce de gros d'équipement professionnel		51.6	105,6	108,7	115,7	127,9	137,8
Autres commerces de gros		51.7	117,3	128,6	148,5	152,6	161,7
Commerce de détail	**J3**	**52**	**111,7**	**115,0**	**119,7**	**125,1**	**131,9**
Commerce de détail à prédominance alimentaire, en magasin		*52.1 (A à F), 52.2*	116,4	119,8	125,9	130,9	138,4
En magasin non spécialisé		52.1 (A à F)	119,5	123,5	130,2	135,7	143,9
Commerce de détail d'alimentation générale en petite surface ou de produits surgelés		52.1 (A à C)	94,4	94,4	94,7	96,9	98,2
Grandes surfaces à prédominance alimentaire		52.1 (D à F)	122,0	126,3	133,6	139,5	148,3
dont : Supermarchés		52.1D	118,3	123,7	130,6	136,8	146,1
Hypermarchés		52.1F	126,1	130,1	138,1	144,0	152,4
Commerce de détail alimentaire, en magasin spécialisé		52.2	91,7	90,9	92,4	93,3	95,4
Bouchers, tripiers, volaillers		52.2C	85,7	84,2	85,3	84,0	84,8
autres produits		52.2 hors 52.2C	98,2	98,0	100,0	103,1	106,7
Commerce de détail non alimentaire en magasin		*52.1 (H,J), 52.3 à 52.5*	106,3	109,4	112,7	118,4	124,8
En magasin non spécialisé		52.1(H,J)	96,2	97,3	97,6	101,5	103,3
En magasin spécialisé		52.3 à 52.5	106,8	110,0	113,5	119,3	125,8
Produits pharmaceutiques, articles médicaux et d'orthopédie		52.3 (A,C)	124,5	126,9	128,9	136,0	142,5
Équipement de la personne		52.4 (C,E,F)	96,1	97,2	100,9	105,8	110,6
Équipement du foyer		52.4 (H,J,L)	97,9	100,7	102,2	109,0	115,3
Aménagement de l'habitat		52.4 (A,N,P,U)	115,0	120,3	124,7	130,4	137,9
Hygiène, culture, loisirs, sports		52.3E, 52.4(R,T,W)	120,0	124,2	130,7	138,7	148,3
Produits divers (y compris les biens d'occasion)		52.4 (V,Y,Z), 52.5	94,0	100,0	104,3	106,0	112,7
Commerce de détail hors magasin		*52.6*	110,0	113,8	116,1	120,9	124,8
Ventes par correspondance		52.6 (A,B)	119,7	121,3	123,4	129,2	134,7
Transports (2)	**EK**	**60 à 63**	**117,1**	**121,8**	**126,6**	**137,7**	**146,8**
dont : Transports terrestres de personnes hors transports ferroviaires		60.2 (A à G)	120,6	128,3	130,3	136,7	143,1
Transports terrestres de marchandises hors transports ferroviaires		60.2 (L à P)	115,2	120,3	125,6	135,3	142,4
Transports par eau		61.1 et 61.2	88,1	87,7	86,1	88,0	102,0
Transports aériens		62.1 à 62.3	114,7	117,2	123,7	132,0	148,4
Manutention et entreposage		63.1 (A à E)	136,9	144,4	146,1	148,2	158,7
Gestion d'infrastructures de transport		63.2 (A à E)	132,5	135,7	141,9	154,1	162,6
Agences de voyages		63.3	116,1	108,1	109,4	116,4	118,4
Organisation du transport de frêt		63.4	110,1	112,2	119,0	127,5	132,4
Activités immobilières	**EM**	**70**	**99,2**	**103,2**	**106,0**	**109,6**	**121,7**
Location de biens immobiliers		70.2	91,7	99,3	98,2	102,1	113,8
Autres activités immobilières		70.1 et 70.3	102,9	105,0	109,9	113,2	125,6
Promotion immobilière		70.1 (A à D)	92,7	97,6	106,7	110,3	119,8
Marchands de biens immobiliers		70.1F	127,4	124,8	121,6	126,9	140,4
Agences immobilières		70.3A	101,8	101,2	103,7	105,1	123,7
Administrations d'immeubles		70.3 (C à E)	127,8	130,1	129,8	135,7	142,4

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-15B (suite et fin)

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services (1)

Indices de valeur CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES 36	Champ NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Services aux entreprises (3)	**EN**	**71, 72, 74, 90**	**115,8**	**118,1**	**122,8**	**133,2**	**145,7**
Conseils et assistance		*72 et 74 (1 à 4)*	110,9	113,8	117,4	126,1	137,5
Activités informatiques		72	117,4	124,8	133,0	155,2	178,5
Services professionnels		74.1 (A, C, G)	115,0	121,6	126,6	132,7	141,8
Administrations d'entreprises		74.1J	114,6	109,9	113,7	117,3	126,7
Publicité et études de marchés		74.1E et 74.4 (A, B)	103,4	103,8	104,4	112,4	120,1
Conseils et assistance divers d'ordre technique		74.2 et 74.3	106,9	108,4	109,7	113,4	121,9
Services opérationnels		*71, 74 (5 à 8) et 90*	123,4	127,3	134,0	147,9	162,8
Location sans opérateur		71	127,1	133,1	135,3	146,1	162,9
Sélection et fourniture de personnel		74.5	124,0	121,6	140,0	176,3	199,8
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises		74.6 à 74.8	115,9	120,6	123,8	129,2	138,8
Assainissement, voirie et gestion de déchets		90	170,0	183,2	193,3	203,7	223,9
Services aux particuliers (4)	**EP**	**55, 93**	**100,0**	**98,8**	**101,1**	**106,3**	**110,7**
Hôtels et restaurants (5)		*55.1, 55.3 à 55.5*	99,0	97,6	100,1	106,0	111,0
dont : Hôtels de tourisme		55.1	93,5	92,9	97,1	105,0	109,4
Restauration		55.3	96,3	92,9	93,8	97,5	100,3
Cafés		55.4	103,3	101,3	105,4	110,7	118,5
Restauration collective		55.5A, 55.5C	129,8	137,9	138,7	149,2	164,0
Traiteurs, organisation de receptions		55.5D	103,8	107,0	111,6	118,0	127,0
Services personnels		*93*	105,4	105,0	106,8	107,8	108,9
dont : Blanchisserie, teinturerie		93.0A, 93.0B	107,4	112,7	117,1	118,3	127,8
Coiffure		93.0D	106,4	102,5	103,1	103,6	100,9
Soins de beauté et entretien corporel		93.0 (E, K, L)	102,9	102,8	105,0	110,5	116,4
Services funéraires		93.0 (G, H)	98,1	103,2	106,3	105,1	107,8

(1) Hors groupe 51.1, relatif aux intermédiaires de commerce.
(2) Hors transport par conduites 60.3Z.
(3) Hors Poste, recherche et développement.
(4) Hors activités récréatives, culturelles et sportives et hors services domestiques.
(5) Hors groupe 55.1D, 55.2 (autres moyens d'hébergement de courte durée).

TABLEAU G.02-16

Répartition sectorielle des groupes , « contour élargi » des groupes et « noyau dur »

Source : INSEE

Secteur	Codes de la NES	Le « contour élargi » des groupes					Le « noyau dur » des groupes						
		Nombre d'entreprises	Effectif salarié en milliers	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en milliers	Nombre de groupes implantés dans le secteur	Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur				Effectif salarié en milliers		
							Total	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
Année 1998													
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	755	31	580	29	304	**83**	1	67	15	12	13	3
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 078	304	1 670	282	643	**455**	–	374	81	–	213	69
Industries des biens de consommation	EC	2 746	401	2 342	385	1 054	**731**	2	557	172	6	252	127
Industrie automobile	ED	265	239	234	229	130	**73**	–	30	43	–	173	57
Industries des biens d'équipement	EE	2 304	523	1 942	506	949	**594**	5	386	203	75	250	181
Industries des biens intermédiaires	EF	5 744	911	4 822	878	1 930	**1 426**	4	1 004	418	16	558	304
Énergie	EG	461	237	367	233	79	**32**	3	22	7	164	61	8
Construction	EH	2 432	281	2 224	273	482	**302**	–	285	17	2	257	14
Commerce	EJ	11 126	1 010	9 744	973	3 578	**2 196**	2	1 734	460	4	752	216
Transports	EK	2 985	569	2 528	546	725	**369**	8	311	50	300	206	40
Activités financières	EL	6 419	546	5 598	540	2 012	**496**	8	353	135	53	434	53
Activités immobilières	EM	10 849	56	8 814	43	2 683	**435**	3	377	55	4	35	4
Services aux entreprises	EN	15 642	1 562	13 486	1 524	5 622	**1 144**	14	913	217	477	527	520
Services aux particuliers	EP	3 202	234	2 640	218	762	**459**	13	393	53	23	143	53
Éducation, santé, action sociale	EQ	709	58	625	55	283	**183**	–	181	2	–	54	1
Administration	ER	76	3	69	3	66	**11**	2	9	–	1	2	–
Activité non déclarée		253	–	215	–	126	**23**	–	6	17	–	–	–
Total (2)		**68 046**	**6 965**	**57 900**	**6 717**	**21 428**	**9 012**	**65**	**7 002**	**1 945**	**1 137**	**3 930**	**1 650**
Année 1997													
Agriculture, sylviculture, pêche (1)	EA	673	30	516	27	280	**84**	1	73	10	13	13	2
Industries agricoles et alimentaires	EB	2 016	301	1 578	277	608	**433**	–	361	72	2	206	70
Industries des biens de consommation	EC	2 663	392	2 245	374	1 009	**696**	1	546	149	6	246	122
Industrie automobile	ED	262	248	233	238	130	**72**	–	34	38	1	184	53
Industries des biens d'équipement	EE	2 225	508	1 857	490	928	**563**	7	373	183	109	200	181
Industries des biens intermédiaires	EF	5 583	901	4 672	868	1 843	**1 363**	4	966	393	23	560	286
Énergie	EG	446	240	357	236	82	**34**	3	23	8	168	59	9
Construction	EH	2 340	294	2 152	287	466	**284**	–	266	18	2	269	17
Commerce	EJ	10 616	960	9 239	921	3 411	**2 067**	4	1 632	431	5	722	194
Transports	EK	2 825	548	2 374	527	669	**342**	8	289	45	296	202	29
Activités financières	EL	6 112	535	5 313	528	1 870	**454**	11	329	114	91	405	32
Activités immobilières	EM	10 091	54	8 127	39	2 485	**375**	3	319	53	4	32	2
Services aux entreprises	EN	14 719	1 407	12 688	1 372	5 175	**1 013**	13	821	179	480	518	373
Services aux particuliers	EP	2 981	221	2 407	203	708	**423**	14	366	43	26	127	50
Éducation, santé, action sociale	EQ	604	54	531	50	246	**165**	–	162	3	1	48	2
Administration	ER	72	4	62	4	59	**5**	2	3	–	1	3	–
Activité non déclarée		267	–	223	–	130	**12**	–	2	10	–	–	–
Total (2)		**64 495**	**6 697**	**54 574**	**6 442**	**20 099**	**8 385**	**71**	**6 565**	**1 749**	**1 228**	**3 794**	**1 422**

(1) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête « Liaisons financières » et dans les fichiers BIC ne permet pas une interprétation économique des résultats dans ces secteurs.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-17

Importance des groupes en fonction de leur taille

Source : INSEE

	Nombre de groupes (1)	Effectif salarié (en milliers)	Ressources élargies (en milliards de francs) (2)	Capitaux propres et autres fonds propres (en milliards de francs)
Année 1998				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	7 490	878	1 677	1 285
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 118	1 071	1 795	1 431
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	317	1 203	2 252	1 787
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	87	3 565	7 806	7 986
Total (3)	**9 012**	**6 717**	**13 530**	**12 489**
Année 1997				
Micro-groupes : 0 à 499 salariés	6 897	827	1 503	1 035
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 080	1 043	1 635	939
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	313	1 187	2 220	2 337
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	85	3 385	6 556	6 990
Total (3)	**8 375**	**6 442**	**11 915**	**11 301**

(1) Sont comptabilisés les groupes français et étrangers dont les salariés travaillent effectivement en France.
(2) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.
(3) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-18

Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes

Source : INSEE

	Le « noyau dur » des groupes	Le « contour élargi » des groupes	Part du « noyau dur » dans le « contour élargi » en %
Année 1998			
Nombre d'entreprises	57 900	68 046	85
Effectif salarié : Nombre (en milliers)	6 717	6 966	96
Ressources élargies (1) : Valeur (en milliards de francs)	13 530	13 941	97
Capitaux propres et autres fonds propres : Valeur (en milliards de francs)	12 489	12 690	98
Immobilisations corporelles brutes : Valeur (en milliards de francs)	6 048	6 403	94
Année 1997			
Nombre d'entreprises	54 574	64 495	85
Effectif salarié : Nombre (en milliers)	6 442	6 697	96
Ressources élargies (1) : Valeur (en milliards de francs)	11 915	12 331	97
Capitaux propres et autres fonds propres : Valeur (en milliards de francs)	11 301	11 482	98
Immobilisations corporelles brutes : Valeur (en milliards de francs)	5 728	6 134	93

(1) Les ressources élargies représentent la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.

TABLEAU G.02-19

Répartition des entreprises artisanales de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2), par activité et forme juridique

Source : INSEE (SIRENE) (3) — *Unité :* Entreprise

Activité	Code NES 16	Personnes physiques			Personnes morales			Total
		dont Artisans Commerçants	*dont* Artisans	**Total**	*dont* SARL	*dont* SA	**Total**	
Situation au 1er janvier 1997								
Industries agricoles et alimentaires	EB	41 440	3 657	**45 544**	12 896	1 417	**15 065**	**60 609**
Industrie hors IAA	EC à EG	20 358	46 806	**67 664**	52 599	8 251	**61 995**	**129 659**
Construction	EH	30 389	176 703	**207 896**	68 342	3 546	**74 931**	**282 827**
Commerce	EJ	78 077	19 519	**99 797**	54 782	7 052	**63 346**	**163 143**
Transports	EK	5 129	23 946	**29 468**	3 048	220	**3 370**	**32 838**
Activités immobilières	EM	187	15	**255**	456	46	**525**	**780**
Services aux entreprises	EN	5 323	12 889	**18 887**	13 686	1 029	**14 977**	**33 864**
Autres services	EP à ER	48 691	27 630	**78 010**	24 681	835	**26 639**	**104 649**
Total		**229 594**	**311 165**	**547 521**	**230 490**	**22 396**	**260 848**	**808 369**
Situation au 1er janvier 1998								
Industries agricoles et alimentaires	EB	39 975	3 612	**44 065**	13 462	1 416	**15 604**	**59 669**
Industrie hors IAA	EC à EG	19 184	45 749	**65 409**	53 658	8 280	**63 000**	**128 409**
Construction	EH	27 893	173 868	**202 536**	71 976	3 537	**78 334**	**280 870**
Commerce	EJ	75 298	18 911	**96 489**	57 045	6 910	**65 337**	**161 826**
Transports	EK	5 072	23 734	**29 216**	3 185	218	**3 505**	**32 721**
Activités immobilières	EM	169	11	**235**	472	48	**546**	**781**
Services aux entreprises	EN	5 182	12 650	**18 482**	14 459	1 016	**15 719**	**34 201**
Autres services	EP à ER	48 162	27 754	**77 650**	26 196	843	**28 121**	**105 771**
Total		**220 935**	**306 289**	**534 082**	**240 453**	**22 268**	**270 166**	**804 248**
Situation au 1er janvier 1999								
Industries agricoles et alimentaires	EB	38 916	3 575	**43 013**	14 060	1 396	**16 137**	**59 150**
Industrie hors IAA	EC à EG	18 296	45 098	**63 892**	55 385	8 432	**64 871**	**128 763**
Construction	EH	25 861	172 763	**199 439**	76 597	3 617	**82 895**	**282 334**
Commerce	EJ	72 402	18 533	**93 411**	59 653	6 909	**67 896**	**161 307**
Transports	EK	4 942	23 584	**28 982**	3 404	241	**3 737**	**32 719**
Activités immobilières	EM	165	11	**232**	520	65	**609**	**841**
Services aux entreprises	EN	5 050	12 580	**18 294**	15 738	1 068	**17 056**	**35 350**
Autres services	EP à ER	47 654	28 206	**77 789**	27 913	816	**29 794**	**107 583**
Total		**213 286**	**304 350**	**525 052**	**253 270**	**22 544**	**282 995**	**808 047**
Situation au 1er janvier 2000								
Industries agricoles et alimentaires	EB	37 977	3 542	**42 044**	14 464	1 368	**16 484**	**58 528**
Industrie hors IAA	EC à EG	17 832	45 262	**63 636**	55 946	8 493	**65 419**	**129 055**
Construction	EH	24 700	176 309	**201 863**	80 609	3 638	**86 814**	**288 677**
Commerce	EJ	70 553	18 221	**91 328**	61 385	6 931	**69 569**	**160 897**
Transports	EK	4 941	23 527	**28 918**	3 549	257	**3 891**	**32 809**
Activités immobilières	EM	147	12	**210**	580	71	**677**	**887**
Services aux entreprises	EN	5 086	12 801	**18 542**	16 469	1 181	**17 909**	**36 451**
Autres services	EP à ER	47 430	28 958	**78 350**	29 214	843	**31 070**	**109 420**
Total		**208 666**	**308 632**	**524 891**	**262 216**	**22 782**	**291 833**	**816 724**

(1) Hors agriculture et activités financières.
(2) Voir dans la méthodologie la première rubrique « agents productifs et entreprises ».
(3) Données calculées à partir de la version 5 du répertoire SIRENE (mise en place au 1er janvier 1997).

Chapitre G.03

Le mouvement économique

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel. En personnes physiques.
2. Emploi intérieur total par branche et par secteur institutionnel. En équivalent temps plein.
3. Emploi intérieur salarié par branche en personnes physiques et en équivalent temps plein.
4. Durée annuelle effective du travail et volume d'heures travaillées par branche.
5. Productivité horaire apparente du travail en évolution, par rapport à l'année précédente.
6. Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Département des « Comptes nationaux de l'INSEE », Cellule « Rapport sur les comptes ».

1. MÉTHODOLOGIE

Toutes les données de ce chapitre sont issues des Comptes nationaux qui sont établis selon les concepts de la base 1995. Ces données complètent celles du chapitre G.01 et concernent essentiellement l'emploi intérieur, la durée du travail et la productivité horaire apparente du travail.

Des rappels méthodologiques sur la Comptabilité nationale figurent dans le chapitre G.01 ; ils ne sont pas repris dans ce chapitre.

2. DÉFINITIONS

La définition des principaux agrégats est donnée dans le chapitre G.01. Les définitions qui suivent constituent un complément.

Branche

Regroupement d'unités de production homogène. Les branches sont définies par référence à une nomenclature de produits (CPF). Une branche produit tous les biens ou services décrits dans un poste de la nomenclature, et rien que ceux-ci.

Durée effective du travail

Concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.

Emploi intérieur

Comprend toutes les personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, dans son activité principale quelle que soit la durée de son travail. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires (activité intérimaire, contrat à durée déterminée, CES, etc.).

Emploi équivalent temps plein

Nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

Population active occupée

La population active occupée comprend la population active ayant un emploi, les militaires du contingent (comptés avec les salariés) et les chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT).

Productivité horaire apparente du travail

Son indice met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Rapport sur les comptes de la Nation 1999 :

« L'Économie française, édition 2000-2001 », éditions Hachette, *« Le livre de poche », collection Références, INSEE,* juin 2000.

« Comptes et indicateurs économiques » , *INSEE-Résultats,* n°s 715-716, juillet 2000.

« ETC 2000-2001, Extraits et tableaux des comptes de la Nation 1999 », *INSEE-Résultats,* n° 712, août 2000.

Cédérom « Les comptes nationaux », édition 2000-2001.

*
* *

TABLEAU G.03-1

Emploi intérieur (1) total par branche et par secteur institutionnel

En personnes physiques

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Millier de personnes

	TES 16 (3) ou secteur	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998
Par branche								
Agriculture	EA	1 251,5	1 200,1	1 161,5	1 133,5	1 105,1	1 089,6	1 073,5
Industries agricoles et alimentaires	EB	605,3	592,2	587,8	573,5	592,6	578,6	583,2
Industries des biens de consommation	EC	887,1	847,2	820,7	807,0	778,7	759,9	749,9
Industrie automobile	ED	281,4	272,1	262,0	261,3	260,1	247,9	245,2
Industries des biens d'équipement	EE	843,6	786,6	757,3	768,8	766,5	750,8	755,0
Industries des biens intermédiaires	EF	1 560,8	1 479,9	1 433,2	1 437,9	1 417,3	1 399,0	1 409,2
Énergie	EG	248,5	245,6	241,7	241,3	239,3	233,8	224,8
Construction	EH	1 617,6	1 523,8	1 487,3	1 484,4	1 450,0	1 418,5	1 417,6
Commerce	EJ	3 073,8	3 018,8	3 007,5	3 059,2	3 089,9	3 138,6	3 185,3
Transports	EK	957,0	950,7	950,8	961,8	980,4	988,2	1 013,7
Activités financières	EL	783,6	771,9	769,7	770,6	762,3	756,7	753,1
Activités immobilières	EM	334,8	346,8	349,8	342,4	352,1	352,4	354,0
Services aux entreprises	EN	2 492,0	2 479,3	2 565,6	2 588,5	2 618,9	2 728,7	2 890,9
Services aux particuliers	EP	1 616,3	1 657,5	1 667,2	1 791,4	1 838,0	1 882,2	1 940,7
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 418,0	3 487,1	3 547,7	3 619,7	3 623,4	3 664,9	3 695,8
Administration	ER	2 829,2	2 861,0	2 899,6	2 847,9	2 877,6	2 875,9	2 876,1
Ensemble		**22 800,5**	**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 865,7**	**23 168,0**
Par secteur institutionnel								
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 705,8	11 516,1	11 557,3	11 736,9	11 832,9	12 005,6	12 255,6
Sociétés financières (SF)	S12	687,9	677,0	674,6	676,3	669,6	666,1	664,7
Institutions financières (IF)	S12A	504,1	496,7	494,9	496,0	487,2	479,2	476,3
Auxiliaires financiers et d'assurances	S124	40,2	38,7	38,4	38,3	38,8	43,0	44,6
Sociétés d'assurance et fonds de pension	S125	143,6	141,6	141,3	142,0	143,6	143,9	143,8
Administrations publiques (APU)	S13	5 453,4	5 532,2	5 603,8	5 581,9	5 620,4	5 622,8	5 636,5
Administration centrale (APUC)	S1311	2 676,6	2 700,9	2 715,5	2 706,9	2 691,7	2 675,4	2 686,0
État	S13111	2 436,1	2 456,4	2 465,5	2 457,5	2 438,5	2 421,8	2 432,1
Organismes divers d'administration centrale (ODAC)	S13112	240,5	244,5	250,0	249,4	253,2	253,6	253,9
Administrations locales (APUL)	S1313	1 578,1	1 615,8	1 658,9	1 644,1	1 695,4	1 717,4	1 717,6
Collectivités locales	S13131	1 380,2	1 406,2	1 444,6	1 432,1	1 475,5	1 501,7	1 501,7
Organismes divers d'administration locale (ODAL)	S13132	197,9	209,6	214,3	212,0	219,9	215,7	215,9
Administration de sécurité sociale (ASSO)	S1314	1 198,7	1 215,5	1 229,4	1 230,9	1 233,3	1 230,0	1 232,9
Régimes d'assurances sociales	S13141	261,6	259,2	260,7	252,1	242,9	241,0	242,2
Organismes dépendants des assurances sociales (ODASS)	S13142	937,1	956,3	968,7	978,8	990,4	989,0	990,7
Ménages (y compris EI)	S14	4 718,8	4 531,2	4 402,9	4 413,5	4 334,7	4 286,5	4 327,6
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	4 444,9	4 235,9	4 092,1	4 048,7	3 960,9	3 861,0	3 877,7
Ménages hors entrepreneurs individuels	S14B	273,9	295,3	310,8	364,8	373,8	425,5	449,9
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	234,6	264,1	270,8	280,6	294,6	284,7	283,6
Total des secteurs résidents	**S1**	**22 800,5**	**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 865,7**	**23 168,0**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés).
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.03-2

Emploi intérieur (1) total par branche et par secteur institutionnel

En équivalent temps plein

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unité : Millier de personnes, équivalent temps plein

	TES 16 (3) ou secteur	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998
Par branche								
Agriculture	EA	1 310,4	1 250,9	1 217,0	1 185,5	1 156,1	1 130,9	1 132,6
Industries agricoles et alimentaires	EB	581,4	568,5	561,1	546,4	561,4	549,6	554,3
Industries des biens de consommation	EC	876,1	834,9	806,9	792,7	761,8	745,6	735,1
Industrie automobile	ED	279,7	270,3	260,1	259,1	257,1	245,4	242,1
Industries des biens d'équipement	EE	835,8	778,2	747,7	756,6	752,4	738,1	743,4
Industries des biens intermédiaires	EF	1 542,9	1 461,0	1 412,0	1 415,8	1 393,4	1 374,7	1 385,5
Énergie	EG	246,0	243,1	238,8	237,9	236,1	232,0	223,0
Construction	EH	1 643,7	1 546,0	1 508,0	1 505,2	1 468,3	1 437,7	1 438,6
Commerce	EJ	2 870,3	2 799,9	2 781,8	2 824,1	2 839,7	2 890,3	2 934,5
Transports	EK	930,4	921,7	920,3	928,5	942,6	951,1	978,3
Activités financières	EL	751,8	736,3	733,6	734,4	724,7	719,6	713,9
Activités immobilières	EM	303,0	312,6	308,2	303,9	309,3	311,2	310,8
Services aux entreprises	EN	2 366,4	2 342,4	2 414,9	2 421,8	2 432,1	2 531,5	2 658,0
Services aux particuliers	EP	1 503,1	1 525,5	1 524,2	1 614,6	1 618,5	1 639,1	1 693,5
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 247,5	3 291,7	3 336,5	3 400,3	3 416,2	3 419,0	3 441,5
Administration	ER	2 698,9	2 728,9	2 765,7	2 713,3	2 726,5	2 734,8	2 741,9
Ensemble		**21 987,4**	**21 611,9**	**21 536,8**	**21 640,1**	**21 596,2**	**21 650,6**	**21 927,0**
Par secteur institutionnel								
Sociétés non financières (SNF)	S11	11 137,5	10 888,1	10 881,6	11 013,8	11 035,1	11 189,1	11 392,7
Sociétés financières (SF)	S12	661,9	648,3	645,5	646,8	639,0	635,3	631,7
Institutions financières (IF)	S12A	487,1	478,3	475,8	476,7	467,2	458,6	454,0
Auxiliaires financiers et d'assurances	S124	37,7	35,7	35,5	35,4	35,8	40,0	41,5
Sociétés d'assurance et fonds de pension	S125	137,1	134,3	134,2	134,7	136,0	136,7	136,2
Administrations publiques (APU)	S13	5 177,2	5 241,6	5 306,6	5 277,8	5 294,1	5 303,9	5 319,9
Administration centrale (APUC)	S1311	2 562,0	2 583,9	2 598,0	2 589,1	2 566,8	2 553,8	2 564,5
État	S13111	2 333,5	2 352,0	2 360,9	2 353,3	2 328,6	2 314,8	2 325,7
Organismes divers d'administration centrale (ODAC)	S13112	228,5	231,9	237,1	235,8	238,2	239,0	238,8
Administrations locales (APUL)	S1313	1 480,8	1 509,4	1 548,6	1 531,1	1 572,7	1 599,1	1 602,2
Collectivités locales	S13131	1 304,8	1 325,2	1 360,4	1 345,6	1 380,1	1 409,6	1 412,6
Organismes divers d'administration locale (ODAL)	S13132	176,0	184,2	188,2	185,5	192,6	189,5	189,6
Administration de sécurité sociale (ASSO)	S1314	1 134,4	1 148,3	1 160,0	1 157,6	1 154,6	1 151,0	1 153,2
Régimes d'assurances sociales	S13141	249,7	247,4	248,8	240,3	230,5	229,3	231,1
Organismes dépendants des assurances sociales (ODASS)	S13142	884,7	900,9	911,2	917,3	924,1	921,7	922,1
Ménages (y compris EI)	S14	4 807,5	4 605,3	4 471,0	4 462,1	4 384,3	4 281,7	4 343,7
Entrepreneurs individuels (EI)	S14A	4 455,5	4 236,4	4 094,2	4 047,6	3 951,0	3 847,7	3 880,6
Ménages hors entrepreneurs individuels	S14B	352,0	368,9	376,8	414,5	433,3	434,0	463,1
Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	S15	203,3	228,6	232,4	239,6	243,7	240,6	239,0
Total des secteurs résidents	**S1**	**21 987,4**	**21 611,9**	**21 536,8**	**21 640,1**	**21 596,2**	**21 650,6**	**21 927,0**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés).

(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).

(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.03-3

Emploi intérieur (1) salarié par branche en personnes physiques et en équivalent temps plein

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) — *Unité* : Millier de personnes

	TES 16 (3)	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Par branche, en personnes physiques								
Agriculture	EA	333,0	339,5	347,1	350,3	357,9	362,0	362,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	519,2	518,3	505,7	526,2	513,0	517,9	522,9
Industries des biens de consommation	EC	794,8	770,2	758,0	732,0	714,7	706,3	699,7
Industrie automobile	ED	271,0	261,0	260,3	259,1	246,9	244,2	243,8
Industries des biens d'équipement	EE	760,6	731,7	742,6	740,1	725,0	729,5	738,1
Industries des biens intermédiaires	EF	1 431,2	1 385,9	1 389,8	1 369,5	1 352,6	1 363,4	1 364,8
Énergie	EG	245,4	241,5	241,1	239,1	233,6	224,6	222,1
Construction	EH	1 245,7	1 217,2	1 210,2	1 174,3	1 143,4	1 142,0	1 157,8
Commerce	EJ	2 528,1	2 522,1	2 577,8	2 617,5	2 672,0	2 719,6	2 786,7
Transports	EK	881,4	881,8	890,7	907,9	915,9	940,7	978,3
Activités financières	EL	746,2	744,1	745,0	737,1	732,1	728,9	732,1
Activités immobilières	EM	312,2	318,6	312,6	321,4	322,1	324,2	326,8
Services aux entreprises	EN	2 294,8	2 379,0	2 404,6	2 433,9	2 537,0	2 690,4	2 808,4
Services aux particuliers	EP	1 328,9	1 338,1	1 470,2	1 520,7	1 560,7	1 614,2	1 688,6
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 234,0	3 292,4	3 363,4	3 368,0	3 411,0	3 443,5	3 521,5
Administration	ER	2 858,7	2 897,5	2 845,9	2 875,6	2 873,9	2 874,1	2 913,9
Ensemble		**19 785,2**	**19 838,9**	**20 065,0**	**20 172,7**	**20 311,8**	**20 625,5**	**21 067,6**
Par branche, en équivalent temps plein (4) (millier de personnes, équivalent temps plein)								
Agriculture	EA	312,9	318,3	324,0	330,2	337,0	339,3	339,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	499,8	496,3	482,9	499,3	488,6	493,5	497,7
Industries des biens de consommation	EC	775,8	750,1	737,6	709,3	695,0	686,4	680,1
Industrie automobile	ED	269,2	259,1	258,1	256,1	244,4	241,1	240,6
Industries des biens d'équipement	EE	752,9	722,8	731,2	726,8	713,1	718,7	727,0
Industries des biens intermédiaires	EF	1 413,3	1 365,7	1 368,6	1 346,4	1 329,2	1 340,6	1 341,8
Énergie	EG	242,9	238,6	237,7	235,9	231,8	222,8	220,5
Construction	EH	1 226,2	1 196,8	1 190,9	1 153,7	1 125,2	1 125,7	1 140,6
Commerce	EJ	2 324,7	2 313,6	2 359,7	2 384,0	2 439,5	2 485,9	2 543,8
Transports	EK	851,7	850,7	856,8	869,5	878,2	904,7	938,7
Activités financières	EL	711,9	709,4	710,2	700,9	696,4	691,1	693,8
Activités immobilières	EM	279,8	278,7	275,8	280,3	282,7	282,8	285,0
Services aux entreprises	EN	2 141,0	2 211,4	2 220,3	2 228,4	2 320,6	2 436,8	2 538,6
Services aux particuliers	EP	1 190,2	1 189,2	1 286,6	1 295,6	1 312,1	1 360,1	1 422,5
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 035,9	3 079,7	3 142,9	3 159,3	3 164,4	3 189,1	3 255,2
Administration	ER	2 726,8	2 763,8	2 711,5	2 724,7	2 733,0	2 740,1	2 776,5
Ensemble		**18 755,0**	**18 744,2**	**18 894,8**	**18 900,4**	**18 991,2**	**19 258,7**	**19 641,5**

(1) Emploi intérieur : ensemble des personnes physiques résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'une population évaluée en moyenne annuelle où chaque personne compte pour une unité, quelle que soit la durée de son travail, son type d'emploi (y compris précaire), civil ou militaire, salarié ou non (indépendants et aides familiaux non rémunérés).
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.
(4) L'emploi équivalent temps plein correspond au nombre total d'heures travaillées, divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps sur le territoire économique.

TABLEAU G.03-4

Durée annuelle effective (1) du travail et volume d'heures travaillées par branche

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

	TES 16 (3)	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998
Durée annuelle effective du travail (1) (exprimée en heures annuelles par salarié)								
Agriculture	EA	1 624,2	1 646,6	1 661,6	1 609,9	1 630,6	1 613,4	1 594,6
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 595,3	1 605,8	1 598,6	1 574,0	1 574,4	1 567,3	1 565,1
Industries des biens de consommation	EC	1 599,1	1 602,5	1 601,7	1 586,6	1 589,9	1 586,2	1 594,6
Industrie automobile	ED	1 618,4	1 590,9	1 607,1	1 617,5	1 615,6	1 613,8	1 625,3
Industries des biens d'équipement	EE	1 633,4	1 629,3	1 628,7	1 622,9	1 619,0	1 616,7	1 621,0
Industries des biens intermédiaires	EF	1 621,0	1 616,5	1 621,1	1 613,0	1 616,3	1 611,5	1 617,4
Énergie	EG	1 623,8	1 634,0	1 635,5	1 608,1	1 617,4	1 634,3	1 626,1
Construction	EH	1 668,2	1 670,5	1 671,7	1 654,5	1 651,6	1 649,0	1 660,8
Commerce	EJ	1 553,2	1 550,5	1 547,7	1 531,1	1 520,7	1 524,0	1 528,3
Transports	EK	1 634,9	1 636,8	1 641,7	1 612,1	1 613,2	1 616,8	1 616,6
Activités financières	EL	1 589,2	1 590,1	1 590,8	1 575,7	1 572,9	1 572,9	1 577,4
Activités immobilières	EM	1 480,1	1 487,2	1 455,3	1 452,4	1 438,3	1 442,6	1 446,0
Services aux entreprises	EN	1 563,2	1 562,6	1 556,5	1 528,4	1 508,0	1 516,0	1 492,8
Services aux particuliers	EP	1 353,7	1 337,0	1 323,3	1 307,3	1 265,9	1 251,3	1 257,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	1 315,5	1 318,1	1 318,7	1 298,8	1 294,5	1 297,1	1 288,9
Administration	ER	1 590,9	1 605,9	1 608,4	1 579,9	1 584,2	1 589,4	1 588,1
Ensemble		**1 535,2**	**1 534,0**	**1 531,7**	**1 509,5**	**1 501,9**	**1 501,2**	**1 498,4**
Volume d'heures travaillées annuelles (en millions d'heures)								
Agriculture	EA	2 843,0	2 710,7	2 614,4	2 468,1	2 402,3	2 364,8	2 349,0
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 016,4	1 001,2	990,3	955,3	988,4	959,0	966,1
Industries des biens de consommation	EC	1 461,8	1 398,5	1 354,8	1 319,9	1 276,8	1 242,9	1 232,3
Industrie automobile	ED	456,1	433,5	421,7	423,3	420,8	400,7	399,2
Industries des biens d'équipement	EE	1 392,1	1 295,1	1 247,3	1 262,2	1 255,8	1 228,8	1 238,7
Industries des biens intermédiaires	EF	2 556,7	2 417,7	2 349,1	2 346,8	2 318,6	2 282,3	2 307,2
Énergie	EG	403,7	401,4	395,5	388,0	387,1	382,2	365,7
Construction	EH	2 860,1	2 694,1	2 635,4	2 603,2	2 540,6	2 497,8	2 512,9
Commerce	EJ	5 050,0	4 946,0	4 918,1	4 944,0	4 969,3	5 048,1	5 139,2
Transports	EK	1 608,9	1 599,3	1 605,6	1 598,2	1 630,8	1 648,2	1 689,4
Activités financières	EL	1 260,1	1 241,2	1 238,4	1 228,6	1 213,3	1 204,6	1 202,2
Activités immobilières	EM	520,3	536,9	529,7	516,8	527,5	529,2	533,0
Services aux entreprises	EN	4 028,8	4 009,1	4 122,3	4 085,1	4 086,9	4 283,2	4 480,9
Services aux particuliers	EP	2 804,9	2 847,2	2 861,4	3 005,8	3 015,5	3 023,7	3 148,8
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 770,6	4 860,9	4 943,4	4 973,9	4 985,0	5 023,5	5 012,5
Administration	ER	4 501,5	4 594,8	4 663,9	4 499,8	4 559,2	4 571,3	4 567,7
Ensemble		**37 535,0**	**36 987,6**	**36 891,3**	**36 619,0**	**36 577,9**	**36 690,3**	**37 144,8**

(1) La durée du travail effective concerne le temps de travail effectué réellement par les salariés de l'entreprise et prend explicitement en compte les congés, le travail à temps partiel, le chômage dû aux intempéries, les arrêts maladie, maternité et accidents du travail. Elle ne comprend pas les heures supplémentaires.
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.03-5

Productivité horaire apparente du travail (1) en évolution, par rapport à l'année précédente

Évaluations en base 1995 (2)

Source : INSEE (Comptes de la Nation) %

	TES 16 (3)	1992	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998
Agriculture	EA	17,9	– 0,1	5,2	9,7	8,0	3,4	3,3
Industries agricoles et alimentaires	EB	– 2,2	4,8	–	4,0	– 5,0	1,7	– 0,7
Industries des biens de consommation	EC	– 0,8	– 2,3	5,8	11,1	0,4	6,2	– 1,3
Industrie automobile	ED	7,8	– 5,9	15,7	– 0,9	5,3	24,0	13,7
Industries des biens d'équipement	EE	5,1	– 0,6	13,6	9,4	– 2,0	8,7	2,1
Industries des biens intermédiaires	EF	5,6	2,1	8,1	2,7	3,0	6,5	– 0,3
Énergie	EG	3,7	– 0,7	– 0,2	9,5	4,4	– 5,6	6,1
Construction	EH	4,4	– 4,9	2,4	0,4	– 2,2	– 8,9	– 2,1
Commerce	EJ	– 0,9	3,1	2,7	2,2	– 4,0	2,4	6,7
Transports	EK	2,6	– 1,8	5,2	– 1,0	2,2	5,8	– 0,2
Activités financières	EL	0,8	0,4	3,0	– 5,2	0,6	– 2,1	– 3,5
Activités immobilières	EM	4,3	– 2,5	2,1	3,6	– 0,6	0,9	1,7
Services aux entreprises	EN	– 0,2	0,7	– 4,6	3,4	4,9	– 2,2	0,6
Services aux particuliers	EP	– 4,0	– 2,3	1,0	– 9,6	– 0,2	1,2	– 0,9
Éducation, santé, action sociale	EQ	0,7	2,4	– 0,9	1,6	– 0,1	1,1	2,7
Administration	ER	0,7	– 0,2	1,3	3,1	3,2	0,6	1,8
Ensemble		**2,3**	**0,6**	**2,0**	**2,5**	**1,2**	**1,7**	**1,8**

(1) L'indice de la productivité horaire apparente du travail se définit comme le rapport entre la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur).
(2) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995).
(3) La TES, issue de la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), est établie pour les besoins des comptables nationaux.

TABLEAU G.03-6

Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays

Source : OCDE (principaux indicateurs économiques - septembre 2000) %

	1980	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux d'intérêt à long terme (1)									
Allemagne	8,4	8,8	6,5	6,9	6,8	6,2	5,7	4,6	4,5
États-Unis	10,8	8,7	6,5	7,4	6,9	6,8	6,7	5,7	6,1
France	**13,8**	**10,4**	**7,0**	**7,5**	**7,7**	**6,5**	**5,7**	**4,8**	**4,9**
Italie	15,3	11,9	9,6	10,6	11,8	9,4	6,9	4,9	4,7
Japon	9,2	7,4	4,3	4,2	3,2	3,1	2,4	1,5	1,8
Royaume-Uni	13,8	11,1	7,9	8,0	8,2	7,8	7,0	5,5	5,1
Taux d'intérêt à court terme (2)									
Allemagne	9,5	8,5	7,3	5,4	4,5	3,3	3,3	3,5	///
États-Unis	11,4	7,5	3,0	4,6	5,9	5,4	5,6	5,5	5,3
France	**12,2**	**10,3**	**8,6**	**5,9**	**6,6**	**3,9**	**3,5**	**3,6**	///
Italie	17,1	12,2	10,2	8,5	10,5	8,8	6,9	5,0	///
Japon	10,9	7,7	3,0	2,2	1,2	0,6	0,6	0,7	0,3
Royaume-Uni	16,6	14,8	5,9	5,5	6,7	6,0	6,8	7,3	5,5
Zone EURO (3)	///	///	///	///	///	4,6	4,3 *r*	3,8	3,0

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Pour la France, il s'agit des obligations du secteur public et semi-public. Les durées de long terme sont variables selon les pays. Pour plus de précisions, se reporter aux définitions de l'OCDE, « Principaux indicateurs économiques ».
(2) Les taux d'intérêt à court terme se réfèrent généralement aux taux interbancaires à 3 mois ou aux taux des certificats de dépôts ou des bons du trésor à 3 mois.
(3) Avant janvier 1999, taux synthétique en fin de période pour la Zone-euro, calculé à partir des taux nationaux pondérés par le PIB ; à compter de cette date les données sont des moyennes de période.

H

Prix

Chapitre H.01

Indices de prix à la consommation

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Sources de documentation.

4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Variation des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation (en 304 postes).

1. Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H) des 15 pays de l'Union européenne.
2. Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages : analyse conjoncturelle.
3. Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages.
4. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier.
5. Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.
6. Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.
7. Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, l'inflation reprend légèrement : + 1,3 % en glissement annuel. Depuis quatre ans, la décélération était régulière : + 2,1 % en 1995, + 1,7 % en 1996, + 1,1 % en 1997 et + 0,3 % en 1998. Cette reprise s'explique notamment par le retournement, en début d'année, des prix des produits pétroliers : carburants, fioul domestique et gaz liquéfiés augmentent très fortement en 1999 (+ 20,5 %) après avoir chuté de 7,1 % en 1998. L'inflation sous-jacente, qui élimine notamment la composante énergétique de l'indice des prix, reste stable : + 0,7 % après + 0,8 % en 1998. Hors tabac, l'indice n'augmente que de 1,2 %. Le prix du tabac est relevé de 4,5 % en janvier.

Les prix des produits alimentaires augmentent de 1,1 % (+ 0,5 % en 1998). Hors boissons alcoolisées, la hausse n'est que de 0,9 % (+ 0,7 % en 1998). Les prix des produits frais diminuent de 0,3 % : ceux des légumes reculent de 1,7 % après la forte hausse (+ 6,2 %) de 1998, et ceux des fruits de 2,0 % (+ 0,4 % en 1998). Toutefois, avec les festivités liées au passage à l'an 2000, les poissons et crustacés frais deviennent plus chers en fin d'année : le glissement atteint + 6,0 % contre + 0,3 % en 1998.

Les prix des produits et services liés au logement augmentent de 0,7 % en 1999. La très forte hausse de prix du fioul domestique (+ 41,7 %) et, dans une moindre mesure, des gaz liquéfiés, n'est pas compensée totalement par les baisses des autres postes. Les prix de l'électricité et du gaz de ville baissent en janvier, la TVA sur les abonnements passant de 20,6 % à 5,5 %; puis en mai, la TVA sur les consommations passant de 20,6 % à 19,6 %. Les services d'entretien et de réparation courante du logement baissent fortement (- 7,4 %) grâce à la réduction du taux de TVA à compter de la mi-septembre. Les loyers progressent plus modérément que l'année précédente, + 1,4 % de décembre à décembre, après + 2,1 % en 1998, le secteur libre (1,2 %) augmente moins que les HLM (1,5 %).

L'ensemble ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison augmente de 0,3 % (+ 0,6 % en 1998). Les appareils ménagers, produits d'appel pour les grandes surfaces, font l'objet de fortes promotions. Depuis deux ans, ils baissent très régulièrement (-1,2 % en 1998, - 1,8 % en 1999). Le recul des prix des gros appareils ménagers (- 2,2 %) est particulièrement sensible, notamment pour les appareils de lavage (- 3,1 %). Comme en 1998, les prix de l'habillement et des chaussures restent stables.

Les prix des biens et services de santé augmentent à nouveau faiblement en 1999 : + 0,4 % après + 0,2 % en 1998. Les prix des produits pharmaceutiques reculent de 0,4 %. La hausse régulière des prix des médicaments non remboursables est compensée par une baisse des prix des médicaments remboursables. Cette baisse résulte de la décision gouvernementale de réduire, à partir d'octobre, les prix de cent dix produits pharmaceutiques jugés peu efficaces par l'Agence du médicament. Au contraire, la parapharmacie et les appareils et matériels thérapeutiques enregistrent une légère hausse de 0,7 %. Les prix des services des médecins augmentent de 1,3 %, en raison essentiellement de la revalorisation des actes de radiologie. Pour les dentistes, la hausse est de 0,8 %. Les services paramédicaux augmentent faiblement (+ 0,1 %). L'augmentation est de 1,1 % pour les services des auxiliaires médicaux (infirmières et kinésithérapeutes), de 0,6 % pour les transports sanitaires et de 3,3 % pour les cures thermales privées. Le prix des analyses de laboratoire diminue de 2,0 %.

La hausse des services de protection sociale (+ 1,9 %) résulte principalement de celle des maisons de retraites (+ 2,2 %), les crèches et assistantes maternelles augmentant pratiquement comme l'ensemble des prix (+ 1,2 %).

Conséquence de l'envolée des prix des produits pétroliers, les prix des biens et services liés aux transports augmentent fortement (+ 4,1 % contre - 0,9 % en 1998) contribuant pour + 0,7 % au glissement de l'ensemble des prix.

L'ensemble des services de transports augmentent de 1,1 %; les transports ferroviaires de 1,3 %. Les transports aériens de voyageurs restent stables (+ 0,4 %) malgré la forte hausse coutumière en été : + 10,9 % en juillet par rapport à juin. Les transports routiers et combinés (bus, RER, métro...) augmentent de 0,7 % et 1,6 %.

Les prix des automobiles neuves baissent de 1,2 % . À l'inverse, les prix de l'entretien et réparation augmentent (+ 1,4 %), la réparation particulièrement (+ 2,0 %). Les prix des pneumatiques (- 1,3 %) bénéficient de la forte baisse des cours du caoutchouc synthétique.

Pour leur part, les biens et services de loisirs et culture reculent : - 0,7 % après - 0,3 % en 1998. Les prix des équipements audiovisuels, photographiques et informatiques se replient à nouveau fortement à - 7,0 %. Les baisses les plus marquées concernent toujours les micro-ordinateurs (- 20,8 %). Baisse importante également (- 8,8 %) pour les équipements audiovisuels, notamment les magnétoscopes et les téléviseurs. Celle des équipements photo et cinéma et les instruments d'optique est de - 7,1 % malgré l'appréciation du yen.

Les prix des services récréatifs et culturels progressent de 1,7 %. Les places de cinéma augmentent de 2,3 %.

Les prix de la redevance et des abonnements télévision décélèrent, + 1,9 % après + 3,8 % en 1998.

Les prix augmentent de 0,8 % pour les autres biens et services : soins et effets personnels, protection sociale, assurances et services financiers notamment.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Indice des prix à la consommation (1) (Base :100 : année 1998)

L'indice base 100 en 1998, mis en service en février 1999, remplace l'indice des prix base 100 = année 1990 et constitue la 7ème génération d'IPC depuis 1914.

(1) Pour plus d'information voir le BMS de février 1999.

Les principales avancées de ce nouvel indice sont : l'élargissement et l'amélioration de la couverture sectorielle dans un champ redéfini, l'intégration des DOM, une nouvelle base « produits frais », l'adoption de nouvelles nomenclatures de production et de diffusion cohérentes avec les classifications internationales, de nouvelles pondérations des produits, une rénovation des indices et des nomenclatures d'analyse, l'adaptation des supports de diffusion ainsi que diverses améliorations méthodologiques.

2-1-1 Une couverture sectorielle élargie dans un champ redéfini :

Le champ de l'IPC base 1998 correspond à celui de la consommation finale effective marchande monétaire des ménages.

D'importantes extensions de couverture de la consommation des ménages ont été réalisées, dans le secteur des services esssentiellement : assurances (automobile et habitation), protection sociale (crèches, assistantes maternelles et maisons de retraite) et différents services liés à l'habitation (enlèvement des ordures ménagères, gardiennage, entretien des ascenseurs, employés de maison).

2-1-2 L'intégration des DOM :

Conformément au choix opéré dans la nouvelle base de Comptabilité Nationale, le champ de l'IPC est étendu aux DOM et cette extension porte sur 1,6 % de la consommation de référence.

2-1-3 Une nouvelle nomenclature de production et de diffusion :

L'IPC base 1998 intègre complètement la nouvelle nomenclature internationale des dépenses des consommateurs dite COICOP (Classification of individual consumption by purpose). L'indice global est établi en tenant compte de la décomposition définie par la COICOP au niveau des quatre premiers caractères. À ce niveau, la nomenclature nationale comprend 85 regroupements (ex : 01.1.2 viande) agrégés en 12 fonctions de consommation (ex : 01 produits alimentaires et boissons non alcoolisées) et 37 sous-fonctions (ex : 01.1 produits alimentaires).

Deux niveaux supplémentaires apportent plus de détail :

— le niveau 5 est nouveau; il comprend 159 groupes (ex : 01.1 produits alimentaires) et est retenu comme niveau de diffusion courant. Il est choisi en tenant compte de quatre contraintes principales : pertinence économique, représentativité suffisante du groupe, capacité à estimer correctement la pondération des groupes et précision suffisante de l'indice, mesurée par l'intervalle de confiance associé au glissement annuel (objectif : obtenir une précision n'excédant pas 1%).

— le niveau 6 comprend 303 postes (ex : 01.1.2.1.1 bœuf à rôtir) dont 204 postes sont identiques à l'ancienne nomenclature (base 100 en 1990). Les pondérations mises à jour chaque année sont explicitement calculées à ce niveau. Seules les publications de données en moyenne annuelle sont désormais effectuées pour les postes les plus pondérés.

2-1-4 De nouvelles pondérations des produits

De nouvelles pondérations de l'IPC sont établies. Elles s'appuient en premier lieu sur les nouvelles évaluations de la Comptabilité Nationale.

2-1-5 La rénovation des indices et des nomenclatures complémentaires :

La nouvelle base de l'IPC est sans effet immédiat sur la méthode de calcul de l'IPCH mais elle anticipe par ses extensions de couverture sur l'élargissement, à court terme, du champ de l'indice européen. D'autres indicateurs synthétiques sont par contre rénovés avec la base 1998 : l'indice des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé dit indice des ménages « modestes », l'inflation sous-jacente, l'indice d'ensemble CVS ainsi que la nomenclature conjoncturelle.

2-1-6 L'adaptation des supports de diffusion

Le calendrier de publication de l'indice corrigé des variations saisonnières, de l'indice sous-jacent et de l'IPCH est avancé à la parution de l'indice provisoire. Ces indices et évolutions sont donc révisables. Le numéro « *d'Informations rapides* » est modifié dans sa forme. De plus, les données sont diffusées dès leur apparition sur le site INTERNET de l'INSEE. L'indice ne fait plus l'objet de fourchette au provisoire.

2-1-7 Des améliorations méthodologiques variées

Plusieurs améliorations de méthode ont été apportées progressivement au calcul de l'indice au cours des dernières années. Les principaux progrès, portent sur les points suivants : collecte des informations, traitement des valeurs manquantes, traitement des remplacements de produits, traitement des rabais lors de la mise à jour de l'échantillon et calcul et pondérations des agrégats élémentaires.

2-1-8 Un indice « tous ménages »

L'indice des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé est celui qui (hors tabac) sert à l'indexation du SMIC. Il diffère de l'indice de l'ensemble des ménages par le jeu de pondérations, représentatif de la consommation des ménages concernés.

La pondération de cet indice a donc été revue en fonction des résultats de l'enquête Budget de Famille de 1995.

Par ailleurs, en cohérence avec la législation en vigueur et le choix opéré pour l'indice « tous ménages », le champ de l'indice des ménages « modestes » est étendu aux DOM. L'impact statistique de ce choix est minime.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 100 en 1998**

Type d'indice/population	Couverture en termes de produits	Usage
Ensemble des ménages. (France entière)	Y compris tabac. Hors tabac.	Économique. Indexation
Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé. (France entière)	Y compris tabac. Hors tabac.	Économique. Indexation
Indice des prix à la consommation harmonisés (IPCH)		Comparaisons internationales
Indices par DOM ensemble des ménages	Y compris tabac. Hors tabac.	Économique. Indexation
Indice d'ensemble des ménages (Métropole)	Y compris tabac. Hors tabac.	Économique. Indexation
Indice sous-jacent (Métropole)		Économique
Indice national CVS (Métropole et Dom)		Économique

Les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains ouvriers et employés sont données par grandes fonctions de consommation dans le tableau 2 . Les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé dépensent proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, davantage pour leur logement... et un peu moins pour la santé, les transports, les loisirs et la culture.

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Fonctions de consommation	Tous ménages		Ménages urbains ouvriers et employés	
	1998	1999	1998	1999
01. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	16,32	16,27	16,37	16,30
02. Boissons alcoolisées et tabac	3,85	3,80	5,01	4,95
dont tabac (022)	(1,99)	(1,95)	(3,30)	(3,24)
03. Habillement et chaussures	5,78	5,77	5,89	5,90
04. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	14,34	14,13	17,41	17,40
05. Ameublement, équipement ménager et entretien de la maison	6,49	6,57	5,44	5,42
06. Santé	9,05	9,07	7,30	7,31
07. Transports	15,99	16,03	15,90	15,84
08. Communications	2,00	2,02	1,97	2,00
09. Loisirs et culture	8,62	8,67	8,8	8,11
10. Éducation	0,27	0,27	0,24	0,24
11. Hôtellerie, cafés, restauration	7,74	7,73	7,03	7,03
dont restauration et cafés (111)	(6,34)	(6,29)	(6,15)	(6,10)
dont services d'hébergement (112)	(1,40)	(1,44)	(0,88	(0,93)
12. Autres biens et services	9,55	9,67	9,36	9,50
	100,00	100,00	100,00	100,00

● **Le traitement des prix des produits frais**

La base des produits frais : légumes, fruits, poissons et crustacés et par assimilation les fleurs et plantes, est réactualisée en termes de produits suivis et de pondérations (3 % des pondérations de l'IPC) du panier mensuel.

La nouvelle distribution des produits frais sur l'année apparaît plus étalée que la précédente avec le recours plus fréquent aux produits importés.

● **Mensualisation, prise en compte des soldes**

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon de 8 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induisait des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisaient pas l'évolution réelle des prix du mois. L'indice base 100 = 1998 comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.

Dans l'indice base 100 = 1980, la majeure partie des produits manufacturés et des services étaient observés trimestriellement, c'est-à-dire qu'un tiers de l'échantillon était enquêté par roulement chaque mois (ainsi chaque point de vente était visité une fois par trimestre). À partir de l'indice base 100 = 1990 publié en février 1993 une partie des relevés de l'habillement a été mensualisée. La mensualisation de l'ensemble des produits de l'indice s'est achevée en 1998. Ceci permet la prise en compte des soldes et promotions dans tous les secteurs et améliore aussi le suivi mensuel des prix.

● **Champ théorique de l'indice des prix à la consommation base 100 en 1998**

Dans le champ théorique de l'indice des prix à la consommation, le taux de couverture de la consommation marchande des ménages est désormais de 94,8 %.

Sont exclus du champ théorique de l'indice, les jeux de hasard et de l'assurance-vie, le secteur hospitalier privé et l'assurance santé privée et une partie de l'action sociale.

Le champ théorique de l'indice des prix est coordonné avec la mise en place de la nouvelle base 1995 des comptes nationaux. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions :

— exclusion de l'autoconsommation en biens et services et des loyers imputés qui représentent 10,5 % de la consommation effective des ménages;

— exclusion de la consommation non marchande qui représente 14 % du même agrégat.

Ce champ théorique comporte toutefois un défaut de couverture de 5,89 % de l'IPC réparti de la façon suivante :

Une partie des loyers effectifs	0,22 %
Services des hôpitaux	2,04 %
Jeux de hasard et d'argent	0,77 %
Une partie de l'action sociale	0,87 %
Assurance-vie	1,05 %
Assurance santé	0,74 %
Assurance vieillesse	0,01 %
Activités associatives	0,19 %
	5,89 %

● **Raccordements des séries (1998 = 100) avec les séries (1990 = 100) antérieurement publiées**

L'année 1998 est publiée dans les deux bases (1998 = 100) et (1990 = 100), ayant des contenus différents, afin de permettre ce raccordement. Compte tenu qu'il y a plusieurs méthodes de raccordement : deux solutions sont proposées aux utilisateurs.

La première méthode opère un raccord sur la moyenne annuelle. Elle est indiquée pour les séries annuelles.

La seconde consiste à raccorder les séries sur un mois quelconque de l'année commune de publication 1998.

En moyenne annuelle, prenons par exemple, la série de l'ensemble des ménages hors tabac (métropole et DOM). L'indice moyen annuel de 1998 (en base 1990) de l'ensemble des ménages hors tabac (code 9174) est égal à 114,8 et celui de 1998 (en base 1998) (code 4018), est égal par définition à 100. Le coefficient de raccordement en moyenne, est :

Indice moyen 1998 (base 1990) / Indice moyen 1998 (base 1998) = 114,8 / 100 = 1,148.

Des coefficients de raccordement entre indices (1990 = 100) et indices (1998 = 100) peuvent être calculés, soit sur l'année 1998, soit sur un mois quelconque de 1998, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

● **Indices spécifiques**

— **Indice des prix des spécialités pharmaceutiques**

L'élaboration des indices de prix des spécialités pharmaceutiques repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 7 000 produits (non remboursables et remboursables à 100 %, 65 % et 35 %).

Le raccord avec les séries publiées sur la base 100 en 1990 peut s'effectuer en prenant pour coefficient 0,991 pour les spécialités remboursables et 1,563 pour les spécialités non remboursables.

— **Indice des prix des automobiles neuves**

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis, à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire à probabilités inégales. L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

● Indices sous-jacents et CVS

Le contenu du champ de l'Indice Sous-Jacent (ISJ) et de ses trois composantes (« *Informations rapides* » du 27 juin 1996, n° 179) a été revu pour tenir compte des extensions de couverture et de l'évolution des contextes économiques et réglementaires. Les quatre indices calculés sont corrigés des variations saisonnières et les séries CVS sont révisées chaque année.

22. Les prix à la consommation dans l'Union européenne

L'indice des prix à la consommation harmonisé - IPCH - calculé depuis mars 1997 par les instituts nationaux de statistique sous la coordination d'Eurostat, a fait l'objet d'une publication : « *Informations rapides* » spéciale le 7 mars 1997 (n° 73) et d'une révision le 10 février 1998 (n° 44).

Son extension de couverture sectorielle porte principalement sur les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, des assurances et des services liés à l'habitation.

Compte tenu des différences institutionnelles entre pays, l'élargissement de la couverture de l'IPCH a conduit à retenir des concepts de prix et de consommation différents de ceux de l'IPC français.

La version définitive de la nomenclature par fonctions de consommation COICOP est adoptée. Les données détaillées sont établies au niveau des regroupements (4 chiffres), au nombre de 91.

Les données sont recalculées en nouvelle nomenclature depuis 1996, année de base de l'IPCH, sans modification de concept pour les années antérieures à 2000.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Chaque mois, le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE* publie :

- pour la France métropolitaine et les DOM sur l'ensemble des Ménages : la série d'ensemble, les principaux sous-groupes et les postes les plus intéressants;
- pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé France entière : les séries principales.

« Les prix des services publics modèrent l'inflation », *INSEE-Première,* n° 621, décembre 1998;

« Les prix des services privés aux ménages », *INSEE-Première*, n° 653, juin 1999;

« Entre 1990 et 1998 les prix à la consommation ont augmenté de 16 % », *INSEE-Première*, n° 673, septembre 1999;

« Automobile, carburants, réparations : 20 ans d'évolution de prix », *INSEE-Première*, n° 713, mai 2000;

« En 1999, la hausse des prix des produits pétroliers a contribué pour deux tiers à l'inflation », *INSEE-Première*, n° 716, mai 2000;

Note méthodologique concernant l'indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) et les rétropolations. *Bulletin mensuel de statistique,* février 1999,

« Pour comprendre l'indice des prix INSEE », *INSEE-Méthodes*, n°s 81-82, décembre 1998.

Annuaire rétrospectif de la France 1948-1988, INSEE, 1990.

« L'indice des prix à la consommation surestime-t'-il l'inflation ? », *Économie et Statistique*, n° 303, 1997.

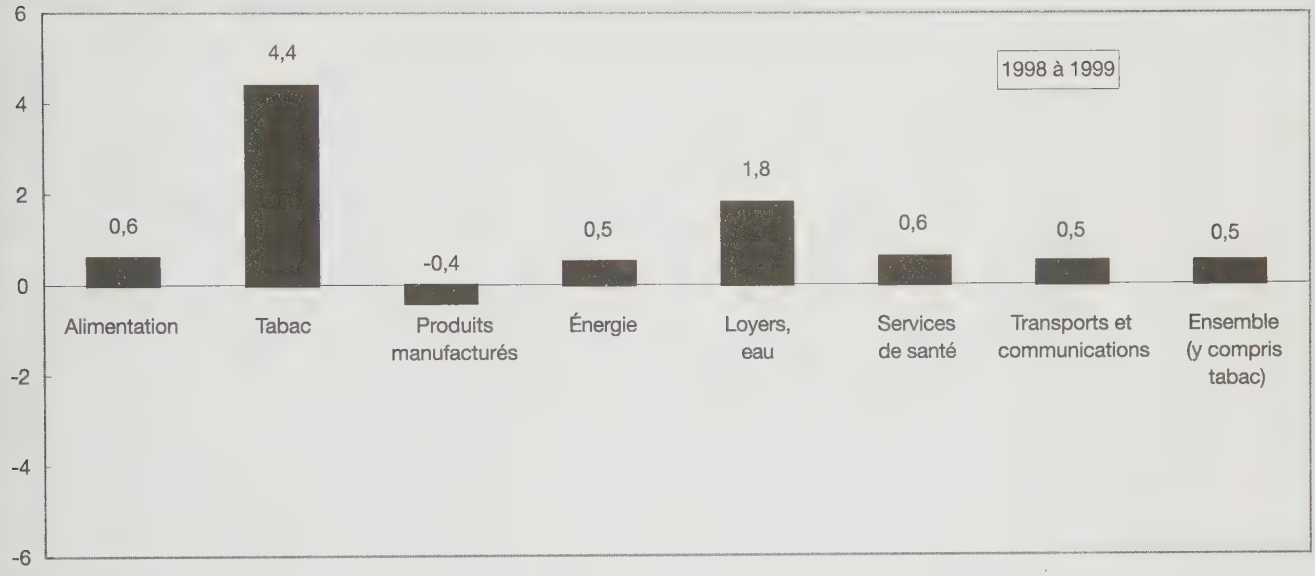
« Les indices de prix à utilité constante », *Économie et Statistique*, n° 335, 2000-5.

*
* *

GRAPHIQUE H.01

Variation des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation (en 304 postes)

Moyennes annuelles



Source : INSEE

TABLEAU H.01-1

Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (I.P.C.H) des 15 pays de l'Union européenne

Glissements annuels (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat

%

	1996	1997	1998	1999
Union européenne (à 15)	**2,1** *e*	**1,6** *e*	**1,0**	**1,7**
Allemagne	1,2	1,4	0,2	1,4
Autriche	2,3	1,0	0,5	1,7
Belgique	2,1	0,9	0,7	2,1
Danemark	2,2	1,6	1,1	3,1
Espagne	3,3	1,9	1,4	2,8
Finlande	1,7	1,6	0,8	2,2
France	**1,7**	**1,2**	**0,3**	**1,4**
Grèce	6,9	4,5	3,7	2,3
Irlande	2,4 *e*	1,0 *e*	2,2	3,9
Italie	2,9	1,8	1,7	2,1
Luxembourg	1,3	1,5	0,4	2,3
Pays-Bas	1,9	2,2	1,5	1,9
Portugal	2,9	2,1	2,8	1,7
Royaume-Uni	2,3	1,8	1,5	1,2
Suède	0,5	2,7	–	1,2

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU H.01-2

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages : analyse conjoncturelle

France entière

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Classification par fonctions de consommation	1998	1999	Pondération 1999
Ensemble	**100,0**	**100,5**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,5**	**9 805**
Ensemble hors énergie	**100,0**	**100,6**	**9 271**
Alimentation	100,0	100,6	1 812
Produits frais	100,0	99,6	234
Alimentation hors produits frais	100,0	100,8	1 578
Tabac	100,0	104,4	195
Produits manufacturés	100,0	99,6	3 067
Habillement et chaussures	100,0	100,1	551
Produits de santé	100,0	99,9	380
Autres produits manufacturés	100,0	99,4	2 136
Énergie	100,0	100,5	729
dont : Produits pétroliers	100,0	104,6	417
Services	100,0	101,1	4 197
Loyers, eau et enlèvement des ordures ménagères	100,0	101,8	790
Services de santé	100,0	100,6	510
Transports et communications	100,0	100,5	424
Autres services	100,0	101,0	2 473

(1) Les données sont exprimées pour la première fois en base 1998. Cette base comporte 304 postes de dépenses. La totalité de ces postes, leurs indices mensuels et les moyennes de l'année écoulée sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.

TABLEAU H.01-3

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

France entière

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Classification par fonctions de consommation	1998	1999	Pondération 1999
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**100,0**	**100,5**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	**100,0**	**100,5**	**9 805**
1. PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES	**100,0**	**100,4**	**1 627**
Produits alimentaires	**100,0**	**100,6**	**1 501**
Pains et céréales	100,0	101,1	232
dont : Pain	100,0	101,2	71
Viandes	100,0	99,4	477
dont : Bœuf à rôtir	100,0	101,6	70
Poissons et crustacés	100,0	103,9	122
dont : Poisson frais	100,0	101,5	34
Laits, fromages et œufs	100,0	100,7	233
dont : Laits	100,0	101,3	44
Yaourts	100,0	99,9	29
Œufs	100,0	99,8	18
Huiles et graisses	100,0	102,0	46
dont : Beurres	100,0	101,1	23
Légumes	100,0	101,6	152
dont : Légumes frais	100,0	101,7	102
Fruits	100,0	97,2	95
dont : Fruits frais	100,0	96,9	86
Sucre	100,0	101,2	9
Boissons non alcoolisées	**100,0**	**98,7**	**126**
dont : Eaux minérales et de source	100,0	98,9	33
Café, thé, cacao	100,0	96,4	51
2. BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC	**100,0**	**103,3**	**380**
Boissons alcoolisées	**100,0**	**102,1**	**185**
Alcools	100,0	99,8	55
Vins, cidres et champagne	100,0	103,8	107
Bières	100,0	100,2	23
Tabac	**100,0**	**104,4**	**195**
3. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**100,0**	**100,1**	**577**
Habillement	**100,0**	**100,2**	**448**
Vêtements de dessus pour hommes	100,0	100,0	55
Vêtements de dessus pour femmes	100,0	100,1	84
Vêtements de dessus pour enfants	100,0	99,2	27
Lingerie, bonneterie pour hommes	100,0	100,1	60
Lingerie, bonneterie pour femmes	100,0	100,5	98
Lingerie, bonneterie pour enfants	100,0	100,3	42
Autres articles vestimentaires et accessoires d'habillement	100,0	100,4	36
Chaussures y compris réparations	**100,0**	**99,9**	**129**
4. LOGEMENT, EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ ET AUTRES COMBUSTIBLES	**100,0**	**100,2**	**1 413**
Loyers d'habitation effectifs	**100,0**	**101,8**	**641**
dont : Loyers des résidences principales	100,0	101,8	616
Électricité, gaz et autres combustibles	**100,0**	**97,2**	**409**
Électricité	100,0	95,5	230
Gaz	100,0	94,7	102
dont : Gaz de ville	100,0	92,0	73
Fiouls domestiques	100,0	107,8	51
5. AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON	**100,0**	**100,5**	**657**
Meubles et articles d'ameublement	**100,0**	**100,5**	**181**
Articles de ménage en textiles	**100,0**	**100,5**	**68**
Gros appareils ménagers électriques ou non	**100,0**	**98,0**	**75**
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**100,0**	**101,1**	**61**

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite et fin)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

France entière

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Classification par fonctions de consommation	1998	1999	Pondération 1999
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	**100,0**	**100,3**	**34**
Articles de ménage non-durables	**100,0**	**101,1**	**83**
dont : Petits articles pour l'entretien du logement	100,0	100,7	42
Services domestiques et autres services pour l'habitation	**100,0**	**101,6**	**113**
6. SANTÉ	**100,0**	**100,3**	**907**
Produits pharmaceutiques	**100,0**	**99,8**	**330**
Parapharmacie	100,0	100,6	17
Appareils et matériels thérapeutiques	**100,0**	**100,9**	**50**
Médecine non hospitalière et services paramédicaux	**100,0**	**100,6**	**510**
dont : Services des médecins	100,0	100,6	270
Dentistes	100,0	99,7	94
7. TRANSPORT	**100,0**	**101,1**	**1 603**
Achats de véhicules	**100,0**	**99,2**	**419**
dont : Automobiles neuves et occasion	100,0	99,2	385
Utilisation de véhicules personnels	**100,0**	**102,0**	**950**
Pièces détachées et accessoires pour véhicules personnels	100,0	100,2	278
Carburants et lubrifiants	100,0	104,1	363
dont : Carburants	100,0	104,4	337
Entretien et réparation de véhicules personnels	100,0	101,7	215
Péages, parkings	100,0	102,0	62
Services de transport	**100,0**	**100,6**	**234**
dont : Transports ferroviaires de voyageurs	100,0	100,9	52
Transports routiers de voyageurs	100,0	101,1	76
Transports aériens de voyageurs	100,0	99,2	60
8. COMMUNICATIONS	**100,0**	**100,1**	**202**
dont : Services de télécommunications	100,0	100,3	174
Services postaux	100,0	100,1	23
9. LOISIRS ET CULTURE	**100,0**	**99,2**	**867**
Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	**100,0**	**92,9**	**187**
Téléviseur	100,0	91,4	32
Équipements photo et cinéma, instruments d'optique	100,0	92,2	13
Autres appareils électro-acoustiques	100,0	93,7	32
Disques, bandes et cassettes enregistrées	100,0	99,4	45
Presse, livres et papeterie	**100,0**	**101,3**	**163**
Voyages touristiques tout compris	**100,0**	**102,2**	**28**
10. ÉDUCATION	**100,0**	**101,6**	**27**
11. HÔTELLERIE, CAFÉS, RESTAURATION	**100,0**	**101,6**	**773**
Restauration et cafés	**100,0**	**101,4**	**491**
Cantines	**100,0**	**102,0**	**138**
Services d'hébergement	**100,0**	**102,1**	**144**
12. AUTRES BIENS ET SERVICES	**100,0**	**100,2**	**967**
Soins personnels	**100,0**	**101,4**	**300**
Coiffure	100,0	101,4	94
Appareils, autres articles et produits pour soins personnels	**100,0**	**101,5**	**193**
Effets personnels (n.d.a)	**100,0**	**98,8**	**128**
Horlogerie, bijouterie, joaillerie	100,0	97,3	67
Maroquinerie et articles de voyage	100,0	99,8	24
Services financiers	**100,0**	**100,2**	**98**
Autres services aux ménages	**100,0**	**97,5**	**141**
dont : Services funéraires	100,0	102,5	35

(1) Les données sont exprimées pour la première fois en base 1998. Cette base comporte 304 postes de dépenses. La totalité de ces postes, leurs indices mensuels et les moyennes de l'année écoulée sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.

TABLEAU H.01-4

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier

(304 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Groupe et sous-groupe	Ménages urbains (2)		
	1998	1999	Pondération 1999
Ensemble y compris tabac	**100,0**	**100,6**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,5**	**9 676**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisée	100,0	100,4	1 630
Produits alimentaires	100,0	100,6	1 496
Boissons non alcoolisées	100,0	98,9	134
Boissons alcoolisées, tabac	100,0	103,5	495
Boissons alcoolisées	100,0	101,7	171
Tabac	100,0	104,4	324
Articles d'habillement et chaussures	100,0	100,1	590
Articles d'habillement	100,0	100,2	447
Chaussures y compris réparations	100,0	99,9	143
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,0	100,4	1 740
Loyers d'habitation effectifs	100,0	101,8	966
Entretien et réparation courante du logement	100,0	99,5	162
Fourniture d'eau et autres services liés au logement	100,0	101,9	236
Électricité, gaz et autres combustibles	100,0	96,3	376
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	100,0	100,3	542
dont : Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol y compris réparation	100,0	100,5	179
Appareils ménagers	100,0	98,4	106
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	100,0	101,2	105
Santé	100,0	100,4	731
Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	100,0	100,0	256
Médecine non hospitalière et services paramédicaux	100,0	100,6	475
Transports	100,0	101,2	1 584
Achats de véhicules	100,0	99,2	394
Utilisation de véhicules personnels	100,0	102,2	951
Services de transport	100,0	100,7	239
Communications	100,0	100,1	200
Loisirs et culture	100,0	99,3	811
dont : Équipements audio-visuels, photographiques et informatiques	100,0	93,9	186
Autres articles et équipements de loisirs, fleurs et animaux d'agrément	100,0	99,6	199
Services récréatifs et culturels	100,0	101,6	267
Éducation	100,0	101,6	24
Hôtellerie, cafés, restauration	100,0	101,6	703
Restauration et cafés	100,0	101,5	610
Services d'hébergement	100,0	102,1	93
Autres biens et services	100,0	100,3	950
dont : Soins personnels	100,0	101,4	294
Protection sociale	100,0	101,9	224
Assurances	100,0	98,5	100

(1) Les données sont exprimées pour la première fois en base 1998. Cette base comporte 304 postes de dépenses. La totalité de ces postes, leurs indices mensuels et les moyennes de l'année écoulée sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique; la mise à jour annuelle (fonctions de consommation, regroupements, pondérations) paraît dans le numéro de février.
(2) Les séries des indices de prix à la consommation relatifs aux ménages parisiens ont été supprimées à partir de janvier 1998.

TABLEAU H.01-5

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Source : INSEE

Base 100 en 1998

Spécialités pharmaceutiques	1998 Décembre	1998 Moyenne annuelle	1999 Décembre	1999 Moyenne annuelle
Remboursables par la Sécurité sociale	99,8	100,0	99,1	99,5
Non remboursables par la Sécurité sociale	100,8	100,0	103,4	102,4

TABLEAU H.01-6

Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages (1)

(Moyennes annuelles)

Source : INSEE

Base 100 en 1998

	1998	1999	Pondération
Guadeloupe			
Alimentation (hors tabac)	100,0	99,6	2 811
Tabac	100,0	99,9	69
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	100,4	3 037
Énergie	100,0	100,3	822
Services	100,0	101,1	3 260
Alimentation (y compris tabac)	100,0	99,5	2 881
Produits manufacturés (y compris énergie)	100,0	100,4	3 860
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	100,0	100,3	2 280
Ensemble	**100,0**	**100,4**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,4**	**9 931**
Martinique			
Alimentation (hors tabac)	100,0	99,8	2 509
Tabac	100,0	100,0	28
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	100,0	2 846
Énergie	100,0	98,6	793
Services	100,0	101,5	3 823
Alimentation (y compris tabac)	100,0	99,8	2538
Produits manufacturés (y compris énergie)	100,0	99,7	3 639
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	100,0	99,9	2 210
Ensemble	**100,0**	**100,4**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,4**	**9 972**
Guyane			
Alimentation (hors tabac)	100,0	99,1	2 638
Tabac	100,0	100,8	88
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	99,5	2 489
Énergie	100,0	103,4	707
Services	100,0	100,9	4 078
Alimentation (y compris tabac)	100,0	99,2	2 726
Produits manufacturés (y compris énergie)	100,0	100,3	3 196
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	100,0	99,6	1 935
Ensemble	**100,0**	**100,2**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,2**	**9 912**
Réunion			
Alimentation (hors tabac)	100,0	99,1	2 553
Tabac	100,0	105,8	120
Produits manufacturés du secteur privé	100,0	101,4	3 192
Énergie	100,0	100,5	758
Services	100,0	101,7	3 377
Alimentation (y compris tabac)	100,0	99,4	2 673
Produits manufacturés (y compris énergie)	100,0	101,2	3 950
Produits manufacturés (hors habillement et chaussures)	100,0	101,2	2 592
Ensemble	**100,0**	**100,9**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**100,0**	**100,8**	**9 880**

(1) Les données sont exprimées, pour la première fois, en base 1998. La totalité des postes de dépenses, leurs indices mensuels et les moyennes de l'année écoulée sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-7

Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

Moyennes annuelles

Source : Services territoriaux de statistique

	1996	1997	1998	1999	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en décembre 1992					
Ensemble	**107,8**	**109,9**	**111,2**	**111,4**	**10 000**
dont : Alimentation	110,2	114,5	115,8	116,9	2 691
Produits manufacturés	104,5	105,0	105,7	105,1	470
Services	109,3	111,7	113,4	113,9	3 561
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988					
Ensemble	**111,2**	**112,7**	**114,2**	**115,1**	**10 000**
dont : Alimentation	112,8	115,5	116,5	116,5	629
Produits manufacturés	110,7	111,5	111,7	107,1	3 035
Services	113,3	114,9	119,2	123,6	3 128

Chapitre H.02

Prix à la consommation

1. Méthodologie.

2. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prix moyens de vente au détail en métropole.
2. Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros.
3. Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris.
4. Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier.
5. Tarifs des taxis à Paris.
6. Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Prix moyens en métropole

Les séries de prix moyen de vente au détail présentées dans le tableau 1 sont des moyennes annuelles de relevés effectués par les enquêteurs spécialisés de l'INSEE auprès d'un échantillon de points de vente couvrant le territoire de la métropole. Les prix moyens portent sur une partie des produits suivis pour établir l'indice des prix.

12. Tarifs publics

Les tarifs publics occupent une part relativement importante dans l'indice des prix, qu'ils concernent l'énergie (électricité, gaz,...), les services (péages, transports publics, poste, eau,...), la santé (médecins, transports sanitaires,...), etc.

Les tableaux 2 à 6 présentent les prix de tarifs publics parmi les plus répandus.

*
* *

TABLEAU H.02-1

Prix de vente au détail en métropole

En moyenne annuelle

Source : INSEE

Unité : Franc

Produits	Unités	1998	1999
Pains et céréales			
Pain baguette	kg	16,07	16,42
Pain parisien	»	12,20	12,34
Pâtes supérieures	500 g	4,85	4,81
Viandes			
Bœuf			
Filet	kg	159,07	161,80
Faux-filet	»	98,93	100,61
Rumsteck	»	96,76	98,98
Entrecôte	»	91,12	93,44
Bifteck dans la bavette	»	92,07	93,69
Côte avec os	»	81,82	83,47
Macreuse à braiser	»	48,03	48,85
Bifteck haché	»	61,04	61,27
Veau			
Escalope	»	107,48	108,90
Rôti noix, sous -noix ou noix pâtissière	»	97,94	100,00
Agneau			
Côtes découvertes	»	78,01	78,89
Gigot racourci	»	73,80	74,65
Porc			
Rôti dans le filet	»	50,19	47,63
Échine avec os	»	39,46	37,35
Jambon choix vendu sous plastique (de 2 à 6 tranches)	»	77,78	74,06
Volailles, lapins			
Poulet industriel sans label	»	15,90	15,64
Lapin entier	»	43,33	42,56
Triperie			
Foie de veau frais	»	130,12	137,47
Poissons			
Poissons frais (1)			
Baudroie (lotte) en tranche	kg	121,85	131,93
Cabillaud en tranche	»	71,12	77,52
Filet de cabillaud	»	74,56	78,13
Filet de merlan	»	77,39	80,60
Lieu noir en tranche	»	46,43	47,37
Limande	»	57,50	60,10
Merluchon ou colinot	»	70,49	67,92
Roussette	»	58,54	60,80
Saumon d'élevage	»	48,11	47,04
Sole	»	116,36	108,85
Thon rouge	»	77,31	79,90
Truite	»	41,21	41,37
Poissons en boîte et surgelés			
Cabillaud pané surgelé (200 à 500g)	400 g	22,45	25,40
Thon au naturel en boîte	160 g	8,91	9,26
Crustacés et mollusques frais (1)			
Coquilles Saint-Jacques entières	kg	43,54	46,12
Crevettes grises	»	92,25	99,01
Crevettes roses tropicales	»	109,05	108,90
Huîtres creuses calibre moyen	dz	29,41	29,75
Huîtres creuses gros calibre	dz	33,26	34,62
Langoustines crues	kg	103,66	102,27
Moules de bouchot	kg	18,93	19,45
Tourteaux	kg	40,44	43,13
Lait, fromages et œufs			
Lait pasteurisé entier	litre	5,81	5,93
Lait U.H.T. demi-écrémé	»	3,89	3,95
Yaourts nature	les 4	4,72	4,68
Yaourts aromatisés	les 8	7,78	7,74
Petits suisses nature 40% M.G.	180 g	3,64	3,64
Camembert pasteurisé 45% M.G. fabriqué en Normandie	250 g	9,81	9,91
Emmental français	kg	47,65	48,08
Fromage fondu pour tartine	170 g	7,85	7,74
Corps gras			
Huile d'olive vierge extra	litre	34,08	34,53
Huile de tournesol	»	10,48	10,84
Beurre extra-fin	250 g	8,81	8,89
Légumes			
Légumes frais (1)			
Artichauts	kg	13,98	14,70
Asperges	»	33,88	33,64
Carottes	»	5,91	6,27
Champignons de Paris	»	24,46	24,85
Concombre	»	11,12	10,41
Courgettes	»	11,98	11,20
Endives	»	12,35	14,81
Haricots verts	»	23,75	23,35
Oignons	»	9,84	8,47
Poireaux	»	10,18	10,57
Pommes de terre de conservation	»	6,17	6,44
Pommes de terre nouvelles	»	7,81	7,58
Tomates	»	13,71	13,47
Choux-fleur	kg	6,63	7,15
Salade	pièce	6,62	7,08
Légumes en conserve			
Champignons de Paris entiers en boîte	115 g	4,73	4,84
Haricots verts extra-fins en boîte	460 g	9,36	8,99
Fruits frais (1)			
Abricots	kg	21,94	15,25
Avocats	»	19,12	23,47
Bananes	»	10,49	9,90
Pêches, brugnons, nectarines	»	18,90	14,22
Cerises	»	37,23	25,18
Citrons	»	13,86	14,39
Clémentines	»	12,12	12,78
Fraises	»	34,69	35,17
Melons	»	13,78	13,97
Oranges	»	9,45	10,24
Pamplemouses roses	»	11,02	11,07
Poires	»	13,12	11,98
Pommes	»	11,12	11,08
Raisins	»	15,92	15,25
Kiwis	»	21,29	21,16
Produits alimentaires divers			
Sucre en morceaux	kg	8,10	8,19

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.02-1 (suite et fin)

Prix de vente au détail en métropole

En moyenne annuelle

Source : INSEE — *Unité :* Franc

Produits	Unités	1998	1999
Café moulu non décaféiné	250 g	9,02	8,63
Café moulu 100% arabica	»	15,85	14,33
Petit pot de légumes et viande pour bébé	200 g	5,10	5,34
Boissons			
Eau minérale non gazeuse (pack de 6)	pack	///	17,20
Vin rouge de table 11°	litre	7,77	7,99
Bière blonde de luxe (6x33 cl)	pack	16,64	16,66
Apéritifs anisés 45°	litre	94,22	94,38
Whisky	75 cl	81,91	80,94
Logement, chauffage, éclairage			
Distribution d'eau (abonnement inclus, T.TC)	120 m³	1 942,27	1 231,90
Assainissement d'eau (T.T.C.)	»	///	707,47
Gaz butane comprimé, sans consigne	13 kg	112,86	114,70
Fioul domestique (à domicile)	10³ l	1 958,84	2 103,60
Entretien de la maison			
Lessive en poudre non concentrée	5 kg	54,77	55,78 ■
Travaux de plomberie T.T.C	heure	204,59	203,59
Travaux d'électricité (heure de main-d'œuvre T.T.C)	heure	200,17	198,93
Utilisation de véhicules			
Pneumatique pour auto : tubeless 165/70 X 13.	pièce	411,34	408,65 ■
Mécanique automobile : main d'œuvre T.T.C.	heure	232,35	240,37
Carrosserie automobile : main d'œuvre T.T.C	»	241,27	248,59
Essence super au potassium	litre	///	6,60
Gazole	»	4,23	4,49
Essence super sans plomb : octane 98	litre	6,08	6,28
Biens et services de loisirs			
Cassette vidéo vierge V.H.S. standard 180 mn	pièce	34,18	33,29 ■
Film négatif couleur, format 24 x 36, 24 poses, sur papier	»	30,28	30,52
Premier tirage d'un film couleur 24 x 36, 24 poses, sur papier, format 10 x 15	»	79,03	79,20
Fleurs et plantes (1)			
Azalée	pot	72,66	71,01
Bégonia diamètre 25 cm environ	»	58,92	57,48
Cyclamens 6 à 8 fleurs	»	58,62	57,16
Oeillets	botte	3,14	3,01
Rose à l'unité	fleur	14,90	14,40
Roses en bouquet	»	4,67	4,57
Tulipes	botte	3,98	3,88
Soins et produits personnels			
Services de coiffure			
Shampooing et coupe mode pour homme	pièce	101,06	101,92
Shampooing supérieur, coloration tenace et brushing pour femme	»	207,96	212,39
Shampooing, coupe, brushing pour femme (1)	»	///	173,46
Restaurants, cafés, hôtels			
Tasse de café au comptoir	pièce	6,28	6,40
Bière blonde spéciale en salle	25 cl	15,83	15,98
Boisson cola en salle	pièce	///	14,29
Hôtel 2 étoiles	nuitée	283,09	293,30
Hôtel 1 étoile	nuitée	///	180,59

(1) Nouvelle base des produits frais depuis janvier 1998.

TABLEAU H.02-2

Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros (1)

Aux dates de changement de tarif

Source : Gaz de France — *Unité :* Franc par kWh

Tranche de consommation mensuelle (en kWh)	1997 1er mai	1997 3 novembre	1998 1er mai	1998 1er novembre	1999 1er janvier (2)	1999 1er mai	2000 1er avril (3)	2000 1er mai
Tarif « B0 » :								
Prix de l'énergie	0,2723	0,2806	0,2739	0,2671	0,2671	0,2540	0,2519	0,2678
Prime fixe annuelle (4)	219,40	225,47	220,12	214,76	187,87	178,76	178,76	187,87
Tarif « B1 » niveau 2 :								
Prix de l'énergie	0,1844	0,1899	0,1854	0,1808	0,1808	0,1720	0,1705	0,1822
Prime fixe annuelle (4)	796,83	819,55	801,31	782,21	684,27	649,71	649,71	680,73
Tarif « B2 » niveau 2 :								
Prix de l'énergie	0,1734	0,1786	0,1744	0,1702	0,1702	0,1620	0,1606	0,1713
Prime fixe annuelle (4)	1 127,51	1 157,62	1 130,55	1 102,91	964,82	916,84	916,84	972,27

(1) Taxes comprises.
(2) Baisse de la TVA qui passe de 20,6 % à 5,5 % pour la prime fixe annuelle.
(3) Baisse de la TVA qui passe de 20,6 % à 19,6 % pour la consommation.
(4) Y compris redevance et location-entretien de compteur.

TABLEAU H.02-3

Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris (Taxes comprises)

Aux dates de changement de tarif

Source : Électricité de France

Unités : Abonnements : en francs par mois
Énergie : en francs par kWh

	1997 20 avril	1998 1er mai	(1) 1999 1er janvier	1999 1er mai	(2) 2000 1er avril	2000 1er mai
ABONNEMENTS						
Option de base :						
3 KVA	14,33	14,33	12,54	12,51	12,50	12,50
6 KVA	36,43	36,43	31,87	31,79	31,77	31,77
9 KVA	73,72	73,83	64,58	63,85	63,82	62,82
12 KVA	107,76	106,35	93,03	91,67	91,63	90,17
15 KVA	141,80	138,87	121,48	119,50	119,43	117,53
18 KVA	175,84	171,39	149,93	147,32	147,24	144,88
Option « Heures creuses » :						
6 KVA	66,73	65,44	57,25	58,35	58,32	58,32
9 KVA	118,60	117,47	102,76	55,97	55,94	55,08
12 KVA	170,64	169,51	148,29	100,48	100,43	98,87
15 KVA	222,68	221,55	193,81	144,99	144,92	142,66
18 KVA	274,72	273,59	239,34	189,50	189,40	186,45
24 KVA	442,64	457,51	400,23	234,01	233,89	230,24
30 KVA	610,57	641,44	561,12	391,31	391,11	385,02
36 KVA	778,49	825,36	722,02	548,62	548,33	539,80
Option « Effacement jours de pointe » :						
12 KVA	68,35	68,35	59,79	59,65	59,62	59,62
15 KVA	68,35	68,35	59,79	59,65	59,62	59,62
18 KVA	68,35	68,35	59,79	59,65	59,62	59,62
36 KVA	272,76	272,76	238,61	238,05	237,93	237,93
ÉNERGIE						
Option de base (simple tarif) :						
3 KVA	0,87	0,86	0,86	0,83	0,82	0,81
Option « Heures creuses » (double tarif) :						
Heures pleines	0,73	0,71	0,71	0,68	0,68	0,67
Heures creuses	0,44	0,43	0,43	0,42	0,41	0,41
Option « Effacement jours de pointe » :						
Heures normales	0,49	0,49	0,49	0,49	0,48	0,48
Pointe mobile	3,93	3,93	3,93	3,87	3,84	3,84

(1) Baisse de la TVA, qui passe de 20,6 % à 5,5 % pour les abonnements.
(2) Baisse de la TVA qui passe de 20,6 % à 19,6 % pour la consommation.

TABLEAU H.02-4

Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier

Aux dates de changement de tarif

Source : La Poste — *Unité :* Franc

Nature du service	1er août 1995	18 mars 1996	1997	1998	1999	2000
Service postal						
Lettre missive :						
Jusqu'à 20 grammes :						
- courrier normal	2,40	2,70	2,70	2,70	2,70	2,70
- courrier urgent	2,80	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
De 500 g à 1 kg urgent	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00
Carte postale illustrée simple tarif normal (1)	2,40	2,70	2,70	2,70	2,70	2,70
Coliéco de 1 kg recommandé R1 (2)	32,00	34,50	34,50	34,50	35,00	35,00
Colissimo :						
Départemental :						
- jusqu'à 250 g	13,00	13,00	13,00	13,00	13,50	13,50
- jusqu'à 500 g	18,00	19,00	19,00	19,00	19,50	19,50
Extra-départemental :						
- jusqu'à 250 g	17,00	19,00	19,00	19,00	19,50	19,50
- jusqu'à 500 g	25,00	27,00	27,00	27,00	27,50	27,50
Droit de recommandation (en plus de la taxe d'affranchissement) :						
- lettre R1	16,00	15,50	15,50	15,50	15,50	15,50
- paquet R1	10,00	10,50	10,50	10,50	10,50	10,50
Lettre, carte postale, pour les pays de la CEE et Saint-Marin (service rapide)	2,80	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
	(3) 1995	(3) 1996	(3) 1997	(3)1998	(3) 1999	(3) 2000
Service financier						
Chèques postaux						
Droit annuel de tenue de compte	6,00	6,50	7,00	8,00	9,00	10,50
Dépôt d'espèces sur le compte d'un tiers (4) :						
- jusqu'à 1 000 F	14,00	16,00	18,00	19,00	20,00	21,00
- de 1 000 F à 10 000 F (5)	20,00	23,00	///	///	///	///
Cartes de paiement						
Carte bleue nationale à débit immédiat	100,00	105,00	110,00	115,00	120,00	131,19
Carte bleue internationale Visa à débit immédiat	155,00	160,00	165,00	175,00	180,00	183,67
Mandats						
Mandat-lettre jusqu'à 1 000 F (régime intérieur) [6]	22,00	26,00	30,00	32,00	33,00	34,00
Mandat-carte jusqu'à 1 000 F (régime intérieur)	28,00	32,00	34,00	35,00	36,00	37,00

(1) Quel que soit le nombre de mots.
(2) Uniquement extra-départemental.
(3) Date d'effet le 1er août.
(4) Remplace « Mandats ordinaires de versement sur un autre compte » figurant dans l'édition de 1993.
(5) À compter de 1997, taux variable selon les tranches.
(6) Au delà de 1 000 francs , taux variable selon les tranches.

TABLEAU H.02-5

Tarifs des taxis à Paris

Aux dates de changement de tarif

Source : Préfecture de Paris — *Unité :* Franc

	1994 7 février	1995 6 janvier	1996 6 janvier	1997 12 janvier	1998 22 janvier	1999 13 janvier	2000 20 janvier	2000 10 octobre
Jour :								
Prise en charge	12,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Le kilomètre	3,23	3,29	3,36	3,45	3,53	3,58	3,63	3,87
Nuit :								
Prise en charge	12,00	12,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
Le kilomètre	5,10	5,19	5,45	5,70	5,83	5,94	6,05	6,32

TABLEAU H.02-6

Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne

Aux dates de changement de tarif

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP) — *Unité :* Franc

	1995 1er août	1996 1er juillet	1997 1er août	1998 1er juillet	1999 1er juillet	2000 1er juillet
Métro et autobus (plein tarif)						
Tickets pour trajets simples :						
- à l'unité	7,50	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
- au carnet	4,40	4,70	4,80	5,20	5,50	5,80
Carte orange mensuelle	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(3)
Coupon valable dans les zones 1 et 2	345/230	365/243	383/255	407/271	407/279	285
Coupon valable dans les zones 1 à 3	507/311	547/334	573/350	589/362	589/370	378
Coupon valable dans les zones 1 à 4	713/414	743/432	767/447	777/456	777/465	475
Coupon valable dans les zones 1 à 5	907/511	927/524	961/544	975/555	975/565	577
Coupon valable dans les zones 1 à 6	987/551	1 063/592	1 107/617	1 123/629	1 123/636	649
Coupon valable dans les zones 1 à 7	1 133/624	1 209/665	1 259/693	1 279/707	1 279/714	728
Coupon valable dans les zones 1 à 8	1 269/692	1 361/741	1 413/770	1 435/785	1 435/792	805

(1) 1ère classe.
(2) 2ème classe.
(3) Depuis le 1er septembre 1999, la 1ère classe est supprimée sur le RER (et les trains de banlieue).

Chapitre H.03

Indices de prix de gros
Indices de prix de vente industriels
Indice du coût de la construction
Indice des prix des logements anciens

1. Méthodologie.

2. Sources de documentation.

3. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production.
2. Indices annuels des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens.
3. Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA).
4. Indices de prix de vente de l'industrie (hors taxes).
5. Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

6A. Indices trimestriels des prix des logements anciens à Paris.

6B. Indices trimestriels des prix des logements anciens en Province.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction des Statistiques d'entreprises et de la division « Logement » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

1.1 Indice des prix des produits agricoles à la production [IPPAP]
(base 100 en 1995)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 1995 prend la suite de l'indice base 100 en 1990. La méthodologie de l'indice par rapport à la base 100 en 1990 diffère par les changements de pondérations et par l'observation des prix de marché c'est-à-dire comprenant les taxes.

Cet indice permet de mesurer l'évolution des prix perçus par les agriculteurs en contrepartie des produits qu'ils livrent. C'est l'une des sources d'information sur les variations de prix utilisées dans la confection des comptes de l'agriculture. La méthodologie de l'IPPAP est harmonisée au plan européen par le groupe « Statistiques des prix agricoles » d'EUROSTAT.

1.1.1 Les sources d'information

L'indice est élaboré à partir de l'observation des prix de marché. Les prix sont en principe relevés au stade de la production. Les principales sources d'information utilisées sont :

— Le ministère de l'agriculture et de la pêche :

Services central des enquêtes et des études statistiques (SCEES)

Services des nouvelles des marchés (SNM);

— Les Offices :

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC);

Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL);

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS);

— Les comités interprofessionnels des régions viticoles.

1.1.2 Formule de calcul

L'IPPAP est un indice de Laspeyres. On constitue pour chaque poste un échantillon composé de séries représentatives selon certains critères (géographiques, qualitatifs...). L'indice mensuel d'un poste élémentaire est le quotient du prix moyen calculé chaque mois sur cet échantillon, avec celui de l'année de base. Le prix moyen de l'année de base est une moyenne arithmétique pondérée par les quantités produites. De même, l'indice d'un regroupement est la moyenne arithmétique des indices des postes et des regroupements qui en font partie, pondérés par la valeur des productions de l'année de base. Par exemple, le poste « œufs » est calculé à partir des séries départementales de prix. Il fait partie du regroupement « volailles, œufs et lapins » lui-même regroupé dans l'ensemble « produits animaux ».

1.1.3 Structure de l'indice

Les pondérations relatives aux produits livrés par les agriculteurs entrant dans le champ de l'indice sont recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 1995 établis par l'INSEE. Ces pondérations doivent être représentatives des productions des agriculteurs dans le cadre de leur activité. Elles ne changeront qu'avec une nouvelle année de référence. Les changements ont lieu tous les cinq ans.

1.2 Indice des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens
(base 100 en 1995)

L'indice des prix de gros alimentaires base 100 en 1995 fait suite à l'indice base 100 en 1962, après rénovation. Cet indice qui retrace l'évolution des prix des produits alimentaires au stade de gros est calculé à partir des relevés de prix réalisés chaque jour à Rungis par le service des nouvelles du marché du Ministère de l'agriculture (SNM). Il couvre cinq secteurs : fruits, légumes, produits de la marée, viande, œufs et produits laitiers.

L'indice doit retracer les évolutions de prix à travers les différentes mutations du marché, qu'il s'agisse de changements dans la structure des arrivages ou du calendrier.

Les indices des postes élémentaires sont calculés chaque mois, puis l'indice de chaque secteur et enfin l'indice général. Ils sont publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE.

Les indices moyens annuels des postes élémentaires sont obtenus par moyenne arithmétique des indices mensuels avec des pondérations variables du mois dans l'année sauf pour les produits laitiers où elles sont égales à 1 pour les douze mois. Ensuite, les indices annuels moyens de chaque secteur et l'indice annuel moyen général sont obtenus par moyenne arithmétique des indices moyens annuels des postes élémentaires avec pondérations variables selon les postes.

1.3 Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [IPAMPA]
(base 100 en 1995)

L'IPAMPA permet de suivre l'évolution des prix des biens et services utilisés par les exploitants dans le cadre de leur activité agricole. La méthodologie de l'indice base 1995 est identique à celle de la base 1990. Cependant, les pondérations pour les séries de produits entrant dans le champ de l'indice ont été recalculées à partir des comptes économiques de l'agriculture de 1995 établis par l'INSEE. Ces pondérations doivent être représentatives de la consommation réelle des agriculteurs dans le cadre de leur activité. Elles ne changeront qu'avec une nouvelle année de référence. La série relative aux animaux d'élevage et de rente a été supprimée. Cette suppression a été décidée au plan européen par le groupe « prix agricoles » d'EUROSTAT.

L'indice des prix base 1995 comme celui de la base 1990, est composé de 2 parties :

— l'indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA)

— l'indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).

L'indice est calculé à partir d'une enquête réalisée par le SCEES dans les domaines des engrais, des aliments pour animaux, des produits phytosanitaires, des semences, des dépenses vétérinaires et du petit matériel,

et à partir d'indicateurs divers pour les autres biens et services. L'enquête du SCEES relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente chaque mois.

Le champ de l'enquête correspond aux prix de vente des produits effectués vers le secteur agricole. S'agissant d'un indice destiné à mesurer l'évolution des coûts des intrants, il s'adresse pour l'essentiel aux professionnels de l'agriculture travaillant sur des exploitations agricoles.

1.4 Indice de prix de vente industriels
(base 100 en 1995)

La diffusion des indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises, base 1995, année de référence 1995, fait suite à celle des indices base 1990, référence 1990.

Les indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises mesurent l'évolution mensuelle des prix de transaction hors taxes à la première commercialisation des produits ou des prestations fabriqués en France (importés dans certains cas) sur le marché national. Des extensions sont en cours pour construire dans les années à venir des indices des prix sur les marchés à l'exportation dans l'industrie et un indice couvrant l'ensemble du champ des services aux entreprises. Ces indices existent au niveau international et font l'objet d'une harmonisation au niveau européen. La publication d'indices mensuels (ou trimestriels) à un niveau détaillé repose sur l'enquête « Observation des Prix de Vente de l'Industrie et des Services aux entreprises » (PVIS). Celle-ci concerne 4 200 entreprises participantes, 24 000 relevés de prix, 1 000 indices réservés aux entreprises participantes et 650 indices publics.

La préparation de l'enquête comporte trois phases : l'étude de la branche, la constitution de l'échantillon provisoire d'entreprises et la mise au point définitive de l'échantillon, en liaison avec les organisations professionnelles de la branche.

1.5 Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation
(base 100 : 4e trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux) mais aussi celle des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'œuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

1.6 Indices des prix des logements anciens
(base 100 : 2ème et 4ème trimestres 1994)

Ces indices sont calculés chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec la chambre des notaires de Paris et la société Perval-M.I.N (Marché immobilier des notaires) qui enregistre dans des bases les données collectées lors des transactions immobilières.

Le champ des indices comprend toutes les transactions de gré à gré (avec ou sans intermédiaire) portant sur un logement ancien (au sens fiscal du terme, c'est-à-dire construit depuis plus de 5 ans ou ayant fait l'objet d'une mutation) à usage d'habitation, en pleine propriété et libre d'occupation. L'indice « maisons » est restreint aux logements individuels, les indices « appartements » concernent les logements dans un immeuble collectif. Le prix retenu est le prix net vendeur, hors droits de mutation, frais de notaire et commission d'agence.

La méthodologie de ces indices repose sur des modèles expliquant le prix d'un logement en fonction de ses caractéristiques. À l'aide de ces modèles, on estime la valeur d'un parc de logements de référence aux prix de la période courante. Un indice est défini comme le rapport entre la valeur courante de ce parc et sa valeur à la période de base. La période de base (indice = 100) est le 2ème trimestre 1994 pour l'indice « Paris » et le 4ème trimestre 1994 pour les indices « Province ». L'indice « Paris » est semestriel glissant, c'est-à-dire qu'il est recalculé chaque trimestre à partir des transactions du dernier semestre, tandis que les indices « Province » sont annuels glissants.

L'ambition commune aux notaires et à l'INSEE est d'aboutir, à terme, à un indice global couvrant l'ensemble du marché métropolitain, tous types de logements confondus. Pour l'instant, 3 segments du marché sont couverts : les appartements à Paris, les appartements dans les agglomérations de province ayant plus de 10 000 habitants (avec 2 sous-indices pour les villes centres et pour les banlieues de ces agglomérations) et les maisons en province.

2. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE, direction des Statistiques d'entreprises.

Publications :

« Indices des prix de gros alimentaires, nouvelle base 100 en 1995 : méthodologie et rétrospective de 1995 à 1998 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 9, septembre 1999;

« Un nouvel indice des prix pour l'agriculture, l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 2, février 2000;

« Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) : présentation de la base 1995 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 6, juin 2000;

« Les indices de prix de vente industriels, référence 100 = 1995 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 7, juillet 2000;

« La mesure des mouvements des prix agricoles », *INSEE-Résultats,* n° 429, système productif, n° 92, novembre 1995;

« Les surprenantes variations des prix industriels de la viande », *INSEE-Première*, n° 615, novembre 1998;

« Les indices de prix de vente de l'industrie et des services aux entreprises (PVIS) » - Méthodologie, *INSEE* méthodes, n° 89, octobre 1999;

« L'IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) » - Méthodologie, *INSEE* méthodes, n° 94 janvier 2000;

« Les indices, Notaires-INSEE, des prix des logements anciens » - Méthodologie, *INSEE* méthodes, (à paraître).

*
* *

TABLEAU H.03-1

Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**100,0**	**99,8**	**99,8**	**99,4**	**96,4**
INDICE GÉNÉRAL SANS FRUITS ET LÉGUMES	**89 469**	**100,0**	**99,1**	**99,1**	**98,3**	**95,3**
• Produits végétaux sans fruits et légumes	**41 147**	**100,0**	**98,7**	**96,7**	**98,0**	**95,9**
Céréales	12 371	100,0	98,3	92,7	82,7	82,1
dont : Blé tendre	7 239	100,0	98,8	95,7	83,8	82,1
Maïs	3 072	100,0	98,6	85,6	80,4	82,4
Orge de mouture	1 253	100,0	97,9	94,9	85,9	87,6
Pommes de terre	2 093	100,0	74,2	69,9	89,2	94,9
Vins	15 920	100,0	100,4	100,3	110,8	108,9
Vins de consommation courante	2 246	100,0	98,9	96,1	100,3	108,9
Vins d'appellation	13 010	100,0	100,6	101,3	113,5	109,6
Produits de l'horticulture	4 200	100,0	99,6	99,5	97,5	96,8
Oléagineux	2 026	100,0	102,5	105,4	109,7	86,5
• Produits animaux	**48 322**	**100,0**	**99,4**	**101,2**	**98,6**	**94,9**
Bétail sur pieds	22 719	100,0	97,1	101,0	96,5	93,0
dont : Gros bovins	11 976	100,0	87,9	93,1	98,8	96,2
Veaux de boucherie	2 643	100,0	91,4	96,0	101,3	100,6
Porcins	6 288	100,0	114,7	114,9	86,6	80,8
Ovins	1 178	100,0	113,9	122,7	111,9	106,1
Lait	16 932	100,0	99,6	99,3	100,6	98,6
Volailles, œufs et lapins	8 671	100,0	105,0	105,6	100,5	92,4
Poulets	3 132	100,0	102,1	104,9	100,7	92,9
Dindes et dindons	1 811	100,0	102,2	106,0	102,3	92,0
Lapins	656	100,0	99,8	100,9	101,5	93,3
Œufs	1 575	100,0	120,6	114,7	100,7	92,8
• Fruits et légumes	**10 531**	**100,0**	**104,6**	**104,5**	**109,5**	**103,6**
Légumes	6 346	100,0	109,3	107,3	104,3	106,7
Fruits	4 185	100,0	97,4	100,3	117,5	98,8

(1) La méthodologie de ces indices est publiée dans le Bulletin mensuel de statistique de juin 2000.

TABLEAU H.03-2

Indices annuels (1) des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
INDICE GÉNÉRAL	**1 000**	**100,0**	**100,9**	**100,0**	**99,9**	**98,7**
Fruits	**207**	**100,0**	**93,6**	**95,2**	**100,3**	**95,5**
dont : Fraises	18	100,0	100,6	81,8	85,6	66,1
Pommes	23	100,0	115,3	94,4	107,6	101,9
Pêçhes	8	100,0	103,6	81,2	102,6	60,8
Fruits exotiques	103	100,0	91,0	95,9	96,9	100,7
Légumes	**159**	**100,0**	**104,0**	**96,2**	**97,5**	**97,9**
dont : Tomates	29	100,0	107,6	99,9	103,6	96,8
Salades	16	100,0	143,6	134,0	123,1	134,7
Melon	18	100,0	80,2	62,0	49,9	66,1
Pommes de terre	16	100,0	73,7	70,8	75,8	74,2
Marée	**116**	**100,0**	**100,0**	**106,2**	**111,9**	**115,4**
dont : Poissons	71	100,0	99,3	105,1	111,3	113,5
Crustacés	31	100,0	101,4	106,0	110,6	117,8
Coquillages	11	100,0	98,7	106,1	106,7	106,8
Viandes	**331**	**100,0**	**101,0**	**101,1**	**98,2**	**99,1**
dont : Bœuf	115	100,0	91,9	95,0	96,0	94,2
Veau	43	100,0	91,5	98,5	108,5	107,1
Agneau	35	100,0	117,5	126,4	117,1	125,1
Porc	63	100,0	108,5	110,3	86,4	85,8
Volaille	44	100,0	113,4	106,5	104,7	101,5
Œufs et produits laitiers	**187**	**100,0**	**106,5**	**106,2**	**104,0**	**101,3**
dont : Beurre	17	100,0	100,6	102,7	106,5	103,6
Œufs	31	100,0	133,9	131,5	111,9	99,1
Fromages	82	100,0	101,4	101,9	104,5	103,7

(1) Les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.03-3

Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**100,0**	**103,8**	**105,4**	**103,4**	**102,4**
1. Biens et services de consommation courante	**77 887**	**100,0**	**104,3**	**106,0**	**103,1**	**101,5**
Énergie et lubrifiants	**6 645**	**100,0**	**112,3**	**116,4**	**108,3**	**113,6**
Semences	**4 504**	**100,0**	**101,1**	**101,9**	**102,8**	**104,1**
Engrais et amendements	**9 515**	**100,0**	**104,6**	**102,7**	**101,8**	**99,3**
dont : Engrais simples azotés	3 357	100,0	107,0	100,0	93,2	85,0
Engrais binaires	1 819	100,0	102,7	103,7	107,4	107,3
Engrais binaires np	395	100,0	106,2	107,3	111,3	105,7
Engrais binaires pk	1 378	100,0	101,7	102,7	106,4	107,9
Engrais binaires nk	46	100,0	102,8	103,9	104,1	105,3
Engrais ternaires	2 759	100,0	104,5	104,7	105,6	106,3
Produits de protection des cultures	**8 193**	**100,0**	**101,4**	**102,2**	**102,1**	**102,1**
dont : Fongicides	2 967	100,0	100,8	101,3	100,5	99,9
Insecticides et acaricides	1 127	100,0	101,1	102,0	102,5	102,9
Herbicides	3 475	100,0	102,0	103,2	103,3	103,7
Aliments des animaux	**23 117**	**100,0**	**105,2**	**108,7**	**100,5**	**92,8**
dont : Aliments pour veaux	489	100,0	98,4	99,2	97,6	94,6
Aliments pour gros bovins	4 226	100,0	105,5	109,4	101,8	93,8
Aliments pour porcins	6 702	100,0	104,4	106,5	98,2	90,0
Aliments pour volailles	6 750	100,0	103,6	105,0	98,5	90,8
Matériel et petit outillage	**1 305**	**100,0**	**94,2**	**93,3**	**94,3**	**92,6**
Produits et services vétérinaires	**3 253**	**100,0**	**103,6**	**105,1**	**106,6**	**107,3**
2. Biens et services d'investissement	**22 113**	**100,0**	**101,9**	**103,5**	**104,5**	**105,6**
dont : Machines et biens d'équipement	15 655	100,0	102,2	103,4	104,6	105,5
dont : Machines et matériel de culture	3 600	100,0	102,4	103,9	105,2	105,9
Machines et matériel de récolte	3 914	100,0	102,2	103,4	104,8	106,8
Machines et installation à la ferme	2 018	100,0	102,0	103,0	104,9	105,9
Tracteurs	5 167	100,0	102,4	103,9	104,5	104,8

TABLEAU H.03-4

Indices de prix de vente de l'industrie (hors taxes)

Source : INSEE

Base 100 en 1995

Intitulé du produit	N° de NES	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
Ensemble de l'industrie (NES EB à EG)		**1 000**	///	///	///	///	**101,3**
Ensemble de l'industrie hors énergie et IAA (NES EC à EF)		**683**	///	///	///	///	**100,0**
Produits des industries agro-alimentaires	**EB**	**189**	**100,0**	**100,6**	**102,3**	**102,2**	**101,2**
Industries alimentaires	**15 00**	**187**	**100,0**	**100,6**	**102,2**	**102,1**	**101,0**
Viandes et produits à base de viande	15 10	46	100,0	102,2	106,7	101,9	98,9
Poissons et produits de la pêche préparés	15 20	3	100,0	100,8	103,8	112,5	117,3
Produits à base de fruits et légumes	15 30	8	100,0	99,2	97,5	99,4	101,7
Huiles, tourteaux et corps gras	15 40	3	100,0	101,3	103,0	111,2	101,8
Produits laitiers et glaces	15 50	40	100,0	100,0	100,5	101,4	100,9
Farine, céréales transformées et produits amylacés	15 60	6	100,0	98,0	96,9	95,2	92,8
Aliments pour animaux	15 70	17	100,0	102,1	103,4	98,3	93,5
Autres produits alimentaires	15 80	33	100,0	98,7	100,0	102,4	103,0
Boissons	15 90	31	100,0	100,8	101,3	104,7	105,4
Produits à base de tabac	**16 00**	**2**	**100,0**	**104,4**	**115,0**	**114,1**	**123,9**
Biens de consommation	**EC**	**174**	///	///	///	///	**99,8**
Cuirs, articles de voyage, chaussures	12	7	///	///	101,6	102,6	100,4
Savons parfums et produits d'entretien	32	20	100,0	100,8	100,3	100,8	102,2
Équipement du foyer	40	49	///	///	///	100,0	99,8
Fabrication de meubles	41	27	100,0	101,2	101,3	101,7	102,3
Bijoux, instruments de musique	42	4	///	///	///	///	101,5
Articles de sport, jeux et produits divers	43	8	///	///	///	///	100,0
Appareils domestiques	44	6	///	///	///	98,1	94,9
Appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	45	1	///	///	93,2	86,4	80,5
Produits de l'industrie automobile	**ED**	**81**	///	///	**98,0**	**96,4**	**95,0**
Produits de la construction automobile	01	57	///	///	97,9	96,3	95,1
Équipements pour automobiles	02	24	100,0	99,8	98,0	96,4	94,8
Biens d'équipement	**EE**	**141**	///	///	///	**100,1**	**100,0**
Industries des équipements mécaniques	20	98	///	///	100,4	101,0	101,1
Réservoirs, chaudières, produits de la chaudronnerie	22	28	///	///	100,6	101,4	101,3
Équipements mécaniques	23	14	100,0	101,3	101,9	101,9	101,8
Machines d'usage général	24	27	100,0	100,5	100,0	100,5	101,7
Machines agricoles	25	11	100,0	102,2	103,3	104,6	105,8
Machines outils	26	3	100,0	102,1	102,1	102,8	102,1
Moteurs génératrices et transformateurs électriques	32	7	100,0	103,1	104,8	105,5	107,0
Matériel médicochirurgical, d'orthopédie	34	6	///	///	100,2	98,5	97,0
Biens intermédiaires	**EF**	**287**	**100,0**	**97,3**	**96,7**	**95,8**	**94,5**
Produits minéraux	10	42	100,0	100,4	100,3	101,2	102,4
Produits divers des industries extractives	12	9	100,0	101,5	101,9	103,2	104,9
Verre et articles en verre	13	8	100,0	99,3	97,0	96,1	94,9
Produits céramiques et matériaux de construction	14	25	100,0	100,4	100,7	102,1	104,0
Produits de l'industrie textile	20	21	100,0	99,0	100,1	97,7	96,4
Produits filés, tissés ou ennoblis	21	9	100,0	97,3	101,4	97,0	93,0
Étoffes et articles à maille	23	3	100,0	100,1	101,0	101,6	102,2
Produits en bois, papier ou carton	30	46	100,0	95,4	93,3	94,3	93,7
Produits du travail du bois	31	18	100,0	99,3	99,1	99,7	100,1
Pâte à papier, papiers et carton	32	9	100,0	86,3	83,4	86,2	84,3
Articles en papier ou en carton	33	19	100,0	96,2	92,4	93,1	92,2
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	40	73	100,0	97,2	97,0	94,7	92,5
Produits de la chimie minérale	41	9	100,0	101,8	97,4	97,5	92,6
Produits de la chimie organique	42	12	100,0	86,3	92,6	84,3	80,8
Produits de la parachimie	43	13	100,0	100,7	100,2	99,7	99,8
Fibres artificielles ou synthétiques	44	1	///	///	///	100,0	96,1
Produit en caoutchouc	45	8	100,0	99,9	97,2	93,4	91,2
Produits en matières plastiques	46	29	100,0	98,0	97,2	96,2	94,6
Métaux ou produits métallurgiques	50	79	100,0	96,1	95,8	95,2	93,2
Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier	51	19	100,0	93,4	91,0	92,8	86,0
Métaux non ferreux	52	7	100,0	92,5	100,0	93,9	91,3
Pièces de fonderie	53	9	100,0	99,5	99,4	98,4	96,6
Produits métalliques	55	19	///	///	///	///	100,1
Composants électriques et électroniques	60	26	100,0	98,0	95,9	93,0	90,9
Matériel électrique	61	23	100,0	99,2	98,1	95,4	93,7
Composants électroniques	62	3	100,0	88,6	79,3	74,6	69,5

TABLEAU H.03-4 (suite et fin)

Indices de prix de vente de l'industrie (hors taxes)

Source : INSEE — Base 100 en 1995

Intitulé du produit	N° de NES	Pondération	1995	1996	1997	1998	1999
Produits énergétiques tous usages	**EG**	**128**	**100,0**	**106,3**	**108,2**	**99,7**	**104,2**
Combustibles et carburants	10	35	100,0	122,0	130,4	103,8	124,9
Eau, gaz, électricité	20	93	100,0	100,3	99,6	98,2	96,3
Électricité, gaz, chaleur	21	82	100,0	99,6	98,4	96,4	94,0
Eau potable distribuée à usage non domestique (hors assainissement)	22	6	100,0	103,8	107,0	107,9	109,4

TABLEAU H.03-5

Indice trimestriel du coût de la construction (1) des immeubles à usage d'habitation

Source : INSEE — Base 100 : 4ème trimestre 1953

	1995	1996	1997	1998	1999
1er trimestre	1 011	1 038	1 047	1 058	1 071
2ème trimestre	1 023	1 029	1 060	1 058	1 074
3ème trimestre	1 024	1 030	1 067	1 057	1 080
4ème trimestre	1 013	1 046	1 068	1 074	1 065
Moyenne annuelle	**1 017,8**	**1 035,8**	**1 060,5**	**1 062,7**	**1 072,5**

(1) Des évolutions annuelles des prix de la construction selon la situation géographique et le type d'habitat sont publiées dans le bulletin mensuel de statistique n° 6 de juin 1998 page 147.

TABLEAU H.03-6A

Indices trimestriels des prix des logements anciens à Paris

Sources : Chambre des notaires de Paris et INSEE — Base 100 = 2ème trimestre 1994

Paris - Appartements

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
1er trimestre	...	124,4	116,4	104,0	100,2	96,8	88,3	83,3	82,0	86,6	97,5
2ème trimestre	116,4	125,5	111,2	101,6	100,0	95,1	86,4	82,3	82,6	89,1	///
3ème trimestre	122,7	124,9	109,3	101,1	100,7	93,5	85,8	83,2	84,0	92,0	///
4ème trimestre	124,9	122,0	107,5	101,0	99,5	91,5	85,0	82,9	85,0	94,7	///

TABLEAU H.03-6B

Indices trimestriels des prix des logements anciens en Province

Sources : Société Perval - M.I.N (Marché Immobilier des Notaires) et INSEE

Base 100 = 4ème trimestre 1994

	Maisons	Appartements (1)		
		Villes-centres	Banlieues	Ensemble
1995				
1er trimestre	100,4	99,4	99,7	99,5
2ème trimestre	100,6	99,0	99,4	99,1
3ème trimestre	101,4	98,5	99,1	98,6
4ème trimestre	102,1	98,0	99,1	98,3
1996				
1er trimestre	102,5	98,0	99,1	98,3
2ème trimestre	103,9	97,8	99,0	98,1
3ème trimestre	105,3	97,8	99,3	98,2
4ème trimestre	107,2	98,1	99,6	98,5
1997				
1er trimestre	107,8	97,9	99,5	98,3
2ème trimestre	109,3	97,7	99,3	98,1
3ème trimestre	111,5	97,8	99,7	98,3
4ème trimestre	113,8	97,4	99,7	98,0
1998				
1er trimestre	113,3	97,4	99,6	98,0
2ème trimestre	114,2	97,8	100,2	98,4
3ème trimestre	114,6	98,0	100,6	98,7
4ème trimestre	115,2	98,8	101,1	99,4
1999				
1er trimestre	118,9	98,5	101,7	99,3
2ème trimestre	120,8	99,3	102,8	100,2
3ème trimestre	123,7	101,2	104,2	102,0
4ème trimestre	127,1	102,9	105,0	103,7
2000				
1er trimestre	129,4	103,9	106,0	104,7

(1) Pour les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

I

Agriculture et industries agricoles et alimentaires

Chapitre I.01

Agriculture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux.

Graphique. Nombre et surface des exploitations agricoles en 1997 selon leur taille.

1. Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie.
2. Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union européenne.
3. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique.
4. Actifs agricoles selon leur statut.
5. Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation.
6. Utilisation du territoire et des terres arables.
7. Valeur vénale de certaines terres.
8. Acquisitions de gros matériels neufs.
9. Livraisons d'engrais.
10. Superficies remembrées.
11. Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).
12. Opérations des caisses régionales de Crédit agricole.
13. Concours publics à l'agriculture.
14. Cheptel et production agricole de l'Union européenne.
15. Production de céréales.
16. Production des cultures industrielles et de pommes de terre.
17. Production de vin.
18 Production de légumes frais.
19. Production fruitière.
20. Cheptel.
21. Principales productions animales.
22. Commerce extérieur des produits agricoles, en valeur.
23. Compte spécifique de la branche « agriculture » : de la production au revenu d'entreprise agricole.
24. Compte spécifique de la branche « agriculture » : valeur de la production à prix courants.
25. Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille.
26. Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables.
27. Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et, d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : citons notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations; recensements en, 1970, 1979 et 1988 puis en 2000, enquêtes par sondage au 1/10 environ en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995, 1997.

Recensements et enquêtes de structure donnent toute une série de renseignements sur :

— l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir;

— le cheptel;

— le matériel;

— les personnes vivant avec le chef d'exploitation ou travaillant sur l'exploitation;

— l'existence de comptabilité, d'activités para-agricoles, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

12. Structure des exploitations (France et CE)

Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés dans la communauté européenne, l'harmonisation des nomenclatures et les périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.

Certains résultats des enquêtes de structure sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation [taille exprimée en MBS (1)]. La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie *a priori,* l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX).

13. Moyens de production

131. Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents agricoles sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

132. Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

133. Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans *Agreste-Données chiffrées.*

134. Financement (Crédit agricole)

La Caisse nationale de crédit agricole, les caisses régionales de crédit agricole mutuel et leurs caisses locales affiliées assurent l'essentiel des prêts accordés à l'agriculture.

14. Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :

— les pertes sur le champ;

— les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme;

— les parties de produits inutilisables;

— les produits fatals.

---

(1) Marge brute standard.

15. Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

16. Commerce extérieur

Le commerce extérieur agro-alimentaire est étudié selon la nomenclature NAF et regroupé selon la nomenclature NES pour les besoins des Comptes Nationaux en base 1995.

17. Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont évalués selon les méthodes définies pour la base 1995. Les comptes des années écoulées antérieures à $n-3$ sont définitifs.

Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

18. Départements d'outre-mer

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

2. DÉFINITIONS

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :

— dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre;

— dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau et le fonds forestier national); budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

L'exploitation agricole au sens du recensement est une unité économique qui participe, même pour une faible part, à la production agricole. Est recensée toute unité de production qui répond à l'un des critères suivants :

— 1 hectare et plus de superficie agricole utilisée (superficie totale diminuée des bois, du territoire non agricole, des landes et friches improductives, des sols des bâtiments et cours);

— 20 ares et plus de cultures spécialisées (houblon, tabac, vigne...);

— 5 ares et plus de cultures particulières (maraîchage, vigne AOC...);

— des effectifs minima ou des productions minima de certaines espèces d'animaux (1 vache laitière ou 1 truie mère ou production de 500 poulets de chair...).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Les GAEC sont des sociétés civiles de personnes, régies en particulier par la loi n° 62-917 du 8 août 1962 et les décrets n°s 64-1193 et 1194 du 3 décembre 1964, qui ont pour objet de permettre la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial.

Ils peuvent bénéficier de certaines dispositions fiscales pour leur constitution à condition d'être agréés.

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.

Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.

Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en oeuvre.

Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.

Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

— INSEE.

Publications :

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

Depuis 1990, sous le nom générique *Agreste, La statistique agricole* :

— Agreste-primeur : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages;

— *Les cahiers :* études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an, et 3 à 5 numéros doubles portant sur un thème spécifique);

— *Données chiffrées :* résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA (Série Données Chiffrées IAA) et de l'Agriculture (Série Données Chiffrées Agriculture);

Éditions électroniques Agreste :

— Recensements généraux de l'agriculture, fiches comparatives 1970-1979-1988 : une centaine de données par commune, canton, petite région agricole, département et région (structures, productions animales et végétales, moyens de production, population et emploi);

— Statistique agricole annuelle, séries de 1989 à 1997 : 850 variables par département et par année (territoire, productions animales, productions végétales);

Bases de données :

— Agristat : Banque de données statistiques agrégées sur l'agriculture française. Plus de 600 000 séries chronologiques, dont certaines remontent à 1968;

— Aristide : Outil d'interrogation des fichiers d'enquête, qui permet d'obtenir des tableaux statistiques à la demande.

— *Conjoncture* : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA).

— *Le Bulletin :* un bulletin mensuel de statistiques qui complète *Conjoncture*, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA.

— *Notes de conjoncture spécialisée :* une série de publications spécialisées et adaptées à chaque domaine :

Commerce extérieur agro-alimentaire (mensuel);

Grandes cultures (mensuel sauf janvier et mars);

Légumes (mensuel);

Fruits (mensuel de mai à novembre);

Viticulture (mensuel de juillet à novembre);

Productions animales (apériodique – 10 numéros par an);

Lait et produits laitiers (mensuel);

Aviculture (mensuel);

Commerce extérieur bois et dérivés (trimestriel);

Animaux hebdo (hebdomadaire avec un supplément mensuel).

— Collection *Graph Agri.*

Chaque volume *Graph Agri* présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes :

Graph Agri France (annuel);

Graph Agri Europe (apériodique);

Graph Agri régions (apériodique);

Graph forêt bois.

Publications *Agreste* sous timbre multiple :

SCEES-INSEE : les résultats du recensement agricole de 1988 :

Principaux résultats (*Études* n° 1, 1990);

La viticulture française (*Études* n° 3, 1990);

Tableaux «Prosper» (*Données chiffrées,* 1989-1990);

9 fascicules nationaux :

— 1. Principaux résultats régionaux et départementaux,

— 2. Résultats régionaux complets,

— 3 à 6. Résultats départementaux complets (4 tomes),

— 7. Viticulture,

— 8. Zone de montagne,

— 9. Exploitation à temps complet;

93 fascicules départementaux.

Dispositif analogue pour le recensement 1988-1989 réalisé dans les DOM.

SCEES-INSEE :

Inventaire communal de 1998 :

Communoscopes, Cartovisions

— pour chaque département, 100 cartes thématiques et des résultats chiffrés à divers niveaux géographiques :

— 9 pages de tableaux par commune,

— 2 pages par chef-lieu de canton,

— 6 indicateurs synthétiques pour chacune des communes du département,

— des comparaisons entre 1988 et 1998 par canton, arrondissement et petite région agricole.

Disponibles sur Cédéroms :

— 1 cédérom pour chaque région,

— une collection de cédéroms France entière.

Accès internet

- www.agriculture.gouv.fr
- www.datar.gouv.fr
- www.insee.fr

SCEES-INSEE-INRA : résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA).

SCEES-FNIE : les livraisons d'engrais en France.

SCEES-ONIC-SIDO : Paiements compensatoires aux surfaces cultivées.

Publications de l'INSEE :

Indices des prix agricoles, prix des produits nécessaires aux exploitations agricoles. Voir chapitre H.03 de cet annuaire et *Bulletin mensuel de statistique.*

« L'agriculture depuis 1949 », *INSEE-Première,* n° 430, février 1996;

« Un demi-siècle d'agriculture », *INSEE-Première,* n° 466, juin 1996;

« Quinze années de grandes cultures : baisse des prix et réduction des coûts », *INSEE-Première,* n° 473, juillet 1996;

« Blé tendre, pomme de terre et porc : coûts de production en baisse entre 1990 et 1996 », *INSEE-Première,* n° 612, octobre 1998;

« L'agriculture en 1998 en France et en Europe », *INSEE-Première,* n° 654, juin 1999;

« Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 1999 », *INSEE-Première* n° 688, décembre 1999;

« L'agriculture en 1999 en France et en Europe », *INSEE-Première* n°721, juin 2000;

« Le revenu non agricole des foyers d'agriculteurs » *INSEE-Première* n°722, juin 2000;

« Les comptes de l'agriculture en 1997», *INSEE-Résultats*, série Économie générale, n° 614, juin 1998;

« Le compte spécifique de l'agriculture en base 95, séries 1959-1996», *INSEE-Résultats*, série Économie générale, n° 658-659, mai 1999;

« L'agriculture, tendances et disparités », *Synthèses INSEE*, n°10, mai 1997;

« Les comptes de l'agriculture en 1998 - Rapports présentés à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation, session du 15 juin 1999 », *Synthèses INSEE*, n°27, juillet 1999;

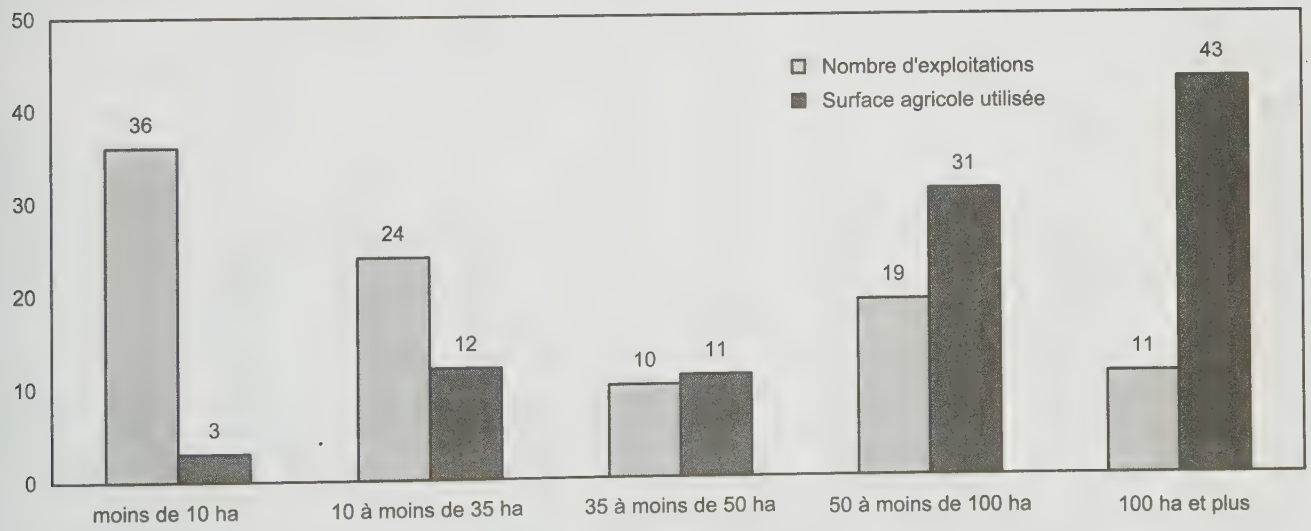
« L'agriculture française dans le contexte international», *Économie et statistique,* INSEE, n°329-330, septembre/octobre 1999.

*
* *

GRAPHIQUE I.01

Nombre et surface des exploitations agricoles en 1997 selon leur taille

En % de l'ensemble



Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

TABLEAU I.01-1

Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

Classe de superficie	Nombre d'exploitations							(2) SAU
	1955	1970	1979	1988	1993	1995	1997	1997
Moins de 10 ha	1 299	702	524	390	299	270	244	819
10 à moins de 35 ha	831	639	475	345	223	189	163	3 471
35 à moins de 50 ha	83	115	116	110	86	77	71	2 965
50 à moins de 100 ha	75	101	114	128	132	128	126	8 865
100 ha et plus	20	30	35	44	61	70	76	12 211
Ensemble	**2 307**	**1 588**	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**	**28 331**

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.

TABLEAU I.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union européenne (UE)

Source : EUROSTAT (données nationales harmonisées)

Pays	Nombre d'exploitations agricoles (1) (en milliers)					Surface agricole utilisée (en milliers d'hectares)				
	1980	1985	1990	1995	1997	1980	1985	1990	1995	1997
Allemagne (2)	849,9	740,5	653,6	566,9	534,4	12 212,3	11 844,0	17 048,1	17 156,9	17 160,0
Autriche	308,2	...	278,0	221,8	210,1	3 675,4	...	3 458,1	3 425,1	3 415,1
Belgique	115,1	97,8	85,0	71,0	67,2	1 421,0	1 381,2	1 344,5	1 354,4	1 382,7
Danemark	122,7	92,4	81,3	68,8	63,2	2 920,3	2 834,6	2 779,0	2 726,6	2 688,6
Espagne	...	...	1 593,6	1 277,6	1 208,3	...	...	24 531,1	25 230,3	25 630,1
Finlande	224,7	200,5	199,4	100,9	91,4	2 607,0	2 552,0	2 666,5	2 191,7	2 171,6
France	**1 255,3**	**1 056,9**	**923,6**	**734,8**	**679,8**	**29 277,7**	**28 486,8**	**28 186,2**	**28 267,2**	**28 331,3**
Grèce	998,9	951,6	850,1	802,4	821,4	3 549,8	4 116,3	3 661,2	3 578,2	3 498,7
Irlande	223,5	220,2	170,6	153,4	147,8	5 048,5	4 995,6	4 441,8	4 324,5	4 342,4
Italie	2 832,4	2 801,1	2 664,6	2 482,1	2 315,2	15 857,8	15 600,7	14 946,7	14 685,5	14 833,1
Luxembourg	5,2	4,4	4,0	3,2	3,0	130,1	126,1	126,5	126,9	126,6
Pays-Bas	148,7	135,9	124,8	113,2	107,9	2 037,1	2 026,2	2 011,4	1 998,9	2 010,5
Portugal	767,0	...	598,7	450,6	416,7	3 268,7	...	4 005,6	3 924,6	3 822,1
Royaume-Uni	268,6	258,5	243,1	234,5	233,2	17 098,4	16 829,8	16 498,5	16 446,6	16 168,9
Suède	117,9	109,0	96,6	88,8	89,6	3 699,0	3 508,0	3 489,0	3 059,7	3 109,1
Europe des 15	**...**	**...**	**8 567,0**	**7 370,0**	**6 989,1**	**...**	**...**	**129 194,2**	**128 497,1**	**128 690,8**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus avant 1995).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

TABLEAU I.01-3

Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche , (SCEES)
Recensements agricoles et enquêtes de structures 1993, 1995 et 1997

Unité : millier d'exploitations

Orientation technico-économique	1979	1988	1993	1995	1997
1 Grandes cultures (1)	160	184	154	140	137
28 Maraîchage	19	19	16	14	12
29 Fleurs et horticulture diverse	11	10	8	7	7
37 Vins de qualité	68	64	57	54	51
38 Autre viticulture	76	53	38	33	30
39 Fruits et autres cultures permanentes	42	33	29	26	24
41 Bovins lait	250	148	92	85	75
42 Bovins élevage et viande	81	97	89	86	79
43 Bovins lait, élevage et viande	48	26	23	21	19
44 Ovins, caprins et autres herbivores	116	115	96	92	84
50 Granivores	16	16	13	13	12
60 Polyculture	107	67	50	43	38
71 Polyélevage à orientation herbivores	93	51	36	32	29
72 Polyélevage à orientation granivores	21	13	12	10	10
81 Grandes cultures et herbivores	117	84	63	55	52
82 Autres combinaisons cultures-élevages	39	37	26	23	21
Total	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**680**

(1) Ce poste regroupe les anciens niveaux 11 et 12, soit les céréales et les grandes cultures.

TABLEAU I.01-4

Actifs agricoles selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Unité : Millier de personnes

Statut	1955	1963	1970	1979	1988	1993	1995	1997
Chefs d'exploitation	2 284	1 899	1 588	1 263	1 017	801	735	680
Aides familiaux	3 223	2 522	1 924	1 192	853	671	635	582
Ensemble actifs familiaux	**5 507**	**4 421**	**3 512**	**2 455**	**1 870**	**1 472**	**1 370**	**1 262**
Salariés permanents	628	471	335	211	156	136	137	141
Ensemble actifs agricoles	**6 136**	**4 892**	**3 847**	**2 666**	**2 026**	**1 608**	**1 507**	**1 403**

TABLEAU I.01-5

Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation

Situation en fin d'année 1997

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Enquête structure des exploitations agricoles 1997

Unité : Millier de personnes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et plus	Total
Hommes								
Chefs d'exploitation	–	4,2	69,3	142,2	154,5	93,5	73,5	**537,2**
Conjoints	–	ε	3,2	13,0	18,5	33,3	37,9	**105,9**
Autres membres	182,6	151,2	61,7	25,4	16,7	32,2	68,7	**538,5**
Total de la population agricole familiale masculine	**182,6**	**155,4**	**134,2**	**180,6**	**189,7**	**159,0**	**180,1**	**1 181,6**
Femmes								
Chefs d'exploitation	–	0,4	7,6	20,6	31,8	49,1	33,3	**142,8**
Conjoints	–	3,9	62,8	114,6	118,3	55,3	42,6	**397,5**
Autres membres	171,9	127,2	33,8	15,0	15,0	35,7	78,1	**476,7**
Total de la population agricole familiale féminine	**171,9**	**131,5**	**104,2**	**150,2**	**165,1**	**140,1**	**154,0**	**1 017,0**
Ensemble								
Chefs d'exploitation	–	4,6	76,9	162,8	186,3	142,6	106,8	**680,0**
Conjoints	–	3 ,9	66,0	127,6	136,8	88,6	80,5	**503,4**
Autres membres	354,5	278,4	95,5	40,4	31,7	67,9	146,8	**1 015,2**
Total de la population agricole familiale	**354,5**	**286,9**	**238,4**	**330,8**	**354,8**	**299,1**	**334,1**	**2 198,6**

TABLEAU I.01-6

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
I. Répartition du territoire						
Terres arables (1)	17 472	18 036	18 302	18 318	18 345	18 361
Surfaces toujours couvertes d'herbe (2)	12 850	11 365	10 577	10 491	10 423	10 385
Vignes	1 157	957	927	914	913	914
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	243	234	235	225	221	219
Pépinières et autres cultures permanentes	22	21	20	20	20	20
Superficie agricole utilisée (3)	**31 744**	**30 613**	**30 061**	**29 968**	**29 922**	**29 899**
Peupleraies	215	231	231	230	234	235
Superficies boisées (4)	14 399	14 597	14 812	14 865	14 889	14 955
Territoire agricole non cultivé	2 757	2 932	2 996	2 946	2 940	2 877
Étangs en rapport	118	134	139	146	148	149
Territoire non agricole	5 686	6 412	6 680	6 764	6 786	6 804
Surface totale (5)	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**
II. Répartition des terres arables						
Céréales	9 891	9 057	8 291	9 205	9 226	8 931
Oléagineux	506	1 954	1 945	1 967	2 047	2 290
Betteraves industrielles	549	475	458	463	456	442
Plantes à fibres	53	62	60	56	53	59
Cultures industrielles diverses	24	15	14	14	14	14
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	30	22	27	29	32	32
Pommes de terre, légumes frais et secs	567	1 162	1 020	1 060	1 059	939
Cultures florales	6	7	7	7	7	7
Racines et tubercules fourragers	324	89	61	54	52	48
Fourrages annuels	1 410	1 849	1 619	1 543	1 524	1 468
Prairies artificielles et temporaires	3 560	2 839	2 812	2 780	2 752	2 713
Semences et plants divers	80	52	53	50	54	59
Jardins familiaux	251	230	218	211	209	205
Jachères	221	224	1 717	882	860	1 154
Total des terres arables	**17 472**	**18 036**	**18 302**	**18 318**	**18 345**	**18 361**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU I.01-7

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche,
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : franc par hectare

Nature des terres	1970	1980	1990	1995	1997	1998	1999
Ensemble	**7 200**	**20 700**	**19 900**	**18 300**	**18 800**	**19 300**	**20 200**
Terres labourables	7 600	22 300	22 100	20 500	21 100	21 700	22 700
Prairies naturelles	6 700	18 800	16 100	14 500	14 600	15 100	15 900
Ensemble : Indice 100 en 1970							
En franc courant	100	287	275	254	259	267	280
En franc constant	100	112	58	48	48	49	51

TABLEAU I.01-8

Acquisitions de gros matériels neufs

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA)

Type de matériel	1980	1990	1995	1997	1998	1999
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58 784	37 232	32 235	36 510	38 037	41 349
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4 773	2 976	1 442	2 554	2 946	2 731
Ventes de ramasseuses-presses à balles rondes neuves (1)	14 041	7 706	6 066	5 026	5 251	5 623

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU I.01-9

Livraisons d'engrais (1)

Éléments fertilisants

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Syndicat national de l'Industrie des Engrais

Unité : Millier de tonnes

Nature des produits	1979/1980	1989/1990	1994/1995	1996/1997	1997/1998	1998/1999
a. Dans les engrais simples :						
Azote	1 549,5	2 040,6	1 825,3	2 019,7	2 021,0	2 035,2
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	175,8	168,0	168,7	154,8
Potasse	399,6	606,9	444,5	565,4	533,8	492,9
Total	**2 444,7**	**2 968,2**	**2 445,6**	**2 753,1**	**2 723,5**	**2 682,9**
b. Dans les engrais composés :						
Azote	671,9	619,4	483,1	504,3	495,5	452,8
Anhydride phosphorique	1 488,3	1 174,0	854,6	883,8	870,2	823,9
Potasse	1 386,3	1 341,8	929,0	922,9	935,1	828,3
Total	**3 546,5**	**3 135,1**	**2 266,7**	**2 311,0**	**2 300,8**	**2 105,0**
c. Ensemble des livraisons d'engrais :						
Azote	2 221,4	2 660,0	2 308,4	2 524,0	2 516,4	2 488,0
Anhydride phosphorique	1 983,9	1 494,7	1 030,4	1 051,8	1 038,9	978,7
Potasse	1 785,9	1 948,7	1 373,5	1 488,3	1 436,9	1 320,2
Poids total	**5 991,2**	**6 103,3**	**4 712,3**	**5 064,1**	**4 992,2**	**4 786,9**

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

TABLEAU I.01-10

Superficies remembrées

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction de l'Espace rural et de la Forêt)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1995	1996	1997	1998
Opérations du remembrement autoroutes et grands ouvrages publics :						
- En cours	214	268	239	269	251	...
- Terminées	458	960	1 367	1 420	1 558	1 631
Opérations du remembrement normal :						
- En cours	785	806	569	466	437	...
- Terminées	10 484	12 758	13 969	14 161	14 286	14 389
Ensemble des opérations de remembrement :						
- En cours	**999**	**1 074**	**808**	**735**	**688**	**...**
- Terminées	**10 942**	**13 718**	**15 336**	**15 581**	**15 844**	**16 020**

TABLEAU I.01-11

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des Exploitations, de la Politique sociale et de l'Emploi)

	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999
GAEC agréés dans l'année							
Nombre de GAEC agréés dans l'année (1)	2 791	4 065	2 566	2 407	2 432	2 360	2 370
Superficies exploitées (milliers d'hectares)	199	301	239	222	232	234	243
GAEC en fonctionnement							
Nombre de GAEC en fonctionnement (2)	18 593	46 136	47 444	47 509	46 869	46 760	46 891
Superficies exploitées totales (milliers d'hectares)	1 397	3 340	3 655	...	3 500	3 802	3 721

(1) Année décomptée du 11 décembre du millésime précédent au 10 décembre du millésime considéré.
(2) GAEC agréés depuis 1966, en fonctionnement au 31 décembre de l'année indiquée en tête de colonne.

TABLEAU I.01-12

Opérations des caisses régionales de Crédit agricole (1)

Situation au 31 décembre

Source : Caisse nationale de Crédit agricole

Nature des opérations	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Ressources collectées dans le public (million de francs)						
Dépôts de fonds :						
Dépôts à vue et comptes courants créditeurs	259 548	302 426	327 959	345 350	365 514	401 815
Autres dépôts	489 849	818 027	1 036 363	1 131 459	1 243 227	1 319 863
Emprunts	274 931	261 215	249 435	234 625	214 276	202 890
Prêts (encours en million de francs) (2)						
Court terme	178 535					
Moyen et long terme	738 223	995 365	1 181 962	1 259 715	1 338 911	1 480 248
Total	**916 758**	**995 365**	**1 181 962**	**1 259 715**	**1 338 911**	**1 480 248**
Ensemble des crédits répartis par type de clientèle (3) (encours en milliard de francs)						
Logement	...	431,0	444,4	457,5	475,9	517,3
Agriculture (n.c.Coopératives)	...	154,4	154,9	158,9	161,1	166,1
PME (y.c. Coopératives)	...	130,9	137,4	145,5	161,5	193,9
Professionnels	...	91,3	90,8	92,9	104,1	97,6
Crédit à la consommation	...	48,9	53,2	58,9	64,2	106,7
Collectivités locales	...	80,3	85,0	89,0	92,4	103,6
Autres	...	10,6	8,5	10,5	12,8	13,1
Total banque de proximité	...	**947,4**	**974,2**	**1 013,2**	**1 072,0**	**1 198,3**
International et grandes clientèles	...	**67,4**	**231,1**	**274,0**	**295,8**	**297,7**
Banque de détail à l'étranger	///	///	///	///	///	**17,5**
Total	...	**1 014,8**	**1 205,3**	**1 287,2**	**1 367,8**	**1 513,5**

(1) Ce tableau fait état des prêts bonifiés et non bonifiés accordés par les caisses régionales.
(2) Encours consolidés au 31 décembre. À partir de 1993, le détail entre court, moyen et long terme n'est plus possible.
(3) Y compris le Crédit-Bail.

TABLEAU I.01-13

Concours publics à l'agriculture

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des affaires financières et économiques)

Unité : Million de francs

Affectation de la dépense	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Installation et modernisation des exploitations	4 534,1	5 391,3	5 134,8	4 341,4	3 701,1
Régularisation des marchés et orientation des productions	55 366,2	60 319,5	60 171,7	61 223,4	60 485,2
Maîtrise de l'offre	6 472,3	5 175,1	2 698,8	2 713,8	3 819,1
Compensation de handicaps ou de contraintes spécifiques	4 001,1	4 646,6	4 377,5	4 582,2	4 595,3
Aides transitoires non liées aux produits	314,8	221,3	105,0	112,0	102,9
Calamités agricoles	370,0	346,6	260,0	243,4	20,2
Lutte contre les maladies des végétaux et des animaux	267,2	568,9	293,2	300,4	396,8
Autres financements en faveur de l'activité agricole productive	256,7	242,2	220,0	279,0	285,8
Agriculture productive (concours bruts)	**71 582,4**	**76 911,5**	**73 261,0**	**73 795,6**	**73 406,4**
Agriculture productive (concours nets) (1)	**71 547,2**	**76 376,9**	**73 131,1**	**73 694,7**	**73 295,6**
Industries agroalimentaires	**807,8**	**831,3**	**990,0**	**1 011,8**	**994,8**
Activités hippiques	**873,4**	**886,3**	**863,4**	**800,0**	**1 126,1**
Forêt productive	**1 410,0**	**1 168,5**	**1 278,2**	**1 354,8**	**1 384,4**
Espace rural et forestier	**2 406,1**	**2 429,6**	**2 511,8**	**2 492,0**	**2 861,3**
Recherche et enseignement	**9 615,6**	**10 087,6**	**10 460,2**	**10 908,4**	**11 332,4**
Services généraux	**6 470,6**	**6 790,8**	**6 859,9**	**7 339,8**	**7 660,9**
Protection sociale et solidarité	**74 177,6**	**73 194,3**	**73 067,8**	**72 939,9**	**74 391,0**
Total des concours nets	**167 308,3**	**171 765,3**	**169 162,4**	**170 541,4**	**173 046,5**

(1) Nets de taxes de coresponsabilités et de pénalités.

TABLEAU I.01-14

Cheptel et production agricole de l'Union européenne

Année 1999

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel (10^3 têtes)				Production récoltée (10^3 tonnes) ou officielle pour le vin (10^3 hectolitres)				
		Bovins	Porcs	Ovins	Céréales	Oléagineux	Légumes frais	Fruits frais	Vin
	Ensemble	*dt* vaches laitières							
Allemagne	14 657	4 709	26 003	2 100	44 452	3 473 (1)	2 711 (1)	1 137 (1)	10 727
Autriche	2 153	698	3 433	352	4 806	236 (1)	528	228	2 703
Belgique	2 970	619	7 322	160	2 407	37	1 535	615 (1)	2
Danemark	1 976	681	11 914	106	8 775	359 (1)	213 (1)	51 (1)	–
Espagne	6 203	1 236	22 597	23 934	18 006	1 213 (1)	12 133	4 415	34 714
Finlande	1 068	374	1 493	77	2 868	95 (2)	244	15	–
France	**20 196**	**4 419**	**15 991**	**9 492**	**64 772**	**6 647**	**6 298**	**3 638**	**54 271**
Grèce	590	168	906	9 041	4 457	546 (4)	4 105 (1)	1 762 (1)	3 826
Irlande	6 708	1 261	1 763	5 393	2 011	5	264 (1)	19 (5)	–
Italie	7 357	2 135	8 403	10 970	21 125	1 345 (3)	13 119 (2)	6 511	57 913
Luxembourg	207	45	82	7	154	14	2	16	159
Pays-Bas	4 097	1 570	13 139	1 152	1 416	11	3 649 (2)	770	–
Portugal	1 403	351	2 350	3 460	1 794	30	2 632	833 (1)	3 750
Royaume-Uni	11 281	2 438	7 037	29 741	22 119	1 977	2 888	457	11
Suède	1 680	447	2 021	437	4 931	195	244 (1)	31 (1)	–
Europe des 15	**82 546**	**21 151**	**124 454**	**96 422**	**204 093**	...	...	...	**168 076**

(1) 1998.
(2) 1997.
(3) 1996.
(4) 1992.
(5) Seuls les fruits de table sont comptés; différence très minime avec l'ensemble "fruits frais".

TABLEAU I.01-15

Production de céréales (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Blé :							
Blé tendre	(2)	4 473,9	4 748,6	4 516,0	4 844,0	4 939,4	4 787,9
	(3)	5,2	6,6	6,6	6,8	7,7	7,4
	(4)	23 356,9	31 356,2	29 850,0	32 983,3	38 269,2	35 462,9
Blé dur	(2)	116,0	397,4	228,6	265,7	295,2	326,6
	(3)	3,7	5,0	4,5	3,3	5,2	4,7
	(4)	424,1	1 983,6	1 029,6	874,7	1 539,6	1 542,1
Ensemble	(2)	4 590,0	5 146,0	4 744,6	5 109,7	5 234,6	5 114,5
	(3)	5,2	6,5	6,5	6,6	7,6	7,2
	(4)	23 781,0	33 339,8	30 879,6	33 858,0	39 808,9	37 005,0
Seigle	(2)	128,9	64,7	46,4	45,2	45,7	40,9
	(3)	3,2	3,6	4,1	4,4	4,7	4,6
	(4)	408,5	235,8	190,8	196,9	216,0	186,0
Orge (5)	(2)	2 646,8	1 757,8	1 386,2	1 690,0	1 631,1	1 534,1
	(3)	4,4	5,7	5,5	6,0	6,5	6,2
	(4)	11 692,3	9 991,1	7 683,2	10 124,0	10 590,9	9 539,4
Avoine	(2)	531,7	218,2	148,8	133,4	139,1	122,0
	(3)	3,6	3,9	4,0	4,3	4,7	4,5
	(4)	1 923,7	843,9	601,2	568,2	657,8	550,7
Maïs	(2)	1 753,6	1 561,9	1 650,8	1 857,6	1 797,1	1 759,0
	(3)	5,3	6,0	7,7	9,1	8,5	8,9
	(4)	9 323,4	9 400,5	12 739,6	16 832,5	15 191,4	15 656,0
Riz	(2)	6,6	20,4	25,2	20,5	18,4	17,0
	(3)	3,8	5,9	4,9	5,9	5,8	6,1
	(4)	25,2	121,3	122,4	120,8	107,3	103,3

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Surface.
(3) Rendement à l'hectare.
(4) Production.
(5) Y compris orge de brasserie.

TABLEAU I.01-16

Production des cultures industrielles et de pommes de terre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Colza	(1)	390,3	689,0	864,0	988,0	1 145,0	1 369,0
	(2)	2,8	2,9	3,2	3,5	3,3	3,3
	(3)	1 092,9	2 002,9	2 788,6	3 495,3	3 731,0	4 468,1
Tournesol	(1)	102,9	1 145,0	963,0	875,0	782,0	799,0
	(2)	2,4	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3
	(3)	245,4	2 381,8	1 987,4	1 995,5	1 712,9	1 867,9
Betteraves industrielles	(1)	549,3	475,0	458,2	462,5	456,0	442,1
	(2)	51,8	66,8	66,7	74,3	68,3	74,5
	(3)	28 442,4	31 717,5	30 571,6	34 372,5	31 156,9	32 918,7
Lin textile (4)	(1)	46,3	58,7	54,0	44,9	43,9	49,8
	(2)	6,6	6,2	6,0	7,0	6,5	6,8
	(3)	304,5	364,1	326,6	312,3	284,0	339,2
Tabac	(1)	18,6	10,8	9,7	9,1	9,1	9,4
	(2)	2,5	2,6	2,7	2,7	2,9	2,8
	(3)	46,2	27,6	26,3	24,5	26,2	26,2
Pommes de terre :							
Primeurs (5)	(1)	31,5	21,4	22,7	22,1	20,9	21,2
	(2)	19,1	20,4	22,5	23,6	23,8	24,7
	(3)	600,7	436,9	510,1	520,6	497,0	522,1
De conservation	(1)	158,0	97,2	103,1	101,8	99,0	104,5
	(2)	31,4	30,1	36,6	42,7	39,0	40,7
	(3)	4 960,4	2 931,2	3 773,9	4 346,4	3 864,2	4 253,2

(1) Surface.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) Production.
(4) Lin textile : en paille rouie non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU I.01-17

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Produit	Unités	1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Raisins de cuve :							
Surface (1)	10^3 hectares	1 081,2	891,1	880,4	864,6	859,4	859,7
Rendement à l'hectare	quintal	80	90	80	82	80	93
Production	10^3 quintaux	86 762,5	80 578,6	70 832,2	70 828,9	69 029,2	80 155,3
Vins :							
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	10^3 hectolitres	13 318	23 104	24 386	24 329	25 614	27 514
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1 918	656	553	520	507	528
Vins pour eaux de vie AOC	»	8 350	13 171	9 459	9 874	9 014	11 928
Vins de pays et autres vins	»	46 125	28 144	21 794	20 919	19 309	23 788
Total	»	**69 711**	**65 075**	**56 192**	**55 642**	**54 444**	**63 758**

(1) Surface en production à l'exclusion des surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU I.01-18

Production de légumes frais (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de tonnes

Légumes frais	1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Légumes feuillus et à tige :						
Choux-fleurs	467	446	526	506	439	425
Autres choux	269	230	251	229	232	239
Endives	144	247	236	252	236	255
Poireaux	211	200	217	205	208	206
Salades	432	493	513	479	488	485
Légumes cultivés pour le fruit :						
Melons	188	307	329	279	324	322
Tomates	851	838	804	805	884	922
Racines, bulbes et tubercules :						
Carottes	468	548	629	651	662	672
Oignons	138	237	297	328	330	349
Légumes à cosse :						
Haricots verts	168	199	326	394	385	383
Petits pois (grains)	165	205	243	211	240	242

(1) Production des exploitations agricoles, hors jardins familiaux par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.

TABLEAU I.01-19

Production fruitière (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de tonnes

Fruits	1980	1990	1995	1997	*r* 1998	1999
Fruits à noyau :						
Abricots	81	110	101	158	80	181
Cerises	113	83	63	65	35	70
Pêches et nectarines	460	488	526	464	341	477
Pêches	402	352	325	289	210	292
Nectarines et brugnons	58	136	201	175	131	185
Prunes	154	189	299	196	206	185
Fruits à pépins :						
Poires de table	414	329	320	256	246	287
Pommes de table	1 769	1 886	2 079	2 041	1 788	2 166
Pommes à cidre	1 100	466	426	445	422	477
Baies :						
Kiwis (ou actinidias)	4	54	74	72	69	73
Cassis	4	6	10	9	8	9
Framboises	7	6	7	7	7	7
Autres fruits :						
Clémentines	21	20	27	23	23	25
Fraises	82	89	81	83	76	70
Noix	31	25	21	23	25	29
Raisin de table	185	123	108	87	94	102

(1) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU I.01-20

Cheptel (principales espèces)

Situation au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Unité : Millier de têtes

Espèce	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Espèce bovine	21 278	20 676	20 655	20 371	20 226	20 265
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5 548	5 288	5 228	5 143	5 140	5 200
Vaches laitières	5 323	4 613	4 538	4 442	4 394	4 376
Vaches nourrices	3 700	4 108	4 179	4 184	4 162	4 180
Espèce porcine	12 244	13 783	14 284	14 501	14 682	14 635
dont : Truies de plus de 50 kg	1 210	1 369	1 415	1 449	1 436	1 401
Espèce caprine	1 234	1 188	1 202	1 199	1 197	1 191
Espèce ovine	11 438	10 550	10 463	10 316	10 240	10 130
dont : Brebis mères	7 415	6 965	6 916	6 849	6 743	6 645
Espèces chevaline et asine	339	351	354	361	362	364
Poules et poulets (en millions)	200	223	231	238	241	233
dont : Poules pondeuses d'œufs de consommation (en millions)	47	50	50	50	51	50
Lapins	16 668	14 531	14 457	13 603	13 464	13 366
dont : Lapines reproductrices	2 231	1 861	1 838	1 748	1 717	1 700

TABLEAU I.01-21

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	1990	1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
A. PRODUCTION INDIGÈNE BRUTE DE VIANDE [en milliers de tonnes de viande nette]							
Espèce bovine :							
Adultes	1 599	1 482	1 564	1 645	1 638	1 556	1 524
Veaux de boucherie	313	339	336	337	345	328	320
Espèces ovine et caprine	177	147	146	154	150	145	142
Espèce porcine	1 727	2 116	2 140	2 149	2 228	2 333	2 374
Espèce chevaline	10	8	9	10	9	10	9
B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS							
Production de lait (en milliers d'hectolitres) :							
Vaches laitières	257 130	245 275	246 169	243 408	241 760	240 872	241 074
Brebis laitières	1 871	2 039	2 168	2 340	2 355	2 341	2 355
Chèvres laitières	4 411	4 074	4 317	4 575	4 743	4 775	4 809
Œufs							
Œufs de consommation [en millions d'œufs] (1)	10 257	11 691	12 014	12 153	12 573	12 791	12 810

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU I.01-22

Commerce extérieur des produits agricoles, en valeur

Source : INSEE-Comptes Nationaux Base 95 (Données y compris DOM) — *Unité* : Million de francs

Produits	Numéro de la NAF	Importations (CAF)				Exportations (FAB)			
		1995	1997	*r* 1998	*p* 1999	1995	1997	*r* 1998	*p* 1999
TOTAL AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	**EA**	**49 615**	**51 300**	**52 072**	**50 990**	**59 034**	**63 825**	**64 329**	**66 245**
AGRICULTURE, CHASSE, SERVICES ANNEXES	**GA01**	**42 373**	**43 622**	**43 789**	**41 987**	**54 908**	**58 972**	**59 229**	**61 166**
Blé dur	HA01A	73	258	101	99	984	759	804	919
Blé tendre	HA01B	255	271	382	244	13 842	13 223	10 912	13 055
Maïs	HA01C	571	497	625	517	8 141	8 218	8 428	8 796
Orge	HA01D	113	71	19	23	2 864	3 315	3 450	4 364
Autres céréales	HA01E	109	141	119	107	436	466	465	432
Pommes de terre	HA01F	1 117	477	579	720	1 218	996	1 564	1 742
Oléagineux	HA01G	1 856	2 061	2 104	1 824	2 874	5 430	5 692	4 090
Tabac	HA01H	556	434	495	568	145	170	198	229
Plantes à sucre	HA01I	–	–	1	1	4	4	4	6
Plantes fourragères	HA01J	15	30	27	25	139	159	118	148
Plantes industrielles	HA01K	4 247	4 146	3 897	3 657	2 188	2 146	2 420	2 557
Légumes frais	HA01L	5 569	6 177	6 753	6 920	3 310	3 740	4 242	4 490
Plantes et fleurs	HA01M	4 500	5 132	5 623	5 924	1 240	1 508	1 677	1 821
Viticulture et vinification	HA01N	–	–	–	–	–	–	–	–
Fruits	HA01O	11 968	12 927	13 209	12 461	6 921	8 061	7 796	7 297
Café, thé, cacao, épices	HA01P	5 814	6 264	5 691	4 759	130	138	147	138
Gros bovins	HA01Q	1 142	528	531	485	7 044	7 431	7 909	7 577
Veaux	HA01R	563	231	236	308	1 164	608	605	549
Ovins, caprins	HA01S	430	357	291	297	317	308	284	312
Équidés	HA01T	235	198	219	668	350	490	566	711
Porcins	HA01U	471	224	177	188	292	325	283	166
Lait brut	HA01V	–	–	–	–	–	–	–	–
Volailles	HA01W	110	138	124	125	526	636	728	756
Œufs	HA01X	246	362	281	295	375	400	499	591
Autres produits d'élevage	HA01Y	2 413	2 698	2 305	1 772	404	441	438	420
Services annexes à l'agriculture	HA01Z	–	–	–	–	–	–	–	–
SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIÈRE, SERVICES ANNEXES	**GA02**	**2 424**	**2 094**	**2 332**	**2 407**	**2 099**	**2 071**	**2 295**	**2 304**
PÊCHE, AQUACULTURE	**GA03**	**4 818**	**5 584**	**5 951**	**6 596**	**2 027**	**2 782**	**2 805**	**2 775**

TABLEAU I.01-23

Compte spécifique de la branche "agriculture" : de la production au revenu d'entreprise agricole

Évaluations de base 1995

Source : INSEE

Unité : Million de francs

	1990	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
COMPTE DE PRODUCTION						
Ressources						
Production	397 161	400 679	408 291	416 523	421 638	414 409
Total des ressources	**397 161**	**400 679**	**408 291**	**416 523**	**421 638**	**414 409**
Emplois						
Consommations intermédiaires (1)	196 414	198 987	207 725	211 140	208 499	208 842
Valeur ajoutée brute	200 747	201 692	200 566	205 383	213 139	205 567
Total des emplois	**397 161**	**400 679**	**408 291**	**416 523**	**421 638**	**414 409**
Consommation de capital fixe	45 709	46 417	47 103	47 972	48 791	50 255
Valeur ajoutée nette	155 038	155 275	153 463	157 411	164 348	155 312
COMPTE D'EXPLOITATION						
Ressources						
Valeur ajoutée nette	155 038	155 275	153 463	157 411	164 348	155 312
Subventions d'exploitation	6 662	10 902	11 107	10 331	9 336	9 728
Total des ressources	**161 700**	**166 177**	**164 570**	**167 742**	**173 684**	**165 040**
Emplois						
Salaires	20 002	23 312	24 057	24 739	25 633	26 428
Cotisations sociales	6 734	6 659	6 235	6 340	6 569	6 792
Impôts fonciers	6 777	5 987	5 618	5 350	5 539	5 617
Autres impôts sur la production	3 457	2 361	2 515	2 638	2 495	2 511
Revenu mixte net	124 730	127 858	126 145	128 675	133 448	123 693
Total des emplois	**161 700**	**166 177**	**164 570**	**167 742**	**173 684**	**165 040**
Résultat net global (2)	**151 466**	**157 829**	**156 437**	**159 754**	**165 650**	**156 913**
COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE						
Ressources						
Revenu mixte net	124 730	127 858	126 145	128 675	133 448	123 693
Total des ressources	**124 730**	**127 858**	**126 145**	**128 675**	**133 448**	**123 693**
Emplois						
Intérêts	13 869	13 508	13 038	12 166	12 678	12 177
Charges locatives nettes	9 802	11 189	11 763	12 269	12 966	13 498
Revenu net d'entreprise	101 059	103 161	101 344	104 240	107 804	98 018
Total des emplois	**124 730**	**127 858**	**126 145**	**128 675**	**133 448**	**123 693**

(1) Hors TVA déductible.
(2) Résultat net global = Valeur ajoutée nette + Subventions d'exploitation - Impôts fonciers - Autres impôts sur la production.

TABLEAU I.01-24

Compte spécifique de la branche "agriculture" : valeur de la production (1) à prix courants

Évaluations base 1995

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

Produits	1990	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Blé dur	3 145	1 968	2 171	1 916	2 406	2 483
Blé tendre	32 891	34 197	37 769	35 231	36 570	35 010
Maïs	11 876	15 503	15 391	16 393	14 709	15 179
Orge	9 986	9 792	11 036	11 447	11 186	10 338
Autres céréales	2 023	2 560	2 864	2 878	2 758	2 521
Céréales	**59 921**	**64 020**	**69 231**	**67 865**	**67 629**	**65 531**
Oléagineux	12 116	12 608	12 966	14 385	14 341	15 429
Protéagineux	5 878	4 408	4 542	5 083	4 506	3 775
Tabac	698	676	687	619	680	684
Betteraves industrielles	7 181	7 443	7 484	7 769	7 164	7 108
Autres plantes industrielles	2 980	3 798	4 036	3 935	3 830	4 146
Plantes industrielles	**28 853**	**28 933**	**29 715**	**31 791**	**30 521**	**31 142**
Maïs fourrage	8 495	11 125	9 723	10 214	9 242	9 457
Autres fourrages	22 990	22 228	22 849	22 720	22 461	22 258
Plantes fourragères	**31 485**	**33 353**	**32 572**	**32 934**	**31 703**	**31 715**
Légumes frais	17 717	17 777	17 738	17 335	19 354	18 918
Plantes et fleurs	16 392	13 511	13 961	13 780	13 874	14 384
Produits maraîchers et horticoles	**34 109**	**31 288**	**31 699**	**31 115**	**33 228**	**33 302**
Pommes de terre	**5 035**	**7 145**	**6 144**	**7 498**	**10 162**	**7 067**
Fruits	**15 368**	**14 770**	**14 431**	**15 254**	**15 678**	**15 034**
Vins de champagne	12 383	9 339	9 279	8 704	11 987	13 369
dont : vins calmes	7 803	6 200	6 103	5 303	7 972	7 546
dont : champagne	4 580	3 139	3 176	3 401	4 015	5 823
Autres vins d'appellation	29 609	31 531	32 230	34 962	37 102	37 742
Vins d'appellation d'origine	**41 992**	**40 870**	**41 509**	**43 666**	**49 089**	**51 111**
Vins pour eaux de vie AOC	5 398	3 209	2 711	2 305	1 926	1 636
dont : vins de distillation	1 814	716	650	607	509	414
dont : cognac	3 584	2 493	2 061	1 698	1 417	1 222
Autres vins de distillation	531	249	465	426	332	663
Vins de table et de pays	7 289	6 745	7 206	6 806	7 431	8 546
Vins courants	**13 218**	**10 203**	**10 382**	**9 537**	**9 689**	**10 845**
Total produits végétaux bruts et transformés	**229 981**	**230 582**	**235 683**	**239 660**	**247 699**	**245 747**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU I.01-24 (suite et fin)

Compte spécifique de la branche "agriculture" : valeur de la production (1) à prix courants

Évaluations base 1995

Source : INSEE

Unité : Million de francs

Produits	1990	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Gros bovins	41 227	42 932	40 086	41 218	41 898	41 250
Veaux	9 987	9 013	8 047	8 311	8 627	8 549
Ovins-caprins	5 940	4 935	5 126	5 257	5 323	5 013
Équidés	1 056	857	731	957	1 018	997
Porcins	18 096	18 905	21 537	22 385	17 122	16 299
Bétail	**76 306**	**76 642**	**75 527**	**78 128**	**73 988**	**72 108**
Volailles	16 344	17 855	19 292	20 945	21 041	18 951
Œufs	6 407	6 025	7 005	6 874	6 344	5 943
Produits avicoles	**22 751**	**23 880**	**26 297**	**27 819**	**27 385**	**24 894**
Lait et produits laitiers	51 784	50 867	51 254	50 847	51 733	50 270
dont : lait	49 566	48 874	49 267	48 850	49 683	48 268
dont : produits laitiers	2 218	1 993	1 987	1 997	2 050	2 002
Autres produits de l'élevage	4 148	3 887	3 891	3 842	3 846	3 719
Autres produits animaux	**55 932**	**54 754**	**55 145**	**54 689**	**55 579**	**53 989**
Total produits animaux bruts et transformés	**154 989**	**155 276**	**156 969**	**160 636**	**156 952**	**150 991**
Total des biens agricoles	**384 970**	**385 858**	**392 652**	**400 296**	**404 651**	**396 738**
Activités principales de travaux agricoles	11 356	13 883	14 708	15 275	16 003	16 666
Activités secondaires de services	833	938	931	952	984	1 005
Production de services	**12 189**	**14 821**	**15 639**	**16 227**	**16 987**	**17 671**
Total production de la branche	**397 159**	**400 679**	**408 291**	**416 523**	**421 638**	**414 409**

(1) La valeur de la production est évaluée au prix de base, c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits, déduction faite des impôts sur les produits.

TABLEAU I.01-25

Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)
Enquête structures DOM 1997

Unité : superficie en hectare

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée								
	Moins de 0,25	De 0,25 à moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 3	De 3 à moins de 4	De 4 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 et plus	**Total**
Guadeloupe									
Nombre d'exploitations	839	2 653	2 840	1 793	1 225	723	1 286	415	**11 773**
Superficie agricole utilisée	118	1 488	3 870	4 150	4 051	3 111	8 943	11 433	**37 143**
Guyane (1)									
Nombre d'exploitations	45	720	1 741	848	300	180	219	209	**4 263**
Superficie agricole utilisée	3	456	2 130	1 871	973	777	1 465	14 693	**22 318**
Martinique									
Nombre d'exploitations	374	1 201	1 065	806	683	236	545	449	**5 359**
Superficie agricole utilisée	53	686	1 367	1 844	2 221	1 006	3 665	17 830	**28 671**
Réunion									
Nombre d'exploitations	910	1 786	1 392	1 348	705	671	2 022	735	**9 568**
Superficie agricole utilisée	136	914	1 816	3 098	2 341	2 876	13 135	19 809	**44 126**

(1) Enquête structures DOM 1995.

TABLEAU I.01-26

Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques) — *Unité* : Hectare

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1998	*p* 1999	*r* 1998	*p* 1999	1998	1999	1998	*p* 1999
I. Répartition du territoire								
Terres arables (1)	24 624	24 563	21 505	21 848	11 099	...	34 746	34 731
Surfaces toujours couvertes d'herbe	25 100	25 100	11 240	10 862	11 150	...	9 750	9 950
Cultures fruitières (2)	634	714	644	666	1 916	...	2 065	2 185
Vigne	–	–	–	–	–	...	40	40
Cultures florales	160	134	283	295	26	...	144	144
Pépinières - végétaux divers	14	14	19	19	12	...	–	–
Superficie agricole utilisée	**50 532**	**50 525**	**33 691**	**33 690**	**24 203**	**...**	**46 745**	**47 050**
Territoire agricole non cultivé	17 000	17 000	15 340	15 340	6 800	...	57 376	56 950
Superficies boisées	66 300	69 825	47 500	47 500	7 511 150	...	87 600	87 600
Territoire non agricole	36 668	33 150	13 470	13 470	811 247	...	60 279	60 400
Surface totale	**170 500**	**170 500**	**110 001**	**110 000**	**8 353 400**	**...**	**252 000**	**252 000**
II. Répartition des terres arables								
Cultures industrielles	13 047	12 838	3 156	3 198	160	...	26 371	26 406
dont : Canne à sucre	12 894	12 650	3 100	3 140	90	...	25 500	25 500
Cultures fruitières semi-permanentes	6 103	6 051	11 884	11 884	763	...	680	580
dont : Banane (3)	5 745	5 715	11 200	11 200	625	...	350	250
Ananas	350	322	680	680	100	...	300	300
Cultures légumières	3 328	3 278	4 090	4 391	3 869	...	2 010	2 010
Céréales	–	–	–	–	4 591	...	800	700
Cultures fourragères	100	100	24	24	210	...	500	500
Jachères	1 200	1 300	800	800	980	...	700	700
Autres - jardins familiaux	846	996	1 551	1 551	526	...	3 685	3 835
Total des terres arables	**24 624**	**24 563**	**21 505**	**21 848**	**11 099**	**...**	**34 746**	**34 731**

(1) La définition des terres arables dans les départements d'outre-mer est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Vergers purs et mixtes recensés lors des enquêtes de structure.
(3) Banane fruit exclusivement, comprenant aux Antilles la variété d'exportation et la variété dessert ou figue.

TABLEAU I.01-27

Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	r 1998	*p* 1999	*r* 1998	*p* 1999	1998	1999	*r* 1998	*p* 1999
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonnes)	498 804	798 072	191 841	207 293	6 243	...	1 675 912	...
Sucre produit (tonnes)	38 294	65 170	6 535	6 366	–	–	203 539	...
Rhum (hl d'alcool pur)	54 221	56 398	67 943	74 126	2 252	1 836	126 225	...
Banane d'exportation								
Production (tonnes)	107 332	114 703	279 078	301 587	–	–	–	–
Exportation (tonnes nettes)	78 659	78 659	242 337	242 337	–	–	–	–
Cultures vivrières et maraîchères (tonnes)								
Igname	9 280	10 032	6 500	7 500	1 031	...	–	–
Malanga	1 220	1 487	80	80	48	...	–	–
Madère	1 420	2 734	13 250	13 250	3 064	...	–	–
Manioc	1 480	1 280	300	300	10 375	...	750	500
Patate douce	3 910	4 267	970	1 170	540	...	750	1 250
Melon	3 594	4 072	2 220	2 240	374	...	–	–
Banane légume	6 104	9 158	15 000	16 000	3 164	...	–	–
Tomate	1 907	3 071	5 200	6 100	3 770	...	7 900	10 800
Chou pommé	2 337	2 329	1 050	1 050	2 966	...	5 000	5 250
Concombre	2 669	3 918	3 200	4 000	3 695	...	2 860	3 300
Haricot vert	897	1 313	885	885	3 266	...	1 100	450
Salade	2 383	3 146	7 800	7 800	1 360	...	3 400	7 500
EFFECTIFS DU CHEPTEL (1)								
Bovins (2)	84 964	70 444	25 400	...	8 900	...	26 900	28 100
Porcins	25 110	24 734	12 000	...	10 400	...	84 000	84 500
Ovins	2 990	1 690	16 500	...	8 800	...	1 730	1 730
Caprins	28 500	27 500	11 200	...	1 000	...	38 000	38 000
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonnes nettes) :								
Bovins (2)	3 396	...	2 360	...	335	...	1 517	1 500
Porcins	2 000	...	1 535	...	1 245	...	11 273	11 830
Ovins - Caprins	195	...	338	...	28	...	514	464
Volailles	615	...	865	...	461	...	13 000	12 800
Lait de vache (hl)	627	...	21 000	...	2 603	...	172 333	197 267
Œufs de consommation (milliers d'unités)	33 118	...	29 646	...	9 228	...	110 000	108 000
IMPORTATIONS D'ENGRAIS (tonnes)								
Engrais naturels	11	6	1 035	1 293	171	210	97	84
Engrais simples	5 606	7 533	26 935	19 352	2 149	1 842	8 537	9,924
Azotés	2 644	3 857	9 441	6 951	1 801	1 450	5 554	5 528
Phosphatés	22	–	47	214	60	85	62	159
Potassiques	2 940	3 676	17 447	12 187	288	307	2 921	4 237
Engrais composés	12 908	7 484	11 315	10 274	3 109	1 848	23 218	27 747
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	615	950	1 521	...	370	...	1 780	...

(1) Cheptel présent dans les exploitations agricoles.
(2) Y compris les veaux.

Chapitre I.02

Forêt, bois

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Taux de boisement par département en 1999.

1. Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.
2. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires.
3. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires : départements d'outre-mer.
4. Incendies de forêts.
5. Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.
6. Production annuelle des pépinières particulières.
7. Production ligneuse de l'Office national des forêts.
8. Exploitation forestière et scierie.
9. Exploitation forestière : production de la branche.
10. Exploitation forestière : production de bois d'oeuvre dans les départements d'outre-mer.
11. Scierie : production de la branche.
12. Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur.
13. Bilan de la matière bois.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques, bureau des statistiques végétales et forestières)

1. PRÉSENTATION

La branche d'activité exploitation forestière a récolté 35,5 millions de m^3 de bois ronds en 1998; ce chiffre en hausse de 1,7 % par rapport à 1997 ne retrouve pas le niveau de 1995. La récolte de grumes, en hausse de 3,9 %, s'élève à 22 millions de m^3. Cette progression est due aux conifères (+ 6,1 %) ; ceci est la conséquence de la reprise d'activité dans le bâtiment. La récolte des feuillus reste stable. Affectée par la crise internationale dans les industries des pâtes à papier, la coupe des bois de trituration régresse de 2,6 %. L' année 1999 s'annonce meilleure. La demande de bois de feu, toujours soutenue, entraîne une hausse de 1,4 % des quantités commercialisées.

La production totale de sciages, bois sous rail et merrains, s'élève à 10,2 millions de m^3 en 1998 contre 9,8 millions de m^3 en 1997, ce qui représente une hausse de 4,4 %; cette hausse est exclusivement due aux conifères (+ 5,8 %). Par contre, les sciages de feuillus continuent de baisser (- 2,6 %). Cette évolution se confirme par la hausse de nos exportations en sciages de conifères qui progressent de 2,1 % de 1998 à 1999. La très forte demande tant intérieure qu'extérieure en ouvrages de tonnellerie se confirme; la production de merrains augmente fortement (+ 22,2 %).

En 1999, le volume des échanges du commerce extérieur croît de 5,7 %. Le déficit global continue de se creuser et passe de 18,6 milliards de francs à 20,1 milliards de francs. La détérioration de ce solde est due pour l'essentiel à la hausse des importations des meubles et sièges (+ 10 %) et des sciages de conifères (+ 14 %). Le montant des importations de bois et sciages de tropicaux est de 1,8 milliard de francs soit 4,2 % de moins qu'en 1998.

2. MÉTHODOLOGIE

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête annuelle sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992 des contraintes techniques ont imposé au SCEES un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.

— Les *bois et forêts* proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).

— Les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres d'alignement et les arbres épars.

— Les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.

La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle est ou non soumise au *régime forestier*. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts) il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles ci sont au nombre de 32 148 et couvrent une surface de 3,36 millions d'hectares soit 30 % de la forêt privée.

Des informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion ont été données par l'enquête sur les structures économiques de la sylviculture (ESSES) réalisée de 1975 à 1984.

L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ».

On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.

En revanche, l'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Commerce extérieur

Les résultats du commerce extérieur, en valeur, relatifs à la *filière bois* (bois ronds, autres produits de l'exploitation forestière et produits dérivés) résultent d'un traitement des données de base de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :

— la récolte est évaluée par l'enquête exhaustive sur la production de la branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : m^3 (r)]. Il faut noter que la récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle est estimée à 15 millions de m^3 (r);

— le mode de calcul en équivalent bois ronds, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges

extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire;

— il n'est pas tenu compte des stockages aux différents stades de la transformation.

3. DÉFINITIONS

Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

La filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :

— la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) NAF 02.0A;

— l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (NAF 02.0B);

— la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés et des déchets (délignures, sciures, ...) éventuellement commercialisés (NAF 20.1A et 20.1B);

— la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois.

Le régime forestier

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en oeuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales (départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les zones de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (landais par exemple). Il existe des exceptions à la règle de soumission à ce régime, en particulier pour les forêts communales et sectionales du Sud-Ouest de la France.

Surface boisée

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières et où le taux de couvert de ces arbres est au moins de 10 %. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares et plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les arbres d'alignements et les arbres épars constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques, bureau « Statistiques végétales et forestières » (SCEES-BSVF);

— Direction de l'Espace rural et de la Forêt (DERF);

— Office national des Forêts (ONF);

— Inventaire forestier national (IFN).

Publications :

Service central des enquêtes et études statistiques :

— Agreste, données chiffrées (annuel) :

Statistiques forestières

Récoltes de bois et production de sciages (résultats de l'enquête annuelle de branche)

Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries

L'utilisation du territoire.

— Agreste, Conjoncture (trimestriel)

Commerce extérieur « Bois et dérivés »

— Agreste, primeur

Des entreprises d'exploitation forestières très spécialisées

— GraphAgri Forêt - Bois (bisannuel)

La forêt et les industries du bois en 2000 (Édition bilingue français - anglais)

Service des statistiques industrielles (SESSI) et SCEES :

Le bois en chiffres (édition 2000)

Direction de l'espace rural et de la forêt :

— *Fonds forestier national* (rapport annuel)

— *Bilan sur les incendies de forêts* (annuel)

Office national des forêts :

— *Rapport annuel de gestion*

Inventaire forestier national :

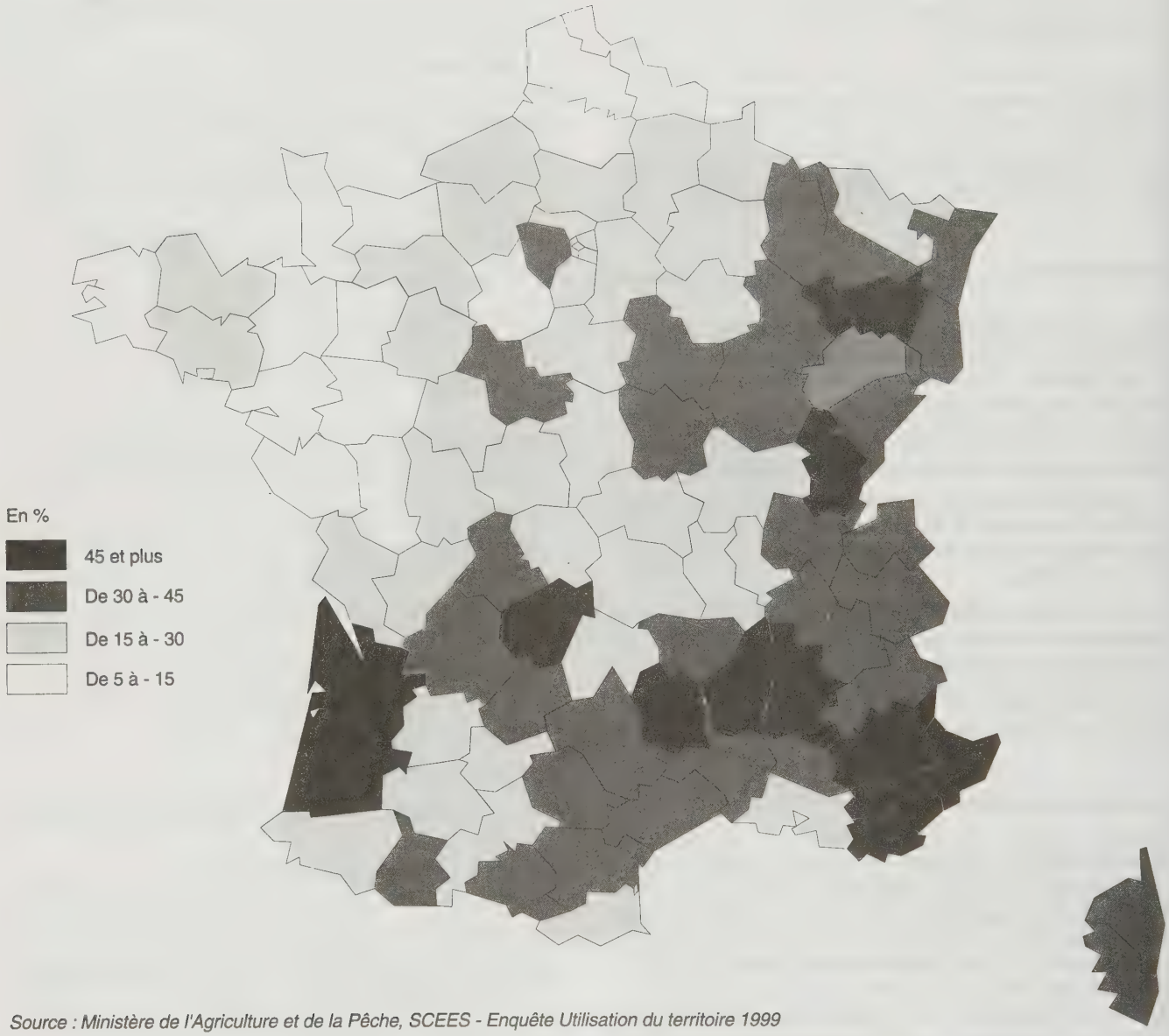
— *Rapport annuel de gestion*

— *Atlas forestier de la France : Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest.*

*
* *

CARTE I.02

Taux de boisement par département en 1999



Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES - Enquête Utilisation du territoire 1999

TABLEAU I.02-1

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES — *Unité* : Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13 985,5	14 809,4	14 887,1	14 929,2	14 985,1	15 003,4
Feuillus	8 547,6	9 377,3	9 415,3	9 440,6	9 479,9	9 505,8
Conifères	4 109,5	4 118,9	4 125,9	4 124,0	4 121,5	4 119,6
Feuillus en voie d'enrésinement	50,5	...	...	...	...	
Mixte	1 277,9	1 313,2	1 345,9	1 364,6	1 383,6	1 378,0
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1 478,9	1 432,2	1 456,6	1 422,6	1 559,2
Peupleraies	280,0	245,6	250,3	253,8	256,3	257,9
Total	15 195,4	16 533,9	16 569,6	16 639,6	16 664,0	16 820,5

TABLEAU I.02-2

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Situation au 31 décembre

Source : Office national des Forêts — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1995	1996	1997	1998	1999
ÉTAT :						
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1 717	1 753	1 753	1 754	1 755	1 757
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	43	63	70	69	69
Total (2)	**1 737**	**1 796**	**1 816**	**1 824**	**1 824**	**1 826**
DÉPARTEMENTS :						
Forêts départementales (2)	21	28	31	31	33	33
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :						
Forêts communales et sectionales	2 426	2 550	2 556	2 570	2 582	2 592
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne	60	87	87	88	88	81
Total (2)	**2 486**	**2 637**	**2 643**	**2 689**	**2 703**	**2 706**
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. 148 du code forestier) (3)	10	17	19	19	21	21
Total général au 31 décembre	**4 254**	**4 478**	**4 509**	**4 532**	**4 548**	**4 553**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts sont non soumises au régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées non soumises.

TABLEAU I.02-3

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre

Source : Office national des Forêts (ONF) — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999
Superficies domaniales	1,5	1,5	7 513,8	7 513,8	2,0	2,0	2,8	3,0
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	8,7	8,7	1,1	1,1	6,4	5,7
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	0,1	0,1	–	–	0,7	0,7	0,8	0,7
Forêts particulières sous contrat	–	–	48,5	48,5	–	–	1,2	1,2
Forêts gérées par l'ONF	7,5	7,5	–	–	1,8	1,8	–	–
Ancien domaine colonial (1)	27,8	27,8	–	–	9,7	9,7	89,7	89,7
Total	**38,3**	**38,3**	**7 571,0**	**7 571,0**	**15,3**	**15,3**	**100,9**	**100,3**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU I.02-4

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sécurité civile)

	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'incendies	5 881	4 618	6 563	6 401	8 005	6 600	...
Surface sinistrée (en hectares)	72 625	24 995	18 137	11 400	21 582	19 600	...

TABLEAU I.02-5

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

Unité : Millier d'hectares

	1947 à 1971	1972 à 1989	1990	1993	1994	1995	1996	1997
Type d'essence :								
Pins maritimes	•	116,9	6,9	0,6	4,8	3,2	3,6	2,1
Autres pins	•	84,6	4,4	1,0	2,3	2,1	1,9	1,7
Autres conifères	•	304,8	9,5	2,5	3,6	4,3	3,5	2,8
Peupliers	•	60,8	3,4	1,1	2,4	2,9	2,6	2,0
Autres feuillus	•	63,2	7,5	2,5	5,1	6,1	5,2	3,7
Total	•	**630,3**	**31,7**	**7,7**	**18,2**	**18,6**	**16,8**	**12,3**
Nature du boisement :								
Boisement	496,7	168,2	7,8	2,5	5,2	3,7	2,3	1,0
Reboisement et enrichissement (1)	834,0	407,7	20,5	4,1	10,3	10,8	10,8	8,5
Plantations hors forêts (2)	116,0	54,7	3,4	1,1	2,7	4,1	3,7	2,8
Total	**1 446,7**	**630,6**	**31,7**	**7,7**	**18,2**	**18,6**	**16,8**	**12,3**

(1) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(2) Peupliers essentiellement.

TABLEAU I.02-6

Production annuelle des pépinières particulières (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1985		1990		1995		1997		1998	
	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total
Nombre	**403**	**609**	**392**	**597**	**353**	**465**	**336**	**448**	**338**	**441**
Superficie [en hectares] (2)	**1 201**	**1 301**	**1 352**	**1 441**	**1 319**	**1 405**	**1 245**	**1 316**	**1 240**	**1 297**
Plants de peupliers et de noyers	511	586	503	568	582	626	602	646	631	674
Autres plants	690	715	849	873	737	779	643	670	609	623
Plants produits (en millions)	**84,6**	**87,6**	**91,4**	**94,1**	**85,5**	**87,8**	**76,8**	**79,8**	**74,1**	**75,0**
Plants de peupliers et de noyers	1,2	1,4	1,8	1,9	2,3	2,4	3,2	3,3	3,3	3,4
Autres plants :										
– feuillus	18,4	18,5	33,4	34,3	29,0	29,7	27,0	28,7	26,0	26,1
– conifères	65,0	67,7	56,2	57,9	54,2	55,7	46,6	47,8	44,8	45,5

(1) Pépinières agréées et non agréées par le Fonds forestier national.
(2) Jachères non comprises.

TABLEAU I.02-7

Production ligneuse (1) de l'Office national des Forêts

Ventes de bois en France

Source : Office national des Forêts

	1980	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Volume vendus ou délivrés (1000 m³)								
Feuillus (volume grume)	3 169	5 066	4 667	4 501	4 516	4 619	4 666	4 790
Conifères (volume grume)	4 280	4 936	5 566	5 136	5 287	5 415	5 664	5 420
Houppiers et taillis-bois enstéres (2)	3 027	3 743	3 850	3 733	3 573	3 835	3 862	3 710
Total	**10 476**	**13 745**	**14 093**	**13 740**	**13 376**	**13 869**	**14 192**	**13 920**
Valeur [million de francs] (3)	...	2 186	2 720	3 197	2 937	3 034	3 283	3 367

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(3) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

TABLEAU I.02-8

Exploitation forestière et scierie

Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Activité	Numéro de NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié permanent (3)	Chiffre d'affaires net (2)	Exportations	Investissements corporels
				Million de francs		
Exploitation forestière	02.0B	41	2 152	2 155	301	36
Scierie	20.1A et 20.1B	272	12 374	10 909	2 128	523
Total		**313**	**14 526**	**13 064**	**2 429**	**683**

(1) Entreprises de vingt salariés permanents et plus. L'enquête pour les résultats de l'année 1997 concernait le champ des entreprises de six salariés permanents et plus.
(2) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.
(3) Sont exclues les personnes employées à temps partiel, soit moins de 20 heures hebdomadaires, et les travailleurs saisonniers.

TABLEAU I.02-9

Exploitation forestière (NAF 02.0B) : production de la branche

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m³ de bois ronds

Produit	1980	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Bois d'œuvre (grumes)								
Chêne	3 446	3 169	3 120	2 677	2 850	2 770	2 801	2 818
Hêtre	1 987	2 047	2 582	1 914	1 912	1 796	1 865	1 924
Peuplier	1 770	1 862	3 409	2 599	2 560	2 322	2 327	2 221
Feuillus divers	1 186	846	1 046	940	968	883	853	900
Total feuillus	**8 389**	**7 925**	**10 157**	**8 130**	**8 290**	**7 771**	**7 845**	**7 863**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	4 862	5 135	6 495	6 185	6 363	6 112	6 364	6 675
Pin et autres conifères	5 678	5 653	7 693	6 629	7 044	6 615	6 925	7 429
Total conifères	**10 540**	**10 788**	**14 189**	**12 814**	**13 407**	**12 727**	**13 289**	**14 104**
Ensemble des bois d'œuvre (1)	**18 929**	**18 713**	**24 346**	**20 944**	**21 697**	**20 498**	**21 134**	**21 967**
Bois d'industrie								
Feuillus durs	4 652	3 860	3 678	3 611	3 655	3 232	3 497	3 426
Feuillus tendres	1 480	1 093	1 285	1 661	1 628	1 357	1 558	1 502
Sapin, épicéa, mélèze	478	1 021	1 228	1 787	1 886	1 550	1 850	1 621
Pin maritime	1 798	2 068	2 168	2 607	2 786	2 441	2 451	2 483
Autres conifères	779	1 118	1 399	1 346	1 451	1 117	1 189	1 241
Total trituration (2)	**9 187**	**9 160**	**9 757**	**11 012**	**11 406**	**9 698**	**10 545**	**10 273**
Mines feuillus	61	54	32	15	15	12	16	28
Mines conifères	260	159	70	35	25	23	29	21
Bois ronds divers feuillus	320	227	199	192	216	218	271	272
Bois ronds divers conifères	69	88	147	121	101	107	111	97
Poteaux (conifères)	149	76	82	120	104	87	57	60
Total autres bois d'industrie	**859**	**604**	**530**	**483**	**461**	**447**	**484**	**478**
Ensemble des bois d'industrie	**10 046**	**9 765**	**10 287**	**11 495**	**11 867**	**10 145**	**11 029**	**10 751**
Bois de feu commercialisé (3)								
Total bois de feu commercialisé (3)	**1 358**	**2 077**	**2 541**	**2 588**	**2 471**	**2 644**	**2 770**	**2 809**

(1) Destinés principalement au sciage, ainsi qu'au tranchage ou au déroulage.
(2) Papeterie et fabrique de panneaux.
(3) Depuis 1989 : y compris bois de feu cédé à titre gratuit ou autoconsommé.

TABLEAU I.02-10

Exploitation forestière : production de bois d'œuvre dans les départements d'outre-mer (1)

Source : Office national des Forêts

Unité : Millier de m³ de bois ronds

	1980	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Guadeloupe	0,5	3,6	0,6	0,3	0,7	0,5	0,8	–	...
Guyane	120,0	94,4	91,0	51,0	68,2	65,7	53,6	71,8	...
Martinique	0,8	2,8	1,8	2,1	2,9	5,3	5,2	6,2	4,0
Réunion	3,0	4,4	5,0	7,2	5,0	6,1	6,0	8,2	7,9

(1) Forêts bénéficiant du régime forestier.

TABLEAU I.02-11

Scierie (NAF 20.1A) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m³ de sciages (sauf indication contraire)

Produit	1980	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Sciages (1)								
Chêne	1 124	1 057	1 051	904	957	927	892	911
Hêtre	856	738	966	714	707	695	673	685
Peuplier	488	572	923	695	709	629	634	611
Feuillus divers	582	362	363	335	316	312	297	308
Total feuillus	**3 050**	**2 729**	**3 303**	**2 648**	**2 689**	**2 563**	**2 496**	**2 515**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	3 009	3 166	3 656	3 665	3 744	3 618	3 832	3 989
Pin et autres conifères	2 672	2 532	3 299	2 983	3 083	2 887	2 968	3 207
Total conifères	**5 681**	**5 698**	**6 955**	**6 648**	**6 827**	**6 505**	**6 800**	**7 196**
Ensemble des sciages d'essences des régions tempérées...	**8 731**	**8 427**	**10 258**	**9 296**	**9 516**	**9 068**	**9 296**	**9 711**
Sciages d'essences des régions tropicales et exotiques	667	473	514	332	298	273	265	262
Autres produits de scierie								
Traverses :								
— chêne	183	100	137	...	...	...	...	...
— autres	62	46	51	...	...	...	...	...
Appareils de voie	76	42	33	...	...	...	...	...
Total bois sous rail	**321**	**188**	**221**	**167**	**223**	**207**	**188**	**191**
Merrains	18	12	33	20	27	34	45	55
Chutes de scierie commercialisées (millier de t.) :								
— pour trituration	2 376	2 714	3 617	3 903	3 932	4 021	4 112	4 312
— autres	388	412	353	416	430	434	414	387

(1) Ces produits sont tirés d'une partie des grumes dont il est fait état au tableau I.02-8.

TABLEAU I.02-12

Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Unité : Million de francs

	Exportations		Importations	
	1998	1999	1998	1999
Produits d'exploitation forestière, de carbonisation et de scierie (bois)				
Conifères (grumes + trituration)	192	260	137	169
Feuillus (grumes + trituration)	1 487	1 453	1 544	1 567
Sciages de conifères	545	552	2 567	2 925
Sciages de feuillus	1 218	1 265	1 664	1 653
Traverses	160	160	38	48
Plaquettes, particules et délignures	197	234	249	231
Autres produits (1)	286	224	231	228
Total	**4 085**	**4 148**	**6 430**	**6 821**
Produits des industries du bois, des pâtes et papier				
Placages	674	667	543	529
Panneaux contreplaqués	3 408	3 594	2 916	2 992
Autres produits du travail mécanique du bois	4 012	4 273	3 720	4 284
Meubles et sièges en bois	5 986	6 261	11 172	12 284
Pâtes et vieux papiers	1 801	1 751	6 132	6 755
Papiers et cartons	17 375	18 472	23 594	24 082
Total	**33 256**	**35 018**	**48 077**	**50 926**
Autres produits d'exploitation forestière et dérivés				
Extraits tannants, végétaux	49	57	20	25
Térébenthine, colophanes et dérivés	191	195	486	366
Liège et ouvrages en liège	240	355	1 398	1 697
Total	**480**	**607**	**1 904**	**2 088**
Ensemble des produits	**37 821**	**39 773**	**56 411**	**59 835**

(1) Comprend : bois de feu, sciures, charbon de bois, bois d'industrie sauf trituration, bois feuillards, échalas, pieux et piquets, bois pour cannes, manches d'outils, éclisses.

TABLEAU I.02-13

Bilan de la matière bois

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Unité : Millier de m³ de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	Total
PRODUCTION				
Bois d'œuvre	7 863	14 104	–	21 967
Bois d'industrie	5 228	5 523	–	10 751
Bois de trituration et dérivés	4 928	5 345	–	10 273
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	300	178	–	478
Bois de feu	–	–	2 809	2 809
Total de la production	**13 091**	**19 627**	**2 809**	**35 527**
IMPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 282	3 554	1 125	6 961
Bois d'industrie	3 686	5 721	24 241	33 648
Bois de trituration et dérivés	3 686	5 715	24 204	33 605
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	6	37	43
Bois de feu	–	–	15	15
Total des importations	**5 968**	**9 275**	**25 381**	**40 624**
EXPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 157	1 231	982	4 370
Bois d'industrie	1 708	1 573	18 077	21 358
Bois de trituration et dérivés	1 708	1 561	18 028	21 297
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	–	12	49	61
Bois de feu	–	–	415	415
Total des exportations	**3 865**	**2 804**	**19 474**	**26 143**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'œuvre	7 988	16 427	143	24 558
Bois d'industrie	7 206	9 671	6 164	23 041
Bois de trituration et dérivés	6 906	9 499	6 176	22 581
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	300	172	– 12	460
Bois de feu	–	–	2 409	2 409
Total de la consommation apparente	**15 194**	**26 098**	**8 716**	**50 008**

Chapitre I.03

Pêche maritime

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définition.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de navires de pêche, puissance et tonnage suivant la longueur hors tout.
2. Nombre de marins ayant embarqué au moins trois mois dans l'année par type de pêche.
3. Produits frais de la mer : principales espèces débarquées.
4. Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées.
5. Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture, bureau central des statistiques.

1. PRÉSENTATION

En 1999, le déficit du commerce extérieur des produits de la mer s'est élevé à 13,3 milliards de francs, soit une légère baisse par rapport à l'année précédente qui avait connu une progression importante. Le niveau du déficit reste donc élevé en comparaison de ce qui était enregistré jusqu'en 1997. La tendance à la croissance des quantités échangées se poursuit tant pour les importations que les exportations. Les espèces les plus déficitaires, en valeur, du point de vue de ces échanges, demeurent le cabillaud, les lieus, le merlu et le thon.

En valeur, les principales espèces débarquées en France métropolitaine sont la sole, la baudroie, la langoustine, le cabillaud et l'anchois, alors qu'en quantité, ce sont, la sardine, le chinchard, les lieus et l'anchois qui prédominent.

La réduction de la flotte et de sa puissance se poursuit à un rythme relativement modéré entraînant celle du nombre de marins embarqués.

2. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre correspond à une partie du champ couvert par les numéros 05.0A et 05.0C de la nomenclature d'activités française (NAF).

La flotte des navires de pêche est répertoriée suivant deux types de classification. Une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central du Centre administratif des Affaires maritimes. Une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation des effectifs des marins-pêcheurs correspond au nombre de marins embarqués pendant au moins trois mois au cours de l'année.

Les données portant sur les produits de la mer débarqués par espèce se rapportent à leur équivalent en poids vif.

Souvent les captures sont vidées, éviscérées, filetées, salées,... à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines.

3. DÉFINITION

Armement

Un navire de pêche est armé soit :

— à la grande pêche : durée du voyage supérieure à un mois;

— à la pêche au large : durée de la marée de 12 à 15 jours;

— à la pêche côtière : durée de la marée, 3 jours;

— à la petite pêche : durée de la marée, 24 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture;

Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (OFIMER, ex FIOM);

CAAM (Centre administratif des Affaires maritimes de Saint-Malo).

Publications :

« *Pêche - Statistiques annuelles 1999* », Document Statistique, Thème 5, série A, Eurostat (annuel).

Rapport sur la production de l'industrie des Pêches maritimes et des Cultures marines, OFIMER (annuel).

Le commerce extérieur des produits de la mer, OFIMER (annuel).

Statistiques des Pêches et Production de l'aquaculture, FAO, édition 1998, volume 86.

*
* *

TABLEAU I.03-1

Nombre de navires de pêche, puissance et tonnage suivant la longueur hors tout

Situation au 31 décembre

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M.)

Unités : Tonnage : tonneau de jauge brute
Puissance : kilowatt
Nombre : navires en activité

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Navires d'une longueur hors tout de :						
Moins de 12 mètres :						
Nombre	6 556	4 847	4 766	4 630	4 512	4 377
Puissance	405 901	339 342	339 299	335 483	331 046	326 068
Tonnage	27 479	22 007	21 943	21 498	23 563	23 143
De 12 à moins de 16 mètres :						
Nombre	850	652	630	587	560	547
Puissance	157 013	129 371	124 798	117 998	113 940	111 870
Tonnage	20 842	16 749	16 207	15 212	14 988	14 748
De 16 à moins de 25 mètres :						
Nombre	1 022	930	912	876	842	826
Puissance	338 054	321 865	317 472	307 643	298 827	294 147
Tonnage	58 599	57 635	57 032	55 715	54 576	53 884
De 25 à moins de 38 mètres :						
Nombre	122	89	90	89	89	86
Puissance	66 546	51 768	53 230	52 484	52 843	51 586
Tonnage	21 697	15 850	16 173	15 828	16 003	15 645
38 mètres et plus :						
Nombre	104	75	77	72	71	70
Puissance	182 971	148 163	152 827	147 214	144 651	141 121
Tonnage	75 205	62 886	64 607	61 927	60 730	59 629
Total :						
Nombre	**8 654**	**6 593**	**6 475**	**6 254**	**6 074**	**5 906**
Puissance	**1 150 485**	**990 509**	**987 626**	**960 822**	**941 307**	**924 792**
Tonnage	**203 823**	**175 127**	**175 962**	**170 180**	**169 860**	**167 049**

TABLEAU I.03-2

Nombre de marins ayant embarqué au moins trois mois dans l'année par type de pêche

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (CAAM)

Unité : Marin

	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Grande pêche	1 164	969	891	986	1 003	975	974	952	935
Pêche au large	5 068	4 559	4 293	3 992	3 773	3 707	3 505	3 392	3 441
Pêche côtière	3 536	3 508	3 490	3 288	3 219	3 120	3 145	3 158	3 151
Petite pêche (1)	16 322	14 871	14 476	14 416	13 932	13 674	13 451	13 530	13 066
Total	**26 090**	**23 907**	**23 150**	**22 682**	**21 927**	**21 476**	**21 075**	**21 032**	**20 593**

(1) Y compris conchyliculture.

TABLEAU I.03-3

Produits frais de la mer : principales espèces débarquées

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M)

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Espèces débarquées	1990		1995		1997		1998		1999	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Cabillaud	16 233	256 958	14 339	166 817	16 468	194 314	16 086	243 310	13 513	231 317
Églefin	3 330	34 860	3 590	19 577	6 539	47 286	4 255	47 367	3 453	37 770
Lieu noir	33 138	206 401	16 737	95 756	15 014	88 053	15 803	115 369	24 694	173 383
Lieu jaune	5 057	85 250	3 395	57 055	3 013	54 723	2 980	61 726	3 112	66 429
Merlan	22 602	202 183	24 379	153 364	19 180	142 414	17 875	156 623	20 695	177 314
Merlu	19 487	530 323	12 293	247 156	8 376	218 625	5 987	182 294	7 443	209 088
Chinchard	7 697	31 768	5 924	22 010	9 392	41 359	21 757	40 836	28 608	70 956
Maquereau	14 400	58 959	12 614	43 720	15 978	56 576	17 117	48 493	18 658	54 766
Plie	7 636	47 365	3 921	30 635	4 688	40 840	4 539	36 438	5 232	49 782
Sole	7 888	398 652	8 317	380 212	7 948	498 551	7 599	494 073	8 331	502 993
Cardine	5 115	108 429	4 383	73 603	3 755	77 128	3 519	74 056	3 359	77 232
Baudroie	16 309	442 712	14 820	331 719	14 278	375 814	12 222	372 247	10 842	367 450
Hareng	11 157	17 518	4 500	8 047	4 422	6 703	17 042	30 663	25 377	47 073
Anchois	14 887	112 930	11 257	106 373	17 514	169 025	25 687	218 478	26 298	228 496
Sardine	21 709	78 974	13 339	42 951	18 753	63 890	15 733	66 663	34 873	111 416
Limande-sole	1 520	13 138	1 865	30 319	1 746	38 733	1 413	33 046	1 298	28 630
Bar	2 910	258 099	2 455	132 347	3 248	181 375	3 083	180 576	3 459	206 493
Turbot	1 015	73 784	775	46 304	592	42 217	573	46 527	524	41 581
Langoustine	9 110	371 355	9 050	346 940	6 882	307 160	6 396	286 469	5 810	294 909
Homard	246	28 834	261	27 594	322	36 040	230	26 285	282	32 467
Crevette grise	252	21 454	245	12 033	254	12 581	325	15 895	426	22 016

TABLEAU I.03-4

Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées

Année 1999

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
Douanes

Unités : Valeur : millier de francs
Quantité : tonne

Principales espèces	Importations		Exportations		Balance générale	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Anchois	6 258	209 763	13 319	184 443	7 061	– 25 320
Bar	1 045	42 479	2 557	170 267	1 512	127 788
Baudroie	7 580	311 517	1 273	90 424	– 6 307	– 221 093
Cabillaud, morue	61 942	1 411 376	5 423	192 545	– 56 519	– 1 218 831
Cardine	44	1 372	1 960	60 380	1 916	59 008
Chinchard	2 944	8 988	16 156	70 177	13 212	61 189
Dorade	3 366	86 529	1 837	67 201	– 1 529	– 19 328
Églefin	2 326	41 382	175	4 071	– 2 151	– 37 311
Flétan	4 448	84 515	30	1 161	– 4 418	– 83 354
Hareng	14 841	109 412	12 087	34 148	– 2 754	– 75 264
Lieu Alaska, jaune	37 942	521 641	2 058	35 658	– 35 884	– 485 983
Lieu noir	21 319	264 883	1 246	22 540	– 20 073	– 242 343
Lingues	3 091	54 372	45	878	– 3 046	– 53 494
Maquereau	23 321	104 842	13 974	62 855	– 9 347	– 41 987
Merlan	3 214	54 697	2 613	41 908	– 601	– 12 789
Merlu	25 999	399 794	1 648	45 278	– 24 351	– 354 516
Plie	638	13 102	3 027	31 138	2 389	18 036
Rascasse du Nord	8 646	130 000	813	27 166	– 7 833	– 102 834
Sardine	22 482	245 513	3 096	31 299	– 19 386	– 214 214
Sole	5 979	243 461	2 726	188 438	– 3 253	– 55 023
Thon	102 371	1 748 381	164 617	1 478 353	62 246	– 270 028

TABLEAU I.03-5

Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer

Sources : Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture
OFIMER et Douanes

Unités : Valeur : milliard de francs
Quantité : millier de tonnes

	1990	1995	1996	*r* 1997	1998	1999 (2)
Production nationale						
Quantité	808,4	827,7	810,8	796,0	758,3	796,0
Valeur	8,8	7,6	8,0	8,5	8,0	8,6
Commerce extérieur						
Importations :						
Quantité importée	863,2	885,3	923,0	913,9	975,2	1 009,0
Valeur importée	15,5	15,8	16,2	17,6	20,3	20,1
Exportations :						
Quantité exportée	341,2	385,7	406,6	398,8	370,8	440,5
Valeur exportée	5,2	4,8	5,0	6,3	6,3	6,8
Solde :						
Quantité	– 522,0	– 499,6	– 516,4	– 515,1	– 604,4	– 568,5
Valeur	– 10,3	– 10,9	– 11,2	– 11,3	– 14,0	– 13,3
Consommation apparente (1)						
Quantité	1 330,4	1 327,3	1 327,2	1 311,1	1 362,7	1 364,5
Valeur	19,1	18,6	19,2	19,8	22,0	21,9

(1) La consommation apparente est la somme de la production nationale et des importations moins les exportations.
(2) La production nationale est estimée pour 1999.

Chapitre I.04

Industries agricoles et alimentaires

(NAF groupes 15.1 à 16.0)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA.

1. Industrie des viandes : branche et secteur d'établissements.
2. Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche.
3. Abattage de volailles : production de la branche.
4. Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche.
5. Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche.
6. Industrie du poisson : branche et secteur d'établissements.
7. Conserves de poisson : production de la branche.
8. Industrie des fruits et légumes : branche et secteur d'établissements.
9. Industrie des fruits et légumes : production des branches.
10. Industrie des corps gras : branche et secteur d'établissements.
11. Corps gras : production de la branche.
12. Industrie laitière : branche et secteur d'établissements.
13. Industrie laitière : production de la branche.
14. Glaces et sorbets : production de la branche.
15. Travail des grains; fabrication de produits amylacés : branche et secteur d'établissements.
16. Grains et produits amylacés : production de la branche.
17. Fabrication d'aliments pour animaux : branche et secteur d'établissements.
18. Aliments pour animaux : production de la branche.
19. Autres industries alimentaires : branche et secteur d'établissements.
20. Autres industries alimentaires : production des branches.
21. Industrie des boissons : branche et secteur d'établissements.
22. Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches.
23. Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche.
24. Malt : production de la branche.
25. Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche.
26. Tabac : production de la branche.
27. Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

1. PRÉSENTATION

En 1999, la production des industries agro-alimentaires (IAA) augmente de 1,4 % en volume. Plus élevé qu'en 1998 (+ 1,2 %), ce résultat traduit en particulier la forte progression des boissons. Le solde commercial croît légèrement, grâce aux exportations de boissons, notamment de champagne; les huiles et corps gras et les produits laitiers contribuent aussi à cette amélioration, dans une moindre mesure. La consommation des ménages est moins dynamique que l'année précédente. L'activité des IAA contribue à la création d'emploi.

2. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale relève de ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

Depuis l'exercice 1993, cette enquête est exprimée dans la Nomenclature d'activités française (NAF) en vue d'une harmonisation statistique au niveau européen puisque la NAF s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la NACE. Ainsi, les comparaisons entre les pays européens en seront-elles facilitées.

Les principales modifications par rapport à la précédente nomenclature utilisée, la NAP, sont les suivantes :

— éclatement de l'industrie laitière en quatre classes :
  — inclusion de la vinification dans les IAA ;
  — suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé ;
  — restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques, soit par d'autres administrations, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'INSEE et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations présentées dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 1998. Classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus 1 lettre de la nomenclature NAF, ils sont diffusés par le SCEES au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Les tableaux présentés permettent de comparer l'activité de 1998 à celle des quatre années précédentes. Par ailleurs, les activités de surgélation-congélation et de déshydratation, considérées comme des techniques de conservation et non comme des branches d'activité au sens de la NAF, sont reclassées dans chaque catégorie de produits concernés.

3. DÉFINITIONS

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.

Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.

Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

Secteurs et branches

Tous les établissements exerçant à titre principal une même activité, sont classés dans un ensemble appelé secteur d'établissement.

Les fractions d'établissement qui ont une même activité constituent la branche. Ainsi un même établissement relève d'autant de branches qu'il exerce d'activités, mais il n'appartient qu'à un seul secteur.

Industrie des viandes
(NAF groupe 15.1)

— Viande fraîche, congelée ou surgelée de bovins, d'ovins et de caprins, de porcins, d'équins; abats comestibles ou non; laines, cuirs et peaux bruts; graisses animales comestibles et sous-produits animaux non comestibles.

— Viande et abats de volaille, de lapin et de gibier, frais, congelés ou surgelés; plumes et duvets.

— Préparations industrielles à base de viandes : charcuterie et conserves à base de viandes : saucisses, saucissons secs, saucissons cuits, pâtés, jambons et épaules cuits, viandes et abats salés, en saumure séchés ou fumés; préparations de foie gras; plats préparés à base de viande; farines de viandes pour animaux.

Industrie du poisson
(NAF groupe 15.2)

— Poissons frais, congelés ou surgelés, séchés, salés ou fumés; coquillages, crustacés et mollusques surgelés ou en conserve; plats préparés à base de poissons, de crustacés et de mollusques; escargots et cuisses de grenouilles surgelés ou en conserve; farines de poissons pour animaux; déchets de l'industrie du poisson.

Industrie des fruits et légumes
(NAF groupe 15.3)

— Pommes de terre conservées par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; purée déshydratée; chips; frites; plats préparés à base de pomme de terre; produits apéritifs à base de pomme de terre; farines de pomme de terre.

— Jus de fruits et de légumes frais, surgelés ou concentrés.

— Légumes conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation, lyophilisation, dans l'huile, le vinaigre, la saumure; plats cuisinés et préparations à base de légumes.

— Fruits conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; confitures, marmelades, compotes et gelées; fruits à coque grillés ou salés; conserves de fruits; fruits à l'alcool et à l'eau de vie.

Industrie des corps gras
(NAF groupe 15.4)

— Huiles végétales brutes et raffinées; tourteaux et farines oléagineuses; huiles et graisses animales non comestibles; huiles et graisses hydrogénées; cires végétales et résidus divers.

— Margarine; spécialités à tartiner (non compris celles à base de produits laitiers : groupe 15.5).

Industrie laitière
(NAF groupe 15.5)

— Laits liquides frais, pasteurisés, stérilisés, UHT, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris le lait utilisé à la ferme : groupe 01.2); crèmes de lait; produits laitiers frais : yaourts et autres laits fermentés, desserts lactés frais.

— Beurre, y compris concentré ou allégé; pâtes à tartiner à base de produits laitiers.

— Fromages frais, à pâte molle, persillée...; fromages fondus...

— Laits concentrés et laits secs sucrés et non sucrés, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris les laits pour nourrissons, groupe 15.8).

— Produits dérivés de l'industrie laitière : caséine, caséinates, lactose, lactosérum.

— Crèmes glacées, glaces et sorbets en vrac ou en conditionnement individuel (non compris les spécialités pâtissières glacées, groupe 15.8).

Travail des grains; fabrication de produits amylacés
(NAF groupe 15.6)

— Farines, y compris sons et résidus; farines préparées pour la boulangerie, la pâtisserie.

— Semoules; riz décortiqué ou transformé; céréales transformées (grillées, soufflées, en flocons) pour le petit déjeuner.

— Produits amylacés : amidons et fécules, maltodextrine, glucose; tapioca; huile de germe de maïs; résidus d'amidonnerie.

Fabrication d'aliments pour animaux
(NAF groupe 15.7)

— Aliments composés complets ou complémentaires pour animaux de ferme; aliments d'allaitement; composés minéraux et prémélanges; fourrages déshydratés.

— Aliments pour animaux de compagnie.

Autres industries alimentaires
(NAF groupe 15.8)

— Fabrication industrielle de pains, de viennoiseries et de pâtisseries (fraîches et surgelées); pâtes et pâtons précuits surgelés.

— Cuisson de produits de boulangerie.

— Produits de la boulangerie, de la boulangerie-pâtisserie et de la pâtisserie, artisanales.

— Biscottes et pains grillés; biscuits sucrés ou salés (y compris extrudés); pâtisserie industrielle de conservation; pain d'épices.

— Sucre de betterave et de canne : brut, raffiné ou conditionné; sucre cristallisé, en morceaux...; sucres vanillés et vanillinés; sirops de sucre et de mélasses; résidus de sucrerie (non compris édulcorants de synthèse, groupe 24.4).

— Chocolaterie, confiserie.

Chocolaterie : cacao en masse, en poudre sucré et non sucré, beurre de cacao, chocolat de couverture, chocolat en tablettes, confiserie de chocolat, autres produits de

chocolaterie (notamment chocolat blanc et pâtes à tartiner contenant du cacao).

Confiserie de sucre : sucres cuits et autres bonbons, gommes à mâcher (chewing-gum), confiserie diverse (notamment dragées, nougats, pâtes de fruits), fruits confits (notamment marrons glacés); coquilles et pellicules de cacao.

— Pâtes alimentaires fraîches ou non, cuites ou farcies; couscous (y compris le couscous garni).

— Café torréfié en grain, moulu, soluble, concentré, décaféiné; thé conditionné (y compris en sachets); chicorée en grain, moulue, soluble et liquide; infusions.

— Condiments et assaisonnements : vinaigres, moutardes, sauces préparées (émulsionnées, non émulsionnées, cuisinées, ketchup...); épices conditionnées.

— Aliments adaptés à l'enfant et aliments diététiques : laits pour nourrissons, farines et aliments diversifiés pour bébés (notamment préparations élaborées, type « petit pot »); produits diététiques ou de régime (notamment aliments enrichis en fibres, à teneur particulière en vitamines, glucides, protides...).

— Préparations pour entremets et desserts (notamment préparations pour gâteaux de riz et de semoule, pour crème pâtissière; entremets et desserts préparés (notamment desserts lactés de conservation, gâteaux de riz) : petits déjeuners en poudre ou granulés; bouillons et potages : bouillons, potages déshydratés, liquides, surgelés, y compris arômes; oeufs en conserve (notamment poudre d'oeuf et oeufs cuits); levures (notamment levure de panification, levure-aliment); poudres à lever; autres produits alimentaires divers (notamment extraits de malt); additifs et épaississants alimentaires.

Industrie des boissons
(NAF groupe 15.9)

— Eaux de vie naturelles : boissons alcooliques distillées (cognac, armagnac, calvados, rhum, whisky, eaux de vie de fruits ou de grains...); alcool éthylique pur non dénaturé < 80 % en volume.

— Spiritueux : liqueurs digestives et crèmes de cassis, spiritueux consommés à l'eau (amers, bitters, gentianes, anisés).

— Alcool éthylique non dénaturé > 80 % en volume et alcool dénaturé (non compris l'alcool éthylique de synthèse : groupe 24.1).

— Champagne et mousseux.

— Vins (non compris les vins issus de la transformation du raisin produit par la même exploitation : groupe 01.1); vins doux naturels et vins de liqueur; moûts de raisin; tartre et lie de vin.

— Cidre et autres boissons fermentées (poiré, hydromel, saké...).

— Vins aromatisés; vermouths.

— Bière, y compris bière sans alcool et panaché; résidus de brasserie et de distillerie.

— Malt.

— Eaux minérales et eaux de sources.

— Boissons rafraîchissantes sans alcool (notamment limonade, boissons aux extraits naturels : sodas, colas, tonics..., boissons aux fruits, nectars, sirops de consommation, apéritifs sans alcool, divers).

Industrie du tabac
(NAF groupe 16.0)

— Produits à base de tabac (notamment tabacs, cigarettes et cigares) y compris tabacs à mâcher, à priser; déchets de tabac.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Service central des enquêtes et études et statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction générale des Douanes et Droits indirects.

— INSEE.

Fédérations et syndicats professionnels :

— Fédération nationale de la coopérative bétail et viandes (FNCBV).

— Syndicat national du commerce de porcs.

— Fédération française des industriels charcutiers, traiteurs.

— Conseil national du cuir.

— Fédération nationale de l'Industrie laitière.

— Fédération nationale des coopératives laitières.

— Syndifrais.

— Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées.

— Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés.

— Fédération nationale des syndicats de confituriers et des conserveurs de fruits.

— Bureau national interprofessionnel du pruneau.

— Fédération française des industries d'aliments conservés.

— Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche.

— Société nationale interprofessionnelle de la tomate.

— Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation.

— Office national interprofessionnel des céréales.

— Association nationale de la meunerie française.

— L'Alliance 7.

— Comité français de la semoulerie industrielle.

— Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France.

— Union des semouliers de maïs.

— Syndicat de la rizerie française.

— Chambre syndicale de la malterie française.
— Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA).
— Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA).
— Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC).
— Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA).
— Syndicat national des déshydrateurs de France.
— Chambre syndicale des fabricants d'aliments pour chiens, chats, oiseaux (FACCO).
— Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement.
— Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France.
— Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires.
— Fédération nationale des huileries métropolitaines.
— Syndicat des protéines et corps gras animaux.
— Syndicat national des fabricants de sucre de France.
— Chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France.
— Union des sociétés d'intérêt collectif agricole de la transformation des pulpes de betteraves (USICA).
— Chambre syndicale des torréfacteurs de cafés de France.
— Syndicat des fabricants de chicorée de France.
— Syndicat national des triturateurs conditionneurs de poivres et épices.
— Fédération des industries condimentaires de France.
— Syndicat national des fabricants de vinaigres.
— Syndicat national des fabricants de bouillons et potages.
— Syndicat des producteurs de levure - aliment de France.
— Bureau national interprofessionnel du cognac.
— Bureau national interprofessionnel des calvados, eaux-de-vie de cidre et de poiré.
— Bureau national interprofessionnel de l'armagnac.
— Syndicat national des fabricants de liqueurs.
— Union des producteurs français de spiritueux.
— Conseil national des vins aromatisés.
— Comité interprofessionnel du vin de Champagne.
— Association des brasseurs de France.
— Syndicat national des industries cidricoles.
— Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes, de nectars et de boissons aux fruits.
— Fédération nationale des boissons.
— Syndicat national des boissons rafraîchissantes.
— Syndicat national des fabricants de sirops.
— Chambre syndicale des eaux minérales.
— Syndicat des eaux de source.
— Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA).

Publications :

● Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires », Agreste, séries chiffres et données IAA (annuel);

« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires - résultats sectoriels et régionaux », cédérom, Agreste numérique (annuel);

« Production des industries agricoles et alimentaires en... Enquêtes de branches, y compris prodcom », Agreste, série chiffres et données IAA (annuel);

« Industries agricoles et alimentaires », partie du *Bulletin mensuel* du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

« Enquête annuelle d'entreprise, Industries agricoles et alimentaires - résultats provisoires », Agreste primeur (annuel);

« 10 % de l'emploi agroalimentaire dans les petites entreprises », Agreste primeur, n° 63, septembre 1999;

« Les groupes bien implantés dans l'agroalimentaire », Agreste primeur, n° 69, février 2000.

● INSEE :

« Les industries agro-alimentaires en... », *INSEE-Résultats* (annuel).

« Trente ans d'échanges agro-alimentaires français », *INSEE-Première,* n° 383, juin 1995.

« Les industries agro-alimentaires en 1998 : une croissance plus modeste en 1998 », *INSEE-Première* , n° 672, août 1999.

« L'agriculture en 1999 en France et en Europe : hausse des volumes et forte baisse des prix », *INSEE-Première,* n° 721, juin 2000.

« Les industries agro-alimentaires en 1999 : léger redressement de la croissance », *INSEE-Première* , n° 729, juillet 2000.

« Les comptes de l'agriculture en 1999 - Rapport présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation - Session du 19 juin 2000 », *Synthèses*, août 2000.

Économie et Statistique :

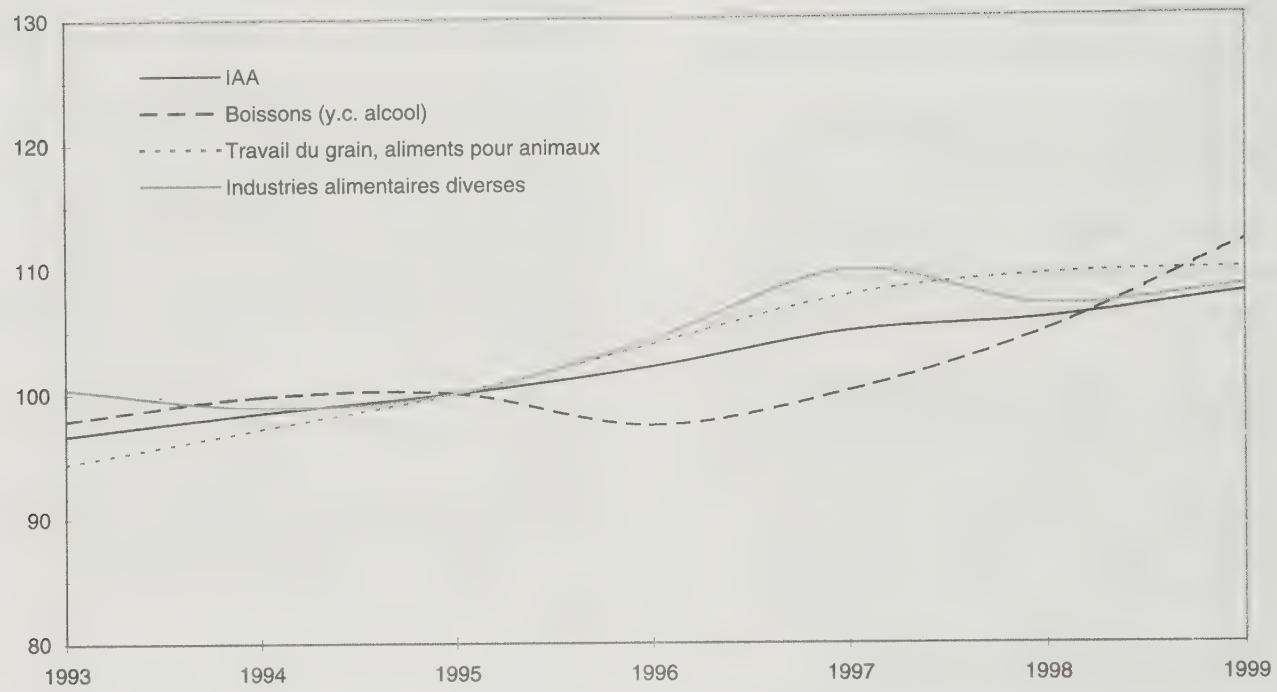
« L'agriculture française dans le contexte international », n° 329/330, septembre/octobre 1999.

Cf. autres publications au chapitre I.01.

*
* *

GRAPHIQUE I.04

Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA :
moyenne annuelle de l'indice mensuel (1)



(1) Base 100 en 1995
Source : Insee

TABLEAU I.04-1

Industrie des viandes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Production de viandes de boucherie	15.1A	41 017	75 732,4	40 993	5 114,1	1 012,0
Production de viandes de volailles	15.1C	27 639	32 517,5	28 246	3 122,8	608,7
Préparation industrielle de produits à base de viandes	15.1E	44 875	53 709,8	42 392	5 327,5	1 745,8
Total		**113 531**	**161 959,7**	**111 631**	**13 564,4**	**3 366,5**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-2

Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Direction des services vétérinaires

Unité : Millier de tonnes

Catégorie d'animaux	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Production de viandes de boucherie	**15.1A**					
Abattage de :						
Gros bovins		1 334,7	1 400,9	1 451,4	1 437,8	1 356,5
Veaux		252,5	246,2	243,0	239,2	234,4
Ovins-caprins		123,6	118,7	123,2	119,6	115,0
Porcins		1 853,8	1 871,8	1 909,6	1 944,6	2 025,8
Équidés		10,2	9,9	10,9	10,8	10,4
Total		**3 574,8**	**3 647,5**	**3 738,1**	**3 752,0**	**3 742,1**

TABLEAU I.04-3

Abattage de volailles (1) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE

Unité : Millier de tonnes

Volailles	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Production de viandes de volailles	**15.1C**					
Abattage de :						
Poussins, poulets, poules, coqs		1 030,4	1 040,1	1 112,3	1 104,0	1 107,6
Dindes		563,2	626,8	635,8	674,9	701,8
Pintades, canards, oies		163,8	188,9	204,4	223,4	238,2
Lapins		61,0	59,9	62,6	59,0	56,6
Total		**1 818,4**	**1 915,7**	**2 015,1**	**2 061,3**	**2 104,2**

(1) Y compris lapins.

TABLEAU I.04-4

Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Viande salée, en saumure, séchée, fumée		120,2	124,8	127,9	127,2	135,7
Jambons cuits		218,8	223,1	227,4	222,4	230,0
Épaules cuites et charcuteries cuites diverses		57,2	56,2	57,4	58,2	58,9
Saucissons secs		93,8	95,5	102,5	99,6	98,3
Saucissons cuits et similaires		56,4	58,0	56,5	56,6	59,8
Saucisses et similaires		154,9	163,1	173,2	175,6	186,7
Pâtés		133,4	163,8	169,1	167,2	166,5
Préparations et conserves diverses de viande		92,5	88,0	114,8	121,7	131,1
Total		**927,2**	**972,5**	**1 028,8**	**1 028,5**	**1 067,0**
Conserves de volailles et de gibier		22,7	19,1	23,6	24,5	25,2

TABLEAU I.04-5

Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Plats préparés		303,3	328,8	323,9	306,3	303,3
Pâtes alimentaires cuisinées		95,7	95,8	101,5	94,5	100,0
Autres plats préparés		207,6	233,0	222,4	211,8	203,3

TABLEAU I.04-6

Industrie du poisson : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie du poisson	**15.2**					
Industrie du poisson	15.2Z	11 990	14 446,1	10 796	1 335,1	420,2
Total		**11 990**	**14 446,1**	**10 796**	**1 335,1**	**420,2**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-7

Conserves de poisson : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
Fédération française des industries d'aliments conservés (FIAC)

Unité : Tonnes nettes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Industrie du poisson	**15.2Z**					
Conserves de poisson		68 686	67 715	74 812	70 366	68 459

TABLEAU I.04-8

Industries des fruits et légumes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des fruits et légumes	**15.3**					
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	2 442	3 107,2	2 906	432,4	222,4
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3C	2 655	5 643,8	2 346	349,3	165,9
Transformation et conservation de légumes	15.3E	12 474	14 790,1	12 968	1 616,7	638,9
Transformation et conservation de fruits	15.3F	3 681	6 493,6	3 564	500,8	255,5
Total		**21 252**	**30 034,7**	**21 784**	**2 899,2**	**1 282,7**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-9

Industries des fruits et légumes : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Produits	N° de la NAF	Unités (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Transformation et conservation de pommes de terre	**15.3A**						
Pommes de terre préparées (2)		10^3 tonnes	137,4	131,0	139,0	159,5	175,7
Produits surgelés de pommes de terre (3)		»	229,8	249,8	267,7	285,0	316,9
Préparation de jus de fruits et légumes (sauf nectars)	**15.3C**						
Jus de fruits		milliers hl	1 574,0	...	...	...	...
dont : Pomme		»	243,0	...	...	...	...
Raisin		»	1 245,0	...	...	...	...
Tomates		»	56,0	...	...	...	...
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**						
Conserves de légumes (4)		10^3 tonnes	1 319,9	1 392,3	1 444,5	1 362,1 *r*	1 459,1
dont : Petits pois		demi-brutes	159,2	176,5	172,7	136,9	186,8
Haricots verts		»	261,5	284,5	286,2	286,8	286,3
Macédoine et mélanges de légumes		»	263,3	287,5	300,7	283,0	296,7
Champignons de couche		»	139,4	144,7	137,2	117,0 *r*	111,0
Tomates : spécialités		»	54,7	44,9	46,6	45,3	50,4
Concentré de tomates		10^3 tonnes	33,8	34,8	35,1	36,2	41,3
Conserves de légumes divers cuisinés sans garniture		»	65,5	67,9	60,0	61,5	60,1
Transformation et conservation de fruits	**15.3F**						
Conserves de fruits et confitures		10^3 tonnes	371,9	370,6	387,7	385,3 *r*	382,5
dont : Compotes et purées de fruits en conserve		»	130,8	141,9	152,6	155,4 *r*	168,1
Conserves de fruits		»	81,0	70,3	78,8	74,0	54,1
Confitures		»	160,1	158,3	156,3	155,9	160,3

(1) Les tonnes nettes, indiquées simplement tonnes, représentent le poids du produit et du jus; les tonnes demi-brutes se définissent en ajoutant aux tonnes nettes le poids du conditionnement.
(2) Purée, pommes chips et « produits divers ».
(3) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température «à cœur » égale ou inférieure à - 18°C.
(4) L'année indiquée en tête de la colonne est celle de la fin de la campagne. Le total conserves de légumes est calculé hors concentré de tomates du fait de la différence d'unités.

TABLEAU I.04-10

Industrie des corps gras : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des corps gras	**15.4**					
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	1 389	4 020,1	855	c	c
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	1 808	8 440,3	1 552	395,5	80,9
Fabrication de margarine	15.4E	294	731,8	286	c	c
Total		**3 491**	**13 192,2**	**2 693**	**597,1**	**197,7**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-11

Corps gras : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Huiles et graisses brutes	**15.4A**					
Huiles brutes		951	1 078	1 078	1 118	1 106
Colza		389	389	354	389	445
Tournesol		476	556	621	636	541
Soja		67	122	93	90	103
Lin oléagineux		2	2	1	1	–
Autres		17	9	9	2	17
Tourteaux		1 430	1 724	1 645	1 716	1 751
dont : Arachide		6	7	8	3	15
Colza		517	495	464	534	604
Soja		295	526	401	397	438
Tournesol		607	691	769	780	694
Huiles et graisses raffinées (1)	**15.4C**					
Huiles raffinées		501	577	654	707	639
Arachide		55	53	53	49	44
Colza		92	91	105	101	95
Soja		26	19	29	37	29
Tournesol		290	395	451	493	464
Autres (1)		38	19	16	27	7
Margarine	**15.4E**	**131**	**130**	**138**	**140**	**138**

(1) Y compris huiles de maïs et de pépins de raisin.

TABLEAU I.04-12

Industrie laitière : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie laitière	**15.5**					
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	14 041	36 247,2	14 970	2 389,2	948,4
Fabrication de beurre	15.5B	2 913	11 767,3	2 459	370,6	218,0
Fabrication de fromage	15.5C	25 981	49 432,3	25 944	3 776,1	1 105,6
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	4 853	15 556,8	6 696	1 173,8	491,8
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	4 541	5 881,1	6 015	1 061,5	602,1
Total		**52 329**	**118 884,7**	**56 084**	**8 771,2**	**3 365,9**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-13

Industrie laitière : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES - AGRESTE), ONILAIT

	N° de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997	1998
Commerce de gros de produits laitiers : collecte	**51.3G**						
Lait de vache		10^6 litres	22 600	22 731	22 532	22 374	22 361
Lait de chèvre		»	245	274	302	325	325
Lait de brebis		»	189	208	219	223	224
Lait liquide et produits frais	**15.5A**						
• Laits liquides.							
Lait pasteurisé conditionné		»	181	178	167	150	140
Lait stérilisé (sauf aromatisé)		»	275	260	255	265	254
Lait UHT (sauf aromatisé)		»	3 390	3 359	3 354	3 418	3 545
Lait aromatisé		»	48	46	44	43	48
• Produits frais.							
Crème		10^3 tonnes	265	245	261	265	278
Laits fermentés (yaourts et autres)		»	1 079	1 111	1 114	1 169	1 219
Desserts lactés frais		»	414	421	445	453	487
Beurre	**15.5B**	10^3 tonnes	**376**	**381**	**404**	**383**	**377**
Fromages	**15.5C**						
Fromage de vache		10^3 tonnes	1 474	1 498	1 515	1 524	1 556
– à pâte molle		»	462	460	463	464	471
– à pâte pressée non cuite		»	207	215	217	209	218
– à pâte pressée cuite		»	275	284	285	287	300
– à pâte persillée		»	31	32	33	35	37
– frais		»	499	507	517	529	530
Fromage de chèvre et mi-chèvre		»	41	41	45	49	52
Fromage de brebis		»	40	45	44	46	47
Fromage fondu		»	119	127	128	129	134
Autres produits laitiers	**15.6D**						
• **Laits concentrés.**							
– sucré		10^3 tonnes	24	35	30	26	25
– non sucré		»	27	12	12	13	12
• **Laits secs.**							
Lait en poudre petit boitage		»	103	72	134	150	178
Lait en poudre industriel vrac entier et partiellement écrémé		»	212	215	237	251	259
Lait en poudre industriel vrac écrémé (y c. réengraissé)		»	346	364	368	368	324
– écrémé		»	251	265	276	288	249
– réengraissé (matière grasse déduite)		»	95	99	92	80	75
• **Produits dérivés de l'industrie laitière.**							
Poudre de babeurre		10^3 litres	33	31	34	30	31
Poudre de lactosérum		»	497	540	517	504	557
Lactose		»	17	31	43	41	47
Caséine et caséinates		»	30	38	37	40	55

TABLEAU I.04-14

Glaces et sorbets : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES- AGRESTE
Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées

Unité : Million de litres

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Glaces et sorbets	**15.5F**					
Glaces, crèmes et sorbets en conditionnement individuel		72	62	60	55	54
Glaces, crèmes et sorbets en vrac ou en conditionnement familial		284	276	249	258	261
Total		**356**	**338**	**309**	**313**	**315**

TABLEAU I.04-15

Travail des grains; fabrication de produits amylacés : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Travail des grains; fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie	15.6A	4 213	8 893,0	4 184	717,0	293,6
Autres activités de travail des grains	15.6B	1 947	4 975,9	2 255	c	c
Fabrication de produits amylacés	15.6D	3 687	7 299,8	4 145	c	c
Total		**9 847**	**21 168,7**	**10 584**	**1 956,9**	**1 274,5**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-16

Grains et produits amylacés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
ONIC et Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Travail des grains, fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie	15.6A					
Farine de blé tendre		5 651	5 681	5 973	5 985	6 167
Autres activités de travail des grains	15.6B					
Semoule		469	504	495	499	470
Produits amylacés	15.6D					
Amidons et fécules		1 705	1 726	1 884	1 867	2 053
Malto-dextrine, glucose		945	986	1 054	1 296	1 439
Amidons et fécules transformés divers		357	372	360	361	368

TABLEAU I.04-17

Fabrication d'aliments pour animaux : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**					
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	11 767	33 739,6	12 576	2 087,3	721,7
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	5 122	12 623,5	4 523	965,0	353,0
Total		**16 889**	**46 363,1**	**17 099**	**3 052,3**	**1 074,7**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-18

Aliments pour animaux : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Aliments pour animaux de ferme	**15.7A**					
Aliments composés pour animaux de ferme		20 797	21 230	22 003	22 601	22 875
dont : bovins		3 984	4 037	4 170	4 207	4 083
porcins		6 417	6 381	6 663	6 945	6 998
volailles		8 366	8 775	9 136	9 446	9 742
aliments d'allaitement		600	555	534	486	485
Aliments pour animaux de compagnie	**15.7C**	1 609	1 647	1 732	1 870	1 990

TABLEAU I.04-19

Autres industries alimentaires : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Autres industries alimentaires	**15.8**					
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	15.8A	21 361	17 111,9	20 506	2 483,3	978,7
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	13 630	14 274,2	13 795	2 086,6	593,5
Fabrication de sucre	15.8H	7 733	20 105,8	8 268	1 630,5	833,3
Chocolaterie, confiserie	15.8K	16 060	25 902,0	14 812	2 473,2	822,1
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	3 649	5 217,7	3 833	673,0	175,2
Transformation du thé et du café	15.8P	4 692	13 640,9	4 396	932,3	269,9
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	3 015	6 987,8	2 745	497,4	138,3
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	3 001	5 814,4	3 376	592,2	199,0
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	8 140	21 232,4	7 087	1 275,5	540,2
Total		**81 281**	**130 287,1**	**78 818**	**12 644,0**	**4 550,2**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-20

Autres industries alimentaires : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes (sauf vinaigres)

Produits	N° de NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Biscuiterie, biscotterie, pâtisserie de conservation	**15.8F**	**586**	**602**	**629**	**639**	**627**
Biscuiterie		468	487	511	521	517
Biscuits salés		31	35	36	37	35
Biscuits secs		91	91	95	93	90
Biscuits divers		217	222	241	239	242
Pâtisseries de conservation, pain d'épice		129	140	140	153	150
Biscotterie		118	115	118	117	110
Sucre	**15.8H**					
Sucreries, raffineries de sucre						
Sucre de betterave (1)		4 014 *r*	4 198 *r*	4 179 *r*	4 723 *r*	4 266
Sucre de canne		242	236	261	272	249
Chocolaterie, confiserie	**15.8K**					
Chocolaterie ensemble		554,0	569,9	576,8	629,7	685,8
Produits demi-finis		198,6	198,0	199,4	242,6	308,5
dont : Cacao en masse		31,0	24,7	30,1	47,9	63,9
Beurre de cacao		*c*	*c*	*c*	*c*	*c*
Couverture (2)		117,7	118,9	*c*	*c*	*c*
Produits finis		355,4	371,9	377,4	387,1	377,4
dont : Cacao sucré ou granulé		52,0	51,0	52,4	50,2	50,9
Chocolat en tablettes		101,9	110,2	118,6	116,9	104,4
Confiserie de chocolat		156,0	161,5	158,6	169,1	168,1
Confiserie de sucre		196,3	206,1	207,3	213,1	211,3
dont : Sucres cuits et autres bonbons		68,6	71,7	71,8	71,2	68,9
Gommes à mâcher		44,7	47,2	45,6	48,6	46,6
Fruits confits		15,2	15,4	14,2	14,2	14,7
Pâtes alimentaires et couscous	**15.8M**	**342,0**	**354,0**	**352,7**	**345,8**	**333,6**
Condiments et assaisonnements	**15.8P**					
Condiments, vinaigres, sauces préparées						
Moutardes		70,7	75,8	67,5	79,8	...
Vinaigres : livraisons (millier de quintaux d'acide pur)		102,4	106,6	121,4	128,0	128,0
Sauces préparées		135,2	146,0	183,8	198,3	...
dont : Mayonnaise et sauces émulsionnées		80,6	89,3	87,8	94,5	...
Sauces appertisées		40,3	34,2	42,5	41,7	...
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**					
Fruits et légumes condimentaires		36,3	37,4	36,5	38,3	...
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	**15.8T**					
Aliments diététiques de l'enfance		70,5	79,7	76,5	95,1	112,7
Aliments diététiques pour adultes (ventes) (3)		36,8	39,3	42,9	45,7	46,3
Industries alimentaires n.c.a.	**15.8V**					
Entremets, desserts ménagers et petits déjeuners (4)		132,9	148,5	157,9	179,9	182,6
Bouillons et potages						
Bouillons solides		8,5	8,4	9,8	9,1	11,2
Potages déshydratés		24,9	24,7	28,0	26,7	27,0
Produits alimentaires divers						
Ovo-produits liquides		..	...	115,2	131,4	147,0
Ovo-produits séchés		...	...	6,2	7,1	8,7
Ovo-produits congelés		...	...	4,1	4,1	4,4

(1) L'année indiquée en tête de colonne est celle de la fin de la campagne.
(2) Y compris imitation du chocolat.
(3) Non compris les pâtes à tartiner allégées qui ne sont plus considérées comme aliments diététiques.
(4) Y compris les desserts lactés de conserve.

TABLEAU I.04-21

Industrie des boissons : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1998

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (3)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (3)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des boissons	**15.9**					
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	3 526	8 931,8	3 588	661,1	287,7
Fabrication de spiritueux	15.9B	3 755	6 519,8	3 626	746,3	129,0
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	869	2 317,4	710	118,4	66,3
Champagnisation	15.9F	6 157	18 617,3	5 921	1 339,1	408,3
Vinification	15.9G	3 584	8 789,0	2 838	495,7	386,6
Cidrerie	15.9J	480	688,1	310	c	c
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	281	238,4	129	c	c
Brasserie	15.9N	5 573	12 572,3	4 717	986,5	784,9
Malterie	15.9Q	578	2 481,6	576	101,2	89,3
Industrie des eaux de table	15.9S	8 450	14 248,3	8 211	1 560,7	826,0
Production de boissons rafraîchissantes	15.9T	4 937	14 970,6	4 169	870,4	569,9
Total		**38 190**	**90 374,6**	**34 795**	**6 941,3**	**3 566,4**

(1) Changement de seuil à partir de l'exercice 1998 : Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-22

Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - Direction générale des douanes et droits indirects
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres d'alcool pur

	N° de la NAF	P ou E (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Eaux de vie naturelles	**15.9A**						
Production d'alcool par les distillateurs de profession							
Betteraves et mélasses		P	4 239	3 989	4 448	4 655	4 449
Vins (cognac, armagnac, autres)		»	647	593	362	590	541
Sous-produits d'origine vinicole (lies et marcs)		»	468	466	487	560	504
Fruits (pommes, poires, marcs, cidres et poirés, lies, autres fruits)		»	31	36	25	33	33
Produits agricoles divers (2)		»	181	376	317	459	682
Total alcool agricole			**5 566**	**5 460**	**5 639**	**6 297**	**6 209**
Cognac		E	413	408	408	394	376
Autres produits chimiques organiques de base	**15.9D**						
Alcool de synthèse		P	1 315	1 574	1 468	1 375	1 579

(1) P = Production ; E = Expéditions
(2) Comprend notamment les substances farineuses, les céréales, le genièvre et la gentiane.

TABLEAU I.04-23

Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF	P ou E (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Spiritueux	**15.9B**	P					
Liqueurs autres que cassis		»	384	453	443	436	453
Crème de cassis		»	139	124	143	144	148
Spiritueux consommés à l'eau			1 544	1 586	1 711	1 419 *r*	1 643
Champagnisation	**15.9F**	E					
Champagne (million de bouteilles)		»	242	247	256	269	292
Cidrerie	**15.9J**	P					
Cidre		»	1 043	1 173	1 189	1 196	1 209
Autres boissons fermentées	**15.9L**	P					
Apéritifs à base de vin (2)		»	362	337	190	205	264
Brasserie	**15.9N**	P					
Bière		»	17 668	18 311	17 140	17 010	16 551

(1) P = Production ; E = Expéditions.
(2) Année 1996 en diminution, l'Italie récupère les ventes de vermouths.

TABLEAU I.04-24

Malt : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Chambre syndicale de la Malterie Française

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998
Malt d'orge de brasserie	15.9Q	1 140	1 185	1 196	1 158	1 148

TABLEAU I.04-25

Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF	P ou V (1)	1994	1995	1996	1997	1998
Industrie des eaux de table (2)	**15.9S**	V					
Eaux minérales naturelles (million de litres)		»	5 300	5 211	5 042	5 347	5 602
Eaux de source		»	16 500	26 870	27 530	29 060 *r*	34 220
Boissons rafraichissantes	**15.9T**						
Boissons gazeuses :		P	19 433 *r*	20 404 *r*	20 008 *r*	21 460 *r*	21 640
dont : Limonades, sodas et autres		»	7 928 *r*	8 184 *r*	7 628 *r*	7 780 *r*	7 630
Colas, tonics, bitters		»	11 505 *r*	12 220	12 380	13 680	14 010
Boissons aux fruits		V	4 382	4 535	4 200	4 133	c
dont : Orange		»	3 307	3 416	3 145	3 174	c
Nectars de fruits		V	1 876	2 044	2 253	2 265	2 306
dont : Abricot		»	181	167	159	136	135
Orange		»	1 142	1 298	1 373	1 233	1 186
Sirops		P	1 668	1 649	1 608	1 650	1 652

(1) P = Production ; V = Vente.
(2) Chiffres des enquêtes PRODCOM du SCEES à compter de l'année 1995.

TABLEAU I.04-26

Tabac : production de la branche

Source : SEITA

Produits	N° de la NAF	Unités	1994	1995	1996	1997	1998
Industrie du tabac	**16.0Z**						
Cigares et cigarillos		Million	580	615	703	644	695
Cigarettes		»	48 188	46 361	46 931	44 646	43 304
Cigarettes à filtre		»	33 780	32 916	34 166	33 931	34 025
Cigarettes sans filtre		»	14 408	13 446	12 765	10 715	9 279
Scaferlatis		Tonne	4 101	4 076	4 352	3 800	3 775
Tabacs à priser		»	–	1	–	–	–
Rôles et carottes (tabacs à mâcher)		»	11	9	10	7	6

TABLEAU I.04-27A

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

France entière

Importations (CAF)

Source : INSEE - Comptes nationaux Base 95

Unité : Million de francs

Produit	N° de NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
PRODUITS DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	**EB**	**116 789**	**117 795**	**124 240**	**131 231**	**130 335**
INDUSTRIES DE LA VIANDE ET DU LAIT	**FB1**	**36 326**	**33 218**	**33 840**	**34 878**	**34 010**
INDUSTRIES DES VIANDES	**GB01**	**24 394**	**21 959**	**22 043**	**21 435**	**20 701**
Viandes de boucherie	HB01A	19 667	17 004	16 870	16 296	15 863
Viandes de volailles	HB01B	2 029	2 137	2 272	2 218	2 170
Préparations à base de viandes	HB01C	2 698	2 818	2 901	2 921	2 668
INDUSTRIE DU LAIT	**GB02**	**11 932**	**11 259**	**11 797**	**13 443**	**13 309**
Laits liquides et crème de lait	HB02A	2 144	2 294	2 407	2 642	2 826
Yaourts et desserts lactés frais	HB02B	314	341	356	472	505
Beurre	HB02C	2 951	2 291	2 810	2 893	2 480
Fromages	HB02D	3 688	3 838	3 758	4 095	4 259
Autres produits laitiers	HB02E	2 152	1 815	1 726	2 358	2 288
Glaces et sorbets	HB02F	683	680	740	983	951
AUTRES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**FB2**	**80 463**	**84 577**	**90 400**	**96 353**	**96 325**
INDUSTRIE DES BOISSONS	**GB03**	**9 040**	**9 715**	**10 037**	**11 309**	**11 422**
Boissons alcooliques distillées	HB03A	2 714	2 787	2 822	3 087	3 302
Alcool éthylique de fermentation	HB03B	413	466	390	279	321
Champagnes	HB03C	80	76	142	153	174
Vins	HB03D	2 740	2 785	3 134	3 357	3 350
Cidres	HB03E	27	21	21	21	26
Autres boissons fermentées	HB03F	127	131	133	247	237
Bières	HB03G	1 428	1 763	1 690	2 214	1 949
Malt	HB03H	77	92	90	110	114
Eaux et boissons rafraîchissantes	HB03I	1 434	1 594	1 615	1 841	1 949
PRODUITS DU TRAVAIL DES GRAINS, ALIMENTS POUR ANIMAUX	**GB04**	**7 166**	**7 433**	**8 051**	**7 806**	**7 981**
Farines	HB04A	631	656	682	763	726
Autres activités du travail des grains	HB04B	2 376	2 585	2 873	2 792	2 919
Produits amylacés	HB04C	2 062	2 027	1 923	1 800	1 958
Aliments pour animaux de ferme	HB04D	9	17	39	14	6
Aliments pour animaux de compagnie	HB04E	2 088	2 148	2 534	2 437	2 372
INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES	**GB05**	**56 048**	**58 556**	**62 676**	**67 208**	**66 309**
Poissons et produits de la pêche préparés	HB05A	11 777	11 797	12 734	15 131	13 919
Préparations à base de légumes et de pomme de terre	HB05B	5 800	5 739	5 743	6 160	6 653
Jus de fruits et légumes	HB05C	2 933	2 912	3 025	3 249	3 783
Préparations à base de fruits	HB05D	3 405	3 444	3 806	4 286	4 228
Huiles et graisses brutes	HB05E	6 868	8 353	9 394	8 434	7 286
Huiles et graisses raffinées et de margarines	HB05F	3 055	3 096	3 428	3 664	3 442
Pain et pâtisserie fraîche	HB05G	775	909	952	1 031	1 110
Biscottes, biscuits, pâtisseries de conservation	HB05H	3 836	4 078	4 109	4 268	4 449
Sucre	HB05I	1 209	1 443	1 444	1 333	1 629
Chocolats, confiseries	HB05J	7 771	8 073	8 385	8 907	8 931
Pâtes alimentaires	HB05K	1 170	1 386	1 470	1 576	1 528
Café et thé conditionnés	HB05L	2 350	2 130	2 474	2 662	2 476
Condiments et assaisonnements	HB05M	1 295	1 407	1 641	1 831	1 907
Aliments adaptés à l'enfant et diététique	HB05N	236	254	232	240	242
Industries alimentaires N.C.A	HB05O	3 568	3 533	3 839	4 436	4 726
INDUSTRIE DU TABAC	**GB06**	**8 209**	**8 873**	**9 636**	**10 030**	**10 613**

TABLEAU I.04-27B

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

France entière

Exportations (FAB)

Source : INSEE - Comptes nationaux Base 95 — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
PRODUITS DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	**EB**	**155 561**	**158 486**	**177 973**	**178 109**	**177 348**
INDUSTRIES DE LA VIANDE ET DU LAIT	**FB1**	**50 067**	**49 643**	**54 158**	**51 739**	**51 404**
INDUSTRIES DES VIANDES	**GB01**	**25 969**	**26 106**	**28 926**	**26 577**	**25 792**
Viandes de boucherie	HB01A	15 178	13 758	15 655	13 938	13 632
Viandes de volailles	HB01B	7 555	8 789	9 306	8 913	8 147
Préparations à base de viandes	HB01C	3 236	3 559	3 965	3 726	4 013
INDUSTRIE DU LAIT	**GB02**	**24 098**	**23 537**	**25 232**	**25 162**	**25 612**
Laits liquides et crème de lait	HB02A	2 623	2 587	2 868	2 947	2 969
Yaourts et desserts lactés frais	HB02B	766	776	933	1 039	1 222
Beurre	HB02C	1 585	1 290	1 349	1 234	1 193
Fromages	HB02D	11 019	11 535	11 819	11 959	12 161
Autres produits laitiers	HB02E	7 142	6 363	7 237	6 675	6 494
Glaces et sorbets	HB02F	963	986	1 026	1 308	1 573
AUTRES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**FB2**	**105 494**	**108 843**	**123 815**	**126 370**	**125 944**
INDUSTRIE DES BOISSONS	**GB03**	**43 320**	**45 111**	**52 079**	**54 970**	**58 549**
Boissons alcooliques distillées	HB03A	12 101	11 880	12 273	10 902	11 529
Alcool éthylique de fermentation	HB03B	1 257	1 213	1 074	998	944
Champagnes	HB03C	6 844	7 153	8 225	9 481	12 889
Vins	HB03D	16 147	17 726	22 463	25 259	25 025
Cidres	HB03E	99	93	86	80	85
Autres boissons fermentées	HB03F	172	141	165	192	178
Bières	HB03G	759	1 016	1 087	1 335	1 041
Malt	HB03H	1 758	1 977	2 084	1 828	1 609
Eaux et boissons rafraîchissantes	HB03I	4 183	3 912	4 622	4 895	5 249
PRODUITS DU TRAVAIL DES GRAINS, ALIMENTS POUR ANIMAUX	**GB04**	**13 735**	**15 047**	**15 738**	**15 696**	**15 894**
Farines	HB04A	3 035	3 550	3 372	2 722	2 545
Autres activités du travail des grains	HB04B	1 070	1 316	1 457	1 468	1 546
Produits amylacés	HB04C	3 960	4 344	4 440	4 795	4 838
Aliments pour animaux de ferme	HB04D	241	200	136	196	221
Aliments pour animaux de compagnie	HB04E	5 429	5 637	6 333	6 515	6 744
INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES	**GB05**	**47 271**	**47 341**	**54 224**	**53 691**	**49 316**
Poissons et produits de la pêche préparés	HB05A	2 933	3 196	3 819	3 879	3 963
Préparations à base de légumes et de pomme de terre	HB05B	4 247	4 603	4 930	5 191	4 942
Jus de fruits et légumes	HB05C	535	495	676	819	1 022
Préparations à base de fruits	HB05D	1 501	1 581	1 731	1 900	1 988
Huiles et graisses brutes	HB05E	2 159	1 927	1 951	2 056	1 533
Huiles et graisses raffinées et de margarines	HB05F	981	1 031	1 440	1 445	1 189
Pain et pâtisserie fraîche	HB05G	853	928	1 122	1 147	1 165
Biscottes, biscuits, pâtisseries de conservation	HB05H	3 752	4 239	4 771	5 145	5 495
Sucre	HB05I	9 383	8 093	8 826	8 837	8 101
Chocolats, confiseries	HB05J	7 661	6 614	6 997	7 499	7 452
Pâtes alimentaires	HB05K	393	465	486	544	594
Café et thé conditionnés	HB05L	1 560	1 568	1 877	1 949	1 695
Condiments et assaisonnements	HB05M	837	871	976	1 126	1 166
Aliments adaptés à l'enfant et diététique	HB05N	722	628	805	1 063	930
Industries alimentaires N.C.A	HB05O	9 694	11 102	13 817	11 091	8 081
INDUSTRIE DU TABAC	**GB06**	**1 168**	**1 344**	**1 774**	**2 013**	**2 185**

J

Énergie

Chapitre J.01

Bilan de l'énergie

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Répartition par type d'énergie de la consommation française de 1973 à 1999.

1. Bilan de l'énergie.
2. Énergie : grandeurs caractéristiques.
3. Production nationale d'énergie primaire.
4. Consommation d'énergie primaire par type d'énergie.
5. Taux d'indépendance énergétique nationale.
6. Consommation finale énergétique par secteur.
7. Répartition par secteur des économies d'énergie.
8 Production d'énergie primaire dans le monde.
9. Consommation d'énergie primaire dans le monde.
10. Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde.
11. Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie apparaît étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permet de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la *consommation.*

Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'*énergie primaire,* qui passe de 49,5 Mtep (dont 6,7 % de nucléaire) en 1973 à 123,3 Mtep (dont 71,0 % de nucléaire) en 1999, alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin.

Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, en 1997, d'économiser au moins 3,8 Mtep par rapport à 1986.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a un grand impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an; de 1973 à 1999, elle n'a crû que de + 1,1 % par an (avec une stabilité entre 1974 et 1982). De même, l'intensité énergétique du PIB (énergie finale consommée par franc de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, chute de 24 % environ entre 1973 et 1999, soit exactement 1 % par an.

Ces évolutions ont ainsi contribué à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui passe de 25,6 % en 1973 à 49,3 % en 1999.

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire a évolué, avec une forte réduction de la part du pétrole (66,4 % en 1973, 39,4 % en 1999) et, dans une moindre mesure, de celle du charbon (14,6 % en 1973, 5,7 % en 1999), au profit du gaz naturel (7,0 % en 1973, 13,9 % en 1999) et surtout de l'électricité primaire (7,0 % en 1973, 36,2 % en 1999), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la *consommation finale énergétique,* les différents secteurs économiques ont eu des comportements contrastés.

Ainsi, le secteur industriel a connu de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. Représentant environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, l'industrie (y compris la sidérurgie) n'en couvre plus que 37,3 % en 1973 et 27,3 % en 1999. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de moins de 30 % en 1960 à 40,3 % en 1973, puis à 45,8 % en 1999. Les transports connaissent également une forte expansion, avec une part qui passe de 18 % en 1960 à 20,4 % en 1973 et 25,3 % en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Cadre comptable

Le bilan de l'énergie rapproche, dans un cadre comptable cohérent et concis, d'une part les disponibilités énergétiques, d'autre part leurs emplois jusqu'à leur utilisation finale.

Le bilan global annuel de l'énergie présenté dans ce chapitre correspond à un compte d'approvisionnement et d'utilisation en quantités physiques. Il indique les origines et les utilisations spécifiques à chacune des sources d'énergie (1).

Il comprend donc deux parties principales :

— une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités). En rapportant la production nationale à la quantité d'énergie consommée, on détermine le degré d'indépendance de notre pays, globalement et par source d'énergie;

— une partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leur utilisation pour des usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'Observatoire de l'Énergie, ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. Ce bilan d'autre part, doit permettre d'apprécier les capacités de substitution d'une énergie à une autre. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'Énergie, après concertation d'experts appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI] (2) exprimé en gigajoules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep.

---

(1) Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir chapitres J.02 Charbon; J.03 Pétrole; J.04 Électricité; J.05 Gaz.

(2) La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique d'énergie sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de cette dernière colonne donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

Correspondance entre les différentes unités

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0.619
Coke de houille	»	28	0.667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0.762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0.405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1.000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1.095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1.048
Fiouls lourds	»	40	0.952
Coke de pétrole	»	32	0.762
ÉLECTRICITÉ	1 MWh	9.33	0.222
GAZ NATUREL	1 MWh	3.24	0.077

Mwh = million de wattheures.

PCS = pouvoir calorifique supérieur

PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Corrections de climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990); cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18 °C jusqu'en 1982, 16 °C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1995-1998 :

— dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers;

— dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

Révision de la comptabilité des énergies renouvelables (ENR)

Depuis le bilan de 1998 établi en 1999, le bilan énergétique de la France est établi en comptabilisant les énergies renouvelables autres que l'électricité hydraulique (ENR) selon une nouvelle méthode proche de celle de l'Agence internationale de l'Énergie et d'Eurostat, qui inclut notamment les usages non commerciaux du bois-énergie. En utilisant la méthode antérieure, avec une évaluation de 4,2 Mtep pour la production primaire d'ENR, on aurait observé une croissance de + 1,7 % pour la consommation totale d'énergie primaire, (+ 1,0 % en 1997) et de + 2,4 % pour la consommation finale énergétique (comme en 1997); le taux d'indépendance énergétique aurait été de 46,9 %.

3. DÉFINITIONS

Toutes les grandeurs qui suivent ne concernent que la métropole pour la France.

Consommation

La consommation apparente est égale à :

production + importations

– exportations – stockage + déstockage.

La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.

La consommation finale énergétique correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.

La consommation finale non énergétique comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première, pour des usages non énergétiques. Ces types d'usage sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'énergie brute, c'est-à-dire n'ayant subi aucune transformation après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire).

Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Direction générale de l'Énergie et des Matières premières, Observatoire de l'Énergie.

— Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

— Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN).

Publications :

Conjoncture énergétique mensuelle :

Il est possible d'être prévenu, grâce à un message électronique, de la publication de la note de conjoncture énergétique sur le site internet cité ci-après : cliquer sur « listes de diffusion » puis suivre les indications.

Publications annuelles du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (MINEFI/OE) :

Les chiffres clés de l'énergie, édition 1999-2000 (Éditions de l'Industrie).

Tableaux des consommations d'énergie en France, édition 2000 (Éditions de l'Industrie).

La fiscalité de l'énergie, février 2000 (OE).

Prix du gaz et de l'électricité en Europe, octobre 2000 (OE).

Bilans de l'énergie 1970-1999 (Édition de l'Industrie).

Repères, fascicule mémento (OE).

Statistiques énergétiques France, dépliant mémento, semestriel (OE).

Statistiques énergétiques Europe, dépliant mémento, semestriel (OE).

Prix des énergies, dépliant mémento, semestriel (OE)

Autres publications

Les consommations d'énergie dans l'industrie, MINEFI, SESSI (Éditions de l'Industrie).

Publications non périodiques :

L'énergie dans les régions, édition 2000, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

Perspectives énergétiques pour la France, un scénario tendanciel, mars 2000, MINEFI/OE (OE).

Méthodes de comptabilité de l'énergie, (Documentation française).

Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 - 2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 » du Commissariat général au plan, (Documentation française).

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

— Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**

— Adresses :

Observatoire de l'Énergie :

Télédoc 162, 61 Boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 44 87 17 17

Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :

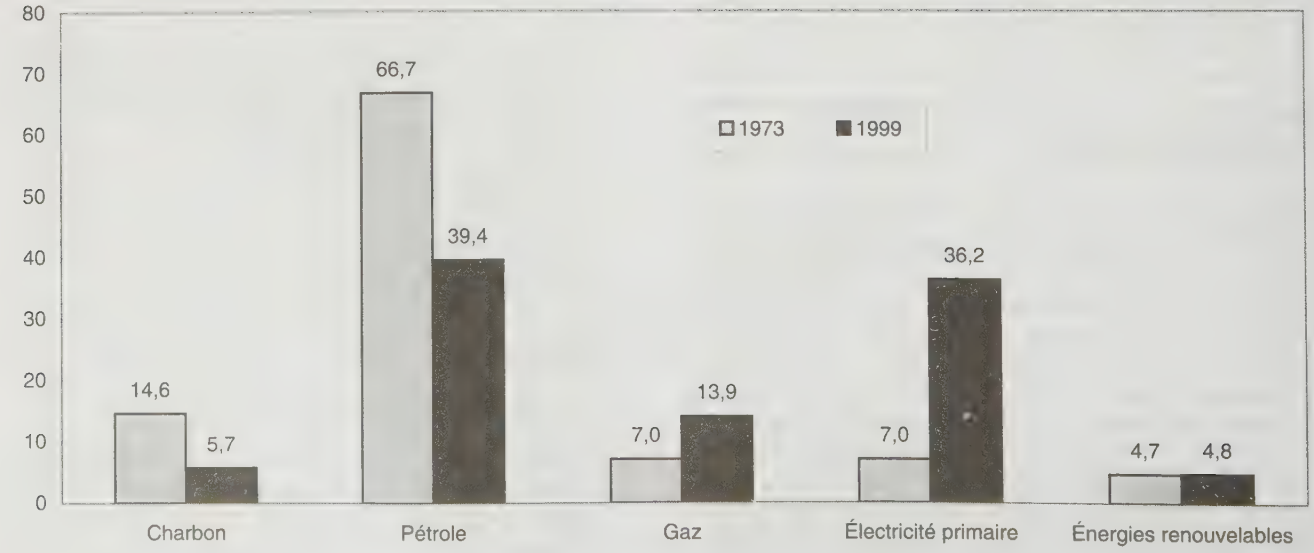
tél : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25.

*
* *

GRAPHIQUE J.01

Répartition par type d'énergie de la consommation française

En %



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.01-1

Bilan de l'énergie

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000) — *Unité* : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables	Total
	Houille Lignite PR (1)	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production brute	Consommation		
ANNÉE 1998 (*r*)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	3,52	///	1,71	0,42	1,83	///	100,83	///	11,81	120,12
Importations	11,42	1,09	90,42	25,37	30,68	///	1,02	///	///	160,00
Exportations	– 0,04	– 0,32	///	– 19,37	– 0,70	///	– 13,80	///	///	– 34,23
Variation de stocks	0,61	– 0,01	– 0,05	0,46	1,44	///	///	///	///	2,45
Total disponibilités	**15,51**	**0,76**	**92,08**	**6,88**	**33,25**	///	**88,05**	///	**11,81**	248,34
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	91,91	– 86,46	///	///	– 0,44	0,83	///	5,84
Production d'électricité thermique	7,85	///	///	1,88	0,73	0,98	– 11,95	///	0,53	0,02
Usages internes de la branche	4,58	– 3,91	–	0,12	0,21	– 0,70	///	10,50	///	10,80
Pertes et ajustement	– 0,18	0,04	0,17	0,08	– 0,40	0,21	///	6,78	///	4,85
Total (A)	**12,25**	**– 3,87**	**92,08**	**– 84,38**	**0,54**	**0,49**	**– 12,39**	**18,11**	**0,53**	21,51
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,39	3,78	///	0,19	0,61	2,08	///	2,54	///	10,59
Industrie	1,32	0,41	///	8,12	11,19	– 0,04	///	26,89	1,74	49,63
Résidentiel Tertiaire	0,56	0,27	///	16,81	18,91	0,03	///	50,65	8,78	96,01
Agriculture	///	///	///	2,58	0,24	///	///	0,59	///	3,41
Transports	///	///	///	49,69	///	///	///	2,22	///	51,91
Total (B)	**3,27**	**4,46**	///	**77,39**	**30,95**	**2,07**	///	**82,89**	**10,52**	211,55
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,18**	///	**14,44**	**2,28**	**0,05**	///	///	///	16,95
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**15,52**	**0,77**	**92,08**	**7,45**	**33,77**	///	///	**88,61**	**12,05**	250,25
dont : correct. climat. (2)	0,02	–	///	0,57	0,52	///	///	0,56	///	1,67
ANNÉE1999 (provisoire)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	3,27	///	1,54	0,39	1,59	///	104,74	///	11,78	123,31
Importations	10,84	0,82	81,74	29,76	35,29	///	1,11	///	///	159,56
Exportations	– 0,05	– 0,32	///	– 16,29	– 0,65	///	– 15,25	///	///	– 32,56
Variation de stocks	– 0,22	0,06	0,50	1,39	– 2,00	///	///	///	///	– 0,27
Total disponibilités	**13,84**	**0,56**	**83,78**	**15,25**	**34,23**	///	**90,60**	///	**11,78**	250,04
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	83,32	– 77,73	///	///	– 0,44	0,69	///	5,84
Production d'électricité thermique	6,60	///	///	1,06	1,08	1,04	– 11,10	///	0,53	– 0,79
Usages internes de la branche	4,64	– 3,82	–	0,14	0,20	– 0,63	///	10,99	///	11,52
Pertes et ajustement	///	0,10	0,46	– 0,95	– 0,39	0,11	///	6,33	///	– 1,07
Total (A)	**11,24**	**– 3,72**	**83,78**	**– 77,48**	**0,89**	**0,52**	**– 11,54**	**18,01**	**0,53**	15,50
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,48	3,50	///	0,18	0,54	6,11	///	2,42	///	14,23
Industrie	1,24	0,39	///	8,13	11,62	– 0,07	///	27,64	1,93	50,88
Résidentiel Tertiaire	0,50	0,24	///	16,67	19,73	0,04	///	52,26	8,80	98,24
Agriculture	///	///	///	2,58	0,25	///	///	0,58	///	3,41
Transports	///	///	///	51,55	///	///	///	2,29	///	53,84
Total (B)	**3,22**	**4,13**	///	**79,11**	**32,14**	**6,08**	///	**85,19**	**10,73**	220,60
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,17**	///	**14,63**	**2,17**	**0,06**	///	///	///	17,03
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**13,86**	**0,58**	**83,78**	**16,26**	**35,20**	///	///	**91,66**	**12,25**	253,60
dont : correction climatique (2)	0,04	–	///	1,01	0,98	///	///	1,06	///	3,09

(1) PR = produits de récupération.
(2) L'indice de rigueur climatique était de : 0,96 en 1998 et 0,93 en 1999.

TABLEAU J.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques

Champ : entreprises de 20 personnes et plus

Année 1998

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI-Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	N° de la NAF	Résultats branche		Résultats secteur d'entreprises				
		Effectif salarié (1)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif employé (2)	Rémunérations / effectif (en milliers de francs)	Investissements (en millions de francs)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Nombre d'entreprises
Extraction de produits énergétiques	**101Z à 120Z**	10 815	5 940	12 245	221	607	6 474	19
Cokéfaction ; élaboration et transformation de matières nucléaires	**231Z, 233Z**	12 219	32 432	11 892	304	3 522	31 503	10
Raffinage de pétrole	**232Z**	14 997	209 347	18 151	297	3 567	233 759	51
Production et distribution d'électricité	**401Z**	120 653	192 662	122 286	205	27 374	199 838	31
Production et distribution de combustibles gazeux	**402Z**	26 026	61 357	26 292	182	6 180	64 327	7
Production et distribution de chaleur	**403Z**	15 194	17 076	18 268	162	1 305	21 052	71
Total		**199 904**	**518 814**	**209 134**	**213**	**50 355**	**556 953**	**189**

(1) Effectif salarié au 31 décembre.
(2) L'effectif employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location (moyenne annuelle des effectifs).

TABLEAU J.01-3

Production nationale d'énergie primaire

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000)

Unité : Million de tep

	r 1973	*r* 1979	*r* 1985	1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Charbon	17,3	13,3	10,9	7,7	5,4	5,1	5,0	4,2	3,5	3,3
Pétrole	2,2	2,2	3,3	3,5	3,4	3,1	2,7	2,3	2,1	1,9
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,5	2,9	2,8	2,4	2,1	1,8	1,6
Hydraulique	10,7	15,1	14,3	13,0	18,1	17,0	15,7	15,1	14,8	17,2
Nucléaire	3,3	8,9	49,8	69,6	79,9	83,8	88,2	87,8	86,0	87,5
Énergies renouvelables (1)	9,8	9,5	11,1	11,4	11,3	11,9	12,6	11,6	11,8	11,8
Total (1)	**49,5**	**55,4**	**93,9**	**107,7**	**121,0**	**123,7**	**126,6**	**123,1**	**120,0**	**123,3**
Consommation réelle (1) (2) d'énergie primaire	193,2	207,0	204,5	217,3	229,7	235,2	244,8	240,7	248,4	250,1

(1) Révisé sur la base d'une étude rétrospective détaillée.
(2) Non corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-4

Consommation d'énergie primaire par type d'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000)

Unité : Million de tep

Énergie	*r* 1973		*r* 1979		*r* 1985	*r* 1990	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Charbon	27,8	14,6	31,9	15,5	24,2	19,2	15,6	13,7	16,3	14,4	5,7
Pétrole	126,6	66,4	118,8	57,6	84,3	91,3	95,2	97,4	99,5	100,0	39,4
Gaz	13,3	7,0	21,0	10,2	23,3	26,4	32,0	32,5	33,8	35,2	13,9
Électricité primaire	13,3	7,0	25,1	12,2	58,0	73,9	88,3	89,8	88,6	91,7	36,2
Énergies renouvelables (2)	9,5	5,0	9,3	4,5	10,5	12,1	12,4	12,3	12,1	12,3	4,8
Total (2)	**190,5**	**100,0**	**206,1**	**100,0**	**200,3**	**222,9**	**243,5**	**245,7**	**250,3**	**253,6**	**100,0**
dont : Usages non énergétiques	10,9	5,7	12,0	5,8	11,7	12,4	15,8	17,1	17,0	17,0	6,7

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques.
(2) Révisé sur la base d'une étude rétrospective détaillée.

TABLEAU J.01-5

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000) — *Unité* : %

Énergie	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	1990	1995	*r* 1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Charbon	61,5	41,7	44,7	40,7	34,9	32,2	30,7	21,6	22,7
Pétrole	1,7	1,8	3,9	3,9	3,3	2,8	2,4	2,2	1,9
Gaz	46,4	30,7	18,7	9,9	9,4	7,4	6,8	5,5	4,6
Électricité	105,0	95,0	108,8	114,0	118,2	117,2	116,4	114,5	115,6
Énergies renouvelables	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,1	100,0	99,9	99,9
Ensemble (2)	**25,6**	**26,7**	**45,9**	**49,5**	**52,6**	**51,7**	**51,2**	**48,4**	**49,3**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100.
(2) Révisé sur la base d'une étude rétrospective détaillée.

TABLEAU J.01-6

Consommation finale énergétique par secteur (1) (2)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 2000) — *Unité* : Million de tep

Secteur	*r* 1973		*r* 1979		*r* 1985	*r* 1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Sidérurgie	14,1	8,9	13,1	7,6	9,3	8,4	7,6	7,2	7,7	8,0	7,6	3,5
Industrie	45,3	28,4	47,2	27,5	41,5	45,9	47,3	48,0	49,3	49,6	50,9	23,8
Résidentiel-Tertiaire	64,3	40,3	70,8	41,3	73,6	84,1	91,0	92,6	94,2	96,0	98,2	45,8
Agriculture	3,2	2,0	3,4	2,0	3,2	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	1,6
Transports	32,4	20,4	37,1	21,6	37,1	45,3	48,8	49,2	50,3	52,2	54,1	25,3
Total	**159,3**	**100,0**	**171,6**	**100,0**	**164,7**	**187,1**	**198,1**	**200,5**	**205,0**	**209,3**	**214,3**	**100,0**

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Usages non énergétiques exclus.
(2) Consommation révisée sur la base d'une étude rétrospective détaillée.

TABLEAU J.01-7

Répartition par secteur des économies d'énergie (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) — *Unité* : Million de tep cumulées

Secteur	de 1986 à 1997	1997/1996
Industrie	– 1,03	– 0,35
Résidentiel (chauffage seul)	+ 2,52	+ 0,45
Tertiaire (hors électricité)	+ 1,45	– 0,22
Transports routiers	+ 0,85	– 0,15
Total	**+ 3,79**	**– 0,27**

(1) Sont indiquées pour chacun des secteurs sur la période et avec les limitations spécifiées, les économies d'énergie cumulées (positives et négatives) réalisées depuis l'année de référence, soit 1986 (alors qu'il s'agissait de 1973 dans les versions de l'Annuaire, antérieures à l'édition 1997). Le coefficient d'équivalence de l'électricité ici utilisé est de 0,086 tep/MWh, contre 0,222tep/MWh dans les bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe "-", les "déséconomies" avec le signe "+".

TABLEAU J.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Amérique du Nord	**1 702,8**	**1 851,9**	**2 005,5**	**2 117,0**	**2 207,0**	**2 214,9**	**2 260,3**	**2 273,9**
dont : Canada	198,0	210,1	241,2	273,7	338,2	349,0	358,5	364,7
États-Unis	1 455,5	1 526,0	1 570,2	1 648,8	1 663,6	1 663,6	1 688,5	1 686,0
Mexique	49,3	115,8	194,1	194,6	205,2	202,3	213,3	223,2
Amérique latine (1)	**355,6**	**328,9**	**354,1**	**418,7**	**483,0**	**514,6**	**559,7**	**590,1**
Europe de l'Ouest (2)	**625,8**	**829,5**	**1 013,4**	**1 020,3**	**1 083,6**	**1 114,9**	**1 169,2**	**1 165,5**
dont : Union Européenne	438,5	570,4	724,1	711,1	731,6	749,5	774,4	767,2
Allemagne	171,7	182,2	209,6	185,7	143,5	142,5	140,7	139,7
Espagne	11,3	15,7	26,5	34,1	32,2	31,4	32,7	31,5
France (3)	**36,1**	**41,1**	**86,0**	**110,8**	**123,2**	**126,9**	**130,1**	**127,8**
Italie	20,1	20,3	22,3	24,8	28,9	28,5	29,3	29,3
Royaume-Uni	108,5	193,0	238,2	208,9	244,2	258,3	268,8	268,8
Europe de l'Est (1) (4)	**1 061,1**	**1 399,0**	**1 610,4**	**1 707,2**	**1 298,9**	**1 274,0**	**1 268,1**	**1 236,1**
dont : ex-URSS (1)	989,1	1 315,0	1 512,9	1 624,6	1 232,2	1 205,4	1 197,0	1 168,9
Afrique (1)	**475,0**	**576,4**	**594,1**	**693,2**	**745,1**	**772,0**	**803,5**	**841,4**
Moyen-Orient (1)	1 102,6	1 147,0	588,0	916,6	1 086,9	1 111,4	1 127,8	1 188,1
Extrême-Orient (1)	855,5	1 164,0	1 470,4	1 768,6	1 997,8	2 105,4	2 171,1	2 188,7
dont : Chine (1)	428,9	613,3	761,9	894,0	1 008,4	1 072,9	1 101,5	1 097,2
Japon	29,5	39,3	67,7	75,6	91,1	99,1	102,5	107,0
Océanie	**72,0**	**90,6**	**134,3**	**169,3**	**186,0**	**199,6**	**203,6**	**215,7**
Monde (1)	**6 250,3**	**7 387,4**	**7 770,4**	**8 811,0**	**9 088,1**	**9 306,8**	**9 563,3**	**9 699,6**

(1) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Les écarts avec la série officielle française tiennent aux différences de coefficients d'équivalence.
(4) Europe non OCDE.

TABLEAU J.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Unité : Million de tep

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Amérique du Nord	**1 952,6**	**2 159,4**	**2 086,5**	**2 258,8**	**2 423,9**	**2 454,2**	**2 514,1**	**2 562,0**
dont : Canada	161,0	190,8	193,4	209,1	228,6	231,7	237,2	239,5
États-Unis	1 736,4	1 881,2	1 781,7	1 925,5	2 058,5	2 089,7	2 140,1	2 180,9
Mexique	55,2	87,5	111,4	124,2	136,8	132,7	136,8	141,6
Amérique latine	**223,4**	**280,7**	**303,8**	**337,5**	**381,8**	**392,8**	**412,7**	**426,1**
Brésil	**81,8**	**109,2**	**121,7**	**132,1**	**147,1**	**152,9**	**161,2**	**169,7**
Europe de l'Ouest	**1 379,1**	**1 524,3**	**1 525,5**	**1 605,3**	**1 619,9**	**1 660,9**	**1 722,6**	**1 716,9**
dont : Union Européenne	1 158,5	1 256,5	1 238,0	1 328,3	1 350,0	1 381,0	1 428,1	1 421,2
Allemagne	337,9	369,6	361,2	355,7	336,8	339,9	351,3	347,3
Espagne	52,4	66,8	71,8	90,6	98,2	103,1	101,4	107,6
France (1)	**176,6**	**189,8**	**200,2**	**227,6**	**232,3**	**241,4**	**254,3**	**247,6**
Italie	128,6	140,7	135,5	153,3	153,5	161,5	161,0	163,3
Royaume-Uni	220,8	220,0	203,8	213,1	222,1	224,5	233,1	227,4
Europe de l'Est (2)	**979,8**	**1 256,0**	**1 435,6**	**1 507,2**	**1 108,4**	**1 084,9**	**1 068,4**	**1 034,2**
dont : ex-URSS	869,4	1 106,8	1 272,4	1 347,8	995,7	965,2	942,0	913,6
Afrique	**215,6**	**272,8**	**350,4**	**396,9**	**429,9**	**445,2**	**455,8**	**473,0**
Moyen-Orient	70,6	128,8	186,5	229,6	297,4	306,4	325,5	342,6
Extrême-Orient	**1 155,8**	**1 483,5**	**1 743,4**	**2 186,9**	**2 563,7**	**2 700,8**	**2 806,9**	**2 855,1**
dont : Chine	429,1	601,5	713,2	866,9	1 014,1	1 072,9	1 110,6	1 110,7
Corée du Sud	21,1	39,9	53,3	91,4	134,9	148,2	163,8	176,5
Inde	193,7	237,1	294,4	360,5	417,0	441,2	453,1	465,3
Japon	323,6	354,6	367,0	438,8	483,5	497,7	511,0	517,7
Océanie	**65,9**	**77,8**	**85,4**	**101,3**	**108,2**	**110,4**	**117,9**	**122,0**
Soutes maritimes	**128,8**	**113,1**	**89,5**	**110,5**	**114,8**	**117,1**	**118,7**	**121,9**
Monde.(3)	**6 171,5**	**7 296,3**	**7 806,5**	**8 734,0**	**9 048,1**	**9 272,6**	**9 542,6**	**9 653,9**

(1) Les écarts avec la série officielle française tiennent aux différences de coéfficients d'équivalence.
(2) Non compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).
(3) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays hors OCDE.

TABLEAU J.01-10

Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Amérique du Nord	**6,77**	**6,88**	**6,15**	**6,27**	**6,41**	**6,41**	**6,49**	**6,56**
dont : Canada	7,14	7,86	7,45	7,52	7,81	7,82	7,99	7,98
États-Unis	8,19	8,36	7,47	7,70	7,90	7,94	8,06	8,17
Mexique	1,02	1,35	1,49	1,50	1,55	1,47	1,48	1,51
Amérique latine	**0,90**	**0,99**	**0,94**	**0,96**	**1,01**	**1,02**	**1,06**	**1,07**
dont : Brésil	**0,79**	**0,92**	**0,90**	**0,89**	**0,94**	**0,96**	**1,00**	**1,03**
Europe de l'Ouest	**3,07**	**3,28**	**3,19**	**3,27**	**3,23**	**3,30**	**3,40**	**3,38**
dont : Union Européenne	3,34	3,55	3,45	3,65	3,65	3,72	3,83	3,80
Allemagne	4,28	4,73	4,65	4,48	4,14	4,16	4,29	4,23
Espagne	1,50	1,80	1,87	2,33	2,51	2,63	2,58	2,74
France	**3,39**	**3,54**	**3,62**	**4,01**	**4,01**	**4,15**	**4,36**	**4,22**
Italie	2,35	2,50	2,39	2,70	2,72	2,85	2,84	2,87
Royaume-Uni	3,93	3,91	3,60	3,70	3,80	3,83	3,96	3,85
Europe de l'Est (1)	**3,20**	**3,89**	**4,23**	**4,29**	**3,13**	**3,06**	**3,04**	**2,93**
dont : ex-URSS	3,48	4,19	4,58	4,66	3,40	3,29	3,23	3,13
Afrique	**0,56**	**0,60**	**0,65**	**0,64**	**0,63**	**0,63**	**0,63**	**0,64**
Moyen-Orient	**0,98**	**1,45**	**1,68**	**1,77**	**2,04**	**2,06**	**2,13**	**2,20**
Extrême-Orient	**0,55**	**0,63**	**0,66**	**0,76**	**0,84**	**0,87**	**0,89**	**0,89**
dont : Chine	0,48	0,62	0,68	0,76	0,85	0,89	0,91	0,90
Corée du Sud	0,62	1,06	1,31	2,13	3,02	3,29	3,60	3,84
Inde	0,33	0,35	0,38	0,42	0,46	0,47	0,48	0,48
Japon	2,98	3,06	3,04	3,55	3,87	3,96	4,06	4,10
Océanie	4,00	4,41	4,48	4,95	5,07	5,08	5,35	5,48
Monde	**1,59**	**1,69**	**1,63**	**1,68**	**1,64**	**1,65**	**1,68**	**1,68**

(1) Non compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.01-11

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — %

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Allemagne	50,8	49,3	58,0	52,2	42,6	41,9	40,1	40,2
Canada	123,0	110,1	124,7	130,9	147,9	150,6	151,1	152,3
États-Unis	83,8	81,1	88,1	85,6	80,8	79,6	78,9	77,3
France (1)	**20,4**	**21,7**	**43,0**	**48,7**	**53,0**	**52,6**	**51,2**	**51,6**
Italie	15,6	14,4	16,5	16,2	18,8	17,6	18,2	17,9
Japon	9,1	11,1	18,4	17,2	18,8	19,9	20,1	20,7
Royaume-Uni	49,1	87,7	116,9	98,0	110,0	115,1	115,3	118,2
Union Européenne	37,9	45,4	58,5	53,5	54,2	54,3	54,2	54,0

(1) L'écart avec la série officielle française tient aux différences de conventions d'équivalence et à la non-prise en compte des soutes maritimes.

Chapitre J.02

Charbon

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de combustibles minéraux solides.

1. Bilan des combustibles minéraux solides.
2. Extraction nette de houille et de lignite.
3. Importation de produits charbonniers.
4. Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation.
5. Effectifs des houillères et des charbonnages de France.
6. Production et réserves mondiales de charbon.
7. Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de charbon par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il se trouve à son apogée.

Après avoir subi, dans les années soixante, la concurrence du pétrole, alors d'un coût compétitif, le charbon a dû, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,5 Mt en 1970 à 23,6 Mt en 1999, soit une baisse de près de 60 % en 29 ans. Toutefois, cette baisse n'a pas été constante sur la période. En recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988. En fait, le profil de la consommation totale est largement défini par la consommation des centrales électriques.

Celle-ci a crû de 15 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour chuter ensuite à 10,7 Mt en 1988. Le charbon a donc permis de faire face à la demande d'électricité dans les années 1970, alors que se mettait en place le programme électro-nucléaire. Dans les années 80, avec la montée en puissance du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité, dont il demeure cependant l'énergie de bouclage. Ainsi, la consommation de charbon des centrales est remontée en 1989 (13,5 Mt), en 1990 (13,1 Mt) et en 1991 (15,7 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans la production nucléaire et à la sécheresse qui a réduit la production hydro-électrique. En 1992, en revanche, la demande des centrales a reflué à 13 Mt, du fait du retour à la normale de la production hydraulique grâce à une bonne pluviométrie; et en 1993, elle fléchit à 8,6 Mt.

De 1994 à 1999, l'évolution est très variable : après une progression annuelle moyenne de 14 %, entre 1994 et 1996, la consommation redescend à 9 Mt en 1997, avant d'enregistrer un bond de 48 % (13,3 Mt) en 1998; une hausse due à l'indisponibilité de certaines centrales nucléaires et à un faible rendement hydraulique. En 1999, et en raison d'un rétablissement partiel du nucléaire, le recours au charbon pour la production d'électricité demeure à un niveau élevé, avec une baisse modérée de 17 %.

Quant à la consommation finale, son déclin est quasiment constant depuis 1960, où elle culminait à 50,8 Mt pour descendre ensuite régulièrement : 34,4 Mt en 1970; 20,4 Mt en 1980 et 12,1 Mt en 1998, soit une chute de 65 % en 28 ans. En 1999, elle atteint 11,5 Mt.

La consommation finale a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie, dont la demande est passée de près de 15 Mt en 1970 à 7,6 Mt en 1999. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur consommation à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel-tertiaire ne cesse de se rétrécir : il est égal à 1,1 Mt en 1999 contre 12 Mt en 1970. Dans ce secteur, il est surtout utilisé dans les grandes chaufferies, notamment à travers les réseaux de chaleur. Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970, alors qu'en 1960, il fournissait plus de 3 Mt.

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés) qui culminait à 58,3 Mt en 1960 a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives. En 1999, elle est de 5,7 Mt.

En France, l'exploitation minière prendra fin au plus tard en 2005, dans le cadre du « pacte charbonnier » signé en 1994, prévoyant la fermeture progressive des mines.

Les importations de charbon, qui atteignaient 16 Mt en 1960, sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé d'augmenter, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. Elles ont reculé à 13,3 Mt en 1994 pour remonter à 18,8 Mt en 1999.

En ce qui concerne l'origine géographique des importations, l'Allemagne (ex-RFA) fut notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on fit massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud et des États-Unis. Les importations d'Afrique du Sud furent interrompues en 1986, en application des mesures d'embargo prises par la France, mais ont repris officiellement début 1992. En 1999, l'Afrique du Sud est notre premier fournisseur (5,3 Mt), suivi de l'Australie (4,4 Mt) et des États-Unis (2,9 Mt).

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du charbon en France

La production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946, coordonne l'exploitation et la commercialisation de la totalité du charbon français.

La production nationale provient de deux gisements principaux dont l'exploitation est assurée par les houillères de bassin :

- Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) qui exploitent le bassin lorrain. Ce gisement dispose de la plus grande partie des réserves charbonnières françaises. Il est constitué essentiellement de charbon gras, destiné à la *cokéfaction,* et de flambants.
- Les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM) exploitent sept gisements situés sur le pourtour du Massif Central et en Provence.

Les importations

Pour répondre aux besoins de sa consommation, la France a recours aux importations.

L'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944. La France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne.

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'*extraction*, du *traitement* et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'*agglomération* et la *carbonisation*.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.

Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération est destinée à revaloriser les « fines » c'est-à-dire le charbon réduit à l'état de particules obtenues inévitablement au cours de la préparation de la houille, en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume).

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et de carburation et d'élément perméabilisant de la charge.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Charbonnages de France (CDF).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

Direction générale des douanes et droits indirects.

Observatoire de l'Énergie.

Service des études et des statistiques industrielles (SESSI).

— Association technique de l'importation charbonnière (ATIC).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

Publications :

Statistique annuelle, Charbonnages de France;

Publications annuelles du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (MINEFI/OE) Éditions de l'Industrie :

Les chiffres clés de l'énergie, édition 1999-2000.

Tableaux des consommations d'énergie en France, édition 2000.

Bilans de l'énergie 1970-1999.

Publications non périodiques :

L'énergie dans les régions, édition 2000, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

— Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**

— Adresses :

Observatoire de l'Énergie :

Télédoc 162, 61 Boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 44 87 17 17

Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :

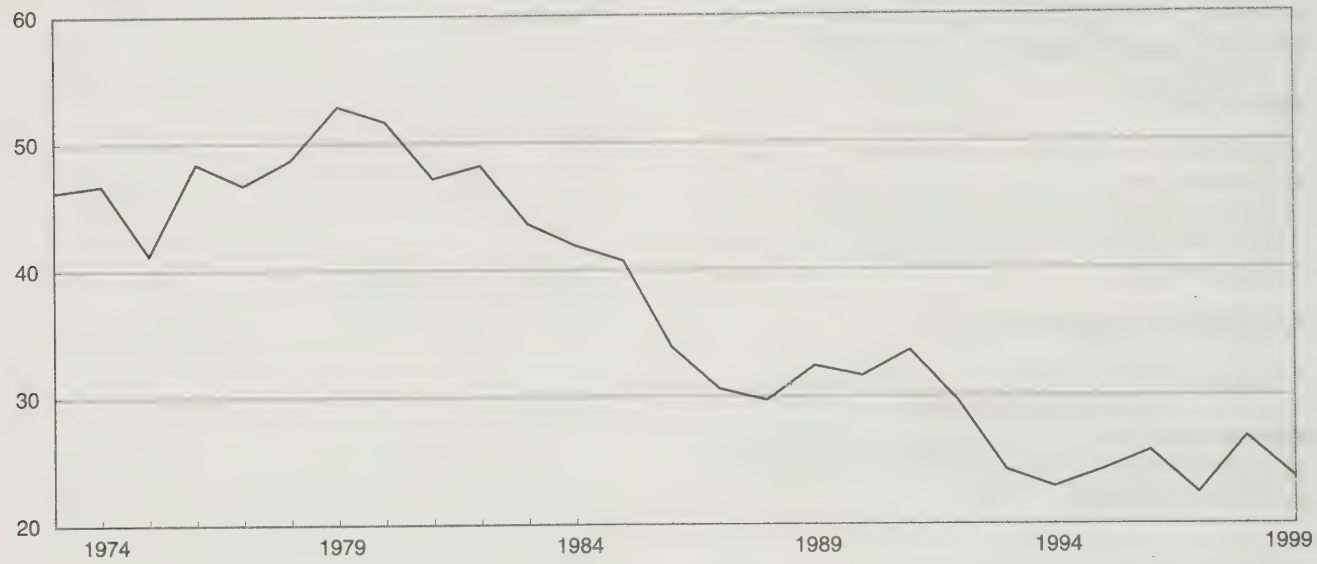
tél : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25

*
* *

GRAPHIQUE J.02

Consommation française de combustibles minéraux solides

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (février 2000) — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Production primaire (2)	29 114	23 077	18 942	13 532	8 918	8 553	7 316	6 112	5 690
Importations	16 467	29 960	21 278	20 745	14 646	16 736	15 097	20 072	18 731
Exportations	1 958	2 143	1 698	982	803	677	609	543	552
Stockage = (+) ; Déstockage = (-)	– 2 605	– 1 992	– 2 218	1 732	– 1 825	– 1 261	– 665	– 1 184	+ 250
Consommation branche énergie	18 878	31 489	21 131	15 614	11 730	13 570	10 146	14 697	12 117
Consommation finale	27 350	21 397	19 609	15 949	12 856	12 303	12 323	12 128	11 502
Consommation totale (3)	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 586**	**25 873**	**22 469**	**26 825**	**23 619**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non corrigée du climat.

TABLEAU J.02-2

Extraction nette de houille et de lignite

Ensemble des houillères

Source : Observatoire de l'Énergie (février 2000), d'après CDF — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Houillères de bassin :									
Nord et Pas-de-Calais	10 404	5 386	2 386	232	–	–	–	–	–
Lorraine	10 111	9 595	9 813	8 359	5 825	6 166	4 763	4 000	3 670
Centre-Midi	6 621	5 155	4 149	3 656	2 590	1 944	2 046	1 599	1 421
Autres mines	1 321	929	615	573	–	–	–	–	–
Total	**28 457**	**21 065**	**16 963**	**12 820**	**8 415**	**8 110**	**6 809**	**5 599**	**5 091**

TABLEAU J.02-3

Importation de produits charbonniers

Source : Observatoire de l'Énergie (février 2000), d'après ATIC et Douanes — *Unité* : Millier de tonnes

Pays	1985	1990	(2) 1995	1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Total	**21 278**	**20 745**	**14 472**	**16 508**	**15 781**	**20 126**	**18 761**
dont : Pays membres de l'Union Européenne	5 838	3 283	1 025	1 317	670	549	260
dont : Allemagne (1)	4 559	2 216	200	297	170	83	50
Royaume-Uni	280	311	150	182	145	71	52
Afrique du Sud	6 304	864	1 714	2 357	2 418	4 792	5 308
Australie	2 799	3 552	3 026	2 541	3 083	3 261	4 386
États-Unis	4 028	6 605	3 998	4 293	3 476	3 452	2 909
Pologne	1 068	395	656	1 181	1 074	2 275	841
ex-URSS	163	777	100	52	37	77	86

(1) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.
(2) À partir de 1995, l'ATIC n'est plus en mesure de donner des chiffres avec la précision apportée pour les années antérieures.

TABLEAU J.02-4

Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (février 2000) — *Unité* : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Consommation branche énergie	**18 878**	**31 489**	**21 131**	**15 614**	**11 730**	**13 570**	**10 146**	**14 697**	**12 117**
dont : centrales électriques	14 730	28 265	18 505	13 092	9 931	11 117	8 984	13 338	11 077
centrales CDF	7 787	8 991	8 128	5 002	4 652	4 087	3 542	3 907	3 191
centrales EDF	6 448	19 011	10 152	7 783	5 029	6 329	4 671	8 702	7 327
Consommation finale	**27 350**	**21 397**	**19 609**	**15 949**	**12 856**	**12 303**	**12 323**	**12 128**	**11 502**
dont : consommation énergétique par secteur									
Sidérurgie	14 349	12 602	9 621	8 394	7 629	7 141	7 735	7 915	7 640
Industrie (2)	4 124	2 743	5 573	4 713	3 166	3 145	2 996	2 784	2 589
Résidentiel -Tertiaire	8 664	5 807	4 204	2 576	1 861	1 821	1 392	1 229	1 084
Transports	52	18	–	–	–	–	–	–	–
Total énergétique	27 189	21 170	19 398	15 683	12 656	12 107	12 123	11 928	11 313
Total	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**24 586**	**25 873**	**22 469**	**26 825**	**23 619**

(1) Consommation non corrigée du climat.
(2) Non compris les centrales électriques industrielles.

TABLEAU J.02-5

Effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Situation en fin d'année

Source : Observatoire de l'Énergie, d'après Charbonnages de France

Unité : Millier de personnes

	1973	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Effectifs des houillères de bassins CDF (1)	94,3	47,3	22,5	14,7	13,3	11,9	10,3	9,0
Effectifs des autres mines (2)	0,5	0,6	0,2	–	–	–	–	–
Ensemble de la France	**94,8**	**47,8**	**22,7**	**14,7**	**13,3**	**11,9**	**10,3**	**9,0**

(1) Effectifs miniers et non-miniers.
(2) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.

TABLEAU J.02-6

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : AIE (production)
Conseil mondial de l'Énergie (réserves) : « BP Statistical Review of World Energy (juin 2000) »

Unité : Million de tonnes

Pays	Production								Réserves prouvées à la fin 1999
	Houille («hard coal»)				Lignite («brown coal»)				
	r 1973	1985	1996	*p* 1997	*r* 1973	1985	1996	1997	
Amérique du Nord	**544,9**	**776,9**	**927,0**	**954,0**	**21,2**	**90,8**	**124,3**	**124,3**	**256 477**
dont : États-Unis	530,1	738,8	885,2	910,8	12,9	62,8	79,9	78,4	246 643
Amérique latine	**7,1**	**18,3**	**39,8**	**44,8**	**0,1**	**–**	**–**	**–**	**21 574**
Europe de l'Ouest (1)	**471,9**	**440,0**	**279,0**	**273,8**	**539,2**	**712,6**	**455,4**	**444,6**	**115 710**
dont : Union Européenne	281,2	217,4	122,8	117,7	390,3	500,3	262,7	251,0	...
Royaume-Uni	130,2	90,8	48,7	47,0	–	–	–	–	1 500
Allemagne (2)	104,4	88,8	53,2	51,2	366,4	434,0	187,2	177,2	67 000
France	25,7	15,1	7,3	5,8	2,8	1,8	0,8	1,0	116
Pologne	156,6	191,6	137,0	137,1	39,2	57,7	63,8	63,2	14 309
Europe de l'Est (3)	**518,7**	**578,3**	**316,0**	**308,1**	**239,6**	**301,6**	**238,3**	**223,8**	**236 500**
dont : URSS (ex)	510,6	569,0	314,4	306,1	157,0	157,0	110,7	104,2	230 178
Afrique	**68,0**	**179,0**	**212,8**	**226,0**	**–**	**–**	**–**	**–**	**61 605**
dont : Afrique du Sud	62,4	173,5	206,4	220,1	–	–	–	–	55 333
Asie	**572,6**	**1 123,8**	**1 830,0**	**1 814,9**	**10,8**	**26,0**	**70,2**	**71,4**	**201 374**
dont : Chine	417,0	872,3	1 396,7	1 372,8	–	–	–	–	114 500
Inde	78,2	154,2	285,6	295,8	3,3	7,8	22,5	23,5	74 733
Océanie	**57,8**	**119,8**	**196,8**	**210,0**	**24,3**	**38,6**	**53,9**	**58,4**	**90 971**
dont : Australie	55,5	117,5	193,4	206,8	24,1	38,4	53,7	58,2	90 400
Monde	**2 241,0**	**3 236,1**	**3 801,3**	**3 831,5**	**835,1**	**1 169,6**	**942,1**	**922,5**	**984 211**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(2) Allemagne réunifiée.
(3) Europe non OCDE.

TABLEAU J.02-7

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

Pays	*r* 1973		*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328,14**	**16,8**	**454,54**	**484,11**	**502,96**	**506,09**	**529,79**	**563,60**	**22,0**
dont : États-Unis	311,05	17,9	425,66	456,66	473,37	475,34	497,52	529,48	24,3
Canada	15,26	9,5	25,84	24,27	24,79	25,32	25,89	27,54	11,5
Mexique	1,82	3,3	3,04	3,18	4,80	5,43	6,39	6,58	4,6
Amérique latine	**6,91**	**3,1**	**15,92**	**17,10**	**19,08**	**19,58**	**20,36**	**21,70**	**5,1**
Europe de l'Ouest (2)	**417,51**	**30,3**	**467,69**	**429,67**	**358,35**	**355,15**	**357,31**	**344,77**	**20,1**
dont : Union Européenne	292,93	25,3	314,77	300,07	244,84	239,76	234,27	223,50	15,7
France	**29,24**	**16,6**	**25,15**	**20,21**	**14,89**	**16,06**	**16,61**	**14,65**	**5,9**
Allemagne (3)	139,37	41,2	145,23	128,53	95,70	91,03	90,06	86,26	24,8
Royaume-Uni	76,43	34,6	61,98	64,03	49,19	48,38	44,40	40,05	17,6
Italie	8,10	6,3	15,28	14,63	11,36	12,28	11,22	11,32	6,9
Espagne	9,03	17,2	19,54	19,42	18,99	19,52	16,26	18,26	17,0
Europe de l'Est (4)	**353,54**	**36,1**	**355,22**	**336,18**	**242,32**	**231,28**	**223,02**	**206,31**	**19,9**
dont : ex-URSS	318,96	36,7	301,12	288,80	208,51	196,74	189,36	173,13	19,0
Afrique	**38,02**	**17,6**	**72,90**	**73,64**	**81,52**	**84,50**	**86,17**	**87,58**	**18,5**
Asie	**334,78**	**29,9**	**634,28**	**808,14**	**958,53**	**1 024,40**	**1 059,30**	**1 045,52**	**38,3**
dont : Chine	202,67	47,2	408,27	520,98	620,08	664,11	683,44	658,86	59,3
Japon	57,86	17,9	72,98	74,00	78,76	82,59	84,64	86,53	16,7
Moyen-Orient	0,70	1,0	2,68	3,44	4,67	5,33	6,11	6,62	1,9
Océanie	**23,85**	**36,2**	**31,20**	**36,10**	**38,16**	**38,73**	**41,96**	**46,57**	**38,2**
Monde	**1 502,75**	**27,5**	**2 031,75**	**2 184,94**	**2 200,92**	**2 259,73**	**2 317,91**	**2 316,05**	**24,3**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Europe OCDE y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Allemagne réunifiée.
(4) Europe non OCDE.

TABLEAU J.02-8

Consommation de charbon (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	1996	1997
Amérique du Nord	**1,137**	**1,340**	**1,344**	**1,329**	**1,321**	**1,368**	**1,442**
dont : États-Unis	1,468	1,785	1,827	1,816	1,806	1,873	1,985
Canada	0,677	0,996	0,873	0,847	0,855	0,872	0,918
Mexique	0,034	0,041	0,039	0,054	0,060	0,069	0,070
Amérique latine	**0,028**	**0,049**	**0,048**	**0,050**	**0,051**	**0,052**	**0,055**
Europe de l'Ouest	**0,929**	**0,978**	**0,876**	**0,714**	**0,705**	**0,706**	**0,678**
dont : Union Européenne	0,846	0,877	0,823	0,661	0,645	0,629	0,598
France	**0,561**	**0,455**	**0,356**	**0,257**	**0,276**	**0,284**	**0,250**
Allemagne (2)	1,765	1,870	1,620	1,175	1,115	1,100	1,051
Royaume-Uni	1,359	1,093	1,112	0,842	0,825	0,755	0,679
Italie	0,148	0,270	0,258	0,201	0,217	0,198	0,199
Espagne	0,259	0,509	0,500	0,485	0,498	0,414	0,464
Europe de l'Est	**1,159**	**1,048**	**0,961**	**0,686**	**0,655**	**0,634**	**0,586**
dont : ex-URSS	1,281	1,083	1,003	0,714	0,674	0,648	0,595
Afrique	**0,099**	**0,135**	**0,118**	**0,119**	**0,120**	**0,120**	**0,119**
Asie	**0,154**	**0,231**	**0,269**	**0,299**	**0,315**	**0,321**	**0,312**
dont : Chine	0,229	0,387	0,457	0,518	0,549	0,559	0,534
Japon	0,533	0,604	0,599	0,630	0,658	0,672	0,686
Moyen-Orient	0,010	0,024	0,026	0,032	0,036	0,040	0,042
Océanie	**1,447**	**1,637**	**1,765**	**1,786**	**1,783**	**1,905**	**2,090**
Monde	**0,388**	**0,425**	**0,420**	**0,398**	**0,403**	**0,408**	**0,402**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Allemagne réunifiée.

Chapitre J.03

Pétrole

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de pétrole.

1. Bilan pétrolier.
2. Importations de produits à distiller.
3. Activité des raffineries pétrolières.
4. Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits.
5. Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation.
6. Production et réserves mondiales de pétrole brut.
7. Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de pétrole par habitant dans le monde.
9. Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 Mtep.

Le premier choc pétrolier de 1973 où les prix du pétrole flambent, donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 119 Mtep en 1979 à 84 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. L'énergie nucléaire est utilisée pour produire de l'électricité et la demande de pétrole baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la mer du Nord (0 % en 1973; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

En 1999, le pétrole représente 39 % de la consommation d'énergie primaire, 16 % de la consommation d'énergie de l'industrie (hors sidérurgie), 17 % de celle du résidentiel-tertiaire, et prédomine dans les transports (95 %). Ce secteur recouvre, à lui seul, 54 % de la demande de pétrole (hors autoconsommation des raffineries et pertes). Si l'on y ajoute les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages « captifs » atteignent désormais 70 % de la consommation de pétrole.

En ce qui concerne les approvisionnements de produits à distiller, (production nationale comprise), la part du Moyen-Orient se situe à 34 %, celle de la mer du Nord est quasi-stable à 34 %, contre 24 % en 1994. Néanmoins, à terme, la part du Proche-Orient devrait remonter en raison de la forte concentration des réserves de pétrole brut dans cette région du monde.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du pétrole en France

Le régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.

Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (45 % pour les carburants - auto -) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.

Les fondements du régime pétrolier en France, ont été adaptés compte tenu de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993.

Le Conseil des communautés européennes a arrêté en 1992 une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises. Ce projet a fait l'objet d'une transposition en droit interne (loi du 17 juillet 1992).

La loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi du 30 mars 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.

La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Les sociétés pétrolières françaises

Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'elles mènent auprès d'un grand nombre de pays, les sociétés pétrolières françaises possèdent une envergure internationale.

Ainsi, le nouveau groupe Totalfina-Elf se classe au quatrième rang mondial parmi l'ensemble des compagnies-pétrolières, en fonction des critères retenus (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, Elf-Aquitaine s'était implantée surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...) et en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigéria, Cameroun, Angola) et Total plus particulièrement au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie, en Amérique latine et en Afrique (Angola). Ces deux grands groupes avaient cependant continué à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.

En aval, les groupes français figurent en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.

Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Totalfina-Elf, des filiales de groupes étrangers (Exxon-Mobil, BP-Amoco, Esso, Royal-Dutch-Shell).

La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, indépendants) dont le nombre de points de ventes ne devrait plus augmenter. Le réseau de distribution comporte à la fin 1999 environ 16 700 points de vente (– 2,3 % par rapport à 1998), contre 40 400 en 1980.

Description des activités

Exploration – Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'*hydrocarbures* dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Ces dernières années, cette analyse a été rendue plus aisée grâce à la sismique en trois dimensions. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur sept, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport

Environ 53 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes (Ultra Very Large Crude Carrier).

Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.

On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.

Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, hydrocraquage, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.

Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

Distribution

Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.

D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, d'usines, d'entreprises de travaux routiers, des aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.

Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.

Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

3. DÉFINITIONS

Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

OPEP

Organisation des pays producteurs de pétrole. Créée en 1960, elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Séoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuela.

Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

Réserves prouvées

Quantité de pétrole brut qu'on estime pouvoir extraire des gisements connus dans l'avenir, et d'après les renseignements géologiques et techniques disponibles. Les chiffres publiés sont à utiliser avec précaution.

Comme pour les autres grandeurs, les réserves, s'agissant de la France, sont les réserves en métropole.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

● Direction des Matières premières et des Hydrocarbures (DIMAH).

● Observatoire de l'Énergie.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des Douanes et des Droits Indirects.

— Union française de l'industrie pétrolière (UFIP).

— Comité professionnel du pétrole (CPDP).

— Institut français du pétrole (IFP).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Centre professionnel des lubrifiants.

Publications :

Bulletin mensuel, Comité professionnel du pétrole;

Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole, juin 1999.

Publications annuelles du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (MINEFI/OE), Éditions de l'Industrie :

L'industrie pétrolière en 1999, Direction des Matières premières et des Hydrocarbures.

Les chiffres clés de l'énergie, édition 1999-2000, OE.

Tableaux des consommations d'énergie en France, édition 2000, OE.

Bilans de l'énergie, 1970-1999, OE.

Publications non périodiques :

L'énergie dans les régions, édition 2000, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

— Minitel : 36-14 code PETROLINFO.

— Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**

— Adresses :

Observatoire de l'Énergie :

Télédoc 162, 61 Boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 44 87 17 17

Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :

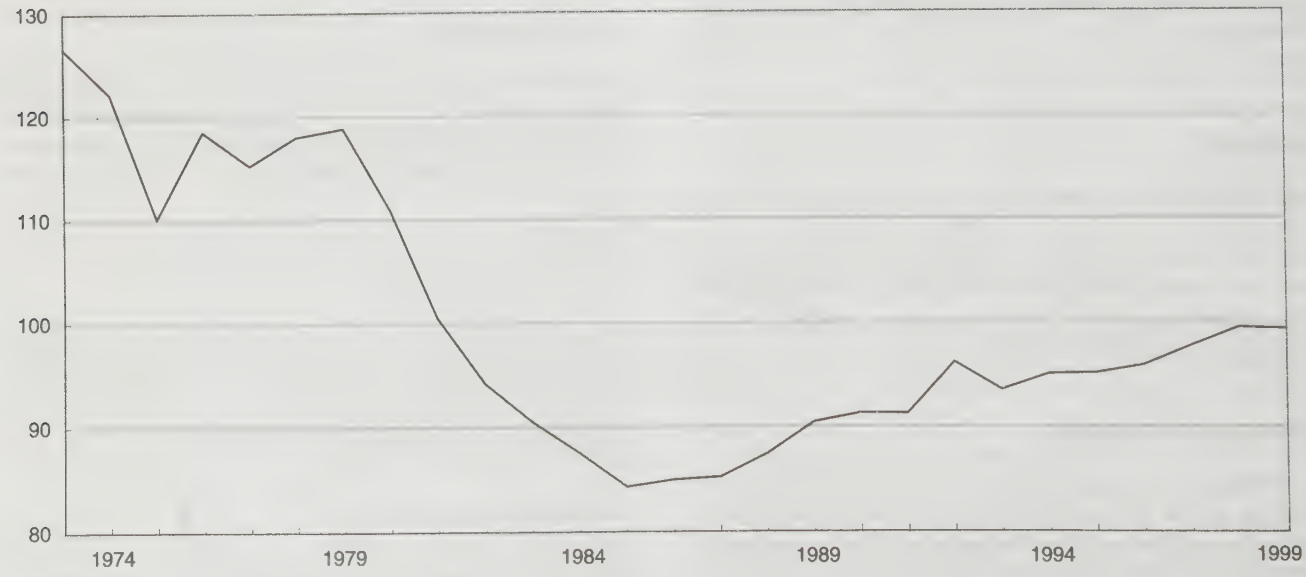
tél : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25.

*
* *

GRAPHIQUE J.03

Consommation française de pétrole

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.03-1

Bilan pétrolier

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Ressources									
Production primaire :									
Pétrole brut (PB)	1 320	1 190	2 642	3 024	2 486	2 107	1 780	1 709	1 539
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	592	570	511	409	383
Importations :									
Pétrole brut (PB)	134 920	127 120	73 896	73 310	78 017	83 721	87 441	90 423	81 739
Produits raffinés (PR)	6 350	10 210	18 460	26 709	27 480	26 318	25 367	25 514	29 881
Déstockage :									
Pétrole brut (PB)	–	–	463	–	–	–	–	–	496
Produits raffinés (PR)	–	–	1 897	765	–	304	–	446	1 389
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**108 575**	**113 020**	**115 099**	**118 501**	**115 427**
Emplois									
Consommation :	**128 450**	**119 230**	**86 123**	**89 385**	**94 117**	**96 014**	**96 216**	**99 367**	**99 394**
Branche énergie	26 970	22 120	8 959	8 070	7 883	8 403	7 646	8 839	7 375
Finale	101 480	97 110	77 164	81 315	86 234	87 611	88 570	90 528	92 019
Exportations :									
Pétrole brut (PB)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits raffinés (PR)	12 970	16 460	11 894	14 417	14 218	16 647	18 135	19 081	16 033
Stockage :									
Pétrole brut (PB)	1 140	750	–	419	–	359	75	53	–
Produits raffinés (PR)	930	2 980	–	–	240	–	673	–	–
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**108 575**	**113 020**	**115 099**	**118 501**	**115 427**

TABLEAU J.03-2

Importations de produits à distiller (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Matières premières et des Hydrocarbures) — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1973	1979	*r* 1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Moyen-Orient	**96,4**	**95,8**	**22,1**	**31,7**	**34,8**	**30,7**	**33,8**	**39,3**	**33,5**
Abu Dhabi/Oman	15,9	7,1	2,1	1,5	–	0,2	–	0,6	–
Arabie Séoudite	30,2	45,3	6,0	15,2	20,4	18,3	19,3	18,1	15,1
Koweit	15,5	4,9	0,6	–	1,1	0,8	0,9	0,8	1,7
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	–	–	3,8	8,4	7,3
Iran	10,8	6,8	4,1	9,1	10,5	8,6	6,4	7,9	6,8
Qatar	3,4	3,8	1,6	0,2	–	–	–	–	–
Syrie	0,6	2,1	0,5	2,2	2,9	2,6	3,2	3,5	2,6
Autres	17,3	8,7	0,8	0,6	–	0,1	0,3	–	–
Mer du Nord (2)	**0,2**	**4,1**	**19,1**	**10,4**	**23,2**	**28,1**	**31,1**	**29,6**	**28,8**
Afrique (3)	**28,9**	**20,7**	**22,7**	**20,9**	**13,4**	**15,9**	**13,9**	**15,8**	**12,0**
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,0	2,6	3,0	3,9	3,4	3,0
Cameroun/Angola	2,4	1,3	3,4	5,8	1,6	1,0	1,5	1,4	1,3
Gabon/Congo	–	–	2,6	4,9	1,0	0,8	0,8	1,4	0,1
Libye	6,5	4,1	3,1	2,9	1,7	1,9	2,5	2,5	2,3
Nigéria	12,6	9,7	8,1	3,1	5,7	8,4	4,6	6,2	4,9
ex-URSS	3,4	5,1	4,1	6,2	6,2	8,6	8,4	5,7	7,5
Mexique	–	–	2,7	2,5	–	–	–	–	–
Vénézuela	1,8	1,0	0,6	0,5	–	–	–	–	–
Autres	4,2	0,4	2,6	1,1	0,5	0,4	0,2	–	0,4
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,4**	**78,0**	**83,7**	**87,4**	**90,4**	**82,1**
dont : façonnage (4)	7,8	8,8	3,6	1,7	–	–	–	–	–

(1) Pétrole brut, condensats et autres produits à distiller.
(2) Royaume-Uni, Pays-Bas, Norvège et Danemark.
(3) L'Afrique du Nord et l'Afrique Noire ont été regroupées.
(4) Travail à façon pour compte de pays étranger.

TABLEAU J.03-3

Activité des raffineries pétrolières (1)

Sources : Comité professionnel du pétrole (CPDP) et Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Matières premières et des hydrocarbures)

Unité : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998	*p* 1999
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13	13
Capacité de distillation atmosphérique	153 885	166 840	108 772	84 595	91 000	93 100	93 500	95 700	93 900
Brut traité (2)	134 958	127 642	76 878	75 350	79 961	84 240	88 915	91 914	83 322
Taux d'utilisation des raffineries (en %)	87,7	76,5	70,7	89,1	88,0	92,0	96,0	96,0	87,0
Production nette de produits finis (total) (3)	127 505	120 788	75 118	72 851	74 200	78 300	82 900	86 100	77 400

(1) France métropole, non compris la raffinerie SARA à Fort de France.
(2) Y compris le façonnage.
(3) Marché intérieur, soutes, forces armées, exportations.

TABLEAU J.03-4

Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits

Économie civile : marché intérieur acquitté et sous douane, soutes françaises et étrangères

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Produits pétroliers raffinés	**117 332**	**110 649**	**77 581**	**82 250**	**86 575**	**88 327**	**88 999**	**91 763**	**92 539**
dont : Essences auto	15 772	17 701	18 006	18 231	15 651	14 998	14 633	14 550	14 548
sans plomb	–	–	–	2 602	7 859	8 389	8 906	9 529	10 215
sans plomb 95	–	–	–	–	1 592	2 159	2 825	3 495	4 325
sans plomb 98	–	–	–	2 602	6 267	6 230	6 081	6 034	5 890
super	12 973	14 680	15 721	14 933	7 791	6 608	5 727	5 021	4 333
ordinaire	2 799	3 021	2 285	696	–	–	–	–	–
Gazole	6 533	9 233	10 906	17 461	22 869	23 489	24 566	25 667	26 667
Carburéacteur	1 812	2 466	2 588	3 735	4 565	4 866	4 993	5 324	5 788
Fioul domestique (1)	37 937	31 261	21 024	17 363	16 833	17 673	17 144	17 744	17 379
Fioul lourd (1)	38 892	33 165	10 273	8 500	6 951	7 122	6 933	7 745	7 105
GPL (2)	2 696	3 084	2 934	2 797	2 888	3 126	3 029	3 204	3 230
Lubrifiants (1)	1 009	1 017	867	974	911	885	899	927	918
Bitumes	3 395	2 917	2 192	3 012	3 103	2 948	3 282	3 248	3 369
Naphta	...	...	6 051	7 038	8 991	8 648	8 740	8 490	8 542

(1) Soutes comprises.
(2) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU J.03-5

Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation (sans correction climatique)

Source : Observatoire de l'Énergie

Unité : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Sidérurgie	2 457	1 768	420	340	138	115	148	201	190
Industrie	23 509	20 747	10 234	9 129	8 476	8 526	8 435	8 375	8 336
Résidentiel-Tertiaire	33 655	27 186	20 079	16 328	16 330	17 125	15 872	16 142	15 632
Agriculture	2 845	2 920	2 659	2 690	2 518	2 579	2 570	2 546	2 546
Transports	30 434	34 957	34 563	42 525	45 841	45 918	46 976	48 784	50 648
Total énergétique	**92 900**	**87 578**	**67 955**	**71 012**	**73 303**	**74 263**	**74 001**	**76 048**	**77 352**
Total non énergétique	**9 130**	**9 450**	**9 209**	**10 303**	**13 091**	**13 348**	**14 569**	**14 480**	**14 668**
Total	**102 030**	**97 028**	**77 164**	**81 315**	**86 394**	**87 611**	**88 570**	**90 528**	**92 019**

TABLEAU J.03-6

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Source : CPDP, notamment d'après Oil and Gas Journal (réserves) — *Unité* : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)									Réserves prouvées au 1er janvier 1998
	1973	%	1979	1985	1990	1995	1996	1997	%	
Amérique du Nord	**634,6**	**22,2**	**643,6**	**732,1**	**656,0**	**647,2**	**656,5**	**668,6**	**19,3**	**9 121**
dont : Canada	94,1	3,3	84,4	84,0	91,6	110,3	113,5	118,8	3,4	660
États-Unis	513,3	18,0	475,5	494,4	413,3	383,3	382,5	380,8	11,0	3 004
Mexique	27,2	1,0	83,7	153,7	151,1	153,6	160,4	169,0	4,9	5 457
Amérique latine	**245,0**	**8,6**	**199,0**	**188,5**	**227,7**	**297,6**	**328,7**	**348,1**	**10,1**	**11 756**
dont : Brésil	8,3	0,3	8,3	27,5	32,7	35,6	40,5	45,2	1,3	655
Vénézuéla (1)	178,4	6,2	125,4	89,4	113,4	154,7	175,3	185,2	5,3	9 777
Europe de l'Ouest (2)	**22,8**	**0,8**	**116,0**	**195,0**	**206,5**	**302,5**	**320,3**	**319,0**	**9,2**	**2 517**
dont : Norvège	1,6	0,1	18,8	38,4	82,1	138,5	156,8	156,5	4,5	1 422
Royaume-Uni	0,5	–	77,9	127,6	91,6	130,5	130,1	128,4	3,7	683
Europe de l'Est (3)	**449,1**	**15,7**	**599,1**	**611,6**	**583,1**	**363,7**	**361,5**	**369,2**	**10,7**	**8 019**
dont : ex-URSS	429,1	15,0	580,4	595,3	570,8	353,2	351,2	359,2	10,4	7 800
Afrique	**289,0**	**10,1**	**329,1**	**263,9**	**315,7**	**339,8**	**357,6**	**371,5**	**10,7**	**9 558**
dont : Algérie (1)	51,1	1,8	58,0	50,4	56,7	55,7	58,6	59,7	1,7	1 255
Angola	8,2	0,3	7,2	11,4	23,3	30,4	33,5	35,1	1,0	738
Égypte	8,5	0,3	26,1	44,8	45,5	46,6	45,1	43,8	1,3	523
Libye (1)	106,2	3,7	102,5	51,5	66,2	69,0	68,9	71,1	2,1	4 025
Nigéria (1)	101,4	3,5	113,7	74,0	88,3	97,5	108,0	114,9	3,3	2 290
Moyen-Orient	**1 054,1**	**36,9**	**1 081,9**	**521,6**	**816,4**	**966,7**	**972,9**	**1 018,7**	**29,4**	**92 354**
dont : Arabie Séoudite (1)	380,2	13,3	483,1	182,1	338,0	430,8	432,2	442,4	12,8	35 675
Émirats arabes unis (1)	72,9	2,6	87,5	49,9	89,8	106,2	106,9	108,6	3,2	13 342
Iran (1)	293,2	10,3	160,8	111,8	155,9	183,0	183,8	181,1	5,2	12 688
Irak (1)	99,5	3,5	171,7	70,7	99,2	27,2	28,5	57,0	1,6	15 348
Koweït (1)	150,6	5,3	127,2	54,2	44,5	102,4	102,6	102,4	3,0	13 165
Oman	14,6	0,5	15,0	25,3	35,2	43,9	45,6	46,2	1,3	715
Extrême-Orient	**144,9**	**5,1**	**227,5**	**258,4**	**300,2**	**331,3**	**339,6**	**338,3**	**9,8**	**5 521**
dont : Chine	53,6	1,9	106,2	124,9	138,3	150,0	157,3	160,7	4,6	3 274
Indonésie (1)	66,1	2,3	77,1	65,6	73,4	75,5	77,0	68,2	2,0	679
Océanie	**19,3**	**0,7**	**22,3**	**28,0**	**29,4**	**28,6**	**28,6**	**29,6**	**0,9**	**246**
Monde	**2 858,9**	**100,0**	**3 218,4**	**2 799,2**	**3 135,0**	**3 277,3**	**3 365,6**	**3 463,0**	**100,0**	**139 092**
dont : OPEP	1 527,0	53,4	1 531,4	815,1	1 145,8	1 323,0	1 363,4	1 419,3	41,0	108 749
non OPEP	1 331,9	46,6	1 687,0	1 984,1	1 989,2	1 954,4	2 002,2	2 043,7	59,0	30 343

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP le 1er janvier 1993 et le Gabon le 1er janvier 1995.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE.

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Pays	*r* 1973		*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**938,1**	**48,0**	**1 031,8**	**880,5**	**930,6**	**974,1**	**968,5**	**996,9**	**1 025,0**	**40,0**
dont : Canada	81,0	50,3	92,0	70,2	77,1	76,4	78,0	79,3	82,3	34,4
États-Unis	824,0	47,5	883,6	736,8	770,2	806,2	805,8	832,5	854,5	39,2
Mexique	33,1	60,0	56,1	73,5	83,3	91,5	84,7	85,1	88,2	62,3
Amérique latine	**123,6**	**55,3**	**156,7**	**142,4**	**157,5**	**183,4**	**188,6**	**198,4**	**204,9**	**48,1**
dont : Brésil	37,9	46,3	56,7	49,5	58,6	66,9	71,2	78,2	85,1	50,1
Europe de l'Ouest (2)	**754,3**	**54,7**	**754,6**	**600,2**	**632,1**	**655,4**	**668,2**	**682,7**	**684,5**	**39,9**
dont : Union Européenne (à15)	689,3	59,5	676,4	524,9	555,2	576,8	585,8	596,9	597,7	42,1
Allemagne	161,9	47,9	161,3	124,2	126,7	135,3	135,7	138,9	139,3	40,1
Espagne	38,4	73,3	49,0	39,7	46,5	52,3	55,5	54,7	57,1	53,1
France	**124,3**	**70,4**	**117,2**	**85,2**	**88,8**	**83,9**	**86,6**	**91,1**	**88,0**	**35,6**
Italie	100,1	77,9	99,9	83,1	91,0	91,0	94,5	93,1	93,5	57,3
Royaume-Uni	111,6	50,5	95,0	78,9	82,6	86,4	84,5	84,7	82,1	36,1
Europe de l'Est (3)	**364,7**	**37,2**	**481,7**	**478,9**	**459,9**	**266,8**	**258,3**	**238,4**	**233,5**	**22,6**
dont : ex-URSS	322,0	37,0	422,6	430,7	408,3	233,6	222,3	201,1	196,6	21,5
Afrique	**41,8**	**19,4**	**61,6**	**77,4**	**88,0**	**88,0**	**93,1**	**92,4**	**99,5**	**21,0**
Moyen-Orient	**48,6**	**68,9**	**89,1**	**130,1**	**145,1**	**183,9**	**179,4**	**187,7**	**193,4**	**56,5**
Extrême-Orient	**409,3**	**35,4**	**504,8**	**467,8**	**626,7**	**767,4**	**811,9**	**858,0**	**891,1**	**31,2**
dont : Chine	56,4	13,1	97,6	97,5	121,8	153,7	166,1	181,1	201,8	18,2
Corée du Sud	13,4	63,6	26,9	26,5	50,0	86,2	94,4	101,7	109,0	61,8
Inde	24,2	12,5	32,2	44,1	60,1	70,7	76,7	83,1	84,2	18,1
Japon	252,2	77,9	258,7	203,6	252,9	269,1	270,2	274,2	272,1	52,6
Océanie	**31,6**	**47,9**	**36,4**	**31,5**	**36,5**	**39,6**	**40,1**	**43,2**	**42,1**	**34,5**
Soutes maritimes (4)	**128,8**	**100,0**	**113,1**	**89,5**	**110,5**	**114,8**	**117,1**	**118,7**	**121,9**	**100,0**
Monde	**2 840,8**	**46,0**	**3 229,8**	**2 898,2**	**3 186,9**	**3 273,4**	**3 325,4**	**3 416,5**	**3 496,1**	**36,2**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, La Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE.
(4) Il s'agit principalement de fioul domestique acheté à l'étranger et consommé par des navires battant pavillon national.

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Amérique du Nord	**3,25**	**3,29**	**2,60**	**2,58**	**2,57**	**2,53**	**2,57**	**2,62**
dont : Canada	3,59	3,79	2,71	2,77	2,61	2,63	2,67	2,74
États-Unis	3,89	3,93	3,09	3,08	3,09	3,06	3,14	3,20
Mexique	0,61	0,87	0,98	1,01	1,04	0,94	0,92	0,94
Amérique latine	**0,50**	**0,55**	**0,44**	**0,45**	**0,49**	**0,49**	**0,51**	**0,52**
dont : Brésil	0,37	0,48	0,37	0,40	0,43	0,45	0,48	0,52
Europe de l'Ouest (2)	**1,68**	**1,63**	**1,25**	**1,29**	**1,31**	**1,33**	**1,35**	**1,35**
dont : Union Européenne (à 15)	1,99	1,91	1,46	1,52	1,56	1,58	1,60	1,60
Allemagne	2,05	2,06	1,60	1,60	1,66	1,66	1,70	1,70
Espagne	1,10	1,32	1,03	1,20	1,34	1,42	1,39	1,45
France	**2,39**	**2,19**	**1,54**	**1,57**	**1,45**	**1,49**	**1,56**	**1,50**
Italie	1,83	1,77	1,47	1,60	1,61	1,67	1,64	1,64
Royaume-Uni	1,98	1,69	1,39	1,44	1,48	1,44	1,44	1,39
Europe de l'Est (3)	**1,19**	**1,49**	**1,41**	**1,31**	**0,75**	**0,73**	**0,68**	**0,66**
dont : ex-URSS	1,29	1,60	1,55	1,41	0,80	0,76	0,69	0,67
Afrique	**0,11**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,13**	**0,13**	**0,13**	**0,13**
Moyen-Orient	**0,68**	**1,00**	**1,17**	**1,12**	**1,26**	**1,20**	**1,23**	**1,24**
Extrême-Orient	**0,19**	**0,21**	**0,18**	**0,22**	**0,25**	**0,26**	**0,27**	**0,28**
dont : Chine	0,06	0,10	0,09	0,11	0,13	0,14	0,15	0,16
Corée du Sud	0,39	0,72	0,65	1,17	1,93	2,09	2,23	2,37
Inde	0,04	0,05	0,06	0,07	0,08	0,08	0,09	0,09
Japon	2,32	2,23	1,69	2,05	2,15	2,15	2,18	2,16
Océanie	**1,92**	**2,06**	**1,65**	**1,78**	**1,86**	**1,85**	**1,96**	**1,89**
Monde	**0,73**	**0,75**	**0,61**	**0,61**	**0,59**	**0,59**	**0,60**	**0,61**

(1) Pétrole brut et produits pétroliers raffinés.
(2) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(3) Europe non OCDE et ex-URSS.

TABLEAU J.03-9

Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Million de tonnes

Pays	1978	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	1998	1999
Europe	**2,6**	**2,2**	**9,3**	**16,3**	**15,7**	**15,6**	**14,7**	**19,9**
dont : Norvège	2,3	1,3	3,0	7,0	7,4	7,8	7,5	11,3
Royaume-Uni	—	0,3	5,0	8,8	7,9	7,4	6,9	8,5
Afrique	**25,9**	**14,3**	**21,7**	**28,0**	**29,5**	**29,6**	**29,7**	**28,5**
dont : Algérie	11,8	0,3	0,3	0,4	1,2	1,0	2,0	2,3
Congo	1,4	3,7	4,7	4,8	4,6	5,3	5,7	5,4
Gabon	9,1	5,6	7,5	9,7	9,6	9,6	8,7	7,3
Nigéria	1,8	2,0	4,3	7,1	7,3	6,8	6,4	6,0
Moyen-Orient	**14,3**	**10,5**	**14,3**	**14,6**	**14,5**	**15,0**	**16,5**	**16,6**
dont : Abu Dhabi/Dubaï	13,2	9,5	12,9	12,0	11,8	12,0	...	...
Amérique	**2,1**	**0,7**	**2,5**	**2,5**	**3,0**	**3,4**	**4,3**	**5,2**
Océanie / Extrême-Orient	**2,9**	**1,7**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,2**	**1,6**	**1,5**
Total	**47,8**	**29,4**	**48,9**	**62,6**	**63,9**	**64,8**	**66,8**	**71,7**

Chapitre J.04

Électricité

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique : Consommation intérieure d'électricité en France.

1. Bilan de l'électricité.
2. Puissance des centrales électriques par type de centrale.
3. Production nette d'électricité par type de production.
4. Consommation de combustibles des centrales électriques EDF.
5. Longueur des lignes électriques.
6. Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation.
7. Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité.
8. Énergie électrique dans les DOM.
9. Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.
10. Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 1999, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 430 TWh en 1999. L'électricité représente ainsi 40 % de la consommation finale énergétique ; en 1973, cette part était de 21 %.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 61 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en représente 33 % (48 % en 1973).

La production par filière

La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui passe de 14 TWh en 1973 à 394 TWh en 1999, s'accompagne donc d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 52 TWh en 1999, soit 43 % de son niveau de 1973 et repose essentiellement sur des centrales au charbon. En 1999, la production thermique classique représente 10 % de la production totale assurée pour l'essentiel (75 %) par les centrales nucléaires.

En ce qui concerne l'hydraulique, l'équipement des grands sites aménageables est presque achevé et la capacité de production (25 GW en 1999) est près d'atteindre son maximum, de sorte que la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est ainsi passée de 27 % à 15 % au cours des vingt dernières années.

Le parc national des équipements de production d'électricité a, en 1999, une puissance maximale de l'ordre de 115 GW, dont 63 GW pour le parc nucléaire (59 tranches). À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, et par le développement des exportations qui atteignent 69 TWh en 1999 et contribuent au redressement de la balance commerciale. Quatre tranches de 1 450 MW chacune ont été couplées au réseau dont trois attendent leur mise en service industriel dans les premières années du nouveau siècle : CHOOZ B2 en avril 1997, CIVAUX B1 en décembre 1997, CIVAUX 2 en décembre 1999. CHOOZ B1 a été le premier des réacteurs du palier N4 à entrer en service industriel, en mai 2000.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont presque dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

2. MÉTHODOLOGIE

Organisation de l'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ».

Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, son transport et sa distribution aux différents usagers.

La transposition en droit français de la Directive « concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité », adoptée en décembre 1996 par le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'Union européenne (directive 96/92/CE), a profondément modifié l'organisation électrique française. Ainsi, sans abroger la loi de 1946, la loi du 10 février 2000 entraîne-t-elle notamment la création de la Commission de Régulation de l'Électicité (CRE). Dans le cadre de la mise en place du nouveau marché, la CRE a contribué à la constitution du gestionnaire du réseau de transport, le RTE, qui assure désormais le transport de l'électricité en France.

Alors que la directive européenne prévoyait une ouverture à 34 % en 2003, le marché français est d'ores et déjà ouvert à la concurrence pour les industriels consommant plus de 16 Gwh par an (soit 1 200 clients environ). Ce seuil d'éligibilité devrait être abaissé à 9 Gwh avant l'échéance imposée par l'Union.

EDF produit 94 % de l'électricité française, le complément étant essentiellement fourni par les centrales des charbonnages de France et de la sidérurgie. Avec 96 % des livraisons, elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.

EDF exporte environ 15 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de centrales thermiques classiques ou nucléaires, etc.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Production

Les centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Les centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le cœur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le cœur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

— l'assemblage des combustibles nucléaires,

— le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

— la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969;

— la filière réacteur à eau pressurisée (REP).

Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium;

— la filière neutrons rapides.

Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France ne possède aujourd'hui qu'un seul réacteur à neutrons rapides : un prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1974 à Marcoule. L'unité de grande puissance (1 200 MW), Superphénix, à Creys-Malville, a été arrêtée.

Les centrales thermiques

Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

Les centrales thermiques classiques

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.

Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.

Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts) irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.

Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 31 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants, les exploitations artisanales et agricoles, ainsi que les services publics et communaux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

- Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'énergie électrique et des grands barrages (STEEGB).
- Observatoire de l'Énergie.

— Électricité de France. Direction de la production et du transport.

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Production et distribution de l'énergie électrique en France, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'Énergie électrique et des grands barrages (STEEGB) [annuel];

Résultats techniques d'exploitation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel);

Statistiques de la production et de la consommation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel).

Conjoncture énergétique mensuelle : il est possible d'être prévenu, grâce à un message électronique, de la publication de la note de conjoncture énergétique sur le site internet cité ci-dessous : cliquer sur « listes de diffusion » puis suivre les indications.

Publications annuelles du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (MINEFI/OE) :

Les chiffres clés de l'énergie, édition 1999-2000 (Éditions de *l'Industrie).*

Tableaux des consommation d'énergie en France, édition 2000 (Éditions de l'Industrie).

Bilans de l'énergie 1970-1999, édition 2000 (Éditions de l'Industrie).

Publications non périodiques :

L'énergie dans les régions, édition 2000, MINEFI/OE (Éditions de l'Industrie).

— Minitel : 36-14 code ENERSTAT.

— Serveur internet : **www.industrie.gouv.fr/energie**

— Adresses :

Observatoire de l'Énergie :

Télédoc 162, 61 Boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Téléphone : 01 44 87 17 17

Télécopie : 01 44 97 09 69

Éditions de l'Industrie, DIRCOM, MINEFI :

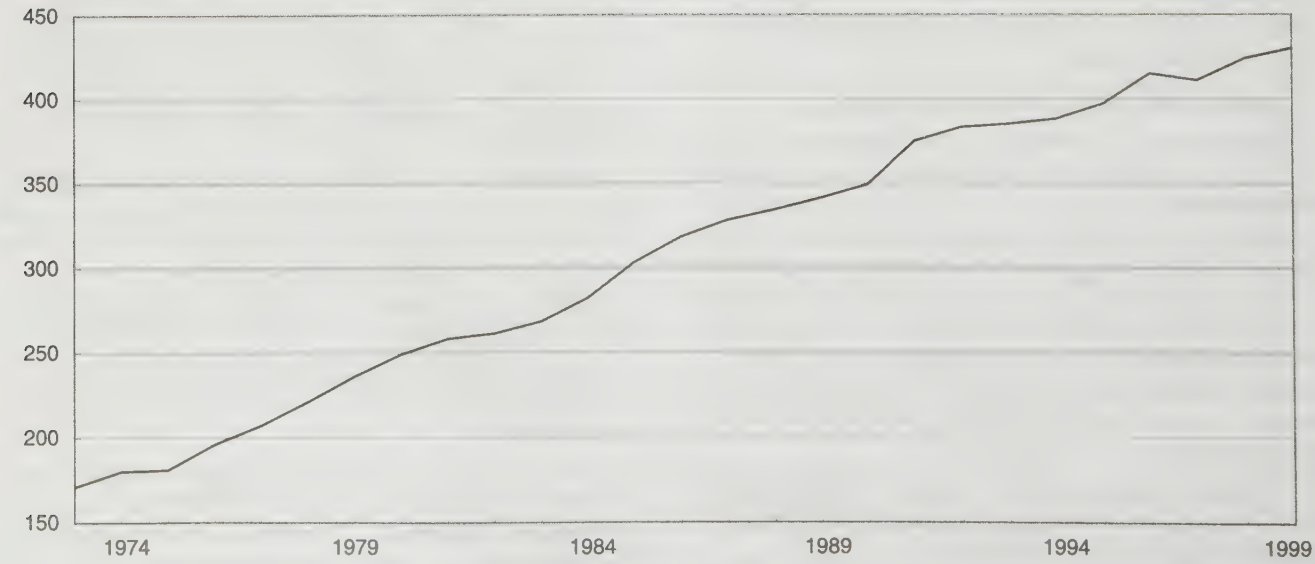
tél : 01 53 18 69 00, télécopie : 01 53 18 38 25

*
* *

GRAPHIQUE J.04

Consommation intérieure d'électricité en France

En TWh



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.04-1

Bilan de l'électricité

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Ressources									
Production nette	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**489 839**	**480 943**	**486 955**	**500 000**
dont : Thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	36 802	41 681	37 781	52 660	48 500
Thermique nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	358 779	378 225	375 935	368 500	375 000
Hydraulique (y compris pompage)	47 543	66 932	63 414	57 212	75 790	69 933	67 227	65 795	76 500
Importations	**4 654**	**16 431**	**5 520**	**6 674**	**2 860**	**3 617**	**4 238**	**4 590**	**5 000**
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**493 456**	**485 181**	**491 545**	**505 000**
Emplois									
Exportations	**7 620**	**10 774**	**28 878**	**52 427**	**72 701**	**72 428**	**69 634**	**62 152**	**68 700**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1 032**	**2 495**	**4 942**	**4 230**	**5 836**	**5 237**	**5 556**	**6 300**
Consommation intérieure	**171 290**	**235 638**	**302 707**	**349 551**	**397 300**	**415 192**	**410 310**	**423 837**	**430 000**
dont : Consommation haute tension (2)	114 818	140 229	165 639	195 068	222 360	230 906	234 131	238 475	244 400
Consommation basse tension (3)	45 117	79 150	113 763	127 869	145 527	153 275	147 487	154 832	157 100
Pertes de transport et de transformation	11 355	16 259	23 305	26 614	29 413	31 011	28 692	30 530	28 500
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**474 231**	**493 456**	**485 181**	**491 545**	**505 000**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Tarifs jaune et vert, à partir de 1986.
(3) Tarif bleu, à partir de 1986.

TABLEAU J.04-2

Puissance des centrales électriques par type de centrale

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : MW (1)

	Unités (1)	1973	1979	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Puissance maximale possible :									
Centrales nucléaires (2)	MW	2 888	8 034	55 750	58 515	59 970	62 875	61 733	63 183
Centrales thermiques classiques (2)	"	24 232	29 202	22 673	23 869	26 109	26 203	25 857	24 200
dont : EDF	"	17 107	21 972	16 126	17 426	17 562	17 691	17 222	17 401
Charbonnages de France	"	3 788	3 504	2 883	2 531	2 531	2 531	2 531	2 531
Industrie	"	3 309	3 698	3 628	3 555	5 410	5 397	5 513	3 934
Centrales hydrauliques (2)	"	15 967	19 141	24 987	25 227	25 314	25 329	25 335	25 355
dont : EDF	"	14 800	17 815	23 207	23 272	23 299	23 313	23 316	23 316
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	**GWh**	**57 795**	**62 588**	**69 720**	**69 503**	**69 719**	**69 782**	**69 725**	**69 789**
dont : EDF (3)	"	53 956	57 849	63 470	62 577	62 576	62 575	62 502	62 501

(1) MW = million de watts; GWh = milliard de wattheures.
(2) Caractéristiques au 31 décembre.
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-3

Production nette d'électricité par type de production (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (2)

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
Production nucléaire	**13 969**	**37 898**	**213 087**	**297 949**	**358 779**	**378 225**	**375 935**	**368 500**	**375 000**
Production thermique classique	**112 968**	**126 123**	**52 059**	**45 085**	**36 802**	**41 681**	**37 781**	**52 660**	**48 500**
dont : EDF	83 183	96 016	28 129	25 266	17 517	21 215	16 235	29 768	25 000
Charbonnages de France	15 286	17 010	15 059	9 758	8 610	8 484	8 041	8 830	6 700
Industrie	14 406	13 068	8 820	9 973	10 101	11 265	12 950	13 631	16 800
dont : Charbon	28 224	60 622	38 167	29 351	23 072	26 225	21 164	32 643	26 973
Fioul	67 557	50 155	5 271	7 205	4 372	5 393	5 675	8 173	9 393
Production hydraulique	**47 543**	**66 992**	**63 414**	**57 212**	**75 790**	**69 933**	**67 227**	**65 795**	**76 500**
dont : EDF (3)	44 464	61 688	58 296	52 063	68 594	62 907	60 820	58 949	69 000
Total	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**471 371**	**489 839**	**480 943**	**486 955**	**500 000**

(1) Production nette, c'est-à-dire déduction faite de la consommation des services auxiliaires.
(2) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-4

Consommation de combustibles des centrales électriques EDF

Source : EDF

Unité : Million de tep (1)

Catégorie de combustible	1973	1979	1985	1990	1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Uranium	2,8	8,7	49,1	69,0	83,6	87,4	87,8	86,1
Charbon	3,5	10,5	5,7	4,6	3,3	4,2	3,1	5,7
Fioul	14,1	10,7	0,7	1,1	0,5	0,7	0,5	1,2
Gaz naturel	2,1	1,5	0,2	—	—	—	—	—
Divers	0,3	0,6	0,3	0,3	0,5	0,4	0,5	0,5
Total	**22,9**	**32,0**	**56,0**	**75,0**	**87,9**	**92,7**	**91,9**	**93,5**

(1) tep = tonne équivalent pétrole.

TABLEAU J.04-5

Longueur des lignes électriques

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

Unité : Kilomètre

Tension nominale	1970	1980	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
HAUTE TENSION								
3e catégorie :								
400 kV	4 491	10 187	19 019	20 554	20 782	20 866	20 892	20 893
225 kV	20 569	24 448	25 493	26 063	26 075	26 206	26 378	26 320
150 kV	6 865	5 270	2 396	1 585	1 584	1 458	1 377	1 237
90 kV	9 549	12 146	15 713	17 200	17 178	17 319	17 443	17 450
63 kV	27 344	30 985	36 376	38 986	39 135	39 289	39 232	39 300
Total (1)	**68 818**	**83 036**	**98 997**	**104 388**	**104 754**	**105 138**	**105 322**	**105 200**
2e catégorie (moins de 57 kV) total	**387 307**	**487 134**	**574 266**	**596 792**	**600 284**	**602 239**	**606 447**	**606 450**
BASSE TENSION								
1ère catégorie (1) total	**558 616**	**625 656**	**656 967**	**663 297**	**664 732**	**666 827**	**668 244**	**668 200**

(1) Non compris le courant continu.

TABLEAU J.04-6

Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : GWh (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Sidérurgie	11 663	12 558	9 945	10 338	10 422	10 114	11 165	11 447	10 900
Industrie	72 328	82 613	86 555	105 204	114 104	115 904	119 766	121 106	124 500
Résidentiel-Tertiaire	59 226	102 554	147 920	176 153	208 301	218 922	213 580	225 630	230 700
Agriculture	1 129	1 542	1 425	2 050	2 494	2 747	2 610	2 677	2 600
Transports	6 399	6 861	7 381	8 003	8 599	9 527	9 741	9 980	10 300
Total	**150 745**	**206 128**	**253 226**	**301 748**	**343 920**	**357 214**	**356 862**	**370 840**	**379 000**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU J.04-7

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité (1)

En fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1970	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Total (2)	**102 828**	**116 500**	**132 227**	**127 663**	**123 359**	**123 533**	**122 663**	**121 239**	**123 045**
dont : EDF	94 429	108 853	124 526	120 263	117 264	116 919	116 461	114 380	115 991

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.
(2) Y compris les agents des Distributeurs non nationalisés (DNN).

TABLEAU J.04-8

Énergie électrique dans les départements d'outre-mer

Source : Électricité de France (DOM)

Puissance et DOM ou collectivité territoriale	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
PUISSANCE INSTALLÉE en MW (1)								
Hydraulique :								
Réunion	26	94	123	124	124	124	124	124
Guyane (2)	–	–	–	116	116	116	116	116
Thermique :								
Guadeloupe (3)	83	246	328	408	408	408	...	...
Guyane	27	71	130	147	139	139	139	139
Martinique	74	214	258	342	396	396	...	...
Réunion (4)	60	97	152	310	316	316	...	...
Saint-Pierre-et-Miquelon	5	21	24	27	27	27	27	27
ÉNERGIE LIVRÉE AU RÉSEAU en GWh (5)								
Guadeloupe	282	474	747	1 063	1 128	1 199	1 308	1 322
Guyane	96	198	337	519	530	539	559	564
Martinique	258	429	657	976	1 019	1 078	1 045	1 079
Réunion	306	558	882	1 298	1 368	1 471	1 544	1 630
Saint-Pierre-et-Miquelon	15	35	43	38	38	40	39	38

(1) MW = million de watts.
(2) Centrale de Petit Saut à partir de 1995.
(3) Dont géothermie à partir de 1985.
(4) Centrales de Bois Rouge (60 MW) à partir de 1992 et du Gol (64 MW) à partir de 1995.
(5) GWh = milliard de wattheures.

TABLEAU J.04-9

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Commissariat à l'énergie atomique

Unité : TWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**200,7**	**635,8**	**1 459,7**	**2 000,3**	**2 318,2**	**2 407,3**	**2 387,0**	**2 430,8**
dont : UE à 15	67,9	174,1	574,0	715,5	807,6	851,4	859,8	853,3
dont : Allemagne (RFA) (2)	12,2	42,3	138,2	147,3	154,2	161,7	170,4	161,7
Belgique	—	11,4	34,6	42,7	41,4	43,3	47,4	46,2
France	**14,7**	**39,9**	**224,1**	**314,1**	**377,3**	**397,3**	**395,5**	**388,0**
Royaume-Uni	28,3	40,3	60,7	66,4	86,5	95,0	98,0	99,2
Espagne	6,4	6,4	28,0	54,3	55,4	56,3	55,3	59,0
Suède	2,1	21,0	58,6	68,2	69,9	74,1	69,9	73,5
Canada	15,4	38,5	63,6	76,6	100,3	95,2	84,5	72,8
États-Unis d'Amérique	88,1	270,7	404,0	606,9	705,7	706,3	656,9	705,2
Japon	9,5	62,0	152,0	195,8	287,8	297,4	320,2	326,9
ex-URSS	12,0	55,0	143,5	210,4	181,1	204,6	201,7	193,2
Corée du Sud	—	3,2	16,7	52,9	65,8	73,9	77,1	89,7

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).
(2) À partir de 1990, statistiques pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.04-10

Consommation d'électricité par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Unité : kWh par habitant

Pays ou zone	1973	1979	1985	1990	1994	1995	1996	1997
Amérique du Nord	**7 877**	**8 854**	**9 361**	**10 553**	**11 040**	**11 214**	**11 398**	**11 400**
dont : États-Unis	9 343	10 615	11 167	12 802	13 496	13 754	13 990	14 009
Canada	11 355	13 578	16 138	17 330	17 539	17 774	18 001	17 810
Mexique	691	960	1 243	1 469	1 657	1 677	1 768	1 887
Amérique latine	**651**	**966**	**1 219**	**1 385**	**1 541**	**1 614**	**1 676**	**1 734**
dont : Argentine	1 068	1 346	1 509	1 516	1 863	1 906	2 089	2 143
Brésil	620	1 061	1 449	1 685	1 859	1 956	2 023	2 121
Europe de l'Ouest (1)	**3 599**	**4 358**	**4 924**	**5 383**	**5 498**	**5 633**	**5 765**	**5 809**
dont : UE à 15	3 913	4 737	5 387	5 993	6 160	6 305	6 460	6 499
Allemagne	4 907	6 030	6 762	6 939	6 521	6 636	6 717	6 693
Espagne	2 133	2 810	3 287	3 900	4 182	4 376	4 469	4 677
France	**3 447**	**4 611**	**5 809**	**6 616**	**7 146**	**7 294**	**7 612**	**7 487**
Italie	2 674	3 314	3 695	4 430	4 710	4 867	4 911	5 047
Pays-Bas	3 816	4 603	4 699	5 424	5 865	5 974	6 161	6 362
Royaume-Uni	5 018	5 332	5 249	5 750	5 854	5 978	6 191	6 133
Suède	9 686	11 641	16 243	16 897	16 320	16 616	16 601	16 589
Europe de l'Est (2)	**3 354**	**4 339**	**5 141**	**5 499**	**4 282**	**4 216**	**4 167**	**4 086**
dont : ex-URSS	3 620	4 650	5 470	5 855	4 519	4 375	4 274	4 221
Afrique	**291**	**390**	**491**	**518**	**526**	**529**	**535**	**543**
Moyen-Orient	**504**	**967**	**1 550**	**1 824**	**2 153**	**2 189**	**2 258**	**2 344**
Extrême-Orient	**398**	**503**	**600**	**778**	**943**	**987**	**1 023**	**1 060**
dont : Chine	196	301	407	570	801	857	910	943
Japon	4 328	5 088	5 565	6 939	7 717	7 883	8 019	8 244
Océanie	**5 058**	**6 425**	**7 810**	**9 171**	**9 451**	**9 614**	**9 740**	**9 860**
Monde	**1 602**	**1 886**	**2 083**	**2 311**	**2 361**	**2 408**	**2 449**	**2 469**

(1) Europe OCDE, y compris la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque.
(2) Europe non OCDE et ex-URSS.

Chapitre J.05

Gaz

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de gaz naturel.

1. Bilan du gaz naturel.
2. Canalisations de transport et de distribution de gaz.
3. Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie).
4. Industrie gazière : effectif du personnel.
5. Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.
6. Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.
7. Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.
8. Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Avec une consommation brute de plus de 444 TWh en 1999, le gaz naturel représente 13,8 % de la demande d'énergie primaire. Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la production d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final.

À la suite du lancement du programme électro-nucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement; depuis deux ou trois ans, la consommation du gaz pour produire de l'électricité, dans des centrales thermiques classiques ou des centrales de cogénération se développe.

En 1999, le gaz représente 14,8 % de la consommation finale énergétique, 22,7 % de la demande d'énergie de l'industrie et 19,8 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le gaz occupe dans ce dernier secteur une place moins importante que dans la plupart des autres pays européens. En effet, le développement du gaz sur le marché du résidentiel-tertiaire s'est heurté à la concurrence du chauffage électrique, mais aussi au problème de la rentabilité des réseaux en raison notamment d'une densité de population relativement faible.

Concernant la production, la France est passée d'une situation d'autosuffisance à une situation de dépendance presque totale vis-à-vis des approvisionnements extérieurs (en 1999, plus de 95 % du gaz consommé est importé), en raison de la forte croissance de la demande et du déclin de la production nationale. En effet, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production chute régulièrement depuis (baisse de 75 % entre 1981 et 1999).

Le recours aux approvisionnements extérieurs s'est fortement développé au milieu des années 1970 et n'a cessé de croître depuis lors. Les Pays-Bas (avec l'énorme gisement de Groningue) et l'Algérie, pour une moindre part, ont été les premiers fournisseurs de gaz à la France. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une plus grande diversification des provenances dès le début des années 1980. Elle se caractérise également par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges. En 1999, environ 32 % du gaz importé par la France arrive de Norvège, 29 % de l'ex-URSS, 25 % de l'Algérie et 12 % des Pays-Bas.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 modifiée a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées à Gaz de France ».

Par la suite, la loi du 2 août 1949 a également exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz naturel sous certaines réserves indiquées dans les paragraphes qui suivent. Elle a en outre fixé à 7 Mm^3/an le seuil au-delà duquel les entreprises de production exclues de la nationalisation par la loi du 8 avril 1946 seraient nationalisées. Ce seuil a été porté à 12 Mm^3/an par une loi du 30 juillet 1960 pour les concessions en cours.

La transposition de la Directive gaz de l'Union européenne s'est mise en place le 10 août 2000; la libéralisation vise le transport, la distribution, la fourniture et le stockage de gaz naturel, et sera définie par la loi gaz dont un projet a été déposé à l'Assemblée nationale en mai 2000. Afin de se préparer à ce nouveau contexte, Gaz de France a séparé ses activités de transports et de négoce et établit des tarifs de transports, ce qui devrait permettre aux clients « éligibles » l'accès au réseau français.

Production

La loi a exclu de la nationalisation la production de gaz naturel, qui est actuellement assurée sur le territoire national par la Société Totalfina-Elf, la Société Esso-Rep, la Société Eurafrep et la Société Coparex.

Des dispositions particulières s'appliquent à la production de gaz des houillères nationales (grisou et gaz de cokeries).

Les installations de production des gaz de cokeries sidérurgiques, de hauts fourneaux, de raffineries et de pétroles liquéfiés, produits par les entreprises qui n'en font pas leur activité principale, ont été exclues de la nationalisation, à condition qu'elles ne présentent pour le service public qu'une utilité accessoire.

Transport

La loi a exclu de la nationalisation le transport de gaz naturel; celui-ci doit cependant être assuré par une société dans laquelle 30 % du capital est détenu par l'État ou par des établissements publics. C'est ainsi que Gaz du Sud-Ouest (GSO), constituée en 1945 et dont le capital est détenu à raison de 70 % par le groupe Totalfina-Elf et 30 % par Gaz de France, est concessionnaire du réseau de transport de gaz naturel dans le sud-ouest de la France. La Compagnie Française du Méthane (CFM), filiale commune de Gaz de France (55 %), de Totalfina-ELF (45%), transporte le gaz dans un périmètre situé au centre du réseau français. Pour le reste du territoire français, Gaz de France assure le transport et le stockage du gaz. Depuis le 10 août 2000, les infrastructures de transport sont utilisables par tous les importateurs.

Un texte particulier prévoit par ailleurs que sur le périmètre de leurs concessions de mines, les houillères de bassin peuvent être habilitées, par voie de concession, à transporter le gaz qu'elles ont produit.

Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions communales de distribution publique. La loi du 8 avril 1946 a confié cette activité à Gaz de France.

Elle a cependant autorisé le maintien des sociétés de distribution de gaz existantes à économie mixte ou en régie, qui étaient détenues en majorité par l'État ou les collectivités locales.

Par ailleurs, la loi du 2 juillet 1998 et le décret d'application du 12 avril 1999 ont prévu l'élaboration d'un plan national de desserte gazière, ainsi que la possibilité d'introduction de nouveaux distributeurs, sous certaines conditions, dans les zones non encore desservies.

3. DÉFINITIONS

Distribution

Après un voyage de plusieurs dizaines, centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes de l'agglomération où se situent ses utilisateurs. Seuls quelques gros clients industriels sont directement raccordés au réseau de transport. Pour la livraison du gaz à tous les autres consommateurs, s'entame alors une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par l'intermédiaire de postes de détente qui abaissent la pression du gaz pour l'amener d'abord à une pression moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).

Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur individuel ou collectif s'il s'agit d'un immeuble.

Exploration – Production

La prospection du gaz naturel relève des mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que celle du pétrole (cf. chapitre J.03).

Stockage

Le stockage du gaz naturel en France relève de deux techniques bien particulières :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1 200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable;
- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1 400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Il n'est pas possible de retirer la totalité du gaz stocké dans un réservoir. Une moitié environ, le « gaz utile » est effectivement récupérable; l'autre, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit de 600 fois le volume du méthane par rapport à son état gazeux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Gaz de France.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

  — Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC).

  — Observatoire de l'Énergie, Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP).

— Comité professionnel du pétrole.

— OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Statistiques de Gaz de France (annuel);

Données commerciales, Gaz de France, Direction des services économiques et commerciaux (annuel);

Statistiques de l'industrie gazière, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC) [annuel];

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Tableaux des consommations d'énergie en France, Chiffres clés, édition 1999, Observatoire de l'Énergie;

Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

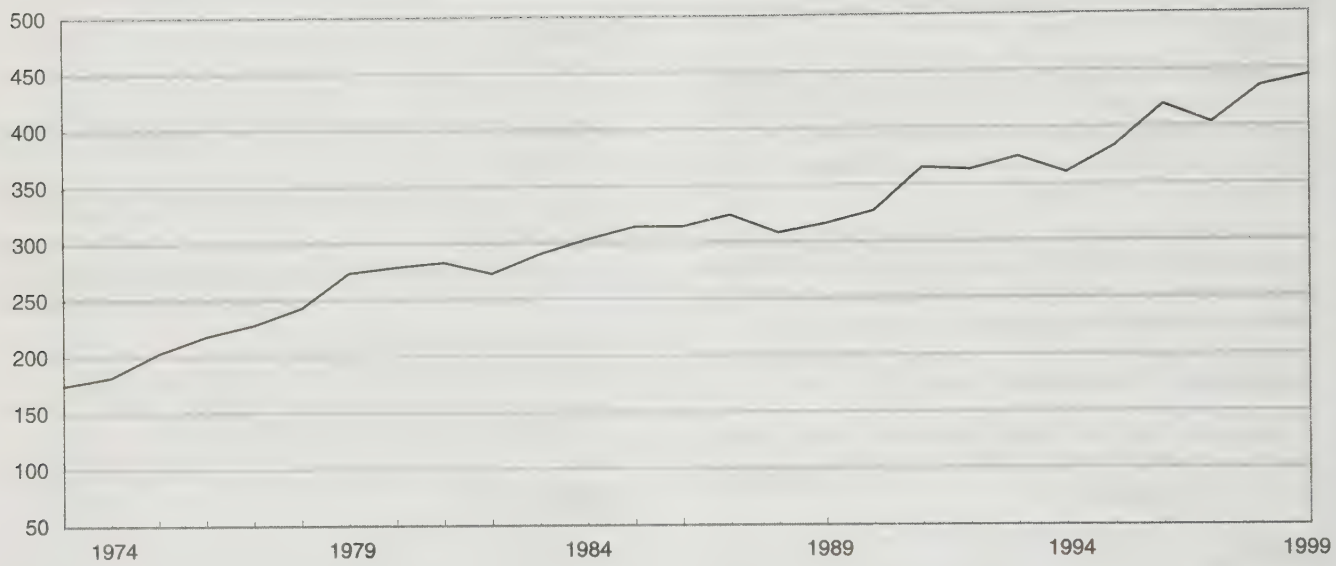
Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel).

*
* *

GRAPHIQUE J.05

Consommation française de gaz naturel

En TWh PCS



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.05-1

Bilan du gaz naturel

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale de l'énergie et des matières premières - Observatoire de l'Énergie

Unités : GWh; PCS (1)

	r 1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Ressources									
Production brute (y compris grisou)	81 277	84 080	58 632	32 509	36 091	31 098	27 486	23 743	20 642
Importations	98 704	192 080	263 693	318 765	363 235	391 717	394 287	398 443	458 253
Déstockage	–	–	–	–	–	5 647	–	18 707	–
Total	**179 981**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**399 326**	**428 462**	**421 773**	**440 893**	**478 895**
Emplois									
Consommation (2)	174 431	274 045	313 643	326 608	383 331	419 450	404 966	431 772	444 395
dont : Usages domestiques individuels	37 681	69 316	85 942	85 138	101 399	117 444	114 284	125 455	127 964
Usages domestiques collectif et tertiaire	21 860	50 608	75 732	78 879	97 078	111 137	104 464	115 174	117 477
Usages industriels	97 912	145 270	144 848	153 184	171 143	180 443	186 111	193 585	201 328
Exportations	1 021	1 926	2 881	3 838	7 965	9 012	15 020	9 121	8 500
Stockage	4 529	189	5 801	20 828	8 030	–	1 787	–	26 000
Total	**179 981**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**399 326**	**428 462**	**421 773**	**440 893**	**478 895**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures); PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.
(2) Y compris la consommation finale du secteur «Énergie».

TABLEAU J.05-2

Canalisations de transport et de distribution de gaz

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC) — *Unité* : Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998
Canalisations de transport (1)	17 974	22 678	26 619	30 162	31 759	32 012	32 712	33 322
Canalisations de distribution	71 392	84 030	104 226	119 150	136 860	140 556	145 130	145 195

(1) Y compris les canalisations de transport dépendant des directions régionales de GDF.

TABLEAU J.05-3

Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unités* : GWh ; PCS (1)

Secteur	*r* 1973	*r* 1979	1985	1990	*r* 1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Sidérurgie	8 766	12 741	8 906	8 615	7 438	7 634	7 978	7 863	6 949
Industrie	42 926	81 535	100 178	114 681	128 790	135 435	138 782	145 304	150 919
Résidentiel-Tertiaire	56 532	116 809	148 645	177 740	206 858	222 020	233 661	245 633	256 290
Agriculture	500	922	1 398	2 161	2 541	2 679	2 724	3 173	3 189
Transports	137	62	16	2	5	5	4	5	50
Total énergétique	**108 861**	**212 069**	**259 143**	**303 199**	**345 631**	**367 773**	**383 149**	**401 978**	**417 398**
Total non énergétique	**19 369**	**29 254**	**29 870**	**24 645**	**27 378**	**28 696**	**29 704**	**29 660**	**28 177**
Total	**128 230**	**241 323**	**289 013**	**327 844**	**373 009**	**396 469**	**412 853**	**431 638**	**445 575**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.

TABLEAU J.05-4

Industrie gazière : effectif du personnel

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1973	1979	1985	1989	1990	1995	1996	1997	*p* 1998
Total (1)	**28 733**	**29 277**	**32 475**	**30 646**	**29 945**	**28 378**	**28 179**	**28 064**	**27 852**
dont : Gaz de France	26 951	27 720	29 025	27 649	26 743	26 614	26 415	26 290	26 095

(1) À partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU J.05-5

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Conseil Mondial de l'Énergie, cité par BP Rewiew of World Energy 1999

Pays	Production (million de tep)							Réserves prouvées au 1er janv. 1999 (milliard de m³) (1)
	r 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997	
Amérique du Nord	**575**	**480**	**531**	**590**	**590**	**603**	**608**	**8 350**
dont : Canada	61	70	89	124	130	135	138	1 810
États-Unis	503	386	419	441	436	440	442	4 740
Mexique	11	24	23	25	24	27	28	1 800
Amérique latine	**22**	**41**	**52**	**60**	**64**	**70**	**75**	**6 210**
dont : Argentine	6	12	16	19	21	24	26	680
Vénézuela	11	16	21	23	25	28	29	4 040
Europe de l'Ouest (2)	**125**	**166**	**163**	**194**	**202**	**233**	**230**	**4 840**
dont : Union Européenne	116	133	133	160	167	189	182	3 210
Allemagne	24	36	41	58	64	76	77	770
France	**13**	**12**	**14**	**17**	**16**	**16**	16	**230**
Italie	16	16	14	14	15	16	16	350
Norvège	–	23	24	28	28	37	41	1 170
Pays-Bas	6	4	3	3	3	2	2	...
Royaume-Uni	54	61	55	60	60	68	61	1 790
Europe de l'Est (3)	**222**	**554**	**682**	**589**	**586**	**589**	**556**	**57 070**
dont : ex-URSS	195	520	656	572	569	573	541	56 700
Afrique	**9**	**42**	**62**	**68**	**75**	**80**	**90**	**10 220**
dont : Algérie	4	31	44	46	53	56	65	3 690
Asie	**44**	**132**	**193**	**250**	**272**	**297**	**322**	**57 790**
dont : Chine	5	11	13	16	17	19	21	1 370
Japon	2	2	2	2	2	2	2	...
Moyen-Orient	27	54	82	110	124	134	148	49 530
Arabie Séoudite	2	16	25	31	33	36	39	5 790
Iran	16	12	20	26	34	37	41	23 000
Emirats arabes unis	1	11	16	22	25	29	29	6 000
Indonésie	–	29	44	53	53	56	57	2 050
Malaisie	–	9	14	19	22	28	31	2 310
Océanie	**4**	**14**	**21**	**27**	**29**	**30**	**30**	**1 910**
dont : Australie	3	11	17	22	25	26	26	1 260
Monde	**1 001**	**1 429**	**1 704**	**1 778**	**1 818**	**1 902**	**1 911**	**146 390**

(1) 1000 m³ = 0,9 tep.
(2) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(3) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.

TABLEAU J.05-6

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Pays		*r* 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996		1997
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**562**	**28,8**	**485**	**517**	**601**	**603**	**608**	**23,7**
dont : États-Unis	515	29,6	412	439	509	504	508	23,3
Canada	37	23,2	50	55	67	71	71	29,7
Mexique	10	19,0	24	23	25	28	29	20,4
Amérique latine	**22**	**9,9**	**41**	**51**	**63**	**70**	**74**	**17,4**
Argentine	7	20,2	14	18	23	26	27	45,1
Vénézuela	11	53,1	16	21	25	28	29	55,9
Europe de l'Ouest (1)	**133**	**9,7**	**222**	**253**	**311**	**345**	**344**	**20,0**
dont : Union Européenne	122	10,5	197	223	275	305	302	21,3
France	**14**	**7,7**	**25**	**26**	**30**	**33**	**31**	**12,7**
Pays Bas	28	45,6	32	31	34	37	35	47,2
Allemagne	29	8,5	49	55	67	75	72	20,7
Royaume-Uni	25	11,4	47	47	65	76	76	33,5
Italie	14	11,1	27	39	45	46	47	29,1
Espagne	1	1,8	2	5	8	9	11	10,5
Europe de l'Est (2)	**224**	**22,8**	**507**	**605**	**493**	**500**	**487**	**47,1**
dont : ex-URSS	196	22,6	461	559	461	465	457	50,0
Afrique	**4**	**1,7**	**22**	**32**	**40**	**41**	**43**	**9,1**
Algérie	2	33,7	10	15	17	17	18	70,6
Asie	**36**	**3,0**	**132**	**196**	**282**	**307**	**333**	**10,4**
dont : Chine	5	1,2	11	13	17	19	21	1,9
Japon	5	1,6	35	43	52	56	57	11,1
Moyen-Orient	20	28,9	52	78	119	129	140	40,8
Emirats arabes unis	1	78,0	8	14	20	24	23	89,0
Iran	9	32,9	12	19	34	37	42	41,8
Océanie	**4**	**5,6**	**14**	**19**	**21**	**21**	**22**	**17,7**
dont : Australie	3	5,9	11	15	17	17	17	16,2
Monde	**985**	**16,3**	**1 423**	**1 673**	**1 811**	**1 887**	**1 911**	**20,0**

(1) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation des nations-unies (ONU)

Unité : kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*p* 1997
Amérique du Nord	**1 948**	**1 431**	**1 431**	**1 539**	**1 570**	**1 556**	**1 556**
dont : États-Unis	2 428	1 727	1 727	1 886	1 932	1 899	1 904
Canada	1 652	1 923	1 923	2 221	2 274	2 384	2 374
Mexique	194	319	319	288	281	301	307
Amérique latine	**89**	**128**	**128**	**159**	**165**	**180**	**187**
Argentine	285	459	459	623	667	729	758
Vénézuela	905	961	961	1 094	1 143	1 260	1 259
Europe de l'Ouest (1)	**297**	**464**	**464**	**571**	**617**	**681**	**677**
dont : Union Européenne	351	550	550	685	740	819	810
France	**260**	**444**	**444**	**480**	**509**	**560**	**535**
Pays Bas	2 121	2 233	2 233	2 168	2 204	2 411	2 263
Allemagne	363	627	627	751	824	919	877
Royaume-Uni	447	823	823	1 031	1 111	1 291	1 291
Italie	260	480	480	717	788	812	835
Espagne	27	56	56	161	197	220	287
Europe de l'Est (2)	**731**	**1 495**	**1 495**	**1 417**	**1 397**	**1 418**	**1 382**
dont : ex-URSS	786	1 657	1 657	1 607	1 575	1 592	1 564
Afrique	**9**	**40**	**40**	**56**	**57**	**57**	**58**
Asie (3)	**17**	**48**	**48**	**81**	**87**	**93**	**99**
dont : Chine	6	10	10	14	14	15	17
Japon	47	290	290	409	414	445	454
Moyen - Orient	284	468	468	728	797	844	894
Océanie	**222**	**747**	**747**	**919**	**946**	**962**	**971**
Monde	**254**	**298**	**298**	**316**	**323**	**332**	**332**

(1) Y compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque, Pologne et Hongrie.
(3) Non compris le Viet-nam, pour 1973 et 1979, et la Corée du Nord sur toute la période.

TABLEAU J.05-8

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP)

Unité : Million de m³

Pays	1973	1979	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Europe	**804**	**14 404**	**18 151**	**13 544**	**15 863**	**17 038**	**16 486**	**14 270**	**16 222**
dont : Norvège	–	6 721	8 577	4 826	4 129	4 498	4 300	3 162	4 236
Royaume-Uni	–	5 336	6 998	4 810	7 289	7 871	7 711	6 805	7 736
Pays-Bas	413	1 752	2 176	3 307	4 193	4 426	4 250	4 183	4 146
Afrique	**55**	**75**	**86**	**275**	**506**	**532**	**510**	**413**	**1 442**
Amérique	**1 797**	**2 045**	**1 039**	**3 279**	**3 490**	**4 016**	**3 931**	**4 028**	**5 450**
Asie \ Océanie	**–**	**31**	**267**	**284**	**1 023**	**1 339**	**1 335**	**7 152**	**8 849**
Total (1)	**2 656**	**16 555**	**19 543**	**17 382**	**20 882**	**22 925**	**22 262**	**27 085**	**33 479**

(1) Y compris le Proche-Orient en 1998 (1 222 Millions de m³) et en 1999 (1 516 millions de m³)

K

Industrie et construction

Chapitre K.01

Industrie : données générales

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche.
2. Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 personnes et plus.
3. Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.
4. Indices de la production industrielle dans plusieurs pays.

5A. Résultats des entreprises industrielles par grands secteurs, en NES 16.

5B. Principales évolutions dans l'industrie manufacturière.

6. L'investissement dans les branches industrielles.
7. Évolution du taux d'investissement par secteur, en NES 36.
8. Évolution des différentes composantes de l'investissement total.
9. Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière.
10. Sous-traitance reçue selon la taille des entreprises.

11A. Sous-traitance industrielle confiée selon les secteurs d'activité.

11B. Sous-traitance industrielle confiée selon la taille des entreprises.

12. Évolution des soldes des investissements directs (en flux) par secteur économique.
13. Répartition des entreprises à participation étrangère selon le secteur d'activité.
14. Principales grandeurs des entreprises industrielles.
15. Évolution de la part des PMI dans l'industrie manufacturière.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

La situation de l'industrie française

La France est le quatrième producteur industriel de l'OCDE après les États-Unis, le Japon et l'Allemagne et le quatrième exportateur industriel mondial, devant le Royaume-Uni. Depuis plus de dix ans, les exportations françaises de produits industriels représentent entre 9 % et 10 % des ventes des neuf principaux exportateurs de l'OCDE.

Dans leur secteur, les groupes français occupent souvent une position de leader : Saint Gobain, Michelin, l'Oréal, l'Air Liquide, Alcatel, Usinor. La France est aussi présente dans le monde par ses investissements directs à l'étranger.

L'industrie est le secteur le plus dynamique de l'économie française. Mais, en raison de ses gains importants de productivité et d'une externalisation croissante, son poids relatif diminue, en valeur ajoutée comme en termes d'emploi. De 1990 à 1999, le poids de l'industrie diminue passant de 21 % à 15 % en valeur ajoutée, et de 20 % à 14 % en termes d'emploi. Après une baisse de 15 % de 1990 à 1997, l'emploi salarié industriel direct progresse modestement en 1998 et 1999 avec 10 000 emplois créés chaque année, soit 0,3 % des effectifs de l'industrie (hors agroalimentaire et énergie). Les effectifs progressent particulièrement dans les biens d'équipements électriques et électroniques et dans la chimie-caoutchoucs-matières plastiques. À l'inverse, l'emploi poursuit sa baisse tendancielle dans les industries du textile et de l'habillement et dans les industries d'équipement du foyer. La progression de l'emploi en 1999 résulte d'une reprise en fin d'année après un tassement au premier semestre. Début 2000, l'emploi industriel continue à progresser, la durée du travail diminuant rapidement avec la mise en place des 35 heures.

Plus d'un emploi sur deux se situe dans une PMI mais le marché reste dominé par les grandes entreprises. Depuis les années 90, le poids des PMI s'accroît dans les biens intermédiaires (textile, bois, chimie) tandis qu'il diminue dans les biens de consommation (habillement, pharmacie). Les PMI prédominent dans le sud et le centre de la France, régions à moindre tradition industrielle.

L'industrie manufacturière française affiche des résultats satisfaisants et poursuit en 1998 et en 1999 le renforcement de ses structures entamé maintenant depuis près de 10 ans. En 1998, l'expansion reste vive malgré une décélération des exportations (+ 9 % en valeur, après + 14 % de 1997 à 1998). Le chiffre d'affaires croît de 6 % comme en 1997 soit deux fois plus vite que la valeur ajoutée. L'externalisation des facteurs de production et des services se poursuit. Les achats de sous-traitance industrielle s'élèvent à 242 milliards de francs, soit 7,6 % de la production ; les trois quarts de ces achats concernent la sous-traitance de spécialité.

En 1997, un tiers des entreprises industrielles adopte une démarche qualité et 60 % d'entre-elles y impliquent un plus grand nombre de salariés.

Dans l'industrie manufacturière, 40,8 % des entreprises de plus de 20 personnes ont innové entre 1994 et 1996 ; la plupart s'engageant de façon permanente dans un processus de création.

Les entreprises industrielles se mettent à l'heure de la nouvelle économie. La prise de conscience de l'importance de ces nouveaux outils a été plus tardive en France que dans d'autres pays. À la fin de 1999, près de 70 % des entreprises ont accès à l'internet, 80 % ont des micro-ordinateurs connectés en réseau et près de 90 % utilisent le téléphone mobile.

2. MÉTHODOLOGIE

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe traditionnellement les industries manufacturières et les industries agro-alimentaires (IAA), parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993 et utilisées par le SESSI pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.

Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la NES (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) sont présentées dans les pages chamois au début de l'ouvrage (point H).

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est une des principales sources statistiques de connaissance de l'industrie française.

Le Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et du génie civil, des transports, et celles du commerce et des services interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Équipement, des Transports et du Logement, et l'INSEE.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) assure la coordination sur le plan national des EAE réalisées par les différents ministères. Il gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'INSEE utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

Rénovation du système d'enquêtes : le passage à la quatrième génération d'EAE

Depuis l'exercice 1996, cette enquête est profondément remaniée, principalement en vue d'alléger la charge de réponse des entreprises. Le questionnaire a été revu et les questions relatives aux établissements et aux investissements ont été réduites ; des nouvelles questions sur les thèmes d'actualité importants pour la vie économique, tels les dépenses informatiques, les relations interentreprises, l'investissement immatériel ont été insérées.

L'INSEE et les services statistiques des ministères ont défini un « tronc commun » pour les variables, la méthodologie statistique et l'architecture informatique dans le but de rapprocher et faciliter les comparaisons entre les différentes enquêtes annuelles d'entreprises.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la NAF et de la NES :

— le niveau NAF 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le SESSI. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE ;

— le niveau NES 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la NAF ;

— le niveau NES 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre) ;

— le niveau NES 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.

La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.

Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine ; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au SESSI : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'INSEE ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique ; dans ce cas, la lettre **c** apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.

Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le SESSI.

L'enquête Innovation

L'enquête innovation a été réalisée en 1997 auprès d'un échantillon de 5 000 entreprises industrielles de plus de 20 salariés. Le taux de réponse s'élève à plus de 85 % en nombre d'unités et à plus de 95 % en termes de chiffre d'affaires. Elle a été réalisée simultanément dans les quinze pays de la Communauté européenne. Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

L'enquête Changements organisationnels et Informatisation (COI)

Réalisée en 1997-1998 par le SESSI, elle cherche à appréhender les changements intervenus entre 1994 et 1997 dans les domaines de l'organisation et de l'informatisation. Le questionnaire a été adressé par voie postale à un échantillon représentatif des entreprises industrielles de plus de 20 salariés. La totalité des entreprises de plus de 500 personnes a été interrogée. Le taux de réponse s'élève à 88 % en nombre d'entreprises et à plus de 95 % en chiffre d'affaires. Cette enquête consistait à interroger sur un même thème des responsables d'entreprise et des salariés de ces mêmes entreprises (s'appuyant sur une collaboration entre le SESSI, le SCEES, l'INSEE, la DARES et le Centre d'études et de l'emploi). Pour les résultats, cf. publications à la fin de ce chapitre.

3. DÉFINITIONS

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale de chaque entreprise est déterminée à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs.

Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations comme le compte de résultat ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Branche

Pour une entreprise déterminée, les effectifs et les ventes sont répartis selon les différentes activités qu'elle exerce. Les fractions d'entreprises correspondant à une même activité constituent la branche d'activité (ou la branche). Ainsi, une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités ; il en va de même pour un établissement.

Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF représente les ressources restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. On la déduit de l'EBE par la prise en compte des opérations financières et exceptionnelles et de l'impôt sur les bénéfices.

Elle sert à financer en partie l'investissement et à rémunérer le capital permanent.

Champ reconstitué

La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité prin-

cipale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, transfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions, de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires hors taxes est le montant global, au cours de l'exercice, des ventes des marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de vente.

Effectif

Au niveau de l'entreprise, il y a plusieurs notions d'effectifs :

— l'effectif au 31 décembre est l'effectif salarié de l'entreprise à cette date ;

— l'effectif salarié moyen correspond à la moyenne annuelle des effectifs ;

— l'effectif moyen employé est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location, y compris les intérimaires.

Jusqu'en 1995, ce solde est calculé dans les entreprises employant 100 personnes ou plus. À partir de 1996, il est calculé pour toutes les entreprises. Ceci provoque une augmentation de l'effectif employé qui peut être évalué à 40 000 personnes pour l'ensemble de l'industrie. Il en résulte également un glissement des tranches d'effectifs : 400 entreprises passent de la tranche 20 à 49 personnes à la tranche au-dessus et une centaine de la tranche 50 à 99 personnes à la tranche supérieure.

Au niveau établissement, on prend en compte l'effectif salarié moyen.

Emploi intérieur

Voir la définition dans le chapitre G.03 : « Le mouvement économique ».

Entreprise, établissement

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes et les exercer dans des établissements situés en différents lieux. De ce fait, l'unité statistique retenue est, selon le cas, l'entreprise dans son ensemble ou une unité de production qui est soit l'établissement, soit la fraction d'entreprise correspondant à une activité déterminée.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Différence entre la VABCF (valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs) et les frais de personnel.

L'EBE mesure le flux dégagé par l'activité productrice et / ou commerciale de l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne prend pas en considération le compte financier (produits et charges), les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur. Elles comprennent les livraisons intracommunautaires.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes car elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises. Leur ventilation est présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits comme le font les sources douanières.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les facturations sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre G.01 « Comptabilité nationale ».

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production ; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.

Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.

Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 33,3 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation par une ou plusieurs sociétés étrangères supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 33,3 et 50 %. Au dessous de 33,3 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).

Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et autoconsommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.

Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.

Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

Le résultat net comptable correspond aux ressources nettes (après prise en compte de la dépréciation du capital) restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice.

RNC = Résultat courant avant impôt

+ résultat exceptionnel

- impôts sur les bénéfices

- participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

— **Sous-traitance industrielle** : Selon l'AFNOR, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en oeuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite « donneur d'ordres », confie la réalisation à une entreprise, dite « sous-traitant » ou « preneur d'ordres », tenue de se conformer exactement aux directives ou spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.

— **Sous-traitance de capacité :** la sous-traitance est dite de capacité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres, équipée elle-même pour exécuter un produit, a recours à une autre entreprise soit occasionnellement, en raison d'une pointe momentanée dans sa production ou d'un incident technique, soit de façon plus ou moins habituelle, parce que désireuse de conserver une capacité propre dans une fabrication déterminée, elle entend utiliser des capacités de production disponibles à l'extérieur.

— **Sous-traitance de spécialité :** la sous-traitance est dite de spécialité dès lors que l'entreprise donneur d'ordres décide de faire appel à un « spécialiste » disposant des équipements et de la compétence adaptés à ses besoins, parce qu'elle ne peut ou ne souhaite pas s'en doter, pour des raisons relevant de sa stratégie propre.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale de l'Industrie, des Technologies de l'Information et des Postes, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction ;

— INSEE.

Publications :

L'état de l'industrie française, rapport 2000, CPCI (Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie), novembre 2000.

Le Bulletin mensuel de statistique industrielle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

L'industrie française des technologies de l'information et de la communication en chiffres, édition 2000, *Chiffres-clés, production industrielle*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

Chiffres-clés Analyse, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « L'industrie française », édition 2000 ;

— « L'industrie française dans les régions », édition 2000 sur cédérom ;

— « L'état des PMI », édition 1999 ;

— « Industrie française et mondialisation », édition 1998 ;

— « Choix de structure financière et performances des PMI », 1998 ;

— « Technologies et société de l'information », édition 1999 ;

— « Innovation et croissance, innovation et performances », édition 1999.

Chiffres-clés Référence, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « La situation de l'industrie , résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, édition 2000 sur cédérom ;

— « L'innovation technologique dans l'industrie », édition 1998 ;

— « Le financement de l'innovation », 2000 ;

— « L'implantation étrangère dans l'industrie », édition 2000 ;

— « Investissements antipollution en 1998 », édition 2000 ;

— « La sous-traitance industrielle », édition 2000 ;

— « Changements organisationnels et informatisation dans l'industrie », édition 1998 ;

— « Les compétences pour innover dans l'industrie », édition 1998 ;

— « Les consommations d'énergie dans l'industrie », édition 2000 ;

— « L'ingénierie et les autres services aux entreprises », édition 1998.

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « Technologies de l'information et croissance. Les enseignements d'une stimulation », n° 116, août 1999 ;

— « Rapport CPCI 1999 : l'industrie investit et crée des emplois en 1998 », n° 119, septembre 1999 ;

— « Les compétences pour innover dans l'industrie. Avantages comparés des tailles d'entreprises : une vérification empirique », n° 120, octobre 1999 ;

— « L'image de l'industrie auprès des Français », n° 122, novembre 1999 ;

— « La qualité et la certification des produits industriels. L'opinion des Français », n° 123, novembre 1999 ;

— « Les groupes structurent l'industrie française », n° 127, février 2000 ;

— « Les investissements pour protéger l'environnement », n° 130, mai 2000 ;

— « La sous-traitance industrielle : un phénomène en croissance », n° 131, juin 2000 ;

— « Les entreprises étrangères dans l'industrie française : une forte implantation », n° 132, juin 2000 ;

— « Les technologies de l'information et de la communication : des effets favorables sur l'emploi », n° 133, juillet 2000 ;

— « L'industrie française à l'heure des technologies de l'information et de la communication », n° 135, août 2000 ;

— « L'internet dans l'industrie française : une révolution en marche », n° 136, août 2000 ;

— « Informatique et télécommunications dans l'industrie française : des entreprises de plus en plus communicantes », n° 137, août 2000 ;

— « La qualité : une démarche pour répondre aux attentes du client », n° 138, octobre 2000.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— *Statistique agricole*, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) ;

— « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires », enquête annuelle, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

INSEE :

— « Numéro spécial sur les PME et les PMI », INSEE, *Économie et statistique,* n°s 271-272 de janvier-février 1994 ;

— « L'industrie en 1999 », *Synthèses,* n° 43, septembre 1999 ;

INSEE-Première :

— « Nouvelles entreprises - Les créations dynamisent l'emploi salarié », n° 628, janvier 1999 ;

— « L'innovation technologique dans les entreprises - Une pratique coopérative », n° 635, mars 1999.

— « La diversité industrielle des territoires », n° 650, juin 1999.

— « Panorama des petites entreprises industrielles », n° 667, juillet 1999 ;

— « Le dynamisme des petites entreprises internautes », n° 668, juillet 1999 ;

— « Le poids des grandes entreprises dans l'emploi », n° 683, décembre 1999 ;

— « La croissance s'est diffusée à la majorité des entreprises en 1998 », n° 696, janvier 2000 ;

— « Créations d'entreprises : les facteurs de survie », n° 703, mars 2000 ;

— « L'industrie en 1999, la croissance a résisté », n° 711, avril 2000 ;

— « Les industries agro-alimentaires en 1999 », n° 729, juillet 2000 ;

— « Du cours des matières premières au prix de vente des biens intermédiaires », n° 736, septembre 2000.

*
* *

TABLEAU K.01-1

Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes de la Nation)

Unités : Valeur ajoutée : Milliard d'euros
Emploi : Millier de personnes

Branche (en NES 16)	Codes NES 16	1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
VALEUR AJOUTÉE BRUTE (à prix courants)								
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	31,1	34,1	35,5	35,3	36,2	37,8	36,3
Industrie (2)	**EB à EG**	**214,5**	**219,9**	**230,6**	**231,3**	**238,8**	**241,5**	**243,5**
Industries agricoles et alimentaires	EB	29,8	29,4	29,6	30,1	30,7	31,5	33,0
Industrie des biens de consommation	EC	37,1	37,3	38,5	38,7	39,4	38,4	38,4
Industrie automobile	ED	13,0	14,4	13,8	13,7	15,7	17,5	18,4
Industrie des biens d'équipement	EE	35,1	36,9	39,8	39,0	42,4	42,9	43,8
Industrie des biens intermédiaires	EF	68,9	72,4	77,8	76,7	79,6	79,7	77,3
Énergie	EG	30,7	29,5	31,1	33,2	31,0	31,5	32,6
Construction	EH	57,6	58,0	57,3	55,4	51,2	51,3	54,8
Services principalement marchands (2)	**EJ à EP**	**522,9**	**538,8**	**549,3**	**564,6**	**586,3**	**615,8**	**640,9**
Commerce	EJ	108,6	110,9	115,5	112,1	117,0	126,7	130,6
Transports	EK	40,9	43,0	42,8	43,3	46,8	48,7	50,0
Activités financières	EL	53,0	57,9	55,4	57,6	58,6	56,2	57,4
Activités immobilières	EM	121,5	126,0	130,3	134,8	139,9	146,1	150,9
Services aux entreprises	EN	141,0	140,7	146,0	155,4	160,9	170,8	181,8
Services aux particuliers	EP	57,9	60,3	59,2	61,3	63,1	67,2	70,3
Services administrés (2)	**EQ à ER**	**205,6**	**213,6**	**222,5**	**231,0**	**237,5**	**246,4**	**254,2**
Éducation, santé, action sociale	EQ	115,7	119,6	126,7	129,5	134,0	139,4	144,4
Administration	ER	89,9	93,9	95,8	101,5	103,5	106,9	109,8
Ensemble (2) (3)		**991,4**	**1 022,3**	**1 055,6**	**1 077,6**	**1 113,6**	**1 157,7**	**1 195,1**
EMPLOI INTÉRIEUR TOTAL								
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	1 200,1	1 161,5	1 133,5	1 105,1	1 089,6	1 073,5	...
Industrie (2)	**EB à EG**	**4 223,6**	**4 102,7**	**4 089,8**	**4 054,5**	**3 970,0**	**3 967,3**	**...**
Industries agricoles et alimentaires	EB	592,2	587,8	573,5	592,6	578,6	583,2	...
Industrie des biens de consommation	EC	847,2	820,7	807,0	778,7	759,9	749,9	...
Industrie automobile	ED	272,1	262,0	261,3	260,1	247,9	245,2	...
Industrie des biens d'équipement	EE	786,6	757,3	768,8	766,5	750,8	755,0	...
Industrie des biens intermédiaires	EF	1 479,9	1 433,2	1 437,9	1 417,3	1 399,0	1 409,2	...
Énergie	EG	245,6	241,7	241,3	239,3	233,8	224,8	...
Construction	EH	1 523,8	1 487,3	1 484,4	1 450,0	1 418,5	1 417,6	...
Services principalement marchands (2)	**EJ à EP**	**9 225,0**	**9 310,6**	**9 513,9**	**9 641,6**	**9 846,8**	**10 137,7**	**...**
Commerce	EJ	3 018,8	3 007,5	3 059,2	3 089,9	3 138,6	3 185,3	...
Transports	EK	950,7	950,8	961,8	980,4	988,2	1 013,7	...
Activités financières	EL	771,9	769,7	770,6	762,3	756,7	753,1	...
Activités immobilières	EM	346,8	349,8	342,4	352,1	352,4	354,0	...
Services aux entreprises	EN	2 479,3	2 565,6	2 588,5	2 618,9	2 728,7	2 890,9	...
Services aux particuliers	EP	1 657,5	1 667,2	1 791,4	1 838,0	1 882,2	1 940,7	...
Services administrés (2)	**EQ à ER**	**6 348,1**	**6 447,3**	**6 467,6**	**6 501,0**	**6 540,8**	**6 571,9**	**...**
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 487,1	3 547,7	3 619,7	3 623,4	3 664,9	3 695,8	...
Administration	ER	2 861,0	2 899,6	2 847,9	2 877,6	2 875,9	2 876,1	...
Ensemble (2)		**22 520,6**	**22 509,4**	**22 689,2**	**22 752,2**	**22 865,7**	**23 168,0**	**...**

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie dans le chapitre G01.
(2) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.
(3) Ce total inclut le montant de la branche « unité fictive » qui tient compte de l'affectation des doubles comptes au sein des différentes branches.

TABLEAU K.01-2

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 personnes et plus

Année 1998

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activités	N os de la NES 114 ou de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	1 383	93,7	65 868	18 018	1 055	2 427
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	403	41,3	26 016	7 589	556	1 629
Édition, imprimerie, reproduction	C20	1 862	147,9	160 833	12 020	4 327	7 448
Industrie pharmaceutique	C31	280	96,8	202 789	48 589	6 708	18 642
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	280	54,4	96 977	34 268	2 487	6 026
Fabrication de meubles	C41	693	78,8	57 459	9 580	1 647	2 479
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	115	9,1	8 199	2 761	186	430
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	330	29,1	24 135	10 126	1 055	1 118
Fabrication d'appareils domestiques	C44	67	29,1	30 365	10 254	1 212	1 080
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	54	18,2	37 898	18 340	615	– 664
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	151	18,0	12 252	5 286	394	625
Construction automobile	D01	313	194,8	500 819	231 919	14 257	14 603
Fabrication d'équipements automobiles	D02	223	92,9	99 133	40 630	5 223	4 526
Construction navale	E11	93	15,9	12 785	5 799	358	458
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	37	15,5	15 917	6 290	293	102
Construction aéronautique et spatiale (non compris ateliers de l'industrie de l'aéronautique)	E13	100	81,0	111 955	70 146	3 762	8 187
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	57	9,1	7 897	4 062	255	143
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	507	32,0	25 542	3 099	640	1 072
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	970	75,1	46 796	8 295	1 068	1 771
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	371	67,8	66 035	31 600	2 348	3 962
Fabrication de machines d'usage général	E24	772	84,4	80 037	27 999	1 562	4 261
Fabrication de machines agricoles	E25	205	18,2	22 263	6 515	462	1 083
Fabrication de machines-outils	E26	161	13,5	12 078	4 774	254	574
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	651	59,1	64 429	35 863	1 504	3 353
Fabrication d'armes et munitions (non compris l'armement)	E28	10	0,8	540	228	20	10
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	75	47,1	91 615	40 962	2 203	3 116
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	167	24,6	22 092	8 547	585	1 569
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	203	75,4	104 130	49 136	2 808	– 19
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	234	23,6	24 328	9 690	833	796
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	525	71,3	67 796	26 699	1 593	1 974
Extraction de minerais métalliques	F11	3	0,3	264	164	20	– 17
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	306	22,5	20 813	2 389	1 612	861
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	197	51,3	42 875	15 469	2 347	3 330
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	729	79,2	83 244	13 715	4 183	6 686
Filature et tissage	F21	671	54,8	52 000	21 485	2 085	1 689
Fabrication de produits textiles	F22	494	38,1	31 682	10 510	1 243	1 564
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	225	23,9	14 641	3 315	423	727
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (2)	F31	657	43,5	38 101	7 179	1 611	1 910
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	123	29,9	47 050	23 973	4 339	2 387
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	533	62,6	65 461	11 269	2 472	2 406
Industrie chimique minérale	F41	122	22,6	43 863	11 982	2 236	2 225
Industrie chimique organique	F42	165	53,5	143 532	73 374	7 195	8 910
Parachimie	F43	367	56,8	99 932	35 560	3 454	5 053
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	12	2,8	4 512	2 760	178	65
Industrie du caoutchouc	F45	174	74,2	60 316	28 127	2 991	3 186
Transformation des matières plastiques	F46	1 291	141,8	121 695	25 920	7 174	6 467
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	145	67,7	118 813	55 902	4 516	4 561
Production de métaux non ferreux	F52	86	24,9	55 348	26 834	1 493	1 981
Fonderie	F53	232	38,7	23 281	6 575	1 271	1 015
Services industriels du travail des métaux	F54	2 186	136,7	85 616	13 226	4 642	3 966
Fabrication de produits métalliques	F55	917	90,8	71 855	19 171	3 126	4 684
Récupération	F56	244	12,0	15 894	3 996	754	430
Fabrication de matériel électrique	F61	574	140,9	135 189	53 390	5 602	6 809
Fabrication de composants électroniques	F62	295	48,6	53 636	29 633	3 928	1 246
Total Industrie non compris Énergie, hors IAA		**22 040**	**2 936,6**	**3 528 591**	**1 285 002**	**129 165**	**164 922**

N.B.—Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU K.01-2 (suite et fin)

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 personnes et plus

Année 1998

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	N os de la NES 114 ou de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Extraction de produits énergétiques (houille, lignite, tourbe, minerais d'uranium et d'hydrocarbures)	G11 à G13	19	12,2	6 474	403	607	– 3 052
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	10	11,9	31 503	11 647	3 522	584
Raffinage de pétrole	G15	51	18,2	233 759	20 469	3 567	– 760
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	109	166,8	285 217	17 304	34 859	20 370
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	76	32,8	55 248	492	4 354	1 672
Total Énergie	**EG**	**265**	**241,9**	**612 201**	**50 315**	**46 909**	**18 814**
Industries alimentaires	**15**	**3 110**	**397,7**	**709 743**	**129 429**	**27 334**	**31 800**
Industrie des viandes	15.1	1 065	126,0	171 038	22 722	3 667	3 041
Industrie du poisson	15.2	123	12,6	15 486	2 384	481	123
Industrie des fruits et légumes	15.3	144	24,4	34 085	6 317	1 629	1 046
Industrie des corps gras	15.4	27	4,6	16 101	2 402	808	512
Industrie laitière	15.5	330	62,5	139 905	18 916	3 646	3 570
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	15.6	108	11,9	26 773	9 732	1 337	899
Fabrication d'aliments pour animaux	15.7	235	17,7	51 809	4 899	2 041	1 090
Autres industries alimentaires	15.8	724	96,9	158 161	34 669	5 361	11 877
Industrie des boissons	15.9	354	41,1	96 385	27 388	8 364	9 642
Exploitation forestière	02.0B	41	2,2	2 155	301	36	45
Sciage et rabotage du bois	20.1A	272	12,4	10 909	2 128	621	382
Entreposage frigorifique	63.1D	44	8,2	3 789	82	245	104
Total IAA (3)		**3 467**	**420,5**	**726 596**	**131 940**	**28 236**	**32 331**
Total Industrie, y compris Énergie		**22 305**	**3 178,5**	**4 140 792**	**1 335 317**	**176 074**	**183 736**
Total Industrie, y compris Énergie et IAA		**25 772**	**3 599,0**	**4 867 388**	**1 467 257**	**204 310**	**216 067**

(1) Les résultats indiqués sont ici ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) où l'entreprise est classée selon son activité principale (secteur d'entreprise). L'enquête porte sur les entreprises dont les activités sont de la compétence du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
(2) Non compris le « Sciage et rabotage du bois », activité reprise dans le 20.1A (partie IAA de ce tableau).
(3) Pour le secteur des IAA, l'effectif retenu est l'effectif salarié moyen et non l'effectif employé; l'effectif employé étant l'effectif salarié moyen (moyenne des effectifs sur l'année), corrigé du solde des effectifs pris en location et prêtés en location.

TABLEAU K.01-3

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 1995 de la branche (1)

Source : INSEE

Unités : Pondération : million de francs
Indices base 100 : année 1995

Intitulé de la branche	Numéros de la NES 16 et 36	Pondération	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Industrie (non compris construction, NES EB à EG)	**I01**	**1 111 502**	**93,9**	**97,6**	**100,0**	**100,9**	**104,7**	**110,0**	**112,5**
Industrie (y compris construction, NES EB à EH)	**I02**	**1 347 940**	**93,7**	**97,5**	**100,0**	**100,4**	**103,8**	**108,6**	**111,3**
Industrie manufacturière (hors énergie et IAA, NES EC à EF)	**I03**	**831 372**	**93,0**	**97,7**	**100,0**	**100,2**	**105,1**	**112,0**	**114,8**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**	**113 237**	**96,4**	**98,4**	**100,0**	**102,2**	**105,1**	**106,2**	**108,2**
Industries agricoles et alimentaires	B0	113 237	96,4	98,4	100,0	102,2	105,1	106,2	108,2
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**	**161 733**	**97,7**	**98,7**	**100,0**	**97,3**	**98,3**	**103,3**	**106,4**
Habillement, cuir	C1	34 550	108,2	107,3	100,0	84,0	78,6	73,0	68,1
Édition, imprimerie, reproduction	C2	33 991	99,3	98,5	100,0	99,0	102,7	111,5	120,1
Pharmacie, parfumerie, entretien	C3	58 762	91,7	94,6	100,0	101,9	102,6	111,8	117,2
Industries des équipements du foyer	C4	34 430	96,8	98,1	100,0	101,1	106,2	111,0	112,8
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**	**83 993**	**83,2**	**94,6**	**100,0**	**101,8**	**110,0**	**125,5**	**137,6**
Industrie automobile	D0	83 993	83,2	94,6	100,0	101,8	110,0	125,5	137,6
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**	**189 386**	**97,5**	**99,0**	**100,0**	**102,0**	**106,4**	**113,2**	**114,8**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	30 116	115,2	114,7	100,0	104,4	111,2	123,3	123,0
Industries des équipements mécaniques	E2	96 258	88,8	92,8	100,0	101,2	104,3	105,3	106,3
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	63 012	102,8	101,3	100,0	102,1	107,2	120,5	124,0
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**	**396 260**	**91,1**	**97,4**	**100,0**	**100,2**	**106,3**	**112,1**	**113,5**
Industries des produits minéraux	F1	48 952	91,2	98,0	100,0	95,8	98,3	102,0	102,9
Industrie textile	F2	23 435	100,1	103,4	100,0	92,9	96,8	95,4	88,9
Industries du bois et du papier	F3	31 693	95,0	101,4	100,0	98,9	104,4	104,3	106,4
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	123 283	93,0	99,0	100,0	102,1	107,4	111,5	114,5
Métallurgie et transformation des métaux	F5	118 585	87,8	95,5	100,0	98,7	106,1	112,3	113,7
Industries des composants électriques et électroniques	F6	50 312	88,0	92,7	100,0	107,2	118,0	135,5	136,6
ÉNERGIE	**EG**	**166 893**	**97,0**	**96,4**	**100,0**	**103,5**	**102,1**	**103,1**	**103,7**
Production de combustibles et de carburants	G1	18 707	106,0	99,8	100,0	102,3	104,6	105,7	95,7
Eau, gaz, électricité	G2	148 185	95,7	95,9	100,0	103,6	101,8	102,8	104,8
CONSTRUCTION	**EH**	**236 438**	**92,6**	**96,9**	**100,0**	**98,3**	**99,9**	**101,9**	**105,4**
Construction	H0	236 438	92,6	96,9	100,0	98,3	99,9	101,9	105,4

(1) Cf. « Méthodologie des nouveaux indices de la production industrielle, base 1995 » parue au Bulletin Mensuel de Statistique, INSEE, n° 5, mai 2000.

TABLEAU K.01-4

Indices de la production industrielle dans plusieurs pays

Industrie manufacturière (séries CVS) (1)

Source : Eurostat (« New-cronos », sauf pour les États-Unis) — Base 100 en 1995

Pays	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Union européenne à 15	**100**	**100**	**105**	**109**	**111**
Zone euro (2)	**100**	**100**	**105**	**110**	**112**
dont : Allemagne	100	100	104	110	111
Autriche	100	101	108	118	124
Espagne	100	99	106	113	116
Finlande	100	103	114	124	131
France	**100**	**100**	**105**	**111**	**114**
Irlande	100	108	126	146	...
Italie	100	98	102	102	102
Luxembourg	100	100	107	112	...
Pays-Bas	100	101	106	108	...
Portugal	100	106	110	113	114
États-Unis	100	105	112	118	123
Japon	100	102	106	98	99

(1) Données corrigées des variations saisonnières.
(2) Comprend l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal.

TABLEAU K.01-5A

Résultats des entreprises industrielles (1) par grands secteurs, en NES 16

(à champ reconstitué), y compris les modifications de structure

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

%

	Industries des biens de consommation EC	Industrie automobile ED	Industries des biens d'équipement EE	Industries des biens intermédiaires EF	Industrie EC à EF
Résultat net comptable / Chiffre d'affaires hors taxes					
RNC / CAHT :					
1999	2,8	1,9	2,4	2,9	**2,6**
1998 *r*	3,4	3,0	3,1	3,0	**3,1**
1997	3,8	0,4	2,8	2,9	**2,6**
1996	3,4	0,1	1,7	2,1	**2,0**
1995	3,0	1,1	0,9	3,3	**2,4**
1994	4,1	1,6	0,4	2,5	**2,2**
1993	3,1	– 3,0	– 1,0	– 0,5	**– 0,2**
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes					
EXPORT. / CAHT :					
1999	25,3	47,8	43,5	34,3	**36,8**
1998	24,6	45,3	43,9	35,0	**36,6**
1997	24,1	43,4	41,4	34,6	**35,3**
1996	23,1	40,6	38,9	32,8	**33,3**
1995	21,8	38,8	37,2	31,9	**32,0**
1994	20,8	37,7	37,8	30,9	**31,4**
1993	20,3	37,8	34,4	29,8	**39,9**
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes					
EBE / VAHT :					
1998	29,2	36,8	20,3	28,1	**27,4**
1997	30,4	29,2	19,1	28,1	**26,5**
1996	29,6	24,4	16,0	26,1	**24,3**
1995	29,1	27,0	18,0	29,3	**26,4**
1994	28,6	28,6	17,5	27,2	**25,3**
1993	27,8	19,1	13,4	21,3	**20,6**
Frais financiers / Chiffre d'affaires hors taxes					
FRAIS FIN. / CAHT :					
1998	1,3	0,9	1,2	1,3	**1,2**
1997	1,4	1,0	1,4	1,4	**1,3**
1996	1,6	1,1	1,6	1,8	**1,6**
1995 *r*	1,6	1,4	1,8	2,1	**1,8**
1994	1,7	1,5	1,9	2,1	**1,9**
1993	2,1	1,7	2,6	3,0	**2,5**
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes					
INVEST. / VAHT :					
1998	9,2	16,8	8,1	15,6	**12,5**
1997	8,9	22,3	7,5	13,9	**12,1**
1996	9,3	25,4	8,2	14,7	**13,0**
1995	8,6	24,1	7,7	13,0	**11,9**
1994	8,1	21,5	7,1	11,9	**10,9**
1993	8,7	21,5	7,1	11,8	**10,9**

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.

TABLEAU K.01-5B

Principales évolutions dans l'industrie manufacturière

Entre 1998 et 1999 (à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI, EAE) — *Unité* : indices en base 100 (n -1)

	Codes de la NES	Effectif au 31-déc (1)	Chiffre d'affaires en valeur	Chiffre d'affaires en volume	Investissement productif en valeur	Exportations directes en valeur	Exportations directes en volume	RNC / CA en % 1998	RNC / CA en % 1999
PAR GRANDS SECTEURS (Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus)									
Biens de consommation	EC	98,6	103,5	104,2	106,3	105,0	105,5	3,4	2,8
Industrie automobile	ED	101,5	108,0	109,3	123,1	108,8	107,3	3,0	1,9
Biens d'équipement	EE	99,0	104,4	105,7	107,6	104,6	104,4	3,1	2,4
Biens intermédiaires	EF	99,3	100,7	102,3	101,2	100,5	103,1	3,0	2,9
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	**EC à EF**	**99,3**	**103,3**	**104,7**	**106,5**	**104,0**	**104,8**	**3,1**	**2,6**
PAR TAILLE D'ENTREPRISES (Taille des entreprises en nombre de salariés)									
20 à 249 salariés	///	98,7	101,6	102,9	102,4	101,2	102,0	2,4	2,5
250 à 499 salariés	///	100,2	102,6	104,0	105,0	101,9	102,7	2,3	2,5
500 salariés et plus	///	99,5	104,3	105,7	108,8	105,0	105,8	3,6	2,7
PMI (20 à 499 salariés)	///	99,1	101,9	103,2	103,2	101,4	102,2	2,4	2,5
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	**///**	**99,3**	**103,3**	**104,7**	**106,5**	**104,0**	**104,8**	**3,1**	**2,6**

(1) Effectifs hors intérim.

TABLEAU K.01-6

L'investissement dans les branches industrielles

Évaluations en base 1995 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale - Comptes de branche) — *Unité* : Milliard d'euros

	1995	1996	1997	1998	*p* 1999
FBCF Totale	**222,1**	**224,0**	**224,6** *r*	**238,5** *r*	**255,4**
dont : FBCF Productive (2)	123,0	122,8	122,3 *r*	131,5 *r*	141,4
FBCF Industrielle (3)	**23,8**	**26,6**	**28,0**	**30,3**	...
Industries agro-alimentaires	4,1	4,3	4,6	4,9	...
Industries des biens de consommation	3,5	3,8	4,3	4,4	...
Industrie automobile	3,5	3,2	3,4	3,0	...
Industries des biens d'équipement	2,1	3,3	3,1	3,8	...
Industries des biens intermédiaires	10,6	11,9	12,5	14,2	...

(1) Elles sont issues du nouveau système élargi de Comptabilité nationale, le SEC 95 (Système européen des comptes, version 1995). Cf. méthodologie dans le chapitre G01.
(2) La FBCF productive correspond à l'investissement des sociétés non financières et des entreprises individuelles.
(3) FBCF des branches industrielles hors énergie. Elle est exprimée pour la première année en « base 1995 » ; la série commence en 1995.

TABLEAU K.01-7

Évolution du taux d'investissement (1) par secteur, en NES 36

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

%

	Numéros de la NES	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Biens de consommation	**EC**	**9,4**	**8,7**	**8,1**	**8,6**	**9,3**	**8,9**	**9,2**
Habillement, cuir	C1	6,2	5,7	4,9	6,0	5,6	5,7	5,7
Édition, imprimerie, reproduction	C2	6,9	6,2	6,8	7,1	8,2	7,4	7,4
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	11,8	11,5	9,8	9,1	10,5	10,4	10,5
Industrie des équipements du foyer	C4	11,1	9,4	9,0	11,2	11,2	10,0	11,0
Industrie automobile	**ED**	**23,9**	**22,3**	**21,5**	**24,1**	**25,4**	**22,3**	**16,8**
Biens d'équipement	**EE**	**9,1**	**7,9**	**7,1**	**7,7**	**8,2**	**7,5**	**8,1**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	11,5	8,0	6,7	7,9	8,8	8,1	8,9
Industries des équipements mécaniques	E2	7,9	6,5	5,8	6,8	7,5	7,0	7,5
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	9,4	9,5	8,8	8,6	8,7	7,8	8,3
Biens intermédiaires	**EF**	**16,1**	**13,3**	**11,8**	**13,0**	**14,7**	**13,9**	**15,6**
Industries des produits minéraux	F1	14,3	12,2	12,2	14,4	15,4	13,5	14,4
Industrie textile	F2	12,1	10,4	9,9	11,7	12,0	11,9	12,9
Industries du bois et du papier	F3	21,8	13,6	13,0	13,5	16,1	14,2	19,0
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	18,3	15,2	12,2	13,6	15,5	14,6	16,7
Métallurgie et transformation des métaux	F5	13,8	12,4	10,0	10,7	12,6	12,6	14,1
Industries des composants électriques et électroniques	F6	14,6	13,1	13,9	14,5	16,2	15,7	15,7
Ensemble de l'industrie manufacturière	**EC à EF**	**13,6**	**11,7**	**10,9**	**11,9**	**13,0**	**12,1**	**12,5**

(1) Investissement / Valeur ajoutée hors taxes.

TABLEAU K.01-8

Évolution des différentes composantes de l'investissement total (1)

Sources : INSEE (Comptabilité Nationale), SJTI, INPI, CEREQ, MRT

	Unités	*r* 1990	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Investissement matériel (2)	Milliard	814	766	779	772	764	817
Investissement immatériel (3)	de francs	285	339	350	366	379	398
Investissement total (1)	courants	**1 099**	**1 105**	**1 129**	**1 138**	**1 143**	**1 215**
Recherche et développement / investissement matériel	%	11,7	14,2	14,0	14,6	14,9	14,2
Transferts techniques / investissement matériel	»	1,7	1,8	1,9	2,1	2,3	2,3
Formation / investissement matériel	»	4,8	5,7	5,7	5,9	5,8	5,5
Publicité / investissement matériel	»	14,7	19,3	19,7	20,6	21,5	21,2
Logiciels / investissement matériel	»	2,1	2,3	2,6	3,2	3,9	4,3
Autres incorporels / investissement matériel	»	0,8 (e)	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2
Immatériel / investissement matériel	»	35,0	44,2	44,8	47,4	49,6	48,7

(1) L'investissement total est la somme des investissements matériels et immatériels des sociétés non financières et des entreprises individuelles de l'ensemble de l'économie.
(2) L'investissement matériel est égal à la FBCF des sociétés non financières et des entreprises individuelles diminuée de la FBCF en logiciels et de la FBCF en autres immobilisations incorporelles. C'est une notion de comptabilité nationale.
(3) L' investissement immatériel est défini comme la somme des dépenses intérieures de recherche et développement des entreprises, des transferts techniques entre la France et l'étranger, des dépenses de formation, des dépenses de publicité, des dépenses en logiciels et autres investissements incorporels.

TABLEAU K.01-9

Origine des participations étrangères dans l'industrie manufacturière (1)

Au 1er janvier 1998

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI et INSEE)

Pays	Nombre d'entre-prises	Effectifs (milliers de pers.)	Effectifs %	CAHT (milliards de francs)	CAHT %	VAHT (milliards de francs)	VAHT %	Exportations (milliards de francs)	Exportations %
États-Unis	679	236,8	29,1	387,6	32,7	112,3	32,7	174,0	37,0
Allemagne	597	136,1	16,7	178,6	15,1	55,9	16,3	62,4	13,3
Royaume-Uni	466	121,1	14,9	147,9	12,5	44,1	12,8	52,7	11,2
Suisse	275	68,0	8,4	84,9	7,2	27,9	8,1	30,5	6,5
Belgique-Luxembourg	250	40,1	4,9	49,6	4,2	14,5	4,2	16,6	3,5
Pays-Bas	153	40,9	5,0	74,7	6,3	17,6	5,1	28,0	5,9
Italie	152	47,7	5,9	75,3	6,4	19,3	5,6	29,4	6,2
Suède	126	29,9	3,7	45,5	3,8	16,0	4,6	17,0	3,6
Japon	81	22,4	2,8	41,8	3,5	10,3	3,0	20,7	4,4
Finlande	54	12,6	1,5	18,2	1,5	4,7	1,4	8,6	1,8
Union européenne	**1 926**	**448,0**	**55,0**	**615,3**	**51,9**	**180,3**	**52,4**	**222,5**	**47,3**
Zone euro	1 282	289,8	35,6	411,1	34,7	116,8	34,0	149,5	31,8
Tous pays	**3 135**	**813,9**	**100,0**	**1 185,5**	**100,0**	**343,8**	**100,0**	**470,3**	**100,0**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.

TABLEAU K.01-10

Sous-traitance reçue (1) selon la taille des entreprises

Année 1998

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Preneurs d'ordre: Nombre	Preneurs d'ordre: %	Chiffre d'affaires concerné: en % du total	Chiffre d'affaires concerné: en Milliard de F	Chiffre d'affaires concerné: en % du CAHT des preneurs d'ordre	Chiffre d'affaires concerné: en % du CA Total
20 à 49 salariés	4 241	35,6	15,7	62,8	81,4	22,1
50 à 99 salariés	1 525	34,4	11,9	47,9	75,1	19,2
100 à 199 salariés	931	30,9	16,2	65,0	66,2	15,6
200 à 499 salariés	290	27,2	13,3	53,1	55,2	13,8
500 à 999 salariés	143	26,9	12,2	48,9	55,3	10,9
1 000 à 1 999 salariés	47	21,7	6,3	25,1	30,5	6,2
2 000 salariés et plus	40	30,8	22,7	91,1	24,6	7,5
Hors tranche	47	6,3	1,7	6,9	54,1	5,2
Total	**7 264**	**33,0**	**100,0**	**400,7**	**45,1**	**11,4**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11A

Sous-traitance industrielle (1) confiée selon les secteurs d'activité

Année 1998

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Secteurs industriels d'activité	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	%	en Milliard de F	en % du total	en % de la production	
Industries des produits minéraux	635	51,4	5,3	2,2	4,1	84,2
Industrie textile	973	70,0	9,3	3,9	10,0	82,3
Industries du bois et du papier	832	63,4	2,7	1,1	1,9	65,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	1 432	67,2	21,3	8,8	5,1	72,4
Métallurgie et transformation des métaux	3 245	85,2	21,5	8,9	6,2	78,0
Industries des composants électriques et électroniques	685	78,8	8,5	3,5	5,0	67,7
Industries des biens intermédiaires	**7 802**	**72,6**	**68,6**	**28,4**	**5,3**	**75,6**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	253	88,2	36,3	15,0	24,7	66,4
Industries des équipements mécaniques	3 099	85,0	34,4	14,2	12,0	75,0
Industries des équipements électriques et électroniques	942	78,2	24,4	10,1	8,6	62,7
Industries des biens d'équipement	**4 294**	**83,6**	**95,1**	**39,3**	**13,2**	**68,5**
Industrie automobile	**429**	**80,0**	**22,8**	**9,4**	**4,2**	**59,3**
Habillement, cuir	1 236	69,2	11,8	4,9	14,1	76,9
Édition, imprimerie, reproduction	1 514	81,3	19,0	7,9	12,6	86,3
Pharmacie, parfumerie, entretien	400	71,4	19,1	7,9	7,4	94,0
Industries des équipements du foyer	940	66,7	5,4	2,2	3,8	70,7
Industries des biens de consommation	**4 090**	**80,4**	**55,3**	**22,9**	**8,7**	**85,4**
Ensemble de l'industrie	**16 615**	**75,4**	**241,8**	**100,0**	**7,6**	**73,5**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-11B

Sous-traitance industrielle (1) confiée selon la taille des entreprises

Année 1998

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

Taille des entreprises	Donneurs d'ordres		Sous-traitance industrielle			Sous-traitance de spécialité (1) / sous-traitance industrielle en %
	Nombre	%	en Milliard de F	en % du total	en % de la production	
20 à 49 salariés	8 462	71,1	19,6	8,1	7,3	78,2
50 à 99 salariés	3 394	76,6	18,5	7,7	8,0	75,8
100 à 199 salariés	2 425	80,4	24,9	10,3	6,4	73,5
200 à 499 salariés	895	83,9	24,3	10,1	6,8	72,8
500 à 999 salariés	445	83,6	27,0	11,2	6,9	73,9
1 000 à 1 999 salariés	177	81,6	19,7	8,1	5,8	79,5
2 000 salariés et plus	119	91,5	81,9	33,8	7,5	65,4
Hors tranche	698	93,4	25,9	10,7	20,8	89,6
Total	**16 615**	**75,4**	**241,8**	**100,0**	**7,6**	**73,5**

(1) Cf. texte du chapitre, partie « 3. DÉFINITIONS ».

TABLEAU K.01-12

Évolution des soldes des investissements directs (en flux) (1) par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	Investissements directs français à l'étranger					Investissements directs étrangers en France				
	1995	1996	1997	1998	1999	1995	1996	1997	1998	1999
Agriculture et pêche	– 1	– 6	– 13	– 3	– 9	4	16	– 1	104	33
Mines et carrières	– 633	– 28	– 67	– 62	– 1 327	28	– 26	14	20	1 259
Produits manufacturés	– 2 809	– 6 577	– 8 175	– 10 344	– 50 408	2 922	3 274	4 299	5 739	16 390
Électricité, gaz naturel et eau	– 601	– 666	– 87	– 1 575	– 15 842	–	146	– 784	– 19	2 080
Bâtiment et génie civil	– 173	– 547	– 682	– 344	– 290	17	538	598	83	139
Récupération, réparation, commerce	– 431	– 4 007	– 4 010	– 4 011	– 3 465	563	2 636	1 688	838	– 179
Restauration et hébergement	– 274	– 376	– 211	– 222	– 138	48	27	282	– 5	– 21
Transports et communications	– 136	– 384	– 897	– 1 317	– 2 388	185	686	613	2 321	– 387
Intermédiation financière	– 1 495	– 2 181	– 2 022	– 4 844	– 4 584	2 388	2 420	4 329	3 472	2 684
Opérations immobilières et commerciales	– 1 469	– 7 372	– 12 665	– 11 571	*r* – 15 064	3 870	7 749	8 342	11 986	9 775
Autres services	– 2	– 153	– 1 454	265	– 1 304	13	31	109	100	339
Non ventilés	– 83	– 360	283	– 524	–	134	454	654	95 *r*	–
Total	**– 8 108**	**– 22 657**	**– 29 997**	**– 34 553**	***r* – 94 817**	**10 173**	**17 951**	**20 143**	**24 734**	***r* 32 112**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France (base publiée dans le « Rapport annuel : la balance des paiements et la position extérieure de la France »).

TABLEAU K.01-13

Répartition des entreprises (1) à participation étrangère (2) selon le secteur d'activité

Au 1er janvier 1998

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE et SESSI)

Secteur	Numéros de la NES 114	Nombre d'entreprises	Effectifs (milliers de pers.)	% du secteur	CAHT (millions de francs)	% du secteur	VAHT (millions de francs)	% du secteur	Exportations (millions de francs)	% du secteur
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	68	10	10,3	8 897	13,5	2 369	12,2	3 500	19,6
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	33	6	13,3	3 336	13,1	1 037	11,2	1 098	15,1
Édition, imprimerie, reproduction	C20	146	19	13,4	33 176	21,5	12 178	21,1	3 814	35,0
Industrie pharmaceutique	C31	104	48	53,6	104 107	55,7	35 315	59,4	24 955	58,7
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	62	19	37,4	49 778	48,5	11 641	44,7	14 345	41,0
Fabrication de meubles	C41	56	14	20,4	11 896	22,5	3 702	21,0	1 548	18,2
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	15	2	24,8	2 036	29,6	681	26,3	1 064	42,8
Fabrication d'articles de sport, de jeux et ind. diverses.	C43	36	6	22,8	5 931	25,2	2 005	24,5	3 609	36,2
Fabrication d'appareils domestiques	C44	20	11	40,8	15 501	52,8	3 635	42,9	3 841	36,1
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	18	13	70,3	30 836	85,2	4 171	76,6	15 579	87,3
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	24	4	22,1	2 304	20,8	997	20,5	1 317	28,8
Construction automobile	D01	30	13	6,6	25 833	5,7	3 736	5,0	8 243	4,1
Fabrication d'équipements automobiles	D02	100	52	67,3	63 419	68,8	19 729	69,9	30 191	83,3
Construction navale	E11	6	5	37,2	5 478	51,9	1 225	37,7	4 790	70,9
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	9	10	68,3	11 474	77,2	3 550	71,4	4 469	83,3
Construction aéronautique et spatiale	E13	15	7	9,2	6 564	6,5	2 817	7,6	3 559	6,3
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	13	4	47,8	4 007	53,6	1 048	46,8	2 019	56,2
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	32	3	11,3	3 068	12,1	989	12,5	798	31,6
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	E22	37	10	14,9	9 995	20,0	3 513	17,1	3 827	43,7
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	131	42	67,0	45 050	74,1	13 823	68,1	21 754	83,1
Fabrication de machines d'usage général	E24	194	40	51,6	40 398	55,5	14 095	55,5	14 783	60,6
Fabrication de machines agricoles	E25	26	5	30,6	8 931	43,6	2 205	41,7	4 736	71,9
Fabrication de machines-outils	E26	33	4	29,1	4 012	33,8	1 208	28,2	1 995	46,3
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	93	21	38,0	30 339	51,1	7 970	41,8	20 071	61,4
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	24	25	66,3	63 778	77,3	16 241	72,1	32 259	85,1
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	37	12	52,4	10 584	53,0	3 909	53,3	4 441	63,0
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	29	13	19,4	18 896	23,0	5 224	20,6	8 661	26,3
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	50	11	50,2	15 233	65,7	4 574	57,8	7 389	75,8
Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle	E35	81	16	23,5	17 411	24,7	5 998	23,1	7 879	26,4
Extraction de minerais métalliques	F11	2	–	71,7	217	64,0	93	64,9	205	97,9
Autres industries extractives	F12	42	8	34,3	9 108	42,9	3 374	40,9	1 216	51,3
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	48	10	21,2	8 914	21,3	3 475	20,3	4 228	27,6
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	110	28	36,8	34 497	43,6	11 605	39,9	6 732	51,4
Filature et tissage	F21	42	5	9,4	5 591	11,2	1 580	11,4	3 036	15,3
Fabrication de produits textiles	F22	64	9	24,9	8 915	29,2	2 710	27,4	3 438	42,0
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	17	6	25,0	4 295	29,7	1 590	29,4	987	30,4
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	47	7	18,3	8 486	24,1	2 202	20,5	2 808	46,8
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	53	18	64,4	32 737	71,1	8 722	68,4	18 190	77,6
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	124	26	43,5	33 591	53,0	9 703	49,3	6 848	66,6
Industrie chimique minérale	F41	55	10	46,0	21 226	49,0	5 073	44,5	7 939	68,8
Industrie chimique organique	F42	85	21	39,7	78 218	51,7	19 864	50,8	39 394	51,8
Parachimie	F43	137	27	51,4	61 731	63,5	15 185	57,3	24 740	66,0
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	5	1	51,9	3 179	71,4	508	60,4	2 129	78,6
Industrie du caoutchouc	F45	45	20	29,3	16 836	31,3	6 731	31,6	7 617	30,6
Transformation des matières plastiques	F46	242	41	34,0	42 772	38,5	14 226	39,4	11 105	51,4
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	41	9	13,6	17 147	15,0	3 434	12,0	8 044	14,8
Production de métaux non ferreux	F52	42	11	45,1	25 078	44,5	4 364	43,5	13 842	49,2
Fonderie	F53	17	5	14,6	3 135	15,0	1 307	15,5	1 291	22,7
Services industriels du travail des métaux	F54	102	15	12,1	11 298	14,2	4 354	12,9	2 276	18,6
Fabrication de produits métalliques	F55	124	21	25,4	20 957	31,2	7 387	28,5	5 105	31,2
Fabrication de matériel électrique	F61	130	50	39,6	53 753	42,2	17 133	39,3	21 055	42,7
Fabrication de composants électroniques	F62	39	20	46,1	31 524	62,1	9 624	59,2	21 538	75,7
Total (3)		**3 135**	**814**	**29,9**	**1 185 474**	**35,8**	**343 830**	**34,7**	**470 299**	**40,2**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Ne sont reprises dans ce tableau que les entreprises à capitaux majoritaires étrangers, c'est-à-dire celles dont le capital est détenu au moins à 50 % par une ou plusieurs sociétés étrangères.
(3) Du fait des arrondis, la ligne « Total » n'est pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.01-14

Principales grandeurs des entreprises industrielles (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

	1996		1997				1998			
	PMI (2)	Ensemble (4)	PMI (2)	*dont :* PMI UE (3)	500 salariés et plus	Ensemble (4)	PMI (2)	*dont :* PMI UE (3)	500 salariés et plus	Ensemble (4)
Nombre d'entreprises	20 384	21 208	20 316	19 286	838	21 154	21 161	20 094	879	22 040
Effectif (en milliers)	1 510	2 836	1 514	1 156	1 318	2 832	1 573	1 206	1 364	2 937
Chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de francs)	1 249	2 995	1 280	918	1 908	3 188	1 466	1 082	2 063	3 529
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	23,9	33,4	25,1	21,8	42,3	35,4	26,3	23,0	43,6	36,4
Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	4,1	4,1	3,7	3,5	3,8	3,7	3,7	3,5	3,6	3,7
Valeur ajoutée hors taxes / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	34,3	30,9	34,5	35,2	27,7	30,5	32,1	31,8	27,2	29,2
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%)	24,1	13,3	25,3	24,5	27,0	26,2	26,0	24,8	28,6	27,4
Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%)	5,4	9,2	4,9	4,6	13,4	9,6	5,0	4,9	13,8	9,8
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%)	11,9	13,2	10,6	9,9	13,6	12,2	11,6	11,0	13,3	12,5
Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%)	15,2	16,0	15,5	15,2	20,0	17,9	16,0	14,8	20,4	18,4

(1) Industrie hors énergie et IAA.
(2) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés, au sens de la définition française.
(3) PMI : entreprises de 20 à 249 salariés selon la définition 1997 de l'Union européenne.
(4) Non compris les entreprises de taille non significative.

TABLEAU K.01-15

Évolution de la part des PMI (1) dans l'industrie manufacturière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - EAE)

%

	1980	1985	1990 (2)	1995	1996	1997	1998
Nombre	93,3	92,4	92,9	92,4	92,4	92,4	96,0
Effectif	44,3	44,3	46,0	52,5	52,5	52,7	53,6
Chiffre d'affaires hors taxes	37,5	37,5	36,6	40,5	40,4	38,7	41,6
Exportations	...	...	22,2	28,5	29,0	27,5	30,0
Investissements	...	...	29,4	38,7	40,7	39,0	42,2

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés (hors énergie et IAA).
(2) Changement de champ en 1990.

Chapitre K.02

Habillement, cuir

(NES : C11, C12)
(NAF : 18, 19)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1998.

1. Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques.
2. Articles d'habillement : production de la branche.
3. Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques.
4. Collecte de peaux brutes.
5. Cuirs marchands : production ou livraison de la branche.
6. Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche.
7. Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Habillement et fourrures (NES C11, NAF 18)

Le secteur de l'habillement, avec 1 383 entreprises de 20 salariés et plus, reste une industrie profondément marquée par la décroissance de la consommation et, plus encore, par la concurrence étrangère.

Depuis 1990, ce secteur a perdu 35 % de ses entreprises et de ses effectifs. Il ne compte en 1998 que neuf entreprises de plus de 500 salariés contre dix-sept en 1990. Cette diminution du nombre des grandes entreprises n'est qu'un des aspects de l'adaptation de cette industrie aux nouvelles conditions du marché. La profession se structure, en effet, de plus en plus autour de la sous-traitance et les processus de fabrication s'internationalisent.

Depuis 1986, le nombre de donneurs d'ordre ne cesse de croître. Ils concentrent leur activité sur la conception et la commercialisation des produits. Ils représentent près du tiers des entreprises de l'habillement (contre un cinquième en 1986) et réalisent 60 % du chiffre d'affaires (contre un tiers en 1986). Cette augmentation va de pair avec la chute du nombre des entreprises en compte propre ou ayant des structures mixtes, qui souffrent de plus en plus puisqu'elles représentent à peine 30 % des entreprises, contre 38 % en 1986. Les façonniers, qui assurent la fabrication industrielle pour le compte d'un tiers, ne profitent pas de l'extension de la sous-traitance. Leur nombre baisse de près de 38 % depuis 1986, même s'ils représentent encore 42 % des entreprises et regroupent un peu plus du tiers des effectifs de l'ensemble de l'activité. Face à la concurrence étrangère des pays à bas salaires, le recours aux façonniers français s'impose plus particulièrement pour la fabrication de produits haut de gamme et pour les réassortiments dans le cadre d'une organisation en circuit court.

La balance commerciale du secteur se dégrade. En 1999, elle affiche un déficit de 27 milliards de F. Le taux de couverture passe de 62,1 % en 1990 à 53 % en 1999.

L'internationalisation accrue des échanges stimule le développement et le positionnement des entreprises à l'étranger. Celle-ci revêt différentes formes : création de filiales, délocalisation de la production ou négoce international.

Cuirs et chaussures (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir et de la chaussure fabrique principalement des produits en cuir, même si le textile, le caoutchouc et les matières plastiques sont également utilisés.

Ce secteur de PMI comprend différents intervenants entre les collecteurs de peaux et les fabricants de biens de consommation.

On distingue, en amont, les tanneries, qui traitent les peaux de gros animaux (bovins, veaux...) et les mégisseries, tournées vers les peaux de plus petite superficie (ovins, caprins, reptiles...). Ce marché du cuir représente à peu près 8 % du chiffre d'affaires de la filière. Les tanneries sont très concurrencées par l'Italie, l'Allemagne, le Brésil et l'Argentine et les mégisseries par l'Italie, l'Inde et le Pakistan.

En aval, 383 entreprises produisent des articles de voyage, de maroquinerie et des chaussures, pour un chiffre d'affaires de 26 milliards de F en 1999.

La maroquinerie est un secteur relativement artisanal (près des trois quarts des entreprises ont un effectif de moins de 50 salariés). Mais le savoir-faire traditionnel et la qualité des produits aux noms prestigieux comme Hermès et les ateliers Louis Vuitton, sont de réputation mondiale. Les taux de valeur ajoutée, de rentabilité et d'exportation sont supérieurs à la moyenne de l'ensemble de la filière. C'est la fabrication de sacs à main qui domine le secteur avec 45 % de la production totale d'articles de maroquinerie. La balance commerciale est excédentaire avec un taux de couverture à 145 %. Plus de la moitié des exportations se font à destination de l'Asie et principalement vers le Japon et Hong Kong. Les importations sont en croissance (+ 24 % depuis 1996) et proviennent essentiellement de Chine (47 %).

L'industrie de la chaussure représente, à elle seule, plus des deux tiers de l'ensemble de la filière, en termes d'effectifs. C'est une industrie durement touchée par l'affaiblissement de la demande et surtout par la concurrence étrangère de l'Europe du sud et des pays à bas salaires. Le déclin de la production française avoisine, en moyenne, 1,6 % par an depuis dix ans. C'est le créneau de la chaussure de sport qui régresse le plus, passant de 15 millions de paires fabriquées en 1990 à 3 millions en 1998. Depuis 1990, le secteur a perdu 22 % de ses entreprises et 30 % de ses effectifs salariés. Industrie de main-d'œuvre, le coût du travail représente les trois quarts de la valeur ajoutée. Face aux difficultés, certaines entreprises développent des politiques de marques, d'autres délocalisent tout ou partie de leur production. Le taux de couverture reste très faible (37 % en 1998). Les importations proviennent essentiellement de Chine et d'Italie.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11, NAF 18)

L'industrie de l'habillement regroupe la confection de tous les articles d'habillement, quelle que soit la matière première utilisée, ainsi que la fabrication d'accessoires du vêtement. Elle se décompose en :

— vêtements en cuir ;

— vêtements de travail ;

— vêtements sur mesure ;

— vêtements de dessus pour hommes et garçonnets ;

— vêtements de dessus pour femmes et fillettes ;

— vêtements de dessous ;

— autres vêtements et accessoires ;

— fourrures.

La fabrication d'articles chaussants, pulls-overs et articles similaires relève de la bonneterie (secteur appartenant à l'industrie textile) tandis que celle de tous les autres vêtements en maille appartient aux industries de l'habillement.

Industrie du cuir et de la chaussure (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir comprend les activités de tannage et de corroyage des peaux, la fabrication d'agglomérés de cuir, les opérateurs de finissage du cuir ainsi que la fabrication d'articles de maroquinerie, d'articles de voyage et d'articles divers en cuir ou en autres matières. Les gants et vêtements de cuir sont classés en habillement.

L'industrie de la chaussure regroupe la fabrication de tous les types de chaussures y compris les chaussures en bois, en caoutchouc, en matières plastiques et en textile, à l'exception toutefois des chaussures orthopédiques. Elle comprend également la fabrication de parties de chaussures (semelles, talons...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Comité de coordination des industries de la mode ;

— Fédération des industries diverses de l'habillement ;

— Conseil national du cuir.

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », n° 50, juin 1995 ;

— « Industrie de la lingerie féminine, le dessous mieux que le dessus », D. de Goussencourt, n° 78, juillet 1997 ;

— « L'industrie de la chaussure », n° 113, juin 1999 ;

— « L'évolution du métier des industriels de l'habillement » : 1 - l'intégration verticale dans la distribution n° 125, décembre 1999 ; 2 - franchise et succursales n° 126, décembre 1999.

Chiffres-clés analyse, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « L'industrie de l'habillement », R. Soarès, 1998 ;

— « Concurrence internationale et délocalisation dans le secteur de l'habillement », M-J. Prudhommeaux et R. Soarès, industrie française et mondialisation, 1998.

« Industrie de l'habillement », séries trimestrielles ; *Chiffres-clés, production industrielle*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

« *Industrie du cuir - Activité, Commerce extérieur, Statistiques »*, Observatoire économique, Conseil national du cuir.

« L'industrie de la chaussure », *Économie et Géographie*, n°s 328-329, 1996.

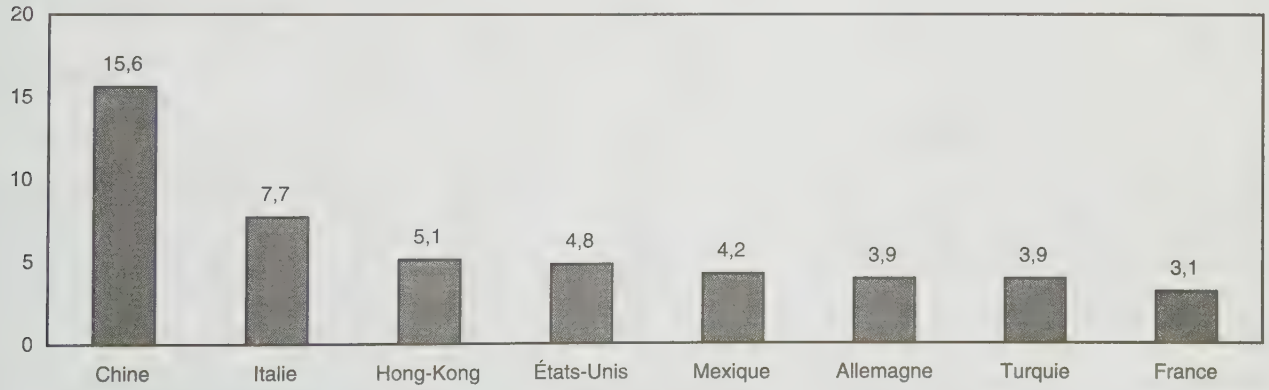
« *La Mode en Chiffres »*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, juillet 1999.

*
* *

GRAPHIQUE K.02-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1998

En %

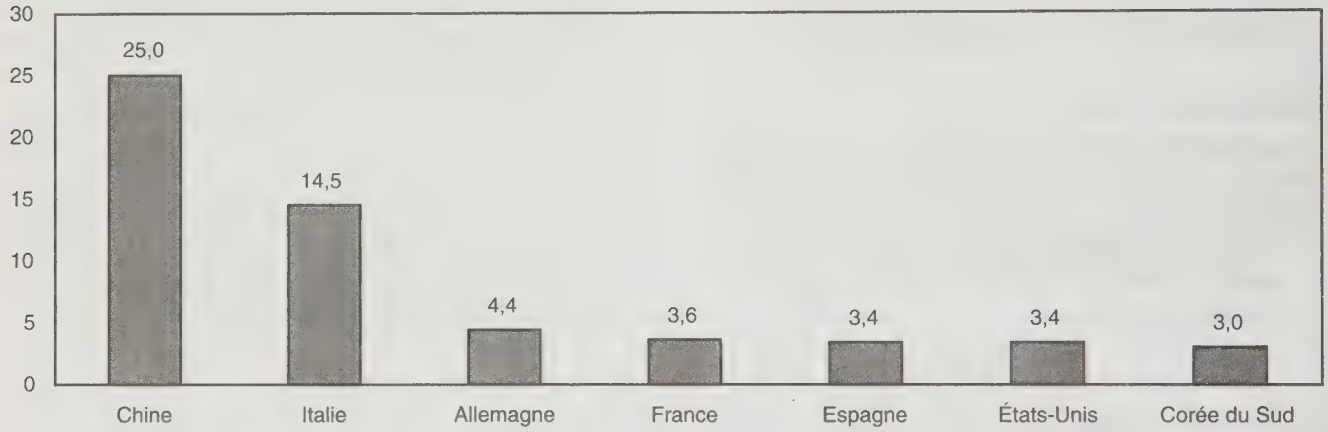


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.02-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.02-1

Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	496	515,9	446	63,6	2,1
Fabrication de vêtements de travail	182A	3 860	2 032,2	3 276	356,9	20,6
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	1 604	380,7	2 671	604,0	126,9
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	11 820	9 635,2	12 134	1 433,1	137,3
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	32 493	23 219,8	32 133	3 898,2	325,9
Fabrication de vêtements de dessous	182G	25 398	14 536,1	24 244	2 606,9	311,5
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	182J	12 500	8 851,5	12 177	1 415,4	123,6
Industrie des fourrures	183Z	586	474,1	563	82,1	3,7
Industrie de l'habillement et des fourrures	**C11**	**88 757**	**59 645,5**	**87 644**	**10 460,2**	**1 051,6**

TABLEAU K.02-2

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité* : Millier de pièces

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	**182A**					
Vêtements de travail (non compris ensembles pour femmes)		6 666	5 928	5 286	4 840	4 110
Blouses, tabliers à usage professionnel ou non		4 721	3 598	3 407	3 211	2 931
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR HOMMES ET GARÇONNETS	**182D**					
Vêtements de dessus :						
Costumes, complets et ensembles		843	462	458	442	343
Vestes seules et blazers		2 150	1 523	1 591	1 099	1 099
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		16 576	14 611	11 605	11 054	6 860
Vêtements de sport ou de loisirs :						
Shorts et bermudas		2 286	2 234	1 931	1 786	1 386
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1 011	831	361(1)	765	541
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		98	78	68	50	92
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR FEMMES ET FILLETTES	**182E**					
Vêtements de dessus :						
Robes (y compris robes de plage)		8 209	7 204	6 771	6 845	6 453
Jupes (non compris jupes de sport)		14 608	11 747	10 440	10 019	9 215
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		12 740	14 864	12 471	11 207	10 077
Costumes et ensembles		2 331	1 784	1 666	1 269	882
Vestes seules et blazers		4 543	3 393	4 059	3 747	3 041
Manteaux		c	485	405	385	458
Vêtements de sport et de loisirs :						
Shorts et bermudas		2 226	1 540	1 450	1 160	1 415
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		814	369(1)	452	628	486
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		312	145	116	90	71
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSOUS	**182G**					
Chemiserie, lingerie pour hommes et garçonnets :						
Chemises		8 904	7 686	6 138	5 070	4 141
Pyjamas		1 229	1 129	1 044	964	650
Chemiserie, lingerie pour femmes et fillettes :						
Chemisiers		10 976	9 572	8 707	8 445	8 723
Slips		44 767	34 065	32 175	30 786	25 632
Chemises de nuit		1 647	1 986	1 628	1 170	1 072
Pyjamas		1 218	1 107	1 048	1 087	603
Gaines		507	561	375	417	279
Soutiens-gorge		29 715	20 502	19 915	20 119	17 357
FABRICATION D'AUTRES VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES	**182J**					
Maillots de bain		15 090	13 864	13 047	12 764	11 626
Survêtements de sport		4 628	3 541	3 155	2 373	2 279
Cravates, nœuds papillons, foulard-cravates		10 288	9 084	8 434	7 763	5 858
Écharpes et foulards		6 262	6 773	6 420	5 219	3 183
Gants en cuir (autres que de protection et de sport)		406	396	401	401	...
Gants autres qu'en cuir (2)		17 943	16 542	21 852	22 634	25 052

(1) En 1996 (pour femmes) et 1997 (pour hommes), l'enquête sur les blousons et sahariennes est confidentielle, ce qui explique la baisse notable de la série.
(2) Gants confectionnés seulement, ne sont pas comptés les gants entièrement moulés en caoutchouc ou en matières plastiques.

TABLEAU K.02-3

Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	2 178	1 964,1	2 226	299,4	40,5
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	11 120	5 985,2	11 750	1 509,2	147,1
Fabrication de chaussures	193Z	26 368	14 147,6	26 779	2 983,0	343,2
Industrie du cuir et de la chaussure	**C12**	**39 666**	**22 096,9**	**40 755**	**4 791,6**	**530,8**

TABLEAU K.02-4

Collecte de peaux brutes

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Tonne

Nature des peaux	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Bovins	512G	104 468	117 987	117 235	107 679	107 943
Veaux, vachettes	»	20 455	21 249	22 280	19 767	20 042
Équidés	»	891	975	862	648	734
Ovins	»	17 454	19 941	18 867	16 401	17 520
Caprins	»	84	83	48	45	34
Total		**143 352**	**160 235**	**159 292**	**144 540**	**146 273**

TABLEAU K.02-5

Cuirs marchands : production ou livraison de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Nature et qualité	Numéros de la NAF	Unité	1995	1996	1997	1998	1999
TANNERIE-CORROIERIE (Production)							
Bovins	191Z	tonne	8 499	7 883	7 946	6 352	5 982
Veaux	»	10^3 m^2	1 869	1 849	1 838	1 880	1 729
Équidés	»	»	9	5	€	€	€
MÉGISSERIE (Livraisons)							
Ovins	»	10^3 pièces	8 194	6 850	5 850	5 002	4 975
Caprins (1)	»	»	1 506	1 620	1 793	1 342	987
Porcins	»	»	921	464	553	519	477
Reptiles et autres peaux	»	»	622	561	599	340	271

(1) Y compris les livraisons de la tannerie-corroierie.

TABLEAU K.02-6

Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de pièces

Article	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE MAROQUINERIE	**192Z**					
Sacs à main	»	5 141	4 605	5 067	6 554	5 879
dont : en cuir	»	2 342	2 236	1 841	2 067	2 483
Petite maroquinerie	»	9 291	8 716	9 018	9 364	9 621
dont : en cuir	»	795	679	844	767	875
Malles, valises et vanity-cases	»	2 293	2 128	2 337	2 187	1 891
dont : en cuir	»	3	2	2	3	10
Serviettes, cartables, porte-documents	»	4 870	3 806	2 767	2 445	2 211
dont : en cuir	»	971	567	343	362	416
Articles de voyage et sacs de sport	»	4 754	3 034	2 991	3 222	2 487
Articles divers de maroquinerie	»	2 409	2 425	2 468	2 671	2 474
dont : en cuir	»	659	719	668	701	682
Articles de sellerie ou de bourrellerie pour animaux	»	3 487	3 157	3 392	3 864	4 044
dont : en cuir	»	1 678	1 342	1 374	1 623	1 548

TABLEAU K.02-7

Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de paires

Article	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
FABRICATION DE CHAUSSURES ET AUTRES ARTICLES CHAUSSANTS	**193Z**	**151 704**	**139 442**	**135 447**	**125 524**	**114 540**
par matière (dessus) :						
Cuir		66 874	60 630	60 654	55 146	50 024
Matières synthétiques et caoutchouc		15 836	15 619	14 915	16 322	16 736
Matière textile		68 994	63 193	59 878	54 056	47 780
par usage :						
Ville		80 321	73 391	70 198	64 955	59 870
Sport et détente		6 178	5 477	5 141	4 527	3 300
Travail		13 088	11 530	12 033	12 537	11 988
Usage intérieur		52 117	49 044	48 075	43 505	39 382

Chapitre K.03

Édition, imprimerie, reproduction

(NES : C20)
(NAF : 22)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction, (NES C20), en 1998.

1. Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques.
2. Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

Le secteur édition, imprimerie, reproduction réalise un chiffre d'affaires de 164 milliards de F en 1999 soit 21 % de l'industrie des biens de consommation. La presse et les industries graphiques y concourent à hauteur des trois quarts.

En 1999, le chiffre d'affaires progresse de 5 % dans la presse écrite en raison notamment de l'augmentation des recettes publicitaires (environ 9,5 %) et dans une moindre mesure du produit des ventes (+ 2,2 %). Cette embellie est plus ou moins nette selon le type de presse. C'est la presse gratuite d'annonces qui progresse le moins (+ 1,2 %).

En 1999, l'édition du livre rééquilibre sa production de nouveautés par rapport aux réimpressions : le nombre de livres réimprimés augmente de 8 % tandis que celui des nouveautés diminue de 12 %. Entre 1998 et 1999, les plus fortes hausses de chiffre d'affaires (en francs courants) concernent les ouvrages scientifiques, techniques et professionnels (+ 7 %) et les livres pratiques (+ 5 %) ; celui des ouvrages en sciences humaines et sociales recule en revanche de 5 %.

L'imprimerie de labeur est la principale composante des industries graphiques. Son chiffre d'affaires représente un tiers des ressources du secteur édition, imprimerie, reproduction. La reprise amorcée en 1998 se confirme pour les imprimeurs ; leur production s'accroît de 5,5 % en 1999 mais leur chiffre d'affaires (en francs courants) ne progresse que de 2,5 %. La pression concurrentielle est loin de se relâcher pour ces entreprises en dépit de la stabilisation des technologies.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le chiffre d'affaires et la production de l'édition phonographique régressent. Tous les pans de cette industrie connaissent une récession. Les formats courts « single » chutent de 9 % en volume, les albums reculent de 3 %. Globalement, le secteur perd 2,5 % de ses ressources en valeur. En revanche, le nombre des cassettes vidéo s'accroît de 30 % en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

- l'édition de livres ;
- l'édition de journaux ;
- l'édition de revues et périodiques ;
- l'édition d'enregistrements sonores ;
- l'imprimerie de journaux ;
- l'imprimerie de labeur, la papeterie scolaire ;
- les reliures et finitions ;
- la gravure, la photogravure ;
- la reproduction d'enregistrements sonores ;
- la reproduction d'enregistrements vidéo.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques ;

— Syndicat national de l'édition.

Publications :

« *Imprimerie et industries graphiques* », séries mensuelles et annuelles, FICG (Fédération des Industries de la communication graphiques).

« *Édition* », séries annuelles, SNE (Syndicat national de l'édition).

« *Édition de disques et cassettes* », séries mensuelles, SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique).

« *Presse* » séries annuelles, Direction du développement des médias.

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « L'industrie phonographique » S. Thomas, n° 53, septembre 1995 ;

— « L'imprimerie. De l'écrit à l'écran », n° 83, décembre 1997.

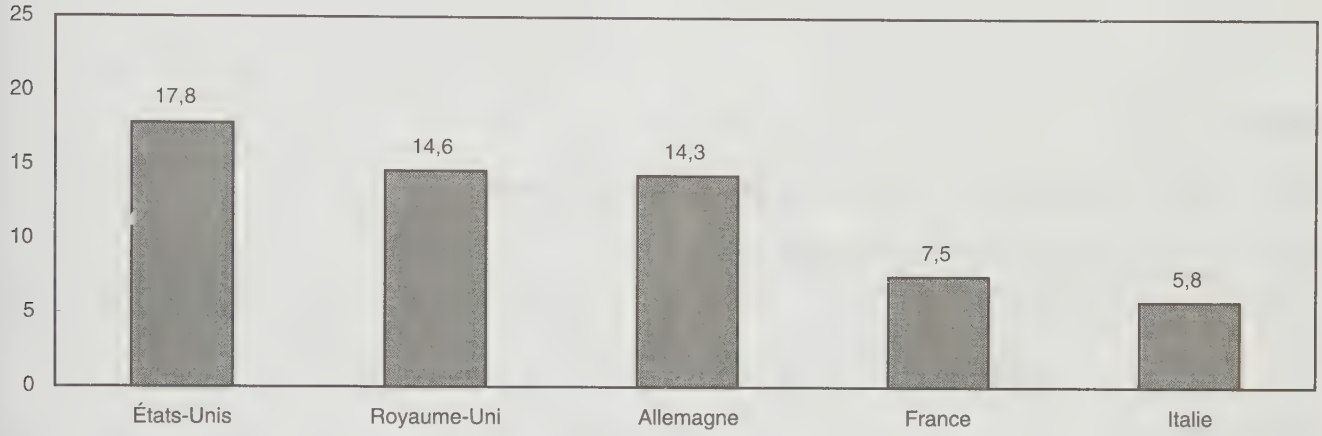
« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

*
* *

GRAPHIQUE K.03

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction (NES C20) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.03-1

Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Édition de livres	221A	11 705	20 384,7	12 393	2 769,4	162,2
Édition de journaux	221C	26 346	27 697,9	26 702	6 351,8	654,9
Édition de revues et périodiques	221E	19 968	35 074,1	19 964	5 356,7	365,0
Édition d'enregistrements sonores	221G	2 868	7 561,5	2 924	834,6	68,8
Autres activités d'édition (1)	221J	848	776,3	757	120,1	32,7
Imprimerie de journaux	222A	2 850	1 903,1	2 564	597,2	96,2
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	56 708	48 030,4	57 374	9 546,2	2 182,9
Reliure et finition	222E	6 464	2 913,4	6 463	864,7	203,3
Composition et photogravure	222G	5 996	3 709,9	5 833	1 023,1	151,8
Autres activités graphiques (2)	222J	1 055	773,5	1 000	158,2	26,8
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1 285	1 317,4	1 652	233,9	202,4
Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques	223C et 223E	1 201	1 150,7	896	131,0	93,9
Édition, imprimerie, reproduction	**C20**	**137 294**	**151 292,9**	**138 522**	**27 986,9**	**4 240,9**

(1) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(2) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

TABLEAU K.03-2

Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1995	1996	1997	1998	1999
Productions							
ÉDITION DE LIVRES	**221A**	10^3 livres					
Scolaire		»	64 525	77 915	78 042	78 168	71 209
Scientifique, technique, professionnel, sciences humaines et sociales		»	36 576	39 350	33 542	31 458	25 479
Littérature		»	130 603	123 882	127 276	128 508	125 805
Encyclopédie et dictionnaires		»	11 999	7 874	7 113	8 160	9 753
Livres pour la jeunesse		»	54 569	61 967	65 015	70 810	70 470
Livres pratiques		»	51 829	58 906	57 534	62 452	59 562
ÉDITION DE JOURNAUX (tirage annuel)	**221C**	10^6 journaux					
Quotidiens nationaux d'information générale et politique		»	766	652	648	641	666
Quotidiens locaux d'information générale et politique		»	2 304	2 404	2 327	2 366	2 546
ÉDITION DE REVUES ET PÉRIODIQUES (tirage annuel)	**221E**	10^6 revues					
Magazine d'informations		»	93	103	99	115	...
Presse féminine		»	373	...	...	...	...
Presse TV		»	707	...	...	...	...
ÉDITION D'ENREGISTREMENTS SONORES (quantités vendues)	**221G**	10^3 pièces					
Compacts disques		»	114 513	127 622	140 453	142 992	138 654
Cassettes		»	27 112	17 266	14 908	13 807	11 419
IMPRIMERIE DE LABEUR (tonnages imprimés)	**222C**	10^3 tonnes					
Imprimés administratifs et commerciaux		»	97	93	94	99	104
Imprimés en continu		»	258	270	261	245	243
Imprimés techniques et publicitaires		»	669	631	774	799	842
Catalogues et brochures de VPC		»	197	225	190	219	251
Imprimés de conditionnement		»	264	271	282	315	332
Périodiques		»	787	770	877	942	1 012
Livres		»	199	198	208	212	214
Livraisons							
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS SONORES	**223A**	10^3 pièces					
Disques compacts		»	148 158	184 369	251 039	293 257	254 772
Cassettes		»	26 531	23 060	17 320	12 759	8 007
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS VIDÉO	**223C**	10^3 pièces					
Vidéocassettes et CD vidéo		»	56 409	70 370	65 047	79 823	71 224
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS INFORMATIQUES	**223E**	10^3 pièces					
Disquettes et Cédéroms		»	42 250	64 611	75 427	123 470	208 049

Chapitre K.04

Pharmacie, parfumerie et entretien

(NES : C31 et C32)
(NAF : 24.4 et 24.5)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et listes des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1998.

1. Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques.
2. Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche.
3. Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques.
4. Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Pharmacie (NES C31, NAF 24.4)

Le secteur de l'industrie pharmaceutique comprend des sites de production de matières premières relevant de la chimie fine (antibiotiques, hormones, alcaloïdes, vitamines, autres composés hétérocycliques) et des sites de transformation de ces matières en médicaments. Ces derniers nécessitent l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'Agence française de sécurité sanitaire de produits de santé.

L'industrie pharmaceutique dépend de l'intervention publique, tant en France qu'à l'étranger : réglementations sanitaires, fixation des prix, organisation de la distribution, remboursement des médicaments.

En 1999, le chiffre d'affaires progresse de près de 8 % ; les exportations, qui représentent près du quart des ventes du secteur, s'accroissent de 14 %. Le commerce extérieur, toujours excédentaire, affiche en 1999 un solde positif de 18 milliards de francs.

Le remplacement des médicaments anciens par des nouveaux, à prix plus élevés, contribue à la croissance du secteur. Le marché des médicaments génériques représente environ 2 % du marché des médicaments remboursables mais leur développement pourrait à terme freiner l'augmentation des facturations.

Les entreprises du secteur investissent beaucoup dans la recherche dont le budget représente 13 % du chiffre d'affaires du marché du médicament.

L'industrie pharmaceutique est confrontée à des marchés d'envergure mondiale. Les concentrations se multiplient avec plusieurs objectifs : regrouper les laboratoires pour être leader sur une pathologie ou une technique, définir des stratégies d'implantations géographiques, acquérir des firmes spécialisées dans les nouvelles technologies (biotechnologie, génie génétique...). Comme en 1999, d'importantes fusions ont été réalisées en 2000 : Glaxo-Wellcome et SmithKlineBeecham, Merck et Lipha, Pfizer et Warner Lambert, Monsanto et Pharmacia Upjohn.

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Le secteur est très concentré et la place des groupes y est prépondérante. L'Oréal est le leader mondial de la parfumerie, Colgate Palmolive, Henkel, Lever, Procter & Gamble sont les groupes les plus importants des produits savonniers et détergents. Le poids des dépenses de publicité est particulièrement élevé : 12 % du chiffre d'affaires, soit presque le quart du marché publicitaire de toute l'industrie manufacturière. Avec un taux de couverture de plus de 300 %, le commerce extérieur de ce secteur demeure largement excédentaire. Celui de la parfumerie atteint même 500 %. La France conserve son leadership mondial des ventes de parfums et cosmétiques (un tiers du marché).

Les producteurs déploient des efforts constants pour suivre ou devancer les goûts changeants des consommateurs avec deux stratégies récurrentes : les campagnes publicitaires et l'innovation technologique.

Les produits destinés à des populations spécifiques (séniors, adolescents...) se multiplient ainsi que la déclinaison de gammes aux actions ciblées, notamment dans les produits capillaires. Cette stratégie de « niches » accroît les débouchés de la profession.

Une préoccupation majeure des fabricants est la mise en oeuvre de procédés pour satisfaire les exigences croissantes de sauvegarde de l'environnement. Les moyens déployés concernent à la fois l'emballage et le produit proprement dit : recyclage des conditionnements, utilisation de produits aux propriétés biodégradables, substitution des substances nocives, etc. Certaines entreprises en font leur grand atout publicitaire.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie pharmaceutique (NES C31, NAF 24.4)

Elle comprend la fabrication de spécialités pharmaceutiques et d'autres produits pharmaceutiques à l'usage de la médecine humaine et de la médecine vétérinaire ; elle comprend aussi la fabrication des produits de base pour la pharmacie.

Par spécialité, on entend tout médicament préparé à l'avance, présenté sous un conditionnement particulier, vendu sous la marque du fabricant et ayant reçu une autorisation de mise sur le marché.

Un médicament générique est la stricte copie d'un médicament original dont le brevet est tombé dans le domaine public au bout de 20 ans. Le coût d'un tel médicament est en général de 30 à 50 % moins élevé que celui du médicament d'origine.

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Ce secteur comprend essentiellement la transformation, le mélange et le conditionnement de produits issus de la chimie de base.

Il regroupe les fabrications de glycérines, d'agents de surface, de savons, de détergents ménagers ou industriels, de produits d'entretien (désodorisants, cires, cirages...).

Il comporte également les parfums, eaux de toilette, produits de maquillage et de soins, shampooings et produits capillaires, les produits de toilette (dentifrices, produits de rasage, déodorants, dépilatoires...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Syndicat national de l'industrie pharmaceutique ;

— Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette ;

— Association des industries des savons et des détergents.

Publications :

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « La parfumerie et les cosmétiques en 1991 : une industrie en beauté », septembre 1991 ;

— « L'industrie pharmaceutique : le prix de la recherche », n° 6, juin 1992 ;

— « Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », n° 50, juin 1995.

« *Les comptes de la santé* », DREES, la Documentation française.

Chiffres-clés, production industrielle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « Industrie pharmaceutique », séries mensuelles, trimestrielles et annuelles ;

— « Savons, détergents et parfums », séries mensuelles ;

— « Parfums et produits de toilette », séries trimestrielles.

Rapport annuel de l'Union des industries chimiques.

« *La Mode en Chiffres* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, juillet 1999.

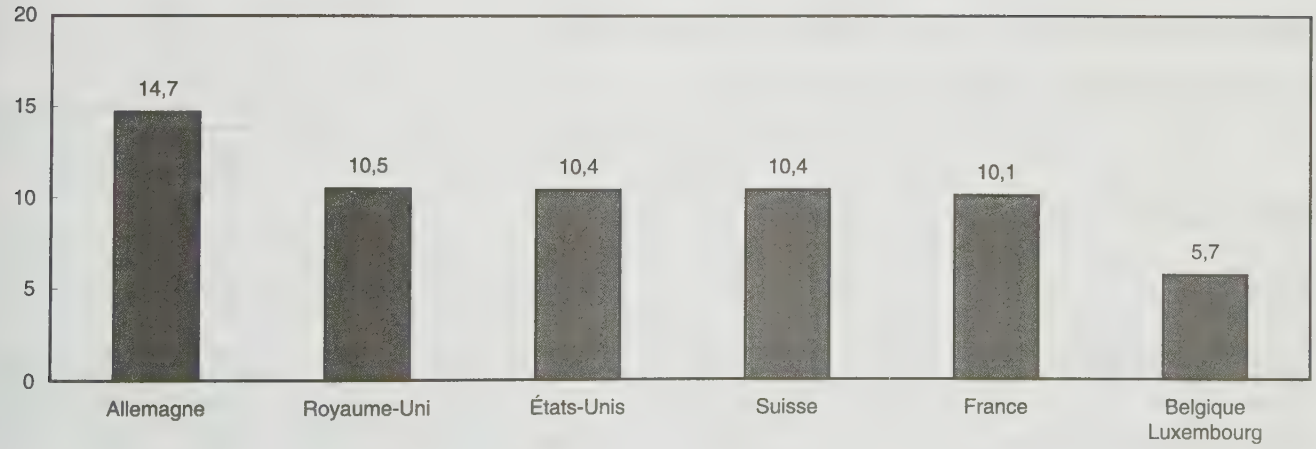
« La recherche-développement dans l'industrie pharmaceutique en France : son évolution depuis vingt ans, sa situation aujourd'hui », *note d'information*, n° 00.30 de septembre 2000, ministère de l'Éducation Nationale et ministère de la Recherche.

*
* *

GRAPHIQUE K.04-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1998

En %

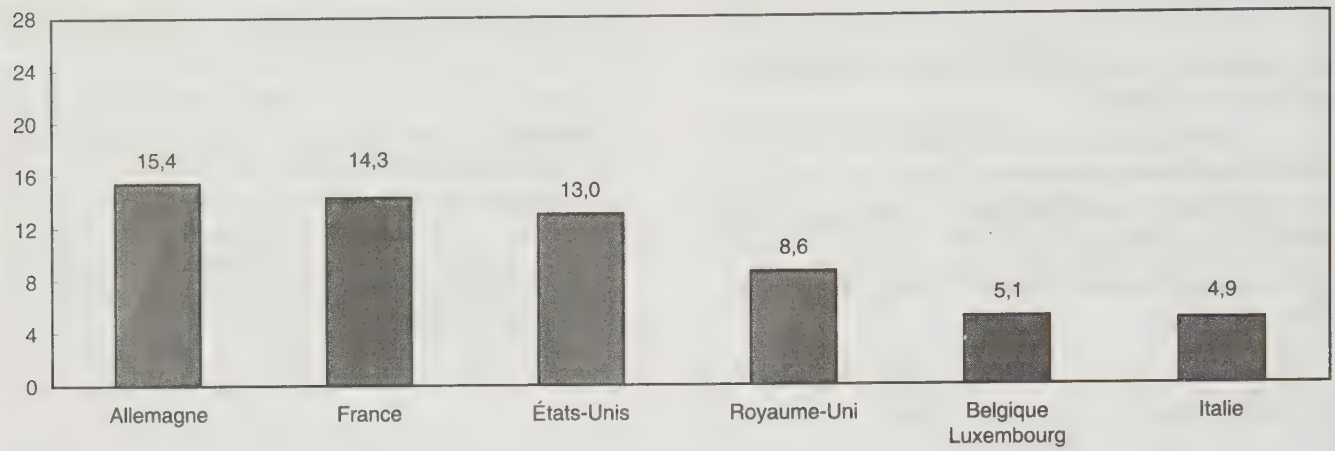


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.04-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.04-1

Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	8 611	14 938,7	11 602	3 066,2	1 599,9
Fabrication de médicaments	244C	66 957	138 184,4	71 837	16 668,5	4 743,3
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	4 074	4 384,9	5 388	1 029,3	231,6
Industrie pharmaceutique	**C31**	**79 642**	**157 508,0**	**88 827**	**20 764,0**	**6 574,8**

TABLEAU K.04-2

Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicat national de l'industrie pharmaceutique

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998	1999
PRODUITS DE BASE POUR LA PHARMACIE	**244A**						
Antibiotiques		1 514	1 556	1 571	1 762	1 668	1 559
Alcaloïdes		1 110	1 457	1 487	1 510	1 520	1 464
Hormones		1 380	1 480	1 514	1 502	1 701	1 566
Vitamines		1 717	1 816	1 886	1 924	2 251	1 544
SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES	**244C**	**110 817**	**117 054**	**123 278**	**128 315**	**141 556**	**153 436**
Médecine humaine		106 315	112 015	118 137	122 810	135 078	146 662
Médecine vétérinaire		4 502	5 039	5 141	5 505	6 478	6 774
AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	**244D**	**2 375**	**2 358**	**2 258**	**2 782**	**3 054**	**3 121**

TABLEAU K.04-3

Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	10 244	17 083,8	12 388	2 530,8	708,1
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	34 200	60 639,6	35 967	7 514,9	1 590,3
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**C32**	**44 444**	**77 723,4**	**48 355**	**10 045,7**	**2 298,4**

TABLEAU K.04-4

Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1995	1996	1997	1998	1999
PRODUITS SAVONNIERS ET PRODUITS DÉTERGENTS	**245A**							
dont : Savons de toilette et de parfumerie		10^3 tonnes	70	58	65	64	67	68
Savons de ménage et savons divers		»	48	48	40	40	36	32
Produits pour le lavage du linge ou de la vaisselle		»	1 132	1 075	1 175	1 164	1 133	964
Produits pour le lavage de sols ou des murs		»	251	335	361	351	449	369
Glycérine brute - 100% de glycérol distillé		»	...	15	29	26	16	14
Agents de surface organiques		»	...	335	321	341	334	330
dont : Anioniques		»	...	199	181	182	174	170
PARFUMS ET PRODUITS DE TOILETTE	**245C**							
Parfums		10^3 litres	145	94	107	96	72	63
Eaux de toilette, de cologne, de lavande, lotions avant et après rasage		»	32 644	35 360	35 076	36 066	35 855	36 462
Produits pour le maquillage		10^3 unités	247 328	271 520	301 261	357 241	486 675	430 233
Autres produits de beauté et de soin		»	329 055	489 865	489 560	562 293	606 285	713 161
Shampooings		10^3 litres	62 369	91 164	100 207	114 567	108 508	150 735
Autres préparations capillaires		10^3 unités	250 459	326 651	311 434	354 309	376 563	371 623
Autres produits de parfumerie, de toilette, déodorants, dentifrices		»	411 480	639 213	680 944	727 099	785 277	713 296

Chapitre K.05

Industries des équipements du foyer

(NES : C41 à C46)
(NAF : 29.7, 32.3, 33.4 et 33.5, 36)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique, et d'horlogerie (NES C46) en 1998.

1. Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication de meubles : facturations de la branche.
3. Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques.
4. Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations des branches.
5. Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques.
6. Livraisons de matériel électroménager.
7. Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques.
8. Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

L'industrie de l'ameublement est située en aval de la filière bois pour les deux tiers de ses produits. Elle dépend, pour le reste, des industries de la métallurgie (meubles métalliques) et de la plasturgie (meubles en matière plastique). La production est très atomisée face à une distribution concentrée et puissante.

La majorité des entreprises, handicapées par leur petite taille, ne modernisent pas suffisamment leur outil de production, l'automatisation de la production représentant de lourds investissements. Le recours à la sous-traitance progresse de façon modeste.

La consommation de meubles progresse en 1998 et 1999. En 2000, les industriels profitent pleinement de la confiance retrouvée des consommateurs, due principalement à la baisse du chômage. Mais cette industrie des biens de consommation reste étroitement liée aux évolutions économiques, démographiques et sociologiques.

Pour faire face à toutes ces contraintes, la profession développe différentes stratégies :

— mise en place d'une démarche qualité totale : conception, production, marketing, commercialisation et services, afin de rationaliser le cycle de production et d'assurer une qualité constante ;

— efforts d'investissements dans la créativité, par le biais de prototypistes internes à l'entreprise ou de cabinets de designers extérieurs ;

— renforcement de la politique de marque, développement d'une politique de signature et apposition d'une appellation spécifique sur certains produits ;

— diversification : les fabricants de sièges s'orientent vers la relaxation, ceux des meubles de cuisine vers le rangement ;

— diversification des débouchés : les fabricants de chaises et de meubles meublants se tournent vers l'hôtellerie ;

— exportation : les industriels recherchent de nouveaux marchés et améliorent leurs performances à l'exportation (le taux d'exportation atteint 16,7 % en 1998, contre 11,7 % en 1990).

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

La bijouterie, joaillerie, orfèvrerie est une activité industrielle qui travaille l'or, l'argent, les métaux précieux, les pierres et les perles. C'est une industrie où se côtoient des noms prestigieux tels que Cartier ou Van Cleef Arpels dans la joaillerie, Christofle dans l'orfèvrerie. La France doit sa réputation dans ce domaine à la créativité et au savoir-faire de ses bijoutiers et joailliers.

En 1998, ce secteur compte 90 entreprises de plus de 20 salariés, dont six seulement ont un effectif supérieur à 250 salariés. C'est une industrie de main-d'oeuvre. Bien qu'en progression par rapport aux deux années précédentes, le taux de rentabilité demeure nettement inférieur à celui de l'ensemble des biens de consommation (5,4 % contre 11,1 %). Le taux d'investissement reste toujours faible (+ 7 %).

Les exportations directes ne sont réalisées que par quelques firmes, même si, en moyenne, 31 % du chiffre d'affaires est destiné à l'exportation ; la grande majorité des entreprises n'alimente que le marché français. La consommation de bijoux augmente sur le marché domestique, comme l'atteste la croissance des ventes dans tous les circuits de distribution depuis quelques années.

En 1999, le taux de couverture s'améliore grâce aux exportations qui continuent de s'accroître. Un tiers des exportations est à destination de la Suisse, pôle de réexpédition vers d'autres pays clients. Les importations régressent légèrement, en particulier pour les achats de diamants, tandis qu'elles augmentent pour les articles en métaux précieux. Les principaux fournisseurs (Italie, Suisse, Belgique) couvrent à eux seuls la moitié des importations.

La fabrication d'instruments de musique constitue un micro-secteur de 18 entreprises dont une seule a plus de 500 salariés. Avec 1 500 personnes et 0,7 milliard de francs de chiffre d'affaires, ce secteur d'activité obtient des résultats performants à l'exportation (68 % du chiffre d'affaires) et un taux de valeur ajoutée élevé (57 % du chiffre d'affaires). C'est en Île-de-France que s'exerce l'essentiel de l'activité. La balance commerciale est déficitaire avec un taux de couverture à 66 % pour 1999. La moitié des exportations sont à destination des États-Unis et du Japon.

Fabrication d'articles de sport, jeux et industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

La fabrication d'articles de sport est un secteur d'activité constitué de PMI : 61 % des unités ont moins de 50 salariés et seulement trois entreprises emploient plus de 500 salariés. Le secteur, concentré en Rhône-Alpes (60 % des effectifs), fabrique surtout du matériel de sports d'hiver. En 1998, le taux d'exportation avoisine les 60 %, et atteint 77 % pour les entreprises de plus de 500 salariés. En 1999, la balance commerciale devient légèrement excédentaire.

La fabrication française de jeux et jouets est devenue une industrie de jouets traditionnels en plastique. Les consommateurs sont à la recherche constante de nouveautés et les industriels doivent renouveler sans cesse leur collection. Les montants consacrés à la publicité sont élevés (5 % du chiffre d'affaires). La production est saisonnière : deux tiers des jouets sont vendus à Noël. 33 % des ventes sont destinées aux marchés extérieurs. Le taux de couverture est de 29 % en 1999. 42 % des importations proviennent de Chine, les trois quarts des exportations sont destinées aux pays européens.

La bijouterie fantaisie est un micro-secteur qui comprend 23 entreprises de petite taille, les deux tiers ont moins de 50 salariés. Ces entreprises génèrent un chiffre d'affaires de 600 millions de francs.

Avec 40 entreprises, la brosserie est un secteur qui subit la pression de la grande distribution. Près d'un quart du chiffre d'affaires est généré par une activité connexe de négoce. Très peu exportatrice, elle est concentrée en Picardie.

Les activités manufacturières « non reprises ailleurs », très hétéroclites, comptent 141 entreprises employant 12 000 personnes. Cependant, deux fabrications dominent ce secteur : la fabrication d'articles de bureau avec

quatre entreprises de plus de 500 salariés, et celle d'articles de puériculture. Les grandes entreprises exportent plus de 60 % de leur chiffre d'affaires.

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

L'industrie des appareils ménagers est très concentrée autour de deux leaders mondiaux : Électrolux et Whirlpool.

Les producteurs français de gros électroménager sont tous des filiales de groupes étrangers. Dans le domaine du petit équipement domestique, les groupes nationaux Seb et Moulinex ont une stature internationale. Les fabricants d'appareils de chauffage font eux aussi partie de groupes.

L'Union européenne est le deuxième producteur mondial d'appareils électroménagers, derrière le Japon mais devant les États-Unis.

Le chiffre d'affaires de la production française d'électroménager croît de 2 % en 1999. Les exportations représentent 74 % de ce total. Cependant, le déficit du commerce extérieur s'est aggravé, sur un marché en hausse de 4,2 %.

Les ménages français sont équipés à 99 % d'un réfrigérateur, à 97 % d'un lave-linge et à 63 % d'un four à micro-ondes.

Pour conquérir de nouvelles positions, les industriels sont à la recherche d'innovations technologiques utiles aux consommateurs, à l'évolution de leur style de vie et à l'environnement.

Pour soutenir leurs ventes, les entreprises engagent d'importantes dépenses de publicité et de logistique ; elles investissent aussi dans le service après-vente.

Ce secteur est à la recherche de nouveaux marchés : Europe de l'Est, pays du Sud-Est asiatique, Amérique latine...

Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et reproduction (son et image) (NES C45, NAF 32.3)

Dominé par des grands groupes comme Sony, Philips et Thomson, ce secteur est fortement concentré et subit une concurrence importante. Les quatre premières entreprises réalisent 60 % des ventes et emploient 46 % des effectifs.

L'arrivée des produits numériques et le développement des micro-ordinateurs multimédia bouleversent ce secteur. L'électronique grand public française poursuit sa croissance en 1999. Malgré les fortes baisses de prix des produits, elle maintient sa compétitivité et améliore sa part de marché.

Les fortes augmentations du secteur, en termes d'effectifs et de ventes, sont essentiellement dues à un effet de structure, par exemple la fusion des filiales de Philips en une société unique. Cependant, la concentration tend à diminuer : les grandes sociétés se diversifient et font de plus en plus appel à la sous-traitance ; elles mènent aussi une importante activité commerciale pour maintenir leur taux de profit. En 1998, la productivité apparente diminue de 15 % en raison de l'impact de deux effets conjugués : la diminution tendancielle de la valeur ajoutée dans les ventes et la hausse des effectifs moyens. L'Île-de-France, les Pays de la Loire et l'Alsace sont les trois régions qui emploient le plus d'effectifs dans ce secteur.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

Le groupe Essilor International, numéro un en verres organiques et progressifs sur le marché américain, domine l'industrie française de l'optique.

La fabrication de montures de lunettes est concentrée dans deux pôles : le site historique de Morez, dans le Jura, et la région d'Oyonnax, pour les montures en plastique. Face à la concurrence des produits asiatiques bas de gamme, les entreprises françaises de lunetterie se sont spécialisées sur le haut et le milieu de gamme et délocalisent la production de leurs produits bas de gamme. Elles renouvellent sans cesse leurs modèles. Elles travaillent en partenariat avec les grands noms de la mode : la France est le quatrième exportateur mondial de lunettes.

L'industrie des instruments d'optique de précision continue à voir ses effectifs diminuer. Les quelques sociétés européennes qui fabriquent encore du matériel photographique sont très spécialisées dans le matériel professionnel et peuvent difficilement concurrencer les producteurs japonais pour les appareils grand public.

La production horlogère mondiale est dominée par la Suisse, le Japon, la Chine et Hong Kong qui en réalisent 80 %. En France, l'activité de l'horlogerie accuse une légère diminution par rapport à 1998. Près de la moitié des entreprises de cette activité ont un effectif inférieur à 50 personnes. Le nombre de montres diminue, notamment celles à affichage mécanique, face à une concurrence accrue de montres bon marché importées de Chine. L'horlogerie domestique (pendules, réveils) subit aussi une forte baisse en quantité. Traditionnellement implanté en Franche-Comté (65 % de l'effectif), le secteur maintient des relations commerciales privilégiées avec la Suisse qui est le premier client et le premier fournisseur de la France.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01.

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

Cette activité regroupe la fabrication de meubles en toutes matières : bois, métal, matière plastique, et autres

(rotin, osier...). Les différents produits de ce secteur sont destinés à un usage domestique mais également à un usage professionnel (mobilier pour bureaux, collectivités, magasins, usines et entrepôts).

La rubrique « sièges » comprend les sièges pour véhicules automobiles, véhicules aériens, navires et véhicules SNCF, les sièges de bureau, de salon, de jardin, de salle de spectacles et tous les sièges à usage domestique.

— sièges ;

— meubles de bureau en bois et en métal et de magasin en bois (y c. mobilier scolaire) ;

— meubles de cuisine en bois ;

— meubles meublants (salons, chambres, salles à manger, à usage domestique et pour collectivité) ;

— meubles de jardin et d'extérieur ;

— meubles divers (meubles de complément, de salle de bains, meubles de magasin en métal, parties de meubles...) ;

— industries connexes à l'ameublement (laquage, vernissage...) ;

— literie.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

Ce secteur comprend :

— la fabrication de monnaies et médailles ;

— la fabrication de bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, c'est-à-dire d'articles en métaux précieux plaqués ou doublés de métaux précieux ou de pierres gemmes. Cette classe comprend aussi le travail des perles, des pierres gemmes, du diamant et des pierres synthétiques. Elle ne comprend pas la bijouterie fantaisie ;

— la fabrication d'instruments de musique.

Fabrication d'articles de sports, jeux et jouets, industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

Ce secteur regroupe de nombreux produits :

— fabrication d'articles de sport ;

— fabrication de jeux et jouets ;

— fabrication de bijouterie fantaisie ;

— fabrication d'articles de brosserie ;

— fabrication d'articles divers (articles de bureau et de puériculture, parapluies et parasols, boutons, articles pour fumeurs, etc.).

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

Cette activité comprend :

— les appareils frigorifiques domestiques, les machines à laver le linge et les lave-vaisselle ;

— les appareils ménagers non électriques, électriques ou mixtes de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air ;

— les divers appareils domestiques tels que petit électroménager, machines à coudre, machines à tricoter, ventilateurs et hottes aspirantes.

On distingue :

— les **produits blancs** : réfrigérateurs, congélateurs, cuisinières, fours à encastrer, fours à micro-ondes, lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle ;

— le **petit électroménager** : rôtissoires, aspirateurs, cireuses, robots ménagers, grille-pain, friteuses, cafetières et autres petits appareils ;

Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction [son et image] (NES C45, NAF 32.3)

Ce secteur comprend la fabrication des produits suivants, appelés « **produits bruns** » :

— les récepteurs de radiodiffusion ou de télévision ;

— les magnétoscopes, caméscopes, décodeurs d'images ;

— les lecteurs de cassettes ou de disques compacts et les graveurs de cédéroms ;

— les machines à dicter et de répondeurs téléphoniques;

— les antennes et les parties d'antennes.

Il comprend aussi le montage, l'installation, l'entretien, la réparation de ces appareils.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

Cette activité comprend la fabrication des produits suivants :

— les lunettes ;

— les instruments d'optique ;

— le matériel photographique ;

— l'horlogerie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA) ;

— Chambre syndicale nationale de la literie ;

— Syndicat des fabricants de mobilier métallique ;

— Fédération nationale de la musique ;

— Chambre française de l'horlogerie et des techniques microtechniques ;

— Le Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO).

Publications :

Le « 4 pages », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :

— « L'industrie des jeux et jouets, la France joue sa partie », n° 56, décembre 1995 ;

— « Les meubles de cuisine, le ressaisissement », C. Marbach, n° 67, juillet 1996 ;

— « L'électroménager français dans la dynamique mondiale », n°74, avril 1997 ;

— « L'industrie française du siège à usage domestique », n° 110, mai 1999.

Chiffres-clés, production industrielle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « Ameublement », séries mensuelles et trimestrielles ;

— « Fabrication d'instruments de musique » séries annuelles ;

— « Autres activités manufacturières », séries annuelles.

Chiffres-clés Analyse, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « Les industries du bois », M-J. Prudhommeaux, 1996 ;

— « L'industrie des panneaux à base de bois », M-J Prudhommeaux, 2000.

« *Le bois en chiffres* », Analyse sectorielle, SESSI et SCEES, 2000.

« *La Mode en Chiffres* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, juillet 1999.

« *Bijouterie* », séries annuelles, production industrielle, BJOCC.

« *Fabrication de jeux et jouets* », séries annuelles, Fédération française du jouet.

« *Fabrication d'articles de sport* », séries annuelles, Fédération française des industries du sport et des loisirs.

« *Industrie de la brosserie* », séries annuelles, Fédération française de la brosserie.

Statistiques et rapports d'activité annuels, FIEEC (Fédération des industries électriques, électroniques et de communication).

Statistiques et rapports d'activité annuels, GIEL (Groupement des industries électroniques).

« Électroménager et électronique grand public, perspectives sectorielles 1995-2001 », *Prévisions Glissantes Détaillées du BIPE*, 1997.

Technologies et sociétés de l'information, *Chiffres-clés Analyse*, SESSI, INSEE, SJTI, 1999.

Industries mécaniques, mensuel.

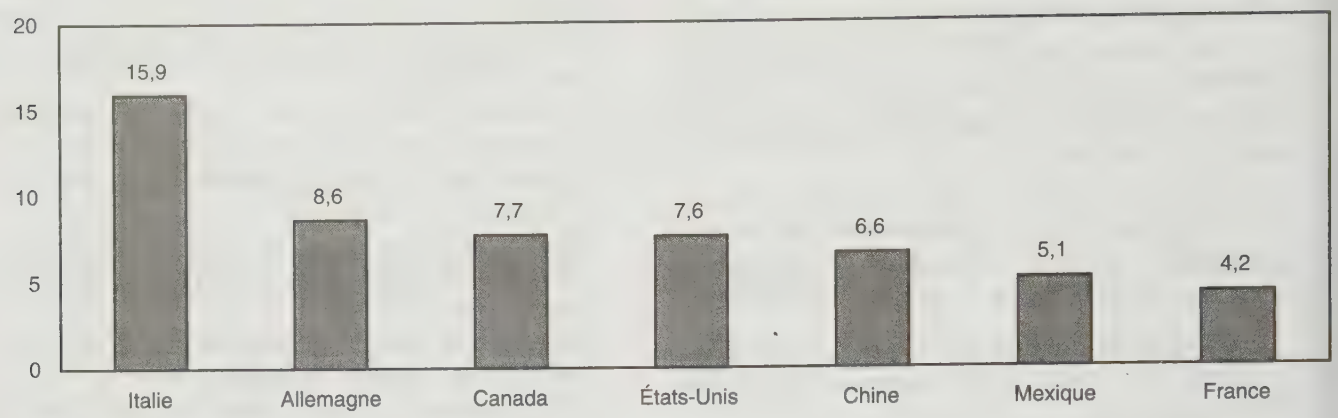
« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

*
* *

GRAPHIQUE K.05-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41) en 1998

En %

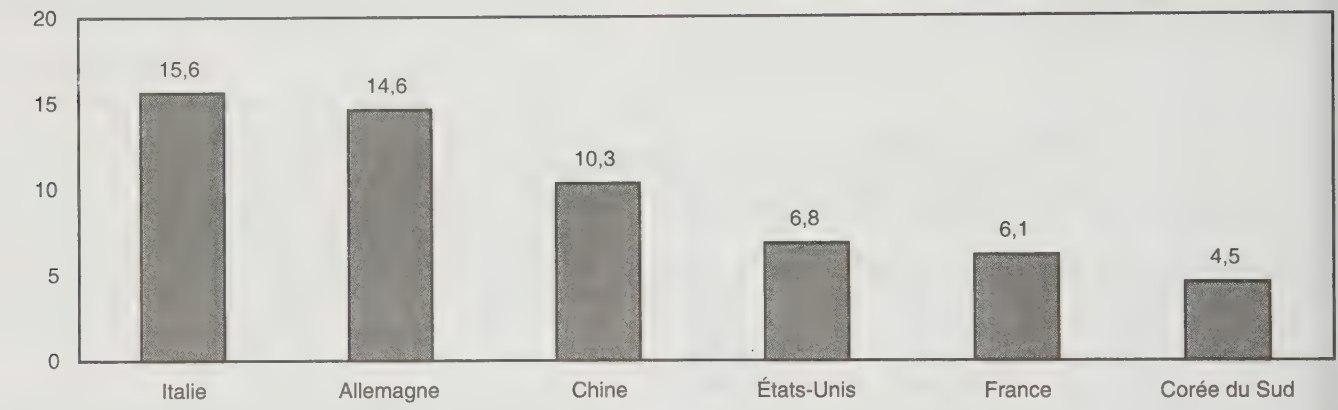


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.05-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44) en 1998

En %

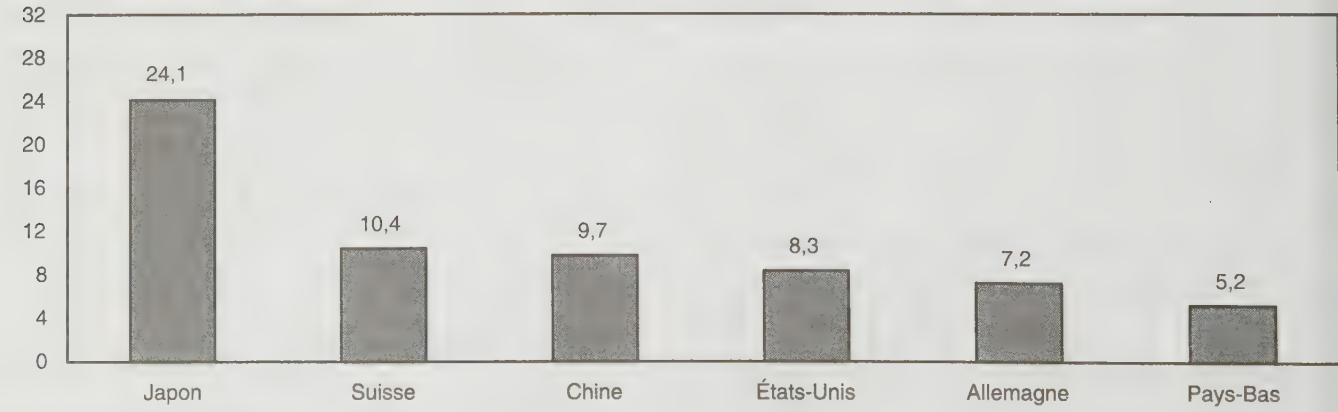


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.05-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique et d'horlogerie (NES C46) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.05-1

Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de sièges	361A	23 155	20 752,5	22 709	2 979,5	606,1
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	361C	8 679	6 198,3	9 480	1 425,5	180,4
Fabrication de meubles de cuisine	361E	6 529	4 711,5	7 639	1 047,3	258,9
Fabrication de meubles meublants (1)	361G	14 280	8 608,9	15 157	1 836,3	256,4
Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur	361H	562	503,3	1 219	191,2	59,4
Fabrication de meubles de complément (2)	361J	9 138	7 197,9	7 105	973,0	128,9
Industries connexes de l'ameublement	361K	442	264,2	504	65,1	6,4
Fabrication de matelas	361M	5 050	4 235,2	5 501	799,8	114,9
Fabrication de meubles	**C41**	**67 835**	**52 471,8**	**69 314**	**9 317,7**	**1 611,4**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de meubles pour salon, salle à manger et chambre à coucher.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication de billards et de tables pour jeux de casino (cf. NAF 365Z, tableau K.05-3).

TABLEAU K.05-2

Fabrication de meubles : facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
FABRICATION DE SIÈGES	**361A**	**7 684**	**7 603**	**7 870**	**8 549**	**8 938**
dont : Sièges, avec bâti en métal rembourrés ou non		1 137	1 139	1 147	1 238	1 111
Sièges, avec bâti en bois rembourrés ou non		2 929	2 954	2 926	3 217	3 465
Sièges transformables		1 699	1 679	1 783	1 884	1 860
FABRICATION DE MEUBLES DE BUREAU EN BOIS ET EN MÉTAL ET DE MEUBLES DE MAGASIN EN BOIS	**361C**	**5 930**	**5 448**	**5 514**	**6 133**	**6 563**
dont : Meubles de bureau métalliques		3 461	3 271	3 299	3 674	3 774
Meubles de bureau en bois		1 567	1 377	1 455	1 576	1 657
Meubles en bois autres que de bureau (1)		903	800	760	883	1 132
FABRICATION DE MEUBLES DE CUISINE	**361E**	**4 440**	**4 554**	**4 476**	**4 675**	**4 834**
Meubles en bois pour les cuisines		4 440	4 554	4 476	4 675	4 834
FABRICATION DE MEUBLES MEUBLANTS	**361G**	**8 058**	**8 008**	**8 001**	**8 634**	**8 446**
dont : Meubles en bois pour chambres à coucher pour particulier		3 137	3 168	3 196	3 323	3 823
Meubles en bois pour salles à manger et séjour pour particulier		3 354	3 371	3 210	3 585	2 964
Meubles en bois pour chambres à coucher pour collectivité		263	263	240	322	307
Meubles en bois pour salles à manger et séjour pour collectivité		116	100	146	148	136
FABRICATION DE MEUBLES DE JARDIN ET D'EXTÉRIEUR	**361H**	**629**	**... (2)**	**563**	**517**	**472**
FABRICATION DE MEUBLES DIVERS	**361J**	**6 140**	**6 177**	**6 486**	**7 227**	**7 562**
dont : Meubles de complément		1 646	1 559	1 595	1 740	1 785
Meubles en bois de salles de bain		1 145	1 221	1 150	1 312	1 370
Meubles de magasin en métal		2 627	2 729	3 035	3 294	3 393
INDUSTRIES CONNEXES DE L'AMEUBLEMENT (3)	**361K**	**175**	**214**	**257**	**236**	**174**
FABRICATION DE LITERIE	**361M**	**4 242**	**4 112**	**4 272**	**4 108**	**4 217**
dont : Sommiers		1 437	1 383	1 282	1 380	1 382
Matelas (non compris les matelas non recouverts)		2 562	2 480	2 440	2 559	2 663

(1) Y compris magasins, usines et entrepôts.
(2) En 1996, les résultats concernant la fabrication de meubles de jardin et d'extérieur ne sont pas publiables (secret statistique).
(3) Cette classe comprend le laquage, le vernissage, la dorure, la peinture sur meubles, le capitonnage, le gainage, le service des tapissiers décorateurs, la marqueterie, la sculpture et la gravure sur bois, l'encadrement.

TABLEAU K.05-3

Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de monnaies et médailles	362A	359	261,7	362	57,1	3,1
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	362C	6 602	6 704,5	6 553	1 056,8	153,1
Fabrication d'instruments de musique	363Z	1 443	617,5	1 443	228,2	27,5
Fabrication de bijoux et d'instruments de musique	**C42**	**8 404**	**7 583,7**	**8 358**	**1 342,1**	**183,7**
Fabrication d'articles de sport	364Z	5 773	5 355,2	6 313	1 196,3	245,6
Fabrication de jeux et jouets	365Z	4 830	4 192,0	4 845	644,0	198,4
Bijouterie fantaisie	366A	1 389	669,4	1 332	167,7	26,8
Industrie de la brosserie	366C	3 201	1 936,3	3 260	442,0	65,0
Autres activités manufacturières n.c.a. (non comprises ailleurs) (1)	366E	11 295	9 085,9	11 541	1 631,1	529,3
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	**C43**	**26 488**	**21 238,8**	**27 291**	**4 081,1**	**1 065,1**
Total		**34 892**	**28 822,5**	**35 649**	**5 423,2**	**1 248,8**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes. Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie, etc.

TABLEAU K.05-4

Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicats professionnels

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Monnaies et médailles	**362A**	**244**	**247**	**237**	...	...	...
Bijouterie, joaillerie et orfèvrerie	**362C**	...	**5 615**	**4 823**	**5 236**	**5 681** *r*	**5 888**
Instruments de musique	**363Z**	**544**	**612**	**629**	**633**	**616**	**635**
Articles de sport	**364Z**	**3 650**	**3 791**	**3 970**	**3 636**	**3 575**	**3 951**
Jeux, jouets, articles de fêtes	**365Z (1)**	**3 691**	**4 038**	**3 905**	**4 159**	**4 200**	**3 945**
Bijouterie fantaisie	**366A**	...	**282**	**439**	**385**	**400** *r*	**265**
Articles de brosserie	**366C**	**1 415**	**1 338**	**1 396**	**1 339**	**1 345**	**1 298**
Landaus et poussettes	**366E (2)**	**369**	**432**	**404**	**313**	**304**	**268**

(1) Et partie de la NAF 366E.
(2) Cette enquête de branche, n'est plus suivie qu'en facturations, depuis 1994.

TABLEAU K.05-5

Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication d'appareils électroménagers	297A	22 267	21 291,5	22 713	3 173,0	1 003,6
Fabrication d'appareils ménagers non électriques	297C	2 815	2 497,7	2 912	437,6	157,3
Fabrication d'appareils domestiques	**C44**	**25 082**	**23 789,2**	**25 625**	**3 610,6**	**1 160,9**
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	323Z	11 749	20 039,1	13 217	2 048,3	491,7
Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	**C45**	**11 749**	**20 039,1**	**13 217**	**2 048,3**	**491,7**
Total		**36 831**	**43 828,3**	**38 842**	**5 658,9**	**1 652,6**

TABLEAU K.05-6

Livraisons de matériel électroménager

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité* : Millier de pièces

Matériel	Numéros de la NAF	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Matériel électroménager (1)								
Machines à laver le linge (y compris sèche-linge)	297A	1 637	2 244	2 200	1 868	1 933	1 941	2 229
Fers et machines à repasser le linge	»	5 560	6 865	7 383	7 934	10 449	8 419	8 206
Cuisinières électriques et mixtes	»	320	444	439	396	390	360	379
Réchauds, fours et rôtissoires	»	4 390	3 529	3 834	4 194	3 631	3 826	3 676
Chauffe-eau à accumulation (2)	»	770	741	751	717	810	741	831
Radiateurs	»	3 350	2 593	2 741	2 929	2 981	2 782	2 956
Aspirateurs, cireuses, shampouineuses	»	2 538	2 208	2 379	2 919	2 407	2 412	1 909
Moulins à café, batteurs, robots, etc	»	12 312	11 426	14 244	10 809	10 163	12 098	10 607
Appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image								
Récepteurs radio et autoradios	323Z	...	...	...	...	3 853	4 586	2 961
Téléviseurs (y compris décodeurs)	»	...	...	...	...	4 449	5 856	2 377
Magnétoscopes, camescopes	»	...	...	...	...	2 489	3 204	3 395

(1) La production des machines à laver la vaisselle est couverte par le secret statistique, les fabricants français étant peu nombreux.
(2) Non compris les chauffe-eau à gaz.

TABLEAU K.05-7

Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de lunettes	334A	9 647	6 472,9	10 279	1 505,9	240,2
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	334B	2 436	2 088,4	2 365	406,6	47,6
Horlogerie	335Z	4 034	2 569,5	4 242	614,6	102,1
Fabrication de matériel d'optique et de photographie, et horlogerie	**C46**	**16 117**	**11 130,8**	**16 886**	**2 527,1**	**389,9**

TABLEAU K.05-8

Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Groupement des industries françaises de l'optique
Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
Production							
LUNETTES	**334A**						
Verres de lunettes non correcteurs		10^3 pièces	15 588	11 037	17 136	14 532	17 976
Verres correcteurs		»	29 544	29 496	32 736	33 996	35 364
Lentilles de contact		»	3 276	3 755	5 184	3 096	3 240
Montures de lunettes		»	12 192	11 883	12 036	10 776	9 468
Lunettes solaires		»	9 024	8 938	8 784	6 372	5 724
Lunettes protectrices		»	6 576	5 675	6 084	5 256	7 644
Facturations							
INSTRUMENTS D'OPTIQUE	**334B (1)**	**10^6 francs**	**996**	**1 013**	**996**	**816**	**852**
HORLOGERIE	**335Z**	**10^6 francs**	**3 084**	**3 036**	**2 940**	**3 132**	**3 180**
dont : Montres à quartz en métaux communs		»	1 080	1 124	1 116	1 188	1 140
Boîtes de montre en métaux communs ou matières diverses		»	204	189	180	180	168
Bracelets de montres en métaux communs		»	204	199	132	168	204
Compteurs de temps		»	336	324	144	336	300

(1) Partie du code NAF 334B.

Chapitre K.06

Industrie automobile

(NES : D01, D02)
(NAF : 34)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie automobile (NES D01 et D02), en 1998.

1. Industrie automobile : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie automobile : activité de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie automobile (NES D01 et D02, NAF 34)

Avec 56 millions de véhicules dont 39,4 millions de voitures particulières, la production mondiale automobile augmente de 5,7 % en 1999 ; le poids de la production française est de 8,7 %.

L'Europe, premier marché mondial, atteint son plus haut niveau depuis 1990 avec 16,5 millions de voitures particulières neuves immatriculées, soit une progression moyenne de 4,8 %. Le marché européen précède les marchés américain (près de 9,3 millions d'unités) et japonais (4 millions d'unités). À ces marchés, essentiellement de renouvellement, s'ajoutent les marchés émergents du Mercosur (Marché commun Sud-américain comprenant l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay) et de l'Asie, évalués à plus de 5 millions d'unités.

En France, les immatriculations augmentent de 10,5 % en 1999. 2,148 millions de véhicules sont ainsi immatriculés, niveau record depuis dix ans. L'année 1998 avait marqué le retour à un rythme d'immatriculation plus naturel avec la disparition des effets des primes octroyées par l'État. De plus, l'offre française bénéficie d'un large renouvellement des modèles et d'une montée en gamme des équipements (air-bags et climatisation). La part des constructeurs nationaux sur le marché intérieur est remontée à 57,2 % (immatriculations de voitures neuves particulières). L'activité est toujours dynamisée par la forte croissance des exportations qui représentent plus de sept véhicules sur dix. Ainsi, les constructeurs français produisent 4,9 millions de véhicules en 1999, dont 3,2 millions dans l'hexagone, soit une progression de 8 % par rapport à 1998. Cette production permet de dégager un excédent commercial de 53,6 milliards de francs, contre 59,4 milliards en 1998, dont 30 milliards pour les seuls équipements mécaniques.

La vigueur du marché automobile a un effet positif sur les ventes des équipementiers français. Après le record de 1998, elles augmentent de nouveau de 5,6 % en 1999. Cette hausse profite principalement à l'activité de première monte. La fiabilité croissante des équipements et la tension sur les prix défavorisent le marché de la rechange qui chute encore de 3 % en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie automobile (NES D01 et D02, NAF 34)

Cette industrie comprend :

- **La construction automobile :**

— les voitures particulières, comprenant les voitures de tourisme et les voitures de type break ;

— les véhicules utilitaires, comprenant les véhicules dérivés (fourgonnettes et camionnettes), les véhicules industriels de plus de cinq tonnes de poids total et les véhicules utilitaires divers (cars, autobus et tracteurs routiers) ;

— les caravanes et remorques de tourisme ;

— les pièces et équipements spécifiques pour automobiles (équipements mécaniques, équipements moteur, du châssis, équipements de carrosserie) ;

— la carrosserie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC) ;

— Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles ;

— Fédération des industries d'équipements de véhicules ;

— OICA (Organisation internationale des constructeurs d'automobiles).

Publications :

« Les équipementiers automobiles », *SESSI-Études,* n° 116, janvier 1993, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI).

« Le marché des véhicules, immatriculations en 1999 - Parc au 1er janvier 2000 », *Données détaillées du SES,* ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

« Automobile, caravanes, carrosserie », *Chiffres clés, Production industrielle,* série trimestrielle, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI).

Statistiques automobiles, Comité des constructeurs français d'automobiles.

Statistiques automobiles 1998, *L'Argus* numéro spécial, octobre 1999.

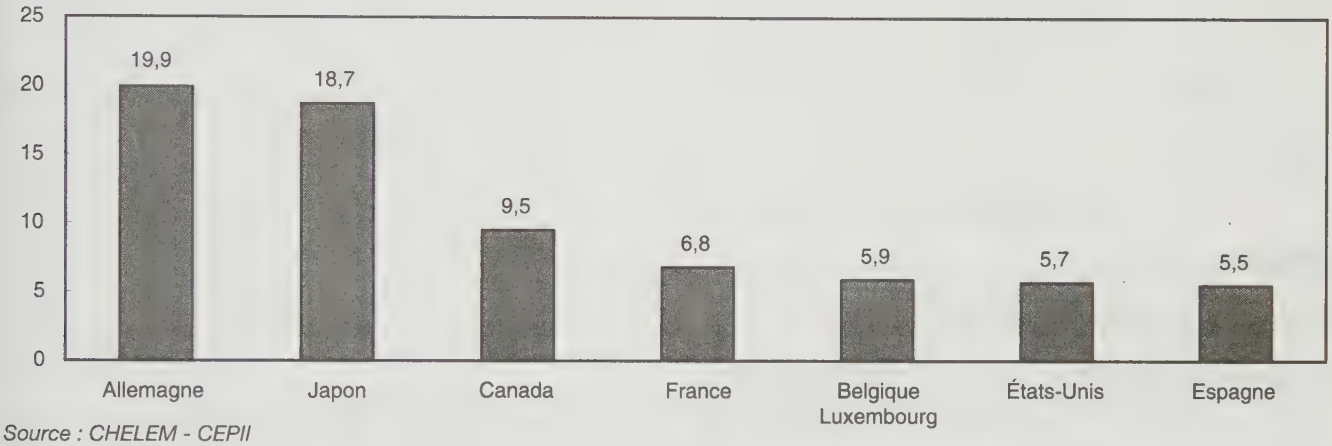
« La carrosserie industrielle au service du transport », P. Brocard et M. Delaunay, Le « *4 Pages* », n° 107, mars 1999.

*
* *

GRAPHIQUE K.06

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie automobile (NES D01 et D02) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.06-1

Industrie automobile : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Construction de véhicules automobiles	341Z	123 999	369 674,6	129 119	22 426,9	11 700,8
Construction de carrosseries automobiles	342A	18 810	16 213,0	19 626	2 727,6	395,4
Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs	342B	1 435	1 367,9	1 598	207,7	26,3
Industrie automobile	**D01**	**144 244**	**387 255,5**	**150 343**	**25 362,2**	**12 122,5**
Fabrication d'équipements automobiles	343Z	98 804	130 113,3	92 147	14 857,5	5 977,1
Fabrication d'équipements automobiles	**D02**	**98 804**	**130 113,3**	**92 147**	**14 857,5**	**5 977,1**
Industrie automobile	**D0**	**243 048**	**517 368,8**	**242 490**	**40 219,7**	**18 099,6**

TABLEAU K.06-2

Industrie automobile : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
Production							
Voitures particulières et commerciales	341Z	10^3 pièces	3 052	3 148	3 352	3 932	4 265
Véhicules incomplets [voitures particulières] (1)	»	»	160	142	148	...	...
Camionnettes (2)	»	Pièce	381 360	407 403	440 244	608 369	627 588
Véhicules incomplets [camionnettes] (1)	»	»	89 376	80 344	89 280	...	...
Véhicules industriels (3)	»	»	22 800	18 676	21 924	25 536	24 012
Cars	»	»	3 156	3 117	3 264	3 468	3 312
Tracteurs routiers	»	»	25 080	22 163	22 044	28 984	29 328
Plateaux et fourgons	342A	»	15 408	15 264	16 068	16 888	19 044
Livraisons							
Cars, autobus (carrosseries pour)	342A	»	481	580	459	813	981
Cabines pour véhicules	»	»	...	41 585	47 376	54 082	54 816
Caravanes de tourisme	342B	»	17 532	22 102	20 076	19 574	22 488
Petites remorques	»	»	101 844	128 695	126 492	123 420	128 220
Facturations							
Équipements automobiles	**343Z**						
Organes de transmission		10^6 francs	16 116	16 247	16 477	16 749	16 008
Organes d'alimentation et d'échappement		»	10 236	9 910	10 811	12 137	12 336
Blocs-cylindres, culasses		»	2 496	2 372	1 838	2 207	1 428
Organes de direction, de suspension et de freinage		»	16 246	15 074	16 804	18 609	18 072
Organes de climatisation		»	5 196	6 925	7 776	7 556	7 776

(1) Il s'agit de collections de pièces représentant des véhicules incomplets destinés à être montés à l'étranger. Depuis 1998, ces véhicules sont comptabilisés dans les voitures particulières et commerciales, ou dans les camionnettes.
(2) Camionnettes de moins de 5 tonnes de poids total roulant.
(3) Camions de plus de 5 tonnes de poids total roulant, y compris les véhicules spéciaux.

Chapitre K.07

Construction navale, aéronautique et ferroviaire

(NES : E11 à E14)
(NAF : 35.1 à 35.5)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et listes des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction navale (NES E11) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction aéronautique et spatiale (NES E13) en 1998.

1. Construction navale : grandeurs caractéristiques.
2. Production totale des chantiers de construction navale.
3. Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche.
4. Construction de matériel ferroviaire roulant et fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques.
5. Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche.
6. Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques.
7. Livraisons et effectifs de la construction aéronautique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Construction navale (NES E11, NAF 35.1)

La construction navale est un des secteurs industriels les plus avancés dans la voie de la mondialisation. La spécialisation des productions est forte. Les Japonais et Coréens produisent l'essentiel des navires de charge, porte-conteneurs, vraquiers, pétroliers ou méthaniers. Les Européens dominent la construction de navires destinés au transport des passagers.

En France, le haut niveau d'activité, observé depuis un an, se poursuit en 1999. La fermeture du site hâvrais n'a pas affaibli la construction navale française qui consolide son leadership sur les navires de croisières. Les Chantiers de l'Atlantique enregistrent un plan de charge équivalent à quatre années de travail. La fabrication de bateaux de plaisance est une spécialité hexagonale ; elle connaît un véritable essor avec la reprise de la croissance en Europe mais également grâce à une économie nord-américaine florissante qui dope les exportations. En revanche, des difficultés subsistent dans les arsenaux malgré des efforts importants de reconversion vers la construction de bâtiments civils. La qualité de la main-d'œuvre, l'excellent niveau technologique et la brièveté des délais de conception demeurent les points forts de la construction navale française qui cherche à améliorer son organisation industrielle et commerciale.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NES E12, NAF 35.2)

L'industrie ferroviaire française s'appuie sur une tradition déjà longue et une excellence technologique confirmée avec les chantiers du TGV et des différents transports collectifs urbains.

En 1999, malgré le gel de certains projets comme celui du métro de Caracas, les industriels français remportent de nouveaux contrats à l'international, en Australie et en Irlande. Les contrats d'exportation comportent souvent des clauses destinées à faire travailler les industries locales.

En France, les régions viennent de plus en plus souvent relayer les dépenses décidées au niveau national.

Les plans de charge pour les années qui viennent sont assez réduits et, si les perspectives ne sont pas mauvaises, la profession a recours actuellement à des périodes de jours chômés, tandis que l'appareil de production continue d'être légèrement sous-utilisé.

Toutefois, à dire d'experts, les circonstances seraient propices à un nouvel essor.

En Europe, l'adaptation des réseaux ferroviaires publics et l'ouverture des marchés communautaires changent largement la donne. En Allemagne et en Grande-Bretagne, la décision de redynamiser le rail s'est imposée depuis plusieurs années. Mais les investissements induits tardent à entrer dans les faits.

Construction aéronautique et spatiale (NES E13, NAF 35.3)

Grâce à des progrès considérables en matière commerciale, les productions aéronautiques civile et militaire s'imposent dans le monde entier. Le taux d'exportation se maintient à un niveau très élevé. De nombreux sous-traitants sont répartis sur l'ensemble du territoire. Ceux-ci travaillent en priorité pour les industriels français mais savent s'imposer, par leurs capacités, auprès des constructeurs américains. Les commandes civiles tirent l'activité.

L'Europe et l'Amérique du Nord sont les premiers marchés de l'aéronautique française. La vigueur économique des États-Unis bénéficie aux productions d'avions d'affaires, produits haut de gamme dont ils constituent le premier marché. Dans tous les secteurs de l'industrie aéronautique, la concurrence très vive à laquelle se livrent européens et américains, tire les prix vers le bas.

En 1999, l'activité se situe encore à un très haut niveau. Les intentions de restructuration au niveau européen devraient assurer la compétitivité de cette industrie face à l'aéronautique nord-américaine, avec le développement de nouveaux projets comme celui du futur gros porteur A3XX.

L'industrie spatiale française est également très compétitive mais la concurrence de nouveaux lanceurs se développe, notamment en Russie. Pour les satellites, engins spatiaux et lanceurs d'engins, la conjoncture semble moins favorable actuellement, la contraction du marché pesant également sur cette activité.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Construction navale (NES E11, NAF 35.1)

Ce secteur comprend :

— la construction de bâtiments de guerre de tous types, leur réparation et l'implantation des systèmes d'armes ;

— la construction de navires civils (de marine marchande, de pêche, de servitude : remorqueurs, dragues, etc.), de plates-formes de forage en mer, de structures flottantes (docks, caissons, etc.) ;

— la réparation des navires civils, leur transformation et leur démolition ;

— la construction de bateaux de plaisance et de sport de tous types (à voile ou à moteur), leur réparation et leur aménagement.

Il ne comprend pas :

— les équipements dits « spécifiques » : les accastillages, les voiles, les moteurs, les hélices, classés selon leur nature ;

— les planches à voile considérées comme « articles de sport ».

Les informations publiées dans ce chapitre ne peuvent faire état des données des DCAN (Directions des Constructions et Armes navales) sous statut de la Marine Nationale, ceci quel que soit le type de navire.

Autres définitions :

— **AWES** : Association des constructeurs de navires ouest-européens.

— **jauge brute compensée (jbc).** C'est l'unité la plus pertinente d'évaluation de la capacité d'un navire compte tenu de la complexité plus ou moins grande de sa construction. Elle se mesure en tjbc (tonneaux de jauge brute compensée) ou, en abrégé, tbc. Certains coefficients de compensation ont été revus en 1994.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NES E12, NAF 35.2)

Elle regroupe :

● L'industrie ferroviaire qui comprend la fabrication et la réparation :

— de matériel roulant :

— de traction : locotracteurs, locomotives thermiques, locomotives électriques (dont motrices TGV) ;

— automoteur : autorails thermiques, automotrices électriques (y compris pour métros et tramways) ;

— remorqué : voitures de voyageurs et fourgons remorques (TGV, autorails, métros, tramways), wagons pour marchandises de tous types ;

— de pièces et d'équipements spécifiques tels que bogies (chariot à deux essieux, sur lequel pivote le châssis d'un wagon dans les courbes) et portes louvoyantes ; en sont donc exclus les moteurs (électriques ou thermiques) et les transformateurs et les capteurs de courant qui appartiennent à d'autres secteurs, de même que le matériel fixe de chemin de fer.

● Les wagons de particulier : matériel autorisé à circuler sur le réseau mais propriété d'une entreprise privée qui en assure la location (ou sa propre exploitation) et la maintenance.

Construction aéronautique et spatiale (NES E13, NAF 35.3)

Elle comprend :

— la construction et la réparation de tous les types de moteurs pour la propulsion des aéronefs et des missiles, de leurs parties, des rotors et des hélices ;

— la construction et la maintenance de cellules d'aéronefs (avions, hélicoptères, ballons, ailes delta, etc.) et de leurs parties (fuselages, ailes, gouvernes, trains d'atterrissage, etc.) ;

— la construction de lanceurs et engins spatiaux (satellites, sondes, navettes, stations orbitales), y compris leurs propulseurs, à l'exclusion des missiles, du lancement et de l'exploitation des satellites qui font partie d'autres secteurs.

Les « Ateliers industriels de l'aéronautique (AIA) » appartenant à l'armée sont exclus de ces statistiques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC) ;

— Chambre syndicale des constructeurs de navires ;

— Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer ;

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction générale des technologies de l'information et des postes (DiGITIP), sous-direction automobile, ferroviaire et navale ;

— Ministère de la Défense, délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique) ;

— Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS).

Publications :

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, 1999.

Bulletin Mensuel de Statistique Industrielle, SESSI.

Rapport annuel d'activité, Chambre syndicale des constructeurs des navires (CSCN).

Dossier de presse annuel, Fédération des industries nautiques (FIN).

Rapport d'activité annuel, Fédération des industries ferroviaires.

Matériel ferroviaire roulant, enquêtes de production du Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire.

Rapport d'activité annuel, GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales).

Air et Cosmos (hebdomadaire spécialisé).

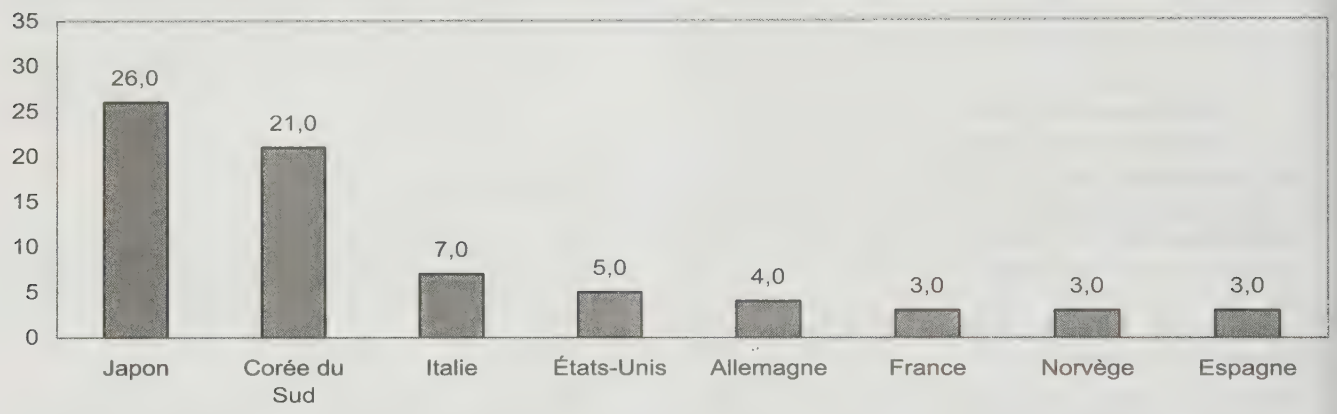
L'industrie aérospatiale européenne : publication de la Commission des Communautés européennes.

*
* *

GRAPHIQUE K.07-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction navale (NES E11) en 1998

En %

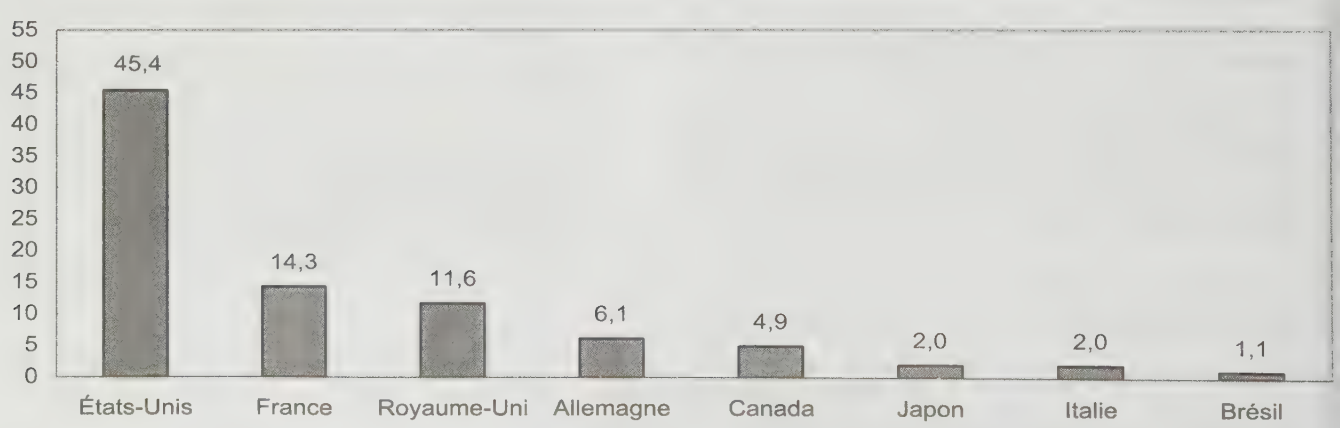


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.07-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la construction aéronautique et spatiale (NES E13) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.07-1

Construction navale : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement)	351A	758	538,6	1 010	149,7	11,2
Construction de navires civils	351B	5 297	6 733,2	5 729	977,4	147,0
Réparation navale	351C	2 466	1 449,8	2 284	341,5	23,4
Construction de bateaux de plaisance	351E	4 259	3 473,9	4 461	591,2	177,7
Construction navale	**E11**	**12 780**	**12 195,5**	**13 484**	**2 059,8**	**359,3**

TABLEAU K.07-2

Production totale des chantiers de construction navale (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Secrétariat d'État à l'industrie)
Service des Industries Manufacturières (SIM)

Unité : Millier de tonneaux bruts

Intitulé	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Mises sur cales						
Pour armement français	17	63	16	66	33	20
Pour armement étranger	4	162	126	36	32	310
Total (2)	**21**	**225**	**142**	**102**	**65**	**330**
Lancements						
Pour armement français	25	49	4	18	14	66
Pour armement étranger	79	159	162	78	91	189
Total (2)	**104**	**208**	**166**	**96**	**105**	**255**
Livraisons						
Pour armement français	4	9	53	17	6	68
Pour armement étranger	49	245	158	164	136	91
Total (2)	**53**	**254**	**211**	**181**	**142**	**159**
dont : Transbordeurs et paquebots	44	72	121	92	139	113
Autres cargos	—	—	—	—	—	—
Transporteurs de gaz et de produits chimiques	—	172	86	86	—	24
Bateaux de pêche	6	—	1	2	1	—
Autres (caboteurs, dragues, etc.)	3	10	3	1	2	21

(1) Non compris les navires de guerre. Navires civils de 100 tonneaux bruts et plus.
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.07-3

Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des industries nautiques

Produit	Numéro de la NAF	Unité	1994	1995	1996	1997	1998
Bateaux à voile	351E	Pièce	5 057	5 017	4 689	5 763	5 153
Bateaux à moteur	»	»	6 350	4 451	3 736	3 337	4 498
Bateaux pneumatiques	»	»	35 401	39 130	32 506	33 855	41 820
Autres bateaux de plaisance (1)	»	»	3 476	5 112	9 894	12 015	16 979

(1) À l'exception des planches à voile comptées avec les articles de sport (NAF 364Z).

TABLEAU K.07-4

Construction de matériel ferroviaire roulant et fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Construction de matériel ferroviaire roulant	352Z	10 831	11 506,7	11 299	2 109,9	247,0
Construction de matériel ferroviaire roulant	**E12**	**10 831**	**11 506,7**	**11 299**	**2 109,9**	**247,0**
Fabrication de motocycles	354A	3 168	3 253,5	3 446	494,7	147,7
Fabrication de bicyclettes	354C	3 387	3 640,3	3 193	421,0	64,0
Fabrication de véhicules pour invalides	354E	380	243,0	360	59,5	7,4
Fabrication de véhicules divers dirigés à la main ou à traction animale	355Z	1 230	981,6	1 558	244,7	44,3
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport	**E14**	**8 165**	**8 118,4**	**8 557**	**1 219,9**	**263,4**
Total		**18 996**	**19 625,1**	**19 856**	**3 329,8**	**510,4**

TABLEAU K.07-5

Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire

Unité : Pièce

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Matériel moteur							
Locomotives (tous types)	352Z	156	86	48	76	41	34
Automotrices, autorails, métros, tramways	»	154	67	124	154	382	191
Matériel remorqué							
Voitures et remorques pour voyageurs	352Z	510	347	236	393	267	284
Wagons pour marchandises	»	501	754	790	899	784	964

TABLEAU K.07-6

Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques

Non compris les ateliers industriels de l'aéronautique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Construction de moteurs pour aéronefs	353A	18 786	27 363,0	21 987	4 776,1	892,6
Construction de cellules d'aéronefs	353B	42 935	62 309,6	44 200	9 710,0	2 374,1
Construction de lanceurs et engins spatiaux	353C	8 559	13 956,3	10 136	2 973,5	375,9
Construction aéronautique et spatiale	**E13**	**70 280**	**103 628,9**	**76 323**	**17 459,6**	**3 642,6**

TABLEAU K.07-7

Livraisons et effectifs de la construction aéronautique

Source : Groupement des Industries Françaises, Aéronautiques et Spatiales (GIFAS) — *Unité :* livraisons : Million de francs

Branche de fabrication	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Grands systémiers (1)						
Livraisons	85 901	73 713	81 187	98 388	99 958	99 293
Effectifs	63 600	55 200	54 500	53 500	54 000	54 400
Motoristes (1)						
Livraisons	26 003	19 266	20 108	22 640	27 538	29 237
Effectifs	27 800	22 600	21 500	20 900	21 050	21 100
Équipementiers (1)						
Livraisons	21 051	20 421	20 993	26 898	29 882	33 262
Effectifs	29 300	19 700	20 000	20 900	21 050	21 500
Total						
Livraisons	**132 955**	**113 400**	**122 288**	**147 926**	**157 378**	**161 792**
Effectifs	**120 700**	**97 500**	**96 000**	**95 300**	**96 100**	**97 000**

(1) Nouvelles appellations du Groupement : « Grands systémiers » : fabrication d'aéronefs et missiles ; « Motoristes » : fabrication de propulseurs ; « Équipementiers » : fabrication d'équipements. Le chiffre d'affaires et les effectifs ont été recalculés sur les dix dernières années en tenant compte de l'évolution de la structure de certaines sociétés ainsi que de la nouvelle classification des sociétés entre maîtres d'œuvre (systémiers et motoristes) et équipementiers.

Chapitre K.08

Industries des équipements mécaniques

(NES : E21 à E28)
(NAF : 28.1 à 28.3, 29.1 et 29.6)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs d'équipements mécaniques (NES E23) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines agricoles (NES E25) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines-outils (NES E26) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NES E27) en 1998.

1. Fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, réservoirs métalliques et chaudières, fabrications d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication d'éléments en métal pour la construction. Facturations de la branche.
3. Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, de machines agricoles et de machines-outils, et d'autres machines d'usage spécifique : grandeurs caractéristiques.
4. Construction mécanique : activité de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NES E21, NAF 28.1)

Des entreprises de petite taille assurent principalement la fabrication de constructions métalliques, de menuiseries et fermetures métalliques. Plus de 95 % des entreprises ont moins de 250 personnes et trois seulement emploient plus de 500 salariés ; elles sont relativement concentrées.

En 1999, 400 entreprises de 20 salariés et plus de la « fabrication de constructions et menuiseries métalliques » génèrent un chiffre d'affaires de 22 milliards de francs. Les ossatures de bâtiment représentent la plus grosse part de fabrication de ce secteur avec un chiffre d'affaires de 5,1 milliards de francs, en hausse par rapport à 1998. L'acier est très utilisé dans le domaine industriel (les trois quarts des bâtiments ont des ossatures et des bardages métalliques) ; il l'est peu dans la construction de logements individuels où les architectes privilégient le béton pour sa résistance au feu. Les échanges restent faibles à l'exportation et sont principalement assurés par les quatre premières entreprises du secteur.

Les fermetures métalliques comprennent une centaine d'entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs hors pose. L'acier domine dans cette branche où il représente 74 % des consommations de métaux. Il est concurrencé par les autres matériaux, tels le bois, mais surtout le plastique, de plus en plus utilisé dans les fermetures de bâtiment.

Après des années difficiles, la reprise de la construction favorise ce secteur en 1999. Les exportations (moins de 8 % du chiffre d'affaires hors taxes) sont majoritairement destinées aux pays de l'Union européenne.

Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22, NAF 28.2, 28.3)

Deux populations bien distinctes d'entreprises sont présentes dans la chaudronnerie :

— de grandes entreprises de dimension internationale, largement exportatrices, interviennent dans les pétroles, la chimie ou le nucléaire civil ;

— de nombreuses petites entreprises, dont les deux tiers comptent moins de 50 salariés, effectuent surtout des travaux de sous-traitance, de maintenance ou d'installation sur sites industriels.

Les entreprises de ce secteur, travaillant souvent en partenariat, ont un niveau d'activité sensible à l'effort d'investissement des autres secteurs de l'industrie.

Sur le marché national, les carnets de commandes conservent un niveau satisfaisant avec toutefois des disparités. La concurrence des pays de l'Est et du Sud-Est asiatique entrave les débouchés extérieurs. Secteur de main-d'œuvre, la chaudronnerie souffre d'un déficit en personnel qualifié.

Les dix premières entreprises du secteur représentent près de la moitié des exportations et le quart des ventes.

La chaudronnerie est très présente dans les régions à forte tradition industrielle (Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes) mais également en Lorraine et en Haute-Normandie ; elle se développe dans les Pays de la Loire et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En France, un très petit nombre de sociétés de taille importante, assure la fabrication de chaudières à usage domestique distincte de la chaudronnerie.

Fabrication d'équipements mécaniques (NES E23, NAF 29.1)

La production d'équipements mécaniques est soumise à des variations cycliques : son rythme d'activité dépend étroitement du niveau général d'investissement, mais aussi de la mise en œuvre technologique des produits.

En 1999, la croissance de la production est régulière. Les exportations restent quasiment stables par rapport à l'année précédente. Le taux de couverture des échanges commerciaux avoisine 110 %, mais les échanges restent déficitaires avec les partenaires de la Communauté européenne. Près de 40 % des exportations sont réalisées à l'extérieur du marché de l'Union européenne, notamment par des grands contrats dans les pays émergents.

Dans ce secteur, l'implantation étrangère est très forte. Les États-Unis sont le premier pays investisseur en France, devant l'Allemagne et les pays de l'Europe du Nord. Malgré la présence de filiales d'opérateurs mondiaux, des groupes français indépendants sont leaders, en particulier sur des produits de la robinetterie industrielle et des équipements de raccordement.

Les composants industriels issus de ce secteur sont généralement des sous-ensembles destinés à être intégrés dans des systèmes plus complexes. Ils se retrouvent dans des procédés de transformation industrielle et dans les infrastructures de réseaux (eau, énergie). L'intégration de ces composants nécessite une maîtrise de différentes technologies (électronique, informatique). C'est l'ère de la « mécatronique ».

Les entreprises de ce secteur développent l'ingénierie, avec une conception par simulation, et investissent fortement dans les services. Les autres produits (robinetterie, roulements) ont leurs débouchés dans les grands marchés du bâtiment et de l'automobile. Certains de ces produits, à moindre valeur ajoutée, font l'objet d'une forte concurrence mondiale.

Fabrication de machines d'usage général (NES E24, NAF 29.2)

Dans ce secteur diversifié, les échanges extérieurs dégagent un solde structurellement positif. En 1999, la forte demande du marché intérieur capte une partie des livraisons des entreprises de ce secteur. Parallèlement, les importations augmentent, fragilisant le taux de couverture. Le solde des échanges avec les pays de l'Union européenne demeure négatif.

« Le matériel aéraulique et frigorifique » est le premier employeur de ce secteur ; les deux composants (le froid industriel et l'air) se répartissent équitablement en termes de chiffre d'affaires. La climatisation reste un potentiel de développement dynamique pour les entreprises. Le taux d'équipement des logements français en climatisation reste faible. Les filiales de groupes étrangers, principalement américains, dominent ce secteur composé de nombreuses PMI.

Les industries du levage et de la manutention constituent le deuxième pôle de ce secteur. Quatrième au niveau mondial, cette industrie accroît ses parts de marchés à l'exportation de deux points. Les dix premières entreprises réalisent 60 % des exportations. Ce dynamisme sur le marché extérieur traduit les efforts réalisés dans le domaine de l'innovation. Pour la manutention, ces produits nouveaux permettent de répondre à l'évolution de la maîtrise des flux et au développement important des plates-formes logistiques dans les grands secteurs de l'activité économique. Les entreprises se positionnent de plus en plus comme des systémiers en intégrant des fonctions connexes à la manutention comme la traçabilité.

L'industrie française du levage, intervenant mondial dans les grues et les chariots élévateurs tout terrain, se positionne désormais comme un acteur européen majeur dans les nacelles élévatrices.

L'activité ascenseur bénéficie de la reprise dans le secteur du bâtiment. Le renforcement de la réglementation sur la sécurité favorise le volume de l'activité des services et de la rénovation qui représentent les deux tiers du chiffre d'affaires. Quatre grands groupes étrangers de taille mondiale réalisent les trois quarts des ventes de la branche sur des marchés locaux.

Fabrication de machines agricoles (NES E25, NAF 29.3)

Au niveau mondial, l'Europe de l'Ouest (Allemagne en tête) et les États-Unis constituent les principaux clients du machinisme agricole français. Les exportations vers le Royaume-Uni et les Pays-Bas reprennent très fortement, sur des marchés pourtant relativement saturés. Les pays du Tiers-Monde, d'Asie et d'Europe de l'Est, représentent moins de 20 % du total des exportations. Les ventes vers les pays de l'Est chutent en 1999, en raison d'une économie désorganisée et d'un appauvrissement des moyens financiers. La balance du commerce extérieur pour l'ensemble du machinisme agricole est structurellement déficitaire.

En Europe, l'industrie française demeure le quatrième producteur derrière l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Très innovatrice, elle est donc de plus en plus coûteuse en matière de recherche, l'électronique embarquée étant de plus en plus présente. L'agriculture de précision effectue une percée chez les constructeurs. Respectant l'environnement, elle permet de doser au plus juste les engrais, pesticides et semences, grâce à des moyens techniques sophistiqués (logiciels, satellites). La production d'équipements pour jardins et espaces verts (motoculteurs et motohoues) constitue pour certaines entreprises, une voie de diversification par rapport à la production des matériels destinés aux activités agricoles traditionnelles.

Le marché français du machinisme agricole, premier marché européen, est supérieur à 25 milliards de francs, soit 9 % d'un marché mondial évalué à 270 milliards de francs. Ce marché progresse de 2,6 % en 1999. La diminution constante du nombre d'exploitations et les difficultés propres à l'élevage bovin et porcin pèsent négativement sur l'évolution de l'activité. Cependant, deux facteurs permettent d'investir dans du matériel plus puissant, plus rapide et affecté à des tâches nouvelles : la réforme de la politique agricole commune (PAC), et surtout l'augmentation du revenu agricole. Ces conditions favorables conduisent ce secteur à embaucher.

Fabrication de machines-outils (NES E26, NAF 29.4)

Comme les années précédentes, le marché de la machine-outil est en croissance. L'automobile tire les différentes composantes du secteur, notamment l'assemblage et la robotique. Dans cet environnement favorable, l'offre française de matériels de soudage diminue fortement suite à des restructurations d'entreprises. Au niveau mondial, le volume total des facturations de la machine-outil baisse de plus de 5 % en 1999. La forte demande du marché intérieur mobilise les efforts des constructeurs français. Le déficit structurel de la balance commerciale s'aggrave en 1999 avec une baisse des exportations de l'ordre de 3 %. L'Allemagne, l'Italie, la Suisse et le Japon fournissent l'essentiel des importations.

Avec moins de 3% de la production mondiale, la France se classe au dixième rang dans un secteur fortement dominé par le Japon, l'Allemagne et les États-Unis, eux-mêmes concurrencés par des pays émergents (Taiwan, Corée).

En France, les difficultés de ces deux dernières décennies ont profondément marqué ce secteur industriel. La machine standard (ou sur catalogue), est pratiquement abandonnée par les entreprises françaises. Ce créneau se transforme en un marché de masse sur lequel le prix est devenu un facteur déterminant dans la décision d'achat. Il implique des acteurs mondiaux parmi lesquels les entreprises japonaises et allemandes sont en situation dominante.

Des groupes étrangers reprennent l'activité de plusieurs grands noms français de la machine-outil. Les entreprises à capitaux étrangers représentent près de 40 % des exportations du secteur. Beaucoup de PME indépendantes connaissent une santé financière fragile limitant leur politique de recherche et développement. L'activité de « retrofit » (rénovation et modernisation de machines-outils) se développe, permettant à certains intervenants de se diversifier.

La recherche dans ce secteur combine deux paramètres : la production à très grande vitesse et la précision microtechnique. Les innovations doivent répondre aussi à des normes de sécurité très strictes et apporter des solutions aux problèmes de l'ergonomie. La télémaintenance tend à se développer chez les constructeurs de machines-outils par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information. Ce service, proposé aux clients, nécessite des adaptations chez les fabricants.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NES E27, NAF 29.5)

En 1999, le secteur de la fabrication des machines d'usage spécifique demeure le premier secteur exportateur de la mécanique, malgré une diminution des exportations de l'ordre de 9 %. Les matériels de travaux publics constituent 30 % des exportations totales de ce secteur. Les importations de machines d'usage spécifique restent stables par rapport à l'année précédente. L'Union européenne, avec 44 % des exportations totales, reste le

principal débouché devant les États-Unis (17 %). L'Asie représente un fort potentiel de développement pour les entreprises de ce secteur.

Dans cette industrie, des filiales de grands groupes internationaux côtoient des PMI indépendantes. Les capitaux étrangers pénètrent fortement ce secteur, favorisant ainsi les échanges commerciaux. Les filiales de groupes étrangers réalisent plus de 75 % du chiffre d'affaires total de la fabrication des machines pour l'extraction ou la construction. La politique de création d'infrastructures favorise la bonne santé du marché des matériels de travaux publics aussi bien au niveau français qu'européen. Les constructeurs de machines pour les industries textiles se spécialisent sur des produits à haute technologie ; la France détient 6 % du marché mondial de matériel textile, dominé par l'industrie européenne. Les fabricants de machines pour le travail du plastique et du caoutchouc doivent faire face à une vive concurrence allemande et italienne. Dans cette activité, l'opérateur français SIDEL conforte sa place de leader mondial pour les machines à fabriquer les bouteilles en « PET » (plastique écologiquement transformable). Cette nouvelle technologie permet de concurrencer les autres matériaux d'emballage sur le marché de la bière et du « soft drink ».

D'autres produits de ce secteur, notamment les moules et modèles, sont destinés majoritairement au marché intérieur. Les moules pour les matières plastiques ou le caoutchouc représentent plus de 70 % des facturations totales de cette activité, évaluée à 7,5 milliards de francs. La France se situe au deuxième rang européen dans le secteur porteur des moules pour plastiques. Pour résister à la concurrence des pays à bas salaires, les moulistes français, pour la plupart des entreprises de moins de 50 salariés, valorisent leur savoir-faire.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NES E21, NAF 28.1)

Cette activité comprend :

— la fabrication de constructions métalliques : grands ensembles métalliques destinés soit à la construction d'immeubles ou bâtiments industriels (tels les ossatures, hangars...), soit à la réalisation de projets d'infrastructures (barrages, portes-écluses, tabliers de ponts et passerelles, tours, pylônes...). Les entreprises de ce secteur fournissent essentiellement le secteur de la construction ;

— la fabrication de menuiseries et fermetures métalliques : portes, fenêtres ainsi que leurs cadres et fermetures, destinés aussi bien à la construction individuelle qu'aux bâtiments industriels ou commerciaux.

Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22, NAF 28.2 et 28.3)

Cette activité comprend :

— les réservoirs et citernes métalliques ;

— les bouteilles pour gaz comprimés ;

— les radiateurs et chaudières pour chauffage central ;

— les générateurs de vapeur ;

— les réacteurs nucléaires.

Elle recense également les travaux de réalisation et de montage de matériels chaudronnés pour toutes les industries ainsi que les travaux de tuyauterie sur site industriel (chimie, pétrole, etc.).

Fabrication d'équipements mécaniques (NES E23, NAF 29.1)

Cette activité comprend :

— les moteurs à combustion interne (autres que pour l'automobile et l'aéronautique) destinés au matériel ferroviaire, aux bateaux, au machinisme agricole et au matériel de travaux publics ;

— les turbines thermiques et hydrauliques, équipements de barrages ;

— les pompes et compresseurs ;

— les transmissions hydrauliques et pneumatiques ;

— la robinetterie industrielle et sanitaire ;

— les organes mécaniques de transmission ;

— les roulements.

Fabrication de machines d'usage général (NES E24, NAF 29.2)

Cette activité comprend :

— les fours et brûleurs ;

— les ascenseurs monte-charges et escaliers mécaniques ;

— le matériel de levage et de manutention ;

— les équipements aérauliques et frigorifiques industriels ;

— les équipements d'emballage et de conditionnement ;

— les appareils de pesage ;

— les appareils divers d'usage général (appareils de filtration, appareils pour le traitement de surface, extincteurs...).

Fabrication de machines agricoles (NES E25, NES 29.3)

Cette activité produit :

— les matériels automoteurs (tracteurs, moissonneuses-batteuses, machines à vendanger, etc.) ;

— les matériels tractés (charrues, semoirs, presses, etc.) ;
— les matériels à poste fixe (séchoirs, silos, serres, etc.) ;
— la plaisance et le jardinage (motoculteurs, tondeuses à gazon, etc.).

Fabrication de machines-outils (NES E26, NAF 29.4)

Cette activité comprend :
— les machines-outils à métaux ;
— les machines-outils à bois ;
— les machines-outils à moteur incorporé ;
— le matériel de soudage ;
— les machines à scier, polir ou meuler les pierres, le verre, la céramique et autres matières analogues.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NES E27, NAF 29.5)

Cette activité comprend :
— les machines pour la métallurgie ;
— les machines pour l'extraction ou la construction ;
— les machines pour l'industrie agro-alimentaire et les grandes cuisines ;
— les machines pour les industries textiles ;
— les machines pour les industries du papier et du carton ;
— les machines d'imprimerie ;
— les machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques ;
— les moules et modèles ;
— les machines spécialisées diverses (de câblerie ou corderie, pour l'assemblage des lampes, etc.).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;
— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes ;
— Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP) ;
— Syndicat général de fabricants d'outillage mécanique (SGOM) ;
— Syndicat national des fabricants de matériel de soudage (SMS) ;
— Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA) ;
— Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie (SNCT) ;
— Association française des industries de la robinetterie (AFIR) ;
— Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéronautique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA) ;
— Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne ;
— Syndicat des constructeurs de compresseurs ;
— Syndicat des constructeurs de turbines hydrauliques, conduites forcées et vannes ;
— Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL) ;
— Association française des constructeurs de pompes ;
— Union nationale des industries de transmissions oléo-hydrauliques et pneumatiques ;
— Syndicat des constructeurs de machines pour les industries agro-alimentaires (SYMA) ;
— Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM) ;
— Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA) ;
— Syndicat des constructeurs de matériel de mines et travaux souterrains.

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) :
— « La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence* ;
— « Travail des Métaux », (séries annuelles) *Chiffres-Clés*, production Industrielle ;
— « L'industrie française des moules et modèles, savoir-faire et haute technologie dans les PMI », Le « *4 pages* », n° 124, novembre 1999 ;
— *Bulletin mensuel de statistique industrielle.*

Autres publications :

Chaudronnerie, Tôlerie, Tuyauterie industrielle, mensuel.

Industries mécaniques, mensuel.

Tracteurs, Machines agricoles, mensuel.

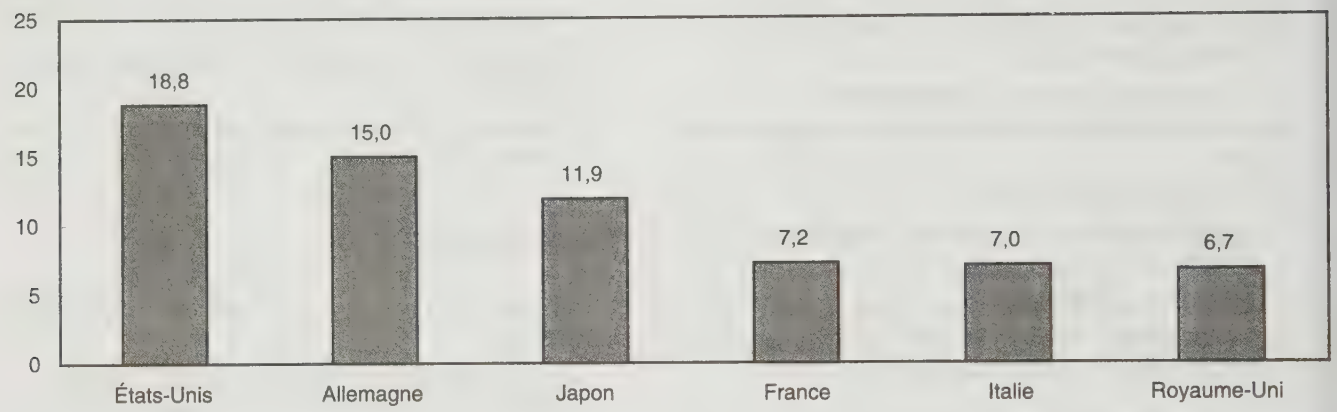
SYMAP Infos, mensuel.

*
* *

GRAPHIQUE K.08-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs d'équipements mécaniques (NES E23) en 1998

En %

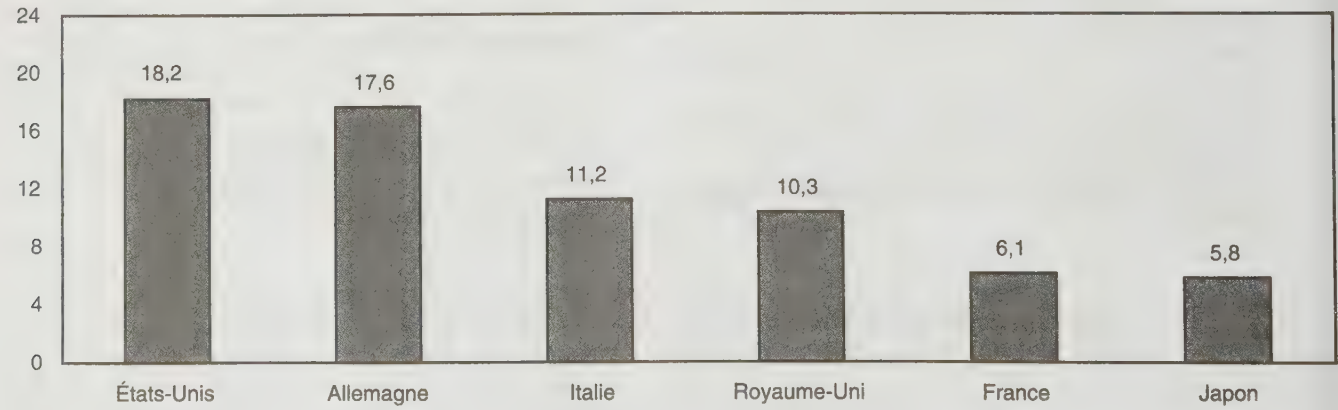


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.08-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines agricoles (NES E25) en 1998

En %

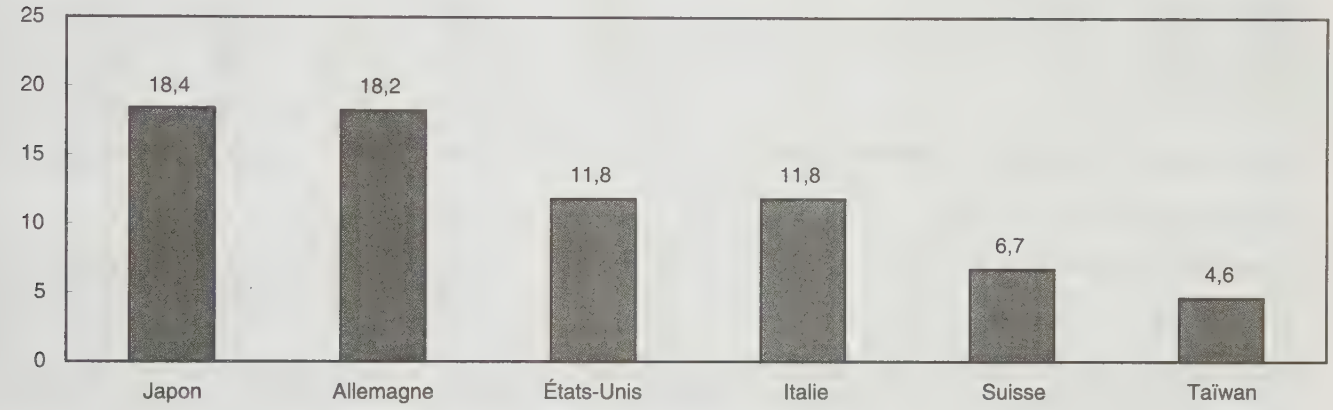


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.08-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines-outils (NES E26) en 1998

En %

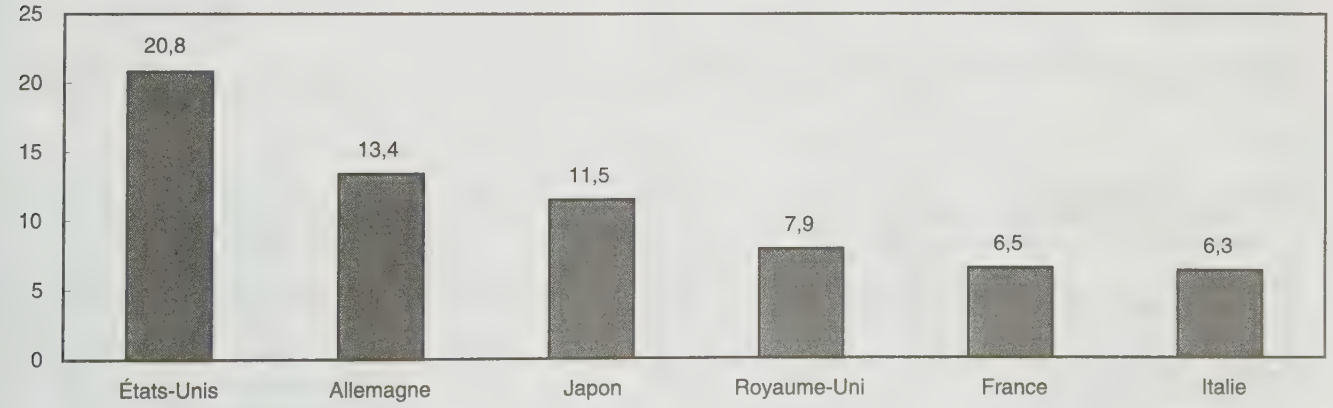


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.08-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NES E27) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.08-1

Fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, réservoirs métalliques et chaudières, fabrication d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de constructions métalliques	281A	23 450	20 695,0	23 097	3 243,7	498,4
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	5 885	4 693,8	6 368	872,4	141,4
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	**E21**	**29 335**	**25 388,8**	**29 465**	**4 116,1**	**639,8**
Fabrication de réservoirs et citernes métalliques	282A	2 840	2 009,8	2 446	343,2	39,6
Fabrication de bouteilles pour gaz comprimés	282B	1 487	1 305,6	1 561	230,5	25,6
Fabrication de radiateurs et chaudières pour le chauffage central	282D	7 589	6 641,5	8 358	1 320,9	268,6
Fabrication de générateurs de vapeur	283A	2 438	2 402,0	2 212	466,0	37,3
Chaudronnerie nucléaire	283B	7 159	3 786,3	6 325	1 187,5	78,2
Chaudronnerie-tuyauterie	283C	42 747	24 222,2	43 993	6 508,6	572,5
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et chaudières	**E22**	**64 260**	**40 367,4**	**64 895**	**10 056,7**	**1 021,8**
Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	296B	689	413,8	540	80,9	15,7
Fabrication d'armes et de munitions (1)	**E28**	**689**	**413,8**	**540**	**80,9**	**15,7**
Total		**94 284**	**66 170,0**	**94 900**	**14 253,7**	**1 677,3**

(1) Non compris l'activité : fabrication d'armement (véhicules blindés, matériel d'artillerie et missiles, munitions de guerre ...). Seule est comptabilisée la NAF 700 « 296B » qui comprend notamment la fabrication d'armes de chasse, de tir sportif et de défense ainsi que leurs munitions. Comprend également la fabrication de revolvers et de pistolets de calibre inférieur à 9 mm; ne comprend pas la fabrication d'armes blanches.

TABLEAU K.08-2

Fabrication d'éléments en métal pour la construction

Facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Fabrication de constructions métalliques	**281A**	**16 763**	**17 960**	**17 814**	**17 690**	**16 527**
dont : Ossatures métalliques de bâtiments industriels lourds	»	1 618	2 212	2 339	1 825	2 221
Ossatures métalliques de bâtiments industriels légers	»	2 702	2 880	2 809	2 555	2 905
Fabrication de fermetures, portes, fenêtres et huisseries métalliques	**281C**	**3 960**	**3 631**	**3 509**	**4 081**	**4 909**
dont : Portes et fenêtres	»	420	408	...	...	492
Radiateurs et chaudières pour le chauffage central	**282D**	**5 400**	**5 448**	**5 112**	**5 616**	**6 132**
dont : Radiateurs non électriques	»	1 116	900	960	1 080	1 092
Chaudières de chauffage central	»	1 776	1 860	2 028	2 040	2 172
Chaudières murales au gaz	»	2 508	2 688	2 136	2 508	2 880

TABLEAU K.08-3

Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, de machines agricoles et de machines-outils, et d'autres machines d'usage spécifique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de moteurs et de turbines	291A	8 930	13 068,1	6 969	1 294,3	157,8
Fabrication de pompes et compresseurs	291C	16 983	18 482,5	14 624	2 588,7	531,3
Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	291D	4 585	3 701,6	5 090	874,2	185,2
Fabrication d'articles de robinetterie	291F	16 763	15 723,6	16 657	2 837,6	466,4
Fabrication de roulements	291H	10 165	8 347,1	10 770	1 863,5	702,3
Fabrication d'organes mécaniques de transmission	291J	7 412	5 201,5	7 853	1 261,6	243,8
Fabrication d'équipements mécaniques	**E23**	**64 838**	**64 524,4**	**61 963**	**10 719,9**	**2 286,8**
Fabrication de fours et brûleurs	292A	2 667	3 676,5	2 601	522,1	53,8
Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	292C	15 180	10 749,7	15 161	2 544,2	126,0
Fabrication d'équipements de levage et de manutention	292D	19 442	19 359,6	20 327	3 432,0	432,0
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	292F	21 836	23 451,5	22 633	3 879,5	539,1
Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement	292H	3 674	3 509,7	3 655	683,4	44,5
Fabrication d'appareils de pesage	292J	1 601	1 514,7	1 336	210,8	15,1
Fabrication de machines diverses d'usage général	292K	12 449	11 001,8	13 189	2 229,2	317,8
Fabrication de machines d'usage général	**E24**	**76 849**	**73 263,5**	**78 902**	**13 501,2**	**1 528,3**
Fabrication de tracteurs agricoles	293A	2 049	5 676,3	3 572	609,0	106,9
Réparation de matériel agricole	293C	356	195,0	345	37,3	7,9
Fabrication de matériel agricole	293D	13 245	12 250,8	14 112	2 085,4	390,9
Fabrication de machines agricoles	**E25**	**15 650**	**18 122,1**	**18 029**	**2 731,7**	**505,7**
Fabrication de machines-outils à métaux	294A	7 627	6 568,1	7 875	1 457,8	148,3
Fabrication de machines-outils à bois	294B	828	584,1	901	137,4	15,4
Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé	294C	968	677,1	820	134,2	18,8
Fabrication de matériel de soudage	294D	2 639	2 689,5	3 182	599,2	69,3
Fabrication d'autres machines-outils	294E	704	546,4	495	83,3	5,6
Fabrication de machines-outils	**E26**	**12 766**	**11 065,2**	**13 273**	**2 411,9**	**257,4**
Fabrication de machines pour la métallurgie	295A	2 060	2 363,3	2 028	401,6	69,6
Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	295C	10 311	14 623,2	10 462	1 893,7	451,8
Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	295E	9 880	8 384,1	10 702	1 781,3	186,4
Fabrication de machines pour les industries textiles	295G	4 521	6 013,7	5 003	906,4	224,7
Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	295J	2 255	2 387,4	2 169	417,1	60,0
Fabrication de machines d'imprimerie	295L	2 442	4 090,9	2 719	537,6	52,9
Fabrication de machines pour travail du caoutchouc et des plastiques	295M	3 109	5 059,8	2 353	461,8	75,4
Fabrication de moules et modèles	295N	10 896	7 629,4	9 828	1 714,3	256,4
Fabrication d'autres machines spécialisées	295P	8 130	7 765,3	7 294	1 338,7	103,5
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	**E27**	**53 604**	**58 317,1**	**52 558**	**9 452,5**	**1 480,7**
Total		**223 707**	**225 292,3**	**224 725**	**38 817,2**	**6 058,9**

TABLEAU K.08-4

Construction mécanique : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
Production							
TRACTEURS AGRICOLES	**293A**						
dont : Tracteurs agricoles complets (1)		10^3 pièces	18	19	18	17	16
Motoculteurs		»	79	70	65	62	79
AUTRE MATÉRIEL AGRICOLE	**293C**						
dont : Ramasseuses-presses (2)		»	8	8	8	8	7
Tondeuses à gazon		»	131	174	160	180	276
Livraisons							
TURBINES THERMIQUES ET HYDRAULIQUES ET ÉQUIPEMENTS DE BARRAGES	**291A**	**10^6 francs**	**4 536**	**3 996**	**3 432**	**3 504**	**3 984**
POMPES ET COMPRESSEURS	**291C**						
Pompes de surface		10^3 pièces	4 102	3 461	2 920	2 628	...
Pompes et pièces détachées		10^6 francs	6 552	7 020	7 284	7 428	7 716
Compresseurs et groupes motocompresseurs mobiles		»	2 820	2 904	2 496	2 760	2 808
ENGRENAGES, ORGANES DE TRANSMISSION	**291J**						
Chaînes mécaniques		10^6 francs	456	456	552	648	504
MATÉRIEL THERMIQUE							
Chaudières de chauffage central	282D	10^6 francs	1 775	1 860	2 028	2 040	2 172
Brûleurs pour chauffage central	292A	»	384	408	432	396	456
MACHINES-OUTILS À MÉTAUX	**294A**						
dont : Machines-outils travaillant par enlèvement de métal		»	2 736	2 580	2 412	2 940	2 676
Machines-outils travaillant par formage de métal		»	1 416	1 260	1 404	1 968	1 800
MACHINES-OUTILS À BOIS	**294B**	»	**552**	**564**	**540**	**576**	**504**
FABRICATION DE MOULES ET MODÈLES	**295N**	»	**7 074**	**7 361**	**7 337**	**7 390**	**8 016**
Facturations							
ASCENSEURS, MONTES-CHARGES ET ESCALIERS MÉCANIQUES	**292C**	**10^6 francs**	**7 416**	**8 976**	**9 251**	**9 504**	**8 760**
MATÉRIEL AÉRAULIQUE ET FRIGORIFIQUE	**292F**						
Climatisation et conditionnement d'air		»	1 860	1 944	2 076	2 124	2 172
Équipements frigorifiques industriels		»	3 108	3 372	3 468	4 188	4 416

(1) À l'exclusion des tracteurs incomplets et des tracteurs de travaux publics.
(2) Y compris presses à grosses balles.

Chapitre K.09

Industries des équipements électriques et électroniques

(NES : E31 à E35)
(NAF : 30, 31.1, 32.1, 33)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de moteurs, génératrices et de transformateurs électriques (NES E32) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35) en 1998.

1. Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, de moteurs, génératrices et transformateurs électriques et d'équipements d'émission et de transmission : grandeurs caractéristiques.
2. Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission.
3. Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie, de matériel de mesure et de contrôle : grandeurs caractéristiques.
4. Matériel médicochirurgical et instruments de mesure et de contrôle.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31, NAF 30)

Ce secteur regroupe un ensemble d'activités où se mêlent l'industrie manufacturière et les services. Face à la concurrence asiatique, il se recentre vers trois secteurs clés : la fabrication de logiciels, les services informatiques et la vente de technologies. Après des années de restructurations, entre 1990 et 1998 les effectifs baissent de 16 %, le secteur renoue avec la croissance, aidé par la reprise de l'économie française.

Le développement de l'Internet et la nécessaire mise en conformité des logiciels, avant le passage à l'an 2000 et à l'euro, stimulent les services informatiques. Les concentrations d'entreprises actuelles sont un autre facteur favorable au développement de ce secteur, l'informatique constituant un facteur de réussite d'intégration des structures. En 1999, des partenariats se nouent afin d'améliorer la rentabilité des entreprises : IBM avec Dell, Bull avec Microsoft, Siemens avec le japonais Fujitsu.

Les banques, les assurances et l'industrie constituent les principaux débouchés du secteur : leurs dépenses informatiques croissent de l'ordre de 20 % par an.

La France rattrape progressivement son retard en matière d'équipement des foyers en micro-informatique. Fin 1999, 30 % d'entre eux possèdent un micro-ordinateur, loin encore derrière l'Allemagne et les Pays-Bas. La concurrence féroce que se livrent les constructeurs, la pression sur les prix, et plus particulièrement dans la grande distribution, expliquent une baisse des prix de près de 20 % entre 1996 et 1998. En 1999, le nombre de PC vendus en France est de 4 millions ; celui de périphériques et plus particulièrement d'imprimantes augmente de 20 %.

La nécessité d'innover sans cesse pour rester compétitif explique la forte proportion de chercheurs dans ce secteur. La structure des emplois y est typique des secteurs technologiquement avancés : à peine plus de 10 % d'ouvriers contre 50 % dans l'ensemble de l'industrie.

Le secteur de la micro-informatique conforte sa prépondérance sur le marché des nouvelles technologies de l'information et de la communication avec les produits de télécommunications et l'électronique grand public.

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NES E32, NAF 31.1)

En 1999, comme en 1998, le chiffre d'affaires du secteur progresse (+ 1,6 %). Le taux d'exportation passe de 38,7 % à 39,7 %.

Dans le secteur des machines tournantes et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance, destiné pour l'essentiel à l'équipement industriel, le chiffre d'affaires augmente de près de 3 % entre 1998 et 1999 grâce à la bonne tenue du secteur automobile. Le secteur privé accroît ses demandes de transformateurs, compensant la baisse des commandes en provenance d'EDF. Cette entreprise devrait reprendre ses commandes suite aux dégâts causés par la tempête fin 1999. Les importations proviennent essentiellement de fabricants ayant délocalisé leur production (ABB en Pologne, Siemens en Europe centrale).

Dans le secteur du gros matériel électrique, les débouchés relèvent plutôt de l'équipement industriel et des transports (SNCF, RATP, transports maritimes...). En 1999, ce secteur ne connaît pas le même essor puisque le chiffre d'affaires subit un léger tassement de l'ordre de 1 %. Quatre grands groupes dominent : Alstom, Schneider, Siemens et ABB. Le marché est affecté par la baisse des commandes d'EDF et par la déréglementation européenne dans l'énergie qui ouvre le marché français aux constructeurs étrangers. Les exportations progressent fortement grâce à la reprise de l'économie asiatique (le taux d'exportation atteint 38,7 % en 1998 contre 29,1 % en 1997).

La réparation de matériel électrique ne représente plus que 6,7 % de l'ensemble de ce secteur (7,2 % en 1998). Il se compose essentiellement de petites entreprises (76 % d'entre elles ont entre 20 et 49 salariés) ; c'est un secteur où dominent des filiales des grands groupes cités ci-dessus.

Fabrication de matériel d'émission et de transmission (NES E33, NAF 32.2)

Le secteur des équipements d'émission et de transmission est en mutation technologique permanente. La technologie numérique permet la transmission simultanée, à haut débit, de la voix, de l'image et des données, sur le réseau téléphonique. Les équipementiers de télécommunications et les industriels des réseaux informatiques mettent en commun leurs compétences pour permettre à tous l'accès à de nouveaux services depuis tout type de terminal.

Ce secteur suit de près les restructurations décidées par les grands opérateurs. Depuis deux ans, la multiplication du nombre des opérateurs nationaux et internationaux dans chaque pays, débouche sur des rachats et des fusions, entre opérateurs de pays différents. Ceux-ci veulent accéder à un marché plus vaste et transfrontalier afin de financer les énormes investissements consentis en matière d'infrastructure et de publicité.

La libéralisation des services de télécommunications, la croissance exponentielle de la téléphonie mobile et le développement de l'Internet, font de ce secteur le plus dynamique de la filière électronique.

En France, le chiffre d'affaires du secteur progresse de 7,8 % en 1999. Sur la décennie 90, la hausse est d'environ 230 %. Les exportations sont toujours le moteur de cette croissance. Leur part augmente encore dans le total des ventes : 52,9 % en 1999. Le taux de couverture des importations par les exportations s'améliore ainsi pour la deuxième année consécutive, après un net fléchissement en 1997. Les investissements croissent de 14 %, mais les effectifs n'augmentent pas.

En 1998, le taux de marge brute d'exploitation s'accroît nettement (+ 58%), le poids des charges financières est moins important et la capacité des entreprises à financer leurs investissements par leurs fonds propres est

meilleure qu'en 1997. La part de la valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires continue de décroître car l'appel à la sous-traitance devient de plus en plus important.

La part des grandes entreprises dans les effectifs, les ventes (surtout les ventes à l'étranger) continue de croître. La concentration devient plus forte suite à des multiples restructurations.

En raison de la concurrence internationale, les entreprises se diversifient moins et se recentrent sur leurs principales activités.

Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie (NES E34, NAF 33.1)

Le matériel médicochirurgical se compose de deux grandes familles de produits : les appareils médicochirurgicaux (trois quarts du chiffre d'affaires), l'imagerie médicale et la radiologie. La volonté politique de maîtriser les dépenses de santé, tant au niveau français qu'au niveau européen, oriente l'évolution de ce secteur. Le vieillissement de la population et la demande en équipement médicochirurgical émanant de nouvelles zones géographiques (Europe de l'Est et Asie) offrent un potentiel de développement important.

Les États-Unis dominent le marché mondial. Ils sont aussi le principal pays investisseur dans ce secteur de l'industrie française, loin devant l'Allemagne. La plupart des entreprises de plus de 100 salariés sont des filiales de groupes américains. Globalement, les entreprises étrangères réalisent les deux tiers du chiffre d'affaires et près de 80 % des exportations du secteur. Cette forte implantation étrangère, lui confère un taux d'exportation élevé. Le chiffre d'affaires, relève pour 20 % du négoce et en particulier des échanges intragroupes. Les États-Unis sont le premier pays fournisseur et premier pays client.

L'activité « imagerie médicale et radiologie » ne compte que douze entreprises, dont la principale réalise plus de 80 % du chiffre d'affaires. En 1999, cette activité a bénéficié de la mise en place du centre hospitalier « Georges Pompidou ». L'imagerie médicale est en pleine transformation, avec la mise en application des clichés numériques.

Le secteur des appareils médicochirurgicaux se compose majoritairement de PMI. La petite taille des entreprises françaises est un handicap en matière de recherche et développement. Ces entreprises indépendantes se positionnent sur des produits spécifiques de haute technologie, comme les appareils de diagnostic.

Les entreprises spécialisées dans la fabrication de matériel à usage unique, profitent de la croissance de l'hospitalisation à domicile (pour certaines pathologies) pour se développer dans le domaine de la perfusion.

Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35, NAF 33.2 et 33.3)

Les États-Unis sont le principal producteur d'instruments de mesure et de contrôle. Le Japon et l'Union européenne, où l'Allemagne occupe une place prépondérante, suivent. Pour atteindre un niveau de compétitivité mondial, les grandes entreprises se regroupent pour former un cœur industriel et technologique de fabrication d'équipements électroniques unique en Europe.

La fabrication d'équipements d'aide à la navigation représente près de la moitié du chiffre d'affaires du secteur et emploie 36 % des salariés. Afin de continuer à proposer une gamme concurrentielle de produits, il est vital pour ces entreprises de maintenir un budget de recherche et de développement élevé. Les entreprises de plus de 500 salariés sont principalement des filiales de Thomson-CSF. Face à la diminution de l'industrie de défense européenne, les entreprises accroissent leur politique commerciale externe ainsi que le partenariat. Thomson-CSF est le premier exportateur mondial d'électronique professionnelle civile et militaire. Le secteur spatial, en pleine croissance, comme le marché des équipements d'aide à la navigation routière, présente un axe de développement et de diversification pour ces entreprises traditionnellement liées au marché militaire.

L'activité de l'instrumentation scientifique et technique augmente à la fois sur le marché national et à l'exportation malgré la concurrence étrangère.

Le secteur des équipements de contrôle des processus industriels croît modérément. Les deux tiers des entreprises qui fabriquent des équipements spécifiques ont un effectif inférieur à 50 personnes. Pour rester compétitives, elles doivent continuer à comprimer les prix de vente de leurs matériels.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31, NAF 30)

● **L'industrie de l'informatique** comprend :

— la fabrication de machines de bureau : machines à écrire, à photocopier, à impression offset de bureau, caisses enregistreuses, calculatrices de bureau, éditeurs de titres de transport, distributeurs automatiques de billets de banque, machines pour le traitement du courrier (NAF 30.0A) ;

— la fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques : gros et moyens systèmes, minis et micro-ordinateurs, unités périphériques : imprimantes, lecteurs magnétiques ou optiques, transcodeurs, claviers. (Sont exclus les produits para-informatiques tels que jeux, agendas électroniques, assimilés à des biens de consommation ; la fabrication des supports d'informations : bandes magnétiques, disquettes, disques compacts) [NAF 30.0C].

● **Intranet** : réseau interne (à une entreprise, une administration...) utilisant les outils et les standards d'INTERNET.

● **Progiciel** : ensemble de programmes (logiciel) destiné à une utilisation donnée.

● **Cédérom** : disque compact porteur d'informations numérisées, sons-images, lues par un lecteur à système laser. Sa capacité de stockage est plus de 1 000 fois celle d'une disquette.

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NES E32, NAF 31.1)

Cette activité comprend :

● Le matériel électrique de petite et moyenne puissance (inférieure à 750 kW ou kVA) :

— moteurs et transformateurs ;

— groupes électrogènes fixes ou mobiles ;

— moteurs génératrices et convertisseurs à courant continu.

● Le matériel électrique de grande puissance ou à haute tension (égale ou supérieure à 750 kW ou kVA) :

— moteurs et équipements de traction ;

— équipements de production d'électricité ;

— transformateurs de distribution d'électricité ;

Elle comprend aussi la réparation de matériels électriques.

Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33, NAF 32.2)

Ces équipements peuvent se répartir en trois catégories :

— **les équipements de transmission :** radiocommunication, télécommunication spatiale, radiodiffusion et télédiffusion ainsi que les appareils de relais, de commande, de mesure ou de signalisation à distance par voie hertzienne, lignes téléphoniques ;

— **les équipements de commutation :** Ils comprennent le matériel de commutation publique et commutateurs à usage privé, dont la plupart sont numérisés ;

— **les équipements d'émission et de réception :** téléphone fixe, téléphone mobile, télex, télégraphe, télécopieur, terminaux de données, terminaux d'images.

Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie (NES E34, NAF 33.1)

Cette fabrication comprend :

● Le matériel d'imagerie médicale et de radiologie ;

● Les appareils médicochirurgicaux.

Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35, NAF 33.2 et 33.3)

Cette fabrication comprend :

● Les équipements d'aide à la navigation : fabrication de pilotes automatiques, d'équipements de commande de vol, d'appareils de radiodétection ;

● L'instrumentation scientifique et technique : fabrication d'instruments de mesure, d'oscilloscopes, d'appareils pour les mesures géophysiques, fabrication de compteurs d'électricité, d'eau, de gaz, d'essence, etc.

● Les équipements de contrôle des processus industriels.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Syndicat du pesage et comptage ;

— Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire ;

— Chambre syndicale de fabricants de matériels et produits pour l'art dentaire ;

— Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM) ;

— Syndicat général des industries du matériel photographique et cinématographique substandard, vidéo et industries connexes ;

— Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC).

Publications :

Statistiques et Rapport annuel, FIEEC (Fédération des industries électriques, électroniques et de la communication).

« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Référence*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, 1998.

« Technologies et société de l'information », *Chiffres-clés Analyse*, SESSI, INSEE, SJTI, 1999.

L'usine Nouvelle, n° 2628, février 1998.

Points de repères 1996-1997, SFIB (Syndicat de l'industrie des technologies de l'information).

« Informatique et télécommunications, Perspectives sectorielles 1996-2002 », *Les Prévisions Glissantes Détaillées du Bipe*, 1997.

Rapport annuel, SIT (Syndicat des Industries de Télécommunications).

Bilan annuel, Commission supérieure du Service Public des Postes et Télécommunications.

Rapport annuel 1998, GIMÉLEC (Groupement des industries de matériels d'équipement électrique et de l'électronique associée).

« Construction électrique professionnelle », volume II, *Perspectives sectorielles 2002 - 2004*, BIPE, 1999.

« L'industrie électronique européenne : hétérogénéités et incertitudes », *collection Études*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, DGSI, 1997.

Chiffres-clés et indicateurs des télécommunications mondiales, OMSYC, 1999-2000.

« Fabrication de matériel médicochirurgical », *Chiffres-clés, Production industrielle*, séries trimestrielles, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI.

Électronique international, hebdomadaire.

Le « *4 pages* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « L'industrie française à l'heure des technologies de l'information et de la communication », n° 135, août 2000 ;

— « L'internet dans l'industrie française, une révolution en marche », n° 136, août 2000 ;

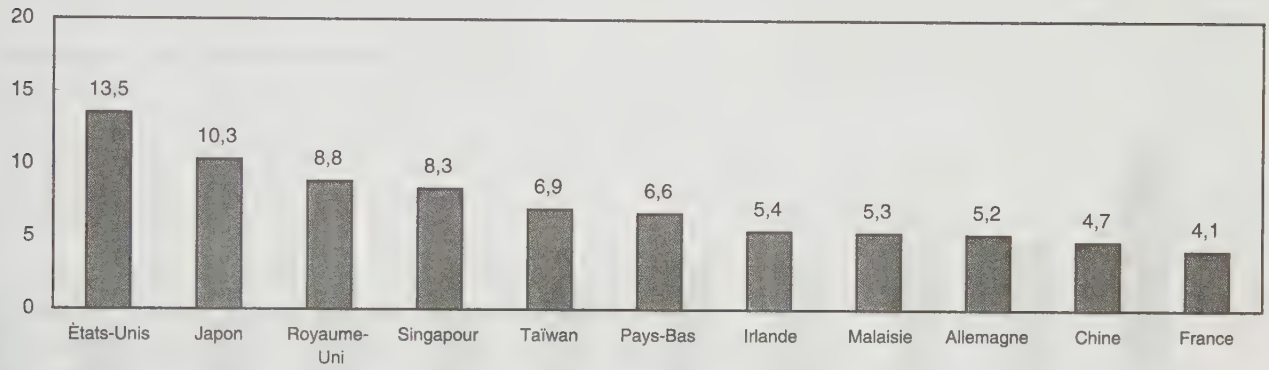
— « Informatique et télécommunications dans l'industrie française, des entreprises de plus en plus communicantes », n° 137, août 2000.

*
* *

GRAPHIQUE K.09-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31) en 1998

En %

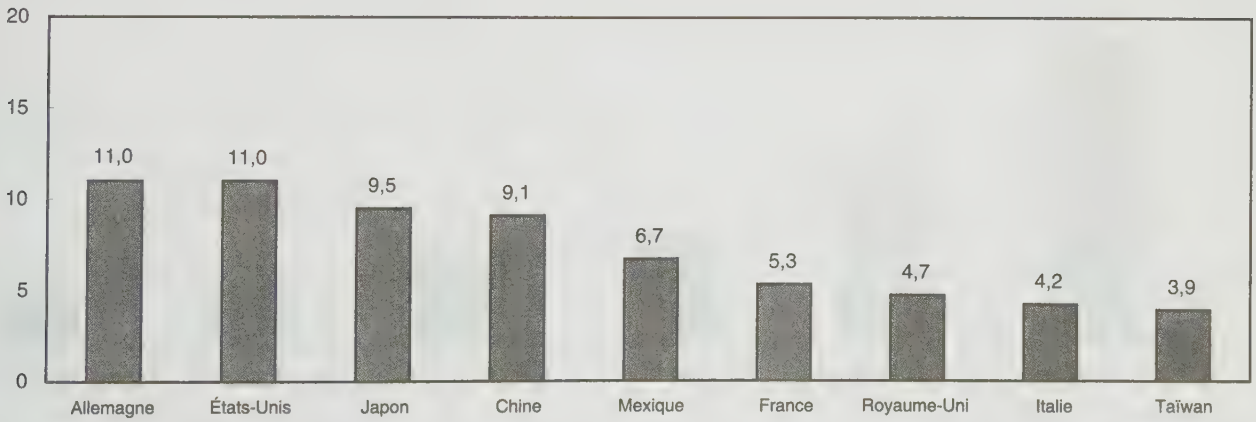


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.09-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de moteurs, génératrices et de transformateurs électriques (NES E32) en 1998

En %

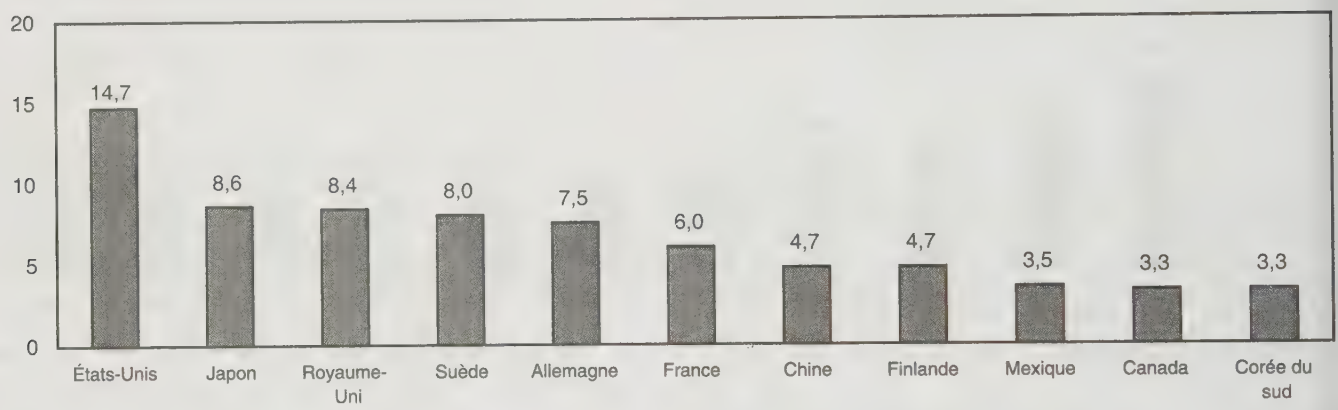


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.09-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33) en 1998

En %

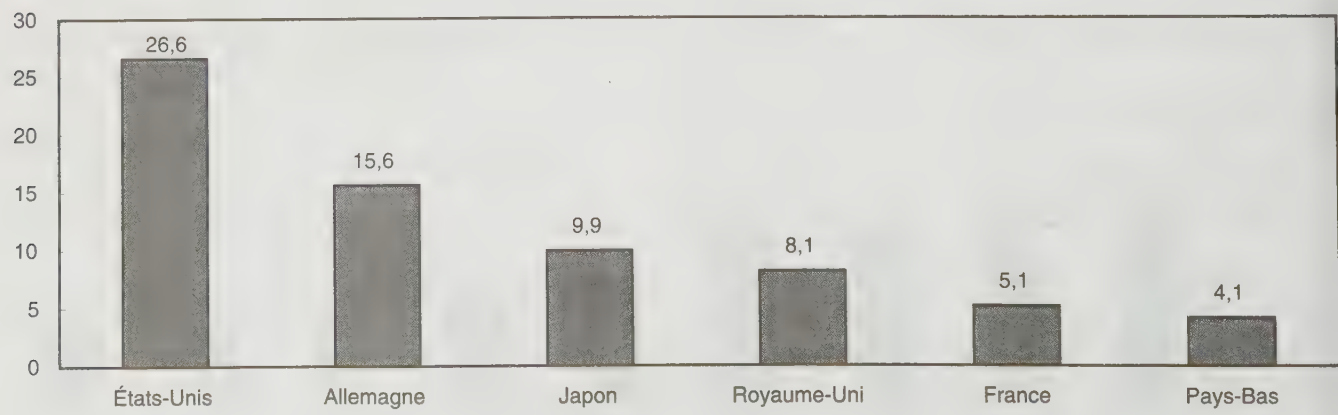


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.09-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.09-1

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, de moteurs, génératrices et transformateurs électriques, et d'équipements d'émission et de transmission : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de machines de bureau	300A	7 158	10 433,4	5 492	957,0	378,9
Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques	300C	22 874	46 548,2	31 767	8 896,2	1 411,9
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	**E31**	**30 032**	**56 981,6**	**37 259**	**9 853,2**	**1 790,8**
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	311A	17 346	17 033,1	16 767	2 621,5	461,6
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de grande puissance	311B	7 630	7 075,7	8 835	1 657,3	201,5
Réparation de matériels électriques	311C	2 981	1 809,1	2 428	386,4	33,5
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	**E32**	**27 957**	**25 917,9**	**28 030**	**4 665,2**	**696,6**
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	322A	19 998	37 000,8	17 687	4 102,5	704,5
Fabrication d'appareils de téléphonie	322B	40 363	58 431,1	41 736	9 633,9	1 762,8
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission	**E33**	**60 361**	**95 431,9**	**59 423**	**13 736,4**	**2 467,3**
Total		**118 350**	**178 331,4**	**124 712**	**28 254,8**	**4 954,7**

TABLEAU K.09-2

Machines de bureau, matériel informatique, moteurs, génératrices et transformateurs électriques et fabrication d'appareils d'émission et de transmission

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques, électroniques et de Communication (FIEEC)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1997	1998	1999
Machines de bureau	**300A**	**3 364**	**3 141**	**3 019**
Ordinateurs et autres équipements informatiques	**300C**	**60 601**	**68 134**	**60 120**
dont : Ordinateurs et micro-ordinateurs	»	42 580	50 000	45 830
Unités d'entrée ou de sortie	»	4 584	4 992	4 370
Moteurs, génératrices et transformateurs de petite et moyenne puissance (< 750 kW ou kVA) (1)	**311A**	**8 547**	**9 321**	**9 154**
dont : Matériel électronique de puissance	»	2 641	2 948	2 877
Transformateurs de petite puissance	»	1 221	1 407	1 330
Moteurs, génératrices et transformateurs de grande puissance (> 750 kW ou kVA) (1)	**311B**	**9 573**	**9 898**	**9 470**
dont : Moteurs et équipements électriques pour la traction ferroviaire	»	2 891	2 950	3 081
Groupes électrogènes	»	2 574	2 562	2 745
Moteurs et génératrices de grande puissance	»	1 235	1 564	1 115
Réparation de matériel électrique	**311C**	**1 297**	**1 137**	**1 128**
Équipements d'émission et de transmission hertzienne	**322A**	**33 266**	**39 101**	**51 702**
Appareils de téléphonie	**322B**	**27 819**	**35 002**	**35 476**
dont : Matériel de commutation et de télécommunications	»	14 922	17 673	15 854
Matériels téléphonique d'abonnés	»	4 443	5 386	4 807

(1) kVA : kilovolt-ampère

TABLEAU K.09-3

Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie, de matériel de mesure et de contrôle : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2 709	5 533,3	2 730	789,3	58,6
Fabrication d'appareils médico-chirurgicaux	331B	16 663	12 718,4	19 000	3 196,6	763,0
Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie	**E34**	**19 372**	**18 251,7**	**21 730**	**3 985,9**	**821,6**
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	332A	26 564	29 360,3	28 168	6 922,7	647,2
Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	332B	29 567	25 393,6	27 768	5 141,3	745,6
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	333Z	13 279	11 075,2	12 715	2 408,1	196,9
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	**E35**	**69 410**	**65 829,1**	**68 651**	**14 472,1**	**1 589,7**
Total		**88 782**	**84 080,8**	**90 381**	**18 458,0**	**2 411,3**

TABLEAU K.09-4

Matériel médicochirurgical et instruments de mesure et de contrôle

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques et électroniques (FIEE)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Matériel d'imagerie médicale et de radiologie	**331A, B**	**4 140**	**3 337**	**2 924**	**4 079**	**3 789**	**3 332**
dont : Appareils de radiologie et accélérateurs de particules	331A	3 420	2 339	2 005	2 413	2 118	1 902
Appareils d'électronique médicale	331B (1)	720	842	884	1 605	1 671	1 430
Équipements d'aide à la navigation	**332A**	**18 036**	**18 045**	**22 474**	**21 066**	**20 796** *r*	**19 695**
dont : Appareils de radiodétection et de radiosondage	»	...	12 659	13 184	15 240	11 134	10 963
Appareils de radionavigation	»	...	1 515	918	1 098	999	1 272
Instrumentation scientifique et technique	**332B**	**7 356**	**7 242**	**8 452**	**7 538**	**7 778** *r*	**7 125**
dont : Compteurs d'électricité	»	684	645	670	660	619	455
Appareils de mesure de grandeurs électriques	»	2 664	2 272	2 540	2 544	2 450	2 040
Régulateurs industriels	»	672	706	488	512	271	251
Équipements de contrôle des processus industriels	**333Z**	**8 736**	**9 007**	**10 555**	**9 919**	**9 718** *r*	**9 030**

(1) Partie du code NAF 331B.

Chapitre K.10

Industrie des produits minéraux

(NES : F11 à F14)
(NAF 13, 14, 26.1 à 26.8)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'extraction de produits de carrière et minéraux divers (NES F12), en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13), en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14), en 1998.

1. Extraction de minerais métalliques : grandeurs caractéristiques.
2. Minerais de fer : production.
3. Extraction de produits de carrière et minéraux divers : grandeurs caractéristiques.
4. Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche.
5. Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques.
6. Verre : principales productions de la branche.
7. Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques.
8. Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Extraction des produits de carrière et minéraux divers (NES F12, NAF 14)

En 1998, l'activité du secteur des produits de carrière et minéraux divers progresse. Les productions de sables et granulats, composantes les plus importantes du secteur, augmentent. La reprise se confirme dans le bâtiment et les travaux publics, débouchés majeurs pour cette activité. Les entreprises de 20 à 49 salariés représentent près des trois quarts du nombre d'entreprises et près d'un tiers de l'effectif. La restructuration du secteur se poursuit autour de quelques groupes de taille mondiale : absorption de Redlands par Lafarge. La localisation géographique de l'activité dépend des sources de matières premières et des grandes concentrations de population.

Pondéreux et de faible valeur unitaire, les produits de carrière et minéraux divers sont, sauf exception, relativement peu échangés au niveau international. En 1999, la balance commerciale est toujours déficitaire de près de 600 millions de francs. Les points forts excédentaires sont les sables et granulats, le gypse, la craie, les argiles, le talc et le soufre avec un solde positif supérieur à 950 millions de francs. Les pierres de construction, les phosphates, les kaolins et les produits divers sont déficitaires de près de 1,1 milliard de francs.

Fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13, NAF 26.1)

L'industrie du verre doit répondre à une demande aussi bien mondiale que locale : mondiale pour l'automobile et les écrans, locale pour l'emballage et le bâtiment. Sa production est très concentrée. Dans le verre plat, cinq opérateurs réalisent plus de 70 % du tonnage mondial. Dans cet environnement concurrentiel, la France ne dispose plus que d'un groupe de taille mondiale, Saint-Gobain, Danone s'étant désengagé de son activité historique et recentré sur l'agroalimentaire. Certaines entreprises sont leaders sur leurs marchés (Cristallerie d'Arque, Baccarat, Lalique...).

L'industrie française est dominée par les filiales de Saint-Gobain, mais l'implantation étrangère se renforce. Les filiales des groupes étrangers sont particulièrement présentes dans le verre plat et le verre technique.

En 1999, face à une demande croissante, l'activité verrière française connaît des problèmes techniques de production. Les verriers lancent des programmes d'investissement visant à augmenter les capacités de production dans le verre plat et dans l'emballage.

L'activité verrière la plus importante est la fabrication de verre creux qui totalise 60 % des facturations totales de la branche. Le verre creux regroupe des produits largement exportés : l'emballage en verre, contenant privilégié des produits de luxe (parfums, champagnes) et la cristallerie dont le taux d'exportation est de l'ordre de 70 %. Il comprend également la verrerie de ménage. Dans ce secteur, l'allègement du verre, avec une recherche fondamentale sur les propriétés mécaniques et le recyclage, permet de lutter contre la concurrence des autres matériaux d'emballage, en particulier le plastique. Les verriers continuent d'étoffer le système de recyclage dans le cadre d'éco-emballages. L'objectif est un taux de récupération de 75 % en l'an 2002.

Plus de la moitié de la production de verre plat sert les marchés des pays limitrophes. Elle est destinée à 60 % au marché cyclique du bâtiment et à 40 % au marché de l'automobile, marchés de proximité. Pour assurer leurs débouchés dans le domaine du bâtiment, les producteurs de verre plat, français ou étrangers, mènent depuis quelques années une politique d'intégration vers l'aval et rachètent les transformateurs indépendants.

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14, NAF 26.2 à 26.8)

Le secteur des matériaux de construction est très diversifié par la taille de ses entreprises, leurs structures, leurs marchés et leurs techniques. Quatre entreprises du travail de la pierre sur cinq occupent moins de cinquante salariés. L'organisation et les méthodes de travail restent traditionnelles. Par contre, l'industrie cimentière, avec cinq entreprises, dont quatre de plus de 700 salariés, est une industrie à forte technologie travaillant à 70 % pour le bâtiment.

En 1998, la construction de logements est forte, bien que la demande dans le logement collectif régresse en fin d'année avec l'extinction du plan Périssol. La baisse du taux de TVA sur les travaux d'entretien ou d'amélioration contribue à une légère hausse de l'activité en fin d'année. Elle devrait se poursuivre en 2000.

L'activité stagne dans les travaux publics, mais des chantiers s'ouvrent progressivement en raison des nouvelles contraintes environnementales et des exigences de remise aux normes françaises et européennes. Des perspectives s'offrent dans des domaines aussi variés que l'assainissement des eaux, la collecte des déchets, le désamiantage, les bâtiments publics ou transports en commun.

La balance commerciale, légèrement déficitaire en 1998, accentue son déficit en 1999. Les produits réfractaires, les ciments et chaux, les tuiles, les appareils sanitaires et les produits minéraux divers maintiennent leurs bonnes performances à l'exportation et totalisent un excédent de 3,1 milliards de francs : malgré un chiffre d'affaires à l'exportation de 2,1 milliards de francs, les articles céramiques à usage domestique ou ornemental et les carreaux en céramique, victimes de la concurrence internationale, accusent un déficit commercial chronique de plus de trois milliards de francs.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Pour les définitions d'ordre général, consulter le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Extraction des produits de carrière et minéraux divers (NES F12, NAF 14)

Ce secteur des biens intermédiaires recouvre l'extraction et la production de biens très diversifiés liés à trois secteurs d'activités.

- Le bâtiment et génie civil (construction), pour l'extraction et la transformation des pierres de construction de toute nature (calcaire, granit, meulière, grès...), l'extraction d'ardoises et leur transformation, l'extraction et la production de granulats d'origine alluvionnaire ou à partir de roches calcaires et éruptives ;
- L'industrie, pour la production de matériaux de carrière (castines, gypse, calcaires industriels, dolomie), de sables industriels, de soufre (y compris par épuration de gaz naturel ou raffinage de pétrole), de sels (par exploitation de marais salants ou extraction minière y compris par dissolution et pompage), pour l'extraction d'argiles, de kaolin et de terres réfractaires, de barytine, de spath fluor et de terres colorantes ;
- L'agriculture, pour l'extraction de phosphates naturels, de sels de potassium naturels et d'amendements.

Fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13, NAF 26.1)

Industrie du verre : elle regroupe plusieurs types de productions aux procédés de fabrication et aux débouchés différents :

- le verre plat comprend trois produits de base (le verre étiré, la glace et les verres coulés) qui servent à la fabrication du verre trempé, de verre feuilleté, de vitrages isolants, de miroirs et de produits spéciaux. Il est fabriqué dans des installations importantes et coûteuses selon le procédé du « float-glass », consistant à déverser du four le verre fondu sur un bain métallique d'étain en fusion, sous atmosphère d'azote ;
- le verre creux comprend le verre d'emballage (bouteilles, pots, flacons) destiné à l'industrie ainsi que la verrerie de ménage ;
- le verre à la main comprend la gobeleterie et le cristal destiné aux ménages ;
- le verre technique comprend des articles très élaborés tels que le verre optique, les composants industriels, les cônes et écrans de télévision.

Fibres de verre : elles sont constituées par les fibres d'isolation employées dans l'industrie et la construction pour l'isolation thermique et acoustique et les fibres de renforcement utilisées pour consolider les matières plastiques ou minérales.

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14, NAF 26.2 à 26.8)

Ce secteur regroupe la fabrication des produits céramiques et la production de matériaux de construction. Cette dernière comprend la fabrication de tuiles, briques et produits divers en terre cuite, la fabrication de ciments, chaux, plâtre, béton prêt à l'emploi, mortiers et bétons secs, les ouvrages en béton, fibres-ciment ou plâtre pour la construction, le travail de la pierre, la fabrication de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Mines domaniales des potasses d'Alsace ;

— Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) ;

— Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux ;

— Confédération des industries céramiques de France ;

— Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Publications :

Annales des mines, annuel, École des mines.

Minerals yearbook, publication annuelle du US bureau of mines.

« Matériaux de construction et produits de carrière », *Statistiques* 1998, UNICEM.

« Matières premières minérales », *Chiffres-clés*, Observatoire des matières premières minérales, secrétariat d'État à l'industrie, 1999.

L'industrie céramique et verrière.

L'industrie cimentière. La Lettre.

« Écomine », *Bulletin mensuel*, Observatoire des matières premières et du BRGM.

« Industrie du verre », B. Wichmann, *Chiffres-Clés, production industrielle,* séries mensuelles commentées et trimestrielles, SESSI.

« L'industrie du verre », P. Brocard, *Chiffres-clés Analyse,* 1999, SESSI.

« Les verriers français exportent leur « savoir-verre » », P. Brocard, *Industrie française et mondialisation,* 1998, SESSI.

Le « *4 pages* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI :

— « L'industrie du verre creux : en verre et contre tout » P. Brocard, n° 29, février 1994 ;

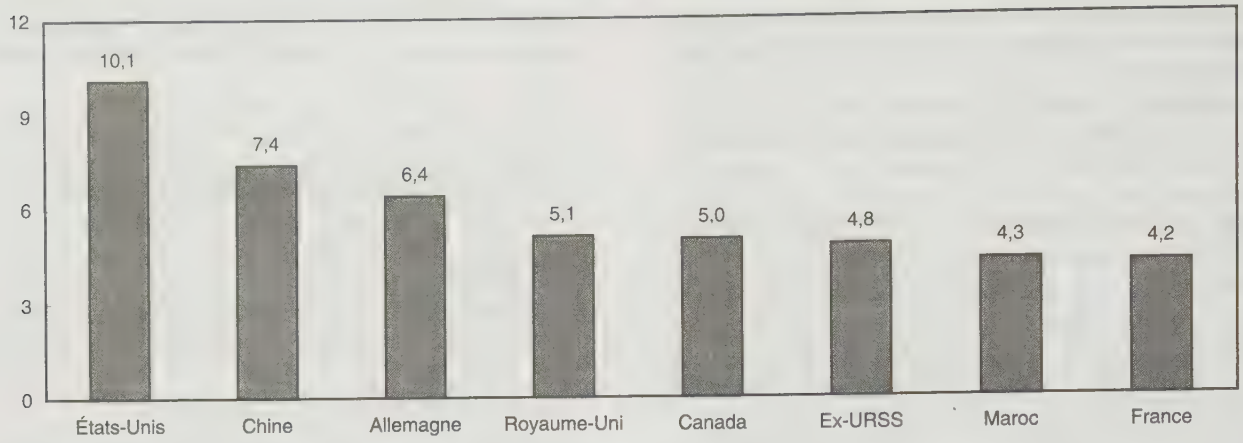
— « Le verre plat flotte sur la reprise », P. Brocard, n° 48, mai 1995.

*
* *

GRAPHIQUE K.10-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'extraction de produits de carrière et minéraux divers (NES F12) en 1998

En %

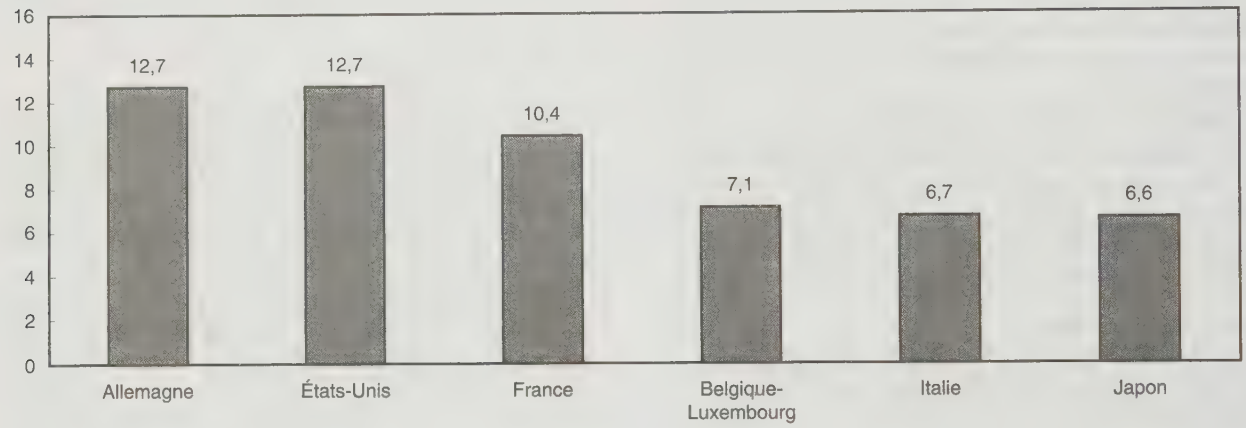


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.10-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13) en 1998

En %

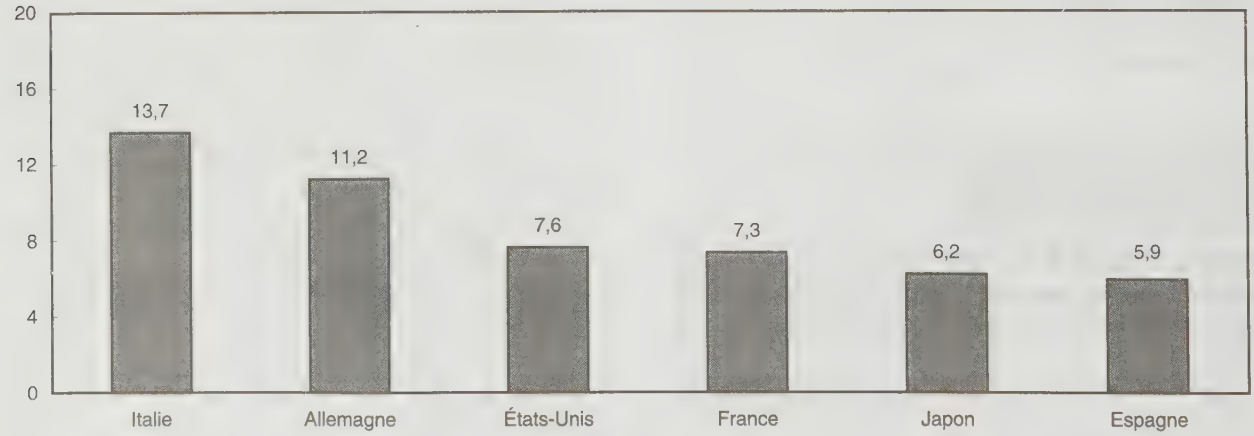


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.10-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.10-1

Extraction de minerais métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Extraction de minerais de fer et de métaux non ferreux	131Z et 132Z	228	105,9	354	69,6	20,1
Extraction de minerais métalliques	**F11**	**228**	**105,9**	**354**	**69,6**	**20,1**

TABLEAU K.10-2

Minerais de fer : production

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéro de la NAF	1995	1996	1997	(1) 1998	1999
Minerais de fer	131Z	1 496,0	1 459,9	522,7	0,5	6,0
dont : Poids de métal contenu		432,1	428,5	145,3	0,2	2,6

(1) Fin juillet 1997, les mines d'Arbed, sur la commune d'Audun-le-Tiche, en Moselle, ont été définitivement fermées. Elles assuraient 90 à 95 % de la production. Cet évènement explique la chute importante de la production à partir de 1998.

TABLEAU K.10-3

Extraction de produits de carrières et minéraux divers : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Extraction de pierres pour la construction et d'ardoise	141A et 141E	2 029	1 094,3	2 063	294,0	47,3
Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	141C	1 334	1 800,8	1 487	273,3	297,7
Production de sables et de granulats	142A	11 408	12 128,8	12 140	1 841,8	983,4
Extraction d'argiles et de kaolin	142C	1 114	1 027,3	1 149	192,1	60,4
Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels et production de sel	143Z et 144Z	3 750	2 467,5	3 518	806,4	152,3
Activités extractives n.c.a. (1)	145Z	690	749,1	674	127,7	65,6
Extraction de produits de carrières et minéraux divers (Autres ind. extractives)	**F12**	**20 325**	**19 267,8**	**21 031**	**3 535,3**	**1 606,7**

(1) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre « classe » de la NAF 700). Comprend notamment l'extraction de minéraux et matériaux divers : matières abrasives naturelles, amiante en roche, graphite naturel, farines siliceuses fossiles, stéatite (talc), feldspath; l'extraction de pierres gemmes, de quartz, de mica et d'asphaltes et de bitumes naturels, etc.

TABLEAU K.10-4

Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche

Sources : SESSI ; Fédération des Chambres Syndicales des Minerais ;
Minéraux industriels et Métaux non ferreux

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
PIERRES POUR LA CONSTRUCTION	**141A**						
Granit		m^3					
Blocs bruts et moellons pour construction			162 700	149 700	206 200	208 100	...
Calcaire et marbre		»					
Blocs bruts extraits			253 223	271 300	244 500	276 600	...
SABLES ET GRANULATS	**142A**						
Sables industriels		10^3 tonnes	6 099	6 134	6 005	6 139	5 668
Sables et graviers d'alluvions		»	181 130	163 650	164 950	167 600	...
dont : Cailloux (1)		»	6 860	5 660	●	●	●
Gravillons (1)		»	55 390	50 220	59 460	59 420	...
Sables		»	68 440	63 870	65 900	66 410	...
Tout venant		»	28 610	24 660	33 410	36 010	...
Matériaux concassés de roche et de laitier							
dont : Gravillon concassé		»	55 790	52 500	74 560	81 010	...
Sable de concassage		»	27 090	25 340	27 250	28 360	...
Tout venant concassé (1)		»	32 490	30 410	●	●	●
Graves et tout venant concassé (1)		»	...	...	68 070	68 760	...
Poudres de pierre et carbonates de chaux (tous usages sauf amendements)		10^3 tonnes	2 484	2 470	2 629	2 996	...
ARGILES ET KAOLINS	**142C**						
Argiles :		10^3 tonnes					
Crues		»	1 188	1 081	977	943	876
Broyées		»	130	161	168	174 *r*	179
Calcinées		»	160	162	170	182	149
MINÉRAUX POUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET ENGRAIS NATURELS	**143Z**						
Sels de potassium naturels :		10^3 tonnes					
Extraction brute		»	6 157	5 718	4 913	3 267	2 536
Extraction nette : poids de K^2O contenu		»	869	812	725	454	346
Barytine enrichie		»	75	81	77	75	76
Spath fluor concentré		»	102	78	84	81	82
Soufre		»	1 063	990	960	869	825
SELS	**144Z**						
Chlorure de sodium cristallisé		10^3 tonnes	4 122	3 654	4 063	3 330	3 569
dont : Sel de mer		»	1 473	966	1 188	1 257	1 116
Chlorure de sodium en dissolution		»	4 365	4 273	4 051	4 482	4 051
PRODUITS MINÉRAUX DIVERS	**145Z**						
Talc :		10^3 tonnes					
En roche		»	25	28	28	28	29
En poudre		»	297	321	335	363	377
Quartz et quartzites		»	358	306	375	284	315
Feldspath brut		»	306	409	330	291	294

(1) Modification de questionnaire. À partir de 1997, ces rubriques ne sont plus collectées isolément :
- la série « Gravillons » comprend les deux anciennes séries « Cailloux » et « Gravillons » ;
- une nouvelle série « Graves et tout venant concassé » a été créée.
Avant 1997, les « Graves » (granulats utilisés pour la constitution de la couche de base d'une chaussée), étaient collectées séparément et non publiées.

TABLEAU K.10-5

Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de verre plat	261A	2 107	2 800,7	2 837	638,9	211,7
Façonnage et transformation du verre plat	261C	9 224	8 489,1	9 362	1 339,8	357,2
Fabrication de verre creux	261E	28 612	21 691,2	29 622	4 869,1	1 439,9
Fabrication de fibres de verre	261G	1 779	2 382,1	1 969	419,1	123,5
Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs)	261J et 261K	4 816	3 363,5	4 631	754,5	200,7
Fabrication de verre et d'articles en verre	**F13**	**46 538**	**38 726,6**	**48 421**	**8 021,4**	**2 333,0**

TABLEAU K.10-6

Verre : principales productions (1) de la branche

Sources : Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
Fédération des chambres syndicales de verrerie à la main et de fabrication mixtes
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Nunéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
VERRE PLAT ET DÉRIVÉS, PRODUITS DE LA MIROITERIE							
Verre coulé, étiré et glace non trempés	261A	10^3 tonnes	928	966	1 039	1 016	940
Fibres de verre (2), livraisons	261G	»	198	192	198	227	219
Vitrages isolants, livraisons	261C	10^3 m^2	9 563	9 768	10 243	10 926	12 257
VERRE CREUX MÉCANIQUE, VERRERIE DE MÉNAGE	**261E**						
Bouteilles et bonbonnes		10^3 tonnes	3 043	3 066	3 179	3 324	3 328
Flaconnage mécanique, pots industriels en verre		»	577	608	616	636	640
Verrerie de table et de cuisine, cristallerie mécanique		»	454	430	437	445	421
VERRE TECHNIQUE	**261J**	»	**147**	**162**	**156**	**138**	**137**

(1) Ces chiffres comprennent à la fois la production et la transformation de verre (NAF 26.1).
(2) Y compris fils et fibres de verre à usage textile.

TABLEAU K.10-7

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	262A	6 427	2 432,9	6 451	771,1	152,7
Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	262C	4 047	2 173,9	4 208	649,2	201,9
Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	262E	544	346,9	567	86,1	15,2
Fabrication de produits céramiques réfractaires	262L	4 550	3 767,2	4 742	842,0	173,7
Fabrication de carreaux en céramique	263Z	2 986	1 735,2	3 640	495,3	121,0
Fabrication de briques	264A	1 671	1 282,8	1 813	269,9	108,1
Fabrication de tuiles	264B	3 101	2 931,2	3 220	481,8	394,7
Fabrication de produits divers en terre cuite	264C	250	163,3	320	43,6	18,6
Fabrication de ciment	265A	4 766	11 335,3	5 207	1 179,7	866,1
Fabrication de chaux	265C	1 002	1 988,5	836	137,4	125,1
Fabrication de plâtre et d'éléments en plâtre pour la construction	265E et 266C	2 703	4 467,2	3 258	631,2	322,5
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	266A	15 073	11 577,2	16 497	2 351,0	578,0
Fabrication de béton prêt à l'emploi	266E	4 910	10 422,5	5 102	818,3	346,6
Fabrication de mortiers et bétons secs	266G	1 656	2 665,4	1 623	290,9	76,1
Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	266J	965	754,3	989	146,0	30,2
Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre	266L	456	249,3	398	51,4	8,0
Travail de la pierre	267Z	4 086	2 304,5	4 060	537,9	69,6
Fabrication de produits abrasifs	268A	1 992	1 757,4	3 769	823,1	134,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a (1)	268C	6 212	6 240,9	6 041	1 111,2	291,1
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	**F14**	**67 397**	**68 595,9**	**72 741**	**11 717,1**	**4 033,2**

(1) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre « classe » de la NAF 700). Comprend notamment la fabrication d'amiante manufacturée, de matières minérales isolantes : laines de laitier, de roche, vermiculite expansée, argiles expansées (à l'exception de laine de verre et de fibres de verre « isolation » ou « textile » - cf. NAF 261G, tableau K.10-5); la fabrication de corindon artificiel (alumine cristallisée, pierre la plus dure après le diamant utilisée comme abrasif), de produits asphaltés et bitumineux, la fabrication d'articles en mica, en tourbe, en graphite, etc.

TABLEAU K.10-8

Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche

Sources : SESSI ; UNICEM ; Syndicat français de l'Industrie Cimentière ;
Confédération des industries céramiques de France ;
Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
ARTICLES CÉRAMIQUES À USAGE DOMESTIQUE OU ORNEMENTAL	**262A**									
Vaisselle en porcelaine		tonne	20 350	14 444	19 071	17 882	17 306	17 775	12 404	10 630
APPAREILS SANITAIRES EN CÉRAMIQUE	**262C**	10^3 tonnes	**132**	**111**	**108**	**117**	**114**	**114**	**104**	**98**
PRODUITS CÉRAMIQUES RÉFRACTAIRES	**262L**	10^3 tonnes	**424**	**326**	**374**	**419**	**385**	**421**	**414**	**374**
CARREAUX EN CÉRAMIQUE	**263Z**									
Carreaux en grès ou en terre commune (émaillés ou non, mosaïques ou non)		10^3 m^2	30 067	...	35 923	35 858	34 340	35 546	37 681	34 888
Carreaux de faïence		»	7 733	...	9 048	9 417	9 639	10 186	7 307	7 594
BRIQUES	**264A**									
dont : Briques apparentes et de pavage		10^3 tonnes	557	463	454	500	484	463	423	383
Blocs		»	493	630	650	661	537	629	678	797
Briques creuses		»	1 225	890	1 317	1 344	1 256	1 275	1 296	1 389
Hourdis		»	61	58	59	64	55	56	62	63
TUILES	**264B**	10^3 tonnes	**2 028**	**1 957**	**2 200**	**2 321**	**2 244**	**2 251**	**2 337**	**2 454**
CIMENTS (non compris les clinkers)	**265A**	10^3 tonnes	**26 230**	**19 222**	**20 020**	**19 724**	**18 337**	**18 309**	**19 434**	**20 302**
ÉLÉMENTS EN BÉTON POUR LA CONSTRUCTION	**266A**									
Moellons, parpaings		10^3 tonnes	16 040	12 441	13 267	13 290	13 030	13 173	13 657	14 376
Dalles, carreaux pour voirie		10^3 m^2	6 445	7 017	7 115	7 089	6 686	6 658	6 656	6 750
Poutrelles pour planchers préfabriqués		10^3 mètres	41 476	30 238	32 897	32 849	31 629	33 490	34 629	38 787
Tuyaux cylindriques (armés ou non)		10^3 tonnes	2 366	2 065	2 094	2 113	2 180	1 836	1 745	1 807
BÉTON PRÊT A L'EMPLOI	**266E**	10^3 m^3	**35 772**	**28 447**	**30 781**	**29 729**	**28 601**	**29 490**	**29 822**	**33 127**
MORTIERS ET BÉTONS SECS	**266G**									
Mortiers industriels		10^3 tonnes	1 261	1 260	1 440	1 035	1 030	1 082	1 068	1 160

Chapitre K.11

Industrie textile

(NES : F21, F22 et F23)
(NAF : 17)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la branche « Filature et tissage » (NES F21) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits textiles (NES F22) en 1998.

1. Industrie textile : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie textile : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Filature et tissage (NES F21, NAF 17.1 à 17.3)

La reprise de la consommation intérieure se confirme en 1998 et bénéficie à l'ensemble de la filière, lui conférant une certaine stabilité. Toutefois, elle profite surtout aux importations, et le textile français, confronté à des périodes de crises successives, reste fragile.

Pour résister à l'entrée massive des articles finis en provenance des pays à faibles coûts salariaux, les entreprises renforcent leur productivité. À la recherche de nouveaux marchés, ce secteur investit et entreprend une profonde réorganisation structurelle basée sur l'innovation et une meilleure réactivité à la demande. Certains grands groupes effectuent en parallèle le redéploiement de leur outil de production dans des pays émergents, ou recourent massivement à la sous-traitance. Cette politique provoque la fermeture de nombreux sites en France et d'importantes pertes d'emplois.

La filière lainière, en particulier la filature, reste la plus touchée car les fibres synthétiques, moins chères et plus performantes, tendent à supplanter les fibres naturelles. Malgré de multiples restructurations et un réel effort d'adaptation, la « Lainière de Roubaix », symbole de la grandeur textile française, a dû fermer ses portes en début d'année 2000. Le Tarn, premier pôle de laine cardée, connaît aussi de graves difficultés.

Les tisseurs jouent sur la diversification des produits et l'essor des tissus techniques, également destinés à l'exportation. Certains pratiquent l'intégration des activités de filature et de teinture et apprêts, d'autres utilisent le partenariat « amont », identifiant de nouveaux fils pour des tissus plus esthétiques et fonctionnels, et le partenariat « aval » pour valider leurs créations.

À court terme, l'ennoblissement pourrait bénéficier du retour des couleurs et de l'imprimé dans les nouvelles collections, et les apprêts se veulent à la pointe de la technique pour rendre les tissus toujours plus attractifs.

Des inquiétudes pèsent sur ce secteur : au remboursement des aides publiques du plan Borotra, s'ajoute la perspective de la libéralisation totale des échanges par le démantèlement de l'Accord Multifibres, prévu pour 2005.

Fabrication de produits textiles (NES F22, NAF 17.4 et 17.5)

En 1999, ce secteur renoue avec la croissance : les effectifs sont stables et le chiffre d'affaires en légère hausse (+ 0,9 % entre 1998 et 1999).

Les fabricants de tapis et moquettes, avec un chiffre d'affaires en hausse de plus de 8 %, bénéficient de la reprise de la consommation des ménages et du secteur du bâtiment. Les industriels poursuivent leurs efforts pour améliorer la qualité (nouvelles fibres traitées anti-salissures et anti-acariens).

Le secteur des non-tissés, avec une hausse du chiffre d'affaires (plus de 3 %), bénéficie de la bonne tenue du secteur automobile, son principal débouché. Il profite aussi de nouvelles applications dans le domaine du médical, de l'agrotextile et de l'aéronautique.

L'enduction constitue un marché d'avenir. La performance des entreprises est bien supérieure à celle des autres secteurs du textile, et ses applications sont utilisées dans tous les secteurs de pointe : automobile (air-bag, pneus...), génie civil, médical, sécurité.

Les autres activités de ce secteur (linge de maison, petits articles de literie...) souffrent de la crise asiatique et des importations massives en provenance de la Chine et de la Turquie.

Peu d'entreprises possèdent une taille et des moyens suffisants pour devenir compétitives. Face à un contexte international défavorable, les industriels de ce secteur demandent la mise en place, par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), d'une clause de sauvegarde. Le passage aux 35 heures et le remboursement des aides fiscales Borotra à partir d'avril 2000 constituent des motifs d'inquiétude pour les industriels. Il leur faudra trouver des produits technologiquement avancés, à haute valeur ajoutée, et nouer des alliances pour atteindre une taille suffisante et rester compétitifs.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23, NAF 17.6 et 17.7)

La maille est un secteur de PMI : près de la moitié des entreprises n'atteignent pas 50 salariés et seulement 3 % ont un effectif supérieur à 500 personnes.

Le secteur d'étoffes à maille se compose essentiellement de petites structures : seules sept unités emploient plus de 100 salariés. Les performances des entreprises sont nettement supérieures à l'ensemble du secteur de la maille avec un taux de marge à 33 % et un taux d'investissement atteignant 17 % de la valeur ajoutée. Cette activité est dynamisée par les secteurs de l'automobile mais aussi ceux de l'habillement ou des tissus techniques.

La fabrication d'articles à maille souffre de la vive concurrence des pays de l'Europe du Sud et des pays à bas salaires. C'est l'industrie des pull-overs et articles similaires qui régresse le plus avec une chute de 40 % du nombre des entreprises, de 37 % des effectifs et de 30 % du chiffre d'affaires sur la décennie 90. Malgré tout, les entreprises s'imposent sur les marchés extérieurs : en 1998, le taux d'exportation atteint 30 %.

L'industrie des bas, collants et chaussettes est très concentrée. Les industriels font des efforts constants pour enrichir leurs gammes avec de nouveaux produits, alliant confort et fantaisie et présentent le collant comme un véritable accessoire de mode. Ils consacrent 7,2 % de leur chiffre d'affaires à la publicité. Les résultats économiques des entreprises sont nettement inférieurs à l'ensemble des biens intermédiaires avec un taux de marge à 14,3 % et un taux de rentabilité négatif (- 2,6 %). Le taux d'investissement se dégrade en 1998, pour atteindre 4,7 %.

En 1999, la balance commerciale reste très déficitaire (52 %). Seul le secteur des étoffes à maille est excédentaire avec un taux de couverture à 120 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de

branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Filature et tissage (NES F21, NAF 17.1 à 17.3)

— **Stade préparatoire :**
— **sur les fibres :**
— *cardage et peignage* : opération qui permet de sélectionner les fibres d'un ruban en fonction de leur longueur pour former un ruban de fibres longues ;
— *rouissage et teillage* : opération mécanique (battage) qui extrait les fibres techniques du lin ;
— **sur les fils :**
— *retordage* : torsion de deux ou plusieurs fils simples afin d'obtenir un fil retors ;
— *moulinage* : opération qui permet d'obtenir un fil utilisable à partir des fils continus produits par l'industrie chimique ;
— *texturation* : transformation d'un filament brut en un filament brisé plus volumineux et plus souple ;

— **Filature**. Opération qui permet d'obtenir un fil à partir de matières textiles naturelles (coton, laine, jute, lin, chanvre, soie), artificielles (viscose, rayonne, acétate) ou synthétiques (acrylique, polyamide, polyester).
Les fils continus des matières artificielles ou synthétiques relèvent de la chimie de base, ceux issus de la fibre de verre, de l'industrie du verre.

— **Tissage**. Opération permettant d'obtenir un tissu par entrecroisement de fils parallèles disposés selon la longueur du tissu (chaîne) et de fils perpendiculaires (trame) qui assurent la cohésion du tissu.

— **Ennoblissement**. Opérations apportant au textile leur aspect final et leurs propriétés d'usage : prétraitement, teinture, impression, apprêts.

Fabrication de produits textiles (NES F22, NAF 17.4 et 17.5)

Ce secteur regroupe :

— les fabrications de linge de maison et d'articles d'ameublement, de petits articles de literie ainsi que des bâches, stores, tentes et matériel de camping en textile, sacs et sachets d'emballage et divers autres articles confectionnés en textile tels que : matériels de campement, voiles, sacs et sachets d'emballage, drapeaux, serpillières, gilets de sauvetage ou parachutes ;

— la fabrication de tapis et moquettes, de ficelles, filets et cordages, de non-tissés et de rubans, dentelles, broderies, feutres, fils élastiques, produits de la ouaterie, tissus enduits et textiles techniques divers.

Non-tissés : produits constitués d'un voile, d'une nappe ou d'un matelas de fibres orientées ou non, et dont la cohésion est assurée par une méthode mécanique ou chimique.

Textiles à usage technique (TUT) : matériaux qui répondent à des exigences technico-qualitatives élevées, c'est-à-dire de hautes performances mécaniques, thermiques, durables, leur permettant de s'adapter à une fonction technique.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23, NAF 17.6 et 17.7)

L'industrie de la maille regroupe les entreprises fabriquant les étoffes à maille, les articles chaussants (bas, collants, chaussettes), les pull-overs et articles similaires (polos, sweat-shirts et sous-pulls).

Les tee-shirts sont classés dans l'habillement.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques ;

— Bureau intersyndical d'études de l'industrie textile (BIEIT) ;

— Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL) ;

— Syndicat général des fabricants de ficelles, cordages, sacs et tissus à usage industriel (FILCORSAC) ;

— Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs ;

— Groupement des industries des rubans, tresses, tissus élastiques ;

— Syndicat de la filterie française ;

— Fédération nationale des syndicats patronaux de la branche teintures et apprêts ;

— Comité de coordination des industries de la mode ;

— Fédération nationale des dentelles, tulles, broderies, guipures et passementeries.

Publications :

Le Journal du Textile, hebdomadaire de la Fédération des industries textiles.

Chiffres-clés, Production industrielle, SESSI :

— Industries de la maille, séries mensuelles et trimestrielles ;

— Industrie de l'habillement, séries trimestrielles.

« L'habillement », R. Soarès, *Chiffres-clés Analyse,* SESSI, 1998.

« *La mode en Chiffres* », SESSI, juillet 1999.

« Textile, habillement, cuir », « Perspectives sectorielles 2002-2004 », *les prévisions glissantes détaillées du BIPE,* 1999.

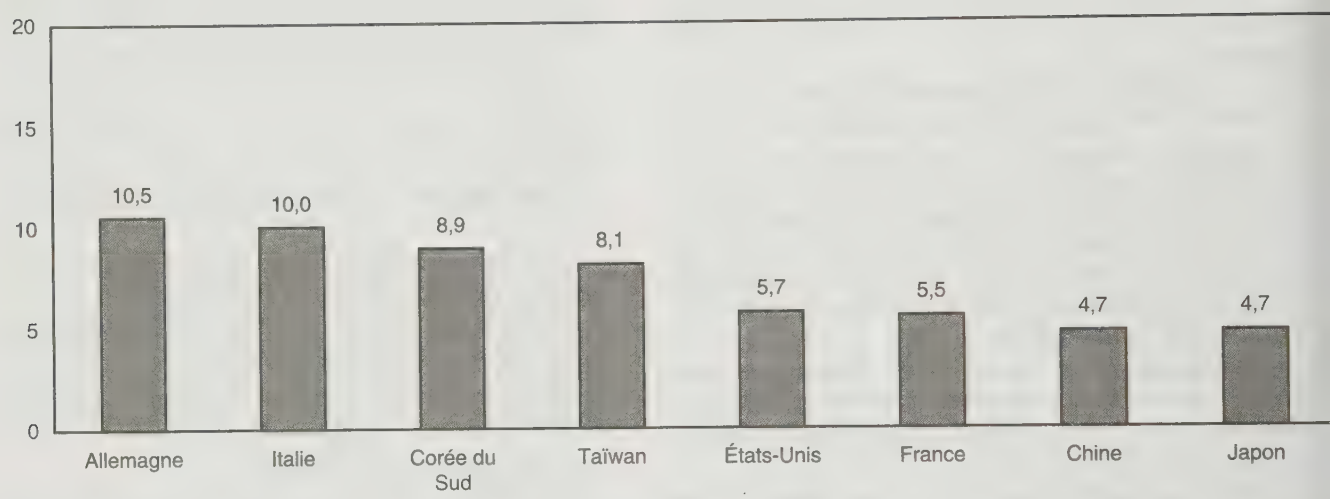
L'Industrie Française du textile, SESSI, 2000.

*
* *

GRAPHIQUE K.11-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la branche " Filature et tissage " (NES F21) en 1998

En %

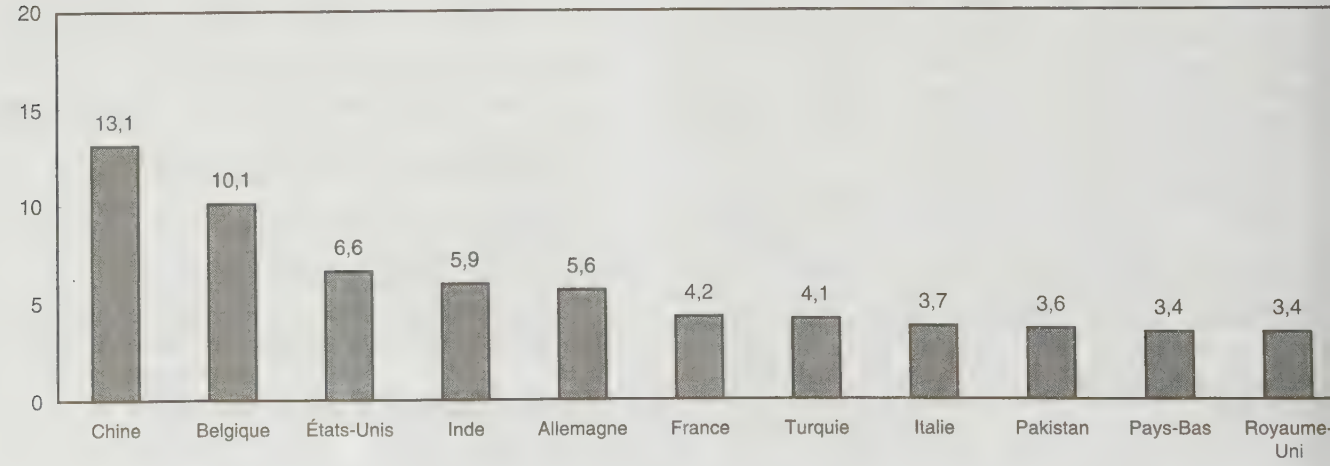


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.11-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits textiles (NES F22) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.11-1

Industrie textile : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Filature de l'industrie cotonnière	171A	2 964	2 679,6	2 898	351,5	143,9
Filature de l'industrie lainière - cycle cardé	171C	741	331,1	691	80,3	6,9
Préparation de la laine	171E	1 154	3 291,6	1 194	192,2	78,1
Filature de l'industrie lainière - cycle peigné	171F	3 125	2 030,0	3 305	412,8	79,4
Préparation et filature du lin	171H	1 404	905,4	1 405	162,6	52,8
Moulinage et texturation de la soie et textiles artificiels et synthétiques	171K	4 681	4 287,1	4 793	572,4	177,0
Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres	171M et 171P	1 922	1 387,8	2 247	345,6	48,3
Tissage de l'industrie cotonnière	172A	9 065	10 077,1	9 331	1 246,7	368,4
Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé	172C	1 207	1 572,0	1 149	164,1	76,8
Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné	172E	1 645	2 255,7	1 655	215,6	74,3
Tissage de soieries	172G	6 232	7 438,8	6 248	897,5	288,4
Tissage d'autres textiles	172J	1 798	1 826,1	1 964	262,4	56,5
Ennoblissement textile	173Z	14 933	12 266,5	15 143	2 125,0	639,4
Filature et tissage	**F21**	**50 871**	**50 348,8**	**52 023**	**7 028,7**	**2 090,2**
Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement	174A	4 617	3 239,5	4 943	594,6	117,4
Fabrication de petits articles textiles de literie	174B	2 393	1 685,2	2 336	262,4	32,3
Fabrication d'autres articles confectionnés en textile	174C	4 922	3 375,1	5 045	648,6	97,4
Fabrication de tapis et moquettes	175A	3 186	4 333,2	3 680	512,4	140,2
Ficellerie, corderie, fabrication de filets	175C	1 120	869,6	1 149	138,0	17,9
Fabrication de non-tissés	175E	1 775	2 137,6	1 407	232,1	112,8
Industries textiles n.c.a. (1)	175G	16 577	14 110,8	17 356	2 450,5	749,4
Fabrication de produits textiles	**F22**	**34 590**	**29 751,0**	**35 916**	**4 838,6**	**1 267,4**
Fabrication d'étoffes à maille	176Z	3 039	3 616,6	2 983	412,7	167,4
Fabrication d'articles chaussants à maille	177A	9 608	4 312,1	9 449	1 187,3	103,6
Fabrication de pulls-overs et articles similaires	177C	9 490	5 376,4	9 123	1 011,2	123,3
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	**F23**	**22 137**	**13 305,1**	**21 555**	**2 611,2**	**394,3**
Industrie textile	**F2**	**107 598**	**93 404,9**	**109 494**	**14 478,5**	**3 751,9**

(1) N.c.a. : non comprises ailleurs, dans une autre « classe de la NAF 700 » : fabrication de tulles, de dentelles, de feutres, d'ouates, de rubans, d'articles de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile.

TABLEAU K.11-2

Industrie textile : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1996	1997	1998	1999
Filature, tissage, ennoblissement textile						
FILATURE	**17.1**					
Fibres préparées :						
Cardés et peignés de laine	171C, 171F	tonne	62 290	57 260	58 344	65 940
Cardés et peignés de fibres artificielles ou synthétiques	171K	«	13 030	12 975	10 560	10 296
Fils de coton	171A	«	98 650	98 560	111 168	103 020
Fils de laine	171E	«	10 500	10 300	8 820	10 284
Fils à tricoter	«	«	2 210	1 740	1 440	1 368
Fils de fibres artificielles ou synthétiques	171K	«	78 950	76 630	80 256	73 320
Fils à coudre	171M	«	5 020	4 320	4 212	2 952
TISSAGE	**17.2**	«				
Tissu de coton	172A	«	84 910	87 040	83 124	88 764
Tissu éponge	«	«	3 370	3 920	4 104	3 456
Tissu de laine	172C, 172E	«	6 310	6 240	5 436	4 404
Tissu de lin	172J	«	2 100	2 720	2 868	3 060
Tissu en textiles artificiels ou synthétiques	«	«	91 310	98 850	109 404	111 252
Tissu de verre	«	«	35 600	40 970	38 292	38 280
ENNOBLISSEMENT TEXTILE	**17.3**	«	**276 450**	**286 690**	**306 192**	**267 420**
FABRICATION ARTICLES TEXTILES	**17.4, 17.5**					
LINGE DE MAISON	**174A**	**tonne**				
Couvertures	«	«	3 550	3 430	3 516	3 624
Linge de lit	«	«	20 260	22 110	22 020	18 120
Linge de table	«	«	2 510	2 520	2 508	2 196
Linge de toilette et de cuisine	«	«	4 310	4 990	5 004	4 548
TAPIS, MOQUETTES	**175A**	**10^3 m²**	**101 490**	**95 850**	**97 284**	**102 672**
FICELLES, CORDES ET CORDAGES	**175C**	**tonne**	**20 360**	**17 440**	**18 732**	**18 600**
OUATES	**175G**	«	**22 120**	**23 880**	**23 364**	**20 484**
HYGIÈNE FÉMININE, INFANTILE	**175G, 212E**	«	**6 290**	**7 100**	**5 736**	**4 956**
Industrie de la maille						
ÉTOFFES À MAILLE (1)	**176Z**	**10^3 pièces**				
Étoffes à boucles et étoffes à longs poils	«	«	7 501	7 579	7 737	7 625
Étoffes pour rideaux et vitrages (fibres artificielles et synthétiques)	«	«	2 556	2 041	2 007	1 947
Autres étoffes de bonneterie	«	«	39 710	42 723	38 626	37 532
ARTICLES CHAUSSANTS À MAILLE	**177A**					
Collants	«	10^3 pièces	203 270	164 341	141 205	119 923
Bas	«	10^3 paires	4 447	3 058	1 831	2 191
Mi-bas	«	«	59 641	63 514	65 103	63 024
Autres articles chaussants	«	«	129 430	130 494	129 916	114 200
PULL-OVERS ET ARTICLES SIMILAIRES	**177C**	**10^3 pièces**				
Chandails, pull-overs, sweat-shirts, cardigans	«	«	28 368	27 983	27 353	24 085
dont : en laine	«	«	9 589	11 582	11 563	9 892
en coton	«	«	9 517	8 555	8 057	6 772
en fibres artificielles ou synthétiques	«	«	6 678	7 846	7 118	6 581
Sous-pulls	«	«	331	593	615	840

(1) Exclusivement les étoffes vendues en l'état.

Chapitre K.12

Industrie du bois et du papier

(NES : F31 à F33)
(NAF : 20 et 21)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32), en 1998

1. Travail du bois et fabrication d'articles en bois : grandeurs caractéristiques.
2. Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche.
3. Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques.
4. Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NES F31, NAF 20)

Le travail du bois met sur le marché des produits essentiellement destinés à l'ameublement et au bâtiment. Ce secteur est fragilisé par un marché atone et par la concurrence de produits comme le verre, le métal et le PVC.

Il souffre aussi de l'atomisation de ses structures de production puisque neuf entreprises sur dix emploient moins de 100 salariés, représentant 53 % des effectifs et 43 % du chiffre d'affaires. Seules deux entreprises dépassent 500 salariés. De caractère familial et artisanal, le secteur recouvre principalement trois activités.

L'industrie des panneaux s'est restructurée au sein de groupes européens. L'intensité capitalistique, c'est-à-dire le ratio immobilisations par personne, y est deux fois plus importante que dans l'ensemble du travail du bois. La modernisation de l'outil de production et la création d'unités de fabrication comme les MDF (Medium Density Fiberboard) ou l'OSB (Oriented Strand Board) sont des atouts face à la concurrence européenne. Cette industrie a doublé ses exportations en dix ans. Elle réalise deux cinquième de son chiffre d'affaires sur un marché essentiellement intra-européen.

L'industrie de fabrication de charpentes et de menuiserie composée de petites entreprises, opère surtout sur des marchés régionaux. Le taux d'exportation direct n'atteint que 7 % en 1998. La concurrence d'autres matériaux, notamment celle du PVC, est vive, particulièrement dans les huisseries.

L'industrie de l'emballage en bois représente 7 % des ventes de l'ensemble des emballages quelle que soit la matière. La fabrication de palettes génère le tiers des facturations de l'emballage en bois. La directive européenne sur la valorisation des déchets entraîne la fabrication de palettes à usages multiples (36 % du parc) et le développement de la réparation. Les ouvrages de tonnellerie représentent un quart des facturations des emballages en bois et participent pour 70 % aux exportations de la branche : le taux de couverture demeure largement excédentaire (201 %).

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32, NAF 21.1)

Malgré le léger repli de la production française de pâtes à papier en 1999 avec 2,59 millions de tonnes contre 2,68 en 1998, les résultats en valeur s'améliorent suite à la remontée des cours de la pâte, qui passent de 460 $ à 600 $ la tonne en moins d'un an. Cela intervient après une surproduction consécutive à un contexte mondial difficile en 1998, mais les stocks de pâtes à papier se sont résorbés face à une demande plus importante de papier-carton en 1999.

La production française de papier-carton est ainsi en forte croissance (+ 4,8 %), la France conservant sa place de huitième producteur mondial et de quatrième producteur européen avec 9,6 milliards de tonnes. Le marché reste largement dominé par les grands producteurs nord-américains, suédois et finlandais, qui se partagent plus de la moitié du marché mondial.

Si la consommation française de papier-carton est encore majoritairement tributaire des produits d'importation (55 %), le taux de couverture s'est nettement amélioré : 79 % contre 74 % en 1998.

Cette industrie favorise le déploiement d'arbres de qualité et évite ainsi le dégagement de carbone par la détérioration naturelle du bois. En ce sens, elle limite l'effet de serre et participe au respect de l'environnement grâce au recyclage des déchets qui constitue plus de la moitié de la matière première utilisée par les papetiers actuellement. En 1999, la consommation de fibres provenant des papiers et des cartons récupérés continue de progresser en France avec une croissance de 7 %. Elle représente plus de 55 % des matières premières consommées et atteint 5,2 millions de tonnes.

Avec plus de 3,5 millions de tonnes équivalent pétrole en 1999, l'industrie du papier-carton reste le troisième consommateur d'énergie (9,4 % de l'industrie française), derrière la chimie et la sidérurgie ; l'électricité représente plus de 50 % de l'énergie consommée. En 25 ans, l'industrie papetière a réduit de 80 % ses rejets dans l'eau.

Fabrication d'articles en papier ou en carton (NES F33, NAF 21.2)

Grâce à la reprise économique en 1999, les usines françaises produisent 9,6 millions de tonnes de papier et carton (+ 4,8 %). Les papiers à usage graphique en absorbent une part importante (de l'ordre de 44 %) ainsi que la fabrication d'emballages (plus de 45 %). Les industries de transformation du papier-carton constituent des secteurs spécifiques avec des équipements industriels spécialisés et des stratégies différenciées.

La production de papiers à usage graphique — papier journal et papiers d'impression-écriture — augmente de 8 %. Elle profite de la mise en service d'une nouvelle machine pour papier journal produisant plus de 300 000 tonnes par an.

La France est le troisième producteur d'Europe dans le secteur de l'emballage papier-carton-sacherie, composé de 340 entreprises de plus de vingt salariés. En 1999, la production se maintient à un niveau élevé, sans égaler celle des papiers à usage graphique. La fabrication d'ondulé représente les trois quarts des emballages. La production y est stable (+ 0,1 %) alors que la production des cartons plats augmente de presque 6 % et celle des papiers souples de 8,2 %.

Quasi inexistante il y a vingt ans, la fabrication d'articles en papier à usage sanitaire et domestique est très concentrée : ce secteur repose sur quatre entreprises de plus de 500 salariés, toutes filiales de grands groupes internationaux. Dans ce domaine, la France est un des leaders européens.

L'industrie des articles en papier ou en carton est un secteur de pointe pour la valorisation des déchets : 55,5 % des matières premières utilisées par l'industrie papetière française sont constituées de papiers et de cartons récupérés.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de

branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NES F31, NAF 20)

Cette activité, classée dans les biens intermédiaires, recouvre l'ensemble des industries de la première et seconde transformation du bois, à l'exception de la scierie, de l'ameublement et du papier carton. Elle comprend :

— l'imprégnation du bois ;

— la fabrication et la transformation de panneaux, bois de placages et contreplaqués (panneaux de particules, panneaux de fibres, panneaux lattés et contreplaqués) ;

— la fabrication de charpentes et de menuiseries destinées aux bâtiments, y compris les constructions préfabriquées en bois (portes, fenêtres, volets, clôtures, escaliers, panneaux pour parquets, charpentes en lamellé-collé et fermettes, hangars agricoles et abris en bois) ;

— la fabrication d'emballages en bois (caisses, palettes, emballages légers et articles de tonnellerie) ;

— la fabrication d'objets divers en bois (tournerie industrielle) et la fabrication de cercueils ;

— la fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie tels que bouchons, revêtements de sol ou de mur en liège, nattes, paillassons et claies.

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32, NAF 21.1)

Cette activité comprend :

— la fabrication des pâtes à papier mécaniques ou chimiques, blanchies ou écrues, à partir de bois ou autres matières ;

— la fabrication des pâtes de recyclé à partir de vieux papiers ;

— la fabrication des papiers et cartons en l'état : à usage graphique, pour articles sanitaires et domestiques, pour l'emballage, etc.

Fabrication d'articles en papier ou en carton (NES F33, NAF 21.2)

Cette activité comprend la fabrication de :

— carton ondulé et emballages en carton ondulé ;

— cartonnages : pliants, de bureau ou de présentation, boîtes, emballages alimentaires, etc. ;

— emballages en papier : sacs, sachets, etc. ;

— articles en papier à usage sanitaire ou domestique : mouchoirs, serviettes, couches, papiers hygiéniques, vaisselle en carton ;

— articles de papeterie : papiers en ramettes, blocs ou listings, carbones, stencils et autocopiants, enveloppes et articles de correspondance ;

— papiers peints et revêtements muraux en papier ou textile.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Fédération nationale du bois ;

— Confédération nationale des industries du bois (CNIB) ;

— Fédération des industries lourdes du bois (FILB) ;

— Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses ;

— Fédération nationale des transformateurs de papier (service social) ;

— Fédération française de cartonnage.

Publications :

Chiffres-Clés, Production industrielle, SESSI :

— « Travail du bois », séries mensuelles, trimestrielles et annuelles ;

— « Articles de papeterie », séries trimestrielles ;

— « L'industrie française de l'emballage en chiffres », édition 2000.

Chiffres-Clés Analyse, SESSI :

« Les industries du bois », M-J. Prudhommeaux, 1996 ;

« Les industries des panneaux à base de bois », M-J. Prudhommeaux, 2000.

« La forêt et les industries du bois », collection Agreste *GraphAgri*, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2000.

« Le bois en chiffres », *Analyse sectorielle*, SESSI et SCEES, 2000.

« L'industrie papetière », *rapport annuel 1999*, COPACEL (Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses).

« *Fabrication de pâtes à papier et de papiers cartons* », séries mensuelles et trimestrielles, COPACEL.

« *Transformation du papier* », séries mensuelles et annuelles, FNTP (Fédération nationale des transformateurs de papiers).

« *Cartonnage* », séries mensuelles et annuelles, FFC (Fédération française du cartonnage).

« La situation de l'industrie », *Chiffres-clés Référence*, Sessi, édition 1999.

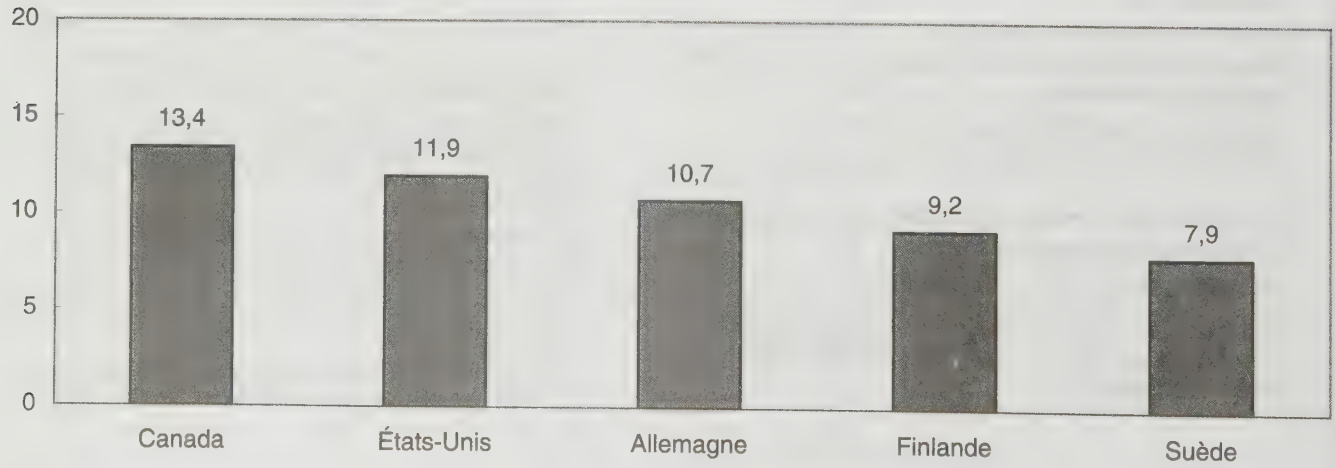
« *Bulletin mensuel de Statistique Industrielle* », SESSI.

*
* *

GRAPHIQUE K.12

Parts de marché des principaux pays exportateurs de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.12-1

Travail du bois et fabrication d'articles en bois : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Imprégnation du bois	201B	608	263,8	673	120,3	8,1
Fabrication de panneaux de bois	202Z	8 446	10 328,0	8 568	1 272,7	585,6
Fabrication de charpentes et menuiseries	203Z	14 845	14 443,6	15 563	1 969,7	633,5
Fabrication d'emballages en bois	204Z	9 391	6 821,2	10 426	1 275,1	276,6
Fabrication d'objets divers en bois	205A	4 290	2 432,4	4 460	560,5	94,4
Fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie (1)	205C	823	1 141,2	845	122,9	19,7
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (non compris sciage et rabotage)	**F31**	**38 403**	**35 430,2**	**40 535**	**5 321,2**	**1 617,9**

(1) Sparterie : fabrication d'ouvrages tressés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc. La vannerie étant l'industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc, etc.

TABLEAU K.12-2

Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Produit	Numéros de la NAF	Unité	1995	1996	1997	1998	1999
SCIAGE, RABOTAGE, IMPRÉGNATION DU BOIS	**201A (1)**						
dont : Lames pour parquets et lambris en bois de conifère (2)		tonnes	169 794	171 705	191 828	211 261	203 605 *e*
Lames pour parquets et lambris en bois autre que de conifère (2) (3)		10^3 m²	1 620	1 192	2 529	2 710	2 625 *e*
FABRICATION DE PANNEAUX DE BOIS	**202Z**						
dont : Contreplaqués multiplis		m³	476 983	472 861	503 740	472 151	481 498
Panneaux de particules de bois brut		»	1 660 668	1 902 996	1 942 012	2 003 912	2 041 494
Panneaux surfacés mélaminés		»	825 364	950 985	1 122 633	1 223 082	1 553 988
Panneaux de fibres « coupe-feu » bruts (qualité M.D.F.) (4)		»	343 671	373 240	416 052	413 061	480 286
FABRICATION DE CHARPENTES ET MENUISERIES	**203Z**						
dont : Fenêtres et portes-fenêtres (5)		10^3 pièces (6)	3 176	2 884	3 155	1 896	1 681
Portes menuisées non posées		»	1 193	1 168	1 160	1 185	1 171
Blocs-portes (7)		»	1 549	1 390	...	...	...
Portes planes tous parements non posées		»	4 674	4 402	6 077	6 585	7 001
Panneaux pour parquets dits mosaïques (2) (8)		10^3 m²	2 400	2 341	1 918	1 764	...
Panneaux pour parquets contrecollés (2)		»	3 980	4 116	4 488	4 746	...
FABRICATION D'EMBALLAGES EN BOIS	**204Z**						
dont : Palettes simples en bois (9)		10^3 pièces	40 029	38 290	37 099	37 524	40 847
Palettes-caisses en bois		»	4 207	3 775	2 728	2 352	2 453
Caisses, caissettes, cageots		10^3 tonnes	491	474	487	490	461
Ouvrages de tonnellerie		»	13	17	21	26	37
FABRICATION D'OBJETS DIVERS EN BOIS	**205A**						
dont : Cadres en bois		10^3 m	8 160	10 619	9 151	10 499	10 710

(1) Partie du code NAF 201A.
(2) Les enquêtes « Lames pour parquets » et « panneaux pour parquets » ont été respectivement reprises à partir de 1997 et 1999 par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES).
(3) Sauf lames pour lambris en hêtre ou chêne.
(4) Panneaux de fibres M.D.F. (medium density fireboard), coupe-feu de densité moyenne.
(5) Non posées par l'entreprise et à l'exclusion des fenêtres de toit.
(6) Information pour les fenêtres et portes-fenêtres, donnée en 10^3 vantaux jusqu'en 1997 et en 10^3 pièces depuis 1998.
(7) Les blocs-portes sont regroupés, à partir de 1997, avec les portes planes tous parements non posées.
(8) Panneaux de 8 et 10 mm d'épaisseur.
(9) Y compris les palettes perdues, non compris la réparation.

TABLEAU K.12-3

Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	211A et 211C	29 175	45 697,8	29 475	5 463,3	4 399,5
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**	**29 175**	**45 697,8**	**29 475**	**5 463,3**	**4 399,5**
Industrie du carton ondulé	212A	16 148	17 632,2	16 627	2 653,7	775,0
Fabrication de cartonnages	212B	15 038	11 740,2	15 286	2 274,7	500,1
Fabrication d'emballages en papier	212C	4 029	4 135,8	4 411	698,4	201,3
Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	212E	7 332	12 560,9	7 212	1 321,1	422,5
Fabrication d'articles de papeterie (1)	212G	5 093	5 410,9	4 937	732,4	157,4
Fabrication de papiers peints	212J	1 082	1 001,2	1 092	165,8	40,0
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (2)	212L	6 579	6 845,0	6 658	1 047,2	259,1
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**	**55 301**	**59 326,2**	**56 223**	**8 893,3**	**2 355,4**
Industrie du papier et du carton	**21**	**84 476**	**105 024,0**	**85 698**	**14 356,6**	**6 754,9**

(1) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables,etc); voir 222C « Autre imprimerie (labeur) », dans K.10-7.
(2) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte à papier.

TABLEAU K.12-4

Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NES ou de la NAF	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**						
Fabrication de pâtes à papier	211A	2 201	2 819	2 515	2 830	2 674	2 590
Pâtes mécaniques et mi-chimiques		667	934	856	961	881	885
Pâtes chimiques de bois		1 534	1 885	1 659	1 869	1 793	1 705
Papiers et cartons	**211C**	**7 148**	**8 616**	**8 531**	**9 142**	**9 161**	**9 601**
Papier d'emballage		2 725	3 029	3 087	3 309	3 579	3 613
Papier d'impression-écriture		3 195	4 076	3 924	4 258	4 024	4 346
dont : Qualité journal		421	890	783	909	922	1 099
Cartons		650	741	730	733	737	780
Papiers industriels et spéciaux		249	282	282	308	307	326
Papiers domestiques et sanitaires		329	488	508	534	514	536
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**						
(Livraisons)							
Industrie du carton ondulé et fabrication de cartonnages	212A et 212B	2 214	2 027	2 180	1 836	2 391	2 467
Produits de la transformation du papier							
Articles en papier à usage domestique ou sanitaire	212C et 212E	612	702	731	750	783	805
Papiers peints (Unité : 10^3 rouleaux)	212J	38	37	38	38	36	39

Chapitre K.13

Chimie, caoutchouc et plastiques

(NES : F41 à F46)
(NAF : 24.1 à 24.3, 24.6 et 24.7, 25)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique minérale (NES F41) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique organique (NES F42) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parachimie (NES F43) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du caoutchouc (NES F45) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la transformation de matières plastiques (NES F46) en 1998.

1. Industrie chimique : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie chimique : principales productions de la branche.
3. Parachimie : grandeurs caractéristiques.
4. Parachimie : principales productions de la branche.
5. Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques.
6. Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche.
7. Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie chimique minérale (NES F41, NAF 24.1A à 24.1E et 24.1J)

Le secteur de la chimie minérale se compose à 93 % de PMI. Les entreprises de plus de 500 salariés emploient près de la moitié des effectifs (les trois quarts pour les entreprises des gaz industriels). Les emplois sont dans l'ensemble conservés. Hormis la chimie inorganique fortement présente dans des entreprises d'autres secteurs, les entreprises exerçant les activités du secteur à titre principal, réalisent la quasi-totalité du chiffre d'affaires de la branche.

La rentabilité apparente (mesurée par la valeur ajoutée par personne) est l'une des meilleures de l'industrie manufacturière, mais elle diffère fortement selon les secteurs. Parmi eux, les groupes à capitaux étrangers contrôlent près de la moitié des unités, du chiffre d'affaires et des effectifs, et réalisent deux tiers des exportations ; leur présence est plus faible dans le secteur des gaz industriels et dans celui des engrais. Les récentes restructurations des groupes Rhodia et Solvay affectent le secteur de la chimie minérale.

Les montants des échanges régressent en 1999. La balance commerciale accuse un déficit de 4,7 milliards de francs. Les colorants et pigments dégagent un solde positif de 0,5 milliard de francs, les produits de la chimie inorganique sont proches de l'équilibre avec 16 milliards de francs. Les gaz restent peu échangés. Le solde commercial des engrais s'améliore, malgré un déficit élevé (– 5,2 milliards de francs).

Depuis plusieurs années, l'activité de la chimie minérale reste quasiment stationnaire. Le léger recul de 1999 s'explique essentiellement par la baisse de la production des engrais, presque compensée par la production accrue des gaz industriels.

Industrie chimique organique (NES F42, NAF 24.1G, 24.1L et 24.1N)

Cette industrie très capitalistique regroupe 165 entreprises de plus de 20 personnes. En 1998, la chimie organique est le deuxième secteur derrière l'automobile pour le montant des immobilisations brutes. Les immobilisations par effectif sont les plus élevées de l'industrie manufacturière (hors énergie). De grosses entreprises de plus de 500 salariés emploient les deux tiers des effectifs. Les PMI sont toutefois très dynamiques avec des taux de valeur ajoutée et d'investissement plus élevés.

Les groupes étrangers contrôlent plus de la moitié des entreprises de la chimie organique. En 1999, d'importantes restructurations se poursuivent dans la chimie de base.

Les performances, toujours parmi les meilleures de l'industrie manufacturière, subissent une légère érosion en 1998. Les investissements progressent, mais le chiffre d'affaires se contracte légèrement, en raison d'une baisse des prix.

Les échanges, déjà très importants en 1998, progressent à destination de l'Union européenne comme sur des marchés plus lointains : la part des exportations atteint 55,9 % du total des ventes de la branche en 1998. En 1999, la balance commerciale est excédentaire de plus 7,2 milliards de francs. Les matières plastiques de base réalisent les meilleurs excédents.

La production du secteur poursuit sa croissance en 1999, plus rapidement dans les matières plastiques de base que dans les produits de chimie organique.

Parachimie (NES F43, NAF 24.2, 24.3 et 24.6)

La parachimie est un secteur hétérogène aux multiples produits, pour la plupart directement conditionnés pour la vente : produits phytosanitaires, peintures, vernis, explosifs et colles. D'autres, tels les huiles essentielles, encres d'imprimerie, additifs pour ciments ou béton, etc., s'intègrent dans la fabrication « aval » d'industries très diverses : agroalimentaire, emballage.

Seuls trois secteurs présentent une balance commerciale structurellement déficitaire : les produits chimiques pour la photographie, les encres d'imprimerie et les supports vierges d'enregistrement.

Plus de la moitié des peintures, mastics et enduits sont vendus pour le bâtiment et le grand public. La production d'encres, principalement utilisées dans l'imprimerie et l'emballage, est insuffisante pour satisfaire la demande intérieure. La recherche se consacre essentiellement à la réduction du rejet dans l'air des composés organiques volatiles.

Les huiles essentielles, utilisées en tant qu'arômes alimentaires ou comme matières premières pour la parfumerie, ont un prix de revient faible pour une majorité d'essences (citron, orange, menthe...), mais très élevé pour les essences rares et les extraits de plantes de culture (rose, jasmin, vétiver...).

La production de produits phytosanitaires est assurée, pour l'essentiel, par des filiales de grands groupes chimiques français mais aussi européens ou américains. Les restructurations sont nombreuses dans ce secteur qui investit beaucoup dans la recherche pour prendre en compte les contraintes environnementales.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44, NAF 24.7)

L'industrie des fibres artificielles et synthétiques se situe en amont de l'industrie textile. Son marché est de 6,9 milliards de francs pour seulement 3,8 milliards de francs de produits fabriqués en France. En 1999, les échanges restent déficitaires, notamment avec l'Allemagne (- 1,1 milliard) et l'Italie (- 393 millions). La demande de polyester augmente partout dans le monde en raison de ses applications multiples (renforcement des pneumatiques, ceintures de sécurité, panneaux pour le bâtiment...).

Les fibres artificielles et synthétiques, à haute technicité, sont les fibres les plus utilisées dans l'industrie textile et font l'objet de développements constants. Les microfibres deviennent omniprésentes dans la fabrication de vêtements à forte valeur ajoutée. Les plus récentes innovations technologiques portent sur l'utilisation de « filières » de plus en plus spécifiques et sur la mise au point de traitements particuliers des fibres. En laboratoire, les fibres obtenues par génie génétique apparaissent ; des couleurs sans colorant sont également créées.

Industrie du caoutchouc (NES F45, NAF 25.1)

Les pneumatiques et chambres à air représentent plus de 55 % du chiffre d'affaires de l'industrie française du caoutchouc. L'automobile est aussi le principal débouché pour les autres ouvrages en caoutchouc.

Le marché français du pneumatique de la première monte continue à croître, ainsi que celui du pneu de remplacement.

Les trois premiers groupes du secteur sont : le français Michelin, le japonais Bridgestone et l'américain Goodyear. Ils réalisent 55 % des ventes du marché mondial, estimé à plus de 70 milliards de dollars. Le japonais Sumitomo-Dunlop racheté par Goodyear, l'allemand Continental, et l'italien Pirelli, sont également présents.

Les géants mondiaux du pneumatique mettent en place de nouveaux procédés de production entièrement automatisés, destinés à augmenter sensiblement la productivité des usines. Engagés dans une course à la baisse des prix, ils misent également sur les nouveaux produits innovants tels que les pneumatiques increvables ou les pneus dits « écologiques ».

Le secteur du caoutchouc industriel continue sa progression, dynamisé par les commandes de l'industrie automobile européenne, la reprise du bâtiment et d'importantes demandes de l'industrie aéronautique.

La France est le quatrième exportateur de pneumatiques et d'ouvrages en caoutchouc, derrière le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. Avec un taux de couverture de 157 %, le commerce extérieur français dégage un solde positif de 9,2 milliards de francs en 1999.

Transformation des matières plastiques (plasturgie) (NES F46, NAF 25.2)

En France, 1 300 entreprises de plus de vingt salariés emploient plus de 140 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 120 milliards de francs. Des filières de formation sont mises en place pour répondre à la demande en main-d'oeuvre qualifiée. Au côté de quelques grands groupes, les PMI sont nombreuses et réalisent les trois quarts du chiffre d'affaires. La plasturgie est une industrie jeune dominée en Europe par l'Allemagne qui réalise le tiers de la production de l'Union européenne. La France, en seconde position, est très proche du Royaume-Uni.

En 1999, la plasturgie française poursuit son rythme de croissance, supérieur à l'ensemble de l'industrie et son effort d'investissement se renforce.

L'innovation et la réactivité des entreprises permettent aux plastiques de s'imposer sur de nombreux marchés : automobile, emballage, bâtiment, industrie électrique et électronique, ainsi que dans l'aéronautique, le spatial ou le médicochirurgical.

L'automobile et le bâtiment font de plus en plus appel aux plastiques techniques.

Bien que les taux de couverture s'améliorent, les échanges extérieurs demeurent déficitaires. L'Allemagne reste le premier client et le premier fournisseur de la France.

Cette industrie reste tributaire du manque de stabilité des cours des matières premières.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie chimique minérale (NES F41, NAF 24.1A à 24.1E et 24.1J)

Elle utilise essentiellement de l'eau, de l'air, et des minéraux (sels, soufre et phosphates). Elle regroupe quatre activités distinctes :

— la fabrication de gaz comprimés : gaz de l'air, azote, oxygène et gaz rares, oxydes d'azote, hydrogène et gaz carbonique mais non celle de l'acétylène ;

— la fabrication de pigments et colorants (pigments minéraux, oxydes de titane, de zinc, de plomb et pigments et colorants organiques) ;

— la fabrication des produits chimiques inorganiques, celle des acides minéraux (sulfurique et ses dérivés, phosphorique, chlorhydrique, fluorhydrique, borique, etc.), celle des produits obtenus par électrolyse (chlore, soude et dérivés), et celle de produits divers (eau oxygénée, silicium, alumine hydratée, etc.). La production de noir de carbone, produit issu de dérivés pétroliers, est aussi classée dans la chimie minérale ;

— la fabrication d'engrais et de produits azotés. La production d'ammoniac issu du gaz naturel et celle de l'acide nitrique appartiennent à cette industrie.

Industrie chimique organique (NES F42, NAF 24.1G, 24.1L et 24.1N)

L'industrie chimique organique de base regroupe trois activités différenciées par les nomenclatures mais liées entre elles : la chimie organique de base proprement dite, et deux de ses activités importantes en aval (la production de matières plastiques de base et celle de caoutchoucs synthétiques et d'élastomères).

La chimie organique est la chimie du carbone avec essentiellement la pétrochimie et, en forte régression, la distillation des goudrons. Les productions des grands intermédiaires de la chimie organique (éthylène, propylène, butadiène, benzène et styrène) sont complétées par celles de produits plus élaborés comme leurs dérivés halogénés, les solvants organiques, et la plupart des bases ou monomères destinés à la fabrication des polymères, matières plastiques et caoutchoucs. Une part importante de la chimie fine comme la production d'arômes synthétiques est classée dans la chimie organique de base.

Sont exclues de cette activité les fabrications d'agents tensio-actifs, de pigments et colorants organiques, regroupés avec les pigments minéraux et de certains produits de base pour la pharmacie.

Les fabrications des principaux thermoplastiques, (polyéthylènes, polypropylène, PVC et polystyrènes) sont complétées par celles des produits plus techniques, (polyamides, silicones, fluoropolymères, polyuréthanes, etc.), celles de résines alkydes, aminoplastes, phénoplastes... ou celles de polymères dérivés de la cellulose, acétates, nitrates ou éthers. Les fabricants de mélanges de matières plastiques, de plastiques régénérés et de résines échangeuses d'ions sont classés avec les producteurs de matières plastiques.

Parachimie (NES F43, NAF 24.2, 24.3 et 24.6)

Ce secteur comprend la fabrication de produits agrochimiques, de peintures, vernis et encres d'imprimerie, de produits explosifs, de colles et gélatines, d'huiles essentielles, de produits chimiques pour la photographie, de supports de données, de produits chimiques à usage industriel.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44, NAF 24.7)

Elle regroupe :

— les fibres synthétiques (polyamides, polyesters, polyuréthannes...). Celles-ci s'obtiennent par polymérisation de monomères organiques provenant des produits de la distillation de la houille, du pétrole ou des produits dérivés du gaz naturel ;

— les fibres artificielles (viscose, acétate de cellulose...). Elles sont issues de la transformation chimique de polymères organiques provenant de matières naturelles brutes (cellulose, caséine, algues...). Les substances obtenues sont pressées dans des filières puis solidifiées par refroidissement, évaporation du solvant ou précipitation. L'étirage final oriente les molécules et confère à la fibre des propriétés techniques spécifiques.

Industrie du caoutchouc (NES F45, NAF 25.1)

Elle comprend :

— la fabrication de pneumatiques et chambres à air ;

— le rechapage et la réparation industrielle des pneumatiques ;

— la fabrication d'ouvrages en caoutchouc (autres que pneumatiques et chambres à air).

Transformation des matières plastiques (NES F46, NAF 25.2)

Les produits de la plasturgie peuvent être regroupés en trois catégories :

— demi-produits, comme les plaques, feuilles, films, tubes, tuyaux et profilés ;

— biens intermédiaires, comme les pièces pour l'industrie, les emballages, les éléments pour le bâtiment ;

— produits finis, comme les produits de consommation divers.

Depuis le changement de nomenclature en 1993, la fabrication des mélanges est classée avec l'industrie chimique, tandis que les feuilles, pellicules, bandes ou lames en cellulose régénérée sont désormais classées avec les demi-produits.

De même, la fabrication des meubles en matières plastiques relève désormais de l'ameublement et non plus des produits de consommation divers en matière plastique. À l'inverse, la production des éponges synthétiques en fait partie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de L'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Union des industries chimiques ;

— Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques ;

— Syndicat national du caoutchouc et des plastiques ;

— Fédération de la plasturgie ;

— Chambre syndicale des industries transformatrices des fibres techniques.

Publications :

Chiffres-clés, production industrielle, SESSI :

— « L'industrie chimique de base », séries mensuelles et trimestrielles ;

— « Parachimie », séries mensuelles et trimestrielles ;

— « Industrie du caoutchouc », séries mensuelles commentées ;

— « Industrie du caoutchouc », séries trimestrielles de branche, résultats définitifs ;

— « Transformation des matières plastiques », séries mensuelles commentées et séries trimestrielles.

Info chimie magazine.

Chimie Hebdo.

Rapport annuel, Union des industries chimiques.

Information sur les fibres synthétiques et cellulosiques, Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques, édition 1999, Bruxelles.

« Pneumatiques », *Le Journal de l'Automobile,* septembre 1999.

European Rubber Journal.

Informations économiques et financières du SNCP, juin 1999.

« La Plasturgie », M. Duthoît et C. Le Corroller, SESSI-*Études,* juin 1995.

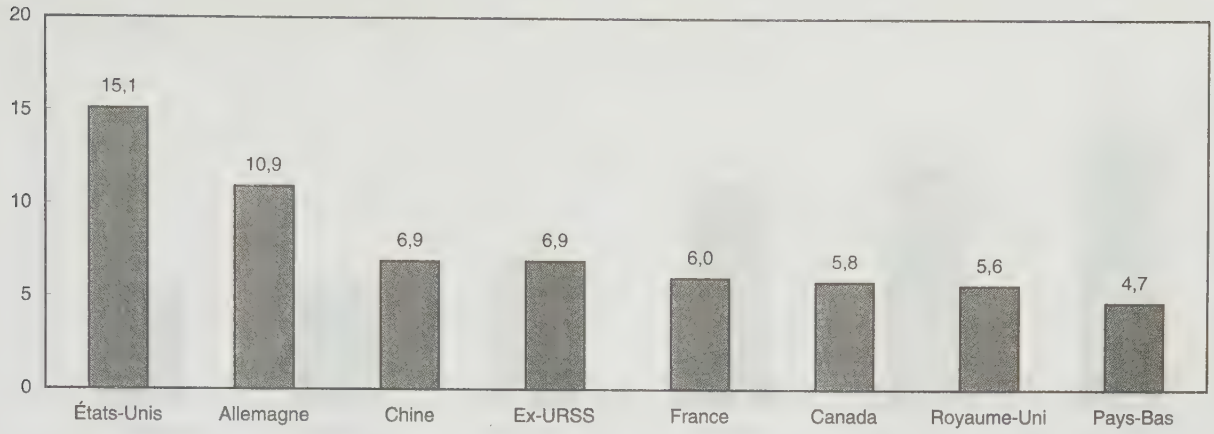
« La situation de l'industrie, résultats détaillés », enquête annuelle d'entreprise, *Chiffres-clés Références*, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI, 1999.

*
* *

GRAPHIQUE K.13-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique minérale (NES F41) en 1998

En %

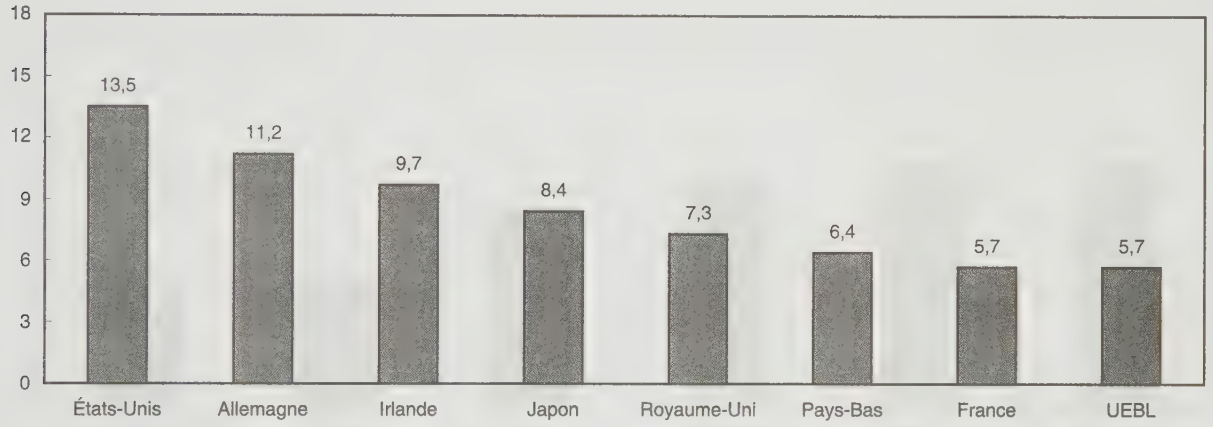


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique organique (NES F42) en 1998

En %

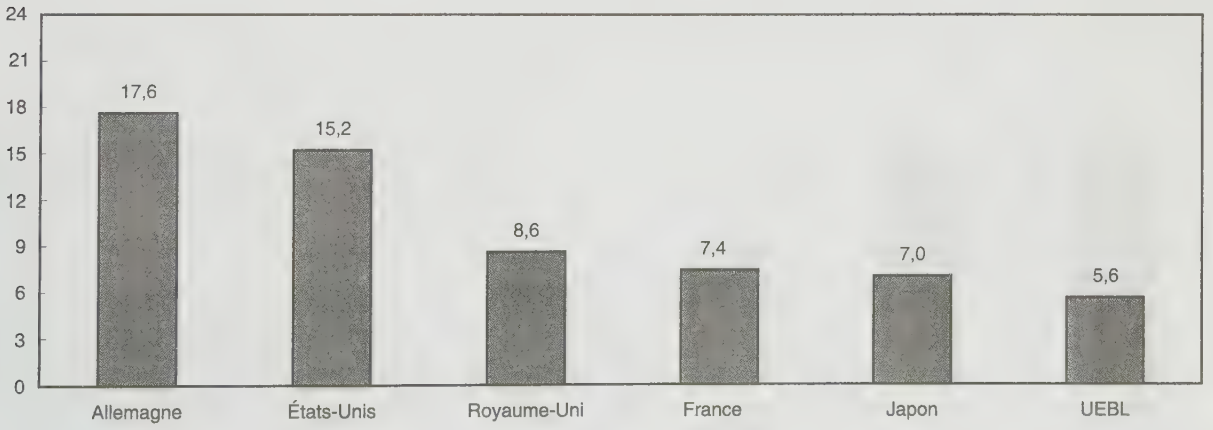


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parachimie (NES F43) en 1998

En %

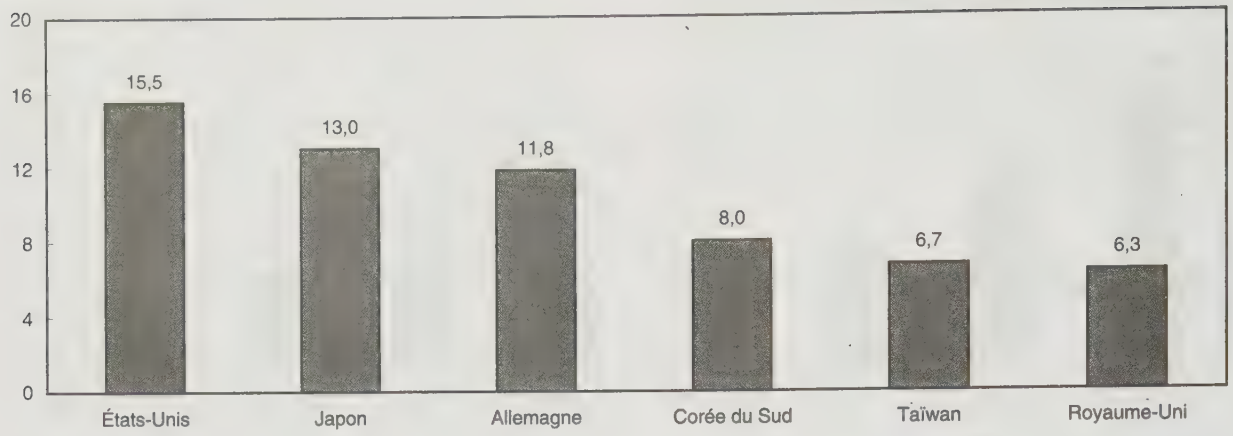


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44) en 1998

En %

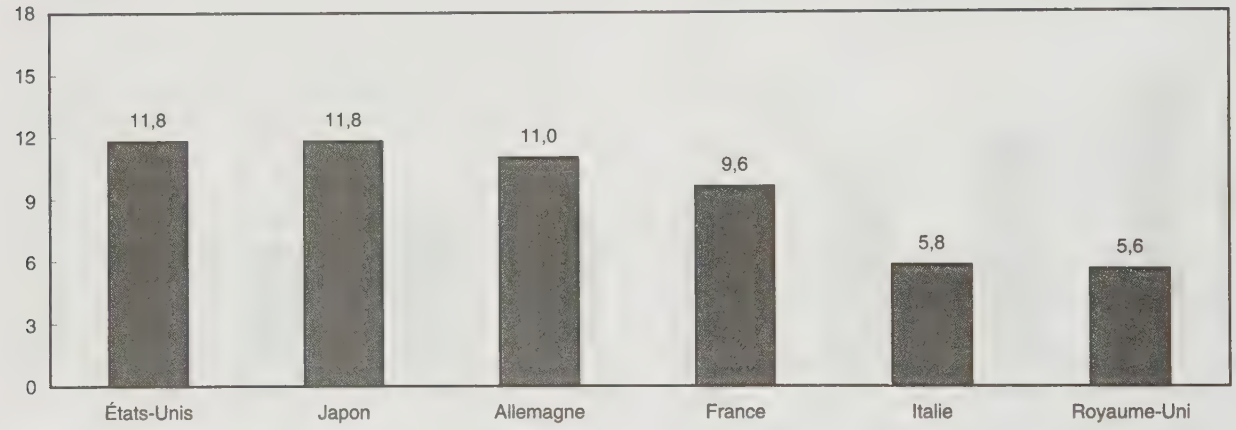


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-5

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du caoutchouc (NES F45) en 1998

En %

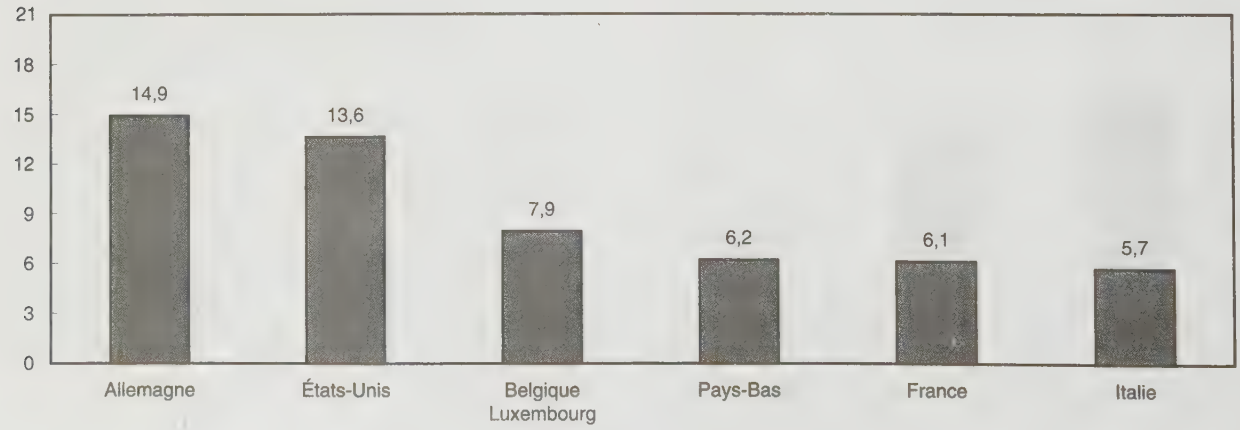


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.13-6

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la transformation de matières plastiques (NES F46) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.13-1

Industrie chimique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de gaz industriels	241A	4 330	6 956,8	5 518	1 341,0	944,3
Fabrication de colorants et de pigments	241C	4 007	6 865,9	4 737	1 012,2	350,0
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	241E	9 402	14 658,2	9 408	1 818,9	981,0
Fabrication de produits azotés et d'engrais	241J	5 581	10 369,7	6 598	1 226,9	391,2
Industrie chimique minérale	**F41**	**23 320**	**38 850,6**	**26 261**	**5 399,0**	**2 666,5**
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	241G	24 425	59 498,7	27 906	6 247,7	3 775,4
Fabrication de matières plastiques de base	241L	15 693	42 919,7	17 279	3 723,8	2 864,7
Fabrication de caoutchouc synthétique	241N	2 745	5 025,8	1 998	443,6	365,9
Industrie chimique organique	**F42**	**42 863**	**107 444,2**	**47 183**	**10 415,1**	**7 006,0**
Total (Industrie chimique)		**66 183**	**146 294,8**	**73 444**	**15 814,1**	**9 672,5**

TABLEAU K.13-2

Industrie chimique : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
INDUSTRIE CHIMIQUE MINÉRALE	**F41**						
GAZ INDUSTRIELS	**241A**						
dont : Oxygène comprimé		10^6 m^3	2 215	2 259	2 597	2 639	2 762
Azote comprimé		»	2 117	2 244	2 616	2 815	2 910
Hydrogène		»	494	594	591	579	553
COLORANTS ET PIGMENTS ORGANIQUES	**241C**	10^3 tonnes	54	56	62	52	51
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES INORGANIQUES DE BASE	**241E**						
dont : Acide sulfurique		»	2 382	2 259	2 250	2 214	2 177
Acide chlorhydrique		»	381	425	510	450	279
Chlore		»	1 420	1 470	1 470	1 503	1 519
Soude caustique (NaOH)		»	1 500	1 552	1 535	1 578	1 601
Noirs de carbone		»	259	246	253	263	262
PRODUITS AZOTÉS ET ENGRAIS	**241J**						
Superphosphates (simples, doubles et triples)		»	613	696	663	570	524
Acide phosphorique (usage engrais)		»	165	166	158	*c*	*c*
Engrais composés		»	4 564	4 496	4 501	4 412	3 845
Chlorure de potassium (K_2O)		»	802	751	665	417	311
INDUSTRIE CHIMIQUE ORGANIQUE	**F42**						
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES DE BASE	**241G**						
dont : Éthylène		»	2 667	2 723	2 874	3 004	3 084
Propylène		»	1 947	2 044	2 221	2 267	2 233
Butadiène		»	330	344	362	390	407
Butène et ses isomères		»	205	210	202	281	210
Benzène		»	792	895	884	917	939
MATIÈRES PLASTIQUES DE BASE	**241L**						
Aminoplastes		»	221	249	272	270	219
Polyéthylène basse densité (autre que linéaire)		»	700	717	705	717	701
Polyéthylène haute densité		»	390	371	451	532	535
Polypropylène		»	1 065	1 107	1 239	1 321	1 395
Polystyrène et ses copolymères		»	617	663	714	701	739
Polychlorure de vinyle		»	1 062	1 154	1 200	1 151	1 185
CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE	**241N**	»	612	587	602	605	571
COKE ET GOUDRONS	**231Z**						
Goudron brut		10^3 tonnes	209	207	207	206	193

TABLEAU K.13-3

Parachimie : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances, et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de produits agrochimiques	242Z	6 772	24 198,3	6 621	1 713,2	386,5
Fabrication de peintures et vernis	243Z	16 138	20 427,3	17 755	3 455,6	776,7
Fabrication de produits explosifs	246A	3 195	3 605,5	4 412	729,5	454,0
Fabrication de colles et gélatines	246C	3 416	4 971,2	3 550	757,1	224,1
Fabrication d'huiles essentielles	246E	4 207	5 761,8	4 569	1 040,9	252,6
Fabrication de produits chimiques pour la photographie	246G	3 259	4 946,6	3 325	702,3	243,5
Fabrication de supports de données	246J	1 307	2 087,8	1 258	225,0	208,6
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	246L	12 230	22 034,3	10 545	2 235,1	693,3
Parachimie	**F43**	**50 524**	**88 032,8**	**52 035**	**10 858,7**	**3 239,3**

TABLEAU K.13-4

Parachimie : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
SEITA

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1990	1995	1996	1997	1998	1999
PEINTURES, VERNIS, COULEURS FINES, ENCRES D'IMPRIMERIE	**243Z**							
Peintures et vernis		10^3 tonnes	711	730	731	783	798	834
Mastics et enduits		»	193	162	152	160	175	186
Encres d'imprimerie		»	67	81	84	91	91	91
EXPLOSIFS, ACCESSOIRES DE MISE À FEU, ARTIFICES	**246A**							
Explosifs en cartouches		10^3 tonnes	13	12	11	11	11	13
Explosifs en vrac		»	26	29	30	29	26	26
COLLES ET GÉLATINES	**246C**							
Colles techniques		10^3 tonnes	207	248	255	242	235	253
Colles ciments et colles mortiers		»	223	219	255	294	329	360
PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES ET CINÉMATOGRAPHIQUES	**246G**							
Surfaces sensibles diverses		km^2	319	296	*c*	*c*	*c*	*c*
PRODUITS CHIMIQUES À USAGE INDUSTRIEL	**246L**							
Assouplissants		10^3 tonnes	101	130	149	165	177	167
Facturations								
PRODUITS AGROCHIMIQUES	**242Z**	**10^6 francs**	...	**14 145**	**15 563**	**16 938**	**16 507**	**16 159**
dont : Insecticides	»	»	...	2 214	2 363	3 037	2 914	2 800
Herbicides	»	»	...	5 787	6 492	6 751	6 910	6 900
Fongicides	»	»	...	4 678	4 494	4 165	4 123	4 750
Autres produits agrochimiques	»	»	...	1 466	2 214	2 985	2 560	1 709

TABLEAU K.13-5

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	247Z	2 039	3 382,0	2 283	384,2	174,0
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	**F44**	**2 039**	**3 382,0**	**2 283**	**384,2**	**174,0**
Fabrication de pneumatiques	251A	32 977	31 972,8	36 796	6 131,5	1 981,4
Rechapage de pneumatiques	251C	1 882	1 419,3	1 248	162,3	40,2
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	251E	28 509	19 659,8	29 136	4 265,6	967,1
Industrie du caoutchouc	**F45**	**63 368**	**53 051,9**	**67 180**	**10 559,4**	**2 988,7**
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	252A	17 346	19 492,2	17 342	2 742,2	1 736,7
Fabrication d'emballages en matières plastiques	252C	31 106	28 099,0	31 236	4 667,3	2 512,7
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	252E	17 134	15 577,6	16 085	2 345,6	609,6
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (1)	252G	10 477	8 307,8	11 365	1 656,2	330,7
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (2)	252H	46 842	39 380,9	50 005	7 136,3	1 971,6
Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)	**F46**	**122 905**	**110 857,5**	**126 033**	**18 547,6**	**7 161,3**
Total		**188 312**	**167 291,4**	**195 496**	**29 491,2**	**10 324,0**

(1) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(2) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

TABLEAU K.13-6

Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR	**251A**						
dont : Enveloppes pour voitures de tourisme		tonne	393 218	385 836	403 701	420 888	413 280
Pneumatiques pour voitures de tourisme et assimilés		10^3 pièces	57 815	56 416	58 498	59 748	58 860
Pneumatiques pour tracteurs agricoles et para-agricoles (roues motrices et roues directrices), génie civil		»	840	897	877	696	921
Pneumatiques pour avions		tonne	1 443	1 022	1 154	1 579	1 772
Chambres à air pour véhicules routiers et non routiers		»	2 941	1 812	1 550	1 065	1 371
Chambres à air pour cycles et motocycles		10^3 pièces	19 437	17 535	14 690	13 419	12 938
OUVRAGES EN CAOUTCHOUC	**251E**						
Tissus caoutchoutés		tonne	3 548	3 511	4 389	6 156	7 512
Courroies en caoutchouc		»	16 751	15 581	17 748	14 136	14 520

TABLEAU K.13-7

Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Plaques et blocs cellulaires	252A	111	110	114	123	140
Tubes et tuyaux	»	309	293	283	282	345
Profilés en matières plastiques	»	113	112	118	133	140
Sacs et sachets de petite capacité en matières plastiques	252C	297	293	304	310	328
Revêtements de murs et de sols à surface plastique	252E	119	114	114	122	123
Menuiseries de bâtiment en matières plastiques (portes, fenêtres, volets)	»	163	163	218	248	257
Articles de ménage et de campement en matières plastiques	252G	53	57	41	46	45
Pièces moulées en matières thermoplastiques	252H	329	372	398	456	481

Chapitre K.14

Métallurgie et transformation des métaux

(NES : F51 à F55)
(NAF : 27, 28.4 à 28.7)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier (NES F51) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la production de métaux non ferreux (NES F52) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits métalliques (NES F55) en 1998.

1. Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques.
2. Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche.
3. Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA).
4. Production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques.
5. Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux.
6. Fonderie, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques.
7. Fonderie : principales productions de la branche.
8. Activité de la branche travail des métaux.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Sidérurgie et première transformation de l'acier (NES F51, NAF 27.1 à 27.3)

En 1998, la forte demande des secteurs de l'automobile et de la mécanique entraîne une progression de la consommation d'acier : sa production annuelle augmente de 1,8 %. Le secteur de la sidérurgie dégage un excédent commercial de 8 milliards de francs. Les exportations représentent 47,1 % du chiffre d'affaires. Dès le second semestre 1999, la production annuelle d'acier s'accroît de 0,4 %.

Le groupe Usinor se recentre sur ses deux principaux métiers, les aciers plats au carbone de Sollac (renforcé par l'achat de Cockerill) et les aciers inoxydables d'Ugine, secteurs à plus forte valeur ajoutée et donc moins sensibles à la concurrence. Il se sépare de sa branche aciers spéciaux et produits longs. Six groupes européens se placent parmi les dix premiers sidérurgistes mondiaux, produisant 70 % de l'acier de l'Europe des Quinze.

La sidérurgie améliore ses performances environnementales en s'engageant à maîtriser les gaz à effet de serre et les consommations d'énergie. L'acier est massivement recyclé et la récupération de ferrailles équivaut à 47 % de la production d'acier.

La sidérurgie, poids lourd de la « vieille économie », adopte l'internet pour la mise en place de plates-formes d'achats communes et se lance dans l'e-business ; d'ici à cinq ans, 40 % de l'acier mondial pourrait se vendre sur ce réseau.

Production de métaux non ferreux (NES F52, NAF 27.4)

Le marché des métaux non ferreux est sensible aux mouvements conjoncturels. En 1998, il souffre de la crise asiatique, principalement au deuxième semestre ; les cours mondiaux des matières premières chutent : aluminium (- 15 %), cuivre (- 24 %), zinc (- 19 %), nickel (- 32 %).

La production de métaux de première fusion continue de progresser en France (+ 6 %), profitant de la vitalité de l'automobile ; les livraisons de demi-produits, aux débouchés plus diversifiés, sont en recul au second semestre (chiffre d'affaires : - 3,5 % par rapport à 1997), exception faite de l'aluminium et du cuivre (respectivement + 5 % et + 8 %).

La production de métal à partir de déchets métalliques représente plus de 35 % de la production avec une quarantaine d'entreprises, alors que la métallurgie de première fusion est un secteur très concentré.

Le déficit des échanges extérieurs s'accroît (10,7 milliards de francs) avec un taux de couverture de 74 %.

Fonderie (NES F53, NAF 27.5)

La fonderie se situe en amont de nombreuses branches utilisatrices de pièces métalliques. Les principaux débouchés, loin après celui de l'automobile, sont les matériels de manutention et de levage, les équipements industriels ou encore la construction aéronautique. Les pièces sont fabriquées à la demande et selon les spécifications du client : c'est une industrie de sous-traitance.

Après une forte progression du chiffre d'affaires en 1998, 1999 marque une quasi-stagnation des facturations et un léger recul de la production. L'industrie automobile, principal débouché de ce secteur, en conditionne largement l'évolution. Les entreprises renforcent leurs effectifs globaux et leurs investissements. Les produits en fonte et en aluminium bénéficient particulièrement de cette embellie.

La restructuration des entreprises se poursuit et conduit à la naissance de groupes fortement structurés ; les fondeurs adaptent leur production aux besoins d'une clientèle de plus en plus exigeante (partenariat avec les donneurs d'ordres, livraisons en flux tendu). Les industriels doivent faire face à la concurrence de l'Allemagne pour l'acier haut de gamme et des pays ibériques et de l'Est pour les produits de qualité courante.

La France maintient sa place de septième producteur de pièces moulées dans le monde et sa deuxième place en Europe derrière l'Allemagne et devant l'Italie.

Services industriels du travail des métaux (NES F54, NAF 28.4 et 28.5)

Dans ce secteur, 2 200 entreprises emploient 126 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 89 milliards de francs. Les unités de production sont très atomisées ; 2 % des entreprises ont un effectif supérieur à 250 personnes. L'automobile et les équipementiers sont le marché essentiel de ces industries. Après la forte croissance des années 1997 et 1998, la tendance positive se maintient en 1999. Toutefois, à la fin du premier semestre 2000, l'essoufflement du marché allemand de l'automobile fait craindre un ralentissement de la croissance dans l'industrie automobile européenne. Celui-ci pourrait avoir des conséquences sur la sous-traitance des métaux dès la fin de l'année 2000.

Activités de pure sous-traitance, les secteurs qui composent les « services industriels » ont à faire face à de nombreux défis. Les techniques favorisant un approvisionnement sur mesure des clients se généralisent (fabrication en flux tendu et de la livraison en « juste à temps »). Les relations avec les grands donneurs d'ordre évoluent ; les entreprises sont amenées à une politique d'alliance avec celles de métier équivalent mais aussi à rechercher des sous-traitants exerçant des métiers complémentaires, pour pouvoir fournir des pièces de fonction ou même des sous-ensembles. Enfin, la pression sur les prix de vente reste vive et ces industries recourent à des investissements importants, afin d'augmenter les gains de productivité et garantir ainsi une marge de rentabilité.

Fabrication de produits métalliques (NES F55, NAF 28.6 et 28.7)

La quasi-totalité des entreprises emploie moins de 250 salariés. Toutefois, les 22 entreprises de plus de 500 salariés réalisent 30 % du chiffre d'affaires et plus du tiers des exportations. Les entreprises sont localisées à proximité des donneurs d'ordre ou des secteurs clients tels que l'automobile, l'aéronautique ou le bâtiment.

La fabrication d'emballages métalliques légers, activité principale du secteur, se concentre dans les filiales de

grands groupes tels Crown Cork Company France S.A, Impress Metal Packaging, Péchiney Emballages Alimentaire et Ferembal.

Les stratégies des groupes s'élaborent à l'échelon mondial. La recherche du moindre coût se traduit par une forte spécialisation des produits. Dans le domaine des conditionnements de liquides, la lutte est sévère entre les boîtes acier et les autres types d'emballages (brique-carton, plastique et verre). En 1999, le volume de production de la branche emballages métalliques progresse après une année 1998 stable.

Le chiffre d'affaires du secteur progresse de plus de 3,5 % en un an malgré la baisse de quelques activités (articles métalliques ménagers, coutellerie, fabrications de chaînes et petits articles métalliques).

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

- **Flux tendus**

En matière d'approvisionnement, gestion tendant à supprimer les stocks.

- **Juste à temps**

Gestion en flux tendus s'appliquant aux relations sous-traitants / donneurs d'ordre.

Sidérurgie et première transformation de l'acier (NES F51, NAF 27.1 à 27.3)

L'industrie des métaux ferreux

Elle comprend :

— la sidérurgie proprement dite regroupant la production de fonte, d'aciers bruts, de produits finis laminés en aciers courants ou alliés ;

— la fabrication de tubes en fonte et en acier ;

— la première transformation de l'acier (non CECA) avec l'étirage, le laminage à froid, le profilage, le tréfilage, la production de ferro-alliages et autres produits non CECA.

La sidérurgie :

— selon le traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), relèvent de la sidérurgie les produits de haut fourneau, les cokeries sidérurgiques, les aciers y compris les fours de réduction directe et les installations de coulées continues, les laminoirs à chaud et à froid et les installations en aval (étamage, galvanisation, plombage) ;

— la nomenclature économique se réfère pour la sidérurgie au champ défini par la CECA et distingue les fontes brutes, les aciers bruts et les produits finis sidérurgiques. Toutefois, il convient d'associer en aval de l'activité sidérurgique les activités de fabrication de tubes et de première transformation de l'acier, premiers demandeurs d'acier en France. Ces branches aval comprennent la production de tubes et accessoires en fonte et en acier, d'étirés, de feuillards laminés, de profilés et de fils tréfilés à froid, de ferro-alliages et autres produits non CECA.

Production de métaux non ferreux (NES F52, NAF 27.4)

Cette activité regroupe :

— la métallurgie dont on distingue la production de métal par fusion de minerais (dite de première fusion) et la production de métal à partir de déchets métalliques (dite de seconde fusion ou d'affinage) sous forme de lingots bruts ou alliés ;

— la première transformation des métaux non ferreux qui recouvre la fabrication de demi-produits (fil machine, fils, barres profilés, laminés, tubes, poudres, etc.).

Fonderie (NES F53, NAF 27.5)

La **fonderie** est la technique qui consiste à chauffer un métal ou un alliage pour le porter à l'état liquide et le couler dans un moule afin d'obtenir après refroidissement la pièce désirée. Cette pièce reprend ainsi fidèlement les formes du modèle original ayant servi à réaliser ce moule. Il est donc possible de réaliser des pièces de dimensions variées et de formes complexes tout en limitant les opérations d'usinage, soudure et montage.

L'industrie de la fonderie comprend la fabrication de pièces moulées en métaux ferreux (fonte, acier), et en métaux non ferreux (aluminium, cuivre, zinc...), et alliages.

Fonderie sur modèles *:* fonderie de sous-traitance, fabrication « sur mesure » à la demande de la clientèle.

Fonderie intégrée *:* certaines entreprises possèdent des unités de fonderie intégrée pour leur production en aval (automobile par exemple), mais les fonderies autonomes sont majoritaires.

Services industriels du travail des métaux (NES F54, NAF 28.4 et 28.5)

Ils regroupent six activités :

— **la forge, l'estampage, le matriçage** : déformation de métaux à chaud ou à froid par choc ou par pression, avec ou sans matrice ;

— **le découpage, l'emboutissage** : mise en forme de feuillards ou de tôles en acier ou en métaux non ferreux ;

— **la métallurgie des poudres** : production, exclusivement en sous-traitance, de pièces obtenues par frittage (compactage et cuisson de poudres métalliques) ;

— **le traitement et le revêtement des métaux** : revêtement industriel, traitement thermique, thermochimique, décoration, protection décorative, émaillage à façon pour protection et décoration ;

— **le décolletage** : usinage de pièces essentiellement métalliques par enlèvement de copeaux, principalement sur tours automatiques ou semi-automatiques ;

— **la mécanique générale** : usinage de pièces sur plan par enlèvement de métal, reconstruction de moteurs thermiques, entretien et réparations mécaniques.

Fabrication de produits métalliques (NES F55, NAF 28.6 et 28.7)

Elle regroupe 14 activités :

— fabrication de coutellerie ;

— fabrication d'outillage à main ;

— fabrication d'outillage mécanique ;

— fabrication de serrures et ferrures ;

— fabrication de fûts et emballages métalliques similaires ;

— fabrication d'emballages métalliques légers ;

— fabrication d'articles en fils métalliques ;

— fabrication de visserie et boulonnerie ;

— fabrication de ressorts ;

— fabrication de chaînes ;

— fabrication d'articles métalliques ménagers ;

— fabrication de coffre-forts ;

— fabrication de petits articles métalliques ;

— fabrication d'autres articles métalliques divers.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Chambre professionnelle des statistiques de l'acier ;

— Syndicat national du tréfilage de l'acier ;

— Syndicat national de laminage à froid, du feuillard de l'acier ;

— Syndicat national du profilage ;

— Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux ;

— Association française interprofessionnelle du cadmium ;

— Chambre syndicale des fabricants de pinces et outils en carbures métalliques durs ;

— Syndicat général des affineurs de France ;

— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes ;

— Syndicat national des entreprises d'application des revêtements et traitements de surface ;

— Syndicat des applicateurs en traitement de surface ;

— Syndicat national du découpage et de l'emboutissage ;

— Syndicat national du décolletage (SNDEC) ;

— Association d'études techniques des industries de l'estampage et de la forge ;

— Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux ;

— Chambre syndicale de la boulonnerie et de la visserie forgées (CSBVF) ;

— Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR) ;

— Syndicat national des fabricants de quincaillerie (SNFQ) ;

— Syndicat national des fabricants d'articles galvanisés et étamés (SAGE) ;

— Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM) ;

— Chambre syndicale de la coutellerie ;

— Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers.

Publications :

« *L'industrie de l'acier en 1999* », Fédération française de l'acier, 2000.

« *L'acier en France en 1999* », Fédération française de l'acier, 2000.

« *Les chiffres-clés des matières premières minérales* », Observatoire des matières premières, Secrétariat d'État à l'Industrie, 1999.

« *Les chiffres-clés des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux* », Fédération des minerais et métaux, édition 1999.

« L'aluminium : un métal jeune à l'avenir prometteur », *Le 4 pages*, SESSI, n° 114, juin 1999.

« *La fonderie française en 1998* », SGFF (Syndicat général des fondeurs de France), 1999.

« La fonderie et le travail des métaux, Perspectives sectorielles », *Les Prévisions glissantes du BIPE*.

Hommes et fonderie, mensuel.

« Écomine », *Bulletin mensuel*, Observatoire des matières premières et du BRGM.

« Travail des métaux », séries trimestrielles et annuelles, *Chiffres-Clés, production industrielle*, SESSI.

« Les services industriels du travail des métaux », *Chiffres-Clés Analyse*, SESSI, 1999.

« La situation de l'industrie », *Chiffres-clés Références*, SESSI, édition 1999.

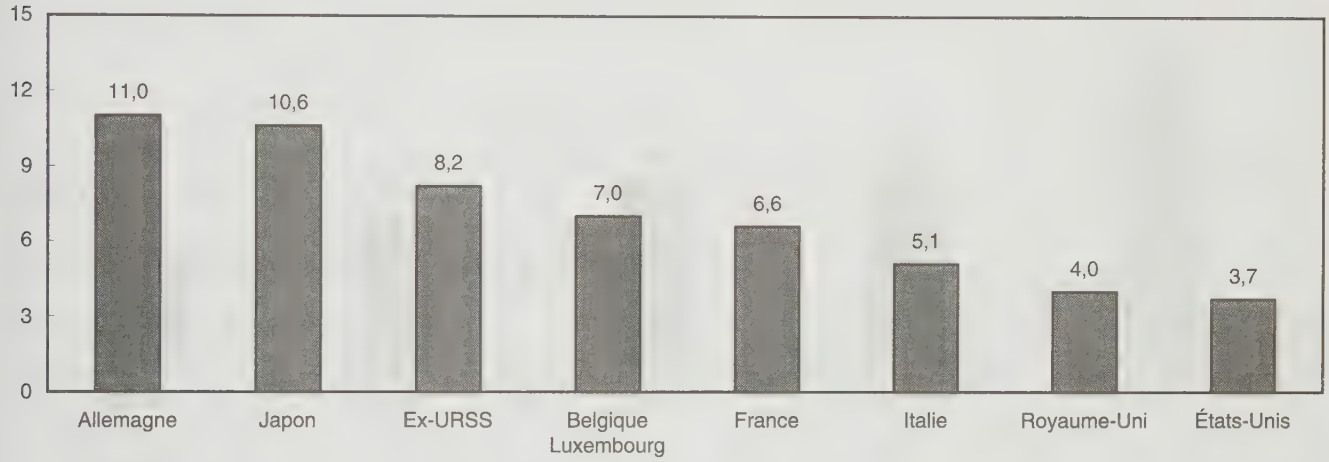
« *Bulletin mensuel de statistique industrielle* », SESSI

*
* *

GRAPHIQUE K.14-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier (NES F51) en 1998

En %

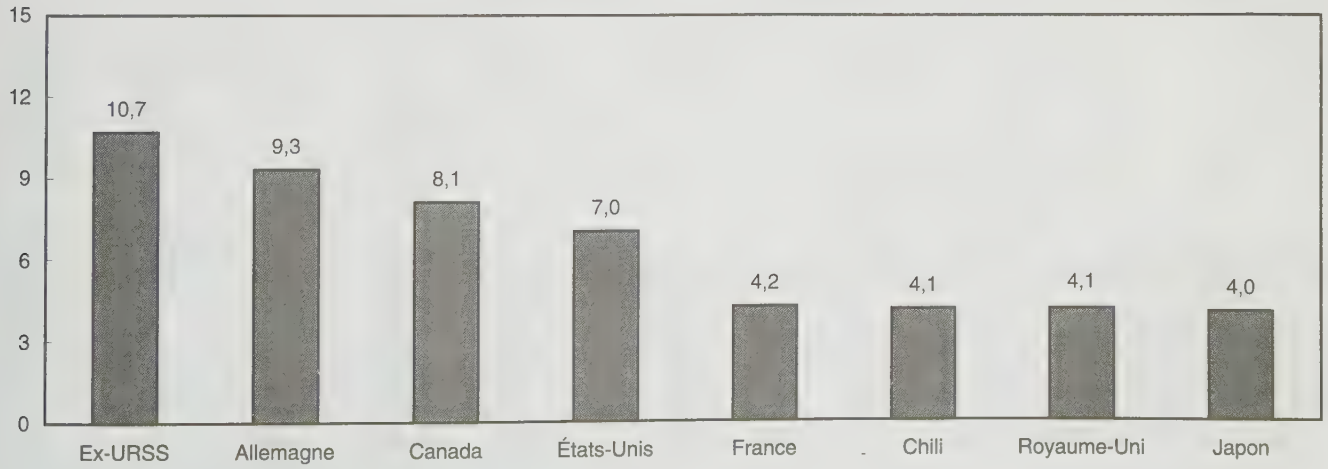


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.14-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la production de métaux non ferreux (NES F52) en 1998

En %

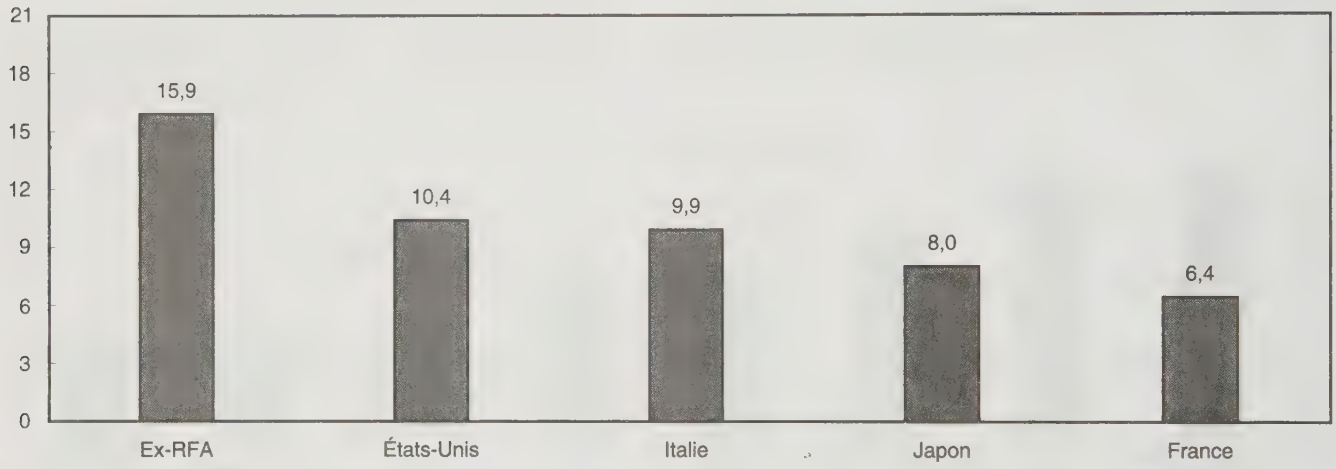


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.14-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits métalliques (NES F55) en 1998

En %



Sources : OCDE - CEPII

TABLEAU K.14-1

Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Sidérurgie [CECA (1)]	271Z	37 018	76 659,6	40 173	9 579,8	3 349,9
Fabrication de tubes en fonte et en acier	272A et 272C	14 051	18 406,9	13 726	2 284,6	537,4
Étirage à froid	273A	2 071	2 934,5	1 058	174,6	92,3
Laminage à froid de feuillards	273C	1 080	1 414,1	1 136	192,2	50,8
Profilage à froid par formage ou pliage	273E	1 990	3 687,1	2 175	365,9	130,5
Tréfilage à froid	273G	2 617	2 958,0	2 903	462,3	99,4
Production de ferro-alliages et autres produits non CECA	273J	1 377	2 307,8	1 477	311,5	172,6
Sidérurgie et première transformation de l'acier	**F51**	**60 204**	**108 368,0**	**62 648**	**13 370,9**	**4 432,9**

(1) Activités de sidérurgie définies au sens du traité instituant la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

TABLEAU K.14-2

Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche

Source : Fédération Française de l'Acier (FFA) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Fontes brutes	**271Z**	**12 860**	**12 108**	**13 424**	**13 602**	**13 558**
de moulage (1)		588	561	646	710	602
d'affinage		12 272	11 547	12 778	12 892	12 956
Aciers bruts	**271Z**	**18 100**	**17 633**	**19 767**	**20 126**	**20 200**
lingots et coulée continue		17 872	17 413	19 543	19 901	19 977
moulage (2)		228	220	224	225	223
Aciers fins et spéciaux (en acier coulé brut) (3)	271Z	3 491	3 441	3 767	3 956	3 556
dont : Aciers spéciaux de construction non alliés (au carbone)		737	916	1 040	1 149	1 054
Aciers spéciaux de construction alliés		1 422	1 263	1 386	1 372	1 083
Aciers inoxydables		983	973	1 009	1 061	1 116
Produits finis laminés en acier	**271Z**	**16 189**	**16 224**	**17 975** *r*	**17 984**	**18 224**
Matériel de voie		228	255	275	315	302
dont : rails		211	231	256	294	277
Profilés lourds		333	303	325	354	408
dont : poutrelles		333	303	325	354	408
Autres produits longs		4 681	4 544	4 899	4 738	4 363
dont : fil machine en couronne		1 845	1 766	1 892	1 801	1 676
barres laminées		1 356	1 215	1 381	1 452	1 315
ronds à béton		819	923	896	784	810
Produits plats		10 947	11 122	12 476 *r*	12 577	13 150
dont : feuillards laminés à chaud		223	201	204	206	207
tôles fortes (4,76 mm et plus) et moyennes (3 à 4,76 mm) à chaud		4 238	4 422	4 903	4 769	5 148
tôles minces (moins de 3 mm) et fer noir, à chaud et à froid		6 486	6 499	7 369 *r*	7 602	7 795

(1) Non compris les optants (entreprises répondant directement au SESSI).
(2) Voir également au tableau K.14-7 la production d'acier moulé (NAF 275C).
(3) La production d'aciers fins et spéciaux ne peut être ajoutée à la production totale d'aciers bruts, celle-ci la comprenant déjà.

TABLEAU K.14-3

Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA)

Sources : Syndicat Général des Fondeurs de France (SGFF)
Fédération Française de l'Acier (FFA)
Syndicat de l'Industrie des Tubes Étirés et Laminés sans soudure en acier (SITEL)

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1996	1997	1998	1999
Production					
Fabrication de tubes	**27.2**				
Tubes en fonte	272A	543	c	c	c
Tubes en acier (1)	272C	1 350	1 556	1 547	1 307
dont : tubes soudés		784	903	810	836
tubes sans soudure		566	653	737	471
Livraisons					
Première transformation de l'acier (non CECA)	**27.3**				
Produits étirés à froid	273A	370	390	447	403
Feuillards laminés à froid (2)	273C	90	102	106	100
Profilés formés à froid (3)	273E	397	401	469	496
Fils tréfilés (4)	273G	406	460	474	463
Ferroalliage	273J	254	296	299	270

(1) Ateliers intégrés exclus. Les livraisons des étireurs sont incluses, les livraisons d'ébauches aux étireurs sont exclues.
(2) Obtenus à partir de feuillards laminés à chaud.
(3) Y compris les profilés de couverture et bandages.
(4) Fil de fer ou d'acier obtenu en partant de fils machine laminés à chaud. Les livraisons comprennent tous les produits relevant du tréfilage, fils tréfilés vendus non transformés. Les ateliers de tréfilage intégrés à d'autres industries ne sont pas compris.

TABLEAU K.14-4

Production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Production de métaux précieux et métallurgie des autres métaux non ferreux	274A et 274M	3 277	9 821,2	3 116	597,0	117,2
Production d'aluminium	274C	3 078	7 013,2	3 674	899,4	269,8
Première transformation de l'aluminium	274D	8 024	13 506,5	8 094	1 532,2	508,2
Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain	274F et 274G	2 294	4 452,8	2 576	498,9	244,3
Production et première transformation du cuivre	274J et 274K	5 924	12 474,3	5 671	933,0	362,4
Production de métaux non ferreux	**F52**	**22 597**	**47 268,0**	**23 131**	**4 460,5**	**1 501,9**

TABLEAU K.14-5

Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF	Unités	1995	1996	1997	1998	1999
MÉTAUX NON FERREUX (PRODUCTION)							
Métaux précieux	**274A**						
Or		tonne	81	75	51	38	35
Argent brut		»	666	648	535	742	781
Platine brut		»	0,3	0,2	0,1	2,1	1,9
Aluminium	**274C**						
Alumine calcinée		10^3 tonnes	425	440	477	444	472
Aluminium ordinaire		»	364	380	399	424	455
Plomb, zinc, étain	**274F**						
Plomb brut		»	316	322	303	306	294
dont : Plomb raffiné de 1ère fusion		»	134	141	131	136	131
Zinc brut		»	314	354	347	343 *r*	338
dont : Zinc raffiné de 1ère fusion		»	286	321	329	333	331
Autres métaux non ferreux							
Cuivre électrolytique	274J	»	42	39	36	22	2 (1)
Nickel	274M	»	8	9	9	10	9
DEMI-PRODUITS DE MÉTAUX NON FERREUX (LIVRAISONS)							
Demi-produits en métaux précieux	**274A**						
Or		tonne	23	20	15	14	10
Argent		»	406	381	342	266	234
Platine		»	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4
Demi-produits en aluminium	**274D**	10^3 tonnes	722	667	734	741	785
Demi-produits en plomb, zinc et étain	**274G**						
Plomb		»	21	17	17	16	17
Zinc		»	93	83	67	68	82
Étain		»	3	3	3	4	3
Demi-produits en cuivre	**274K**	10^3 tonnes	831	796	836	830	811
Autres demi-produits non ferreux	**274M**						
Tungstène		tonne	493	502	540	686	728

(1) En avril 1999, arrêt de la production de C.G. Electrolyse du Palais.

TABLEAU K.14-6

Fonderie, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fonderie de fonte	275A	12 108	7 509,0	12 980	1 852,6	540,6
Fonderie d'acier	275C	7 425	4 235,3	6 700	962,3	181,7
Fonderie de métaux légers	275E	12 898	9 222,7	13 861	1 926,6	925,6
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275G	3 554	2 251,0	3 432	479,8	91,9
Fonderie	**F53**	**35 985**	**23 218,0**	**36 973**	**5 221,3**	**1 739,8**
Forge, estampage, matriçage	284A	12 377	9 974,9	10 133	1 488,5	540,1
Découpage, emboutissage	284B	29 489	24 283,1	30 206	4 350,0	1 118,7
Métallurgie des poudres	284C	1 158	913,5	1 033	182,3	66,4
Traitement et revêtement des métaux	285A	18 318	11 325,1	17 839	2 478,4	863,8
Décolletage	285C	13 424	9 356,0	13 205	2 017,3	805,6
Mécanique générale	285D	50 809	29 691,9	51 962	7 987,1	1 263,6
Services industriels du travail des métaux	**F54**	**125 575**	**85 544,5**	**124 378**	**18 503,6**	**4 658,2**
Fabrication de coutellerie	286A	3 025	1 679,3	3 140	389,8	89,4
Fabrication d'outillage à main	286C	4 377	3 135,2	5 217	786,1	149,4
Fabrication d'outillage mécanique	286D	11 921	7 077,4	11 102	1 815,0	335,4
Fabrication de serrures et ferrures	286F	12 245	8 451,1	12 309	1 739,3	379,7
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	881	1 184,2	962	162,3	42,8
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 103	13 574,9	11 136	1 729,3	621,7
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	7 579	6 741,4	8 687	1 217,1	318,8
Visserie et boulonnerie	287G	8 375	6 485,2	8 826	1 285,4	437,5
Fabrication de ressorts	287H	3 381	2 312,7	3 459	531,1	176,7
Fabrication de chaînes	287J	517	225,9	538	65,8	9,5
Fabrication d'articles métalliques ménagers	287L	6 147	5 068,9	7 157	1 074,2	323,8
Fabrication de coffres-forts et d'articles métalliques n.c.a. (1)	287M et 287P	12 849	10 661,6	11 716	1 863,9	375,5
Fabrication de petits articles métalliques	287N	2 821	1 778,3	2 938	438,1	95,9
Fabrication de produits métalliques	**F55**	**85 221**	**68 376,1**	**87 187**	**13 097,4**	**3 356,1**
Total		**246 781**	**177 138,6**	**248 538**	**36 822,3**	**9 754,1**

(1) Ces classes comprennent aussi la fabrication de portes blindées, la fabrication d'articles divers en métaux comme les échelles, les escabeaux, les articles de voirie; la fabrication d'armes blanches : sabres, épées, baïonnettes et la fabrication d'éléments de couverture : gouttières, faîtages ...

TABLEAU K.14-7

Fonderie : principales productions de la branche (1)

Source : Syndicat général des fondeurs de France — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	1998	1999
Pièces de fonderie en fonte	**275A**	**1 116**	**1 063**	**1 105**	**1 339**	**1 316**
dont : Fonte à graphite sphéroïdal		296	289	c	343	342
Pièces de fonderie en acier	**275C**	**135**	**121**	**132**	**144**	**137**
Pièces de fonderie en métaux légers (2)	**275E**	**231**	**238**	**248**	**273**	**281**
Pièces de fonderie en autres métaux non ferreux (3)	**275G**	**64**	**61**	**64**	**66**	**63**

(1) La fonderie est considérée comme une activité de base; à ce titre, les activités intégrées sont recensées dans la production avec les activités autonomes.
(2) Essentiellement aluminium (plus de 95 %).
(3) Non compris les « optants » (entreprises répondant directement au SESSI et non à l'organisation professionnelle agréée).

TABLEAU K.14-8

Activité de la branche travail des métaux

Facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité* : Million de francs

Produit	Numéros de la NES ou de la NAF (1)	1995	1996	1997	1998	1999
Services industriels du travail des métaux	**F54**					
Forge, estampage, matriçage	284A	7 764	8 046	8 775	9 744	9 941
Découpage, emboutissage	284B	18 454	19 503	21 735	23 827	24 889
Métallurgie des poudres	284C	776	755	853	889	814
Traitement et revêtement des métaux	285A	8 923	9 013	9 747	10 346	10 837
Décolletage	285C	7 402	7 687	8 237	9 115	9 214
Mécanique générale	285D	20 202	21 440	24 023	28 055	28 572
Fabrication de produits métalliques	**F55**					
Fabrication de coutellerie	286A	1 518	1 561	1 659	1 683	1 633
Fabrication d'outillage à main	286C	2 852	2 886	2 827	3 106	2 682
Fabrication d'outillage mécanique	286D	5 619	5 505	5 806	6 001	5 721
Fabrication de serrures et ferrures métalliques	p 286F	6 977	7 149	7 988	8 643	8 785
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	943	962	1 021	994	813
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 674	11 750	11 836	11 474	12 805
Fabrication d'articles en fils métalliques	p 287E	7 231	5 848	5 768	5 676	5 784
Visserie et boulonnerie	p 287G	5 060	5 232	5 628	6 502	6 640
Fabrication de ressorts	p 287H	2 131	1 885	1 839	1 925	2 203
Fabrication de chaînes	p 287J	*c*	*c*	244	219	503
Fabrication d'articles métalliques ménagers	p 287L	4 873	5 028	5 045	4 844	4 977
Fabrication de coffre-forts (dont portes blindées)	287M	453	406	406	335	353
Fabrication de petits articles métalliques	p 287N	1 393	1 405	1 595	1 704	1 404
Fabrication d'articles métalliques n.c.a. (2)	p 287P	6 896	7 273	7 500	7 990	8 488

(1) La lettre « p » devant le code NAF 700 signifie partie de cette classe de la NAF.
(2) Cette classe comprend la fabrication d'échelles et d'escabeaux, de panneaux indicateurs, d'articles de voirie ; mais également d'armes blanches (sabres, épées et baïonnettes) ; et d'éléments de couverture en métal (gouttières, faîtages).

Chapitre K.15

Industrie des composants électriques et électroniques

(NES : F61, F62)
(NAF : 31.2 à 31.6, 32.1)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel électrique (NES F61) en 1998.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de composants électroniques (NES F62) en 1998.

1. Fabrication de matériel électrique et de composants électroniques : grandeurs caractéristiques.
2. Matériel électrique et composants électroniques. Facturations des branches.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de matériel électrique (NES F61, NAF 31.2 à 31.6)

La France est le quatrième producteur mondial de matériel électrique derrière le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. Des leaders internationaux, tels ABB ou Siemens, dominent l'offre européenne de construction électrique. Parmi eux se trouvent des fabricants français tels Schneider Electric, Alstom, Alcatel Câbles et Legrand. Pour accroître leur compétitivité et accéder à une position dominante sur le marché, les grandes sociétés tendent à fusionner, telles ABB et Alstom devenues ABB Alstom Power.

Au niveau national, le secteur réalise un chiffre d'affaires total de 133 milliards de francs et emploie 129 000 personnes. À l'exportation, les constructeurs de matériel électrique restent très compétitifs, avec 42 % de leur production vendue à l'étranger. Le dynamisme du secteur de la construction et la bonne tenue de l'investissement industriel favorisent cette activité.

L'ensemble des entreprises évoluent dans un environnement où EDF, de par son volume d'affaires et sa capacité d'investissement, joue un rôle moteur unique en Europe. L'offre française dispose d'entreprises de taille européenne, voire mondiale sur l'ensemble de ces activités.

La fabrication du matériel électrique (hors machines tournantes et transformateurs) est composée de cinq grandes catégories de produits :

Le matériel de distribution et de commande électrique basse et haute tension (y compris l'appareillage électrique d'installation) représente 48 % du chiffre d'affaires du secteur. La reprise de l'investissement industriel en France et en Europe, conjuguée au dynamisme retrouvé des marchés de la construction, ont un effet très positif sur la croissance.

Le matériel électrique pour moteurs et véhicules occupe 27 % du chiffre d'affaires du secteur. Les équipementiers ont su s'adapter aux mutations du secteur automobile. Grâce à leur capacité d'innovation et à la mise en place de nouvelles méthodes d'organisation, les entreprises de ce secteur connaissent une année de croissance.

Avec 13 % du chiffre d'affaires du secteur, les fils et câbles électriques voient le nombre de leurs sites de production diminuer. Ce secteur est soutenu par les activités liées aux télécommunications : fibres optiques et pose de câbles sous-marins.

Les lampes et appareils d'éclairage représentent 6 % du chiffre d'affaires du secteur. L'innovation continue à stimuler la demande, en particulier dans le domaine des luminaires.

Les accumulateurs et piles électriques, soit 6 % du chiffre d'affaires du secteur, vont connaitre une évolution technique avec l'arrivée attendue des piles à combustible. Ces dernières permettront aux clients, tant industriels que particuliers, d'avoir accès à une électricité auto-produite bon marché et induisant très peu de pollution.

Fabrication de composants électroniques (NES F62, NAF 32.1)

Avec un chiffre d'affaires qui dépasse 53 milliards de francs en 1999, les performances de l'industrie française des composants électroniques se situent dans la dynamique de croissance de l'économie nationale.

Les composants électroniques jouent un rôle essentiel pour le développement accéléré des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le secteur des télécommunications, avec une croissance soutenue, continue d'être l'un des principaux moteurs de la production électronique nationale.

La généralisation de l'électronique dans de nombreux produits est favorable à cette industrie. Ce secteur d'activité génère des emplois très qualifiés (60 % d'ingénieurs, de cadres et de techniciens dans la microélectronique).

Le marché des composants actifs (semi-conducteurs) a connu des difficultés en 1998 en raison de la crise du marché mondial (surcapacités de production et crise financière asiatique). Toutefois, la France a été un peu épargnée grâce à sa production plus orientée vers des produits spécifiques. Au second semestre 1999, la situation se renverse à la faveur de la forte demande des grands marchés (téléphonie mobile, carte à puce, automobile, électronique numérique grand public). Pour faire face à l'évolution très rapide des produits et à la croissance des marchés, les investissements industriels sont revus à la hausse. Les efforts en recherche-développement sont très importants (15 % du chiffre d'affaires pour les entreprises françaises). Dans ce secteur, la fabrication des tubes électroniques maintient sa bonne tenue.

Les fabricants français arrivent en tête sur le marché en forte croissance de la carte à puce. Les perspectives de croissance sont très importantes avec l'élargissement des applications : commerce électronique, gestion et sécurisation d'accès.

Les industries des télécommunications et l'automobile expriment une demande soutenue sur le marché des composants passifs (l'électronique embarquée progresse en raison des contraintes réglementaires en matière de pollution, de consommation et de sécurité) ; ce marché est moins dynamique et de taille inférieure à celui des composants actifs. La progression de l'activité reste modeste en 1999 après une année 1998 en demi-teinte. Toutefois, le taux de couverture des échanges extérieurs s'améliore.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Fabrication de matériel électrique (NES F61, NAF 31.2 à 31.6)

Cette activité comprend :

— le matériel de distribution et de commande électrique pour haute et basse tension (y compris l'appareillage électrique d'installation) ;

— les fils et câbles isolés ;

— les accumulateurs et piles électriques ;

— les lampes et appareils d'éclairage ;

— les matériels électriques pour moteurs et véhicules ;

— le matériel électromagnétique industriel ;

— les appareils électriques de signalisation, les appareils d'alarme, de détection, les isolateurs, les électrodes.

Elle ne comprend pas les machines tournantes et les transformateurs.

Fabrication de composants électroniques (NES F62, NAF 32.1)

Cette activité regroupe :

— les composants actifs (semi-conducteurs) qui effectuent une transformation énergétique et peuvent amplifier ou réduire un signal (transistors, circuits intégrés, tubes électroniques...) ;

— les composants passifs et les condensateurs qui ont pour seule fonction de transmettre un signal (résistances, circuits imprimés...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI) ;

— Fédération des industries électriques et électroniques et de communication (FIEEC).

Publications :

Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communications (FIEEC) :

— Rapport annuel ;

— Statistiques annuelles ;

— Lettre d'information ;

— Les Chiffres-clés.

« Construction électronique professionnelle, perspectives sectorielles 2002-2004 », l*es Prévisions glissantes détaillées du BIPE.*

Annuaire du SYCEP (Syndicat des industries des composants électroniques passifs).

Annuaire du SITELESC (Syndicat des industries des tubes électroniques et semi-conducteurs).

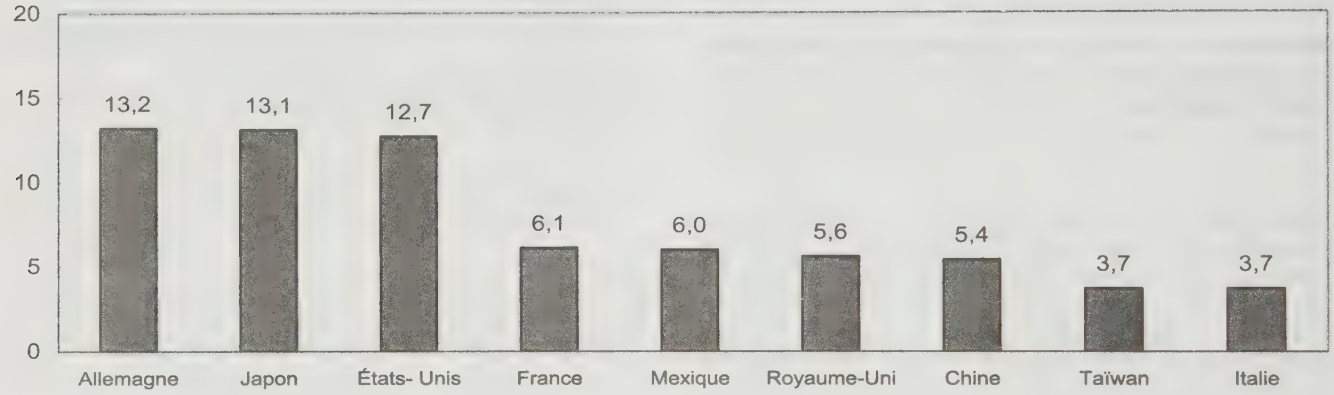
Électronique international hebdo.

*
* *

GRAPHIQUE K.15-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel électrique (NES F61) en 1998

En %

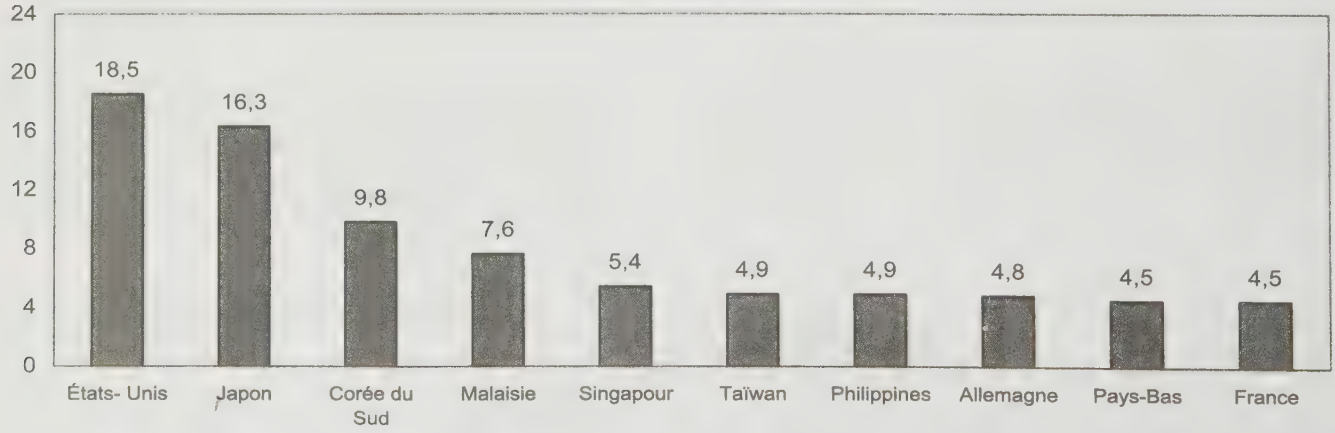


Source : CHELEM - CEPII

GRAPHIQUE K.15-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de composants électroniques (NES F62) en 1998

En %



Source : CHELEM - CEPII

TABLEAU K.15-1

Fabrication de matériel électrique et de composants électroniques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectif salarié	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1998						
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension.	312A	44 751	38 581,3	50 619	8 732,0	2 305,7
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension.	312B	11 187	14 946,6	11 156	2 271,0	325,4
Fabrication de fils et câbles isolés	313Z	16 076	21 886,1	17 630	3 061,8	992,0
Fabrication d'accumulateurs et piles électriques	314Z	6 578	7 265,7	6 842	1 246,4	312,0
Fabrication de lampes	315A	3 060	2 558,2	3 329	601,9	123,3
Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité	315B	622	503,3	609	87,6	10,6
Fabrication d'appareils d'éclairage	315C	6 942	5 923,7	7 284	999,4	189,5
Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	316A	19 744	20 529,2	19 941	3 143,6	1 151,1
Fabrication de matériel électromagnétique industriel	316C	2 041	1 166,2	1 742	264,7	56,3
Fabrication de matériels électriques n.c.a. (1) (non compris ailleurs, dans une autre classe de la NAF 700)	316D	10 686	9 544,3	8 695	1 598,4	171,0
Fabrication de matériel électrique	**F61**	**121 687**	**122 904,6**	**127 847**	**22 006,8**	**5 636,9**
Fabrication de composants passifs et de condensateurs	321A	12 952	8 247,2	13 614	2 124,2	388,6
Fabrication de composants électroniques actifs	321B	34 160	40 109,4	39 141	7 562,3	3 975,1
Fabrication de composants électroniques	**F62**	**47 112**	**48 356,6**	**52 755**	**9 686,5**	**4 363,7**
Industries des composants électriques et électroniques	**F6**	**168 799**	**171 261,2**	**180 602**	**31 693,3**	**10 000,6**

(1) Cette classe comprend notamment la fabrication d'appareils électriques de signalisation pour voies routières, fluviales, installations portuaires et aéroportuaires; la fabrication de sonneries, sirènes et tableaux d'affichage éléctriques; de systèmes de détection et de protection pour le vol ou l'incendie; la fabrication d'électrodes en charbon ou en graphite; d'isolateurs et de pièces isolantes en matériaux composites (autres que le verre ou la céramique); la fabrication de machines et d'appareils électriques divers tels les accélérateurs de particules, générateurs de signaux, détecteurs de mines, détonateurs électriques, etc. Ne comprend pas la fabrication de composants électroniques (cf. NAF 321B) ou la fabrication de pièces isolantes en verre (cf. NAF 261K, tableau K.10-5) ou en céramique (cf. NAF 262E, tableau K.10-7).

TABLEAU K.15-2

Matériel électrique et composants électroniques

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques, électroniques et de Communication (FIEEC)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF	1997	1998	1999
Matériel de distribution, de commande électrique pour basse tension	**312A**	**24 185**	**26 000**	**28 121**
Matériel de distribution, de commande électrique pour haute tension	**312B**	**6 497**	**6 945**	**6 395**
Fils et câbles isolés pour l'électricité	**313Z**	**15 228**	**15 567**	**15 588**
Accumulateurs et piles électriques	**314Z**	**5 925**	**6 095**	**5 623**
Lampes électriques	**315A**	**1 709**	**2 271**	**2 261**
Appareils électriques autonomes de sécurité	**315B**	**480**	**440**	**456**
Appareils d'éclairage	**315C**	**4 283**	**4 960**	**5 008**
Matériels électriques pour moteurs et véhicules	**316A**	**12 888**	...	...
Matériels électromagnétiques industriels	**316C**	**260**	**279**	**263**
Matériels électriques divers	**316D**			
dont : Matériel de signalisation pour chemin de fer	»	439	477	368
Appareils électriques d'alarme et de veille	»	237	393	351
Composants passifs et condensateurs fixes	**321A**	**12 778**	**13 309**	**12 727**
dont : Condensateurs autres que de puissance	»	1 274	1 144	1 001
Circuits imprimés	»	2 298	2 519	2 434
Connecteurs	»	5 474	5 983	5 663
Tubes électroniques et semi-conducteurs	**321B**	**26 703**	**28 332**	**30 757**
dont : Tubes électroniques	»	4 045	3 964	2 928
Semi-conducteurs discrets (diodes, transistors, thyristors, etc.)	»	3 203	3 730	3 212
Circuits intégrés	»	13 483	14 886	20 366

Chapitre K.16

Construction, Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Logements autorisés et commencés de 1994 à 1999.

1. Construction : nombre d'entreprises et effectifs salariés du secteur d'entreprise.
2. Construction : chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
3. Construction : montant du chiffre d'affaires construction selon l'ouvrage.
4. Construction : montant du chiffre d'affaires sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.
5. Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage.
6. Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation.
7. Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination.
8. Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination
9. Logements commencés par type de construction.
10. Statistique de la construction dans l'Union européenne.
11. Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur.
12. La production du secteur « Construction » et son affectation.
13. Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces.
14. Le parc locatif social.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service économique et statistique du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

1. PRÉSENTATION

En 1999, la construction de logements dépasse pour la première fois depuis 6 ans la barre des 300 000 logements, et atteint son niveau le plus élevé depuis 1989. La reprise pour les logements individuels, présente dès 1996, s'accélère pour atteindre + 13 % en 1999. Les mises en chantier de logements en immeubles collectifs progressent de 7,7 %.

En 1999, 332 000 logements font l'objet d'autorisations de construire ; en diminution par rapport à 1998, celles-ci demeurent plus nombreuses que les années précédentes. La fin annoncée du dispositif de soutien à l'investissement locatif instauré en 1996, explique pour beaucoup l'accélération des autorisations de construire constatées en novembre et surtout en décembre 1998, compensée par une baisse des autorisations sur le premier semestre 1999.

Avec plus de 45 millions de mètres carrés, les autorisations de construction de locaux non résidentiels progressent de 14 % en 1999. Au cours de cette même année, les mises en chantier augmentent de près de 11 %.

La croissance observée en 1998 dans le secteur de la commercialisation de logements neufs se poursuit en 1999. Les ventes d'appartements progressent de 6 % et celles des maisons individuelles de 18 %. Les mises en vente poursuivent également leur croissance pendant le premier semestre 1999, corroborant le mouvement observé pour les autorisations de construire fin 1998. Les stocks disponibles de logements baissent depuis plusieurs années. Au quatrième trimestre 1998, les stocks d'appartements achevés ne représentent plus que 10 % des stocks disponibles, alors qu'ils en représentaient 22 % fin 1997 et 27 % fin 1996.

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'« enquête annuelle d'entreprise » dans le secteur de la construction est réalisée par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. À partir des résultats sur l'exercice 1997, elle a été profondément rénovée avec la mise en place de la quatrième génération (1). Ses questionnaires et ses méthodes de traitement sont modifiés. En particulier, les modalités des variables « maître d'ouvrage » et « nature d'ouvrage » font l'objet de regroupements et la ventilation selon les caractéristiques des chantiers ne s'applique plus aux travaux directs mais au chiffre d'affaires. Enfin, le mode de collecte des informations relatives aux chantiers est très différent : il ne s'agit plus pour l'entreprise de décrire en clair chaque chantier réalisé, selon les différents critères demandés, qui donneront ensuite lieu à une codification, mais de fournir directement un tableau répartissant le chiffre d'affaires selon certains croisements de ces critères. Par contre, les modalités d'exécution de l'enquête ne varient guère :

— enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà ; avant 1988, l'enquête n'était annuelle que pour les entreprises de plus de 10 salariés.

Les questionnaires utilisés sont :

— le questionnaire général pour les entreprises de 50 salariés et plus ;

— le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de moins de 50 salariés.

D'une manière générale, le secteur est peu concentré surtout dans le bâtiment où il existe un nombre important de petites et moyennes entreprises, particulièrement dans les activités de second oeuvre. D'autre part, la spécialisation des entreprises en ouvrages de bâtiment ou de génie civil est d'autant plus marquée qu'il s'agit de petites entreprises de bâtiment, et de grandes entreprises de travaux publics.

Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une activité du secteur de la construction, mais qui peuvent en plus intégrer des activités secondaires industrielles (construction d'ossatures métalliques, fabrication en série de menuiserie, préfabrication de matériaux, etc.). Inversement, ne sont pas repris dans les tableaux les résultats concernant les entreprises industrielles ou de service dont l'activité « construction » est secondaire. C'est le cas, par exemple, d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.

Comme en troisième génération, le champ de l'enquête d'une année n est constitué des entreprises de la construction ayant leur siège en France métropolitaine. Cependant, le champ est restreint aux entreprises ayant clos un exercice comptable au cours de l'année n, alors que jusqu'en 1996, la date de clôture limite était fixée au 31 mars de l'année n+1.

Construction et transformation de bâtiments Permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement à l'aide de systèmes informatisés, en particulier SITADEL (Système d'Information et de Traitement Automatisé des Données Élémentaires sur les Logements et les locaux), qui succède à SICLONE depuis 1998.

Les opérations retenues correspondent au champ des permis de logements ou de locaux créant de la SHON (surface hors œuvre nette). Cela permet de se conformer à la définition de la construction neuve adoptée par l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Les chambres d'habitat communautaire et d'hébergement, qui ne faisaient l'objet d'aucune publication dans SICLONE, sont désormais comptées à la rubrique « hébergement » dans les locaux non résidentiels.

---

(1) Voir chapitre K.01. L'EAE-Construction est en NAF depuis l'exercice 1993. Contrairement au SESSI, l'EAE-Construction n'est passée en quatrième génération que depuis l'exercice 1997. Les résultats des exercices 1994, 1995 et 1996 regroupent les ouvrages anciennement nommés « maisons individuelles » et « logements collectifs » en un seul poste « immeubles de logements (y compris hébergement) » transféré dans « Total résidentiels » (cf. K.16-3).

Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré des logements collectifs et des prix moyens des logements individuels groupés.

Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.

Sont donc exclus du champ de l'enquête :

— le secteur locatif (permis de construire destinés à la location) ;

— les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement) ;

— les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées ;

— l'ensemble des logements de fonction ;

— les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est faible (environ 4,5 % des logements autorisés).

Le parc locatif social

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des SEM (Société d'économie mixte) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1er janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les différents échelons du ministère pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est décentralisée dans les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérée au niveau national, par la direction des Affaires économiques et internationales.

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

3. DÉFINITIONS

Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

Branche (NES H0, NAF 45) (1)

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres. Une distinction est faite entre bâtiment et génie civil dans la nomenclature des activités de la branche qui comprend (2) :

- **Pour le bâtiment (NES H01) :**

— **Gros œuvre** :
  - — construction de maisons individuelles (NAF 45.2A) ;
  - — construction de bâtiments divers (NAF 45.2B) ;
  - — levage, montage (NAF 45.2T) ;
  - — travaux de maçonnerie générale (NAF 45.2V).

— **Second œuvre :**
  - — réalisation de couvertures par éléments (NAF 45.2J) ;
  - — travaux d'étanchéification (NAF 45.2K) ;
  - — travaux de charpente (NAF 45.2L) ;
  - — travaux d'installation électrique (NAF 45.3A) ;
  - — travaux d'isolation (NAF 45.3C) ;
  - — installation d'eau et de gaz (NAF 45.3E) ;
  - — installation d'équipements thermiques et de climatisation (NAF 45.3F) ;
  - — plâtrerie (NAF 45.4A) ;
  - — menuiserie bois et matières plastiques (NAF 45.4C) ;
  - — menuiserie métallique, serrurerie (NAF 45.4D) ;
  - — revêtement des sols et des murs (NAF 45.4F) ;
  - — miroiterie de bâtiment, vitrerie (NAF 45.4H) ;
  - — peinture (NAF 45.4J) ;
  - — agencement de lieux de vente (NAF 45.4L) ;
  - — travaux de finition non compris ailleurs (NAF 45.4M).

- **Pour le génie civil (NES H02) :**
  - — terrassements divers, démolition (NAF 45.1A) ;
  - — terrassements en grande masse (NAF 45.1B) ;
  - — forages et sondages (NAF 45.1D) ;
  - — construction d'ouvrages d'art (NAF 45.2C) ;
  - — travaux souterrains (NAF 45.2D) ;
  - — réalisation de réseaux (NAF 45.2E) ;
  - — construction de lignes électriques et de télécommunication (NAF 45.2F) ;
  - — construction de voies ferrées (NAF 45.2N) ;
  - — construction de chaussées routières et de sols sportifs (NAF 45.2P) ;
  - — travaux maritimes et fluviaux (NAF 45.2R) ;
  - — autres travaux spécialisés de construction (NAF 45.2U) ;

(1) Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».
(2) Voir le détail des activités au chapitre nomenclature dans les feuillets chamois au début de l'ouvrage.

— autres travaux d'installation (NAF 45.3H) ;

— location avec opérateur de matériel de construction (NAF 45.5Z).

Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'INSEE).

Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.

On distingue deux types de maisons individuelles :

— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement ;

— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels ou un seul logement individuel avec des locaux.

Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement).

Type de financement

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.

HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.

ILM : Immeuble à Loyer Moyen.

ILN : Immeuble à Loyer Normal.

PAP : Prêt d'Accession à la Propriété.

PC : Prêt Conventionné.

PLA : Prêt Locatif Aidé.

PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.

PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.

PLA très social : PLA sans obligation de travaux, réservé aux plus démunis.

PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.

PLR : Programme à Loyer Réduit.

PLS : Prêt Locatif Social.

PSR : Programme Social de Relogement.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Service économique et statistique ;

— Fédération nationale du bâtiment ;

— Fédération nationale des travaux publics.

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

Données détaillées du SES

— « Statistiques de la construction en 1997 » ;

— « Statistiques de la construction en 1998 » ;

— « Statistiques de la construction de 1994 à 1998 » sur Cédérom ;

— « Les ventes de logements neufs et anciens en 1996 » ;

— « Les ventes de logements neufs et anciens en 1997 » ;

— « Les ventes de logements neufs et anciens en 1998 » ;

— « Statistiques sur le logement social » (annuel) ;

— « Les entreprises du secteur de la construction en 1996 » ;

— « Les entreprises du secteur de la construction en 1997 ».

SES Infos Rapides

— Résultats de la construction neuve (mensuel) ;

— Résultats sur la commercialisation des logements neufs (trimestriel) ;

— N° 35 : « Le prix des terrains à bâtir en 1995 et au premier semestre 1996 » ;

— N° 47 : « Le parc locatif social au 1er janvier 1997 » ;

— N° 53 : « EAE - Construction 1996 : principaux résultats » ;

— N° 60 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1996 » ;

— N° 77 : « Le parc locatif social au 1er janvier 1998 » ;

— N° 91 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1997 » ;

— N° 104 : « EAE - Construction 1997 : principaux résultats » ;

— N° 107 : « Résultats de la construction neuve en 1999 » ;

— N° 123 : « Le parc locatif social au 31 décembre 1998 » ;

— N° 124 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1998 ».

Presse spécialisée :

— *Le moniteur des TP et du bâtiment* (hebdomadaire) ;

— *Bulletin de statistique* de la Fédération nationale du bâtiment (trimestriel) ;

— *Les travaux publics en ...,* de la Fédération nationale des travaux publics (annuel).

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE).

Économie et Statistique :

— « Les ménages et leurs logements au début des années quatre-vingt-dix », nos 288 - 289, 1995.

INSEE-Première :

— « Le logement. Reconstruction, grands-ensembles et accession à la propriété », n° 456, mai 1996 ;

— « Le BTP en 1996 », n° 536, juillet 1997 ;

— « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997 ;

— « Les conditions de logement fin 1996 », n° 563, janvier 1998 ;

— « Les loyers et les locataires en 1997 », n° 576, avril 1998 ;

— « Le logement des ménages pauvres en 1996 », n° 588, juin 1998 ;

— « Les dépenses de logement de 1984 à 1996 », n° 611, octobre 1998 ;

— « Quand le bâtiment va... mieux - La construction en 1998 et début 1999 », n° 666, juillet 1999 ;

— « La construction en 1999 et début 2000 - Une activité exceptionnelle dans le bâtiment », n° 724, juin 2000.

INSEE Synthèses :

— « Les comptes du logement, édition 2000 », nos 44 - 45, octobre 2000.

Autres publications :

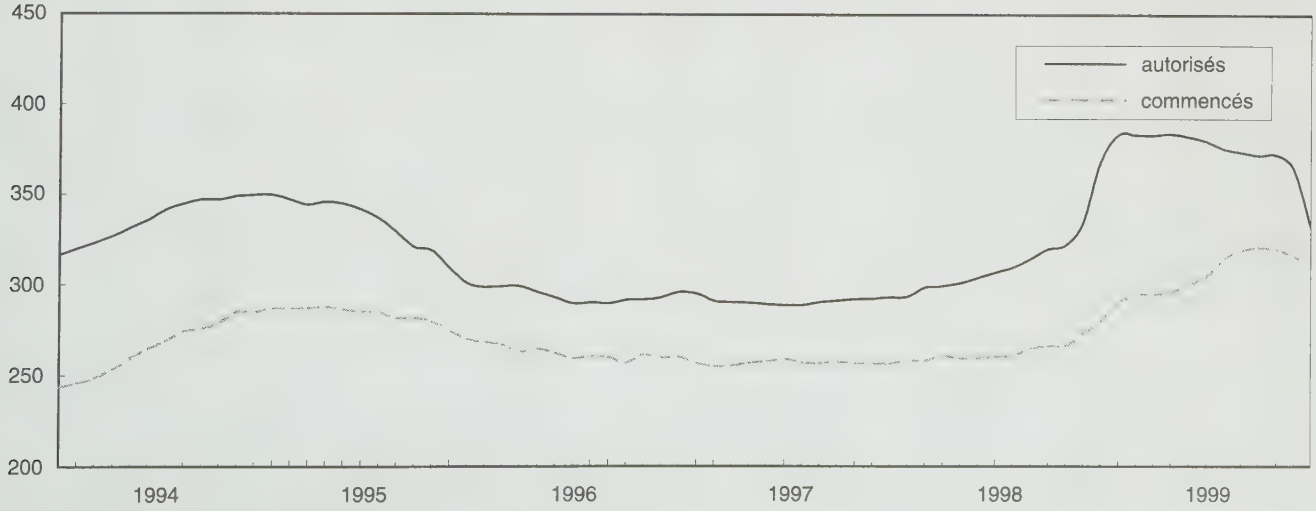
— « Le financement du logement en France », Henri-Heugas-Darraspen, *Les études de la documentation française,* 1994.

*
* *

GRAPHIQUE K.16

Logements autorisés et commencés

En année mobile sur 12 mois



Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

TABLEAU K.16-1

Construction : nombre d'entreprises et effectifs salariés (1) du secteur d'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise EAE4G - Construction)

Activité principale de l'entreprise	Numéros de la NES ou de la NAF	1997				1998			
		Entreprises de 10 salariés et plus		Ensemble des entreprises		Entreprises de 10 salariés et plus		Ensemble des entreprises	
		Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs
BÂTIMENT	**H01**	**18 060**	**521 800**	**258 245**	**926 476**	**18 984**	**539 206**	**262 475**	**947 437**
Gros œuvre		**5 653**	**172 146**	**67 281**	**302 587**	**5 916**	**177 805**	**66 845**	**309 753**
Construction de maisons individuelles	452A	1 271	23 615	12 972	55 340	1 146	25 429	11 428	53 705
Construction de bâtiments divers	452B	1 714	91 934	5 485	102 667	1 720	91 357	4 928	100 500
Levage, montage	452T	178	6 414	1 004	8 534	177	6 378	1 047	8 567
Travaux de maçonnerie générale	452V	2 490	50 183	47 820	136 046	2 873	54 641	49 442	146 981
Second œuvre		**12 407**	**349 654**	**190 964**	**623 889**	**13 068**	**361 401**	**195 630**	**637 684**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	597	12 093	9 568	30 237	696	13 321	9 966	32 041
Travaux d'étanchéification	452K	231	8 169	1 894	12 512	226	8 569	1 600	12 665
Travaux de charpente	452L	469	8 710	6 039	22 617	456	8 557	5 470	20 620
Travaux d'installation électrique	453A	2 125	101 130	30 001	142 696	2 184	105 368	29 917	149 691
Travaux d'isolation	453C	285	9 904	2 153	13 675	270	9 345	2 005	13 017
Installation d'eau et de gaz	453E	1 240	25 958	27 298	60 541	1 095	23 337	26 715	56 733
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	1 209	42 455	10 106	59 161	1 271	42 774	11 670	62 853
Plâtrerie	454A	579	12 389	11 567	26 894	842	15 497	11 188	28 511
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	1 436	28 215	26 063	67 226	1 479	30 532	27 153	72 136
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	1 117	25 078	9 888	41 755	1 186	26 958	10 294	43 697
Revêtement des sols et murs	454F	598	12 649	13 704	29 726	667	13 421	13 587	28 530
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	117	2 499	1 326	5 566	137	2 454	1 108	4 893
Peinture	454J	1 972	52 091	36 626	95 707	2 116	52 690	38 547	95 390
Agencement de lieux de vente	454L	268	5 305	1 571	7 986	278	5 414	1 818	8 999
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	164	3 009	3 160	7 590	165	3 164	4 592	7 908
GÉNIE CIVIL	**H02**	**3 298**	**193 872**	**16 136**	**220 541**	**3 409**	**192 887**	**16 501**	**218 317**
Terrassements divers, démolition	451A	991	29 590	9 055	44 718	1 045	29 474	9 020	42 626
Terrassements en grande masse	451B	231	16 093	616	16 899	226	15 132	1 031	16 490
Forages et sondages	451D	34	1 521	211	1 964	29	1 505	252	2 040
Construction d'ouvrages d'art	452C	139	17 053	292	17 434	127	15 606	229	15 943
Travaux souterrains	452D	20	1 528	29	1 544	17	1 338	31	1 407
Réalisations de réseaux	452E	403	25 194	689	26 000	385	23 819	704	24 821
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	394	26 502	699	27 898	395	26 985	670	27 777
Construction de voies ferrées	452N	33	3 638	90	3 667	33	4 373	39	4 401
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	644	56 081	1 535	58 442	697	57 380	1 545	60 759
Travaux maritimes et fluviaux	452R	29	2 031	191	2 339	41	2 258	191	2 454
Autres travaux spécialisés de construction	452U	167	8 262	1 420	10 983	204	8 883	1 410	11 108
Autres travaux d'installation	453H	125	4 109	923	5 539	111	3 567	935	5 130
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	88	2 270	386	3 114	99	2 567	444	3 361
Total - CONSTRUCTION (H01 et H02)	**H0**	**21 358**	**715 672**	**274 381**	**1 147 017**	**22 393**	**732 093**	**278 976**	**1 165 754**

(1) Nombre de salariés au 31 décembre de chaque année.

TABLEAU K.16-2

Construction : chiffre d'affaires (1) et investissements du secteur d'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise - Construction) *Unité* : Million de francs

Activité principale de l'entreprise	Numéros de la NES ou de la NAF	1997				1998			
		Entreprises de 10 salariés et plus		Ensemble des entreprises		Entreprises de 10 salariés et plus		Ensemble des entreprises	
		Chiffre d'affaires (1) hors taxes	Investissements bruts (2)	Chiffre d'affaires (1) hors taxes	Investissements bruts (2)	Chiffre d'affaires (1) hors taxes	Investissements bruts	Chiffre d'affaires (1) hors taxes	Investissements bruts
BÂTIMENT (3)	**H01**	**326 884**	**...**	**549 258**	**...**	**336 584**	**5 309**	**576 526**	**12 781**
Gros œuvre (3)		**129 611**	**...**	**199 831**	**...**	**132 301**	**2 100**	**206 974**	**4 450**
Construction de maisons individuelles	452A	17 293	...	38 095	...	19 200	252	40 097	767
Construction de bâtiments divers	452B	83 200	...	91 853	...	81 166	1 046	87 982	1 191
Levage, montage	452T	4 479	...	5 470	...	4 136	161	5 838	246
Travaux de maçonnerie générale	452V	24 639	...	64 412	...	27 799	641	73 057	2 246
Second œuvre (3)		**197 273**	**...**	**349 427**	**...**	**204 283**	**3 209**	**369 552**	**8 331**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	5 825	...	14 170	...	6 568	145	15 819	460
Travaux d'étanchéification	452K	6 549	...	9 099	...	7 453	110	9 789	157
Travaux de charpente	452L	4 507	...	10 746	...	5 005	113	10 884	336
Travaux d'installation électrique	453A	61 447	...	86 228	...	59 547	922	87 550	1 649
Travaux d'isolation	453C	5 846	...	8 229	...	5 748	114	8 126	195
Installation d'eau et de gaz	453E	12 889	...	35 186	...	12 351	178	34 165	756
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	27 181	...	36 772	...	27 752	336	39 810	629
Plâtrerie	454A	5 984	...	13 518	...	7 475	93	14 672	291
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	15 521	...	37 338	...	17 442	348	42 366	1 146
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	16 235	...	26 717	...	18 030	253	29 112	545
Revêtement des sols et murs	454F	7 328	...	16 871	...	7 900	105	17 238	350
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	1 492	...	3 427	...	1 392	23	2 960	88
Peinture	454J	21 740	...	42 464	...	22 349	342	45 244	1 026
Agencement de lieux de vente	454L	3 401	...	5 314	...	3 667	101	5 917	156
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	1 328	...	3 348	...	1 604	26	5 900	547
GÉNIE CIVIL (3)	**H02**	**146 185**	**...**	**166 492**	**...**	**148 024**	**4 986**	**166 990**	**6 612**
Terrassements divers, démolition	451A	17 260	...	27 791	...	18 849	781	27 937	1 846
Terrassements en grande masse	451B	14 491	...	15 236	...	13 492	883	14 917	1 007
Forages et sondages	451D	1 005	...	1 405	...	1 354	44	1 778	72
Construction d'ouvrages d'art	452C	16 544	...	17 619	...	14 990	193	15 276	199
Travaux souterrains	452D	4 586	...	4 608	...	1 828	40	1 866	42
Réalisations de réseaux	452E	16 683	...	17 194	...	15 681	464	16 261	527
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	15 904	...	16 524	...	17 188	478	17 635	521
Construction de voies ferrées	452N	2 267	...	2 353	...	2 953	146	3 009	155
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	46 223	...	49 163	...	48 966	1 544	52 396	1 674
Travaux maritimes et fluviaux	452R	1 440	...	1 708	...	2 022	75	2 212	88
Autres travaux spécialisés de construction	452U	5 860	...	7 311	...	6 624	182	7 950	245
Autres travaux d'installation	453H	2 542	...	3 498	...	2 429	46	3 452	80
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	1 381	...	2 084	...	1 648	110	2 301	156
Total - CONSTRUCTION (H01 et H02) (3)	**H0**	**473 069**	**...**	**715 750**	**...**	**484 608**	**10 295**	**743 516**	**19 393**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée).
(2) Non disponible.
(3) Du fait des arrondis, les totaux ne sont pas toujours la somme exacte de ceux relatifs à chaque critère.

TABLEAU K.16-3

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) construction selon l'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
(Enquête annuelle d'entreprise - Construction)

Unité : Million de francs

Nature de l'ouvrage	(2) 1993		(2) 1994		(2) 1995		(2) 1996		1997		1998	
	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises	Entreprises de 10 salariés ou plus (3)	Ensemble des entreprises
Maisons individuelles..	46 203	160 010	...	...	...	...	...	...	52 524	172 108	55 721	181 326
Immeubles de logements (y compris hébergement).....	89 819	133 555	...	...	...	...	...	...	76 190	115 553	81 206	126 002
Total résidentiel	**136 022**	**293 565**	**153 753**	**324 131**	**143 401**	**317 566**	**135 566**	**321 647**	**128 714**	**287 661**	**136 927**	**307 328**
Bâtiments non résidentiels	221 478	279 102	218 519	279 172	211 223	278 606	193 925	251 983	175 504	237 199	179 079	248 480
Total Bâtiment	**357 500**	**572 667**	**372 272**	**603 303**	**354 624**	**596 172**	**329 491**	**573 630**	**304 218**	**524 860**	**316 006**	**555 808**
Voies de communication	70 721	76 408	73 195	81 584	75 505	84 146	68 399	74 843	67 998	75 877	72 061	80 632
Ouvrages de franchissement	16 132	16 674	18 339	18 785	18 502	19 164	19 997	20 691	17 424	19 905	16 511	17 241
Réseaux	39 509	41 655	41 464	42 846	41 685	43 577	46 391	49 155	46 125	50 192	46 679	50 494
Autres ouvrages de génie civil	6 229	9 194	5 841	8 168	17 034	22 607	20 463	23 809	12 712	13 285	13 967	15 586
Total Génie civil ...	**132 591**	**143 931**	**138 839**	**151 383**	**152 726**	**169 494**	**155 250**	**168 498**	**144 259**	**159 259**	**149 218**	**163 953**
Total Construction...	**490 091**	**716 598**	**511 111**	**754 686**	**507 350**	**765 666**	**484 741**	**742 128**	**448 477**	**684 119**	**465 224**	**719 761**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction.
(2) La répartition du chiffre d'affaires selon la nature de l'ouvrage a été estimée pour les années antérieures à 1997.
(3) La notion de « hors tranche » n'étant plus utilisée à partir de 1997, la répartition des entreprises en fonction de leur taille a été recalculée pour les années antérieures, en utilisant comme critère le nombre de salariés au 31 décembre.

TABLEAU K.16-4

Construction : montant du chiffre d'affaires (1) sur ouvrages de bâtiment, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise (2)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise - Construction) *Unité* : Million de francs

	1993 (3)	1994 (3)	1995 (3)	1996 (3)	■ 1997	1998
Entreprises artisanales						
0 à 9 salariés :						
Neuf	81 365	89 723	104 596	99 103	...	86 681
Entretien, amélioration	136 368	144 084	139 499	147 964	...	153 121
Autres entreprises						
10 salariés et plus :						
Neuf	202 137	226 775	209 733	191 447	...	190 652
Entretien, amélioration	152 797	142 721	142 346	135 116	...	125 354
Total pour l'ensemble des entreprises :						
Neuf	**283 502**	**316 498**	**314 329**	**290 550**	**...**	**277 333**
Entretien, amélioration	**289 165**	**286 805**	**281 845**	**283 080**	**...**	**278 475**
Montant général des travaux	**572 667**	**603 303**	**596 174**	**573 630**	**...**	**555 808**

(1) Total du chiffre d'affaires taxable en France (y compris la sous-traitance confiée) réalisé dans les activités de construction, sur des ouvrages de bâtiment.
(2) La notion de « hors tranche » n'étant plus utilisée à partir de 1997, la répartition des entreprises en fonction de leur taille a été recalculée pour les années antérieures, en utilisant comme critère le nombre de salariés au 31 décembre.
(3) La répartition du chiffre d'affaires selon la nature et l'état de l'ouvrage a été estimée pour les années antérieures à 1997.

TABLEAU K.16-5

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

%

	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Organismes HLM	20,3	16,5	14,1	12,6	10,7	10,8
Sociétés d'économie mixte (SEM)	2,8	2,5	2,2	1,8	1,5	1,2
Sociétés civiles immobilières (SCI)	23,7	26,4	24,2	24,9	29,5	23,0
État et collectivités locales	1,4	1,5	1,2	1,1	1,0	1,0
Particuliers	41,5	43,5	49,6	51,6	48,2	56,4
Autres sociétés (1)	10,3	9,6	8,7	8,0	9,1	7,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Nombre total de logements autorisés	**350 808**	**303 047**	**298 647**	**293 220**	**368 197**	**331 986**

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

TABLEAU K.16-6

Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de logements

Nombre de pièces d'habitation par logement	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
1 pièce	54,6	43,0	34,4	25,6	26,1	15,1
2 pièces	62,3	52,6	47,0	46,0	57,4	41,0
3 pièces	72,3	62,1	59,8	58,1	78,6	64,7
4 pièces	71,0	62,3	65,1	67,2	87,6	86,4
5 pièces	56,5	51,7	57,8	59,7	74,7	76,9
6 pièces et plus	34,1	31,3	34,5	36,6	43,8	47,9
Total	**350,8**	**303,0**	**298,6**	**293,2**	**368,2**	**332,0**

TABLEAU K.16-7

Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de logements

Statut d'occupation	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Résidences principales						
Occupation personnelle	119,4	111,2	126,0	126,9	146,8	161,7
Location vide ou meublée	110,9	88,7	74,7	81,6	120,7	89,4
Vente ou location-vente	97,3	82,5	79,9	67,4	79,3	65,4
Logement de fonction	2,0	2,8	1,6	1,3	1,0	0,8
Total (1)	**329,6**	**285,2**	**282,1**	**277,3**	**347,8**	**317,3**
Résidences secondaires						
Occupation personnelle	7,4	6,6	6,5	6,9	7,0	7,4
Location vide ou meublée	3,5	3,1	3,2	6,2	10,4	4,9
Vente ou location-vente	10,2	7,9	6,8	2,7	3,0	2,4
Logement de fonction	0,1	0,1	0,1	0,1	–	–
Total (1)	**21,2**	**17,8**	**16,5**	**16,0**	**20,4**	**14,6**
Ensemble						
Occupation personnelle	126,8	117,9	132,4	133,8	153,8	169,1
Location vide ou meublée	114,4	91,8	77,9	87,8	131,1	94,3
Vente ou location-vente	107,6	90,5	86,6	70,2	82,3	67,8
Logement de fonction	2,0	2,9	1,6	1,4	1,0	0,8
Total (1)	**350,8**	**303,0**	**298,6**	**293,2**	**368,2**	**332,0**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.16-8

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de mètres carrés

Destination	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Bâtiments agricoles	11 440,4	12 221,6	12 113,1	12 427,7	15 007,8	15 700,6
Bâtiments industriels	4 473,2	5 656,5	5 440,3	5 542,2	7 444,0	11 057,5
Locaux commerciaux	3 381,2	3 110,3	2 647,8	2 480,4	3 080,2	4 023,0
Bureaux	3 385,0	2 967,9	2 798,7	2 862,1	3 125,2	3 512,1
Stockage non agricoles et garages	4 803,5	4 670,8	4 500,2	4 879,9	4 309,9	3 592,0
Autres locaux non résidentiels	8 008,1	7 002,4	6 166,6	6 340,0	6 800,2	7 458,0
Total (1)	**35 491,4**	**35 629,5**	**33 666,7**	**34 532,4**	**39 767,3**	**45 343,2**

(1) Du fait des arrondis la ligne « Total » n'est pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.16-9

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SITADEL)

Unité : Millier de logements

Type de construction	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Individuels purs	108,1	108,9	119,0	122,3	135,0	152,9
Autres individuels	33,8	32,3	27,8	28,3	31,2	34,9
Total individuels (1)	**141,8**	**141,2**	**146,8**	**150,6**	**166,2**	**187,7**
Total collectifs	**149,3**	**134,3**	**118,1**	**106,1**	**114,0**	**122,8**
Total (1)	**291,1**	**275,5**	**264,9**	**256,7**	**280,3**	**310,5**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU K.16-10

Statistiques de la construction dans l'Union européenne

Source : Eurostat

Unités : Construction : Nombre
Population : Millier

Pays	Population (1)	1996			1997			1998			1999		
		Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés	Permis de construire	Mises en chantier	Logements achevés
U E (à 15)													
Allemagne	82 037,0	576 376	...	560 613	530 263	...	570 590	477 707	...	500 718	437 584	...	...
Autriche	8 082,8	52 163	...	57 980	44 917	...	57 990	40 540	...	...	...	...	...
Belgique	10 213,8	48 707	39 449	...	50 847	40 297	...	40 048	33 284	...	46 918	...	...
Danemark	5 313,6	15 809	15 244	13 492	16 711	16 261	16 463	16 349	16 074	17 402	16 133	15 582	15 791
Espagne	39 394,3	265 956	293 233	253 365	304 763	349 365	280 165	364 086	443 082	274 314	404 832	552 425	320 972
Finlande	5 159,6	25 122	22 401	20 006	31 117	28 660	25 491	32 468	29 867	28 737	37 563	...	...
France	**58 977,2**	**301 589**	**263 960**	**...**	**299 828**	**261 815**	**...**	**376 752**	**292 200**	**...**	**333 376**	**317 301**	**...**
Grèce	10 521,7	86 741	...	...	89 553	...	...	97 259	...	...	...	...	...
Irlande	3 734,9	34 864	...	33 725	37 060	...	38 842	47 389	...	42 349	49 945	...	46 512
Italie	57 612,6	160 553	...	...	145 435	...	...	118 987	...	...	132 729	...	...
Luxembourg	429,2	2 797	...	2 242	3 411	...	...	3 215	...	...	3 739	...	...
Pays-Bas	15 760,2	102 119	95 817	88 934	101 501	98 002	92 320	87 673	85 871	90 516	84 201	83 394	78 625
Portugal	9 979,5	84 609	...	67 925	94 786	...	70 663	109 734	...	92 126	117 830	...	103 680
Royaume-Uni	59 279,8	...	173 300	180 000	...	188 900	178 900	...	176 700	170 200	...	179 300	167 900
Suède	8 854,3	10 314	12 871	13 085	11 822	12 074	13 007	12 530	12 577	11 459	13 498	13 576	11 712

(1) Au 1er janvier 1999.

TABLEAU K.16-11

Investissements dans le secteur de la construction (FBCF) par catégorie d'investisseur

Source : INSEE (Comptes de la Nation 1999 - base 95)

Unité : Milliard de francs courants (hors TVA déductible)

	Valeur 1998 (*r*)	Valeur 1999 (*p*)	Évolution 1999 / 1998 en %	
			Volume	Prix
Bâtiment (NES H01)				
Ménages	287,8	314,3	8,2	1,0
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	118,4	130,6	8,2	1,9
Administrations publiques	97,5	103,1	4,1	1,5
Autres	32,5	36,5	11,0	1,3
Total (1)	**536,2**	**584,5**	**7,4**	**1,5**
Travaux publics (NES H02)				
Ménages	10,6	10,8	1,0	1,0
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	73,9	76,3	2,1	1,1
Administrations publiques	84,5	87,4	2,3	1,1
Total (1)	**169,0**	**174,5**	**2,1**	**1,1**
Ensemble - Construction (NES H0)				
Ménages	298,4	325,1	7,9	1,0
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	192,3	206,9	5,9	1,6
Administrations publiques	181,9	190,5	3,3	1,3
Autres	32,5	36,5	11,0	1,3
Total (1)	**705,2**	**759,0**	**6,2**	**1,4**
Dont : logement				
Ménages	292,9	320,4	8,2	1,0
Sociétés non financières - Entreprises individuelles	48,0	49,4	1,3	1,6
Administrations publiques	4,3	4,8	n.s. (2)	n.s. (2)
Autres	5,3	6,0	n.s. (2)	n.s. (2)
Total (1)	**350,5**	**380,6**	**7,4**	**1,1**

(1) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.
(2) n.s. : non significatif.

TABLEAU K.16-12

La production du secteur « Construction » et son affectation

Source : INSEE (Comptes de la Nation 1999 - base 95)

Unité : Milliard de francs courants (hors TVA déductible)

	Valeur 1998 (r)	Valeur 1999 (p)	Évolution 1999 / 1998 en %	
			Volume	Prix
Bâtiment (NES H01)				
Production (au prix de base)	685,7	738,7	6,1	1,5
TVA	77,0	78,7	///	///
Autres impôts sur production	3,0	3,2	///	///
Investissement (1)	536,2	584,5	7,4	1,5
Consommation finale	53,3	53,3	///	///
Consommation intermédiaire (2)	178,3	183,6	2,0	1,0
Variation de stocks	– 2,1	– 0,8	n.s.(3)	n.s.(3)
Travaux publics (NES H02)				
Production (au prix de base)	189,3	194,3	1,7	1,0
TVA	16,3	17,4	///	///
Autres impôts sur production	0,2	0,2	///	///
Investissement (1)	169,0	174,5	2,1	1,1
Consommation intermédiaire (2)	36,8	37,4	n.s.(3)	n.s.(3)

(1) Formation brute de capital fixe (neuf + gros entretien).
(2) Entretien courant des bâtiments non résidentiels et travaux sous-traités.
(3) n.s. : non significatif.

TABLEAU K.16-13

Commercialisation des logements neufs selon le type de construction et le nombre de pièces

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES)
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN))

Unité : Logement

Type de construction	(1) Mises en vente			(2) Réservations			(3) Stock en fin d'année		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Collectif									
Une pièce	14 663	14 391	11 045	17 599	16 492	13 906	11 040	8 119	5 083
Deux pièces	21 528	26 318	26 957	23 272	27 584	28 902	15 272	14 107	11 896
Trois pièces	17 937	24 037	27 837	18 081	23 435	27 356	13 506	13 840	14 298
Quatre pièces et plus	10 395	14 268	15 340	10 790	13 357	15 603	8 480	9 284	9 134
Total	**64 523**	**79 014**	**81 179**	**69 742**	**80 868**	**85 767**	**48 298**	**45 350**	**40 411**
Individuel									
Moins de quatre pièces	2 465	3 237	3 732	2 971	3 142	4 099	2 304	2 378	1 862
Quatre pièces	4 045	5 626	6 264	3 983	5 149	6 145	2 415	2 979	2 970
Cinq pièces	2 734	3 569	4 191	2 787	3 358	3 805	1 729	1 791	1 993
Six pièces et plus	941	1 180	1 121	1 126	1 160	1 228	594	595	509
Total	**10 185**	**13 612**	**15 308**	**10 867**	**12 809**	**15 277**	**7 042**	**7 743**	**7 334**

(1) Logements nouvellement offerts à la vente au cours de l'année.
(2) Logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes ou d'une vente sans réservation préalable au cours de l'année.
(3) Logements disponibles à la vente à la fin de l'année (y compris les ajustements tels que les annulations de réservation ou les retraits de commercialisation).

TABLEAU K.16-14

Le parc locatif social

Au 1er janvier de l'année

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI (SES)) — *Unité :* Logement

	1996	1997	1998	1999
Année de fin de construction				
Avant 1950	246 801	247 270	246 592	253 809
1951 à 1960	496 567	497 835	497 068	495 144
1961 à 1970	1 095 671	1 092 758	1 094 027	1 083 550
1971 à 1980	1 053 286	1 052 022	1 049 490	1 047 990
1981 à 1990	609 039	611 747	612 536	617 148
1991 et après	281 853	350 248	407 267	455 493
Total	**3 783 217**	**3 851 880**	**3 906 980**	**3 953 134**
Taille des logements (2)				
Une pièce	222 627	224 708	227 737	224 054
Deux pièces	682 708	698 736	710 612	712 436
Trois pièces	1 373 985	1 400 429	1 420 786	1 423 030
Quatre pièces	1 142 905	1 161 978	1 178 328	1 183 878
Cinq pièces et plus	360 992	366 029	369 517	371 786
Total	**3 783 217**	**3 851 880**	**3 906 980**	**3 915 184**
Type de financement initial (1) (2)				
PLR / PSR	245 136	243 229	241 206	225 548
HLM - O	1 996 338	1 973 658	1 971 329	1 948 481
ILM / ILN	124 836	126 527	133 437	129 150
PLA très social	24 355	32 638	40 082	49 438
PLA CDC / CFF	884 663	936 917	996 676	1 027 250
PLI / PLS	19 556	28 333	34 278	38 103
PAP et PC locatif	18 670	20 056	21 997	23 763
Autres financements	469 663	490 522	467 975	473 451
Total	**3 783 217**	**3 851 880**	**3 906 980**	**3 915 184**
Type de conventionnement				
Logements conventionnés avec travaux	1 319 989	1 353 511	1 392 664	1 527 102
Logements conventionnés sans travaux	1 089 245	1 067 998	1 044 418	960 841
Logements conventionnés PLA et PC	934 931	1 002 280	1 056 732	1 094 114
Total des logements conventionnés	**3 344 165**	**3 423 789**	**3 493 814**	**3 582 057**
Total des logements non conventionnés	**439 052**	**428 091**	**413 166**	**371 077**
Total	**3 783 217**	**3 851 880**	**3 906 980**	**3 953 134**

(1) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie définition du texte.
(2) Les statistiques sur le financement initial et la taille des logements sont établies sur les logements pour lesquels le type de financement est renseigné.

L

Transports et télécommunications

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs, recettes et investissements de la SNCF.
2. Lignes et installations de la SNCF.
3. Matériels ferroviaires, moteur et remorqué en service.
4. Transport commercial de voyageurs.
5. Transport commercial de marchandises.
6. Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises.
7. Accidents de chemin de fer.
8. Transports publics parisiens.
9. Accidents d'exploitation dans les transports parisiens.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec la division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière de la SNCF et la RATP.

1. MÉTHODOLOGIE

Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés, jusqu'en 1997, selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :

— direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes;

— SERNAM;

— établissement par fonction.

Depuis 1998 (les résultats de l'année 1997 ayant été rendus comparables), ils sont remplacés par des effectifs de gestion ventilés de la manière suivante :

— directions des activités;

— directions des techniques;

— directions autres;

— directions régionales;

— établissements;

— SERNAM jusqu'en 1999 (fin d'activité du service : janvier 2000).

Statistiques du trafic voyageurs SNCF

Depuis 1993, les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

— Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de circulation;

— Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

Régie autonome des transports parisiens (RATP)

Les statistiques relevant du domaine de la RATP comprennent celles du réseau ferré : métro et RER, lignes A et B (pour la partie qu'elle exploite), ainsi que celles du réseau d'autobus : Paris et banlieue. D'autres données concernent l'entreprise prise globalement (effectifs, recettes, investissements, etc.).

2. DÉFINITIONS

Accidents

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

Tonne-kilomètre

L'unité de mesure du transport correspond au déplacement d'un poids taxé d'une tonne de marchandises sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

Transport de marchandises

— Le transport par wagons complets à charge.

— Les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires).

— Les « expéditions » : transport assuré par le SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs.

Transport de voyageurs

— Le transport en banlieue parisienne relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports parisiens (depuis le décret du 11 avril 1975).

— Le transport sur réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains rapides et express, des services ferroviaires et routiers régionaux.

Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux de destination finale ou d'origine des marchandises transportées.

Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

— INSEE.

— SNCF :

Division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière; centre de documentation.

— RATP :

Département commercial.

Publications :

Mémento de statistique des transports, Service économique et statistique (annuel).

SES Infos Rapides, La conjoncture des transports.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *INSEE-Première,* n° 735, août 2000.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n°s 40-41, INSEE, août 2000.

Dépliant de statistiques SNCF, division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière (annuel).

Rapport annuel d'activité, SNCF.

Mémento statistique, département commercial, RATP (annuel).

Rapport annuel, département commercial RATP.

Statistiques mensuelles, département commercial RATP.

Recueil des statistiques annuelles, département commercial RATP.

*
* *

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes et investissements de la S.N.C.F.

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Direction du contrôle de Gestion
Pôle « autres informations de gestion »

Unité : Montant en millions de francs
Effectifs en milliers de personnes

	1997	1998
Recettes totales (hors taxes) (1)	**51 075 *r***	**54 078**
Investissements totaux (2)	**6 149**	**5 266**
Réseau principal	4 081	3 361
Banlieue parisienne (3)	2 068	1 905
Personnel en activité (effectif de gestion) (4) :		
Activité Grandes Lignes	21,1	21,3
Activité TER	5,9	6,1
Activité IDF (Île-de-France)	5,2	6,2
Domaine Matériel	24,5	24,0
Domaine Traction	24,4	25,0
Activité Fret	15,1	14,9
Domaine Éléments communs	11,7	10,7
SERNAM	4,2	4,0
Infrastructure	62,0	61,3
Total	**174,1**	**173,5**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :		
Anciens agents (sauf auxiliaires)	208,3	205,4
Veuves et orphelins (5)	130,8	129,2

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales.
(2) Y compris lignes nouvelles TGV, armement naval et matériel acquis en location-vente.
(3) Hors programme « banlieue parisienne » financé par subventions et prêts spéciaux.
(4) À partir de janvier 1998, l'effectif de gestion, suivi en comptabilité, remplace l'effectif à disposition. Les résultats de 1997 sont rendu comparables. Par ailleurs, l'organisation par domaine, nouvellement créée, modifie légèrement la présentation des résultats..
(5) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-2

Lignes et installations de la SNCF

Situation au 31 décembre

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle « autres informations de gestion »

	1994	1995	1996	1997	1998
Longueur totale des lignes exploitées (en km)	**32 275**	**31 940**	**31 852**	**31 821**	**31 770**
dont : lignes électrifiées	13 742	13 799	14 176	14 180	14 153
dont : banlieue parisienne (1)	1 265	1 268	1 304	1 306	1 306
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (2)	24 146	24 148	24 162	24 122	24 095
Lignes ouvertes au trafic fret	29 794	29 546	29 456	29 504	29 443
Lignes à voie unique	16 178	15 950	15 852	15 862	15 831
Lignes à deux voies	15 399	15 283	15 279	15 237	15 219
Lignes à trois voies et plus	698	706	721	721	720
Lignes parcourues par les TGV	5 740	5 807	6 133	6 678	6 686
Consistance administrative : « nombre de points de vente » ouverts au trafic commercial					
Voyageurs	4 669	4 550	4 517	4 487	4 572
Frêt	1 853	1 845	1 831	1 802	1 821
Nombre de passages à niveau (3)	**18 663**	**18 270**	**17 774**	**17 579**	**17 514**
dont : gardés	2 466	2 291	2 111	2 069	2 032
à signalisation automatique	11 328	11 287	11 223	11 179	11 175

(1) Les limites conventionnelles de la banlieue SNCF ont été étendues à partir du 1/1/1991 à l'ensemble de la région Île-de-France.
(2) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(3) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piétons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

TABLEAU L.01-3

Matériels ferroviaires moteur (1) et remorqué (2) en service (voie normale)

Situation au 31 décembre

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle « autres informations de gestion »

Nature du matériel	1994	1995	1996	1997	1998
MATÉRIEL À MOTEUR					
Locomotives diesel	1 712	1 766	1 721	1 694	1 685
TGV (3) (4)	277	304	316	341 *r*	348
Automotrices électriques (5)	844	856	873	893	943
Autorails (5)	699	699	697	702	718
Locomotives électriques	2 144	2 148	2 108	2 096	2 079
Turbotrains (5)	43	32	22	17	13
Locotracteurs	1 199	1 204	1 205	1 201	1 201
MATÉRIEL À VOYAGEURS					
Voitures d'express	5 276	5 173	5 003	4 565	4 402
Voitures des services d'intérêt régional	1 700	1 727	1 782	2 039	2 067
Voitures de la banlieue parisienne	1 192	1 179	1 135	1 077	1 069
TGV (4) (6)	2 510	2 786	2 892	3 092 *r*	3 148
Automotrices électriques (6)	2 969	3 059	3 142	3 228	3 373
Autorails + turbotrains (6)	1 638	1 585	1 532	1 517	1 531
Total matériel à voyageurs	**15 285**	**15 509**	**15 486**	**15 518 *r***	**15 590**
Capacité [millier de places offertes] (7)	1 727,7	1 750,8	1 756,7	1 769,5 *r*	1 790,3
MATÉRIEL À MARCHANDISES (millier)					
Wagons SNCF	66,4	63,7	59,1	57,0	51,3
Wagons de particuliers (8)	68,7	68,2	67,3	66,7	65,9
Wagons de service	18,9	19,2	20,1	20,0	20,9
Capacité [million de tonnes de charge utile] (9)	6,3	6,2	6,0	5,9	5,6

(1) Effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision), en réparation différée ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voies étroites.
(2) Effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris ou donnés en location ou en gérance et diminué des véhicules en réparation différée ; non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale.
(3) Nombre de rames.
(4) Y compris TGV Atlantique.
(5) Nombre d'éléments.
(6) Véhicules moteurs (lorsqu'ils offrent des places voyageurs) et véhicules remorques.
(7) Non compris les voitures-lits ; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(8) Y compris les wagons SNCF donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(9) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-4

Transport commercial de voyageurs

Source : SNCF. Direction Financière. Direction du Contrôle de Gestion

Unité : Million de voyageurs
Milliard de voyageurs-km

	1980	1990	1995	1996	1997	1998
Voyageurs transportés	**686**	**842**	**741**	**786**	**807**	**823**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	432	549	487	510	519	528
Réseau principal (1)	**253**	**293**	**254**	**276**	**288**	**295**
dont : transport intérieur	237	276	238	257	265	269
transport international	16	16	16	19	24	26
T.G.V (4)	—	29,9	46,6	55,7	62,6	70,6
Autres trains de grandes lignes (5)	126	///	///	///	///	///
Services régionaux fer et route (3) (6)	127	263	207	220	225	224
Voyageurs-kilomètres	**54,66**	**63,74**	**55,56**	**59,77**	**61,83**	**64,46**
Services régionaux Île-de-France (1) (2)	7,61	9,97	8,48	8,87	9,02	9,13
Réseau principal (1)	47,04	53,77	47,08	50,90	52,81	55,33
dont : transport intérieur	40,57	47,34	41,46	44,59	45,09	46,88
transport international	6,47	6,43	5,62	6,31	7,73	8,45
T.G.V. (4)	—	14,92	21,43	24,77	27,36	30,62
Autres trains de grandes lignes (5)	6,47	6,43	5,62	6,31	7,73	17,08
Services régionaux fer et route (3) (6)	5,02	6,10	6,76	7,25	7,47	7,63

(1) Jusqu'en 1990, les limites de la banlieue parisienne prises en compte sont celles définies par le décret 11-4-1975. À partir de 1991, le périmètre retenu est celui de l'ensemble de l'Île-de-France.
(2) À partir du 1/1/1993, détermination de voyages et voyageurs-km de la "gamme orange" à partir d'une nouvelle grille forfaitaire.
(3) Services routiers de substitution à tarification SNCF.
(4) Y compris Eurostar.
(5) Non compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.
(6) Y compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.

TABLEAU L.01-5

Transport commercial de marchandises

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle" autres informations de gestion "

	1980	1990	1995	1996	1997	1998
TONNES TRANSPORTÉES (million)						
Trains entiers	113,5	81,0	71,4	74,8	78,4 *r*	80,0
Transports combinés	10,0	12,2	17,6	19,1	21,5	21,3
Autres transports par wagon	82,3	45,3	31,0	30,0	32,2	32,5
Total wagons complets	**205,8**	**138,5**	**120,0**	**123,9**	**132,1** *r*	**133,8**
dont : en wagons de particuliers	120,2	85,4	78,7	84,2	89,7	91,9
Affrètement routier	1,3	1,7	2,1	2,0	2,0	2,3
Transport par expédition	2,1	2,2	3,4	2,6	2,7	2,8
Total du transport	**209,2**	**142,4**	**125,5**	**128,5**	**136,8** *r*	**138,9**
dont : Transport international.						
Exportations	32,87	23,21	20,92	20,54	22,53	22,66
Importations	36,19	20,36	17,73	17,85	19,28	22,63
Transit	8,59	9,41	11,36	12,78	14,88	14,30
Total international	**77,65**	**52,98**	**50,01**	**51,17**	**56,69**	**59,59**
TONNES-KILOMÈTRES TAXÉES [milliard] (1)						
Trains entiers	27,00	24,24	22,86	23,23	24,83 *r*	25,15
Transports combinés	5,94	7,29	10,98	12,24	13,88	13,45
Autres transports par wagon	31,83	18,15	12,73	12,84	13,92 *r*	14,06
Total wagons complets	**64,77**	**49,68**	**46,57**	**48,31**	**52,63**	**52,66**
dont : en wagons de particuliers	33,98	30,69	30,99	33,32	36,23	36,61
Affrètement routier	0,65	0,87	1,03	0,99	0,96	1,13
Transports par expédition	0,95	0,99	1,57	1,20	1,23	1,30
Total du transport	**66,37**	**51,54**	**49,17**	**50,50**	**54,82**	**55,09**
dont : Transport international.						
Exportations	11,21	8,81	8,49	8,55	9,44	9,38
Importations	8,90	6,17	5,92	6,16	6,57	7,70
Transit	5,21	5,71	7,53	8,69	10,22	9,52
Total international	**25,32**	**20,69**	**21,94**	**23,40**	**26,23**	**26,60**

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-6

Transport ferroviaire commercial de marchandises (1) par nature de marchandises

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle « autres informations de gestion »

Nature de marchandises	1994	1995	1996	1997	1998
TONNAGE TAXE (million de tonnes)					
Produits agricoles et animaux vivants	10,81	10,99	10,17	11,71	13,34
Denrées alimentaires et fourrages	10,96	10,53	10,90	11,69	11,18
Combustibles minéraux solides	6,37	5,65	5,85	4,90	5,30
Produits pétroliers	9,38	8,21	8,99	9,57	9,26
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	8,36	8,27	7,85	8,64	9,71
Produits métallurgiques	20,49	19,53	19,32	22,66 *r*	22,97
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	21,43	21,00	22,09	21,55	20,91
Engrais	3,61	3,54	4,12	3,89	3,95
Produits chimiques	9,17	8,54	8,81	9,20	8,92
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	23,30	23,69	25,73	28,42	28,29
Total (2)	**123,88**	**119,95**	**123,83**	**132,23** ***r***	**133,83**
TONNES-KILOMÈTRES [milliard] (3)					
Produits agricoles et animaux vivants	4,86	4,75	4,37	4,77	4,93
Denrées alimentaires et fourrages	4,65	4,43	4,61	5,00	4,77
Combustibles minéraux solides	1,46	1,39	1,29	1,08	1,37
Produits pétroliers	3,21	2,84	3,16	3,43	3,49
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	2,33	2,32	2,10	2,33	2,71
Produits métallurgiques	6,24	6,22	6,35	7,46	7,53
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	5,73	5,39	5,37	5,53	5,46
Engrais	1,44	1,45	1,68	1,63	1,52
Produits chimiques	3,69	3,41	3,47	3,59	3,44
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	13,52	14,36	15,91	17,79	17,44
Total (2)	**47,13**	**46,56**	**48,31**	**52,61**	**52,66**

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Non compris détail et colis ; non compris le tonnage et le tonnage kilométrique forfaitaires des wagons de particuliers vides ; y compris le trafic routier (affrètements SCETA).
(3) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-7

Accidents de chemin de fer (1)

Source : SNCF Direction financière. Direction du contrôle de gestion
Pôle « autres informations de gestion »

	1994	1995	1996	1997	1998
ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER					
Nombre d'accidents (1)	**408**	**358**	**367**	**334**	**407**
Accidents de trains	69	74	79	83	109
Accidents de cars	—	—	—	—	—
Accidents individuels (2)	215	137	149	119	142
Autres accidents (3)	124	147	139	132	156
Nombre de tués (4)	**106**	**72**	**80**	**79**	**85**
Agents en service (5) (6)	6	9	4	11	2
Voyageurs (6)	20	22	14	22	14
dont : voyageurs par accidents de train (6)	—	—	2	9	—
Autres personnes (7)	80	41	62	46	69
Nombre de blessés graves (8)	**123**	**80**	**81**	**72**	**67**
Agents en service (5) (6)	7	4	5	2	6
Voyageurs (6)	52	41	29	34	26
dont : voyageurs par accidents de train (6)	0	3	1	10	4
Autres personnes (7)	64	35	47	36	35
ACCIDENTS DE PASSAGE À NIVEAU (9)					
Nombre d'accidents	**203**	**177**	**193**	**182**	**177**
Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau :					
Gardés	9	2	—	3	3
Avec signalisation automatique	138	109	131	134	117
Non gardés (sans barrières ni signalisations)	32	43	35	28	35
Accidents de piétons	24	23	27	17	21
Nombre de tués (10)	**44**	**57**	**56**	**38**	**53**
Nombre de blessés graves (10)	**18**	**21**	**21**	**23**	**24**

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train... (non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1) .
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveau.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau SNCF.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné), une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique « accidents de chemin de fer ».
(10) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveau.

TABLEAU L.01-8

Transports publics parisiens

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	Unités	1994	1995	1996	1997	1998
Longueur du réseau exploité au 31 décembre :						
Métro	km	202	202	202	202	211
RER	»	115	115	115	115	115
Autobus : Paris	»	528	530	532	542	556
Banlieue (1)	»	2 114	2 169	2 228	2 241	2 324
Matériel affecté à l'exploitation au 31 décembre :						
Métro : Motrices	nombre	1 828	1 788	1 800	1 804	1 823
Remorques	»	1 128	1 109	1 117	1 119	1 134
RER : Motrices	»	532	540	540	554	569
Remorques	»	430	438	438	452	456
Autobus : Paris	»	1 334	1 334	1 333	1 354	1 356
Banlieue (1)	»	2 489	2 560	2 525	2 515	2 537
Voyages effectués :						
Métro	million	1 170	1 029	1 092	1 116	1 156
RER	»	364	323	351	354	367
Autobus : Paris	»	335	314	337	349	350
Banlieue (1)	»	492	456	501	522	537
Voyageurs-kilomètres :						
Métro (2)	»	5 639	4 960	5 262	5 379	5 571
RER	»	3 711	3 299	3 576	3 612	3 745
Autobus	»	2 200	2 048	2 222	2 332	2 397
Véhicules-kilomètres :						
Métro	»	200	186	200	199	203
RER	»	84	78	83	85	87
Autobus : Paris	»	40	38	41	42	43
Banlieue (1)	»	101	95	103	103	102
Places-kilomètres offertes :						
Métro	milliard	23,2	21,4	23,1	23,0	23,4
RER	»	17,2	16,1	17,3	17,6	18,2
Autobus : Paris	»	2,6	2,5	2,7	2,7	2,8
Banlieue (1)	»	6,6	6,1	6,7	6,5	6,7
Effectif moyen à disposition	millier	37,9	38,3	38,3	38,4	38,6
Recettes du trafic HT	million	7 672	7 274	8 071	8 506	9 090
Investissements totaux	»	4 919	5 009	4 849	4 587	4 418

(1) Y compris les services communaux, hors desserte des villes nouvelles.
(2) Y compris le funiculaire de Montmartre.

TABLEAU L.01-9

Accidents d'exploitation dans les transports parisiens (1)

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre d'agressions :						
Métro, RER	2 820	2 336	2 179	2 141	1 729	2 073
Autobus	1 067	591	773	1 044	1 086	1 134
Nombre de personnes accidentées : (2)						
Métro, RER	17 287	16 364	15 469	17 390	16 013	18 339
Autobus (3)	2 730	2 728	2 526	2 887	2 903	3 067

(1) Non compris le funiculaire de Montmartre.
(2) Suicides et malaises inclus.
(3) Suicides, malaises et assimilés exclus.

Chapitre L.02

Transports routiers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur entreprise.
2. Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
3. Organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
4. Longueur du réseau routier.
5. Immatriculations des véhicules par genre.
6. Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs.
7. Parc estimé des véhicules automobiles en service.
8. Transport routier de marchandises par distance en charge.
9. Transport routier de marchandises par nature de marchandise.
10. Transport routier de voyageurs, hors RATP.
11. Accidents corporels de la circulation routière.
12. Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique)

1. MÉTHODOLOGIE

Les données relatives aux transports routiers de marchandises sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises .

Secteur des transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports routiers de marchandises en zone longue, ou de transports routiers de marchandises en zone courte ou le déménagement ou la location de véhicules industriels.

Secteur des transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B et 602G)

Ce secteur regroupe les transports urbains de voyageurs, les transports routiers réguliers de voyageurs et les transports routiers non réguliers de voyageurs. Il ne comprend pas le transport de voyageurs par taxis.

Secteur de l'organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)

Le secteur de l'organisation du transport de fret regroupe trois sous-secteurs élémentaires : messagerie, fret express; affrètement; organisation des transports internationaux.

Parc des véhicules

Les parcs présentés sont ceux du Comité des constructeurs français d'automobiles, excepté celui des remorques et semi-remorques qui résulte du dépouillement du Fichier central des automobiles (moins de 10 ans). Ces données diffèrent de celles qui sont publiées dans le Marché des véhicules.

L'estimation du parc de motocycles est celle de la chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (compte d'autrui et compte propre)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par le Service économique et statistique.

En 1996, l'enquête est profondément modifiée. La rénovation porte sur deux points : l'utilisation d'une méthode différente pour le redressement des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes. L'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque ou semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion et tracteur routier).

L'enquête concerne donc le transport, pour compte d'autrui et pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules immatriculés en France : camions de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge (avec ou sans remorque de tous âges) ; tracteurs routiers de moins de 15 ans (avec des semi-remorques de tous âges).

Ces modifications ont eu pour conséquence d'entraîner des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes (transports urbains et routiers de voyageurs)

L'enquête par sondage sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes est effectuée chaque année par le Service économique et statistique. Elle porte sur l'utilisation des autocars de province et des autocars et autobus d'Île-de-France d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP.

2. DÉFINITIONS

Accidents de la circulation

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation); si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.

Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

  Service d'études techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).

— INSEE.

Publications :

Mémento de statistiques des transports, SES (annuel);

SES Infos Rapides, La conjoncture des transports;

Enquête annuelle d'entreprise dans les transports, SES :

— transports routiers de marchandises,

— transports urbains et routiers de voyageurs;

Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), SES (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, SES (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, SES (tous les cinq ans);

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, SES (annuelle);

SITRAM : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Trafic intérieur, trafic international), SES (banque de données sur les transports de marchandises par route, chemin de fer et voies navigables);

Notes de synthèse, SES (bimestriel);

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *INSEE-Première,* n° 735, août 2000.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n°s 40-41, INSEE, août 2000.

*
* *

TABLEAU L.02-1

Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Année 1998

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Service économique et statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	33 380	77,7	74 622	23,5	29 263,3	16,9	1 882,7	21,7
6 à 9 salariés	3 572	8,3	28 051	8,8	17 482,6	10,1	710,1	8,2
10 à 19 salariés	2 949	7,0	41 800	13,1	23 368,8	13,5	1 071,6	12,3
20 à 49 salariés	2 209	5,1	69 743	21,9	40 580,0	23,4	2 018,1	23,2
50 à 99 salariés	483	1,1	32 384	10,2	19 702,9	11,3	1 036,9	11,9
100 à 249 salariés	298	0,7	44 766	14,1	27 681,8	15,9	1 122,9	12,9
250 salariés et plus	61	0,1	26 797	8,4	15 500,6	8,9	847,8	9,8
Total	**42 952**	**100,0**	**318 163**	**100,0**	**173 580,0**	**100,0**	**8 690,1**	**100,0**

TABLEAU L.02-2

Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 602A, 602B, 602G et 602E)

Année 1998

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Service économique et statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	26 731	92,2	32 798	19,9	7 019,0	11,7	977,6	11,2
6 à 9 salariés	894	3,1	6 218	3,8	2 677,7	4,5	246,4	2,8
10 à 19 salariés	472	1,6	6 433	3,9	2 351,8	3,9	195,9	2,2
20 à 49 salariés	575	2,0	16 962	10,3	6 643,7	11,1	601,2	6,9
50 à 99 salariés	137	0,5	9 087	5,5	3 792,8	6,4	324,6	3,7
100 et plus	178	0,6	93 366	56,6	37 240,2	62,4	6 393,1	73,2
Total	**28 987**	**100,0**	**164 864**	**100,0**	**59 725,2**	**100,0**	**8 738,8**	**100,0**

TABLEAU L.02-3

Organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 634A, 634B, 634C)

Année 1998

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Service économique et statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur en équivalent temps complet		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	1 425	50,4	3 001	2,7	2 342,8	1,8	56,2	2,7
6 à 9 salariés	415	14,7	2 939	2,6	7 052,2	5,5	68,8	3,3
10 à 19 salariés	288	10,2	4 020	3,6	7 537,0	5,9	145,0	7,0
20 à 49 salariés	369	13,0	12 152	10,8	15 077,2	11,8	200,9	9,6
50 à 99 salariés	128	4,5	8 949	8,0	10 001,9	7,9	322,5	15,4
100 à 249 salariés	128	4,5	19 912	17,8	19 722,6	15,5	272,5	13,0
250 salariés et plus	75	2,7	61 087	54,5	65 830,8	51,6	1 024,7	49,0
Total	**2 828**	**100,0**	**112 060**	**100,0**	**127 564,5**	**100,0**	**2 090,6**	**100,0**

TABLEAU L.02-4

Longueur du réseau routier

Situation au 31 décembre

Sources : Ministère de l' Équipement, des Transports et du Logement
SETRA
Ministère de l'intérieur

Unité : kilomètre

	1994	1995	1996	1997	1998
Autoroutes	8 102	8 275	8 596	8 864	9 303
dont : autoroutes concédées	6 160	6 299	6 479	6 717	7 042
Routes nationales (1)	28 090	28 097	26 881 ■	26 856	26 584
Routes départementales	365 607	360 000	360 100	358 380	358 580
Voies communales	562 960	563 000	569 000	579 370	585 900
Total du réseau national	**964 759**	**959 372**	**964 577**	**973 470**	**987 409**

(1) Jusqu'en 1995, y compris les routes nationales en attente de classement et en attente de déclassement. À partir de 1996, les routes nationales en attente de déclassement ne sont plus comprises.

TABLEAU L.02-5

Immatriculations des véhicules par genre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

Unité : véhicule

	1994	1995	1996	1997	1998
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES NEUFS					
Voitures particulières et commerciales	1 972 919	1 930 504	2 132 091	1 713 030	1 943 553
dont : diesel	939 952	897 698	836 535	716 135	780 983
Autocars et autobus (1)	3 581	3 981	3 991	3 861	4 851
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**306 282**	**332 052**	**351 173**	**330 902**	**367 392**
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	289 280	311 702	330 094	311 805	346 077
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	17 002	20 350	21 079	19 097	21 315
Tracteurs routiers	16 135	21 743	22 872	20 429	26 340
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	27 634	32 235	37 571	36 510	38 037
Remorques	1 971	2 462	2 601	2 322	2 807
Semi-remorques	11 867	15 428	15 210	14 702	18 794
Total	**2 347 389**	**2 338 405**	**2 565 509**	**2 121 756**	**2 401 774**
Motocycles (3)	85 992	85 639	116 891	148 435	173 289
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES D'OCCASION					
Voitures particulières et commerciales	4 263 611	4 128 745	4 038 042	4 238 103	4 685 987
dont : diesel	1 294 116	1 362 781	1 465 219	1 640 505	1 802 091
Autocars et autobus (1)	7 288	6 268	6 524	6 549	6 642
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**675 513**	**651 408**	**641 406**	**652 876**	**668 391**
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	629 707	610 339	601 077	613 233	629 296
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	45 806	41 069	40 329	39 643	39 095
Tracteurs routiers	24 933	21 706	20 753	19 590	19 979
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	94 691	91 535	96 176	96 216	96 357
Remorques	5 359	4 775	4 391	4 943	4 490
Semi-remorques	28 398	26 307	25 403	25 746	24 873
Total	**5 099 793**	**4 930 744**	**4 832 695**	**5 044 023**	**5 506 719**
Motocycles (3)	286 821	292 641	340 782	340 643	352 605

(1) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Motocycles de plus de 50 cm^3.

TABLEAU L.02-6

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

Unité : véhicule

Profession du propriétaire	Puissance						Total 1998	Total 1997
	1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus		
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	0	1 216	2 194	213	259	6	**3 888**	3 750
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	1	8 399	11 644	2 826	3 461	299	**26 630**	25 787
Cadres et professions libérales	0	21 406	30 818	7 124	6 818	333	**66 499**	62 049
Professions intermédiaires	2	23 780	33 587	5 071	3 186	64	**65 690**	60 285
Employés	3	253 088	255 695	28 391	19 258	564	**556 999**	488 069
Ouvriers	0	39 214	40 865	4 103	2 571	51	**86 804**	79 680
Retraités, étudiants et sans profession	7	90 018	103 139	10 902	6 607	227	**210 900**	185 960
Profession non indiquée	18	121 628	130 934	16 923	12 645	486	**282 634**	247 578
Sous-total particuliers	**31**	**558 749**	**608 876**	**75 553**	**54 805**	**2 030**	**1 300 044**	**1 153 158**
Sous-total sociétés	**480**	**267 979**	**300 750**	**34 223**	**37 146**	**2 930**	**643 508**	**559 872**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	198	81 100	92 783	13 366	12 712	998	**201 157**	165 623
location mobilier (voitures)	4	124 005	120 045	8 910	9 011	314	**262 289**	229 808
Total 1998	**511**	**826 728**	**909 626**	**109 776**	**91 951**	**4 960**	**1 943 552**	///
Année 1997	299	618 450	936 023	57 561	95 194	5 503	///	1 713 030
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	486	12 853	21 880	2 656	2 306	284	**40 465**	39 824
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	1 068	30 200	49 007	12 737	16 633	4 693	**114 338**	110 620
Cadres et professions libérales	1 512	55 472	77 982	16 432	21 172	4 852	**177 422**	169 232
Professions intermédiaires	1 913	83 013	110 145	17 809	16 862	2 411	**232 153**	223 988
Employés	13 832	745 609	865 856	124 320	89 490	11 617	**1 850 724**	1 640 553
Ouvriers	7 133	266 685	343 491	56 179	31 071	3 408	**707 967**	659 893
Retraités, étudiants et sans profession	6 145	206 897	190 094	23 940	17 512	3 063	**447 651**	419 430
Profession non indiquée	9 394	401 566	471 338	73 171	52 583	7 360	**1 015 412**	882 767
Sous-total particuliers	**41 483**	**1 802 295**	**2 129 793**	**327 244**	**247 629**	**37 688**	**4 586 132**	**4 146 307**
Sous-total sociétés	**399**	**29 181**	**46 667**	**7 644**	**12 682**	**3 282**	**99 855**	**91 796**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	125	9 777	11 093	1 485	1 541	287	**24 308**	21 771
location mobilier (voitures)	5	2 271	2 626	267	525	79	**5 773**	3 734
Total 1998	**41 882**	**1 831 476**	**2 176 460**	**334 888**	**260 311**	**40 970**	**4 685 987**	///
Année 1997	40 466	1 621 423	1 982 753	317 186	238 117	38 158	///	4 238 103

TABLEAU L.02-7

Parc estimé des véhicules automobiles en service

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

Unité : Millier

	1994	1995	1996	1997	1998
Voitures particulières et commerciales (1)	24 900	25 100	25 500	26 090	26 810
dont : diesel	6 306	6 938	7 470	8 029	8 609
Autocars et autobus (1)	78	79	82	82	82
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux.(1)	4 881	4 926	4 976	5 100	5 212
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	4 513	4 564	4 617	4 750	4 866
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	368	362	359	350	346
Tracteurs routiers (1)	181	190	197	198	204
Total des véhicules à moteur	**30 040**	**30 295**	**30 755**	**31 470**	**32 308**
Remorques (3)	27	27	27	27	26
Semi-remorques (3)	147	152	155	154	154
Total tous véhicules	**30 214**	**30 474**	**30 937**	**31 651**	**32 488**
Motocycles (4)	744	727	738	779	839

(1) Les estimations globales de parcs des véhicules à moteur en service sont celles du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Le parc des remorques et semi-remorques provient du Fichier central des automobiles, et concerne les véhicules de moins de 10 ans.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 cm^3. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

TABLEAU L.02-8

Transport routier de marchandises par distance en charge

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

	1994	1995	■ (1) 1996	1997	1998
TONNES (2)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	303	280	430	459	478
De 50 à 149,9 km	150	159	191	213	240
150 km et plus	227	248	276	289	321
Total	**680**	**687**	**897**	**961**	**1 039**
Compte propre :					
Moins de 50 km	471	495	592	582	540
De 50 à 149,9 km	130	137	148	149	138
150 km et plus	69	69	89	79	64
Total	**670**	**701**	**829**	**810**	**742**
Ensemble :					
Moins de 50 km	774	775	1 022	1 041	1 018
De 50 à 149,9 km	280	296	339	362	378
150 km et plus	296	317	365	368	385
Total	**1 350**	**1 388**	**1 726**	**1 771**	**1 781**
TONNES-KILOMÈTRES (3)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	5,4	5,2	7,6	8,4	9,1
De 50 à 149,9 km	10,9	11,6	15,5	16,9	19,1
150 km et plus	76,9	84,7	95,6	98,1	107,4
Total	**93,2**	**101,5**	**118,7**	**123,4**	**135,6**
Compte propre :					
Moins de 50 km	6,7	7,2	8,7	8,9	8,1
De 50 à 149,9 km	8,0	8,8	10,2	10,2	9,6
150 km et plus	14,2	14,5	20,5	17,7	13,7
Total	**28,9**	**30,5**	**39,4**	**36,8**	**31,4**
Ensemble :					
Moins de 50 km	12,1	12,4	16,3	17,3	17,2
De 50 à 149,9 km	18,9	20,4	25,7	27,1	28,7
150 km et plus	91,1	99,2	116,1	115,8	121,1
Total	**122,1**	**132,0**	**158,1**	**160,2**	**167,0**
VÉHICULES-KILOMÈTRES (4)					
Compte d'autrui	9 921	10 286	12 252	12 804	14 100
Compte propre	6 174	6 093	6 887	6 576	5 822
Total	**16 095**	**16 379**	**19 139**	**19 380**	**19 922**

(1) En 1996, l'enquête a subi une modification importante qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.
(2) Million de tonnes.
(3) Milliard de tonnes-kilomètres.
(4) Million de véhicules-kilomètres.

TABLEAU L.02-9

Transport routier de marchandises par nature de marchandise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique

	1994	1995	(1) 1996	1997	1998
TONNES (2)					
Produits agricoles et animaux vivants	133 355	151 972	180 171	196 850	194 934
Denrées alimentaires et fourrages	186 428	188 927	216 022	218 832	232 538
Combustibles minéraux solides	5 636	3 297	7 779	7 839	7 611
Produits pétroliers	66 236	69 384	71 158	78 477	75 332
Minerais et déchets pour la métallurgie	25 949	32 328	35 370	34 268	36 727
Produits métallurgiques	21 371	22 584	28 982	27 450	30 686
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matière première pour industrie chimique	665 492	646 735	804 893	827 754	789 072
Engrais	30 436	32 753	44 509	42 458	39 565
Produits chimiques	37 599	36 895	42 997	43 337	48 057
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	177 437	203 315	294 446	293 255	325 979
Total	**1 349 939**	**1 388 190**	**1 726 327**	**1 770 520**	**1 780 501**
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	69 232	80 278	92 331	111 428	115 215
Denrées alimentaires et fourrages	95 746	97 739	111 989	120 987	135 331
Combustibles minéraux solides	4 041	2 570	5 573	5 067	6 296
Produits pétroliers	32 829	36 090	39 463	46 116	48 222
Minerais et déchets pour la métallurgie	7 530	8 359	13 367	13 605	14 984
Produits métallurgiques	15 657	16 838	20 398	20 390	23 197
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	293 016	264 334	368 417	392 060	395 083
Engrais	13 470	13 327	20 571	18 480	18 998
Produits chimiques	28 719	27 866	32 194	31 479	38 625
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	119 413	139 422	192 809	201 396	242 224
Total	**679 652**	**686 823**	**897 112**	**961 008**	**1 038 175**
TONNES-KILOMÈTRES (2)					
Produits agricoles et animaux vivants	14 035,9	17 952,6	19 789,6	21 374,9	20 621,9
Denrées alimentaires et fourrages	27 767,4	27 582,7	30 946,4	30 451,7	32 647,6
Combustibles minéraux solides	522,5	427,5	632,3	527,8	568,2
Produits pétroliers	5 548,3	5 792,0	6 738,2	6 832,3	6 750,3
Minerais et déchets pour la métallurgie	1 779,8	1 932,0	2 296,8	2 393,2	2 396,7
Produits métallurgiques	4 807,8	4 981,7	5 458,4	5 475,2	5 639,4
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	22 402,9	22 278,2	26 843,5	27 930,1	27 796,4
Engrais	2 921,2	3 055,5	3 777,8	3 746,2	3 632,2
Produits chimiques	8 807,5	8 496,2	9 416,3	9 893,7	10 269,8
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	33 498,6	39 540,0	52 259,0	51 605,0	56 672,8
Total	**122 091,9**	**132 038,4**	**158 158,3**	**160 230,1**	**166 995,3**
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	9 751,3	12 675,5	13 604,5	15 383,6	15 486,4
Denrées alimentaires et fourrages	20 530,6	20 481,6	22 543,3	22 987,2	25 301,5
Combustibles minéraux solides	457,6	382,0	515,1	443,0	504,7
Produits pétroliers	3 523,0	3 768,1	4 639,8	4 708,3	5 097,3
Minerais et déchets pour la métallurgie	1 014,4	1 054,9	1 360,4	1 568,7	1 593,6
Produits métallurgiques	4 213,2	4 343,9	4 558,3	4 717,3	5 073,7
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	14 739,9	14 486,2	17 961,1	18 841,7	19 752,7
Engrais	2 063,7	2 197,2	2 742,7	2 760,2	2 772,2
Produits chimiques	8 000,5	7 650,3	8 099,2	8 749,5	9 439,7
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	28 870,1	34 526,2	42 700,6	43 255,3	50 567,2
Total	**93 164,3**	**101 565,9**	**118 725,0**	**123 414,8**	**135 589,0**

(1) L'enquête a subi une modification importante en 1996 qui a porté sur deux points : l'utilisation d'une méthodologie différente pour les redressements des non réponses et l'adoption d'un nouveau concept conforme aux directives européennes, où désormais, l'unité statistique n'est plus le véhicule porteur (camion, remorque et semi-remorque) mais le véhicule à moteur (camion ou tracteur routier). Ces modifications ont entraîné des ruptures de séries importantes par rapport à la période antérieure.
(2) Milliers de tonnes et millions de tonnes-kilomètres.

TABLEAU L.02-10

Transport routier de voyageurs, hors RATP

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique
CERTU

Unités : Million de voyageurs-kilomètres (1)
Million de véhicules-kilomètres

	1994	1995	1996	1997	1998
Transport en commun de personnes					
Transport régulier ordinaire (2) :					
Voyageurs-kilomètres	10 513	11 243	10 974	13 431	14 571.
Véhicules-kilomètres	426,8	443,4	432,0	490,3	534,5
Transport scolaire (2) :					
Voyageurs-kilomètres	11 445	11 457	10 791	7 946	7 895
Véhicules-kilomètres	324,1	329,4	319,0	221,4	225,6
Transport de personnel :					
Voyageurs-kilomètres	3 570	3 003	2 876	2 688	2 890
Véhicules-kilomètres	127,1	118,6	111,5	100,3	99,9
Transport occasionnel :					
Voyageurs-kilomètres	19 683	18 815	19 971	19 996	18 641
Véhicules-kilomètres	517,8	497,6	535,8	525,8	497,0
Total en charge :					
Voyageurs-kilomètres	**45 211**	**44 518**	**44 612**	**44 061**	**43 997**
Véhicules-kilomètres	**1 395,8**	**1 389,0**	**1 398,3**	**1 337,8**	**1 367,0**
À vide :					
Véhicules-kilomètres	300,5	321,5	327,4	321,4	319,3
Total véhicules-kilomètres	**1 696,3**	**1 710,5**	**1 725,7**	**1 659,2**	**1 676,3**
Voitures particulières					
Voyageurs-kilomètres	651 200	664 300	674 300	687 000	708 400
Véhicules-kilomètres	352 000	359 000	364 400	371 500	383 100

(1) Ces estimations correspondent au produit du nombre de voyageurs transportés par la longueur totale du trajet effectué par le véhicule qu'ils ont emprunté. On estime que, dans le transport occasionnel, un voyageur effectue la totalité du trajet tandis que, dans le transport régulier, un trajet moyen correspond à 75 % du trajet complet.
(2) Le partage entre transport régulier ordinaire et transport scolaire a subi une rupture de série entre 1996 et 1997.

TABLEAU L.02-11

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Observatoire national interministériel de sécurité routière

	1994	1995	1996	1997	1998
Accidents corporels	132 726	132 949	125 406	125 202	124 387
dont : En agglomération	90 860	91 288	85 324	84 249	83 148
Véhicules impliqués :					
Cycles sans moteur	8 180	8 533	7 481	7 960	7 003
Cycles avec moteur	37 794	39 219	37 053	39 120	38 674
Voitures particulières (1)	163 432	163 486	154 329	153 101	153 289
Autres véhicules (2)	19 841	19 109	17 715	17 556	17 585
Total	**229 247**	**230 347**	**216 578**	**217 737**	**216 551**
Victimes tuées (3) :					
Piétons	1 126	1 027	987	929	988
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	321	374	300	329	301
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	1 288	1 251	1 219	1 302	1 319
Conducteurs et passagers de voitures particulières	5 423	5 389	5 240	5 069	5 491
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	375	371	334	360	338
Total	**8 533**	**8 412**	**8 080**	**7 989**	**8 437**
dont : en agglomération	2 747	2 757	2 552	2 526	2 608
Victimes blessées :					
Piétons	21 810	21 197	19 789	19 152	18 493
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	7 429	7 681	6 771	7 191	6 366
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	37 116	38 735	36 512	38 592	38 059
Conducteurs et passagers de voitures particulières	106 741	106 290	100 281	98 259	99 034
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	7 736	7 500	6 764	6 384	6 583
Total	**180 832**	**181 403**	**170 117**	**169 578**	**168 535**
dont : Grièvement (4)	40 521	39 257	36 204	35 716	33 977
dont : En agglomération	116 087	116 926	109 114	107 094	105 891

(1) Y compris taxis, ambulances, caravanes et remorques.
(2) Autres véhicules : camionnettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés.
(3) Victimes décédées dans les dix jours.
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours.

TABLEAU L.02-12

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière

Année 1998

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière

Âge des victimes	Piétons	Conducteur de Bicyclettes	Conducteur de Cyclo-moteurs	Conducteur de Moto-cyclettes	Conducteurs et passagers de voitures particulières	Autres véhicules (1)	**Total**
Victimes décédées dans les six jours :							
Moins de 15 ans	92	37	24	2	201	10	**366**
De 15 à 20 ans	44	21	181	84	771	19	**1 120**
De 21 à 24 ans	28	16	29	179	753	24	**1 029**
De 25 à 64 ans	383	143	150	634	2 850	254	**4 414**
65 ans et plus	440	83	34	2	911	30	**1 500**
Indéterminés	1	1	–	0	5	1	**8**
Total	**988**	**301**	**418**	**901**	**5 491**	**338**	**8 437**
Blessés :							
Moins de 15 ans	4 810	1 466	1 672	134	6 093	384	**14 559**
De 15 à 20 ans	1 865	907	12 293	1 792	14 267	538	**31 662**
De 21 à 24 ans	837	471	1 732	3 208	13 190	658	**20 096**
De 25 à 64 ans	6 956	2 881	3 941	12 691	56 585	4 558	**87 612**
65 ans et plus	3 989	624	391	87	8 385	402	**13 878**
Indéterminés	36	17	77	41	514	43	**728**
Total	**18 493**	**6 366**	**20 106**	**17 953**	**99 034**	**6 583**	**168 535**

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure.
3. Réseau des voies navigables par gabarit.
4. Flotte de bateaux.
5. Transport effectué sur le réseau français.
6. Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec les Voies navigables de France.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAF classe 61.2Z) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.

Les données relatives aux transports fluviaux sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

2. DÉFINITIONS

Barge

La barge est un bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé.

Bateau de canal

Sont appelés bateaux de canal, les bateaux de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Bateau de rivière

Sont appelés bateaux de rivière, les bateaux de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Pousseur

Le pousseur est un bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

Transporteurs privés

Les transporteurs privés sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois, constitue le réseau des voies navigables français. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.
— Voies navigables de France.
— INSEE.

Publications :

Voies navigables de France :

— *Statistiques mensuelles et annuelle des transports visés dans les bureaux d'affrètement;*
— *Statistiques mensuelles et annuelle commerciales;*
— *Statistique annuelle de la navigation intérieure par sections de voies navigables;*
— *Statistique annuelle de la flotte fluviale en exploitation.*

Le transport de commerce extérieur (Statistiques du commerce extérieur de la France), publié chaque année par la direction générale des Douanes et Droits indirects du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Mémento de statistiques des transports, chapitre navigation intérieure (annuel), publié par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement [Service économique et statistique] (annuel).

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *INSEE-Première,* n° 735, août 2000.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n°s 40-41, INSEE, août 2000.

*
* *

TABLEAU L.03-1

Transports fluviaux (1) : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 612Z)

Année 1998

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel en équivalent temps complet			Chiffre d'affaires net (hors taxes en millions de francs)	Investissements du secteur d'entreprise(2) (en millions de francs)
		Total	Personnel salarié sédentaire	Personnel salarié navigant		
0 à 5 salariés	998	337	71	266	567,8	37,8
6 à 9 salariés	25	181	71	110	109,0	3,9
10 à 19 salariés	12	175	41	134	98,1	3,5
20 salariés et plus	23	1 384	825	559	1 571,6	84,8
Total	**1 058**	**2 077**	**1 008**	**1 069**	**2 346,5**	**130,0**

(1) Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises de 0 à 5 salariés enquêtées à partir de 1998.
(2) Hors apports.

TABLEAU L.03-2

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

Catégorie	1994	1995	1996	1997	1998
TRANSPORTS PUBLICS (1) :					
Travailleurs indépendants	1 229	1 146	1 095	1 037	1 031
dont : retraités en activité	3	3	2	1	–
Salariés	1 554	1 820	1 853	1 742	1 718
dont : Salariés de la flotte française					
de navigation rhénane (2)	9	3	3	–	–
de nationalité française	9	3	3	–	–
Personnel de la traction sur berges (3)	17	17	16	16	15
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (4)	320	310	310	310	310
PERSONNELS ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DES VOIES NAVIGABLES (sauf entretien) :					
Conducteurs des TPE (5)	482	410	437	428	433
Agents des TPE (6)	3 901	3 796	3 765	3 688	3 681
Éclusiers auxiliaires	62	56	44	29	25
PERSONNEL DES BUREAUX D'AFFRÈTEMENTS	94	96	75	75	54

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) Suite à la délocalisation dans une filiale luxembourgeoise de l'activité de poussage, 115 contrats de travail de droit luxembourgeois, au 31/12/94, 139 au 31/12/96, 138 au 31/12/97 et 102 au 31/12/98.
(3) Personnel pris en compte par les VNF depuis la suppression de la traction sur berges. Remplacé par les toueurs : ce sont les agents faisant passer les bateaux dans les souterrains.
(4) Effectif estimé. Données non communiquées par le CAF.
(5) Statut fixé par décret n° 66-900 du 18 novembre 1966.
(6) Statut fixé par décret n° 66-901 du 18 novembre 1966.

TABLEAU L.03-3

Réseau des voies navigables par gabarit

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

Unité : Kilomètre

Classes (1) Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd	Longueur du réseau (2)	1994	1995	1996	1997	1998
0. De moins de 250 tonnes	a	1 880	1 640	1 640	1 640	1 647
	b	1	–	5	2	1
1. De 250 à 399 tonnes	a	3 904	4 119	4 033	3 962	3 958
	b	3 429	3 654	3 360	3 545	3 380
2. De 400 à 649 tonnes	a	266	266	322	322	284
	b	213	213	261	272	246
3. De 650 à 999 tonnes	a	441	462	480	551	586
	b	278	317	276	442	329
4. De 1 000 à 1 499 tonnes	a	91	91	91	91	137
	b	39	57	39	39	32
5. De 1 500 à 2 999 tonnes	a	271	240	248	248	268
	b	249	209	226	222	266
6. De 3 000 tonnes et plus (3)	a	1 647	1 682	1 686	1 686	1 621
	b	1 494	1 512	1 511	1 529	1 498
Total (3)	a	**8 500**	**8 500**	**8 500**	**8 500**	**8 501**
	b	**5 703**	**5 962**	**5 678**	**6 051**	**5 752**

(1) Classes de voies navigables définies par l'Office statistique des Communautés européennes.
(2) a. : longueur totale du réseau, b. : longueur fréquentée.
(3) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Flotte de bateaux

Bateaux munis d'un permis d'exploitation

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre de bateaux porteurs	2 368	2 227	2 193	1 982	1 941
dont : appartenant à des transporteurs publics	1 876	1 810	1 777	1 605	1 567
Nombre de remorqueurs et pousseurs	210	205	206	191	197
dont : appartenant à des transporteurs publics	119	114	119	107	113
Capacité totale des bateaux porteurs (millier de tonnes)	1 365	1 373	1 388	1 293	1 281
dont : appartenant à des transporteurs publics	1 127	1 159	1 169	1 094	1 081

TABLEAU L.03-5

Transport effectué sur le réseau français (1)

Source : Voies navigables de France

	1994	1995	1996	1997	1998
TONNAGE (million de tonnes)					
a. Transport national :					
Transport pour compte d'autrui	18,04	18,60	16,80	16,40	18,49
Transport pour compte propre	7,46	6,57	6,10	5,70	5,26
Total national	**25,50**	**25,17**	**22,90**	**22,10**	**23,75**
dont : part du pavillon français (%)	96,75	95,35	94,32	94,57	93,43
b. Transport international :					
Importations	11,23	11,97	11,05	11,10	10,51
Exportations	16,58	17,74	16,72	16,30	16,53
Total international	**27,81**	**29,71**	**27,77**	**27,40**	**27,04**
dont : part du pavillon français (%)	9,71	11,20	11,52	10,95	9,62
Total général (a + b)	**53,31**	**54,88**	**50,67**	**49,50**	**50,79**
TONNES-KILOMÈTRES (milliard de tonnes-kilomètres)					
a. Transport national :					
Transport pour compte d'autrui	2,48	2,50	2,57	2,56	2,92
Transport pour compte propre	0,67	0,65	0,63	0,59	0,53
Total national	**3,15**	**3,15**	**3,20**	**3,15**	**3,45**
dont : part du pavillon français (%)	96,83	95,87	96,88	96,77	94,29
b. Transport international (partie effectuée sur le réseau français seulement) :					
Importations	1,10	1,16	1,10	1,11	1,13
Exportations	1,36	1,55	1,44	1,42	1,62
Total international	**2,46**	**2,71**	**2,54**	**2,53**	**2,75**
dont : part du pavillon français (%)	16,00	11,07	20,00	32,00	21,82
Total général (a + b)	**5,61**	**5,86**	**5,74**	**5,68**	**6,20**

(1) Les données indiquées ne concernent que le transport effectué sur le réseau français par des bateaux fluviaux, français et étrangers, à l'exclusion des bateaux de mer.

TABLEAU L.03-6

Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise

Source : Voies navigables de France

Chapitre de marchandises	1994	1995	1996	1997	1998
Tonnage transporté (millier de tonnes)					
Produits agricoles	5 897	6 403	6 364	6 163	7 107
Denrées alimentaires et fourrages	2 043	2 262	2 496	2 894	2 967
Combustibles minéraux solides	3 772	4 176	3 949	3 474	4 650
Produits pétroliers	5 925	5 782	5 819	5 506	5 530
Minerais et déchets pour la métallurgie	3 000	3 446	3 150	3 320	2 450
Produits métallurgiques	1 571	1 665	1 565	1 651	1 947
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	28 248	27 900	23 649	22 805	22 554
Engrais	953	981	1 051	1 037	981
Produits chimiques	1 398	1 572	1 756	1 747	1 551
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	499	697	873	886	1 056
Total	**53 306**	**54 884**	**50 672**	**49 483**	**50 793**
Tonnes-kilométrique (million)					
Produits agricoles	910	955	940	1 042	1 229
Denrées alimentaires et fourrages	277	338	331	377	430
Combustibles minéraux solides	374	419	482	405	637
Produits pétroliers	733	669	743	719	764
Minerais et déchets pour la métallurgie	215	238	214	238	207
Produits métallurgiques	232	294	257	273	323
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	2 450	2 463	2 214	2 096	2 065
Engrais	139	145	152	147	150
Produits chimiques	203	240	270	246	242
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	73	104	142	139	160
Total	**5 606**	**5 865**	**5 745**	**5 682**	**6 207**

Chapitre L.04

Transports maritimes

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel de la flotte de commerce embarqué.
3. Flotte de commerce française en service.
4. Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.
5. Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.
6. Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons.
7. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer.
8. Place des ports français dans le monde.
9. Accidents de mer.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique), en liaison avec la Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports maritimes et côtiers (NAF groupe 611) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime – long cours ou cabotage – de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.

Les auxiliaires de transports maritimes ne sont pas inclus dans ce secteur.

Les données relatives aux transports maritimes sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.03 Pêche maritime) et la navigation de plaisance.

Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

2. DÉFINITIONS

Accidents de mer

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.

Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

Personnel embarqué

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages...)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Personnel employé

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour le personnel subalterne.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  - Direction de la flotte de commerce.
  - Direction des gens de mer et de l'Administration générale.
  - Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral.
  - Centre administratif des affaires maritimes.
  - Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.
- Comité central des armateurs de France (CCAF).
- INSEE.

Publications :

- Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  - Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral :

    Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce (trimestriel);

    Activité des ports maritimes de commerce (annuel);

    Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel);

    La Plaisance en quelques chiffres (annuel).
  - Direction des affaires économiques et internationales, service économique et statistique :

    Mémento des statistiques des transports (SES);

    Enquête annuelle d'entreprise : *Les transports maritimes. Les auxiliaires des transports maritimes* (SES);

Comment évaluer la part du trafic maritime né de notre commerce extérieur qui échappe aux ports français. Application du système d'information sur les transports de marchandises (SES);

Le transport maritime français, Comité central des armateurs de France (annuel).

— INSEE :

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *INSEE-Première,* n° 735, août 2000.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n°s 40-41, INSEE, août 2000.

*
* *

TABLEAU L.04-1

Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 611) (1)

Année 1998

Source : Ministère de l' Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié en équivalent temps complet			Chiffre d'affaires net	Investissements du secteur d'entreprise (en millions de francs)	
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant	En millions de francs	**Total**	dont matériel de transport
0 à 5 salariés	289	**452**	104	348	540,9	**330,5**	329,8
6 à 9 salariés	31	**174**	107	67	3 294,3	**18,0**	11,5
10 à 19 salariés	10	**177**	65	112	329,6	**31,9**	16,3
20 à 49 salariés	9	**285**	125	160	595,8	**4,1**	2,4
50 à 99 salariés	13	**1 079**	660	419	2 003,7	**84,2**	25,2
100 à 249 salariés	5	**770**	181	589	1 197,5	**222,1**	219,3
250 salariés et plus	11	**8 369**	3 488	4 881	17 409,4	**1 093,0**	742,6
Total	**368**	**11 306**	**4 730**	**6 576**	**25 371,2**	**1 783,8**	**1 347,1**

(1) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises des tranches « 0 à 19 salariés »; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-2

Personnel de la flotte de commerce (1) (2) embarqué (3)

au 31 décembre

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Direction des affaires maritimes et des gens de mer

Catégorie de personnel	1994	1995	1996	1997	1998
Officiers (4)	2 706	2 848	2 884	2 840	2 754
Personnel d'exécution	3 211	3 492	3 612	3 460	3 388
Total	**5 917**	**6 340**	**6 496**	**6 300**	**6 142**

(1) Le champ couvert, distinct de celui de l'Enquête annuelle d'entreprise, ne permet pas une comparaison directe des résultats publiés.
(2) Sont inclus dans le personnel de la flotte de commerce, les activités du remorquage, du pilotage et de la plaisance.
(3) Ces chiffres ne comprennent pas les marins actifs non embarqués qui sont en nombre équivalent.
(4) Les personnels hors hiérarchie sont classés dans la catégorie "officiers" .

TABLEAU L.04-3

Flotte de commerce française en service (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l' Èquipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Jauge : millier de tonneaux

Catégorie de navires	1994		1995		1996		1997		1998	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	38	335	37	337	39	391	38	406	37	408
Cargos	113	1 316	59	2 462	55	2 354	59	2 594	58	2 536
Pétroliers	56	2 333	113	1 148	116	1 339	113	1 211	115	1 211
Total	**207**	**3 984**	**209**	**3 947**	**210**	**4 084**	**210**	**4 211**	**210**	**4 155**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.

TABLEAU L.04-4

Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉS					
Nombre	75 829	72 126	75 915	79 200	74 164
Volume taxable en milliers de mètres cube	1 941 433	1 921 826	1 975 705	2 002 614	2 133 346
MARCHANDISES [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes)					
Produits pétroliers débarqués	127 999	124 355	125 864	131 951	135 977
Autres marchandises débarquées	89 408	91 078	90 052	97 037	104 605
Total marchandises débarquées	**217 407**	**215 433**	**215 916**	**228 988**	**240 582**
Produits pétroliers embarqués	18 221	14 690	16 901	17 957	20 543
Autres marchandises embarquées	67 850	66 560	65 481	76 984	75 414
Total marchandises embarquées	**86 071**	**81 250**	**82 382**	**94 941**	**95 957**
PASSAGERS EMBARQUÉS ET DÉBARQUÉS [services côtiers non compris] (millier)					
Calais	18 394	17 056	18 149	20 060	18 117
Boulogne	975	742	904	875	912
Autres ports	12 811	12 341	11 423	10 814	11 368
Total	**32 180**	**30 139**	**30 476**	**31 749**	**30 397**

TABLEAU L.04-5

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie

Trafic international et cabotage national

Source : Ministère de l'équipement, des transports et du logement
Direction du transport maritime, des ports et du littoral

Unité : Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	Marchandises débarquées (1)				Marchandises embarquées (1)			
	1993	1994	1995	1996	1993	1994	1995	1996
Produits agricoles et animaux vivants	3 727,4	4 131,5	4 555,6	3 927,8	22 452,9	14 985,4	15 870,6	13 567,7
Denrées alimentaires et fourrages	8 512,2	9 191,7	8 379,8	8 216,2	7 320,6	6 673,3	6 867,0	7 392,6
Combustibles minéraux solides	12 130,0	10 486,5	11 220,6	12 979,9	599,0	819,0	234,9	44,9
Produits pétroliers	130 344,7	127 999,4	124 355,0	126 655,9	19 242,1	18 221,5	14 690,4	17 038,7
Minerais et déchets pour la métallurgie	17 644,0	20 628,7	21 564,0	20 158,2	969,2	729,1	538,7	802,7
Produits métallurgiques	1 546,0	1 407,2	1 708,7	1 607,2	4 582,9	4 232,2	4 068,1	4 521,0
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	4 588,4	7 083,8	6 757,7	6 540,8	4 150,7	5 023,0	4 948,1	4 716,0
Engrais	5 058,1	5 661,6	6 609,9	5 976,9	499,3	538,4	400,6	454,7
Produits chimiques	5 637,8	5 842,5	6 028,8	6 020,8	6 137,4	5 913,5	6 173,6	6 271,5
Autres (2)	22 664,3	24 974,0	24 252,6	23 832,2	26 564,7	28 935,5	27 458,2	27 599,1
Total des marchandises	**211 852,9**	**217 406,9**	**215 432,7**	**215 915,9**	**92 518,8**	**86 070,9**	**81 250,2**	**82 408,9**

(1) Non compris les marchandises des aéroglisseurs et hydrofoils.
(2) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU L.04-6

Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons (1)

Année 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du transport maritime, des ports et du littoral

Unités : Marchandises : tonne
Passagers : nombre
Navires : nombre

Pavillons	Navires entrés	Passagers débarqués	Passagers embarqués	Marchandises débarquées	Marchandises embarquées
France	**16 332**	**3 042 773**	**3 132 547**	**18 843 708**	**13 417 771**
Royaume Uni	21 088	8 066 372	8 069 462	23 162 229	13 282 499
Bahamas (îles)	8 041	1 951 084	1 909 594	14 075 891	5 236 504
Allemagne	2 271	3 674	3 191	4 164 034	3 320 331
Chypre	1 941	13 743	14 333	8 289 849	5 010 478
Panama	1 748	16 445	18 280	13 410 218	4 049 787
Pays Bas	1 310	8	13	1 636 546	1 784 239
Italie	1 410	73 357	75 805	4 003 997	2 826 555
Irlande	663	106 674	106 864	588 981	1 010 346
CEI (ex)	200	–	–	481 818	823 276
Grèce	595	2 233	2 478	18 289 303	2 596 860
Libéria	1 295	19 038	19 281	25 741 248	2 925 351
Espagne	443	60	–	2 840 871	595 043
Danemark	940	2 669	2 261	1 851 620	1 330 754
Norvège	1 129	21 573	21 369	22 468 187	1 396 228
Finlande	137	2 875	2 549	800 346	79 259
Suède	328	29 551	27 516	1 122 629	481 965
Belgique et Luxembourg	318	665	1 645	731 954	360 065
État-Unis	152	–	–	2 325 586	438 412
Autres pavillons	12 960	1 333 841	1 360 231	49 158 766	20 035 827
Total	**73 301**	**14 686 635**	**14 767 419**	**213 987 781**	**81 001 550**

(1) Avitaillement non compris.

TABLEAU L.04-7

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer

Source : Ministère de l' Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Millier de voyageurs
Millier de tonnes
Navire

	1994	1995	1996	1997	1998
Navires entrés	**6 838**	**6 897**	**7 092**	**9 866**	**10 198**
dont : Guadeloupe	2 996	2 958	3 319	6 259	5 801
Martinique	2 282	2 337	2 200	2 066	2 164
Guyane	333	255	231	229	240
Réunion	586	585	626	668	885
Voyageurs débarqués	**995**	**922**	**1 332**	**1 282**	**1 230**
dont : Guadeloupe	429	343	766	726	642
Martinique	532	544	532	518	532
Voyageurs embarqués	**992**	**901**	**1 317**	**1 301**	**1 240**
dont : Guadeloupe	426	316	759	726	638
Martinique	534	547	533	522	532
Marchandises débarquées	**6 661**	**7 153**	**7 319**	**7 322**	**7 603**
dont : Guadeloupe	2 168	2 285	2 578	2 460	2 518
Martinique	1 817	1 852	1 903	1 881	1 869
Guyane	530	447	384	363	434
Réunion	1 961	2 291	2 169	2 302	2 418
Marchandises embarquées	**1 816**	**1 766**	**1 834**	**1 880**	**1 702**
dont : Guadeloupe	440	349	330	388	325
Martinique	890	892	978	944	793
Guyane	70	73	80	76	72
Réunion	388	425	426	454	457

TABLEAU L.04-8

Place des ports français dans le monde

Année 1997

Unité : T= million de tonnes
FT= million de freigts tons (1)
ST= million de shorts tons (2)
RT= million de revenus tons (1)

Source : Journal de la marine marchande

Principaux ports	Unité	Total du trafic marchandises (3)	*Dont* produits pétroliers (4)	Entrées	Sorties
Singapour (Singapour)	FT	327,5	...	...	...
Rotterdam (Pays-Bas)	T	310,1	118,2	243,3	66,8
Chiba (Japon)	FT	173,3	93,7	129,1	44,2
Nagoya (Japon)	FT	142,7	27,5	85,6	57,1
Hong Kong	T	133,3	–	91,9	41,4
Yokohama (Japon)	FT	126,4	37,4	71,4	55,0
Anvers (Belgique)	T	111,9	24,3	63,1	48,8
Osaka (Japon)	FT	101,9	2,7	63,5	38,4
Kaohsiung (Taïwan)	RT	97,3	32,6	77,6	19,7
Bergen (Norvège)	ST	95,8	...	25,5	70,3
Marseille (France)	**T**	**94,3**	**64,8**	**76,1**	**18,2**
Hambourg (Allemagne)	T	76,7	13,1	48,3	28,4
Vancouver (Canada)	T	73,5	3,4	7,3	66,2
Newcastle (Australie)	T	73,0	0,3	6,9	66,1
Port Hedland (Australie) (7/97 au 6/98)	T	69,8	0,3	0,3	69,5
Yokkaichi (Japon)	FT	62,7	47,3	43,5	19,2
Le Havre (France)	**T**	**59,7**	**38,4**	**46,1**	**13,6**
Amsterdam (Pays-Bas)	T	56,5	9,1	45,4	11,1
Londres (Grande Bretagne)	T	55,7	24,0	39,3	16,4
Tees and Hartlepool (Grand Bretagne)	T	51,2	31,3	15,5	35,7
Tampa (U.S.A) (du10/96 au 09/97)	ST	50,6	22,3	32,2	18,4

(1) Les notions de freights tons ou de revenus tons sont assez difficiles à apprécier et à comparer aux tonnes métriques; il s'agit d'unités de facturation qui portent soit sur des volumes en pieds cubes ou en mètres cubes, soit sur des poids en tonnes métriques selon la nature de la marchandise.
(2) 0,907 tonne métrique.
(3) Marchandises tous produits sauf avitaillement.
(4) Pétrole brut, produits raffinés et gaz liquéfié.

TABLEAU L.04-9

Accidents de mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Bureau du trafic maritime et du sauvetage
Centre administratif des affaires maritimes

Unité : Nombre

	1994	1995	1996	1997	1998
NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE MER AYANT NÉCESSITÉ DES OPÉRATIONS	5 919	5 851	5 692	6 325	7 026
RÉPARTITION PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT :					
Naufrages, abordages, échouements, chavirements	663	705	656	725	814
Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires	2 062	1 972	1 961	2 252	2 567
Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses	3 194	3 174	3 075	3 348	3 554
CONSÉQUENCES DES ÉVÈNEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :					
Assistées/sauvées (1)	8 782	8 654	8 327	8 725	11 260
Retrouvées (1)	250	355	239	282	328
Blessées	508	556	436	530	640
Disparues	76	72	93	116	113
Décédées	157	132	148	179	147
RÉPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION (suivant le nombre d'évènements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) :					
Commerce	377	398	460	537	595
Pêche	733	665	695	822	791
Plaisance	2 652	2 714	2 615	2 862	3 193

(1) Jusqu'en 1991, les rubriques étaient : " assistées " et " retrouvées/ sauvées ". En 1992, un déplacement des personnes " sauvées " de la rubrique " retrouvées/sauvées " a été effectué vers la rubrique " assistées ", ce qui induit une rupture de deux séries statistiques du paragraphe " Conséquences sur les personnes ".

Chapitre L.05

Transports aériens

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel d'Air France.
3. Flotte du groupe Air France en exploitation.
4. Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français.
5. Trafic commercial.
6. Trafic de relations.
7. Trafic d'aérodromes. Trafic local des mouvements d'appareils commerciaux.
8. Trafic d'aérodromes. Trafic de passagers.
9. Trafic d'aérodromes. Trafic local de fret et de poste.
10. Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux.
11. Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aviation civile, et Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports aériens (NAF division 62) regroupe l'ensemble des entreprises qui ont une activité commerciale de transport public de passagers, de poste et marchandises, que ce transport soit effectué par lignes régulières ou à la demande (charters ou taxi aérien).

Ce secteur comporte environ 150 entreprises d'importance diverse, la plus importante étant la compagnie nationale Air France.

Les données relatives aux transports aériens sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France et Air France Europe (ex Air inter) sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).

Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.

Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.

Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.

Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.

Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

2. DÉFINITIONS

Accidents

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trois jours.

Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

Direction générale de l'aviation civile, Bureau Statistiques et Documentation.

— Bureau Véritas.

— Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

— INSEE.

Publications :

Mémento des statistiques, SES (annuel).

Enquête annuelle d'entreprise : transports aériens, SES.

Bulletin statistique, Direction générale de l'aviation civile, Direction des transports aériens (annuel).

Bulletin technique du bureau Véritas, bureau Véritas (mensuel).

Annuaire statistique de l'OACI, statistiques de l'aviation civile dans le monde, OACI.

Recueil des statistiques de l'OACI, OACI.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

« Les transports en 1997 », *INSEE-Première,* n° 604, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *INSEE-Première,* n° 690, décembre 1999.

« Les transports en 1997 », *Synthèses,* n° 18, INSEE, septembre 1998.

« Les transports en 1998 », *Synthèses,* n° 32, INSEE, décembre 1999.

« Les transports en 1999 », *Synthèses,* n°s 40-41, INSEE, août 2000.

*
* *

TABLEAU L.05-1

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 62)

Année 1998

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service économique et statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise Au 31 décembre	Nombre d'entre-prises	Effectif total du secteur en équivalent temps complet	Répartition du personnel en équivalent temps complet (1)		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
			Personnel salarié sédentaire	Personnel salarié navigant	Montant (2)	par personne occupée (3)	Montant (2)	*dont* : matériel de transport
0 à 9 salariés	147	408	181	152	632,6	1 550,5	203,8	196,3
10 à 19 salariés	13	186	136	50	168,1	903,8	30,7	26,8
20 à 99 salariés	21	925	484	440	1 444,9	1 562,1	53,8	18,7
100 salariés et plus	16	59 109	40 836	18 273	75 127,2	1 271,0	7 032,5	6 654,8
Total	**197**	**60 628**	**41 637**	**18 915**	**77 372,8**	**1 276,2**	**7 320,8**	**6 896,6**

(1) Non compris le personnel hors métropole.
(2) Million de francs.
(3) Millier de francs.

TABLEAU L.05-2

Personnel d'AIR FRANCE (1)

Source : Direction générale de l'aviation civile

Unité : Nombre

Personnel (équivalent plein temps)	du 1er avril 1996 au 31 mars 1997	du 1er avril 1997 au 31 mars 1998	du 1er avril 1998 au 31 mars 1999
A. Personnel navigant			
Personnel technique de bord (2)	3 262	3 354	3 432
Personnel commercial de bord (3)	8 058	8 311	9 211
Total du personnel navigant	**11 320**	**11 665**	**12 643**
B. Personnel au sol			
Total du personnel au sol	**34 708**	**34 720**	**36 278**
Total général	**46 028**	**46 385**	**48 921**

(1) Après les intégrations d'Air France Europe sur l'exercice 1997/1998 et d'Air Charter sur l'exercice 1998/1999.
(2) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants.
(3) Stewards et hôtesses.

TABLEAU L.05-3

Flotte du groupe Air France en exploitation

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Appareil

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1994	1995	1996	1997	1998
AIR FRANCE (1)	**139**	**132**	**141**	**204 (2)**	**206**
Concorde	5	5	5	5	5
Boeing 747 Cargo	11	11	12	12	12
Boeing 747 (100-200-300 et 400)	30	28	31	26	26
Boeing 747 (combi) (3)	///	///	///	5	5
Boeing 737-200	19	17	15	///	///
Boeing 737-300	6	6	6	///	///
Boeing 737-500	16	17	17	17	///
Boeing 737(200-300 et 500)	///	///	///	43	43
Boeing 767-300	5	5	6	6	5
Boeing 777-200	///	///	///	///	3
Airbus A 340-300/200	///	///	///	12	14
Airbus A 310-300/200	///	///	///	11	10
Airbus A 319	///	///	///	9	9
Airbus A 320-200/100	///	///	///	62	59
Airbus A 321-200/100	///	///	///	8	11
Airbus A 300	5	4	5	///	///
Airbus A 310	10	8	10	///	///
Airbus A 320	21	20	25	///	///
Airbus A 340	///	///	///	///	///
Fokker 100	///	///	///	5	4
AIR INTER (depuis 1996 AIR FRANCE EUROPE)	**58**	**66**	**56**	///	///
Boeing 737-200	///	///	2	///	///
Airbus A 300	14	17	–	///	///
Airbus A 319	///	///	9	///	///
Mercure	4	–	–	///	///
Airbus A 320	34	35	35	///	///
Airbus A 321	2	5	5	///	///
Airbus A 330	4	4	–	///	///
Fokker 100	5	5	5	///	///

(1) Avec le nouveau périmètre incluant la compagnie Air France Europe à la suite de la fusion avec Air France en septembre 1997.
(2) Dont 7 en exploitation à AIR CHARTER.
(3) Combi (Transport de fret et passagers sur le pont supérieur).

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français

Situation au 31 décembre

Source : Bureau Véritas

Unité : Appareil

Catégorie d'utilisateurs	1993	1994	1995	1996
AVIONS :				
Transports aériens	737	701	693	641
Aviation générale	6 272	6 204	6 170	6 083
CNRA et CNRAC (1)	1 359	1 426	1 501	1 594
Total	**8 368**	**8 331**	**8 364**	**8 318**
HÉLICOPTÈRES :				
Transports aériens	224	203	208	201
Aviation générale	652	654	661	637
Total	**876**	**857**	**869**	**838**
Planeurs	2 203	2 193	2 221	2 193
Aérostats (ballons libres)	695	720	756	749
Autres	...	...	...	15
Total des aéronefs inscrits au registre	**12 142**	**12 101**	**12 210**	**12 113**

(1) CNRA : Certificat de navigabilité restreinte aux avions ou planeurs, appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale) ou appareils anciens de collection ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des états survolés.

TABLEAU L.05-5A

Trafic commercial

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km

	1996/1997 (1)	1997/1998 (1)	1998/1999 (1)
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE (après intégration d'Air France Europe) :			
Passagers payants	32 732	34 325	35 552
Passagers-km transportés PKT (2)	68 083	71 553	76 312
Sièges-km offerts SKO (3)	92 073	95 168	101 118
Coefficient de chargement global (%)	74	75	76
Tonnes-km offertes (TKO)	17 500	16 088	16 622
Tonnes-km transportées TKT (4)	12 278	11 090	11 558
dont : TKT fret et poste	5 065	5 307	4 853
TKO fret et poste	7 372	7 820	7 813
Coefficient de chargement global (%)	70	69	70
Coefficient de chargement fret et poste (%)	69	68	62

(1) Période du 1er avril au 31 mars.
(2) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) SKO : Sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(4) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.

TABLEAU L.05-5B

Trafic commercial

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km
Million de sièges-km

	1994	1995	1996	1997	1998
TRAFIC COMMERCIAL DES AUTRES TRANSPORTEURS AÉRIENS (1) :					
Passagers payants	10 637	12 406	15 665	16 624	18 429
Passagers-km transportés PKT (2)	22 168	19 932	29 756	31 357	32 371
Tonnes-km de fret et poste TKT (3)	221	175	231	284	316

(1) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que CDG et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affrèteur ».
(2) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(3) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.

TABLEAU L.05-6

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1980		1995		1996		1997		1998	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS DOMESTIQUES (2) :										
Métropole/Radiales										
Nice-Paris	1 327	6 091	2 808	10 342	3 059	8 807	3 053	8 839	3 118	5 534
Toulouse-Paris	805	4 587	2 471	19 084	2 642	17 630	2 744	18 898	2 749	13 758
Marseille-Paris	1 194	6 485	2 455	22 320	2 682	22 130	2 681	15 679	2 721	16 188
Bordeaux-Paris	622	3 157	1 412	5 566	1 520	5 687	1 450	3 648	1 509	2 507
Strasbourg-Paris	325	1 023	1 072	4 256	1 242	4 552	1 208	3 151	1 225	1 527
Autres radiales	3 623	10 866	7 874	20 085	8 448	20 777	8 058	18 511	8 543	17 539
Total radiales	**7 896**	**32 209**	**18 092**	**81 653**	**19 593**	**79 583**	**19 194**	**68 726**	**19 865**	**57 053**
dont : exploitants français	7 896	32 209	17 991	80 431	19 496	77 031	19 124	65 232	19 846	52 895
Métropole/Transversales										
Bastia-Marseille	217	350	247	931	238	1 106	242	1 427	248	1 847
Ajaccio-Marseille	205	303	228	2 061	220	2 351	203	554	246	1 395
Lyon-Toulouse					218	611	214	469	224	657
Bordeaux-Lyon	46	44	195	352	204	443	204	854	215	519
Lyon-Nice	82	52	203	350	189	496	164	200	214	706
Lyon-Nantes	62	27	181	390	223	470	229	802	201	113
Lyon-Lille	88	70	191	296	185	342	197	280	157	109
Autres transversales	1 120	5 462	2 629	5 560	2 892	7 742	3 079	12 093	3 593	7 607
Total transversales	**1 820**	**6 308**	**3 874**	**9 940**	**4 369**	**13 561**	**4 532**	**16 679**	**5 098**	**12 953**
dont : exploitants français	1 820	6 308	3 856	9 751	4 061	12 609	4 484	16 382	5 054	12 179
Outre-Mer/Paris										
Pointe-à-Pitre-Paris	271	5 393	921	11 703	976	9 025	1 000	11 899	1 042	13 599
Fort-de-France-Paris	218	5 047	847	9 181	905	9 660	977	9 444	958	11 842
Saint-Denis-Paris	111	3 507	503	13 993	609	13 648	649	14 100	692	16 121
Autres relations	74	3 174	339	4 765	410	7 242	433	7 205	452	7 375
Total Outre-Mer-Paris	**674**	**17 121**	**2 610**	**39 642**	**2 900**	**39 575**	**3 059**	**42 648**	**3 144**	**48 937**
dont : exploitants français	674	16 113	2 608	39 642	2 890	39 575	3 055	42 616	3 141	48 927
Outre-Mer/Province										
Total Outre-Mer-Province	**–**	**–**	**256**	**1 585**	**293**	**1 370**	**235**	**1 321**	**238**	**1 895**
dont : exploitants français	–	–	256	1 585	290	1 119	235	1 321	238	1 425
Outre-Mer/ Intérieur										
Fort-de-France-Pointe-à-Pître	169	2 126	241	1 643	257	1 825	265	1 879	296	2 259
Tahiti-Moorea	249	–	144	2	151	2	157	–	210	3
Autres relations	–	–	1 026	5 260	1 089	5 131	1 242	6 731	1 341	7 151
Total Outre-Mer-Intérieur	**–**	**–**	**1 411**	**6 905**	**1 497**	**6 958**	**1 664**	**8 610**	**1 847**	**9 413**
dont : exploitants français	–	–	1 410	6 905	1 495	6 956	1 662	8 598	1 781	8 647
Total relations domestiques	**10 496**	**38 527**	**26 243**	**139 725**	**28 434**	**140 436**	**28 684**	**137 984**	**30 192**	**130 251**
dont : exploitants français	10 496	38 527	26 121	138 314	28 232	137 290	28 560	134 149	30 060	124 073
RELATIONS FRANCE-EUROPE :										
Total France-Europe (2) (3) (4)	**12 461**	**120 907**	**28 904**	**226 289**	**30 670**	**241 764**	**32 216**	**220 532**	**35 350**	**230 780**
dont : exploitants français	5 683	52 229	11 217	90 722	12 365	94 432	12 356	74 171	13 514	174 919
Pays de l'Union européenne (3) (4)	8 655	98 079	24 298	197 200	25 542	211 704	27 105	188 446	29 362	193 322
RELATIONS FRANCE-AFRIQUE :										
Total France-Afrique	**5 864**	**197 618**	**6 661**	**157 953**	**7 444**	**156 078**	**7 836**	**154 299**	**8 338**	**150 800**
dont : exploitants français	2 949	119 056	2 829	95 355	3 364	98 939	3 303	94 039	3 059	83 142
Pays du Maghreb	4 395	36 204	3 547	34 457	3 848	28 298	4 124	29 967	4 677	29 303
RELATIONS FRANCE-AMÉRIQUE :										
Total France-Amérique	**2 025**	**149 521**	**6 835**	**394 842**	**7 420**	**399 562**	**7 631**	**403 815**	**8 072**	**410 238**
dont : exploitants français	995	50 501	2 906	238 620	3 418	246 581	3 533	253 006	3 784	250 564
Amérique du Nord (EU, Alaska, Canada)	1 630	125 567	5 466	328 438	5 895	330 480	5 917	327 985	6 112	330 377
dont : Pays Centre et Sud	395	23 954	1 369	66 404	1 525	69 082	1 714	75 830	1 959	79 861

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU L.05-6 (suite et fin)

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction générale de l'aviation civile

Unité : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1980		1995		1996		1997		1998	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS FRANCE-ASIE :										
Total France-Asie	**1 584**	**101 124**	**3 692**	**264 515**	**3 809**	**263 468**	**4 385**	**324 315**	**4 615**	**329 162**
dont : exploitants français	792	59 496	1 577	160 456	1 742	169 371	2 018	198 406	2 111	173 448
Japon	244	17 008	906	58 054	945	53 522	1 033	58 464	1 054	60 107
Thaïlande	88	3 866	322	21 594	355	19 456	366	19 748	366	14 848
RELATIONS FRANCE-OCÉANIE :										
Total France-Océanie	**28**	**2 129**	**256**	**5 994**	**243**	**5 354**	**262**	**5 373**	**291**	**6 749**
dont : exploitants français	24	1 770	105	2 562	92	2 143	99	2 384	101	2 709
Total (5)	**21 975**	**571 772**	**46 348**	**1 049 593**	**49 586**	**1 066 226**	**52 330**	**1 108 334**	**56 666**	**1 127 729**
dont : exploitants français	10 482	330 679	18 634	587 715	20 981	611 466	21 309	622 006	22 569	684 782

(1) Le trafic est classé par ordre décroissant du nombre de passagers.
(2) Les flux incluent l'intégralité du trafic Bâle-Mulhouse avec la France.
(3) Hors France-Espagne Canaries.
(4) Y compris Hong-Kong.
(5) Y compris France-Pays indéterminés.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
MOUVEMENTS PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT :					
Française	792 405	866 221	995 277	1 092 394	1 178 419
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	426 454	430 101	492 926	519 048	531 614
Étrangère	397 153	415 151	427 208	454 312	498 547
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL :					
Vol régulier	1 065 604	1 156 274	1 289 639	1 386 558	1 521 949
Vol non régulier	123 954	125 098	132 846	160 148	155 017
Total des mouvements commerciaux (trafic local)	**1 189 558**	**1 281 372**	**1 422 485**	**1 546 706**	**1 676 966**

(1) Air inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air France Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.

TABLEAU L.05-8

Trafic d'aérodromes

Trafic de passagers (arrivées + départs)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Millier de passagers

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
TRAFIC LOCAL					
Exploitants français	**64 375,9**	**64 404,7**	**70 786,0**	**71 351,0**	**75 087,0**
dont : Air France et Air France Europe (ex Air Inter) (1)	51 943,0	47 840,0	50 868,0	50 273,0	51 041,0
Vols réguliers	59 691,4	59 406,2	66 240,0	66 876,0	70 488,0
Vols non réguliers	4 684,5	4 998,5	4 546,0	4 475,0	4 599,0
Exploitants étrangers	**26 205,9**	**27 113,0**	**27 849,0**	**30 123,0**	**33 093,0**
Vols réguliers	22 621,0	23 284,7	23 499,0	25 687,0	28 056,0
Vols non réguliers	3 584,9	3 828,3	4 350,0	4 437,0	5 037,0
Total	**90 581,7**	**91 517,7**	**98 635,0**	**101 474,0**	**108 180,0**
Arrivées	45 230,7	45 646,1	49 210,0	50 679,0	54 052,0
Départs	45 351,0	45 871,6	49 425,0	50 795,0	54 127,0
Trafic de transit direct (2)	**1 401,0**	**1 438,7**	**1 270,0**	**1 023,0**	**947,0**
Total du trafic	**91 982,7**	**92 956,4**	**99 905,0**	**102 497,0**	**109 127,0**

(1) Air Inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air France Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.
(2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, dans les statistiques du présent chapitre, qu'une seule fois.

TABLEAU L.05-9

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Tonne

	1994	1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
FRET					
Par nationalité de l'exploitant :					
Française	801 719	802 622	825 159	821 890	751 981
dont : Air France, UTA et Air France Europe (ex Air Inter) (2)	641 651	698 340	710 574	684 655	605 015
Étrangère	445 283	459 458	454 624	486 848	556 997
Par nature du vol :					
Vol régulier	1 214 318	1 227 512	1 247 212	1 217 636	1 219 945
Vol non régulier	32 683	34 568	32 571	91 102	89 033
Total	**1 247 001**	**1 262 080**	**1 279 783**	**1 308 738**	**1 308 978**
POSTE	227 830	237 693	255 238	264 481	258 647

(1) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(2) Air Inter est devenu Air France Europe au 1er janvier 1996 et Air france Europe a fusionné avec Air France en septembre 1997.

TABLEAU L.05-10

Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Source : Aéroports magazine

Pays et aéroports	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	1998	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	1998	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1997	1998
Allemagne (ex-RFA) :												
Francfort	313,5	372,6	387,5	407,9	29 612,3	38 179,5	40 262,0	42 744,0	1 095,9	1 297,2	1 373,2	1 333,7
Munich	161,1	201,9	255,9	262,4	11 423,8	14 867,9	17 894,7	19 321,5	56,8	64,6	126,5	118,2
Belgique :												
Bruxelles	191,9	221,8	254,7	277,0	8 775,7	12 600,6	15 935,2	18 481,9	282,0	426,6	530,7	596,9
Danemark :												
Copenhague	205,5	237,4	279,3	280,8	12 768,1	14 666,7	16 837,1	16 670,5	178,6	309,8	387,7	374,1
France :												
Bordeaux	34,1	33,2	43,9	47,6	2 572,0	2 515,8	2 605,1	2 792,7	10,1	8,0	6,0	4,9
Lyon	65,7	75,5	94,1	103,1	3 842,5	4 445,6	4 944,5	5 221,2	17,1	19,6	24,3	27,3
Marseille	61,0	72,4	83,3	87,2	4 982,8	5 106,6	5 473,6	5 671,0	33,0	42,9	37,9	38,6
Nice	121,7	122,6	173,7	192,4	5 725,8	6 142,9	7 373,0	8 086,9	21,8	18,9	18,6	17,7
Paris	424,4	558,1	632,6	633,5	46 835,8	55 009,2	60 349,6	63 580,9	872,4	1 100,4	1 173,2	1 142,6
Irlande :												
Dublin	95,0	110,5	134,3	...	5 509,5	8 024,9	10 333,2	11 639,6	48,9	79,9	84,7	...
Italie :												
Milan	133,7	173,6	204,2	227,8	11 798,0	14 719,2	18 192,1	19 531,3	144,0	191,5	184,2	217,8
Rome	183,5	219,5	253,2	269,8	18 442,4	21 897,8	25 876,4	26 096,8	242,8	263,9	298,4	274,3
Pays-Bas :												
Amsterdam	202,3	290,7	349,5	376,8	16 471,0	25 355,0	31 570,0	34 420,1	604,5	977,5	1 161,2	1 171,3
Royaume-Uni :												
Londres	579,5	676,9	742,9	788,2	65 456,9	80 922,2	90 361,6	96 695,8	950,7	1 368,2	1 570,2	1 663,2
Espagne :												
Madrid	157,9	219,3	252,9	264,2	16 729,9	19 956,1	23 593,5	25 254,3	230,2	230,2	265,4	261,9
Portugal :												
Lisbonne	61,7	69,9	76,8	91,6	5 282,3	6 243,3	6 817,1	7 965,6	75,8	89,3	110,6	111,3
Norvège :												
Oslo	104,5	159,7	174,7	185,6	6 622,5	8 433,9	11 805,3	12 282,6	43,8	47,4	79,0	81,1
Suède :												
Stockholm	252,8	223,9	266,5	...	14 946,7	14 262,2	16 106,9	17 363,3	74,6	86,3	146,1	139,4
Suisse :												
Zurich	172,2	209,0	241,5	251,4	12 694,5	15 340,4	18 268,5	19 276,8	255,5	326,9	355,3	350,7
États-Unis d'Amérique :												
Chicago	972,4	1 157,5	1 201,4	...	68 480,5	77 176,8	80 214,2	83 393,3	760,6	1 022,1	1 436,5	1 467,1
Los Angeles	735,9	833,3	883,4	...	51 230,6	60 314,3	66 439,0	67 650,5	1 262,4	1 757,6	2 292,8	2 273,6
New York	986,7	1 014,4	1 111,9	...	74 814,7	77 598,4	83 880,7	86 225,0	1 720,8	2 378,3	2 795,2	2 786,3
Japon :												
Osaka	129,6	101,7	118,4	...	23 511,6	16 510,3	19 757,7	19 223,6	235,8	464,5	711,3	766,7
Tokyo	296,6	321,6	333,4	...	61 852,9	70 032,8	74 969,8	75 690,5	1 846,1	2 142,7	2 435,3	2 330,7

TABLEAU L.05-11

Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes (1)

Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française

Source : Inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie (IGACEM). Bureau enquêtes-accidents

	1994	1995	1996	1997	1998
AVIATION COMMERCIALE (2)					
Nombre d'accidents corporels	6	2	4	9	3
Nombre de morts	11	30	1	10	14
Nombre de blessés	9	–	33	85	8
AVIATION GÉNÉRALE (3)					
Nombre d'accidents corporels	113	108	82	116	84
Nombre de morts	66	65	57	82	51
Nombre de blessés	116	95	77	106	84
TRAVAIL AÉRIEN (4)					
Nombre d'accidents corporels	11	7	14	10	9
Nombre de morts	11	3	8	3	2
Nombre de blessés	12	15	14	7	8

(1) Y compris le personnel navigant.
(2) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(3) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(4) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage, ...).

Chapitre L.06

Poste et télécommunications

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs de La Poste.
2. Parc des véhicules.
3. Nombre de bureaux de poste.
4. Courrier déposé par les particuliers et les entreprises.
5. Le personnel de France Télécom.
6. La téléphonie fixe.
7. La communication d'entreprise.
8. La téléphonie mobile.
9. Internet et le multimédia.
10. L'image.
11. Parcs d'abonnés au radiotéléphone par opérateur.
12. Le téléphone mobile dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de La Poste et de France Télécom.

1. PRÉSENTATION

En 1999, une concurrence effective sur un certain nombre des segments importants du marché des services de télécommunications se poursuit, en particulier les communications longue distance et internationales, les cartes, ainsi que les services aux entreprises.

La part de la téléphonie fixe dans le chiffre d'affaires total du marché diminue sensiblement, alors que les mobiles et l'accès à Internet demeurent les deux marchés porteurs du secteur, avec des taux de croissance en volume supérieurs à 100 %.

En France, le nombre d'abonnés au téléphone mobile atteint 26 millions au 30 septembre 2000, répartis entre France Télécom (48 %), Cégétel (35 %) et Bouygues (17 %).

2. MÉTHODOLOGIE

La Poste

Depuis le 1er janvier 1991, La Poste n'est plus une administration d'État relevant du budget annexe des P et T; elle est un exploitant autonome de droit public créé par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990. L'objet de La Poste est principalement :

— d'assurer, dans les relations intérieures et internationales le service public du courrier et du transport de la presse;

— d'assurer, dans le respect des règles de la concurrence tout autre service de collecte, de transport et de distribution d'objets et de marchandises;

— d'offrir, dans le respect des règles de la concurrence des prestations relatives aux moyens de paiement et de transport de fonds, aux produits de placement et d'épargne, à la gestion des patrimoines, à des prêts d'épargne logement et à tous produits d'assurance.

Les résultats de l'activité courrier s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposé. Ils sont obtenus par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

Les renseignements concernant l'activité des chèques postaux figurent avec ceux relatifs aux banques (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

Les renseignements concernant la Caisse nationale d'épargne figurent avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

France Télécom

La loi du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications (la « LRT ») a opéré une profonde réforme de l'environnement réglementaire des télécommunications françaises, afin de mettre en place le cadre nécessaire à la pleine ouverture du marché des télécommunications à la concurrence. Elle permet également de garantir la fourniture d'un service universel par le biais d'une autorité de régulation indépendante; l'Autorité de Régulation des Télécommunications (ART).

L'ART, créée le 1er janvier 1997, a un large domaine de compétence pour le fonctionnement du marché et le contrôle de la concurrence. Plus généralement elle est associée, par voie consultative, au pouvoir normatif et aux décisions internationales.

Depuis janvier 1998, France Télécom est totalement ouverte à la concurrence. Le marché est partagé entre trois opérateurs principaux : France Télécom, Cégétel et Bouygues.

3. DÉFINITIONS

Objets de correspondance

L'analyse du courrier fait apparaître deux grands ensembles de courrier parmi les catégories d'objet de correspondance :

— le courrier déposé par les particuliers, les entreprises ainsi que l'État et les collectivités locales à partir du 1er janvier 1996 et qui regroupe les correspondances, les journaux et écrits périodiques, la messagerie (colissimo J + 2, coliéco tarif général...) et la prospection commerciale (catalogue, postimpacts, échantillons cadeaux, postcontacts, postréponses);

— les correspondances admises à circuler en franchise et les plis de services constitués essentiellement du courrier des services financiers facturé en interne. Depuis le 1er janvier 1996, un transfert de courrier des plis en franchise s'est opéré vers les correspondances et les colis à la suite de la suppression de la franchise postale du courrier de l'État et des collectivités locales.

Établissements principaux

Établissements qui participent dans la plupart des cas, à toutes les opérations des services postaux, financiers et téléphoniques.

La communication d'entreprise

Transfix : service de liaisons louées numériques de tous débits (jusqu'à 34 Mbit/s). Les liaisons louées sont des liaisons fixes, de point à point, du réseau général, que les entreprises louent à France Télécom pour transmettre voix, écrit, images et données. Les liaisons louées sont le plus souvent intégrées dans des réseaux d'entreprise.

Numéris : Numéris est le nom du RNIS (réseau numérique à intégration de services) offert par France Télécom. C'est un réseau interconnecté avec une vingtaine de pays, normalisé à l'échelon européen qui transporte indifféremment voix, données et images et offre des fonctionnalités nouvelles telles que l'indication du poste appelant ou le prix de la communication.

Transpac : le plus important réseau public de transmission de données dans le monde. Il utilise la technique de « commutation de paquets » conçue pour optimiser l'usage des infrastructures dans le cadre d'applications téléinformatiques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
Direction générale de La Poste : Direction financière, Direction du Contrôle de Gestion.

— France Télécom - Branche ressources.

— Autorité de Régulation des Télécommunications.

Publications :

— *Rapport d'activité 1999, Rapport financier 1999,* La Poste.

— *Rapport annuel France Télécom* (annuel).

— *Rapport public d'activité 1999,* Autorité de Régulation des Télécommunications.

— *Annuaire statistique des Télécommunications,* Union internationale des télécommunications (UIT).

— Statistiques des entreprises dans le secteur des télécommunications, *Statistiques en bref*, thème 4 - 19/2000, Eurostat.

— Technologies et Société de l'information, SESSI, STJI, INSEE, édition 1999.

— L'Internet dans l'industrie française, Le 4 pages du SESSI, (DIGITIP), août 2000.

« La percée du téléphone portable et d'Internet », *INSEE-Première,* n° 700, février 2000.

*
* *

TABLEAU L.06-1

Effectifs de La Poste

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Catégorie	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Titulaires (1)	272 872	248 462	242 281	234 381	229 210	223 003
Autres personnels (2)	22 390 (3)	34 438	37 477	41 497	48 486	54 640

(1) Effectifs au 31 décembre de l'année.
(2) Équivalent agent/année. Personnel utilisé en renfort ou en remplacement.
(3) En 1990, non compris les agents non rattachés à l'exploitation.

TABLEAU L.06-2

Parc des véhicules

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Catégorie	1990	1995	1996	1997	1998	1999
TGV Postal	2,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Véhicules automobiles	40 872	44 698	45 238	46 024	46 800	46 334
Motocycles	11 232	12 250	12 217	12 354	12 232	12 182

TABLEAU L.06-3

Nombre de bureaux de poste (1)

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

	1990	1995	1996	(2) 1997	1998	1999
Total	**16 967**	**16 973**	**17 005**	**17 012**	**17 057**	**16 839**
dont : DOM	204	218	219	221	221	225
Établissements principaux	9 910	9 891	9 786	12 085	12 204	12 101
dont : DOM	136	137	136	141	141	142
Recettes rurales	2 842	2 277	2 190	///	///	///
dont : DOM	1	1	1	///	///	///

(1) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.
(2) Le nombre d'établissements principaux augmente suite à la reclassification de 2 071 recettes rurales.

TABLEAU L.06-4

Courrier déposé par les particuliers et les entreprises

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste — *Unité* : Million d'objets

Catégories d'objets	1990	1995	(1) 1996	1997	*r* 1998	*p* 1999	1999/98 Variation en %
Correspondances :							
Lettres jusqu'à 20 g et cartes postales urgentes	4 928,9	4 937,0	5 079,5	5 174,1	5 276,4	5 413,5	2,6
Lettres de plus de 20 g	966,7	1 062,8	1 109,4	1 216,8	1 277,9	1 350,8	5,7
Distingo	///	4,0	4,5	7,1	4,2	8,7	107,6
Lettres recommandées	145,4	144,1	182,2	186,6	180,0	180,3	0,2
Écoplis jusqu'à 20 g et cartes postales non urgentes	3 195,5	3 373,3	4 057,1	4 221,5	4 137,2	3 982,2	– 3,7
Écoplis de plus 20 g	434,6	451,9	646,3	685,9	783,9	856,2	9,2
Journaux et écrits périodiques	2 107,0	2 057,6	2 043,6	1 993,3	2 111,1	2 090,1	– 1,0
Colis :							
Colissimo + paquets avion (ordinaires)	57,4	64,6	53,9	51,2	51,1	52,9	3,6
Coliéco tarif général (ordinaire)	46,4	28,2	31,4	28,8	26,9	25,4	– 5,5
Coliéco tarifs spéciaux (ordinaires et recommandés)	185,4	193,1	190,8	185,0	174,3	172,2	– 1,2
Colis non tarifs spéciaux (recommandés)	29,7	18,7	22,6	34,4	33,1	33,8	2,0
Objets avec valeur déclarée	2,8	1,9	2,1	0,9	0,7	0,8	7,5
Colis postaux	1,0	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6	15,4
Prospection commerciale :							
Catalogues (TS et guichet)	91,4	90,2	89,8	93,5	77,9	78,2	0,3
Postimpact	3 083,9	3 642,5	3 703,4	3 769,8	4 082,0	4 251,8	4,2
Postcontact, PCC, PC Plus	3 211,1	6 419,9	6 776,4	7 049,0	7 056,4	7 177,4	1,7
Annuaires à distribution spéciale	15,4	17,1	19,2	19,9	31,4	20,1	– 36,1
Postréponses	74,6	70,1	104,2	119,8	90,4	116,8	29,3
Total	**18 577,2**	**22 578,1**	**24 117,7**	**24 838,8**	**25 396,4**	**25 812,8**	**1,6**
Plis de services et courrier en franchise :							
Plis ordinaires jusqu'à 20 g	1 247,4	1 241,5	695,2	649,8	639,1	639,0	–
Plis ordinaires de plus 20 g	199,7	209,4	76,1	58,6	81,1	71,5	– 11,8
Paquets ordinaires, journaux	36,9	12,0	0,8	0,8	0,7	1,3	76,9
Plis chargés et recommandés	66,5	61,0	26,3	27,5	24,8	26,7	7,7
Total	**1 550,5**	**1 523,9**	**798,4**	**736,7**	**745,7**	**738,6**	**– 1,0**
Total du courrier déposé	**20 127,7**	**24 102,0**	**24 916,1**	**25 575,4**	**26 142,2**	**26 551,4**	**1,6**

(1) La suppression de la franchise postale en 1996, qui s'est traduite par le transfert d'objets du courrier en franchise vers les correspondances et les colis, a pu perturber les résultats de la collecte des données. De ce fait, les comparaisons entre 1996 et 1995 doivent être traitées avec précaution.

TABLEAU L.06-5

Le personnel de France Télécom

Source : France Télécom — *Unité* : Millier

	1995	1996	1997	1998	1999
Effectif moyen maison-mère	150,4	147,7	144,0	141,8	136,8
Effectif moyen Groupe	167,7	164,7	165,0	169,1	174,3

TABLEAU L.06-6

La téléphonie fixe

Source : France Télécom

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'abonnés parc de lignes principales (en millions)	28,1	32,4	33,2	33,7	34,0	34,1
Nombre de publiphones à cartes (en milliers)	73,0	158,0	172,0	199,0	223,7	227,7
Services Class (en millions)	1,7	4,1	4,1	4,3	5,0	5,6
Facturation détaillée (en millions)	2,5	5,5	5,7	6,3	7,0	7,4
Nombre d'abonnés à l'étranger (en millions (1))	///	///	///	0,1	0,8	3,6

(1) Sociétés contrôlées.

TABLEAU L.06-7

La communication d'entreprise

Source : France Télécom

	1995	1996	1997	1998	1999
Parc liaisons TRANSFIX (en milliers)	107	109	117	143	172
Nombre de canaux B Numéris commercialisés (en milliers)	1 340	1 610	2 128	2 806	3 601
Trafic de transmission de données (en téra-caractères annuels)					
X25 et relais de trames	///	71	105	216	500
Trafic Internet - dédié	///	31	115	464	1 705

TABLEAU L.06-8

La téléphonie mobile

Source : France Télécom — *Unité* : Million

	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'abonnés à Itinéris	0,7	1,3	3,0	5,5	10,1
Nombre d'abonnés à l'étranger (1)	///	///	0,7	1,5	4,0
Nombre d'abonnés à la Radiomessagerie	0,4	0,7	1,4	1,7	1,7

(1) Sociétés contrôlées.

TABLEAU L.06-9

Internet et le multimédia

Source : France Télécom

	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'abonnés à Wanadoo en France (en milliers)	–	17,8	106,4	495,0	1 124,5
Nombre d'abonnés à l'étranger (en milliers) (1)	///	///	///	75,5	574,5
Wanadoo - pages vues par jour (en milliers)	///	///	175	1 300	3 500
Parc de Minitels (hors PC raccordés par modems) (en millions)	6,4	8,1	5,8	5,6	5,2
Trafic (en milliards de minutes) (2)	///	///	7,5	8,8	11,4

(1) Sociétés contrôlées.
(2) Comprend le trafic de Télétel, de l'Annuaire Électronique, d'Audiotel et de l'accès local à internet par Wanadoo.

TABLEAU L.06-10

L'image

Source : France Télécom

	1996	1997	1998	1999
Réseaux câblés en France (nombre d'abonnés) (en milliers)	662,6	704,9	753,9	709,1
Réseaux câblés à l' étranger (nombre d'abonnés) (en milliers) (1)	///	///	1 079,2	1 075,6

(1) Sociétés contrôlées.

TABLEAU L.06-11

Parc d'abonnés au radiotéléphone par opérateur (1)

France entière

Source : Autorité de régulation des télécommunications

Unité : Millier

	2000 (1)
Téléphone mobile (2)	
France Télécom	12 572
dont : Itinéris - Ola	12 276
Cégétel	9 169
dont : SFR GSM	8 963
Bouygues	4 458
Total	**26 199**
Taux de pénétration % (3)	**43,6**

(1) Situation au 30 septembre 2000.
(2) Radiotéléphone : est considéré comme client tout titulaire d'une carte SIM ou tout détenteur d'une carte prépayée active (c'est-à-dire ayant passé au moins un appel, et n'ayant pas dépassé la date au-delà de laquelle il est contractuellement impossible de recevoir des appels), inscrit à l'Enregistreur de Localisation Nominal (HLR) de l'opérateur.
(3) Le taux de pénétration est obtenu en divisant le nombre total de clients au radiotéléphone par la population de la France en mileu d'année.

TABLEAU L.06-12

Le téléphone mobile dans le monde

Source : International Telecommunication Union

Unité : Millions

Pays	Nombre de clients en 1998	Taux de (1) croissance 1998/1997
États-Unis	69,21	25
Japon	47,29	24
Chine	23,86	80
Italie	20,49	75
Royaume-Uni	14,87	68
Corée du Sud	14,02	104
Allemagne	13,93	70
France	**11,21**	**93**
Brésil	7,76	76
Espagne	7,05	63
Australie	5,39	10
Canada	5,32	22
Suède	4,11	30
Turquie	3,51	118
Pays-Bas	3,35	95
Mexique	3,35	92
Hong-Kong	3,17	42
Portugal	3,08	104
Finlande	2,95	36
Argentine	2,82	41
Afrique du Sud	2,50	56

(1) en %

M

Commerce et services

Chapitre M.01

Commerce intérieur

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Hypermarchés.
2. Défaillances d'entreprises commerciales.
3. Nombre de salariés des établissements du commerce.
4. Chiffres d'affaires du commerce.

5A. Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs.

5B. Ventes au détail par produit : commerce de détail et activités artisanales.

6A. Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé.

6B. Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé.

7A. Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales.

7B. Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale.

8. Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise.
9. Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise.
10. Commerce et réparation de l'automobile.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'INSEE

1. PRÉSENTATION

En 1999, le commerce profite de la bonne santé de l'économie. Sa forte croissance se traduit par une hausse importante de l'emploi. Au cours de l'année 1999, les effectifs s'accroissent de 69 000 personnes; fin 1999, le commerce emploie 2 670 000 salariés et 450 000 non salariés. En outre, 220 000 personnes travaillent dans l'artisanat commercial (boulangeries, pâtisseries et charcuteries).

Le « commerce et réparation automobile » maintient son dynamisme : + 6,0 % après + 6,8 % en 1998. Le chiffre d'affaires du commerce de détail, déjà qualifié d'exceptionnel en 1998, augmente encore de 3,2 % en volume. La vigueur de la consommation est propice aux grandes surfaces, alimentaires ou spécialisées, tandis que le petit commerce se stabilise. Pour la troisième année, le commerce de gros est en très forte progression (+ 7,1 %), grâce notamment aux ventes de biens d'équipement.

En 1999, le commerce de véhicules automobiles affiche une croissance spectaculaire : + 7,0 % en volume. Celle-ci prolonge le rebond de 1998, qui succédait au creux de 1997, contrecoup de l'arrêt des primes gouvernementales. Près de 2,15 millions de voitures particulières neuves sont immatriculées. C'est le chiffre le plus élevé de la décennie.

Le commerce spécialisé dans l'entretien et la réparation automobile croît moins fortement (+ 2,2 % après + 3,8 % en 1998) en raison de la concurrence des ateliers des concessionnaires et des centres de poses de pièces détachées.

Le commerce de détail de carburants accroît modérément son volume d'activité (+ 2,2 %); la hausse du prix du pétrole entraîne une augmentation plus sensible du chiffre d'affaires en valeur (+ 5,5 %). Les grandes surfaces continuent leur progression très soutenue d'environ 1 point par an depuis 1995; les ventes de carburants y augmentent de 10 % en valeur en 1999.

Sur le marché des produits non alimentaires, la croissance des hypermarchés est plus élevée que celle du grand commerce spécialisé (+ 9,9 % contre + 6,5 % en valeur).

Les magasins spécialisés, dans l'ensemble, réalisent de nouveau une belle performance (+ 3,4 % après + 4,7 % en 1998). Ils détiennent encore 42 % du marché, les grandes surfaces à prédominance alimentaire atteignant les 20 % en 1999. L'activité des commerces d'équipement du foyer reste très ferme (+ 5,4 % après + 6,5 % en 1998). Cette progression est plus modérée en valeur, les prix des produits bruns (télévision, hi-fi...) et de la micro-informatique diminuant sensiblement. Le secteur de l'électroménager et radio-télévision est une nouvelle fois le plus dynamique (+ 8,6 %), grâce à l'engouement des ménages pour les produits intégrant les nouvelles technologies (multimédia, téléphonie mobile, DVD,...).

Dans l'aménagement de l'habitat, la croissance de l'activité, amorcée en 1994, se maintient à un niveau élevé (+ 4,1 % après + 3,3 % en 1998). Les grandes surfaces de bricolage (+ 5,9 %) sont dynamiques et les quincailleries (+ 3,0 %) confirment leur reprise.

Les commerces de parfumerie, loisirs et sports continuent de croître à un rythme soutenu. La croissance du commerce de sport, reste élevée + 6,1 %, après + 8,4 % en 1998 grâce à la coupe du monde de football. En revanche, les magasins spécialisés dans l'équipement de la personne n'enregistrent pas de nouvelle croissance. Pour les grands magasins, l'année a été moins faste que les trois précédentes (+ 3,0 % après + 4,4 % en 1998).

La vente par correspondance reste quasiment stable, après une très bonne année 1998 (+ 3,9 %).

La croissance de la pharmacie continue sur sa lancée de 1998 (+ 4,5 %) malgré les mesures prises pour ralentir les dépenses en médicaments. Depuis 1999, les pharmaciens peuvent substituer aux spécialités prescrites des médicaments génériques.

Les grandes surfaces d'alimentation générale poursuivent leur croissance à un rythme très soutenu (+ 4,3 % en volume), le plus élevé des cinq dernières années. Sur le marché des produits alimentaires, la croissance des supermarchés est plus élevée (+ 4,1 % en valeur) que celle des hypermarchés (+ 2,3 %). Le commerce alimentaire de proximité reste stable, les petites surfaces d'alimentation générale, en particulier, se portent mieux.

L'activité du commerce de gros de biens d'équipement professionnel est en croissance de 16 % en volume. Cette nouvelle progression est sous-tendue par l'accélération de la demande des particuliers, en micro-ordinateurs notamment, ainsi que par la franche reprise de l'investissement des entreprises. Stimulées par une nouvelle forte baisse des prix (- 18 %, dont - 26 % sur les micro-ordinateurs), les ventes des grossistes en matériel de bureau et informatique connaissent de nouveau un remarquable essor (+ 37 % en volume). Les ventes du commerce de gros de matériel électrique et électronique augmentent de près de 10 % en volume grâce à l'essor des réseaux de téléphonie mobile et de celui de la construction immobilière. L'activité des distributeurs en équipements pour le commerce et les services est, elle aussi, très dynamique (+ 10 % en volume).

L'activité du commerce de gros de biens intermédiaires, très dépendante de celle de la construction et de l'industrie, retrouve depuis 1997 une bonne vigueur (+ 5 % en volume en 1999). Les ventes des grossistes en fiouls et carburants ne représentent plus que 40 % de la distribution intérieure de produits pétroliers; *a contrario*, les centrales d'achat augmentent leur part de ce marché. Les ventes des grossistes en biens de consommation non alimentaires augmentent fortement (+ 8 % en volume, après + 9 % en 1998 et + 12 % en 1997); la croissance est particulièrement vive pour l'électroménager.

2. MÉTHODOLOGIE

Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés, résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

Défaillances d'entreprises

Le nombre de jugements d'ouverture de procédures de redressement judiciaire ou de procédures de liquidation judiciaire (1), selon une ventilation assez détaillée pour le commerce, est donné par l'exploitation du *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales* (*BODACC*).

Nombre de salariés

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, le tableau « Nombre de salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la nomenclature NAF.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

Chiffres d'affaires du commerce

L'INSEE donne des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros, des intermédiaires du commerce, du commerce de détail et réparation d'articles domestiques, et du commerce et réparation automobile à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen des informations disponibles, notamment fiscales. Elles sont évaluées en base 1995 des comptes nationaux depuis 1996.

Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (EAEC)

Réalisée depuis 1971 par l'INSEE, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Ses objectifs sont d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement.

L'enquête s'intègre dans une nouvelle enquête, dite de quatrième génération, depuis 1996. Cette refonte a permis de réaliser une harmonisation des traitements informatiques et la mise au point d'un tronc commun élargi de questions entre les différents services enquêteurs responsables des EAE dans leur domaine respectif (industrie, IAA, commerce, services, transports et construction). Le tronc commun de questions est complété de questions spécifiques à chacun des domaines, reprises des enquêtes de la génération précédente et légèrement complétées.

Par ailleurs, afin d'alléger la charge statistique des entreprises, il a été décidé, dans le cas de l'EAE commerce, de n'interroger les petites entreprises qu'une année sur deux, et de n'interroger les grandes de façon détaillée qu'une année sur deux selon l'alternance suivante :

— 1998, le commerce de détail, les activités artisanales assimilées, le commerce et la réparation automobile sont interrogés complètement, le commerce de gros partiellement,

— 1999, le commerce de gros est interrogé complètement, les autres secteurs partiellement.

Pour l'année 1998, 48 933 entreprises ont été interrogées par questionnaire. En règle générale, les entreprises occupant 20 salariés et plus sont interrogées exhaustivement. Les entreprises occupant moins de 20 salariés sont interrogées par sondage. Compte tenu de la différence de source d'informations, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.

Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et le fait qu'elle permet aux utilisateurs de calculer de nombreux ratios de gestion.

Par contre, des reclassements d'entreprises étant effectués chaque année, il n'est pas pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux fins. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées; de même, sont publiés les comptes de résultat par sous-secteur pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Les ventes au détail par produit

Les ventes au détail par produit sont établies à partir d'une matrice de passage de la consommation de produits commercialisables aux chiffres d'affaires des secteurs du commerce. La nomenclature de produits utilisée ici est issue d'un croisement de la nomenclature de la consommation par produits et de celle des ventes du commerce. Les résultats relatifs aux années 1993 à 1998 sont publiés dans le rapport présenté à la Commission des comptes commerciaux de la nation, dans la collection SYNTHÈSES sous le titre « la situation du commerce en 1998 »; ceux relatifs aux années 1994 à 1999 paraîtront également dans cette collection.

3. DÉFINITIONS

Le commerce

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : installations, service après-vente).

— commerce de détail et réparation d'articles personnels et domestiques : (NAF 52);

— commerce et réparation automobile : (NAF 50).

● Codification des entreprises du commerce selon la NAF (division à 2 chiffres) :

— commerce de gros et intermédiaires du commerce : (NAF 51); (1) des entreprises, permettant l'ouverture directe d'une procédure de liquidation judiciaire.

(1) La loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises a été modifiée par la loi n° 94-475 du 10 juin 1994 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, permettant l'ouverture directe de liquidation judiciaire.

Les défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Une telle procédure doit être déclenchée dès que l'entreprise se trouve en état de cessation des paiements, c'est-à-dire n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. L'entreprise est alors tenue de déposer son bilan au greffe du tribunal compétent. Les deux termes de dépôt de bilan ou de défaillance désignent de façon équivalente la situation de l'entreprise à la suite du jugement prononçant l'ouverture du redressement judiciaire.

L'hypermarché

C'est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2 500 m^2 minimum. Il réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation.

Le supermarché

C'est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2 500 m^2.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;
— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce);
— Banque de France;
— IFLS (Institut français du libre service);
— CECOD (Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution);
— COE (Centre d'observation économique) de la Chambre de commerce;
— ACM (Association pour le commerce moderne);
— CTCOE (Centre textile de conjoncture et d'observation économique);
— IPEA (Institut de promotion et d'études de l'ameublement).

Publications :

Bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE;

Informations rapides, thème « Activité dans le commerce et les services », INSEE;

« Les entreprises de détail et du commerce de la réparation automobile en 1996 », *INSEE-Résultats*, n°s 149-150; série Système productif, janvier 1999;

« Les entreprises du commerce de gros en 1997», *INSEE-Résultats*, n°s 163-164; série Système productif, octobre 1999;

« Les entreprises du commerce en 1997», - Résultats de l'enquête annuelle d'entreprises, *INSEE-Résultats*, n° 176, série Système productif, avril 2000;

« Le commerce en 1998 », *Synthèses* n°s 34-35, avril 2000;

« Formes de vente et conquête de marchés : 25 ans d'évolution de la distribution », *INSEE-Première,* n° 437, mars 1996;

« Le commerce de gros non alimentaire : ouverture internationale », *INSEE-Première,* n° 465, juin 1996;

« Mondialisation industrielle : le rôle des filiales du commerce de gros des groupes étrangers », *INSEE-Première*, n° 485, septembre 1996;

« Marché de l'habillement : les enseignes développent leurs marques », *INSEE-Première*, n° 567, janvier 1998;

« Le commerce du sport, un secteur en forme », *INSEE-Première*, n° 597, juillet 1998;

« Fidélité aux enseignes, fidélité aux marques : les choix des consommateurs », *INSEE-Première*, n° 609, septembre 1998;

« Électronique domestique, les nouveaux lieux d'achat, *INSEE-Première*, n° 634, février 1999;

« De la grande surface au marché : à chacun ses habitudes », *INSEE-Première*, n° 636, mars 1999;

« Commerce du bricolage : l'informatique fédère les entreprises dans les réseaux » , *INSEE-Première*, n° 638, mars 1999;

« Le commerce en 1998 - très fortes hausses d'activité, *INSEE-Première*, n° 639, avril 1999;

« Grandes surfaces alimentaires : vers le modèle américain en matière de services ? », *INSEE-Première*, n° 686, décembre 1999;

« Le commerce en 1999 », *INSEE-Première*, n° 708, avril 2000; dans la collection Synthèses (à paraître).

— Articles d'Économie et statistique (*INSEE)*

« Les facteurs d'adaptation du commerce de gros depuis 1980», n° 303, mars 1997;

« Réseaux de commercialisation de l'habillement, l'imbrication des logiques de distribution et de production, n° 314, juin 1998.

« Implantations étrangères : une pénétration plus active dans le commerce de gros », n°s 326-327, juin-juillet 1999;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC;

Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France;

Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France;

Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier (annuel), IFLS;

Indicateurs (mensuel), COE;

Statistiques mensuelles de l'Association pour le commerce moderne, ACM.

*
* *

TABLEAU M.01-1

Hypermarchés

Situation au 1er janvier

Source : INSEE (IFLS- points de vente)

Hypermarchés	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	2000
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :						
Indépendants	501	531	551	564	569	586
Grandes entreprises d'hypermarchés	547	556	561	559	566	569
Total	**1 048**	**1 087**	**1 112**	**1 123**	**1 135**	**1 155**
Surface de vente des hypermarchés appartenant à des :						
Indépendants	1 904	2 051	2 142	2 194	2 239	2 328
Grandes entreprises d'hypermarchés	3 965	4 107	4 181	4 194	4 252	4 295
Total (millier de m²)	**5 869**	**6 158**	**6 323**	**6 388**	**6 491**	**6 623**

TABLEAU M.01-2

Défaillances d'entreprises commerciales

Nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure de redressement judiciaire

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Activité économique	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999	Effectif salarié concerné en 1999
Intermédiaires du commerce	617	590	511	487	928
Commerce de gros de produits agricoles bruts	177	117	123	105	324
Commerce de gros de produits alimentaires	704	647	585	532	2 240
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	1 952	1 936	1 664	1 481	4 427
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	611	598	516	478	1 417
Commerce de gros de biens d'équipement professionnel	1 297	1 349	1 087	974	3 680
Autres commerces de gros, non classés ailleurs	254	278	291	274	406
Commerce de gros (y compris intermédiaires)	**5 612**	**5 515**	**4 777**	**4 331**	**13 422**
Commerce de détail à prédominance alimentaire, en magasin	1 694	1 606	1 528	1 241	1 703
Commerce de détail non alimentaire en magasins non spécialisés	31	27	36	30	210
Commerce de détail non alimentaire en magasins spécialisés	5 008	4 865	4 155	3 643	6 369
Pharmacies et commerce de détail d'articles médicaux et d'orthopédie	104	83	98	85	300
Commerce de détail d'habillement, de chaussures	1 455	1 337	1 014	809	1 205
Commerce de détail d'autres équipements de la personne	360	328	259	192	318
Commerce de détail d'équipement du foyer	959	931	765	754	1 619
Commerce de détail d'aménagement de l'habitat	626	617	626	551	908
Commerce de détail de culture, loisirs, sports	1 294	1 374	1 210	1 043	1 806
Commerce de détail d'autres produits non alimentaires (y compris occasion)	210	195	183	209	213
Commerce de détail hors magasin	1 043	1 009	919	839	966
Réparation d'articles personnels et domestiques	255	314	281	246	447
Commerce de détail et réparation	**8 031**	**7 821**	**6 919**	**5 999**	**9 695**
Commerce et réparation automobile	**2 052**	**2 137**	**1 910**	**1 792**	**4 407**
Total Commerce	**15 695**	**15 473**	**13 606**	**12 122**	**27 524**
Total Commerce DOM	**203**	**222**	**250**	**191**	**524**
Ensemble de l'Économie (1)	**53 941**	**52 260**	**45 461**	**41 185**	**151 513**

(1) Hors agriculture, éducation, santé, activités associatives.

TABLEAU M.01-3

Nombre de salariés des établissements du commerce

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Unité : salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**50**	**386 689**	**389 500**	**386 417**	**393 424**	**402 556**
Commerce de véhicules automobiles	**501**	**213 711**	**213 537**	**207 897**	**208 669**	**213 446**
Entretien et réparation de véhicules automobiles	**502**	**82 025**	**83 540**	**84 464**	**88 064**	**91 137**
Commerce d'équipements automobiles	**503**	**52 126**	**53 376**	**54 766**	**56 955**	**58 267**
Commerce de gros d'équipements automobiles	503A	32 388	32 718	33 301	33 959	34 817
Commerce de détail d'équipements automobiles	503B	19 738	20 658	21 465	22 996	23 450
Commerce et réparation de motocycles	**504**	**9 363**	**9 857**	**10 367**	**11 025**	**11 541**
Commerce de détail de carburants	**505**	**29 464**	**29 590**	**28 923**	**28 711**	**28 165**
COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**51**	**906 642**	**912 622**	**910 003**	**926 444**	**945 225**
Intermédiaires du commerce de gros	**511**	**60 571**	**61 535**	**60 408**	**61 033**	**62 632**
Intermédiaires en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	511A	1 458	1 315	1 310	1 286	1 404
Intermédiaires en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques	511C	2 308	2 320	2 103	1 996	1 819
Intermédiaires en bois et matériaux de construction	511E	1 942	1 925	1 872	2 240	2 373
Intermédiaires en machines, équipements industriels, navires et avions	511G	3 467	3 904	3 723	3 605	3 688
Intermédiaires en meubles, articles de ménage et quincaillerie	511J	1 783	1 779	1 480	1 511	1 538
Intermédiaires en textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	511L	2 052	2 214	2 351	2 889	2 434
Intermédiaires en produits alimentaires	511N	8 753	8 282	6 627	6 210	5 983
Centrales d'achats alimentaires	511P	9 646	9 577	10 397	10 529	11 201
Intermédiaires spécialisés du commerce	511R	13 933	14 091	13 776	14 436	15 731
Intermédiaires non spécialisés du commerce	511T	9 822	9 714	9 383	8 901	9 253
Centrales d'achats non alimentaires	511U	5 407	6 414	7 386	7 430	7 208
Commerce de gros de produits agricoles bruts	**512**	**23 141**	**23 292**	**23 636**	**23 982**	**24 018**
Commerce de céréales et aliments pour bétail	512A	14 739	14 578	14 669	14 790	14 842
Commerce de fleurs et plantes	512C	2 643	3 021	3 138	3 425	3 655
Commerce d'animaux vivants	512E	4 477	4 470	4 604	4 576	4 419
Commerce de cuirs et peaux	512G	1 269	1 223	1 211	1 176	1 096
Commerce de tabac non manufacturé	512J	13	11	14	15	6
Commerce de gros de produits alimentaires	**513**	**165 370**	**163 669**	**161 087**	**159 325**	**158 167**
Commerce de fruits et légumes	513A	28 522	27 872	27 667	26 969	27 205
Commerce de viandes et boucherie	513C	8 830	8 361	8 050	7 788	7 892
Commerce de produits à base de viande	513D	4 121	3 917	3 729	3 761	3 855
Commerce de volailles et gibiers	513E	4 009	3 969	3 002	2 722	2 571
Commerce de produits laitiers, œufs, huiles	513G	13 640	12 995	13 298	12 443	12 037
Commerce de boissons	513J	40 764	39 543	37 943	37 154	37 001
Commerce de tabac	513L	243	349	361	427	377
Commerce de sucre, chocolat et confiserie	513N	3 399	3 162	3 146	3 196	3 170
Commerce de café, thé, cacao et épices	513Q	1 204	1 455	1 446	1 387	1 422
Commerce de poissons, crustacés et mollusques	513S	8 727	8 794	8 779	8 459	8 621
Commerces alimentaires spécialisés divers	513T	17 901	19 254	19 592	18 939	19 253
Commerce de produits surgelés	513V	7 371	7 712	7 844	9 071	9 415
Commerce alimentaire non spécialisé	513W	26 639	26 286	26 230	27 009	25 348
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	**514**	**181 586**	**183 729**	**184 834**	**186 792**	**190 925**
Commerce de textiles	514A	11 690	11 424	10 809	10 953	10 873
Commerce d'habillement	514C	26 397	26 624	26 964	27 001	27 047
Commerce de la chaussure	514D	2 507	2 746	2 558	2 763	2 651
Commerce d'appareils électroménagers et de radiotélévision	514F	12 991	13 126	13 582	15 284	15 456
Commerce de gros de vaisselle et verrerie de ménage	514H	3 315	3 119	3 049	2 867	2 930
Commerce de produits pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat	514J	13 187	11 959	11 544	11 605	11 322
Commerce de parfumerie et de produits de beauté	514L	9 686	10 554	10 022	9 826	10 459
Commerce de produits pharmaceutiques	514N	30 532	31 138	33 166	34 098	36 173
Commerce de papeterie	514Q	8 690	9 117	9 453	9 718	9 485
Commerce de jouets	514R	3 324	4 367	4 347	4 322	4 021
Autres commerces de biens de consommation	514S	59 267	59 555	59 340	58 355	60 508

TABLEAU M.01-3 (suite 1)

Nombre de salariés des établissements du commerce

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) — *Unité :* salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	**515**	**200 302**	**198 120**	**198 827**	**200 993**	**204 293**
Commerce de combustibles	515A	24 995	22 525	21 367	21 007	20 140
Commerce de minerais et métaux	515C	21 172	21 075	20 541	20 114	20 403
Commerce de bois et de produits dérivés	515E	16 325	16 056	16 026	16 675	17 230
Commerce de matériaux de construction et d'appareils sanitaires	515F	68 533	68 674	69 474	70 096	72 203
Commerce de quincaillerie	515H	20 111	20 052	20 391	20 668	20 801
Commerce de fournitures pour plomberie et chauffage	515J	14 033	14 334	15 175	15 829	16 333
Commerce de produits chimiques	515L	24 847	24 933	24 809	25 420	26 250
Commerce d'autres produits intermédiaires	515N	10 108	10 259	10 751	10 841	10 587
Commerce de déchets et débris	515Q	178	212	293	343	346
Commerce de gros d'équipements industriels	**516**	**270 510**	**271 779**	**274 563**	**286 878**	**297 399**
Commerce de machines-outils	516A	6 311	6 138	5 493	5 716	5 708
Commerce d'équipements pour la construction	516C	15 040	14 628	14 419	14 424	14 901
Commerce de machines pour l'industrie textile et l'habillement	516E	993	996	914	931	877
Commerce de machines de bureau et de matériel informatique	516G	66 405	66 683	66 477	74 535	79 479
Commerce de matériel électrique et électronique	516J	52 133	52 740	53 783	54 676	56 588
Commerce de fournitures et équipements industriels divers	516K	71 719	72 582	74 624	78 283	80 235
Commerce de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services	516L	27 475	26 977	26 745	25 708	26 218
Commerce de matériel agricole	516N	30 434	31 035	32 108	32 605	33 393
Autres commerces de gros	**517**	**5 162**	**5 958**	**6 648**	**7 441**	**7 791**
COMMERCE DE DÉTAIL ET RÉPARATION D'ARTICLES DOMESTIQUES	**52**	**1 321 857**	**1 339 511**	**1 364 032**	**1 398 600**	**1 444 265**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	**521**	**498 121**	**509 968**	**527 165**	**539 014**	**557 752**
Commerce de produits surgelés	521A	5 419	5 743	5 984	6 970	7 115
Commerce d'alimentation générale	521B	37 877	36 694	35 798	31 824	31 953
Supérettes	521C	14 085	13 742	14 157	14 647	14 869
Supermarchés	521D	180 416	186 029	194 546	198 761	207 545
Magasins populaires	521E	18 329	17 153	17 183	15 754	16 848
Hypermarchés	521F	210 461	219 178	229 747	241 144	249 223
Grands magasins	521H	23 377	23 484	22 069	22 934	23 053
Autres commerces en magasin non spécialisé	521J	8 157	7 945	7 681	6 980	7 146
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	**522**	**76 986**	**76 732**	**79 065**	**78 438**	**78 460**
Commerce de fruits et légumes	522A	8 096	8 015	8 091	8 124	7 956
Commerce de viandes et produits à base de viande	522C	38 454	38 015	39 042	38 661	38 551
Commerce de poissons, crustacés et mollusques	522E	6 087	6 099	6 091	5 917	5 755
Commerce de pain, pâtisserie et confiserie	522G	5 928	5 940	6 010	5 832	6 162
Commerce de boissons	522J	5 593	5 903	6 115	6 514	6 143
Commerce de tabac	522L	3 119	3 288	3 482	3 514	3 569
Commerce de produits laitiers	522N	2 359	2 158	2 174	1 957	1 851
Commerces alimentaires spécialisés divers	522P	7 350	7 314	8 060	7 919	8 473
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	**523**	**123 937**	**124 190**	**126 662**	**128 916**	**131 590**
Commerce de produits pharmaceutiques	523A	102 574	102 982	104 197	106 005	107 339
Commerce d'articles médicaux et orthopédiques	523C	3 682	3 883	4 072	4 413	4 674
Commerce de parfumerie et de produits de beauté	523E	17 681	17 325	18 393	18 498	19 577
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	**524**	**528 573**	**531 223**	**536 844**	**557 060**	**580 775**
Commerce de textiles	524A	18 112	16 637	16 653	15 379	15 159
Commerce d'habillement	524C	113 649	114 840	115 607	118 428	123 627
Commerce de la chaussure	524E	30 389	29 210	28 576	28 846	29 297
Commerce de maroquinerie et d'articles de voyage	524F	5 272	5 170	5 632	5 640	5 933
Commerce de meubles	524H	46 129	46 753	45 414	48 248	49 834
Commerce d'équipement du foyer	524J	15 809	15 467	15 642	16 820	17 155
Commerce d'appareils électroménagers et de radiotélévision	524L	57 157	54 393	53 469	54 517	57 293
Commerce de quincaillerie	524N	33 054	30 788	29 726	28 310	28 620
Commerce de bricolage	524P	23 836	27 949	30 589	34 399	37 466
Commerce de livres, journaux et papeterie	524R	39 621	38 747	38 014	37 737	37 618
Commerce d'optique et de photographie	524T	22 925	23 326	24 068	25 769	26 784
Commerce de revêtements de sols et de murs	524U	5 531	5 757	5 560	5 422	5 750
Commerce d'horlogerie et de bijouterie	524V	16 640	16 376	16 132	16 788	16 949
Commerce d'articles de sport et de loisir	524W	31 737	33 096	36 014	39 134	41 672
Commerce de fleurs	524X	20 680	22 378	23 517	24 671	26 195
Commerce de charbons et combustibles	524Y	10 255	9 495	8 932	8 711	8 505
Commerces divers en magasin spécialisé	524Z	37 777	40 841	43 299	48 241	52 918

TABLEAU M.01-3 (suite et fin)

Nombre de salariés des établissements du commerce

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) — *Unité :* salarié

Activité économique	Numéro de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	**525**	**7 209**	**7 121**	**7 716**	**8 184**	**8 573**
Commerce de détail hors magasin	**526**	**64 087**	**64 581**	**63 999**	**64 137**	**63 301**
Vente par correspondance sur catalogue général	526A	15 022	15 397	15 272	15 656	16 328
Vente par correspondance spécialisée	526B	7 194	7 089	7 812	8 309	9 026
Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	526D	13 023	13 244	12 678	12 554	12 336
Commerce de détail non alimentaire sur éventaires et marchés	526E	7 498	6 991	6 466	6 260	6 206
Vente à domicile	526G	18 268	18 140	17 638	16 528	14 123
Vente par automate	526H	3 082	3 720	4 133	4 830	5 282
Réparation d'articles personnels et domestiques	**527**	**22 944**	**22 189**	**22 581**	**22 851**	**23 814**
Réparation de chaussures et d'articles en cuir	527A	2 769	2 372	2 206	2 102	2 003
Réparation de matériel électronique grand public	527C	6 755	6 670	7 210	7 051	7 602
Réparation d'autres articles éléctriques à usage domestique	527D	6 099	5 988	6 015	6 580	6 775
Réparation de montres, horloges et bijoux	527F	999	965	961	906	961
Réparation d'articles personnels et domestiques	527H	6 322	6 194	6 189	6 212	6 473

TABLEAU M.01-4

Chiffres d'affaires du commerce (1)

France entière

Évaluations en base 1995

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité :* Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Commerce automobile	**50**	**625 954**	**656 637**	**667 961**	**737 606**	**757 941**
dont : Commerce de véhicules automobiles	501Z	438 855	466 784	470 064	529 289	542 700
Entretien et réparation automobile	502Z	70 431	68 057	70 438	75 400	76 153
Commerce d'équipement automobile	503A, 503B	70 228	70 700	72 344	76 470	79 990
Commerce de carburants	505Z	28 215	30 576	35 396	34 226	37 205
Commerce de détail et artisanat à caractère commercial	**52, 151F 158B, C, D**	**1 727 227**	**1 759 138**	**1 808 615**	**1 878 109**	**1 822 711**
Alimentation spécialisée et artisanat commercial	522A à 522P	151 102	154 175	148 013	151 312	152 699
Petites surfaces alimentaires non spécialisées	151F, 158 B, C, D 521A, B, C	73 213	64 429	65 644	66 053	67 505
Grandes surfaces alimentaires non spécialisées	521D, E, F	714 817	743 649	777 230	807 846	846 606
Magasins non alimentaires non spécialisés	521H, J	26 078	27 939	30 436	30 984	32 591
Pharmacies et commerces d'articles médicaux	523A, C	129 896	134 111	137 248	144 716	149 536
Magasins non alimentaires spécialisés	523E à 525Z	532 675	537 423	548 888	576 401	590 150
Vente par correspondance	526A, B	43 315	42 993	43 359	46 006	45 351
Autres commerces hors magasin	526D à 526H	42 654	42 694	45 710	42 816	47 889
Réparation articles personnels et domestiques	527A à 527H	13 477	11 725	12 087	11 975	12 244
Intermédiaires du commerce	**51 511A à 511U**	**320 713**	**343 692**	**407 946**	**469 507**	**478 972**
Commerce de gros (hors intermédiaires)	**51**	**2 351 273**	**2 350 836**	**2 452 469**	**2 591 095**	**2 724 483**
dont : Gros produits agricoles bruts	512A,C,E,G,J	299 438	292 368	312 672	320 351	298 407
Gros produits alimentaires	513A à 513W	595 108	594 938	585 106	634 438	630 643
Gros biens de consommation non alimentaire	514A à 514S	439 203	419 505	470 636	476 771	544 835
Gros biens intermédiaires non agricoles	515A à 515Q	527 679	532 288	549 123	546 693	596 272
Gros biens d'équipement professionnel	516A à 516N	472 999	495 239	515 205	591 884	632 426

(1) Chiffres d'affaires hors TVA des sociétés et entreprises individuelles.

TABLEAU M.01-5A

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Pain, pâtisserie	20 195	47 405	442	1 157	53	**69 252**
Fruits et légumes	79 657	28	11	971	178	**80 846**
Viandes et produits dérivés	188 437	12 697	4	5 470	546	**207 154**
Poissons, crustacés, coquillages	55 814	35	–	1 463	284	**57 596**
Produits laitiers, œufs	118 025	321	–	412	201	**118 959**
Total produits alimentaires frais	**462 129**	**60 486**	**457**	**9 473**	**1 263**	**533 808**
Chocolaterie, confiserie	31 754	3 805	27	26	46	**35 658**
Vins, liqueurs et apéritifs	72 560	62	132	10 108	1 018	**83 880**
Autres boissons	39 140	319	276	4 391	540	**44 665**
Épicerie, produits alimentaires divers	119 664	3 071	2 112	224	321	**125 392**
Total autres produits alimentaires	**263 117**	**7 256**	**2 547**	**14 750**	**1 925**	**289 595**
Tabac et cigarettes	53 717	1 936	527	1 094	25 594	**82 868**
Total alimentaire	**778 963**	**69 678**	**3 532**	**25 316**	**28 782**	**906 271**
Pneumatiques	134	–	13 712	104	–	**13 949**
Pièces détachées et équipements automobiles	2 791	–	139 255	1 204	15	**143 265**
Vente et réparation de motocycles	11	–	13 775	1	2	**13 789**
Carburants et lubrifiants	106 213	1	74 629	12 635	1 181	**194 660**
Total produits liés à l'automobile	**109 149**	**1**	**241 371**	**13 944**	**1 198**	**365 664**
Produits pharmaceutiques	150 183	–	–	–	3 209	**153 392**
Matériels médicaux et orthopédiques	3 308	–	–	4 414	155	**7 877**
Total pharmacie	**153 491**	**–**	**–**	**4 414**	**3 364**	**161 269**
Habillement	203 353	–	328	2 871	407	**206 958**
Chaussures	44 364	–	–	6 203	34	**50 602**
Maroquinerie, articles de voyage	12 704	–	–	599	68	**13 371**
Total équipement de la personne	**260 420**	**–**	**328**	**9 673**	**509**	**270 930**
Meubles, literie	75 879	–	–	7 850	120	**83 849**
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	36 727	4	–	1 054	414	**38 198**
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	128 906	–	603	1 391	632	**131 533**
Micro-informatique et téléphones	16 101	–	–	97	454	**16 652**
Produits d'entretien ménager	28 386	3	–	557	6	**28 953**
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	30 219	–	–	535	122	**30 876**
Revêtements sols et murs	10 537	–	24	395	24	**10 981**
Quincaillerie, bricolage, peinture	72 884	–	1 880	1 362	3 416	**79 541**
Plantes, fleurs et graines	24 061	1	73	182	482	**24 799**
Parfumerie et produits d'hygiène	85 760	–	–	2 584	1 031	**89 375**
Livres, journaux, papeterie	55 265	221	95	4 047	474	**60 101**
Optique, photographie	24 909	–	–	1 231	31	**26 171**
Vente et réparation de cycles	4 092	–	2 588	105	7	**6 793**
Sports et loisirs	22 737	–	476	410	71	**23 693**
Horlogerie, bijouterie	24 106	–	–	1 164	210	**25 480**
Jeux et jouets	18 752	–	1 020	858	14	**20 643**
Autres produits non alimentaires	53 178	5	4 312	1 369	897	**59 761**
Charbons et combustibles	23 093	35	1 862	655	5 987	**31 633**
Réparation d'articles domestiques	15 758	–	875	216	147	**16 996**
Total autres produits non alimentaires	**751 351**	**268**	**13 807**	**26 062**	**14 540**	**806 028**
Total non alimentaire	**1 274 412**	**270**	**255 506**	**54 092**	**19 610**	**1 603 890**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-5A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Commerce de détail et réparation domestique	Activités artisanales	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	Ventes au détail des autres secteurs	**Total des ventes**
Voitures particulières d'occasion	10	–	112 176	18 094	56	**130 336**
Voitures particulières neuves	5	–	178 712	21 511	137	**200 366**
Caravanes, remorques	10	–	5 200	2 080	47	**7 337**
Entretien et réparation automobile	340	–	92 522	388	68	**93 318**
Total automobile	**366**	**–**	**388 610**	**42 073**	**308**	**431 358**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**2 053 741**	**69 947**	**647 648**	**121 482**	**48 700**	**2 941 519**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-5B

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Total commerce de détail et activités artisanales	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimentation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com. aliment. spécialisés et activités artisa.	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimen. non spécial.	Pharmacies	Magasins non alimentaires spéciali.	Vente par correspondance	Autres hors magasin	
Pain, pâtisserie	**67 599**	48 701	3 126	14 935	58	–	32	6	741	–
Fruits et légumes	**79 685**	9 666	10 309	51 896	152	–	18	–	7 642	–
Viandes et produits dérivés	**201 135**	51 205	12 904	130 701	590	–	2	314	5 419	–
Poissons, crustacés, coquillages	**55 849**	5 942	6 214	40 004	384	–	–	396	2 909	–
Produits laitiers, œufs	**118 346**	3 564	11 479	99 187	274	–	5	–	3 838	–
Total produits alimentaires frais	**522 614**	**119 079**	**44 031**	**336 723**	**1 458**	**–**	**58**	**716**	**20 549**	**–**
Chocolaterie, confiserie	**35 559**	6 309	1 842	25 213	326	–	919	187	764	–
Vins, liqueurs et apéritifs	**72 622**	3 971	6 910	58 866	190	–	816	983	885	–
Autres boissons	**39 458**	1 873	3 710	31 133	91	–	30	125	2 496	–
Épicerie, produits alimentaires divers	**122 734**	8 203	17 913	88 445	1 030	1 535	576	855	4 176	–
Total autres produits alimentaires	**270 373**	**20 357**	**30 375**	**203 657**	**1 636**	**1 535**	**2 341**	**2 151**	**8 322**	**–**
Tabac et cigarettes	**55 653**	32 678	6 858	52	6	–	16 060	–	–	–
Total alimentaire	**848 641**	**172 114**	**81 264**	**540 431**	**3 100**	**1 535**	**18 458**	**2 866**	**28 871**	**–**
Pneumatiques	**134**	–	3	130	–	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	**2 791**	1	54	2 618	41	–	77	1	–	–
Vente et réparation de motocycles	**11**	–	–	–	–	–	11	–	–	
Carburants et lubrifiants	**106 215**	16	690	104 317	44	–	1 147	–	–	–
Total produits liés à l'automobile	**109 150**	**17**	**747**	**107 065**	**85**	**–**	**1 225**	**1**	**–**	
Produits pharmaceutiques	**150 183**	41	95	5 371	443	143 192	968	73	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	**3 308**	1	–	–	2	3 086	176	42	1	–
Total pharmacie	**153 491**	**42**	**95**	**5 371**	**445**	**146 278**	**1 144**	**115**	**1**	**–**
Habillement	**203 353**	3	589	28 100	10 927	18	130 434	22 538	10 741	3
Chaussures	**44 364**	–	81	4 328	427	–	37 716	654	1 062	95
Maroquinerie, articles de voyage	**12 704**	5	29	1 772	1 759	–	8 145	422	526	46
Total équipement de la personne	**260 420**	**8**	**699**	**34 200**	**13 113**	**18**	**176 296**	**23 613**	**12 330**	**144**
Meubles, literie	**75 879**	–	63	2 915	1 810	–	64 859	6 020	202	10
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	**36 731**	27	223	9 697	2 074	–	20 355	947	3 135	273
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	**128 906**	19	818	40 166	2 414	–	77 775	4 911	1 234	1 568
Micro-informatique et téléphones	**16 101**	42	89	4 440	188	–	11 255	87	–	–
Produits d'entretien ménager	**28 390**	26	2 749	21 898	72	240	1 828	1	1 562	12
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	**30 219**	1	419	8 069	1 665	–	14 107	4 377	1 580	–
Revêtements sols et murs	**10 537**	–	10	1	120	–	10 217	50	140	–
Quincaillerie, bricolage, peinture	**72 884**	2	253	7 911	1 318	–	61 294	946	1 020	140
Plantes, fleurs et graines	**24 062**	33	29	197	81	–	22 768	440	513	–
Parfumerie et produits d'hygiène	**85 760**	174	3 101	46 235	4 320	8 910	20 144	1 602	1 275	–
Livres, journaux, papeterie	**55 486**	808	490	3 793	890	–	46 301	2 073	1 042	–
Optique, photographie	**24 909**	1	49	2 083	241	1	22 313	199	–	22
Vente et réparation de cycles	**4 092**	–	17	1 089	111	–	2 709	151	–	16
Sports et loisirs	**22 737**	3	31	1 035	484	–	20 123	921	97	43
Horlogerie, bijouterie	**24 106**	2	44	1 620	715	–	19 319	1 725	483	199
Jeux et jouets	**18 752**	24	140	6 259	1 084	–	10 551	460	235	–
Autres produits non alimentaires	**53 183**	335	446	13 311	1 192	–	35 640	1 069	1 185	4
Charbons et combustibles	**23 129**	82	264	2 012	10	–	20 761	–	–	–
Réparation d'articles domestiques	**15 758**	–	1	39	2	16	5 183	14	11	10 493
Total autres produits non alimentaires	**751 619**	**1 577**	**9 237**	**172 770**	**18 789**	**9 166**	**487 591**	**25 993**	**13 714**	**12 781**
Total non alimentaire	**1 274 682**	**1 644**	**10 778**	**319 406**	**32 432**	**155 462**	**666 266**	**49 723**	**26 044**	**12 925**

TABLEAU M.01-5B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : ensemble du commerce de détail et activités artisanales (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	**Total commerce de détail et activités artisanales**	Détail aliment. en magasin spéc. ou de petite surface		Grandes surfaces d'alimen. tation générale	Détail non alimentaire en magasin			Commerce hors magasin		Réparation domestique
		Com. aliment. spécialisés et activités artisa.	Petites surfaces d'alimen. générale et de produits surgelés		Non alimen- non spécial.	Pharmacies	Magasins non alimentaires spéciali.	Vente par correspondance	Autres hors magasin	
Voitures particulières d'occasion	**10**	–	–	–	–	–	10	–	–	–
Voitures particulières neuves	**5**	–	–	–	–	–	5	–	–	–
Caravanes, remorques	**10**	–	–	–	–	–	10	–	–	–
Entretien et réparation automobile	**340**	–	7	326		–	7	–	–	–
Total automobile	**366**	**–**	**7**	**326**		**–**	**33**	**–**	**–**	**–**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**2 123 689**	**173 759**	**92 049**	**860 164**	**35 532**	**156 997**	**684 757**	**52 590**	**54 915**	**12 925**
Passage des commissions aux ventes	**58 423**	23 547	2 447	207	105	–	31 968	134	9	7
Activités hors commerce de détail	**126 244**	6 981	1 484	64 024	1 770	1 073	47 539	1 659	1 085	629
Chiffre d'affaires des secteurs	**2 191 510**	**157 192**	**91 086**	**923 981**	**37 198**	**158 070**	**700 329**	**54 114**	**55 992**	**13 548**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-6A

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Équipement de la personne			Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat				
	Habillement	Chaussures	Maroquinerie et articles de voyage	Meubles	Équipement du foyer	Electroménager, radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Jardineries fleuristes
Pain, pâtisserie	–	–	–	–	–	–	6	–	–	–	–
Fruits et légumes	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Viandes et produits dérivés	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Poissons, crustacés, coquillages	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits laitiers, œufs	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total produits alimentaires frais	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6**	**–**	**–**	**–**	**–**
Chocolaterie, confiserie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3
Vins, liqueurs et apéritifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres boissons	1	–	–	–	–	–	–	–	15	–	–
Épicerie, produits alimentaires divers	89	–	–	–	–	–	–	2	43	–	–
Total autres produits alimentaires	**91**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**58**	**–**	**3**
Tabac et cigarettes	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total alimentaire	**96**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**6**	**2**	**58**	**–**	**3**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	–	17	60	–	–
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	3	–	–	30	65	–	–
Total produits liés à l'automobile	**–**	**–**	**–**	**–**	**3**	**–**	**–**	**46**	**126**	**–**	**–**
Produits pharmaceutiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total pharmacie	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Habillement	111 291	892	74	–	28	48	532	3	33	–	60
Chaussures	1 410	29 196	12	–	–	–	49	1	2	–	–
Maroquinerie, articles de voyage	692	287	5 842	32	21	–	55	7	–	–	–
Total équipement de la personne	**113 393**	**30 375**	**5 927**	**32**	**50**	**48**	**635**	**12**	**35**	**–**	**60**
Meubles, literie	285	–	1	55 227	4 392	3 846	64	77	530	37	–
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	104	–	4	2 219	9 066	828	41	964	2 979	129	61
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	79	–	–	8 422	162	59 838	8	642	6 292	–	–
Micro-informatique et téléphones	–	–	–	55	–	3 882	–	17	16	–	–
Produits d'entretien ménager	–	4	–	–	–	29	–	835	412	–	112
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	2 176	60	2	652	1 851	145	8 391	66	101	353	–
Revêtements sols et murs	19	–	–	55	17	1	9	501	4 504	5 104	–
Quincaillerie, bricolage, peinture	23	22	–	111	152	131	5	14 788	43 460	913	907
Plantes, fleurs et graines	1	–	–	–	18	5	–	72	3 519	–	18 966
Parfumerie et produits d'hygiène	658	–	110	–	29	–	–	2	21	–	–
Livres, journaux, papeterie	44	–	3	–	15	1 893	1	420	86	–	3
Optique, photographie	7	–	–	–	14	897	–	11	11	–	–
Vente et réparation de cycles	–	–	–	–	–	–	–	–	2	–	–
Sports et loisirs	80	–	–	–	47	–	–	45	19	–	22
Horlogerie, bijouterie	40	–	57	–	49	13	–	49	3	–	–
Jeux et jouets	727	–	–	40	90	–	–	28	73	–	4
Autres produits non alimentaires	656	17	49	34	232	313	34	222	130	40	1 893
Charbons et combustibles	–	–	–	–	8	11	–	208	242	–	197
Réparation d'articles domestiques	51	431	4	87	29	2 918	3	90	23	–	–
Total autres produits non alimentaires	**4 951**	**534**	**230**	**66 902**	**16 171**	**74 747**	**8 557**	**19 037**	**62 423**	**6 575**	**22 165**
Total non alimentaire	**118 344**	**30 909**	**6 157**	**66 934**	**16 223**	**74 795**	**9 192**	**19 095**	**62 583**	**6 575**	**22 225**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-6A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Équipement de la personne, du foyer et aménagement de l'habitat

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Équipement de la personne			Équipement du foyer			Aménagement de l'habitat				
	Habillement	Chaussures	Maroquinerie et articles de voyage	Meubles	Équipement du foyer	Electroménager, radio, TV	Textiles	Quincaillerie	Bricolage	Revêtement des sols et murs	Jardineries fleuristes
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–				–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	5	–	–
Total automobile	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**–**	**–**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**118 440**	**30 909**	**6 157**	**66 934**	**16 223**	**74 795**	**9 198**	**19 097**	**62 646**	**6 575**	**22 227**
Passage des commissions aux ventes	–	–	–	– 2 037	– 44	– 2 787	–	– 63	–	–	–
Activités hors commerce de détail	10 992	1 632	256	3 055	673	3 390	484	2 113	2 949	203	1 292
Chiffre d'affaires des secteurs	**129 432**	**32 541**	**6 414**	**67 952**	**16 853**	**75 398**	**9 682**	**21 146**	**65 595**	**6 778**	**23 520**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-6B

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Parfumerie, loisirs et sport				Autres magasins spécialisés			
	Parfumerie et produits de beauté	Livres, journaux, papeterie	Optique, photographie	Articles de sport et de loisir	Horlogerie-bijouterie	Autres com. divers	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Pain, pâtisserie	–	26	–	–	–	–	–	–
Fruits et légumes	–	–	–	–	–	–	–	17
Viandes et produits dérivés	–	–	–	–	–	–	–	–
Poissons, crustacés, coquillages	–	–	–	–	–	–	–	–
Produits laitiers, œufs	–	–	–	–	–	3	–	–
Total produits alimentaires frais	**–**	**26**	**–**	**–**	**–**	**3**	**–**	**17**
Chocolaterie, confiserie	–	829	–	3	–	85	–	–
Vins, liqueurs et apéritifs	13	–	–	–	–	803	–	–
Autres boissons	–	–	–	10	–	3	–	–
Épicerie, produits alimentaires divers	67	211	–	23	–	141	–	–
Total autres produits alimentaires	**81**	**1 040**	**–**	**36**	**–**	**1 032**	**–**	**–**
Tabac et cigarettes	65	14 386	–	–	–	1 609	–	–
Total alimentaire	**145**	**15 451**	**–**	**36**	**–**	**2 643**	**–**	**17**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	–	–
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	11	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	85	–	5	–	1	–	959
Total produits liés à l'automobile	**–**	**85**	**–**	**15**	**–**	**1**	**–**	**959**
Produits pharmaceutiques	968	–	–	–	–	–	–	–
Matériels médicaux et orthopédiques	2	–	174	–	–	–	–	–
Total pharmacie	**970**	**–**	**174**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Habillement	90	9	–	14 352	34	2 409	580	–
Chaussures	–	3	–	6 970	–	73	–	–
Maroquinerie, articles de voyage	169	38	6	–	154	843	–	–
Total équipement de la personne	**259**	**50**	**6**	**21 322**	**188**	**3 325**	**580**	**–**
Meubles, literie	–	–	–	–	–	104	289	8
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	–	11	–	131	–	856	2 955	6
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	–	1 423	131	–	–	768	10	–
Micro-informatique et téléphones	–	119	206	–	–	6 960	–	–
Produits d'entretien ménager	426	–	3	–	–	5	–	1
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	–	17	–	–	–	293	–	–
Revêtements sols et murs	–	–	–	–	–	6	–	–
Quincaillerie, bricolage, peinture	–	53	–	62	–	357	–	309
Plantes, fleurs et graines	–	–	–	–	–	130	–	57
Parfumerie et produits d'hygiène	17 591	68	5	–	3	1 657	–	–
Livres, journaux, papeterie	4	41 727	68	50	–	1 475	603	–
Optique, photographie	22	30	20 871	18	14	418	–	–
Vente et réparation de cycles	–	–	–	2 693	–	13	–	
Sports et loisirs	–	26	–	19 540	1	331	–	14
Horlogerie, bijouterie	119	–	–	–	17 796	1 144	48	–
Jeux et jouets	14	677	3	26	3	8 866	–	–
Autres produits non alimentaires	55	967	105	22	281	21 443	9 147	1
Charbons et combustibles	–	33	–	–	–	–	–	20 063
Réparation d'articles domestiques	–	2	13	507	807	216	2	–
Total autres produits non alimentaires	**18 231**	**45 154**	**21 407**	**23 049**	**18 904**	**45 043**	**13 054**	**20 458**
Total non alimentaire	**19 460**	**45 288**	**21 586**	**44 387**	**19 092**	**48 369**	**13 634**	**21 417**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-6B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire spécialisé (1)

Parfumerie, loisirs, sports et autres magasins spécialisés

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Parfumerie, loisirs et sport				Autres magasins spécialisés			
	Parfumerie et produits de beauté	Livres, journaux, papeterie	Optique, photographie	Articles de sport et de loisir	Horlogerie-bijouterie	Autres com. divers	Com. de biens d'occasion	Charbons et combustibles
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	10
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–	–	5
Caravanes, remorques	–	–	–	8	–	–	–	2
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	2
Total automobile	**–**	**–**	**–**	**8**	**–**	**–**	**–**	**20**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**19 605**	**60 740**	**21 586**	**44 432**	**19 092**	**51 013**	**13 634**	**21 455**
Passage des commissions aux ventes	– 2	– 26 519	–	–	–	– 378	–	– 138
Activités hors commerce de détail	2 176	3 788	667	4 932	222	2 662	730	5 324
Chiffre d'affaires des secteurs	**21 779**	**38 009**	**22 253**	**49 363**	**19 314**	**53 296**	**14 364**	**26 640**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-7A

Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés	Total détail alimentaire en maga. spécialisé ou petite surface et artisanat
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries,charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Pain, pâtisserie	48 322	89	11	3	1	32	241	3	3 126	**51 828**
Fruits et légumes	29	174	8 838	65	25	20	516	–	10 309	**19 976**
Viandes et produits dérivés	371	50 381	26	3	87	11	326	–	12 904	**64 109**
Poissons, crustacés, coquillages	4	54	17	5 560	–	2	305	–	6 214	**12 156**
Produits laitiers, œufs	343	233	310	10	2 288	21	359	–	11 479	**15 043**
Total produits alimentaires frais	**49 068**	**50 931**	**9 202**	**5 640**	**2 401**	**86**	**1 748**	**3**	**44 031**	**163 111**
Chocolaterie, confiserie	5 816	2	2	–	5	8	412	64	1 842	**8 151**
Vins, liqueurs et apéritifs	4	118	114	7	146	3 479	99	3	6 910	**10 881**
Autres boissons	362	64	76	–	37	1 212	122	1	3 710	**5 584**
Épicerie, produits alimentaires divers	2 899	799	223	5	202	145	3 916	15	17 913	**26 117**
Total autres produits alimentaires	**9 081**	**984**	**415**	**13**	**391**	**4 844**	**4 548**	**83**	**30 375**	**50 732**
Tabac et cigarettes	1 936	–	–	–	–	5 326	6	25 410	6 858	**39 536**
Total alimentaire	**60 085**	**51 915**	**9 616**	**5 653**	**2 792**	**10 256**	**6 302**	**25 495**	**81 264**	**253 379**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	–	–	–	3	**3**
Pièces détachées et équipements automobiles	–	–	–	–	–	–	1	–	54	**54**
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**
Carburants et lubrifiants	1	3	–	–	–	–	12	–	690	**706**
Total produits liés à l'automobile	**1**	**3**	**–**	**–**	**–**	**–**	**13**	**–**	**747**	**764**
Produits pharmaceutiques	–	–	–	–	–	–	41	–	95	**136**
Matériels médicaux et orthopédiques	–	1	–	–	–	–	–	–	–	**1**
Total pharmacie	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**41**	**–**	**95**	**137**
Habillement	–	–	–	–	–	–	3	–	589	**592**
Chaussures	–	–	–	–	–	–	–	–	81	**81**
Maroquinerie, articles de voyage	–	–	–	–	–	1	–	3	29	**34**
Total équipement de la personne	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**3**	**3**	**699**	**707**
Meubles, literie	–	–	–	–	–	–	–	–	63	**63**
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	4	–	–	–	–	–	19	4	223	**250**
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	–	5	–	–	–	–	–	14	818	**837**
Micro-informatique et téléphones	–	–	–	–	–	–	–	42	89	**131**
Produits d'entretien ménager	2	10	6	–	–	2	7		2 749	**2 776**
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	–	–	–	–	–	–	–	1	419	**420**
Revêtements sols et murs	–	–	–	–	–	–	–	–	10	**10**
Quincaillerie, bricolage, peinture	–	1	–	–	–	–	–	1	253	**255**
Plantes, fleurs et graines	1	–	5	–	–	–	27		29	**63**
Parfumerie et produits d'hygiène	–	1	7	–	–	6	154	6	3 101	**3 274**
Livres, journaux, papeterie	222	–	–	–	1	18	3	564	490	**1 298**
Optique, photographie	–	–	–	–	–	–	–	1	49	**50**
Vente et réparation de cycles	–	–	–	–	–	–	–	–	17	**17**
Sports et loisirs	–	–	–	–	–	–	–	3	31	**34**
Horlogerie, bijouterie	–	–	–	–	–	–	–	2	44	**45**
Jeux et jouets	–	–	–	–	–	–	–	24	140	**163**
Autres produits non alimentaires	12	3	1	–	–	2	162	155	446	**781**
Charbons et combustibles	35	1	–	–	1	41	2	1	264	**346**
Réparation d'articles domestiques	–	–	–	–	–	–	–	–	1	**1**
Total autres produits non alimentaires	**275**	**21**	**19**	**–**	**2**	**69**	**374**	**817**	**9 237**	**10 815**
Total non alimentaire	**277**	**25**	**19**	**–**	**2**	**70**	**431**	**821**	**10 778**	**12 422**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-7A (suite et fin)

Ventes au détail par produit : commerce de détail en magasin spécialisé ou de petite surface et activités artisanales (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Détail alimentaire spécialisé et activités artisanales								Petites surfaces d'alimentation générale et surgelés	Total détail alimentaire en maga. spécialisé ou petite surface et artisanat
	Boulangeries, pâtisseries	Boucheries,charcuteries	Fruits et légumes	Poissonnerie	Produits laitiers	Boissons	Divers alimentaires spécialisés	Tabac		
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	7	7
Total automobile	–	–	–	–	–	–	–	–	7	7
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	60 362	51 940	9 635	5 653	2 794	10 326	6 733	26 316	92 049	265 807
Passage des commissions aux ventes	– 833	–	–	–	– 1	– 2 378	– 41	– 20 294	– 2 447	– 25 994
Activités hors commerce de détail	3 507	1 261	107	496	57	687	741	125	1 484	8 464
Chiffre d'affaires des secteurs	63 035	53 200	9 742	6 150	2 850	8 635	7 432	6 147	91 086	248 278

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-7B

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation)

Unité : Million de francs

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		**Total ventes au détail commerce aliment. générale**
	Ensemble des hyper-marchés	Ensemble des super-marchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des supérettes libre-services et magasins traditionnels	
Pain, pâtisserie	7 437	7 154	343	59	3 067	**18 061**
Fruits et légumes	26 722	24 381	794	2 217	8 092	**62 206**
Viandes et produits dérivés	64 556	64 211	1 933	2 938	9 966	**143 605**
Poissons, crustacés, coquillages	23 715	15 720	569	3 390	2 824	**46 218**
Produits laitiers, œufs	59 709	38 156	1 322	2 554	8 924	**110 665**
Total produits alimentaires frais	**182 139**	**149 623**	**4 961**	**11 159**	**32 873**	**380 754**
Chocolaterie, confiserie	13 017	11 819	378	4	1 837	**27 054**
Vins, liqueurs et apéritifs	32 570	25 496	800	110	6 800	**65 776**
Autres boissons	17 226	13 484	423	117	3 593	**34 843**
Épicerie, produits alimentaires divers	47 270	39 935	1 240	337	17 577	**106 358**
Total autres produits alimentaires	**110 082**	**90 733**	**2 841**	**568**	**29 807**	**234 032**
Tabac et cigarettes	–	52	–	–	6 858	**6 909**
Total alimentaire	**292 222**	**240 407**	**7 802**	**11 727**	**69 538**	**621 696**
Pneumatiques	121	9		–	3	**133**
Pièces détachées et équipements automobiles	2 362	251	5	–	54	**2 672**
Vente et réparation de motocycles	–	–	–	–	–	**–**
Carburants et lubrifiants	48 282	55 878	157	–	690	**105 007**
Total produits liés à l'automobile	**50 765**	**56 138**	**163**	**–**	**747**	**107 812**
Produits pharmaceutiques	3 080	2 154	137	–	95	**5 466**
Matériels médicaux et orthopédiques	–	–	–	–	–	**–**
Total pharmacie	**3 080**	**2 154**	**137**	**–**	**95**	**5 466**
						–
Habillement	20 113	6 440	1 547	–	589	**28 689**
Chaussures	3 206	967	156	–	81	**4 410**
Maroquinerie, articles de voyage	1 157	460	155	–	29	**1 800**
Total équipement de la personne	**24 475**	**7 867**	**1 858**	**–**	**699**	**34 899**
Meubles, literie	2 663	248	5	–	63	**2 978**
Equipement du foyer (éclairage, vaisselle,...)	6 543	3 003	151	12	211	**9 920**
Électroménager, produits bruns, CD, cassettes	35 495	4 325	347	1	817	**40 985**
Micro-informatique et téléphones	4 083	346	11	–	89	**4 529**
Produits d'entretien ménager	14 585	6 970	343	128	2 621	**24 647**
Textiles d'ameublement et linge pour la maison	6 619	1 326	125	–	419	**8 488**
Revêtements sols et murs	–	1	–	–	10	**11**
Quincaillerie, bricolage, peinture	5 340	2 445	126	–	253	**8 163**
Plantes, fleurs et graines	93	102	1	–	29	**226**
Parfumerie et produits d'hygiène	26 487	18 574	1 174	–	3 101	**49 336**
Livres, journaux, papeterie	2 864	838	91	–	490	**4 283**
Optique, photographie	1 809	259	15	–	49	**2 132**
Vente et réparation de cycles	875	194	20	–	17	**1 105**
Sports et loisirs	784	139	112	–	31	**1 066**
Horlogerie, bijouterie	1 323	291	6	–	44	**1 664**
Jeux et jouets	4 877	1 257	125	2	138	**6 399**
Autres produits non alimentaires	10 302	2 915	94	–	446	**13 757**
Charbons et combustibles	120	1 875	18	–	264	**2 276**
Réparation d'articles domestiques	29	5	4	–	1	**40**
Total autres produits non alimentaires	**124 890**	**45 112**	**2 768**	**143**	**9 094**	**182 007**
Total non alimentaire	**203 210**	**111 271**	**4 925**	**143**	**10 635**	**330 184**

TABLEAU M.01-7B (suite et fin)

Ventes au détail par produit : établissements du commerce de l'alimentation générale (1)

Année 1999

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité* : Million de francs

Produits distribués	Grandes surfaces d'alimentation générale			Petites surfaces d'alimentation générale et produits surgelés		**Total ventes au détail commerce aliment. générale**
	Ensemble des hyper-marchés	Ensemble des super-marchés	Ensemble des magasins populaires	Commerce de détail de produits surgelés	Ensemble des supé-rettes libre-services et magasins traditionnels	
Voitures particulières d'occasion	–	–	–	–	–	–
Voitures particulières neuves	–	–	–	–	–	–
Caravanes, remorques	–	–	–	–	–	–
Entretien et réparation automobile	262	63	1	–	7	**333**
Total automobile	**262**	**63**	1	–	**7**	**333**
Total alimentaire, non alimentaire et automobile	**495 694**	**351 742**	**12 728**	**11 870**	**80 179**	**952 213**
Passage des commissions aux ventes	– 54	– 149	– 4	–	– 2 447	**– 2 654**
Activités hors commerce de détail	42 989	20 548	488	217	1 267	**65 508**
Chiffre d'affaires des secteurs	**538 629**	**372 140**	**13 212**	**12 087**	**78 999**	**1 015 067**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque critère.

TABLEAU M.01-8

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1997

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc. Total	Effectif salarié au 31 déc. *dont :* temps partiel (1)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%) (2)	Investissements totaux (en millions de francs)
COMMERCE DE GROS (HORS INTERMÉDIAIRES)		**101 014**	**940 899**	**887 538**	**82 809**	**2 408 613,8**	**299 751,8**	**21,6**	**24 429,7**
Produits agricoles bruts		**7 824**	**58 667**	**52 584**	**7 348**	**307 704,1**	**18 355,9**	**12,1**	**3 335,7**
Céréales, aliments pour le bétail	512A	2 894	38 147	35 175	4 006	207 313,4	12 972,1	13,8	2 688,6
Fleurs et plantes	512C	890	4 603	4 301	758	6 659,9	1 098,9	27,3	71,5
Animaux vivants	512E	3 634	14 223	11 695	2 342	86 638,2	3 973,6	7,8	509,0
Cuirs et peaux	512G	335	1 367	1 073	106	5 085,1	383,4	13,0	20,0
Tabac non manufacturé	512J	71	327	340	136	2 007,5	– 72,2	– 3,7	46,5
Produits alimentaires frais		**7 640**	**89 119**	**76 475**	**9 850**	**253 181,3**	**20 844,2**	**16,4**	**1 811,8**
Fruits et légumes	513A	3 727	49 259	38 197	5 853	88 244,2	9 907,3	20,8	859,0
Viandes de boucherie	513C	733	7 310	7 270	820	29 056,4	2 285,6	14,2	169,2
Produits à base de viande	513D	502	4 495	4 253	348	8 865,8	1 083,2	24,8	90,7
Volailles et gibiers	513E	534	3 062	2 920	392	14 901,6	845,7	11,7	54,9
Produits laitiers, œufs, huiles	513G	1 122	16 380	15 347	1 379	90 719,0	4 303,7	11,5	423,0
Poissons, crustacés, mollusques	513S	1 022	8 613	8 488	1 058	21 394,3	2 418,6	18,8	215,0
Autres produits alimentaires		**9 648**	**103 415**	**98 843**	**10 570**	**342 663,1**	**34 998,8**	**19,4**	**3 031,0**
Boissons	513J	4 469	41 807	38 664	3 665	109 582,4	16 565,6	27,9	1 494,0
Commerce de gros de tabac	513L	12	79	72	5	284,7	58,6	25,7	1,8
Sucre, chocolat, confiserie	513N	327	4 404	4 398	386	25 067,7	1 697,2	15,7	26,7
Café, thé, cacao, épices	513Q	416	2 590	2 400	470	11 524,0	819,2	17,6	82,2
Alimentaire spécialisé divers	513T	3 071	18 284	18 283	3 243	55 160,4	4 947,1	23,8	380,6
Produits surgelés	513V	501	9 559	9 511	493	28 797,8	2 652,8	18,8	233,0
Alimentaires non spécialisés	513W	852	26 692	25 515	2 308	112 246,1	8 258,4	10,1	812,6
Autres biens de consommation non alimentaire		**25 055**	**165 425**	**153 296**	**19 222**	**318 305,9**	**53 126,6**	**31,6**	**2 825,0**
Textiles	514A	2 022	10 458	10 492	1 670	21 040,1	3 341,0	27,6	119,9
Habillement	514C	4 852	32 175	29 501	4 831	58 528,8	9 648,6	30,7	593,2
Chaussures	514D	507	3 375	3 198	331	9 155,1	1 130,7	23,3	65,6
Appareils électroménagers, radio-télévision	514F	1 614	15 581	14 995	1 103	51 299,6	5 567,8	21,4	246,3
Vaisselle et verrerie de ménage	514H	377	4 110	3 802	428	6 121,0	1 097,7	32,3	66,9
Aménagement de l'habitat	514J	1 126	10 406	10 065	735	13 635,5	3 029,9	40,0	160,8
Parfumerie, produits de beauté	514L	1 531	10 100	10 094	1 282	25 172,0	5 052,2	47,2	273,0
Papeterie	514Q	1 423	14 836	12 994	1 358	18 633,0	3 903,6	36,5	184,5
Jouets	514R	431	5 356	4 711	704	12 326,7	1 965,8	37,2	67,4
Autres biens de consommation	514S	11 172	59 028	53 444	6 780	102 394,1	18 389,4	32,1	1 047,3
Produits pharmaceutiques	**514N**	**2 635**	**37 724**	**37 785**	**5 086**	**138 549,3**	**14 195,5**	**15,9**	**1 446,9**
Combustibles	**515A**	**600**	**14 505**	**13 548**	**805**	**132 647,2**	**6 218,7**	**13,1**	**1 235,7**
Aménagement de l'habitat		**9 887**	**124 354**	**122 208**	**8 229**	**193 949,3**	**35 206,6**	**28,1**	**3 270,1**
Bois et produits dérivés	515E	2 015	15 446	14 682	1 119	28 646,0	4 309,2	24,4	373,7
Matériaux de construction, appareils sanitaires	515F	5 352	66 742	65 894	4 814	102 877,6	18 410,6	28,1	2 154,3
Quincaillerie	515H	1 555	24 170	23 931	1 355	34 008,5	6 822,0	31,0	431,1
Fournitures de plomberie, chauffage	515J	965	17 996	17 701	941	28 417,2	5 664,8	28,2	311,1
Autres produits intermédiaires		**4 743**	**62 719**	**60 220**	**3 526**	**218 433,5**	**25 390,8**	**20,2**	**1 952,4**
Minerais et métaux	515C	959	21 332	20 578	733	66 910,1	7 387,5	20,2	866,0
Produits chimiques	515L	2 295	28 607	27 407	2 003	109 432,2	13 043,6	19,9	778,9
Autres produits intermédiaires	515N	1 489	12 780	12 235	790	42 091,2	4 959,7	20,6	307,5

N.B- Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-8 (suite et fin)

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1997

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc. Total	Effectif salarié au 31 déc. *dont* : temps partiel (1)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%) (2)	Investissements totaux (en millions de francs)
Autres équipements industriels		**22 946**	**209 285**	**199 959**	**12 700**	**345 261,1**	**67 119,1**	**28,0**	**4 006,1**
Machines outils	516A	882	7 521	5 938	362	11 494,0	2 464,3	31,0	80,2
Équipements pour la construction	516C	1 693	13 506	12 590	772	24 348,2	4 272,6	25,3	380,1
Machines pour l'industrie textile et l'habillement	516E	144	1 093	1 057	120	1 671,1	342,7	28,7	13,9
Marériel électrique et électronique	516J	4 367	50 473	49 046	2 705	109 293,8	18 150,6	24,6	1 522,8
Fournitures, équipements industriels divers	516K	8 852	81 055	78 895	4 706	115 372,3	26 655,3	33,3	1 347,2
Fournitures, équipements du tertiaire	516L	3 701	22 273	20 251	2 124	24 033,6	5 964,8	37,9	244,7
Matériel agricole	516N	3 307	33 364	32 182	1 911	59 048,1	9 268,6	20,5	417,2
Machines de bureau, matériel informatique	**516G**	**7 706**	**70 755**	**69 759**	**5 033**	**148 810,0**	**23 521,3**	**19,3**	**1 455,9**
Autres commerces de gros	**517Z**	**2 330**	**4 931**	**2 861**	**440**	**9 109,1**	**774,3**	**16,5**	**59,1**
INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE		**29 125**	**85 154**	**70 455**	**9 051**	**335 112,7**	**42 570,2**	**13,1**	**1 718,4**
Centrales d'achats		**960**	**18 615**	**17 519**	**1 070**	**238 173,6**	**18 210,7**	**4,1**	**548,9**
Produits alimentaires	511P	262	8 732	8 141	337	143 034,6	5 573,0	3,7	405,1
Produits non alimentaires	511U	698	9 883	9 378	733	95 139,0	12 637,7	4,9	143,8
Autres intermédiaires		**28 165**	**66 539**	**52 936**	**7 981**	**96 939,1**	**24 359,5**	**57,7**	**1 169,6**
Produits agricoles bruts	511A	595	1 623	1 609	492	4 686,0	723,2	75,6	21,8
Combustibles, métaux, minéraux, chimie	511C	461	3 734	3 321	208	7 087,5	1 873,5	45,1	444,1
Bois, matériaux de construction	511E	1 643	4 133	3 445	382	2 534,7	1 192,7	68,7	36,8
Équipement industriel, navire, avion	511G	1 900	7 864	7 195	581	9 964,2	4 614,8	66,4	164,5
Meuble, article ménager, quincaillerie	511J	1 010	1 748	1 778	319	1 200,8	629,8	63,7	19,0
Textile, habillement, chaussures, cuir	511L	2 212	4 676	4 812	839	4 033,3	1 598,5	63,3	49,5
Produits alimentaires non périssables	511N	3 048	8 322	7 433	1 914	13 093,0	2 888,7	44,0	75,6
Autres spécialisés	511R	11 543	23 357	16 078	2 002	40 414,3	7 250,8	58,7	255,4
Non spécialisés	511T	5 753	11 082	7 265	1 244	13 925,2	3 587,5	60,3	102,9

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(2) Taux de marque = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

TABLEAU M.01-9

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1998

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc. Total	Effectif salarié au 31 déc. *dont :* temps partiel (1)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
COMMERCE DE DÉTAIL		**369 654**	**1 689 676**	**1 555 357**	**556 870**	**1 799 126,1**	**366 152,2**	**42,6**	**41 636,5**
Produits surgelés									
Produits surgelés	521A	**234**	**11 570**	**11 797**	**1 521**	**10 670,8**	**2 626,3**	**40,2**	**275,6**
Alimentation générale de petites surfaces et supérettes		**17 915**	**42 758**	**31 359**	**11 616**	**40 627,5**	**7 007,1**	**24,4**	**540,7**
Alimentation générale	521B	14 884	24 968	13 360	4 975	18 889,6	3 681,7	27,8	237,9
Supérettes	521C	3 031	17 790	17 999	6 641	21 737,9	3 325,4	21,5	302,8
Grande surface alimentaire		**4 858**	**426 932**	**468 030**	**163 857**	**793 431,8**	**99 223,6**	**16,6**	**20 179,5**
Supermarchés	521D	4 217	164 393	185 928	69 203	307 454,4	35 432,0	15,8	8 467,5
Magasins populaires	521E	53	15 858	17 263	3 159	23 633,0	3 170,5	20,8	257,8
Hypermarchés	521F	588	246 681	264 839	91 495	462 344,4	60 621,1	17,0	11 454,2
Non spécialisé et non alimentaire		**853**	**33 189**	**28 895**	**10 561**	**29 296,3**	**6 199,4**	**38,0**	**989,9**
Grands magasins	521H	22	27 585	23 431	9 314	22 962,8	5 007,1	39,1	849,6
Autres commerces non spécialisés	521J	831	5 604	5 464	1 247	6 333,5	1 192,3	34,2	140,3
Alimentaire spécialisé hors tabac		**38 030**	**98 489**	**75 075**	**26 112**	**69 718,1**	**18 123,2**	**34,5**	**1 105,1**
Fruits et légumes	522A	4 883	13 151	10 400	3 943	10 184,2	2 177,0	29,6	114,6
Viande, produits à base de viande	522C	18 566	52 933	40 502	13 694	36 095,8	10 080,0	36,4	690,0
Poissons, crustacés, mollusques	522E	2 708	7 067	5 754	2 000	5 309,3	1 318,4	32,6	72,9
Pain, pâtisserie, confiserie	522G	2 987	5 807	4 242	1 861	2 495,8	857,1	44,1	40,2
Boissons	522J	3 444	7 832	5 850	1 521	7 262,4	1 617,9	31,3	95,9
Produits laitiers	522N	1 287	2 561	1 807	671	1 970,8	459,3	31,5	17,4
Alimentaires spécialisés divers	522P	4 155	9 138	6 520	2 422	6 399,8	1 613,5	33,9	74,1
Tabac (sauf café-tabac)	522L	**6 875**	**12 986**	**6 097**	**3 362**	**7 474,1**	**2 908,8**	**47,8**	**205,5**
Pharmacies et articles médicaux		**23 337**	**112 671**	**110 941**	**60 946**	**144 400,5**	**38 461,5**	**30,8**	**1 294,7**
Produits pharmaceutiques	523A	22 424	109 075	107 570	60 008	141 690,2	37 539,3	30,6	1 214,0
Articles médicaux et orthopédiques	523C	913	3 596	3 371	938	2 710,3	922,2	42,1	80,7
Habillement et articles en cuir		**43 122**	**163 921**	**153 547**	**59 905**	**132 784,7**	**33 141,9**	**41,7**	**4 273,1**
Habillement	524C	35 337	129 607	123 106	48 758	102 238,4	26 104,8	42,9	3 116,3
Chaussure	524E	5 796	28 469	25 534	9 447	25 675,6	5 523,7	36,1	1 037,5
Maroquinerie et articles de voyage	524F	1 989	5 845	4 907	1 700	4 870,7	1 513,4	46,1	119,3
Équipement du foyer		**20 528**	**116 711**	**114 915**	**25 578**	**122 470,8**	**26 848,1**	**35,4**	**3 569,4**
Meubles	524H	6 611	51 596	53 769	10 774	56 621,9	13 002,2	38,1	2 395,9
Équipement du foyer	524J	5 685	15 273	12 435	3 363	11 148,8	3 038,2	44,6	251,8
Électroménager, radio-télévision	524L	8 232	49 842	48 711	11 441	54 700,1	10 807,7	30,6	921,7
Aménagement de l'habitat		**26 882**	**118 377**	**107 742**	**28 423**	**97 495,7**	**25 132,2**	**37,4**	**1 662,9**
Textiles	524A	4 987	11 698	8 922	3 099	6 595,2	1 929,0	42,8	64,1
Quincaillerie	524N	6 522	17 641	14 042	3 522	12 427,8	3 071,2	37,8	138,6
Bricolage	524P	1 798	49 400	52 050	10 689	53 722,1	12 680,5	33,7	1 061,7
Revêtements de sol et murs	524U	879	4 381	3 989	740	3 849,3	1 194,2	50,2	93,2
Fleurs, plantes	524X	12 696	35 257	28 739	10 373	20 901,3	6 257,3	42,5	305,3
Hygiène, culture, loisirs, sports		**32 030**	**119 780**	**112 883**	**39 341**	**98 762,6**	**27 067,3**	**39,8**	**2 108,0**
Parfumerie, produits de beauté	523E	3 705	18 191	18 659	6 414	17 217,8	4 148,4	34,4	341,9
Livres, journaux, papeterie	524R	14 397	40 076	30 817	10 992	28 331,7	6 184,5	39,5	485,5
Optique, photographie	524T	5 748	22 614	22 562	6 040	16 913,0	6 504,7	55,5	365,2
Articles de sport et de loisir	524W	8 180	38 899	40 845	15 895	36 300,1	8 229,7	35,4	915,4
Autres commerces spécialisés non alimentaires		**37 358**	**95 665**	**76 073**	**22 394**	**91 673,8**	**20 328,2**	**33,6**	**1 286,0**
Horlogerie, bijouterie	524V	5 310	16 862	15 171	4 197	13 679,3	4 251,8	45,8	248,1
Charbons et combustibles	524Y	2 255	11 162	10 235	1 837	24 676,5	4 491,0	23,3	191,9
Autres spécialisés	524Z	17 724	48 077	40 975	13 027	42 083,2	8 394,4	31,8	624,3
Biens d'occasion	525Z	12 069	19 564	9 692	3 333	11 234,8	3 191,0	47,7	221,7

N.B— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-9 (suite et fin)

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1998

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc. Total	Effectif salarié au 31 déc. *dont :* temps partiel (1)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
Vente par correspondance		**1 177**	**24 438**	**23 377**	**5 004**	**45 541,2**	**5 814,5**	**45,0**	**303,2**
Sur catalogue général	526A	128	13 003	12 198	3 324	24 737,9	2 875,0	39,2	94,8
Sur catalogue spécialisé	526B	1 049	11 435	11 179	1 680	20 803,3	2 939,5	51,5	208,4
Commerces de détail hors magasin		**52 432**	**88 220**	**47 419**	**20 593**	**39 236,3**	**12 955,4**	**46,0**	**888,5**
Alimentaire sur marchés	526D	18 813	29 624	14 928	7 322	15 889,8	4 610,7	36,2	323,0
Non alimentaire sur marchés	526E	29 065	34 482	7 062	3 734	10 115,4	3 268,9	44,5	161,4
Vente à domicile	526G	2 857	16 337	18 340	8 743	7 410,3	2 936,1	60,9	73,2
Vente par automate	526H	1 697	7 777	7 089	794	5 820,8	2 139,7	57,4	330,9
Réparation domestique		**14 966**	**30 837**	**19 556**	**3 993**	**9 124,4**	**5 121,7**	**74,2**	**188,4**
Chaussures	527A	3 723	4 840	1 627	376	928,1	589,7	86,2	19,3
Matériel électronique grand public	527C	3 664	8 036	5 349	766	2 688,5	1 401,2	69,3	52,9
Appareils électriques domestiques	527D	2 459	8 090	6 704	1 185	2 771,6	1 483,5	65,6	38,1
Montres, horloges, bijoux	527F	767	1 553	917	146	448,2	283,9	81,0	8,0
Autres articles domestiques	527H	4 353	8 318	4 959	1 520	2 288,0	1 363,4	81,9	70,1
Charcuteries artisanales	151F	**9 358**	**32 132**	**26 793**	**10 672**	**14 956,0**	**5 708,5**	**53,0**	**458,2**
Boulangeries, pâtisseries		**39 699**	**161 000**	**140 858**	**62 992**	**51 461,5**	**29 484,5**	**86,5**	**2 307,8**
Cuisson de produits de boulangerie	158B	2 471	9 020	8 075	3 365	3 253,8	1 448,0	77,7	102,6
Boulangeries, boulangeries-pâtisseries	158C	31 806	128 843	112 757	50 370	41 376,2	24 262,2	87,7	2 010,0
Pâtisserie	158D	5 422	23 137	20 026	9 257	6 831,5	3 774,3	82,5	195,2

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

TABLEAU M.01-10

Commerce et réparation de l'automobile

Année 1998

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc. Total	Effectif salarié au 31 déc. *dont :* temps partiel (1)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements totaux (en millions de francs)
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE		**70 322**	**425 914**	**396 101**	**63 374**	**700 257,7**	**103 715,5**	**29,1**	**7 982,5**
Commerce de véhicules automobiles	501Z	22 850	213 995	206 811	26 266	522 115,5	58 132,6	14,7	5 184,1
Entretien et réparation de véhicules automobiles	502Z	30 852	106 183	87 310	21 500	55 423,8	20 263,8	51,5	1 126,3
Commerce de gros, équipements automobiles	503A	2 257	37 392	36 915	2 114	53 008,3	11 116,6	29,9	768,8
Commerce de détail, équipements automobiles	503B	4 112	28 109	26 608	3 131	21 420,9	6 279,7	39,2	431,0
Commerce et réparation de motocycles	504Z	4 020	13 790	11 891	3 427	21 306,7	2 984,1	21,9	235,4
Commerce de détail de carburants	505Z	6 231	26 445	26 566	6 936	26 982,5	4 938,7	25,1	236,9

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

Chapitre M.02

Services aux entreprises

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises.
2. Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises.
3. Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE.
4. Indicateurs des entreprises de services aux entreprises.
5. Investissements des secteurs du crédit-bail.
6. Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients.
7. Crédit-bail mobilier selon la nature d'investissement.
8. Crédit-bail immobilier selon la nature d'investissement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Services » et « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Après une excellente année 1998 (+ 6,2 %), les services aux entreprises accélèrent le rythme : leur production augmente en volume de 7,6 % en 1999. Les progressions les plus fortes concernent les services informatiques (+ 13,5 %), les télécommunications (+ 11,0 %), la location sans opérateur (+ 10,6 %) et la sélection et fourniture de personnel (+ 9,9 %).

L'année 1999 est fructueuse pour les activités de conseils et assistance. Leur progression de 6,9 % de la production en volume est la meilleure depuis 10 ans.

Les services informatiques augmentent de 13,5 % et, comme les années précédentes, ce sont plus particulièrement les services de conseils en systèmes informatiques (+ 13,8 %) et la réalisation de logiciels (+ 17,7 %) qui dynamisent ce marché.

Les postes et télécommunications continuent de progresser très fortement (+ 8,6 % en 1998 et + 8,9 % en 1999). Les télécommunications (+ 11,0 %) contribuent largement à cette forte augmentation. L'année 1999 est aussi celle de l'expansion de la téléphonie mobile, d'internet et des activités internationales. En effet, le nombre de clients de la téléphonie mobile augmente de 84 % au cours de l'année.

Les services opérationnels atteignent en 1999 une année record, leur production augmentant de + 8,9 %. Pourtant le travail temporaire, jusque là principal moteur de ces activités, ralentit sa croissance : + 9,9 % en 1999, après + 19,4 % en 1998. En fin d'année, la reprise est dynamique (+ 20 % du volume de travail par rapport au premier semestre). Mais la plus importante contribution à cette croissance des services opérationnels provient des services de location sans opérateur (+ 10,6 %) dont, en particulier, la location de véhicules (+ 13,9 %). La production des services d'enlèvement et traitement des ordures ménagères augmente de 8,9 %.

Les services d'ingénierie et études techniques et les services d'architecture profitent également de la croissance du bâtiment avec des progressions de + 5, 0 % et + 6,1 %. Les services de contrôle et d'analyse technique sont en net recul (- 2,9 %).

Pour la troisième année consécutive, les services professionnels accélèrent leur croissance, atteignant ainsi en 1999 + 4,1 % en volume. La baisse des droits de mutation et un marché de l'immobilier au beau fixe permettent aux activités juridiques, qui incluent les notaires, de progresser de + 4,1 %. Le secteur des services comptables enregistre la plus faible hausse de production (+ 1,5 %). Le conseil pour les affaires et la gestion (+ 6,7 %) bénéficie de la multiplication des fusions et des restructurations.

Enfin, les services de publicité et études de marché affichent également une croissance soutenue de leur production (+ 5,4 %). Les études de marché et sondages profitent pour la deuxième année consécutive de la reprise (+ 8 %). La gestion de supports de publicité progresse de 3,7 %. Si on intègre la production de certains supports de publicité tels que la presse, la télévision et la radio, la production augmente de 5,9 %. Quant aux agences et au conseil en publicité, cette euphorie les a également touchés (+ 5,4 %).

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

L'ensemble des services recensés par l'enquête annuelle d'entreprise de 1997 compte environ 586 000 entreprises.

Exhaustive pour les entreprises de 30 salariés ou plus (sauf location immobilière : 50 salariés, travail temporaire : 200 salariés, nettoyage : 100 salariés) ou réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 30 MF (sauf promotion et gestion immobilières, administration d'entreprises, location sans opérateur, agences de voyages : 50 MF, location immobilière : 100 MF), l'enquête est effectuée par sondage pour les petites unités des services aux entreprises. Le taux de sondage varie de 1/40 à 1 en fonction de la taille et du secteur d'activité.

L'enquête annuelle « crédit-bail » (NAF-CPF)

La loi du 2 juillet 1966 officialise l'existence du crédit-bail et codifie l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 adapte cette réglementation au crédit-bail immobilier et crée le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits,...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ».

Enfin, la loi du 15 juillet 1980 crée les « sociétés pour le financement de l'énergie et économies d'énergie » (SOFERGIE) par voie crédit-bail notamment. Ces sociétés sont autorisées également à financer les investissements des collectivités locales.

3. DÉFINITIONS

Services aux entreprises (NAF)

Les services marchands présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent aux services aux entreprises (postes et télécommunications, services de conseils et d'assistance, services opérationnels et recherche et développement).

Postes et télécommunications (NAF 64)

Ces services comprennent les activités postales exercées par « La Poste » et les activités liées aux télécommunications (transmissions et entretien des réseaux).

Conseils et assistance (NAF 72, 74.1-4)

Les opérations figurant dans cette rubrique regroupent :

- Les activités informatiques exécutées pour le compte de tiers (NAF 72).
- Les services professionnels (activités juridiques, comptables et conseil pour la gestion) [NAF 74.1 sauf 1E].
- Les administrations d'entreprises (activités de direction, de tutelle et de représentation liées à la possession ou au contrôle du capital social, holding (NAF 74.1J).
- La publicité (gestion des espaces publicitaires, conception et réalisation de campagnes publicitaires, promotion des ventes, publicité directe par mailing, téléphone, etc.) [NAF 74.4], et les études de marché (NAF 74.1E).
- Les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle (NAF 74.2E).

Services opérationnels (NAF 71, NAF 74.5-8, NAF 90)

Ces services comprennent :

- La location sans opérateur (NAF 71).

Elle est limitée à la mise à disposition du preneur, contre rémunération, d'un bien défini. Il n'y a location que sur des biens acquis dans l'intention de les louer. Les activités de location portent sur des biens meubles : machines, équipements, biens personnels et domestiques.

- La sélection et la fourniture de personnel (NAF 74.5) y compris le travail temporaire.

Elle comprend la recherche et la sélection de personnel (descriptions de postes, rédaction de curriculum vitae, etc.) et la fourniture, à des tiers, de personnel recruté et rémunéré par l'agence de travail temporaire.

- La sécurité, le nettoyage et les services divers aux entreprises (NAF 74.6-8).

Ils correspondent aux services de surveillance, aux activités de nettoyage, de photographie et divers services aux entreprises (traduction, etc.).

- Les opérations d'assainissement (NAF 90).

Recherche et développement (NAF 73)

Ces services comprennent les activités de recherche scientifique et technique, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou de développement expérimental.

Crédit-bail (NAF 65.2A) (CPF 65.21)

Cette classe comprend notamment :

- L'activité des organismes spécialisés dans le crédit-bail mobilier et immobilier; ils constituent une partie des « sociétés financières » au sens du Comité des établissements de crédits, dont :

— Sociétés de financement des télécommunications

— Sociétés de financement des économies d'énergie (Sofergie)

— Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI)

- L'activité des organismes spécialisés dans la location avec option d'achat.

Le crédit bail est une opération financière impliquant généralement pour l'usager, les risques liés au choix de la chose louée, un engagement de durée de bail et une option d'achat en fin de bail.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

— INSEE.

Publications :

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1997, *INSEE-Résultats*, nos 156-158, décembre 1998.

« Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », *INSEE-Résultats*, n° 97 (Économie générale, septembre 1990).

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE.

Enquête annuelle « Crédit-bail » (annuel), INSEE.

« Les entreprises de services en 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 144-145-146-147, janvier 1999;

« Les entreprises de services en 1997 », *INSEE-Résultats,* tome 1, les services aux entreprises , nos 160-161, juillet 1999;

« Les comptes des services en 1997 », *INSEE-Résultats,* nos 176-177-178, mars 1999.

« Les services en 1998, comptes et indicateurs » *INSEE-Résultats,* n°183-184-185, avril 2000.

« L'innovation technologique dans les services aux entreprises », *INSEE-Première*, n° 635, mars 1999.

« Les services marchands en 1999 », *INSEE-Première* n° 725, juillet 2000.

« La France des services », édition 1999, INSEE.

« Les services en 1998, rapport sur les comptes », *Synthèses*, n° 33, avril 2000.

*
* *

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
SERVICES AUX ENTREPRISES		**1 891 059**	**1 960 975**	**2 138 110**	**2 285 938**	**2 554 936**
Postes et télécommunications	**64**	**20 439**	**23 208**	**29 582**	**38 273**	**46 822**
Activités de poste et de courrier	64.1	4 853	5 281	5 693	**5 994**	6 211
Poste nationale		20	26	28	25	37
Autres activités de courrier		4 833	5 255	5 665	5 969	6 174
Télécommunications	64.2	15 586	17 927	23 889	32 279	40 611
Télécommunications nationales		3 150	2 951	3 438	3 329	3 429
Autres activités de télécommunication		12 436	14 976	20 451	28 950	37 182
Conseils et assistance	**72,74.1 à 4**	**885 807**	**914 945**	**962 114**	**1 045 209**	**1 108 329**
Activités informatiques	72	158 205	169 688	192 043	229 982	254 951
Conseil en systèmes informatiques		48 110	52 051	62 422	87 102	96 024
Réalisation de logiciels		50 274	56 574	65 559	79 677	94 545
Traitement de données		40 994	41 114	42 260	43 130	43 143
Activités de banque de données		4 508	5 203	5 641	6 035	6 989
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique		14 319	14 746	16 161	14 038	14 250
Services professionnels	74.1A,C,G	282 587	288 000	297 450	306 066	321 310
Activités juridiques		100 029	100 249	101 465	102 597	103 752
Activités comptables		105 726	106 379	107 323	108 530	111 002
Conseil pour les affaires et la gestion		76 832	81 372	88 662	94 939	106 556
Administration d'entreprises	74.1J	117 698	122 834	122 307	143 287	151 444
Publicité et études de marché	74.4,74.1E	128 508	132 126	139 605	141 858	144 040
Études de marché et sondages		19 975	21 456	22 292	21 691	22 011
Gestion de supports de publicité		46 866	48 017	49 244	50 560	49 504
Agences, conseil en publicité		61 667	62 653	68 069	69 607	72 525
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2,3	198 809	202 297	210 709	224 016	236 584
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		37 229	36 218	36 869	38 740	40 191
Activités d'architecture		25 045	24 508	24 984	26 661	27 816
Métreurs, géomètres		12 184	11 710	11 885	12 079	12 375
Ingénierie et études techniques		131 982	134 645	140 885	147 022	157 234
Contrôle et analyse technique		29 598	31 434	32 955	38 254	39 159
Contrôle technique automobile		9 552	9 259	8 946	10 002	9 676
Analyse, essais et inspection technique		20 046	22 175	24 009	28 252	29 483
Services opérationnels	**71, 74.5 à 8,90**	**946 032**	**984 148**	**1 104 871**	**1 161 201**	**1 356 787**
Location sans opérateur	71	50 502	51 771	54 101	58 743	62 257
Location de véhicules automobiles		11 795	12 534	12 613	13 643	14 407
Location d'autres matériels de transport		3 626	3 938	3 929	4 223	4 568
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique		18 033	17 960	18 417	18 886	20 037
Location de machines de bureau et matériel informatique		1 887	1 975	1 738	1 814	1 864
Location de biens personnels et domestiques		15 161	15 364	17 404	20 177	21 381
Sélection et fourniture de personnel	74.5	314 856	335 287	429 971	460 926	603 935
Sélection et mise à disposition de personnel		25 601	26 767	29 902	31 963	33 260
Travail temporaire		289 255	308 520	400 069	428 963	570 675
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	543 435	558 091	579 457	596 847	643 877
Enquêtes et sécurité		80 916	86 752	94 231	100 528	112 593
Activités de nettoyage		271 073	281 520	295 672	304 536	335 542
Activités photographiques		17 779	17 727	18 165	17 658	17 394
Studios et autres activités photographiques		7 338	7 445	7 340	7 286	7 183
Laboratoires de développement et de tirage		10 441	10 282	10 825	10 372	10 211
Services divers aux entreprises, hors activités photo		173 667	172 092	171 389	174 125	178 348
Services de conditionnement à façon		11 719	13 018	14 367	16 435	17 785
Secrétariat et traduction		16 739	15 931	16 022	16 300	16 198
Routage		15 427	15 716	15 796	15 629	15 713
Organisation de foires et de salons		7 470	7 767	8 114	9 281	10 231
Services annexes à la production		122 312	119 660	117 090	116 480	118 421
Assainissement	90	37 239	38 999	41 342	44 685	46 718
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		27 182	27 844	28 827	30 638	32 284
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		10 057	11 155	12 515	14 047	14 434
Recherche et développement	**73**	**38 781**	**38 674**	**41 543**	**41 255**	**42 998**

TABLEAU M.02-2

Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999	1999/1998 %
SERVICES AUX ENTREPRISES		**156 411**	**159 534**	**164 912**	**171 648**	**176 808**	**3,0**
Postes et télécommunications	**64**	**1 034**	**1 142**	**1 331**	**1 626**	**1 975**	**21,5**
Activités de poste et de courrier	64.1	406	442	496	549	557	**1,5**
Poste nationale		3	3	4	4	4	**–**
Autres activités de courrier		403	439	492	545	553	**1,5**
Télécommunications	64.2	628	700	835	1 077	1 418	**31,7**
Télécommunications nationales		127	126	122	118	119	**0,8**
Autres activités de télécommunication		501	574	713	959	1 299	**35,5**
Conseils et assistance	**72,74.1 à 4**	**101 274**	**103 125**	**106 967**	**111 869**	**115 065**	**2,9**
Activités informatiques	72	11 661	12 228	13 098	14 480	15 387	**6,3**
Conseil en systèmes informatiques		3 303	3 661	4 086	4 670	5 114	**9,5**
Réalisation de logiciels		4 156	4 416	4 818	5 524	5 942	**7,6**
Traitement de données		2 527	2 421	2 385	2 368	2 319	**– 2,1**
Activités de banque de données		588	619	644	710	787	**10,8**
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique		1 087	1 111	1 165	1 208	1 225	**1,4**
Services professionnels	74.1A,C,G	44 589	45 232	46 623	47 886	48 654	**1,6**
Activités juridiques		18 834	18 898	19 239	19 307	19 298	**– 0,0**
Activités comptables		13 897	14 048	14 336	14 541	14 507	**– 0,2**
Conseil pour les affaires et la gestion		11 858	12 286	13 048	14 038	14 849	**5,8**
Administration d'entreprises	74.1J	7 407	7 963	8 615	9 459	9 991	**5,6**
Publicité et études de marché	74.4,74.1E	11 273	11 157	11 273	11 380	11 494	**1,0**
Études de marché et sondages		1 895	1 779	1 735	1 663	1 645	**– 1,1**
Gestion de supports de publicité		2 469	2 508	2 643	2 668	2 711	**1,6**
Agences, conseil en publicité		6 909	6 870	6 895	7 049	7 138	**1,3**
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2,3	26 344	26 545	27 358	28 664	29 539	**3,1**
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		10 119	10 000	10 056	10 449	10 621	**1,6**
Activités d'architecture		7 748	7 661	7 711	8 095	8 279	**2,3**
Métreurs, géomètres		2 371	2 339	2 345	2 354	2 342	**– 0,5**
Ingénierie et études techniques		12 680	12 795	13 282	13 828	14 244	**3,0**
Contrôle et analyse technique		3 545	3 750	4 020	4 387	4 674	**6,5**
Contrôle technique automobile		2 366	2 473	2 607	2 864	3 054	**6,6**
Analyse, essais et inspection technique		1 179	1 277	1 413	1 523	1 620	**6,4**
Services opérationnels	**71,74.5 à 8,90**	**52 581**	**53 684**	**55 011**	**56 487**	**58 097**	**2,9**
Location sans opérateur	71	6 026	6 286	6 581	6 841	7 292	**6,6**
Location de véhicules automobiles		1 491	1 557	1 632	1 715	1 894	**10,4**
Location d'autres matériels de transport		405	438	449	480	516	**7,5**
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique		2 271	2 283	2 336	2 340	2 421	**3,5**
Location de machines de bureau et matériel informatique		150	149	157	168	170	**1,2**
Location de biens personnels et domestiques		1 709	1 859	2 007	2 138	2 291	**7,2**
Sélection et fourniture de personnel	74.5	6 195	6 452	6 696	7 083	7 649	**8,0**
Sélection et mise à disposition de personnel		1 336	1 421	1 525	1 680	1 836	**9,3**
Travail temporaire		4 859	5 031	5 171	5 403	5 813	**7,6**
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	38 845	39 320	39 964	40 176	41 262	**2,7**
Enquêtes et sécurité		2 600	2 692	2 831	2 911	3 058	**5,0**
Activités de nettoyage		8 414	8 572	8 818	8 983	9 176	**2,1**
Activités photographiques		3 556	3 501	3 523	3 494	3 461	**– 0,9**
Studios et autres activités photographiques		2 281	2 290	2 309	2 308	2 312	**0,2**
Laboratoires de développement et de tirage		1 275	1 211	1 214	1 186	1 149	**– 3,1**
Services divers aux entreprises, hors activités photo		24 275	24 555	24 792	25 328	25 567	**0,9**
Services de conditionnement à façon		597	627	659	704	737	**4,7**
Secrétariat et traduction		3 718	3 685	3 820	3 837	3 865	**0,7**
Routage		514	543	570	546	535	**– 2,0**
Organisation de foires et de salons		921	946	984	1 057	1 084	**2,6**
Services annexes à la production		18 525	18 754	18 759	19 184	19 346	**0,8**
Assainissement	90	1 515	1 626	1 770	1 847	1 894	**2,5**
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		851	876	902	911	943	**3,5**
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		664	750	868	936	951	**1,6**
Recherche et développement	**73**	**1 522**	**1 583**	**1 603**	**1 666**	**1 671**	**0,3**

TABLEAU M.02-3

Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Secteur	Numéros NAF	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
SERVICES AUX ENTREPRISES		**42 879**	**40 536**	**40 123**	**42 939**	**43 163**	**42 214**	**42 315**	**42 469**	**43 695**
Postes et télécommunications	**64**	**219**	**197**	**344**	**467**	**495**	**551**	**645**	**850**	**1 332**
Activités de poste et de courrier	64.1	142	126	233	301	348	335	301	263	227
Poste nationale		–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres activités de courrier		142	126	233	301	348	335	301	263	227
Télécommunications	64.2	77	71	111	166	147	216	344	587	1 105
Télécommunications nationales		–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres activités de télécommunication		77	71	111	166	147	216	344	587	1 105
Conseils et assistance	**72**	**27 755**	**26 380**	**27 198**	**29 073**	**29 603**	**29 012**	**29 445**	**29 932**	**30 390**
Activités informatiques	72	3 361	3 245	3 756	4 133	4 274	4 499	4 743	5 359	5 284
Conseil en systèmes informatique (1)		...	...	1 729	1 845	1 948	2 055	2 234	2 654	2 540
Réalisation de logiciels (1)		...	...	1 006	1 233	1 331	1 410	1 487	1 612	1 643
Traitement de données (1)		...	...	430	450	400	410	345	376	298
Activités de banque de données (1)		...	...	260	256	258	293	336	308	424
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique (1)		...	...	331	349	337	331	341	409	379
Services professionnels	74.1A	10 575	10 911	11 272	12 038	12 699	12 084	12 006	12 039	12 321
Activités juridiques		2 609	2 880	2 704	3 033	3 282	2 672	2 629	2 564	2 588
Activités comptables		1 485	1 272	1 248	1 161	1 142	1 056	1 042	1 048	964
Conseil pour les affaires et la gestion		6 481	6 759	7 320	7 844	8 275	8 356	8 335	8 427	8 769
Administration d'entreprises	74.1J	2 894	2 529	2 630	2 902	2 740	2 762	3 144	3 104	3 666
Publicité et études de marché	74.4, 7	5 044	4 117	3 989	4 089	3 882	3 689	3 555	3 307	3 165
Études de marché et sondages		863	555	557	505	416	404	338	305	282
Gestion de supports de publicité		1 344	1 080	1 130	1 159	1 206	1 133	1 103	1 033	985
Agences, conseil en publicité		2 837	2 482	2 302	2 425	2 260	2 152	2 114	1 969	1 898
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 3	5 881	5 578	5 551	5 911	6 008	5 978	5 997	6 123	5 954
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		2 509	2 003	1 957	2 278	2 362	2 291	2 304	2 382	2 366
Activités d'architecture		2 227	1 715	1 706	1 999	2 112	2 043	2 027	2 114	2 118
Métreurs, géomètres		282	288	251	279	250	248	277	268	248
Ingénierie et études techniques (1)		...	...	3 201	3 382	3 341	3 250	3 201	3 269	3 113
Contrôle et analyse technique (1)		...	...	393	251	305	437	492	472	475
Contrôle technique automobile (1)		...	...	163	116	156	240	235	253	270
Analyse, essais et inspection technique (1)		...	...	230	135	149	197	257	219	205
Services opérationnels	**71 74.5-8 90**	**14 751**	**13 809**	**12 311**	**13 120**	**12 777**	**12 375**	**11 899**	**11 331**	**11 639**
Location sans opérateur	71	2 284	2 311	2 205	2 226	2 047	1 990	1 928	1 817	2 041
Location de véhicules automobiles		341	259	231	223	194	193	167	208	174
Location d'autres matériels de transport (1)		...	...	282	269	262	260	242	213	252
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et mat.informatique (1)		...	...	638	670	579	583	493	402	495
Location de machines de bureau et matériel informatique		20	26	32	51	42	34	44	50	36
Location de biens personnels et domestiques		858	1 000	1 022	1 013	970	920	982	944	1 084
Sélection et fourniture de personnel	74.5	432	381	282	250	268	271	237	246	304
Sélection et mise à disposition de personnel		266	246	210	165	177	175	166	156	204
Travail temporaire		166	135	72	85	91	96	71	90	100
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6-8	11 914	10 970	9 686	10 503	10 310	9 995	9 600	9 152	9 167
Enquêtes et sécurité (1)		...	...	1 151	1 147	1 172	1 307	1 276	1 340	1 406
Activités de nettoyage		1 977	2 050	2 126	2 217	2 092	2 033	1 990	1 951	1 920
Activités photographiques		1 127	940	1 071	1 130	1 122	1 117	978	918	866
Studios et autres activités photographiques		884	774	931	997	1 019	1 011	875	826	793
Laboratoires de développement et de tirage		243	166	140	133	103	106	103	92	73
Services divers aux entreprises, hors activités photo. (1)		...	...	5 338	6 009	5 924	5 538	5 356	4 943	4 975
Services de conditionnement à façon (1)		...	...	171	152	131	107	117	109	122
Secrétariat et traduction (1)		...	...	2 149	2 660	2 730	2 275	2 172	1 961	1 862
Routage (1)		...	...	135	127	104	111	103	84	76
Organisation de foires et salons (1)		...	...	306	343	343	354	354	363	361
Services annexes à la production (1)		...	...	2 577	2 727	2 616	2 691	2 610	2 426	2 554
Assainissement	90	121	147	138	141	152	119	134	116	127
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		51	78	49	39	47	31	36	31	32
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		70	69	89	102	105	88	98	85	95
Recherche et développement	**73**	**154**	**150**	**270**	**279**	**288**	**276**	**326**	**356**	**334**

(1) Détail non disponible avant 1993.

TABLEAU M.02-4

Indicateurs des entreprises de services aux entreprises (NAF) (1)

Année 1997

Source : INSEE (EAE services) — *Unité* : Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12 Total	Effectif salarié au 31-12 *dont* à temps partiel	Effectif non salarié annuel moyen	Salaires bruts	Investissements (2)	CA hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
Télécommunications et courrier	**(3) 64**	**1 838**	**23 353**	**2 677**	**1 239**	**4 060**	**9 744**	**35 397**	**6 093**
Activités de courrier (privé)	64.1C	1 096	6 203	848	880	696	64	2 414	1 213
Télécommunications privées	64.2B	742	17 150	1 829	359	3 364	9 680	32 983	4 880
Location sans opérateur	**71**	**13 442**	**57 896**	**5 819**	**10 282**	**7 645**	**58 171**	**83 657**	**50 989**
Location de véhicules automobiles	71.1Z	1 074	12 077	1 177	488	1 621	24 805	23 268	14 136
Location d'autres matériels de transport terrestre	71.2A	585	4 102	248	371	678	5 733	10 176	4 805
Location de matériel de transport par eau	71.2C	59	34	6	43	6	458	313	169
Location d'appareils de transport aérien	71.2E	189	101	5	158	20	2 632	1 150	507
Location de matériel agricole	71.3A	5 191	1 311	591	4 649	94	447	1 177	843
Location de machines et équip. pour la construct.	71.3C	1 019	8 771	664	558	1 269	1 099	8 077	3 743
Location de machines de bureau et de mat. informat	71.3E	187	1 399	57	83	301	8 912	12 113	8 440
Location de machines et équipements divers	71.3G	1 230	7 259	790	811	1 138	11 822	15 718	11 467
Location de linge	71.4A	98	13 651	218	25	1 508	1 420	6 123	4 164
Location d'autres biens personnels et domestiques	71.4B	3 810	9 191	2 063	3 096	1 010	843	5 542	2 716
Activités informatiques	**72**	**21 074**	**204 816**	**15 668**	**12 066**	**41 482**	**4 720**	**143 201**	**77 384**
Conseils en configurations informatiques	72.1Z	6 743	63 249	4 021	3 989	13 104	1 079	42 752	24 002
Réalisation de logiciels	72.2Z	8 827	79 077	5 572	5 049	16 690	1 242	52 032	31 291
Traitement de données	72.3Z	3 424	44 023	4 331	1 878	8 643	2 030	35 058	16 670
Activités de banque de données	72.4Z	762	3 313	577	494	580	93	3 184	1 315
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique	72.5Z	1 318	15 154	1 167	656	2 466	276	10 175	4 108
Services fournis principalement aux entreprises	**74**	**216 498**	**1 729 463**	**637 556**	**149 904**	**241 902**	**28 144**	**924 966**	**470 588**
Activités juridiques	74.1A	26 384	102 408	24 396	25 327	15 129	917	67 378	53 300
Activités comptables	74.1C	15 740	113 501	23 305	9 646	19 875	1 008	52 877	39 397
Études de marché et sondages	74.1E	2 186	18 227	9 227	1 404	2 659	184	9 793	5 099
Conseil pour les affaires et la gestion	74.1G	30 501	75 952	14 352	21 318	16 298	1 498	61 513	35 881
Administration d'entreprises	74.1J	20 809	99 655	9 280	2 422	29 607	12 451	180 331	50 052
Activités d'architecture	74.2A	21 613	27 805	8 031	19 675	3 858	362	20 939	14 252
Métreurs, géomètres	74.2B	3 802	11 625	2 465	3 273	1 415	112	4 918	3 882
Ingénierie, études techniques	74.2C	22 253	136 238	12 918	15 299	29 365	3 505	137 339	53 979
Contrôle technique automobile	74.3A	2 373	6 529	938	959	734	112	2 617	1 583
Analyses, essais et inspections techniques	74.3B	1 340	33 923	2 728	777	5 871	541	17 075	9 931
Gestion de support de publicité	74.4A	3 105	53 372	29 275	1 877	5 220	704	50 148	11 244
Agences, conseil en publicité	74.4B	12 118	82 212	33 143	7 566	11 249	715	61 070	23 291
Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A	1 464	31 415	13 102	528	4 585	91	9 119	7 272
Travail temporaire	74.5B	762	368 730	199 954	69	44 863	305	68 972	65 605
Enquêtes et sécurité	74.6Z	3 379	98 515	18 972	2 264	9 213	415	19 003	14 168
Activités de nettoyage	74.7Z	11 195	307 521	202 549	7 793	17 908	831	36 244	27 965
Studios et autres activités photographiques	74.8A	5 769	7 315	2 585	5 431	732	182	5 614	2 588
Laboratoires de développement et de tirage	74.8B	2 271	15 104	2 512	1 799	1 901	557	9 169	3 856
Services de conditionnement à façon	74.8D	754	14 052	1 888	344	1 544	340	6 951	2 977
Secrétariat et traduction	74.8F	11 390	14 805	3 854	9 790	1 683	225	8 110	4 522
Routage	74.8G	881	17 362	4 672	560	2 526	398	9 430	4 310
Organisation de foires et salons	74.8J	1 442	7 646	1 344	948	1 395	150	8 900	3 104
Services annexes à la production	74.8K	14 967	85 551	16 066	10 835	14 273	2 542	77 457	32 333
Assainissement, gestion déchets	**90**	**1 382**	**42 066**	**1 913**	**590**	**5 872**	**4 229**	**28 841**	**13 623**
Épuration des eaux usées	90.0A	552	6 744	418	312	971	547	3 843	2 049
Enlèvement et traitement des ordures ménagères	90.0B	611	28 530	1 163	230	3 861	2 883	19 038	8 704
Élimination et traitement des autres déchets	90.0C	219	6 792	332	48	1 041	799	5 960	2 869

(1) L'EAE inclut, depuis 1997, les organismes mutualistes et les associations ayant au moins un salarié; elle exclut, depuis 1997, les sociétés civiles de moyens. et les GIE sans salariés.
(2) Y compris apports.
(3) Sauf 64.2A « Postes nationales » et 64.1A « Télécommunications nationales ».

TABLEAU M.02-5

Investissements des secteurs du crédit-bail

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (1)

	1994	1995	1996	1997	1998
Crédit-bail mobilier	35 300	37 300	38 195	38 940	43 730
Crédit-bail immobilier	18 800	25 800	20 116	19 402	19 574
dont : S.F.T. (2)	100	9	1	–	–

(1) Hors TVA déductible.
(2) S.F.T. : société de financement des télécommunications.

TABLEAU M.02-6

Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (1)

Secteurs d'activité clients (en NAF)	1994	1995	1996	1997	1998
Crédit-bail mobilier					
Agriculture	1 236	1 304	1 795	1 830	2 318
Industries extractives	282	410	420	428	481
Industries manufacturières	10 625	9 912	9 205	9 385	11 370
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	71	447	344	350	262
Construction	2 189	2 757	2 750	2 804	2 711
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	5 013	5 366	6 111	6 230	7 434
Hôtels et restaurants	282	373	267	273	437
Transports et communications	6 319	6 446	6 837	6 970	6 822
Activités financières	494	447	535	545	743
Immobilier, location et services aux entreprises	4 307	4 844	5 385	5 491	6 253
Administration publique	494	373	458	467	831
Éducation	212	149	267	273	306
Santé et action sociale	2 859	3 018	2 750	2 804	2 361
Services collectifs, sociaux et personnels	741	1 118	726	740	1 181
Autres (activités non précisées)	177	335	344	350	219
Total	**35 300**	**37 300**	**38 195**	**38 940**	**43 730**
Crédit-bail immobilier					
Agriculture	188	77	80	78	59
Industries extractives	150	–	–	–	39
Industries manufacturières	4 324	7 482	5 270	5 083	5 990
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	132	310	60	58	215
Construction	451	542	262	252	157
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	4 738	6 863	3 299	3 182	3 112
Hôtels et restaurants	1 090	929	1 629	1 572	2 114
Transports et communications	846	1 574	945	912	1 037
Activités financières	714	464	362	349	333
Immobilier, location et services aux entreprises	5 208	5 237	7 161	6 907	5 676
Administration publique	19	52	40	39	59
Éducation	75	26	–	–	20
Santé et action sociale	602	980	463	446	587
Services collectifs, sociaux et personnels	263	1 238	523	504	176
Autres (activités non précisées)	–	26	20	19	–
Total	**18 800**	**25 800**	**20 116**	**19 402**	**19 574**

(1) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-7

Crédit-bail mobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (2)

	1994	1995	1996	1997	1998
Produits du travail des métaux	212	373	420	428	437
Machines et équipements	11 155	12 123	13 483	13 746	15 218
Machines de bureau	1 624	1 343	1 337	1 363	1 658
Ordinateurs et équipements informatiques	6 001	4 327	4 583	4 673	5 077
Machines et appareils électriques, équipements de radio, télévision et télécommunication, instruments et matériel de précision	3 389	2 947	3 056	3 115	3 542
Produits de l'industrie automobile	10 802	11 414	10 733	10 942	12 944
Produits de la construction navale	141	261	229	234	175
Matériel ferroviaire roulant	106	37	382	389	175
Produits de la construction aéronautique	282	224	191	195	350
Meubles	353	709	306	312	306
Autres et indéterminés	1 236	3 544	3 476	3 544	3 848
Total	**35 300**	**37 300**	**38 195**	**38 940**	**43 730**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-8

Crédit-bail immobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (2)

	1994	1995	1996	1997	1998
Achats de terrains					
Magasins et commerces	602	826	1 086	1 048	763
Usines et entrepôts	564	1 058	583	563	861
Bureaux	489	258	644	621	391
Cliniques et hôpitaux	75	129	60	58	59
Autres	207	568	181	175	313
Total	**1 936**	**2 838**	**2 555**	**2 464**	**2 388**
Achats de bâtiments existants					
Magasins et commerces	1 579	2 941	2 897	2 794	1 546
Usines et entrepôts	2 369	2 374	1 629	1 572	2 251
Bureaux	2 294	542	1 831	1 766	646
Cliniques et hôpitaux	188	310	282	272	235
Autres	733	800	644	621	1 155
Total	**7 163**	**6 966**	**7 282**	**7 024**	**5 833**
Construction et génie civil					
Magasins et commerces	2 275	3 457	1 529	1 475	1 644
Usines et entrepôts	3 929	7 895	5 270	5 083	6 675
Bureaux	1 485	1 213	1 529	1 475	1 116
Cliniques et hôpitaux	583	748	644	621	372
Autres	1 429	2 683	1 308	1 261	1 546
Total	**9 701**	**15 996**	**10 279**	**9 914**	**11 353**
Total général	**18 800**	**25 800**	**20 116**	**19 402**	**19 574**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

Chapitre M.03

Services aux particuliers et activités immobilières

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services aux particuliers et activités immobilières.
2. Nombre d'établissements employeurs de services aux particuliers et activités immobilières.
3. Créations d'entreprises de services aux particuliers dans le fichier SIRENE.
4. Indicateurs des entreprises de services aux particuliers.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, les activités de radio et surtout de télévision, réalisent la meilleure performance (+ 12 %) des services aux particuliers. Par contre, la production des activités cinématographiques et vidéo subit un fort ralentissement; elle n'augmente que de 2,2 %, après le record de 1998 (+ 10,3 %). La fréquentation des salles de cinéma recule de nouveau (- 9 %). La part de marché du cinéma français remonte à 29 % (contre 25 % en 1998). Les autres activités culturelles récréatives et sportives, avec notamment les jeux de hasard et d'argent, progressent moins vite qu'en 1998 (+ 3,6 % après + 5,2 %).

La croissance ralentit également pour les hôtels et restaurants, et malgré la très bonne affluence touristique (+ 12,7 % en volume pour les dépenses des touristes étrangers en 1999), la croissance ne se maintient pas au même rythme. Côté restaurants, la clientèle supplémentaire se dirige plutôt vers la restauration rapide. L'activité des agences de voyage recule (- 0,8 %).

En 1999, la production des services personnels baisse dans la coiffure, reste stable dans les services funéraires. La croissance se maintient dans les soins de beauté et reprend pour la blanchisserie-teinturerie.

La croissance de la promotion et gestion immobilières continue d'accélérer : elle passe de + 0,3 % en 1996, à + 1,5 % en 1997, + 2,4 % en 1998 et enfin + 4,8 % en 1999.

Les ventes de logements neufs atteignent, en 1999, une progression de 8 % par rapport à 1998 et de 25 % par rapport à 1997. Ainsi, la production immobilière augmente globalement de + 7,4 % en volume.

Quant aux agences immobilières, leur production augmente de 12,7 % en volume, en 1999, grâce à la forte reprise des transactions dans l'immobilier ancien.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données des tableaux de ce chapitre sont tirées d'une part de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services, d'autre part de l'enquête de l'UNEDIC.

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

Parmi les 586 000 entreprises du champ de l'enquête annuelle d'entreprise dans les services en 1997, près de la moitié relèvent des services aux particuliers.

Cette enquête est exhaustive pour les entreprises de 30 salariés ou plus, ou réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions de francs (sauf agences de voyages : 50 millions de francs). L'enquête est effectuée par sondage pour les petites unités. Le taux de sondage varie de 1/40 à 1 en fonction de la taille (effectif salarié) et du secteur d'activité.

3. DÉFINITIONS

Activités culturelles, récréatives et sportives (NAF 92) (1)

Elles comprennent :

— les activités de l'audiovisuel : activités cinématographiques et vidéo (NAF 92.1), activités de radio et télévision (NAF 92.2);

— les activités culturelles, récréatives et sportives hors audiovisuel : activités de spectacles y compris les parcs d'attractions et les discothèques (NAF 92.3), agences de presse (NAF 92.4), autres activités culturelles (NAF 92.5), activités sportives (NAF 92.6) et activités récréatives (jeux de hasard et jeux d'argent, etc.) (NAF 92.7).

Agences de voyages (NAF 63)

Elles comprennent la vente de voyages organisés et les services des offices de tourisme (NAF 63.3Z).

Hôtels et restaurants (NAF 55)

Ils comprennent :

— les hôtels de tourisme;

— les autres moyens d'hébergement de courte durée (exploitation de terrains de camping, résidences de vacances, etc.);

— les restaurants;

— les cafés;

— les cantines d'entreprises et les restaurations sous contrat;

— les traiteurs.

Services aux particuliers (NAF)

Les services qui sont présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent aux hôtels et restaurants, aux agences de voyages, aux activités récréatives et sportives ainsi qu'aux services personnels dont les définitions sont données ci-dessous.

Services personnels et domestiques (NAF 93, NAF 95)

Ils regroupent :

— les services personnels (NAF 93) [blanchisserie, teinturerie, coiffure, etc.];

— les services domestiques (NAF 95) [femmes de ménage, cuisiniers, jardiniers, etc.].

Activités immobilières (NAF 70)

Elles regroupent la location de biens immobiliers et les activités immobilières hors location immobilière (promotion immobilière de logements, de bureaux, d'infrastructures, activités de marchands de biens immobiliers, agences immobilières et gestion d'immeubles).

---

(1) Pour ce qui concerne l'offre et l'utilisation de ces services, cf. les chapitres E.01 « Communication », E.02 « Culture » et E.04 « Jeunesse et sports ».

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC, Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce;

— INSEE.

Publications :

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE.

« Les entreprises de services en 1996 », *INSEE-Résultats*, système productif, n°s 144 à 147, décembre 1998;

« Les entreprises de services en 1997 », *INSEE-Résultats*, système productif, n°s 160-161, juillet 1999, tome 2;

« Les comptes des services en 1996 », *INSEE-Résultats*, économie générale, n°s 162-164, janvier 1998;

« Les comptes des services en 1997 », *INSEE-Résultats*, économie générale, n°s 176-177-178, mars 1999;

« Les comptes des services en 1998 », *INSEE-Résultats*, économie générale, à paraître;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1996 », *INSEE-Résultats,* n°s 141-143, système productif décembre 1997;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1997 », *INSEE-Résultats,* n°s 156-158, système productif décembre 1998;

« Les services en 1998, comptes et indicateurs », *INSEE-Résultats,* n°s 183-184-185, avril 2000;

« Les services marchands en 1997 », *INSEE-Première*, n° 594, juin 1998;

« Les services marchands en 1998 », *INSEE-Première*, n° 662, juin 1999;

« Les services marchands en 1999 », *INSEE-Première*, n° 725, juillet 2000.

« La France des services », édition 1999, *INSEE.*

« Les services en 1998, rapport sur les comptes », *Synthèses,* n° 33, avril 2000.

*
* *

TABLEAU M.03-1

Nombre de salariés des établissements de services aux particuliers et activités immoblières (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
SERVICES AUX PARTICULIERS		**1 037 128**	**1 061 267**	**1 096 737**	**1 141 107**	**1 186 207**
Hôtels et restaurants	**55**	**620 801**	**633 914**	**655 583**	**682 692**	**704 367**
Hôtels de tourisme		150 538	152 784	155 735	160 008	163 018
Autres moyens d'hébergement de courte durée		56 520	55 105	54 032	53 684	54 035
Restaurants		283 556	292 236	308 684	328 101	344 669
Restauration de type traditionnel		221 289	224 737	234 866	248 470	258 611
Restauration de type rapide		62 267	67 499	73 818	79 631	86 058
Cafés		36 954	37 755	39 013	40 006	41 063
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		82 106	83 968	85 057	88 707	88 564
Traiteurs, organisation de réception		11 127	12 066	13 062	12 186	13 018
Agences de voyages	**63.3Z**	**35 221**	**36 229**	**37 201**	**39 285**	**41 719**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**211 476**	**221 322**	**231 432**	**244 142**	**260 907**
Activités audiovisuelles	92.1,2	40 997	44 654	47 263	50 233	53 540
Production de films		9 393	10 617	11 856	12 664	12 900
Production de films pour la télévision		1 341	1 319	1 800	1 755	1 690
Production de films institutionnels, publicitaires		2 132	2 373	2 819	2 952	3 443
Production de films pour le cinéma		2 477	2 609	2 397	2 607	2 623
Prestations techniques pour cinéma et télévision		3 443	4 316	4 840	5 350	5 144
Distribution de films		2 033	2 060	2 285	2 304	2 395
Projection de films cinématographiques		7 084	7 585	8 096	9 347	10 306
Activités de radio		10 937	10 852	10 345	10 165	10 333
Activités de télévision		11 550	13 540	14 681	15 753	17 606
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à 7	170 479	176 668	184 169	193 909	207 367
Activités de spectacles		41 357	43 065	44 530	46 471	49 113
Manèges forains et parcs d'attraction		3 000	3 185	2 856	13 452	17 432
Bals et discothèques		14 752	14 435	15 503	15 747	15 778
Agences de presse		5 312	5 671	5 715	5 998	6 149
Autres activités culturelles		7 557	7 933	7 738	8 081	8 395
Jeux de hasard et d'argent		13 738	14 447	14 765	14 904	15 171
Activités liées au sport et autres activités récréatives		84 763	87 932	93 062	89 256	95 329
Services personnels et domestiques	**93,95**	**169 630**	**169 802**	**172 521**	**174 988**	**179 214**
Services personnels	93	159 697	161 131	164 520	167 503	171 975
Blanchisserie, teinturerie de gros		8 525	8 863	8 437	7 153	6 984
Blanchisserie, teinturerie de détail		18 077	18 129	17 791	17 617	17 671
Coiffure		100 996	100 915	103 490	106 066	108 079
Soins de beauté et d'entretien corporel		13 358	13 721	14 017	14 659	15 744
Services funéraires		13 925	14 671	15 142	15 443	16 415
Autres services personnels		4 816	4 832	5 643	6 565	7 082
Services domestiques	95	9 933	8 671	8 001	7 485	7 289
Activités immobilières		**301 502**	**308 055**	**308 142**	**313 398**	**327 979**
Location de biens immobiliers	70.2	114 936	119 519	115 523	115 297	118 294
Location de logements		93 560	93 860	90 149	90 455	97 142
Location immobilière hors logement		21 376	25 659	25 374	24 842	21 152
Promotion et gestion immobilières	70.1 et 70.3	186 566	188 536	192 619	198 101	209 685
Promotion immobilière de logements		12 003	11 329	10 989	11 346	12 338
Promotion immobilière hors logement		8 604	8 181	8 358	8 423	8 471
Marchands de biens immobiliers		5 599	5 675	6 326	6 661	7 535
Agences immobilières		44 715	45 328	46 521	48 934	53 849
Administration d'immeubles		115 645	118 023	120 425	122 737	127 492

TABLEAU M.03-2

Nombre d'établissements employeurs de services aux particuliers et activités immobilières (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999	1999/1998 %
SERVICES AUX PARTICULIERS		**213 634**	**215 907**	**221 410**	**226 605**	**231 496**	**2,2**
Hôtels et restaurants	**55**	**114 666**	**116 510**	**119 548**	**122 145**	**124 001**	**1,5**
Hôtels de tourisme		22 756	22 660	22 596	22 402	22 206	– 0,9
Autres moyens d'hébergement de courte durée		7 240	7 352	7 314	7 394	7 418	0,3
Restaurants		56 531	57 975	60 394	62 744	64 787	3,3
Restauration de type traditionnel		49 002	49 359	50 592	51 741	52 638	1,7
Restauration de type rapide		7 529	8 616	9 802	11 003	12 149	10,4
Cafés		15 964	16 125	16 481	16 713	16 911	1,2
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		10 775	10 924	11 218	11 302	11 035	– 2,4
Traiteurs, organisation de réception		1 400	1 474	1 545	1 590	1 644	3,4
Agences de voyages	**63.3Z**	**5 923**	**6 091**	**6 282**	**6 531**	**6 813**	**4,3**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**35 897**	**36 934**	**38 863**	**41 076**	**43 623**	**6,2**
Activités audiovisuelles	92.1,2	3 974	4 142	4 245	4 457	4 509	1,2
Production de films		1 571	1 690	1 769	1 919	1 987	3,5
Production de films pour la télévision		229	234	248	285	315	10,5
Production de films institutionnels, publicitaires		490	555	629	682	698	2,3
Production de films pour le cinéma		529	530	505	501	514	2,6
Prestations techniques pour cinéma et télévision		323	371	387	451	460	2,0
Distribution de films		283	281	299	301	289	– 4,0
Projection de films cinématographiques		994	1 013	1 023	1 061	1 075	1,3
Activités de radio		824	841	824	811	791	– 2,5
Activités de télévision		302	317	330	365	367	0,5
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3-7	31 923	32 792	34 618	36 619	39 114	6,8
Activités de spectacle		6 653	6 901	7 381	7 909	8 470	7,1
Manèges forains et parcs d'attraction		580	564	531	517	541	4,6
Bals et discothèques		2 681	2 616	2 654	2 634	2 542	– 3,5
Agences de presse		455	436	460	467	472	1,1
Autres activités culturelles		1 285	1 319	1 322	1 318	1 356	2,9
Jeux de hasard et d'argent		572	573	601	589	551	– 6,5
Activités liées au sport et autres activités récréatives		19 697	20 383	21 669	23 185	25 182	8,6
Services personnels et domestiques	**93,95**	**57 148**	**56 372**	**56 717**	**56 853**	**57 059**	**0,4**
Services personnels	93	49 852	50 066	50 842	51 387	51 839	0,9
Blanchisserie, teinturerie de gros		482	496	504	500	498	– 0,4
Blanchisserie, teinturerie de détail		6 080	6 040	5 965	5 910	5 836	– 1,3
Coiffure		35 602	35 630	36 171	36 323	36 320	– 0,0
Soins de beauté et d'entretien corporel		3 263	3 310	3 424	3 679	3 969	7,9
Services funéraires		2 664	2 805	2 923	3 027	3 219	6,3
Autres services personnels		1 761	1 785	1 855	1 948	1 997	2,5
Services domestiques	95	7 296	6 306	5 875	5 466	5 220	– 4,5
Activités immobilières		**128 137**	**130 557**	**130 989**	**132 068**	**132 581**	**0,4**
Location de biens immobiliers	70.2	46 000	46 206	44 424	43 825	43 377	– 1,0
Location de logements		41 249	41 021	38 857	38 056	37 710	– 0,9
Location immobilière hors logement		4 751	5 185	5 567	5 769	5 667	– 1,8
Promotion et gestion immobilières	70.1,3	82 137	84 351	86 565	88 243	89 204	1,1
Promotion immobilière de logements		2 372	2 229	2 136	2 151	2 177	1,2
Promotion immobilière hors logement		1 572	1 517	1 506	1 485	1 486	0,1
Marchands de biens immobiliers		1 718	1 852	2 079	2 282	2 439	6,9
Agences immobilières		12 697	12 744	13 045	13 574	14 382	6,0
Administration d'immeubles		63 778	66 009	67 799	68 751	68 720	–

TABLEAU M.03-3

Créations d'entreprises de services aux particuliers dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Activité économique	Numéros NAF	1990	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
SERVICES AUX PARTICULIERS		**50 716**	**47 062**	**48 990**	**52 051**	**51 049**	**50 702**	**50 456**	**50 232**	**51 451**
Hôtels et restaurants	**55**	**32 579**	**29 650**	**30 236**	**31 248**	**30 500**	**30 493**	**30 241**	**29 687**	**30 068**
Hôtels de tourisme		4 702	3 942	3 631	3 437	3 028	3 005	2 659	2 487	2 649
Autres moyens d'hébergement de courte durée		1 392	1 708	1 692	1 724	1 732	1 576	1 597	1 508	1 612
Restaurants		19 283	17 855	18 917	19 813	19 527	19 911	19 827	19 687	19 920
Restauration de type traditionnel (1)		...	...	13 838	14 136	13 623	13 361	13 097	12 746	12 864
Restauration de type rapide (1)		...	...	5 079	5 677	5 904	6 550	6 730	6 941	7 056
Cafés		6 688	5 690	5 605	5 858	5 744	5 538	5 743	5 589	5 433
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		107	101	53	36	38	41	31	39	39
Traiteurs, organisation de réception		407	354	338	380	431	422	384	377	415
Agences de voyages	**63.3Z**	**396**	**365**	**399**	**428**	**387**	**407**	**416**	**393**	**364**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**8 293**	**8 262**	**9 708**	**10 487**	**10 411**	**10 391**	**10 656**	**10 910**	**11 636**
Activités audiovisuelles	92.1, 2	739	764	816	841	838	810	847	802	889
Production de films		477	483	527	586	597	536	595	557	667
Production de films pour la télévision (1)		...	...	94	89	103	80	98	89	124
Production de films institutionnels, publicitaires (1)		...	...	185	195	232	213	233	210	242
Production de films pour le cinéma (1)		...	...	189	227	197	169	189	182	214
Prestations techniques pour cinéma et TV (1)		...	...	59	75	65	74	75	76	87
Distribution de films		87	95	144	141	114	134	124	121	110
Projection de films cinématographiques		46	46	61	32	36	55	36	33	34
Activités de radio		90	99	48	33	52	35	40	32	17
Activités de télévision		39	41	36	49	39	50	52	59	61
Activités cultu., récréa. et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à	7 554	7 498	8 892	9 646	9 573	9 581	9 809	10 108	10 747
Activités de spectacles	92.7	2 581	2 523	3 401	3 615	3 841	3 849	3 895	3 982	4 132
Manèges forains et parcs d'attraction		515	460	522	517	569	528	561	555	516
Bals et discothèques		1 054	941	637	635	628	656	671	582	580
Agences de presse		259	207	453	495	317	350	321	291	350
Autres activités culturelles		59	53	54	67	65	57	65	74	64
Jeux de hasard et d'argent		103	110	180	183	117	104	79	64	49
Activités liées au sport et autres activités récréatives		2 983	3 204	3 645	4 134	4 036	4 037	4 217	4 560	5 056
Services personnels et domestiques	**93, 95**	**9 448**	**8 785**	**8 647**	**9 888**	**9 751**	**9 411**	**9 143**	**9 242**	**9 383**
Services personnels	93	9 448	8 785	8 647	9 888	9 751	9 411	9 143	9 242	9 383
Blanchisserie, teinturerie de gros		56	51	104	140	132	130	120	116	103
Blanchisserie, teinturerie de détail		1 431	1 323	1 078	1 234	1 123	1 058	974	876	927
Coiffure		3 703	3 595	3 710	4 285	4 188	4 079	3 888	3 930	3 934
Soins de beauté et d'entretien corporel		1 523	1 238	1 435	1 579	1 699	1 643	1 692	1 665	1 773
Services funéraires		145	176	182	189	177	200	216	199	152
Autres services personnels		2 590	2 402	2 138	2 461	2 432	2 301	2 253	2 456	2 494
Services domestiques	95	...	...	...	...	...	...	...	...	...
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**70.1 à 70.3**	**12 603**	**7 315**	**7 052**	**7 785**	**7 311**	**6 802**	**7 254**	**7 731**	**8 713**
Location de biens immobiliers	70.2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Location de logements		...	...	...	...	...	...	...	...	...
Location immobilière hors logement		...	...	...	...	...	...	...	...	...
Activités immobilières hors location immobilière	70.1, 3	12 603	7 315	7 052	7 785	7 311	6 802	7 254	7 731	8 713
Promotion immobilière de logements		1 136	680	466	466	374	320	319	383	466
Promotion immobilière hors logement		539	441	354	378	316	287	324	402	417
Marchands de biens immobiliers (1)		...	...	2 193	2 112	1 931	1 784	1 740	2 031	2 169
Agences immobilières (1)		...	...	3 609	4 396	4 196	3 985	4 396	4 414	5 159
Administration d'immeubles		338	249	430	433	494	426	475	501	502

(1) Détail non disponible avant 1993.

TABLEAU M.03-4

Indicateurs des entreprises de services aux particuliers (NAF (1) (2)

Année 1997

Source : INSEE (EAE services) — *Unité :* Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entre-prises	Effectif salarié au 31-12	Salaires bruts	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
Hôtels et restaurants	**(3) 55**	**174 529**	**685 141**	**59 529**	**255 659**	**119 726**
Hôtels avec restaurant	55.1A	21 125	141 213	14 310	59 519	28 156
Hôtels de tourisme	55.1C	5 717	23 406	2 260	11 493	6 116
Hôtels de préfecture	55.1D	3 394	3 859	272	1 840	897
Restauration de type traditionnel	55.3A	78 572	298 995	25 625	104 425	48 506
Restauration de type rapide	55.3B	12 862	62 005	4 163	20 587	8 678
Cafés tabacs	55.4A	13 715	17 212	1 303	10 721	5 673
Débits de boisson	55.4B	36 114	45 876	2 658	17 648	8 238
Cantines et restaurants d'entreprises	55.5A	624	19 381	1 923	5 195	2 119
Restauration collective sous contrat	55.5C	223	58 257	5 697	18 979	9 050
Traiteurs, organisation de réception	55.5D	2 183	14 937	1 319	5 254	2 295
Agences de voyages	**63.3Z**	**3 431**	**36 676**	**5 246**	**54 725**	**7 921**
Activités immobilières	**(4) 70**	**59 792**	**212 790**	**29 769**	**278 974**	**130 541**
Promotion immobilière de logements	70.1A	4 321	11 577	2 396	30 106	3 771
Promotion immobilière de bureaux	70.1B	297	480	132	2 719	– 835
Promotion immobilière d'infrastructures	70.1C	1 800	4 525	936	14 168	1 961
Supports juridiques de programmes	70.1D	1 411	1 267	158	6 050	4 206
Marchands de biens immobiliers	70.1F	7 483	4 863	581	19 616	272
Location de logements	70.2A	3 920	82 275	10 146	116 062	72 228
Location de terrains	70.2B	300	244	28	208	45
Location d'autres biens immobiliers	70.2C	5 924	14 196	1 598	28 352	17 027
Agences immobilières	70.3A	29 981	59 417	8 071	39 299	20 728
Administration d'immeubles résidentiels	70.3C	3 529	26 840	4 437	15 581	8 668
Administration d'autres biens immobiliers	70.3D	826	7 106	1 287	6 813	2 471
Services audiovisuels et agences de presse	**92.1, 2 et 4**	**7 356**	**73 667**	**16 265**	**94 283**	**49 372**
Production de films pour la télévision	92.1A	736	5 098	1 429	5 517	4 400
Production de films institutionnels, publicitaires	92.1B	1 490	6 433	1 119	4 867	2 118
Production de films pour le cinéma	92.1C	1 073	7 326	1 340	6 251	4 709
Prestations techniques pour le cinéma et la télévision	92.1D	872	8 194	1 806	6 218	3 373
Distribution de films cinématographiques	92.1F	227	1 378	355	6 181	1 909
Édition et distribution vidéo	92.1G	352	1 643	311	5 448	2 292
Projection de films cinématographiques	92.1J	640	6 635	827	5 362	2 698
Activités de radio	92.2A	815	9 782	2 072	6 631	3 275
Production de programmes de télévision	92.2B	248	2 657	650	3 977	2 036
Diffusion de programmes de télévision	92.2C	172	19 419	4 884	39 948	20 188
Agences de presse	92.4Z	731	5 102	1 474	3 882	2 375
Services personnels	**93**	**87 944**	**195 198**	**14 988**	**50 799**	**30 986**
Blanchisserie, teinturerie de gros	93.0A	513	6 468	638	1 975	1 189
Blanchisserie, teinturerie de détail	93.0B	10 621	18 783	1 400	5 612	3 097
Coiffure	93.0D	54 595	129 385	9 482	26 466	18 415
Soins de beauté et entretien corporel	93.0E	8 735	8 851	499	2 976	1 470
Soins aux défunts	93.0G	102	528	54	168	96
Pompes funèbres	93.0H	1 882	17 911	1 735	7 505	3 710
Activités thermales et de thalassothérapie	93.0K	116	3 818	542	1 951	1 070
Autres soins corporels	93.0L	1 237	1 812	124	525	258
Autres services personnels	93.0N	10 143	7 642	514	3 622	1 681

(1) L'EAE inclut, depuis 1997, les organismes mutualistes et les associations ayant au moins un salarié; elle exclut, depuis 1997, les sociétés civiles de moyens et les GIE sans salarié.
(2) Les données relatives à l'exercice 1997 des petites entreprises de services aux particuliers sont obtenues à partir des sources administratives.
(3) Sauf 55.2 : Autres moyens d'hébergement de courte durée.
(4) Sauf 70.3E « Supports juridiques de gestion de patrimoine ».

Chapitre M.04

Assurances

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part de l'assurance vie et non-vie dans plusieurs pays de l'OCDE.

1. Variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance.
2. Effectifs du secteur de l'assurance.
3. Évolution des primes d'assurance.
4. Primes nettes d'annulation perçues par les sociétés d'assurance relevant de la Commission de contrôle des assurances.
5. Comptes techniques simplifiés des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes.
6. Compte de résultat technique des sociétés d'assurance non-vie.
7. Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes.
8. Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance non-vie.
9. Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des assurances non-vie.
10. Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE.
11. Part de marché de l'assurance dans plusieurs pays de l'OCDE.
12. Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE.
13. Répartition des placements d'assurance.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Commission de contrôle des assurances.

1. PRÉSENTATION

Activité des entreprises d'assurance

Depuis le début des années 1980, le secteur des assurances sur la vie connaît en France un développement sans précédent. Il est un acteur financier majeur et le principal collecteur d'épargne de long terme auprès des ménages. Les primes encaissées au titre de l'assurance vie et de la capitalisation progressent en moyenne de 15 % par an de 1993 à 1997. Elles régressent de 17 % en 1998, principalement en raison d'une modification de leur régime fiscal.

En assurance non-vie, les primes progressent en moyenne de 5 % par an de 1993 à 1996 et stagnent depuis.

En France, en 1998, les affaires directes d'assurance vie se partagent essentiellement entre :

- les contrats individuels et « groupes ouverts » en francs ou devises (59 % des affaires directes vie en France) ;
- les contrats collectifs en francs ou devises (14 %);
- les contrats en unités de compte (23 %).

En France, en 1998, les affaires directes en assurance non-vie se partagent entre trois grands risques :

- l'assurance automobile (36 %) ;
- les dommages aux biens (23 %);
- les dommages corporels (23 %).

En 1999, l'assurance emploie près de 202 000 personnes soit 0,8 % environ de la population active.

La réglementation

Deux grands changements réglementaires sont intervenus en 1995.

- Création des entreprises mixtes

Avant 1995, il y avait deux sortes d'entreprises :

– les entreprises vie, qui ne pouvaient pratiquer que les opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation;

– les entreprises non-vie, qui ne pouvaient exercer que des opérations non-vie (appelées aussi « dommages »).

Grâce aux troisièmes directives européennes d'assurance (1992), les entreprises peuvent pratiquer simultanément l'ensemble des « assurances de personnes », soit, les opérations d'assurance sur la vie, la capitalisation et les opérations d'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie. L'assurance des dommages corporels reste parmi les branches non-vie mais devient ainsi une plage commune aux entreprises ayant des agréments vie et aux entreprises non-vie.

Cette faculté est introduite en France par la loi du 4 janvier 1994. Les entreprises l'utilisant s'appellent « sociétés mixtes ». La première société mixte apparaît en 1995.

- Introduction d'un nouveau plan comptable

Un nouveau plan comptable, pris en application d'une directive européenne de 1991, est utilisé en France depuis l'exercice 1995 par les entreprises d'assurance et réassurance.

Il a transformé la nomenclature et le contenu des comptes et des planches établies par les entreprises. Ces changements perturbent la continuité des séries statistiques :

– les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits ont été remplacés par les comptes de résultat, technique et non technique.

– la nomenclature des opérations d'assurance sur la vie a été profondément modifiée.

2. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance soumises au contrôle de la Commission de contrôle des assurances (CCA) lui envoient périodiquement des informations retraçant leur activité.

La plupart des informations comptables et statistiques sont fournies sous une forme normalisée et la CCA publie les totalisations des principaux états reçus. Ces totalisations concernent à la fois les comptes publiés par les entreprises et les états réservés à l'autorité de tutelle. La CCA publie également des tableaux de synthèse (modifications concernant les sociétés, évolutions chronologiques, répartition des activités, bilans et comptes de résultat par catégorie comptables simplifiés, etc.) établis à partir des informations reçues.

Jusqu'au 1er juillet 1994, toutes les entreprises d'assurance établies en France relevaient de la CCA, soit qu'elles y aient installé leur siège social, soit qu'elles y possédaient une succursale.

Depuis le 1er juillet 1994, les entreprises communautaires relèvent de l'autorité de tutelle compétente pour leur siège social, pour toute leur activité communautaire. Cette mesure concerne les entreprises dont le siège social est situé dans l'Espace Économique Européen (Union européenne, Islande, Liechtenstein et Norvège). Aussi, les tableaux figurant dans l'annuaire n'intègrent-ils plus, depuis l'exercice 1994, les comptes des succursales en France des entreprises communautaires. Seul le tableau indiquant la variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (tableau M.04-1) inclut toutes les entreprises établies en France.

Les statistiques de la CCA regroupent les sociétés mixtes avec les sociétés vie.

Les entreprises de réassurance de droit français sont soumises depuis le 1er janvier 1995 au contrôle de la CCA. Elles font l'objet de statistiques depuis cette date.

Les succursales à l'étranger d'entreprises françaises d'assurance ou de réassurance sont comprises dans ces comptes.

Les privatisations récentes de groupes de sociétés nationales (UAP, AGF, GAN) ont amené la CCA à regrouper dans ses statistiques depuis 1995 les entreprises nationales restantes avec les autres sociétés anonymes.

En assurance non-vie, les sociétés d'assurance mutuelles rémunérantes sont totalisées par la CCA avec les sociétés anonymes.

En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimations des organismes professionnels.

3. DÉFINITIONS

Affaires directes

Les opérations souscrites entre un assuré et un assureur, par opposition avec la réassurance qui intervient entre un assureur et un réassureur.

Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

Contrat de capitalisation

La capitalisation est un contrat par lequel une entreprise d'assurance s'engage, moyennant un versement unique ou des versements périodiques, à payer un capital déterminé d'avance, soit au terme du contrat soit avant cette date si le contrat est désigné par tirage au sort. Les opérations de capitalisation ne sont pas des opérations d'assurance mais peuvent être pratiquées en même temps que l'assurance sur la vie.

Groupe ouvert

C'est un contrat d'assurance vie à adhésion individuelle et facultative souscrit auprès d'une société d'assurance par l'intermédiaire d'un organisme représentant le groupe des assurés.

Mixte (société d'assurance)

Une société mixte pratique à la fois l'assurance sur la vie et l'assurance des dommages corporels liés aux accidents et à la maladie.

Mutuelle (société)

Les sociétés d'assurance mutuelle sont des sociétés d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

Provisions techniques

Chaque fois qu'elles contractent un engagement d'assurance ou de réassurance, les entreprises constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cet engagement; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est survenu, mais non encore payé; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus par le contrat.

Placements

La représentation des provisions techniques des entreprises d'assurance par des actifs financiers et immobiliers est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les entreprises placent librement leurs fonds propres.

Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs non-vie de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, les utilisent pour financer les intérêts prévus aux contrats et pour distribuer des participations aux bénéfices sous forme de revalorisation des prestations garanties.

Réassurance (Cessions, Acceptations)

C'est une convention par laquelle un assureur transfère à un réassureur une partie des risques d'assurance qu'il a souscrits, moyennant une prime de réassurance. La réassurance est pratiquée par les sociétés d'assurance et par des sociétés de réassurance (réassureurs professionnels). Le réassuré « cède » des risques, le réassureur les « accepte ».

Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds qui est capitalisé. À une date fixée par le contrat, le montant de ce fonds est distribué :

- soit aux survivants (tontines en cas de vie);
- soit aux ayants droit des décédés (tontines en cas de décès).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Commission de contrôle des assurances;
- Organismes professionnels;
- Caisse nationale de prévoyance.

Publications :

Rapport d'activité (annuel), Commission de contrôle des assurances;

Résultats comptables des entreprises d'assurance de capitalisation et de réassurance (annuel), Commission de contrôle des assurances;

Tableaux de synthèse (annuel), Commission de contrôle des assurances;

« L'assurance française en 1999 », Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) [rapport annuel];

Revue *SIGMA,* Compagnie suisse de réassurance;

« Le système intermédiaire d'assurance », *INSEE-Méthodes*, n° 18, mai 1992;

« Les assurances dans les années quatre-vingt : l'envolée », *INSEE-Première*, n° 244, février 1993;

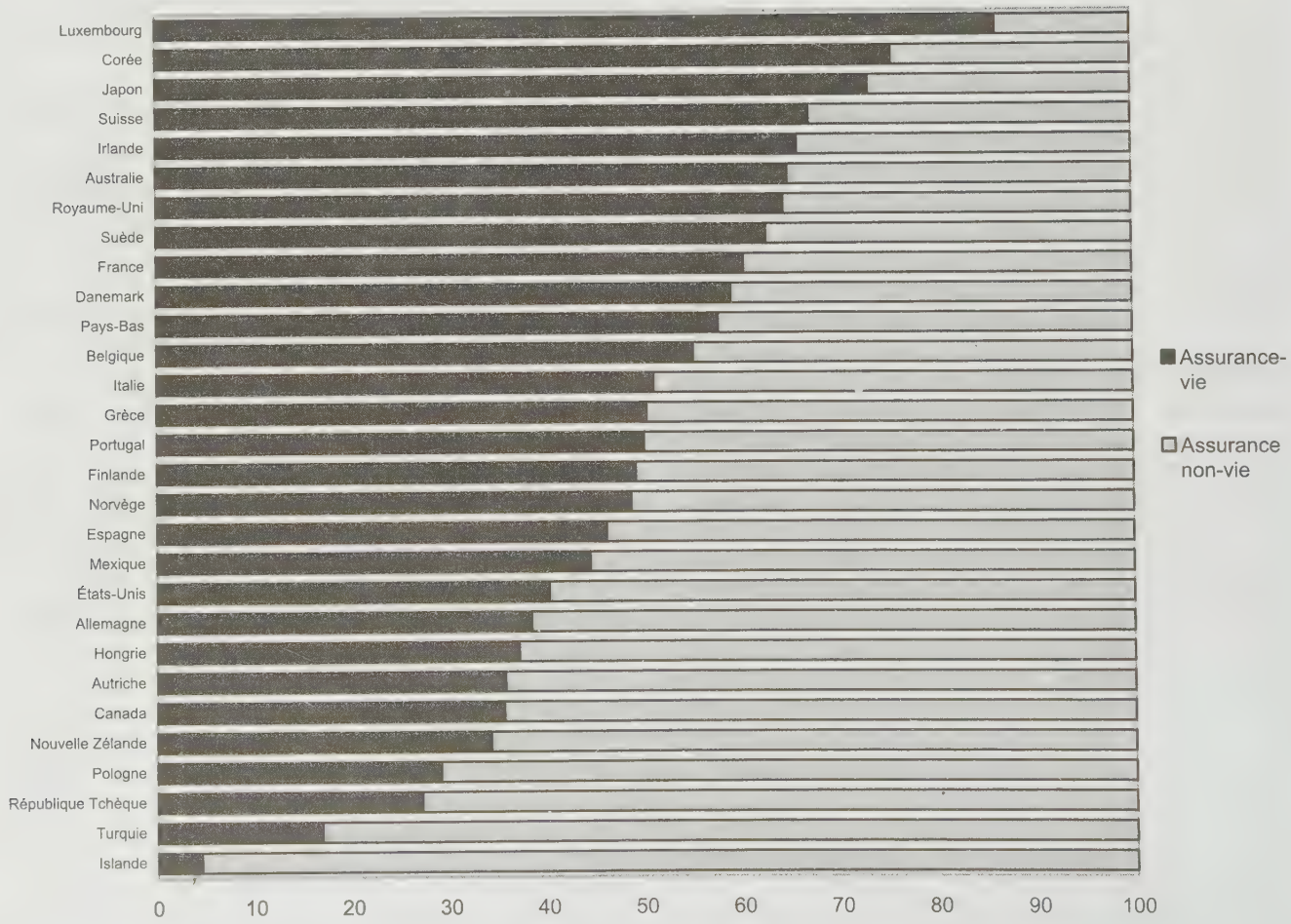
« L'assurance automobile, un budget de plus de 3 000 francs », *INSEE-Première*, n° 554, novembre 1997;

Annuaire des statistiques d'assurance 1991-1998; OCDE.

*
* *

GRAPHIQUE M.04

Part de l'assurance vie et non-vie en 1998 dans plusieurs pays de l'OCDE



Source : Annuaire des statistiques d'assurance 1991-1998, OCDE, 2000

TABLEAU M.04-1

Variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (1)

Situation au 31 décembre

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Forme juridique	1996	1997	1998	1999	Variation 1999
Sociétés d'assurance non-vie					
Sociétés nationales	3	3	2	2	–
Sociétés anonymes	145	147	146	140	– 6
Sociétés d'assurance mutuelle rémunérant des intermédiaires	52	50	51	49	– 2
Sociétés d'assurance mutuelle ne rémunérant pas des intermédiaires	19	19	19	19	–
Mutuelles locales ou professionnelles	82	55	53	53	–
Mutuelles agricoles	24	24	24	23	– 1
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E (2)	16	14	12	12	–
Succursales de l'Espace Économique Européen	79	...	...	...	...
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	360	...	...	...	...
Divers (3)	1	1	1	1	–
Société dispensée d'agrément (4)	1	1	1	1	–
Total	**782**	...	...	...	...
Sociétés d'assurance sur la vie					
Sociétés nationales	3	2	–	–	–
Sociétés anonymes	101	88	81	71	– 10
Sociétés d'assurance mutuelle	14	14	14	14	–
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E.	5	5	4	4	–
Succursales de l'Espace Économique Européen	7	...	...	...	...
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	77	...	...	...	...
Sociétés tontinières	3	3	3	3	–
Total	**210**	...	...	...	...
Sociétés d'assurance mixtes					
Société nationale	///	1	1	1	–
Sociétés anonymes	12	22	29	30	1
Sociétés d'assurance mutuelle	2	3	3	3	–
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	21	...	...	...	...
Total	**35**	...	...	...	...
Sociétés de réassurance					
Sociétés anonymes	20	25	27	31	4
Société d'assurance mutuelle	1	1	1	2	1
Total	**21**	**26**	**28**	**33**	**5**

(1) À l'exclusion des sociétés en liquidation.
(2) E.E.E. : Espace Économique Européen.
(3) Caisse départementale des incendiés de la Meuse.
(4) Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles d'Antilles-Guyane.

TABLEAU M.04-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Source : Fédération française des sociétés d'assurance

	1995	1996	1997	1998	1999
Salariés de sociétés d'assurances	**121 800**	**135 400**	**133 100**	**132 050**	**132 300**
Agents généraux					
Titulaires	17 400	17 100	16 800	16 280	15 800
Collaborateurs (salariés et non salariés)	35 000	35 000	35 000	32 000	32 000
Total	**52 400**	**52 100**	**51 800**	**48 280**	**47 800**
Courtiers					
Titulaires	2 400	2 400	2 500	2 500	2 400
Salariés	16 000	16 000	16 000	16 000	15 000
Total	**18 400**	**18 400**	**18 500**	**18 500**	**17 400**
Experts	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**	**4 400**
Total	**197 000**	**210 300**	**207 800**	**203 230**	**201 900**

TABLEAU M.04-3

Évolution des primes d'assurance

Primes émises brutes de cession en réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
1) Affaires directes d'assurances sur la vie et capitalisation					
Opérations de capitalisation (en francs et en unités de compte)	26 336	///	///	///	///
Opérations de capitalisation (hors unités de compte)	///	25 170	26 985	27 547	13 728
Assurances individuelles (en francs et en unités de compte)	102 458	–	–	–	–
Contrats individuels et groupes ouverts (hors unités de compte)	–	272 205	315 163	338 183	252 728
Assurances collectives (y compris groupes ouverts, en francs et en unités de compte)	250 573	–	–	–	–
Contrats collectifs	–	73 433	83 796	74 012	58 826
Contrats en unité de compte (assurances sur la vie et capitalisation)	–	43 625	36 684	73 894	97 646
Contrats collectifs relevant de l'article L441-1 (autres affaires avant 1995)	1 641	1 838	1 612	1 737	2 532
Opérations tontinières	378	438	487	587	712
Total des affaires directes en France métropolitaine	**381 386**	**416 709**	**464 727**	**515 960**	**426 172**
Départements et territoires d'Outre-Mer	964	–	–	–	–
Total des affaires directes en France	**382 350**	**416 709**	**464 727**	**515 960**	**426 172**
Total des affaires directes dans l'Union européenne (1)	**–**	**1 046**	**728**	**391**	**257**
Total des affaires directes hors Union européenne	**–**	**64**	**65**	**76**	**16**
Total des affaires directes à l'étranger	**563**	**1 110**	**793**	**467**	**273**
Total général des opérations d'assurance sur la vie et capitalisation	**382 913**	**417 819**	**465 520**	**516 427**	**426 445**
Évolution des primes en %	**19,7**	**9,1**	**11,4**	**10,9**	**– 17,4**
2) Affaires directes d'assurance non-vie					
Dommages corporels	52 422	54 482	55 799	57 282	58 530
Opérations réalisés par les sociétés vie et mixtes (2)	4 371	9 914	14 889	17 354	18 009
Opérations réalisées par les sociétés non-vie	48 051	44 568	40 910	39 928	40 521
Automobile	82 494	89 505	91 926	91 245	91 152
Dommages aux biens	52 896	56 422	58 984	58 063	58 123
Garantie légale des catastrophes naturelles	4 671	4 910	5 079	5 032	5 016
Responsabilité civile générale	9 401	9 520	10 239	10 389	10 625
Protection juridique, assistance, pertes pécunières diverses	9 088	9 715	10 025	10 967	10 872
Transports	9 257	9 844	9 205	8 713	6 619
Assurance construction (dommages ouvrages et responsabilité civile décennale)	3 082	4 262	4 759	5 515	5 537
Crédit et caution	3 810	3 866	3 938	3 948	4 087
Total des affaires directes en France métropolitaine	**227 121**	**242 526**	**249 954**	**251 154**	**250 561**
Départements et territoires d'Outre-Mer	2 211	–	–	–	–
Total des affaires directes en France	**229 332**	**242 526**	**249 954**	**251 154**	**250 561**
Total des affaires directes dans l'Union européenne (1)	**–**	**5 095**	**5 093**	**5 148**	**4 891**
Total des affaires directes hors Union européenne	**–**	**1 357**	**1 368**	**1 238**	**529**
Total des affaires directes à l'étranger	**6 476**	**6 452**	**6 461**	**6 386**	**5 420**
Total général des opérations d'assurance non-vie	**235 808**	**248 978**	**256 415**	**257 540**	**255 981**
3) Ensemble des affaires directes					
En France	611 682	659 235	714 681	767 114	676 733
À l'étranger	7 039	7 562	7 254	6 853	5 693
Total des affaires directes	**618 721**	**666 797**	**721 935**	**773 967**	**682 426**

N.B . Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.04-3 (suite et fin)

Évolution des primes d'assurance

Primes émises brutes de cession en réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
4) Opérations de réassurance					
Sociétés d'assurance vie et mixtes					
En France	9 940	15 433	13 710	14 797	14 734
À l'étranger	154	7	2	2	–
Total	**10 094**	**15 440**	**13 712**	**14 799**	**14 734**
Sociétés d'assurance non-vie					
En France	31 861	38 706	35 239	33 473	32 096
À l'étranger	1 781	841	894	865	1 215
Total	**33 642**	**39 547**	**36 133**	**34 338**	**33 311**
Ensemble des sociétés d'assurance					
En France	41 801	54 139	48 949	48 270	46 830
À l'étranger	1 935	848	896	867	1 215
Total	**43 736**	**54 987**	**49 845**	**49 137**	**48 045**
Sociétés de réassurance françaises					
En France	–	29 129	24 097	21 365	21 493
À l'étranger	–	2 046	1 804	1 661	1 257
Total	–	**31 175**	**25 901**	**23 026**	**22 750**
Total des opérations de réassurance					
En France	–	83 268	73 046	69 635	68 323
À l'étranger	–	2 894	2 700	2 528	2 472
Total	–	**86 162**	**75 746**	**72 163**	**70 795**

(1) Affaires directes, libre prestation de services (LPS) et succursales.
(2) Ce tableau inclut les opérations d'assurance des dommages corporels pratiquées par les sociétés d'assurance sur la vie et les sociétés mixtes.

TABLEAU M.04-4

Primes nettes d'annulation perçues par les sociétés d'assurance relevant de la Commission de contrôle des assurances

Année 1998

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	Sociétés anonymes et mutuelles rémunérantes	Mutuelles non rémunérantes	Sociétés mutuelles	Tontines	Extra communautaires	**Total**
Sociétés d'assurance sur la vie et sociétés mixtes	431 034	•	23 151	712	4 402	**459 299**
Sociétés d'assurance non-vie	195 299	72 361	•	•	3 513	**271 173**

TABLEAU M.04-5

Comptes techniques simplifiés des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes

Y compris les dommages corporels

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Montant 1996	% des primes	Montant *r* 1997	% des *r* primes	Montant 1998	% des primes
Ressources						
Primes	493 657	100,0	548 070	100,0	458 587	100,0
Résultat financier du compte technique	172 280	34,9	200 187	36,5	234 047	51,0
Autres produits	962	0,2	1 399	0,3	1 601	0,3
Charges incombant aux réassureurs	13 094	2,4	15 517	2,8	16 839	3,7
Total des ressources	**679 993**	**137,7**	**765 173**	**139,6**	**711 074**	**155,1**
Charges						
Charges des sinistres	205 838	41,7	226 577	41,3	263 885	57,5
Charges des provisions techniques	276 310	56,0	310 939	56,7	201 018	43,8
Participation aux résultats	142 180	28,8	160 613	29,3	177 267	38,7
Frais d'acquisition et d'administration	36 368	7,4	39 326	7,2	39 975	8,7
Autres charges techniques	3 411	0,7	3 697	0,7	4 579	1,0
Primes cédées aux réassureurs	11 514	2,3	14 442	2,6	14 365	3,1
Total des charges	**675 621**	**136,9**	**755 594**	**137,9**	**701 089**	**152,9**
Résultat technique	**4 372**	**0,9**	**9 579**	**1,7**	**9 985**	**2,2**

TABLEAU M.04-6

Compte de résultat technique des sociétés d'assurance non-vie

Y compris les succursales étrangères

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Montant 1996	% des primes	Montant 1997	% des primes	Montant 1998	% des primes
Ressources						
Primes	277 636	100,0	274 449	100,0	271 173	100,0
Résultat financier du compte technique	18 186	6,6	21 919	8,0	25 279	9,3
Autres produits techniques	2 463	0,9	2 734	1,0	2 818	1,0
Charges incombant aux organismes dispensés d'agrément	614	0,2	656	0,2	747	0,3
Charges incombant aux réassureurs	40 955	14,8	42 283	15,4	42 951	15,8
Total	**339 854**	**122,4**	**342 041**	**124,6**	**342 968**	**126,5**
Charges						
Prestations et frais payés	193 348	69,6	196 780	71,7	199 079	73,4
Charges des provisions techniques	20 974	7,6	20 018	7,3	24 078	8,9
Participation aux résultats	2 594	0,9	2 902	1,1	3 375	1,2
Frais d'acquisition et d'administration	55 036	19,8	55 920	20,4	56 926	21,0
Autres charges techniques	7 736	2,8	7 783	2,8	8 913	3,3
Primes cédées aux organismes dispensés d'agrément	968	0,3	983	0,4	1 096	0,4
Primes cédées aux réassureurs	48 495	17,5	46 023	16,8	43 218	15,9
Total des charges	**329 151**	**118,6**	**330 409**	**120,4**	**336 685**	**124,2**
Résultat technique	**10 703**	**3,9**	**11 632**	**4,2**	**6 283**	**2,3**

TABLEAU M.04-7

Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes

Y compris les dommages corporels

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	Montant 1996	% des primes	Montant *r* 1997	% des *r* primes	Montant 1998	% des primes
Ressources						
Résultat technique	4 372	0,9	9 579	1,7	9 985	2,2
Résultat financier du compte non technique	6 146	1,2	6 885	1,3	7 902	1,7
Produits exceptionnels et autres produits	1 399	0,3	1 115	0,2	1 512	0,3
Total	**11 917**	**2,4**	**17 579**	**3,2**	**19 399**	**4,2**
Charges						
Charges exceptionnelles et charges non techniques	3 068	0,6	3 248	0,6	3 959	0,9
Participation des salariés	183	—	191	—	204	—
Impôts sur les bénéfices	2 846	0,6	4 424	0,8	5 283	1,2
Total	**6 097**	**1,2**	**7 863**	**1,4**	**9 446**	**2,1**
Résultat de l'exercice	**5 820**	**1,2**	**9 716**	**1,8**	**9 953**	**2,2**

TABLEAU M.04-8

Compte de résultat non technique des sociétés d'assurance non-vie (1)

Succursales de sociétés extra-communautaires comprises

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA)

Unité : Million de francs

	Montant 1996	% des primes	Montant 1997	% des primes	Montant 1998	% des primes
Ressources						
Résultat technique	10 703	3,9	11 633	4,2	6 283	2,3
Résultat financier du compte non technique	5 779	2,1	7 105	2,6	8 146	3,0
Autres produits non techniques et produits exceptionnels	3 938	1,4	3 961	1,4	5 692	2,1
Total des ressources	**20 420**	**7,4**	**22 699**	**8,3**	**20 121**	**7,4**
Charges						
Autres charges non techniques et charges exceptionnelles	5 953	2,1	7 069	2,6	10 956	4,0
Participation des salariés	440	0,2	473	0,2	469	0,2
Impôts sur les bénéfices	3 147	1,1	6 254	2,3	6 149	2,3
Total des charges	**9 540**	**3,4**	**13 796**	**5,0**	**17 574**	**6,5**
Résultat de l'exercice	**10 880**	**3,9**	**8 903**	**3,2**	**2 547**	**0,9**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU M.04-9

Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des assurances non-vie (1)

Succursales étrangères comprises

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Million de francs

	Montant 1996	% du total	Montant 1997	% du total	Montant 1998	% du total
Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes (avant affectation) :						
Actif						
Placements	2 697 852	92,0	3 189 368	91,5	3 557 050	91,5
Part des réassureurs dans les provisions techniques	47 612	1,6	53 722	1,5	64 407	1,7
Créances	77 335	2,6	96 685	2,8	115 350	3,0
Actifs incorporels et autres actifs	21 435	0,7	48 216	1,4	41 118	1,1
Comptes de régularisation et différences de conversion	88 490	3,0	97 555	2,8	107 851	2,8
Total	**2 932 724**	**100,0**	**3 485 546**	**100,0**	**3 885 776**	**100,0**
Passif						
Capitaux propres et passifs subordonnés	123 416	4,2	148 117	4,2	170 255	4,4
Provisions techniques	2 680 947	91,4	3 158 722	90,6	3 529 414	90,8
Provisions pour risques et charges	10 865	0,4	10 523	0,3	13 170	0,3
Dettes	117 495	4,0	168 186	4,8	172 937	4,5
Total	**2 932 723**	**100,0**	**3 485 548**	**100,0**	**3 885 776**	**100,0**
Bilan simplifié des sociétés d'assurance non vie (avant affectation) :						
Actif						
Placements	485 221	73,5	523 629	73,4	554 479	74,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques	70 142	10,6	75 189	10,5	79 136	10,7
Créances	70 149	10,6	72 797	10,2	76 490	10,3
Actifs incorporels et autres actifs	19 484	2,9	26 588	3,7	17 042	2,3
Comptes de régularisation et différences de conversion	15 583	2,4	15 191	2,1	15 528	2,1
Total	**660 579**	**100,0**	**713 394**	**100,0**	**742 675**	**100,0**
Passif						
Capitaux propres et passifs subordonnés	129 919	18,1	143 638	20,1	145 207	19,6
Provisions techniques	448 310	69,0	470 663	66,0	492 724	66,3
Provisions pour risques et charges	14 907	2,5	15 481	2,2	16 948	2,3
Dettes	67 443	10,4	83 611	11,7	87 796	11,8
Total	**660 579**	**100,0**	**713 393**	**100,0**	**742 675**	**100,0**

(1) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU M.04-10

Part en % des primes brutes d'assurance rapportée au produit national brut dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE

Pays	1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Union Européenne (UE) (1)	**5,79**	**6,76**	**6,90**	**6,97**	**7,22**	**7,53**	**7,65**
Allemagne	5,92	6,26	6,45	6,55	6,65	6,64	6,51
Autriche	4,93	5,50	5,40	5,54	6,23	5,38	5,33
Belgique	4,64	5,14	5,17	5,33	5,58	5,77	6,47
Danemark	4,44	5,17	5,54	5,72	6,17	6,39	6,86
Espagne	3,53	4,30	5,11	4,81	5,04	5,18	5,19
Finlande	6,59	2,84	2,96	3,34	4,04	3,71	4,04
France	**5,89**	**7,64**	**8,27**	**8,57**	**9,08**	**9,40**	**8,00**
Grèce (2)	1,28	1,59	1,61	1,62	1,73	1,76	1,85
Irlande	8,96	8,79	8,95	8,28	9,08	9,96	12,23
Italie	2,63	3,25	3,38	3,49	3,56	4,12	4,88
Luxembourg	4,29	4,11	10,81	24,02	21,35	30,46	32,93
Pays-Bas (3)	7,64	7,96	8,30	8,86	9,11	9,35	9,84
Portugal	2,95	3,92	4,08	4,59	5,06	4,95	5,50
Royaume-Uni (4)	10,58	13,16	11,98	11,56	12,06	12,24	13,22
Suède	5,23	6,14	5,79	5,47	5,64	5,81	6,17
OCDE (1)	**7,44**	**7,88**	**8,12**	**8,11**	**8,09**	**8,54**	**8,71**
dont : États-Unis	9,73	10,15	10,05	9,89	9,84	10,61	10,97
Japon	8,43	8,52	8,48	8,52	8,03	8,06	7,79
Canada	4,72	4,43	4,57	4,66	4,46	4,31	4,20
Suisse	8,02	9,08	9,60	10,33	11,14	11,92	12,55

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance vie jusqu'à 1994.
(4) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance vie jusqu'à 1995.

TABLEAU M.04-11

Part de marché de l'assurance dans plusieurs pays de l'OCDE

Sur la base des primes brutes directes

Source : OCDE

%

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Union Européenne (UE) (1)	**30,21**	**29,92**	**29,53**	**31,26**	**32,84**	**31,17**	**31,92**
Allemagne	7,02	7,65	7,67	8,39	8,24	7,11	6,95
Autriche	0,62	0,64	0,61	0,68	0,75	0,57	0,57
Belgique	0,72	0,70	0,70	0,77	0,79	0,72	0,81
Danemark	0,47	0,46	0,49	0,55	0,60	0,56	0,60
Espagne	1,37	1,32	1,43	1,43	1,55	1,41	1,44
Finlande	0,71	0,15	0,17	0,22	0,27	0,23	0,25
France	**5,56**	**6,10**	**6,39**	**6,99**	**7,39**	**6,71**	**5,73**
Grèce (2)	0,08	0,09	0,09	0,10	0,11	0,11	0,11
Irlande	0,32	0,28	0,28	0,29	0,35	0,39	0,51
Italie	2,25	2,04	2,00	2,02	2,29	2,41	2,86
Luxembourg	0,04	0,03	0,09	0,22	0,19	0,25	0,27
Pays-Bas (3)	1,71	1,59	1,63	1,87	1,91	1,74	1,86
Portugal	0,16	0,21	0,21	0,25	0,29	0,26	0,29
Royaume-Uni (4)	8,23	7,92	7,10	6,80	7,36	8,04	8,97
Suède	0,95	0,73	0,67	0,67	0,75	0,68	0,70
OCDE :							
dont : États-Unis	44,15	41,12	39,26	36,93	38,47	42,50	45,16
Japon	19,78	23,26	23,08	23,26	19,55	17,31	14,76
Canada	2,16	1,57	1,46	1,42	1,40	1,34	1,22
Suisse	1,45	1,37	1,46	1,69	1,74	1,56	1,66

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1994.
(4) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1995.

TABLEAU M.04-12

Primes brutes totales des assurances émises dans plusieurs pays de l'OCDE

Source : OCDE — *Unité :* Million de dollars

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Union Européenne (UE) (1)	**415 233**	**538 005**	**582 578**	**666 299**	**694 017**	**677 010**	**708 365**
Allemagne	91 194	151 150	168 412	200 200	196 995	177 621	177 416
Autriche	8 540	11 024	12 120	14 240	16 013	12 844	12 860
Belgique	9 695	11 378	12 349	15 458	15 813	14 743	16 861
Danemark	6 862	8 109	9 758	11 376	12 332	11 700	12 961
Espagne	18 141	21 640	25 703	27 971	30 378	28 527	29 698
Finlande	9 433	2 665	3 115	4 474	5 319	4 658	5 242
France	**78 390**	**107 304**	**119 249**	**142 123**	**149 294**	**139 333**	**122 619**
Grèce (2)	1 067	1 525	1 655	1 925	2 194	2 143	2 270
Irlande	4 096	4 685	4 984	5 680	6 825	8 269	10 735
Italie	33 108	37 095	38 943	42 654	48 245	52 001	61 943
Luxembourg (3)	444	528	1 582	4 156	3 631	4 811	5 505
Pays-Bas	22 712	26 647	29 911	36 502	37 118	34 654	37 970
Portugal	2 079	3 322	3 632	4 856	5 585	5 100	6 003
Royaume-Uni (4)	115 274	138 604	138 100	140 298	148 610	165 969	191 170
Suède (5) (6)	14 198	12 329	13 064	14 386	15 667	14 638	15 111
OCDE (1)	**1 370 342**	**1 723 397**	**1 882 097**	**2 060 526**	**2 052 423**	**2 099 909**	**2 177 164**
dont : États-Unis	606 925	705 008	731 673	763 639	795 115	891 694	994 961
Japon	258 310	372 829	406 604	448 384	376 514	344 074	300 649
Canada	32 443	28 033	28 758	30 083	30 232	29 914	28 100
Suisse	27 315	33 723	37 985	45 444	38 963	34 713	36 491

(1) Uniquement pour les données disponibles.
(2) Sur la base des primes nettes émises jusqu'à 1991.
(3) Sur la base des primes brutes directes jusqu'à 1993.
(4) Sur la base des primes nettes émises pour l'assurance-vie jusqu'à 1992.
(5) Sans les succursales des assureurs étrangers pour l'assurance-vie pour 1990.
(6) Sans les succursales des assureurs étrangers pour l'assurance non-vie jusqu'à 1996.

TABLEAU M.04-13

Répartition des placements d'assurance

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire (valeur nette)

Année 1998

Source : Commission de contrôle des assurances (CCA) — *Unité :* Millier de francs

Nature des valeurs	OCDE		Hors OCDE	
	Vie et mixtes	Non-vie	Vie et mixtes	Non-vie
Immeubles et parts de SCI (1)	121 179	61 367	1	162
Actions et titres à revenu variable (OPCVM inclus) (2)	361 836	172 663	92	383
Obligations et titres à revenu fixe (OPCVM inclus)	2 545 997	279 805	11 793	205
Prêts et effets assimilés	63 010	11 909	–	17
Dépôts auprès des cédantes	11 258	23 149	–	109
Autres placements	45 535	3 836	–	128
Total	**3 148 815**	**552 729**	**11 886**	**1 004**

(1) SCI : Société Civile Immobilière.
(2) OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

N

Finances

Chapitre N.01

Monnaie, Crédit, Épargne, Patrimoine

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et tableaux :

Graphique. Agrégats monétaires et contreparties.

Graphique. Évolution des taux d'intérêt à court terme.

Graphique. Évolution des taux d'intérêt à long terme.

1. Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM).
2. Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE).
3. Agrégats de monnaie et contreparties de M 3.
4. Endettement intérieur total (EIT).
5. Tableau des financements de l'économie et placements financiers des agents non financiers résidents (TFP).
6. Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels (SEC 79).
7. Tableaux d'opérations financières (TOF).
8. Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne.
9. Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets.
10. Principaux taux d'intérêt débiteurs.
11. Crédits distribués par les institutions financières monétaires (IFM).
12. Répartition par objets des crédits distribués par les établissements de crédit.
13. Établissements relevant de la loi bancaire.
14. Bilan de la Banque de France.
15. Bilan des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France.
16. Bilan agrégé des banques des départements d'Outre-mer, des collectivités territoriales, du territoire polynésien et de Nouvelle-Calédonie.
17. Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « Direction des études et statistiques monétaires » (SASM et SESOF) et de l'INSEE, « Direction des études et des synthèses économiques », « Département des Comptes nationaux », (Divisions « Synthèse conjoncturelle » et « Synthèse générale des comptes »).

1. PRÉSENTATION

Au cours de l'année 1999, l'évolution des taux d'intérêt à court terme dans la zone euro accompagne les décisions du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (baisse de 50 points de base le 8 avril et relèvement de même ampleur le 4 novembre). Proche de 3 % jusqu'au mois d'avril, l'Euribor à 3 mois se situe ensuite un peu au-dessus de 2,5 % jusqu'au mois d'octobre, pour rejoindre en fin d'année un niveau compris entre 3,4 et 3,5 %. Simultanément, après avoir atteint un niveau exceptionnellement bas à la fin de 1998, les taux d'intérêt à long terme suivent durant toute l'année une tendance à la hausse, qui porte les rendements obligataires à des niveaux voisins de ceux qu'ils atteignaient en 1997 sur les marchés des principaux pays de la future zone euro.

L'écart entre la croissance de l'agrégat monétaire M 3 de la zone euro et la valeur de référence de 4,5 % qui lui est assignée, se creuse au cours de l'année 1999. En glissement annuel, la progression atteint 6,2 %, après 4,7 % en 1998. Le faible coût d'opportunité de la détention de certains actifs monétaires, dans un contexte d'amélioration de la conjoncture dans la zone euro, contribue certainement à cette accélération. Il est également possible que la remontée progressive des taux d'intérêt à long terme et le niveau très élevé atteint par les cours boursiers aient suscité un certain attentisme chez les épargnants désireux d'effectuer des placements en obligations ou en actions, contribuant ainsi au gonflement des avoirs liquides en attente d'affectation. L'analyse des facteurs à l'origine de cette progression révèle un dynamisme des crédits au secteur privé, pour partie lié à la reprise de l'activité, à une forte progression des prix des actifs immobiliers et financiers, et à la multiplication des opérations de fusions-acquisitions. En revanche, les opérations sur l'extérieur exercent un impact restrictif sur la progression de M 3, bien que les paiements courants enregistrent un excédent de 0,4 % du PIB : les agents non financiers ont mis à profit le faible niveau des taux d'intérêt dans la zone euro pour contracter auprès des banques résidentes des emprunts destinés à financer des investissements directs ou de portefeuille et des opérations de prêts/emprunts à l'extérieur (notamment aux États-Unis, en raison du différentiel de croissance favorable aux États-Unis).

La progression des crédits accordés aux résidents français par les institutions financières monétaires (IFM) françaises (+ 5,7 % après + 2,6 % en 1998) se situe à nouveau en retrait par rapport à celle des crédits accordés aux résidents de la zone euro par les IFM de la zone (+ 8,1 % après + 7,6 % en 1998).

La progression en glissement de l'endettement intérieur total (EIT) français se renforce, s'établissant, après correction des effets de reclassement et de valorisation, à 7,1 % contre 4,8 % en 1998. Les crédits des institutions financières (IF) (1) ont nettement accéléré (+ 6,1 %, après + 2,3 % en 1998), mais leur rythme est demeuré inférieur à celui, toujours soutenu, des financements de marchés (+ 8,6 % après + 9,1 % en 1998). C'est l'endettement des sociétés non financières qui contribue le plus à la progression de l'EIT : avant correction, contribution de 4,1 points, contre 1,1 point pour les administrations publiques et 1,7 point pour les ménages.

L'assurance-vie reste le principal placement financier des ménages français.

2. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques permettant de suivre l'activité bancaire en France sont établies par la Banque de France.

Le calcul des agrégats de la zone euro est effectué par la Banque centrale européenne (BCE) à partir des données fournies par les Banques centrales nationales (BCN).

La mise en œuvre d'un système européen de comptabilité nationale rénové et le passage à l'Union économique et monétaire (UEM) conduisent à une profonde révision des indicateurs statistiques sur la monnaie et le financement.

Le calcul et le suivi d'agrégats monétaires dans un cadre national ne présentent pas un grand intérêt du strict point de vue de la définition et de l'orientation de la politique monétaire unique de la zone euro. Néanmoins, compte tenu du poids de la France dans la zone, le suivi des instruments monétaires détenus au plan national peut permettre d'identifier les chocs susceptibles d'affecter la stabilité des agrégats monétaires européens.

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée (2), relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce l'activité des établissements de crédit établis en France. Elle a confié l'ensemble des fonctions de tutelle et de contrôle de la profession bancaire à trois instances collégiales distinctes, au fonctionnement desquelles la Banque de France est étroitement associée : le Comité de réglementation bancaire et financière (CRBF), le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) et le Conseil national du crédit et du titre (CNCT).

Afin d'obtenir des agrégats monétaires européens cohérents et précis, le Système européen de Banques centrales (SEBC) s'est doté d'un ensemble de concepts statistiques, permettant de définir de façon homogène les institutions créatrices de monnaie, dénommées institutions financières monétaires (IFM), et d'un cadre comptable commun. Il s'est pour cela très largement appuyé sur les définitions retenues dans le Système européen de comptes rénové (SEC 95), lui-même applicable dès 1999.

Le passage en phase III de l'Union économique et monétaire le 1er janvier 1999 s'accompagne, sous l'égide de la Banque centrale européenne, de la définition d'une série d'agrégats monétaires M 1, M 2 et M 3 parfaitement homogènes et couvrant l'intégralité de la zone euro, qui se substituent aux anciens agrégats nationaux.

La « monnaie fiduciaire » détenue par les agents non financiers (ANF) n'est pas une donnée directement fournie par le bilan des IFM, mais est estimée dans le cadre des comptes nationaux.

---

(1) IF toutes résidences. Les crédits obtenus auprès des non résidents incluent également les prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe, les prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs et les crédits commerciaux.

(2) La loi bancaire a notamment été modifiée par la loi de modernisation des activités financières (MAF) du 2 juillet 1996, qui a transposé en droit français la directive européenne du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans les valeurs mobilières.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale (1).

Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) :

Les institutions financières monétaires (IFM) comprennent les établissements de crédit résidents tels qu'ils sont définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (et/ou de proches substituts des dépôts) d'entités autres que les IFM et qui consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières.

Aux termes de cette définition, la population des IFM comprend :

— la Banque de France, le Fonds de stabilisation des changes et l'IEDOM :

- Banque de France (2),
- Fonds de stabilisation des changes (2) (3),
- l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM) ;

— les Banques :

- Banques « Association Française des Banques » (AFB) ;
- Banques mutualistes ou coopératives :

  Banques populaires,

  Réseau Crédit Agricole,

  Réseau Crédit mutuel,

  Réseau de crédit coopératif,

  Banque fédérale mutualiste,
- Crédits municipaux ;

— les Caisses d'épargne :

- Caisses d'épargne et de prévoyance,
- Caisse centrale des caisses d'épargne et de prévoyance (CCCEP),
- Caisse nationale d'épargne (La Poste) (2) ;

— la Caisse des dépôts et consignations (CDC) :

- Caisse des dépôts (2),
- Caisse de garantie pour le logement social (CGLS).

— les Sociétés financières et assimilées :

- Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (liste A) :

  Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI),

  SOFERGIE,

  Sociétés de financement des télécommunications,

  Sociétés de crédit différé,

  Sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI),

  Caisse de refinancement hypothécaire,

- Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) (liste B) :

  Sociétés de crédit-bail immobilier,

  Sociétés de location avec option d'achat,

  Sociétés de gestion de moyens de paiements,

  Autres sociétés financières,

- Sociétés financières spécialisées dans les services d'investissement.

— les Institutions financières spécialisées :

- Institutions financières spécialisées (IFS) :

  Caisse française de développement,

  Comptoir des entrepreneurs,

  Crédit foncier de France,

  Crédit local de France,

  MATIF-SA,

  Sociétés de développement régional (SDR),

  SOCREDOM,

  Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (SOFARIS) (3),

  CEPME,

  Euronext Paris.

— les OPCVM monétaires (2) (5)**:**

- Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) monétaires ;
- Fonds communs de placement (FCP) monétaires.

AUTRES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS (hors assurances et fonds de pension) :

— Institutions financières diverses et assimilées :

- Fonds communs de créances (FCC) (2) ;
- Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires (2) (3) ;
- Autoroutes de France (2) ;
- Comités interprofessionnels du logement (CIL) (2)(3),
- Groupement de banques pour l'émission d'emprunts obligataires (GBPE) (2) (4) ;
- Entreprises d'investissement ;
- Instituts régionaux de participation (IRP) (2) (4),
- Sociétés de contrepartie (2) (4) ;

- Sociétés de caution mutuelle (SCM) (3) ;
- Caisse nationale des autoroutes (CNA) (2) ;
- Caisse nationale des télécommunications (CNT) (2).

— Autres organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (2) (5) :

- SICAV et FCP long terme à vocation générale ;
- Sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF) (3) ;
- FCP Entreprises (3) ;
- Fonds Commun sur les marchés à terme ;
- FCP à Risque (3) ;
- Sociétés civiles de placements immobiliers.

AUXILIAIRES FINANCIERS :

- Holdings financières n'ayant pas le statut d'établissements de crédit et n'étant pas controlées par la Commission de Contrôle des Assurances ;
- Sociétés de gestion de protefeuille (6) ;
- Changeurs manuels ;
- Carte Bleue ;
- Carte Bancaire.

3. DÉFINITIONS

Taux directeurs

Les taux directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) sont les taux auxquels elle prête aux établissements de crédit et sur lesquels se calquent les taux des prêts que ces établissements se consentent entre eux (les taux interbancaires). La BCE dispose de trois taux directeurs :

— le taux des opérations principales de refinancement, qui consistent en des opérations de cession temporaire par lesquelles les Banques centrales nationales (BCN) fournissent des liquidités selon une fréquence hebdomadaire et une échéance de deux semaines ; ces opérations jouent un rôle pivot dans la poursuite des objectifs assignés aux opérations d'open market du Système européen de banques centrales (SEBC) et constituent le principal canal de refinancement du secteur financier ;

— le taux de la facilité de prêt marginal, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent obtenir des Banques centrales nationales des liquidités au jour le jour contre des actifs éligibles ; le taux de la facilité de prêt marginal constitue normalement un plafond pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour ;

— le taux de la facilité de dépôt, qui est une facilité permanente par laquelle les contreparties peuvent effectuer des dépôts au jour le jour auprès des Banques centrales nationales ; le taux de la facilité de dépôt constitue normalement un plancher pour le taux d'intérêt du marché au jour le jour.

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

Agrégats monétaires de la zone euro

Les agrégats monétaires recensent les moyens de paiement directement utilisables dans les transactions, détenus par les agents de la zone euro autres que les institutions financières monétaires (IFM) et les administrations centrales, ainsi que ceux des placements financiers auprès des IFM qui en constituent de proches substituts. Les actifs retenus sont aisément mobilisables et ne comportent que peu ou pas de risque en capital.

L'agrégat monétaire étroit M1 regroupe les moyens de paiement directement utilisables :

— les pièces et billets en circulation,

— les dépôts à vue.

L'agrégat intermédiaire M2 comprend, en plus de M1, les autres dépôts à court terme :

— les dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois,

— les dépôts à terme.

La masse monétaire au sens large, M3, inclut, outre M2, les instruments négociables émis à court terme :

— les pensions,

— les titres d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires,

— les instruments du marché monétaire,

— les titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans émis par des IFM.

Les dépôts à terme sont les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant une réfection totale ou partielle de la rémunération convenue.

---

(1) Pour la Comptabilité nationale, activités métropolitaines des agents financiers résidant en métropole, Monaco exclu, c'est-à-dire à l'exclusion des TOM. Pour les statistiques monétaires, activités des agents financiers résidant sur le territoire français (métropole, Monaco, départements d'Outre-Mer, Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte).

(2) Hors loi bancaire.

(3) Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

(4) Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

(5) Depuis le 1er janvier 1994, les catégories d'OPCVM (SICAV et FCP) sont d'une part les OPCVM « monétaires », d'autre part les autres OPCVM, « obligations et autres titres de créances », « actions », « garantis » et « .diversifiés ».

(6) Dépendent juridiquement des Entreprises d'investissement.

Les dépôts avec un préavis inférieur ou égal à trois mois sont les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère incomplet de transférabilité. En France, il s'agit par exemple des livrets A et bleus, des Codevi, des livrets jeunes, des comptes d'épargne-logement, des livrets d'épargne populaire et des livrets soumis à l'impôt.

Les pensions sont les espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et une date déterminés.

Les instruments du marché monétaire sont les titres émis à court terme par des IFM (durée initiale inférieure ou égale à un an) et négociables sur des marchés monétaires liquides. En France, cette catégorie regroupe les certificats de dépôt et à titre résiduel les anciens bons des institutions et sociétés financières (BISF).

En France, les principaux titres de créance sont les obligations, les bons à moyen terme négociables (BMTN), les billets de trésorerie et les bons du Trésor (BTF).

Les contreparties de M3

Les contreparties de M3 visent à mettre en évidence les principales sources de la création monétaire. Elles regroupent :

— les créances sur les autres résidents (non-IFM) :

- les crédits accordés aux non-IFM,
- le portefeuille de titres émis par des non-IFM ;

— créances nettes sur l'extérieur ;

— les ressources non monétaires des institutions financières monétaires (IFM) à déduire ;

— un poste « divers ».

La rubrique « créances nettes sur l'extérieur » retrace le solde des créances et des engagements nets sur les non résidents.

Les crédits incluent les crédits à l'habitat, à la consommation, à l'investissement, de trésorerie, les autres crédits, les créances douteuses brutes, le crédit-bail, les avoirs en titres non négociables et les dettes subordonnées constituées sous forme de dépôts ou prêts.

La rubrique « divers » inclut, entre autres, le solde des créances et des engagements inter-IFM (décalages et en route entre institutions financières...) et les acquisitions par des IFM d'actifs immobiliers pour compte propre auprès d'un agent non financier.

L'endettement intérieur total (EIT)

L'endettement intérieur total (EIT) recense l'ensemble des financements, hors actions, des agents non financiers résidant en France, obtenus soit auprès d'institutions financières monétaires ou d'autres intermédiaires financiers, soit sur les marchés de capitaux (monétaire ou obligataire), tant en France qu'à l'étranger.

Le suivi de l'EIT permet d'analyser l'évolution des ressources des agents économiques sous forme d'endettement au regard de celle de la demande interne, des prix et des équilibres extérieurs. Les informations relatives à la nature des financements obtenus fournissent, quant à elles, des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement. L'EIT est ainsi un indicateur conjoncturel de l'évolution du degré d'intermédiation des financements. Il présente un intérêt d'autant plus marqué en Union monétaire qu'il retrace les sources de financement externe des agents non financiers résidents.

L'EIT est une mesure d'encours qui regroupe en distinguant, pour chaque secteur institutionnel débiteur, les dettes dont le terme est inférieur ou égal à un an et celles dont le terme est supérieur à un an :

— les crédits obtenus auprès des institutions financières résidentes,

— les crédits obtenus auprès des non résidents,

— les financements de marchés,

— le financement monétaire du Trésor public.

Le tableau des financements et placements (TFP) des agents non financiers résidents

Le tableau des financements de l'économie et des placements financiers (TFP) est une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers (ANF) résidents.

Il retrace comment et au profit de qui sont distribués les financements et comment les agents ont arbitré entre placements monétaires et placements non monétaires. Il offre ainsi une présentation synthétique des placements et du patrimoine financier des agents non financiers, informations essentielles dans l'appréciation des effets de la politique monétaire.

Les agents non financiers sont regroupés en trois grandes catégories : les sociétés non financières (SNF), les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et les administrations publiques.

Cette population se différencie du secteur détenteur de monnaie dans la mesure où elle comprend les organismes d'administration centrale mais pas les institutions financières non monétaires (sociétés d'assurance et fonds de pension, autres intermédiaires financiers).

Il en résulte en particulier que la composante française de l'agrégat large M3 de la zone euro ne peut pas être dérivée directement du TFP. En effet, à l'inverse du TFP, elle inclut les engagements liquides des IFM résidentes vis-à-vis des institutions financières non monétaires résidentes et des résidents des autres pays de la zone euro appartenant au secteur détenteur de monnaie ; par ailleurs, elle exclut leurs engagements vis-à-vis des administrations centrales.

À l'actif du TFP, l'application des normes de comptabilité nationale aux statistiques monétaires, et le souci de retracer l'ensemble des créances des ANF sur les résidents et sur les non-résidents, conduisent à un regroupement des instruments financiers en trois grandes catégories :

DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME VIS-À-VIS DES IFM RÉSIDENTES

• Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme

Les dépôts à court terme qui sont repris des statistiques monétaires recouvrent les dépôts à vue, ceux remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois, et ceux assortis d'une échéance initiale inférieure ou égale à deux ans.

En outre, les avoirs liquides des organismes d'administration centrale, qui eux ne sont pas repris dans les agrégats monétaires, figurent dans le TFP par respect de la définition des ANF.

• Titres de créance d'une durée inférieure ou égale à 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions

La notion de titres de créance recouvre ici non seulement les bons à moyen terme négociables (BMTN) mais aussi les certificats de dépôt émis par des IFM résidentes. Le regroupement avec les titres d'OPCVM monétaires s'explique par la part importante des titres du marché monétaire dans les portefeuilles des OPCVM monétaires et l'indexation de leur rémunération sur les taux d'intérêt monétaires. La même logique guide l'inclusion des prises en pension de titres des ANF auprès des IFM.

AUTRES DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME

Cet ensemble regroupe les dépôts à court terme des ANF résidents auprès des institutions financières non monétaires résidentes (fonds communs de créance, entreprises d'investissement, ...), leur portefeuille de titres à court terme émis par les résidents autres que des IFM (billets de trésorerie, bons du Trésor à taux fixe — BTF — bons du Trésor à taux annualisé — BTAN — à 2 ans), mais aussi l'ensemble des avoirs à court terme des ANF auprès des non-résidents, quels qu'en soient les supports.

PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES DES AGENTS NON FINANCIERS

• Dépôts à terme d'une durée initiale supérieure à deux ans : cette catégorie inclut les comptes à terme et les bons de caisse et d'épargne à plus de 2 ans, ainsi que les plans d'épargne-logement et les plans d'épargne populaire de type bancaire.

• Placements de type « obligations » : ils recouvrent les titres de créance d'une durée à l'émission supérieure à 2 ans (BTAN à 5 ans, BMTN à plus de 2 ans), les obligations et les titres d'OPCVM obligations, mais également les placements auprès des sociétés d'assurance (dont les PEP assurances) et les titres d'OPCVM garantis. L'inclusion de ces derniers se justifie par la composition des portefeuilles des sociétés d'assurance et des OPCVM garantis, qui sont largement investis en obligations.

• Placements de type « actions et autres participations » : figurent dans cette rubrique les différentes catégories d'actions et les titres d'OPCVM largement investis en actions. Au sein des actions détenues par les ANF, on distingue les actions cotées des autres types de parts sociales (actions non cotées et autres participations). Les OPCVM sont quant à eux subdivisés en OPCVM actions, OPCVM diversifiés et autres OPCVM (1).

Le tableau d'opérations financières (TOF)

Le tableau d'opérations financières (TOF) est la partie financière des comptes nationaux. Il présente des équilibres entre actifs et passifs.

En flux, les comptes financiers retracent les opérations financières effectuées par les agents économiques. À ce titre, ils s'insèrent à la suite de la séquence des comptes non financiers des secteurs institutionnels, l'articulation se faisant au niveau de la capacité de financement. Ils décrivent, par types d'instruments, les variations d'actifs financiers et de passifs qui composent la capacité de financement.

Les stocks ou "encours" sont les actifs financiers et les passifs des comptes de patrimoine.

Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs

Sont présentés ici les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier, bourse ».

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France (**www.banque-france.fr**),

— Banque centrale européenne (**www.ecb.int**),

— Institut d'émission des départements d'Outre-mer et Institut d'émission d'Outre-mer (**www.iedom-ieom.com**),

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (**www.minefi.gouv.fr**),

— Caisse nationale d'épargne.

Lois et décrets :

— Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire,

— Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 relative à la modernisation des activités financières,

— Loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.

(1) Ces derniers recouvrent les OPCVM de droit étranger (monétaires et généraux), les sociétés civiles en placements immobiliers (SCPI), les fonds communs de placements d'entreprises (FCPE), les FCP à risques, les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT) et les sociétés d'investissement à capital fixe (SICAF).

Publications :

« Rapport – Exercice 1999 – adressé à Monsieur le Président de la République et au Parlement par Monsieur Jean-Claude Trichet, gouverneur », Banque de France.

« La monnaie en 1998 » (disponible uniquement sur le site internet **www.banque-france.fr**).

« Rapport annuel du Conseil national de Crédit et du Titre » ; dans le rapport 1998, pp195-202, on trouvera l'article méthodologique *La nouvelle base de comptabilité nationale.*

« Rapport annuel de la Commission bancaire ».

« Rapport annuel de la zone franc ».

Rapports annuels de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer – Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ; Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon.

Rapports annuels de l'Institut d'émission d'Outre-mer – Polynésie française, Wallis et Futuna ; Nouvelle-Calédonie.

Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne).

« Rapport annuel - La balance des paiements et la position extérieure de la France », Banque de France et Ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie.

« Bulletin de la Banque de France », mensuel, notamment :
mars 2000, n° 75, Les tableaux d'opérations financières 1995-1998 en base 95 ;
juin 2000, n° 78, Évolution et structure des financements en France et dans la zone euro. Le recours des entreprises aux financements de marché a-t-il été atypique en 1999 ? ;
juillet 2000, n° 79, La situation du système bancaire français en 1999 ;
septembre 2000, n° 81, Principales caractéristiques de l'intermédiation financière en France sur la période récente.

« Bulletin de la Banque de France », supplément statistiques, trimestriel.

« Tendances monétaires et financières », mensuel, Banque de France.

« Cahier des titres de créances négociables », mensuel, Banque de France.

« Bulletin mensuel de la Banque centrale européenne ».

« La politique monétaire unique en phase III, Documentation générale sur les instruments et procédures de la politique monétaire du SEBC », Banque centrale européenne, septembre 1998.

« Statistical information collected and compiled by the ESBC », Banque centrale européenne, mai 2000.

« Rapport sur les comptes de la nation de 1999 » :
– Comptes et indicateurs économiques, *INSEE Résultats,* Économie générale, n°s 187-188, juillet 2000 ;
– L'Économie française, édition 2000-2001, INSEE, Livre de Poche, 2000.

« Rapport du centre de liaison sur les moyens de paiements ».

« Les comptes des secteurs institutionnels de la base 80 à la base 95 », *Économie et statistique,* INSEE, n°s 321-322, 1999.

« Le patrimoine national, sources et méthodes d'évaluation », *INSEE-Méthodes*, n°s 41-42-43, 1994.

« 25 ans de comptes de patrimoine », INSEE-*Résultats*, n° 348, 1994.

« Revenu et patrimoine des ménages, Synthèses », *INSEE-Résultats*, n° 28, 1999.

« Les taux de possession de patrimoine par les ménages en 1998 - Actifs financiers, actifs professionnels, logement et endettement », *INSEE-Résultats*, n°s 144-145, janvier 1999.

« Les comptes financiers de la nation en 1999 – Dynamisme des financements aux agents privés », *INSEE -Première*, n° 714, mai 2000.

« Le patrimoine des indépendants diminue fortement lors du passage à la retraite », *INSEE-Première*, n° 739, octobre 2000.

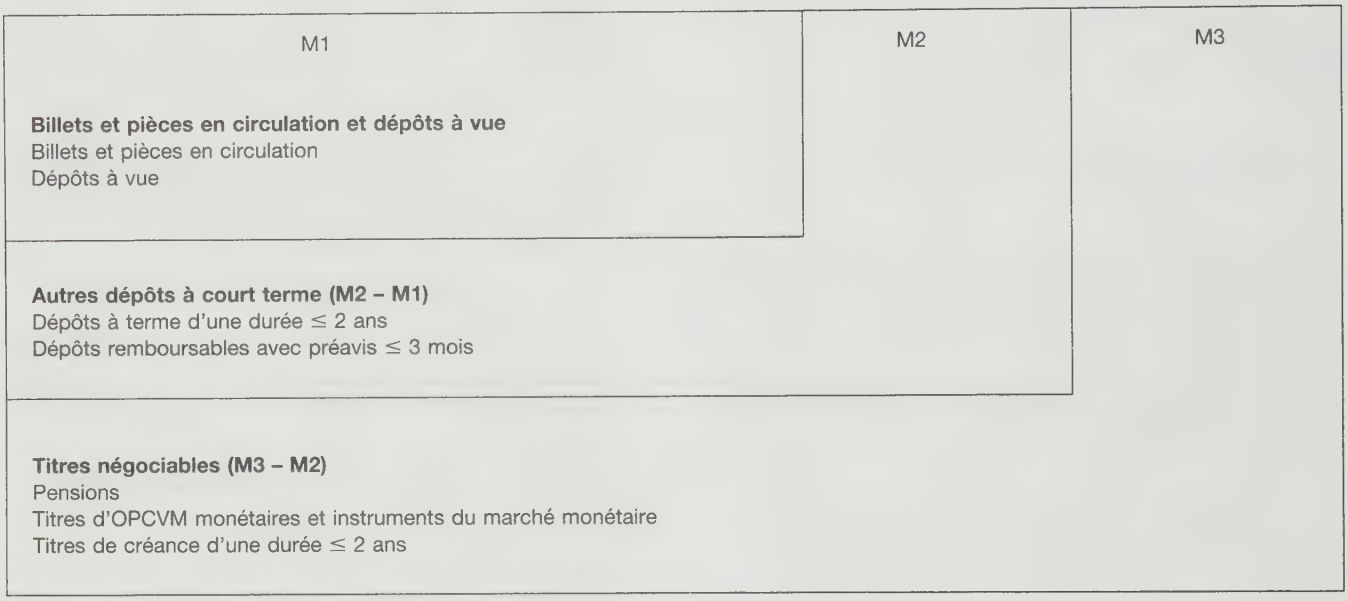
Autres publications :

Voir les chapitres G.01 et G.03.

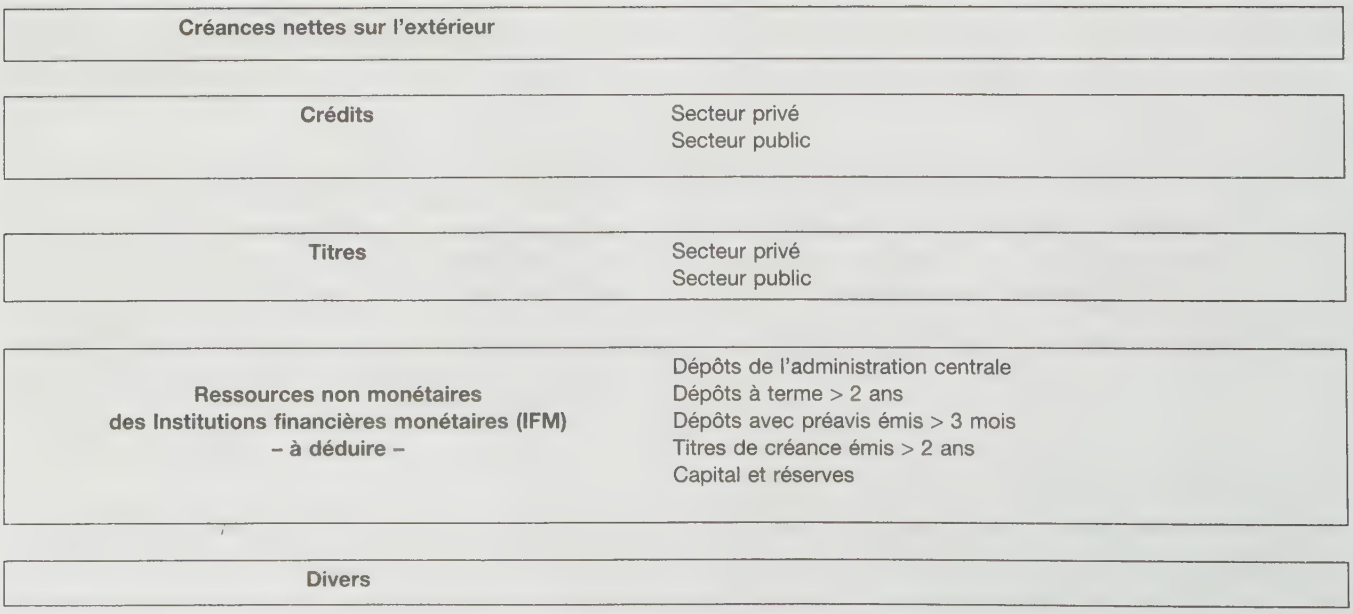
*
* *

GRAPHIQUE N.01-1

AGRÉGATS MONÉTAIRES DE LA ZONE EURO

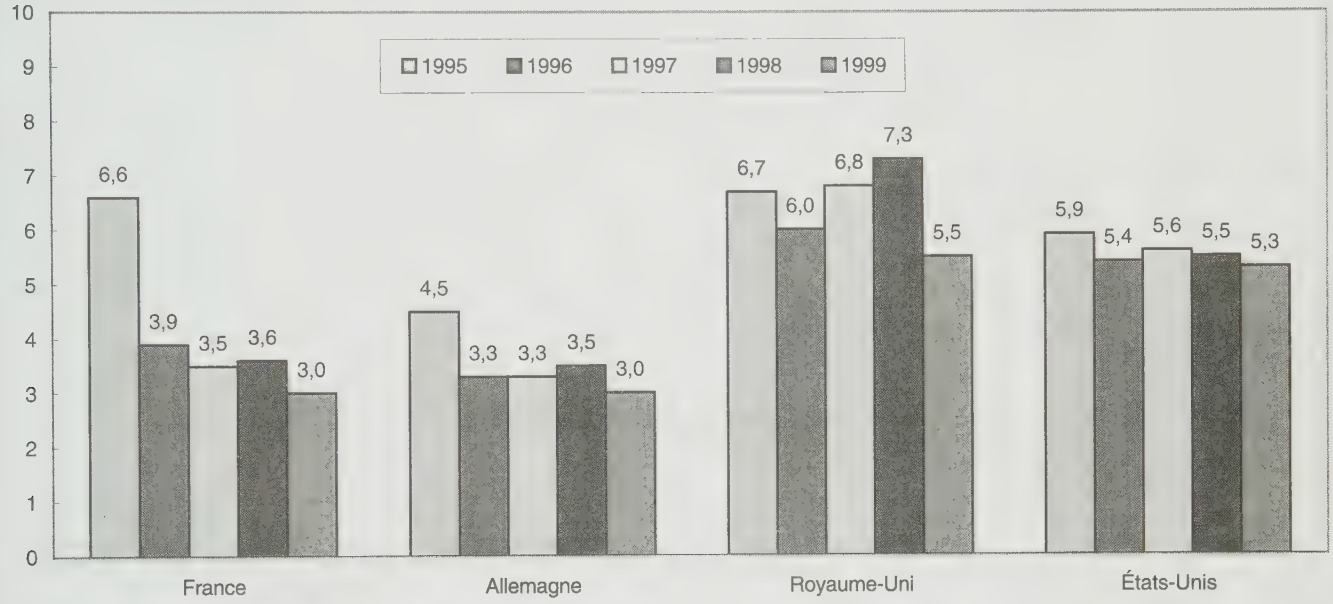


Contreparties de M3



GRAPHIQUE N.01-2

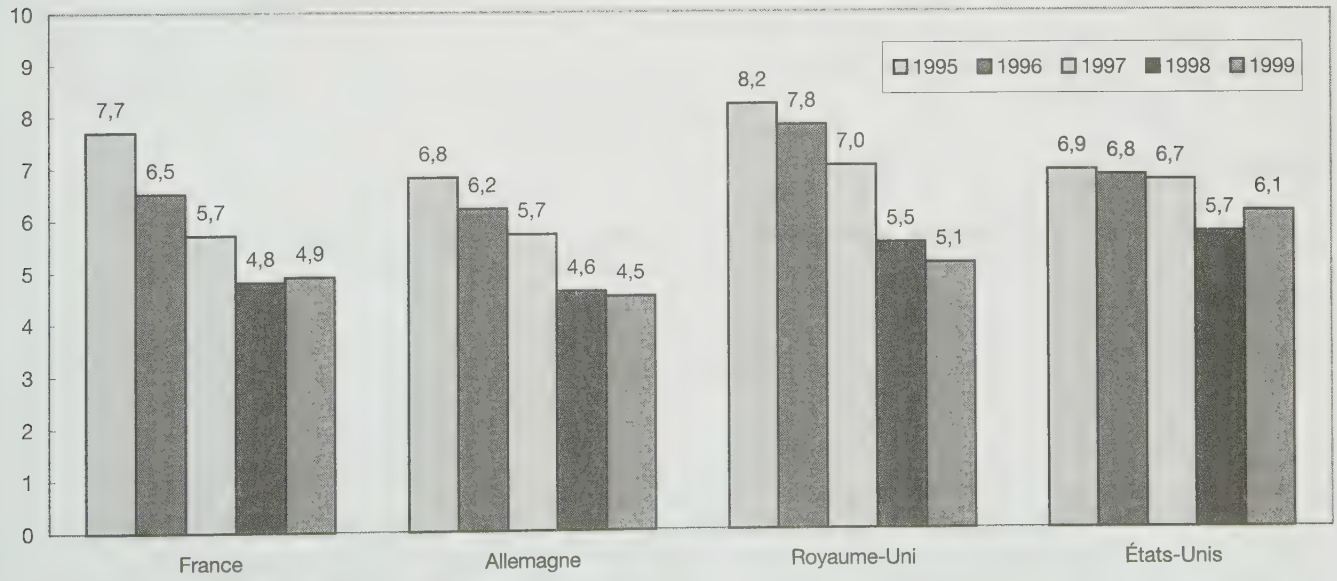
Évolution des taux d'intérêt à court terme



Source : OCDE

GRAPHIQUE N.01-3

Évolution des taux d'intérêt à long terme (1)



(1) Rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire

Source : OCDE

TABLEAU N.01-1

Parité de l'euro par rapport aux monnaies des autres pays de l'Union économique et monétaire (UEM)

Source : Banque centrale européenne

Pays	Monnaie		Euro
Allemagne	Deutsche Mark	DEM	1,95583
Autriche	Schilling autrichien	ATS	13,7603
Belgique	Franc belge	BEF	40,3399
Espagne	Peseta	ESP	166,386
Finlande	Mark finlandais	FIN	5,94573
France	**Franc français**	**FRF**	**6,55957**
Grèce	Drachme	GRD	340,750
Irlande	Punt irlandaise	IEP	0,787564
Italie	Lire italienne	ITL	1 936,27
Luxembourg	Franc luxembourgeois	LUF	40,3399
Pays-Bas	Florin néerlandais	NLG	2,20371
Portugal	Escudo	PTE	200,482

TABLEAU N.01-2

Taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE)

Année 1999

Source : Banque Centrale Européenne — *Unité :* %

Avec effet à compter du (1)	1er janvier	4 janvier (2)	22 janvier (2)	09 avril	05 novembre
Facilité de dépôt	2,00	2,75	2,75	1,50	2,00
Opération principale de refinancement (taux fixe)	3,00	3,00	3,00	2,50	3,00
Facilité de prêt marginal	4,50	3,25	3,25	3,50	4,00

(1) La date fait référence aux facilités de dépôts et de prêt marginal. Sauf indication contraire, pour les opérations principales de financement, les modifications de taux sont effectives à compter de la première opération qui suit la date indiquée.
(2) Le 22 décembre 1998, la BCE a annoncé, à titre de mesure exceptionnelle, qu'un corridor étroit de 50 points serait appliqué entre le taux de la facilité de prêt marginal et celui de la facilité de dépôt pour la période du 4 au 21 janvier 1999, pour faciliter la transition des opérateurs de marché vers le nouveau régime.

TABLEAU N.01-3

Agrégats de monnaie et contreparties de M3

Encours en fin d'année

Sources : Banque Centrale Européenne (1) et Banque de France (2) — *Unité :* Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
ZONE EURO (1)					
Agrégats de monnaie					
Billets et pièces en circulation	...	...	320,6	323,4	349,6
Dépôts à vue	...	...	1 302,9	1 453,5	1 609,4
Total M1	**1 423,2**	**1 528,5**	**1 623,4**	**1 776,9**	**1 959,0**
Dépôts à terme <= à 2 ans	...	...	896,9	894,5	877,5
Dépôts avec préavis terme <= à 3 mois	...	...	1 159,6	1 234,4	1 282,9
Total M2	**3 397,6**	**3 562,5**	**3 680,0**	**3 905,8**	**4 119,5**
Pensions	...	...	205,4	176,7	144,2
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	...	...	304,4	303,5	425,2
Titres de créances émis <= à 2 ans	...	...	71,2	69,7	88,0
Total M3	**3 937,5**	**4 090,4**	**4 260,9**	**4 455,7**	**4 776,9**
Contreparties de M3					
Créances nettes sur l'extérieur	...	...	**511,9**	**383,3**	**279,1**
Crédits	...	...	**5 552,3**	**5 937,5**	**6 365,0**
Secteur privé	4 187,5	4 410,9	4 709,7	5 095,9	5 517,7
Secteur public	...	...	842,5	841,6	847,3
Titres	...	...	**1 584,2**	**1 682,2**	**1 829,3**
Secteur privé	...	...	421,8	493,7	621,6
Secteur public	...	...	1 162,4	1 188,5	1 207,8
Ressources non monétaires Des IFM (à déduire)	...	...	**3 309,4**	**3 438,3**	**3 737,1**
Dépôts de l'administration centrale	...	...	153,8	149,7	142,0
Dépôts à terme > 2 ans	...	...	1 004,9	1 030,2	1 160,3
Dépôts de préavis > 3 mois	...	...	219,8	214,8	112,8
Titres de créances émis > 2 ans	...	...	1 232,2	1 329,2	1 452,3
Capital et réserves	...	...	698,8	714,3	869,8
Divers	...	...	**– 78,0**	**– 109,1**	**40,7**
Total	...	...	**4 260,9**	**4 455,7**	**4 776,9**
COMPOSANTES FRANCE (2)					
Éléments de M1					
Dépôts à vue	248,8	250,2	272,2	280,3	308,9
Éléments de M2 -M1					
Comptes sur livret	221,5	237,1	258,8	273,3	274,0
Dépôts à terme <= à 2 ans	73,1	45,2	39,1	38,6	40,2
Éléments de M3-M2					
Titres d'OPCVM monétaires et instruments du marché monétaire	233,1	209,3	195,2	195,3	246,1
Prêts	**998,5**	**979,0**	**994,0**	**1 007,4**	**1 063,7**
dont : secteur privé	837,9	837,2	859,3	884,5	942,0

(1) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) de la zone euro avec les autres résidents de la zone euro (source : Banque Centrale Européenne).
(2) Opérations des institutions financières monétaires (IFM) françaises avec les autres résidents français, sauf pour la composante française de M3, qui englobe les opérations avec les autres résidents de la zone euro, et pour l'endettement intérieur total, qui regroupe les différentes formes d'endettement des résidents non financiers (source : Banque de France).

TABLEAU N.01-4

Endettement intérieur total (EIT)

Répartition par instrument

Encours en fin d'année

Source : Banque de France

Unité : Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
Endettement intérieur total	**1 743,8**	**1 797,7**	**1 868,6**	**1 955,4**	**2 088,9**
Ménages et assimilés (1)	**396,8**	**409,0**	**424,5**	**437,3**	**469,9**
≤ 1 an	17,5	18,6	19,6	20,8	22,7
> 1 an	379,3	390,4	404,9	416,5	447,2
Sociétés non financières	**702,9**	**701,2**	**719,8**	**757,9**	**837,8**
≤ 1 an	230,0	230,9	248,4	264,2	293,1
> 1 an	472,9	470,2	471,4	493,7	544,6
Administations publiques	**644,1**	**687,5**	**724,3**	**760,2**	**781,2**
≤ 1 an	111,4	108,8	95,3	97,8	86,1
> 1 an	532,7	578,7	629,0	662,4	695,1
Crédits obtenus auprès des IF résidents (2)	**1 029,5**	**1 010,5**	**1 025,6**	**1 034,1**	**1 086,0**
Ménages et assimilés (1)	**396,8**	**409,0**	**424,5**	**437,3**	**469,9**
≤ 1 an	17,5	18,6	19,6	20,8	22,7
> 1 an	379,3	390,4	404,9	416,5	447,2
Sociétés non financières	**471,8**	**453,3**	**455,1**	**462,5**	**489,0**
≤ 1 an	129,9	118,2	122,9	119,4	121,7
> 1 an	341,9	335,2	332,2	343,1	367,3
Administations publiques	**161,0**	**148,1**	**145,9**	**134,3**	**127,2**
≤ 1 an	29,0	25,7	14,2	13,9	13,3
> 1 an	132,0	122,4	131,8	120,4	113,8
Crédits obtenus auprès des non résidents (3)	**97,1**	**104,9**	**118,3**	**133,4**	**149,2**
Financements de marchés	**579,5**	**645,6**	**690,1**	**752,6**	**815,6**
Sociétés non financières	**134,0**	**142,9**	**146,4**	**162,0**	**199,6**
≤ 1 an	20,2	25,4	24,3	31,1	41,2
> 1 an	113,8	117,5	122,1	130,9	158,4
Administations publiques	**445,5**	**502,7**	**543,7**	**590,6**	**616,0**
≤ 1 an	44,9	46,6	46,6	48,8	34,9
> 1 an	400,6	456,1	497,1	541,8	581,1
Financement monétaire du Trésor public	**37,6**	**36,6**	**34,7**	**35,3**	**38,0**

(1) Ménages + institutions sans but lucratif au service des ménages.
(2) IF (Institutions financières) = Institutions financières monétaires (IFM) + Autres intermédiaires financiers Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Caisse Nationale des Télécommunications (CNT), Comité Interprofesionnel du Logement (CIL), OPCVM non monétaires, fonds communs de créances.
(3) Prêts entre unités n'appartenant pas au même groupe + prêts obtenus dans le cadre d'investissements directs + crédits commerciaux.

TABLEAU N.01-5

Tableau des financements de l'économie et placements financiers des agents non financiers résidents (TFP)

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité* : Milliards d'euros

		1997	1998	1999
PLACEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RESIDENTS				
DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME VIS-À-VIS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM) RÉSIDENTES	(A)	**797,7**	**796,3**	**841,2**
Monnaie fiduciaire et dépôts à court terme		**617,1**	**634,8**	**650,3**
Monnaie fiduciaire		39,5	40,1	39,9
Dépôts à vue		256,6	264,7	292,2
Placements à vue		258,8	273,3	274,0
Dépôts à terme ≤ 2 ans		37,8	34,5	33,4
Dépôts de l'administration centrale		24,5	22,2	10,9
Titres de créance ≤ 2 ans, titres d'OPCVM monétaires et pensions		**180,6**	**161,5**	**190,9**
Titres de créance ≤ 2 ans		35,8	39,4	50,6
Titres d'OPCVM monétaires		113,5	113,5	131,5
Prises en pension de titres		31,3	8,7	8,9
AUTRES DÉPÔTS ET TITRES À COURT TERME	(B)	58,2	63,4	74,8
Autres dépôts (exemple : dépôts des résidents à l'étranger)		51,5	51,3	57,3
Autres titres à court terme (exemple : billets de trésorerie, parts de fonds communs de créances (FCC) à court terme).		6,7	12,0	17,5
PLACEMENTS À MOYEN ET LONG TERMES	(C)	2 920,5	3 439,0	4 720,6
Dépôts à terme > 2 ans		**277,7**	**287,0**	**292,9**
Placements de type obligataire		**741,4**	**781,4**	**860,6**
Obligations		135,0	116,8	114,7
Autres titres de créance > 2 an		4,5	8,0	9,0
OPCVM obligataires		86,4	87,2	94,8
OPCVM garantis		23,3	27,8	32,7
Provisions techniques d'assurance-vie		*492,3*	*541,7*	*609,4*
PEP assurance		22,9	27,0	31,8
Autres placements d'assurance-vie		469,4	514,6	577,6
Placements de type actions et autres participations		**1 901,4**	**2 370,5**	**3 567,0**
Actions cotées		298,3	387,4	667,0
Autres types de parts sociales		1 489,1	1 840,2	2 712,6
OPCVM actions		45,2	55,8	70,2
OPCVM diversifiés		22,7	33,1	49,3
Autres OPCVM		46,1	54,0	67,9
TOTAL DES PLACEMENTS	**(D = A + B + C)**	**3 776,4**	**4 298,6**	**5 636,6**
FINANCEMENTS DES AGENTS NON FINANCIERS RÉSIDENTS				
Crédits	(E)	**1 121,9**	**1 167,5**	**1 235,5**
≤ 1 an		156,6	154,1	157,8
> 1 an		847,0	880,1	928,3
Crédits auprès des non-résidents		118,3	133,4	149,4
Financement monétaire du Trésor public	(F)	**34,7**	**35,3**	**38,0**
Financements de marché	(G)	**690,0**	**752,6**	**815,6**
≤ 1 an		70,9	79,9	76,1
> 1 an		619,1	672,7	739,5
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens des statistiques monétaires)	(H = E + F + G)	**1 846,6**	**1 955,4**	**2 089,1**
Passage aux statistiques financières	(I)	59,6	90,6	**40,9**
ENDETTEMENT INTÉRIEUR TOTAL (au sens de la comptabilité nationale)	(J = H + I)	**1 906,3**	**2 046,0**	**2 130,0**
Émissions d'actions et autres parts sociales	(K)	**3 521,5**	**2 281,9**	**3 987,5**
Actions cotées		518,6	714,1	1 203,6
Autres types de parts sociales		3 002,9	1 567,8	2 783,9
TOTAL DES FINANCEMENTS	**(L = J + K)**	**5 427,7**	**4 327,9**	**6 117,5**

TABLEAU N.01-6

Comptes de patrimoine des secteurs institutionnels

Année 1997

Encours en fin d'année

Source : INSEE (Comptes nationaux)

Unité : Milliard de francs courants

	Sociétés et quasi-sociétés non financières	Institutions financières	Entreprises d'assurance	Administrations publiques	Administrations privées	Ménages	Ensemble de l'économie nationale	Reste du monde	**Total**
Actifs									
Actifs corporels reproductibles	**10 225,8**	**173,9**	**205,8**	**3 871,3**	**71,8**	**13 129,3**	**27 677,9**	**–**	**27 677,9**
Stocks	1 600,2	0,5	–	96,2	–	189,6	1 886,5	–	1 886,5
Actifs fixes hors logement	6 611,4	173,4	35,1	3 521,2	71,8	890,3	11 303,2	–	11 303,2
Actifs fixes en logement	2 014,2	–	170,7	253,9	–	12 049,4	14 488,2	–	14 488,2
Actifs corporels non reproductibles	**223,2**	–	–	**150,4**	–	**1 073,2**	**1 446,8**	–	**1 446,8**
Actifs incorporels	**691,5**	–	–	–	–	**284,0**	**975,5**	–	**975,5**
Actifs non financiers	**11 140,5**	**173,9**	**205,8**	**4 021,7**	**71,8**	**14 486,5**	**30 100,2**	–	**30 100,2**
Moyens de paiement internationaux	119,5	472,4	22,8	38,4	–	180,9	834,0	81,5	915,5
Moyens de règlement en francs	515,3	972,8	27,8	326,2	71,4	1 030,9	2 944,4	113,5	3 057,9
Autres liquidités	442,3	4 970,7	39,3	41,1	33,3	3 976,0	9 502,6	2 323,2	11 825,8
Titres du marché monétaire	503,7	2 086,3	185,6	10,1	1,6	13,1	2 800,4	533,4	3 333,8
Obligations	220,5	2 625,6	2 449,2	141,7	36,7	433,4	5 907,0	858,3	6 765,3
Actions et autres participations	17 621,9	2 426,9	1 355,9	835,3	216,2	6 343,4	28 799,5	3 553,0	32 352,5
Prêts à court terme	4 069,7	4 334,7	220,6	1 114,0	2,3	484,7	10 226,1	1 313,4	11 539,5
Prêts à moyen et long termes	174,5	6 203,6	91,9	480,7	–	2,4	6 953,1	218,9	7 172,0
Réserves techniques d'assurance	94,1	1,8	–	2,0	0,4	3 433,0	3 531,2	6,0	3 537,2
Actifs financiers	**23 761,5**	**24 094,8**	**4 393,0**	**2 989,5**	**361,9**	**15 897,7**	**71 498,4**	**9 001,2**	**80 499,6**
Actifs	**34 902,0**	**24 268,7**	**4 598,8**	**7 011,2**	**433,7**	**30 384,2**	**101 598,6**	**9 001,2**	**110 599,8**
Passifs									
Moyens de paiement internationaux	–	171,8	–	–	–	–	171,8	743,7	915,5
Moyens de règlement en francs	–	2 555,5	–	447,7	–	–	3 003,2	54,7	3 057,9
Autres liquidités	579,2	9 205,2	18,5	54,7	–	1,8	9 859,3	1 966,5	11 825,8
Titres du marché monétaire	223,5	1 335,8	–	1 313,8	–	–	2 873,2	460,6	3 333,8
Obligations	831,9	2 230,5	7,6	2 657,8	–	–	5 727,8	1 037,5	6 765,3
Prêts à court terme	3 974,3	3 448,5	253,5	1 009,4	10,9	1 318,7	10 015,3	1 524,2	11 539,5
Prêts à moyen et long termes	2 601,4	366,9	8,6	906,2	42,3	2 622,3	6 547,8	624,3	7 172,1
Réserves techniques d'assurance	–	–	3 523,1	–	–	–	3 523,1	14,2	3 537,3
Passifs financiers (hors actions et autres participations)	**8 210,3**	**19 314,2**	**3 811,3**	**6 389,6**	**53,3**	**3 942,8**	**41 721,4**	**6 425,6**	**48 147,0**
Valeur nette globale	**26 691,7**	**4 954,5**	**787,5**	621,6	**380,4**	**26 441,4**	**59 877,2**	**2 575,6**	**62 452,8**
Actions et autres participations	21 043,4	6 189,6	1 540,6	–	–	–	28 773,6	3578,9	32 352,5
Valeur nette indépendante	**5 648,3**	**– 1235,1**	**– 753,1**	**621,6**	**380,4**	**26 441,4**	**31 103,6**	– 1003,3	**30 100,2**

TABLEAU N.01-7

Tableau d'opérations financières (TOF)

Encours en fin d'année et flux

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards de francs

	1996		1997		1998		1999
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**
Résidents							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	**164,6**	0,3	**154,6**	34,0	**174,1**	– 12,3	**186,8**
Numéraire et dépôts	**13 132,1**	1 177,6	**14 491,4**	588,0	**14 950,0**	776,5	**16 004,0**
Titres hors actions	**8 266,6**	1 884,7	**8 961,8**	2 674,3	**9 911,1**	2 951,8	**10 352,4**
Crédits	**9 922,8**	239,0	**10 221,3**	207,2	**10 314,1**	502,3	**10 751,2**
Actions et titres d'OPCVM	**15 123,9**	413,9	**18 595,3**	806,0	**23 118,6**	873,5	**34 136,1**
Provisions techniques d'assurance	**3 141,2**	500,2	**3 662,6**	357,8	**4 060,3**	382,1	**4 487,9**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**5 080,5**	341,7	**5 478,1**	23,8	**5 522,3**	413,0	**5 935,3**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**13 054,3**	1 088,8	**14 325,9**	768,5	**15 009,9**	898,6	**15 988,4**
Titres hors actions	**8 712,4**	1 699,2	**9 197,9**	2 441,3	**9 892,2**	2 681,5	**10 107,2**
Crédits	**9 519,4**	288,9	**9 790,7**	143,0	**9 852,3**	654,4	**10 441,5**
Actions et titres d'OPCVM	**14 961,3**	413,2	**18 131,5**	714,1	**22 940,0**	667,8	**34 906,1**
Provisions techniques d'assurance	**3 147,4**	500,9	**3 669,4**	365,2	**4 074,5**	382,8	**4 502,7**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**5 050,3**	354,2	**5 409,7**	– 5,1	**5 417,1**	329,4	**5 746,5**
Valeur financière nette	**386,6**	///	**1 040,0**	///	**864,4**	///	**161,5**
Solde des opérations sur actif et passif financiers	///	**212,3**	///	**264,2**	///	**272,6**	///
Sociétés non financières							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**765,0**	66,0	**820,1**	**809,7**	– 3,3	29,1	**841,0**
Titres hors actions	**616,7**	– 106,8	**643,7**	**726,7**	– 81,9	83,9	**797,0**
Crédits	**1 457,2**	104,7	**1 604,1**	**1 707,8**	108,0	10,5	**1 718,3**
Actions et titres d'OPCVM	**5 646,0**	152,7	**7 092,4**	**8 658,3**	284,3	509,0	**13 009,4**
Provisions techniques d'assurance	**79,6**	2,7	**82,3**	**66,8**	– 15,5	3,0	**69,8**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**2 925,0**	133,3	**3 115,9**	**3 227,9**	115,9	118,5	**3 346,4**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**7,7**	5,3	**13,7**	**14,3**	0,4	///	**14,3**
Titres hors actions	**1 051,0**	– 19,0	**1 110,8**	**1 252,4**	8,7	198,1	**1 431,5**
Crédits	**4 716,0**	139,1	**4 870,9**	**4 961,7**	148,6	261,6	**5 179,2**
Actions et titres d'OPCVM	**10 280,5**	315,6	**12 799,5**	**16 760,6**	328,2	207,7	**26 527,9**
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**3 198,0**	63,0	**3 233,1**	**3 200,0**	– 73,5	140,0	**3 339,9**
Valeur financière nette	**– 7 763,7**	///	**– 8 669,4**	**– 10 991,8**	///	///	**– 16 711,0**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 151,2**	///	///	**– 4,8**	**– 53,3**	///
Ménages							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**4 718,2**	282,0	**5 016,7**	**5 131,5**	185,6	208,0	**5 345,8**
Titres hors actions	**605,3**	– 122,8	**480,0**	**417,3**	– 67,6	– 12,1	**377,4**
Crédits	**196,2**	22,1	**224,0**	**239,8**	13,0	2,5	**242,2**
Actions et titres d'OPCVM	**5 009,6**	– 1,7	**5 780,9**	**7 045,7**	51,8	34,1	**10 247,5**
Provisions techniques d'assurance	**3 057,5**	497,3	**3 575,9**	**3 988,2**	372,4	378,9	**4 412,5**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**359,6**	6,5	**373,2**	**428,1**	83,5	155,8	**583,8**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	///	///	///	///	///	///	///
Titres hors actions	///	///	///	///	///	///	///
Crédits	**2 863,8**	122,1	**2 949,9**	**3 041,8**	110,8	247,7	**3 268,4**
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	///	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**462,3**	1,9	**496,6**	**523,9**	46,7	48,4	**572,3**
Valeur financière nette	**10 620,3**	///	**12 004,2**	**13 684,9**	///	///	**17 368,5**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**559,5**	///	///	**481,2**	**471,0**	///

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU N.01-7 (suite et fin)

Tableau d'opérations financières (TOF)

Encours en fin d'année et flux

Source : Banque de France

Unité : Milliards de francs

	1996		1997		1998		1999
	Encours	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**	Flux	**Encours**
Administrations publiques							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**297,9**	145,5	**440,1**	23,2	**461,8**	– 48,1	**414,5**
Titres hors actions	**179,0**	– 13,3	**160,8**	3,4	**171,2**	4,9	**176,1**
Crédits	**554,9**	– 51,6	**473,1**	– 76,3	**378,8**	– 21,3	**357,5**
Actions et titres d'OPCVM	**844,8**	– 30,7	**960,2**	– 2,8	**1 213,9**	– 17,6	**1 682,8**
Provisions techniques d'assurance	**2,1**	0,1	**2,1**	1,2	**3,3**	0,2	**3,5**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**838,6**	90,8	**884,1**	5,3	**831,6**	54,8	**886,9**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**417,9**	25,6	**443,5**	20,2	**463,9**	39,3	**503,2**
Titres hors actions	**3 661,0**	301,8	**3 990,9**	324,5	**4 479,5**	137,5	**4 346,8**
Crédits	**1 353,0**	– 26,5	**1 277,9**	– 157,5	**1 120,8**	– 63,7	**1 057,1**
Actions et titres d'OPCVM	///	///	///	///	–	///	///
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	–	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**670,3**	89,0	**757,5**	– 2,0	**707,5**	16,5	**723,9**
Valeur financière nette	**– 3 385,0**	///	**– 3 549,5**	///	**– 3 710,9**	///	**– 3 109,6**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 249,2**	///	**– 231,1**	///	**– 156,8**	///
Reste du Monde							
ACTIF							
Or monétaire et DTS (1)	///	///	///	///	///	///	///
Numéraire et dépôts	**2 482,5**	226,5	**2 851,8**	37,1	**2 818,3**	206,0	**3 068,7**
Titres hors actions	**1 608,3**	438,7	**1 935,3**	589,8	**2 353,2**	851,6	**3 001,8**
Crédits	**428,0**	103,0	**517,8**	83,1	**600,1**	363,2	**963,3**
Actions et titres d'OPCVM	**2 433,2**	188,6	**3 296,7**	197,7	**4 383,2**	320,1	**7 071,2**
Provisions techniques d'assurance	**6,1**	0,7	**6,8**	7,4	**14,2**	0,7	**14,8**
Autres comptes à recevoir ou à payer	**388,0**	29,6	**389,0**	16,2	**403,0**	– 0,6	**402,4**
PASSIF ET VALEUR NETTE							
Or monétaire et DTS (1)	**164,6**	0,3	**154,6**	34,0	**174,1**	– 12,3	**186,6**
Numéraire et dépôts	**2 560,3**	315,3	**3 017,2**	– 143,4	**2 758,4**	83,9	**3 084,4**
Titres hors actions	**1 162,5**	624,2	**1 699,1**	822,8	**2 372,1**	1 122,0	**3 247,1**
Crédits	**831,4**	53,2	**948,4**	147,3	**1 061,9**	211,1	**1 273,0**
Actions et titres d'OPCVM	**2 595,8**	189,3	**3 760,5**	289,6	**4 561,8**	525,8	**6 301,2**
Provisions techniques d'assurance	///	///	///	///	///	///	///
Autres comptes à recevoir ou à payer	**418,2**	17,2	**457,4**	45,1	**508,1**	83,1	**591,2**
Valeur financière nette	**– 386,6**	///	**– 1 040,0**	///	**– 864,4**	///	**– 161,5**
Solde des opérations sur actifs et passifs financiers	///	**– 212,3**	///	**– 264,2**	///	**– 272,6**	///

(1) Les flux d'or monétaire ou de Droits de tirages spéciaux (DTS) enregistrés ici correspondent aux échanges entre Banques centrales nationales de ces actifs. Ce sont donc, par construction, des opérations enregistrées entre la Banque centrale nationale et le reste du monde. La monétisation/démonétisation de l'or ou l'allocation/annulation de DTS donne lieu à des flux d'"autres changements de volumes" d'actifs ou de passifs financiers.

TABLEAU N.01-8

Taux d'intérêt créditeurs des principales formes d'épargne

Taux d'intérêt nominal annuel

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France (mis à jour le 6 novembre 2000)

	1990	1996	1997	1998	1999	2000
LIVRETS D'ÉPARGNE						
Livret A (Caisses d'Épargne, Poste) et Livret bleu (Crédit mutuel) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (en %)	4,50	3,50 (1)	3,50	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)
Plafond de dépôt (francs)	90 000	100 000 (5)	100 000	100 000	100 000	100 000
CODEVI (6) banques et caisses d'épargne :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,50	3,50 (1)	3,50	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)
Plafond de dépôt (francs)	10 000	30 000 (7)	30 000	30 000	30 000	30 000
Livrets jeunes (depuis le 03 mai 1996) :						
Taux d'intérêt (%) (8)	—	4,75	4,75	4,00	3,18	4,03 (9)
Plafond de dépôt (francs)	—	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Épargne populaire (10) banques et caisses d'épargne :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	5,50	4,75 (1)	4,75	4,75	4,00 (3)	4,25 (4)
Plafond de l'impôt sur le revenu (francs)	...	1 890	4 080	4 130	4 170	4 200
Plafond de dépôt (francs)	30 000	40 000 (5)	40 000	40 000	50 000 (11)	50 000
Livret ordinaire (soumis à l'impôt) Caisses d'Épargne, Poste et banques :						
Taux d'intérêt brut (%) (8)	4,50	3,50 (1)	3,50	3,00	2,05	2,78 (9)
Taux d'intérêt net (%) (8) (12)	3,74	2,80	2,77	2,25	1,54	2,09 (9)
ÉPARGNE LOGEMENT (taux avec prime) (banques et Caisses d'Épargne)						
Compte Épargne Logement (CEL) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	4,00	3,50 (13)	3,50	3,00 (2)	2,25 (3)	3,00 (4)
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	4,00	3,50	3,50	2,70	2,03	2,70
Plafond de prime (francs)	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Plafond de dépôt (francs)	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Plan Épargne Logement (PEL) :						
Taux d'intérêt au 31 décembre (%)	6,00 (14)	5,25 (13)	4,25 (15)	4,00 (2)	3,60 (3)	4,50 (4)
Taux d'intérêt net des prélèvements sociaux (%)	6,00	5,25	4,25	3,60	3,24	4,05
Plafond de prime (francs)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Plafond de dépôt (francs)	300 000	400 000 (16)	400 000	400 000	400 000	400 000

(1) À compter du 1er mars 1996.
(2) À compter du 16 juin 1998 (09 juin 1998 pour les PEL).
(3) À compter du 1er août 1999 (26 juillet 1999 pour les PEL).
(4) À compter du1er juillet 2000.
(5) À compter du 1er novembre 1991 pour les livrets A et du 15 décembre 1991 pour les livrets bleus détenus par des personnes physiques. Pour les livrets bleus détenus par des personnes morales le plafond est de 500 000 F depuis le 15 décembre 1996.
(6) CODÉVI : Compte pour le Développement Industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France.
(7) À compter du 1er octobre 1994.
(8) Libre depuis le 15 juin 1998. Moyenne pondérée des conditions offertes par les principaux établissements de la place.
(9) Moyenne des taux prévalant en septembre 2000.
(10) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année).
(11) À compter du 1er août 1999.
(12) Net du prélèvement libératoire (optionnel jusqu'en 1995) et des prélèvements sociaux.
(13) À compter du 16 février 1994 pour les CEL et du 07 février 1994 pour les PEL.
(14) À compter du 31 juillet 1990.
(15) À compter du 23 janvier 1997.
(16) Depuis le 1er avril 1992, le plafond est de 400 000F (décret et arrêté du 4 avril 1992), la durée minimale du plan a été ramenée de 5 à 4 ans et un plafond de 10 ans a été fixé pour la demande de prêt.

TABLEAU N.01-9

Dépôts à vue, dépôts à terme et comptes sur livrets

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
Dépôts à vue	**248,8**	**250,2**	**272,2**	**280,3**	**308,9**
Total agents non financiers (1)	238,5	239,4	256,7	264,8	292,2
Ménages et assimilés (2)	134,7	130,7	134,2	137,5	157,5
Sociétés non financières	72,0	74,9	81,6	85,3	91,2
Administrations publiques hors administrations centrales (3)	31,8	33,8	40,9	42,0	43,5
Autres agents (4)	10,3	10,8	15,5	15,5	16,7
Dépôts à terme	**284,3**	**300,4**	**319,4**	**330,7**	**338,6**
Dépôt à terme ≤ 2 ans	63,2	45,2	39,1	38,6	40,2
Dépôt à terme > 2 ans	221,1	255,2	280,3	292,1	298,4
Plan d'épargne-logement	114,8	142,2	161,8	175,3	188,7
Plan d'épargne populaire	61,2	70,4	77,5	76,2	73,1
Autres	45,1	42,6	41,0	40,6	36,5
Comptes sur livrets	**221,5**	**237,2**	**258,9**	**273,3**	**274,0**
Livrets A	112,3	103,9	107,0	108,5	101,9
Livrets bleus	14,9	14,1	14,7	15,2	14,8
Comptes d'épargne-logement	21,7	23,5	24,7	25,9	26,8
Codevi	29,5	30,9	33,4	35,1	35,1
Livrets d'épargne populaire	15,3	26,1	31,3	36,2	41,3
Livrets jeunes	–	3,9	4,6	4,9	4,9
Livrets soumis à l'impôt	27,8	34,8	43,2	47,6	49,3

(1) ANF (Agents non financiers) : ménages et assimilés, sociétés non financières, administrations publiques hors administrations centrales (administrations de Sécurité sociale et collectivités locales).
(2) Ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages.
(3) Dont le poste "Autres sommes dues à la clientèle" des situations comptables.
(4) Principalement les sociétés d'assurance et fonds de pension, les OPCVM non monétaires, les entreprises d'investissement et les fonds communs de créance.

TABLEAU N.01-10

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Source : Banque de France — *Unité :* %

	1995		1996		1997		1998		1999	
	déc.	Moy. (1)	déc.	Moy. (1)	déc.	Moy. (1)	déc.	Moy. (1)	déc.	Moy. (1)
Taux au jour le jour	5,0	6,4	3,3	3,7	3,4	3,2	3,1	3,4	3,1	2,7
Taux interbancaire à 3 mois à Paris (PIBOR)	5,6	6,6	3,4	3,9	3,7	3,5	3,3	3,6	–	–
Taux interbancaire à 3 mois zone euro (EURIBOR)	–	–	–	–	3,7	3,5	3,3	3,6	3,4	3,0
Taux des obligations publiques à 10 ans (Emprunt phare)	6,7	7,5	5,7	6,3	5,3	5,6	3,9	4,6	5,3	4,6
Taux de base bancaire	7,5	8,1	6,3	6,8	6,6	6,3	6,6	6,6	6,3	6,4
Taux des crédits aux entreprises :										
Inférieur ou égal à un an	8,2	8,2	7,4	7,6	5,0	5,8	4,5	4,8	4,6	4,3
Supérieur à un an	8,2	8,3	6,8	7,3	5,0	5,6	4,6	4,8	4,4	4,2
Taux des crédits à la consommation	12,4	12,5	11,2	11,6	10,2	10,6	9,2	9,8	9,0	90,5
Taux des crédits à l'habitat à taux fixe	9,3	9,4	8,3	8,7	7,3	7,7	6,5	6,5	6,2	6,0

(1) Moyenne arithmétique simple.

TABLEAU N.01-11

Crédits distribués par les institutions financières monétaires

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
Répartition par réseaux distributeurs	**998,5**	**979,0**	**994,0**	**1 007,4**	**1 063,7**
Métropole + Monaco					
Banques (1)	...	630,7	655,4	685,0	737,5
Caisse des dépôts et consignations + caisse nationale d'épargne (1)	...	104,5	113,4	99,7	99,8
Établissements spécialisés (2)	...	231,6	213,9	210,6	212,4
Autres institutions financières monétaires (3)	...	12,2	11,3	12,0	14,0
Répartition par secteurs bénéficiaires	**998,5**	**979,0**	**994,0**	**1 007,4**	**1 063,7**
Secteur privé	837,9	837,2	859,3	884,5	942,0
Administrations publiques	160,6	141,8	134,7	122,9	121,6

(1) L'ensemble des banques regroupe les établissements adhérents de l'Association française des banques (AFB) et des réseaux mutualistes ou coopératifs. Les données correpondant au catégories "Banques" et "CDC et Caisse d'épargne" ont été révisées suite au reclassement du réseau des caisses d'épargne au sein des "Banques", en application de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière.
(2) Institutions financières spécialisées et sociétés financières (ISF).
(3) Banque de France, OPCVM monétaires et institutions financières monétaires sises outre-mer.

TABLEAU N.01-12

Répartition par objets des crédits distribués par les établissements de crédit

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité* : Milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
A- Crédits des établissements de crédit de la métropole					
Trésorerie des entreprises (1) et autres agents (2)	167,2	143,6	157,8	150,7	159,1
Exportation	2,8	2,6	2,8	2,6	2,6
Investissement	293,2	291,2	292,0	298,4	309,9
Trésorerie des particuliers	63,8	69,3	74,9	80,8	90,5
Habitat	333,7	339,8	345,4	354,6	382,2
Titres reçus en pension	4,5	9,8	15,5	20,1	15,2
Autres crédits	52,6	55,3	49,4	50,3	50,0
Créances douteuses brutes	75,9	68,9	64,5	60,5	54,6
B- Crédits des établissements de crédit aux sociétés non financières et au ménages (3)					
Crédits aux sociétés non financières	**441,5**	**421,9**	**422,4**	**431,9**	**457,3**
Investissement	144,8	142,1	140,8	149,8	160,6
Trésorerie	124,5	116,6	123,9	127,8	138,1
Autres objets	172,2	163,3	157,7	154,3	158,6
Crédits aux ménages	**383,0**	**395,1**	**410,2**	**422,7**	**454,8**
Habitat	240,4	246,8	254,0	262,7	285,1
Trésorerie	64,7	70,6	76,4	82,2	92,5
Autres objets	77,9	77,7	79,8	77,8	77,2

(1) L'agent "entreprises" regroupe les sociétés et les entrepreneurs individuels.
(2) Les "Autres agents" comprennent les entreprises d'assurance et de capitalisation, les administrations publiques et les administrations privées.
(3) Les encours incorporent les crédits titrisés dans une perspective de demande de crédit.

TABLEAU N.01-13

Établissements relevant de la loi bancaire

(Loi du 24 janvier 1984 modifiée titres I et IV bis)

Situation en fin d'année

Source : Banque de France

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Établissements de crédit agréés en France (hors Monaco)						
I. Établissements habilités à traiter toutes opérations de Banque	**760**	**547**	**524**	**515**	**485**	**462**
Banques	**380**	**360**	**341**	**334**	**306**	**286**
Sociétés de droit français adhérant à l'Association française des banques (AFB)	332	314	294	289	262	247
Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers adhérant à l'AFB	48	44	43	41	36	32
Sociétés de droit français affilliées à des organes centraux	–	2	4	4	8	7
Banques mutualistes ou coopératives	**173**	**132**	**129**	**127**	**124**	**121**
Établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	33	32	32	32	32	32
Établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	90	61	59	57	54	54
Établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	15	11	11	11	11	10
Établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel	32	27	26	26	26	24
Sociétés coopératives de banque adhérant à l'AFB	3	1	1	1	1	1
Caisses d'épargne et de prévoyance	**186**	**35**	**34**	**34**	**34**	**34**
Caisses de crédit municipal	**21**	**20**	**20**	**20**	**21**	**21**
II. Sociétés financières	**1 209**	**821**	**781**	**677**	**645**	**601**
Sociétés de caution mutuelle affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires	164	5	5	5	5	4
Sociétés affiliées au Centre national des caisses d'épargne et prévoyance (1)	21	6	7	8	10	11
Sociétés affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	26	8	8	7	6	3
Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif	19	19	18	18	19	18
Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier	144	132	127	126	123	103
Sociétés à statut particulier adhérant à l'Association française des sociétés financières (ASF) (1)	196	131	53	48	46	45
Sociétés financières exerçant divers types d'activités adhérant à l'ASF (1)	639	520	563	465	436	417
Sociétés financières autres que maisons de titres (1) (2)	477	369	423	465	436	417
Maisons de titres	162	151	140	...	...	...
III. Institutions financières spécialisées (3)	**32**	**31**	**31**	**29**	**26**	**24**
Total	**2 001**	**1 399**	**1 336**	**1 221**	**1 156**	**1 087**
Établissements de crédit agréés pour exercer leur activité à Monaco						
I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banques	**13**	**16**	**19**	**21**	**24**	**25**
Banques	**13**	**15**	**18**	**20**	**23**	**24**
Sociétés de droit monégasque adhérant à l'AFB	12	12	15	17	20	21
Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger adhérant à l'AFB	1	3	3	3	3	3
Établissement assimilable à une caisse de crédit municipal adhérant à l'AFB	–	1	1	1	1	1
II. Sociétés financières	**8**	**8**	**6**	**5**	**4**	**4**
Sociétés financières exerçant divers types d'activité adhérant à l'ASF	**8**	**8**	**6**	**5**	**4**	**4**
Sociétés financières autres que maisons de titres	7	6	5	5	4	4
Maisons de titres	1	2	1	–	–	–
Total	**21**	**24**	**25**	**26**	**28**	**29**

(1) Après un reclassement en 1995 et 1996.
(2) Dont une succursale d'établissement financier ayant son siège à l'étranger.
(3) Dont quatre établissements affiliés au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance et un établissement affilié à la Caisse centrale de crédit coopératif.

TABLEAU N.01-14

Bilan de la Banque de France

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité* : Milliard d'euros

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
ACTIF					
Territoire national	**30,1**	**29,0**	**25,2**	**31,5**	**52,9**
Crédits	**27,1**	**25,8**	**22,6**	**28,7**	**50,6**
Institutions financières monétaires	24,2	23,2	20,5	26,9	48,4
Administrations publiques	2,9	2,6	2,2	1,8	1,7
Secteur privé	–	–	–	–	0,4
Titres autres que des actions	**3,0**	**3,2**	**2,6**	**2,8**	**2,3**
Institutions financières monétaires	–	–	–	–	–
Administrations publiques	3,0	3,2	2,6	2,8	2,8
Autres États de la zone euro	**3,2**	**2,4**	**2,9**	**0,7**	**15,3**
Reste du monde	**14,9**	**17,5**	**22,1**	**32,9**	**34,3**
Avoirs en or	**26,2**	**30,5**	**28,7**	**30,8**	**28,2**
Non ventilés par zone géographique	**16,6**	**13,4**	**22,1**	**22,2**	**20,7**
Total de l'actif	**91,0**	**92,8**	**101,0**	**118,1**	**151,3**
PASSIF					
Territoire national - Dépôts	**14,1**	**8,7**	**12,7**	**33,9**	**27,0**
Institutions financières monétaires	4,6	5,1	5,5	19,7	24,4
Administration centrale	8,9	3,1	6,6	13,6	1,1
Autres secteurs	0,6	0,5	0,6	0,6	1,6
Autres États de la zone euro - Dépôts	**0,2**	**0,2**	**0,1**	**5,2**	**24,7**
Institutions financières monétaires	0,2	0,2	0,1	5,2	24,7
Autres secteurs	–	–	–	–	–
Reste du monde - Dépôts	**3,0**	**6,6**	**6,5**	**0,8**	**7,6**
Non ventilés par zone géographique	**73,7**	**77,3**	**81,7**	**78,2**	**92,0**
Billets et pièces en circulation	43,5	43,8	44,3	45,0	49,3
Titres de créances émis	–	–	–	–	–
Instruments du marché monétaire	–	–	–	–	–
Capital et réserves	25,7	28,0	29,2	24,2	34,2
Autres	4,5	5,6	8,2	9,0	8,5
Total du passif	**91,0**	**92,8**	**101,0**	**118,1**	**151,3**

TABLEAU N.01-15

Bilan des institutions financières monétaires (IFM) hors Banque de France

Encours en fin d'année

Source : Banque de France

Unité : Milliard d'Euros

	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
ACTIF					
Territoire national	**2 056,6**	**2 130,6**	**2 220,4**	**2 289,2**	**2 384,8**
Crédits	**1 664,0**	**1 674,0**	**1 750,0**	**1 833,6**	**1 929,3**
Institutions financières monétaires	668,4	697,6	758,2	828,1	867,8
Administrations publiques	157,7	139,2	132,5	121,0	119,9
Secteur privé	837,9	837,2	859,3	884,5	941,6
Titres autres que des actions	**294,5**	**357,9**	**368,7**	**354,3**	**350,4**
Institutions financières monétaires <= 2 ans	12,7	13,2	14,1	16,0	12,0
Institutions financières monétaires > 2 ans	82,9	83,7	78,7	68,4	64,4
Administrations publiques	152,9	200,4	215,6	204,1	192,5
Secteur privé	46,0	60,6	60,3	65,8	81,4
Instruments du marché monétaire	**72,9**	**71,9**	**65,5**	**66,3**	**67,9**
Actions et autres titres participatifs	**25,4**	**26,8**	**36,2**	**35,0**	**37,2**
Autres États de la zone euro	**144,0**	**155,1**	**191,4**	**225,0**	**306,0**
Reste du monde	**358,5**	**354,6**	**431,4**	**391,7**	**415,4**
Non ventilés par zone géographique	**297,3**	**311,2**	**346,4**	**374,9**	**499,8**
Total de l'actif	**2 856,4**	**2 951,5**	**3 189,6**	**3 280,8**	**3 606,1**
PASSIF					
Territoire national - Dépôts	**1 385,1**	**1 462,8**	**1 604,5**	**1 683,8**	**1 769,5**
Institutions financières monétaires	662,3	700,7	765,6	822,4	884,5
Administration centrale	12,5	17,8	17,9	8,6	9,8
Autres secteurs	710,3	744,3	821,0	852,8	875,2
Dépôts à vue	197,4	195,6	211,4	217,2	242,4
Dépôts à terme <= 2 ans	62,2	44,5	38,6	38,0	39,8
Dépôts à terme > 2 ans	221,2	255,2	280,3	292,1	298,4
Dépôts remboursables avec préavis	221,4	236,9	258,6	273,0	273,8
Pensions	8,1	12,1	32,1	32,5	20,9
Autres États de la zone euro - Dépôts	**118,4**	**116,5**	**128,6**	**142,7**	**172,2**
Institutions financières monétaires	100,3	98,3	106,1	121,2	150,2
Autres secteurs	18,1	18,2	22,5	21,5	22,0
Reste du monde - Dépôts	**230,5**	**254,2**	**303,4**	**286,6**	**328,3**
Non ventilés par zone géographique	**1 122,4**	**1 118,0**	**1 153,1**	**1 167,7**	**1 336,0**
Titres de créances émis <= 2 ans	31,8	29,7	24,8	20,5	24,2
Titres de créances émis > 2 ans	337,6	329,0	329,3	341,7	336,1
Titres d'OPCVM monétaires	179,2	172,6	155,6	157,4	181,7
Instruments du marché monétaire	126,8	108,5	105,1	104,2	132,3
Capital et réserves	182,7	185,9	193,8	199,5	233,7
Autres	264,3	292,3	344,5	344,4	428,0
Total du passif	**2 856,4**	**2 951,5**	**3 189,6**	**3 280,8**	**3 606,1**

TABLEAU N.01-16

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer des collectivités territoriales, du territoire polynésien et de Nouvelle-Calédonie

Encours en fin d'année

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Millier d'euros

	1998	1999		1998	1999
GUADELOUPE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	954 806	1 026 279	Opérations de trésorerie	670 398	651 526
Opérations avec la clientèle	1 595 636	1 593 872	Opérations avec la clientèle	1 944 032	2 033 262
Opérations diverses	318 294	254 535	Opérations diverses	231 755	132 472
Valeurs immobilières	97 052	97 911	Capitaux propres	119 603	155 337
Total de l'actif	**2 965 788**	**2 972 597**	**Total du passif**	**2 965 788**	**2 972 597**
GUYANE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	184 682	194 248	Opérations de trésorerie	58 124	47 654
Opérations avec la clientèle	195 783	197 862	Opérations avec la clientèle	337 790	360 340
Opérations diverses	69 256	78 295	Opérations diverses	21 576	26 358
Valeurs immobilières	4 938	4 994	Capitaux propres	37 169	41 047
Total de l'actif	**454 659**	**475 399**	**Total du passif**	**454 659**	**475 399**
MARTINIQUE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	730 863	726 873	Opérations de trésorerie	249 768	227 445
Opérations avec la clientèle	1 679 925	1 707 315	Opérations avec la clientèle	2 161 918	2 218 249
Opérations diverses	175 229	176 063	Opérations diverses	119 862	132 932
Valeurs immobilières	81 405	82 476	Provisions, Capitaux propres et assimilés	135 876	114 101
Total de l'actif	**2 667 422**	**2 692 727**	**Total du passif**	**2 667 424**	**2 692 727**
RÉUNION					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	355 679	378 059	Opérations de trésorerie	632 896	621 197
Opérations avec la clientèle	3 250 151	3 505 603	Opérations avec la clientèle	2 888 241	3 160 270
Opérations diverses	215 067	262 338	Opérations diverses	112 563	98 468
Valeurs immobilières	130 658	100 205	Capitaux propres	317 854	366 270
Total de l'actif	**3 951 554**	**4 246 205**	**Total du passif**	**3 951 554**	**4 246 205**
MAYOTTE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	33 586	60 043	Opérations de trésorerie	13 267	11 598
Opérations avec la clientèle	60 528	71 769	Opérations avec la clientèle	82 040	112 902
Opérations diverses	1 825	1 207	Opérations diverses	2 307	9 653
Valeurs immobilières	2 666	2 307	Capitaux propres	991	1 173
Total de l'actif	**98 606**	**135 326**	**Total du passif**	**98 606**	**135 326**
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	32 110	36 414	Opérations de trésorerie	8 712	8 346
Opérations avec la clientèle	50 076	51 415	Opérations avec la clientèle	85 546	85 103
Opérations diverses	26 209	20 005	Opérations diverses	1 415	1 396
Valeurs immobilières	1 274	1 284	Capitaux propres	13 996	14 273
Total de l'actif	**109 669**	**109 118**	**Total du passif**	**109 669**	**109 118**

TABLEAU N.01-16 (suite et fin)

Bilan agrégé des banques dans les départements d'outre-mer des collectivités territoriales, du territoire polynésien et de Nouvelle-Calédonie

Encours en fin d'année

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer (Rapport annuel)

Unité : Millier d'euros

	1998	1999		1998	1999
POLYNÉSIE FRANÇAISE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	60 130	68 737	Opérations de trésorerie	44 499	45 790
Opérations avec la clientèle	232 785	230 142	Opérations avec la clientèle	226 290	231 716
Opérations diverses	7 697	7 055	Opérations diverses	5 472	5 893
Valeurs immobilières	9 971	10 238	Capitaux propres	34 323	32 773
Total de l'actif	**310 584**	**316 172**	**Total du passif**	**310 584**	**316 172**
NOUVELLE CALÉDONIE					
ACTIF			**PASSIF**		
Opérations de trésorerie	40 707 052	51 594 529	Opérations de trésorerie	74 770 429	81 833 344
Opérations avec la clientèle	212 066 196	222 540 188	Opérations avec la clientèle	162 928 018	176 464 378
Opérations diverses	2 318 860	3 601 106	Opérations diverses	5 569 966	6 594 784
Valeurs immobilières	14 174 761	16 480 504	Capitaux propres	25 998 456	29 323 821
Total de l'actif	**269 266 869**	**294 216 327**	**Total du passif**	**269 266 869**	**294 216 327**

TABLEAU N.01-17

Masse monétaire du territoire de Wallis-et-Futuna

Encours en fin d'année

Source : Institut d'émission des départements d'outre-mer

Unité : Millions de francs CFP

	1998	1999		1998	1999
M1	**1 863**	**2 277**	**Avoirs hors zone d'émission**	**1 504**	**1 919**
dont : circulation fiduciaire	434	497	*dont* : Institut démission	486	769
dépôts à vue	1 429	1 779	Établissements de crédit locaux	1 017	1 150
			Créances sur le Trésor public	**1 172**	**1 243**
M2 - M1	**222**	**219**	**Concours sur ressources monétaires**	**511**	**376**
M3 - M2	**1 102**	**1 044**	**Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux**	**1 219**	**1 396**
dont : dépôts à terme	1 078	1 022	**Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux**	**– 707**	**– 1 019**
bons	24	22			
TOTAL M3	**3 187**	**3 539**	**TOTAL**	**3 187**	**3 163**

Chapitre N.02

Marché financier, Bourse

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces.
2. Capitalisation boursière des valeurs françaises.
3. Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris.
4. Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons.
5. Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris.
6. Cours des principales devises et de l'or.
7. Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières.
8. Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons.

1. MÉTHODOLOGIE

Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, présentée ici, est établie par la Banque de France (Direction des études et statistiques monétaires) et la Société Euronext Paris (ex ParisBourse S.A) (Direction des Études et du Développement) .

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées, émetteurs étrangers et internationaux).

Indices des cours des valeurs

● Actions françaises.

Les indices des années 1995 à 1999 calculés par Euronext Paris sont présentés dans ce chapitre.

En décembre 1993, un nouvel indice représentatif du niveau des cours des actions françaises cotées sur les Bourses françaises, le SBF 250, a été mis au point. Il a remplacé l'indice SBF 240 qui comportait de nombreuses insuffisances notamment sur la mise à jour de son échantillon et la structure de sa nomenclature. L'indice SBF 250, calculé chaque jour de bourse, à l'ouverture et à la clôture, est ventilé en trois groupes « valeurs industrielles », « services », « sociétés financières », eux-mêmes décomposés en 12 secteurs complétés en 1997 par 19 indices sectoriels spécialisés. Les valeurs de l'échantillon sont sélectionnées essentiellement sur leur capitalisation totale et portent sur les actions admises au règlement mensuel, au comptant et au second marché. La pondération de chaque action est sa capitalisation totale.

La Société des bourses françaises a établi un indice à cotation continue, le SBF 120, pour compléter et élargir le CAC 40 calculé depuis le 31 décembre 1987. Cet indice, qui n'a pas de ventilation par secteur, comporte des valeurs sélectionnées sur leur liquidité et leur activité. Une règle a été posée : les valeurs de l'indice CAC 40 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 120 et les valeurs de l'indice SBF 120 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 250.

En mai 1995, la SBF a créé l'indice MIDCAC, représentatif des valeurs moyennes du premier et du second marché.

En 1996, l'indice du second marché a fait l'objet d'une rénovation.

En octobre 1997, la SBF a créé l'indice SBF 80, composé des valeurs du SBF 120 qui n'appartiennent pas au CAC 40 et choisies en raison de leur forte liquidité.

L'indice du Nouveau marché figure au tableau N02-4.

Trois types d'indices sont calculés :

— un indice « nu » calculé avec les cours cotés des valeurs;

— un indice « global » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, à la date de leur échéance;

— un indice « net » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, sans avoir fiscal, à la date de leur échéance.

Ces deux derniers indices sont utilisés par les gestionnaires de SICAV et de Fonds communs de placement.

Les indices présentés ici pour les années 1995 à 1999 sont les moyennes mensuelles des indices de clôture de chaque jour de bourse du mois.

● Actions étrangères.

L'INSEE ne calcule plus depuis le 1er janvier 1994 d'indice des cours des actions étrangères.

● Actions européennes.

Le 22 septembre 2000, Euronext est née de la fusion des bourses d'Amsterdam (AEX), de Bruxelles (BXS), et de Paris (ParisBourse S.A).

À l'instar de la Bourse de Londres, en 1997, les Bourses de Paris, Francfort, Zurich ont décidé de créer des indices européens; la société Dow-Jones s'est associée à cette opération. La composition de ces indices est la suivante :

Dow-Jones STOXX : environ 660 valeurs pour l'Europe (y.c la Suisse).

Dow-Jones Euro STOXX : environ 330 valeurs des pays de la zone euro (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal).

Dow-Jones STOXX 50 : 50 valeurs pour l'Europe.

Dow-Jones Euro STOXX 50 : 50 valeurs de la zone euro.

Ces indices d'actions européennes sont constitués depuis février 1998. Pour les indices larges Dow-Jones STOXX et Dow-Jones Euro STOXX, la base est 100 au 31 décembre 1991. Pour les indices compacts, sous-ensembles des indices larges, la base est 1000 au 31 décembre 1991.

Taux de rendement des obligations

On distingue :

● Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année.

Ce calcul est fait mensuellement, mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année. Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Il existe deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un taux à l'émission ou un taux au règlement.

● Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris.

Pour chaque fin d'année, on donne les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

Taux de rendement des valeurs françaises à revenu variable

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice

des cours, le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

2. DÉFINITIONS

Bourse

Marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis). Quatre catégories de marchés existent : le premier marché (comptant et règlement mensuel supprimé depuis le 25 septembre 2000), le second marché, le marché libre OTC et le nouveau marché.

Au 31 décembre 1999, 334 sociétés sont cotées au premier marché dont 157 au comptant et 177 au règlement mensuel. Depuis la loi du 22 janvier 1988, trois instances assurent le fonctionnement des marchés financiers : le Conseil des bourses de valeur, la Société des bourses françaises et l'Association française des sociétés de Bourse.

Capitalisation boursière

Produit du nombre des titres cotés par leur cours boursier.

Marché de l'or et des devises

Depuis fin juin 1992, les devises ne sont plus cotées en bourse de Paris, c'est la Banque de France qui diffuse un cours indicatif en fin de journée.

Marché libre OTC

Ce marché a été lancé le 23 septembre 1996. Il est très comparable techniquement à l'ancien marché hors cote.

Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Ce marché a été créé aux États-Unis en 1971 pour permettre aux petites entreprises de collecter des capitaux.

Nouveau marché

Créé le 14 février 1996, le Nouveau Marché s'adresse aux entreprises qui ont un projet de développement à financer et qui souhaitent bénéficier du marché boursier pour accélérer leur croissance. Au 31 décembre 1999, 111 sociétés sont cotées.

Obligations

Il s'agit essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

Second marché

Ouvert le 1er février 1983, il complète les marchés traditionnels de la cote officielle. Il est destiné à faciliter l'accès au marché financier pour les entreprises de taille moyenne. Au 31 décembre 1999, il comprend 367 sociétés.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Caisse des dépôts et consignations;

Euronext (ex Parisbourse SA);

Banque de France;

Fédération internationale des bourses de valeur.

Publications :

Bulletin mensuel de statistique, INSEE (mensuel);

Taux de rendement des principales obligations cotées en France, publié par la Caisse des dépôts et consignations (mensuel);

« Rapport annuel de la Commission des opérations de bourse », édité par les Journaux officiels dans la série : *Documents administratifs* (annuel);

Rapport annuel du Conseil national du crédit;

Statistiques Boursières mensuelles, Société des bourses françaises (devenue Euronext Paris depuis le 22 septembre 2000);

L'année boursière, ParisBourse SA (annuel) et version cédérom.

*
* *

TABLEAU N.02-1

Émission des valeurs mobilières (1) contre apports en espèces

Sources : Banque de France, ParisBourse SA

Unité : million d'euros

	r 1998			1999		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
SELON LA NATURE DE L'ÉMISSION						
I. ÉMISSIONS D'ACTIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Actions et certificats d'investissements	48 981	–	48 981	37 048	–	37 048
Total I	**48 981**	–	**48 981**	**37 048**	–	**37 048**
dont : Valeurs cotées	10 374	–	10 374	8 086	–	8 086
dont : Appel public à l'épargne	7 190	–	7 190	5 870	–	5 870
II. ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Titres obligataires stricto sensu	82 506	57 698	24 807	97 881	51 937	45 944
Titres obligataires à caractère action	4 729	3 784	945	10 481	3 641	6 840
Total II	**87 235**	**61 482**	**25 752**	**108 362**	**55 578**	**52 784**
dont : Obligations à taux fixe	81 921	47 015	34 906	96 442	44 454	51 988
dont : Obligations à taux non fixe	3 837	14 337	– 10 500	11 747	11 116	631
dont : Obligations à coupon zéro	1 477	130	1 347	173	8	165
Total des émissions de valeurs mobilières (I + II)	**136 216**	**61 481**	**74 735**	**145 410**	**55 578**	**89 832**
SELON LA QUALITÉ DE L'ÉMETTEUR						
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	**47 390**	–	**47 390**	**35 729**	–	**35 729**
dont : Grandes entreprises nationales	–	–	–	2	–	2
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	47 390	–	47 390	35 727	–	35 727
Institutions financières	**1 345**	–	**1 345**	**1 198**	–	**1 198**
Établissements de crédit et assimilés	1 340	–	1 340	1 198	–	1 198
Banques	1 140	–	1 140	665	–	665
Banques AFB et NATEXIS (ex BFCE)	–	–	–	–	–	–
Banques mutualistes (et crédits municipaux)	–	–	–	–	–	–
Caisses d'épargne et caisse des dépôts	–	–	–	–	–	–
Sociétés financières et assimilées	155	–	155	274	–	274
Institutions financières spécialisées et assimilés	45	–	45	259	–	259
Institutions financières diverses	5	–	5	–	–	–
Entreprises d'assurance	**228**	–	**228**	**103**	–	**103**
Administrations publiques	**18**	–	**18**	**18**	–	**18**
Administrations publiques locales	18	–	18	–	–	–
Total	**48 981**	–	**48 981**	**37 048**	–	**37 048**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	**14 737**	**6 163**	**8 574**	**29 763**	**9 320**	**20 443**
dont : Grandes entreprises nationales	5 461	3 063	2 398	4 122	5 266	– 1 144
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	9 276	3 100	6 176	25 641	4 054	21 587
Institutions financières	**16 352**	**33 604**	**– 17 252**	**29 018**	**31 566**	**– 2 548**
Établissements de crédit et assimilés	15 905	32 725	– 16 820	27 021	29 475	– 2 454
Banques	4 456	12 616	– 8 160	6 214	12 072	– 5 858
Banques AFB et NATEXIS (ex BFCE)	3 924	12 318	– 8 394	6 179	11 962	– 5 783
Banques mutualistes (et crédits municipaux)	532	298	234	35	110	– 75
Caisses d'épargne et caisse des dépôts	1 847	888	959	2 402	2 707	– 305
Sociétés financières et assimilées	4 994	6 702	– 1 708	12 353	5 188	7 165
Institutions financières spécialisées et assimilées	4 608	12 519	– 7 911	6 049	9 508	– 3 459
Institutions financières diverses	447	879	– 432	1 997	2 091	– 94
Entreprises d'assurance	**–**	**16**	**– 16**	**1 534**	**50**	**1 484**
Administrations publiques	**56 146**	**21 700**	**34 446**	**48 047**	**14 642**	**33 405**
Administrations publiques centrales et sécurité sociale	55 690	21 547	34 143	47 761	14 359	33 402
Administrations publiques locales	456	153	303	286	283	3
Total	**87 235**	**61 482**	**25 752**	**108 362**	**55 578**	**52 784**

(1) En raison de problèmes d'arrondis, les totaux des émissions ne sont pas strictement identiques selon la nature de l'émission et selon la qualité de l'émetteur.

TABLEAU N.02-2

Capitalisation boursière des valeurs françaises

Fin d'année

Source : Euronext Paris

Unité : Millions d'euros

	1981	1990	1995	1996	1997	1998	1999
ACTIONS :							
Premier marché	34 722	243 712	349 813	437 002	585 103	795 953	1 430 442
Second marché	–	21 179	22 955	31 494	33 369	38 758	47 827
Nouveau marché	–	–	–	765	1 508	4 201	15 226
Total	**34 722**	**264 891**	**372 768**	**469 261**	**619 980**	**838 912**	**1 493 495**
OBLIGATIONS :							
Premier marché	92 166	394 685	628 912	689 833	712 119	757 789	760 018
Second marché	–	892	1 137	967	964	2 289	3 313
Nouveau marché	–	–	–	–	10	116	338
Total	**92 166**	**395 577**	**630 049**	**690 800**	**713 093**	**760 194**	**763 669**
Total des valeurs	**126 888**	**660 468**	**1 002 817**	**1 160 061**	**1 333 073**	**1 599 106**	**2 257 164**

TABLEAU N.02-3

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

Source : Euronext Paris

Unité : Millions d'euros

	1981	1990	1995	1996 (2)	1997 (2)	1998	1999
Actions	7 227	105 141	157 734	216 271	361 892	516 163	727 235
Obligations	13 200	471 005	858 590	988 339	775 827	404 959	61 518
Total	**20 427**	**576 146**	**1 016 324**	**1 204 610**	**1 137 719**	**921 122**	**788 753**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au premier marché (règlement mensuel et comptant) et au second marché.
(2) Depuis 1996, il concerne également les actions inscrites au nouveau marché et depuis 1997, les obligations inscrites au nouveau marché.

TABLEAU N.02-4

Au 31 décembre

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons

Source : Euronext Paris

	1995	1996	1997	1998	1999	Variation 99/98 en %
Base 1000 au 31-12-1987						
CAC 40	**1 871,97**	**2 315,73**	**2 998,91**	**3 942,66**	**5 958,32**	**+ 51,1**
Base 1000 au 31-12-1990						
SBF 120 (1)	**1 283,50**	**1 617,88**	**2 051,72**	**2 656,34**	**4 052,58**	**+ 52,6**
Ensemble SBF 250 (1)	**1 232,86**	**1 561,66**	**1 944,91**	**2 500,01**	**3 810,86**	**+ 52,4**
Valeurs industrielles	**1 389,42**	**1 773,65**	**2 174,14**	**2 603,76**	**4 149,39**	**+ 59,4**
Énergie	1 415,32	1 824,06	2 766,03	2 442,59	3 700,26	+ 51,5
Produits de base	1 313,10	1 650,49	1 950,09	1 798,16	2 576,75	+ 43,3
Construction	1 352,66	1 548,04	1 887,92	2 198,82	3 835,99	+ 74,5
Biens d'équipement	929,01	1 144,07	1 489,38	2 093,20	4 124,11	+ 97,0
Automobile	1 629,31	1 802,84	2 365,60	2 479,32	3 231,12	+ 30,3
Biens de consommation	1 990,43	3 166,50	3 720,99	4 920,29	6 056,08	+ 23,1
Industrie agro-alimentaire	1 414,58	1 622,43	1 564,02	1 922,08	2 941,40	+ 53,0
Services	**1 262,80**	**1 774,56**	**2 137,19**	**3 193,03**	**4 852,51**	**+ 52,0**
Distribution	2 130,70	3 509,91	4 013,84	5 743,73	8 911,89	+ 55,2
Autres services	911,59	1 115,64	1 389,11	2 134,84	3 197,17	+ 49,8
Sociétés financières	**986,84**	**1 135,26**	**1 540,53**	**1 980,13**	**2 658,63**	**+ 34,3**
Immobilier	685,67	714,84	725,86	940,75	1 069,48	+ 13,7
Services financiers	1 038,87	1 092,49	1 634,41	2 092,84	2 770,16	+ 32,4
Sociétés d'investissement	1 082,35	1 607,25	1 738,09	2 257,06	3 414,26	+ 51,3
MIDCAC	**999,06**	**1 355,51**	**1 588,46**	**1 647,68**	**2 283,15**	**+ 38,6**
SECOND MARCHÉ	**1 283,00**	**1 677,97**	**1 810,11**	**2 001,55**	**2 436,78**	**+ 21,7**
NOUVEAU MARCHÉ	///	///	///	**1 264,20**	**2 974,58**	**+ 135,3**

(1) Ces indices sont représentatifs du niveau des cours des actions françaises cotées sur les bourses françaises (réglement mensuel, comptant et second marché).

TABLEAU N.02-5

Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (1)

Fin d'année

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

%

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Actions cotées (fin de mois)	3,97	3,33	2,68	2,20	2,10	1,50
Obligations cotées (2)						
Emprunts d'État à court terme	10,06	5,91	4,79	4,74	3,44	4,84
Emprunts d'État à long terme	10,00	6,70	5,81	5,28	4,08	5,45
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	10,53	6,89	5,82	5,45	3,75	5,19
Secteur privé, première signature	10,84	6,81	5,84	5,39	4,10	5,76

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu.
(2) Taux calculé sur un échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, la dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-6

Cours des principales devises et de l'or

Moyenne annuelle en francs

Source : Société des bourses françaises jusqu'en 1998, Banque centrale européenne, OCDE

	Unité	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	1999
Cours libre de l'or :							
Lingot d'un kg	Franc	67 720,06	61 940,12	63 948,20	62 341,20	56 599,80	55 320,00
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	411,55	355,66	365,20	357,62	326,44	318,52
Cours de devises étrangères :							
États-Unis	1 USD	5,4472	4,9918	5,1148	5,8376	5,8994	6,1568 (4)
Canada	1 CAD	4,6665	3,6369	3,7508	4,2174	3,9868	4,1456 (4)
Allemagne (ex.RFA) (2)	1 DEM	3,3694	3,4827	3,4006	3,3663	3,3525	3,3539 (3)
Belgique	1 BEF	0,1630	0,1693	0,1652	0,1631	0,1625	0,1626 (3)
Pays-Bas	1 NLG	2,9905	3,1091	3,0348	2,9912	2,9741	2,9766 (3)
Italie	1000 ITL	4,5440	3,0666	3,3160	3,4272	3,3964	3,3877 (3)
Danemark	1 DKK	0,8802	0,8905	0,8824	0,8836	0,8803	0,8822 (4)
Irlande	1 IEP	9,0064	8,0012	8,1887	8,8473	8,3970	8,3289 (3)
Royaume-Uni	1 GBP	9,6931	7,8763	7,9297	9,5587	9,7714	9,9601 (4)
Grèce	100 GRD	3,4405	2,1537	2,1250	2,1375	1,9982	2,0138 (4)
Espagne	100 ESB	5,3438	4,0033	4,0396	3,9882	3,9486	3,9424 (3)
Portugal	100 PTE	3,8193	3,3272	3,3168	3,3303	3,2729	3,2719 (3)
Autriche	10 ATS	4,7855	4,9470	4,8282	4,8282	4,7648	4,7670 (3)
Finlande	1 FIM	1,4229	1,1392	1,1127	1,1227	1,1035	1,1032 (3)
Suède	10 SEK	9,2040	7,0020	7,6278	7,6417	7,4211	7,4475 (4)
Norvège	10 NOK	8,7041	7,8740	7,9233	8,2509	7,8136	7,8930 (4)
Suisse	1 CHF	3,9249	4,2235	4,1434	4,0230	4,0709	4,0988 (4)
Japon	100 JPY	3,7704	5,3275	4,7044	4,8345	4,5248	5,4353 (4)
Communauté européenne/ Zone euro en 1999 (Écu jusqu'en 1998/Euro en 1999)	1 XEU	6,9273	6,4499	6,4064	6,5926	6,6140	6,5596 (5)

(1) 5,806 grammes d'or fin.
(2) Y compris ex-RDA à partir de 1991.
(3) Parité fixe depuis le 01/1/1999.
(4) Cotation en euros depuis le 01/1/1999.
(5) Euro : 6,55957 francs.

TABLEAU N.02-7A

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières

Fin décembre

Source : Fédération internationale des Bourses de valeur

Unité : Milliard de dollars

	1994	1995	*r* 1996	1997	*r* 1998	1999
Allemagne	499,3	577,4	664,8	825,2	1 094,3	1 432,2
Amsterdam	224,5	286,7	375,4	468,6	603,2	694,1
Hong-kong	269,5	303,7	449,2	413,3	343,6	508,2
Italie	...	...	256,6	344,7	569,1	728,2
Londres	1 158,0	1 346,6	1 711,2	2 068,2	2 297,7	2 954,8
Nasdaq	793,7	1 160,0	1 511,8	1 737,5	2 524,4	5 204,6
New-York Stock Exchange	4 147,9	5 654,8	6 842,0	8 879,6	10 271,9	11 440,8
Paris	452,1	500,0	585,9	674,4	985,2	1 503,0
Taïwan	247,3	187,2	273,6	287,8	260,0	376,0
Tokyo	3 592,2	3 545,3	3 011,2	2 085,4	2 439,5	4 456,3
Toronto	315,1	366,3	487,0	567,6	543,4	789,2
Zurich	284,7	398,1	400,3	575,3	689,2	678,2

TABLEAU N.02-7B

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières

Fin décembre

Source : Fédération internationale des Bourses de valeur

Unité : Milliard d'euros

	1998	1999
Allemagne	938	1 426
Amsterdam	517	691
Hong-kong	294	605
Italie	488	725
Londres	1 969	2 941
Nasdaq	2 164	5 181
New-York Stock Exchange	8 804	11 388
Paris	844	1 496
Taïwan	223	374
Tokyo	2 091	4 435
Toronto	486	786
Zurich	591	675

TABLEAU N.02-8A

Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons

Moyenne annuelle

Source : Euronext Paris

Base au 31 décembre 1991 :
1 000 pour les indices 50
100 pour les indices larges

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (1)
Dow Jones Euro Stoxx	133,41	130,51	151,61	207,71	280,43	308,35	430,57
Dow Jones Euro Stoxx 50	1 363,58	1 387,59	1 657,39	2 320,95	3 068,57	3 802,00	5 139,43
Dow Jones Stoxx	130,28	130,25	153,40	210,75	272,51	297,33	384,28
Dow Jones Stoxx 50	1 321,46	1 374,40	1 642,02	2 348,21	3 109,52	3 621,33	4 903,27

(1) Moyenne de janvier 2000 au 30 septembre 2000.

TABLEAU N.02-8B

Indices des cours des valeurs mobilières européennes cotées sans réinvestissement des coupons

Au 31 décembre

Source : Euronext Paris

Base au 31 décembre 1991 :
1 000 pour les indices 50
100 pour les indices larges

	1998	1999	2000
Dow Jones Euro Stoxx	298,37	416,23	391,80
Dow Jones Euro Stoxx 50	3 342,32	4 904,46	4 772,39
Dow Jones Stoxx	279,20	379,49	359,79
Dow Jones Stoxx 50	3 320,25	4 742,42	4 557,13

O

Commerce extérieur, balance des paiements

Chapitre O.01

Commerce extérieur

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Commerce extérieur de la France : échanges FAB-FAB.

Graphique. Commerce extérieur de la France : soldes FAB-FAB.

1. Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB.
2. Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union européenne (à quinze) et du monde.
3. Commerce extérieur de la France par zone géo-économique.
4. Commerce extérieur de la France par pays.
5. Commerce extérieur de la France par produit.
6. Commerce extérieur de la France par produit et par zone géo-économique.

7A. Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume.

7B. Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire.

8. Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit.
9. Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.
10. Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géo-économique.
11. Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur.
12. Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients.
13. Guadeloupe : principaux produits exportés.
14. Guyane : principaux pays fournisseurs et clients.
15. Guyane : principaux produits exportés.
16. Martinique : principaux pays fournisseurs et clients.
17. Martinique : principaux produits exportés.
18. Réunion : principaux pays fournisseurs et clients.
19. Réunion : principaux produits exportés.
20. Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients.
21. Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés.
22. Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients.
23. Polynésie française : principaux produits importés et exportés.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Échanges extérieurs » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

L'excédent des échanges extérieurs de biens se contracte de 22 milliards de francs en 1999. Il se maintient cependant à un haut niveau avec 122 milliards de francs, soit le troisième excédent de la décennie. L'amélioration de la compétitivité-prix des produits français, due à la dépréciation continue de l'euro face au dollar et à la livre, contribue à la reprise des exportations en fin d'année. Les importations sont soutenues par une demande intérieure dynamique, tant du côté de la consommation des ménages que de l'investissement des entreprises. De plus, le brutal renchérissement des cours du pétrole à partir de mars 1999, conjugué à la hausse du dollar, alourdit la facture énergétique de la France de 16 milliards de francs, soit plus de la moitié de la baisse de l'excédent commercial.

Pour l'automobile, la progression des flux est très vive. Les exportations bénéficient d'une excellente conjoncture européenne : elles progressent en valeur de 6,9 %, grâce à des ventes particulièrement dynamiques en direction de l'Espagne et de l'Italie. Les importations de produits de l'industrie automobile augmentent encore plus fortement (+ 12,4 %) : la demande intérieure est notamment soutenue par le bas niveau des taux d'intérêt. Bien qu'en retrait de 5,5 milliards de francs par rapport à 1998, l'excédent des échanges dépasse encore 50 milliards de francs.

L'excédent des échanges de biens d'équipement se maintient toujours à un haut niveau. Les produits de communication restent dynamiques : les ventes de téléphones mobiles augmentent de 30 % et les achats de 80 %, avec un solde stable à 8 milliards de francs. L'excédent de la branche aéronautique dépasse 50 milliards de francs grâce à des ventes exceptionnelles d'Airbus en 1999 : 166 appareils exportés depuis la France pour une valeur de 65 milliards de francs (+ 21 %). En revanche, le déficit des échanges de matériels informatiques se creuse (- 31 milliards de francs) et le solde des biens d'équipement mécanique, bien que toujours positif, est à son plus bas niveau depuis 1993 (4 milliards de francs), date à laquelle il est devenu excédentaire.

L'excédent des produits agro-alimentaires reste stable et les flux d'échanges baissent très légèrement. Cette stabilité globale masque de fortes disparités. Les exportations de boissons croissent de 6 %. Celles de champagne explosent (+ 35 %) en raison des festivités de l'an 2000 : les progressions les plus importantes concernent le Royaume-Uni (+ 50 %), les États-Unis (+ 50 %) et le Canada (+ 100 %). À l'opposé, les ventes des autres produits alimentaires se replient (- 10 %).

Les échanges de produits agricoles dégagent un excédent en hausse de 2,7 milliards de francs par rapport à l'année 1998. La reprise des exportations de céréales est très nette vers l'Union européenne, première zone cliente, en particulier l'Italie et la Grèce. Elle s'accentue également vers les pays du Moyen-Orient et la Russie.

Le solde des biens intermédiaires se dégrade de 2,5 milliards de francs ; les flux d'échanges, généralement dynamiques, augmentent très peu en 1999. Cependant, une reprise du commerce des biens intermédiaires se dessine depuis le creux de la fin d'année 1998 ; elle est parallèle à la remontée des cours des produits de base.

Les exportations de biens de consommation continuent leur progression (+ 6,5 %). Le déficit des échanges se réduit ainsi de 2,1 milliards de francs, malgré la hausse des importations, tirée par la consommation des ménages. Le principal secteur responsable de cette amélioration est la pharmacie-parfumerie dont l'excédent atteint un niveau record en 1999 (43 milliards de francs).

C'est avec les pays de l'Union européenne que les flux sont les plus dynamiques. L'excédent commercial réalisé avec eux s'établit à 79 milliards de francs, soit 17,5 milliards de plus qu'en 1998. Ce gain est comparable à celui enregistré pour nos échanges au sein de la zone Euro. Les échanges sont soutenus avec l'Espagne (+ 10,9 % en exportations) et le Royaume-Uni, avec lesquels la France consolide son excédent. En contrepartie, les exportations vers l'Allemagne et les importations en provenance de l'Italie stagnent. Les échanges avec les États-Unis sont soutenus : l'évolution du change ainsi que le maintien de la croissance outre-Atlantique favorisent les exportations. Le déficit commercial (- 14,2 milliards de francs) est réduit de 1,9 milliard de francs. Les exportations vers les zones émergentes sont plutôt en retrait. Pour la Russie notamment, elles sont inférieures de 23 % à leur niveau de 1998 et même de 42 % par rapport à l'année 1997. Moins engagée en Asie que ses partenaires européens, la France bénéficie moins de la reprise économique de cette zone, tout comme elle a été moins touchée par la crise.

2. MÉTHODOLOGIE

Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont, à l'exception du tableau 2, pour source la Direction générale des douanes et droits indirects, DGDDI (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, l'INSEE pour ce qui est des indices de valeur unitaire et de volume.

Les données statistiques sont élaborées à partir des déclarations en douane remises par les opérateurs du commerce extérieur et, depuis janvier 1993, à partir des déclarations d'échanges de biens (DEB) pour les mouvements intra-communautaires. Ces déclarations sont remises chaque mois par les entreprises concernées et contiennent les informations détaillées (en particulier par produit et pays partenaire) relatives aux mouvements à déclarer au titre de la période de référence. Pour les échanges intra-communautaires, la période de référence contient les opérations pour lesquelles la TVA est devenue exigible au cours de ce mois, c'est-à-dire les mouvements pour lesquels le transfert physique et la facturation sont intervenus au titre de ce mois, ainsi que certains mouvements du mois précédent pour lesquels la facturation est établie ultérieurement.

La Direction générale des douanes et droits indirects établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou pays de destination.

Le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, est appliqué depuis le 1er janvier 1988 au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire, le règlement CEE n° 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres.

Ceci permet à l'administration douanière de répondre à diverses demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits sont utilisés pour présenter les résultats douaniers :

— pour les comparaisons des échanges extérieurs dans le cadre de la Communauté économique européenne, il est fait usage de la Nomenclature combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 10 000 positions environ ;

— pour les comparaisons internationales en général, la classification type pour le commerce international (CTCI) troisième révision, est utilisée (3 118 rubriques à 5 chiffres), correspondant à un poste ou à un regroupement de postes du SH, exception faite des produits pétroliers, ou on utilise le Système harmonisé lui-même qui comporte 5 000 positions élémentaires dont la nomenclature combinée (NC) est issue ;

— enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale faisant intervenir des comparaisons entre commerce extérieur et production et consommation, on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont articulées à partir de la CPF (Classification des Produits Française).

L'INSEE élabore mensuellement les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin (rénovée et mise en place en janvier 1994), au niveau CPF4 pour les importations et les exportations, par zone géo-économique, à savoir : les principaux pays partenaires de l'Union européenne (Allemagne, Italie, etc.), le Japon et les USA isolés de la zone OCDE hors Union européenne, le Monde hors OCDE découpé en : Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient et reste du Monde. Puis les indices sont calculés selon les agrégats de la CPF et de la NESP (Nomenclature Economique de Synthèse - version produits), selon des regroupements par zone, ou tous pays confondus.

L'INSEE utilise ces indices pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou, selon les produits, des indices de départ et il en est de même des volumes. Ces données sont publiées sous une forme agrégée dans le *Rapport annuel sur les Comptes de la nation.*

Contenu des données statistiques

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ».

Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale à l'exclusion des marchandises qui sont importées puis réexportées en l'état.

— Les importations représentent le total combiné des importations entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinés à la consommation intérieure directe) et des marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;

— Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvraison en France.

Exception : les produits pétroliers sont enregistrés selon le système du « commerce général » qui comptabilise toutes les entrées et sorties du territoire statistique, pour tenir compte des problèmes techniques inhérents à leur spécificité.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du commerce extérieur, principalement :

— les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime ;

— les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime ;

— les livraisons à l'avitaillement ;

— les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports ;

— le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé ;

— l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal ;

— un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.) ;

— des échanges de faible valeur :

— extra-communautaires : les échanges à la fois inférieurs à 5 000 francs en valeur et à 1 000 kg de masse ;

— intra-communautaires : les échanges d'opérateurs non soumis à l'obligation statistique (moins de 250 000 francs par an d'échanges).

Valeur des marchandises

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière française. Cette valeur est dite CAF/FAB.

— À l'importation, c'est la valeur CAF qui est comptabilisée : coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale (avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations, et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays).

— À l'exportation, il s'agit de la valeur FAB : franco à bord à notre frontière (valeur au prix de base, les impôts, moins les subventions).

Par ailleurs, il existe au seul niveau global des échanges une présentation dite valeur FAB/FAB. Elle élimine, pour nos importations, les frais liés à l'acheminement des marchandises entre la frontière des pays partenaires et notre frontière nationale. Nos importations sont ainsi évaluées en valeur FAB au passage de la frontière de nos fournisseurs. C'est cette comptabilisation qui est généralement utilisée pour le calcul de la balance commerciale.

Spécification par tableau

• Résultats d'ensemble

Le tableau 1 est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie ainsi que la balance commerciale est excédentaire.

• Résultats par pays ou zone géo-économique

Les marchandises importées sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les marchandises exportées sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géo-économiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

• Résultats en valeur par produit

La nomenclature utilisée est la NES 16 (nomenclature économique de synthèse, à 16 positions).

Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

Ces indices sont calculés pour dix-sept zones géo-économiques (pays de l'Union européenne, États-Unis, Japon, Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient, Reste du Monde, etc.) et par agrégation pour l'ensemble « tous pays » et pour les sous-ensembles « UE », « OCDE hors UE », « Monde hors OCDE » à partir de données CAF à l'importation et de données FAB à l'exportation. Ce sont des indices-chaînes de Paasche, base 100 en 1995.

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géo-économique au niveau CPF4, à partir d'indices élémentaires (au niveau NC 8) fournis par la DGDDI; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent) pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE pour chacune des dix-sept zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

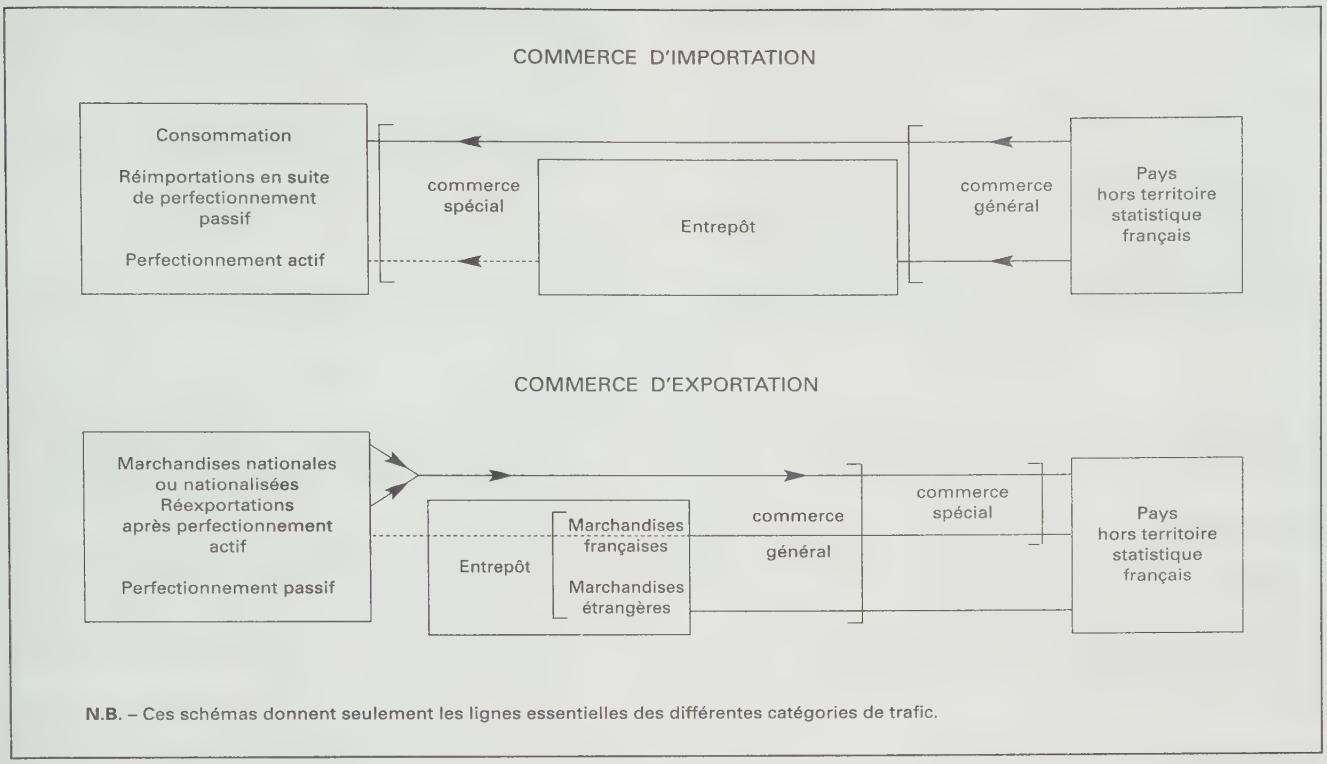
Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celles de la structure du commerce.

Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 8, 9 et 11 sont issus des comptes nationaux aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995. Les chiffres des deux dernières années sont susceptibles de révision.



N.B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

3. DÉFINITIONS

Afrique

Tous les pays d'Afrique.

Économies en développement rapide d'Asie

Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Chine, Taiwan, Hongkong.

OCDE

Pays de l'Union européenne, Suisse, Islande, Norvège, États-Unis, Japon, Turquie, Pologne, République tchèque, Hongrie, Canada, Mexique, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande.

Pays de l'Est

Pays de l'ex-Yougoslavie, Slovaquie, pays de l'ex-URSS, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Pays du Moyen-Orient

Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen.

Reste du Monde

Pays n'appartenant ni à l'OCDE, ni aux quatre zones décrites précédemment.

Union européenne

— *Union Monétaire* : France, Allemagne, Belgique et Luxembourg, Espagne, Italie, Pays-Bas, Irlande, Portugal, Finlande, Autriche.

— *Hors Union Monétaire* : Royaume-Uni, Danemark, Grèce, Suède.

Pénétration étrangère sur le marché intérieur

C'est le rapport des importations CAF (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) à l'ensemble production + importations – exportations (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995).

Taux de couverture en volume par produit

Il s'agit du rapport entre le volume des exportations FAB (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995) et le volume des importations CAF (aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995). Une augmentation de ce taux de 1 % signifie que la croissance du volume des exportations est 1% plus forte que celle du volume des importations.

Terme de l'échange par produit

Il s'agit du rapport entre l'indice des prix des exportations (base 100 en 1995) et l'indice des prix des importations (base 100 en 1995). Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations.

Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et les DOM. Il n'inclut pas les territoires d'outre-mer – dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre dans les tableaux 20 à 23.

Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France; à l'exporta-

tion, la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations, sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme (on passe de la valeur CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Publications :

● Des données annuelles plus détaillées sont diffusées par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) :

— *Commentaires annuels;*

— *Résultats annuels par NC8 et par pays;*

— *Annuaire abrégé;*
Ces résultats sont également disponibles sur Cédérom.

— Banque de données, BÉATRICE.

● Les aspects méthodologiques sont traités dans les documents suivants :

— *Notes Bleues* du Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : document n° 21 « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs » ;

— *Courrier des statistiques,* n° 31, juillet 1984 : « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs » ;

— Supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* mars 1988 : « Les indices du commerce extérieur, méthodologie, résultats » ;

— « Les statistiques des échanges de biens : guide de l'utilisateur ». Eurostat, thème 6, série E, 1998.

● Études relatives aux échanges extérieurs :

INSEE-Première :

— « Un demi-siècle d'échanges extérieurs », n° 495, novembre 1996 ;

— « Les échanges industriels avec les pays de l'Est », n° 534, 1997;

— « Le Commerce extérieur agro-alimentaire de la France et de l'Union européenne », n° 540, septembre 1997;

— « Commerces agro-alimentaires français et néerlandais : des spécialisations complémentaires », n° 559, décembre 1997;

— « Le commerce extérieur avec les pays d'Asie touchés par la crise », n° 583, mai 1998 ;

— « L'industrie manufacturière en 1997 : une reprise vigoureuse tirée par la demande extérieure », n° 592, juin 1998;

— « Les échanges extérieurs de la France en 1998 », n° 659, juin 1999 ;

— « Les échanges extérieurs de la France en 1999 », n° 719, juin 2000.

Autres publications :

— « Commerce extérieur et intra-Union européenne : Annuaire statistique », Eurostat, thème 6, série A, 1996 ;

— « Le commerce extérieur industriel de la France, 1980-1996 », *Synthèses,* n°s 12-13, INSEE, novembre 1997;

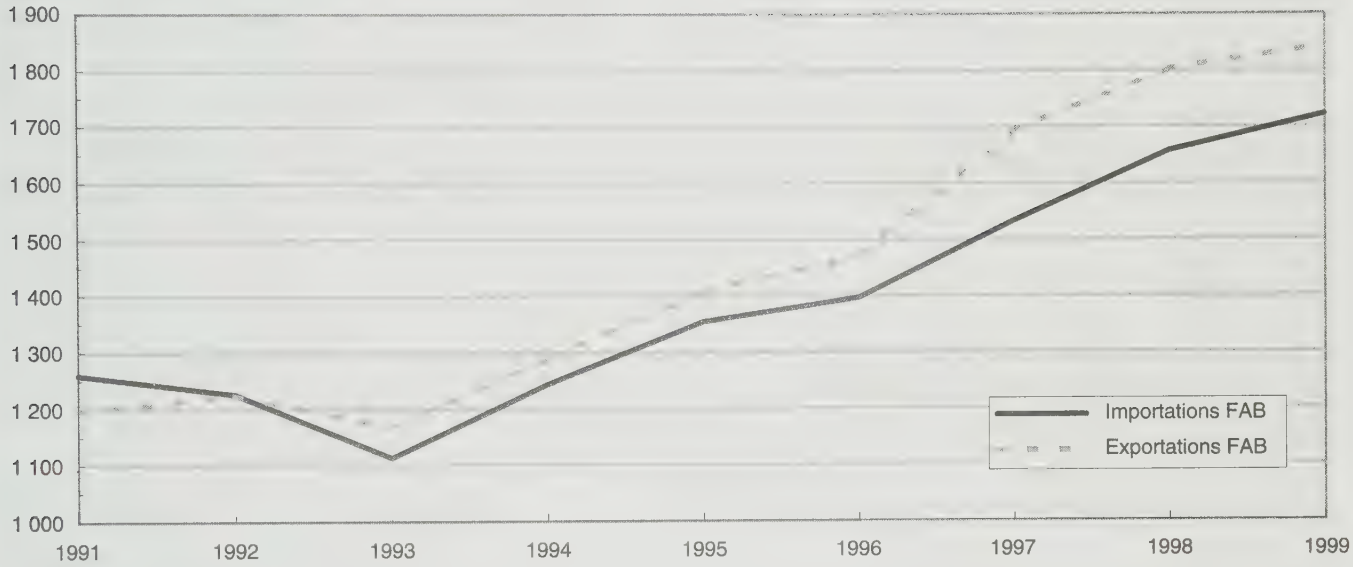
— F Milewski « La remise en cause des indicateurs traditionnels : commerce extérieur et échanges internationaux, 1998 », Collection « Cahiers Français », mai-juin 1998.

*
* *

GRAPHIQUE O.01-1

Commerce extérieur de la France : échanges FAB/FAB

Milliards de Francs

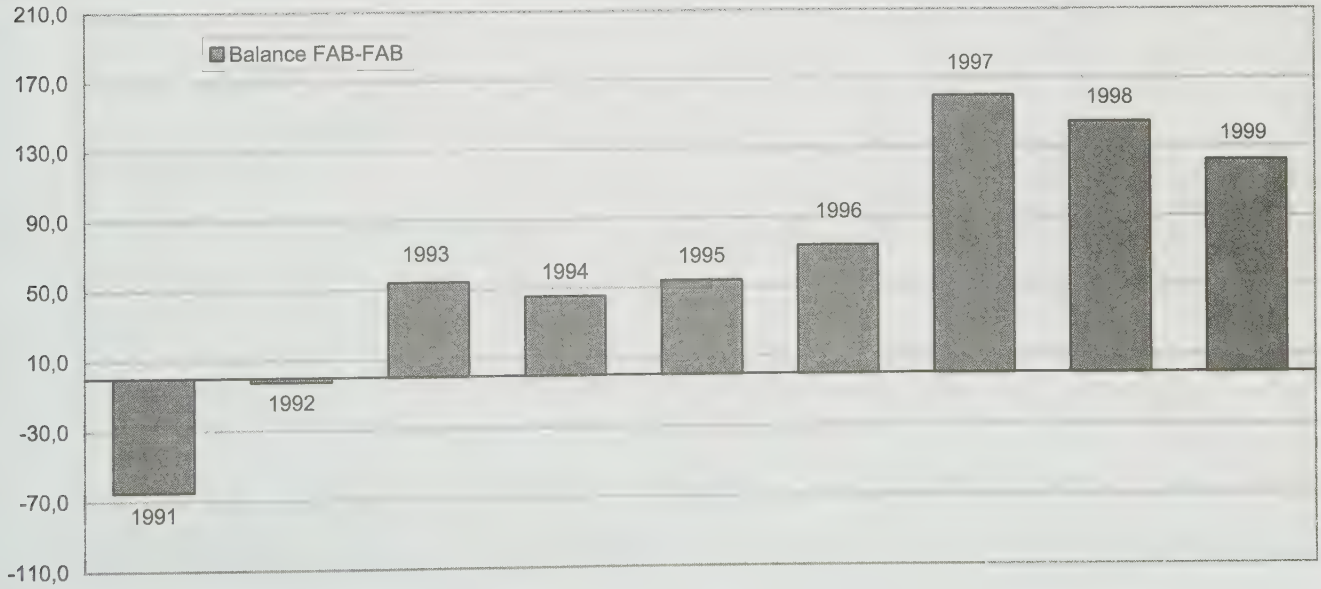


Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction Générale des Douanes et des Droits indirects)

GRAPHIQUE O.01-2

Commerce extérieur de la France : soldes FAB/FAB

Milliards de Francs



Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction Générale des Douanes et des Droits indirects)

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB

France entière (1)

Y compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité :* Million de francs

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Importations FAB	1 233 945	1 226 137	1 113 022	1 242 754	1 354 259	1 396 245	1 532 702	1 657 077	1 721 317
Exportations FAB	1 154 215	1 224 022	1 167 240	1 288 180	1 408 266	1 470 002	1 692 392	1 801 621	1 843 643
Balance FAB-FAB	**– 79 730**	**– 2 115**	**54 218**	**45 426**	**54 007**	**73 757**	**159 690**	**144 544**	**122 326**
Importations CAF (2)	1 274 403	1 272 638	1 157 673	1 292 986	1 396 574	1 441 106	1 581 638	1 704 808	1 784 894
Exportations FAB (2)	1 119 254	1 203 198	1 152 705	1 276 555	1 397 429	1 452 186	1 665 082	1 773 489	1 833 624
Coefficient CAF-FAB (3)	**96,3**	**95,8**	**96,7**	**95,8**	**96,7**	**96,7**	**96,7**	**97,0**	**97,0**

(1) Y compris DOM.
(2) Hors matériel militaire.
(3) Les coefficients CAF/FAB permettent d'établir, au seul niveau global (hors matériel militaire), la conversion des importations CAF en importations FAB.

TABLEAU O.01-2

Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union Européenne (à quinze) et du monde

Année 1998

Source : Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) — *Unité* : Million de dollars

Pays importateurs / Pays exportateurs	Allemagne	Autriche	Belgique Luxembourg	Espagne	Finlande	France	Irlande	Italie	Pays-Bas	Portugal	Danemark	Grèce	Suède	Royaume Uni	Suisse	États-Unis	Japon
	Part de marché de chaque pays exportateur (en %) dans les importations de																
Importations CAF	471 316	68 183	153 181	132 960	32 387	289 346	44 153	212 579	183 541	37 476	46 183	28 118	64 191	316 930	80 082	913 885	280 489
Allemagne	///	41,8	18,1	15,4	15,2	17,3	6,2	18,9	20,1	15,0	22,0	14,9	19,0	13,3	30,5	5,5	3,8
Autriche	4,0	///	0,6	1,1	1,1	0,9	0,2	2,4	0,8	0,6	1,0	1,0	1,5	0,7	4,0	0,3	0,2
Belgique et Luxembourg (UEBL)	5,6	2,4	///	3,4	2,6	7,8	1,2	4,8	10,6	3,4	3,6	3,5	4,0	5,0	3,4	1,0	0,5
Espagne	3,4	1,5	1,8	///	1,7	7,1	1,1	4,6	2,4	24,3	1,4	3,6	1,7	3,0	1,7	0,5	0,4
Finlande	1,0	0,9	0,7	0,8	///	0,8	0,8	0,7	0,9	0,7	2,7	1,1	5,3	1,2	0,7	0,3	0,3
France	**10,7**	**4,9**	**13,1**	**18,2**	**4,9**	**///**	**3,9**	**13,2**	**6,9**	**11,3**	**5,6**	**8,6**	**6,3**	**9,4**	**10,9**	**2,6**	**2,0**
Irlande	1,7	0,6	2,2	1,3	0,9	1,9	///	1,1	1,3	0,7	1,1	0,7	1,6	4,1	1,8	0,9	0,8
Italie	7,8	8,0	3,8	9,7	4,1	10,0	1,9	///	3,4	7,9	4,7	15,8	3,4	5,2	9,7	2,3	1,8
Pays-Bas	8,4	3,4	15,9	4,3	4,2	5,1	3,1	6,2	///	5,1	7,5	6,3	8,1	7,1	5,0	0,8	0,7
Portugal	1,1	0,6	0,6	2,8	0,6	1,1	0,3	0,5	0,6	///	0,9	0,3	0,7	0,9	0,4	0,1	0,1
Union Monétaire (1) (à 11)	**43,7**	**64,1**	**56,8**	**57,0**	**35,3**	**52,0**	**18,7**	**52,4**	**47,0**	**69,0**	**50,5**	**55,8**	**51,6**	**49,9**	**68,1**	**14,3**	**10,6**
Danemark	1,7	0,7	0,5	0,8	3,6	0,8	0,6	0,9	1,1	0,7	///	1,4	6,5	1,1	1,0	0,3	0,5
Grèce	0,4	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	///	0,2	0,2	0,1	0,1	—
Suède	2,0	1,4	2,7	1,4	11,7	1,4	1,0	1,5	2,7	1,5	12,7	1,9	///	2,3	1,4	0,9	0,7
Royaume-Uni	6,8	3,0	8,5	7,5	7,3	8,4	33,3	6,4	9,9	6,7	7,7	6,2	10,2	///	6,2	3,8	2,1
Union européenne (à 15)	**54,6**	**69,4**	**68,6**	**66,9**	**58,1**	**62,8**	**53,7**	**61,8**	**60,9**	**78,0**	**71,1**	**65,3**	**68,5**	**53,5**	**76,8**	**19,4**	**13,9**
Suisse	4,0	3,6	1,1	1,3	1,6	2,5	0,8	4,1	1,2	1,1	1,3	1,7	1,7	2,6	///	1,0	1,1
États-Unis (2)	8,3	4,8	8,6	5,9	8,2	8,7	16,2	5,0	9,0	2,8	4,9	4,8	6,2	13,5	7,1	///	24,0
Japon	5,0	2,3	2,8	3,1	5,7	3,3	7,1	2,2	4,1	2,7	1,9	3,4	2,6	5,0	2,7	13,3	///

(1) L'Union monétaire (à onze) se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique, ...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999.
(2) Chiffres FAB pour les importations des États-Unis.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par zone géo-économique

France entière (1)

Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
(Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unité : Million de francs

Zone géo-économique	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Importations CAF				
Union Européenne à quinze	**913 345**	**975 404**	**1 069 714**	**1 101 514**
Union monétaire (à onze) (2)	756 392	801 362	886 847	907 440
OCDE hors Union Européenne	**262 658**	**306 207**	**329 603**	**355 617**
États-Unis	112 618	133 659	148 093	155 998
Japon	46 366	52 646	56 682	63 878
Suisse	35 015	36 966	41 627	42 739
Autres pays OCDE	68 659	82 936	83 201	93 002
Monde hors OCDE	**265 103**	**300 027**	**305 491**	**327 763**
Afrique	61 663	67 398	67 793	68 301
Pays de l'Est	33 424	34 173	34 573	37 983
Économies en développement rapide d'Asie	79 251	94 649	101 819	112 782
Pays du Moyen-Orient	30 609	33 724	28 980	32 915
Autres pays (3)	60 156	70 083	72 326	75 782
Total	**1 441 106**	**1 581 638**	**1 704 808**	**1 784 894**
Exportations FAB				
Union Européenne à quinze	**936 251**	**1 053 893**	**1 131 222**	**1 180 568**
Union monétaire (à onze) (2)	751 168	830 239	895 211	929 630
OCDE hors Union Européenne	**245 767**	**288 997**	**315 724**	**345 394**
États-Unis	88 529	110 234	132 002	141 771
Japon	27 434	28 546	27 505	28 085
Suisse	56 623	57 881	60 877	67 988
Autres pays OCDE	73 181	92 336	95 340	107 550
Monde hors OCDE	**270 168**	**322 192**	**326 543**	**307 662**
Afrique	82 913	87 947	101 962	95 933
Pays de l'Est	26 832	35 753	36 260	31 865
Économies en développement rapide d'Asie	72 463	98 677	82 099	66 280
Pays du Moyen-Orient	34 931	42 617	42 192	50 141
Autres pays (3)	53 029	57 198	64 030	63 443
Total	**1 452 186**	**1 665 082**	**1 773 489**	**1 833 624**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Union Européenne à quinze	**22 906**	**78 489**	**61 508**	**79 054**
Union monétaire (à onze) (2)	– 5 224	28 877	8 364	22 190
OCDE hors Union Européenne	**– 16 891**	**– 17 210**	**– 13 879**	**– 10 223**
États-Unis	– 24 089	– 23 425	– 16 091	– 14 227
Japon	– 18 932	– 24 100	– 29 177	– 35 793
Suisse	21 608	20 915	19 250	25 249
Autres pays OCDE	4 522	9 400	12 139	14 548
Monde hors OCDE	**5 065**	**22 165**	**21 052**	**– 20 101**
Afrique	21 250	20 549	34 169	27 632
Pays de l'Est	– 6 592	1 580	1 687	– 6 118
Économies en développement rapide d'Asie	– 6 788	4 028	– 19 720	– 46 502
Pays du Moyen-Orient	4 322	8 893	13 212	17 226
Autres pays (3)	– 7 127	– 12 885	– 8 296	– 12 339
Balance totale	**11 080**	**83 444**	**68 681**	**48 730**

(1) Y compris DOM (nouveau champ).
(2) L'Union monétaire (à onze) se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique, ...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999.
(3) Y compris TOM.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par pays

France entière (1) - Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	**1 027 198**	**1 065 646**	**1 101 420**	**1 204 353**	**1 201 613**	**1 289 484**	**1 246 773**	**1 347 658**
dont : Belgique et Luxembourg	122 300	126 207	127 848	136 711	132 725	139 526	130 115	141 064
Pays-Bas	75 522	67 510	80 489	78 605	86 970	82 410	91 177	86 297
Allemagne (3)	250 722	253 393	263 282	266 038	294 794	286 608	306 115	289 793
Italie	148 808	136 399	156 161	154 821	170 886	163 320	171 816	167 385
Royaume-Uni	120 683	138 941	134 705	169 869	142 181	179 598	150 590	190 400
Irlande	20 384	7 495	24 562	10 786	32 555	12 210	32 682	13 922
Danemark	12 698	13 340	13 470	14 703	13 446	15 639	14 139	15 146
Grèce	3 082	11 769	2 716	14 313	2 692	14 645	2 634	18 582
Portugal	16 857	20 314	18 099	23 756	18 954	26 856	19 221	28 699
Espagne (4)	99 857	116 775	106 012	134 430	121 493	155 922	126 647	172 904
Norvège	23 796	6 209	28 427	9 299	23 622	8 418	25 715	7 752
Suède	20 490	21 033	23 151	24 769	24 548	26 129	26 711	26 810
Finlande	9 997	6 836	12 052	7 688	13 745	8 820	14 745	8 817
Autriche	11 945	16 239	12 857	17 404	14 725	19 539	14 922	20 749
Suisse	35 015	56 623	36 966	57 881	41 627	60 877	42 739	67 988
Andorre	87	1 648	117	1 740	95	1 911	64	1 994
Malte	1 088	2 086	1 271	2 384	1 336	2 673	1 124	3 152
Turquie	6 084	13 563	7 619	16 708	9 429	16 794	11 839	18 743
Pologne	6 655	10 537	7 341	13 591	8 102	16 317	8 753	17 712
République Tchèque	2 945	6 432	3 944	6 989	5 212	7 274	6 526	8 532
Slovaquie	1 130	1 821	1 393	2 224	2 504	2 384	3 187	2 212
Hongrie	3 497	3 734	4 898	5 394	6 362	6 885	8 761	7 398
Roumanie	2 633	2 812	3 025	3 587	3 519	4 660	4 154	4 232
Bulgarie	852	855	1 103	964	1 191	1 385	1 378	1 749
Ukraine	811	1 410	788	1 852	1 004	1 875	860	1 493
Russie	20 655	10 247	20 352	14 789	16 437	11 094	18 450	8 559
Slovénie	4 230	4 568	3 273	5 813	5 191	7 097	4 048	6 037
Croatie	490	974	533	1 273	693	1 765	633	1 999
AFRIQUE	**61 663**	**82 913**	**67 398**	**87 947**	**67 793**	**101 962**	**68 301**	**95 933**
dont : Maroc	13 150	12 267	14 347	14 223	15 582	15 972	16 221	16 405
Algérie	8 806	12 591	12 649	13 347	9 155	15 650	9 741	15 875
Tunisie	7 754	9 566	8 649	11 675	9 873	12 996	10 458	14 343
Libye	2 316	1 629	2 806	2 080	1 850	1 860	2 806	1 510
Égypte	1 237	7 280	1 394	8 342	1 209	9 096	1 239	7 565
Soudan	109	360	168	393	241	1 045	82	529
Mauritanie	402	942	508	845	559	836	577	802
Mali	28	1 010	46	1 062	30	1 185	31	1 254
Burkina Faso	106	801	126	909	117	1 117	104	947
Niger	55	452	114	499	910	575	719	412
Sénégal	929	2 775	874	2 743	962	3 139	791	2 923
Guinée	400	851	284	968	351	978	316	934
Libéria	44	1 683	669	371	508	4 330	153	365
Côte-d'Ivoire	4 161	4 099	4 520	4 587	4 985	5 370	4 510	4 852
Ghana	714	589	751	860	658	493	626	786
Togo	49	527	100	707	69	709	88	697
Bénin (Dahomey)	29	866	28	1 018	42	1 202	33	1 357
Nigéria	7 108	2 592	4 153	2 675	4 373	3 349	4 642	3 515
Cameroun	2 077	2 086	1 955	2 550	2 103	3 012	2 273	2 820
République Centrafricaine	26	253	49	276	54	297	51	282
Gabon	1 281	2 009	1 599	2 350	1 910	2 449	1 291	1 798
Congo	539	4 873	367	1 016	413	1 368	295	935
République démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	147	261	123	227	84	218	48	173
Angola	739	793	1 059	691	663	694	573	887
Éthiopie	104	285	179	193	168	274	135	336
Djibouti	3	257	12	307	8	338	6	348
Kenya	384	765	479	682	377	711	473	638
Madagascar	1 612	1 273	1 613	1 434	2 055	1 641	2 016	1 574
Ile Maurice	1 933	1 868	1 941	2 168	2 062	1 415	2 210	2 143
Zambie	152	78	471	65	456	57	169	65
Zimbabwe	159	349	213	343	176	320	193	339
Afrique du Sud (République d')	4 009	4 583	4 052	5 893	4 453	6 804	4 274	5 681

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-4 (suite et fin)

Commerce extérieur de la France par pays

France entière (1) - Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)							
	r 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMÉRIQUE	**148 684**	**129 307**	**175 129**	**164 263**	**188 457**	**192 330**	**196 392**	**200 343**
dont : États-Unis d'Amérique du Nord	112 618	88 529	133 659	110 234	148 093	132 002	155 998	141 771
Canada	8 798	9 816	9 988	13 875	9 511	13 544	9 670	18 743
Mexique	2 594	4 366	3 022	6 321	3 403	7 454	3 414	7 177
Costa Rica	461	292	474	306	549	359	453	489
Panama	782	1 090	166	1 031	118	889	55	720
Cuba	257	985	284	1 296	315	1 525	312	1 437
Jamaïque	506	362	402	764	283	102	336	125
Trinidad et Tobago	738	95	1 088	116	949	247	910	234
Colombie	1 622	1 366	1 793	2 670	1 891	2 436	1 400	1 564
Vénézuela	1 045	1 413	1 296	1 908	877	2 393	1 264	1 689
Équateur	718	264	826	578	796	397	761	207
Pérou	815	585	841	778	874	926	825	824
Brésil	9 419	7 731	11 553	9 265	11 715	12 085	11 369	11 317
Chili	2 987	2 603	3 514	2 773	3 770	3 675	3 842	2 195
Uruguay	200	824	224	997	211	1 066	479	857
Argentine	2 531	6 441	2 776	7 794	2 644	8 865	2 865	6 744
ASIE	**178 113**	**159 557**	**207 356**	**192 331**	**215 440**	**172 845**	**239 769**	**169 268**
dont : Liban	211	3 335	217	4 769	238	4 232	233	3 680
Syrie	2 203	1 368	2 995	1 232	2 149	1 687	2 407	2 913
Irak	–	20	3 074	1 389	4 347	1 742	4 992	2 007
Iran	6 603	3 444	5 422	4 302	4 307	3 737	5 276	3 923
Israël	4 324	5 898	4 480	6 140	5 168	6 559	5 270	7 548
Jordanie	39	1 458	34	921	20	880	53	913
Arabie saoudite	14 877	7 228	15 313	8 671	10 512	8 418	12 179	8 107
Koweit	680	1 453	756	1 586	808	1 685	1 369	1 496
Bahreïn	597	544	547	573	489	496	406	3 204
Qatar	3	1 384	32	2 950	34	2 272	47	2 307
Émirats arabes unis (5)	364	5 452	371	6 090	691	7 259	509	11 145
Oman	249	1 309	35	797	56	1 203	20	836
Yémen (6)	160	1 228	329	2 230	85	892	17	802
Pakistan	1 766	1 606	1 783	1 651	1 967	1 387	2 107	1 797
Inde	5 873	5 491	6 183	5 017	6 918	4 600	7 280	5 914
Bangladesh	1 601	1 285	2 069	573	2 346	785	2 410	1 030
Sri Lanka	842	228	886	405	877	404	853	2 922
Thaïlande	7 711	5 021	8 372	5 900	10 051	8 516	10 318	3 471
Viêt-Nam	1 926	3 834	2 854	2 548	3 334	1 827	4 035	2 002
Indonésie	5 255	6 516	6 099	8 688	6 621	2 506	6 639	2 159
Malaysia (7)	7 739	6 830	8 423	7 299	8 977	4 493	8 979	4 934
Bruneï	6	879	16	194	2	958	–	180
Singapour	11 524	12 871	13 482	15 298	12 023	11 756	13 403	11 985
Philippines	1 632	2 513	1 884	10 327	2 332	4 516	2 726	2 407
Chine	31 179	12 406	38 972	19 762	42 833	19 461	49 902	20 147
Corée du Sud	8 505	10 102	10 672	11 157	10 629	9 907	11 767	11 367
Japon	46 366	27 434	52 646	28 546	56 682	27 505	63 878	28 085
Taïwan	10 898	8 305	13 424	14 221	14 253	12 563	16 082	9 370
Hong-Kong	3 314	18 001	3 992	17 182	4 729	18 289	4 733	11 807
AUSTRALIE-OCÉANIE et AUTRES TERRITOIRES	**5 993**	**12 510**	**7 287**	**14 344**	**6 734**	**13 553**	**6 500**	**16 447**
dont : Australie	3 941	7 167	4 967	7 663	4 594	7 280	4 286	7 867
Nouvelle-Zélande	1 164	974	1 302	998	1 453	973	1 528	1 776
Nouvelle-Calédonie	828	2 097	840	2 380	567	2 450	438	2 538
Polynésie française	26	1 928	125	2 111	46	2 387	79	2 319
DIVERS (8)	**19 455**	**2 253**	**23 048**	**1 844**	**24 771**	**3 315**	**27 159**	**3 975**
Monde	**1 441 106**	**1 452 186**	**1 581 638**	**1 665 082**	**1 704 808**	**1 773 489**	**1 784 894**	**1 833 624**

(1) Y compris DOM.
(2) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et des Droits indirects.
(3) Y compris ex-RDA .
(4) À partir de 1997, y compris les Îles Canaries.
(5) Émirats arabes unis : Doubaï, Abou Dhabi, Chardja.
(6) Yémen : Yémen du Nord et Yémen du Sud.
(7) La Malaysia comprend la Malaysia orientale (le Sabah et le Sarawak) et la Malaysia occidentale (la péninsule Malaise).
(8) Pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-5

Commerce extérieur de la France par produit (1)

France entière (2)

Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

Produits (1)	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	48 803	51 562	52 108	51 018
Produits des industries agricoles et alimentaires	116 616	123 785	129 666	128 712
Biens de consommation	212 751	237 995	264 683	277 842
Produits de l'industrie automobile	153 483	141 689	173 738	195 251
Biens d'équipements	297 836	345 355	390 616	415 346
Biens intermédiaires	481 594	539 349	579 757	584 736
Produits énergétiques	121 092	132 689	104 246	122 169
Divers	8 931	9 214	9 994	9 820
Total	**1 441 106**	**1 581 638**	**1 704 808**	**1 784 894**
Exportations FAB				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	60 593	64 224	64 014	65 626
Produits des industries agricoles et alimentaires	156 664	176 341	176 132	174 993
Biens de consommation	192 075	218 331	236 006	251 263
Produits de l'industrie automobile	178 309	205 388	232 865	248 872
Biens d'équipements	324 130	390 439	431 449	454 291
Biens intermédiaires	491 274	556 452	582 327	584 795
Produits énergétiques	42 840	46 334	43 360	45 764
Divers	6 301	7 573	7 336	8 020
Total	**1 452 186**	**1 665 082**	**1 773 489**	**1 833 624**
Balance des exportations FAB et des importations CAF				
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	11 790	12 662	11 906	14 608
Produits des industries agricoles et alimentaires	40 048	52 556	46 466	46 281
Biens de consommation	– 20 676	– 19 664	– 28 677	– 26 579
Produits de l'industrie automobile	24 826	63 699	59 127	53 621
Biens d'équipements	26 294	45 084	40 833	38 945
Biens intermédiaires	9 680	17 103	2 570	59
Produits énergétiques	– 78 252	– 86 355	– 60 886	– 76 405
Divers	– 2 630	– 1 641	– 2 658	– 1 800
Balance totale	**11 080**	**83 444**	**68 681**	**48 730**

(1) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(2) Y compris DOM (nouveau champ).

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France par produit et par zone géo-économique

France entière (1)

Année 1999 (non compris matériel militaire)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité* : Million de francs

Produits CPF (2)	Union Européenne à quinze	*dont* Union monétaire à onze (3)	OCDE hors Union Européenne				Zones géo-économiques			Monde hors OCDE		Total
			États-Unis	Japon	Suisse	Autres OCDE	Afrique	Pays de l'Est	Économies en développement rapide d'Asie	Pays du Moyen-Orient	Autres pays	
Importations CAF												
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	26 411	22 803	2 099	29	101	3 899	9 197	1 039	1 605	1 201	5 437	**51 018**
Produits des industries agricoles et alimentaires	97 695	83 458	2 556	58	1 609	5 557	5 921	811	3 301	558	10 646	**128 712**
Biens de consommation	142 493	114 283	16 867	11 507	10 087	16 432	16 370	5 482	41 902	935	15 767	**277 842**
Produits de l'industrie automobile	168 535	148 369	2 914	8 128	349	7 124	394	2 889	422	73	4 423	**195 251**
Biens d'équipement	226 307	174 687	86 826	27 209	11 342	13 227	1 253	2 174	30 924	1 473	14 611	**415 346**
Biens intermédiaires	400 713	342 046	41 093	16 766	18 119	25 965	14 470	9 067	33 767	2 752	22 024	**584 736**
Produits énergétiques	32 859	16 518	1 823	34	626	20 551	20 644	16 506	685	25 889	2 552	**122 169**
Divers	6 501	5 276	1 820	147	506	247	52	15	176	34	322	**9 820**
Total	**1 101 514**	**907 440**	**155 998**	**63 878**	**42 739**	**93 002**	**68 301**	**37 983**	**112 782**	**32 915**	**75 782**	**1 784 894**
Exportations FAB												
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	52 441	46 085	548	130	1 259	800	3 774	721	1 507	2 673	1 773	**65 626**
Produits des industries agricoles et alimentaires	120 890	92 161	12 503	5 395	5 075	5 821	8 081	3 540	4 550	5 559	3 579	**174 993**
Biens de consommation	146 598	114 145	16 704	10 020	14 102	16 999	16 000	4 865	9 549	7 915	8 511	**251 263**
Produits de l'industrie automobile	201 917	159 376	6 781	819	4 363	10 550	9 194	4 445	1 248	2 444	7 111	**248 872**
Biens d'équipement	233 645	177 779	62 295	3 961	17 127	35 542	26 526	8 005	23 850	20 042	23 298	**454 291**
Biens intermédiaires	394 001	316 515	37 974	6 155	16 696	35 755	30 276	9 765	25 192	10 770	18 211	**584 795**
Produits énergétiques	27 965	21 282	2 747	1 396	8 146	1 733	1 761	453	263	594	706	**45 764**
Divers	3 111	2 287	2 219	209	1 220	350	321	71	121	144	254	**8 020**
Total	**1 180 568**	**929 630**	**141 771**	**28 085**	**67 988**	**107 550**	**95 933**	**31 865**	**66 280**	**50 141**	**63 443**	**1 833 624**

(1) Y compris DOM (nouveau champ).
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(3) L'Union monétaire (à onze) se compose de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et Luxembourg (UEBL), de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et du Portugal. Ces onze pays ont adopté la monnaie européenne unique : l'euro et le Pacte de stabilité et de croissance (politique monétaire unique, Banque centrale unique, ...), leur taux officiel de conversion en « euro » a été arrêté le 1er janvier 1999.

TABLEAU O.01-7A

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1) (2)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produit	Code (3)	1996	1997	1998	1999
IMPORTATIONS					
Total		**102,5**	**110,5**	**120,4**	**123,5**
Ensemble hors énergie		100,4	108,0	120,5	124,3
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	100,3	103,2	106,9	105,0
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	99,9	108,3	122,0	126,7
NIVEAU E					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	100,5	104,9	106,9	105,1
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	100,3	102,5	106,9	105,1
Biens de consommation	EC	101,8	109,5	119,6	122,4
Produits de l'industrie automobile	ED	105,4	99,1	125,1	136,9
Biens d'équipement	EE	103,0	115,6	136,7	146,6
Biens intermédiaires	EF	96,1	105,6	113,7	114,6
Produits énergétiques	EG	126,6	137,2	117,7	113,6
NIVEAU F					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	FA0	100,5	104,9	106,9	105,1
Produits des industries de la viande et du lait	FB1	93,1	93,5	96,5	95,1
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	FB2	103,5	106,6	111,6	109,6
Produits des industries de l'habillement et du cuir	FC1	105,9	112,3	118,2	118,3
Produits de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction	FC2	68,4	71,4	71,7	73,0
Produits de la pharmacie, parfumerie et d'entretien	FC3	107,9	121,6	141,3	152,1
Produits des industries de l'équipement du foyer	FC4	102,0	108,7	119,1	120,6
Produits de l'industrie automobile	FD0	105,4	99,1	125,1	136,9
Produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire	FE1	101,3	132,8	156,5	172,8
Produits des industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	102,8	106,3	118,1	121,3
Produits des industries des équipements électriques et électroniques	FE3	103,7	118,4	146,8	160,3
Produits minéraux	FF1	96,1	102,0	107,5	108,1
Produits de l'industrie textile	FF2	95,0	104,4	112,4	111,3
Produits des industries du bois, papier ou carton	FF3	88,9	94,6	99,8	102,5
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	FF4	99,5	108,6	115,3	118,2
Métaux et produits métalliques	FF5	91,0	100,5	108,5	105,1
Composants électriques et électroniques	FF6	102,9	117,9	134,5	137,1
Combustibles et carburants	FG1	126,8	137,2	116,5	113,0
Eau, gaz, électricité	FG2	100,9	108,2	191,2	155,2

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.
(3) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-7A (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1) (2)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produit	Code (3)	1996	1997	1998	1999
EXPORTATIONS					
Total		**103,9**	**117,5**	**125,9**	**129,0**
Ensemble hors énergie		103,6	117,3	126,1	129,2
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	103,6	112,3	112,5	111,6
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	103,4	117,8	128,3	132,0
NIVEAU E					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	106,9	112,3	113,5	115,7
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	102,2	112,3	112,2	109,8
Biens de consommation	EC	104,6	115,5	124,9	129,2
Produits de l'industrie automobile	ED	108,4	128,3	148,0	155,1
Biens d'équipement	EE	105,0	124,2	138,1	142,6
Biens intermédiaires	EF	100,3	111,4	117,2	119,1
Produits énergétiques	EG	113,5	124,0	118,4	121,9
NIVEAU F					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	FA0	106,9	112,3	113,5	115,7
Produits des industries dé la viande et du lait	FB1	97,2	104,9	100,1	100,3
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	FB2	104,8	116,4	118,9	114,9
Produits des industries de l'habillement et du cuir	FC1	103,7	110,9	116,5	118,1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction	FC2	83,4	87,4	90,2	89,7
Produits de la pharmacie, parfumerie et d'entretien	FC3	106,1	120,3	131,6	144,4
Produits des industries de l'équipement du foyer	FC4	107,9	118,7	129,5	126,6
Produits de l'industrie automobile	FD0	108,4	128,3	148,0	155,1
Produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire	FE1	98,8	125,5	132,9	144,5
Produits des industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	103,9	114,9	127,2	123,5
Produits des industries des équipements électriques et électroniques	FE3	110,9	135,1	155,9	165,6
Produits minéraux	FF1	101,1	107,7	108,1	106,7
Produits de l'industrie textile	FF2	97,7	106,2	111,5	107,6
Produits des industries du bois, papier ou carton	FF3	94,6	103,1	106,6	111,6
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	FF4	102,5	113,7	119,5	123,9
Métaux et produits métalliques	FF5	96,9	107,0	109,3	106,8
Composants électriques et électroniques	FF6	104,4	121,1	135,4	141,0
Combustibles et carburants	FG1	127,2	147,0	137,6	144,4
Eau, gaz, électricité	FG2	97,8	97,6	96,3	96,6

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.
(3) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-7B

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1) (2)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produit	Code (3)	1996	1997	1998	1999
IMPORTATIONS					
Total		**101,6**	**103,3**	**102,1**	**101,6**
Ensemble hors énergie		102,2	104,0	102,8	101,0
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	100,5	103,3	103,5	100,9
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	102,3	104,0	102,6	100,9
NIVEAU E					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	99,2	100,1	99,6	95,4
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	101,0	104,7	105,1	103,2
Biens de consommation	EC	101,2	104,7	106,0	105,4
Produits de l'industrie automobile	ED	101,0	99,2	96,3	97,6
Biens d'équipement	EE	103,7	106,9	101,9	98,8
Biens intermédiaires	EF	102,1	103,7	103,5	101,1
Produits énergétiques	EG	98,4	99,9	95,2	110,5
NIVEAU F					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	FA0	99,2	100,1	99,6	95,4
Produits des industries de la viande et du lait	FB1	98,9	100,9	99,6	96,0
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	FB2	101,8	106,1	107,2	106,0
Produits des industries de l'habillement et du cuir	FC1	102,4	107,0	108,7	106,9
Produits de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction	FC2	97,4	94,4	96,5	92,6
Produits de la pharmacie, parfumerie et d'entretien	FC3	98,3	100,5	104,4	104,1
Produits des industries de l'équipement du foyer	FC4	102,4	106,5	105,8	106,1
Produits de l'industrie automobile	FD0	101,0	99,2	96,3	97,6
Produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire	FE1	100,0	103,5	105,1	104,2
Produits des industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	104,7	107,4	107,8	107,5
Produits des industries des équipements électriques et électroniques	FE3	104,4	107 6	96,1	90,3
Produits minéraux	FF1	102,9	106,3	106,0	104,5
Produits de l'industrie textile	FF2	104,8	108,3	108,8	105,8
Produits des industries du bois, papier ou carton	FF3	102,9	105,0	106,8	105,1
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	FF4	101,0	102,2	101,5	98,2
Métaux et produits métalliques	FF5	101,8	101,9	100,9	97,8
Composants électriques et électroniques	FF6	103,2	106,3	106,3	106,4
Combustibles et carburants	FG1	98,5	100,1	95,4	110,7
Eau, gaz, électricité	FG2	101,3	105,3	103,2	106,6

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.
(3) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-7B (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1) (2)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1995

Produit	Code (3)	1996	1997	1998	1999
EXPORTATIONS					
Total		**100,6**	**102,4**	**101,6**	**100,7**
Ensemble hors énergie		100,6	102,5	101,7	100,7
Ensemble des produits agro-alimentaires	EA à EB	99,7	101,7	101,3	100,5
Ensemble des produits manufacturés	EC à EF	100,8	102,6	101,8	100,8
NIVEAU E					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	EA	98,0	98,5	97,1	95,5
Produits des industries agricoles et alimentaires	EB	100,5	102,9	102,8	102,7
Biens de consommation	EC	101,7	104,6	103,9	103,6
Produits de l'industrie automobile	ED	98,3	95,7	94,0	94,9
Biens d'équipement	EE	100,6	103,8	102,6	102,3
Biens intermédiaires	EF	101,2	103,0	102,6	100,0
Produits énergétiques	EG	99,3	99,4	96,9	97,2
NIVEAU F					
Produits de l'agriculture, sylviculture, pêche	FA0	98,0	98,5	97,1	95,5
Produits des industries de la viande et du lait	FB1	102,4	103,7	103,5	101,2
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	FB2	99,4	102,2	101,8	102,8
Produits des industries de l'habillement et du cuir	FC1	100,4	102,4	101,4	101,6
Produits de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction	FC2	102,3	102,6	103,4	103,1
Produits de la pharmacie, parfumerie et d'entretien	FC3	103,3	107,4	107,3	106,0
Produits des industries de l'équipement du foyer	FC4	100,6	102,7	100,8	100,7
Produits de l'industrie automobile	FD0	98,3	95,7	94,0	94,9
Produits de la construction navale, aéronautique et ferroviaire	FE1	101,5	106,7	108,9	111,7
Produits des industries des biens d'équipements mécaniques	FE2	101,2	104,4	103,4	103,0
Produits des industries des équipements électriques et électroniques	FE3	100,4	101,0	97,8	94,7
Produits minéraux	FF1	101,4	103,1	103,4	103,3
Produits de l'industrie textile	FF2	101,8	105,7	106,5	105,7
Produits des industries du bois, papier ou carton	FF3	101,2	102,1	103,1	100,5
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	FF4	99,6	101,9	100,7	98,1
Métaux et produits métalliques	FF5	100,7	101,7	102,5	98,9
Composants électriques et électroniques	FF6	105,2	106,7	105,0	101,5
Combustibles et carburants	FG1	99,6	101,2	97,4	98,2
Eau, gaz, électricité	FG2	100,3	99,0	98,2	98,1

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices ont été rénovés en janvier 1994.
(2) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.
(3) Ce code est un regroupement de classes de la CPF « Classification des Produits Française » à 4 chiffres.

TABLEAU O.01-8

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit

Aux prix de l'année précédente, chaînés, base 1995 (2)

Source : INSEE

%

Produits - CPF (2)	*r* 1992	*r* 1993	1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	137,4	139,9	113,4	119,0	128,1	129,9	132,1	134,2
Produits des industries agricoles et alimentaires	128,3	129,8	130,1	133,2	131,8	142,3	137,1	136,5
Produits manufacturés	97,5	101,9	102,2	101,6	105,0	109,5	105,7	103,8
dont :								
Biens de consommation	85,2	86,3	87,7	88,3	90,3	92,2	89,3	89,9
Produits de l'industrie automobile	115,5	121,0	121,8	115,4	117,7	144,6	132,9	126,8
Biens d'équipement	111,4	117,4	114,7	111,6	115,3	117,2	111,7	106,7
Biens intermédiaires	88,3	94,5	95,6	97,4	101,2	103,1	100,7	100,7
Produits énergétiques	36,1	38,9	38,2	41,0	39,7	38,5	37,4	41,5
Ensemble	**96,1**	**100,3**	**99,9**	**100,5**	**103,0**	**107,6**	**104,4**	**103,3**

(1) Les importations étant CAF (Coûts des marchandises, assurances, frêts) et les exportations FAB (Franco à bord); un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre inférieur à 100.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits Française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix sont en indice « base 100 en 1995 ».

TABLEAU O.01-9

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange (1) par produit

Source : INSEE

Base 100 en 1995

Produits - CPF (2)	*r* 1992	1993	*r* 1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	109,1	109,8	102,7	100,0	97,4	95,8	93,5	96,8
Produits des industries agricoles et alimentaires	98,7	100,1	100,3	100,0	102,1	100,7	99,0	99,7
Produits manufacturés	100,1	101,0	100,0	100,0	100,2	101,3	101,3	101,6
dont :								
Biens de consommation	95,3	98,1	99,6	100,0	101,7	102,3	101,3	102,1
Produits de l'industrie automobile	107,1	104,7	102,4	100,0	97,9	100,6	100,9	100,5
Biens d'équipement	96,8	95,9	94,5	100,0	100,0	103,2	104,7	105,9
Biens intermédiaires	102,8	104,6	102,9	100,0	100,2	99,7	99,1	98,6
Produits énergétiques	96,8	99,6	97,6	100,0	92,5	93,8	115,7	94,3
Ensemble	**99,7**	**100,7**	**99,9**	**100,0**	**99,3**	**99,8**	**101,3**	**100,3**

(1) Les termes de l'échange rapportent l'indice du prix des exportations à celui des importations, par référence à 1995.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits française », niveau de regroupement « NES 16 ». Les prix sont en indice « base 100 en 1995 ».

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1) par zone géo-économique

Source : INSEE — Base 100 en 1995

	1996	1997	1998	1999
IMPORTATIONS CAF				
Total des produits	**101,6**	**103,3**	**102,1**	**101,6**
Union Européenne	101,4	101,7	100,9	99,4
OCDE hors UE	102,7	105,2	105,8	108,4
Reste du monde	101,4	106,7	102,4	102,5
Produits manufacturés	**102,3**	**104,0**	**102,6**	**100,9**
Union Européenne	101,9	102,2	100,9	99,1
OCDE hors UE	103,7	106,4	106,7	108,2
Reste du monde	102,5	108,7	104,6	99,3
EXPORTATIONS FAB				
Total des produits	**100,6**	**102,4**	**101,6**	**100,7**
Union Européenne	100,5	101,7	101,0	100,6
OCDE hors UE	100,3	101,8	102,1	102,4
Reste du monde	100,9	104,6	102,6	98,8
Produits manufacturés	**100,8**	**102,6**	**101,8**	**100,8**
Union Européenne	100,6	101,8	101,0	100,5
OCDE hors UE	100,7	102,0	102,0	102,2
Reste du monde	101,4	105,4	103,8	100,2

(1) Les indices sont exprimés pour la première année en indice « base 100 en 1995 ». La série commence en 1996.

TABLEAU O.01-11

Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur (1)

Source : INSEE — %

Produits - CPF (2)	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	1996	*r* 1997	*r* 1998	1999
Biens de consommation	26,1	26,8	28,5	30,2	31,0	33,2	35,4	36,7
Produits de l'industrie automobile	34,8	34,7	34,4	36,7	38,4	34,5	37,0	37,4
Biens d'équipement	37,4	35,6	39,0	40,3	40,0	42,3	46,6	46,6
Biens intermédiaires	30,3	31,0	32,9	34,8	34,5	36,1	37,6	38,3
Total (3)	**31,5**	**31,5**	**33,4**	**35,2**	**35,5**	**36,8**	**39,2**	**39,9**

(1) Voir définition.
(2) Ce tableau, comme ceux issus de la Comptabilité nationale, chapitres G.01 et G.03, est exprimé en CPF « Classification des Produits Française », niveau de regroupement « NES 16 ».
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-12

Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Pays fournisseurs et clients	*r* 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 320 827**	**9 982 861**	**1 420 062**	**10 323 970**	**1 741 050**	**10 828 210**	**1 857 708**	**10 365 803**
dont : France métropolitaine	514 664	6 395 039	479 506	6 457 212	459 348	6 828 809	421 596	6 341 893
Martinique	49 600	89 987	48 134	115 858	133 250	191 981	139 743	185 878
Allemagne	10 950	453 982	9 972	448 639	11 242	501 718	10 277	407 471
États-Unis	25 760	370 010	25 134	320 404	25 183	316 568	33 545	320 628
Italie	22 140	380 544	23 288	394 538	22 882	369 664	22 489	361 884
Japon	4 119	233 920	3 284	248 213	3 409	236 234	3 517	264 836
Trinidad et Tobago	120 838	166 650	123 901	210 844	153 029	180 892	194 680	252 532
Espagne	14 516	173 779	18 139	189 732	28 217	195 261	33 756	179 278
Royaume-Uni	4 293	156 367	5 162	155 128	3 946	153 635	7 520	159 623
Belgique et Luxembourg (UEBL)	20 754	149 827	24 386	162 284	27 731	186 038	22 659	159 316
Curaçao	128 568	155 278	124 842	227 244	207 964	234 341	162 907	215 158
EXPORTATIONS	**161 324**	**725 366**	**224 066**	**823 270**	**155 001**	**712 829**	**205 690**	**943 523**
dont : France métropolitaine	93 755	385 960	147 129	497 477	110 987	461 524	146 780	609 980
Martinique	29 605	171 768	23 950	154 625	19 993	99 243	27 540	147 411
Guyane	4 372	17 531	6 165	20 551	5 008	19 578	5 911	22 093
Italie	7 231	67 274	10 915	21 747	2 341	32 654	215	16 905
Belgique et Luxembourg	430	20 901	684	23 037	1 665	21 706	8 601	36 155
Royaume-Uni	8 004	16 150	8 998	18 747	5 546	18 985	519	4 479
États-Unis	2 479	6 753	11 116	36 692	1 895	15 484	11 557	19 884

TABLEAU O.01-13

Guadeloupe : principaux produits exportés

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Millier de francs

Produits	1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Bananes	63 565	123 860	101 436	179 691	76 045	213 025	82 860	252 268
Farine de froment ou de méteil	19 314	43 314	16 978	35 338	13 633	31 225	12 440	28 147
Sucres	37 206	133 865	56 314	193 878	33 811	120 393	59 946	205 849
Alcools, eaux de vie, liqueurs (en hl d'alcool pur)	41 591	38 683	54 587	45 333	55 897	45 656	58 303	57 824
Yachts, bateaux de plaisance et de sport	c	60 874	c	51 902	c	41 194	c	29 702
Melons et papayes frais	1 629	28 202	2 301	33 752	2 409	30 950	2 606	33 990

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-14

Guyane : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Pays fournisseurs et clients	*r* 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**360 106**	**3 175 238**	**355 187**	**3 271 399**	**451 481**	**3 520 933**	**416 166**	**3 405 098**
dont : France métropolitaine	108 644	2 024 310	107 181	1 907 290	119 410	2 073 025	109 732	1 774 910
Italie	4 178	74 709	4 112	73 830	4 262	73 365	5 291	74 845
Belgique et Luxembourg	3 790	37 014	3 906	42 207	5 197	49 118	6 267	49 965
États-Unis	2 565	72 524	3 192	120 342	2 406	88 512	1 682	79 549
Allemagne	1 534	53 158	1 727	58 293	1 838	68 261	2 006	72 432
Trinidad et Tobago	156 867	211 509	140 354	225 997	222 376	283 084	182 712	268 138
Pays-Bas	6 629	65 138	6 156	66 488	6 813	68 663	7 704	70 525
Japon	823	59 863	801	59 002	963	64 945	1 404	90 872
Martinique	5 673	31 188	9 567	50 521	11 613	56 966	10 705	56 910
EXPORTATIONS	**31 692**	**858 685**	**32 147**	**923 125**	**29 035**	**728 454**	**25 753**	**693 743**
dont : France métropolitaine	4 532	556 902	6 967	570 727	4 367	359 267	5 549	378 587
Suisse	ε	17 704	46	66 529	34	90 426	32	48 614
Espagne	11 792	40 119	8 730	54 828	5 762	58 145	915	43 176
Guadeloupe	8 338	55 967	7 769	49 567	8 915	56 111	9 158	42 284
Brésil	25	32 775	122	48 164	48	32 513	14	81 985
Martinique	2 323	40 248	5 288	44 951	6 174	47 564	4 233	20 543
États-Unis	561	14 929	687	22 679	379	17 222	787	27 809
Belgique et Luxembourg	165	16 416	14	5 842	33	17 564	12	6 564
Italie	333	18 399	203	11 391	148	7 827	195	12 929

TABLEAU O.01-15

Guyane : principaux produits exportés

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Produits	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Crustacés	3 764	174 959	3 756	177 429	3 701	163 617	3 227	147 652
Or (en kg)	3 150	183 971	4 359	253 082	4 316	221 153	4 857	264 914
Riz	18 885	59 997	15 617	51 777	13 182	48 279	10 232	37 606
Parties de véhicules aériens et spatiaux	498	134 302	354	220 489	305	115 890	228	48 446

TABLEAU O.01-16

Martinique : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Pays fournisseurs et clients	*r* 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 670 209**	**10 073 398**	**1 644 269**	**9 993 166**	**1 620 797**	**10 047 277**	**1 563 771**	**10 606 158**
dont : France métropolitaine	420 928	6 269 317	382 529	6 197 741	393 491	6 446 269	410 806	6 742 490
Allemagne	9 487	328 035	10 071	352 372	10 261	377 638	16 009	446 336
Royaume-Uni	85 067	202 765	2 887	108 583	173 729	255 738	169 510	279 909
États-Unis	41 994	301 124	24 012	266 410	35 057	271 656	24 065	284 245
Italie	20 070	415 454	19 337	351 463	19 310	358 876	19 656	341 171
Japon	2 737	197 131	2 334	181 410	2 230	168 075	3 252	230 329
Belgique et Luxembourg	15 895	123 140	17 591	144 123	20 401	175 645	23 961	190 482
Vénézuela	463 206	385 684	710 208	607 844	511 421	325 165	621 312	431 581
EXPORTATIONS	**896 590**	**1 265 456**	**1 014 649**	**1 315 079**	**1 031 304**	**1 701 392**	**1 185 685**	**1 715 193**
dont : France métropolitaine	137 912	561 703	185 370	570 810	164 817	878 641	221 159	806 597
Guadeloupe	459 266	401 246	474 173	357 419	445 241	380 455	396 547	372 480
Guyane	7 106	41 338	12 969	54 783	11 039	54 993	11 325	63 065
Belgique et Luxembourg	45 541	100 619	40 398	76 380	27 798	83 944	21 488	68 207
Royaume-Uni	36 918	80 965	73 914	135 739	59 727	172 194	61 086	208 093

TABLEAU O.01-17

Martinique : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produits	*r* 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Bananes	198 719	407 327	279 972	508 384	237 725	670 635	261 974	798 748
Yachts, bateaux de plaisance et de sport	*c*	77 545	*c*	76 990	*c*	74 670	*c*	92 611
Alcools, eaux de vie, liqueurs (en hl d'alcool pur)	85 402	126 358	86 325	129 617	81 124	127 173	99 890	156 866
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux	270 327	213 270	229 268	201 161	232 072	206 501	194 547	191 984
Eaux aromatisées ou édulcorées	14 505	67 190	19 663	78 805	26 201	104 361	43 764	98 031

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-18

Réunion : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Pays fournisseurs et clients	*r* 1996		*r* 1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**2 027 594**	**14 240 260**	**2 016 453**	**14 354 041**	**2 349 829**	**15 354 659**	**2 270 834**	**15 870 489**
dont : France métropolitaine	723 716	9 337 539	624 998	9 129 508	639 512	10 113 923	552 706	10 044 502
Afrique du Sud	272 646	291 683	224 180	292 222	321 568	316 971	197 660	258 223
Allemagne	15 360	466 106	17 187	493 441	15 718	553 128	20 881	692 216
Bahreïn	370 317	519 262	329 547	486 765	224 500	249 066	180 693	203 346
Italie	38 131	515 615	31 226	476 064	42 302	494 859	39 347	555 141
Japon	4 697	299 030	5 296	318 576	4 893	327 261	5 904	406 214
Belgique et Luxembourg	39 215	301 608	44 590	288 234	48 164	336 666	59 338	380 866
Espagne	27 292	210 586	41 742	255 658	71 194	335 559	65 694	371 847
Arabie saoudite	93 905	118 382	187 706	215 610	500 393	362 687	412 258	387 102
EXPORTATIONS	**238 036**	**1 071 162**	**271 517**	**1 255 361**	**235 500**	**1 217 892**	**218 974**	**1 267 376**
dont : France métropolitaine	206 652	815 944	222 808	952 133	197 564	898 440	153 950	787 692
Japon	1 356	56 098	1 714	67 379	2 397	83 392	1 081	60 038
Madagascar	6 922	34 062	12 259	64 625	12 419	54 530	7 482	53 219
Mayotte	4 015	48 711	4 271	51 506	3 213	50 033	4 116	61 750
Royaume-Uni	6 378	26 621	6 491	26 736	6 063	25 196	6 338	28 856
Île Maurice	5 295	36 247	6 926	34 434	3 359	28 320	2 901	30 330

TABLEAU O.01-19

Réunion : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produits	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Sucre	183 074	686 482	216 097	809 089	187 583	715 680	180 277	679 979
Alcools, eaux de vie, liqueurs (en hl d'alcool pur)	44 371	31 504	47 319	30 676	52 429	34 157	43 417	32 569
Crustacés	361	29 884	275	29 870	316	29 053	235	20 282
Voitures de tourisme	2 270	34 342	3 093	44 122	3 228	42 624	2 591	50 335
Poissons congelés	1 372	41 515	1 850	47 119	2 125	64 283	2 148	104 629

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-20

Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie)

Unités : Quantités : Tonne
Valeur : Million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 082 700**	**92 526**	**1 156 100**	**98 562**	**1 101 954**	**98 234**	**1 200 769**	**112 888**
dont : France métropolitaine	93 798	38 557	103 210	41 510	106 130	43 451	113 696	44 815
Allemagne	3 279	2 819	4 766	3 592	4 737	3 824	4 205	3 835
Australie	423 948	12 264	454 400	13 005	502 926	11 595	567 300	15 090
États-Unis	7 983	4 289	15 809	5 183	13 978	3 945	15 078	6 886
Italie	7 860	3 026	8 145	3 030	9 721	3 595	8 512	3 112
Japon	76 535	4 270	92 320	4 192	75 147	4 610	4 205	5 050
Nouvelle-Zélande	67 282	6 147	40 600	5 128	47 225	5 079	54 559	5 596
Royaume-Uni	3 280	3 019	3 146	2 688	2 974	2 773	3 062	2 856
Singapour	303 035	4 313	330 271	5 337	186 970	2 723	239 120	4 642
EXPORTATIONS	**3 831 839**	**45 228**	**5 674 014**	**55 538**	**4 440 200**	**40 469**	**3 998 200**	**44 191**
dont : France métropolitaine	26 697	13 669	48 493	15 640	36 077	9 146	25 006	9 351
Allemagne	2 391	1 032	5 194	1 039	2 912	445	1 002	191
Australie	1 782 945	3 462	2 077 171	3 675	2 217 764	3 322	1 913 836	4 219
Corée du Sud	9 743	3 564	21 270	4 241	32 925	3 558	25 276	3 932
Espagne	5 349	1 831	12 296	2 403	15 095	1 892	22 917	3 558
États-Unis	750 398	4 205	1 070 789	5 656	13 146	1 637	14 782	2 463
Finlande	100	71	4 009	800	5 233	743	6 306	1 001
Inde	619	242	1 408	271	3 012	427	2 460	395
Italie	201	101	1 832	367	9 790	1 292	11 257	1 825
Japon	1 148 122	10 039	2 343 376	14 716	2 038 225	10 356	1 794 741	9 164
Taïwan	8 030	2 800	20 700	4 031	24 801	3 682	30 070	4 700
UEBL	1 468	563	1 105	249	3 321	457	3 711	594
Wallis et Futuna	1 211	466	2 139	557	1 796	643	5 042	680

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-21

Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie)

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Million de francs CFP (2)

Produits (3)	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS								
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux (4)	744 206 *r*	8 297 *r*	772 748 *r*	10 176 *r*	701 586	6 485	750 369	9 533
Médicaments	789	2 678	1 130	3 065	884	3 361	1 317	3 713
Voitures de tourisme	5 669	6 536	5 807	6 646	6 885	7 662	7 289	8 138
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	4 533	4 239	4 189	3 956	4 520	4 057	3 812	3 483
Parties et accessoires voitures et véhicules	917	1 472	956	1 632	984	1 593	1 070	1 648
EXPORTATIONS								
Ferro-alliages	151 601	28 868	158 225	31 577	158 929	22 335	156 843	24 540
Minerais de nickel (milliers de tonnes)	4 774	12 032	5 391	14 486	4 237	8 638	3 790	8 394
Mattes de nickel	15 354	7 518	14 856	7 022	16 814	5 090	15 808	6 233
Crustacés	462	151	634	284	964	1 067	1 456	1 868
Poissons frais ou congelés	201	434	338	787	853	697	917	563

(1) Sauf indication contraire.
(2) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.
(3) Les produits sont exprimés en SH4, Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, sur quatre positions; il permet de mieux assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, au sein de l'Union européenne.
(4) La série a été révisée. Le champ couvre désormais l'ensemble des produits concernés.

TABLEAU O.01-22

Polynésie Française : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : Million de francs CFP (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes de Polynésie)

Pays fournisseurs et clients	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**579 618**	**94 550**	**624 172**	**99 339**	**651 399**	**118 483**	**672 899**	**102 972**
dont : France métropolitaine	100 190	40 524	109 652	37 646	110 679	55 319	101 342	39 001
Allemagne	3 802	2 967	3 739	2 807	5 105	4 197	5 653	3 844
Australie	193 381	6 740	196 613	7 826	206 139	7 596	195 490	6 777
États-Unis	96 140	13 213	112 897	16 893	111 156	15 421	112 888	17 014
Italie	8 595	3 184	8 329	3 182	9 467	3 631	8 936	3 244
Japon	2 767	3 388	5 231	4 189	4 875	4 759	3 600	4 712
Nouvelle-Zélande	85 763	6 364	94 838	7 283	104 579	6 866	123 808	7 639
Pays-Bas	4 643	1 073	4 774	1 104	4 607	1 178	4 481	1 158
Singapour	20 790	1 824	2 966	690	5 341	742	20 620	1 237
Malaisie	818	449	696	452	6 404	575	25 734	590
EXPORTATIONS	**21 142**	**23 433**	**13 112**	**23 804**	**14 214**	**28 345**	**13 299**	**27 182**
dont : France métropolitaine	3 005	5 313	3 110	7 615	4 032	9 253	1 014	4 581
États-Unis	263	2 224	2 144	3 734	3 409	3 268	3 645	2 656
Italie	62	112	121	74	104	66	53	173
Nouvelle-Calédonie	230	710	294	402	2 125	1 044	581	1 314
Japon	360	10 353	1 154	8 816	255	9 899	155	11 246

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-23

Polynésie française : principaux produits importés et exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : Million de francs CFP (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes de Polynésie)

Produits (3)	1996		1997		*r* 1998		1999	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS								
Riz	7 410	468	9 499	648	8 925	529	7 259	512
Farine de froment	15 146	647	15 652	577	15 398	571	15 727	641
Sucres	6 927	394	7 828	360	7 404	333	7 863	311
Ciments hydrauliques	76 112	1 071	91 982	1 257	95 795	1 086	112 961	1 081
Produits pétroliers (4)	231 263	5 239	236 352	6 312	232 794	5 452	253 439	5 002
EXPORTATIONS								
Huile de coprah	6 828	404	6 060	392	2 703	153	4 634	324
Perles de culture (kilogrammes)	6 166	14 455	5 628	14 658	8 231	14 639	10 561	18 868

(1) Sauf indication contraire.
(2) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.
(3) Les produits sont exprimés en SH4, Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, sur quatre positions; il permet de mieux assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur, au sein de l'Union européenne.
(4) Les produits pétroliers sont les seuls exprimés en SH2, Système harmonisé sur deux positions.

Chapitre O.02

Balance des paiements

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Évolution des soldes de la balance des paiements.
2. Balance des paiements.
3. Règlements bilatéraux entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP.
4. Règlements bilatéraux entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc.
5. Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne.
6. Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes.
7. Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

8A. Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique.

8B. Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique.

9. Investissements directs en soldes, de la France avec divers pays de l'OCDE.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la Direction générale des études et des relations internationales de la Banque de France.

1. PRÉSENTATION

AVANT PROPOS

Depuis 1999, les onze pays membres fondateurs de l'Union monétaire – dont la France – contribuent, sous l'égide de la Banque centrale européenne, à l'élaboration d'une balance des paiements de la zone euro, tout en continuant à produire et à publier leur propre balance des paiements nationale.

Chaque État-membre de la zone euro reste individuellement membre du FMI et de l'OCDE, comme d'Eurostat et doit, à ce titre, leur fournir des données sur sa balance des paiements, qui, dans le cas du FMI, concourent notamment au calcul des quote-parts nationales.

Les éléments du compte de transactions courantes permettent d'élaborer le compte du reste du monde qui est lui-même une partie intégrante des comptes nationaux trimestriels et annuels (détermination du PIB et du PNB, ce dernier participant en partie à la mesure de la contribution de la France au budget de l'Union européenne).

Le compte financier fournit des indications sur l'intégration financière au sein de la zone euro et dans le monde ainsi que sur l'intérêt des investisseurs étrangers pour les valeurs mobilières nationales, publiques et privées, ou l'influence que ces investisseurs détiennent dans l'évolution des marchés primaire et secondaire nationaux. Les flux d'investissements directs permettent d'apprécier d'une part l'insertion des entreprises françaises dans l'économie mondiale, d'autre part la place dévolue à la France dans les stratégies d'implantation des firmes multinationales.

Le « bouclage » des balances des paiements nationales par les « autres investissements » des autorités monétaires et du secteur bancaire contribue à l'étude du comportement des banques résidentes, notamment en matière de refinancement au sein de la zone euro. Au total, les balances des paiements nationales demeurent des outils essentiels pour la conduite de la politique économique de pays qui restent souverains sur les plans économique et budgétaire.

1.1. Les grands traits de la balance des paiements en 1999

En 1999, première année qui suit le lancement de l'euro, le compte de transactions courantes de la balance des paiements française se solde par un excédent de 34,8 milliards d'euros, soit 2,6 % du PIB. Cet excédent progresse ainsi légèrement par rapport à 1998, malgré un contexte international difficile : demande mondiale peu dynamique au premier semestre ; accélération de la demande intérieure à compter du deuxième trimestre ; forte hausse du prix du pétrole importé tout au long de l'année.

Cet excédent du compte de transactions courantes mesure également la différence entre l'épargne et l'investissement intérieurs ; il confirme le maintien à haut niveau de l'épargne nationale en 1999 malgré la progression rapide de l'investissement (7,7 % par rapport à 1998). Il donne lieu, en contrepartie, à d'importants placements financiers nets des résidents à l'étranger.

Les bons résultats des échanges extérieurs tiennent en partie à l'amélioration de la compétitivité-prix des biens et services produits dans la zone euro. Ainsi, en termes réels, la compétitivité-prix de la France, mesurée par les prix à la consommation, progresse de près de 6 % en glissement annuel au cours de l'année 1999. D'autres facteurs, plus structurels, expliquent l'augmentation du solde des voyages et l'accroissement de l'excédent de la balance commerciale vis-à-vis des autres pays membres de la zone euro. Au total, l'excédent du compte de transactions courantes de la France vis-à-vis des pays hors-zone représente, à méthodologie comparable, plus des deux tiers de l'excédent du compte de transactions courantes de la zone euro (22,8 milliards d'euros, soit 0,4 % du PIB de la zone).

Le compte financier enregistre une nouvelle accélération des flux d'investissements directs en 1999, en particulier l'augmentation du nombre et de la taille des opérations de fusions-acquisitions internationales initiées par des entreprises françaises. Il illustre également le changement de perspective des agents économiques et des investisseurs résidents, pour qui la zone euro se substitue logiquement au marché national comme champ d'action privilégié des opérations financières.

Au sein des investissements directs, les opérations de fusions-acquisitions sont à l'origine de l'accroissement des flux depuis quelques années. En 1999, les dix premières opérations en capital social dépassent 50 mds d'euros, représentant plus de la moitié du total des investissements directs français à l'étranger réalisés au cours de l'année. Au total, les investissements directs à l'étranger atteignent 101,4 mds d'euros sur l'année (+ 148 % par rapport à 1998), la France se plaçant au troisième rang mondial sur ce plan, derrière les États-Unis et le Royaume-Uni, mais devançant l'Allemagne.

Les investissements directs français à l'étranger se tournent majoritairement vers la zone euro ; ils concernent des entreprises engagées dans un mouvement accéléré par la convergence économique et l'unification monétaire. Symétriquement, la France reste une terre d'accueil pour les investisseurs extérieurs à la zone euro, recevant plus de 10 % des 74,1 mds d'euros d'investissements directs de l'étranger dans la zone. Au total, les investissements directs étrangers en France, intra et extra-zone confondus, atteignent 36,7 mds d'euros, en hausse de 38 % par rapport à 1998.

L'une des manifestations de la multiplication et de l'accroissement de la taille des opérations de fusions-acquisitions dans un contexte d'augmentation rapide de la valeur boursière des entreprises est la forte progression du nombre d'opérations financées par échange de titres (ou OPE), et non en espèces.

Ce phénomène pèse incontestablement sur l'augmentation des investissements de portefeuille, qu'il s'agisse des achats de titres étrangers par les résidents (en hausse de 26 %, à 120,6 mds d'euros) ou des achats de titres français par les non-résidents (+ 103 %, à 108,7 mds d'euros). Pour autant, il ne peut expliquer la progression des flux à lui tout seul, puisque tant les achats d'obligations que de titres du marché monétaire augmentent, en créances comme en engagements. Cette progression des flux de capitaux concerne principalement les échanges intra-zone, la disparition du risque de change incitant les investisseurs de la zone à diversifier leurs placements dans d'autres pays que le leur. En revanche, les investisseurs résidant en France investissent proportionnellement peu en titres émis par des émetteurs résidant hors de la zone euro, leur part

des achats hors-zone dépassant tout juste 12 % des 316,5 mds d'euros recensés dans la balance des paiements de l'Union monétaire.

Du côté des engagements, les actions et les titres obligataires français, publics notamment, attirent les investisseurs étrangers. Ceux-ci acquièrent pour 43,1 mds d'euros d'actions, leur part des actions cotées s'établissant à 31,5 % (à fin décembre 1999). Les non-résidents acquièrent également pour 38,5 mds d'euros de valeurs du Trésor, portant à 23,8 % (à fin décembre) leur taux de détention de la dette publique négociable, contre 18,2 % fin 1998.

Traduisant l'importance de l'activité d'intermédiation financière des banques françaises, les opérations de dépôt et de crédit du secteur bancaire résident se soldent par une hausse de plus de 56 mds d'euros des engagements nets en devises et une progression de plus de 28 mds d'euros des prêts nets en euros. Cette activité s'effectue à l'intérieur, comme à l'extérieur de la zone euro, les banques résidentes couvrant 44 % des engagements nets des institutions financières et monétaires de la zone en 1999.

1.2. Les transactions courantes

L'excédent du compte des transactions courantes atteint 34,8 mds d'euros en 1999, soit 2,6 % du PIB, contre 33,8 mds d'euros en 1998 (2,6 % du PIB). Dans un contexte de raffermissement de la demande intérieure et étrangère et d'accélération progressive des échanges en cours d'année, les recettes et dépenses de transactions courantes progressent de concert à un rythme annuel de 3,1 % inférieur toutefois à celui de l'année précédente (respectivement 8 % et 8,7 % en 1998).

L'excédent du commerce extérieur de marchandises en données douanières FAB-FAB se situe en léger retrait par rapport aux résultats de 1998 (17,8 mds d'euros, contre 23 mds d'euros en 1998). Du fait des corrections méthodologiques et après adjonction des opérations relatives à l'avitaillement, au travail à façon et aux réparations, le solde des biens s'établit à 18,9 mds d'euros, contre 22,4 mds d'euros en 1998.

Les derniers soubresauts de la crise financière asiatique, le ralentissement économique en Amérique latine et leur diffusion sur l'activité dans les pays européens pèsent dans la première moitié de l'année sur la demande mondiale adressée à la France dont le taux de croissance en moyenne annuelle recule encore en 1999, s'établissant à 5,3 % contre 7,7 % en 1998. En rythme annuel, les échanges commerciaux décélérent également, avec des exportations et des importations en valeur progressant respectivement de 2,8 % et 4,5 % (contre 6,9 % et 8,3 % en 1998).

L'excédent des échanges de services (hors voyages) reste stable en 1999, à 5,9 mds d'euros, après 5,8 mds d'euros en 1998 dans un contexte de légère réduction des échanges en valeur (respectivement – 2 % et – 2,5 % à l'exportation et à l'importation). Les rubriques qui constituent des points forts à l'exportation, à savoir les transports non aériens et non maritimes, les services de construction, le négoce international et les services divers aux entreprises, accusent toutes une baisse de leur solde, à l'exception du négoce international. En revanche, la plupart des autres rubriques, notamment les transports aériens et les services d'assurances, présentent des soldes en amélioration.

Avec une progression de 11,6 % des recettes et de 3,4 % des dépenses et un excédent de 12,1 mds d'euros en hausse de 2,5 mds d'euros par rapport à 1998, les voyages sont sans conteste la rubrique qui contribue le plus au dynamisme des échanges et à l'amélioration du solde des biens et services. Selon des données provisoires de l'Organisation mondiale du tourisme, la France resterait de loin le premier pays de destination touristique dans le monde par le nombre de voyageurs, et en troisième position, après les États-Unis et l'Espagne, par le montant des recettes enregistrées.

Les revenus présentent un excédent en nette progression (de 7,7 mds d'euros à 10,3 mds d'euros). Celle-ci tient au redressement du solde des revenus d'investissements, et en particulier à la forte augmentation des recettes au titre des revenus d'investissements directs (+ 63,5 %).

La légère progression du déficit des transferts courants, de – 11,7 mds d'euros à – 12,3 mds d'euros recouvre une sensible détérioration des transferts nets des autres secteurs, en partie compensée par une réduction des transferts des administrations publiques vers l'étranger.

1.3. Les transferts en capital

Le compte de capital est excédentaire de 1,4 md d'euros, contre 1,3 md d'euros en 1998. L'amélioration du solde se partage entre les transferts des administrations publiques, au sein desquels sont enregistrés les versements des fonds structurels européens, FEOGA-orientation et FEDER, et ceux des autres secteurs.

1.4. Le compte financier

Contrepartie, hors erreurs et omissions, du cumul des excédents du compte de transactions courantes et du compte de capital, le compte financier enregistre un solde de – 36,9 mds d'euros en 1999.

1.4.1. Les flux financiers (hors avoirs de réserve)

Les investissements directs

En 1999, les investissements directs français à l'étranger atteignent le niveau sans précédent de 101,4 mds d'euros, en hausse de 148 % par rapport à l'année précédente. Toutes les composantes de la ligne contribuent à cet essor, particulièrement les bénéfices réinvestis (multipliés par trois en un an) et les opérations en capital social (augmentation de 23 % par rapport à 1998). Les autres opérations — prêts et flux de trésorerie — sont en hausse plus mesurée (+ 35 %), à 23,3 mds d'euros.

L'industrie chimique, l'énergie, l'automobile, la distribution alimentaire et le secteur électricité, gaz et eau sont les principaux secteurs résidents investissant à l'étranger. Le poids relatif des pays de l'Union européenne se redresse par rapport à 1998, à 58 % du total des flux, contre 52 % en 1998. Conséquence de cette première année d'union monétaire, la part des pays de la zone euro augmente sensiblement, passant de 43 % en 1998 à 52 % en 1999.

Les investissements directs étrangers en France atteignent également un niveau sans précédent en 1999 (36,7 mds d'euros), en augmentation de 38 % par rapport à 1998. Les bénéfices réinvestis, tout juste positifs en 1997 et 1998 (0,5 md d'euros), progressent fortement, à 4,6 mds d'euros, témoignant de la vigueur retrouvée de la croissance française et de son impact positif sur les résultats des entreprises. Les autres opérations connaissent également une forte hausse (+ 43 %), qui les porte à plus de 15 mds d'euros, contre 10,8 mds d'euros en 1998. Par comparaison, l'augmentation des flux d'investissements directs étrangers en France au titre des opérations en capital (1,5 md d'euros) apparaît modérée.

Les investissements sont particulièrement importants dans les secteurs des services aux entreprises et de l'industrie chimique. Les pays de l'Union européenne, sont à l'origine de 83 % des flux de capitaux (dont 76 % pour les pays de la zone euro), contre 81 % en 1998 (59 % pour les pays de la zone euro).

Au total, la France est en position d'investisseur net à l'étranger, à hauteur de 64,7 mds d'euros. C'est le cas aussi de la plupart des grands pays industrialisés, à l'exception toutefois des États-Unis dont le déficit extérieur est en partie couvert par les investissements directs nets de l'étranger.

Les investissements de portefeuille

Les placements des résidents à l'étranger, en hausse constante depuis plusieurs années, progressent à nouveau en 1999, s'établissant à 120,6 mds d'euros, contre 95,4 mds d'euros en 1998. Le mouvement de diversification internationale des portefeuilles résidents se ralentit quelque peu en 1999 (hausse limitée à 26 %, contre 75 % en 1998).

En 1999 les investisseurs résidents manifestent un intérêt quasi-exclusif pour les titres en euros. Ils acquièrent des titres étrangers libellés en euros dans une proportion supérieure à 95 % de leurs achats nets. La tendance à la diversification des portefeuilles n'exclut donc pas une aversion pour le risque chez certains investisseurs résidents. Cette dernière transparaît d'ailleurs également dans la nature des titres acquis. Ainsi, malgré le dynamisme de la plupart des places boursières dans le monde, les résidents se détournent plutôt des placements en actions en 1999. L'augmentation de la volatilité des marchés d'actions constitue vraisemblablement une explication.

À contrario, les résidents achètent davantage de titres obligataires (en hausse de 25,7 %, à 70,1 mds d'euros), en dépit de la dégradation des marchés obligataires étrangers, qui s'est traduite par la remontée générale des taux à long terme au cours de la période. L'un des facteurs explicatifs de ce mouvement est le lancement de la monnaie unique au début de l'année 1999, qui a conduit les grands émetteurs — et les intermédiaires financiers — à multiplier les emprunts obligataires internationaux en euros pour se placer sur ce marché nouveau et prometteur. Selon les statistiques de la Banque des règlements internationaux, les émissions internationales nettes de titres de dette à long terme (obligations et EMTN) en euros augmentent de 136 % en 1999. Parallèlement, les émissions internationales nettes de titres libellés en dollar ne progressent que de 35 % par rapport à 1998.

En liaison avec la remontée des taux d'intérêt à court terme observée dans la plupart des grands pays industrialisés, à l'exception du Japon, les résidents accroissent également leurs acquisitions d'instruments du marché monétaire (en hausse de 86,2 %, à 32,4 mds d'euros).

Les achats de titres français par les non-résidents doublent en 1999, s'établissant à 108,7 mds d'euros ; il s'agit, pour 43,1 mds d'euros, d'achats d'actions.

Les non-résidents accroissent par ailleurs de 29 % leurs achats de titres obligataires français, à 54,5 mds d'euros. L'unification monétaire européenne favorise le placement des titres français dans les pays de la zone euro, offrant aux investisseurs de ces pays une opportunité de diversification sans leur faire prendre de risque de change.

Enfin, en liaison avec la remontée des taux d'intérêt à court terme, les non-résidents acquièrent pour plus de 11 mds d'euros de titres du marché monétaire en 1999. Les achats de BTF (Bons du Trésor à court terme) représentent environ la moitié des flux nets. Cela entraîne une remontée du taux de détention de la dette par des investisseurs étrangers : il passe de 18,2 % à 23,8 % d'une fin de l'année à l'autre.

Au total, les investissements de portefeuille se soldent par des placements nets à l'étranger de 12 mds d'euros en 1999, en retrait sensible par rapport à 1998.

Les autres investissements (dépôts-crédits)

L'ensemble des opérations monétaires de la balance des paiements devient plus délicat à interpréter à l'échelle d'un seul pays de l'Union monétaire depuis le début de 1999.

C'est désormais au niveau de la zone euro dans son ensemble que s'analysent les variations de la masse monétaire et de sa contrepartie extérieure.

Les crédits commerciaux et les prêts et dépôts du secteur bancaire résident, des administrations publiques et des autres secteurs (notamment les ménages, les entreprises et les OPCVM) enregistrent des entrées nettes de 40,6 mds d'euros en 1999, soit 10,4 mds d'euros de plus qu'en 1998. Comme l'année précédente, ces entrées de capitaux constituent une partie du financement des achats de titres étrangers et des investissements directs des résidents à l'étranger.

Globalement, les opérations de dépôt et de crédit des institutions financières et monétaires font ressortir un accroissement des prêts nets de 28,1 mds d'euros alors que les engagements nets en devises progressent de plus du double, soit 56,4 mds d'euros.

Des achats nets de produits financiers dérivés

Cette rubrique nouvellement isolée, qui comprend depuis les derniers changements méthodologiques les paiements d'intérêts sur swaps auparavant inclus dans les revenus d'investissements, fait apparaître des placements nets à l'étranger de 2 mds d'euros en 1999, en hausse sensible par rapport à l'année précédente.

1.4.2. Les avoirs de réserve

Les avoirs de réserve diminuent de 1,1 md d'euros en 1999, sous l'effet du transfert d'une partie des réserves de change de la France à la Banque centrale euro-

péenne en début d'année. La contrepartie est enregistrée en autres investissements des autorités monétaires, partiellement compensée par d'autres opérations.

1.5. La position extérieure

Selon des données encore provisoires, la position extérieure de la France exprimée en valeur de marché dégage un solde créditeur de 49,8 mds d'euros à fin 1999, soit 3,7 % du PIB. Ce solde est en forte baisse par rapport au solde de fin 1998 (145,4 mds d'euros, soit 11,2 % du PIB).

Deux effets opposés jouent en 1999 : l'impact positif sur la position extérieure résultant de l'augmentation des placements nets à l'étranger ; l'impact négatif lié aux variations des cours de la bourse, des taux d'intérêt en France et à l'étranger et des taux de change.

L'évolution globale peut se résumer ainsi :

– la position créditrice des investissements directs (190,4 mds d'euros) s'améliore par rapport à fin 1998 (augmentant de 25,8 mds d'euros) ; l'impact négatif de la valorisation est largement contrebalancé par les flux nets de balance des paiements (64,7 mds d'euros) ;

– les engagements nets de la position-titres (– 210,7 mds d'euros) progressent de plus de 90 mds d'euros, en dépit des placements nets des résidents à l'étranger au cours de l'année (12 mds d'euros) ;

– l'encours des produits financiers dérivés (– 3,5 mds d'euros) se redresse très légèrement ;

– l'excédent des « autres investissements », déjà en forte baisse en 1998, diminue de nouveau (à 5,9 mds d'euros contre 45,2 mds d'euros fin 1998), en liaison avec l'élargissement de la position débitrice du secteur bancaire ;

– les avoirs de réserve passent de 60 mds d'euros fin 1998 à 67,7 mds d'euros fin 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Règles de présentation et d'établissement

2.1.1. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif — inscrit en crédit — traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

La présence en plus d'une rubrique « total », qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

2.1.2. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste dans un premier temps à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchandises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement, permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions. Les bénéfices réinvestis désormais introduits, viennent modifier les flux d'investissements directs et en contrepartie, les flux de revenus des investissements. Cette modification n'est que la plus évidente des modifications statistiques supplémentaires apportées à l'« état des règlements ».

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements, soit prêts et crédits commerciaux).

2.2. Les résultats

2.2.1. Classement des agents

Les agents résidents sont regroupés au sein de quatre secteurs :

— le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France : Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public) ;

— le secteur des Administrations (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats, Banque de France, Caisse Française de Développement, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du Gouvernement français aux gouvernements étrangers) ;

— le secteur des autorités monétaires : Banque de France (et certaines fonctions de l'État) pour son rôle dans la gestion des réserves et avoirs et engagements officiels autres ;

— le secteur privé non bancaire renommé « Autres secteurs » (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents, à savoir, entreprises non financières, ménages et institutions à but non lucratif, assurances, OPCVM monétaires et OPCVM à long terme).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non-résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français. On distingue :

— les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier) ;

— les clients non-résidents (autres agents non-résidents).

2.2.2. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation, soit lors de leur règlement. Dans le premier cas, l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976, cette dernière est devenue la seule publication officielle.

Depuis l'année 1995, le Vème Manuel du FMI est devenu la nouvelle base méthodologique de la balance des paiements.

2.2.3. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

— des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire ;

— de différents états d'encours des opérations bancaires retraçant les relations entre résidents et non-résidents ;

— des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) ;

— d'une enquête par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), auprès d'un échantillon d'entreprises permettant d'obtenir les évolutions des crédits commerciaux et avances à la commande des exportateurs et des importateurs résidents, et ainsi d'obtenir une décomposition de l'écart entre règlements et transactions de marchandises ;

— d'enquêtes annuelles portant sur les investissements directs des résidents à l'étranger et des non-résidents en France permettant aussi bien l'établissement de la position extérieure que la détermination détaillée des stocks des investissements directs français à l'étranger qu'étrangers en France.

La balance des paiements et la position extérieure de la France sont ainsi élaborées grâce aux déclarations effectuées par plus de 400 établissements de crédit et près de 3 570 entreprises (786 déclarants directs généraux, 1 565 déclarants directs partiels et un échantillon de 1 219 entreprises pour l'enquête sur les avances à la commande et les crédits commerciaux avec l'étranger), ainsi que par un échantillon d'OPCVM fournissant des déclarations sur leurs placements à court terme à l'étranger.

Des informations sont également reçues des administrations publiques, des institutions financières non soumises à la loi bancaire telles que la Banque de France, l'IEOM (1), l'IEDOM, la Caisse française de développement ainsi que de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Règlements

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « Marchandises générales », aux crédits commerciaux et aux bénéfices réinvestis, les montants repris dans les autres rubriques expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

— des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents ;

— de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers ;

— d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile un milliard de francs et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

Données exogènes

La ligne « Marchandises générales » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects (2).

Traitement de l'écart règlements - transactions

La prise en compte des « termes de paiement » - pour le passage des règlements aux transactions - tient compte des conséquences de la mise en place du marché unique européen depuis le 1.1.1993 et du système Intrastat de recensement des échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté européenne qui l'accompagne.

---

(1) La Banque de France élabore depuis 2 ans pour les besoins de la Nouvelle Calédonie et de la Polynésie Française des balances de paiements spécifiques qui ont aussi pour vocation de contribuer à l'élaboration de la Balance des paiements transmise au FMI.

(2) Les données reproduites dans cette partie tiennent compte de la modification substantielle de contenu des données douanières qui ont fait l'objet au 1er janvier 1997 d'une modification de périmètre territorial : les statistiques du commerce extérieur incluent les relations extérieures des départements d'Outre-Mer (pas les territoires d'Outre-Mer). Les chiffres des années antérieures ont été rectifiés en conséquence. Le territoire de la Balance des paiements publié est ainsi en cohérence avec celui du territoire Douanier.

Ce passage s'est notamment traduit par des simplifications de déclaration de la part des opérateurs économiques redevables, dont celle du cadre financier douanier nécessaire au bon fonctionnement du modèle mis au point par la Banque de France.

Une enquête spécifique auprès d'un échantillon d'entreprises et relative aux encours de crédits commerciaux et d'avances à la commande a été mise en place pour pallier cette suppression. Les résultats de l'enquête permettent désormais de ventiler l'écart résiduel entre règlements et transactions de marchandises et de servir différentes rubriques, crédits commerciaux et avances à la commande à l'exportation et à l'importation et également à corriger un biais statistique systématique qui minore indûment les chiffres du commerce extérieur et des invisibles (ensemble des opérations portant sur les échanges de services et les revenus de facteurs). Cette correction apparaît sous la rubrique « Autres biens et services ».

2.2.4. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en francs. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en francs sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération. Elle est établie en euros à partir de 1999.

En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (crédits commerciaux, prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre franc pour la période considérée (mois ou trimestre).

2.2.5. Description analytique des tableaux

Le tableau 2 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « Balance des paiements entre la France et l'extérieur » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers).

On remarquera que la rubrique « Marchandises générales » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, en raison de l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (passage du concept territorial aux concepts résidents et non-résidents, évaluation des prix FAB, élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

2.2.6. Principaux soldes d'analyse utilisés

Bien que l'équilibre comptable de la balance des paiements soit, par construction, assuré par la méthode d'enregistrement des flux, on parle néanmoins à son propos d'« excédent » ou de « déficit », parce qu'on tire des soldes intermédiaires pour en analyser la structure (transactions courantes, financement...). L'utilisation habituelle des expressions « déficit » ou « excédent » ne doit pas forcément permettre de conclure sur la qualité des résultats.

Un solde aboutit en effet à résumer en un seul chiffre des phénomènes complexes, ne représentant qu'un point de vue particulier de l'analyse économique et monétaire. Sous ces réserves, il paraît utile de souligner l'intérêt de quelques soldes :

— certains sont tirés directement de la présentation de la balance des paiements : solde des transactions courantes, soldes des mouvements de capitaux à long terme et à court terme ;

— d'autres sont construits en vue de faire référence à la comptabilité nationale : solde des biens et services (= solde des marchandises + solde des services), somme des soldes des transactions courantes et des transferts en capital qui donne une valeur approximative de la capacité ou du besoin de financement de la Nation ;

— enfin, le solde à financer (solde des transactions courantes + solde des transferts en capital + net des investissements directs) se substitue au solde de la balance économique, tandis que le nouveau solde de la balance globale, somme des soldes des transactions courantes, des transferts en capital et des mouvements de capitaux à l'exclusion de ceux imputables au secteur bancaire et au secteur officiel, donne une approximation de la création monétaire imputable à l'extérieur au cours de la période considérée (aux opérations extérieures des OPCVM près).

3. DÉFINITIONS

Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entres les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la Direction du Trésor, par la Banque de France (Direction générale des services étrangers - Direction de la balance des paiements).

Non-résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, française ou étrangère, qui ont leur domicile principal à l'étranger (1).

b) les fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France.

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés à l'étranger, à l'exception, pour les françaises, des personnes morales résidentes énumérées en b ci-dessous ;

---

(1) Les personnes physiques acquièrent la qualité de résident dès lors qu'elles sont en mesure de justifier leur installation effective en France. Le critère de domicile principal doit toujours prévaloir sur celui de l'activité professionnelle.

b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers en France ainsi que les unités d'armée étrangère venant à séjourner en France ;

c) les organismes internationaux de caractère intergouvernemental installés en France.

Pays du G7

Canada, États-Unis, France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni et Japon.

Résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France (1), à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui sont non-résidents quelle que soit la durée de leur mission ;

b) les fonctionnaires et militaires français en poste à l'étranger ;

c) les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non-résident.

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception des personnes morales non-résidentes énumérées au b et c ci-dessus ;

b) les ambassades, missions diplomatiques, consulats français à l'étranger et les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

Compte de transactions courantes ou paiements courants

Ce sont les postes :

Marchandises (balance commerciale FAB/FAB),

Services,

Revenus des facteurs,

Autres biens et services,

Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

Compte de capital

Comprend les transferts de capital (remises de dettes, aides à l'investissement, transferts d'épargne de migrants) et les échanges d'actifs incorporels non produits (brevets, droits d'auteurs, marques..).

Compte financier

Comprend les investissements directs (y compris désormais les bénéfices réinvestis et les flux de prêts et crédits à long et à court terme entre maisons mère et filiales), les investissements de portefeuilles (actions, obligations, bons de toutes échéances et opérations sur produits dérivés) et les autres investissements (avoirs et engagements autres de toutes natures, en détaillant les relations de crédit commerciales).

Investissements directs français à l'étranger et étrangers en France

Ce poste regroupe les investissements directs des secteurs bancaires et autres secteurs.

Il reprend, pour ce qui concerne les investissements français à l'étranger (la définition serait symétrique pour les investissements étrangers en France) :

- Au débit les opérations afférentes :

— à la création de succursales par des entreprises résidentes, que ces entreprises soient des sociétés ou appartiennent à des personnes physiques ;

— à la souscription d'actions en nombre suffisant, lors de la constitution de sociétés non-résidentes, pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;

— à l'achat d'actions de sociétés non-résidentes déjà constituées, en nombre suffisant pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier ;

— à l'achat de biens immobiliers par des résidents (sociétés ou particuliers) ;

— aux prêts et crédits à court et à long terme entre maisons-mères et filiales ;

— au maintien dans la société non-résidente contrôlée de la partie des bénéfices dégagés qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en distribution (dividendes ou autre formule).

- Au crédit, la liquidation de ces investissements.

En pratique la notion de contrôle est difficile à apprécier. Les montants retenus en balance des paiements correspondent en règle générale, aux opérations qui conduisent à une participation dans l'entreprise étrangère égale ou supérieure à 10 % du capital.

Réserves internationales

Elles comprennent les droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au fonds monétaire international et les réserves en devises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France : Direction de la balance des paiements.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction du Trésor.

— Fonds monétaire international (FMI).

— UE : Union européenne.

---

(1) Par « France » il faut entendre la France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Publications :

— « La balance française des paiements en termes de transactions ». *Bulletin trimestriel de la Banque de France,* n° 8, septembre 1973.

— « Dix ans de balance des paiements de la France 1984-1993 ». *Bulletin de la Banque de France,* supplément « études » du quatrième trimestre 1994.

— *Bulletin de la Banque de France* :

— « Le Vème manuel du FMI : une nouvelle présentation de la balance des paiements et de la position extérieure », n° 14, février 1995 ;

— « Les soldes utilisés dans l'analyse de la balance des paiements et de la position extérieure d'un pays », n° 17, mai 1995 ;

— « Obligations statistiques pour l'Union monétaire », n° 36, décembre 1996 ;

— « Intégration des bénéfices réinvestis dans les flux de balance des paiements », n° 40, avril 1997 ;

— « Les balances des paiements nationales en Union monétaire », n° 55, juillet 1998.

— *Balance des paiements et la position extérieure de la France - année 1999*, document publié sous le double timbre du ministère de l'Économie et des Finances (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers). Ce document est accompagné d'un volume d'annexes enrichi d'année en année et portant notamment sur les relations bilatérales de la France et les flux et les stocks d'investissements directs sectorisés (10 ans).

— « *Balance des paiements de la France* », Eurostat. OSCE. Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin d'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective.

— « *Balance of payments statistics* », Fonds monétaire international. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

*
* *

TABLEAU O.02-1

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1995	1996	1997	1998	1999
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**8 308**	**16 005**	**33 607**	**33 803**	**34 838**
1-1. Biens	**8 373**	**11 665**	**23 985**	**22 369**	**18 851**
Marchandises générales	7 098	10 039	22 528	21 085	17 449
Données douanières	10 242	14 189	24 989	23 065	17 782
Corrections	– 3 143	– 4 150	– 2 461	– 1 980	– 333
Avitaillement	271	249	320	257	179
Travail à façon et réparations	1 003	1 376	1 137	1 027	1 222
1-2. Services	**10 910**	**11 781**	**14 873**	**15 414**	**18 012**
Transports	– 597	– 352	201	423	345
Maritimes	– 832	– 927	– 1 102	– 1 207	– 1 004
Aériens	– 391	– 276	27	– 19	217
Autres	625	852	1 276	1 649	1 132
Voyages	8 521	8 276	8 871	9 586	12 084
Services de communication	50	128	– 28	– 11	62
Services de construction	1 575	1 892	1 873	2 025	1 782
Services d'assurances	210	– 64	216	– 367	– 101
Services financiers	150	127	73	– 92	32
Services d'informatique et d'information	– 119	21	32	127	112
Redevances et droits de licence	– 354	– 599	– 384	– 344	– 282
Autres services aux entreprises	2 063	3 234	4 991	4 853	4 799
Négoce international	1 313	1 639	3 248	2 904	3 334
Autres services commerciaux	– 1 078	– 1 024	– 1 081	– 889	– 1 009
Locations	– 237	– 125	– 73	– 129	– 272
Services divers aux entreprises	2 065	2 743	2 897	2 967	2 745
Services personnels, culturels et récréatifs	– 124	– 326	– 363	– 338	– 467
Services des administrations publiques	– 467	– 557	– 611	– 449	– 354
1-3. Autres biens et services	**2 730**	**909**	...	...	...
1-4. Revenus	**– 6 243**	**– 1 527**	**6 301**	**7 715**	**10 309**
1-4-1. Rémunérations des salariés	1 362	1 625	7 048	7 324	7 325
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	– 7 606	– 3 152	– 748	391	2 984
Investissements directs	– 517	3 743	5 051	4 000	6 273
Investissements de portefeuille	– 11 450	– 10 099	– 7 467	– 4 786	– 3 907
Autres	4 361	3 203	1 668	1 176	618
1-5. Transferts courants	**– 7 462**	**– 6 823**	**– 11 552**	**– 11 695**	**– 12 333**
Secteur des administrations publiques	– 7 579	– 6 144	– 7 140	– 7 333	– 7 036
Autres transferts	118	– 679	– 4 412	– 4 362	– 5 297
Envois de fonds des travailleurs	– 1 037	– 1 042	– 1 955	– 2 132	– 2 030
Autres transferts	1 154	362	– 2 457	– 2 230	– 3 267
2. COMPTE DE CAPITAL	**402**	**960**	**1 306**	**1 300**	**1 408**
2-1. Transferts en capital	**468**	**974**	**1 325**	**1 262**	**1 413**
Remises de dettes des administrations publiques	– 69	– 104	– 272	– 117	– 113
Autres transferts des administrations publiques	488	1 014	1 594	1 363	1 416
Remises de dettes des autres secteurs	– 2	21	– 52	– 40	–
Autres transferts des autres secteurs	50	43	56	56	111
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**– 66**	**– 14**	**– 20**	**39**	**– 5**
3. COMPTE FINANCIER	**– 6 156**	**– 17 665**	**– 38 292**	**– 44 015**	**– 36 898**
3-1. Investissements directs	**6 026**	**– 6 597**	**– 11 043**	**– 14 364**	**– 64 663**
Français à l'étranger	**– 11 989**	**– 23 723**	**– 31 662**	**– 40 883**	**– 101 385**
Capital social	– 6 099	– 11 893	– 16 077	– 21 620	– 71 471
Bénéfices réinvestis	2 328	– 1 067	– 1 665	– 1 939	– 6 568
Autres opérations	– 8 218	– 10 764	– 13 920	– 17 323	– 23 346
Étrangers en France	**18 015**	**17 126**	**20 619**	**26 519**	**36 722**
Capital social	8 999	7 797	11 575	15 227	16 700
Bénéfices réinvestis	– 546	– 823	476	476	4 610
Autres opérations	9 562	10 152	8 569	10 815	15 412

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 (suite et fin)

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1995	1996	1997	1998	1999
3-2. Investissements de portefeuille	**4 755**	**– 47 106**	**– 23 038**	**– 41 900**	**– 11 955**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**– 5 051**	**– 35 279**	**– 54 594**	**– 95 376**	**– 120 612**
3-2-1-1. Actions	1 416	– 845	– 8 849	– 22 206	– 18 085
Secteur bancaire	–	– 626	– 3 104	– 14 095	468
Autres secteurs (y compris OPCVM)	1 416	– 219	– 5 745	– 8 111	– 18 553
3-2-1-2. Obligations et assimilés	– 11 942	– 35 128	– 39 594	– 56 359	– 70 084
Secteur bancaire	–	– 18 385	– 22 550	– 28 087	– 14 577
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 11 942	– 16 743	– 17 044	– 27 662	– 55 507
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	4 729	– 350	– 6 151	– 17 421	– 32 443
Secteur bancaire	6 058	3	13	– 4 105	– 2 527
Autres secteurs (y compris OPCVM)	– 1 328	– 353	– 6 164	– 13 316	– 29 916
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets) (1)	746	1 045	–	–	–
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**9 806**	**– 11 827**	**31 556**	**53 476**	**108 658**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	5 153	9 564	10 514	15 467	43 129
Secteur bancaire	–	511	1 045	93	2 594
Autres secteurs (y compris OPCVM)	5 153	9 054	9 470	15 374	40 535
3-2-2-2. Obligations et assimilés	2 076	– 19 607	14 508	42 089	54 487
Secteur des administrations publiques	–	– 19 911	4 966	38 665	34 120
Secteur bancaire	–	– 785	4 030	– 503	9 958
Autres secteurs (y compris OPCVM)	2 076	1 089	5 511	3 927	10 409
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	2 578	– 1 784	6 535	– 4 080	11 041
Secteur des administrations publiques	–	1 269	5 904	– 2 693	1 968
Secteur bancaire	1 424	– 1 192	– 625	211	5 793
Autres secteurs (y compris OPCVM)	1 154	– 1 862	1 255	– 1 598	3 280
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	...	...	–	–	–
3-3. Autres investissements	**– 16 381**	**36 226**	**– 2 567**	**30 237**	**40 608**
3-3-1. Avoirs	**– 31 394**	**20 864**	**– 48 042**	**21 044**	**– 25 167**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	– 5 008	– 3 973	– 8 985	– 7 212	– 6 480
3-3-1-2. Prêts	– 26 018	24 359	– 38 776	29 251	– 18 451
Autorités monétaires	368	100	– 365	– 23	– 9 150
Administrations publiques	– 56	1 273	1 319	1 752	1 122
Secteur bancaire	– 33 550	22 478	– 41 977	35 414	– 8 913
Autres secteurs	7 220	508	2 246	– 7 892	– 1 509
3-3-1-3. Autres avoirs	– 368	478	– 281	– 994	– 236
Administrations publiques	– 449	– 390	– 281	– 994	– 236
Autres secteurs	81	869	–	–	–
3-3-2. Engagements	**15 013**	**15 362**	**45 476**	**9 193**	**65 760**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	2 143	1 715	1 909	1 660	193
3-3-2-2. Prêts	12 707	14 251	43 566	7 533	65 567
Autorités monétaires	184	237	117	274	25 211
Administrations publiques	763	48	4 285	107	1 092
Secteur bancaire	11 130	11 769	35 805	5 198	37 249
Autres secteurs	631	2 197	3 360	1 954	2 015
3-3-2-3. Autres engagements	163	– 604	–	–	–
Administrations publiques	–	–	–	–	–
Autres secteurs	163	– 604	–	–	–
3-4. Produits financiers dérivés	**–**	**–**	**3 581**	**– 356**	**– 1 960**
Institutions monétaires et financières	–	–	3 581	– 356	– 1 960
3-5. Avoirs de réserve	**– 556**	**– 187**	**– 5 226**	**– 17 631**	**1 087**
Or	–	–	–	– 5 102	1 263
Avoirs en droits de tirages spéciaux	– 468	– 44	– 45	– 81	618
Position de réserve au FMI	– 264	– 24	– 305	– 1 270	– 984
Devises étrangères	175	– 119	– 4 875	– 11 178	190
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	–	–	–
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**– 2 553**	**700**	**3 379**	**8 911**	**652**

(1) Soldes : recettes - dépenses. Les années 1997 et 1998 sont révisées et alignées sur la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1999 : les produits dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

TABLEAU O.02-2

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1998			1999		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**426 055**	**392 252**	**33 803**	**439 364**	**404 526**	**34 838**
1-1. Biens	**272 128**	**249 759**	**22 369**	**279 891**	**261 041**	**18 851**
Marchandises générales	264 116	243 031	**21 085**	271 528	254 079	**17 449**
Données douanières	273 516	250 451	**23 065**	281 946	264 164	**17 782**
Corrections	– 9 400	– 7 420	**– 1 980**	– 10 418	– 10 085	**– 333**
Avitaillement	512	254	**257**	613	434	**179**
Travail à façon et réparations	7 500	6 473	**1 027**	7 750	6 528	**1 222**
1-2. Services	**76 253**	**60 838**	**15 414**	**78 337**	**60 325**	**18 012**
Transports	18 309	17 886	**423**	18 759	18 414	**345**
Maritimes	2 880	4 087	**– 1 207**	3 278	4 282	**– 1 004**
Aériens	8 421	8 440	**– 19**	8 573	8 356	**217**
Autres	7 008	5 359	**1 649**	6 907	5 775	**1 132**
Voyages	26 491	16 905	**9 586**	29 569	17 485	**12 084**
Services de communication	790	801	**– 11**	908	846	**62**
Services de construction	4 428	2 402	**2 025**	3 769	1 987	**1 782**
Services d'assurances	863	1 231	**– 367**	910	1 011	**– 101**
Services financiers	1 354	1 446	**– 92**	1 345	1 313	**32**
Services d'informatique et d'information	691	564	**127**	711	599	**112**
Redevances et droits de licence	2 096	2 440	**– 344**	1 860	2 142	**– 282**
Autres services aux entreprises	19 233	14 380	**4 853**	18 623	13 825	**4 799**
Négoce international	2 904	–	**2 904**	3 335	–	**3 335**
Autres services commerciaux	1 907	2 796	**– 889**	1 657	2 666	**– 1 009**
Locations	546	675	**– 129**	434	705	**– 272**
Services divers aux entreprises	13 876	10 909	**2 967**	13 198	10 453	**2 745**
Services personnels, culturels et récréatifs	1 283	1 621	**– 338**	1 165	1 632	**– 467**
Services des administrations publiques	714	1 163	**– 449**	719	1 073	**– 354**
1-3. Autres biens et services	...	...	...	...	...	...
1-4. Revenus	**59 864**	**52 149**	**7 715**	**63 712**	**53 403**	**10 309**
1-4-1. Rémunérations des salariés	8 369	1 046	**7 324**	8 350	1 025	**7 325**
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	51 495	51 104	**391**	55 362	52 378	**2 984**
Investissements directs	9 173	5 173	**4 000**	14 995	8 723	**6 273**
Investissements de portefeuille	19 817	24 603	**– 4 786**	22 071	25 978	**– 3 907**
Autres	22 504	21 328	**1 176**	18 295	17 678	**618**
1-5. Transferts courants	**17 811**	**29 505**	**– 11 695**	**17 424**	**29 757**	**– 12 333**
Secteur des administrations publiques	12 117	19 450	**– 7 333**	12 027	19 063	**– 7 036**
Autres secteurs	5 694	10 055	**– 4 362**	5 397	10 694	**– 5 297**
Envois de fonds des travailleurs	632	2 763	**– 2 132**	679	2 709	**– 2 030**
Autres transferts	5 062	7 292	**– 2 230**	4 718	7 985	**– 3 267**
2. COMPTE DE CAPITAL	**1 865**	**565**	**1 300**	**1 918**	**510**	**1 408**
2-1. Transferts en capital	**1 744**	**483**	**1 262**	**1 890**	**477**	**1 413**
Remises de dettes des administrations publiques	–	117	**– 117**	–	113	**– 113**
Autres transferts des administrations publiques	1 546	183	**1 363**	1 599	183	**1 416**
Remises de dettes des autres secteurs	1	41	**– 40**	3	4	**–**
Autres transferts des autres secteurs	198	141	**56**	288	177	**111**
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**121**	**83**	**39**	**28**	**33**	**– 5**
3. COMPTE FINANCIER	**3 086 138**	**3 130 153**	**– 44 015**	**3 170 204**	**3 207 102**	**– 36 898**
3-1. Investissements directs	**37 678**	**52 042**	**– 14 364**	**47 274**	**111 937**	**– 64 663**
Français à l'étranger	**8 654**	**49 536**	**– 40 883**	**6 816**	**108 201**	**– 101 385**
Capital social	8 654	30 274	**– 21 620**	6 816	78 287	**– 71 471**
Bénéfices réinvestis	–	1 939	**– 1 939**	–	6 568	**– 6 568**
Autres opérations	–	17 323	**– 17 323**	–	23 346	**– 23 346**
Étrangers en France	**29 024**	**2 505**	**26 519**	**40 458**	**3 736**	**36 722**
Capital social	17 733	2 505	**15 227**	20 436	3 736	**16 700**
Bénéfices réinvestis	476	–	**476**	4 610	–	**4 610**
Autres opérations	10 815	–	**10 815**	15 412	–	**15 412**

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-2 (suite et fin)

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	1998			1999		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
3-2. Investissements de portefeuille	**3 002 102**	**3 044 002**	**– 41 900**	**3 053 977**	**3 065 932**	**– 11 955**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**2 162 109**	**2 257 486**	**– 95 376**	**2 012 267**	**2 132 879**	**– 120 612**
3-2-1-1. Actions	166 751	188 957	– 22 206	243 247	261 332	– 18 085
Secteur bancaire	–	14 095	– 14 095	468	–	468
Autres secteurs (y compris tous OPCVM)	–	8 111	– 8 111	–	18 553	– 18 553
3-2-1-2. Obligations et assimilés	1 362 049	1 417 799	– 55 750	1 216 969	1 287 053	– 70 084
Secteur bancaire	–	28 087	– 28 087	–	14 577	– 14 577
Autres secteurs	–	27 662	– 27 662	–	55 507	– 55 507
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	633 308	650 729	– 17 421	552 050	584 493	– 32 443
Secteur bancaire	–	4 105	– 4 105	–	2 527	– 2 527
Autres secteurs	–	13 316	– 13 316	–	29 916	– 29 916
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**839 992**	**786 516**	**53 476**	**1 041 711**	**933 053**	**108 658**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	251 450	235 983	15 467	451 261	408 132	43 129
Secteur bancaire	23 695	23 602	93	56 190	53 596	2 594
Autres secteurs (y compris OPCVM)	227 755	212 381	15 374	395 071	354 536	40 535
3-2-2-2. Obligations et assimilés	512 044	469 955	42 089	498 138	443 651	54 487
Secteur des administrations publiques	455 650	416 985	38 665	397 824	363 703	34 120
Secteur bancaire	32 752	33 255	– 503	42 192	32 234	9 958
Autres secteurs	23 643	19 716	3 927	58 123	47 714	10 409
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	76 498	80 578	– 4 080	92 312	81 270	11 041
Secteur des administrations publiques	39 363	42 056	– 2 693	32 427	30 459	1 968
Secteur bancaire	17 573	17 362	211	33 327	27 534	5 793
Autres secteurs	19 562	21 161	– 1 598	26 557	23 278	3 280
3-3. Autres investissements	**46 359**	**16 122**	**30 237**	**66 882**	**26 288**	**40 593**
3-3-1. Avoirs	**37 166**	**16 122**	**21 044**	**1 122**	**26 288**	**– 25 167**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	–	7 212	– 7 212	–	6 480	– 6 480
3-3-1-2. Prêts	37 166	7 915	29 251	1 122	19 573	– 18 451
Autorités monétaires	–	23	– 23	–	9 150	– 9 150
Administrations publiques	1 752	–	1 752	1 122	–	1 122
Secteur bancaire	35 414	–	35 414	–	8 913	– 8 913
Autres secteurs	–	7 892	– 7 892	–	1 509	– 1 509
3-3-1-3. Autres avoirs	–	994	– 994	–	236	– 236
Administrations publiques	–	994	– 994	–	236	– 236
Autres secteurs	–	–	–	–	–	–
3-3-2. Engagements	**9 193**	**–**	**9 193**	**65 760**	**–**	**65 760**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	1 660	–	1 660	193	–	193
3-3-2-2. Prêts	7 533	–	7 533	65 567	–	65 567
Autorités monétaires	274	–	274	25 211	–	25 211
Administrations publiques	107	–	107	1 092	–	1 092
Secteur bancaire	5 198	–	5 198	37 249	–	37 249
Autres secteurs	1 954	–	1 954	2 015	–	2 015
3-3-2-3. Autres engagements	–	–	–	–	–	–
3-4. Produits financiers dérivés (1)	**–**	**356**	**– 356**	**–**	**1 960**	**– 1 960**
Institutions monétaires et financières	–	356	– 356	–	1 960	– 1 960
3-5. Avoirs de réserve	**–**	**17 631**	**– 17 631**	**2 071**	**984**	**1 087**
Or	–	5 102	– 5 102	1 263	–	1 263
Avoirs en droits de tirages spéciaux	–	81	– 81	618	–	618
Position de réserve au FMI	–	1 270	– 1 270	–	984	– 984
Devises étrangères	–	11 178	– 11 178	190	–	190
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	–	–	–	–
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**8 911**	**–**	**8 911**	**652**	**–**	**652**
TOTAL GÉNÉRAL	**3 522 970**	**3 522 970**	**–**	**3 612 138**	**3 612 138**	**–**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1999 (Vème manuel du FMI) : les produits financiers dérivés sont enlevés des investissements de portefeuille et constituent un chapitre à part dans « COMPTE FINANCIER ».

TABLEAU O.02-3

Règlements bilatéraux (1) entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP

Année 1999

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	(2) Pays membres de l'UE		(2) OCDE		(2) Pays membres de l'OPEP	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**224 728**	**231 397**	**319 228**	**314 641**	**8 927**	**5 494**
1-1. Biens	**118 691**	**126 486**	**162 844**	**167 364**	**5 408**	**3 131**
Marchandises générales	117 586	125 837	160 905	166 487	5 392	3 107
Avitaillement	289	192	437	283	7	15
Travail à façon et réparations	816	457	1 502	593	8	9
1-2. Services	**34 751**	**28 962**	**57 656**	**44 895**	**2 866**	**1 451**
Transports	4 983	5 185	8 430	7 807	315	351
Voyages	12 014	6 475	21 542	10 426	1 006	181
Services de communication	325	311	496	421	6	4
Services de construction	463	407	1 121	1 020	528	82
Services d'assurances	1 768	1 797	2 556	2 592	25	26
Services financiers	620	608	884	930	27	9
Services d'informatique et d'information	211	138	507	447	–	–
Redevances et droits de licence	621	763	1 324	1 635	11	6
Autres services aux entreprises	13 099	12 449	19 784	18 117	926	759
Services personnels, culturels et récréatifs	457	682	781	1 212	8	5
Services des administrations publiques	190	148	231	288	14	28
1-4. Revenus	**58 811**	**60 296**	**84 615**	**85 270**	**602**	**309**
1-4-1. Rémunérations des salariés	830	543	1 594	725	47	20
1-4-2. Revenus des investissements	57 982	59 753	83 020	84 545	555	289
1-5. Transferts courants	**12 475**	**15 653**	**14 113**	**17 111**	**51**	**602**
Secteur des administrations publiques	9 650	12 127	9 861	12 464	3	347
Autres secteurs	2 825	3 526	4 251	4 647	48	256
2. COMPTE DE CAPITAL	**1 088**	**98**	**1 165**	**151**	**–**	**1**
3. COMPTE FINANCIER	**2 069 812**	**2 115 576**	**2 584 563**	**2 600 924**	**5 802**	**7 703**
3-1. Investissements directs	**145 245**	**150 706**	**182 027**	**202 408**	**709**	**661**
Français à l'étranger	79 321	97 391	102 687	139 160	437	590
Étrangers en France	65 925	53 315	79 339	63 248	272	71
3-2. Investissements de portefeuille	**1 865 972**	**1 902 569**	**2 295 952**	**2 327 724**	**4 214**	**3 834**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**1 196 805**	**1 292 231**	**1 537 042**	**1 639 797**	**591**	**658**
3-2-1-1. Actions	121 498	125 279	180 158	186 766	111	134
3-2-1-2. Obligations	676 158	733 881	895 886	951 824	477	522
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	390 095	412 479	444 981	473 419	–	–
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	9 054	20 591	16 017	27 787	2	2
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**669 168**	**610 337**	**758 910**	**687 928**	**3 623**	**3 176**
3-2-2-1. Actions	255 585	247 537	297 162	288 528	1 723	1 508
3-2-2-2. Obligations et assimilés	358 574	315 126	386 606	338 371	765	509
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	43 045	42 265	61 680	54 733	1 135	1 159
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	11 963	5 409	13 464	6 295	–	–
3-3. Autres investissements	**57 996**	**62 301**	**72 144**	**69 101**	**880**	**3 208**
3-3-1. Avoirs	**9 418**	**52 857**	**21 684**	**54 660**	**609**	**541**
3-3-1-2. Prêts	9 104	52 857	20 861	54 590	609	541
3-3-1-3. Autres avoirs	314	–	823	70	–	–
3-3-2. Engagements	**48 578**	**9 444**	**50 461**	**14 441**	**270**	**2 668**
3-3-2-2. Prêts	48 183	9 444	50 059	14 441	270	2 668
3-3-2-3. Autres engagements	395	–	402	–	–	–
3-4. Avoirs de réserve	**599**	**–**	**34 440**	**1 691**	**–**	**–**
4. ERREURS ET OMMISSIONS NETTES	**51 442**	**–**	**10 760**	**–**	**–**	**1 531**
TOTAL	**2 347 070**	**2 347 070**	**2 915 716**	**2 915 716**	**14 729**	**14 729**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (Vème manuel du FMI).
(2) Exceptionnellement total de 9 mois.

TABLEAU O.02-4

Règlements bilatéraux entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc (1)

Année 1999

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Titres, postes, rubriques	(2) Pays du Maghreb		(2) Pays de la Zone Franc	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**5 186**	**5 907**	**4 428**	**2 831**
1-1. Biens	**2 879**	**2 601**	**2 158**	**1 125**
Marchandises générales	2 869	2 588	2 136	1 112
Avitaillement	4	4	7	9
Travail à façon et réparations	6	9	14	4
1-2. Services	**1 814**	**1 778**	**1 644**	**1 363**
Transports	251	548	349	237
Voyages	820	849	354	133
Services de communication	7	23	29	50
Services de construction	58	13	164	40
Services d'assurances	18	16	23	12
Services financiers	11	5	10	4
Services d'informatique et d'information	2	–	1	–
Redevances et droits de licence	5	4	9	2
Autres services aux entreprises	610	302	639	795
Services personnels, culturels et récréatifs	10	6	12	4
Services des administrations publiques	21	12	54	88
1-4. Revenus	**444**	**120**	**573**	**73**
1-4-1. Rémunérations des salariés	56	22	230	15
1-4-2. Revenus des investissements	388	98	343	58
1-5. Transferts courants	**48**	**1 408**	**52**	**271**
Secteur des administrations publiques	4	553	4	177
Autres secteurs	44	854	48	94
2. COMPTE DE CAPITAL	**–**	**104**	**–**	**7**
3. COMPTE FINANCIER	**2 030**	**1 879**	**4 159**	**3 657**
3-1. Investissements directs	**336**	**126**	**247**	**473**
Français à l'étranger	326	115	124	454
Étrangers en France	10	11	123	20
3-2. Investissements de portefeuille	**776**	**744**	**1 985**	**1 230**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**113**	**281**	**29**	**31**
3-2-1-1. Actions	37	31	21	23
3-2-1-2. Obligations	75	250	7	7
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	–	–	–	–
3-2-1-4. Produits financiers dérivés	–	–	1	1
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**663**	**463**	**1 957**	**1 199**
3-2-2-1. Actions	305	243	783	660
3-2-2-2. Obligations et assimilés	66	14	295	265
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	292	206	879	274
3-2-2-4. Produits financiers dérivés	–	–	–	–
3-3. Autres investissements	**918**	**1 009**	**1 926**	**1 954**
3-3-1. Avoirs	**547**	**224**	**1 110**	**1 291**
3-3-1-2. Prêts	547	224	1 110	1 290
3-3-1-3. Autres avoirs	–	–	–	–
3-3-2. Engagements	**370**	**786**	**817**	**663**
3-3-2-2. Prêts	370	786	817	663
3-3-2-3. Autres engagements	–	–	–	–
3-4. Avoirs de réserve	**–**	**–**	**–**	**–**
4. ERREURS ET OMMISSIONS NETTES	**674**	**–**	**–**	**2 092**
TOTAL	**7 890**	**7 890**	**8 587**	**8 587**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie appliquée depuis 1997 (Vème manuel du FMI).
(2) Exceptionnellement total de 9 mois.

TABLEAU O.02-5

Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999
Total des opérations avec l'Union européenne (hors FED) (1)	**– 2 247**	**– 1 019**	**– 1 593**	**– 2 347**	**– 1 659**
Total des recettes	**9 804**	**11 421**	**11 847**	**11 758**	**12 256**
dont : FEOGA-Orientation (2)	248	508	525	956	673
FEOGA-Garanties (2)	8 339	9 448	9 169	9 073	9 444
FSE (3)	632	623	721	962	1 002
FEDER (4)	424	689	1 251	590	926
Total des contributions	**12 051**	**12 440**	**13 440**	**14 105**	**13 914**
dont : Versement TVA	7 174	6 386	6 321	5 859	5 175
Versement PNB	2 485	3 613	4 802	5 968	6 018
Droits de douanes	1 518	1 370	1 426	1 381	1 317
Cotisation sucrière	372	326	309	300	184
Fonds européen de développement (net)	**– 387**	**– 218**	**– 294**	**– 316**	**– 266**
Impôts, taxes et divers	**59**	**72**	**111**	**36**	**9**
Total des transferts unilatéraux avec l'UE et le FED	**– 2 575**	**– 1 165**	**– 1 776**	**– 2 627**	**– 1 916**
Total des recettes	9 877	11 506	13 006	11 806	12 267
Total des contributions	12 452	12 671	14 783	14 433	14 183
Recettes du Gouvernement français (5)	**189**	**170**	**174**	**168**	**155**
Flux financiers nets avec les institutions communautaires	**– 2 386**	**– 996**	**– 1 603**	**– 2 459**	**– 1 762**

(1) FED : Fonds Européen de Développement.
(2) FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.
(3) FSE : Fonds Social Européen
(4) FEDER : Fonds Européen de Développement Régional.
(5) Une retenue pour frais d'assiette et de perception est appliquée sur la cotisation sucrière et les droits de douane : le produit est inscrit sur cette ligne relevant des services et non des transferts unilatéraux. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte ces flux pour apprécier l'impact total des relations financières avec les institutions communautaires.

TABLEAU O.02-6

Transactions entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes

Année 1999

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Pays	Transactions courantes				Compte financier			
	Total			*dont :*	**Total**			*dont :*
		Marchandises (1)	Services (1)	Revenus		Investissements directs (1)	Investissements de portefeuille (1)	Autres investissements (1)
Union Européenne :								
Allemagne	**3 037**	– 1 565	2 808	2 314	...	...	...	...
Autriche	**1 120**	942	19	172	...	...	...	...
U.E.B.L (2)	**– 647**	1 544	2 585	– 4 370	...	...	...	...
Danemark	**143**	149	20	– 19	...	...	...	...
Espagne	**5 626**	7 235	– 3 019	2 067	...	...	...	...
Finlande	**– 178**	– 783	185	394	...	...	...	...
Grèce	**2 585**	2 536	– 20	72	...	...	...	...
Irlande	**– 2 223**	– 2 600	131	288	...	...	...	...
Italie	**4 214**	– 500	844	4 010	...	...	...	...
Pays-Bas	**1 884**	– 732	1 593	943	...	...	...	...
Portugal	**612**	1 528	274	414	...	...	...	...
Royaume-Uni	**8 206**	6 535	2 569	– 1 019	...	...	...	...
Suède	**– 705**	99	– 152	– 658	...	...	...	...
Australie	**679**	600	– 164	242	...	...	...	...
Canada	**1 358**	1 324	– 202	310	...	...	...	...
États-Unis	**1 749**	166	2 351	– 618	...	...	...	...
Islande	**– 32**	– 36	– 9	13	...	...	...	...
Japon	**– 3 396**	– 4 683	1 315	– 50	...	...	...	...
Norvège	**– 2 898**	– 2 586	– 497	204	...	...	...	...
Nouvelle-Zélande	**48**	60	– 11	2	...	...	...	...
Suisse	**6 089**	4 118	1 954	891	...	...	...	...
Turquie	**1 223**	1 192	212	– 122	...	...	...	...

(1) Nouvelle méthodologie.
(2) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
U.E.B.L. (1) :						
Compte de transactions courantes	9,70	10,64	10,84	10,96	12,40	10,89
Compte de capital	–	–	0,29	0,14	0,36	– 0,04
Compte financier	– 11,71	– 8,62	– 9,83	– 9,56	– 10,98	– 13,48
Avoirs de réserves (bruts)	1,83	– 0,19	– 0,18	– 0,46	– 0,94	1,88
Erreurs et omissions (nettes)	0,18	– 1,84	– 1,12	– 1,07	– 0,84	0,74
Danemark :						
Compte de transactions courantes	4,17	2,70	1,41	2,41	0,82	– 2,18
Compte de capital	–	–	–	–	0,11	0,04
Compte financier	– 5,65	– 4,78	– 0,33	1,47	7,56	– 1,24
Avoirs de réserves (bruts)	0,49	1,57	– 1,90	– 2,78	– 5,81	3,81
Erreurs et omissions (nettes)	0,99	0,51	0,82	– 1,10	– 2,68	– 0,44
France :						
Compte de transactions courantes	7,76	6,28	8,25	16,03	35,12	36,12
Compte de capital	0,02	– 3,54	0,39	0,96	1,32	1,32
Compte financier	– 14,40	– 4,05	– 5,58	– 17,42	– 35,51	– 27,55
Avoirs de réserves (bruts)	4,32	– 2,07	– 0,54	– 0,19	– 5,29	– 17,83
Erreurs et omissions (nettes)	2,29	3,38	– 2,52	0,62	4,36	7,93
Allemagne :						
Compte de transactions courantes	– 11,97	– 17,72	– 14,40	– 4,41	– 1,35	– 3,09
Compte de capital	0,42	0,13	– 2,08	– 1,70	–	0,65
Compte financier	13,99	25,76	33,47	12,39	0,67	10,71
Avoirs de réserves (bruts)	12,26	1,73	– 11,48	0,94	3,35	– 4,65
Erreurs et omissions (nettes)	– 14,70	– 9,89	– 5,49	– 7,22	– 2,66	– 3,62
Grèce :						
Compte de transactions courantes	– 0,64	– 0,12	– 2,18	– 3,55	– 4,32	...
Compte de capital	–	–	–	–	–	...
Compte financier	4,16	5,84	2,41	6,75	0,11	...
Avoirs de réserves (bruts)	– 2,97	– 5,34	0,02	– 3,29	4,02	...
Erreurs et omissions (nettes)	– 0,54	– 0,38	– 0,24	0,09	0,20	...
Irlande :						
Compte de transactions courantes	1,52	1,34	1,31	1,60	1,66	0,72
Compte de capital	0,67	0,33	0,62	0,61	0,77	0,86
Compte financier	– 0,78	– 3,35	– 0,02	– 2,17	– 6,66	– 0,22
Avoirs de réserves (bruts)	– 2,30	0,15	– 1,78	0,04	0,99	– 2,14
Erreurs et omissions (nettes)	0,88	1,54	– 0,13	– 0,08	3,24	0,77
Italie :						
Compte de transactions courantes	7,15	11,18	19,08	31,19	28,83	17,99
Compte de capital	1,42	0,87	1,27	0,05	3,06	2,12
Compte financier	4,54	– 12,03	– 2,20	– 6,22	– 6,12	– 16,26
Avoirs de réserves (bruts)	2,71	– 1,33	– 2,13	– 9,29	– 11,70	19,31
Erreurs et omissions (nettes)	– 15,82	1,31	– 16,02	– 15,73	– 14,07	– 23,16
Pays-Bas :						
Compte de transactions courantes	11,70	15,12	18,43	17,18	24,63	...
Compte de capital	– 0,62	– 0,85	– 0,83	– 1,58	– 1,13	...
Compte financier	– 8,44	– 8,08	– 12,90	– 5,05	– 14,06	...
Avoirs de réserves (bruts)	– 5,73	– 0,42	1,45	4,44	2,41	...
Erreurs et omissions (nettes)	3,08	– 5,76	– 6,16	– 14,99	– 11,86	...
Royaume-Uni :						
Compte de transactions courantes	– 13,82	– 1,73	– 4,54	– 0,56	9,64	0,21
Compte de capital	0,40	0,04	0,64	0,89	1,17	0,63
Compte financier	17,21	– 6,49	0,90	1,89	– 22,68	– 13,75
Avoirs de réserves (bruts)	– 4,70	– 1,27	0,65	0,51	3,47	0,23
Erreurs et omissions (nettes)	0,91	9,45	2,36	– 2,72	8,40	12,68

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 (suite et fin)

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international (FMI) — *Unité* : Milliard d'euros

Pays	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Espagne :						
Compte de transactions courantes	– 5,20	– 5,86	0,39	0,39	2,21	– 1,44
Compte de capital	2,73	2,30	4,78	5,01	5,31	5,63
Compte financier	– 0,24	4,63	– 5,79	15,69	7,73	– 13,69
Avoirs de réserves (bruts)	4,15	– 0,04	4,88	– 18,93	– 10,46	12,82
Erreurs et omissions (nettes)	– 1,45	– 1,03	– 4,26	– 2,16	– 4,79	– 3,32
Portugal :						
Compte de transactions courantes	0,20	– 1,86	– 0,10	– 3,53	– 4,92	– 6,52
Compte de capital	–	–	–	1,75	2,40	2,33
Compte financier	– 2,62	0,89	2,30	3,43	5,57	5,88
Avoirs de réserves (bruts)	2,46	1,21	0,23	– 0,56	– 1,11	– 0,46
Erreurs et omissions (nettes)	– 0,04	– 0,24	– 2,43	– 1,09	– 1,94	– 1,23
Suisse :						
Compte de transactions courantes	15,46	14,70	16,41	16,55	23,99	22,08
Compte de capital	– 0,11	– 0,12	– 0,10	– 0,10	– 0,07	– 0,27
Compte financier	– 16,46	– 14,05	– 9,92	– 21,37	– 23,75	– 26,71
Avoirs de réserves (bruts)	– 0,35	– 0,90	– 0,04	– 2,14	– 1,92	– 0,81
Erreurs et omissions (nettes)	1,46	0,37	– 6,34	7,07	1,75	5,71
Canada :						
Compte de transactions courantes	– 18,84	– 11,02	– 3,29	2,59	– 9,17	– 10,08
Compte de capital	7,16	6,35	3,77	4,56	4,85	3,02
Compte financier	16,84	4,37	– 0,97	– 6,99	4,51	10,38
Avoirs de réserves (bruts)	– 0,78	0,33	– 2,06	– 4,29	2,13	– 4,49
Erreurs et omissions (nettes)	– 4,38	– 0,02	2,56	4,13	– 2,32	1,17
États-Unis :						
Compte de transactions courantes	– 73,63	– 103,00	– 86,42	– 100,83	– 128,00	– 198,37
Compte de capital	– 0,03	– 0,25	0,38	0,52	0,11	0,54
Compte financier	72,18	106,11	111,48	146,16	255,71	194,80
Avoirs de réserves (bruts)	– 1,19	4,53	– 7,42	5,20	– 0,90	– 6,05
Erreurs et omissions (nettes)	2,68	– 7,39	– 18,02	– 51,06	– 126,92	9,08
Japon :						
Compte de transactions courantes	102,66	101,58	86,60	51,38	83,95	108,55
Compte de capital	– 1,14	– 1,44	– 1,74	– 2,57	– 3,60	– 13,00
Compte financier	– 79,71	– 66,37	– 49,90	– 21,91	– 105,04	– 105,01
Avoirs de réserves (bruts)	– 21,42	– 19,71	– 45,71	– 27,40	– 5,85	5,54
Erreurs et omissions (nettes)	– 0,39	– 14,06	10,75	0,51	30,54	3,91

(1) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-8A

Soldes des flux d'investissements directs (1) français à l'étranger par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
1. Agriculture et pêche	**– 18**	**6**	**– 1**	**– 6**	**– 13**	**– 3**	**– 9**
2. Mines et carrières	**– 1 004**	**– 859**	**– 633**	**– 28**	**– 67**	**– 62**	**– 1 327**
Houille, pétrole, gaz	– 908	– 866	– 536	5	– 46	– 42	– 1 293
Autres produits issus de l'extraction	– 96	7	– 97	– 34	– 21	– 20	– 34
3. Produits manufacturés	**– 8 624**	**– 3 159**	**– 2 809**	**– 6 577**	**– 8 175**	**– 10 344**	**– 50 408**
Produits alimentaires	– 1 816	– 398	– 411	– 798	– 1 370	– 529	930
Textiles et habillement	– 246	– 85	– 123	– 119	– 146	– 271	64
Bois, édition et imprimerie	– 453	13	– 87	– 365	– 152	– 118	– 169
Produits pétroliers raffinés et autres	– 13	– 59	– 28	– 353	– 481	– 139	– 13 995
Produits chimiques	– 2 174	– 1 599	– 925	– 3 427	– 2 311	– 1 321	– 27 415
Caoutchouc et matières plastiques	– 64	– 16	– 535	– 244	– 141	– 44	– 117
Métaux ferreux et non ferreux	– 815	– 51	– 93	– 388	– 240	– 845	– 1 056
Construction mécanique	– 205	– 221	– 70	– 172	– 701	– 214	– 248
Équipement bureau et informatique	– 210	– 18	– 116	1	535	99	– 566
Matériel de communication	– 1 410	– 1 128	– 273	– 353	1 054	– 423	– 404
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	– 561	660	– 124	662	– 1 442	– 3 018	– 4 081
Autres produits manufacturés	– 657	– 258	– 26	– 1 020	– 2 778	– 3 522	– 3 349
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 232**	**– 424**	**– 601**	**– 666**	**– 87**	**– 1 575**	**– 15 842**
5. Bâtiment et génie civil	**– 336**	**– 248**	**– 173**	**– 547**	**– 682**	**– 344**	**– 290**
6. Récupération, réparation, commerce	**– 1 146**	**– 428**	**– 431**	**– 4 007**	**– 4 010**	**– 4 011**	**– 3 465**
7. Restauration et hébergement	**– 1 183**	**– 42**	**– 274**	**– 376**	**– 211**	**– 222**	**– 138**
8. Transports et communications	**– 156**	**– 264**	**– 136**	**– 384**	**– 897**	**– 1 317**	**– 2 388**
Transports intérieurs	– 17	– 14	– 10	– 9	– 131	– 184	– 1 153
Transports maritimes et cabotage	– 11	– 145	– 17	– 61	12	53	8
Transport aérien	– 12	– 23	104	6	61	71	– 36
Télécommunications	– 39	– 73	– 69	– 302	– 755	– 1 079	– 1 000
Autres transports et communications	– 78	– 10	– 143	– 17	– 83	– 178	– 206
9. Intermédiation financière	**– 6 528**	**– 1 780**	**– 1 495**	**– 2 181**	**– 2 022**	**– 4 844**	**– 4 584**
Intermédiation monétaire	...	...	...	– 688	– 1 856	– 2 860	– 2 928
Autre intermédiation financière	– 4 423	– 546	– 1 578	– 1 233	617	– 1 782	– 1 013
Assurances et activités annexes	– 2 106	– 1 234	82	– 189	– 61	– 197	1 615
10. Opérations immobilières et commerciales	**– 3 075**	**– 1 913**	**– 1 469**	**– 7 372**	**– 12 665**	**– 11 571** *r*	**– 15 064**
Opérations immobilières	– 449	– 156	– 107	– 138	– 10	– 1 506	– 306
Informatique	...	...	...	– 80	– 321	– 1 619	– 510
Recherche et développement	...	...	...	– 67	– 84	– 148	– 25
Autres activités commerciales	– 1 045	– 1 138	– 417	– 6 660	– 12 181	– 7 497 *r*	– 14 044
Publicité	...	...	...	– 54	– 44	– 432	– 1 099
Autres activités immobilières et commerciales	– 1 582	– 618	– 945	– 372	– 24	– 371	920
11. Autres services	**– 9**	**– 1**	**– 2**	**– 153**	**– 1 454**	**265**	**– 1 304**
12. Montants non ventilés	**– 181**	**– 99**	**– 83**	**– 360**	**283**	**– 524**	**–**
TOTAL	**– 22 494**	**– 9 209**	**– 8 108**	**– 22 657**	**– 29 997**	**– 34 553** *r*	**– 94 817**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.

(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-8B

Soldes des flux d'investissements directs (1) étrangers en France par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Secteur économique (2)	1990	1994	1995	■ 1996	1997	1998	1999
1. Agriculture et pêche	**9**	**19**	**4**	**16**	**– 1**	**104**	**33**
2. Mines et carrières	**3**	**– 5**	**28**	**– 26**	**14**	**20**	**1 259**
Houille, pétrole, gaz	2	– 3	–	– 38	9	11	1 221
Autres produits issus de l'extraction	2	– 2	28	12	5	9	38
3. Produits manufacturés	**1 443**	**2 119**	**2 922**	**3 274**	**4 299**	**5 739**	**16 390**
Produits alimentaires	183	264	55	156	424	208	2 823
Textiles et habillement	38	90	77	132	204	514	6
Bois, édition et imprimerie	574	195	254	165	– 2	338	271
Produits pétroliers raffinés et autres	40	– 15	349	12	– 201	– 114	777
Produits chimiques	446	441	1 076	1 544	994	2 059	9 335
Caoutchouc et matières plastiques	70	83	102	– 149	332	175	– 338
Métaux ferreux et non ferreux	167	332	133	– 28	362	626	263
Construction mécanique	– 186	328	272	288	670	283	362
Équipement bureau et informatique	– 21	9	120	121	– 244	– 55	– 12
Matériel de communication	– 32	133	256	686	– 345	506	– 320
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	128	119	69	98	561	249	1 362
Autres produits manufacturés	35	140	157	249	1 546	950	1 862
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 2**	**– 4**	**–**	**146**	**– 784**	**– 19**	**2 080**
5. Bâtiment et génie civil	**– 4**	**31**	**17**	**538**	**598**	**83**	**139**
6. Récupération, réparation, commerce	**1 252**	**363**	**563**	**2 636**	**1 688**	**838**	**– 179**
7. Restauration et hébergement	**34**	**23**	**48**	**27**	**282**	**– 5**	**– 21**
8. Transports et communications	**94**	**156**	**185**	**686**	**613**	**2 321**	**– 387**
Transports intérieurs	39	47	89	19	– 5	41	– 2
Transports maritimes et cabotage	16	48	3	25	23	– 12	– 13
Transport aérien	–	5	3	56	52	86	30
Télécommunications	–	36	59	457	426	1 701	– 395
Autres transports et communications	39	20	31	130	117	505	– 8
9. Intermédiation financière	**2 433**	**2 053**	**2 388**	**2 420**	**4 329**	**3 472**	**2 684**
Intermédiation monétaire	...	...	...	34	344	251	362
Autre intermédiation financière	1 824	346	2 439	1 658	2 407	2 730	924
Assurances et activités annexes	609	1 707	– 51	366	1 033	263	1 040
10. Opérations immobilières et commerciales	**1 727**	**4 312**	**3 870**	**7 749**	**8 342**	**11 986**	**9 775**
Opérations immobilières	1 097	1 269	1 102	834	578	1 100	1 603
Informatique	...	...	...	218	101	352	329
Recherche et développement	...	...	...	62	72	250	167
Autres activités commerciales	352	1 612	1 821	5 331	7 012	8 655	7 032
Publicité	...	...	...	57	86	146	132
Autres activités immobilières et commerciales	277	1 431	947	1 246	494	1 482	512
11. Autres services	**7**	**– 3**	**13**	**31**	**109**	**100**	**339**
12. Montants non ventilés	**518**	**231**	**134**	**454**	**654**	**95** *r*	**–**
TOTAL	**7 512**	**9 295**	**10 173**	**17 951**	**20 143**	**24 734** *r*	**32 112**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-9

Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million d'euros

Pays	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
UNION EUROPÉENNE (UE) (2)								
Investissements français en UE	– 15 117	– 5 824	– 5 044	– 3 747	– 11 561	– 15 724	– 15 849	– 54 786
Investissements UE en France	3 957	7 562	6 725	6 087	12 990	14 395	20 084	26 785
ALLEMAGNE								
Investissements français en Allemagne	– 1 767	– 923	– 876	– 850	– 2 046	– 3 687	– 2 191	– 26 590
Investissements allemands en France	1 006	1 198	797	1 365	1 060	3 009	8 315	9 679
U.E.B.L. (3)								
Investissements français dans l' U.E.B.L.	– 1 604	– 392	– 1 182	– 847	– 2 937	– 3 219	– 3 994	– 15 678
Investissements U.E.B.L. en France	687	1 674	1 112	500	3 058	1 714	3 625	5 378
DANEMARK								
Investissements français au Danemark	– 6	– 16	4	– 63	106	– 43	– 143	– 130
Investissements danois en France	38	30	55	36	48	79	100	75
ESPAGNE								
Investissements français en Espagne	– 2 428	– 1 237	– 816	– 364	– 810	– 1 164	– 882	– 265
Investissements espagnols en France	49	208	16	– 182	239	268	168	4 453
GRÈCE								
Investissements français en Grèce	– 106	– 42	– 81	– 30	– 54	– 58	811	– 127
Investissements grecs en France	3	5	4	2	– 79	23	5	– 7
IRLANDE								
Investissements français en Irlande	– 42	– 87	– 124	– 146	– 231	1 031	– 462	– 799
Investissements irlandais en France	37	50	263	27	579	536	216	462
ITALIE								
Investissements français en Italie	– 1 445	– 945	– 823	– 590	– 1 725	– 1 767	– 1 069	– 97
Investissements italiens en France	700	1 276	386	259	700	936	– 80	1 606
PAYS-BAS								
Investissements français aux Pays-Bas	– 3 355	– 1 085	– 857	– 382	– 1 820	– 878	– 3 496	– 5 306
Investissements des Pays-Bas en France	891	900	395	1 389	3 016	1 841	2 121	9 679
PORTUGAL								
Investissements français au Portugal	– 299	– 159	– 99	– 12	– 191	– 61	– 155	– 132
Investissements portugais en France	1	2	13	4	62	98	140	– 56
ROYAUME-UNI								
Investissements français au Royaume-Uni	– 4 222	– 948	– 190	– 411	– 1 291	– 5 947	– 3 483	– 5 410
Investissements du Royaume-Uni en France	704	2 219	3 684	2 450	3 296	5 797	4 941	2 157
SUISSE								
Investissements français en Suisse	– 553	– 223	146	– 278	– 430	– 1 563	– 4 085	1 322
Investissements suisses en France	380	1 146	855	223	1 486	1 897	– 534	1 791
ÉTATS-UNIS								
Investissements français aux États-Unis	– 4 843	– 1 466	– 2 614	– 1 438	– 4 522	– 7 449	– 6 818	– 26 569
Investissements des États-Unis en France	981	681	1 004	3 070	2 606	2 316	3 900	2 114
CANADA								
Investissements français au Canada	– 243	– 2	– 151	– 69	– 372	– 167	– 220	– 419
Investissements canadiens en France	54	106	– 13	40	323	85	293	1
JAPON								
Investissements français au Japon	– 26	– 46	– 45	– 22	– 148	– 49	– 62	– 4 992
Investissements japonais en France	992	298	145	130	79	232	103	345

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Union européenne à 15, depuis 1995.
(3) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

P

Administration et vie publique

Chapitre P.01

Justice et police judiciaire

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Infractions constatées par les services de Police et de Gendarmerie.
2. Les moyens de la Justice.
3. L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés.
4. Affaires civiles nouvelles selon leur nature d'affaire. Procédures au fond. Juridictions de première instance.
5. Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale).
6. Les juges d'instruction (Justice pénale).
7. Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale).
8. Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale).
9. Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative.
10. L'administration pénitentiaire : le milieu ouvert.
11. L'administration pénitentiaire : le milieu fermé.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur.

1. MÉTHODOLOGIE

L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, contrôle de l'immigration et lutte contre l'emploi des clandestins, surveillance du territoire) constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (y compris les tentatives).

Les faits sont consignés dans des procès-verbaux transmis à l'autorité judiciaire et leur comptage permet l'établissement des statistiques de la criminalité et de la délinquance constatées.

En sont exclues les infractions relevées par les services du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes).

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à la totalité des crimes et délits effectivement commis (cette différence entre criminalité apparente et criminalité réelle a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition par nature des crimes et délits constatés n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels.

Il s'agit en effet de faits constatés et non de jugements qui seuls peuvent en définir la qualification juridique. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées suivant la nomenclature utilisée dans la statistique pénale des jugements.

À titre indicatif figure une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis au cours de l'enquête des indices attestant qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont issues des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « cadres du parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orienté par le Parquet et traité au cours de l'année par la juridiction compétente.

L'instruction

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté et celle de la procédure d'instruction.

Les condamnations inscrites au casier judiciaire national

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5e classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).

La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert publiées ici sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

2. DÉFINITIONS

- **La cour de cassation**

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui parait fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

- **Les cours d'appel**

L'appel tend à faire réformer ou annuler par une cour d'appel (chambres civiles) un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

- **Les tribunaux de grande instance**

Ils ont compétence exclusive dans les matières définies par l'article L. 311-2 du Code de l'organisation judiciaire. Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction.

● **Les tribunaux d'instance**

Ils sont compétents pour toutes les affaires qui mettent en jeu des sommes inférieures à 30 000 francs. Ils statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

● **Les tribunaux paritaires des baux ruraux**

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

● **Les conseils de prud'hommes**

Ils règlent les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord entre les deux collèges, l'affaire est renvoyée devant une nouvelle formation de jugement composée de conseillers prud'homaux et présidée par le juge d'instance; on dit qu'il y a départition.

Les conseils de prud'hommes statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

● **Les tribunaux de commerce**

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

● **L'ordonnance de référé**

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

● **Le juge aux affaires familiales**

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance.

● **Le juge de l'exécution**

L'article L.95 de la loi du 9 août 1991 réformant les procédures d'exécution a transféré au juge de l'exécution la compétence autrefois détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994 et 1996.

● **Le Parquet**

Le ministère public auquel est confié l'action publique décide de l'opportunité des poursuites pour les délits et les contraventions. Il peut décider de poursuivre, il saisit alors une juridiction de jugement ou le juge d'instruction selon la gravité et la complexité des faits ou le juge des enfants pour les affaires mettant en cause des mineurs. Il peut aussi ordonner une procédure alternative à la poursuite (réparation du dommage, indemnisation de la victime, injonction thérapeutique pour les toxicomanes...). Il peut enfin procéder à un classement sans suite si l'auteur n'est pas connu ou si les poursuites paraissent inopportunes, en particulier quand le préjudice est de faible importance.

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal correctionnel. Elle suppose d'une part que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans. **La convocation par procès-verbal** est notifiée au prévenu devant l'officier de police judiciaire ou devant le procureur, alors que la citation directe est délivrée par huissier.

L'ordonnance pénale

C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

L'amende forfaitaire

Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux.

● **L'instruction**

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance est saisi obligatoirement pour les crimes, et à l'initiative du parquet pour les affaires pénales les plus complexes.

Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre d'accusation

Elle est la juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction. Elle a aussi pour mission de saisir la cour d'assises des dossiers criminels transmis par le juge d'instruction, après les avoir examinés.

Le contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes, versement d'une caution...).

La détention provisoire

Elle peut être prescrite contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à un an (flagrant délit) ou deux ans (autres cas).

- **Les cours d'assises**

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes et se compose de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort parmi la population. Les arrêtés de cour d'assises ne sont pas susceptibles d'appel; ils peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation

- **Les tribunaux correctionnels**

Ils jugent les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

- **Les tribunaux de police**

Ils répriment les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4e classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme *l'amende forfaitaire majorée* et *l'ordonnance pénale.*

- **Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national**

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention); c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

- **Les infractions**

Atteintes à la personne

Ce sont les atteintes volontaires ou non à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les atteintes aux moeurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens

Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique

Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.

Atteintes à la santé

Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

- **Les peines privatives de liberté**

La réclusion criminelle est une peine afflictive et infamante, perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Nouveau Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Nouveau Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives, tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis probatoire est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du NCP : la loi n°75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en peine complémentaire (assez rare), en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. En matière de contraventions, c'est la peine principale la plus fréquente; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : lorqu'un délit est puni d'emprisonnement, le tribunal peut prescrire, à titre de peine principale, un travail d'intérêt général. Le condamné

accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré, et d'une durée comprise entre 40 et 240 heures.

La dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

• Le milieu fermé

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans les établissements pénitentiaires.

• La contrainte par corps

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

• Le milieu ouvert

Le comité de probation et d'assistance aux libérés (CPAL)

C'est un service de l'administration pénitentiaire placé auprès de chaque tribunal de grande instance, sous l'autorité du juge de l'application des peines. Il assure le contrôle et le suivi des peines exécutées en milieu ouvert. En 1999 le CPAL a été transformé en service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) qui regroupe les fonctions éducatives exercées en milieu ouvert et en milieu fermé.

La mise à l'épreuve

Modalité du sursis, elle s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois, ni supérieur à 3 ans.

Le travail d'intérêt général

Prononcé à titre principal ou comme modalité d'un sursis, le travail d'intérêt général est destiné, comme le sursis avec mise à l'épreuve, à favoriser la réinsertion du condamné en évitant les courtes peines d'emprisonnement. Le travail, d'une durée de 40 à 240 heures, est exécuté sous le contrôle du juge de l'application des peines.

La libération conditionnelle

Les condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale peuvent en bénéficier, sur décision du juge d'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas 3 ans, et sur décision du ministre de la Justice au delà.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Justice.

— Ministère de l'Intérieur.

Publications :

Les chiffres clés de la Justice, (annuel), ministère de la Justice.

Annuaire statistique de la Justice, La Documentation française (annuel).

Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire, La Documentation française.

Info-Stat Justice, ministère de la Justice (mensuel).

Études et Statistiques, Justice, ministère de la Justice (trimestriel).

Rapport annuel de la Cour de cassation, La Documentation française.

Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel).

« L'histoire familiale des hommes détenus », *INSEE-Première*, n° 706, avril 2000.

*
* *

TABLEAU P.01-1

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire)

Unité : Nombre

	1995	1996	1997	1998	1999
Vols (y compris recels)	**2 400 644**	**2 331 000**	**2 244 301**	**2 291 404**	**2 252 528**
Vols à main armée	9 147	9 428	8 295	8 100	7 515
Autres vols avec violences	65 430	70 031	72 203	76 191	87 432
Cambriolages	433 320	436 414	407 385	395 913	370 076
Vols avec entrée par ruse	17 004	16 012	13 809	13 299	13 885
Vols d'automobiles	351 509	345 625	322 783	319 447	299 036
Vols de véhicules motorisés à deux roues	102 016	98 142	94 577	96 483	96 911
Vols à la roulotte	554 626	510 952	489 152	507 007	485 580
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	190 614	194 003	182 949	180 355	181 024
Autres vols simples	640 259	616 069	617 767	655 752	675 933
Recels	36 719	34 324	35 381	38 857	35 136
Infractions économiques et financières	**357 104**	**310 910**	**295 511**	**287 415**	**295 734**
Escroqueries, faux et contrefaçons	294 497	262 724	253 038	246 991	258 306
dont : Escroqueries et abus de confiance	90 068	84 014	84 233	82 252	95 444
Falsification, usage de chèques volés	140 532	136 221	126 815	119 470	108 580
Falsification, usage de cartes de crédit	28 295	27 477	27 860	30 459	39 126
Faux et contrefaçons (2)	29 034	11 738	11 529	13 524	13 512
Fausse monnaie	6 568	3 274	2 601	1 286	1 644
Délinquance économique et financière	43 887	26 806	24 758	23 611	21 952
dont : Banqueroutes, abus de confiance	3 941	2 984	2 587	2 450	2 351
Fraudes fiscales	1 069	723	660	613	668
Travail clandestin	14 624	10 503	10 545	10 202	9 593
Emploi d'étranger sans titre de travail	1 363	944	771	576	1 174
Marchandage, prêt de main-d'œuvre	1 099	374	314	235	206
Autres délits économiques	15 307	6 206	4 791	4 415	3 936
Infractions à la législation sur les chèques (3) [sauf falsifications, usages de chèques volés]	18 720	21 380	17 715	16 813	15 476
Crimes et délits contre les personnes	**191 180**	**198 155**	**214 975**	**220 948**	**233 194**
Homicides	2 563	2 385	2 085	2 150	1 997
dont : Tentatives	1 227	1 214	1 122	1 189	1 044
Homicides de mineurs de moins de 15 ans	80	85	68	106	74
Coups et blessures volontaires	71 095	75 425	81 910	86 796	95 235
dont : Coups et blessures volontaires suivis de mort	419	370	274	175	158
Autres atteintes contre les personnes	51 708	52 765	57 815	60 351	64 022
dont : Menaces et chantages	30 168	32 772	36 769	39 930	44 185
Atteintes à la dignité et à la personnalité	13 011	11 681	12 961	12 503	12 127
Atteintes aux mœurs	29 123	29 628	35 090	33 014	32 490
dont : Proxénétisme	533	474	503	481	440
Viols	7 350	7 191	8 213	7 828	7 958
dont : Sur mineur(e)s	4 526	4 369	5 065	4 478	4 468
Agressions sexuelles	11 503	12 056	13 923	12 809	12 732
dont : Sur mineur(e)s	6 197	7 076	9 412	9 364	9 029
Infractions contre la famille et l'enfant	36 691	37 952	38 075	38 637	39 450

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU P.01-1 (suite et fin)

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : Nombre

	1995	1996	1997	1998	1999
Autres infractions (dont stupéfiants)	**716 392**	**719 552**	**738 655**	**765 758**	**786 408**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	79 052	79 617	86 961	92 858	101 841
dont : Trafic, revente sans usage	5 661	5 158	8 300	11 908	12 529
Usage, revente	12 098	12 424	12 115	13 744	13 777
Consommation	54 850	57 981	63 003	64 404	72 107
Délits à la police des étrangers	53 429	47 029	47 021	41 814	46 416
Destruction, dégradations contre les biens publics et privés	440 591	468 515	476 133	500 911	499 473
dont : Attentats par explosifs contre les biens publics et privés	613	618	520	346	357
Incendies volontaires contre les biens publics et privés	18 388	20 521	21 433	25 587	26 018
Dégradations de véhicules privés	268 252	277 979	274 496	284 890	278 686
Autres destructions	153 338	169 397	179 684	190 088	194 412
Délits divers	143 320	124 391	128 540	130 175	138 678
dont : Faux documents d'identité ou administratifs	13 325	9 520	9 237	8 535	8 834
Outrages, violences à dépositaires de l'autorité	29 778	29 100	31 506	32 938	36 253
Port ou détention d'armes prohibées	18 623	18 174	18 963	20 622	21 359
Hygiène et santé	5 917	2 703	2 839	2 790	2 324
Pêche, chasse, environnement	7 699	5 560	5 521	4 955	3 377
dont : Atteintes à l'environnement	4 076	3 345	3 552	3 255	2 536
Destructions, cruautés envers les animaux	2 589	2 533	2 611	2 348	2 402
Autres délits divers non spécifiés (4)	63 203	54 939	55 853	56 033	62 021
Total des crimes et délits (sauf circulation routière) :	**3 665 320**	**3 559 617**	**3 493 442**	**3 565 525**	**3 567 864**
Nombre de français mis en cause	640 435	662 531	655 309	644 159	646 415
Nombre d'étrangers mis en cause	152 958	142 124	142 053	144 833	152 558
Nombre d'hommes majeurs	566 508	562 454	548 118	523 875	536 724
Nombre d'hommes mineurs	113 987	129 573	138 263	152 685	150 469
Nombre de femmes majeures	100 652	98 377	94 807	93 330	91 862
Nombre de femmes mineures	12 246	14 251	16 174	19 102	19 918

(1) La qualification définitive de l'infraction est énoncée par le jugement. Les statistiques de la police judiciaire sont établies à partir des crimes ou délits, commis ou tentés, que les faits bruts sont présumés constituer et ne peuvent donc que différer des statistiques des juridictions pénales.
(2) Cette rubrique regroupe les contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales, les contrefaçons littéraires et artistiques, les faux en écriture publique et authentique ainsi que les autres faux.
(3) Les émissions de chèques sans provisions ont été dépénalisées par la loi du 30 décembre 1991.
(4) Ce poste recouvre des délits qui ne sont pas isolés dans la nomenclature statistique et qu'il est impossible de reclasser sauf à les estimer.

TABLEAU P.01-2

Les moyens de la justice

Source : Ministère de la Justice

Unité : Nombre

Effectifs budgétaires	1990	1995	1996	1997	1998
Administration centrale et services extérieurs					
Ensemble (1)	**2 516** ■	**1 800**	**1 806**	**1 763**	**1 763**
dont : magistrats	159	169	171	170	170
Services judiciaires					
Ensemble	**24 045**	**24 668**	**25 194**	**25 290**	**25 590**
Magistrats	5 850	6 029	6 087	6 117	6 187
Fonctionnaires	18 195	18 639	19 107	19 173	19 403
dont : greffiers en chef et greffiers	6 213	7 762	7 879	7 810	7 910
Administration pénitentiaire					
Ensemble (1)	**20 633** ■	**23 899**	**24 619**	**24 786**	**25 086**
dont : personnel de surveillance	16 944	19 146	19 622	19 727	19 771
Protection judiciaire de la jeunesse					
Ensemble	**5 545**	**5 978**	**6 085**	**6 145**	**6 245**
dont : personnel éducatif	3 046	3 265	3 326	3 349	3 376
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs					
Ensemble (2)	**1 016**	**1 961**	**2 016**	**2 062**	**2 123**
dont : magistrats (2)	729	822	842	858	879
Commission nationale de l'informatique et des libertés					
Ensemble	**37**	**55**	**55**	**56**	**57**
Ensemble des effectifs budgétaires (2)	**53 792**	**58 361**	**59 775**	**60 102**	**60 864**
dont : magistrats (2)	6 738	7 020	7 100	7 145	7 236

(1) Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale ont été transférés depuis 1993 dans les directions d'affectation (essentiellement Administration pénitentiaire).

(2) Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice, sont comptabilisés dans ces rubriques.

TABLEAU P.01-3

L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés

France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil) *Unité :* Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
La Cour de cassation					
Affaires nouvelles	19 395	19 969	20 275	19 987	21 928
Affaires terminées	18 613	21 499	20 420	20 594	19 815
dont : Cassation	3 602	5 300	4 182	4 069	3 796
Rejet de la demande	7 301	8 475	8 085	7 943	8 358
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 373	3 410	3 648	3 699
Les cours d'appel					
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	220 066	219 271	214 197	210 610
Affaires terminées	169 010	198 754	203 740	202 724	209 839
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	135 023	133 536	132 524	136 468
Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	102 720	100 819	100 120	104 668
Infirmation de la décision attaquée	26 997	32 303	32 717	32 404	31 800
Autres décisions (radiation, désistement, jonction,...)	53 477	63 731	70 204	70 200	73 371
Les tribunaux de grande instance (1)					
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	660 189	676 282	644 939	634 696
dont : Droit de la famille	271 958	374 866	391 307	390 766	387 866
Affaires terminées	463 075	645 319	659 153	642 319	635 340
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	125 991	124 729	123 446	124 008
Référés	95 886	126 501	126 772	122 456	118 785
Les tribunaux d'instance (1)					
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	483 909	479 760	469 274	467 184
Affaires terminées	501 578	491 021	456 566	449 568	452 646
Référés	87 910	83 962	82 894	81 636	69 034
Les tribunaux paritaires des baux ruraux					
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	3 614	3 833	3 689	3 812
Affaires terminées	4 576	3 807	3 580	3 691	3 680
Référés	325	209	193	231	270
Les conseils de prud'hommes					
Nombre de conseils de prud'hommes	281	270	270	270	270
Affaires nouvelles	152 955	157 542	167 894	171 799	191 892
Affaires terminées	145 935	166 593	160 536	167 820	165 947
Référés	40 822	51 384	51 411	50 495	48 680
Les tribunaux de commerce (*r*)					
Nombre de tribunaux de commerce	229	227	227	227	227
Affaires terminées	233 314	282 070	269 350	248 988	236 094
dont : droit des affaires	88 907	134 920	135 602	129 679	125 750
droit des contrats	113 609	110 541	101 786	87 151	78 009
Référés	49 831	54 158	51 033	45 474	40 083

(1) Dans les séries affaires nouvelles et affaires terminées, la comparabilité des années 1995 à 1998 avec l'année 1990 est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU P.01-4

Affaires civiles nouvelles (1) selon leur nature d'affaire. Procédures au fond - Juridictions de première instance

France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire général civil) — *Unités* : Nombre et %

Nature d'affaire	1990	1995	1996	1997	1998
Total des affaires nouvelles (CA,TGI, TI, TPBR, TC, CPH) (2)	**1 622 719**	**1 807 390**	**1 816 390**	**1 752 886**	**1 744 288**
Droit des personnes	5,4	6,3	7,1	7,8	8,3
Droit de la famille	21,4	22,9	23,8	24,6	24,6
Droit des affaires	11,6	13,2	12,8	11,6	11,3
Droit des contrats	34,3	29,7	29,1	27,8	26,5
Droit de la responsabilité	3,1	2,7	2,8	2,8	2,7
Droit des biens	2,5	2,5	2,6	2,7	2,6
Droit social	15,0	14,7	15,1	16,1	17,5
Autre et non déterminé	6,7	8,0	6,7	6,6	6,5
Total (%)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Depuis 1993, affaires terminées pour les tribunaux de commerce.
(2) CA : cour d'appel, TGI : tribunaux de grande instance, TI : tribunaux d'instance, TPBR : tribunaux paritaires des baux ruraux, TC : tribunaux de commerce, CPH : conseils de prud'hommes.

TABLEAU P.01-5

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) (1)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du parquet) — *Unité :* Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
LES PARQUETS					
Nombre de parquets	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**5 191 255**	**5 185 495**	**4 936 899**	**4 954 988**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 016 633	3 188 915	3 088 271	3 146 239
Crimes	12 851	14 432	15 644	16 962	14 593
Délits	4 837 801	4 832 977	4 763 622	4 548 624	4 438 051
Contraventions de 5ème classe	393 581	343 846	406 229	371 313	430 594
Autres	...	...	...	...	71 750
Affaires traitées	**...**	**...**	**...**	**...**	**4 566 988**
Affaires non poursuivables	**...**	**3 016 633**	**3 119 135**	**3 054 242**	**3 372 994**
Affaires poursuivables	...	...	...	...	**1 193 994**
Affaires poursuivables/afaires traitées (en %)	...	...	...	...	26
Affaires poursuivies	**703 831**	**553 731**	**590 235**	**602 933**	**613 354**
Transmission au juge d'instruction	53 652	44 554	43 671	43 562	40 362
Transmission au juge des enfants	44 749	39 207	45 276	44 913	50 373
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	373 660	372 120	378 411	377 853
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	96 310	129 168	136 047	144 766
Procédures alternatives aux poursuites	**...**	**82 828**	**90 128**	**101 341**	**163 799**
Taux de réponse pénale (en %)	...	...	...	...	65
Classements sans suite (2)	**...**	**1 062 643**	**905 409**	**848 505**	**416 841**
Classements sans suite/affaires poursuivables (en %)	...	...	...	...	35
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC					
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**14 592 269**	**12 755 874**	**13 981 317**	**12 920 771**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	13 335 232	11 842 126	13 157 137	12 082 040
Autres procédures	1 875 304	1 257 037	913 748	824 180	838 731
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**2 407 811**	**1 203 973**	**1 561 594**	**1 446 858**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**11 111 877**	**10 541 840**	**11 365 286**	**10 509 554**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	10 306 201	9 874 394	10 738 836	9 903 996
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	805 676	667 446	626 450	605 558

(1) La nouvelle présentation de l'activité du parquet est prise en compte dans ce tableau.
(2) Y compris les affaires où l'infraction n'est pas juridiquement constituée (entre 1990 et 1997).

TABLEAU P.01-6

Les juges d'instruction (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction)

Unité : Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	569	568	565	565
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**46 111**	**44 879**	**43 675**	**42 196**
dont : l'infraction principale est un crime	4 902	5 551	5 764	6 798	7 266
affaires terminées sans mis en examen	9 751	10 645	9 195	9 323	9 317
Nombre de mis en examen dans les affaires terminées	73 649	73 684	71 143	68 593 *e*	65 860 *e*
Décision de clôture					
dont : ordonnance de non-lieu	8 186	8 990	9 220	9 736	9 377
transmission à la chambre d'accusation pour majeurs	2 391	3 301	3 245	3 431	3 394
transmission à la chambre d'accusation pour mineurs	156	156	160	148	191
transmission au tribunal correctionnel	50 634	50 633	48 298	46 717	44 784
dessaisissement, jonction	4 940	4 131	3 276	2 988	2 180
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année...	19 435	20 791	21 337	21 862 *e*	23 064 *e*
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année...	29 317	27 632	26 303	25 834 *e*	24 512 *e*
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**15,2**	**15,9**	**16,3**	**16,2**
dont : crimes (1)	14,1	16,4	16,5	16,9	16,5

(1) Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif.

TABLEAU P.01-7

Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale)

France entière

Sources : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national)

	1990	1995	1996	1997	1998
Les cours d'assises					
Nombre de cours d'assises (1)	99	99	99	99	99
Acquittements	**142**	**136**	**132**	**138**	**155**
Cours d'assises pour majeurs	140	130	122	130	142
Cours d'assises pour mineurs	2	6	10	8	13
Condamnations	**2 722**	**2 777**	**2 869**	**3 082** *r*	**3 209**
Cours d'assises pour majeurs	2 567	2 619	2 681 *r*	2 846 *r*	2 954
Cours d'assises pour mineurs	155	158	188 *r*	236 *r*	255
Les tribunaux correctionnels					
Nombre de tribunaux correctionnels (1)	181	181	181	181	181
Mesures de sûreté prononcées :					
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	4 811	3 829	4 187	3 992
Mandats de dépôt prononcés	24 207	27 902	21 826	18 799	14 663
Décisions prononcées :					
Relaxes	20 378	17 854	18 377	21 279	19 979
Condamnations	410 134	313 034	368 307	382 606	392 111
Les tribunaux de police					
Nombres de tribunaux de police (1)	454	454	454	454	454
Affaires traitées	**1 588 882**	**902 097**	**798 706**	**757 735**	**746 155**
Contraventions de 1ère à 4ème classe	1 435 720	802 085	678 983	613 678	595 575
Contraventions de 5ème classe	153 162	100 012	119 723	144 057	150 580
Mode de jugement :					
Jugements	464 237	309 316	280 344	293 010	289 038
Ordonnances pénales	1 124 645	592 781	518 362	464 725	457 117
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	21 279	17 752	11 497	12 337	10 923
Condamnations	951 839	754 092	435 353	339 686	582 471
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	4 670	5 278	3 918	4 600	4 856
Condamnations	97 255	26 510	80 505	93 964	103 065

(1) Non compris les tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.

TABLEAU P.01-8

Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national)

Unité : Nombre

	1990	(1) 1995	1996	*r* 1997	*p* 1998
Condamnations pour crime	2 607	2 703	2 809	3 062	3 260
Condamnations pour délit	469 137	342 945	413 812	439 138	449 330
Condamnations pour contraventions de 5ème classe	105 426	28 495	84 600	103 627	108 862
Total des condamnations	**577 170**	**374 143**	**501 221**	**545 827**	**561 452**
Nature de l'infraction					
Atteintes à la personne	99 544	66 649	90 102	100 731	104 896
Atteintes aux biens	169 997	95 456	145 415	158 097	159 784
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	137 841	167 042	181 236	193 343
Infractions à la législation économique et financière	61 083	16 606	23 429	27 485	28 352
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	14 093	16 620	17 729	19 425
Atteintes à la sûreté publique	27 655	16 144	21 845	21 414	16 878
dont : Police des étrangers	...	11 325	11 671	10 118	6 735
Atteintes à la santé	20 945	20 981	24 315	24 703	24 711
dont : Infractions sur les stupéfiants	...	20 661	23 840	24 051	24 081
Atteintes à l'ordre public général	16 716	6 366 *r*	12 440 *r*	14 388	14 035
dont : Atteintes à l'environnement	10 501	3 348 *r*	7 965 *r*	9 510	9 326
Autres infractions	2	7	13	44	28
Nature de la peine					
Peines privatives de liberté	**316 567**	**240 199**	**283 720**	**294 963**	**297 168**
Réclusion criminelle	1 852	1 185	1 227	1 387	1 406
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	105 044	92 198	100 305	102 633	100 935
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	146 816	182 188	190 943	194 827
Amende	**190 268**	**80 030**	**144 361**	**166 214**	**176 392**
Peine de substitution	**37 250**	**45 921**	**52 934**	**58 288**	**60 034**
dont : travail d'intérêt général	5 705	11 364	11 580	12 502	12 459
Mesure éducative	**22 527**	**4 765**	**13 340**	**17 333**	**18 402**
Dispense de peine	**10 556**	**3 228**	**6 866**	**9 029**	**9 456**
Caractéristiques des condamnés					
Sexe :					
Hommes	505 737	341 401	452 539	492 040	505 860
Femmes	71 433	32 742	48 682	53 787	55 592
Âge :					
Moins de 16 ans	15 678	3 783	10 280	14 437	15 744
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	6 197	13 726	17 062	18 839
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	22 535	35 112	38 894	43 022
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	81 088	107 766	111 772	111 582
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	66 781	84 965	88 918	88 786
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	97 122	124 191	132 998	134 255
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	85 849	111 694	126 423	132 901
60 ans et plus	12 845	10 788	13 487	15 323	16 323
Nationalité :					
Français	458 241	304 805	400 142	438 162	457 792
Étrangers	80 168	55 965	73 652	76 654	74 040
Non déclarée	38 761	13 373	27 427	31 011	29 620
Total	**577 170**	**374 143**	**501 221**	**545 827**	**561 452**

(1) L' amnistie présidentielle de 1995 (loi n° 95-884 du 3 août 1995) a entraîné une baisse importante des condamnations prononcées en 1995.

TABLEAU P.01-9

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative

France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse) — *Unité :* Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**122 843**	**135 775**	**140 320**	**143 677**	**146 112**
Mode de prise en charge :					
Secteur public	34 338	32 325	34 533	35 968	37 365
Secteur associatif habilité	88 505	103 450	105 787	107 709	108 747
Régime juridique de prise en charge					
Mineurs en danger	107 458	114 900	115 675	116 400	115 667
Mineurs délinquants	11 153	15 825	19 670	22 119	25 335
Jeunes majeurs	4 232	5 050	4 975	5 158	5 110
Caractéristiques des jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année (1)	...	...	**105 749**	**107 377**	**110 840**
Sexe :					
Garçons	...	...	67 184	69 368	73 313
Filles	...	...	38 565	38 009	37 527
Âge au début de la mesure :					
Moins de 10 ans	...	...	27 694	27 361	26 753
De 10 ans à moins de 13 ans	...	...	11 774	11 981	11 972
De 13 ans à moins de 16 ans	...	...	28 419	28 517	29 202
De 16 ans à moins de 18 ans	...	...	31 374	32 584	34 976
De 18 ans à moins de 21 ans	...	...	6 488	6 934	7 937

(1) La série est modifiée par rapport à l'édition précédente, elle est désormais exprimée en terme de flux et non de stock.

TABLEAU P.01-10

L'Administration pénitentiaire

Le milieu ouvert

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité :* Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
La population prise en charge par les CPAL (1)					
Population au 31 décembre	105 814	105 222	117 061	122 959	131 367
Les mesures prises en charge par les CPAL					
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	115 672	118 106	130 345	138 554	143 746
dont : sursis avec mise à l'épreuve	82 182	86 594	96 523	104 482	109 349
libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux	1 119	654	557	553	553
libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 499	4 435	4 799	4 222	4 132
travail d'intérêt général	7 707	20 903	22 812	23 763	23 952
contrôle judiciaire	1 510	2 807	2 499	2 562	2 963
article L.51 du code du service national	1 495	1 203	1 187	874	565

(1) CPAL = Comités de probation et d'assistance aux libérés. Les comités de probation et d'assistance aux libérés sont devenus les services pénitentiaires d'insertion et de probation en 1999.

TABLEAU P.01-11

L'administration pénitentiaire

Le milieu fermé : la population carcérale

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire)

Unité : Nombre

	1990	1995	1996	1997	1998
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + DOM)	**45 420**	**55 062**	**54 269**	**53 845**	**52 961**
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + DOM)					
Prévenus	20 580	21 917	22 521	21 591	20 452
Condamnés	24 840	33 145	31 748	32 254	32 509
Sexe (1) :					
Hommes	41 944	50 525	49 496	48 703	47 737
Femmes	1 969	2 133	2 144	2 041	1 935
Âge (1) :					
Moins de 16 ans	24	33	72	72	71
De 16 ans à moins de 18 ans	500	481	504	550	591
De 18 ans à moins de 21 ans	4 433	4 062	4 202	3 892	4 096
De 21 ans à moins de 25 ans	8 912	9 373	8 628	7 979	7 644
De 25 ans à moins de 30 ans	10 396	11 770	10 965	10 130	9 657
De 30 ans à moins de 40 ans	11 992	15 342	14 928	14 660	14 040
De 40 ans à moins de 50 ans	5 483	7 967	8 171	8 631	8 699
De 50 ans à moins de 60 ans	1 744	2 762	3 112	3 480	3 522
60 ans et plus	429	868	1 058	1 350	1 352
Nationalité (1) :					
Français	30 887	37 358	36 871	37 563	37 508
Étrangers	12 937	15 253	14 706	13 136	12 109
Non déclarée	89	47	63	45	55
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction (1) :					
Atteintes à la personne	**7 355**	**10 457**	**10 610**	**11 363**	**12 208**
Homicides volontaires	2 808	3 038	3 044	3 058	3 127
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	1 278	2 028	1 969	2 189	2 428
Homicides et blessures involontaires	374	774	539	467	411
Viols, attentats à la pudeur	2 413	4 418	4 823	5 523	6 103
Proxénétisme	482	199	235	126	139
Atteintes aux biens	**9 119**	**10 890**	**10 010**	**9 918**	**9 658**
Vols qualifiés	2 299	2 916	3 203	3 646	3 907
Autres vols	5 292	6 340	5 444	4 820	4 343
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 528	1 634	1 363	1 452	1 408
Atteintes à la santé publique					
Infractions à la législation sur les stupéfiants	**4 211**	**6 550**	**6 150**	**5 654**	**5 207**
Autres infractions	**3 319**	**3 862**	**3 504**	**3 508**	**3 387**
Peine prononcée					
Réclusion criminelle	**6 248**	**6 953**	**6 569**	**6 696**	**6 920**
5 ans à moins de 10 ans	2 760	1 770	1 293	1 043	975
10 ans à moins de 20 ans	3 062	4 290	4 371	4 667	4 901
20 ans à 30 ans	///	383	393	451	493
Perpétuité	426	510	512	535	551
Emprisonnement	**17 549**	**24 556**	**23 464**	**23 479**	**23 295**
Moins de 6 mois	3 644	4 528	3 589	3 516	3 214
6 mois à moins d'1 an	3 178	4 949	4 300	4 097	4 097
1 an à moins de 3 ans	5 794	7 247	7 102	6 733	6 432
3 ans à moins de 5 ans	2 925	3 987	3 912	3 888	4 028
5 ans et plus	2 008	3 845	4 561	5 245	5 524
Contrainte par corps	**207**	**250**	**241**	**268**	**245**

(1) Métropole uniquement.

Chapitre P.02

Finances publiques

1. Méthodologie.

2. Définitions.

3. Sources de documentation.

4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. L'exécution des lois de finances.
2. Dette de l'État.
3. Les prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total.
4. Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.
5. Les dépenses du budget général.
6. Les recettes fiscales du budget général.
7. Impôts directs par nature d'impôt. Versements effectués ou rôles émis.
8. Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu.
9. Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national.
10. Régions : opérations de fonctionnement.
11. Régions : opérations d'investissement.
12. Départements : opérations de fonctionnement.
13. Départements : opérations d'investissement.
14. Communes : opérations de fonctionnement.
15. Communes : opérations d'investissement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction générale des Impôts, la Direction générale de la Comptabilité publique, la Direction de la Prévision et la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. MÉTHODOLOGIE

L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations); ainsi se trouvent décrites pour chaque année des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées en détail les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel.*

L'exécution des budgets 1998 des régions, des départements et des communes

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.

Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. À la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

À la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.

Les budgets locaux s'exécutent en gestion, c'est-à-dire que les comptes doivent décrire les opérations réalisées au cours d'une seule année dont toutefois le 31 décembre est prolongé fictivement jusqu'au 31 janvier de l'année suivante pour les opérations de fonctionnement, de manière à permettre le rattachement à la gestion des opérations déjà engagées.

La section de fonctionnement retrace toutes les opérations concernant l'exploitation (la gestion courante des services).

Y sont inscrits notamment :

1) En produits

— les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers;

2) En charges

— les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).

Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes telles que les subventions et les emprunts.

La section d'investissement retrace toutes les opérations en capital (les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine).

Y figurent :

1) En recettes

— « l'autofinancement brut » dégagé par la section de fonctionnement;

— des recettes constituées pour l'essentiel par des « subventions » et des « emprunts ».

2) En dépenses

— les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations);

— les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).

La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.

Les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent, après élimination de toutes les opérations comptables d'ordre, les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.

Les comptes des régions proviennent des comptes définitifs des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, payeurs régionaux. Les comptes des départements proviennent des comptes de gestion définitifs des départements de métropole et d'outre-mer tenus par les payeurs départementaux, comptables du Trésor. L'instruction comptable applicable aux régions et aux départements est la M 51. Les comptes des communes proviennent des comptes de gestion définitifs des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, trésoriers municipaux. L'instruction comptable applicable aux communes est, depuis 1997, la M 14, qui tend à se rapprocher du Plan Comptable Général.

Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

— les impôts directs perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires;

— les impôts directs locaux perçus au profit des régions, des départements, des communes et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation, la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

2. DÉFINITIONS

Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Ce solde comprend en conséquence les dotations pour amortissements et provisions et le prélèvement sur la section de fonctionnement mais non les travaux réalisés par la collectivité pour elle-même. Il constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES)

Établissement public créé en 1996 dans le cadre de la réforme de la protection sociale, il est destiné, en particulier, à recueillir le prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus appelé au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Collectivités locales (régime administratif)

On désigne par collectivités territoriales, les régions, les départements et les communes. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui supprime toute forme de tutelle a priori, sur les décisions des collectivités locales.

Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 qui lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes étrangères à celles des régions du continent. La Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique.

La région Île-de-France comporte également des spécificités budgétaires en ce sens que la région a succédé au District de la Région parisienne.

Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)

En vigueur depuis le 1er février 1996 pour une durée de dix huit ans, les recettes de cet impôt servent à rembourser progressivement la dette de la Sécurité sociale. Son taux est de 0,5 %. Il concerne :

— la totalité des revenus d'activité;

— la quasi-totalité des revenus de remplacement (allocations chômage, retraites, allocations logement, indemnités de licenciement,...) à l'exception des minima sociaux (RMI), minimum vieillesse et des prestations familiales (en 1996 seulement);

— la quasi-totalité des revenus de placement (y compris ceux de l'épargne logement), à l'exception des revenus des livrets A et assimilés.

Contribution sociale généralisée (CSG)

Instituée par la loi de finances pour 1991, elle est destinée à financer les régimes de protection sociale. Elle porte sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus de capitaux mobiliers soumis au prélèvement libératoire et sur les revenus du patrimoine. Son taux de 1,1 % a été relevé à 2,4 % au 1er juillet 1993, à 3,4 % au 1er janvier 1997 et à 7,5 % depuis 1998 (le taux des cotisations sociales des salariés passe en contrepartie de 5,5% à 0,75%).

Dépenses de fonctionnement

Elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers.

Dépenses d'investissement (dépenses en capital)

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les bâtiments, les travaux ainsi que le remboursement de la dette.

Dépenses ordinaires

Ce sont les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

Dette de l'État

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis (cf. tableau P.02-2).

Par ailleurs, le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, a défini cinq critères de convergence que les États membres doivent respecter pour passer à la monnaie unique, l'Euro. Deux critères sont relatifs à la maîtrise des déficits publics : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB (cf. tableau G01-15).

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.

La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

Ce versement libre d'emploi est effectué chaque année par l'État aux communes, départements, et à leurs regroupements, ainsi qu'à la région Île-de-France qui bénéficie d'une dotation pour les lycées en agglomérations nouvelles.

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

À compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'État) des établissements scolaires du second degré sont prises en charge par la région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le département pour les collèges.

Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :

— d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable;

— d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus (appliqués aux collèges), par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux organismes territoriaux pour la première fois en 1979.

Son montant est prélevé avec une garantie de progression minimale sur les recettes de TVA, selon un mode de prélèvement et de répartition fixé chaque année par la loi de finances.

Elle n'est pas versée aux régions sauf pour la région Île-de-France du fait de ses spécificités statutaire et budgétaire.

Emprunts

Les emprunts correspondent au volume global des emprunts à plus de deux ans contractés pendant l'exercice pour les départements et les régions et à plus d'un an pour les communes.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet le remboursement par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.

Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement sur recettes de l'État.

Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

Intérêts des emprunts

Ce sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins de deux ans (départements et régions) et à moins d'un an (communes), qui font partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

Loi de finances

- Initiale. Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
- Rectificative (appelée aussi « collectif »). Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.
- De règlement. Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

Opérations

À caractère définitif. Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier, etc.

À caractère temporaire. Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.

Prélèvements obligatoires

C'est l'ensemble des impôts et des cotisations sociales effectives perçus par les administrations publiques et l'Union Européenne. Le taux des prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  - — Direction générale des Impôts.
  - — Direction générale de la Comptabilité publique.
  - — Direction générale de l'INSEE.
  - — Direction du Trésor.

Publications :

Notes bleues de Bercy, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Rapport du conseil des Impôts (annuel);

Annuaire statistique de la Direction générale des Impôts, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Collection « *Secteur public local* », ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction générale de la Comptabilité publique :

« *Les comptes des communes 1998* »;

« *Les comptes des départements 1998* »;

« *Les comptes des régions 1998* »;

« Les comptes des collectivités locales », août 1999, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

*
* *

TABLEAU P.02-1

L'exécution des lois de finances (1)

Source : Lois de règlement et rapport de présentation du CGAF pour 1999. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie *Unité* : Million de francs

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
OPÉRATIONS DÉFINITIVES :									
Budget général :									
Dépenses	1 058 790	1 281 924	1 502 845	1 552 548	1 596 764	1 642 041	1 655 436	1 674 252	1 726 764
Recettes	904 286	1 185 523	1 209 285	1 277 021	1 292 762	1 345 393	1 386 210	1 421 920	1 511 522
Solde	**– 154 504**	**– 96 401**	**– 293 560**	**– 275 527**	**– 304 002**	**– 296 648**	**– 269 226**	**– 252 332**	**– 215 242**
Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :									
Dépenses	11 025	13 116	44 835	29 001	40 103	34 137	87 277	83 646	61 385
Recettes	11 438	14 404	45 578	28 640	42 197	36 009	89 255	87 283	64 581
Solde	**413**	**1 288**	**743**	**– 361**	**2 094**	**1 873**	**1 978**	**3 637**	**3 196**
Ensemble des opérations définitives									
Dépenses	1 069 815	1 295 040	1 547 680	1 581 549	1 636 867	1 676 178	1 742 713	1 757 898	1 788 149
Recettes	915 724	1 199 927	1 254 863	1 305 661	1 334 959	1 381 402	1 475 465	1 509 203	1 576 103
Solde	**– 154 091**	**– 95 113**	**– 292 817**	**– 275 888**	**– 301 908**	**– 294 776**	**– 267 248**	**– 248 695**	**– 212 046**
OPÉRATIONS TEMPORAIRES **Solde**	**– 5 320**	**– 2 618**	**– 22 933**	**– 23 719**	**– 20 773**	**295**	**336**	**846**	**6 045**
Solde général d'exécution (hors FMI)	**– 159 411**	**– 97 731**	**– 315 750**	**– 299 607**	**– 322 681**	**– 294 481**	**– 266 911**	**– 247 849**	**– 206 001**
Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)	**– 153 285**	**– 93 151**	**– 315 649**	**– 299 083**	**– 322 956**	**– 295 421**	**– 267 711**	**– 247 516**	**– 206 001**

(1) Hors FMI, remboursements et dégrèvements fiscaux 1998 : 316 938 millions de francs.

TABLEAU P.02-2

Dette de l' État

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Direction du Trésor

Unité : Milliard de francs

	1985	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Dette négociable	**703,0**	**1 367,6**	**2 496,7**	**2 847,1**	**3 132,7**	**3 381,5**	**3 680,5**	**3 824,5**
Dette à long terme	366,0	817,7	1 570,4	1 786,1	2 041,5	2 172,6	2 388,8	2 591,5
dont : Obligations assimilables du Trésor (OAT)	72,0	662,0	1 439,9	1 663,8	2 008,9	2 162,5	2 378,1	...
dont : Dette extérieure	0,1	0,2	–	–	–	–	–	–
Bons du Trésor à court et moyen terme	337,0	549,9	926,3	1 061,0	1 091,2	1 208,9	1 291,7	1 233,9
dont : Bons du Trésor en comptes courants à moyen terme (BTAN à 2 et 5 ans)	–	406,6	686,6	766,4	820,6	938,4	982,1	1 011,9
Dette non négociable	**364,6**	**414,8**	**425,2**	**426,0**	**431,1**	**413,7**	**347,3**	**516,8**
Engagements de l'État et dette d'organismes supprimés prise en charge par l'État.	44,5	79,6	74,7	68,2	54,7	37,0	28,1	22,5
Bons du trésor sur formules	36,2	30,3	12,6	10,2	9,6	14,0	15,2	13,7
Bons souscrits par des organismes internationaux	36,9	38,2	62,6	59,0	57,1	56,4	40,8	67,6
Dépôts des correspondants du Trésor	274,4	323,3	362,7	382,6	395,3	414,4	451,2	495,7
Situation nette du Trésor à la Banque de France	– 55,1	– 73,9	– 101,5	– 108,5	– 100,3	– 123,6	– 212,8	– 97,3
Divers	27,7	17,3	14,1	14,6	14,0	15,4	15,8	14,7
Total de la dette de l'État	**1 067,6**	**1 782,4**	**2 921,9**	**3 273,2**	**3 563,9**	**3 795,2**	**4 027,8**	**4 341,3**

TABLEAU P.02-3

Prélèvements obligatoires des administrations publiques et des institutions communautaires rapportés au produit intérieur brut total

Sources : INSEE, Comptes de la Nation - base 1995
Années 2000 et 2001 : Rapport économique, social et financier PLF 2001

%

	1993	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
État	**16,4**	**16,5**	**16,6**	**17,2**	**17,3**	**17,2**	**17,9**	**17,3**	**17,0**
Dont : Cotisations sociales	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Organismes divers d'administration centrale	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,8**
Dont : CRDS	///	///	///	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Administratrions publiques locales	**5,3**	**5,4**	**5,5**	**5,7**	**5,7**	**5,7**	**5,5**	**5,2**	**5,0**
Administratrions de sécurité sociale	**20,0**	**20,3**	**20,3**	**20,5**	**20,4**	**20,6**	**20,9**	**21,3**	**21,4**
Dont : Cotisations sociales	18,7	18,4	18,3	18,4	17,7	15,8	16,0	15,8	15,8
Institutions européennes	**0,8**	**0,8**	**0,8**	**0,7**	**0,7**	**0,6**	**0,6**	**0,6**	**0,6**
Total	**42,9**	**43,4**	**43,7**	**44,8**	**44,9**	**44,9**	**45,7**	**45,2**	**44,7**

TABLEAU P.02-4

Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés

Source : Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE 1965-1998

% du PIB

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998
Allemagne (1)	36,7	38,0	38,1	38,4	38,5	37,6	37,2	37,1
Belgique	43,9	44,0	44,8	45,9	45,4	45,8	46,0	46,3
Danemark	47,1	47,3	48,8	49,9	49,4	49,7	49,5	49,3
Espagne	34,4	35,9	34,9	35,0	32,8	32,7	33,7	34,2
France	**43,0**	**43,1**	**43,3**	**43,7**	**44,0**	**45,0**	**45,1**	**45,2**
Grèce	29,7	30,8	31,4	31,7	32,1	32,0	33,7	...
Irlande	33,6	34,5	34,5	35,7	33,1	33,2	32,8	32,3
Italie	38,9	41,7	43,4	41,4	41,2	42,9	44,4	43,5
Luxembourg	43,9	42,7	44,7	44,7	44,4	46,6	46,5	45,1
Pays-Bas	44,6	46,8	47,5	44,7	42,0	41,5	41,9	41,1
Portugal	30,2	33,6	31,9	32,6	33,3	33,2	34,2	34,9
Royaume-Uni	36,3	35,3	33,8	34,5	35,2	35,1	35,4	37,6
Suède	55,6	51,0	48,6	49,0	47,9	50,0	51,9	53,0
États-Unis	27,6	27,6	27,9	28,4	28,8	29,2	29,7	...
Japon	30,9	28,8	28,7	27,8	28,4	28,2	28,8	28,8
Moyenne UE (à 15)	40,3	40,9	40,9	41,1	40,5	41,1	41,5	...
Ensemble OCDE	35,6	36,3	36,8	36,8	36,5	36,9	37,2	...

(1) Allemagne réunifiée à partir de 1991.

TABLEAU P.02-5

Les dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes)

Source : Lois de règlement

Unité : Million de francs courants

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Dépenses ordinaires :									
Dette publique et garanties	98 390	150 938	209 706	216 791	247 880	244 681	249 890	255 434	261 744
Pouvoirs publics	2 587	3 492	3 779	3 826	3 963	4 196	4 302	4 460	4 658
Rémunérations et charges sociales	274 120	339 738	393 394	409 914	424 049	436 853	446 851	461 282	472 229
dont : civiles	220 042	277 110	321 951	335 301	346 951	359 146	367 850	377 349	387 418
Pensions	96 300	123 184	144 874	150 033	158 052	164 920	170 757	177 685	183 670
Subventions de fonctionnement	31 044	34 777	44 668	46 938	48 779	50 530	51 912	57 850	54 292
Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement	50 128	68 030	75 112	76 511	73 886	75 268	70 995	70 207	70 425
Interventions économiques	123 893	111 339	133 230	158 607	170 029	175 517	179 639	172 891	175 820
Interventions sociales	163 905	164 852	185 125	182 014	178 715	182 223	187 563	184 779	195 039
Autres interventions	67 387	96 510	114 495	114 546	115 015	121 308	118 036	123 283	140 419
Total des dépenses ordinaires	**907 754**	**1 092 860**	**1 304 383**	**1 359 181**	**1 420 368**	**1 455 496**	**1 479 946**	**1 507 871**	**1 558 296**
Dépenses en capital :									
Investissements civils directs	31 043	35 616	28 184	25 453	24 863	28 968	25 396	24 631	22 397
Subventions d'investissements civils	53 552	57 972	81 609	79 438	76 804	79 579	74 101	72 817	77 068
Réparations des dommages de guerre	11	2	3	1	—	—	—	—	—
Équipement militaire	66 430	95 474	88 866	88 476	74 729	77 998	75 993	68 935	69 003
Total des dépenses en capital	**151 036**	**189 064**	**198 462**	**193 368**	**176 396**	**186 545**	**175 490**	**166 382**	**168 468**
Total du budget général (dette brute)	**1 058 790**	**1 281 924**	**1 502 845**	**1 552 549**	**1 596 764**	**1 642 041**	**1 655 436**	**1 674 252**	**1 726 764**

TABLEAU P.02-6

Les recettes fiscales du budget général

Source : Direction du Budget

Unité : Million de francs

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Impôts directs									
Impôt sur le revenu	211 248	263 004	309 770	295 628	297 069	314 136	293 447	303 969	333 622
Autres impôts perçus par voie de rôles	18 206	22 936	35 011	42 581	51 406	37 940	49 055	51 882	54 013
Impôt sur les sociétés	87 579	166 545	127 229	134 410	150 856	171 700	201 956	225 975	271 438
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	34 068	31 504	20 726	16 564	14 903	16 315	15 955	13 330	11 372
Taxes sur les salaires	24 815	33 040	39 285	40 788	44 435	44 155	45 895	46 806	47 912
Autres impôts directs	12 918	14 778	14 731	15 591	17 105	19 279	20 375	22 733	25 205
Total	**388 834**	**531 807**	**546 752**	**545 562**	**575 774**	**603 525**	**626 683**	**664 695**	**743 562**
Impôts indirects									
Enregistrement, timbre et bourse	51 135	77 627	78 544	80 654	80 095	85 443	94 799	93 094	91 768
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	83 177	114 824	126 425	141 143	143 337	148 384	150 753	153 922	161 690
Autres produits des douanes	11 016	11 709	11 697	11 174	11 462	10 122	11 264	10 678	10 374
Taxe sur la valeur ajoutée	452 819	625 411	622 254	645 496	669 217	728 244	755 403	807 501	841 448
Autres taxes sur le chiffre d'affaires :									
droits de consommation sur les tabacs	14 832	19 334	27 736	38 306	41 239	41 975	40 733	36 724	41 507
autres droits indirects	12 745	14 334	16 224	2 911	2 741	2 432	2 561	2 629	4 395
Total	**625 724**	**863 239**	**882 880**	**919 684**	**948 081**	**1 016 600**	**1 055 512**	**1 104 548**	**1 151 182**
Total des recettes fiscales brutes	**1 014 558**	**1 395 046**	**1 429 632**	**1 465 246**	**1 523 865**	**1 620 125**	**1 682 195**	**1 769 243**	**1 894 744**
Remboursement et dégrèvements fiscaux	— 98 780	— 189 440	— 220 528	— 210 812	— 222 184	— 260 547	— 265 595	— 316 938	— 329 136
Total des recettes fiscales nettes	**915 778**	**1 205 606**	**1 209 104**	**1 254 434**	**1 301 681**	**1 359 578**	**1 416 600**	**1 452 305**	**1 565 608**

TABLEAU P.02-7

Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis

France entière

Source : Direction générale des impôts

Unité : Million de francs

	1990	1995	1997	1998	1999
IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT					
Impôt sur le revenu	**280 306**	**297 387**	**285 282**	**298 537**	**330 269**
Rôles établis au titre de l'année précédente	257 701	276 243	264 592	279 938	311 324
Rôles établis au titre des années antérieures	22 605	20 902	20 468	18 389	18 729
Retenue à la source sur indemnités des élus locaux	–	242	222	210	216
Impôt sur les sociétés	**179 060**	**170 984**	**225 507**	**252 146**	**294 190**
Impôts divers	**34 318**	**51 795**	**62 729**	**64 215**	**66 419**
Taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	33 064	44 787	46 401	47 347	48 323
Autres impôts (1)	1 254	7 008	16 328	16 868	18 096
Produits divers du budget (2)	**780**	**553**	**749**	**1 388**	**1 450**
Total des impôts directs d'État	**494 464**	**520 719**	**574 267**	**616 286**	**692 328**
IMPÔTS DIRECTS LOCAUX					
Taxes principales (3)	**188 096**	**276 017**	**309 663**	**322 582**	**324 758**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	45 945	71 184	81 157	85 181	88 308
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	7 697	5 666	5 245	5 274	5 386
Taxe d'habitation	47 343	60 479	67 512	70 021	72 428
Taxe professionnelle	87 111	138 688	155 749	162 106	158 636
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements, des communes, groupements de communes ou de divers établissements ou fonds (3)	**20 628**	**27 481**	**30 903**	**32 132**	**34 547**
Sommes revenant à l'État sur les impôts directs locaux	**14 559**	**23 854**	**26 898**	**28 042**	**28 175**
Total des impôts directs locaux	**223 283**	**327 352**	**367 464**	**382 756**	**387 480**
Total impôts directs	**717 747**	**848 071**	**941 731**	**999 042**	**1 079 808**

(1) Y compris les impositions de La Poste et de France Télécom à compter de 1994 et la contribution au financement des aides à la pierre en 1997.
(2) Y compris les sommes revenant à l'État sur les prélèvements sociaux et les contributions sociales.
(3) Non compris les sommes revenant à l'État.

TABLEAU P.02-8

Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu
Répartition par tranche d'imposition

Année 1997 (1)

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million de francs

Tranches de revenu net imposable (en F)	Total des revenus déclarés		Charges déclarées (2)		Revenus nets imposables		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 40 009	8 487	313 755	329	5 675	1 463	183 877	76 231	9 472 226
4 0010 à 50 009	49 885	134 009	684	2 077	32 636	85 679	697 348	1 933 129
50 010 à 60 009	98 091	100 461	1 322	1 660	66 113	67 011	1 194 712	1 221 593
60 010 à 70 009	127 416	107 183	1 848	1 591	86 437	72 093	1 331 663	1 111 171
70 010 à 80 009	152 382	74 579	2 260	960	103 640	50 704	1 383 328	677 941
80 010 à 90 009	158 802	58 145	2 320	645	108 396	39 945	1 276 137	472 184
90 010 à 100 009	128 909	39 985	2 101	377	88 987	27 755	938 512	293 459
100 010 à 125 009	391 310	65 662	5 336	522	273 456	46 005	2 444 699	415 048
125 010 à 150 009	351 346	29 889	4 423	214	245 773	20 991	1 796 019	155 186
150 010 à 200 009	529 076	18 830	6 303	137	370 950	13 366	2 156 707	79 684
200 010 à 250 009	325 458	5 449	3 618	44	229 001	3 868	1 031 376	17 641
250 010 à 500 009	529 224	3 221	5 438	29	368 219	2 323	1 131 795	7 792
Plus de 500 009	305 217	166	3 127	2	197 081	134	221 827	207
Total	**3 155 603**	**951 334**	**39 109**	**13 933**	**2 172 152**	**613 751**	**15 680 354**	**15 857 261**

(1) Situation des rôles émis au 31 décembre de l'année n+2.
(2) Charges déductibles du revenu, non compris les déficits antérieurs reportables.

TABLEAU P.02-9

Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million de francs

Année des revenus (1)	1990	1994	1995	1996	1997
Revenus nets imposables :					
imposables	1 767 665	1 998 302	2 081 154	2 091 121	2 172 152
non imposables	483 177	545 998	546 349	623 666	613 751
Nombre de contribuables :					
imposables	14 296 524	14 990 137	15 474 244	15 181 182	15 680 354
non imposables	13 732 940	15 048 099	15 110 886	15 952 395	15 857 261
Montant de l'impôt net	277 332	272 536	280 785	259 615	276 396

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis au 31 décembre de l'année n+2.

TABLEAU P.02-10

Régions : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
Charges					
Achats et charges externes	1 699	1 763	1 953	2 381	2 155
Frais de personnel	1 504	1 745	1 923	2 077	2 218
Impôts et taxes, reversements et restitutions	180	35	36	32	36
Transferts versés (1)	15 995	18 840	20 892	23 731	26 151
Charges financières	4 190	4 194	4 333	3 956	3 724
dont : intérêts des emprunts	3 633	3 692	3 610	3 223	3 067
Autres charges diverses	716	827	970	1 047	1 101
Total des charges	**24 283**	**27 404**	**30 106**	**33 224**	**35 385**
Autofinancement brut	**24 006**	**23 829**	**26 000**	**27 336**	**27 374**
Produits					
Transferts reçus (2)	11 485	13 035	15 088	17 877	18 448
dont : participations de l'État hors DGF-DGD	4 423	5 767	7 138	8 806	9 388
DGF-DGD	6 218	6 250	6 642	7 269	7 309
Impôts et taxes	35 986	37 573	39 955	41 599	43 048
dont : impôts locaux	20 285	21 754	23 431	24 146	24 784
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	15 701	15 819	16 524	17 452	18 263
Ventes, prestations et autres produits	9	9	11	11	11
Autres produits courants non financiers	390	256	568	607	808
Produits courants financiers	400	309	428	388	377
Produits exceptionnels	20	52	55	79	67
Total des produits	**48 289**	**51 234**	**56 106**	**60 560**	**62 759**

(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y. compris la dotation générale de décentralisation, les subventions et participations reçues, les recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU P.02-11

Régions : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	1997	1998
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	15 815	14 278	15 666	15 981	14 025
Dépenses définitives d'investissement	35 536	33 817	35 809	37 011	34 643
Dépenses totales d'investissement	**42 354**	**40 697**	**43 690**	**45 021**	**42 920**
Variation du fonds de roulement	367	– 436	1 176	– 452	1 204
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	7 710	7 525	8 008	7 910	7 984
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	2 328	2 230	2 251	2 060	2 165
dotation régionale d'équipement scolaire	2 787	3 114	3 107	3 179	3 183
subventions et participations d'équipement reçues	1 635	1 426	1 554	1 540	1 264
Recettes réelles d'investissement	18 715	16 432	18 867	17 233	16 750
Autofinancement brut	24 006	23 829	26 000	27 336	27 374
Recettes totales d'investissement	**42 721**	**40 261**	**44 866**	**44 569**	**44 124**

TABLEAU P.02-12

Départements : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Charges					
Achats et charges externes	62 998	65 180	69 301	72 142	74 012
Frais de personnel	19 543	21 263	22 321	23 168	24 479
Impôts et taxes, reversements et restitutions	532	548	1 048	1 266	1 364
Transferts versés (1)	41 868	43 143	43 720	43 728	43 239
Charges financières	10 173	9 647	9 652	8 371	7 753
dont : intérêts des emprunts	9 623	9 380	9 272	7 844	7 166
Charges exceptionnelles	2 494	2 429	2 615	2 694	4 078
Charges à déduire	– 31	– 70	– 68	– 60	– 29
Total des charges	**137 577**	**142 140**	**148 591**	**151 313**	**154 901**
Autofinancement brut	**32 211**	**33 569**	**35 570**	**41 254**	**45 197**
Produits					
Ventes, prestations et autres produits	737	663	656	530	530
Transferts reçus (2)	52 789	54 449	56 494	57 459	58 010
dont : dotations de l'État hors DGD et DDFP	15 186	15 407	16 173	16 460	16 878
Impôts et taxes	113 570	117 792	124 199	131 627	138 835
dont : impôts locaux	71 871	75 969	81 075	85 303	88 786
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	41 700	41 823	43 123	46 325	50 048
Autres produits courants non financiers	1 697	1 845	1 792	1 869	1 872
Produits courants financiers	628	629	679	538	469
Produits exceptionnels	356	330	342	543	383
Total des produits	**169 788**	**175 709**	**184 161**	**192 567**	**200 098**

(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotation globale de fonctionnement y.compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements divers.

TABLEAU P.02-13

Départements : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	*r* 1997	1998
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	33 669	33 263	30 981	31 380	32 948
Dépenses définitives d'investissement	57 461	56 077	53 393	53 219	52 842
Dépenses totales d'investissement	**82 809**	**77 681**	**79 641**	**81 482**	**83 196**
Variation du fonds de roulement	1 570	– 97	830	1 808	757
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	15 498	14 996	14 425	15 288	15 213
dont : fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	5 088	4 919	4 703	4 614	4 573
dotation globale d'équipement	2 162	2 131	2 128	2 336	2 504
dotation départementale d'équipement des collèges	1 294	1 465	1 468	1 543	1 516
subventions et participations d'équipement reçues	5 616	5 450	4 915	5 213	4 984
Recettes réelles d'investissement	52 168	44 016	44 901	42 036	38 755
Autofinancement brut	32 211	33 569	35 570	41 254	45 197
Recettes totales d'investissement	**84 379**	**77 585**	**80 471**	**83 290**	**83 953**

TABLEAU P.02-14

Communes : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	1997 (1)	1998
Charges					
Achats et charges externes	66 256	68 428	72 343	75 035	74 011
Frais de personnel	120 224	129 637	134 446	140 380	146 084
Impôts et taxes, reversements et restitutions	3 284	3 366	3 473	3 228	3 262
Transferts versés (2)	60 401	62 398	65 317	66 491	68 931
Charges financières	30 043	27 891	27 763	25 265	22 892
Charges exceptionnelles	3 872	3 599	4 314	3 190	3 943
Charges à déduire	– 1 636	– 1 704	– 1 523	– 1 447	– 1 551
Total des charges	**282 443**	**293 616**	**306 133**	**312 141**	**317 573**
Autofinancement brut	**45 284**	**44 043**	**49 643**	**55 834**	**59 582**
Produits					
Ventes, prestations et autres produits	35 537	36 121	36 372	35 171	34 688
Transferts reçus (3)	95 196	96 255	101 162	103 995	105 496
dont : dotations de l'État hors DGD	79 585	79 766	83 558	82 995	84 158
Impôts et taxes	195 072	203 254	215 562	226 016	234 156
dont : impôts locaux	149 087	153 390	163 378	171 389	177 153
attributions fiscales, péréquations et compensations, impôts indirects et autres taxes	45 960	49 818	52 184	54 627	57 003
Produits courants financiers	1 342	1 116	1 052	993	944
Produits exceptionnels	1 291	913	1 628	1 799	1 871
Total des produits	**327 728**	**337 659**	**355 776**	**367 975**	**377 155**

(1) Les données comptables de 1997 et 1998 relevant de la nomenclature comptable M14 ont été converties selon une optique qui soit la plus proche possible des nomenclatures comptables M11/M12.
(2) Participations et contingents et autres transferts versés.
(3) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU P.02-15

Communes : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité Publique — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	1996	1997 (1)	1998
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	91 316	88 445	76 891	78 285	87 850
Dépenses définitives d' investissement	100 904	96 122	85 517	84 276	92 996
Dépenses totales d'investissement	**150 526**	**140 403**	**135 691**	**135 213**	**140 560**
Variation du fonds de roulement	5 024	– 5 005	3 845	3 274	1 662
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	47 984	43 882	40 814	38 200	39 696
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	12 335	11 581	11 540	10 891	9 835
dotation globale d'équipement	2 257	2 232	1 759	1 387	1 530
subventions et participations d'équipement reçues	19 167	17 795	16 449	16 585	18 243
Recettes réelles d'investissement	110 265	91 355	89 893	82 654	82 639
Autofinancement brut	45 284	44 043	49 643	55 834	59 582
Recettes totales d'investissement	**155 550**	**135 398**	**139 536**	**138 488**	**142 221**

(1) Les données comptables de 1997 et 1998 relevant de la nomenclature comptable M14 ont été converties selon une optique qui soit la plus proche possible des nomenclatures comptables M11/M12.

SIRENE : plus de 7 millions d'adresses d'entreprises et d'établissements

Un service de l'INSEE

Le fichier d'entreprises le plus complet

- industriels, commerçants, artisans, professions libérales, agriculteurs, collectivités territoriales, banques, assurances, associations...

Le fichier le mieux actualisé

- 10 000 modifications quotidiennes.

60 critères de sélection

- 50 critères économiques : CA, activité, taille...
- 10 critères géographiques.

INSEE INFO SERVICE - Service SIRENE
Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75012 PARIS
Christine RAOUL
Tél. 01 53 17 88 80 - Fax 01 53 17 88 89
E-mail : christine.raoul@insee.fr

www.insee.fr

Les Jeunes ?

De l'enfance à la maturité, la transition se prolonge.

L'accès aux statuts définissant l'âge adulte est repoussé toujours plus tardivement, qu'il s'agisse de la fin des études, du départ de chez les parents, de l'entrée dans la vie professionnelle, de la constitution d'un couple et d'une famille.

Avec ***Les jeunes***, l'INSEE apporte une contribution majeure à la compréhension de cette population.

Cohabitation, formation, insertion professionnelle, chômage, mode de vie, revenu, consommation, endettement, sexualité, drogue, délinquance...ne sont que quelques uns des 70 thèmes traités dans cet ouvrage.

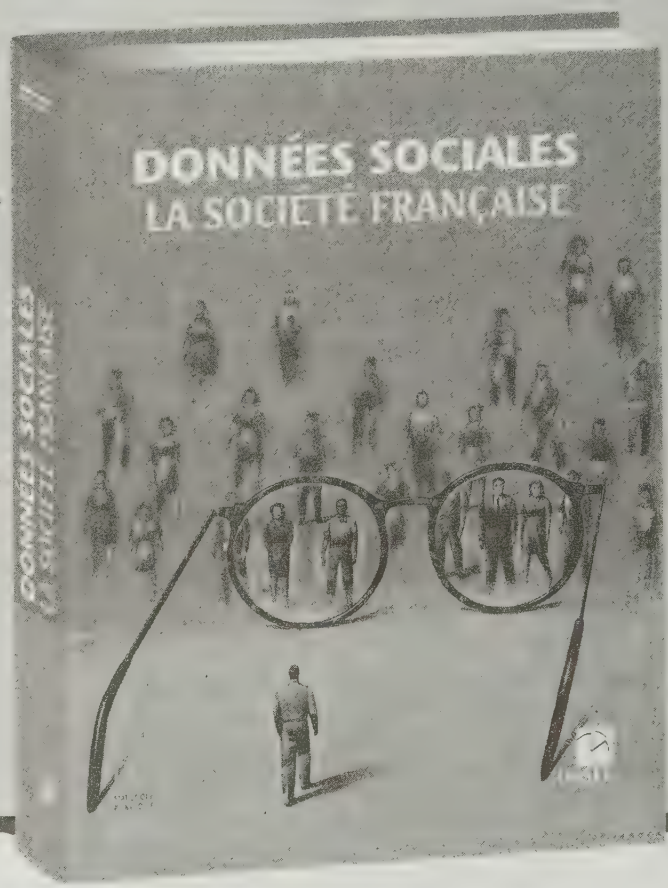
Format 16x24, 200 pages
Réf. : SAGE CCJEU00
ISSN 0999-131X
ISBN 2-11-067-443-1

Prix : 79 F - 12,04 €

INSEE

L'information dont vous avez besoin
se trouve à l'INSEE

ENJEUX DE SOCIÉTÉS



Des comparaisons internationales
Des séries rétrospectives

245 FF (37,35 €) - 512 pages
Également disponible en librairie.

Chômage des cadres... Réduction du temps de travail... Bas salaires... Systèmes de santé...
Dépense d'éducation et connaissance des élèves... Logement des ménages pauvres...
Inégalités de niveaux de vie et générations... Modes de vie... Retraites... Litiges portés devant la justice, etc.
Vous avez besoin de savoir ce qui se passe ?
L'INSEE a réuni pour vous en un seul ouvrage les analyses les plus récentes sur le domaine social.
Vous y trouverez les réponses aux questions que vous vous posez.
Données sociales vous offre le panorama le plus complet de la société française.
À lire d'urgence pour comprendre, faire des choix, participer au débat !

INSEE

Serveur vocal :
08 36 68 07 60 (2,23 F la minu
Minitel :
3615 INSEE (1,01 F la minute
Web :
http://www.insee.fr

BON DE COMMANDE

Je commande.....ouvrage(s) "Données sociales édition 1999"

Ci-joint mon règlement de ..... FF*
**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 20 FF (3,05 €), Étranger : 35 FF (5,34 €)*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

Date de la commande : Signature *(obligatoire)* :

À retourner accompagné de votre paiement à : Service vente par correspondanc
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 1

Nom : |_____
Prénom : |_____
Société : |_____
Service/Fonction : |_____
Téléphone : |_____
Adresse : |_____
|_____
Code postal : | | Ville : |

Équipements, Services et attractivités

pour chaque commune, en 1998

Pour vos études de marché, vos choix d'implantation d'agences ou d'entreprises, la détermination de votre force de vente, vos prospections...

Les Fichiers Détails

L'ensemble des données collectées pour chaque commune :

- une région : 310 FF (47,26 €)
- France : 4 000 FF (609,80 €)

Pour chacun des thèmes suivants :

- Services et commerces
- Enseignement, santé et action
- Sport, loisirs et culture, eau et assainissement
- Tourisme
- Données de cadrage, aménagement du territoire, transports et déplacements

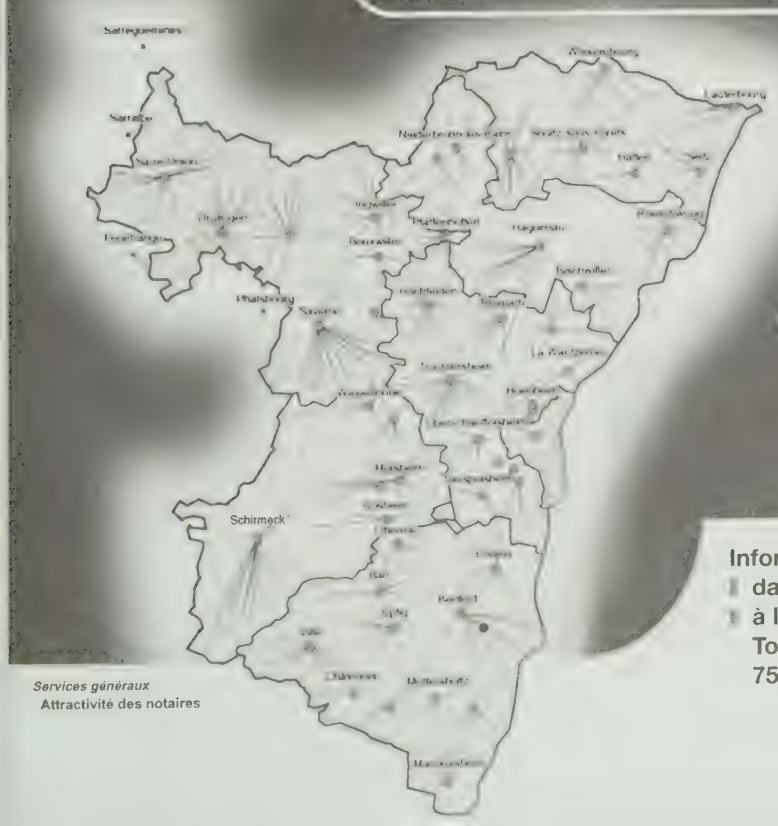
- France : 900 FF (137,20 €)

Un Fichier Synthèse Actualisé

67 équipements et services et la population de 1999 : ABCD... Pôles d'attraction 1998...

- France : 2 500 FF (381,12 €)

Communoscopes et cartovisions



Des tableaux récapitulatifs, des indicateurs synthétiques, des comparaisons par rapport à l'inventaire de 1998, des données de cadrage.

Une centaine de cartes par département permettant de situer les équipements et leurs rayons d'attraction.

- une région : 110 FF (16,77 €)
- France : 2 000 FF (304,90 €)

Information et vente :

- dans les directions régionales de l'INSEE
- à INSEE Info Service,
  Tour Gamma A, 195 rue de Bercy
  75012 PARIS

Services généraux
Attractivité des notaires

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ABATTAGE (Bétail et volailles) I04, 2, 3
ACCIDENTS
Avion L05 11
Chemin de fer L01 7
Industriels A02 16
Mer L04 9
RATP L01 9
Route L02 11, 12
ACCIDENTS DU TRAVAIL ..... C02 9 à 11
Prestations versées C04 3
ACCROISSEMENT NATUREL B02 2
ACCUEIL (Jeunes enfants) D03 10
ACIER ..... K14 1 à 3
ACTIFS
Agricoles I01 4
Financiers N01 6, 7
Monétaires N01 10
Population ..... C01 1, 8 et 20
ACTIONS (Voir aussi OBLIGATIONS) ..... N02 1 à 5
Cours N02 5, 6
Émission N02 1, 2
Taux de rendement N02 5
ACTIVITÉ
Culturelles, récréatives, sportives (effectifs) ..... M03 1 à 4
Entreprises ..... G02 3 à 7
Officiers du Ministère public (nombre) P01 5
Parquets (Nombre) P01 5
Taux d' — C01 2, 21
ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ..... P01 10 et 11
AÉRONAUTIQUE K07 6, 7
AÉRONEF ..... K07 6 et L05 4
AÉROPORT ..... L05 8 à 10
AFFAIRES CIVILES TERMINÉES (Nombres) P01 4
ÂGE
Moyen des mères B02 5, 8
Population par — ..... B01 1 à 3, 5 à 9, 11 à 13
AGENCES DE VOYAGE
Données des entreprises E03 1
Effectifs ..... M03 1 à 4
AGENTS DE L'ÉTAT
Effectifs ..... C01 13 à 16
Rémunération (Taux de —) ..... C03 15, 17 à 19
AGGLOMÉRATION A01 7, 8
AGRÉGATS
Comptabilité nationale ..... G01 et G03
Par habitant G01 8
De monnaie N01 3
Des secteurs institutionnels G01 7
en SPA (standard de pouvoir d'achat) G01 13
AGRICULTURE I01
Commerce extérieur I01 22
Comptes de la branche I01 23, 24
Indices de prix agricoles ..... H03 1 à 3
AGRO-ALIMENTAIRE I04
AIDE SOCIALE
Bénéficiaires C04 10
Dépenses d' — C04 9
AIRES URBAINES A01 12
ALIMENTAIRES (Industries agricoles et —) I04
ALIMENTATION
Dépenses d' — ..... D01 1 à 3
Indice des prix ..... H01 2 à 4
Prix de détail H02 1
Production I04
ALIMENTATION POUR ANIMAUX
Indices de prix H03 3
Production I04 18
ALLOCATIONS
Familiales (Bénéficiaires et montants) C04 14
Logement ..... C04 13 et 14
ALUMINIUM K14 4, 5
AMEUBLEMENT
Indices de prix à la consommation ..... H01 3 et H03 4
Industrie de l' — K05 1, 2
ANIMAUX
Indices de prix des produits — H03 1
Production animale I01 20, 21, 24
APPAREIL PRODUCTIF G02
APPAREILS DOMESTIQUES K05 5, 6
APPRENTIS F01 1, 14, 17
ARCHÉOLOGIE E02 11
ARMES (Et munitions) K08 1
ART E02
ARTICLES DE BUREAU K09 1, 2
ARTICLES DE SPORT ET DE CAMPING K05 3, 4
ARTICLES DE VOYAGE (En cuir) K02 3, 6
ASSURANCES M04
Capitalisation M04 3
Indice de prix à la consommation H01 4
Maladie, volume d'actes remboursés D03 4
Maladie C04 7
Non-vie ..... M04 1, 3, 4, 8, 9 et 13
Vie ..... M04 1, 3 à 5, 7, 9, 13
AUDIOVISUEL
Budget du secteur public E01 6, 10
Dépenses publicitaires des entreprises E01 10
AUTOBUS, AUTOCAR L02 5, 7
AUTOFINANCEMENT (Taux d' —) G01 9B
AUTOMOBILE
Achat ..... D01 1 à 3
Commerce et réparation M01 10
Construction K06 1, 2
Équipements ..... D01 7 et K06 1, 2
Immatriculations L02 5, 6
Indices de prix H01 3
Multi-équipement en ..... D01 4 et D01 5
Taux d'équipement des ménages D01 4, 5, 7
AVION L05 3, 4

B

BACCALAURÉAT ..... F01 11 à 13
BALANCE DES PAIEMENTS O02
Comparaisons internationales O02 7
Investissements directs en flux O02 8
BALANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR O01 1, 3, 5
BATEAU
Commerce L04 4, 6
Construction navale K07 1, 2
Fluvial L03 4
Pêche I03 1
Plaisance ..... E05 6 à 8 et K07 1, 3
BÂTIMENT
Agricole K16 8
Autre que logement K16 8
Données générales ..... K16 1 à 4
Industriel K16 8
BESOIN DE FINANCEMENT ..... G01 7 et 11
BIBLIOTHÈQUE E02 16, 17, 24
BIENS CULTURELS E02 23
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE
Indices de prix de vente industriel H03 4
BIENS DURABLES
Consommation, équipement D01 2, 3
Électroménager K05 5, 6
BIENS INTERMÉDIAIRES (Indices de prix de vente industriel) ... H03 4
BIÈRE I04 23
BIJOUTERIE, JOAILLERIE ET ORFEVRERIE K05 3, 4
BILAN (Voir aussi au mot principal)
Banque de France N01 14

Banques d'Outre-Mer ..... N01 16 et 17
De l'énergie J01 1
Des entreprises G02 13
Institutions financières et monétaires N01 15
Sociétés d'assurance M04 9
Touristique (Avec l'étranger) E03 10
BITUMES J03 4
BOIS I02, K12
Bilan de la matière bois I02 13
Exploitation forestière I02 8, 9, 10, 12
Industrie du ..... K05 1, 2 et K12 1, 2
Production ..... I02 6, 7, 9 à 11, 13
BOIS ET PAPIERS (Industrie) K12
BOISEMENT I02 5
BOISSON
Consommation des ménages ..... D01 1 et 3
Indices de prix à la consommation H01 3, 4
Prix de vente au détail H02 1
Production alcoolisée ..... I04 22 à 24
Production non alcoolisée I04 25
BONNETERIE K11 1, 2
BONS DU TRÉSOR P02 2
BOURSE N02
BRANCHE (Voir au mot principal)
BREVETS D'INVENTION F03 1, 2, 3, 6, 7
Par domaine technologique F03 3
Pays étrangers F03 6
BROSSERIE K05 3, 4
BUDGET P02 5, 6
Ménages D01 8
BUREAU DE POSTE L06 3

C

CAC 40 ..... N02 4
CADES (Voir DETTE SOCIALE)
CAFÉ (Brûlerie et torréfaction) I04 19
CAISSE D'ÉPARGNE N01 8
CAMÉSCOPE (Taux d'équipement des ménages) ..... D01 4 et D01 5
CAMIONS
Parc et immatriculations de — L02 7
CAMPING-CARAVANING E03 3, 4, 5
CAOUTCHOUC K13 1, 2, 5, 6
CAPACITÉ DE FINANCEMENT ..... G01 7 et 11
CAPITAL
Compte de — ..... O02 1 à 4
CAPITAL DES ENTREPRISES G02 13
CAPITALISATION BOURSIÈRE N02 2, 7A, 7B
CARBURANT
Livraisons de — J03 4
Prix et indice de prix ..... H01 3 et H02 1
CARTON K12 3, 4
CASINOS E05 5
CASSETTE ..... E02 16 à 18
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE
Famille par — B04 5
Navettes par — B01 16
Population par — B01 10, 11, 12
Revenus par — C03 1, 2, 12A, 14, 15, 16
Salariés par — C02 4, 5
CÉDÉROM ..... E02 27 et K03 2
CÉLIBATAIRE ..... B01 2, B02 9, 10 et 12
CENTRALE ÉLECTRIQUE J04 2, 4
Consommation de combustibles J04 4
Effectifs J04 7
CENTRE CULTUREL E02 8, 9
CENTRE D'ENTRAINEMENT ET DE FORMATION E04 15
CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES ..... E04 2, 3, 5 à 7
CENTRE POMPIDOU E02 8, 9
CÉRÉALES
Production de — I01 15
CHAÎNES Hi-fi (Taux d'équipement des ménages) D01 4, 5
CHAÎNES HERTZIENNES NATIONALES (Genre de programmes des —) E01 11
CHAMBRES
D'hôtel E03 2
D'hôtes E03 3
CHAMPAGNE I04 23
CHANTIER NAVAL K07 1, 2
CHARBON J02
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales ..... J02 6 à 8
Effectif J02 5
Exportations J02 1
Extraction J02 2
Importations J02 1, 3
Production J02 1, 6
CHARCUTERIE I04 4
CHASSE E05 11
Plans de — A02 5
CHAUDRONNERIE, CHAUDIERES K08 1, 2
CHAUSSURE (Industrie de la —) K02 3, 7
CHEMIN DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE ..... K07 4, 5 et L01 3
CHEPTEL I01 14, 20
CHÈQUES POSTAUX (Tarif) H02 4
CHERCHEUR ..... F02 3, 5, 8 et 9
CHIFFRE D'AFFAIRES
Par activité (Indice) G02 15
Commerce M01 4
Construction ..... K16 2 à 4
Entreprises ..... G02 9 à 12, 14
À l'exportation ..... G02 11 et K01 2
Industrie K01 2, 5B, 14, 15
CHIMIE K13 1, 2
CHOCOLATERIE I04 20
CHÔMAGE (Par sexe et âge, taux de) C01 3, 4
CHÔMEURS C01 1
CHSCT (Établissement ayant un —) C02 19, 20
CIDRE I04 23
CIMENT K10 7, 8
CINÉMA E02 19, 20, 24
CIRCULATION ROUTIÈRE (Accidents) L02 11, 12
CITÉ (Entrées à la — des sciences et de l'industrie) E02 10
CLASSES
Nombre de — F01 4, 7
Préparatoires aux grandes écoles F01 20, 22, 23
Supérieures F01 22, 24
CLUB SPORTIF ..... E04 8 à 12
CODEVI ..... N01 8, 9 et N02 1
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
Disponibilité monétaire ..... N01 16 et 17
Effectifs C01 19
Population A01 4, 6, B01 7
Superficie A01 6
COLLÈGE (Élèves selon le sexe) F01 8
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) J02 4
COMITÉ D'ENTREPRISE C02 14
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (Voir CHSCT)
COMMERCE
Activité artisanale ..... M01 5 et 7
De détail ..... M01 4 à 7 et 9
De gros ..... M01 4 et 8
COMMERCE EXTÉRIEUR O01
Par pays O01 4
Par produit ..... O01 5 à 11
Produits agricoles I01 22
Produits agro-alimentaires I04 27A, 27B
Produits de la pêche I03 4, 5
Produits forestiers I02 12
Par zone O01 3, 6, 10
COMMERCE INTÉRIEUR M01
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
(Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et UNION EUROPÉENNE)
COMMUNES
Fonctionnement, investissement P02 14, 15
Population ..... A01 8 à 11
COMMUNICATION E01
Autres moyens de— L06 7
D'entreprise L06 7
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES K15 1, 2
COMPTABILITÉ NATIONALE G01, G03
COMPTE
De capital ..... O02 1 à 4
Financier ..... O02 1 à 4
De transactions courantes ..... O02 1 à 4
Sur livret N01 9
COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES G02 12
COMPTE DE LA BRANCHE (Agriculture) I01 23, 24
COMPTE DE RÉSULTAT (Entreprises d'assurances) ..... M04 6 à 8
COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES G02 12
COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES G02 12
CONCENTRATION DES ENTREPRISES G02 14
CONCERT (Musique) E02 24
CONCOURS PUBLICS A L'AGRICULTURE I01 13
CONDAMNATION P01 8

CONDITIONS DE TRAVAIL C02
CONFLITS DU TRAVAIL C02 3
CONFORT DES LOGEMENTS D02 3, 4, 5
CONGELATEUR (Taux d'équipement des ménages) D01 4, 5
CONSOMMATION
Alimentaire D01 1, 3
De charbon J02 1, 4, 7, 8
D'électricité J04 1, 6, 10
D'énergie J01 1, 4, 6, 9, 10
Dépenses de — finale ..... G01 1 à 3, 7, 8, 9A, 11
De gaz J05 1, 3, 6, 7
Par habitant G01 8
Médicale D03 1
Des ménages ..... D01 1 à 5
De produits pétroliers J03 5, 7, 8
CONSTRUCTION
Aéronautique et spatiale K07 6, 7
Comparaisons internationales K16 10
Électrique et électronique K09 1, 2
Indice du coût de la — H03 5
Logement K16
Matériaux de — K10 7, 8
Mécanique K08 3, 4
Métallique K08 1, 2
Navale K07 1, 2
CONTRAT (À durée déterminée) C01 10
CONTRAVENTION P01 7
CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) ..... C03 8 et P02 3
CORPS GRAS I04 10, 11
COURRIER (Transport du —) L06 4
COURSES DE CHEVAUX (Prélèvements) E05 1, 2
COÛT (Main d'oeuvre) ..... C03 20 à 22
CRDS (Voir DETTE SOCIALE)
CRÉATIONS D'ENTREPRISES G02 6, 7
De services aux entreprises M02 3
De services aux particuliers M03 3
CRÉDIT
Agricole I01 12
Institutions financières monétaires N01 11
Crédit-bail ..... M02 5 à 8
Établissements de — N01 12, 13
Interne N01 12
CRÈMES GLACÉES, GLACES ET SORBETS I04 14
CRIME P01 8
CUIR (Industrie du —) ..... K02 3, 5 à 7
CUIVRE K14 4, 5
CULTURE E02
CULTUREL (Fréquentation des lieux) E02 24
CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES I01 16, 24
CYCLES K07 4

D

DÉCÈS ..... B02 1, 12 à 17, 21 à 24
Par causes D03 14, 16, 17
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES G02 8
Commerce M01 2
DÉFENSE C01 13
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ..... C02 15 et 16
DÉLINQUANT P01 8
DEMANDE D'EMPLOI (Voir aussi CHÔMAGE) C01 12
DÉMOGRAPHIE B01, B02, B03, B04
Comparaisons internationales B01 4, B02 17
Indicateurs synthétiques B02 3
DENSITÉ DE POPULATION A01 2, 5, 6, 7, 9
DÉPARTEMENT
Fonctionnement, investissement P02 12, 13
Population ..... A01 3, 5 et 13
Superficie A01 5
DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER (DOM)
Actifs C01 20
Masse monétaire N01 17
Bilan agrégé des banques N01 16
Bureau de poste L06 3
Caractéristiques principales de l'agriculture I01 27
Chômage C01 21
Commerce extérieur ..... O01 12 à 19
Démographie B02 21
Diplôme B01 9
Électricité J04 8
Étrangers B03 8
Exploitations agricoles I01 25, 26
Exploitations forestières I02 10
Indices de prix à la consommation H01 6, 7
Ménages B04 6, 7
Monnaie, crédit ..... N01 16 et 17
Plaisance (Immatriculations) E05 8
Population B01 6, 18
Superficie forestière I02 3
Transport aérien L05 6
Transport maritime L04 7
Utilisation du territoire I01 26
DÉPENSE
Pour l'emploi C01 18
Santé ..... D03 1 à 3 et 6
DÉPLACEMENTS (Domicile-travail) B01 16
DÉPÔT
A vue N01 9
A terme N01 9
Légal E02 12
DESSINS ET MODÈLES (Déposés) F03 5
DETTE DE L'ÉTAT P02 2
DETTE SOCIALE
Caisse d'amortissement de la — (CADES) P02 3
Contributions pour le remboursement de la — (CRDS) ..... P02 3 et C03 8
DEVIS CNC
Production aidée par genre E01 9
Production de films E01 7
DEVISES (Cours des) N02 6
DIPLÔME F01 12, 13, 16, 19, 22, 26, 27
Animateur E04 1, 4
Au recensement B01 8, 9
Directeur E04 4
DISQUE COMPACT ..... E02 17 à 18 et K03 2
DIVORCE B02 1, 3, 9, 10, 12, 17, 21, 22, 24
DONNEURS D'ORDRE K01 11
DOW JONES (Euro Stoxx) N02 8A, 8B
DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL C02 1
DURÉE OFFERTE DU TRAVAIL C02 1
DURÉE DU TRAVAIL (Par branche) ..... C02 1 et G03 4

E

EAU
De pluie A02 1
Consommation, pollution ..... A02 10 à 15 et 20
De boisson (Production) I04 25
ÉCHANGES EXTÉRIEURS O01
ÉCOLES
Maternelles et primaires F01 4, 5
Supérieures F01 19, 20, 23
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (Par secteur) J01 7
EDF-GDF (Voir ÉLECTRICITÉ et GAZ)
ÉDITION
Livres ..... E02 12 à 15
Presse (Chiffres clés) E01 1, 2, 3
ÉDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION K03
ÉDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS (Brevet d'État) E04 14
ÉDUCATION F01
Budget F01 30, 31
EFFECTIF (Voir aussi SALARIÉ)
Agents de l'État ..... C01 13 à 16
Par branche d'activité C03 5, 6
Budgétaire de la justice P01 2
Dans les entreprises K01 2, 9
Féminin de l'État C01 16
De la fonction publique territoriale C01 19
ÉLECTIONS (Aux comités d'entreprises) C02 14
ÉLECTRICITÉ
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J04 9, 10
Consommation des ménages D01 3, J04 1
Production J01 1, 2, J04 1, 3, 9
Tarifs à Paris H02 3
ÉLÈVES ..... F01 1, 3 à 10
Par origine sociale F01 24, 25
De terminale F01 10, 11
EMPLOI
Biens et services ..... G01 1 à 3
Équivalent temps plein G03 2, 3
Intérieur ..... G03 1 à 3, K01 1
En personnes physiques G03 1, 3
Salarié G03 3
ENDETTEMENT INTÉRIEUR N01 4

ÉNERGIE
Bilan J01
Comparaisons internationales ..... J01 8 à 11
Économies d' — J01 7
Exportations J01 1
Grandeurs caractéristiques J01 2
Importations J01 1
Nucléaire ..... J04 1 à 3
Primaire J01 1, 3, 4, 8, 9,10
Prix ..... H02 1 à 3
ÉNERGIES RENOUVELABLES ..... J01 1, 3 à 5
ENFANT
Légitime ..... B02 1, 4 à 7
Naturel B02 4, 5, 7
Qualité juridique B02 4, 5
ENGRAIS I01 9, 27
Indice de prix H03 3
ENREGISTREMENTS (sonores, vidéos, informatiques) K03 1, 2
ENSEIGNANTS F01 28, 29
ENSEIGNEMENT F01
Agricole F01 15
Art, musique, histoire de l'art E02 22
Différents niveaux ..... F01 8 à 10, 11, 14, 20 à 22, 27
Sanitaire et social F01 16
Supérieur F01 20, 22, 23, 26
ENTREPRISES
Par activité ..... G02 3, 5, 14, 15 et 19
Artisanales G02 19
Forme juridique ..... G02 5, 7, 9 et 19
Groupes ..... G02 16 à 18
De l'industrie, du commerce et des services (ICS) ..... G02 2 à 7
Nombre d' — ..... G02 1, 3 à 5, 9 à 11, 14 et K16 1 à 3
Performances des G02 15
Selon régime fiscal ..... G02 9 à 13
Par taille G02 1, 3
Transport routier L02 1, 2
ENTREPRISES INDUSTRIELLES
Grandes K01 14
PMI K01 14, 15
Principales évolutions K01 5B
Principales grandeurs K01 14
Par secteur K01 2, 5
ENVIRONNEMENT A02
Dépense ..... A02 19 à 21
ÉPARGNE N01 3, 10, 17
Brute G01 7, 8
Taux d' — G01 9
ÉPURATION A02 14, 18
ÉQUIPEMENT
Culturel E02
Électroménager K05 5, 6
Indices de prix de vente industriels H03 4
Ménages D01 4, 5, 7
Touristique E03 2, 3
ESPACES NATURELS A02 3A
ESPÈCES DE VERTÉBRÉS (État des —) A02 4
ESPÉRANCE DE VIE ..... B02 3, 15 à 17
ÉTABLISSEMENTS
Par activité G02 4
De commerce M01 3
De crédit N01 2
Employeurs (Activités immobilières) M03 2
Employeurs (Services aux particuliers) M03 2
Employeurs (Services aux entreprises) M02 2
Enseignement F01 7, 15
Hospitaliers (Équipement et activité) D03 9, 11
Par taille G02 4
Tourisme E03 2, 3
ÉTAIN K14 4, 5
ÉTAT
Dépenses P02 1, 5
Dette P02 2
Recettes P02 1, 6
ÉTAT MATRIMONIAL ..... B01 2 et B02 9, 10, 12
ÉTAT-CIVIL B02
ÉTRANGERS B03
Par activité économique B03 4, 8
Par âge B03 2, 8
Par catégorie socioprofessionnelle B03 3
Famille B03 5
Fécondité B02 7
Natalité des — B02 7
Nationalités B03 1, 2, 3, 5
Permanents B02 19, 20
Salariés ..... B02 18 et B03 3, 4
Par sexe B03 2, 4, 8
Vacances à l' — E03 6
ÉTUDIANTS ..... F01 1, 20, 21, 23 à 25
EURO (Parité) N01 1
EXCÉDENT NATUREL ..... B02 1, 21 à 24
EXPLOITATION
Agricole ..... I01 1 à 3, 11, 25
Compte d' — G02 12
Forestière I02 8, 9, 10, 12
Résultat d' — K01 2
EXPORTATIONS (Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR)
Comptabilité nationale G01 1, 2, 11
D'électricité J04 1
EXPOSITION ARTISTIQUE E02 6, 7, 8, 9

F

FAMILLES
Par catégorie socioprofessionnelle B04 5
Monoparentales B04 5, 7
Nombre d'enfants B04 5
FBCF (Voir aussi INVESTISSEMENT) ..... K01 6 et G01 12
Comptabilité nationale G01 1, 2, 3, 7, 11
FÉCONDITÉ B02 2, 3
FÉDÉRATION SPORTIVE ..... E04 8 à 13
FER (Minerais de —) K10 1, 2
FERRO-ALLIAGE K14 1, 3
FERROVIAIRE
Matériel — K07 4, 5
Transport — L01
FILM E01 7, 8
Cinéma E02 19, 20
Coût E01 8
Télévision E01 9, 11, 13
FIBRES ARTIFICIELLES ET SYNTHÉTIQUES K13 5
FINANCEMENTS (De l'économie) N01 5
FINANCES
Marché financier N02
Publiques P02
FIOUL J03 4
FLOTTE
Aérienne L05 3
Commerciale L04 3
Fluviale L03 4
Pêche I03 1
FONCTIONNAIRE (Traitement, rémunération) ..... C03 15 à 19
FONDERIE
travail des métaux K14 6, 7
Production K14 7
FONTE K14 7
FORÊT I02
Incendies de I02 4
FORMATION F01
Professionnelle continue F01 17, 18
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES E02 11
FOURRURES (Industrie des —) K02 1
FRANCE TÉLÉCOM L06
Personnel L06 5
FRUITS
Conserves I04 8, 9
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices des prix à la production et de gros H03 1, 2
Prix, indices de prix à la consommation ..... H01 3 et H02 1
Production I01 19, 22, 24

G

GAINS SALARIAUX ..... C03 11 à 12
GANT K02 2
GAZ J05
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J05 5, 6, 7, 8
De France (Effectif) J05 4
Tarifs à Paris H02 2
GAZODUC (Transport du gaz) J05 2
GAZOLE
Livraisons J03 4
Prix H02 1
GÉNIE CIVIL ..... K16 1 à 3
GÎTES RURAUX E03 3

GRAIN I04 15, 16
GRANDES SURFACES (Commerce) M01 1
GRÈVES C02 2
GROUPE D'ENTREPRISES ..... G02 16 à 18
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN (GAEC) I01 11

H

HABILLEMENT
- Dépenses des ménages D01 1
- Indices de prix à la consommation H01 3, 4
- Industrie de l' — K02 1, 2

HABITATION (Voir LOGEMENT)
HANDICAPÉS
- Allocations aux — C04 9, 10
- Établissements pour — D03 12

HÉBERGEMENT E03 3, 4, 5
HÉLICOPTÈRE L05 4
HIPPISME E05 1, 2
HIPPODROMES (Recettes) E05 3
HÔPITAUX
- Équipements D03 11
- Établissements D03 9

HORLOGERIE K05 7, 8
HOSPITALISATION D03
- Équipement D03 11
- Activité D03 11

HÔTEL
- Hôtellerie homologuée E03 2
- Indices de prix H01 4
- Salariés M03 1, 4

HOUILLIÈRES
- Effectif J02 5
- Production J02 2

HYDRAULIQUE (Électricité) J04 1, 2, 3
HYDROLOGIQUE A02 1
HYPERMARCHÉ M01 1

I

IMAGE L06 10
IMMATRICULATIONS
- De navires E05 6, 7, 8, 9
- De véhicules L02 5, 6

IMMIGRANTS (Type de procédure) B02 18
IMMIGRÉS
- Par âge B03 10
- Par pays de naissance B03 9
- Par sexe B03 9, 10

IMPORTATIONS (Voir COMMERCE EXTÉRIEUR)
- Comptabilité nationale G01 1, 2, 11
- De gaz J05 1

IMPÔT P02 7, 8, 9
- Sur le revenu P02 8,9

IMPRIMERIE K03
INCENDIES DE FORÊTS I02 4
INDEMNITÉS (catastrophes) A02 17
INDICATEUR (Des entreprises) M02 4, M03 4
INDICATEURS (Voir aussi au mot principal)
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES B02 3, 8, 11, 13, 17
INDICATEURS MONETAIRES G03 6
INDICE (Voir aussi au mot principal)
- Coût de la construction H03 5
- Prix agricoles à la production H03 1
- De production industrielle ..... K01 3 et 4
- Des traitements des fonctionnaires C03 19
- Prix ..... H01 et H03

INDICE DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS H03 4
INDICE DES PRIX DES LOGEMENTS ANCIENS H03 6
INDICES (Voir aussi au mot principal)
- Boursiers N02 4, 8
- De chiffre d'affaires par activité G02 15
- Commerce extérieur (Valeur) O01 7B, 10
- Commerce extérieur (Volume) O01 7A

INDICES DE PRIX À LA CONSOMMATION H01
INDICES DE PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉS (IPCH). H01 1
INDICES DE PRIX D'ACHAT DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE (Voir IPAMPA)
INDICES DES PRIX DE GROS DES PRODUITS ALIMENTAIRES .. H03 2
INDUSTRIE
- Données générales K01
- Évolution par branche K01 1
- Indices de prix de vente H03 4
- manufacturière K01 4, 5B, 9, 15
- pharmaceutique K04 1, 2

INDUSTRIE DU POISSON (Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 6, 7
INDUSTRIE LAITIERE (Effectif, chiffre d'affaires, production). I04 12, 13
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES I04
INDUSTRIES ALIMENTAIRES (Autres) I04 19, 20
INDUSTRIES DES ALIMENTS POUR ANIMAUX (Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 17, 18
INDUSTRIES DES BOISSONS (Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 21, 22
INDUSTRIES DES FRUITS ET LÉGUMES (Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 8, 9
INDUSTRIES DES VIANDES (Effectif, chiffre d'affaires, production) I04 1, 4
INFORMATION E01
INFRACTIONS P01 1
INSERTION PROFESSIONNELLE F01 19
INSTITUTEUR F01 28, 29
INSTRUMENTS
- De mesure K09 3, 4
- De musique K05 3, 4

INTÉRIM C01 10
INTERMÉDIAIRES (du commerce) M01 8
INTERNET
- Abonnés L06 9
- Taux de connexion ..... D01 4 et D01 5
- Trafic L06 7, 9

INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSE (IVG) C04 9
INVESTISSEMENT
- Construction K16 11, 12
- Direct (en flux) ..... O02 8, 9 et K01 12
- Des entreprises G02 11
- Immatériel K01 8
- Industriel K01 6
- International O02 9
- Matériel K01 8
- Productif K01 5B, 6
- Par secteur ..... K01 7, O02 8 à 9

IPAMPA H03 3
IPCH (Voir INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION HARMONISÉS)
ITINÉRIS (Téléphones mobiles) L06 8

J

JEUNESSE
- Juridiction de la — P01 9
- Et sports E04

JEUX K05 3, 4
- D'argent ..... E05 3 à 5

JOUET K05 3, 4
JOURNAUX ..... E01 1 à 4
JOURNÉES DE VACANCES E03 4, 7, 8
JUGES D'INSTRUCTION (Activité) P01 6
JURIDICTION CIVILE (Activité) P01 3
JUS DE FRUITS I04 8, 25
JUSTICE ET POLICE JUDICIAIRE P01

L

LAIT
- Consommation des ménages D01 1, 3
- Production, chiffre d'affaires ..... I04 12 et 13

LANDAU K05 3, 4
LAVE LINGE (Taux d'équipement des ménages) ..... D01 4 et D01 5
LAVE LINGE SECHANT (Taux d'équipement des ménages)... D01 4 et D01 5
LAVE VAISSELLE (Équipement) ..... D01 3 à 5, 7
LECTURE E02 26
LÉGUMES
- Conserves I04 8, 9, 19
- Consommation des ménages D01 1, 3
- Indice des prix à la production et des prix de gros H03 1, 2
- Prix de détail et indices de prix à la consommation. H01 3 et H02 1
- Production légumes frais I01 18

LICENCE SPORTIVE ..... E04 8 à 13
LICENCIEMENT C02 21
LIGNES
- Aériennes L05 6
- Électriques J04 5

Installations SNCF L01 2
LIVRE (Édition, ventes) ..... E02 12 à 15 et K03 1, 2
LIVRET JEUNE ..... N01 8 et 9
LOCATAIRE ..... D02 3, 4 et 5
LOGEMENT D02, K16
Autorisé ..... K16 5 à 7
Avec ascenseur D02 6
Avec Digicode-interphone D02 6
Avec garage, box, parking D02 6
Avec gardien D02 6
Nombre de pièces ..... D02 2 à 4
Selon l'âge de la personne de référence D02 5
Budget des ménages D01 1, 2, 8
Commencé K16 9
Confort ..... D02 3 à 6
Époque d'achèvement ..... D02 1, 3, 4 et 6
Indice du coût de la construction H03 5
Indices de prix à la consommation H01 3, 4
Individuel et collectif K16 13
Neuf K16 13
Nombre de personnes par logement et par pièce ..... D02 3, 4 et 5
Parc locatif social K16 14
Vacant ..... D02 1 et 2
Ventes-stocks K16 13
LOGEMENTS ANCIENS (Indices des prix à Paris et en province). H03 6
LOI DE FINANCES (Exécution) P02 1
LOISIRS E05
Centre de ..... E04 5 à 7
Sports E04
LOTO E05 4
LOYERS (Indices de prix à la consommation) ..... H01 2 à 4
LUNETTES (Production) K05 7, 8

M

MAASTRICHT (Critères de convergence de l'Union européenne au sens du Traité de —) G01 15
MACHINE AGRICOLE
Construction de — K08 3, 4
Indices de prix H03 3, 4
MACHINES DE BUREAU K09 1, 2
MACHINE OUTIL K08 3, 4
Indices de prix H03 3, 4
MAGNÉTOSCOPE (Taux d'équipement des ménages) D01 4, 5, 7
MAISON
Familiale de vacances E03 3
Individuelle ..... D02 3 et 4
MALADIE
Longue D03 13
Professionnelle C02 8
MANDATS POSTAUX (Tarifs) H02 4
MARCHANDISES
Trafic aérien L05 5A, 5B, 6, 9, 10
Trafic ferroviaire L01 5, 6
Trafic maritime L04 5, 6, 7
MARCHÉ
Financier, bourse N02
Parts de — O01 2
MARIAGE ..... B02 1, 9 à 11, 21
MARIN-PÊCHEUR I03 2
MARINE DE COMMERCE L04
MAROQUINERIE K02 3, 6
MARQUE DÉPOSÉE F03 4
MASSE MONÉTAIRE N01 17
MASSE SALARIALE C03 5
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE K10 7, 8
MATÉRIEL
Agricole ..... I01 8 et K08 3, 4
de commutation et de télécommunications K09 1, 2
Électrique K15 1, 2
Électroménager K05 5, 6
Ferroviaire ..... K07 4, 5 et L01 3
Informatique K09 1, 2
Médico-chirurgical et d'orthopédie K09 3, 4
Photographique K05 7
MATERNITÉ (Prestations de —) C04 13, 14
MATIÈRES PLASTIQUES K13 1, 2, 5, 7
MÉCANIQUE (Industrie) K08 3, 4
MÉDECIN ..... D03 5 et 8
MÉDIAS E01
MÉNAGE B04
Âge de la personne de référence B04 4
DOM B04 6, 7
Équipement D01 4, 5, 7
Nombre de — B04 1
Nombre de personnes du — B04 2
Population des — B04 3
Revenu C03 1
Structure du — B04 4
MER
Interventions et accidents en — L04 9
Produits de la — ..... I03 3 à 5
MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION (Des métaux) K14
MÉTAUX
Précieux K14 4, 5
Travail des — ..... K14 6 à 8
MÉTHANIER K07 2
MEUBLES (Fabrication de) K05 1, 2
MIDCAC N02 4
MICRO-ONDES (Taux d'équipement des ménages) D01 4, 5, 7
MICRO-ORDINATEURS
Taux d'équipement des ménages D01 4, 5
Pratiques audiovisuelles E02 27
MILITAIRES DU CONTINGENT C01 1
MINERAIS
Extraction et préparation de — K10 1, 2
De fer et sidérurgie K14 1, 2
Métaux et demi-produits non ferreux K10 1, 2
Métaux ferreux K14 1, 2
MINÉRAUX DIVERS K10 3, 4
MINIMA SOCIAUX (Allocataires de —) C04 20
MINIMUM VIEILLESSE C04 19
MINISTÈRES (Effectifs des) ..... C01 13 à 16
MINITEL L06 9
Taux d'équipement D01 4, 5
MOBILES (Abonnés aux téléphones) L06 8
MONNAIE N01 3, 17
Parité de l'euro N01 1
MONNAIES ET MEDAILLES (Fabrication) K05 3, 4
MONUMENTS HISTORIQUES ..... E02 1 à 4, 24
MORT-NÉS ..... B02 1, 4 et 21
MORTALITÉ ..... B02 2, 13 à 17, 21 à 24
Causes de décès D03 14, 16, 17
Infantile ..... B02 2, 13, 17, 21 à 23 et D03 16
Tables de — B02 15, 16
Taux de — ..... B02 2, 13, 14, 17, 21 à 24
MOTEURS, GÉNÉRATRICES ET TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES K09 1, 2
MOTOCYCLE (Production) K07 4
MULTIMÉDIA L06 9
MUSÉE ..... E02 5 à 8, 24

N

NAISSANCES ..... B02 1, 4 à 8, 21 à 24
NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated) N02 7A, 7B
NATALITÉ ..... B02 2, 17, 21 à 24
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGER) ..... B02 7, 10, 17 et B03
Acquisition, perte B03 6
Données démographiques B02 7, 17
Naissance B02 7
NAVETTES (Déplacements domicile-travail) B01 16
NAVIGATION DE PLAISANCE (Immatriculations) E05 6, 7, 8, 9
NÉS-VIVANTS ..... B02 4 à 7, 21 à 24
NICKEL K14 5
NON SALARIÉ C01 1
NUCLÉAIRE
Centrale J04 2
Production J04 3
Production brute d'électricité J04 9
Production d'électricité thermique classique ..... J04 1 à 3
Production d'électricité thermique nucléaire J04 1
NUMÉRIS L06 7
NUPTIALITÉ B02 2, 3, 11, 17, 21

O

OBLIGATIONS (voir aussi ACTIONS) ..... N02 1 à 3, 5
OPEP J03 6
OPÉRATIONS FINANCIÈRES N01 7
OPTIQUE K05 7, 8
OPVCM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ..... N01 3, 5 et 15
OR (Cours de l' —) N02 6

ORDURES MÉNAGÈRES A02 18

P

PAIEMENTS (Balance des —) O02 1, 2, 7
PAPIERS ET CARTONS K12 3, 4
PARACHIMIE K13 3, 4
PARC
Automobile (Des ménages) D01 3
Bateaux fluviaux L03
De véhicules de transports L02 7
PARCS NATIONAUX A02 3
PARFUMS (Et produits de toilette) K04 3, 4
PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC P01 4
PARTICIPATION ÉTRANGÈRE (Industrie) K01 9, 13
PARTS DE MARCHÉ (Par pays) O01 2
PÂTE À PAPIER K12 3, 4
PATRIMOINE
Des secteurs institutionnels N01 6
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UE et CEE)
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UNION EUROPÉENNE et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Agriculture I01 2, 14
Assurances ..... M04 10 à 12
Balance des paiements O02 7
Comptabilité nationale G01 12, 13, 14
Population, superficie, densité A01 2
Production industrielle K01 4
Recherche-développement F02 4
Taux de chômage C01 4
Trafic aérien L05 10
Trafic maritime L04 6
PEAUX (Collecte de —) K02 4
PÊCHE
Loisir E05 11
Maritime I03
PÉNÉTRATION ÉTRANGÈRE (Commerce extérieur) O01 11
PÉNIBILITÉ (Liée au travail) C02 6
PÉPINIÈRE I02 6
PERSONNEL
Hospitalier (Effectifs) D03 7
De la marine de commerce L04 2
Navigant et à terre L03 2
De santé D03 5, 7, 8
Transports aériens L05 1, 2
PÉTROLE J03
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales ..... J03 6 à 9
Déstockage J03 1
Production J03 1, 6, 9
Stockage J03 1
PHARMACIE
Indices de prix de détail des spécialités vendues en — H01 5
Production industrielle K04 1, 2
PHARMACIE, PARFUMERIE, ENTRETIEN K04
PHARMACIEN D03 5
PHONOGRAMME ..... E02 16 à 18
PIB ..... G01 1 à 5, 8, 11 à 14
Par habitant G01 8, 13
PIÈCES (Nombre par logement) ..... D02 2 et 4
PLACEMENTS FINANCIERS N01 5
PLACEMENTS D'ASSURANCES (Répartition) M04 13
PLANS ÉPARGNE LOGEMENT ..... N01 8 et 9
PLATS PRÉPARÉS APPERTISÉS ET SURGELÉS (production) I04 5
PLOMB K14 4, 5
PMI K01 14, 15
PNEUMATIQUE (Production) K13 5, 6
POISSON
Espèces débarquées I03 3
Indices de prix ..... H01 3 et H02 1
POLLUTION A02 21
Atmosphérique ..... A02 6 à 9
Dépenses A02 21
Des eaux continentales A02 11
Industrielle de l'eau ..... A02 10 à 15,
De la mer A02 12
POMPES-COMPRESSEURS K08 3, 4
POPULATION ..... A01 et B01 à B04
Par âge ..... B01 1 à 3, 5, 11, 13
Des agglomérations A01 7, 8
Par catégorie socioprofessionnelle ..... B01 10 à 12, 14
Des collectivités B04 3
Des collectivités territoriales A01 4, 6
Des communes ..... A01 8 à 11
Comparaisons internationales B01 4, B02 17
Des départements A01 3, 5, 13
Des DOM B01 6, 12, 15, B02 21
Estimation A01 2
État matrimonial B01 2
Des habitations mobiles B04 3
Mouvement naturel ..... B02 1, 2, 21 à 24
Non réintégrée B04 3
Des pays étrangers A01 2
Projection A01 2
Des régions A01 3, 5, 13
Réintégrée B04 3
Résidente occupée C01 5
Par sexe ..... B01 1 à 3, 5, 10, 11, 13
Salariée ..... C01 6 et 7
Solde migratoire B02 1
Des TOM ..... A01 4, 6, B01 7 et B02 22 à 24
Urbaine — rurale A01 8, 11
POPULATION ACTIVE ..... B01 8, 9, 12, 15, B03 3 et C01
Par activité B01 12
Ayant un emploi (Par statut) B01 13, 14
Par statut B01 15
POPULATION AGRICOLE FAMILIALE I01 5
POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE ... F01 1 à 3, 5, 6, 8 à 10, ... 14 à 16, 20 à 23
PORTS MARITIMES
Mondiaux L04 6, 8
Trafic des — L04 6
POSTE L06
Effectif L06 1
Tarifs H02 4
POUSSETTE K05 3, 4
PRATIQUES ARTISTIQUES E02 25
PRATIQUES AUDIOVISUELLES E02 27
PRÉLÈVEMENTS
Fiscaux (Taux de —) G01 10
Sociaux (Taux de —) G01 10
Obligatoires ..... G01 10 et P02 3, 4
Supplémentaires E05 1, 2
PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX (Cotisations salariales et patronales). C03 8
PRENEURS D'ORDRE K01 10
PRÉRETRAITE (Montants) C04 3
PRESSE ..... E01 1 à 4 et K03 1, 2
PRESTATIONS
Familiales ..... C04 11 à 14
Maladies C04 8
Sociales C04 2, 3, 4
Versées par les caisses de sécurité sociale C04 7
Vieillesse (Bénéficiaires et montants) C04 18
PRÊTS N01 12
PRIME D'ASSURANCE ..... M04 3, 4, 10 à 12
PRIX
Agricoles (Indices) H03 1
À la consommation (Indices) H01
À la consommation (Voir aussi COÛT) H02
De gros alimentaires (Indices) H03 2
Des logements anciens (Indices) H03 6
De vente industriels (Indices) H03 4
Terres agricoles I01 7
PRODUCTION (Voir aussi au mot principal)
Agricole ..... I01 14 à 21, 27
Agro-alimentaire ..... I04 1 à 26
Énergie J01 1, 3, 8
Forestière I02 7, 9, 10, 11, 13
Fruitière I01 19
De gaz J05 1, 5, 8
Glaces et sorbets I04 14
Indices des prix agricoles à la — H03 1
Industrielle (indices de la —) K01 3, 4
PRODUCTIVITÉ (Apparente du travail) G03 5
PRODUIT
Commerce extérieur par — . O01 5 à 7, 9, 10, 13, 15, 17, 19, 21, 23
Métalliques K14 6, 8
Pétrolier (Importation) J03 1, 2
Pétrolier (Par nature) J03 4
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (Voir PIB)
PRODUITS
Blancs K05 5, 6
Bruns K05 5, 6
de carrières K10 3, 4
Chimiques K13 1, 2
Énergétiques (Indices de prix de vente industriels) H03 4

Manufacturés ..... H01 2 et O01 11
Pharmaceutiques ..... H01 3 et K04 1, 2
PROFESSEUR F01 28, 29
PROFESSIONS
Artistiques et littéraires E02 28
De santé (Effectif et densité) D03 5, 7, 8
PROPRIÉTAIRE ..... D02 3 à 5
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE F03
PROTECTION SOCIALE
Compte C04 1
En Europe (Dépenses) C04 5
En Europe (Recettes) C04 6
Indice de prix à la consommation H01 4
PUBLICITÉ (Dépenses des entreprises) E01 10
PUISSANCE (Des centrales électriques) J04 2

R

RADIODIFFUSION (Durée d'écoute quotidienne) E01 12
RADIOMESSAGERIE (Abonnés) L06 8
RADIOTÉLÉPHONE (Abonnés) L06 11
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE J03 3
RANDONNÉES (Pédestres) E03 9
RATIOS (Comptabilité nationale) G01 9
RATP L01 8, 9
Tarifs H02 6
RÉACTIVATIONS (D'entreprises) G02 6
RECHERCHE (Par branche) F02 7, 8
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT F02
Dépenses F02 1, 2, 5, 6, 7
Effectifs ..... F02 3, F02 5, F02 8 et 9
Entreprises ..... F02 1, 5 et 7
Financement F02 2
Pays étrangers F02 4
REDEVANCE TÉLÉVISION E01 5, 6
RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL C01 18
RÉFRIGÉRATEUR SANS CONGÉLATEUR
(Taux d'équipement des ménages) D01 4, D01 5
RÉFRIGERATEUR CONGÉLATEUR COMBINÉ
(Taux d'équipement des ménages) ..... D01 4 et D01 5
RÉGION (Population) A01 3
RÉGIONS (Superficie, densité) ..... A01 5 et 13
RÉGIONS (Fonctionnement, investissement) P02 10, 11
RÈGLEMENT
Par pays ..... O02 3 à 6
Par zone O02 3, 4
REMEMBREMENT I01 10
RÉMUNÉRATION (Voir SALAIRE)
Épargne N01 8
RÉPONDEUR TÉLÉPHONIQUE D01 4, 5
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL ..... C02 21 et 22
REPRISES (D'entreprises) G02 6
RER (Voir RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL)
RÉSEAU
Cablés L06 10
Métro L01 8, 9
Routier L02 4
Voies navigables par gabarit L03 3
RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL (RER) L01 8, 9
RÉSERVES
Charbon J02 6
Gaz J05 5
Naturelles A02 3
Pétrole J03 6
RÉSIDENCE (Tourisme de—) E03 4
RÉSIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE ..... D02 2 et K16 7
RESSOURCES ET EMPLOIS (Biens et services) ..... G01 1 à 3
RESTAURANTS (Salariés) M03 1, 4
RESTAURATION (Indice de prix à la consommation) H01 3
RÉSULTAT (Compte de —) G02 12
RETRAITE ..... C04 15 à 17
REVENU C03 1, 4
Complément de — C04 13, 14
Disponible G01 7, 8, 9A
Par habitant G01 8
Et salaire C03
REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI) ..... C04 20 à 24
RÉVERSION (Pension de —) C04 16

S

SALAIRE ..... C03 5, 6 et G03 4
Annuel ..... C03 6, 15 et 16
Horaire de base des ouvriers C03 13
Mensuel de base des salariés C03 14
Par déciles C03 7
Taux de — ..... C03 13, 14 et 16
SALAIRE MINIMUM (Voir SMIC)
SALARIÉS (Voir aussi au mot principal) ..... C01 1, 5, 6, 7, 9, 10 et 13
Des activités immobilières M03 1
Commerce ..... M01 3, 8 à 10
Construction K16 1
Dans les entreprises d'assurance M04 2
Des entreprises de service ..... M02 1 et M03 1
Représentativité C02 13
Au SMIC C03 10
SANTÉ D03
Enseignement des métiers de la — F01 16
Service de — (Indices de prix à la consommation) ..... H01 2 à 4
SAVONS, DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN K04 3, 4
SCIERIE I02 8, 11, 12
SCOLARISATION (Taux) F01 2
SECOND CYCLE
Général et technologique F01 10
Professionnel F01 9
SECOND DEGRÉ ..... F01 6 à 8, 12
SECTEUR
D'entreprises (Services aux entreprises et aux particuliers). M02 1 à 4, M03 1 à 4
SECTIONS SPORTIVES E04 15
SÉCURITÉ SOCIALE C04 2
SÉJOURS DE VACANCES (À l'étranger) E03 6
SERVICES
Aux entreprises M02
Indices de prix ..... H01 2 à 4
Aux particuliers et activités immobilières M03
Prix et tarifs H02
SERVICES PERSONNELS ET DOMESTIQUES (Effectif) ..... M03 1 à 4
SERVICES POSTAUX H02 4
SERVICES PUBLICS (Tarifs et indices de prix) ..... H01 2, 3 et H02
SEXE (Population par —) ..... B01 1 à 3, 5, 10, 11, 13
SIDA D03 15
SIDÉRURGIE (Production) K14 1, 2
SITES INSCRITS ET CLASSÉS A02 3
SMIC C03 9, 10
SNCF (Effectifs, recettes, investissements) L01 1
SOCIÉTÉS
Assurances M04 1
Financières N01 13
SOINS PERSONNELS (Prix de détail) H02 1
SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF F01 27
SOUS-TRAITANCE K01 10, 11
SPORT E04
De haut niveau E04 16
STATUT (Effectif de la Fonction publique par —) ..... C01 15 et 16
STOCKAGE DU GAZ J05 1
STRUCTURE
Industrielle K01 2
De la population B01
SUCRE
Consommation des ménages D01 3
Fabrication I04 20
SUPERFICIE
Répartition du territoire métropolitain A01 1
Des exploitations agricoles I01 1, 2, 10, 25
Forestière I02 1, 2, 3
Pays étrangers A01 2
Régions et départements A01 5
Territoires d'outre mer et collectivités territoriales A01 6
Espaces naturels protégés A02 3
SYNDICAT
Délégués syndicaux ..... C02 16 à 18, 20
Élections aux comités d'entreprises C02 14
Représentativité C02 12

T

TABAC (Production) I04 26
TARIFS
Services publics ..... H02 2 à 4
Taxis H02 5
TAUX (Voir aussi au mot principal)
Activité dans les DOM C01 21
Activité par sexe et âge C01 2
Autofinancement G01 9B

Chômage ..... C01 4, 17 et 21
De couverture O01 8
Épargne des ménages G01 9A
Indépendance énergétique J01 5, 11
Intérêt ..... N01 2, 8, 10 et G03 6
Mortalité ..... B02 17, 21 à 24
Mortalité infantile ..... B02 2, 13, 14, 21 à 23
Natalité ..... B02 2, 17, 21 à 24
Nuptialité B02 2, 3, 11, 17, 21
Prélèvements obligatoires G01 10
Reproduction B02 3, 17
Réussite au baccalauréat F01 13
Rémunérations annexes C03 16
TAXE P02 6, 7
TAXIS (Tarifs à Paris) H02 5
TECHNOLOGIES (Utilisateurs de nouvelles —) C02 7
TÉLÉCOMMUNICATIONS L06
TÉLÉPHONE
Mobile L06 12
Taux d'équipement des ménages européens D01 7
TÉLÉPHONE PORTABLE (Taux d'équipement des ménages) .. D01 4, 5
TÉLÉPHONIE
Fixe L06 6
Mobile L06 8
TÉLÉVISION ..... E01 5, 9 à 13
Achat des ménages D01 2, 3
Durée d'écoute quotidienne E01 12
Émissions par genre et chaîne E01 11, 13
Fabrication K05 5, 6
Production aidée par genre E01 9
Redevance E01 5, 6
TÉLÉVISION COULEUR
Multi équipement en ..... D01 4 et D01 5
Taux d'équipement des ménages D01 4, 5, 7
TEMPS PARTIEL C01 8
TERME DE L'ÉCHANGE (Commerce extérieur) O01
TERRES ARABLES I01 6, 26
TERRES LABOURABLES I01 7
TERRITOIRE A01
Occupation physique du A02 2
TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM)
Commerce extérieur ..... O01 20 à 23
Démographie ..... B02 22 à 24
Indices de prix à la consommation H01 7
Monnaie N01 17
Superficie, population ..... A01 4, 6 et B01 7
Transport aérien L05 6
TEXTILE
Artificiel et synthétique K11 1, 2
Indices de prix H01 3, 4
Industrie K11 1, 2
Naturel (coton, soie, laine) K11 1, 2
THÉATRE E02 21, 24
TIRAGE (Presse) E01 1
TITRE DE LA PRESSE (Voir ÉDITION)
TOUR EIFFEL (Entrées) E02 4
TOURISME E03
International E03 12
TOURISTES ÉTRANGERS (Dépenses) E03 11
TRACTEURS
Agricoles I01 8
Immatriculation de — L02 5
Indices de prix des — H03 3
Routiers K06 1, 2
TRAFIC
Aérien ..... L05 5 à 10
Ferroviaire ..... L01 4 à 6
Fluvial L03 5, 6
Maritime ..... L04 4 à 7
Portuaire L04 5, 6, 8
Postal L06 4
Téléphonique L06 10
TRAINS L01
TRAITEMENT (Fonction publique) ..... C03 15 à 19
TRANSACTIONS N02 3
Courantes ..... O02 1 à 4, 6
TRANSFERTS SOCIAUX C04
TRANSFERTS UNILATÉRAUX O02 5
TRANSPAC L06 8
TRANSPORTS
Aériens ..... L05 1 à 3
Ferroviaires ..... L01 4 à 6
Fluviaux L03 1, 5, 6
Gaz J05 2
Indices de prix à la consommation H01 3, 4
Maritimes (Entreprises, effectifs, C.A) L04 1
Maritimes L04
Navigation intérieure L03
Routiers ..... L02 1 à 3 et 8 à 10
Terrestres (Construction de matériel) ..... K06 1, 2 et K07 4, 5
Terrestres et fluviaux (Auxiliaires de —) L02 3
Urbains, marchandises et routiers voyageurs ..... L02 1, 2, 8 à 10
Urbains RATP L01 8
TRANSPORTS EN COMMUN
RATP L01 8, 9
Tarif H02 6
TRAVAIL
Durée du — C02 1, G03 4
Efforts et risques C02 6
Horaires de — C02 6
Marché du — C01 11
Mécanique du bois K12 1, 2
Des métaux K14 6, 8
Temporaire, intérimaire, à durée déterminée ..... C01 9 et 10
TRAVAILLEURS ..... B02 18 à 20
Permanents B02 18
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (Activité et effectif) P01 7
TRIBUNAUX DE POLICE (Activité et effectif) P01 7

U

UNION EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Critères de convergence de l' —
au sens du Traité de Maastricht G01 15
Effectifs animaux I01 14
Exploitations agricoles I01 2
Investissements directs O02 9
Production agricole I01 14
Règlements entre la France et l' — O02 3, 5
UNIVERSITÉS F01 21, 25
UTILISATION DU SOL
Forêt ..... I02 1 à 3, 5
Répartition territoriale métropolitaine A01 1
UTILISATION DU TERRITOIRE I01 6, 26

V

VACANCES E03
Centre de — E04 2, 3
VALEUR AJOUTÉE
Par branche ..... G01 4, 5 et K01 1
Par secteur institutionnel G01 6
VALEURS MOBILIÈRES (Bourse) N02 1, 3, 4, 8
VALEURS MOBILIÈRES (Entreprises d'assurance) M04 13
VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES I01 7
VANNERIE K12 1
VÉGÉTAUX
Indices de prix H03 1
Productions de — ..... I01 14 à 19, 24, 27
VÉHICULES
Automobiles (Production) K06 2
Indices de prix à la consommation H01 3
Pour invalides K07 4
Parc des — L06 2
Utilitaires (Immatriculations) L02 6
VENTES (Commerce) M01 6, 7
VERRE K10 5, 6
VEUF (VEUVE) B01 2, B02 9, 10, 12
VIANDE
Consommation des ménages D01 1, 3
Indice de prix, prix de détail, prix de gros H01 3, H02 1, H03 2
Production I04 1, 2
VIDÉOGRAMME E02 16, 17
VIEILLESSE (Prestations de) ..... C04 16 à 18
VILLAGE DE VACANCES E03 3
VILLES
Pollution de l'air des — A02 6
Population des — ..... A01 7 à 11
VIN
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices de prix à la consommation ..... H01 3 et H02 1
Production ..... I01 17 et I04 14 à 16
VOIES NAVIGABLES L03

VOITURE
Taux d'équipement des ménages — D01 4, 5, 7
Multi-équipement en — D01 4, 5
VOLAILLES I04 3
VOYAGES (Personnels) ..... E03 4 à 9
VOYAGEURS
Par air L05 5, 6, 8, 10
Par fer L01 4
Par mer L04 4, 7
Par route L02 10
Transports routiers de — L02 2, 10

Z

ZINC K14 4, 5

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
PREMIER MINISTRE.....	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac. 75700 PARIS 07 SP. Tél. : 01 45 56 51 00. www.plan.gouv.fr	Rapport des commissions et groupes du Plan.
	Service juridique et technique de l'information et de la communication. Département statistique 69, rue de Varenne. 75348 PARIS 07 SP. Tél. : 01 42 75 80 00. www.premier-ministre.gouv.fr	Tableaux statistiques de la presse *(annuel)*. Chiffres Clés de la presse *(annuel)*.
AGRICULTURE ET PÊCHE (Ministère)....	Direction des Affaires financières. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 251, rue de Vaugirard. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 49 55 85 05.	AGRESTE, la statistique agricole : – Agreste-Primeur : les premiers résultats; – données chiffrées : résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA et de l'Agriculture. – conjoncture : générale et spécialisée *(mensuel)*; – les « Cahiers » *(trimestriel)* et « Études »; – graph-agri : annuaire de graphiques agricoles *(annuel)*; Statistiques forestières *(annuel)*. Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries : principaux résultats *(annuel)*. Récolte de bois et de sciages *(annuel)*.
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt : 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP. Tél. : 01 49 55 47 25.	
	Direction des Pêches maritimes et de l'Aquaculture : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS 07 SP. Tél. : 01 49 55 49 55.	
	Site internet du ministère : www.agriculture.gouv.fr	
	Service des Haras, des courses et de l'équitation : 14, avenue de la Grande-Armée. 75017 PARIS. Tél. : 01 44 09 23 97.	
• *Inventaire forestier national :* Établissement public à caractère administratif.	Château des Barres. 45290 Nogent-sur-Vernisson. Tél. : 02 38 28 18 00. www.ifn.fr	Inventaire forestier national : résultats départementaux. Fonds forestier national. Rapport *(annuel)*.
• *Office national des forêts* (ONF) : Établissement public national à caractère industriel et commercial.	2, avenue de Saint-Mandé. 75012 PARIS. Tél. : 01 40 19 58 00. www.onf.fr	
• *Conseil supérieur de la pêche* : Établissement public national à caractère administratif.	134, avenue de Malakoff. 75016 PARIS. Tél. : 01 45 02 20 20.	
• *Office national de la chasse et de la faune sauvage* : Établissement public à caractère administratif.	85, *bis*, avenue de Wagram. 75017 PARIS. Tél. : 01 44 15 17 17. www.onc.gouv.fr	
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (Ministère).	Direction de l'eau; Direction de la nature et des paysages; Direction de la prévention des pollutions et des risques : 20, avenue de Ségur. 75302 PARIS 07 SP. Tél. : 01 42 19 20 21. www.environnement.gouv.fr	Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin *(résultats annuels)*. État de l'assainissement des collectivités locales. Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel)*. État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce (*annuel*).

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (Ministère) *[suite]*		
• *Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie* (ADEME) : Établissement public à caractère industriel et commercial.	27, rue Louis-Vicat. 75015 PARIS. Tél. : 01 47 65 20 00. www.ademe.fr	
• *Institut français de l'Environnement* (IFEN) : Établissement public national de l'État, à caractère administratif.	61, boulevard Alexandre Martin. 45058 ORLÉANS CEDEX 01. Tél. : 02 38 79 78 78. www.ifen.fr	L'environnement en France : rapport sur l'état de l'environnement *(annuel)*. Les données de l'environnement *(mensuel)*. Chiffres-Clés de l'environnement *(annuel)*.
CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère)	Direction de l'Administration générale - Département des études et de la prospective : 2, rue Jean-Lantier. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00. www.culture.fr	Chiffres clés 19.. : statistiques de la culture *(annuel)*. Développement culturel *(5 numéros par an)*.
	Direction des Archives de France : 60, rue des Francs-Bourgeois. 75141 PARIS CEDEX 03. Tél. : 01 40 27 60 00.	
	Direction du livre et de la lecture : 27, avenue de l'Opéra. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00.	
	Direction des musées de France : 6, rue des Pyramides. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00.	
	Direction de la musique et de la danse : 53, rue Saint-Dominique. 75007 PARIS. Tél. : 01 40 15 80 00.	Mesures *(plusieurs numéros par an)*.
	Direction de l'architecture et du patrimoine : 3, rue de Valois. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 80 00.	
• *Centre national de la cinématographie :* Établissement public administratif.	12, rue de Lübeck. 75784 PARIS CEDEX 16. Tél. : 01 44 34 34 40. www.cnc.fr	CNC info.
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère)	Site Internet du ministère : www.minefi.gouv.fr	
	Direction des relations avec les publics et de la Communication : Télédoc : 536. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Notes bleues de Bercy *(bi-mensuel)*.
	Direction de la Comptabilité publique : Télédoc : 330. 139, rue de Bercy 75573 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Compte de la dette publique *(annuel)*. Les comptes des collectivités locales : – les comptes des régions; – les comptes des départements; – les comptes des communes.
	Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction de l'informatique, des statistiques et des études économiques) : 8, rue de la Tour-des-Dames. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : 01 44 87 17 17.	Annuaire abrégé *(annuel)*. Statistiques du commerce extérieur de la France : – résultats trimestriels et annuels; – importations-exportations en SH *(annuel)*; – résultats régionalisés *(annuel)*. Statistiques du commerce extérieur : abrégé *(annuel)*. Tableau général des transports *(annuel)*. Le transport du commerce extérieur *(annuel)*.
	Direction générale des impôts : Télédoc : 930. 139, rue de Bercy. 75574 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Annuaire statistique *(annuel)*.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*	Direction générale de l'INSEE : 18, boulevard Adolphe-Pinard. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 41 17 50 50. www.insee.fr	Rapport sur les comptes de la Nation *[annuel]* (1). Économie et statistique *(10 numéros par an).* Bulletin mensuel de statistique. INSEE Résultats. INSEE Première. INSEE Méthodes. Données sociales. Tableaux de l'économie française *(annuel).* France, portrait social.
	INSEE Info Service : Tour Gamma A. 195, rue de Bercy. 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 41 17 66 11.	Publications, disquettes et cédéroms de l'INSEE, d'EUROSTAT et des services statistiques ministériels.
	Direction de la prévision : Télédoc : 653. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Économie et Prévision *(5 numéros par an).*
	Direction du Trésor : Télédoc : 230. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Balance des paiements de la France *[annuel]* (2). Rapport du Fonds de développement économique et social *(annuel).*
• *Industrie*	Service des statistiques industrielles (SESSI) : 20, avenue de Ségur. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 43 19 36 36. www.minefi.gouv.fr	Chiffres clés des matières premières minérales non énergétiques *(annuel).* Chiffres clés données : Premiers résultats de l'EAE *(annuel).* Chiffres clés référence : Résultats détaillés de l'EAE [3 tomes] *(annuel).* Les consommations d'énergie dans l'industrie *(annuel).* Les investissements anti pollution *(annuel).* L'industrie française *(annuel).* Chiffres clés analyse : Industrie française et mondialisation. Bulletin mensuel de statistique industrielle. Le 4 pages des statistiques industrielles.
	Direction générale de l'Industrie des Technologies de l'Information et des Postes - Services des industries manufacturières - Sous-direction automobile, ferroviaire, navale : 12, rue Villiot. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 43 19 33 03.	Statistiques de construction navale *(annuel).*
• *Institut national de la propriété industrielle.* Établissement public de l'État	26 *bis,* rue de Saint-Petersbourg. 75800 PARIS CEDEX 08. Tél. : 01 53 04 53 04. www.inpi.fr	Bulletin officiel de la propriété industrielle.
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'Énergie. 61, boulevard Vincent Auriol. 75703 PARIS CEDEX 13. Tél. : 01 43 19 36 36.	Le tableau de bord de l'énergie *(mensuel).* L'énergie [Les chiffres clés] *(annuel).* Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel).* Bilans de l'énergie *(annuel).* L'Énergie dans les régions.
	Direction du gaz, de l'électricité et du charbon, DIGEC : Direction des matières premières et des hydrocarbures (DIMAH). 61, boulevard Vincent Auriol. 75703 PARIS CEDEX 13. Tél. : 01 43 19 36 36.	Statistiques de l'industrie gazière en France *[annuel]* (3). Production et distribution de l'énergie électrique en France *[annuel]* (4). L'activité pétrolière *(annuel).*
• *École nationale supérieure des mines de Paris (établissement public à caractère administratif)*.....	60, boulevard Saint-Michel 75272 PARIS CEDEX 06. Tél. : 01 40 51 90 00. www.ensmp.fr	

(1) Disponible pour le public : « INSEE-Résultats, comptes et indicateurs économiques » et « L'Économie française », INSEE, le livre de poche.
(2) Publié en commun avec la Banque de France; dans la série rouge de la publication *Statistiques et études financières,* on trouvera les résultats trimestriels de la balance des paiements.
(3) Statistiques rassemblées par le Service technique et économique du gaz.
(4) Statistiques rassemblées par le Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*		
• *Cité des Sciences et de l'Industrie* ...	30, avenue Corentin Cariou. 75019 PARIS. www.cite-sciences.fr	
• *La Poste* (Exploitant public)	Direction générale : Direction de la Communication : 4, quai du Point-du-Jour. 92777 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX. Tél. : 01 41 41 66 66. www.laposte.fr	Les chiffres clés de La Poste *(annuel).* Rapport financier *(annuel).*
• *Petites et Moyennes Entreprises, Commerce et Artisanat.*	Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services : 3-5, rue Barbet de Jouy. 75007 PARIS. Tél. : 01 44 87 17 17. Site Internet : www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr	Comptes commerciaux de la Nation. INSEE-Résultats. La France des commerces *(annuel).* La France de l'artisanat. Chiffres clés *(annuel).*
• *Commission de contrôle des assurances (CCA).* Autorité administrative indépendante.	54, rue de Châteaudun. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : 01 55 07 41 41.	Rapport d'activité sur la commission *(annuel).* Résultats comptables des entreprises d'assurance et de capitalisation.
• *Cour des comptes*	13, rue Cambon. 75100 PARIS RP. Tél. : 01 42 98 95 00. www.ccomptes.fr	Cour des comptes : rapport au Président de la République *[annuel]* (1).
• *Impôts (Conseil des)* ..... *Placé auprès de la Cour des Comptes*	*Même adresse.* Tél. : 01 42 98 97 95.	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *[annuel]* (1).
ÉDUCATION NATIONALE (Ministère).	www.education.gouv.fr	Page d'accueil : Le système éducatif français. Évaluation et statistiques de l'Éducation.
	Direction de la programmation et du développement (DPD) : 3-5, bd Pasteur. 75015 PARIS. Tél. : 01 55 55 65 40.	Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation *(annuel).*
	Sous-direction des études statistiques (SDES) : 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : 01 55 55 73 58.	Éducation et formation *(trimestriel).* Dossiers éducation et formations. Notes d'informations *(hebdomadaire).* L'état de l'école *(annuel).* Géographie de l'école *(annuel).*
	Bureau des études statistiques sur la recherche. DPD-C3, 3-5, bd Pasteur. 75015 PARIS.	Rapport annexe au projet de la loi de finances pour 2001 : état de la recherche et du développement technologique.
• *Muséum national d'histoire naturelle* (MNHN) [Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel].	57, rue Cuvier. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : 01 40 79 30 00. www.mnhn.fr	
• *Office national d'information sur les enseignements et les professions* (ONISEP) [Établissement public national à caractère administratif].	B.P. 86 - Lognes. 77423 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 02. Tél. : 01 64 80 35 00. www.onisep.fr	Avenirs *(mensuel).*
EMPLOI ET SOLIDARITÉ (Ministère).	Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) : 1, place de Fontenoy. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 44 38 38 38. www.emploi-solidarité.gouv.fr	Bulletin mensuel des statistiques du travail. Dossiers statistiques. Travail et emploi *(trimestriel).* Informations rapides. Solidarité. Santé. Études statistiques *(bimestriels).*

(1) JORF, édition « Documents administratifs ».

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
	Direction de la recherche des études, de l'évaluation et des statistiques en matière de Santé et de Solidarité (DREES) : 11, place des Cinq-Martyrs du lycée Buffon. 75696 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 40 56 80 52. www.emploi-solidarité.gouv.fr	Revue française des affaires sociales. Annuaire des statistiques sanitaires et sociales. Comptes nationaux de la santé *(annuel)* [publication conjointe entre « INSEE Résultats » et « Économie et santé »]. Compte de la protection sociale. Études et résultats. Documents statistiques. Premières synthèses.
• *Centre d'études et de recherches sur les qualifications* (CEREQ). [Établissement public à caractère administratif].	10, place de la Joliette, BP 21321. 13567 MARSEILLE CEDEX 02. Tél. : 04 91 13 28 28. www.cereq.fr	Répertoire opérationnel des métiers et des emplois [ROME] (4 tomes) (1). Formation-emploi *[trimestriel]*. La formation professionnelle continue financée par les entreprises (collection document) *[annuel]*. CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(mensuel)*. « Études » et « Documents ».
• *Institut national de la santé et de la recherche médicale* (INSERM). [Établissement public à caractère scientifique et technologique].	101, rue de Tolbiac. 75654 PARIS CEDEX 13. Tél. : 01 44 23 60 00. www.inserm.fr	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel)*. INSERM actualités *(mensuel)*.
• *Institut national d'études démographiques* (INED). [Établissement public à caractère scientifique et technologique].	133, boulevard Davout. 75980 PARIS CEDEX 20. Tél. : 01 56 06 20 00. www.ined.fr	Population et sociétés *(mensuel)*. Population *(bimestriel)*.
• *Office des migrations internationales* (OMI). [Établissement public de l'État].	44, rue Bargue. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 53 69 53 70.	OMISTATS : Annuaire des migrations *(annuel)*.
ÉQUIPEMENT, TRANSPORT ET LOGEMENT (Ministère)	Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 81 22.	
	Direction des affaires économiques et internationales. Service économique et statistique : Tour Pascal B. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22. Site Internet du ministère : www.equipement.gouv.fr	Statistiques de la construction *(trimestriel)*. Statistiques et études générales. Notes vertes économiques. Le compte du logement. Rapport à la commission des comptes du logement *(annuel)*. Note de conjoncture *(mensuelle)*. Mémento de statistiques des transports *(annuel)*. Enquête annuelle d'entreprise : les entreprises de transport. • *Notes de synthèse (mensuel)*. • *Les transports en ... (annuel)*. Rapport à la commission des comptes des transports de la Nation. Le marché des véhicules : fichier central des automobiles : parc et immatriculations *(annuel)*. L'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel)*. Les trafics de marchandises : banque de données des transports SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises). Le trafic de voyageurs par autobus et autocars : parc des véhicules et flux transportés *(annuel)*.
• *Aviation civile*	Direction générale de l'Aviation civile 52, rue Henri Farman. 75015 PARIS. Tél. : 01 58 09 43 21. www.dgac.fr	
• *Mer*	Direction du Transport maritime, des ports et du littoral : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : 01 40 81 21 22.	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel et annuel)*.

(1) Publié par La Documentation française, 29 et 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 01 40 15 70 00.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, TRANSPORT ET LOGEMENT (Ministère) *[suite]*	Direction des affaires maritimes et des gens de mer : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : 01 44 49 80 00. www.equipement.gouv.fr	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce. Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel)*.
	Centre administratif des affaires maritimes : BP 130. 27, quai Solidor. 35408 SAINT-MALO CEDEX. Tél. 02 99 19 60 00.	Statistiques maritimes françaises. La plaisance en quelques chiffres *(annuel)*. Statistiques plaisance *(annuel)*.
• *Routes*	Direction de la sécurité et de la circulation routières : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22	Bilan annuel : statistiques et commentaires *(annuel)*. Rapport financier *(annuel)*.
	Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand. B.P. 100. 92225 BAGNEUX CEDEX. Tél. : 01 46 11 31 31.	Données de base : circulation, sécurité (disquette). Circulation, accidents sur les routes nationales et autoroutes : données de base.
• *Tourisme*	Direction du Tourisme (bureau de la statistique touristique) : 2, rue Linois. 75740 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 44 37 36 00. www.tourisme.gouv.fr	Mémento du tourisme *(annuel)*. Les données économiques du tourisme.
FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT (Ministère).	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques, des études et de l'évaluation) : 32, rue de Babylone. 75007 Paris. Tél. : 01 42 75 80 00. www.fonction-publique.gouv.fr	La fonction publique et la réforme de l'État (rapport annuel). Les chiffres-clés.
INTÉRIEUR (Ministère)	Direction générale des collectivités locales (service des statistiques, des études et des techniques locales) : 2, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : 01 40 07 60 60.	Collection décentralisation. Série décentralisation. Série budget des collectivités locales *(annuel)*, 4 vol. Série démocratie locale. Guide pratique de l'élu. Bulletin d'informations statistiques de la DGCL.
	Direction générale de la police nationale. Direction centrale de la police judiciaire : 1 *bis*, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : 01 49 27 49 27.	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel)*.
	Direction de la sécurité civile : 85-87, quai du docteur Dervaux. 92600 ASNIÈRES. Tél. : 01 49 27 49 27 et 01 40 07 60 60. Site Internet du Ministère : www.interieur.gouv.fr	Statistiques des interventions de sapeurs-pompiers *(annuel)*.
JEUNESSE ET SPORTS (Ministère)	Direction de l'administration générale (bureau de la coordination et de l'action territoriale) : 78, rue Olivier-de-Serres. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 40 45 90 00. www.jeunesse-sports.gouv.fr	Statistiques jeunesse et sports. Licences sportives et sections de clubs *(annuel)*. Chiffres clés *(trimestriel)*.
JUSTICE (Ministère).....	Direction de l'administration générale et de l'équipement (sous-direction de la statistique, des études et de la documentation).	Annuaire statistique de la justice. Chiffres clés de la justice *(annuel)*. Infostat justice : bulletin d'information de la sous-direction de la statistique, des études et de la documentation.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
JUSTICE (Ministère) *[suite]*	Direction de l'administration pénitentiaire : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : 01 44 77 60 60. www.justice.gouv.fr	Rapport annuel de l'administration pénitentiaire. Rapport annuel de la Cour de cassation au garde des Sceaux.
RECHERCHE (Ministère)	Bureau des études statistiques sur la recherche DPP-C3, 3-5, bd Pasteur. 75015 PARIS. www.recherche.gouv.fr	cf. publications de la rubrique ministère de l'Éducation nationale.
CNIL (Autorité indépendante)	Commission nationale de l'informatique et des libertés : 21, rue Saint-Guillaume. 75340 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 53 73 22 22. www.cnil.fr	

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EUROSTAT ..... *Office statistique des communautés européennes* [OSCE]	Bureau d'information : Bâtiment Jean Monnet. Rue Alcide de Gaspéri. BP 1907 22920 Luxembourg. Tél. : 00 352 43 01 34567.	Les publications, les disquettes et cédéroms d'EUROSTAT sont vendus au : Data INFO service 195, rue de Bercy Tour Gamma A F - 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : + 33 (01) 53 17 88 44 Fax : + 33 (01) 53 17 88 22 E. mail : datashop@insee.fr
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques 2, rue André Pascal. 75016 PARIS. Tél. : 01 45 24 82 00. www.ocde.org	
Organisation mondiale de la Santé [OMS]	Palais des Nations 20, avenue Appia, 1211, CH Genève 27, Suisse. Tél. : (41-22) 791 21 11	
Organisation des Nations Unies [ONU]	Centre d'information 1, rue Miollis. 75015 PARIS. Tél. : 01 43 06 48 39. www.onu.fr	
Population reference bureau [PRB].....	1875 Connecticut Ave., NW, suite 520, Washington, DC 20 009-5728 USA.	

LISTE DES MINISTÈRES

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Ministère de la Justice
Ministère de l'Intérieur
Ministère de l'Éducation nationale
Ministère des Affaires Étrangères
Ministère de la Défense
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
Ministère des Relations avec le Parlement
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État
Ministère de la Jeunesse et des Sports
Ministère de la Recherche

AUTRES ORGANISMES

Artisanat

Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM)
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 10 00

Assurance

Caisse nationale de prévoyance (CNP)
4, place Raoul-Dautry - 75716 Paris Cedex 15
Tél. : 01 42 18 88 88

Audiovisuel

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 38 00

France 2
7, esplanade Henri-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 42 42

France 3
7, esplanade Henri-de-France
75907 Paris Cedex 15
Tél. : 01 56 22 30 30

France 3 - (Île-de-France)
66, rue Jean-Bleuzen - 92170 Vanves
Tél. : 01 41 09 33 33

Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 20 00

Arte-France
8, rue Marceau - 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 09
Tél. : 01 55 00 77 77

Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92532 Levallois-Perret Cedex
Tél. : 01 47 58 97 58

Radio-France
116, avenue du Président Kennedy - 75220 Paris Cedex 16
Tél. : 01 42 30 22 22

Radio-France internationale (RFI)
116, avenue du Président Kennedy - 75016 Paris
Tél. : 01 42 30 12 12

Radio-télévision française d'Outre-Mer (RFO)
35-37, rue Danton - 92240 Malakoff
Tél. : 01 55 22 71 00

Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
2, avenue de l'Europe - 94360 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 40 00

Télédiffusion de France (siège social)
10, rue d'Oradour-sur-Glane - 75732 Paris Cedex 15
Tél : 01 55 95 10 00

Télévision française 1 (TF1)
1, quai Point-du-Jour - 92656 Boulogne Cedex
Tél. : 01 41 41 12 34 ou 01 41 41 09 09

Bâtiment, travaux publics

Fédération française du bâtiment (FFB)
9, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 51 00

Fédération nationale des travaux publics (FNTP)
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 31 44

Caoutchouc et matières plastiques

Fédération de la plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 16 16

Syndicat national du caoutchouc des plastiques et des polymères (SNCP)
60, rue Auber - 94408 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 57 57

Charbon

Charbonnages de France
100, avenue Albert 1er - BP 220 - 92503 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 35 00

Comité charbonnier de l'importation et du commerce
10, rue Laborde - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 84 84

Chasse

Office national de la chasse
85 *bis*, avenue de Wagram - BP 236 - 75822 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 15 17 17

Chimie de base

Union des industries chimiques (UIC)
Le Diamant A - 92909 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 46 53 11 00

Construction aéronautique

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
4, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 17 00

Construction électrique et électronique

Fédération des industries électriques - électroniques et des communications (FIEEC)
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 05 70 70

Syndicat de l'industrie des technologies de l'information
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél : 01 46 92 24 35

Construction mécanique

Association française des industries, des pompes et de la robinetterie
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris la Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 98

Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques
22, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris
Tél. : 01 53 77 29 00

Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire (FABRILABO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris la Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 05

Association française de la mécanique de haute précision
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91

Fédération française des industries de l'image
5 *bis*, rue Jacquemont - 75017 Paris
Tél. : 01 40 25 96 65

Groupement des fabricants de matériels de chauffage central par l'eau chaude (GFCC)
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 61 64

Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
185, rue de Bercy
75579 Paris Cedex 12
Tél. : 01 43 46 27 50

Syndicat des constructeurs de compresseurs
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques (SCIPAG)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 50

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de petites turbines hydrauliques (SCPTH) - Maison de la mécanique
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 49

Union des constructeurs de l'industrie des procédés chimiques et alimentaires (UCIP)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 64

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines, tunnels et travaux souterrains (SYTRAMINES)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 40

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 85 90

Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 27

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 58

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP) - Maison de la Mécanique
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie industrielle (SNCT)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 71

Syndicat national des fabricants des boîtes d'emballages et bouchages métalliques (SNFBM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 47

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 88

Syndicat de la mesure
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 43 34 76 81

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 45

Union des industries d'équipement pour la construction, les infrastructures et la métallurgie
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 20

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 92

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques (UNITOP)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 09

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 69

Construction navale

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 00

Culture, loisirs et sports

Bibliothèque nationale de France
11, quai François-Mauriac - 75013 Paris
Tél. : 01 53 79 59 59
58, rue de Richelieu - 75002 Paris
Tél. : 01 47 03 81 26

Centre national de la cinématographie (CNC)
12, rue de Lübeck - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 34 34 40

La Française des jeux
5-7, rue Beffroy - 92543 Neuilly-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 46 41 35 35

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Électricité

Électricité de France - (Observatoire du système électrique)
3, rue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 42 22 22

Emploi

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
80, rue de Reuilly - 75012 Paris
Tél. : 01 53 17 20 00

Énergie

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
27, rue Louis-Vicat - 75737 Paris Cedex 15
Tél. : 01 47 65 20 00

Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN)
36, rue Guersant - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 82 20

Finances et bourse

Banque de France
31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille - 75356 Paris Cedex 07 SP
Tél. : 01 40 49 56 78

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance
27-29, rue de la Tombe-Issoire - 75673 Paris Cedex 14
Tél. : 01 58 40 41 42

Commission bancaire
73, rue de Richelieu et 115, rue de Réaumur
75002 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Commission des opérations de bourse (COB)
17, place de la Bourse - 75082 Paris Cedex 02
Tél. : 01 53 45 60 00

Secrétariat général du Conseil national du crédit,
Banque de France
39, rue Croix-des-petits-champs
75049 Paris Cedex 01
Tél. : 01 42 92 27 10

Société des bourses françaises
39, rue Cambon - 75039 Paris Cedex 01
Tél. : 01 49 27 10 00

Fonderie et travail des métaux

Association des fabricants de fixation mécanique
39 , rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 24

Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers
Place de l'Europe - 63300 Thiers
Tél. : 04 73 80 03 76

Fédération des Industries mécaniques
39-41-45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 00

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 47 17 62 81

Les fondeurs de France
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 43 34 76 79

Syndicat national des entreprises d'applications de revêtement et traitement de surfaces (SATS)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 34

Syndicat national du décolletage (SND)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 04 50 98 07 68

Groupement français des industries transformatrices des métaux en feuilles minces (GIMEF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national de l'estampage et de la forge (SNEF)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 17

Union Nationale des Industries de la Quincaillerie (UNIQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 20 75 ou 01 45 63 62 50

Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91

Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 60

Gaz

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : 01 47 54 20 20

Imprimerie, presse, édition

Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG)
68, boulevard Saint-Marcel - 75005 Paris
Tél. : 01 44 08 64 46

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Industries agricoles et alimentaires

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 29 27

Association nationale de la meunerie française (ANMF)
66, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 43 59 45 80

Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche (ANICC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA)
41, *bis*, boulevard de Latour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. 01 47 53 64 00

Association pour la recherche et le développement de la chicorée de France
84, rue François-Herbo - 59310 Orchies
Tél. : 03 20 64 48 30

Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA)
Place de la Liberté - BP 3 - 32800 Eauze
Tél. : 05 62 08 11 00

Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)
23, Allée du Champ-de-Mars - BP 18 - 16101 Cognac Cedex
Tél. : 05 45 35 60 00

Bureau interprofessionnel du pruneau
2, rue des Magnolias - BP 130 - 47303 Villeneuve-sur-Lot
Tél. : 05 53 41 55 55

Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue de La Trémoille - 75008 Paris
Tél. : 01 47 20 31 10

Chambre syndicale française de la levure
14, rue de Turbigo - 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 54 82

Association des malteurs de France
66, rue de La Boétie
75008 Paris
Tél. : 01 43 59 44 93

Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 23 01

Chambre syndicale des raffineurs de sucre
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 96

Comité français de la semoulerie industrielle (CFSI)
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 72 40

Comité interprofessionnel du vin de Champagne (CIVC)
5, rue Henri-Martin - BP 135 - 51204 Épernay Cedex
Tél. : 03 26 51 19 30

Confédération française de la conserve (CFC)
44, rue d'Alésia - 75682 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 44

Confédération générale des planteurs de betteraves
43-45, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 44 69 39 00

Confédération nationale des glaciers de France
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 72 28

Conseil national des vins aromatisés (CNVA)
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 33

Chambre syndicale des fabricants aliments chiens chats oiseaux (FACCO)
46, boulevard Magenta - 75010 Paris
Tél. : 01 48 03 29 11

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Fédération française des industries charcutières
3, rue Anatole-de-la-Forge - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 78 87

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 85

Fédération nationale de la coopérative bétail et viande (FNCBV)
49, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris
Tél. : 01 44 17 57 70

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. : 01 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC)
129, boulevard Saint-Germain - 75279 Paris Cedex 06
Tél. : 01 43 29 87 02

Fédération nationale des coopératives laitières
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 90

Fédération nationale des industries de corps gras
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 20 25

Fédération nationale des syndicats de confituriers et de conserveurs de fruits - FIAC - section fruit
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 44 91

Fédération nationale des producteurs de pomme de terre industrielle (FNPTI)
9, rue d'Athènes - 75009 Paris
Tél. : 01 40 82 18 60

Institut national appellations origine (INAO)
6, rue Fresnel - 14000 Caen
Tél. : 02 31 95 20 20

L'Alliance 7
194, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 44 77 85 85

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)
19-21, avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 20 00

Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL)
12, avenue George-V - 75008 Paris
Tél. : 01 40 69 49 50

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 32 00

Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)
53, quai d'Orsay - 75347 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 61 50

Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO)
54, chemin de Bonaventure - 84000 Avignon
Tél. : 04 90 86 64 39

Syndicat des eaux de source
Allée Charles-V - 94300 Vincennes
Tél. : 01 43 65 51 18

Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France
23, rue d'Artois - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 95 44

Syndicat de la Vittellerie française
41 *bis*, boulevard de la Tour Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 42 90 20

Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 46 37 22 06

Syndicat national des déshydrateurs de France
14, rue Armand Moisant - 75015 Paris
Tél. : 01 42 18 11 50

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des fabricants de liqueurs
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés
18, rue de la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 13 30

Syndicat national des fabricants de sirops
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 49 52 66 66

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA)
41 *bis*, boulevard de La Tour-Maubourg - 75007 Paris
Tél. : 01 44 18 63 50

Syndicat national des industries cidricoles
44, rue d'Alésia - 75014 Paris
Tél. : 01 53 91 45 33

Syndicat national des transformateurs de poivres, épices, aromates et vanille
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national du commerce du porc (SNCP)
17, place des vins de France - 75012 Paris
Tél. : 01 53 02 40 20

Syndicat national des fabricants des produits laitiers frais (SYNDIFRAIS)
42, rue de Chateaudun - 75314 Paris cedex 09
Tél. : 01 49 70 72 30

Union des producteurs français de spiritueux
8, rue de l'Isly - 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 25

Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA)
4, place d'Estienne-d'Orves - 75009 Paris
Tél. : 01 48 78 51 00

Union nationale des producteurs de jus de fruits
23, boulevard des Capucines - 75002 Paris
Tél. : 01 47 42 82 82

Union syndicale des producteurs de sucre et de rhum de la Réunion,
46, rue de La Bourdonnais, BP57- 97462 Saint-Denis
Tél. : 0 262 90 45 00

Union des fabricants français d'équipements
pour boulangerie-pâtisserie, biscuiterie-biscotterie,
glacerie-chocolaterie (UFFEB)
13, rue Saint-Lazare - 75009 Paris
Tél. : 01 42 80 44 41

Industrie du bois et de l'ameublement

Syndicat français de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : 01 42 81 26 26

Union des industries du bois (UIB)
33, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Fédération nationale du bois
6, rue François 1er - 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 52 00

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
28 *bis*, avenue Daumesnil - 75012 Paris
Tél. : 01 44 68 18 00

Industrie du cuir et de la chaussure

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75373 Paris Cedex 08
Tél. : 01 43 59 05 69

Industries diverses

Chambre syndicale de l'édition musicale (CSDEM)
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 09 29

Industrie du verre

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 65 60 02

Fédération des cristalleries et verreries à la main et mixtes
32, rue de Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 47 70 26 42

Ingénierie

Bureau Véritas
17 *bis*, place des Reflets - La Défense 2
92077 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 42 91 52 91

International

Sources d'Europe
Socle de la Grande Arche - 92054 Paris La Défense
Tél. : 01 41 25 12 12

Fonds monétaire international (FMI)
Bureau Européen à Paris
66, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. : 01 40 69 30 70

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
2, rue André-Pascal - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 24 82 00

Organisation des Nations-Unies (ONU)
Centre d'information - 1, rue Miollis - 75015 Paris
Tél. : 01 43 06 48 39

Matériaux de construction

Confédération des industries céramiques de France
(pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux,
produits réfractaires, sanitaires, poterie, porcelaine)
15, avenue Victor-Hugo - 75116 Paris
Tél. : 01 45 00 18 56

Fédération française de tuiles et briques de France (FFTB)
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 07 10

Syndicat français de l'industrie cimentière
7, place de la Défense - 92974 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 55 23 01 23

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll - 75849 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 47 01

Matériel de transport terrestre

Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 52 51 00

Fédération des industries ferroviaires
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 13 53

Syndicat des fabricants d'équipements et de
pièces automobiles (SFEPA) - Service statistique
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 Suresnes
Tél. : 01 46 25 02 30

Minerais de fer et sidérurgie

Centre professionnel des statistiques de l'acier (CPS)
immeuble Le Pacific
11-13 cours Valmy - 92070 La Défense cedex
Tél. : 01 41 25 52 00

Syndicat national des fabricants d'étirés et profilés
pleins en acier (ETIRAGE)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 47 54 94 27

Syndicat national du laminage à froid
du feuillard d'acier (SNLS)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 70

Syndicat national du profilage des produits
plats en acier (SNPPA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 75

Syndicat du tréfilage de l'acier (STA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 47 54 94 27

Minerais, minéraux, métaux et demi-produits non ferreux

Association de minéraux métaux non ferreux, santé et environnement (AMSE)
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 74 02 99

Fédération des chambres syndicales des minerais
et des métaux non ferreux
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Syndicat général des affineurs de France
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Parachimie et industrie parachimique

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 47 47 60 00

Fédération des industries de la parfumerie
33, Champs-Elysées 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 67 89

Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP)
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 03 88 88

Pâtes, papiers, cartons

Confédération des producteurs de papiers,
cartons et celluloses (COPACEL)
154, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 00

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : 01 45 44 13 37

Fédération nationale des transformateurs de papier
6, square de l'Opéra Louis-Jouvet - 75009 Paris
Tél. : 01 42 68 01 94

Pêche

Comité central des armateurs de France (CCAF)
47, rue Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 52

Comité national des pêches maritimes
51, rue Salvador-Allende - 92027 Nanterre Cedex
Tél. : 01 47 75 01 01

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines (FIOM)
11, boulevard de Sébastopol - 75001 Paris
Tél. : 01 53 00 96 96

Pétrole

Comité professionnel du pétrole
Tour Corosa - 3, rue E et A - Peugeot - BP 282 -
92505 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 16 94 60

Totalfina-ELF - Tour Coupole
2, place Coupole - La Défense 6
92078 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 44 45 46

Institut français du pétrole (IFP)
1 à 4, avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 52 60 00

Union française des industries pétrolières (UFIP)
4, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 40 53 70 00

Santé - Transferts sociaux

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)
66, avenue du Maine - 75694 Paris Cedex 14
Tél. : 01 42 79 30 30

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
23, rue Daviel - 75634 Paris Cedex 13
Tél. : 01 45 65 52 52

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)
101, rue de Tolbiac - 75654 Paris Cedex 13
Tél. : 01 44 23 60 00

Union des caisses centrales de la mutualité agricole (UCCMA)
8-10, rue d'Astorg - 75413 Paris Cedex 08
Tél. : 01 44 56 77 77

Textiles artificiels et synthétiques

Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques (SFTAS)
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 30 82

Textiles et habillement

Comité central de la laine et des fibres associées
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 31 41

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E-VAN-NIEUWENHUYSEN - BP 1160 - Bruxelles
Tél. : 00 32 26 76 74 55

Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL)
40, rue Eugène-Jacquet - Sac Postal n° 15
59708 Marcq-en-Barœul Cedex
Tél. : 03 20 99 24 37

Groupement professionnel de la soierie et du tissage
55, montée de Choulans - 69323 Lyon Cedex 05
Tél. : 04 72 56 49 73

Syndicat des producteurs français de ficelles, cordages et filets (FICCORFIL)
26, rue la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 00 76

Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs
21, rue du Général Foy - 75008 Paris
Tél. : 01 45 22 18 44

Syndicat général de la filterie française
40, rue Eugène-Jacquet - 59708 Marcq-en-Barœul
Tél. : 03 20 99 24 33

Transport

Régie autonome des transports parisiens (RATP)
54, quai de la Rapée - 75599 Paris Cedex 12
Tél. : 01 44 68 20 20

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Direction du contrôle de gestion
34, rue du Commandant Mouchotte - 75699 Paris Cedex 14
Tél. : 01 53 25 60 00

Voies navigables de France (VNF)
175, rue Ludovic-Bouteleux - BP 820 - 62408 Béthune
Tél. : 03 21 63 24 24

Divers

Conseil économique et social
9, place d'Iéna
75775 Paris cedex 16
Tél. : 01 44 43 60 00

Journal officiel
26, rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 75 00

ABONNEZ-VOUS AUX PÉRIODIQUES DE L'INSEE

INSEE

Tarif 2001

LE BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

10 000 séries mensuelles, trimestrielles et annuelles concernant l'ensemble de la vie économique, complétées par les séries rétrospectives des principaux indices et par le bilan démographique.

Abonnement 1 an
(12 numéros)

	FF	€
France	364	55,49
Europe	455	69,36
Reste du monde	584	89,03

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Chaque numéro est un recueil d'articles sur un grand thème du débat social proposant des commentaires, des tableaux et des graphiques ainsi qu'une bibliographie.

Abonnement 1 an
(10 numéros)

	FF	€
France	414	63,11
Europe	518	78,97
Reste du monde	633	96,50

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Ce trimestriel publie des travaux originaux de recherche théorique ou appliquée dans les domaines de l'économie, de l'économétrie et de la statistique.

Abonnement 1 an
(4 numéros)

Pour les particuliers

	FF	€
France	195	29,73
Europe	244	37,20
Reste du monde	287	43,75

Autres abonnés *(Entreprises, Administrations, etc.)*

	FF	€
France	545	83,08
Europe	681	103,82
Reste du monde	726	110,68

INSEE PREMIÈRE

Le « 4 pages » qui, régulièrement, présente les analyses et les commentaires des experts de l'INSEE sur un thème de l'actualité économique et sociale.

Abonnement 1 an
(60 numéros)

	FF	€
France	530	80,80
Europe	663	101,07
Reste du monde	827	126,08

INSEE RÉSULTATS

Cette série présente les résultats détaillés des enquêtes et opérations statistiques menées par l'INSEE. Progressivement ces données seront proposées sur cédérom. Elle s'articule en 5 thèmes :

ENSEMBLE DES THÈMES

Abonnement 1 an
(49 numéros + 8 papier-cédérom)

	FF	€
France	5 000	762,23
Europe	6 250	952,81
Reste du monde	7 146	1 089,40

PAR THÈME :

Économie générale
(13 numéros + 2 papier-cédérom)

	FF	€
France	1 300	198,18
Europe	1 625	247,73
Reste du monde	1 882	286,91

Démographie - Société
(6 numéros + 1 papier-cédérom)

France	600	91,47
Europe	750	114,34
Reste du monde	840	128,06

Consommation - Modes de vie
(4 numéros +1 papier-cédérom)

France	500	76,22
Europe	625	95,28
Reste du monde	765	116,62

Système productif
(13 numéros + 2 papier-cédérom)

France	1 300	198,18
Europe	1 625	247,73
Reste du monde	1 818	277,15

Emploi - Revenus
(13 numéros + 2 papier-cédérom)

France	1 300	198,18
Europe	1 625	247,73
Reste du monde	1 850	282,03

SYSTÈME « STATISTIQUE PUBLIQUE »

SYNTHÈSES

Cette collection présente des études et des enquêtes faites par les organismes du système statistique public.

Abonnement 1 an *(12 numéros)*

	FF	€
France	959	146,20
Europe	1 199	182,79
Reste du monde	1 277	194,68

INSEE

Tarif 2001

LA CONJONCTURE
COLLECTION « INSEE CONJONCTURE »

INFORMATIONS RAPIDES

Série de 350 numéros par an, présentant dès leur disponibilité les derniers indices et les résultats les plus récents des enquêtes de conjoncture de l'INSEE.
Elle inclut 105 numéros des « Principaux Indicateurs » (chiffres essentiels de l'économie) qui peuvent faire l'objet d'un abonnement à part par courrier ou par télécopie.

Abonnement aux Principaux Indicateurs
(105 numéros)

	FF	€
Par télécopie		
France	*2 000*	*304,90*
Europe	*2 500*	*381,12*
Reste du monde	*3 000*	*457,35*
Par courrier		
France	*830*	*126,53*
Europe	*1 038*	*158,24*
Reste du monde	*1 288*	*196,35*

Abonnement à l'ensemble de la série :
245 numéros par courrier
et 105 numéros « Principaux Indicateurs » par télécopie

France	*2 950*	*449,72*
Europe	*3 688*	*562,23*
Reste du monde	*4 563*	*695,62*

Abonnement par courrier à l'ensemble de la série :
245 numéros et 105 numéros « Principaux Indicateurs »

France	*1 750*	*266,79*
Europe	*2 188*	*333,56*
Reste du monde	*2 691*	*410,24*

TABLEAU DE BORD HEBDOMADAIRE

Un panorama complet et actualisé de la conjoncture économique française et internationale. Le supplément « Séries longues » donne des tableaux et des graphiques sur 25 ans.

Abonnement 1 an
(50 numéros + 1 supplément Séries longues)

	FF	€
France	*1 500*	*228,67*
Europe	*1 875*	*285,84*
Reste du monde	*2 375*	*362,07*

NOTE DE CONJONCTURE

Trois notes de synthèse et un point de conjoncture pour suivre la situation et les perspectives à moyen terme de l'économie française. Le supplément « Séries longues » donne des tableaux et des graphiques sur 25 ans.

Abonnement 1 an
(3 notes + 1 point + 1 supplément Séries longues)

	FF	€
France	*210*	*32,01*
Europe	*263*	*40,09*
Reste du monde	*309*	*47,11*

CONJONCTURE IN FRANCE

Deux fois par an, une synthèse de la conjoncture économique de la France rédigée en anglais.

Abonnement 1 an
(2 numéros)

	FF	€
France	*50*	*7,62*
Europe	*63*	*9,60*
Reste du monde	*75*	*11,43*

NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE
Direction de la Prévision

Deux fois par an, un panorama de la conjoncture mondiale dressé par la direction de la Prévision. En supplément, deux points de conjoncture internationale.

Abonnement 1 an
(2 notes + 2 points)

	FF	€
France	*160*	*24,39*
Europe	*200*	*30,49*
Reste du monde	*251*	*38,26*

ABONNEZ-VOUS ÉGALEMENT SUR **www.insee.fr**

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner à : INSEE - CNGP BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex 01

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes : .....

Nom ou raison sociale : ..... Tél. : ..... Fax : .....

Activité : .....

Adresse : .....

Je règle un montant de ..... FF ou € (total des abonnements) par : ☐ chèque (à l'ordre de l'Insee)

☐ Carte bancaire : ☐ Visa ☐ Mastercard ☐ Eurocard (seules cartes acceptées)

Carte N° ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ Expire au ☐☐ ☐☐

Date : Nom du titulaire de la carte et signature obligatoires :

ACCÈS AUX PRODUITS ET SERVICES DE L'INSEE

À PARIS

INSEE Info Service

Librairie, accueil du public,
salle de consultation, prestations sur mesure

Tour Gamma A
195, rue de Bercy
75582 **PARIS** cedex 12
Tél. : 01 41 17 66 11

24h/24 DES SERVICES TÉLÉMATIQUES

Internet

www.insee.fr
www.sirene.tm.fr

Serveur vocal

08 92 68 07 60 (2,21 F/mn) – Indices - Coordonnées de l'INSEE

Minitel

3615 INSEE (1,00 F/mn)
3617 INSEE (5,53 F/mn)
Renseignements par télécopie
3617 SIRENE (2,21 F/mn)
3617 PVI (2,21 F/mn)
Indices des prix de vente industriels

Dans vos régions, l'INSEE c'est aussi : l'accueil du public, des salles de consultation, des produits standard, des prestations sur mesure

ALSACE
Cité administrative Gaujot
14, rue du Maréchal Juin
67084 **Strasbourg** Cedex
Tél. : 03 88 52 40 40

AQUITAINE
33, rue de Saget
33076 **Bordeaux** Cedex
Tél. : 05 57 95 04 00

AUVERGNE
3, place Charles de Gaulle - BP 120
63403 **Chamalières**
Tél. : 04 73 31 82 82

BOURGOGNE
2, rue Hoche - BP 1509
21035 **Dijon** Cedex
Tél. : 03 80 40 67 67

BRETAGNE
36, place du Colombier - CS 94439
35044 **Rennes** Cedex
Tél. : 02 99 29 33 33

CENTRE
8, rue Édouard Branly - BP 6719
45100 **Orléans** Cedex 2
Tél. : 02 38 69 52 52

CHAMPAGNE-ARDENNE
10, rue Édouard Mignot
51079 **Reims** Cedex
Tél. : 03 26 48 60 00

CORSE
Résidence du Cardo
Rue des Magnolias
20700 **Ajaccio** Cedex 9
Tél. : 04 95 23 54 54

FRANCHE-COMTÉ
Immeuble Le Major
83, rue de Dole - BP 1997
25020 **Besançon** Cedex
Tél. : 03 81 41 61 61

ÎLE-DE-FRANCE
7, rue Stephenson
Montigny-le-Bretonneux
78188 **S^T Quentin-en-Yvelines** Cedex
Tél. : 01 30 96 90 00

LANGUEDOC-ROUSSILLON
274, allée Henri II de Montmorency
34064 **Montpellier** Cedex 2
Tél. : 04 67 15 70 00

LIMOUSIN
50, avenue Garibaldi
87031 **Limoges** Cedex
Tél. : 05 55 45 20 07

LORRAINE
15, rue du Général Hulot - BP 3846
54029 **Nancy** Cedex
Tél. : 03 83 91 85 85

MIDI-PYRÉNÉES
36, rue des Trente-Six ponts
31054 **Toulouse** Cedex 4
Tél. : 05 61 36 61 36

NORD-PAS-DE-CALAIS
130, avenue du Président J.-F. Kennedy
59034 **Lille** Cedex
Tél. : 03 20 62 86 29

BASSE-NORMANDIE
93, rue de Geôle
14052 **Caen** Cedex 4
Tél. : 02 31 15 11 00

HAUTE-NORMANDIE
8, quai de la Bourse
76037 **Rouen** Cedex
Tél. : 02 35 52 49 11

PAYS DE LA LOIRE
105, rue des Français Libres - BP 67401
44274 **Nantes** Cedex 2
Tél. : 02 40 41 75 75

PICARDIE
1, rue Vincent Auriol
80040 **Amiens** Cedex 1
Tél. : 03 22 97 32 00

POITOU-CHARENTES
5, rue Sainte Catherine - BP 557
86020 **Poitiers** Cedex
Tél. : 05 49 30 01 01

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
17, rue Menpenti
13387 **Marseille** Cedex 10
Tél. : 04 91 17 57 57

RHÔNE-ALPES
165, rue Garibaldi
Cité Administrative d'État
69401 **Lyon**
Tél. : 04 78 63 28 15

OUTRE-MER

ANTILLES - GUYANE
Direction inter régionale
41, rue Bébian - BP 300
97158 **Pointe-à-Pitre** Cedex
Tél. : 05 90 21 47 00

GUADELOUPE
Service régional
Avenue Paul Lacavé - BP 96
97102 **Basse-Terre** Cedex
Tél. : 05 90 99 36 36

MARTINIQUE
Service régional - Centre Delgrès
Boulevard de la Pointe des Sables - BP 641
97262 **Fort-de-France** Cedex
Tél. : 05 96 60 73 73

GUYANE
Service régional
Avenue Pasteur - BP 6017
97306 **Cayenne** Cedex
Tél. : 05 94 29 73 00

RÉUNION
Direction régionale
15, rue de l'École - BP 13
97408 **Saint-Denis** MESSAG Cedex 9
Tél. : 02 62 48 89 00

Achevé d'imprimer - Mars 2001

IMPRIMERIE NATIONALE 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 0 017782 1 △

Le Directeur de la publication : P. CHAMPSAUR, directeur général de l'INSEE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Édition 2001

Résultats de 1999
Avec la collaboration des services statistiques des ministères

ISSN : 0066-3654
ISBN : 2-11-067794-5
Code SAGE : ASF104
Prix : 590 FF
89,95 €